



LabToP



Rapport pour l'Agence nationale de la recherche

L'HÉROÏNE EN FRANCE
UNE HISTOIRE SOCIALE ET CULTURELLE
DE LA DIFFUSION DES USAGES ET DES TRAFICS
1968-2004

Juin 2016



AUTO SUPPORT ET REDUCTION DES RISQUES PARMI LES USAGERS ET EX USAGERS DE DROGUES
Association Loi 1901

Agréée au niveau national pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique
(décret du 06/07/2012)

Rapport pour l'Agence nationale de la recherche

L'HÉROÏNE EN FRANCE
UNE HISTOIRE SOCIALE ET CULTURELLE
DE LA DIFFUSION DES USAGES ET DES TRAFICS
1968-2004

Juin 2016

L'HÉROÏNE EN FRANCE

**UNE HISTOIRE SOCIALE ET CULTURELLE
DE LA DIFFUSION DES USAGES ET DES TRAFICS**

1968-2004

Rapport pour l'Agence nationale de la recherche

Equipe :

Michel KOKOREFF (PR Paris 8, sociologue, coordinateur)
Michel PERALDI (DR ERIS-CNRS)
Anne COPPEL (Sociologue)
Claire DUPORT (MCF associée, Aix-Marseille, sociologue)
Mikaël KAZGANDJIAN (doctorant en sociologie, Université de Gênes/CADIS)
Aude LALANDE (ethnologue)
Alexandre MARCHANT (agrégé et docteur en histoire)
Fabrice OLIVET (directeur d'ASUD Paris, historien)
Liza TERRAZZONI (sociologue, CADIS)

Avec la collaboration de

Vincent BENSO (doctorant en sociologie)
Jean-Michel COSTES (ancien directeur de l'OFDT)
Emmanuelle HOAREAU (doctorante en sociologie, Paris 8)
Mylène FRAPPAT



Remerciements

Cette recherche n'aurait pas été possible sans l'aide et l'apport indispensables de nombreuses institutions et personnes, qui ont su en saisir l'intérêt et l'enjeu

Nous avons bénéficié de l'aide financière de la ville de Paris, pour laquelle nous avons rendu plusieurs documents sur ce que nous apprenait l'histoire de l'héroïne sur l'histoire de la cocaïne. La Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques a également été un soutien précieux, et nous remercions, outre ses responsables actuelles, Betty Azocar, chargée de mission.

À la Mission toxicomanie-sida de la ville de Marseille, Pierre Toubiana et Mylène Frappat ont été un soutien constant, ils ont fait le lien avec les élus, dont l'adjoint à la Santé, Monsieur Padovani, rendant possible l'indispensable participation financière de la ville. L'enquête à la prison des Baumettes a été grandement facilitée par la docteur Catherine Paulet, directrice de l'antenne addictologie des Baumettes, et le docteur Olivier Bagnis, responsable du CSAPA, qui m'ont permis l'accès au centre pénitentiaire et aux archives, ainsi qu'à l'équipe du CSAPA qui nous ont accueillis et parfois prêté la main dans notre travail au sein de la prison. Toute l'équipe d'ASUD-Paris a été d'un soutien constant et a constitué un centre de ressources plus qu'appréciable. Nous remercions également les intervenants marseillais en charge des questions de toxicomanie avec lesquels les focus-groupes ont été d'une grande pertinence.

Isabelle Michot, documentaliste à l'OFDT et Aurélie Wellenstein, du centre de documentation de l'hôpital Marmottan, ont été d'une aide constante et précieuse, ainsi que Jean-Pierre Lomme, qui nous a accueillis et fait visiter ce haut-lieu avec humour.

Nos remerciements vont également aux anciens de *Libération* : Bénédicte Dulong, responsable des archives, et Alain Brillon, archiviste présent au journal depuis 1973, qui nous ont ouvert les portes du service, permis la consultation des lourds volumes encore sur papier et autorisé de nombreuses photocopies ; Béatrice Vallaeys, elle aussi présente depuis le début, qui a terminé sa carrière comme directrice-adjointe et a su restituer l'ambiance des « *débuts* », Jean-Paul Généaux, qui a été longtemps « *le* » spécialiste des drogues à *Libé*, Philippe Gavi, membre historique de l'APL et fin chroniqueur des mutations culturelles et médiatiques, François Pignet, rentré au journal en 1976 au service de la photogravure et passé ensuite au service Culture, Patricia Tourancheau, qui nous a donné de nombreux contacts et des informations précieuses.

Bien que nous avons décidé de ne pas centrer la recherche sur les dimensions institutionnelles (notamment pénales), nous avons bénéficié des témoignages de François Le Mouël, ancien directeur de l'OCRTIS dans les années 1970, décédé l'an dernier, de Serge Supersac, ancien officier de police aujourd'hui chercheur, et de Jean-Michel Schlösser, qui a fait sa carrière dans la sécurité publique avant de se lancer dans la formation professionnelle des policiers à laquelle il consacre une thèse de sociologie.

Nous remercions également François-Rodolphe Ingold, qui a traversé de manière toute singulière cette histoire, ainsi que Nelly Boullenger, pour le récit de terrain très riche qu'elle nous a livré.

Une recherche de plus de trois ans réunissant une équipe de onze membres aux statuts variés implique une solide gestion qu'a assurée avec une grande compétence et patience Sandra Nicolas, gestionnaire au CRESPPA-GTM et responsable administrative de l'UMR, dont les qualités ont été particulièrement appréciées. Merci Sandra !

Sans Jimmy Kempfer, Azzedine Grinbou et Pascal Perez, cette enquête n'aurait pas été la même : les entretiens préliminaires effectués avec eux nous ont beaucoup appris, et nous n'aurions pas pu rencontrer les personnes qu'ils connaissaient, ni obtenu d'elles la confiance nécessaire pour parler avec nous. Nous les remercions d'avoir réalisé ce travail avec nous.

Enfin, nous remercions tous ceux qui ont accepté de nous consacrer sans compter du temps et de répondre à nos questions : à Marseille, toutes celles et ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce travail, en nous laissant nous immiscer dans leur vie, en nous accompagnant vers les lieux et les moments de leur histoire, en nous confiant le récit de leur trajectoire et l'exposé de leurs idées, en nous confiant des documents personnels : des usagères et des usagers d'héroïne, des trafiquants et des revendeurs, leurs familles, leurs amis, leurs voisins ; des militants de l'accompagnement des personnes à un moment vulnérables, ou de la réduction des risques liés aux usages de drogues ; des professionnels de l'action sociale, de la santé, de la justice ; en région parisienne, tous ceux qui ont pris de l'héro à certains moments de leur existence, sont tombés dans la came, ont vendu de la « *blanche* » ou de la « *rose* » par dizaines de kilos, et ont accepté de nous en parler si longuement, tous ceux aussi qui ont vécu cette catastrophe de près, des habitants, des familles, des ami(e)s, des potos, qui ont vu leur frère ou leur sœur, leur voisin ou leur cousin mourir, auxquels nous avons sans le vouloir rappelé des mauvais souvenirs mais qui ont compris que cette recherche était aussi une manière de lutter contre l'oubli et pour la mémoire.

Isabelle Célérrier a relu et corrigé une grande partie des textes qui composent ce rapport dans des délais très courts, nous la remercions pour son professionnalisme et sa disponibilité. Il va de soi que nous assumons l'entière responsabilité du texte final.

Ce travail est dédié à la mémoire de Jimmy Kempfer (1950-2015).

Sommaire

Remerciements.....

Présentation.....

Reconstruction de l'objet de recherche

Dispositif méthodologique

Démarche

Première partie :

CADRAGE CHRONOLOGIQUE (1964-2004)

Introduction : les quatre âges de la diffusion.....

1. Le temps des pionniers (1964-1973/74), Anne Coppel.....

1.1 Les jeunes ont la bougeotte

1.2 Mai 68 et les drogues

2. Les seventies et la première lame de fond de l'héroïne (1974-1980), Anne Coppel....

2.1 1972-1974, les années charnières

2.2 1974 -1981, La société libérale avancée face au « problème de la drogue »

2.3. Le corpus des années 1974-81.

2.4. Les embrouilles, les braquages, la délinquance

3. Les années catastrophe ou la seconde grosse vague de diffusion (1981-1988), Michel Kokoreff.....

3.1 Paradoxes des années 1980

3.2 Les cités, au coeur de la tourmente

3.3 De Paris à Marseille

4. Le temps du reflux (1988-1996), Michel Kokoreff.....

4.1 Les années 1990 : résurgences et éclatements

4.2 De la reconnaissance à l'objectivation d'un problème de santé publique

4.3 Trajectoires de sortie

4.4 De l'incorporation entre drogues et musiques à l'éclectisme culturel des nineties

4.5 Regards sur le temps qui passe

Conclusion.....

Deuxième partie :

Analyse transversale

Introduction : modalités, lieux, formes et traitements publics de la diffusion de l'héroïne

5. Des modalités.....

5.1 *District productif marseillais de l'héroïne : dispositif d'acteurs*, Michel Peraldi et Liza Terrazzoni

5.2 *Le process productif de l'héroïne*, Michel Peraldi et Liza Terrazzoni

5.3 *La syro-libanaise : de la nécessité à la filière*, Claire Duport

5.4 *La notion de filière dans le trafic d'héroïne : retour sur un mythe*, Alexandre Marchant

5.5 *La notion de filière dans le trafic d'héroïne: analyse de la Chinese Connection (1974-1984)*, Alexandre Marchant

6. Des lieux.....

6.1 *Parcours d'urbanité de l'héroïne à Marseille*, Claire Duport.....

6.2 *L'appartement : lieu de vie, lieu de vente, lieu de fête. Styles de vie, circulations, porosités : un marché intégré*, Aude Lalande.....

6.3 *Scènes et marché de rue parisien*, Aude Lalande

6.4 *L'arrivée de la came dans les cités*, Michel Kokoreff.....

6.5 *L'héroïne dans les trajectoires de polyusage liées aux raves*, Emmanuelle Hoareau.....

7. Des formes.....

7.1 *L'affaire de Bandol : une histoire dans l'histoire*, Vincent Benso.....

7.2 *La diffusion de l'héro à travers Libération*, Michel Kokoreff.....

7.3 *Penser les drogues : Deleuze et Guattari*, Michel Kokoreff.....

7.4 *L'évolution de la place des toxicomanes dans les prisons (1970-1990)*, Alexandre Marchant.....

7.5 *Polytoxicomanie, cambriolages de pharmacie et auto-substitution des héroïnomanes (1970-1980)*, Alexandre Marchant.....

7.6 *Une histoire raciale de l'héroïne (1980-1995)*, Fabrice Olivet.....

7.7 *Itinéraire d'un voyou devenu « sans-papiers »*, Michel Kokoreff.....

8. Des traitements publics.....

8.1 *Combien de toxicomanes, combien de morts ?* Jean-Michel Costes

8.2 *L'impossible tournant sécuritaire des années 1980*, Alexandre Marchant.....

8.3 *L'échec du tour de vis répressif du début des années 1990*, Alexandre Marchant.....

8.4 *Entre diffusion et réduction des risques, la case prison*, Claire Duport.....

8.5 *Compter les familles et les fratries touchées par la diffusion locale de l'héroïne*, Azzedine Grinbou et Michel Kokoreff

Conclusion générale.....

Bibliographie.....

Annexes.....

Résumé.....

Présentation

« La came est le produit idéal, la marchandise par excellence... Nul besoin de boniments pour séduire l'acheteur ; il est prêt à traverser un égout en rampant sur les genoux pour mendier la possibilité d'en acheter. Le trafiquant ne vend pas son produit au consommateur, il vend le consommateur à son produit. »

William Burroughs, *Le festin nu* (1959)

« Au fond, qu'est-ce que c'est que l'expérience de la drogue ? Sinon ceci : effacer les limites, rejeter les partages, mettre hors-circuit toutes les exclusions. Et se poser à ce moment-là la question : qu'en est-il du savoir ? Est-ce que l'on sait quelque chose de tout à fait autre ? Est-ce que l'on peut encore savoir ce qu'on savait avant l'expérience de la drogue ? Est-ce que ce savoir d'avant la drogue est un savoir qui est encore valable ? Ou est-ce que c'est un nouveau savoir, auquel cas quel est-il ? C'est un problème, et je crois que dans cette mesure-là, l'expérience de la drogue n'est pas marginale dans notre société. »

Michel Foucault

À l'origine de cette recherche, une rencontre entre chercheurs en sciences sociales et acteurs de la réduction des risques, confrontés à une énigme : comment l'héroïne s'est-elle diffusée en France dans divers milieux sociaux, et en particulier dans les mondes populaires et issus de l'immigration postcoloniale ? En quoi l'explosion des consommations par injection a-t-elle constitué, en lien avec l'épidémie de sida, une catastrophe invisible ? Autrement dit, que s'est-il passé pour que l'héroïne devienne socialement si attractive, non seulement pour la « *génération des pionniers* » mais aussi pour les générations qui ont suivi, en dépit du stigmaté associé, tant au produit et à ses modalités d'usage qu'aux trafics et trafiquants (figures dégradées des junkies, des toxicos, overdoses, collusion entre banditisme, politique et État, hostilité des militants d'extrême gauche, des journalistes, des antiprohibitionnistes, etc.) ? Comment l'héroïne est-elle passée d'une consommation limitée à quelques cercles restreints à une consommation élargie à divers milieux et mondes sociaux ? Comment les réseaux de distribution et de commercialisation se sont-ils réorganisés ? Quelles conséquences les politiques publiques (pénales, sanitaires, sociales) ont-elles eu sur ces phénomènes ?

La posture théorique et méthodologique de cette recherche est de resituer l'historicité de la diffusion de l'héroïne, en France, de la fin des années 1960 jusqu'au début des années 2000. En effet, cette histoire est restée, comme on le verra, peu connue et étudiée par les chercheurs en sciences sociales. Or, ces processus de diffusion ont eu des conséquences

dramatiques, tant sociales que sanitaires¹. Si aujourd'hui l'usage et le trafic d'héroïne semblent appartenir à une autre époque au regard de leur déclin à partir du milieu des années 1990, rien ne permet d'infirmer que leurs mécanismes de diffusion ne puissent pas s'appliquer à d'autres produits et à d'autres mondes d'usage. On peut supposer, en effet, que l'histoire se répète, autour d'autres produits (cocaïne), de nouveaux enjeux (hybridation de la sécurisation et la médicalisation) et de nouvelles populations (jeunes des classes moyennes, migrants).

Il s'agit donc de mettre à jour les continuités et les discontinuités qui organisent l'histoire des modes de consommation, de distribution et de revente du produit, d'interroger les proximités qui les ont rendues possibles, le franchissement de frontières culturelles et sociales entre des mondes apparemment hétérogènes, d'analyser la fonction structurante des marchés et des organisations économiques qui ont eu des rôles d'entrepreneurs dans la diffusion.

Notre hypothèse est que les logiques de consommation sont à la fois socialement diversifiées et processuelles, qu'elles évoluent constamment sous l'influence de trois mondes d'acteurs qui interagissent dans le cycle historique des produits : celui des consommateurs et des « *mondes de consommation* », dont les régimes de proximité/distance déterminent la circulation sociale des produits ; celui des entrepreneurs, impliqués à divers titres dans le calibrage économique des produits, leur circulation ; enfin, celui des politiques et des acteurs institutionnels, qui, à différents niveaux, de la répression des trafics à la prophylaxie des usages addictifs, contribuent eux aussi au cycle des produits.

Dans ce sens, nous avons été amenés à combiner trois échelles territoriales : transnationale, en interrogeant la diffusion des significations culturelles, des réseaux et des circuits productifs ; nationale, en nous intéressant aux représentations, aux « *affaires* » et aux politiques publiques ; locale, en explorant les mondes d'usages dans les métropoles ; et cela, en focalisant notre attention sur deux sites urbains privilégiés, d'une part, Paris et ses banlieues populaires, d'autre part, Marseille et ses environs, envisagés comme significatifs (consommations, laboratoires, production/calibrage) et carrefours (réseaux criminels).

La recherche a consisté à rassembler et croiser des matériaux d'archives, des témoignages de première main, des entretiens biographiques, des histoires de familles sur les modes de circulation, de commercialisation, de consommation et de valorisation de l'héroïne. Nous avons mobilisé les sources disponibles : rapports officiels, dossiers judiciaires, statistiques administratives, articles de presse, films, romans, etc., pour interroger les témoins directs et indirects issus de plusieurs générations.

¹ Le constat d'une « catastrophe sanitaire et sociale » est lui-même daté – et de fait, tardif : on le doit à la commission présidée par le professeur Roger Henrion, réunie à la demande de Simone Veil, alors ministre de la Santé, en 1994 (*Rapport de la commission de réflexion sur la drogue et la toxicomanie*, Paris, La Documentation française, 1995).

Reconstruction de l'objet de recherche

Quoiqu'illégales et stigmatisées, les consommations des produits classés stupéfiants sont devenues ces vingt dernières années un phénomène social banal et mondialement diffus². L'usage de cannabis est aujourd'hui une consommation de masse, qu'il s'agisse de consommateurs, occasionnels ou réguliers, même si, la plupart des analyses sociologiques le montrent, le type de produit, ses modes de consommation, les significations et les cultures qui leur sont associées, varient d'un monde social de consommateurs à un autre, ou d'un mode d'activité dans lequel les consommations sont « *encastrées* » à d'autres. La cocaïne semble être sortie des milieux élitistes et socialement ségrégés où on la pensait confinée, pour se populariser et gagner, comme le cannabis, les mondes populaires urbains. Enfin, alors que le début des années 2000 avait été marqué par le recul de l'usage d'héroïne et le développement des traitements de substitution (Subutex® et méthadone) parallèlement à une explosion des produits psychostimulants (crack, drogues de synthèse), on assiste aujourd'hui à un net « *recul* » de l'ecstasy et à un retour annoncé de la consommation et du commerce de l'héroïne³.

La montée en puissance de la demande de drogues est allée logiquement de pair avec celle la multiplication de l'offre – pour ne pas dire que celle-ci a conditionné celle-là et postuler un rapport de cause à effet entre ces deux logiques. La production de la coca s'est intensifiée dans des pays comme la Colombie, la Bolivie et le Pérou ; les cartels colombiens ont cédé les activités les plus risquées – et donc les plus lucratives – aux trafiquants mexicains, y compris la distribution de la cocaïne aux États-Unis, dans des villes frontalières comme Sinaloa-Juarez ou Tijuana. La cocaïne arrive en Europe, via la Hollande, l'Espagne, le Portugal, mais aussi, de plus en plus, par les pays d'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, le « *Triangle d'or* » et le « *Croissant d'or* » sont les principaux territoires de production de l'opium depuis la Seconde Guerre mondiale. Après avoir été interdite au moment où les Talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan, la production de pavot y a décuplé au cours des années 2000. Selon l'Office des Nations unies contre la guerre et le crime, la production de pavot en Afghanistan est telle (on évoque le chiffre de 900 tonnes/an) que le marché international ne pourrait pas l'absorber. Si on a assisté à un effondrement du marché de l'héroïne dans les pays d'Europe de l'Ouest à partir du milieu des années 1990, d'autres débouchés comme la Russie et la Chine s'offrent aux trafiquants. En ce qui concerne enfin le cannabis, le Maroc est le principal pays producteur et exportateur mondial. Dans les années 2000, on estimait à 134 000 hectares les terres cultivées du pays, soit une production estimée à 3 070 tonnes. Depuis les années 1980 et l'annexion du Liban par la Syrie, l'économie du cannabis est en passe de constituer la principale source de revenus de cette région au faible niveau de développement et d'équipement. Elle serait même l'une des premières sources de devises du Maroc⁴.

² On lira notamment dans les rapports de l'OFDT et de l'OEDT de quoi alimenter les constats qui suivent.

³ Voir, entre autres alertes récentes, http://www.lexpress.fr/actualite/societe/alerte-a-l-heroine_1725138.html

⁴ Michel Péraldi, « Economies criminelles et mondes d'affaire à Tanger », *Cultures et conflits*, n° 68, hiver 2007 ; Alain Labrousse, Mario Romero, « Trafic international », *Observatoire Français des*

Un cycle historique et ses moments

De ces phénomènes généraux ressortent deux constats d'importance. Le premier concerne la logique *cyclique* des mondes et des modes de consommation des produits : ceux-ci évoluent, apparaissent et disparaissent, circulent entre des mondes sociaux diversifiés. Or cette logique cyclique est rarement analysée par les sciences sociales, qui se concentrent le plus souvent, comme les institutions productrices de contrôle et de prophylaxie, sur l'analyse des usages et des usagers problématiques, leurs trajectoires, carrières ou parcours. Au fond, il s'agit moins d'analyser les carrières ou trajectoires dans les consommations et/ou les trafics que de comprendre les processus de diffusion, les vagues successives dans lesquelles des individus et les groupes qu'ils composent ont été pris et que les pratiques ont façonnés en retour.

Le second constat porte plus spécifiquement sur l'héroïne. Une recherche prenant pour objet la dimension cyclique et historicisée des usages de produits psychotropes pourrait en toute logique prendre en compte la totalité d'un cycle, ou du moins, inscrire son objet entre les bornes temporelles d'un début et d'une fin, et observer ce qui semble être les quatre moments du cycle : l'« *invention* », la diffusion, la banalisation et la restriction de l'accès au produit. Or de ce point de vue, un seul parmi les produits psychotropes illicites en usage de type « *banalisé* » dans les sociétés occidentales a connu ces cinquante dernières années ce que l'on définit par hypothèse comme un cycle complet. Il s'agit de l'héroïne, dont la « *courbe en cloche* »⁵ est ainsi décrite : après une diffusion restreinte dans les années 1970, le volume de ses consommations s'élargit progressivement pendant les années 1980 pour atteindre un plateau et connaître ensuite une régression pendant les années 1990. D'où le champ et l'objectif de la recherche que nous proposons.

Tout en inscrivant cette histoire de l'héroïne dans un processus long, nous avons retenu deux repères chronologiques afin de délimiter la période étudiée : 1968 et 2004. Bien que, on le verra dans la première partie, les premiers indices de développement de la consommation soient antérieurs à mai 1968, les « *événements* » marquent une rupture sociétale, culturelle, à partir de laquelle s'amorce une vague qui deviendra exponentielle dans les années 1980. La panique morale que suscite l'overdose d'une jeune fille à Bandol en août 1969 et que symbolise le vote de la loi de 1970 apparaît comme une réaction à la contestation sociale et politique qui caractérise cette période⁶. Associée à la fois au mouvement hippie, à la révolte de la jeunesse, à l'expérimentation de nouveaux modes de vie et de relations sociales, l'héroïnomanie prend une autre figure dans les années 1980 : elle devient le fait des exclus parmi les exclus, en marge de la société, de la ville, des institutions. À côté d'une « *toxicomanie mondaine* », bourgeoise ou petite-bourgeoise, somme toute d'ancien modèle, c'est une « *toxicomanie populaire* » et « *ethnalisée* » qui devient de plus en plus visible : on

drogues et des Toxicomanies, bulletin mensuel, n°13, février 2002 ; Karim Mouna, *Le bled du kif. Economie et pouvoir chez les Ketama du Rif*, Paris, Ibis Presse, 2010.

⁵ OFDT, *Tendances récentes*, Rapport TREND, mars 2000.

⁶ Patrice Pinel, Marcos Zafiroopoulos, « Drogues, déclassement et stratégies de disqualification », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 42, 1982 ; Jacqueline Bernat de Celis, *Drogues : consommation interdites. La genèse de la loi de 1970*, L'Harmattan, 1997.

assiste à une prolétarianisation des représentations et des conduites se concentrant sur les enfants de familles maghrébines habitant les cités HLM. Il faudra attendre la seconde moitié des années 1990 pour que la société française y voie une réelle préoccupation de santé publique et adapte sa politique, articulée depuis la loi de 1970 sur le primat du pénal, le traitement n'ayant que statut d'alternative à l'incarcération. La sortie du silence sera longue et progressive ; elle sera marquée par la mobilisation collective pour la réduction des risques et la médicalisation des dépendances, à travers le développement des programmes de substitution à partir de 1996. Cette « *nouvelle politique* » montre rapidement son efficacité (baisse des overdoses et des contaminations par le VIH). Elle est consacrée par son introduction, en 2004, dans le code de la santé publique, alors que dans le même temps, elle fait l'objet de nombreuses critiques de la part des parlementaires. À l'aube des années 2000, l'héroïne devient marginale. Une autre figure apparaît, celle du « *substitué* », stabilisé mais impliquant une chronicisation de la dépendance, sans que ne soit réellement mise en cause l'orientation répressive initiale. Bien qu'ambiguë, cette consécration nous paraît symbolique de la clôture d'un cycle.

État des savoirs

Que savons-nous de l'histoire des drogues et de l'héroïne en particulier ? Force est de constater que, jusqu'à une date récente, il existe assez peu d'études historiques sur les consommations et trafics en France, au regard de l'historiographie américaine qui a su s'ouvrir à ces objets plus tôt. Ce champ a été assez peu problématisé⁷. Pendant longtemps, l'ouvrage de référence qui couvre deux siècles d'histoire des drogues est resté la somme de Christian Bachmann et Anne Coppel qui distinguait deux grandes phases : l'histoire des médecins, au XIX^e siècle, croisant l'histoire de l'hygiénisme ; et l'histoire des policiers, polarisée sur la criminalité⁸. Néanmoins, ce travail s'arrête au tout début des années 1970. Depuis, trois thèses d'histoire contemporaine ont été consacrées à l'histoire des drogues et de leurs usages en France. La première est celle de Jean-Jacques Yvorel⁹, consacrée aux « *poisons de l'esprit* » au XIX^e siècle : l'auteur y cerne le long glissement d'un usage thérapeutique des drogues à un usage hédoniste et récréatif valorisé par une culture littéraire des « *paradis artificiels* ». Cette transformation a donné à la fin du siècle un prétexte aux pouvoirs publics pour de nouvelles formes d'incrimination et de pénalisation. Yvorel étudie ainsi la genèse d'un cadre répressif (régime pénal restrictif, figure hautement dépréciative du drogué) dont héritera le XX^e siècle. La seconde thèse, d'Emmanuelle Retaillaud-Bajac¹⁰, consacrée aux usages et aux usagers de drogues durant l'entre-deux-guerres, s'attache quant à elle à étudier, en mobilisant les archives judiciaires et une impressionnante quantité de sources imprimées, les pôles de consommation et l'approche alors uniquement juridico-policière des pouvoirs publics. Le principal apport de ce travail est de montrer concrètement que la prohibition mise en place par la loi de 1916 sur les stupéfiants est non seulement insuffisante (elle ne prend nullement en compte l'aspect sanitaire du problème) mais surtout contre-productive : elle implique directement la marginalisation d'usagers stigmatisés comme

⁷ Véronique Nahoum-Grappe, Jean-Jacques Yvorel, « Histoire et anthropologie historique », in Alain Ehrenberg (dir.), *Penser les drogues I*, Paris, Editions Descartes, 1992.

⁸ Christian Bachmann, Anne Coppel, *Le Dragon domestique*, Paris, 1989.

⁹ Jean-Jacques Yvorel, *Les poisons de l'esprit*, Paris, Quai Voltaire, 1991.

¹⁰ Emmanuelle Retaillaud-Bajac, *Les paradis perdus*, Paris, PUR, 2009.

délinquants, la constitution d'un marché clandestin et criminel difficilement contrôlable et l'essor de trafiquants prosélytes et véreux tirant profit de la position centrale de la France dans le trafic mondial de stupéfiants via le port de Marseille. La consommation de drogues s'est donc diffusée et durcie dans la clandestinité. Enfin, la troisième thèse a été soutenue récemment par Alexandre Marchant, dont le travail d'historien, la période et les thèmes étudiés recoupent largement notre recherche, et qui reprend dans la seconde partie de ce rapport quelques-unes de ses descriptions et analyses¹¹.

On notera toutefois la publication récente de travaux historiques n'hésitant pas à utiliser les concepts de l'anthropologie. Ainsi, dans son étude sur la consommation de l'opium à Canton dans l'entre-deux-guerres, Xavier Paulès renouvelle les traditionnelles études sur l'offre et le commerce de drogues en Asie du Sud-Est au tournant des XIX^e-XX^e siècles, en inversant la perspective et en étudiant la demande, c'est-à-dire les scènes de la drogue et leurs usages. Ce faisant, il montre que le maintien sur le long terme d'un univers de la drogue n'est pas tant lié aux trafics qu'aux pratiques sociales engendrées par la consommation : la consommation peut être porteuse, non de désintégration sociale, mais au contraire, de socialisation, via notamment la pratique collective des fumeries. Ces lieux sont des endroits de brassage et de mobilité sociale, de maintien d'une sociabilité masculine traditionnelle et peuvent servir de refuge pour une population déboussolée par la soudaine transformation de l'ordre politique à l'époque. Dans la même optique, l'auteur élargit aussi ses recherches à l'histoire de l'opium en Chine du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle, toujours en montrant à quel point la consommation de drogues s'inscrit dans des formes sociales et culturelles qui en assurent la pérennité¹². Méthodologiquement novatrices pour l'histoire sociale et culturelle, il s'agit toutefois d'études « *exotiques* » au regard de notre objet présent.

Il faut se tourner vers l'étranger pour avoir de plus nombreux et ambitieux travaux de recherche historiques sur la question, notamment aux États-Unis. On trouve en effet outre-Atlantique une solide tradition d'étude des consommations de drogues, qui a l'originalité de toujours mettre en relation l'étude du phénomène socioculturel avec l'application de politiques publiques éminemment répressives et l'atmosphère de « *panique morale* » dans laquelle prend place le débat public sur la drogue. Ainsi, les travaux de David Courtwright explorent ces thématiques en retraçant l'histoire de l'addiction aux opiacés (morphine puis héroïne) aux États-Unis aux XIX^e et XX^e siècles¹³. L'auteur étudie également dans une perspective historique plus large les conditions d'émergence d'une panique morale devant la hausse subite de pratiques addictives, qu'il s'agisse du gin en Angleterre au début du XVIII^e siècle ou du crack aux États-Unis à la fin du XX^e siècle¹⁴. Enfin, il a également codirigé une histoire orale de l'usage d'héroïne aux États-Unis des années 1920 aux années 1960¹⁵ qui

¹¹ Alexandre Marchant, *L'impossible prohibition. La lutte contre la drogue en France (1966-1996)*, Thèse de doctorat d'histoire, ENS Cachan, décembre 2014.

¹² Xavier Paulès, *L'opium, une passion chinoise (1750-1950)*, Paris, Fayard, 2011.

¹³ David Courtwright, *Dark Paradise : a history of opiate addiction in America*, Harvard University Press, 2001.

¹⁴ David Courtwright, *Forces of habit: drugs and the making of the modern world*, Harvard University Press, 2002.

¹⁵ David Courtwright, Herman Joseph, Don Des Jarlais, *Addicts Who Survived : An Oral History of*

pourrait bien relever du précédent méthodologique pour une partie de notre projet : les auteurs y ont réalisé des entretiens avec une quarantaine de « *survivants* », déjà assez âgés, qui ont vécu les premières vagues d'héroïnomanie avant et après-guerre, avant de participer comme « *experts* » aux premières expériences de maintenance méthadone dans les années 1960.

On peut évoquer aussi le travail de David Musto¹⁶ sur l'« *American disease* » qu'a constituée au XX^e siècle la consommation de masse, mettant l'accent sur les sous-entendus moraux voire religieux qui sous-tendent l'action des groupes de pression soutenant la législation anti-drogue. Mentionnons également le travail de Michael Massing sur l'épidémie d'héroïnomanie aux États-Unis dans le dernier tiers du XX^e siècle¹⁷. Enfin, terminons ce tour d'horizon américain par la mention de la très intéressante étude d'Eric Schneider sur « *l'héroïne et la ville américaine* », qui constitue là encore une source d'inspiration précieuse¹⁸ : l'auteur étudie l'histoire du marché de l'héroïne et son inscription dans les transformations de l'espace urbain américain entre 1945 et 1985, notamment à New York, Philadelphie, Chicago et Détroit. Définissant l'héroïne comme une « *city-killing drug* », il insère les pratiques de trafic et de consommation dans le cadre de la crise urbaine aux États-Unis et met l'accent sur les effets de stigmatisation raciale : la « *démonisation* » des minorités noire et hispanique va de pair avec la pathologisation des cas de victimes blanches des overdoses, et se surimpose aux mécanismes concrets d'exclusion sociale en milieu urbain.

Sur les théories de la diffusion

La question des processus de diffusion des consommations est un objet récurrent, sinon obligé de l'histoire des drogues, nourri notamment par la crainte des autorités publiques de voir se développer des « épidémies » de consommations. Si les « théories de la diffusion » qui ont animé discours et analyses au cours des quarante dernières années ne manquent pas, d'une part, elles nous renseignent sur les représentations qui les traversent et les construisent, et d'autre part, elles permettent de formuler des hypothèses explicatives sur le développement des consommations. Le modèle de diffusion le plus couramment évoqué dans les discours publics est celui d'une diffusion épidémique, autour duquel s'est construite « l'épidémiologie des drogues ». Reste à savoir deux choses. D'abord, ce qui fait contagion : la « maladie » elle-même, à partir de conceptions quasi *virales* de la diffusion¹⁹ ; le prosélytisme des usagers, un « risque » implicite auquel s'oppose explicitement la loi de 1970²⁰ ; les produits, à partir de conceptions pharmacologiques qui promettent que quiconque a fumé du cannabis prendra du LSD, puis de la cocaïne, jusqu'à l'héroïne²¹ ; le prosélytisme, qui peut prendre des formes

Narcotic Use in America, 1923-1965, University of Tennessee Press, 1989.

¹⁶ David Musto, *The American disease : origins of narcotic control*, Oxford University Press, 1991.

¹⁷ Michaël Massing, *The Fix*, New York, Simon and Schuster, 1998.

¹⁸ Eric Schneider, *Smack : Heroin and the American City*, University of Philadelphia Press, 2008.

¹⁹ Lors de son audition par le comité Peyrefitte, en 1977, le directeur de la police judiciaire, Max Fernet, souligne que la loi de 1970 a considéré le toxicomane comme « un malade qu'on ne sait pas pour autant comment soigner ». Voir aussi les discours rapportant le développement drogues à une « crise de civilisation ».

²⁰ Ainsi l'étude INSERM de Françoise Davidson et Marie Choquet (*Les jeunes et la drogue*, Paris, PUF, 1977, pp. 69-185) qui voient pour le début de la période « la tolérance à la drogue dans certains groupes sociaux comme un facteur de diffusion ».

²¹ Croyance qui a sans doute fondé un temps la théorie de l'escalade selon laquelle l'héroïne allait se répandre de façon massive dans le sillage d'autres produits et sur fond de cultures marginales importées des États-Unis...

« messianique » ou « charismatique » (de la personne qui introduit le produit), pointant ici la dimension socioculturelle de la consommation qui fait contagion, ou encore économique (pour financer leur consommation, les usagers « contaminent » leurs proches) ? Ensuite, qu'est-ce qui se diffuse, des produits, ou des pratiques ? Ainsi Rodolph Ingold a parlé de la consommation comme d'un phénomène « auto-entretenu », qui ne cesse d'évoluer et de se transformer dans le temps en fonction des conditions qui lui sont offertes par un marché, qui, dès lors qu'il enrichit certains, cherche à se développer. Il pense qu'il n'y a pas diffusion mais développement de pratiques, au gré de la diffusion de produits, sur un marché en expansion permanente²². Or, la structuration de l'offre est liée à sa clandestinité, les théories de la diffusion sont généralement amenées à composer avec un modèle sociopolitique, comme le montre le passage des années 1930-40 aux États-Unis aux années 1960-70 en France, suite à un durcissement de la répression conduisant à une modification des profils des consommateurs, approvisionnés non plus par leur médecin mais par des voyous²³.

On dispose donc de quatre grandes catégories d'approches : des théories de la diffusion socioculturelle des drogues, avec des séquences ou des variantes successives ; des théories commerciales²⁴, qui analysent la diffusion des drogues en termes de stratégies de vente et de conquête de marché, en incluant le modèle « Tupperware » (diffusion en réseaux, par des « foyers » qui s'interconnectent) ; des théories empruntant aux modèles de la diffusion de l'innovation, insistant sur la variation des pratiques dans le temps²⁵, ou encore l'adoption de nouvelles techniques et technologies²⁶ ; des tentatives de modélisation des consommations d'un groupe social à l'autre, à partir d'une diffusion verticale avec un mouvement descendant (déclassement) ou ascendant (ascension sociale), d'une diffusion horizontale, réticulaire (diffusion en réseaux) ou encore par contiguïté et/ou mise en contact de mondes sociaux divers à la faveur de contextes historiques ou de configurations sociales particulières (contre-cultures, dynamiques migratoires, politiques sécuritaires, etc.). Ces différents modèles de diffusion peuvent bien sûr se composer les uns aux autres ou se succéder, et si on retrouvera de façon implicite la trace de certains de ses modèles, on verra que c'est plutôt ce dernier modèle qui a été privilégié.

En France, bon nombre d'ouvrages et d'articles issus des sciences sociales ont tenté de rendre compte de l'entrée des drogues dans une ère de masse en insistant sur les ruptures intervenues dans les années 1980 et 1990. Au plan des politiques publiques, certains auteurs ont mis en avant les spécificités de la culture politique française et la manière dont la distinction entre la sphère publique et la sphère privée relevait d'une conception bien particulière du rôle de l'État, « *instituteur du social* » (pour reprendre l'expression de Pierre Rosanvallon), « *forçant l'individu à être libre* », selon une conception très rousseauiste du contrat social²⁷ ; d'autres ont insisté sur les caractéristiques de l'action publique de l'évolution des logiques pénales et sanitaires depuis la loi de 1916 jusqu'à celle de 1970²⁸ ; d'autres

²² Rodolphe Ingold, *Tendances et toxicomanie. Concepts, méthode, résultats*, rapport à Madame Maestracci, IREP, 2000.

²³ Christian Bachmann, Anne Coppel, *Le dragon domestique*, *op. cit.*, p. 437 et suivantes.

²⁴ C'est l'hypothèse de McCoy d'une réorientation du marché vers l'hexagone après le démantèlement de la *French connection*.

²⁵ Comme le montre, par exemple, l'étude de Klein et Phillips sur les consommations de trois bandes de jeunes blancs en milieu populaires résidant dans un quartier ouvrier de New York entre 1953 et 1957 : la première adepte de la marijuana découvre l'héroïne, la seconde mélange les deux, la troisième s'assomme avec n'importe quoi. Cf. Christian Bachmann, Anne Coppel, *op. cit.*, p. 494.

²⁶ Voir, dans la seconde partie, le texte « Le *process* productif de l'héroïne ».

²⁷ Voir Alain Ehrenberg, *L'individu incertain*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

²⁸ Jacqueline Bernat de Célis, *op. cit.*

encore ont pris pour objet les transformations des modes d'intervention des acteurs auxquelles on a assisté, avec l'institutionnalisation progressive d'un champ spécialisé conduisant à une situation de quasi-monopole dans le domaine des soins sous l'influence du paradigme psychanalytique, puis la révolution des croyances qu'a suscitée l'impulsion de nouvelles formes de régulation des dépendances avec l'avènement de dispositifs de réduction des risques²⁹. En ce qui concerne les pratiques de consommation et de revente, la plupart des travaux marquants ont souligné les ruptures intervenues depuis les années 1980, qu'il s'agisse de la prolétarianisation des conduites et des représentations en matière de drogues³⁰, de la construction sociale du lien entre sida, consommation de drogues et immigration³¹, de l'implantation durable dans les villes et les quartiers de lieux de trafics³², ou encore de l'émergence de nouvelles drogues psychédéliques parmi les nouvelles générations³³.

Si nouveaux et utiles furent ces travaux dans la perspective de la structuration d'un milieu de recherche sur les drogues au tournant des années 1990³⁴, il n'en demeure pas moins qu'une triple critique peut leur être faite. La première a trait à la dimension proprement historique. Si en Grande-Bretagne, la « *théorie de la normalisation des usagers des drogues illicites* », proposée notamment par Parker, a été largement discutée³⁵, il n'en a pas été de même en France. Le processus de normalisation (ou banalisation) des usages (non perçus comme « *déviant*s », tolérés) correspond-il à un changement abrupt lors des années 1980 et 1990, ou bien à un processus historique de plus large ampleur ? Et plus précisément, restituer l'intelligibilité de ce dernier suppose-t-il de manière opératoire de reprendre le fil de l'histoire à partir des années 1960 et 1970 ? C'est la question de l'antériorité historique qui est posée. Si l'histoire n'est pas linéaire mais plurielle, encore faut-il le démontrer. C'est pourquoi, nous avons choisi d'explorer cette époque décisive que furent l'avant et l'après-Mai 68, en

²⁹ Henri Bergeron, *L'État et la toxicomanie*, Paris, PUF, 1999 ; Anne Coppel, *Peut-on civiliser les drogues ?* Paris, La Découverte, 2002.

³⁰ Voir en particulier, Gérard Mauger, « L'apparition et la diffusion de la consommation de drogues en France (1970-1980) », *Contradictions*, n° 40-41, 1984 ; Dominique Duprez, Michel Kokoreff, *Les mondes de la drogues*, Paris, Odile Jacob, 2000 ; Patricia Bouhnik, *Toxicos. Le goût et la peine*, Paris, La Découverte, 1997.

³¹ Sandrine Musso, *Sida et minorités postcoloniales. Histoire sociale, usages et enjeux de la cible des « migrants » dans les politiques du sida en France*. Thèse de doctorat, Aix-Marseille, décembre 2008.

³² Michel Schiray (dir.), *L'économie souterraine de la drogue*, Conseil national des villes, 1992 ; Michel Joubert, Monique Weinberger, Gilles Alfonsi, *Les toxicomanes dans la ville : Contribution socio-ethnologique à l'analyse des logiques sociales et économiques des réseaux et rapports sociaux de trafic*, Paris, GRASS / RESSCOM, 1996 ; Michel Kokoreff, « Faire du business dans les quartiers, Eléments sur les transformations sociohistoriques de l'économie des stupéfiants en milieux populaires. Le cas du département des Hauts-de-Seine », *Déviance et société*, Vol. 24, n°4, 403-423, 2000.

³³ Patrick Mignon, « Les nouvelles drogues psychédéliques ou le bonheur chimique », *Esprit*, juillet-août 1989.

³⁴ Voir, en particulier, *Penser la drogue* 3 Tomes, Paris, Editions Descartes, 1992 ; Henri Bergeron, *Sociologie de la drogue*, Paris, la Découverte, 2009 ; et aussi, Michel Kokoreff, « Drugs : À Sociological Blind Spot ? À Look at the French Experience », in HUNT Geoffrey Hunt, Maïtena Milhet Henri Bergeron (eds), *Drugs and Culture. Knowledge, Consumption and Policy* edited, London, Asghate, 95-112, 2011.

³⁵ Comme le rappelle dans sa thèse Aude Wyart, *Entre déviance, normalité et distinction : ethnographie des usages cachés de cocaïne*, Thèse de doctorat d'anthropologie, EHESS, juin 2016.

particulier dans la première partie, mais aussi de justifier la nécessité d'un cadrage plus large encore, dans la seconde.

Une autre critique porte sur le déficit fréquent d'articulation entre usages et trafics. En effet, les formes d'inscription historique et sociale des consommations d'une part, et des modes d'organisation des réseaux de revente d'autre part, sont le plus souvent dissociées, avec en corolaire des approches soit centrées sur le sanitaire, soit sur le pénal. La drogue est une des rares marchandises où logique de l'offre et logique de la demande ne sont pas problématisées.

La troisième critique résulte du déficit d'enquêtes empiriques sérieuses articulant les diverses dimensions de l'histoire sociale et culturelle de la diffusion de l'héroïne. Il ne suffit pas, par exemple, de pointer les liens entre drogues et musiques populaires ; encore faut-il montrer comment ces dernières s'inscrivent dans des configurations dynamiques et spécifiques, autrement dit des « *agencements collectifs d'énonciation* » (pour parler comme Deleuze et Guattari) dont la pop music, le punk ou la techno ont été dans leur contexte des épisodes marquants.

Force est donc de constater que les connaissances disponibles sont restées dispersées et partielles, s'inscrivant dans une histoire lacunaire dont le puzzle reste à reconstituer.

L'histoire telle qu'on la raconte

Comment ne pas s'exposer à notre tour à de telles critiques ? Il convient de repartir de ce que l'on sait déjà et d'interroger le récit de l'histoire de l'héroïne qui est d'ordinaire tenu dans la littérature existante ; et cela, en cherchant à reproblématiser un certain nombre de postulats de type essentialiste ou culturaliste induits par les notions de « *filière* », de « *Milieu* » ou de « *monde criminel* », pour mieux souligner les apports en connaissances de notre recherche.

Reprenons ce récit dans ses grands traits. Inventée par la société Bayer en 1894 et attestée sur le territoire national dès le tournant du XX^e, l'héroïne voit son trafic et son usage prendre des proportions significatives pendant l'entre-deux-guerres. À cette époque se mettent en place (de manière moins organisée cependant qu'une certaine légende littéraire et cinématographique l'a fait croire rétrospectivement) des équipes de trafiquants installées à Marseille et Paris, mais aussi à Bordeaux et au Havre. Important la morphine-base depuis le Proche-Orient (Turquie et Syrie) et l'Extrême-Orient (Indochine française), des équipes aux origines multiples la transforment en héroïne dans des laboratoires disséminés sur le littoral provençal avant de l'envoyer vers l'Amérique du Nord, principale aire de consommation. Ce système mis au point par les gangsters marseillais Carbone et Spirito, avec de fortes complicités dans le personnel politique et policier local, se perfectionne après-guerre. Dès les années 1950, les truands corso-marseillais (Guérini, Ricord, Croce, Venturi, Fransisci, etc.) et leurs chimistes (Cesari et Malvezzi) envoient régulièrement aux États-Unis d'importantes cargaisons d'une drogue réputée pour sa pureté (98% contre 70% au mieux pour les autres laboratoires), qui permet de la couper et d'en tirer d'importants bénéfices à la revente. Cette

« *French Connection* », que certains préfèrent appeler « *Corsican Connection* »³⁶, expédie dans les années 1960 près de 270 kilos d'héroïne chaque mois outre-Atlantique, et même 40 tonnes pour la seule année 1970. Les trafiquants français de la Côte d'Azur contrôlent alors environ 90% de la production mondiale et entretiennent des liens privilégiés avec les parrains mafieux italo-américains.

Selon ce récit, ce trafic quasi-industriel n'a pu être atteint que grâce à l'attitude longtemps ambiguë des autorités françaises et américaines. L'opium faisait l'objet dans l'Indochine coloniale d'un commerce officiel. L'importance économique de ce produit (qui représentait le tiers de ses recettes budgétaires) pour la colonie justifiait le maintien local du trafic alors que Paris s'engageait en 1912 (première convention internationale de La Haye) à éradiquer ce « *fléau* ». L'héroïne indochinoise, qui n'était alors consommée que localement, fit l'objet ensuite, dans les années 1930, du trafic qui, de la ligne maritime Saigon-Marseille, irriguait l'Amérique. Durant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement de Vichy continua de fermer les yeux sur ce commerce qui, de 7,5 tonnes en 1940, était passé à plus de 60 tonnes en 1944. Dès les débuts de la Guerre froide, l'implication officieuse de certaines autorités françaises et américaines dans ce trafic changea d'échelle quand il fallut protéger le port de Marseille (vital pour le débarquement de l'aide américaine du plan Marshall et la liaison avec l'Indochine en guerre) de la menace communiste (grèves des dockers CGT). Les services secrets s'entendirent avec le milieu corse marseillais pour « *tenir* » les quais par la force en contrepartie d'une tolérance tacite s'agissant de l'importation, du traitement, puis de la réexpédition vers les États-Unis de l'héroïne indochinoise. La chute de Diên Biên Phu ne perturba pas ces réseaux qui s'approvisionnèrent ensuite au Proche-Orient.

L'arrivée au pouvoir des gaullistes en 1958 ne modifia pas la gestion « *politique* » de ce problème³⁷. Il est vrai que plusieurs parrains de la Côte d'Azur impliqués dans le trafic d'héroïne appartenaient au Service d'action civique (SAC). Ces hommes de la pègre, qui pour certains gravitaient autour des gaullistes depuis l'époque du RPF sous la IV^{ème} République et avaient offert leur secours discret lors de la guerre d'Algérie, mettaient à présent leurs équipes de gros bras au service du parti au pouvoir lors des campagnes électorales toujours très mouvementées en Provence. En retour, la police et la justice ne semblaient pas déterminées à enquêter sur leurs négoce divers avec toute la rigueur nécessaire. Et le mouvement gaulliste n'avait pas le monopole sur Marseille de ces ententes inavouables puisque les bonnes relations entre le maire socialiste de la cité phocéenne, Gaston Defferre, et les Guérini, puis Nick Venturi, tous issus des mêmes réseaux de Résistance, étaient de notoriété publique³⁸.

Ce récit de la constitution d'une « *filière* » française de l'héroïne s'effondra en 1970, tout du moins en apparence. La guerre du Vietnam, qui avait provoqué une hausse considérable de la consommation de drogues aux États-Unis (la CIA reprenant le trafic d'opium au Laos sur le modèle français), incita l'administration Nixon à plus de fermeté (14 000 jeunes Américains étaient décédés d'overdose en 1970). Ce dernier fit pression sur le

³⁶ Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *Les parrains corses*, Paris, Fayard, 2009.

³⁷ François Audiguier, *Histoire du SAC*, Paris, Stock, 2003.

³⁸ Alain Jaubert, *D... comme drogue*, Paris, Alain Moreau, 1973 ; Michel Péraldi, Michel Samson, *Gouverner Marseille*, Paris, La Découverte, 2005.

nouveau président français Georges Pompidou, moins hostile à Washington que son prédécesseur, pour traiter de concert ce nouveau fléau. Le chef d'État français se montra d'autant plus ouvert à une action répressive conjointe qu'il souhaitait se débarrasser du SAC et il a appris par son ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, que l'héroïne commence à se diffuser en France. Dès 1970-1971, le changement d'attitude politique se traduisit à Marseille par une nouvelle efficacité policière et une rigueur judiciaire accrues. Bientôt, de nombreux laboratoires clandestins furent découverts et plusieurs chimistes, grossistes et petits trafiquants furent arrêtés (50 arrestations au total en 1970 contre 3 000 en 1972), en lien avec l'action du FBI et de la DEA aux États-Unis.

Un tel récit pose les jalons et dessine les contours d'un modèle français de l'héroïne défini dans son unicité et son ethnicité largement essentialisées : rôle central du milieu corse et marseillais, maîtrise technique de la transformation (laboratoires) et logistique des flux (circuits maritimes), attitude parfois ambiguë des autorités publiques et du pouvoir politique national et local. Sa forte et rapide construction médiatique³⁹ a contribué à « mythifier » ce trafic en l'érigant pour longtemps au sommet de la hiérarchie criminelle et de l'imaginaire social.

Si ce récit construit autour de toute une série de termes interchangeables (filière, organisation, marché, monde criminel, mafia...) est loin de correspondre aux matériaux recueillis, comme on le verra dans la seconde partie⁴⁰, une chose est sûre : suite à la période flamboyante des années 1950, 1960 et début 1970, le trafic s'est réorganisé, éclaté, recomposé. Tout semble différent : acteurs, flux, répression, perceptions. À partir de 1973, date officielle du démantèlement de la « *French Connection* » selon la police, on fait l'hypothèse que les ressources, les acteurs et les savoir-faire se sont tout simplement déplacés ailleurs. Nombre de chimistes français sont partis opérer au sein d'unités de production qui, selon la répression policière et les législations, se déplacent logiquement là où le régime juridique est le moins dangereux. Ainsi, en irait-il de l'« *Italian Connection* » qui s'esquisse au tournant des années 1970-1980, sous le contrôle de la mafia napolitaine. Mais des chimistes français s'en allèrent également activer des contacts avec des Français du Laos ou du Vietnam, aventuriers locaux restés sur place malgré la fin de la tutelle coloniale et en relation avec des producteurs d'héroïne de la région. Les notes de l'OCRTIS attestent également de la présence des chimistes français dans les nouveaux réseaux libanais qui produisent et exportent à destination de la France dans les années 1980. Il y aurait donc eu un transfert, un déplacement, une délocalisation des acteurs et des compétences à une échelle plus vaste (Italie, Liban, Argentine, États-Unis). Aux réseaux français issus de la colonisation qui servaient d'appui entre les années 1939 et les années 1970 semblent de substituer d'autres formes réseaux favorisant l'autonomisation des liens à l'ère du global.

³⁹ Il y aurait toute une recherche à consacrer à cette construction, à travers le rôle des films *French connection* de William Friedkin en 1971 et de John Frankenheimer en 1975, réitérée par le film *La French* de Cédric Jimenez en 2014, sans parler d'autres produits culturels (documentaires, séries, romans, etc.). Voir la filmographie et la bibliographie spécifique sur « le milieu » en annexe.

⁴⁰ Voir le texte dans la seconde partie « District productif marseillais de l'héroïne : dispositifs d'acteurs ».

Une autre piste porte sur ces organisations concurrentes de trafic. Car si les nouveaux centres de gravité du trafic international d'héroïne se localisent dans le « *Triangle d'or* » de la région frontalière Thaïlande-Birmanie-Laos ou encore le « *Croissant d'or* » de la région frontalière Afghanistan-Iran-Pakistan, et si les grands trafiquants et les laboratoires de ces filières œuvrent désormais loin de la France, l'héroïne arrive sur le territoire entre les mains de passeurs et de revendeurs qui évoluent directement dans les univers sociaux de la drogue. Les héroïnes asiatiques (héroïne blanche de Thaïlande, héroïne brune « *brown sugar* » de Malaisie, héroïne « *rose* » chinoise) déferlent sur le marché dès 1975. Elles proviennent de filières transnationales composites ayant comme commanditaires et financiers des familles des Triades de Chine ou de Hongkong ou bien des membres de la diaspora chinoise en Thaïlande ou en Malaisie, et pour passeurs des individus issus des diverses nationalités du sud-est asiatique, qu'ils soient chinois, thaïlandais, malais ou encore singapouriens⁴¹. Les communautés asiatiques de Paris ou d'Amsterdam constituent les principales portes d'entrée de la drogue en Europe et, à Paris, les consommateurs peuvent s'approvisionner auprès des revendeurs de rue dans le XIII^e arrondissement. Par la suite, dans les années 1980-1990, circulent majoritairement des héroïnes du Pakistan, de l'Iran ou du Liban qui transitent parfois assez curieusement par l'Afrique noire et arrivent en France avec des passeurs nigériens ou issus d'autres États d'Afrique de l'Ouest, faisant jouer les liens issus de la colonisation française ou encore des réseaux de la diaspora libanaise. Les revendeurs de rue africains constituent ainsi les nouveaux dealers d'héroïne des rues de Belleville ou de l'îlot Chalon au début des années 1980.

Enfin, le récit d'une filière unifiée ne doit pas masquer une autre modalité d'approvisionnement, celle très artisanale des « *usagers-revendeurs* » : de nombreux usagers de drogues se sont en effet transformés d'eux-mêmes en petits trafiquants amateurs allant chercher à l'étranger une héroïne nécessaire à leur consommation personnelle, mais dont ils revendaient une partie pour financer leurs activités. Ces trafiquants « *free lance* » sont allés chercher l'héroïne non seulement à Amsterdam auprès des trafiquants asiatiques, mais également en Thaïlande et en Malaisie à la fin des années 1970 avant que les autorités locales ne soient plus vigilantes à l'égard de cette forme particulière de tourisme et que les contrôles douaniers aux aéroports ne deviennent plus efficaces. C'est ce que l'on appelle les « *trafics de fourmis* ». Particulièrement problématique pour les pouvoirs publics (car elle remettait en cause la stricte séparation du trafiquant et de l'usager), la filière artisanale de l'usager-revendeur connut son heure de gloire dans la seconde moitié des années 1970.

Bien que moins documentée, mais tout aussi mythifiée par les discours, l'évolution des formes d'usage se prête également à la mise en perspective historique. Entre les années 1960 et les années 1980, les usages contre-culturels de transgression, qui étaient le fait d'une jeunesse contestataire mal à l'aise devant la société de consommation ou la prospérité économique insolente des Trente Glorieuses, cèdent progressivement le pas à une consommation élargie de désespérance sociale, qui est le fait de milieux marginaux désinsérés ou de jeunes issus de milieux populaires à la dérive. Quand le « *tox de rue* » prend le pas sur le « *tox d'appartement* » et que l'économie des drogues se reporte à Paris sur les squats du

⁴¹ Voir Alexandre Marchant, *L'impossible prohibition, op., cit.*

XIV^e, du XIX^e ou encore du célèbre îlot Chalon du XII^e désigné par *Paris-Match* en 1984 comme un « *cancer urbain de la drogue* », la consommation devient le reflet des transformations de la société française : passage de la prospérité à la crise, chômage de masse et hausse des inégalités, montée du racisme, de la violence et de l'insécurité, etc.

Que valent les statistiques administratives sur les drogués et les drogues illicites ?

Comme l'ont montré de nombreuses études réalisées au sein du CESDIP ⁴², les données administratives reflètent davantage les activités des services considérés (en premier lieu, la police) que la réalité d'un phénomène social. Avant 1995, en matière de « *toxicomanies* », il y a un grand flou sur les chiffres, et les repères sont aussi rares que peu fiables. Ainsi, en 1969-70, lors des auditions à l'Assemblée nationale qui président à l'élaboration de la loi de 1970, le commissaire Carrère, alors patron de l'OCRTIS, dit avoir 3 000 drogués fichés et Robert Boulin, ministre de la Santé, estime à environ 6 000 ou 7 000 le nombre de « *toxicomanes* », comme on disait alors. En 1977, le rapport Pelletier évalue le nombre des « *grands toxicomanes* » à 20 000 ou 30 000 personnes. Les premières enquêtes INSERM en milieu lycéen débutent en 1983-84 mais les consommations lycéennes ne reflètent sans doute pas les consommations d'héroïne. En 1992, Jean-Michel Coste estime le nombre de toxicomanes entre 150 000 et 300 000⁴³. Si on l'on privilégie la phase dure de cette dernière, synonyme d'un style de vie déviant et chaotique, la fourchette d'estimation est réduite à 154 400/188 000. On est loin des quelques dizaines de milliers recensées par les structures de soins. Les rapports Padiou (1994)⁴⁴ et Henrion (1995) soulignent l'absence d'instruments capables de mesurer l'ampleur des consommations, tout en reprenant les estimations les plus vraisemblables : « *entre 50 000 et 200 000 pour les toxicomanes dépendants d'une substance psychoactive interdite, telle que l'héroïne* », pour le rapport Henrion.

Les autorités sanitaires ont mis en place à partir de 1974 l'enquête SESI, qui cherchait à recenser le nombre de consultations sanitaires et sociales de « *toxicomanes* » réalisées au 4^e trimestre de l'année. Bergeron montre dans *L'État et la toxicomanie* que les données recueillies sont difficilement exploitables. Mais elles contiennent des éléments sur les caractéristiques sociales des consommateurs rencontrés dans les structures (âge, catégories socioprofessionnelles, etc.) et elles couvrent un large spectre de dispositifs d'intervention : non seulement les secteurs sanitaires (hospitalier et spécialisé), mais aussi d'autres dispositifs sociaux, éducateurs de rue, clubs de prévention du conseil général, services sociaux des mairies, médecins de quartier ou de famille, etc.

Depuis 1995 en revanche, l'OFDT, d'une part, produit des données, d'autre part, publie un répertoire des sources de données statistiques relatives aux drogues illicites, qui inclut des données nationales ou « *multi-sites* », mais aussi les données régionales d'études menées par des partenaires institutionnels de l'Observatoire ⁴⁵. Actuellement, on estime à 220-340 000 environ le nombre d'usagers « *problématiques* », dont environ 200 000 pris en charge (chiffres d'estimation courant 2013).

⁴² Voir, notamment, Laurent Mucchielli, *Violences et insécurité*, Paris, La Découverte, 2001, et Philippe Robert, *L'insécurité en France*, Paris, La Découverte, 2002.

⁴³ « Note pour une estimation du nombre de toxicomanes », par Jean-Michel Coste, 14 août 1992, ministère des affaires sociales, SESI. Voir aussi le texte, Combien de « *toxicomanes* », combien de morts » ?

⁴⁴ René Padiou, *L'information statistique sur les drogues et les toxicomanies*, Paris, La Documentation française, 1994

⁴⁵ <http://www.ofdt.fr/ofdtdev/live/donneesnat/sources.html>

Dynamiques sociétales et mutations culturelles

Lorsqu'elles se sont intéressées aux modes de consommation des drogues et à leur socialisation, les sciences sociales se sont le plus souvent centrées sur les processus de socialisation endogènes par lesquels les drogues font l'objet d'investissements normatifs qui rendent leur consommation partie prenante de rites identitaires et de logiques de distinction. Cependant, ces modes de socialisation semblent aujourd'hui peu à même de décrire des logiques sociales de diffusion de produits dont la caractéristique sociale est qu'ils sont consommés et pratiqués par un large spectre de mondes et de milieux sociaux. La question sociologique fondamentale est celle de la circulation et de la transmission. Une question qui peut se décliner selon trois modalités. Il y a la question des valorisations diffuses, partiellement abordée en France, notamment concernant la réception des messages transmis par la musique, la publicité, le cinéma et la littérature, dans la perspective des *Cultural studies*. Il s'agira ici d'approfondir le phénomène en mettant en relation ces messages culturellement situés avec diverses formes de régulation sociétale, passant par les groupes de pairs ou les mondes sociaux et ethniques susceptibles de provoquer (ou pas) une parole sur la prise de produits. Il y a aussi la question beaucoup moins abordée de la transmission des produits et de leur passage des frontières sociales entre les mondes et milieux concernés. Quels sont les intermédiaires et les médiateurs qui assurent le passage ? Dans quels moments et situations ces « *passages* » ont-ils lieu ? Leur passage dans des mondes différents spécifient-ils les produits et de quelle manière ? On peut faire l'hypothèse que l'histoire de la diffusion de l'héroïne dans la France urbaine et ses modalités de passage des mondes artistes aux mondes populaires ne peut se faire sans une compréhension du rôle de médiation qu'on pu jouer les « *mondes* » et groupes militants des radicalismes post-68. Il y a, enfin, la question des modes de commercialisation et de leur impact sur les modes de consommation. Dans la mesure où les marchés ne sont pas institutionnalisés (car criminels), toute la question reste posée des modalités par lesquelles les « *vendeurs* » connaissent, influencent et sont influencés par les consommateurs et les modes de consommation, dimension qui oblige là encore à penser la relation entre « *mondes criminels* » et mondes de consommateurs sur le temps long de la diffusion des produits.

De fait, les nouvelles consommations commencent à s'expérimenter dans les années 1960 et à se diffuser dans les années 1970. Durant cette période, de profonds changements affectent les appartenances sociales, culturelles et ethniques et les identités liées au genre. Toutes les classes sociales sont représentées au cours des trois décennies envisagées : au Quartier latin, les jeunes reçus à l'Abbaye, au tout début des années 1970, sont souvent d'origine ouvrière en rupture de ban ; mais sont aussi des jeunes en rupture familiale, quel que soit leur milieu d'origine. À partir des années 1980, « *le toxicomane* » est considéré comme appartenant au monde de cités. Sont passés cependant sous silence ceux qui habitent dans des zones pavillonnaires ou des mondes urbains aisés : milieu urbain des frustrations petites-bourgeoises, avec le même sentiment d'exclusion que les enfants d'ouvriers qui habitent la cité voisine. Mais les populations les plus cachées de toutes sont celles qui appartiennent à des classes moyennes insérées dans le monde du travail. Ainsi, l'usage de l'héroïne est attesté dans les milieux dits « *créatifs* » (mass-médias, publicité, journalistes) mais aussi des emplois plus modestes, travailleurs de nuit au tri postal ou à l'hôpital,

chauffeurs-livreurs, etc. Tous peuvent se rencontrer dans des fêtes qui, à certaines périodes, ont recherché la mixité sociale. C'est le cas du Palace à la fin des années 1980, ou encore des fêtes techno du début des années 1990 ; et, de par la pauvreté des quartiers ou les lieux festifs attractifs à la même époque, c'est encore le plus le cas à Marseille, de manière souvent improvisée.

La fréquence des consommations dans les milieux postcoloniaux est attestée tout au long de ces trente années et jusqu'à aujourd'hui. Les recherches menées sur le terrain font toutes parler des « *Mohamed* » et des « *Aziz* », sans que la question de leur appartenance soit cependant posée. C'est l'un des silences de la société française dont s'étonne un rapport hollandais sur la politique française dès 1995⁴⁶. Plus que d'autres, les Français « *issus de l'immigration* » semblent pourtant avoir souffert du silence collectif qui a entouré l'épidémie de sida parmi les toxicomanes dans les années 1980. En 1999, un rapport de l'Institut national de veille sanitaire (InVS) montre non seulement une surreprésentation des étrangers en général dans les cas de sida (il s'agit de personnes de « *nationalité étrangère* », pas des « *originaires de* » qui restent statistiquement invisibles), mais un taux de transmission du sida par voie intraveineuse de 44% chez les personnes dites de « *nationalité nord-africaine* » (c'est le terme utilisé par les épidémiologistes) contre 20% pour la « *population générale* », même si elle tend à baisser considérablement à partir du milieu des années 1990⁴⁷.

Quelle que soit la pauvreté des sources, on ne peut que relever l'origine extra-européenne d'une partie des victimes de la tragédie cumulative que représente la diffusion de l'héroïne et des drogues illicites : dans l'ordre, la consommation de drogues par voie intraveineuse, l'épidémie de sida qui a suivi, la pérennisation des structures de l'économie parallèle liée aux trafics de drogues, et enfin, un « *zèle* » policier qui semble s'exercer surtout sur les étrangers ou supposés tels (comme le suggère le pourcentage d'étrangers en prison très élevé dans les années 1990). Aujourd'hui cependant, cet épisode dramatique de l'histoire récente des « *banlieues* » continue d'être ignoré à l'extérieur des communautés concernées. Pire, l'héroïne et ses conséquences font l'objet d'un refoulement, d'une honte, voire d'un tabou, dans les familles issues de l'immigration et la mémoire des cités. Dès lors de multiples questions se posent : à combien peut-on estimer le nombre de familles issues de l'immigration maghrébine touchées par le sida à travers l'héroïne ? Comment ont-elles vécu ces épreuves ? La violence est-elle plus largement une manière de conjurer la honte ?

Parmi les grandes mutations qui marquent la société contemporaine figurent aussi les rapports sociaux de sexe et les identités liées au genre⁴⁸. Le féminisme, avec le MLF, et l'homosexualité, avec le FHAR, en sont les premières expressions au lendemain de Mai 68.

⁴⁶ Tim Boekhout van Solinge, *L'héroïne, la cocaïne et le crack en France. Trafic, usage et politique*, CEDRO, 1996.

⁴⁷ Voir Sandrine Musso, *Sida et minorités postcoloniales*, op., cit. ; Didier Fassin, « Une double peine. La condition sociale des immigrés malades du sida », *L'Homme. Revue Française d'Anthropologie*, 160 137-162, 2001.

⁴⁸ L'émergence féconde de champ de recherche a donné lieu à une abondante production. Voir notamment, Virginie Descoutures, Eleni Varikas, Daniëlle Chabaud-Rychter, Anne-Marie Devreux (dir.), *Les Sciences sociales au prisme du genre*, Paris, La Découverte, 2012 ; voir aussi, Isabelle Clair, *Sociologie du genre*, Paris, Nathan, 2015.

Si, au sein même du MLF, les femmes ont été peu nombreuses à expérimenter l'usage de drogues, dans le FHAR, ces expérimentations participent de la construction de ces nouvelles identités. Pour les femmes ce n'est pas la première fois que la consommation de psychotropes accompagne le changement de rôles sociaux. À la fin du XIX^e siècle, les « *morphinées* », figures de la femme fatale, incarnent la puissance maléfique des femmes, à mille lieux, semble-t-il, des vertueuses suffragettes. Ces consommations participent pourtant de la conquête d'une individualité que leur refuse la division traditionnelle des rôles sexuels. Dans les années 1920, la garçonne, figure de la femme émancipée, revendique les mêmes plaisirs que les hommes. Comme eux, elle consomme de l'alcool, fume des cigarettes dans la rue et expérimente la cocaïne et même l'opium⁴⁹.

Entre les années 1930 et les années 1950, les drogues de l'émancipation tombent dans l'oubli mais elles resurgissent brusquement à la fin des années 1960. Dans les esprits, les drogues ne sont plus associées aux femmes mais « *aux jeunes* », c'est-à-dire essentiellement aux garçons, les filles jouant le rôle secondaire de partenaires. L'expérimentation des drogues participe d'un processus d'individualisation, mais la conquête de l'autonomie ne se pose pas dans les mêmes termes pour les femmes et pour les hommes. Tandis que celles-ci doivent s'affronter à la soumission, traditionnellement associée aux rôles féminins, les hommes s'emparent de qualités habituellement dévolues aux femmes, ils apprennent à s'abandonner à leurs affects et à leurs sensations, se font beaux, laissent pousser leurs cheveux, maquillent leurs yeux avec du khôl, etc. Transgresser les interdits est plus difficile pour les femmes. C'est aussi plus dangereux. Aussi sont-elles moins nombreuses à expérimenter l'usage récréatif des drogues illicites, et moins encore à entrer dans un usage nocif.

En se diffusant dans les milieux populaires, la figure du « *toxicomane* » devient massivement masculine. Il faudra attendre l'épidémie de sida pour que le test sida fasse apparaître dans les maternités des jeunes femmes usagères d'héroïne enceintes ou déjà mères de famille. Mais à la fin des années 1990, le mouvement techno rassemble tous ceux et celles qui, l'espace d'une fête, s'approprient des « *espaces transitoires de liberté* » dans une transe collective. Ce mouvement culturel associe, comme hier, musique, sexe et drogues, mais les identités de genre se sont affirmées et démultipliées. Aux communautés homosexuelles se sont joints les transgenres et les bisexuels et, cette fois, les femmes ont pris leur place sur la scène. Certaines se sont appropriées ces nouvelles technologies habituellement réservées aux hommes et sont devenues des DJ reconnues. Certes, elles restent minoritaires, mais la construction du genre est un processus auquel la culture techno a grandement contribué.

Dans le croisement de ces différentes dimensions, il résulte que la diffusion de l'héroïne dans la société française constitue un analyseur original : il ne nous donne pas seulement à voir les profondes mutations qui ont affecté la France à partir de 1960 aux années 2000, il permet de comprendre comment cette diffusion a été rendue possible par ces mutations.

⁴⁹ Christian Bachmann, Anne Coppel, *op.*, *cit.*

Dispositif méthodologique

L'enquête collective s'est déroulée en se concentrant sur quelques sites-clés situés à Paris (et sa banlieue) et à Marseille (et la région PACA). Elle a consisté à privilégier cinq entrées : le dépouillement d'archives institutionnelles et locales, une campagne d'entretiens individuels et des entretiens collectifs avec des intervenants marseillais, des témoignages écrits, une analyse de différents titres de la presse nationale et régionale, et un recueil de données statistiques.

L'accès aux archives

Procéder à un travail historique sur les drogues pose au préalable le problème de l'accès aux ressources elles-mêmes, pour un sujet aussi sulfureux que la drogue et l'héroïne, et pour une période aussi récente que celle du dernier tiers du XX^e siècle. Le principal obstacle qui se pose au chercheur en pareil cas est celui de l'accès aux fonds conservés par les Archives nationales, ces derniers étant récents et le sujet sensible dès lors qu'il est question de protection de la vie privée et du fonctionnement d'administrations fondamentales au maintien de l'ordre public comme le ministère de l'Intérieur. Le chercheur est ici obligé de recourir à la procédure de demande de dérogation, malgré les acquis de la loi du 15 juillet 2008 sur l'accès aux archives qui a réduit de manière générale les délais de communication définis par la loi de 1979 modifiant le code du patrimoine : (vingt-cinq ans pour le régime général, cinquante ans pour les affaires concernant la sûreté de l'État et la sécurité publique, pour les dossiers des conseillers techniques des cabinets ministériels, encore que ceux-ci accordent sans problème la dérogation pour accéder à leurs papiers, soixante-quinze ans pour les enquêtes de police judiciaire et les dossiers de juridiction, cent vingt ans pour les dossiers individuels, cent cinquante ans pour les dossiers médicaux individuels). La plupart des archives des services de police nous concernant restent par exemple incommunicables pour une durée de cinquante ans. Tandis que des dossiers individuels ne sont communicables qu'au bout de cent ans, que l'on songe par exemple à certains dossiers de médecins ayant enfreint la législation sur la prescription de stupéfiants et pour lesquels la demande de dérogation est refusée pour des raisons de confidentialité⁵⁰. En raison de ce calendrier de communicabilité, on comprendra aisément que la plupart de nos matériaux furent obtenus par dérogation, leur accès étant ainsi soumis au bon vouloir des ministères⁵¹.

Mais le chercheur rencontre un autre type d'obstacle. Prenons l'exemple des archives de la police. Tout ce qui relève de l'activité de la police parisienne relève de la préfecture de police qui dispose d'un centre d'archives à part. Longtemps basé dans le V^e arrondissement de Paris, il est aujourd'hui situé au Pré-Saint-Gervais, en Seine-Saint-Denis. Nous nous y sommes rendus en parallèle dans l'espoir d'y trouver des matériaux déposés par la brigade des stupéfiants parisienne. Hélas, la recherche dans les inventaires et un entretien avec la responsable du service ont vite dissipé nos espérances. Les archives de la brigade n'ont visiblement jamais été déposées au service des archives. Elles demeurent toujours, selon toute

⁵⁰ Pour le texte de la loi :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019198529>.

⁵¹ Voir en annexes, pour plus de précisions sur les archives utilisées, « Aux sources de l'histoire de l'héroïne ».

vraisemblance, en la possession de la Brigade et le service des archives du Pré-Saint-Gervais ne dispose d'ailleurs que de peu de fonds émanant de la Police Judiciaire (le « 36 quai des Orfèvres ») qui semble être un « *État dans l'État* »⁵². Aucun texte réglementaire n'existe pour obliger les fonctionnaires du « 36 » à verser leurs archives à la Préfecture, et ils ne les versent donc pas. Le déménagement du « 36 » aux Batignolles en 2017 les obligera sans doute à faire l'inventaire de leurs placards, et il serait question de leur faire signer à ce moment-là des textes sur le versement de leurs archives. Mais en attendant cette manne reste malheureusement inaccessible : il y a même de grandes chances pour que ces archives qui nous intéressent ne refassent jamais surface... Les autres fonds disponibles et accessibles, moyennant une dérogation auprès de la responsable des archives qui est accordée dans un délai de deux à trois mois, se sont révélés également inexploitable. Nous eûmes l'idée de dépouiller des mains courantes des commissariats parisiens (en ciblant sur les quartiers administratifs proches de l'îlot Chalon, de Stalingrad ou des Halles qui furent, au cours de notre période d'étude, de hauts lieux de vente et/ou de consommation de drogue). Mais le dépouillement de ce « *registre des pleurs* » renferme tout et n'importe quoi : matériau de premier choix en ce qui concerne les plaintes de riverains excédés, rechercher des informations relatives aux scènes de la drogue s'assimilait à rechercher une aiguille dans une botte de foin.

Nous avons cherché à contourner les obstacles et à obtenir des dérogations en vue d'accéder aux archives institutionnelles en sollicitant le soutien de la MILDECA (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives) auprès de ses partenaires de l'Intérieur, de la Justice et des Douanes. À notre grande surprise, ces demandes ont obtenu de bien maigres résultats. Elles portaient en particulier sur la possibilité de travailler sur la base de données de l'ex-fichier FNAILS à partir de 1972 afin d'en tirer des exploitations par produits (ici l'héroïne) et localités à l'échelle métropolitaine, communale et infra-communale. Si les rapports de l'OCTRIS (Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants) disponibles ont également été analysés, nous ne disposons cependant de données systématiques qu'à partir de l'année 1969, les rapports antérieurs étant inaccessibles. Suite aux demandes faites à l'OCRTIS par Alexandre Marchant dans le cadre de sa thèse⁵³, il lui a été possible d'accéder à certains cartons de dossiers d'affaires de stupéfiants des années 1970-1980, à côté de fonds plus anciens relatifs au trafic d'héroïne des années 1960. Une partie de nos matériaux résulte aussi du dépouillement des archives du BNDD (Bureau of Narcotics and Dangerous Drugs) et de l'OCRTIS.

Pour les terrains marseillais, l'accès aux archives a été moins problématique dans la mesure où il s'est fait par lien direct avec la direction des institutions sollicitées. Deux types de corpus ont été exploités : des archives pénitentiaires (CSAPA Baumettes, Marseille), des archives institutionnelles (CEIP et Intersecteur, Marseille) et les archives d'associations de terrain, dans l'objectif de repérer les caractéristiques sociologiques de leurs publics et des indicateurs de phénomènes de diffusion. Ce dépouillement a concerné l'Association

⁵² Selon les propos de la commissaire Françoise Gicquel, responsable du service des archives, entretien de mars 2015.

⁵³ Alexandre Marchant, *L'impossible prohibition, op., cit.*

méditerranéenne de prévention de la toxicomanie (AMPT, créée en 1985). En revanche, nombre de documents n'ont pas été conservés ou ont disparu, ce qui sans doute ne nous permettra pas de dresser des séries statistiques représentatives ou significatives, notamment sur la période antérieure à 1994. À Paris, l'association Espoir Goutte-d'Or (créée en 1984) nous a ouvert ses archives ; et pour la Seine-Saint-Denis, les archives d'Arcades (1986-) et du CCFEL (1988-) ont fait l'objet d'un dépouillement systématique.

Entretiens individuels et collectifs.

L'originalité de la recherche réside dans les entretiens réalisés avec des consommateurs et des trafiquants, témoins directs de tout ou partie de la période de référence. En effet, trop souvent les recherches partent des discours des acteurs institutionnels chargés de la répression (police, justice, douanes) ou du soin (médecins, intervenants en toxicomanie), et par là, de leurs représentations décalées de l'expérience des usagers, revendeurs et trafiquants. Or c'est à remettre au centre de la recherche les points de vue de ces derniers que nous nous sommes attachés. Comme ladite période de référence est relativement longue, nous avons distingué plusieurs générations en précisant leur qualification : la génération des « pionniers », contemporaine des années 1960, qui concerne aujourd'hui des personnes d'une soixantaine d'années, voire soixante-dix ; la génération « *sida* », entrée massivement dans la consommation à partir des années 1980, et particulièrement décimée ; la génération « *Subutex®* », dont les parcours ont été intimement liés à la mise en œuvre de programme de substitution à partir de 1995⁵⁴.

Au total, 138 entretiens ont été réalisés, dont 75 par l'équipe parisienne et 63 par l'équipe marseillaise. Sur ces 133 entretiens ou séries d'entretiens (avec une ou plusieurs personnes), 83 ont été réalisés avec des usagers-vendeurs – certains étaient toujours usagers, fut-ce sous forme d'extras, de consommations occasionnelles –, 15 avec d'anciens trafiquants d'héroïne (et/ou de cocaïne) – plus ou moins en lien avec leurs anciens amis, sollicités, consultés ou simplement informés sur leurs « affaires » –, et 55 avec divers témoins (éducateurs, intervenants de la réduction des risques, médecins, journalistes, policiers, etc.). Une grande majorité a été enregistrée, soit l'équivalent de 200 heures d'entretiens environ représentant plus de 2 000 pages retranscrites, lues et codées.

En dépit de la variété des acteurs et des sites, nous avons cherché le plus possible à homogénéiser le recueil et le traitement des entretiens en construisant collectivement une grille d'entretiens et une grille d'analyse retenant les dimensions jugées essentielles⁵⁵. Néanmoins, on ne peut dissimuler que nous avons rencontré de nombreux obstacles dans le traitement collectif de ces matériaux du fait de l'importance de l'équipe et du caractère bi-situé de l'enquête à Paris et Marseille qui ont conduit à des pratiques de « *bricolage* » inhérentes à ce type de démarche⁵⁶. Si notre parti-pris a été de citer largement ces entretiens afin que le lecteur rentre dans le récit et raisonnement des enquêtés, ces obstacles ont été de plusieurs types.

⁵⁴ Voir tableaux en annexes.

⁵⁵ Voir la grille d'entretien en annexes.

⁵⁶ Voir, sur ce point, Olivier Schwartz, « L'empirisme irréductible » in Nels Anderson, *Le Hobo. Sociologie des sans abris*, Paris, Nathan coll « Recherches », 1996.

Déjà, la diversité des profils et les interactions jamais simples entre enquêté(e)s et enquêteurs a conduit à insister sur certains aspects et à en délaisser d'autres. Par exemple, certain(e)s usager(ère)s savaient peu de choses de l'offre, des modes d'approvisionnement, de l'origine des produits ; d'autres sont passé(e)s à travers les effets de la répression (interpellations, incarcérations) ou de l'épidémie de sida. Toute la difficulté était d'articuler des récits de carrière de type biographique avec des récits sur la diffusion de l'héroïne dans un contexte donné (le « *je* » de l'acteur et le « *on* » de l'informateur). Par ailleurs, ce n'est sans doute pas un hasard si les questions ayant trait aux dimensions ethniques et raciales de cette histoire ont été très inégalement abordées au sein de l'équipe, plus ou moins directement – et personnellement – sensibilisée à cette question⁵⁷.

Ensuite, on ne peut se dissimuler également les « *biais* » qu'implique une démarche rétrospective. Elle appelle en particulier un travail de remémoration fondé sur des reconstructions ou rationalisations *a posteriori*. Risque d'autant plus prononcé que la période de référence est éloignée (les années 1960 pour les plus âgé(e)s). Ainsi, une des premières questions posées était : « *Comment avez-vous rencontré l'héroïne ? Comment l'avez-vous vu se diffuser ?* » Ce qui suppose de solides repères temporels, de se rappeler des dates ou périodes, bref de conjurer l'oubli⁵⁸. Or la mémoire cafouille ; comme le disait joliment l'une de nos enquêtées, « *j'ai la mémoire en marmelade* », ce qui ne l'a pas empêchée de nous raconter en détail une bonne partie de sa vie. Néanmoins, nos interlocuteurs nous ont raconté avec une grande précision des situations, événements, détails de leur vie, non sans humour parfois. Ce qui est passionnant et émouvant dans ces entretiens, c'est la capacité de la plupart des enquêté(e)s à assumer ce qu'ils ont fait, plutôt joyeusement, comme s'ils revivaient leur jeunesse, sans être troublé(e)s par les discours de réprobation morale réprouvant la drogue et les drogues dures, les voyous et trafiquants, les taulards, etc. De sorte qu'il est tout à fait intéressant de suivre comment s'opère ce travail de remémoration, à partir de quels repères (tel emploi, la naissance des enfants, des ruptures conjugales, des décès, des incarcérations, etc.). De fait, ces récits sont riches, parfois passionnés, exaltés, parfois *trash*, ce que l'on peut comprendre ainsi : le cheminement avec l'héroïne a constitué un temps, pour beaucoup, une ligne biographique dominante⁵⁹ qui a marqué à vie ces « *survivants* ». Le récit livré est bien *après-coup*, comme disent les psychanalystes. Au fond, on peut poser que tout entretien biographique est une reconstruction en fonction de la situation qui n'annule pas sa qualité mais qui gagne à être croisée avec d'autres récits ou données.

Au cours de ces trente années, l'usage de l'héroïne a produit peu de discours collectifs. C'est sans mot pour le dire que certains ont consommé de l'héroïne, parfois jusqu'à en mourir. Or l'interprétation rétrospective dépend étroitement, non seulement des trajectoires

⁵⁷ Voir le texte, « Une histoire raciale de l'héroïne (1980-1995) ».

⁵⁸ Prenons l'exemple de cet usager dont le parcours se caractérise, comme d'autres de sa génération, par l'intensité d'une expérience entre 65 et 73. « Pour être franc, les choses se mélangent un peu dans ma tête... Je ne sais pas si c'est le temps passé ou l'expérience des produits elle-même qui fait que, comme j'ai des souvenirs souvent j'ai du mal à les dater précisément. J'ai du mal aussi à dater la succession des gens que j'ai connu, puis que j'ai plus connu, qui sont morts... Et tout ça est assez mélangé. »

⁵⁹ Robert Castel (dir.), *Les sorties de la toxicomanie*, rapport GRASS-CNRS, 1992, publié en 1998.

ultérieures, mais aussi des événements vécus, plus ou moins traumatiques. Chaque usager d'héroïne a des amis qui sont morts, certains sont même les seuls survivants de leur premier réseau d'amis. Michael Pollak, travaillant sur la mémoire des femmes déportées à Auschwitz, relevait que deux types de personnes acceptaient de témoigner : celles qui appartenaient à des associations de déportées ou celles qui, musicienne ou médecin par exemple, avaient un statut particulier dans le camp⁶⁰. Son analyse est que les associations produisent un discours collectif – les mots pour dire l'indicible – qui participe de la reconstruction de l'identité. Le médecin ou la musicienne pouvait parler car le système concentrationnaire n'avait pas détruit leur identité personnelle ; les autres n'ont le plus souvent pu se construire qu'en tournant la page, dans le silence. Dans notre cas, on sent bien à la lecture de certains entretiens que les récits des enquêté(e)s est en partie le produit d'un travail sur soi (thérapies d'inspirations diverses, yoga, méditation, etc.). En outre, l'implication dans des associations de réduction des risques, le travail de dédramatisation qu'elles ont réalisé depuis le début des années 1990, la valorisation du statut de l'expérience qu'elles ont engendrée, mais aussi le débat récurrent sur la dépénalisation et la légalisation du cannabis dans les médias, ont pu jouer le rôle de supports d'un discours collectif.

Outre les méthodes communes à l'ensemble de l'équipe (entretiens individuels, recherches d'archives, bibliographies, etc.), on notera que les deux pôles de l'étude (Paris/Marseille) ont mis en œuvre des dispositifs de recherche différents. Deux focus-groupes marseillais ont été constitués : un groupe « *Acteurs* » réunissant des acteurs de première ligne autour de questions liées aux usages et aux pratiques (trois réunions), et un groupe « *Action publique* » de personnes impliquées dans les politiques publiques et la recherche (trois réunions). L'enjeu était de mettre en débat la mémoire de cette histoire avec les acteurs des dispositifs institutionnels locaux d'une part, et d'autre part, avec les acteurs de terrain, dits « *de première ligne* ». Leurs débats ont été transcrits intégralement. Une première série d'entretiens individuels a été menée dans leur sillage auprès d'usagers et de revendeurs, puis des campagnes d'enquête de terrain et de recueil d'archives ont été menées. À Paris, le parti ayant été pris de centrer d'abord l'enquête sur le recueil de témoignages d'usagers et d'usagers-revendeurs, trois enquêteurs-relais ont été recrutés pour rechercher des contacts et coréaliser les entretiens avec les membres de l'équipe de recherche. Des entretiens avec des acteurs institutionnels ont été réalisés dans un second temps.

Dépouillement de la presse

Cinq titres de presse ont fait l'objet d'un dépouillement : il s'agit de *Libération* : 1973-1985 ; *Le Provençal* : 1969-1977 ; *La Marseillaise* : 1968-1984 ; *L'Orient, Le Jour* (Beyrouth) : 1971-2002 ; *Le Parisien* : 1967-1994. Parmi les quotidiens de la presse nationale, *Libération* est sans doute celui qui, issu de Mai 68, a été au plus près du phénomène social des drogues, à la fois par conviction et adhésion politique, idéologique et culturelle, mais aussi pratiquement, parce qu'elles ont pas mal circulé dans l'équipe du journal. Nous avons procédé à un dépouillement systématique du journal sous format papier⁶¹. Près de 600 articles ont été sélectionnés portant non seulement sur la diffusion de l'héroïne, mais aussi sur les

⁶⁰ Michael Pollak, *L'expérience concentrationnaire*, Paris, Point-Seuil, 2014 (1^{ère} éd en 1990).

⁶¹ Voir le texte dans la seconde partie « *La diffusion de l'héro à travers Libération* ».

transformations politiques et géopolitiques, culturelles et urbaines, sexuelles et subjectives de la société française. Ainsi, ce matériau nous a aidés à re-mettre en mémoire la chronologie/périodisation. Les archives du journal *Le Provençal* ont été dépouillées de manière systématique pour la période 1969-1972, consultées pour les années suivantes. Une recherche menée par le service des archives de la *Provence* et du *Méridional* a permis de réunir les articles traitant des questions de trafics de drogue au cours de la période 1980-2002. *Le Parisien* a fait l'objet de deux phases de dépouillement. Une première a porté sur les années 1967-1994 en passant en revue les Unes, puis en recherchant dans les numéros les informations sur les drogues qui y étaient signalées. Un deuxième temps d'exploitation a porté sur les suppléments locaux (Hauts-de-Seine et Seine-Saint-Denis) et sur le dépouillement systématique des numéros sur la période 1985-1990. Dans tous les cas, l'enjeu était double : approfondir la chronologie des événements et décrire quelle place la diffusion de l'héroïne a prise dans les représentations et à quelles pratiques elles renvoyaient (ou pas).

Témoignages écrits

Les témoignages écrits et les romans consacrés aux drogues des années 1970, 1980 et 1990 constituent une source d'information complémentaire importante. Un corpus d'environ quatre-vingt-dix titres a été constitué. Les titres sont analysés à mesure au moyen de fiches de lecture partagées par l'équipe de recherche. Ils permettent dans une certaine mesure de faire face au déficit d'enquêtes, en tout cas de compléter nos connaissances sur les groupes, les lieux, les parcours, les produits consommés. Nous avons été surpris de constater que, sous forme de témoignage ou de fiction, de nombreux livres ont été publiés récemment. Certaines révélations sur l'usage de l'héroïne dans les années 1970 étaient sans doute impossibles du fait de l'interdit pénal poursuivant toute forme de prosélytisme et de la pression morale qu'il engendrait⁶². Nous pensons en particulier au beau livre de Mathieu Lindon sur Michel Foucault⁶³. On y apprend que le philosophe s'est livré à l'expérimentation du LSD et de l'héroïne en compagnie de ses proches. Fils de médecin de province, l'initiation de Foucault a été sans doute antérieure. Quoi qu'il en soit, on y trouve des descriptions très précises sur les contextes et les modes de consommation. Cette « *déviance cachée* » est restée largement invisible socialement, illustrant *a posteriori* les thèses de l'auteur sur la « *gestion différentielle des illégalismes* » selon le milieu social.

Données statistiques

Nous avons aussi cherché, sans méconnaître leurs insuffisances et biais évoqués plus haut, à collecter des séries statistiques significatives pour notre objet (statistiques policières, pénales, carcérales, sanitaires). C'est surtout, chemin faisant, la question du nombre de toxicomanes et de morts qui a retenu notre attention, tant elle renvoie aux usages politiques du chiffre de l'appareil statistique d'État. Par-delà le nombre surdoses se pose la question du nombre de morts, tous décès cumulés : maladies infectieuses, overdoses, suicides, etc. La question a fait l'objet de deux recherches de la part de l'OFDT. Pour la première, réalisée au

⁶² Cette pression morale a été également opérante à propos du sida, dont Foucault est mort en 1984, sans que la cause de son décès de ce professeur au Collège de France ne soit révélée publiquement.

⁶³ Mathieu Lindon, *Ce qu'aimer veut dire*, Paris Folio, 2011. Voir aussi, [Un maelstrôm d'affection](#), entretien avec Mathieu Lindon, *Vacarme* 55, printemps 2011.

tournant des années 2000, l'idée était de mesurer l'impact réel du changement de politique publique mis en œuvre en 1994-1995 sur la mortalité. Une étude rétrospective a été réalisée à partir d'une cohorte de personnes interpellées pour ILS (usage d'héroïne, cocaïne ou crack) dans les années 1990, pour lesquelles des recherches ont été faites à l'état civil pour déterminer le taux de mortalité et les causes du décès. L'étude montrait que la mortalité des hommes était 9 fois plus importante à la mortalité des hommes du même âge (5 pour les femmes). Les overdoses représentaient 20% seulement des décès, les suicides autant⁶⁴. Une autre étude a été lancée en 2009 sur la même question, menée sur une population de soignés au niveau national, avec la même méthodologie : recherche de l'état civil et croisement avec les actes de décès. Partant de là, nous avons sollicité, Jean-Michel Costes, l'ancien directeur de l'OFDT qui a piloté la première enquête citée plus haut. Il a procédé au recueil de données afin de produire une estimation globale par extrapolation en croisant les deux sources citées plus haut⁶⁵.

Par ailleurs, nous avons imaginé un repérage « *par le bas* » du nombre de morts liées à l'épidémie selon une méthode à valeur ethnographique (et non pas statistique) : recensement des décès, famille par famille, au moyen de tableaux passés par un enquêteur de terrain recruté pour sa connaissance de son environnement, à partir des communes des boucles nord des Hauts-de-Seine (Asnières, Gennevilliers, Nanterre, Villeneuve-la-Garenne), soit une centaine de personnes identifiées. Mais l'exploitation de ces données reste difficile, bien que non dénuées d'enseignements sur l'hécatombe qu'a constituée l'héroïne dans les familles populaires immigrées.

Une étude multi-sites

Les métropoles de Paris et Marseille et leurs quartiers périphériques ont été au cœur de la diffusion des consommations et des trafics dans la période plus récente. Les lieux de consommation et de vente de drogues y ont connu des mouvements de structuration et de restructuration alternant lieux centraux et périphériques. Mais les processus observés sont-ils comparables, ou bien est-ce le regard des chercheurs qui n'est pas le même ? Telle nous semble être une question de fond.

Paris et Marseille présentent bien des spécificités, tant du point de vue de leur histoire sociale, urbaine et de l'immigration, que de leur place dans la diffusion de l'héroïne. Ainsi, tout distingue la morphologie urbaine et sociale de ces deux villes. Il y a des banlieues dans la région parisienne, il n'y en a pas dans la ville de Marseille, qui englobe notamment les fameux « *quartiers nord* » dans son périmètre administratif. L'offre de transport est pléthorique à Paris, par comparaison à ce qu'elle est dans la cité phocéenne – ce qui, on le verra, n'est pas sans incidence sur les pratiques de mobilité ⁶⁶. Paris est une ville riche et bourgeoise, suite à un processus au long court de déprolétarianisation⁶⁷, de même que les Hauts-de-Seine sont un département riche – en dépit de quartiers pauvres situés au nord (Gennevilliers, Asnières), centre (Nanterre) et sud (Bagneux) –, parfois comparées à Aix-en-

⁶⁴ <http://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/deceftxdlk5.pdf>

⁶⁵ Voir texte, « Combien de toxicomanes, combien de morts ? »

⁶⁶ Voir, dans la seconde partie, « Parcours d'urbanité de l'héroïne à Marseille »

⁶⁷ Michel Pincon, Monique Pincon-Charlot, *Sociologie de Paris*, Paris, la Découverte, 2004.

Provence, alors que Marseille est la grande ville la plus pauvre de France⁶⁸ – en dépit de secteurs bourgeois et de la construction de communautés fermées à la mixité sociale.

Ces différences structurelles peuvent expliquer pour partie des processus de diffusion de l'héroïne différents, des chronologies décalées – qui s'encastrent néanmoins. On trouve de l'héroïne à Pigalle depuis les années 1930, puis Saint-Michel dans les années 1960, et place Monge et à Montparnasse au début des années 1970, entre autres lieux. En région parisienne, les témoignages recueillis datent l'arrivée de l'héroïne dans le nord des Hauts-de-Seine dans les années 1972-74 – elle sera plus tardive en Seine-Saint-Denis. Dans le sud du département, comme à Bagneux, la chronologie est semblable. C'est alors que les consommations se diffusent discrètement dans certains quartiers populaires périphériques. Comme il en va du cannabis, l'approvisionnement se fait à Paris – du côté de Bastille pour le *shit*, à proximité de boîtes de nuit situées dans le centre de Paris, comme Le Palace, pour l'héro. Les effets conjugués de plusieurs facteurs vont changer la donne : pression policière redoublée dans des lieux de revente historiques comme Belleville, fermeture de squats comme l'îlot Chalon, politiques urbaines de la ville de Paris et de maires responsables d'offices départementaux des HLM comme Levallois conduisant à déplacer des familles « *indésirables* » vers les périphéries – ces phénomènes favorisent l'implantation du deal dans les banlieues populaires. Au cours des années 1980, on est passé d'une logique d'autofinancement de la consommation des usagers d'héroïne et maîtrisée par eux à l'échelon micro-local à des formes de trafics beaucoup plus professionnalisées et étendues, prises en charge par des non-usagers, selon une logique non plus de survie mais de profit. C'est sous cette forme, parfois comparée dans la presse locale et par des élus à des logiques de « *supermarché* », et aussi valable pour le cannabis ou la cocaïne, que le *business* a pris une ampleur considérable jusque dans les années 1990. On assiste ensuite à un déclin du commerce d'héroïne, au tournant des années 2000. Il semble que la revente de cocaïne ait pris le relais, avec des modalités moins visibles (du coin de la rue à des commandes par téléphone ou Internet). Mais le fait est que, dans certaines cités, les mêmes zones de deal existent depuis une trentaine d'années.

Dans la région de Marseille, c'est dès les années 1960 que la qualité de la « marseillaise » est de notoriété publique au sein du petit monde des usagers ; le produit est accessible aux initiés dans les bars et les boîtes situés à proximité de La Cannebière, comme le Perroquet bleu. La ville-centre restera un lieu d'approvisionnement et de consommation avant que le produit ne se diffuse bien plus tard dans certaines cités des quartiers nord. Au tournant des années 1970, il ne fait pas de doute que l'héroïne est présente à Marseille, mais aussi dans les petites villes et jusqu'aux villages alentour... La circulation de hippies transitant entre le nord de l'Europe et l'Espagne contribue à sa circulation. Qui plus est de nombreux articles de la presse locale témoignent d'une inquiétude grandissante à ce sujet : à cette époque, l'héroïne, probablement en usage dans des milieux très restreints, circule aussi sous l'aspect plus immatériel d'un symbole. Il se pourrait même qu'elle ait acquis pour d'aucuns le statut d'un référent culturel puissant. Dans les années 1980, le schéma se reproduit à nouveau, touchant cette fois plus largement les milieux culturels, également noctambules, en pleine

⁶⁸ Michel Peraldi, Claire Duport, Michel Samson, *Sociologie de Marseille*, Paris, La Découverte, 2015.

émergence dans Marseille. Plus récemment, dans les années 1990 et 2000, des enquêtes pourraient révéler sa présence renouvelée à travers la prégnance dans le sud de la France, l'arrière-pays marseillais et Marseille, de réseaux culturels liés à des genres musicaux plus contemporains, comme ceux de la techno. Dans ce sens, l'enquête a été nécessairement élargie à l'échelle régionalo-métropolitaine. S'il s'agit en effet de tracer, même à grands traits, une histoire locale du « *milieu productif criminel* », sur le mode méthodologique des travaux menés à Naples⁶⁹, l'échelle locale des cités et des « *territoires psychotropiques* » ne suffit pas. Nombre de règlements de compte se sont achevés dans les boîtes de nuit et les restaurants aixois, nombre de laboratoires ne tiraient leur discrétion que d'être domiciliés dans les « *campagnes* » d'une ceinture périphérique allant de Vitrolles à La Ciotat. Si l'hypothèse est bien ici de voir comment une production passant au stade industriel (l'héroïne dans les années 1970) mobilise un « *territoire productif* » et les réseaux sociaux localisés, cette histoire combine l'échelle urbaine des cités, l'échelle métropolitaine des lieux de fête et de contiguïtés sociales, l'échelle régionale des réseaux productifs et enfin, l'échelle supra régionale des réseaux culturels et ethniques (corses, algériens).

On voit donc que, dans les deux cas, on ne parle pas des mêmes choses ni avec le même regard. Dans la région parisienne, on verra que la diffusion de l'héroïne dans les zones périphériques a été en partie le produit d'une politique publique ; dans la région marseillaise, la politique urbaine a été chaotique (c'est un euphémisme) et l'action répressive en matière de drogues n'a pas produit des effets de confinement (ils existaient déjà). Dans un cas, dire que l'usage et le trafic de l'héroïne ne sont en rien consubstantiels à ces mondes urbains périphériques, c'est justement prendre acte que les effets sanitaires et sociaux de leur diffusion massive ont été minimisés et même déniés, pour mieux imposer une construction sécuritaire des « *banlieues* » ; dans l'autre cas, cela revient à déconstruire une vision stigmatisante des cités et quartiers pour donner à voir des logiques circulatoires, des mouvements, des réseaux. Cette tension n'est pas irréductible, elle est affaire de démarche. Les réseaux mobilisables par les membres de l'équipe étant hétérogènes d'une ville à l'autre, nous n'avons pas pu enquêter autant que souhaité sur les dynamiques de consommation et de revente dans leur dimension territoriale, leur localisation. On peut bien sûr admettre, d'un point de vue méthodologique dans la filiation de l'École de Chicago, qu'organiser une variation des échelles et des points de vue sur de tels territoires permet ainsi de voyager d'une géopolitique des cartels à une ethnographie des quartiers. Ce « *territoire* » d'enquête permet à la fois d'aborder l'échelle géopolitique des réseaux, l'échelle nationale des politiques et des représentations attachées aux usages, et celle des contiguïtés culturelles que seule l'échelle métropolitaine permet de dimensionner. Il s'agit d'échapper à la segmentation territoriale qui caractérise aujourd'hui la majeure partie des études sur les drogues, privilégiant tantôt la perspective « *globale* » (la vision délocalisée et transnationale prédomine dans les travaux qui portent sur la production et les trafics, l'échelle des réseaux de trafic, pour des produits généralement fabriqués loin des centres de consommation, se devant d'être transnationale), tantôt la perspective « *micro* », qui caractérise l'essentiel des travaux sur les consommations, notamment addictives ou

⁶⁹ Gabriella Gribaudo (dir), *Traffici criminali. Camorra, mafie et reti internazionale dell'illegalità*, Torino, Bollati Boringhieri, 2009.

pathologiques, généralement centrés sur des mondes socialement fragiles, des univers populaires ou des « *ghettos* » urbains que la banalité des usages et les logiques de protection du trafic ont transformés en « *territoires psychotropiques* »⁷⁰. Ainsi, nous nous efforcerons de faire varier ces échelles (métropolitaines, communales, infra-communales). Il n'en demeure pas moins indéniable que les quartiers populaires ont été l'épicentre de la catastrophe à partir des années 1980.

Démarche

« Toute recherche est une aventure », dit Michael Pollak. En l'occurrence, faire et écrire une histoire de l'héroïne n'allait pas de soi. D'abord, au regard de l'image sulfureuse de la « *came* », du stigmat y étant associé, des dommages que sa diffusion a engendrés. Nous prenions le risque de conforter l'image la plus disqualifiée et disqualifiante de « *la* » drogue qu'elle symbolise fondamentalement dans les esprits et dans les discours – alors que, au moins dans sa phase d'expérimentation, sa consommation a constitué une expérience marquante à bien des égards, comme l'ont souligné de nombreux entretiens ; l'oublier aurait été passer à côté de son attractivité sociale et de ses significations culturelles – ne pas percer l'énigme initiale. À l'inverse, en faire un objet comme un autre, c'était s'exposer à un « *déni de réalité* » en passant outre le lot de souffrances qu'elle a engendrées dans les corps, les familles, les couples, les quartiers, et de contribuer ainsi à la mythologie de l'héro.

Comment sortir de cette ambivalence ? C'est un problème que le sociologue et historien Michael Pollak a parfaitement identifié au sujet des camps de la mort : « *Il s'agit de se demander si le passage à l'écriture ne mènera pas à la relativisation et à la banalisation de millions de personnes – à l'encontre des intentions de lutter contre l'oubli et pour la mémoire. D'où la réticence à écrire que nous avons pu ressentir, indépendamment de l'inquiétude plus courante d'avoir à affronter les réactions des lecteurs les plus concernés.* »⁷¹

La composition de l'équipe de recherche n'est pas étrangère à ce point et a été source de malentendus. Elle était *a priori* une force : conjuguer des expériences de recherche (en sociologie, anthropologie, ethnologie, histoire) et d'action différentes au sein du monde académique et de principales associations françaises d'autosupport. Il s'agissait d'un apport évident répondant à la fois à des considérations d'ordre pratique (en ce que la mise en commun des réseaux et des compétences devait faciliter la construction de l'enquête, l'accès à des populations soit très stigmatisées soit dites « *cachées* ») et d'ordre éthique (en ce qu'on ne conçoit pas que cette histoire ne s'écrive sans la participation de ceux qui l'ont vécue). Il ne s'agit donc pas de camper sur une position surplombante des chercheurs dépositaire d'un « *discours de vérité* », mais de reconnaître à l'expérience des acteurs le statut de savoir, justifiant en particulier l'association avec ASUD. Mais ces derniers, précisément, n'étaient-ils pas « *trop dedans* » aux yeux des premiers ? Ne faisaient-ils pas « *trop* » parler leur expérience dont les autres étaient dépourvus ? On butait là sur un problème commun lié à

⁷⁰ Michel Kokoreff, Michel Peraldi, Monique Weinberger (dir.), *Economies criminelles et mondes urbains*, Paris, PUF, 2007.

⁷¹ Michael Pollak, *L'expérience concentrationnaire*, op. cit., p. 25.

l'appartenance des chercheurs au monde qu'ils étudient. Reconnaître la pluralité des points de vue était une manière de le contourner en partie.⁷²

La démarche que nous avons suivie au cours de ces quatre années de recherche⁷³ est passée par plusieurs phases. Une phase de documentation a consisté à lire la littérature existante et à en faire des fiches partagées par l'équipe. La lecture de la presse a réactivé notre mémoire non seulement des événements marquants de l'époque étudiée, mais de l'ambiance des années 1960 et 1970. Des réunions bimensuelles nous ont permis de confronter nos points de vue et connaissances et d'envisager la campagne d'entretiens en élaborant une grille d'entretiens commune. Nous avons mobilisé nos réseaux d'interconnaissance afin de solliciter des proches par « *boule de neige* », dont nous savions qu'ils avaient été soit consommateurs soit trafiquants d'héroïne dans leur jeunesse. Sans avoir la prétention de constituer à proprement parler un échantillon représentatif mais plutôt un corpus significatif, nous avons fait en sorte de prendre en compte la pluralité des situations (en termes d'âge, de génération, de sexe, d'origine sociale et ethnique, de localisation géographique) et des parcours (en termes de durée des carrières, d'exposition à la répression – prison ou pas –, de sorties).

Adoptant les méthodes de l'*outreach*⁷⁴, expérimentées dès les années 1950 aux États-Unis, nous avons embauché trois enquêteurs directement issus du milieu qui nous intéressait (pour ne pas dire « *indigènes* »). Nous avons commencé par faire des entretiens biographiques approfondis avec eux. Par leur intermédiaire, il s'agissait de rencontrer des personnes que nous n'aurions jamais pu approcher sans eux, et par là, d'instaurer des relations de confiance, y compris en leur assurant qu'ils avaient répondu aux questions posées (« *Vas-y, tu peux parler, j'ai fait pareil !* »)⁷⁵. Ces médiations se sont avérées essentielles pour vaincre la méfiance. À la crainte de la police s'est ajouté le fait que cette histoire rappelait de mauvais souvenirs, tant elle a été tragique. La plupart de ceux et celles que nous avons rencontrés l'ont mentionné à plusieurs reprises lors de leur(s) entretien(s) : la plupart de leurs ami(e)s sont morts (d'overdoses, du sida, d'hépatite, d'accident) ; ce sont des « *survivants* ».

Enfin, la lecture des entretiens a été chronophage mais nécessaire. Elle nous a permis de saisir de façon précise quels en étaient les apports et limites. Parmi les apports, citons tout à la fois : la richesse des entretiens sur la période avant et après 1968 (histoire collective d'une génération associant les produits à une manière sinon de « *faire la révolution* », du moins de construire et expérimenter de « *nouveaux* » modes de vie), la superposition et la porosité des petits mondes (routards, hippies de luxe, zonards, intellos, etc.) invalidant l'hypothèse d'une

⁷² Rétrospectivement, on pourrait dire aussi ceci : nous avons fait comme si tout ce qui comptait, c'était ce que nous représentions au sein de l'équipe : les uns, chercheurs « canonisés » par l'institution comme tels; les autres chercheurs « rapportés » dans le projet, et les autres encore, chercheurs "de circonstance". Mais nous n'avons jamais travaillé d'où nous venions, chacun-e ? Qui dit que ceux qui sont arrivés là comme chercheurs n'ont pas aussi éprouvé un rapport intime au produit et/ ou à l'action, et qui dit que ceux qui sont arrivés là comme acteurs n'ont pas les savoirs et les qualités des chercheurs ? Dans ce sens, plutôt que contourner, nous n'aurions justement pas su reconnaître les points de vue.

⁷³ En réalité, la gestation du projet déposé à l'ANR en 2012 puis en 2013, remonte à 2011, date à laquelle une partie de l'équipe (Anne Coppel, Michel Kokoreff, Aude Lalande et Fabrice Olivet) se sont réunis régulièrement pour échanger autour de cette histoire.

⁷⁴ Anne Coppel, *Peux-on civiliser les drogues ? op., cit.*

⁷⁵ Voir, dans la seconde partie, « Itinéraire d'un voyou devenu un "sans-papiers" ».

diffusion verticale de classe (petits-bourgeois déclassés *versus* loubards), la dimension genrée des expériences et des récits (« *composante homo-érotique* », histoires d'amour et de couples), les mécanismes de diffusion (la manière dont nombre d'usagers se sont sentis pris dans des vagues successives), la chrono-cartographie de la mobilité des trafics et des « *scènes* », la nécessité de situer l'héroïne parmi d'autres produits qui l'ont précédée ou rendue incontournable (cannabis, LSD, morphine, opium, Adiparthrol®), la variété des héroïnes consommées (« *marseillaise* », thaï, marron, rose), l'histoire clandestine des médicaments (utilisés comme produits de substitution pour parer au manque), l'histoire des seringues (de 1968 à 1987 et après), la multiplicité de sources d'approvisionnement (la « *marseillaise* » achetée à Marseille ou par des intermédiaires à Paris, le *brown* des Chinois d'Amsterdam revendue par les blédards Tunisiens, tout ce que ramènent, pour le partager et/ou le revendre, ceux partis « *faire la route* », sans parler des courriers transitant par la poste, la marron venant du Liban ou de Turquie), les codes de la voyoucratie (plutôt que du « *Milieu* »), les modes opératoires et les territoires de deal (plans de cafés, d'appartement, de squats, de rue, de cité, « *plans foireux* » et « *bons plans* », plans stables et plans de secours ou de dépannage, plans « *coupe-gorge* »), le rôle de l'argent (neutralisé, attractif, décisif, flambé, source d'embrouilles, facteur de désorganisation sociale, illusion), le rôle de la police (impuissance, réorganisation, connivence, participation...), les effets pervers de la criminalisation (insécurité perpétuelle, incarcération) et de la stigmatisation (rejet de l'hôpital des malades du sida, par la famille, les voisins...), la dynamique des liens entre villes et migrations dans l'histoire africaine de l'héroïne. Parmi les limites, mentionnons : les « *biais* » des entretiens (travail de remémoration avec ses inévitables problèmes de dates, trous de mémoire et oublis, alors que les lieux semblent plus « *mémorables* », effets de censure collective et d'autocensure individuelle), le manque d'exploitation systématique de certains thèmes (effet de dispersion inévitable avec une dizaine d'enquêteurs sur deux sites), la difficulté à ne pas se laisser balader (effet de proximité des enquêteurs et de confiance des enquêté(e)s, inexpérience des entretiens, méconnaissance de certains thèmes). Peut-être aussi aurait-il fallu faire plus tôt des bilans de la première vague d'entretiens (début 2014) avant d'engager la seconde (fin 2014-mi 2015) afin de mieux savoir – y compris collectivement – ce qu'il nous restait à chercher (effet de gestion du temps).

La question de la restitution et de la valorisation de la recherche a été la source de longues discussions au sein de l'équipe. Au fond, nous aurions pu documenter chacune de ses entrées (et d'autres encore), au risque d'embrasser trop large. Nous avons finalement opté par une présentation du présent rapport en deux parties⁷⁶. La première propose un cadre chronologique général de l'histoire de la diffusion de l'héroïne depuis le milieu des années 1960 jusqu'au début des années 2000, tel qu'il se dégage de nos matériaux (*Cadrage chronologique*). Il consiste à distinguer quatre phases : le temps des « pionniers » (1964-1973/74) ; la première grosse vague de diffusion de l'héroïne (1975-1980) ; la seconde grosse vague de diffusion (1981-1987/88) ; le temps du reflux (1989-1996). Bien sûr ce cadre mériterait d'être affiné, mais son but était de livrer un premier récit de cette histoire, non pas

⁷⁶ On verra que nous avons multiplié les références aux textes qui abordent de façon plus spécifique et approfondie un thème ou ensemble de thèmes.

par rapport à un découpage décennal, le plus souvent adopté, mais à partir d'une chronologie plus fine. L'idée est d'adosser un tel découpage aux événements politiques majeurs scandant cette période *et* aux tournants de la politique publique antidrogues et aux dynamiques de consommation et d'approvisionnement. En outre, ce découpage correspond à la courbe de Gauss de l'OFDT qui distinguait clairement quatre phases : apparition, diffusion, plateau et décroissance. Enfin, on retrouve, plus ou moins découpées, ces grandes scissions dans les entretiens. La seconde partie revient sur les processus et mécanismes de diffusion de façon plus transversale (*Analyse transversale*). Elle consiste à distinguer les modalités, les lieux, les formes et les traitements publics, en insistant davantage sur les acteurs et les institutions, la fonction sociale des politiques publiques et les débats politiques autour de « la drogue », les spécificités du territoire d'enquête marseillais, avec le même souci de déconstruire les idées reçues et de replacer au centre les principaux témoins de cette histoire. Car si nous pouvions restituer la mémoire de ce qui a bien été une hécatombe, lutter contre l'oubli et favoriser la transmission de cette histoire invisible, ce travail n'aurait pas été vain. C'est aussi pourquoi, nous reviendrons en conclusion sur la situation aujourd'hui, marquée par le retour annoncé des opiacés via les États-Unis, peut-être annonciateur d'un nouveau cycle, à moins qu'il ne s'agisse d'un mythe. Une situation marquée par les lenteurs et prudenances exaspérantes sur les salles de consommation à moindre risque, la précarité des usagers et des Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD), mais aussi le débat mondial sur la régulation globale des drogues. Les années-héroïne sont sans doute dernière nous, mais le pire n'est jamais sûr.

Première partie :

CADRE CHRONOLOGIQUE (1964-2004)

Introduction : les quatre âges de la diffusion

Cette partie vise à proposer un cadre chronologique de l'histoire sociale et culturelle de la diffusion de l'héroïne en France, depuis les années 1960 jusqu'au début des années 2000. Restituer cette historicité, c'est saisir les lignes de transformation qui en sont constitutives en essayant d'articuler les dynamiques de consommation, de revente et d'approvisionnement qui s'inscrivent et traversent divers mondes sociaux et territoires urbains dans la région parisienne et à Marseille et ses environs, mais aussi les logiques institutionnelles et les politiques publiques participant en négatif à la co-construction de la réalité sociale de ces dynamiques. On verra, chemin faisant, que les effets de contexte et les mutations de la société française ont joué un rôle important dans la formation sociale de la demande de drogues en général et de l'héroïne en particulier (même si d'autres facteurs interviennent pour en cerner les formes) comme de leurs modes de distribution et de revente. On s'efforcera de montrer comment ces processus à la fois externes et internes sont inséparablement liés aux courants culturels et musicaux qui ont traversé cette époque à différentes échelles et rendu attractives de nouvelles expériences et carrières. En d'autres termes, ce que nous avons appelé un travail de chrono-cartographie importe en ce qu'il vise à dessiner les agencements collectifs spécifiques qui ont fait cette histoire.

Dans ce sens, nous nous proposons de distinguer quatre phases :

- Le temps des pionniers (1964-1973/74) ;
- La première grosse vague de diffusion de l'héroïne (1975-1980) ;
- La seconde grosse vague de diffusion (1981-1987/88) ;
- Le temps du reflux (1989-1996).

1/ Le temps des pionniers (1964-1973/74)

Avec l'arrivée du phénomène hippie en France, le fourmillement international autour de Saint-Michel, du Vert-Galant, entre 1964 et 1966, les passages par Marseille des « routards » de toutes nationalités où l'on trouve de la « blanche » que des revendeurs parisiens du carrefour Buci viennent acheter parmi d'autres, on assiste à une circulation encore très confidentielle de l'héroïne. Celle-ci va peu à peu prendre de l'ampleur à travers la montée de la jeunesse comme catégorie de masse autonome et l'émergence de toute une génération d'aventuriers et d'initiateurs issus de divers milieux sociaux qui rencontrent l'héroïne après bien d'autres produits (le LSD interdit en 1966, le H, l'opium, la morphine, les amphétamines). Cette rencontre s'inscrit dans de nouvelles formes d'expérience collective (libération sexuelle, voyages, aventure spirituelle, vie en communauté). Les événements de mai 68 marquent un tournant politique, sociétal et culturel décisif dont les effets se font ressentir tout au long de la décennie et bien au-delà, en dénormalisant et recomposant les rapports sociaux. Contrairement aux idées reçues, les drogues sont alors présentes durant les événements ; mais surtout, ceux-ci ouvrent un cycle qui rendra celles-ci socialement désirables. L'overdose de Bandol de 1969 (qui rejoint la série macabre des pop stars des *sixties*) est l'occasion d'une première « panique

morale » orchestrée par la presse et le pouvoir. Elle se traduit par le vote de la loi de 1970, qui poursuit désormais l'usage privé de stupéfiants et durcit les peines pour les trafiquants. D'autres lois censées préserver de la révolte des jeunes vont dans ce sens, la loi « anti-casseur » par exemple. À l'échelle internationale, la campagne de la « guerre à la drogue », lancée par Richard Nixon en 1969 et mise en œuvre à partir de 1971, renforce le modèle prohibitionniste et sa focalisation sur les ghettos noirs. Les années 1973-74 marquent un second tournant dans cette période, non seulement du fait de la crise économique mais aussi par la chronique de la fin de la *French Connection*. Malgré une hostilité montante à l'égard de l'héroïne et des junkies, les premières traces d'héroïne dans d'autres milieux que les « bourgeois », dans les mondes ouvriers, artistiques, s'accompagnent de consommations mobiles et discrètes sur lesquelles les institutions semblent avoir peu de prise et de connaissance.

2/ Les seventies et la première lame de fond de l'héroïne (1974-1980)

Ce que l'on considère d'ordinaire comme l'apparition du phénomène drogue correspond au fond à sa montée en puissance, qui va être largement sous-estimée par la suite, voire déniée. Pourtant, à partir de 1976-77, on parle beaucoup de « la » drogue dans la presse, l'héroïne devient une préoccupation politique non plus seulement internationale mais nationale, un « fléau social », à partir de quelques affaires montées en épingle désignant des villes sans histoires (Caen, Lons-le-Saunier) ou des secteurs déjà mythiques (comme la Riviera, Marseille, Nice, Bastia). En 1978-79, on trouve de la « blanche » dans de nombreux lieux dans Paris, les plans sont multiples : plans de cafés, plans d'appartements déjà importants à l'époque, plans de squats, plans de rue. À Marseille, si la « blanche » est présente au moins depuis les années 1950, les plans sont plus rares, réservés à quelques-uns qui ont leurs entrées auprès des fournisseurs dans le quartier du Panier (où on achète *a minima* par onces ou par dizaines de grammes une héroïne fortement dosée), et qui revendent ou distribuent dans leurs cercles restreints de connaissances (milieux artistiques, festifs, populaires via les cercles de jeux clandestins). À Paris, on trouve de plus en plus de *Brown Sugar*, mais aussi de la « blanche » venant de Thaïlande. À Marseille, la « blanche » est dite en provenance de Turquie ou du Liban. Les plans de thaïlandaise sont rares, hormis dans les milieux musicaux, et proviennent toujours de Paris. Le *Brown* n'est signalé qu'à partir des années 1980, que ce soit dans les entretiens ou les enquêtes diagnostic de l'AMPT. Les petites et grosses « fourmis » d'Amsterdam et de Bangkok inondent le marché. Capitale de la drogue, la ville hollandaise voit aussi passer le mouvement parti de Londres qui conduit du rock au punk et de la contre-culture au « no future » – mouvement qui sera traversé par les consommations d'amphétamines et d'héroïne engendrant son lot d'overdoses célèbres (Sid Vicious, Alain Pacadis) et anonymes. Changement d'ambiance et de look. C'est le temps de la désillusion de Mai 68, comme un cycle qui se clôt. En même temps, ce petit monde de l'héroïne prend des couleurs dans les boîtes de nuit comme le Kiss Club, la Main Bleue, le Poney Club, où se retrouvent les fans de *Soul Music*, de la *Great Black Music*, de James Brown à Shaft ou Family Stones, tous les « jeunes Maghrébins » – qu'on n'appelle pas encore les « Beurs » – et les « Blacks » – que l'on n'ose appeler les « Noirs » –, qui ne sont accueillis que dans quelques boîtes. Elles seront le lieu de nombreuses connexions entre les banlieues. À Marseille, c'est la virée qui fait office

d'aire de diffusion, les rares clubs ou boîtes de nuit branchés sont trop confidentiels pour que s'y déploie de la porosité sociale, culturelle et ethnique.

3/ Les années catastrophe ou la seconde grosse vague de diffusion de l'héroïne (1981-1987/88)

Si quelque chose des années soixante se finit vers 1973, avec les années 1980, on change d'époque. La victoire de Mitterrand en mai 81 a valeur de symbole politique et de marqueur social. C'est également la période où la diffusion de l'héroïne fait – comme partout en Europe de l'Ouest – le plus de ravages en lien avec un renouvellement de l'offre et de la demande, la montée de la délinquance et la quête insatiable d'argent. Ravages démultipliés par l'éclatement de cette curieuse épidémie en 1981 dans la communauté homosexuelle américaine, mais aussi à Haïti et en Afrique, que l'on appelle le « *cancer gay* ». Or, le sida ne touche pas seulement les gays et les usagers de drogues par intraveineuse, mais – on mettra du temps à en prendre conscience¹ – une population beaucoup plus large. On change d'échelle, et pourtant la société ne veut pas savoir. La mort de Michel Foucault, dont on tait l'origine, est symptomatique du silence gêné qui règne alors en France. Le dépistage du sida est mis en place entre 1985 et 1988. S'il y a bien un épiscentre de ce double processus, c'est les banlieues qui défrayent alors la chronique avec les « *rodéos des Minguettes* ». Elles vont payer le prix fort de cette catastrophe invisible. Les campagnes de presse vont aboutir à des mesures d'urgence à l'origine des premières politiques publiques dans les quartiers dits défavorisés. (insertion professionnelle des jeunes, lutte contre l'échec scolaire, la délinquance). Les points de deal se déplacent vers les périphéries, se réorganisent de façon très localisée dans les cités. C'est aussi le marché qui change de mains, le trafic qui se professionnalise, la cocaïne qui se répand plus silencieusement dans le monde de la nuit. À Paris, l'extension du réseau « black » est manifeste : il comprend plusieurs pôles (Antillais, Sénégalais, Zaïrois, Nigériens). L'apparition de la scène de Stalingrad à Paris marque une transition entre 1987-88 et 1992-93 : d'abord centrée sur l'héro et la coke, elle passe ensuite à l'héro et au crack, avant que le crack ne l'emporte. Les usages de drogues restent un problème de sécurité publique. Il faudra attendre dix ans pour poser le diagnostic sur la gravité de la situation, le déni étant toujours de rigueur au ministère de la Santé, en étroite collaboration avec le milieu des intervenants. Seule mesure sanitaire : la libéralisation de la vente des seringues, en 1987, que Michèle Barzach obtient du Premier ministre Chirac, malgré l'opposition du reste de son gouvernement, de son parti politique et de la grande majorité du corps médical. Seule exception : les associations de lutte contre le sida. Aussi, la mesure reste isolée, « *la toxicomanie n'est pas un problème de santé publique* », affirment conjointement l'administration de la Santé et les intervenants en toxicomanie, qui refusent également toute autre mesure spécifique.

4/ Le temps du reflux (1989-1996)

Avec l'hécatombe engendrée par le sida, les premières délivrances de méthadone depuis l'Angleterre, la Belgique et la Hollande, la baisse de qualité de la came, l'hostilité à l'égard des

¹ « L'affaire du sang contaminé » impliquant la responsabilité du Premier ministre de l'époque, Laurent Fabius, a été un des éléments déclencheurs de cette prise de conscience.

toxicos, la multiplication des arnaques et des indicateurs de police, les rapports sociaux de trafics se durcissent sous l'effet de la répression. La diffusion demeure forte, les consommations nombreuses, les points de deal diversifiés. Des « *familles-bizness* », des clans, tiennent des terrains qui rapportent beaucoup d'argent. Dans certains lieux, les dealers sont cagoulés et vendent dans les caves à travers une porte. Les mondes, cercles et réseaux se referment. Il n'y a plus vraiment de nouveaux consommateurs mais un vieillissement des usagers qui sont pris dans un engrenage, un cercle vicieux fait de décrochages et de réaccrochages, de courtes peines de prison et d'expulsions du territoire national avec la loi dite de « la double peine ». Il y a des cités qui résistent à l'implantation du trafic d'héro – ce qui peut expliquer que le trafic s'implante dans certaines cités et pas dans d'autres. Au tournant des années 1990, les chasses aux dealers dans les banlieues et quartiers populaires reçoivent un soutien politique implicite du pouvoir qui y voit une manière de mettre de l'ordre dans les cités au nom du civisme – alors que bien d'autres enjeux commerciaux et sociaux sont en cause, comme les clandestins vendeurs d'héroïne mis à l'amende par les autochtones qui en vendent aussi ou qui souhaitent installer un produit unique : le cannabis. En un sens, c'est le début de la fin du trafic d'héroïne. Le débat monte à nouveau face à la massification des usages de cannabis qui remet en cause le dogme de l'éradication par la répression et celui de l'abstinence par des thérapies psychanalytiques. Sans se prononcer sur la question initiale de la dépénalisation, le rapport de la commission Henrion pose un véritable diagnostic de santé publique, qui s'affronte au discours officiel². Le milieu associatif va se saisir du diagnostic médical de « *catastrophe sanitaire et sociale* » que personne n'avait posé antérieurement, mais la politique prend alors un tournant exclusivement médical à l'exclusion des associations d'usagers. Alors que la politique de réduction des risques date de 1988 en Grande-Bretagne, de 1989 en Suisse, on ne la découvrira réellement en France qu'en 1992, pour se concrétiser en 1994. Les traitements de substitution aux opiacés s'institutionnalisent en 1996. Parallèlement, le prosélytisme religieux en prison et l'apparition des « *barbus* » à partir de 1997 constituent un autre tournant. L'islam apparaît comme une porte de sortie parmi d'autres. Réputée drogue de riches et chère dans les années 1970, la coke se popularise dans les banlieues et remplace l'héro sur le marché et dans les pratiques toujours plus discrètes, en complément du supermarché du shit dans les cités, qui légitime une « *police du cannabis* ». La plupart des principaux acteurs de cette histoire sont morts. Il n'y a plus qu'une poignée de témoins qu'on appelle « *survivants* » ou « *dinosaures* ». Ils sont souvent totalement démunis, des *sans* (papiers, travail, logement, santé, etc.).

* *

*

Si ce découpage permet de ne pas traiter cette période de façon homogène en repérant des phases ponctuées par des événements faisant figure de seuils, tournants ou ruptures, il reste discutable. D'autres choix dans la période étudiée auraient été possibles ; on pourrait élargir cette période en faisant débiter plus tôt cette histoire de l'héroïne (les années 1920, les années

² *Rapport de la commission de réflexion sur la drogue et la toxicomanie*. Président : Roger Henrion, Paris, La Documentation française, 1995.

1950), en mobilisant des archives plutôt que des témoignages oraux qui posent le problème des « *biais de mémoire* », des trous et oublis. S'il existe des carrières *courtes* qui ne durent que quelques années (surtout dans la première période), les carrières *longues* ne cessent de déborder d'une phase (période) à l'autre, marquent des stops, des interruptions, des reprises – sans parler des « *extras* ».

Il n'en demeure pas moins que ce découpage présente de multiples intérêts analytiques en permettant : d'aborder une période peu connue, du milieu des années 1960 à celui des années 1970, en passant par 68 ; de marquer la différence entre un moment où l'héroïne circule de façon confidentielle, où les consommations et les consommateurs sont minoritaires, et un moment où produits et pratiques sortent de la clandestinité, se diffusent de proche en proche dans des petits groupes, sont évoqués par la presse, deviennent une préoccupation publique ; de souligner aussi dans quel contexte se fait véritablement l'explosion de la came, comment le marché s'organise différemment en conséquence, en quoi l'arrivée du sida introduit une bifurcation majeure dans ce processus, quels ont été les facteurs qui ont favorisé la sortie de l'héroïne, voire sa quasi-disparition à un moment donné. Sans tomber dans le piège d'une histoire qui serait par trop linéaire, un tel découpage chronologique permet de mettre en valeur des « *ponts* » et des « *portes* » (pour reprendre les célèbres métaphores de Simmel), c'est-à-dire à la fois des transmissions et des ruptures générationnelles. Ainsi, l'héroïne a eu très rapidement une image très négative, sombre, « *dark* », elle est loin d'avoir exercé la fascination de l'opium ou du LSD auprès des « *pionniers* » en particulier. Mais si les contextes d'usages entre la fin des années 1960 et le début des années 1970 s'inscrivaient dans des logiques d'expérimentation et de transformation sociale, les logiques qui ont prévalu au tournant des années 1980 ont été largement dominées par l'individualisme, l'hédonisme, la fête puis la galère. Autrement dit, des soixante-huitards aux punks et aux branchés, pour prendre ces personnages sociologiques, l'histoire n'a pas été la même.

On verra apparaître un certain nombre de facteurs et d'acteurs qui ont participé à cette diffusion n'ayant rien d'une histoire naturelle : l'émergence de la « *planète des jeunes* »³, l'absence de culture politique de la santé publique, le rôle des agents producteurs de significations sociales et culturelles comme les médias alternatifs associés aux consommations de drogues et à de nouveaux modes de vie, l'action publique à forte orientation sécuritaire (police, justice, prison) et ses effets pervers (criminalisation, instauration d'une culture de la clandestinité synonyme de prise de risques), la territorialisation et l'ethnisation des problèmes sociaux liés à la diffusion des drogues. Durant près de trente ans, plusieurs générations connaissent un engouement pour l'héroïne et une descente aux enfers, l'installation dans un mode de vie déviant mettant en cause les engagements sociaux dans le travail, la répétition des séquences accrochages/décrochages/réaccrochages les conduisant du plaisir à la souffrance, de la « *belle vie* » à la « *vie de chien* », de la fête à la mort. Dans ce sens, il s'agit bien de comprendre comment on passe des « *expérimentations vitales* » aux « *entreprises mortifères* », pour parler comme Deleuze. « *Le drogué fabrique ses lignes de fuite actives. Mais ces lignes s'enroulent, se mettent à tournoyer dans des trous noirs, chaque drogué dans son trou, groupe*

³ Jean Duvignaud, *La planète des jeunes*, Paris, Stock 1976.

ou individu, comme un bigorneau. »⁴ En analyser les composantes nécessite de prendre en compte tout à la fois leurs dimensions individuelles et collectives, la diversité des carrières et des mondes sociaux où elles s'inscrivent, les petits et gros trafics, les filières qui les alimentent, les volets judiciaires et sanitaires des politiques publiques, sans oublier les mouvements culturels et musicaux qui ont constitué plus que la bande-son : le référentiel majeur. Comment ces lignes se croisent, constituent un agencement. Voilà ce qu'il nous faut décrire et comprendre.

⁴ Gilles Deleuze, « Deux questions », *Où il est question de la toxicomanie*, Paris, Des mots perdus, 1979.

1. Le temps des pionniers (1964-1973/74)

Anne COPPEL

1.1 Les jeunes ont la bougeotte

« Quand la France s'ennuie », titre *Le Monde*, le 15 mars 1968 et Pierre Vianson-Ponté, le journaliste, de déplorer l'enferment de la France sur elle-même qui ne participe « *ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui agitent le monde* ». L'article a acquis une notoriété rétrospective pour sa radicale absence de clairvoyance. Et pourtant, si les sixties sont devenues les années de libération et de contestation par excellence, les jeunes qui ne voulaient pas vivre comme leurs parents s'affrontaient à une France immobile, engoncée dans une morale étreinte, qui vilipendait et sanctionnait toute tentative d'échapper aux pesantes conventions sociales. Vu de la France des notables, le mouvement de mai 68 était imprévisible, « *une divine surprise* »⁵ pour les minorités qui s'agitent au cours des années précédentes, étudiants gauchistes, jeunes ouvriers en lutte contre l'exploitation, fils de travailleurs immigrés et autres membres du *Lumpenproletariat*, qui préfèrent la vie de misère à celle de misère de leurs pères, ou encore rockers en blouson noir, pacifistes guitare à la main, et puis tous ceux qui affichent leur opposition à leurs parents, en cheveux longs pour les garçons, en pantalons ou minijupes pour les filles, ou encore zonards en rupture de ban, et enfin, premiers routards ou beatniks presque invisibles en France... Tous ont la rage, mais le plus souvent, la révolte contre l'ordre établi n'a pas d'expression politique. Les étudiants révolutionnaires font exception, mais, très minoritaires, ils laissent la grande majorité des étudiants indifférents, à l'exception de nouvelles universités comme Nanterre⁶. Leur engagement n'est pas propre à leur génération, il se réclame d'une longue tradition de lutte du mouvement ouvrier, et à ce titre, ils héritent de ses divisions. Très minoritaires, les groupuscules gauchistes parviennent à élargir leur audience en se mobilisant contre la guerre au Vietnam, une mobilisation qui bénéficie à gauche de la sympathie pour les luttes du Tiers-Monde, mais qui n'a pas de prise sur la masse des étudiants⁷. Limitée à quelques facs, Antony et Nanterre, l'agitation des étudiants irrite les autorités mais elle ne fait pas peur, et Vianson-Ponté de se gausser de ces révolutionnaires en chambre qui

⁵ Benny Levy cité par Jean Birnbaum, « Une divine surprise », *Le Monde*, 29.04.2008. « Un curieux clin d'œil » pour Jean Birnbaum, si on se souvient que l'expression avait été utilisée par Charles Maurras saluant l'arrivée de Pétain, et que par ailleurs, Benny Levy au début 68 était un des dirigeants de l'UJC (M-L) marxiste-léniniste qui avait d'abord assimilé le mouvement de mai à une manipulation policière de la révolte de petit-bourgeois avant d'entrer dans le mouvement et de créer en octobre 1968, une nouvelle organisation la GP, la Gauche prolétarienne, réunissant maoïstes et libertaires du 22 mars. Voir aussi, Pierre Victor, Jean-Paul Sartre et Philippe Gavi, *On a raison de se révolter*, coll. La France sauvage, Paris, Gallimard, 1974.

⁶ Le recul du mouvement étudiants avant mai est constaté par les historiens et le nombre de militants gauchistes en France est évalué de 5000 à 6000, in Philippe Labro et l'équipe d'Éditions spéciales, *Ce n'est qu'un début*, Paris, Denoël, 1968.

⁷ A Nanterre, le nombre des militants révolutionnaires est évalué de 130 à 140 étudiants selon Jean-Pierre Duteuil, « les groupes politiques d'extrême-gauche à Nanterre », in Geneviève Dreyfus-Armand et Laurent Gervereau (Dir.), *Mai 68, les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Nanterre, BDIC, 1986.

n'ont d'autres revendications que d'aller dans la chambre des filles – alors que partout ailleurs dans le monde, écrit-il, les étudiants manifestent « *parce qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité* »...

Tout au long des années soixante, les Français ont travaillé dur, ils ont acheté voitures, réfrigérateurs et télévisions, et leurs enfants n'avaient, semble-t-il, pas d'autres ambitions. Avoir un bon travail, se marier, avoir un logement propre, une voiture : c'est ce que répondent les jeunes de 15 à 24 ans, interrogés dans une enquête du ministère de la Jeunesse et des Sports, des résultats que confirment toutes les enquêtes statistiques antérieures⁸... Voilà qui doit rassurer les parents, qui ne parviennent pas toujours à maintenir leur autorité au sein de la famille.

M^r John ne le sait pas, mais les temps changent, annonçait Bob Dylan en 1964. À vrai dire, à cette date en France et jusqu'en mai 68, les changements sont difficilement perceptibles. Au niveau macro-économique, ils sont pourtant spectaculaires, la modernisation de la France va bon train, mais elle est vécue comme l'avancée inéluctable du progrès, sans remise en cause des modes de vie et des valeurs traditionnelles. L'avenir semble tout tracé, si bien que les jeunes ne font irruption dans la presse écrite que lorsqu'ils font peur. Ce sont d'abord les blousons noirs, avec leurs grosses cylindrées, qui s'affrontent à coups de chaînes de vélo, de poings américains. Les blousons noirs offrent le visage d'une jeunesse populaire violente, et donc dangereuse, mais loin, très loin, d'un engagement politique⁹. La jeunesse dorée n'est pas plus soumise, et tout aussi désengagée¹⁰. Le film *Les tricheurs* (1958) met en scène des jeunes désabusés, qui noient leur désarroi dans l'ivresse, la provocation et les jeux de séduction. Nouveaux dandies ou blousons noirs, tous sont dénoncés au nom d'une morale traditionnelle qui invoque rituellement depuis la fin du XIX^e siècle la décadence des mœurs et la corruption morale. À gauche, la lecture de classe oppose enfants de bourgeois et enfants de la classe ouvrière, qui, les uns comme les autres, sont appelés à rentrer dans leur rang. Il n'y aurait donc rien de bien nouveau sous le soleil.

En s'affrontant à l'ordre établi, les blousons noirs ou les blousons dorés revendiquent aussi leur marginalité au sein de la jeunesse. Les yéyé, au contraire, affirment leur appartenance générationnelle à « *la culture jeune* » à laquelle les parents, « *les croulants* », n'ont pas accès. Les croulants en question n'apprécient pas, et les commentateurs de l'époque stigmatisent cette importation américaine, ou encore l'arnaque commerciale¹¹. Car les grands succès des yéyé sont écrits, le plus souvent, par des plus de trente ans, qui choisissent de traduire les succès américains des générations précédentes en

⁸ Georges Fouchar et Maurice Davranche, *Enquête sur la jeunesse*, Idées actuelles nrf, Paris, Editions Gallimard, 1968.

⁹ Emile Copfermann, *La génération des bousons noirs. Problème de la jeunesse française*, Paris, réédition de 1962, préfacée par Laurent Mucchieli, Paris La Découverte, 2003 réed. de 1962.

¹⁰ Antoine De Baecque, « La jeunesse est-elle politique ? La nouvelle vague entre « style jeune droite » et « moderne Danielle Casanova », in Ludivine Bantigny et Ivan Jablonka, *Jeunesse oblige, Histoire des jeunes en France XIX^e et XXI^e siècle*, pp.167-180, Le nœud gordien, Paris, PUF, 2009.

¹¹ Michel Winock, *Chronique des années soixante*, Paris, Seuil 1987.

se soumettant à la censure des radios et du showbiz. Au contraire des USA qui associent contestation politique et contestation culturelle, les chanteurs yéyé se contentent de chanter la joie de vivre et l'amour qui doit se conclure par le mariage – car « *les petites filles de Français moyen* » « *ont toutes besoins d'un garçon* », elles sont « *sérieuses* », flirtent, mais pas davantage : « *D'accord pour tout ce que tu voudras, si tu ne me demandes pas d'aller chez toi.* » Une jeunesse tenue en main, que dénonce Jean-Paul Sartre dans le premier numéro du *Nouvel Observateur*, le 1^{er} novembre 1964 : « *En France, en utilisant le phénomène yéyé, on a voulu faire de la jeunesse une classe de consommateurs.* »¹². « *Yéyé* », le nom de baptême est donné par Edgar Morin, lorsqu'il rend compte du concert de la place de la Nation des 22 et 23 juin 1963. Edgar Morin est le seul intellectuel à y voir un phénomène social où il décrypte « *un message d'extase sans religion, sans idéologie* »¹³. Ce concert gratuit avait réuni entre 150 000 et 200 000 personnes alors que Salut les copains, la radio organisatrice, en attendait 60 000. Le rassemblement a dégénéré en baston, les grilles ont été arrachées, les voitures détruites et les affrontements avec la police violents, si bien que les autorités s'opposent aux rassemblements de jeunes¹⁴.

Il n'y a donc pas eu en France les grands concerts de rock and roll comme en Angleterre, comme aux USA, où les jeunes électrisés hurlent leur fureur de vivre, où les filles en transe lancent leurs petites culottes et s'évanouissent dans la bousculade. « *Le rock français est comme le vin anglais* », se moque John Lennon, sans sexe et sans drogues et de fait, à l'exception du rythme, le rock des yéyé élague toutes les aspérités. Les plus révoltés sont mis à l'index des radios. La musique pop anglo-saxonne se diffuse néanmoins, dans les boîtes, dans les juke-box, dans les disques importés que guettent les véritables rockers, les passionnés, mais il faudra attendre la création de *Rock & Folk* en 1966 pour que la musique anglo-saxonne, du jazz au rock and roll, trouve droit de cité en France, en s'attachant à donner une signification culturelle à cette musique décriée¹⁵. Mais même dans ce mensuel, nulle référence aux drogues avant les premières OD des musiciens les plus célèbres au tout début des années 1970.

C'est aussi qu'avant 1966, en France, ceux qui expérimentent les drogues illicites sont très peu nombreux. Les quelques routards ou beatniks qui s'aventurent déjà sur la route des Indes sont des exceptions et nous n'en avons que des témoignages indirects. Ainsi, Chantal prend la route en 1965, elle a 15 ans, ne rompt pas avec sa mère, une infirmière militaire qui a elle-même suivi l'armée dans toutes les colonies françaises, mais elle veut vivre sa vie. En chemin, elle rencontre les beatniks premiers hippies et adopte leurs mythes. Sa route la mène de la Turquie jusqu'en Afghanistan, où elle passe un an, aux côtés des guerriers afghans, à cheval comme eux, armée comme eux de son poignard.

¹² Jean-Paul Sartre, "L'alibi", *Le Nouvel Observateur*, 1er nov. 1964.

¹³ Edgar Morin, "Salut les copains 1. Une nouvelle classe d'âge" et "Salut les copains 2. Le yéyé", *Le Monde*, 6-7 juillet 1963,

¹⁴ Sur l'émergence de la jeunesse comme acteur social, voir Ludvine Bantigny, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des Trente Glorieuses à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007.

¹⁵ Philippe Koechlin, *Mémoires de rock et de folk*, 1992, réed. Le Castor Astral, 2007.

Philippe Paringaux, *It's only Rock'n'roll et autres bricoles*, Marseille, Le Mot et le Reste, 2012.

De retour en Europe, elle rejoint Ibiza car entretemps, les destinations se sont multipliées, autour de la Méditerranée, et surtout dans les îles, Ibiza et Formentera, en Crète, ou encore du côté de l'Atlantique, à Essaouira au Maroc.

À partir de 1967, le chemin est balisé, les haltes se transmettent par le bouche-à-oreille. Avant Mai 68, et plus encore dans les années qui suivent, ceux dont nous avons recueilli le témoignage ont rencontré les drogues illicites sans les avoir recherchées. Ils n'avaient alors qu'une idée en tête : « *se tirer* », et leurs pérégrinations commencent très tôt, souvent encore mineurs. Charles-Henri, d'origine aristocratique, a quitté son village et sa famille à 15 ans, et se retrouve à Lyon en 1967, dans un milieu artistique. Nacera, fille d'un Algérien propriétaire d'un petit café-hôtel, commence à traîner au quartier Latin encore lycéenne, à 17 ans. Elle y rencontre les beatniks, français ou étrangers, des frères dont elle veut faire sa véritable famille. Mel, père militaire, est placé dans un internat à Marseille, qu'il quitte à 17 ans. À Villefranche, son premier point de chute, il rencontre des Marseillais qui sont dans « *les affaires* » et commence à travailler à Nice où il est d'abord plagiste, puis serveur dans une boîte de nuit à 17 ans. Ouvriers-soudeurs à 20 ans, Christian et ses copains commencent par des virées dans les boîtes de nuit des environs de Marseille, des « *fêtes merveilleuses* » où ils croisent musiciens, fêtards, et travestis qu'ils ramènent au petit matin à Marseille, avant de réembaucher... Ils ont beau être des ouvriers qualifiés, ils ne vivent leur travail en usine que comme une destinée à laquelle ils ne pourraient pas échapper. Enfants d'ouvriers ou enfants de bourgeois, tous ont la bougeotte. Les uns ont quitté leur village pour la grande ville et sont partis à l'aventure. Sans un sou en poche, ils s'arrêteront là où ça bouge, là où il se passe quelque chose. D'autres traversent la France pour un boulot, qu'ils vivent comme une expérience passagère et non pas comme un destin. Élèves, étudiants, enfants d'ouvriers, ils font de petits jobs, vendanges, serveurs, animateurs dans les colonies de vacances, pour acheter une moto, pour faire un voyage. Qu'ils aient ou non rompu avec leur famille, ils veulent échapper à la vie que mènent leurs parents. Quelques-uns, du reste, n'ont pas le choix : enfants d'immigrés ou enfants abandonnés, ils doivent s'inventer leur propre vie.

Ces pionniers ont découvert les drogues illicites en chemin, sans nécessairement les avoir recherchées, contrairement aux générations suivantes, mais ces nouveaux aventuriers ont ouvert la route, dans tous les sens du terme. De la fin des années soixante au milieu des années soixante-dix, ils incarnent un mythe hérité des États-Unis, illustré par des films et surtout véhiculé par la musique pop, au carrefour d'influences diverses, jazz, rock, folk, blues, mais aussi musiques traditionnelles de tous les continents, de l'Amérique latine à l'Asie, de l'Afrique à la chanson française...

La drogue et les jeunes, une association nouvelle

Aujourd'hui, associer les drogues et les jeunes relève de l'évidence. La consommation de cannabis en particulier est devenue si fréquente qu'elle a acquis le statut de passage si ce n'est obligé du moins habituel de l'adolescence à l'âge adulte. Mais lorsqu'en 1969, les journalistes s'en emparent, l'association « *jeunes* » et « *drogue* » ne renvoyait en aucune façon à l'expérience que les Français en avaient. Qui aurait pu imaginer que, loin d'être une mode passagère, la diffusion des drogues illicites chez les

jeunes allait s'élargir de génération en génération ? Importée des États-Unis, cette construction du problème était loin de faire consensus en France. Ni les éducateurs spécialistes de la délinquance juvénile, ni les animateurs des mouvements de jeunesse, ni les enseignants n'avaient vu ou entendu parler de consommation de drogues en 1969, et il en est de même dans les années qui suivent¹⁶. Nombre d'entre eux vont tenter de résister à ce vent mauvais qu'ils vivent comme une disqualification de la jeunesse. En vain. En 1969, la peur du fléau « drogue » se greffe sur la peur du désordre, et les politiques en place s'en emparent immédiatement. Quelques voix s'élèvent pour dénoncer ces pompiers-pyromanes qui contribuent à la propagation du fléau qu'ils prétendent combattre. Très marginales, ces voix sont quasi inaudibles, ceux qui ne sont pas convaincus par la réalité de la menace font silence, le sujet ne les intéresse pas. Au-delà de la question des drogues, les généralisations sur la jeunesse vont à l'encontre de l'analyse marxiste : jeunes ouvriers et jeunes bourgeois n'ont pas les mêmes intérêts, et au PC, traditionnellement, la drogue est un vice de la bourgeoisie. Le professeur Deniker, un des rares spécialistes de l'époque, ne peut être suspect de politiser le débat. Mais connaissant d'expérience l'histoire de la propagation des drogues, il savait que « *le phénomène est expansif* » et que « *l'intérêt passionné pour les drogues contribue à sa généralisation* ». Aussi sollicité par *L'Express* en 1969, il s'irrite : « *Le problème de la toxicomanie n'existe pas. Il y en a 27 en tout, et je les connais tous !* » Le D^r Olievenstein le rappelle dans son livre *Il n'y a pas de drogués heureux*¹⁷. Par charité, il ne cite pas son nom : en acceptant de répondre à l'inquiétude des journalistes, le bon docteur a gagné la partie, en quelques mois, il est devenu le principal expert des nouveaux toxicomanes.

Si le D^r Olievenstein pouvait témoigner du processus de diffusion en cours, c'est que, sortant de sa consultation de l'hôpital Sainte-Anne, il était allé à la rencontre de ces nouveaux usagers, au quartier Latin, sur les quais de la Seine, « *une jeunesse neuve, animée, toute frontière abolie, par des exigences spirituelles semblables* », écrit-il. Ces beatniks ou hippies, comme les ont dénommés les journalistes, font partie d'un mouvement international né en Californie, et le D^r Olievenstein avait fait le voyage en 1967. Quelques journalistes, artistes, musiciens l'avaient précédé, comme Alain Dister en 1966, un des journalistes de la revue *Rock & Folk*¹⁸. La diffusion des nouvelles drogues, cannabis et hallucinogènes, n'est alors qu'une rumeur dont les médias autorisés refusent de se faire l'écho. En 1967, toutefois, les Français ont pu découvrir dans un reportage télévisé sur les beatniks la nouvelle bohème américaine de San Francisco. Vêtus de nippes bariolées venues de tous les pays, vestes chamarrées, ponchos, chemises indiennes, jupes bohémiennes ou chemises brodées des grands-parents, les hippies ont fait une première apparition dans la télévision en couleurs avec leur shilom de marijuana. Le spectacle donne une image paradoxale de l'Amérique et pour le moment, ce spectacle étrange est présenté comme une singularité propre à ce pays. Rien à voir avec ce qui se passe en France,

¹⁶. Voir les travaux de l'époque sur les bandes de jeunes, de Jean Monod, *Les Barjots, ethnographie des bandes de jeunes*, Paris, Julliard, 1968, à Philippe Robert et Pierre Lascoumes, *Les bandes d'adolescents. Une Théorie de la ségrégation*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1974.

¹⁷ Claude Olienvestein, *Il n'y a pas de drogué heureux*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1977.

¹⁸ Alain Dister, *Oh, hippie days ! Carnets américains 1966-1969*, Paris, Fayard, 2001.

affirment les commentateurs les plus sérieux. Au reste, à peine les hippies sont-ils évoqués que leur mort est annoncée : « *Ils ont vécu ce que vivent les fleurs, déjà fanées* », écrit Claude Fléouter (*Le Monde* du 21 novembre 1967). Et Claude Sarraute de confirmer : « *Hip est mort en l'an IV de son ère (...) En France, écrit-elle, il se limite à la rue de la Huchette, aux spectacles inspirés du Living et aux vitrines des couturiers. C'est une curiosité, un nouvel art de jouer (...) certainement pas un nouvel art de vivre et encore moins de lutter.* »¹⁹. Comme tous les Français, Claude Sarraute ignore que ce nouvel art de vivre fait partie des mouvements contestataires américains, et comme la grande majorité des Français, elle ne s'intéresse ni aux drogues ni aux quelques individus marginaux qui les consomment.

C'est aussi que les Français n'ont jamais associé la consommation de drogues à l'âge. Dans les années cinquante et soixante, les intoxiqués étaient le plus souvent des adultes, artistes à la dérive, militaires et coloniaux de retour dans la métropole, ou encore des patients qui ont découvert la morphine prescrite par un médecin lors d'un accident ou d'une maladie. Lorsque les médecins refusaient de prescrire davantage, ces malades pouvaient alors tomber aux mains de malfrats. L'héroïne, la « *chnouf* », circulait à bas bruit dans les milieux interlopes, c'était parfois un moyen de tenir en mains les prostituées, et les quelques jeunes qui s'y adonnent sont présentés comme des victimes initiées par des pervers et des mafieux. De l'après-guerre aux années soixante, il était possible de se procurer de l'héroïne dans les boîtes de nuit tenues par le milieu, à Pigalle principalement, mais aussi très marginalement à Saint-Germain-des-Prés ou à Montparnasse²⁰. Ces consommations étaient soigneusement tenues secrètes pour les artistes célèbres comme Édith Piaf, mais le plus souvent, il s'agissait d'artistes ou de personnalités tombées dans l'oubli, telle Kiki de Montparnasse, autrefois reine de la nuit. Nulle fascination pour ces êtres déchus... du moins, jusqu'à l'overdose d'une jeune fille, retrouvée morte à Bandol au mois d'août 1969, dans les sous-sols du casino.

L'overdose de Bandol ouvre une ère nouvelle, elle constitue un événement fondateur de par sa construction médiatique, et par là, un mythe, au sens d'un discours sur l'origine²¹. *Le Nouvel Observateur* du 3 au 14 septembre 1969 lui consacre un dossier, avec en couverture « Alerte à la drogue ! », en rouge sur fond rouge et vert, et le dessin psychédélique d'un visage en plein trip. Au reportage dramatisant sur « *Martine de Bandol* » s'adjoignent deux reportages, l'un sur Formentera « *Un paradis de hippies* » et l'autre sur « *Les adeptes de l'île de Wight* », deux articles écrits en toute sympathie pour ce mouvement international de jeunes, qui veulent vivre libres, écoutent les mêmes musiques, et ne se cachent pas de fumer de la marijuana et de faire des trips de LSD... Dramatisation

¹⁹ Cité dans Jean-Pierre Bouyxou et Pierre Delannoy, *L'Aventure Hippie*, Paris, Editions du Lézard, 1995.

²⁰ Une fiche des RG évoque à Marseille le personnage de Jean Pelle, né en 1940, disquaire en 1961, disc-jokey dans des boîtes de jazz, devient co-gérant du King puis patron du Passe-temps en 1972 et du Pêle-mêle de 1978 à 2005 (?). Répertoire comme « animateur de boîtes homosexuelles », il disposerait d'une liste datant de 400 jeunes qui marchent à l'héroïne et que lui réclament les stupés. Voir aussi Gilles Suzanne, *op. cit.*

²¹ Voir « L'affaire de Bandol : une histoire dans l'histoire ».

et fascination, le cocktail est explosif. Et ce, d'autant que tous les psychotropes sont regroupés sous le titre « *la drogue* », en contradiction avec un article qui prétend les différencier. Ce traitement médiatique contribue à la construction d'un nouvel imaginaire des drogues. Cet imaginaire se nourrit en partie d'une histoire qui, de Baudelaire à Antonin Artaud, a associé drogues psychoactives et création artistique. Les Français l'ont oublié, mais ce n'est pas un hasard si les nouvelles générations commencent par investir des lieux chargés d'histoire.

Continuité et ruptures

À Paris, les quartiers historiques sont essentiellement les quartiers fréquentés par les artistes, Montparnasse, Saint-Germain-des-Prés et le quartier Latin. Dans les années quarante, les zazous écoutent du jazz et dansent dans les caves de Saint-Germain-des-Prés. Ces non-conformistes veulent vivre libres et ils n'ont pas d'autres doctrines que le *feeling*, à l'écoute de ce qu'ils ressentent, sensations et émotions. Comme au lendemain de la Première Guerre mondiale, Paris redevient une fête, les caves de Saint-Germain-des-Prés s'enflamment pour le be-bop, les musiciens de jazz américains y sont accueillis à bras ouverts, ils ont même des histoires d'amour avec les femmes blanches, comme Miles David et Juliette Gréco, ce qui est impossible dans l'Amérique ségrégationniste. Charlie Parker, Sidney Bechet, Dizzy Gillespie, et bien d'autres, sont tous passés par Paris et, avec Boris Vian, les musiciens et chanteurs français se mettent à leur école. Quelques-uns ont fumé des joints de marijuana comme leurs amis Noirs, mais cette consommation, purement récréative, n'a pas la même signification qu'aux États-Unis où elle signe l'appartenance à la culture noire, en rupture avec la culture dominante. Elle n'est donc pas revendiquée comme aux États-Unis, où la lutte politique pour les Droits civiques est associée à une remise en cause de la culture des Wasp, les puritains blancs. La consommation récréative du cannabis reste limitée à de très petits cercles dans les années de fête de l'après-guerre. Quant à l'héroïne, très stigmatisée, elle n'a pas l'image d'une drogue festive et sa diffusion est encore plus secrète. Les quelques musiciens de jazz qui en étaient dépendants ont pu s'en procurer dans les clubs de jazz du quartier Latin, le Tabou ou le Chat qui pêche, et ce, jusque dans les années soixante, comme en témoigne un de nos témoins. Il reste peu de traces de ces consommations auxquelles les Français n'accordaient aucun intérêt. Les paradis artificiels avaient fasciné nombre d'artistes et intellectuels jusqu'à la fin des années 1920, mais au cours des années trente, l'engagement politique prend le dessus sur la quête individualiste du plaisir et les drogues illicites disparaissent de l'espace public²². Les quelques experts qui ont craint un nouvel emballement se rassurent rapidement. Les drogues n'ont pas seulement disparu de l'espace public, elles sont tombées dans l'oubli. Les romans policiers ou les films s'en saisissent parfois, tel *Razzia sur la chnouf*. Ces productions font la joie d'un public populaire qu'ignorent les élites et que méprisent les militants politiques. Une nouvelle mythologie se surimpose sur la légende noire des drogues : la mythologie du milieu, avec la saga des truands et des policiers, une saga

²² Christian Bachman et Anne Coppel, "La drogue sans tête", Ch. 22 in *Le Dragon domestique, deux siècles de relations étranges entre l'Occident et la drogue*, pp 306-322, Paris, Albin Michel, 1989.

promise à un riche avenir. Quant aux toxicomanes, ce sont définitivement des êtres déçus, des victimes. À de rares exceptions près, comme Yves Salgues, toujours fasciné par l'opium, les drogues ont perdu leur auréole²³.

Et pourtant, deux ou trois ans avant 68, une bascule s'opère, les drogues qui modifient les états de conscience se diffusent à nouveau dans les quelques milieux artistiques, et surtout, dans les milieux musicaux, dans le sillage de « *la révolution psychédélique* ». Les drogues de prédilection sont les drogues hallucinogènes, qui ouvrent « *les portes de la perception* », mais ceux de nos témoins, qui entrent de plain-pied dans le mouvement avant mai 68, expérimentent tous les drogues qui modifient l'état de conscience, l'héroïne n'étant pas nécessairement exclue.

Dès 1965-66, Ignace, musicien, consomme avec ses amis, « *un peu d'amphés, un peu de shit, un peu de LSD* ». Lui-même sniffe l'héroïne mais quelques-uns l'injectent en intramusculaire. Il fréquente Saint-Germain-des-Prés, mais pour l'héroïne, il a un contact aux Halles et il achète ses doses avec son travail. Il ne se définit pas comme un hippie mais comme un artiste. Michèle, elle aussi, témoigne de la diffusion de l'héroïne dans les milieux musicaux. En 1966, elle a 16 ans lorsqu'elle commence à traîner dans les studios Vogue dont ses parents étaient voisins. Elle avait rencontré Jacques Dutronc par hasard dans la rue, parce qu'elle avait attrapé un pigeon blessé qui était passé sous sa voiture, « *donc on était tous les deux à quatre pattes à récupérer le pigeon, et on a sympathisé* ». Elle entre ainsi dans une petite bande de musiciens avec laquelle elle sort « *dans les milieux de la nuit, les milieux psychédéliques* ». Comme elle est mineure, les artistes plus âgés s'efforcent de la protéger : « *J'entends parler de gens qui meurent autour de nous* ». Mais l'année d'après, à 17 ans, elle commence à consommer de l'héroïne directement en injection. « *Et un jour je me suis retrouvée dans une chambre d'hôtel avec des amis et un petit dealer, mon copain qui était musicien et une autre nana, et tout le monde shootait, et donc, ben moi j'ai voulu essayer... J'avais 17 ans, on est curieux... et j'ai trouvé ça tellement extraordinaire que, évidemment, j'ai recommencé par la suite.* » À cette époque, témoigne-t-elle, « *l'héroïne tournait à chaque coin de rue... c'était très mode à Saint-Germain-des-Prés (...) il y avait le Rock and Roll Circus, rue de Seine, la Tour de Nesle vers la rue Dauphine, le Balladin, où on finissait la nuit (...) tout le monde était à l'héroïne à cette époque-là* ». Le monde de Michèle n'en est pas moins circonscrit à quelques milieux artistiques. De même à Marseille à cette époque, ainsi que dans les milieux de cercles de jeux – même si les joueurs préféraient les stimulants (souvent des « *cachets* ») associés au whisky. À Paris, l'héroïne ne se vend pas dans la rue, elle circule de mains en mains dans les coulisses, et les drogues sont consommées en privé, en début ou en fin de soirée, dans les chambres d'hôtel pour les plus fauchés ou les appartements où sont invités les musiciens les plus renommés. Michèle, elle-même, en a consommé pendant un an, jusqu'à une overdose qui met fin à sa consommation d'héroïne en 1967. Elle a alors 18 ans. Au reste, l'héroïne fait partie de l'expérience, elle n'est nullement la drogue de prédilection des « *milieux psychédéliques* » évoqués par Michèle. Son copain, d'ailleurs, consommait également du speed, des amphétamines, et du LSD.

²³ Yves Salgues, *L'Héroïne. Une vie*, Paris, Lattes, 1987.

Encore une fois, le mouvement vient des États-Unis. Si elle est portée par des musiciens, « *la révolution psychédélique* » du milieu des années soixante s'inspire d'une génération de poètes et d'écrivains des années cinquante, les *beat*, les cassés dans l'argot américain, mais aussi les illuminés, un nom que Kerouac a trouvé pour marquer la rupture avec l'*American Way of Life*, l'Amérique des *straight*, des coincés²⁴. En juillet 1947, Jacques Kerouac prend la route, Neil Cassady, son héros, Allen Ginsberg, Gary Snyder, William Burroughs, chacun d'eux suivra sa propre route, explorant toutes les marges de la société occidentale. En 1957, quelques-uns d'entre eux font halte à Paris sur les traces de Rimbaud et de tous les artistes qui, comme lui, ont exploré « *le dérèglement de tous les sens* ». Ils choisissent un hôtel de la rue Gît-le-Cœur, à côté de la fontaine Saint-Michel qui, depuis les années trente, accueille les artistes fauchés. William Burroughs y achèvera l'écriture du *Festin nu*, qu'il publie à Paris en 1959. Jean-Jacques Lebel le traduit au cours des années soixante. Cet artiste, d'abord influencé par les surréalistes, s'engage dès le début des années soixante dans le mouvement des *Happenings* qui fait participer le public à des événements, des performances spontanées. Quelques artistes s'y sont rencontrés, des jeunes qui ont en commun « *de ne pas pouvoir entrer dans la vie telle qu'elle était vécue par la majorité des gens* », comme le dit Jean-Pierre Kalfon, comédien interviewé par *Actuel* sur cette histoire, en 1972, sous le titre « Les anciens combattants »²⁵. En 1965, ils décident de faire l'expérience de LSD. Au lendemain de leurs premiers voyages, ils se ruent sur Michaux, sur Huxley, sur tout ce que l'on écrit de l'expérience hallucinogène. Un peu plus tard, ils découvrent Leary et quittent à cette époque le Drugstore des Champs-Élysées pour se retrouver à Montparnasse : « *Toute notre vie tournait autour de l'acide. Nous avons découvert là un extraordinaire moyen de connaissance de soi-même. Nous voulions que tout le monde y participe, et nous avons décidé de prendre le nom de Mandala.* »²⁶.

Ancien combattant, Jean-Jacques Lebel ? Voilà qui doit le faire grincer des dents. Les journalistes d'*Actuel* s'érigent en pionniers de la contre-culture en France, comme si rien n'existait avant eux. Jean-Jacques Lebel n'est pas seulement un passeur, il est un des acteurs de ce mouvement international. Au cours des années soixante, il a démultiplié les rencontres, réuni des artistes de tous horizons, free-jazz, nouvelle vague du cinéma ou nouveau roman, poètes et saltimbanques, fait exploser les frontières entre créateurs et activistes. Boulevard Raspail, à l'*American Center*, se retrouvaient tous ceux qui étouffaient dans le conformisme des années soixante, héritiers de dada ou survivants du surréalisme, situationnistes et opposants à la guerre au Vietnam. La « *poésie directe* » que Jean-Jacques Lebel expérimente, c'est l'irruption de l'art dans la vie. En Mai 68, ce sera l'art dans la rue. Loin de l'élitisme des avant-gardes, Jean-Jacques Lebel s'est acharné à

²⁴ En 1948, Kerouac a utilisé le mot *Beat* pour caractériser son groupe d'ami. Il a précisé ultérieurement le sens, «illuminée» ou «béate» en écho au jazz, plutôt que «battue», ou «cassée», sens que William Burrough a adopté. Voir à ce propos Olivier Penot-Lacassagne, «Beat Generation ou conteslation beat ?» in Christophe Bousseiller et Olivier Penot-Lacassagne (Dir.), *Contre-cultures!*, Paris, CNRS Editions, 2013.

²⁵ « Le guide de l'underground », *Actuel*, n°17, février 1972.

²⁶ Pierre Bernard (sous la dir.), *Dossier LSD, Mandala*, Les Cahiers noirs du soleil 1, Paris, 1967.

sortir l'art de son ghetto, la révolution à laquelle il aspire doit libérer la créativité des opprimés, sans exclusive²⁷. Aux États-Unis, le mouvement psychédélique a jailli au croisement de toutes les révoltes, et d'abord celle des jeunes, portée par des ondes musicales dans le monde entier. En novembre 1967, Jean-Jacques Lebel organise « Les nuits psychédéliques » au Palais des Sports à Paris. Trois groupes font partie du spectacle, Soft Machine, Cat Stevens et The Spencer Davis Group. Jean-Luc Godard, Claude Lelouch et quelques autres artistes français y assistent, dans l'indifférence générale. L'agitation de l'avant-garde artistique est de tradition en France, mais qui s'en soucie ?

À cette date, il n'y a pas en France de mouvement de masse comparable à ce que se passe à San Francisco la même année avec *The Summer of Love*, qui réunit des dizaines de milliers de jeunes venus de tous les horizons²⁸... Une onde de choc que propagent des musiciens que peu de Français connaissent alors, Jimmy Hendrix, Otis Redding, Janis Joplin, Jefferson Airplane, The Doors, The Grateful Dead. La même année à Londres, le quartier de Carnaby Street est lui aussi emporté dans le vent psychédélique, avec *Sgt. Pepper's* des Beatles, les Pink Floyd de Syd Barrett ou les Who. Un vent musical qui traverse l'Atlantique et que les jeunes Français écoutent sans le comprendre, que l'élite ignore ou méprise.

Pourtant, à bas bruit, un même phénomène de « démocratisation de la bohème » est en cours, porté par les mêmes ondes musicales et les drogues qui les accompagnent²⁹. Au-delà des milieux artistiques, de petites bandes de quartiers populaires écoutent la musique anglo-saxonne et veulent vivre comme leurs idoles. Place Monge, ou dans le XIII^e arrondissement, à la porte de Vanves, rue Riquet dans le XIX^e, à Montmartre, ces jeunes sont qualifiés de « blousons noirs » parce qu'ils partagent avec la génération d'avant la même recherche d'intensités, mais l'expérimentation des drogues psychotropes peut désormais faire partie l'aventure – tous les psychotropes qui passent à leur portée, cannabis, amphétamines, mais aussi du LSD que les Français vont chercher à Londres ou Amsterdam. Au quartier Latin, des jeunes en marge sont plus nombreux chaque année à rejoindre les beatniks sur les quais de la Seine, des jeunes à la dérive dont s'inquiètent déjà quelques éducateurs. Ces zonards se retrouvent chez Popoff, le café des routards et des hippies, comme le rappelle Nacera : « *Et là, se greffaient toutes sortes de profil, t'avais des routards, rien à voir avec la défonce, d'autres se défonçaient au shit, ou à l'éther, toutes sortes de défonces, tu avais du gros rouge, tu avais des amphétamines, enfin, tu vois, c'était très hétéroclite au niveau de la défonce. Et l'héro, par contre, j'ai jamais connu d'héro sur la Huchette.* » Avant 1968, on ne trouve pas d'héroïne dans la rue à Paris. Ceux qui commencent à consommer – et il y en a – sont en lien avec le milieu qui a le monopole de la diffusion. Nacera mentionne les michetonneuses du Drugstore Saint-Germain, elle ne connaît pas, comme Michèle, les milieux musicaux qui les expérimentent, ou encore une avant-garde d'artistes dans le monde du théâtre comme c'est le cas de Charles-Henri à

²⁷ Jean-Jacques Lebel, *Des années cinquante aux années quatre-vingt-dix*, Milan, Mazzotta, 1991.

²⁸ Charles Perry, *The Haight-Ashbury. A History*, Rolling Stone Press, 1984.

²⁹ Patrick Mignon, « La démocratisation de la bohème : drogues, jazz et pop music », pp 103-122, in Alain Ehrenberg (dir.), *Individus sous influence. Drogues, Alcool, médicaments psychotropes*, Editions Esprit, Paris, 1991.

Lyon, où l'héroïne s'est introduite par un musicien d'origine marseillaise. Les événements de mai et juin 1968 vont bouleverser la géographie des drogues.

1.2 Mai 68 et les drogues

Les manifestants de Mai 68 ont-ils fumé leur joint sur les barricades ? Aujourd'hui, où les images de Woodstock sont devenues symboliques des années de contestation, la question n'a plus rien de scandaleux, elle est seulement anachronique. À l'époque, celui qui aurait osé aborder la question des drogues aurait été traité d'agent provocateur infiltré dans le mouvement. Ces consommations semblent alors si étrangères au mouvement que lors d'un séminaire de 1969, le D^r Antoine Lazarus soupçonne la police d'y avoir introduit « la drogue » pour décrédibiliser le mouvement³⁰. De même, une animatrice du mouvement du 22 mars évoque un tract rose diffusé par la police et dénonçant la drogue qui circule parmi les étudiants. Si consommations de drogues il y a eu, elles sont restées invisibles. Il n'y a aucune trace de drogues sur les photos ou les films, et pas davantage dans les écrits de l'époque, sur les slogans écrits sur murs, dans les tracts, sur les affiches ou dans le journal *Action*, écrit au jour le jour jusqu'en juillet 1968. Les drogues sont absentes des nombreux livres sur les événements, qu'ils soient écrits par les principaux acteurs de ce mouvement ou ultérieurement par des historiens. Il y a bien eu quelques rumeurs de drogues dans les universités occupées, à Censier, à la Sorbonne et surtout, au théâtre de l'Odéon où cette fois, le fait est attesté par la police qui met fin à l'occupation le 16 juin. *Le Parisien* en rend compte sous le titre « Odéon bourré de drogues » ainsi que *Le Monde*, qui fait état de la saisie « d'une pharmacopée bizarre, parmi laquelle se trouvent de nombreuses drogues et des excitants ». La bizarrerie de la pharmacopée atteste qu'il s'agit bien de pratiques des rares initiés en pleine phase expérimentale, mais l'information ne suscite nul commentaire, l'indifférence à la question des drogues est alors la règle générale. La grande majorité des acteurs de ce mouvement, militants politiques, étudiants, élèves, jeunes ouvriers ou chômeurs, n'avait aucune expérience des drogues illicites. Ils auraient été incapables reconnaître un fumeur de cannabis ou un manifestant en plein trip de LSD, et ils n'y accordaient aucun intérêt.

C'est aussi qu'avant Mai 68, l'expérience de la consommation est tout à fait minoritaire. Dans les universités, dans les foyers étudiants de Nanterre ou d'Antony, quelques étudiants avaient bien expérimenté la consommation de quelques drogues, mais comme dans tous les milieux sociaux où les drogues commençaient à se diffuser, l'expérience avait un statut d'exception. Laurent est élève du lycée Buffon en mai 68, un lycée au centre de l'agitation, mais lui-même et ses deux amis étaient les seuls de leur classe à s'intéresser aux drogues, dont ils avaient une expérience très limitée. Laurent lui-même a bien « fumé des joints sur les barricades », mais l'expérience est singulière et elle ne s'affiche pas. Il en est de même dans les milieux artistiques qui ont pu consommer des drogues pendant le mouvement mais n'en ont pas fait état. En pleine révolution, les plus

³⁰ Voir la table ronde "Crise de civilisation", in Les entretiens de Rueil, Ivresse chimique et crise de civilisation, *Les Cahiers Sandoz*, n°18, novembre 1970.

nombreux sont pris par le mouvement. Michèle a elle-même renoncé à toute consommation : « *J'ai changé complètement de braquet... j'ai suivi les manifestations (...) comme mon père était au parti communiste, j'ai trempé dans la politique depuis toute petite, j'allais avec lui aux réunions... Donc j'ai toujours été concernée par la politique (...) Et du coup, en 68, tout de suite je me suis intéressée, j'étais dans les manif, ça me plaisait, il y avait une ambiance extraordinaire, une sorte de lien entre les gens, de liberté, de sensation que tout était possible, on renversait le gouvernement... On était à fond, on se battait contre les CRS.* ».

Les drogues qui modifient les états de conscience font partie des mouvements contestataires qui s'inscrivent dans le champ culturel, comme à Londres ou à Amsterdam où elles ont accompagné l'invention de nouveaux modes de vie³¹. Il en est de même en France au lendemain de Mai 68, quand la France entre dans l'ère de la contestation, mais les événements de mai et de juin se sont inscrits dans l'histoire des luttes politiques. De la commune étudiante au plus grand mouvement ouvrier de l'après-guerre, ce mouvement social fait voler en éclats l'image d'un pays pacifié, et la brèche qui s'ouvre dans la société française fait ressurgir les fantômes d'un passé qui avait opposé les Français entre eux, la montée du fascisme et le Front populaire de 1936, la résistance et le pétainisme, dont le gaullisme avait voulu effacer la mémoire. La guerre d'Algérie venait de s'achever, mais ni les manifestants qui dénoncent « *les ratonnades* », ni les policiers qui « *en ont marre de tous ces Nègres et ces Bougnoules* » ne l'avaient oubliée³². La culture française est politique, et les petits gars qui montent sur les barricades sont les héritiers des luttes de classes menées par leurs parents. Aussi, même si eux-mêmes n'ont pas d'engagement politique, ils adoptent sans état d'âme les mots d'ordre politique des porte-paroles du mouvement. Les étudiants politisés n'en sont pas moins très minoritaires dans le milieu étudiant, ils sont aussi très divisés sur les analyses et les stratégies face au pouvoir politique et aux bureaucraties stalinienne³³. Le mouvement du 22 mars a été un des porte-paroles du mouvement, parce qu'avec l'UNEF, le syndicat étudiant, et la JCR, trotskiste, il a su réunir les forces en présence dans la logique de l'action, ce qui ne veut pas dire qu'il a dirigé le mouvement. Ils ont préparé les manifestations, les ont encadrées et régulées, ce qui les a légitimés comme interlocuteurs des radios et des pouvoirs publics, mais ils ne sont pas à l'origine de la dynamique du mouvement. Nul ne s'attendait à ce que les manifestants soient si nombreux à descendre dans la rue, ni à ce qu'ils résistent aux matraquages et aux gaz lacrymogènes. Les barricades, les dépavages, puis l'occupation de Censier ont été des initiatives spontanées. Quelques groupes gauchistes (les trotskistes de la FER, ou les maoïstes du PCLM. et de la direction de l'UJC-ML) ont même tenté de détourner le mouvement en entraînant les manifestants hors du quartier Latin. Le combat révolutionnaire devait se mener dans les usines, loin du folklore étudiant. Ils n'ont pas pris

³¹ Voir par exemple Nieck Pas, « Les Pays-Bas et les provos dans les années 1966 », in Philippe Artière et Michelle Zancarini-Fournel (Dir.) *Mai 68, une histoire collective, 1962-1981*, pp 106-109, Paris, La Découverte, 2008.

³² Alain Jaubert, *Le Nouvel Observateur*, 7 juin 1971.

³³ Philippe Artières, Les cents visages du gauchisme in *Mai 68, une histoire collective, op.cit.* pp 350-356.

garde qu'une solidarité spontanée s'était nouée sur les barricades, avec tout ce que la France comptait de révoltés, révoltés contre l'oppression et le paternalisme, révoltés contre l'exploitation capitaliste, révoltés contre l'uniformisation et la société de consommation. Les premières grèves et occupations d'usines sont elles aussi spontanées. À Nantes, la grève de Sud-Aviation commence le 14 mai par la séquestration du patron et des cadres, ce que la CGT réproche. Le lendemain, les jeunes désertent les chaînes de montage de l'usine de Renault-Cléon et déclarent la grève illimitée. Le 20 mai, la grève est générale. L'ampleur du mouvement surprend les organisations syndicales qui, à défaut de le maîtriser, s'efforcent de l'encadrer³⁴. Le mouvement ouvrier s'achève officiellement avec les accords de Grenelle, où la CGT gagne une hausse de 35% du SMIG, une augmentation importante des salaires ouvriers, qui est aussi une reconnaissance des droits des ouvriers à tirer parti de la croissance économique. Mais les grèves sont loin d'être terminées, la colère gronde, bien au-delà des revendications salariales, contre les conditions de travail, contre les petits chefs, les garde-chiourmes, contre les cadences infernales : « *Y en a marre de la vie d'esclaves, de la vie de misère !* »³⁵. Et on ne peut oublier le cri de rage de la jeune ouvrière de l'usine de Wonder de Saint Ouen, filmée par hasard par deux élèves de l'IDHEC : « *Non, je ne rentrerai pas, je mettrai plus les pieds dans cette taule ! Venez voir, c'est dégueulasse, ça pue.* »³⁶

Un vent de liberté a soufflé, la parole s'est libérée et, dans les facs occupées comme dans les entreprises, à l'ORTF comme au théâtre de l'Odéon, des comités d'action se sont organisés dans la démocratie directe. Pour ceux qui l'ont vécue, « *une extase de l'histoire* », qui devait ouvrir une ère nouvelle³⁷. Si tous les manifestants n'étaient pas révolutionnaires, tous ont chanté : « *Du passé faisons table rase !* ». Après Mai 68, on allait en finir avec la soumission à l'oppression, avec la fascination des chefs, avec la hiérarchie fondée sur la loi du plus fort. Travail-Famille-Patrie, ces mots d'ordre pétainistes appartenaient définitivement au passé. Au lendemain de Mai 68, le pouvoir politique, un temps ébranlé par une contestation à laquelle il ne s'attendait pas, était retombé sur ses pieds. Le retour à l'ordre est violent mais à vrai dire, les manifestants n'avaient pas imaginé de s'emparer du pouvoir politique. La minorité la plus politisée voit en Mai 68 une répétition générale, l'enclenchement d'un processus permanent de luttes, mais si la reprise en main du pouvoir politique est d'abord vécue comme une terrible claque, nombreux sont ceux qui refusent le retour à l'ordre ancien. « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat !* », ont crié les lycéens en 1971, mais déjà la génération 68 était entrée dans une ère de contestation rampante, les plus mobilisés n'ont pas renoncé à changer la vie, en commençant par changer leur propre vie.

³⁴ Sur les grèves dans les usines, voir par exemple, Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Agone, Marseille, 2010; Genevève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Levy, Michelle Zancarini-Fournel, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Paris Editions complexe, 2000, ainsi que *Mai 68, une histoire collective*, op.cit.

³⁵ Dominique Grange, "Le chant des nouveaux partisans!", écrit en 1969 pour la GP, la Gauche prolétarienne, organisation maoïste.

³⁶ La reprise du travail aux usines Wonder, juin 68, <https://www.youtube.com/watch?v=ht1RkTMY0h4>

³⁷ Edgard Morin, "Inventer une sociologie du présent", *Le Monde festival* supplément, 03.09.2014.

On a parfois avancé que l'échec de la révolution de mai 68 avait été à l'origine de la diffusion des drogues dans les années 1970. Cohérente avec l'interprétation de l'usage de drogues comme conduite suicidaire, cette hypothèse paraît séduisante, mais elle repose sur une confusion entre la suite de l'histoire et la logique des acteurs. Il y a eu certainement des militants révolutionnaires convaincus que la révolution était imminente et qui mais ils ont été très minoritaires parmi les consommateurs de drogues de l'immédiat après mai. Ceux qui ont commencé à en consommer des drogues à cette époque étaient le plus souvent inorganisés ou bien aux marges des groupuscules et la plupart n'avaient nullement renoncé à l'espoir d'un changement quel qu'il soit. L'hypothèse de la drogue comme repli sur soi et conduite auto-destructrice va à l'encontre du processus d'initiation à la consommation. Dans les phases de diffusion, on ne commence pas à consommer des drogues parce qu'on est désespéré, mais parce qu'un copain vous en donne. Et dans les années 1970 au moins, alors que ceux qui commencent à consommer des drogues illicites n'en connaissent pas d'expérience les conséquences nocives, c'est un cadeau de l'amitié, pour partager un moment de plaisir, pour vivre une aventure, pour explorer son propre imaginaire. La recherche compulsive du « *toujours plus* », la répétition vide de sens, les galères dues à la prohibition peuvent conduire au désespoir et au suicide, mais à ce stade, la révolution de 68 est très loin. On peut penser que ceux qui s'engagent dans les usages les plus durs sont les plus désespérés, mais quoi qu'il en soit, ceux que nous avons interviewés et qui ont milité dans des organisations gauchistes n'attribuent pas leurs consommations de drogues à l'échec de l'utopie révolutionnaire. Pour quelques-uns, l'aventure continuait par un chemin de traverse. Pour d'autres, il était clair que la page se tournait.

Mai 68 n'en a pas moins joué un rôle dans l'histoire de la diffusion des drogues. Plusieurs facteurs y ont contribué, tout d'abord les rencontres de jeunes de toutes les classes sociales sur les barricades et plus encore dans les occupations des facs et des institutions culturelles. Les uns viennent de leur banlieue, d'autres sont d'origine étrangère, des réfugiés, d'autres encore, blousons noirs ou cheveux longs, refusent d'entrer dans le monde du travail. Les beatniks et zonards du quartier Latin, les petits loulous de Contrescarpe entrent immédiatement dans la danse : « *Les loups sont sortis du bois* », témoigne Nacera. « *Bien sûr, les beatniks sont allés sur les barricades... pendant les événements de 68, parce que c'étaient pas des pacifistes forcément (...) ils étaient rue de la Huchette, à Saint-Michel, et évidemment, ils ont été à la Sorbonne, ils ont été à l'Odéon, puisque les rues de Paris étaient en fête (...) Et c'est vrai que tu avais des fois sur les barricades – moi, je l'ai observé ce truc-là – tu avais des gens qui étaient hallucinés. Ils étaient en plein trip d'acide. Je me souviens d'un Allemand, tu te disais : « mais ce mec, il est ailleurs ». C'est comme si c'était une armée entière à lui tout seul. Avec des gens aussi qui prenaient des amphétamines et il y a eu donc ce regroupement de gens qui n'étaient pas destinés à se rencontrer. Et par exemple à la Sorbonne, il y avait le groupe des anars : ils montaient sur les toits, les mecs étaient shootés à la Préludine®, aux amphétamines. »*

Le groupe que Nacera qualifie d'anars est resté dans la mémoire sous la dénomination des Katangais, « *un mélange de voyous et de chômeurs qui se prétendaient d'anciens mercenaires au Katanga* », selon un des étudiants chargés du service d'ordre, « *ils s'étaient installés dans une des galeries de la Sorbonne et rançonnaient tous ceux qui*

s'y aventuraient »³⁸. Aussi, le 14 juin, le service d'ordre a fini par les expulser, en saisissant leur armement, « *quelques barres de bois, trois ou quatre couteaux et un, un seul, vieux fusil de chasse à canon scié complètement hors d'usage* », selon ce témoin, mais « *chaînes de vélo, nerfs de bœuf, manches de pioche, cocktails Molotov* », selon la police³⁹. Il n'est pas question de drogues dans ce compte-rendu, alors que Nacera qui, encore élève, avait commencé à traîner au quartier en a une tout autre lecture : « *Ils ont chassé les toxicos, les anars (...) après, il fallait une carte pour entrer à la Sorbonne.* »

L'injection d'amphétamines est limitée à des cercles très marginaux, les plus casse-cou, et ces pionniers explorent tous les produits psychotropes, drogues illicites et médicaments, amphétamines, barbituriques et même l'Artane®, un neuroleptique que Charles-Henri, à Lyon, mélange à l'injection d'héroïne. Si les routards et les beatniks consomment plus souvent du cannabis, il n'a pas encore acquis le statut de drogue douce ou récréative dans le milieu étudiant et lycéen. Son usage est plus fréquent dans les milieux culturels qui se retrouvent au théâtre de l'Odéon, puis dans toutes les occupations des institutions culturelles. Dans ce forum permanent se croisent et s'interpellent les artistes et leur public, mais aussi tous les professionnels du spectacle, techniciens, costumiers, maquilleuses et plus largement, les animateurs et les futurs animateurs de la vie culturelle. Avec Jean-Jacques Lebel, quelques-uns des artistes les plus engagés dans le mouvement avaient bien appelé à « *la révolution psychédélique* », mais ni le cannabis ni le LSD ou autres hallucinogènes ne sont pour eux des drogues festives. S'ils ont consommé des drogues en Mai 68, ils ne s'en sont pas vantés. Les beatniks qui fréquentent le théâtre de l'Odéon sont les seuls à faire un usage relativement banalisé du cannabis et certains ont certainement partagé leur expérience. Mais ce qui s'est diffusé durant les événements, ce ne sont pas tant les drogues elles-mêmes que l'utopie libertaire, qui rêve d'une révolution par la fête.

Car au-delà des rencontres entre milieux sociaux différents, le mouvement de mai 68 a été indéniablement libertaire. Ce mouvement hérite d'une longue histoire en France, et pourtant depuis la guerre froide, les milieux anarchistes étaient peu audibles et très divisés. Tel le Phénix, l'anarchie renaît de ses cendres, comme le découvre avec émerveillement un militant anarchiste qui a contribué à l'animation du comité d'action de Censier⁴⁰. Les quelques militants anarchistes, autogestionnaires, anarcho-sindicalistes qui rejoignent et animent les comités d'action souvent assez prudes, n'étaient pas nécessairement les tenants de la libéralisation immédiate des mœurs. Mais, là comme ailleurs, une nouvelle génération se lève avec « *les enragés* » de Nanterre. Leur référence : *De la misère en milieu étudiant*, une petite brochure éditée en 1966 à l'université de Strasbourg⁴¹. Le pamphlet avait fait scandale, mais son influence est d'abord limitée aux

³⁸ L'Express http://www.lexpress.fr/informations/mai-68-nouveaux-temoignages_628518.html (09:04/78)

³⁹ *Le Monde* 2, 09/05/2008.

⁴⁰ <http://inventin.lautre.net/livres/Les-anarchistes-en-MAI-JUIN-1968.pdf>

⁴¹ *De la misère en milieu étudiant, considérée sous ses aspects économiques, politiques, psychologique et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, pamphlet écrit par des membres de l'Internationale situationniste, Strasbourg, AFGES, 1966.

milieux anarchistes, de la Fédération anarchiste aux nouvelles organisations comme le Rouge et le noir ou La liaison des étudiants anarchistes, création à la quelle Dany Cohn-Bendit contribue. Comme par le passé, ces nouveaux courants s'affirment anticapitalistes, plus ou moins influencés par l'analyse marxiste de la société en classes sociales. Mais avec l'Internationale situationniste, ils font de la transformation de la vie quotidienne un enjeu majeur de la lutte. Les relations avec les organisations qui se réclament du marxisme ne sont pas tendres, les situs ne cessent de dénoncer « *les récupérateurs, les charognards* », une dénonciation qui ne se limite pas aux Staliniens mais qui peut s'étendre à tous ceux qui prétendent parler au nom du mouvement. Avoir « *des cadavres dans la bouche* », pour citer Raoul Vaneigem, c'est renoncer à lutter contre la religion de la marchandise, devenue la société du spectacle⁴². Mourir d'ennui ou réinventer la révolution par la créativité, la passion, la fête, l'art total, tel est le choix. En mai 68, et plus encore dans les mois qui suivent, nombreux sont les étudiants, jeunes travailleurs, artistes, qui se découvrent situationnistes. Les murs ont pris la parole et, si à la Sorbonne comme au théâtre de l'Odéon, l'influence situationniste a été directe, le jaillissement de la parole, le détournement des héritages culturels et politiques aliénés, c'est-à-dire soumis à l'ordre capitaliste, ont été en grande part spontanés, un débordement qui atteste de la puissance et de l'actualité des analyses et des pratiques des situationnistes⁴³. Cette nouvelle mouvance anarchiste a d'abord élargi le domaine de l'action politique au rapport au corps et à la sexualité, qui relevait traditionnellement de la vie privée. Elle a aussi contesté la hiérarchie et l'autorité dans toutes les institutions, dans la psychiatrie comme dans l'armée, dans l'éducation comme dans les prisons, dans la famille comme dans la religion, dans l'information comme dans la culture. Sans entrer ci dans les multiples débats suscités par les usages sociaux du mouvement de mai, il reste qu'entre 1968 et 1974, une première bascule s'est opérée de « changer le monde » à « changer sa vie »⁴⁴. Si la France des notables se fige encore sur ses héritages, les minorités jusque là inaudibles, se font désormais entendre si bien que la France d'après Mai 68 n'est plus tout à fait celle d'avant mai. Le mouvement de mai a été un catalyseur de mutations sociales, sociétales et culturelles souterrainement en travail au cours de la décennie précédente, et s'il a contribué aux évolutions ultérieures, bien d'autres forces économiques, politiques, culturelles entrent en jeu dans la suite de l'histoire. L'utopie révolutionnaire veut allier libertés individuelles et nouvelles formes de vie collective, elle va à l'encontre de l'individualisme prôné par la libre entreprise, même si ce mouvement social y a indirectement contribué⁴⁵. La

⁴² Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, NRF, Gallimard, 1967.

⁴³ En mai 68, l'Internationale situationniste est en pleine crise et refuse de jouer un rôle de leader, "elle ne veut pas de troupes" (IS n°8 jan. 1963), elle se dissout en 1972, à l'apogée du mouvement contre-culturel français.

⁴⁴ "Changer le monde changer sa vie" est le titre donné pour les années 1968-1974 par les auteurs de *Mai 68 une histoire collective*, *op.cit.*

⁴⁵ Au cœur des débats ultérieurs sur le mouvement, la question de "l'individualisme irresponsable" pour reprendre la formulation de Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998. Voir aussi Krstin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Complexe, 2005.

consommation de drogues illicites a fait partie de l'expérience, dès avant 68 pour quelques situationnistes, ou du moins à leur marge, et il est en de même dans le mouvement du 22 mars. Charles-Henri, qui les a rejoints à Lyon après Mai 68, en témoigne. Mais il faut attendre les lendemains de Mai 68 pour que le premier cercle d'initiés s'élargisse à tous ceux qui entrent en relation avec ces premiers expérimentateurs. L'élitisme n'est plus de mise, l'extase se veut collective, sans exclusive, pour déverrouiller les cervelles, développer toutes les potentialités des esprits humains. C'est le début d'un processus de démocratisation que les États-Unis avaient inauguré au milieu des années soixante et qui, avec les Merry Pranksters, les joyeux lurons, avait été à l'origine de l'élargissement du mouvement hippie en Californie⁴⁶. En 1969, quand cette « *révolution psychédélique* » prend son essor en France, le quartier de Haight Asbury à San Francisco vit son dernier « *Summer of Love* », mais la vague est portée en France par un vent musical dont la puissance est mondiale⁴⁷. À partir de 1969, la consommation de drogues des jeunes va progressivement devenir un fait social, à l'intersection de logiques qui échappent en partie aux significations du mouvement social qui y a directement ou indirectement contribué.

À la conquête de la liberté

Comme après un tremblement de terre, la libération de l'énergie se propage, les répliques se succèdent, et gagnent des territoires, des univers sociaux qui semblaient se reproduire, immuables, de génération en génération. La brèche qui s'est ouverte, c'est l'espoir d'échapper à un destin écrit d'avance, être exploités comme leurs pères pour les enfants d'ouvriers, être soumis aux conventions sociales pour tous. Les révoltés de tous bords se rencontrent, rencontres le plus souvent éphémères, mais le mouvement a ébranlé le cloisonnement qui garantissait la répétition des hiérarchies sociales et des amitiés peuvent se nouer sur le partage d'émotions qui font fi des appartenances identitaires. Les avant-gardes, qu'elles soient politiques ou culturelles, ont été débordées par un mouvement de masse. Et comme dans la révolution culturelle chinoise, des étudiants, des intellectuels, des artistes se mettent « *à l'école du peuple* », non pas tant des masses populaires que des « *véritables héros du peuple* », les têtes brûlées qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ceux qui inventent leur liberté, *bad boys*, *freaks*, marginaux de tous poils, ouvrent une voie où s'engouffrent tous ceux qui ne voulaient pas de la place qui leur était assignée ou qui n'avaient pas de place prévue : « *On a le droit se révolter* », c'est le mot d'ordre de l'heure⁴⁸.

Bad girl, Nacera est une de ces héroïnes. À la conquête de sa liberté, elle s'est lancée dans l'aventure et au lendemain de Mai 68, elle part avec une compagne faire ce qu'elle appelle « *son tour de France* » en autoparc, sans un sou en poche, si ce n'est ceux qu'elle recueille avec des dessins à la craie sur le bord des trottoirs. Arrivée à Marseille, elle rencontre un garçon qu'elle connaît. Il venait d'acheter 10 grammes d'héroïne et elle-

⁴⁶ Tom Wolf, *Acid test, Chronique*, Paris, Seuil, 1996.

⁴⁷ Anne Coppel, « Extase collective, un messianisme démocratique », in, Nicolas Ducourneau, Jocelyn Lachance, Louis Mathiot, Meryen Sellami (Dir.), *La recherche d'extase chez les jeunes*, Presses de l'Université Laval, 2010.

⁴⁸ Mot d'ordre de la révolution culturelle chinoise.

même en prend pour la première fois, en snif, avant d'adopter le shoot des initiés : « *Moi, je me rendais pas compte : on me dit que c'est bien de ramener 20 grammes de poudre à Paris, ben vas-y, je te ramène 20 grammes. Quand j'arrive à Paris, je suis super bien accueillie par tout le monde, qui me dit : « Tu t'occupes de rien, nous on s'occupe de tout. On vend et après, tu peux partir en racheter ». Je me pose pas la question, j'intoxique plein de gens. Je m'intoxiquais moi-même.* » À son retour, entre juin et octobre, une « scène » a fait son apparition au carrefour Buci, une scène ouverte, c'est-à-dire un lieu où, de notoriété publique, il est possible de se procurer des drogues. À Buci, l'héroïne blanche de Marseille se vend désormais dans la rue. C'est là une spécificité de ce quartier. Car, si au lendemain de 68, les lieux où il est possible de procurer des drogues illicites se sont démultipliés, le carrefour Buci est le seul où il est possible d'acheter de l'héroïne régulièrement au moins jusqu'en 1970, puis, de plus en plus difficilement, avec le démantèlement officiel de la *French Connection*. Pendant les deux années qui suivent, Nacera fait des allers et retours réguliers Paris-Marseille, elle loue un studio dans le quartier où elle accueille ses vendeurs, des amis avec lesquels elle partage ses défonce. Cette grande fille aux jeans serrés, habillée en noir dans la grande tradition du quartier, est ainsi devenue « *la grande dealeuse de Saint-Germain-des-Prés* », nous dit-elle en riant d'elle-même. Avec ses hôtels bon marché, ses chambres de bonne que louent étudiants et marginaux, le quartier Buci est devenu le rendez-vous de tous ceux qui, dans un parcours d'errance ou bien sur la route de l'Inde, avaient découvert un opiacé, morphine de Bénarès, opium d'Iran ou de Turquie, héroïne marseillaise. « *Tombés sous un coup de foudre* », ils revenaient dans le quartier, après des mois où ils avaient pu rester coincés dans un hôtel sordide d'Istanbul. Mais ces beatniks ou hippies ne sont plus seuls à porter cheveux longs et chemise afghane. Notre écolier Laurent (AL6) a lui aussi adopté, outre l'accoutrement, les nouvelles coutumes : « *On fumait pas n'importe comment, il y avait tout un background culturel, on méditait, on faisait des « ohm »...* » « *À l'époque, on y croyait* », précise-t-il après avoir d'abord concédé que « *tout ça était un peu bidon* », comme s'il s'agissait d'une simple mode. Laurent n'avait nullement le sentiment d'être un jeune homme à la mode, il s'engageait corps et âme dans un voyage sans billet de retour, à la rencontre des civilisations qui échappaient encore à l'emprise de l'Occident. Des jeunes, ouvriers, lycéens, et même des collégiens, sont de plus en plus nombreux à vouloir vivre l'aventure, libres de toute attache.

Du carrefour Buci à Vincennes, de la rive gauche à la rive droite

De tous les quartiers de Paris ou de la banlieue parisienne, et parfois de beaucoup plus loin, ils viennent s'approvisionner dans le quartier de Buci, faute d'un branchement plus personnel. Ce sont les passagers de la scène, que les habitués jaugent au premier coup d'œil. Le quartier lui-même n'a plus rien d'homogène, les réseaux s'entrecroisent dans quelques cafés comme la Palette. Mais chaque café a aussi ses habitués, des intellectuels et artistes reconnus aux plus marginaux, des plus anodins aux plus sulfureux, comme la Pergola qui a la réputation d'appartenir au « Milieu », jusqu'aux cafés fréquentés par l'extrême-droite. Chaque réseau a ses hiérarchies. Nacera, pour sa part, distingue les junkies, dont elle fait partie, des zonards qui, selon l'expression consacrée, consomment « *n'importe quoi* », sans se limiter aux drogues illicites. Le choix des produits est un des

marqueurs d'appartenance culturelle, il renvoie à la signification donnée à la consommation. Si l'authenticité de l'engagement dans la recherche de l'ivresse définit le junky, sur cette ligne de crête, le junky est toujours menacé de basculer dans le groupe des zonards, où l'ivresse n'est plus fureur de vivre, mais annihilation de soi. Le zonard, c'est « *le craignos* », sans foi ni loi qu'il vaut mieux mettre à distance ; mais zoner peut aussi être un mode de vie passager, ce peut encore être une ligne de fuite, qui autorise les passages à d'autres vies. Nacera se souvient en particulier de Zouzou, une pochtronne de 18 ans qui, tombant amoureuse d'un marin devenu héroïnomane au quartier Latin, est entrée à son tour dans la catégorie des junkies.

Au reste, l'héroïne n'était pas la seule drogue illicite qui circulait à Buci. On pouvait aussi se procurer du cannabis, que rapportent des voyageurs de toutes provenances, du Libanais rouge, de l'Afghan noir, ou du double zéro marocain. C'est du moins ce que promettent les loulous de la place, qui n'hésitent pas à arnaquer les petits jeunes en rupture de ban ou lycéens en quête d'aventure. Le LSD acheté dans la rue est particulièrement suspect. Cet hallucinogène s'expérimente dans des réseaux d'interconnaissances, le partage de l'expérience tenant lieu d'initiation. Ensuite, la recommandation d'un usager expérimenté peut suffire pour acheter, à condition d'être en mesure d'évaluer l'authenticité de l'expérience. Autre drogue consommée, la cocaïne, qui a conservé un peu de son lustre des années 1920. Nacera et son compagnon sont pris de passion pour cette drogue qu'ils injectent avec frénésie pendant près de neuf mois, à raison de dix à vingt injections par jour. Nacera, « *la grande dealeuse de Saint-Germain* », est devenue « *la reine de la coco* », nous dit-elle, toujours en riant d'elle-même. La vie de bohème qu'elle découvre émerveillée est menacée de toutes parts, mais l'intensité du moment est la seule chose qui compte. Comme Juliette Gréco avant elle, cette grande fille habillée en noir vous regarde droit dans les yeux. Avec ses jeans et ses boots, elle s'est glissée dans un interstice qui échappe encore à la reprise en mains de ce quartier, quadrillé par les CRS depuis l'été. Au reste, en 1969, l'urgence est de maintenir l'ordre public, et cette petite zone n'est d'abord surveillée que par intermittence.

En juin 1969, Nacera connaîtra une première incarcération à la prison de la Roquette, la prison pour filles. Elle obtient alors un sursis mais pas question pour elle de renoncer à la vie aventureuse où elle s'est jetée à corps perdu. En sortant de prison, elle prend à nouveau une chambre d'hôtel et fait encore quelques allers et retours à Marseille jusqu'au début de 1970. Mais dès janvier, il est devenu périlleux d'acheter à Marseille, et au carrefour Buci, les petits dealers sont arrêtés. En pleine pénurie, Nacera et son ami font un casse de pharmacie et elle est cette fois condamnée à de la prison ferme, soit deux ans. Ce n'est pas tout à fait la fin du carrefour Buci, car la demande subsiste, et par intermittence, il est encore possible de se procurer des drogues dans ce quartier. Mais comme depuis 1969 les lieux de rencontres se sont démultipliés, ceux qui sont la recherche d'un produit vont aller vers la fontaine Saint-Michel, à la Contrescarpe, à Saint-Germain-des-Prés et jusqu'à Montparnasse. Chaque quartier a ses cafés privilégiés, comme le Sélect à Montparnasse, ou le salon de thé de la mosquée, à proximité de la fac de Censier.

Car depuis son occupation en mai et juin 68, cette fac est devenue un véritable souk : « *Dans le couloir, t'avais des petites boutiques qui s'étaient installées qui vendaient des foulards, des trucs indiens... des gens qui allaient en Inde, qui ramenaient des trucs et qui faisaient leur petit business, il y avait des profs qui trouvaient des seringues coincées derrière les miroirs des toilettes. Moi une fois, je vais aux toilettes, je sors, je vois un mec qui était au milieu des toilettes accroupi en train de se faire son fix avec le prof qui rentre... enfin vraiment c'était Censier, ville ouverte* », se souvient Laurent.

Mais le lieu le plus emblématique est certainement la fac de Vincennes. Cette fac expérimentale ouverte le 1^{er} janvier 1969 a regroupé les plus prestigieux des intellectuels, avec la création de champs de savoir marginaux ou inexistantes à la Sorbonne (linguistique, psychanalyse, urbanisme, cinéma, arts plastiques, etc.). Toute l'intelligentsia gauchiste s'y retrouve, et elle accueille sans distinction tous les exclus du système universitaire, non-bacheliers, salariés, étrangers, avec l'ambition de révolutionner la conception du savoir et de sa transmission. « *Transporter les mondes les uns dans les autres, telle est la quête politique. Par la caricature, le répertoire d'actions s'ouvre sur une graphie qui dérange, le graffiti, le dessin, une riche iconographie qui va de la libération sexuelle aux happenings culturels, un humour contre l'autorité des mandarins et le paternalisme primaire du gouvernement. Défêner l'esprit de sérieux, tourner en dérision les « oies gavées » par des examens, se moquer, caricaturer des corps et des propos, rire encore. Renverser la hiérarchie, l'agacer sans cesse pour l'affaiblir, telle est la démarche en pointillés* », écrivent Jean-François Laé et Charles Soulié en introduction d'un recueil des documents d'époque⁴⁹.

Lieu de confrontation, Vincennes n'en a pas moins répondu à sa mission de transmission des savoirs et d'élaboration de nouveaux cadres de pensée. Ceux qui fréquentaient la fac de Vincennes voulaient d'abord étudier, comprendre ce qui se passe dans le monde, dans la société, comprendre ce qu'ils vivaient eux-mêmes, que ce soit collectivement ou individuellement. Les enseignements suivis avec passion sont ceux qui répondent à ces questionnements, en croisant toutes les approches, philosophique et politique, anthropologique et psychanalytique, avec la création artistique, cinéma, théâtre... Dans les salles de cours, comme à la cafétéria, on peut apprendre, échanger, s'étonner et se surprendre, bacheliers ou non, salariés ou vagabonds, migrants et visiteurs de passage.

Bien sûr, il est aussi bien d'autres motivations à la fréquentation du « souk », depuis la simple curiosité à la recherche de rencontres, pour gagner quelques sous en vendant des colifichets, de l'encens ou des dessins, ou pour se procurer ou vendre des drogues, motivations n'étaient pas nécessairement exclusives les unes des autres. Pour les uns, Vincennes n'a été qu'un des lieux parmi d'autres, un des flux qui circulaient et pouvaient ressurgir dans d'autres espaces, avec des croisements inattendus. Pour d'autres, l'expérience a été inoubliable. C'est particulièrement le cas de ceux qui ont assidûment suivi les cours de Deleuze. En 1969, Deleuze et Guattari venaient de se rencontrer, ils

⁴⁹ <http://www2.univ-paris8.fr/sociologie/fichiers/soulie-lae-docs-vincennes.pdf>

écrivait ensemble *L'Anti-Oedipe*, un ovni de la philosophie que les étudiants ont vu se fabriquer devant eux, et même avec eux pour les fervents qui avaient le sentiment de suivre une pensée qui éclairait en direct ce qu'ils vivaient. Sa relecture rétrospective dépend en partie des trajectoires, mais quelle que soit l'interprétation donnée à la folie de l'époque, ces années ont changé le cours de leur vie.

Charles-Henri a été de ceux-là. Il avait été élève de Deleuze à Lyon et comme il l'avait choisi comme directeur de thèse, il déménage pour Paris en 1969 et s'inscrit à la Fac de Vincennes. En mai 68 à Lyon, Charles-Henri avait rejoint le 22 mars, sa branche la plus libertaire, en plein rejet aussi des formes classiques de la vie politique : « *On était complètement scandalisés par l'attitude de Cohn-Bendit qui confisquait la parole alors que ce qui animait principalement le 22 mars, c'est qu'il n'y avait pas de porte-parole.* » La fac de Vincennes, « *c'était le summum de l'anarchie (...) un véritable chantier* », se souvient-il. Il y a vécu six mois, dormant sur place, avec peut-être 300 ou 400 étudiants, qui y vivaient également en permanence. « *Y avait la queue pour prendre une douche, mais on trouvait tout ce dont on avait besoin sur place (...) une expérience extraordinaire de liberté, de circulation d'idées, avec l'impression de vivre à cent à l'heure.* » Six mois entièrement consacrés à une pensée en action, l'enseignement de Foucault, les cours de Lyotard, avec les séminaires de Lacan et, bien sûr, de Deleuze, tout en multipliant les expériences. Il se souvient des expériences extra-psychologiques, dont Georges Lapassade a rendu compte dans son livre sur *Les états modifiés de conscience*⁵⁰. Lui-même a été témoin de performances d'un de ces explorateurs de l'extrême qui avait « *une maîtrise psychologique et physiologique hallucinante. C'est quelqu'un que j'ai vu se transpercer la main avec une aiguille et l'aiguille passait de l'autre côté. Pas un cri, rien du tout, apparemment pas de souffrance (...) quelqu'un qui pratiquait l'autohypnose* ».

Et pour ce qui est de la défonce, « *on trouvait tout ce qu'on voulait (...) tout ce dont on avait envie* » et, entre autres, de l'héroïne, qui faisait partie des drogues qu'il avait déjà expérimentées à Lyon en 1967. Selon son souvenir, « *ça venait déjà du 93 (...), je me souviens qu'on allait relancer les dealers là-bas, et notamment une cité qui était en pointe, les 4000 de la Courneuve (...) Plusieurs bandes trafiquaient, mais elles ne se faisaient pas concurrence, la demande était tellement importante, ils venaient vendre à Vincennes, ou bien c'est nous qui allions la chercher (...) on ne trouvait pas la coke, l'héro ou le shit au même endroit, il y avait des spécialités (...) Ceux qui vendaient fumaient de l'herbe toute la journée (...) c'était souvent des Maghrébins, mais je ne pense pas qu'ils consommaient (de l'héroïne)* », précise Charles-Henri en réponse à la question de l'enquêtrice ; ils ont seulement répondu à une demande. Les étudiants qui venaient de Nanterre pour suivre un cours ou un séminaire auraient été les premiers à aller à la Courneuve pour acheter « *mais il y avait aussi d'autres cités, à Blanc-Mesnil notamment, où il y avait des cités très hard sur la revente* ». L'héroïne y était de plus mauvaise qualité qu'à Marseille, des musiciens en particulier faisaient le voyage, mais Charles-Henri n'a pas pris la peine d'y aller, trop passionné par ce qu'il vivait sur place.

⁵⁰ Georges Lapassade, *Les états modifiés de conscience*, Paris, PUF, 1987.

C'est aussi que l'héroïne est loin d'être sa drogue de prédilection, et il l'injecte rarement, contrairement à l'usage le plus fréquent. D'ailleurs, *« cette drogue n'avait pas très bonne réputation »*, non pour sa dangerosité, mais plutôt pour ses effets psychotropes essentiellement apaisants. Selon Charles-Henri, l'héroïne a surtout été consommée hors de la fac. *« Il y a toujours des gens qui se sont fait accrocher, parce qu'ils ont d'abord essayé de l'herbe (...) et qui passaient de la fumette au snif puis au shoot (...) une progression dans la recherche de la dangerosité, c'était une provocation, pour voir jusqu'où ils allaient, et aussi un mal-être. Moi, j'ai jamais ressenti ça. »*

« Y avait-il une initiation, des rituels ? », demande notre enquêtrice. *« Non, je me souviens pas de rituels, c'était présenté comme des cadeaux. »* Mais, reconnaît-il, *« il y avait des gens qui avaient la réputation de bien t'accompagner (...), surtout pour les buvards (le LSD), des gens qui étaient de gros consommateurs et qui se faisaient une clientèle (...). Tu gardais un bon souvenir de la soirée et tu en redemandais. »* L'expérience de l'usage faisait partie du discours politique *« en tant que volonté libératoire (...) qui se dresse contre les interdits »*.

Charles-Henri se souvient aussi qu'il y a eu *« pas mal d'accidents dans le milieu étudiant dans les années 1968-70-71-72, des overdoses dues à des produits mal dosés (...) des étudiants avaient ramené de la coke pure, et injectée, ça a fait des accélérations cardiaques (...) il y a eu des morts (...) à mon avis, ce sont les mélanges qui ont fait des problèmes. Et puis, les gens en prenaient trop (...) Dès que l'effet commence à baisser, que t'as moins de tension, t'as un sentiment de manque très rapide alors que l'effet est toujours là (...), donc si tu refais une injection par-dessus, évidemment le risque est important... »*

Après ces six mois passés à la fac, Charles-Henri a ensuite habité dans *« une sorte de communauté »*, dans un appartement parisien très bourgeois de marchands d'arts, avec des fils de famille, fils d'avocat, de directeur de laboratoire pharmaceutique, qui se mêlaient aux artistes en devenir. Ou encore un Sénégalais, fils d'ambassadeur, dont Charles-Henri se souvient qu'il lui arrivait de fournir en drogue la petite communauté. L'argent ne manquait pas, que ce soit par les familles, le trafic, la petite délinquance ou le travail salarié que les étudiants trouvaient facilement. Tous menaient de front leurs études, qu'ils ont réussies. *« Il y aussi des filles, aussi folles que les garçons (...) mais ce n'était pas un baisodrome (...) pour ça, les gens allaient ailleurs. Nous, c'était la défonce. »*

La fac de Vincennes et les étudiants gauchistes ont-ils été à l'origine de la diffusion ultérieure des drogues chez les jeunes ? Des étudiants et universitaires, qui ont pu constater par eux-mêmes la diffusion des drogues dans ce milieu, en sont persuadés⁵¹. Témoignage parmi d'autres, celui de cette jeune fille de 17 ans, lycéenne à Paris, dans le V^e arrondissement, qui fait sa première prise d'héro avec un garçon, étudiant à Vincennes, qui l'invite à le retrouver à la fac un midi, et lui fait goûter l'héroïne dans les toilettes. Mais c'est beaucoup plus tard, en 1978. Si la fac de Vincennes a bien contribué au processus de diffusion, elle ne peut prétendre au rôle d'épicentre. Si l'on compare la diffusion des

⁵¹ Voir Marcos Zafiropoulos et Patrice Pinel, "Drogues, déclassement et stratégie de disqualification", *Actes de la Recherche*, Vol. 42, année 1982.

drogues illicites à un séisme, les ruptures sismiques ont été multicentriques et dans ce cas, il ne s'agit pas d'un phénomène naturel, mais d'un comportement et d'un mode de vie que des étudiants, gauchistes ou non, ont adopté à leur tour, après les « *blousons noirs* » et les « *bousons dorés* », après les milieux artistiques et le monde de la nuit. Suite à Mai 68, la porosité sociale démultiplie le processus en cours qui, de proche en proche, ne cesse de gagner de nouveaux réseaux, de nouveaux territoires. La fac de Vincennes est entrée dans une danse dont elle ne détient nullement le monopole. Comme le relève Isabelle Sommier, la contestation gauchiste vincennoise s'est progressivement déplacée vers le pôle de la « *contre-culture* », de la « *révolution culturelle* », de l'underground, vers les thématiques de la « *marge* », et à la fac de Vincennes, ces étudiants se sont fait entendre au détriment de ceux qui les influençaient, rockers, aventuriers, marginaux⁵². « *Nouveaux convertis* », ces gauchistes d'origine ont mené le débat avec leurs camarades et l'institution, avec d'autant plus d'enthousiasme qu'ils avaient comme Charles « *le sentiment de sortir d'un long sommeil dogmatique* », et qu'enfin, ils allaient à leur tour conquérir leur liberté. Haut-parleurs du mouvement contre-culturel en France, ces gauchistes ont pu contribuer à une légitimation politique d'un mouvement culturel international qui ne les avait pas attendus pour essaimer par des canaux aussi protéiformes que le mouvement. La musique pop en a été le vecteur privilégié, et les ondes musicales ont propagé à travers le monde une culture fondée sur l'expérience de l'émotion, une expérience que la consommation de drogues a démultipliée. L'expérience est première, comme l'ont bien compris tous ceux qui se sont attachés à rendre compte des significations culturelles de ces mutations. Les philosophes de « *la French Theory* », de Michel Foucault à Deleuze, en passant par Lyotard, ou des sociologues comme Edgar Morin ou Henri Lefèvre, des journalistes d'*Actuel* à *Libération*, se sont attachés à rendre compte de ces mutations culturelles et sociétales, avec la construction de nouvelles subjectivités. Et à ce titre, ils ont contribué à ces mouvements internationaux en leur donnant une couleur propre à la France, mais ces mutations culturelles s'inscrivent dans une lame de fond de la mutation de la société industrielle qui obéit à bien d'autres facteurs⁵³.

Consommations et reventes dans les quartiers

À partir de 1969, rive droite ou rive gauche, presque tous les quartiers de Paris ont désormais leurs cafés, leurs lieux de rendez-vous où de petites bandes de copains se retrouvent, vivent au jour le jour et partagent leurs expériences, rencontres, musiques et drogues, à Pernety dans le XIV^e, comme à la Bastille, à Montmartre ou sur les grands boulevards, à la Butte-aux-Cailles ou bien au-delà à la frontière de Paris, près du Kremlin-

⁵² Isabelle Sommier, « Les gauchismes », in Dominique Damade, Boris Gobille, Frédéric Matonti et Bernard Pudal (Dir.), *Mai-juin 68*, Ivry sur Seine, Editions de l'Atelier 2008.

⁵³ Pour une discussion sur l'influence des intellectuels, Bernard Brilliant, « L'engagement des intellectuels à l'épreuve de Mai 68 », in *Mai 68, une Histoire collective*, op.cit., pp 366-371, Michel Trebitsh, « Voyages autour de la révolution. La circulation de la pensée critique de 1956 à 1968 », pp 69- 87, in *Les années 68. Le temps de la contestation*, op.cit. Pour une discussion sur le concept d'avant-garde culturelle, Chistian Prigent, « Avant garde ou contre-culture ? », in *Contre-culture! op. cit.* pp 97-106. Bernard Lacros, Xavier Landrin, Anne-Marie Pailhès, Caroline Rolland Diamond (dir.) « Les usages de la théorie », in *Les contre-cultures. Genèse, ciruclations, pratiques*, pp 83-110, Paris, Syllepse, 2015.

Bicêtre ou de la place des Fêtes. Assez rapidement, certains, plus engagés dans la consommation de drogues ou plus aptes à entrer en relation avec les réseaux de vente, à la fois par goût et par manque d'argent, sont en mesure de fournir les drogues souhaitées à leurs copains, en allant les chercher, s'il faut, au-delà des scènes parisiennes, à Amsterdam, Londres ou Marseille. Les plus entreprenants peuvent aussi revendre telle ou telle drogue aux copains des copains, voire à des inconnus avec lesquels le partage d'expérience est possible car après Mai, les rencontres sont plus faciles. À Montparnasse, au Sélect, Bernard a commencé à vendre du cannabis que son ex-compagne lui envoie du Maroc dans des selles de chameaux. Il n'est lui-même pas très amateur de cette drogue, mais il a renoncé à son poste de pion, il veut vivre libre, et il aime la vie de bohème que cette vente autorise. Il s'amuse de vendre son hachich à des personnalités aussi diverses que les « loulous » du XIV^e, ses anciennes élèves, les artistes de la Coupole et même « *des mecs du GUD* », qui font partie de ses clients.

Chaque quartier a sa spécificité selon la personnalité des artistes, des marginaux, des loulous qui y vivent, cheveux longs et chemise afghane pour les uns, blousons de cuir et boots pour d'autres. Dans certaines de ces bandes, ou plus précisément de ces petits réseaux relationnels, toutes les drogues ont été expérimentées. L'injection a pu s'introduire non pas tant par l'héroïne que par les speeds, des amphétamines, le plus souvent des médicaments détournés, mais aussi de la méthédrine achetée à Londres, ou de la cocaïne comme Nacira le raconte. Dans d'autres réseaux, la consommation de l'héroïne était exclue. C'est le cas particulièrement dans les milieux hippies internationaux, qui avaient déjà acquis l'expérience des conséquences nocives des drogues, qui vont être qualifiées de « *dures* » dès 1970 en France, dans la presse underground naissante. À Goa comme à Ibiza, les usagers d'héroïne sont marginalisés, ce dont témoigne en 1969 *More*, le film de Barbet Schroeder, dont la bande son est signé par les Pink Floyd. Au cours des années 1970, chaque milieu social va à son tour apprendre à différencier les drogues selon leur dangerosité, mais au lendemain de Mai 68, les acquis de l'expérience sont très limités. Les appartenances culturelles sont en cours de construction, et les réseaux relationnels en mesure de se définir eux-mêmes sont plutôt l'exception, d'autant que justement, les appartenances identitaires sont en débat. « *Turn in, turn on, drop out* », « *laisse tomber, branche-toi, décroche* », le mot d'ordre de Timothy Leary n'est pas loin du concept de déterritorialisation de Deleuze et Guattari, et ceux qui se lancent dans la consommation de drogues ne cherchent pas toujours à savoir qui ils sont, drogués, hippies, et encore moins toxicomanes... « *Be what you are* », « *Sois toi-même* », est le seul impératif.

Dans les quartiers populaires, les loubards ne sont ni des hippies ni des beatniks, ils seraient plus proches des « *freaks* » de Frank Zappa, des « *monstres* » au sens précis du terme, parce qu'ils ne sont pas comme les autres, des personnalités fortes, qui n'appartiennent qu'à eux-mêmes⁵⁴. À la marge, des lycéens peuvent rejoindre ces bandes de quartier, mais ces enfants de la bourgeoisie sont de plus en plus nombreux à expérimenter les drogues illicites entre eux, cannabis, LSD, mais aussi opium ou héroïne, à

⁵⁴ Illustrés par la BD de Gilbert Sheldon, *Les fabuleux freaks brothers*, toujours en quête d'un bon coup, sorte de pied nickelés à l'américaine, avec drogues et sexe.

l'occasion. Puisque les bonnes drogues sont interdites, mieux vaut les expérimenter par soi-même que de faire confiance à la mythologie prohibitionniste.

Les quartiers chics ont également leurs lieux de rendez-vous, leurs cafés de prédilection. Avant Mai 68, les minets de la rive droite, pull en shetland Renoma et Weston, fréquentaient au choix le Drugstore des Champs-Élysées, le pub Renault, le Drug West ou encore, des discothèques comme le Relais de Chaillot. Comme les Anglais, ils écoutaient du rythm' and blues, qu'ils avaient découvert lors de voyages linguistiques, et avaient déjà contribué à la popularisation de la musique anglo-saxonne. Dans le carré magique Neuilly-Auteuil-Passy, l'entre-soi est de règle, les consommations de drogues ne s'affichent pas, elles se vivent comme des histoires individuelles, voyageurs, aventuriers ou noctambules. Mais au lendemain de Mai 68, là comme ailleurs, les drogues s'introduisent dans les fêtes, avec l'expérimentation du cannabis et du LSD.

Patrick Eudeline, critique rock des années 1970, a choisi de faire d'un minet le héros de son roman *Rue des Martyrs*, un roman qui illustre les tournants culturels de l'époque⁵⁵. En 1966, Jérôme a 17 ans, et ce jeune homme moderne se rêve en dandy. Avec ses boots ou ses Weston, il a fière allure, « *presque un sosie de Ronnie Bird (...) mais désormais, tout le monde ressemblait à Ronnie Bird, comme si nouvelle race était née (...) Jérôme se sentait un de ces élus. Mêmes traits fins, presque androgynes* ». En trois-pièces gris souris, il est devenu « *un bon petit soldat du Drugstore* », à des années-lumière de la médiocrité de ses parents petits bourgeois, la honte qu'il masque soigneusement. Outre le Drugstore, il traverse les scènes parisiennes où, en 1966, les réseaux se croisent sans se mêler, « *blousons noirs* » et « *blousons dorés* », à la Locomotive, discothèque rock du boulevard Clichy, au Golf-Drouot ou au Bus Palladium, autres temples du rock. « *Mai 68, cette chose n'a pas existé. Cela a juste été un désagrément (...), comme pour tous les gens du showbiz* », écrit Patrick Eudeline au nom de son héros. « *Beatnik, hippie, provo. Tout cela lui avait parlé, bien sûr (...) mais les étudiants ? Non merci. De Mao, il n'avait retenu que le col.* » En 1969, la bande des minets vole en éclats. Les uns partent en voyage autour du monde, à la recherche d'une nouvelle spiritualité, d'autres, étudiants à Nanterre, ont rejoint certains des groupes gauchistes ; d'autres encore, comme Jérôme, entreprennent une carrière dans le showbiz ou la communication, Et rive droite comme rive gauche, les drogues illicites accompagnent ces bouleversements. Les drogues nobles, celles qui sont revendiquées sont les hallucinogènes, mais en 1969, note Patrick Eudeline, « *la blanche façon French Connection est arrivée sur Paris* ». Avec son ami Chouraqui, Jérôme, en quête de nouvelles rencontres, a traversé la Seine et s'est retrouvé au pub Saint-Germain. Il adopte le quartier, prend une chambre d'hôtel avec son amie Gudule, manifestement plus initiée que lui : « *Le shit, c'est rien. Mais rien ! Et l'acide, c'est génial...* ». Avec elle, il commence par prendre des cachets de Maxiton®, une amphétamine, mais Gudule, elle, ne se contentait plus de l'acide. Elle ne parle pas d'héroïne, mais la rumeur court : « *On l'avait vue sortir titubante de chez Castel au bras d'un Rolling Stone.* » Collectionnant les aventures, hommes ou femmes, elle menait la grande vie, sans se soucier de sa réputation : « *Au pire, si la France s'avérait trop petite, elle s'exilerait en Italie, comme Clémenti et les*

⁵⁵ Patrick Eudeline, *Rue des Martyrs*, Paris, Grasset, 2009.

autres. Elle avait de bonnes cartes en mains, elle était devenue la “Reine de cœur” ». Janvier 1970, Jérôme préfère la coke qui agissait sur lui « *comme un aphrodisiaque* ». L’heure de la contre-culture est arrivée, elle emporte le showbiz, jusqu’à Johnny Hallyday, qui a fait pousser ses cheveux et chante *San Francisco*, chez Castel, à l’Alcazar, comme dans les lycées de Versailles.

Nico, lycéen dans une petite ville bourgeoise aux environs de Versailles, s’est associé à neuf autres condisciples, ils ont réuni 100 francs chacun, soit 1 000 francs au total, pour acheter de l’acide à Amsterdam. Aucun d’entre eux n’a encore l’expérience, et Nico, fils de petite classe moyenne, veut d’abord gagner de l’argent. Encore mineurs, ils s’associent à un Français assez âgé pour faire le voyage. La fête qu’ils organisent est mémorable, et de bouche-à-oreille, la réputation de leurs acides fait le tour des lycées de la région. Pendant plus d’un an, la fête est permanente : « *On prenait de l’acide des fois 4 ou 5 fois par jour* », se souvient Nico, et l’argent coule à flots. L’introduction de l’héroïne marque un tournant. Une partie des lycéens prend ses distances, Nico et deux de ses copains ne veulent pas renoncer à l’aventure jusqu’à ce qu’ils soient appréhendés par des policiers. Nico n’avait pas encore 17 ans, il est libéré en attendant un procès auquel il va tenter d’échapper en quittant sa famille. Là, comme dans bien d’autres cercles, l’héroïne s’est introduite en douceur, moins clandestine qu’hier, et dans ce moment d’utopie, où les jugements de valeur et les hiérarchies sont remis en cause, sa légende noire se noie dans le tourbillon des découvertes. Blanche, elle a les couleurs de l’innocence, mais comme dans la nouvelle de Stevenson, M^r Hyde va bientôt l’emporter sur le D^r Jekyll, et contribuer à la fin d’un cycle qui s’est ouvert avec l’expérimentation des psychédéliques et se referme sur la dépendance à l’héroïne. Ce cycle se reproduit dans différents réseaux relationnels et différents territoires, avec des rythmes différents qui dépendent aussi bien de l’offre que de la demande. Du côté de l’offre, c’est le plus souvent parce qu’elle est disponible sur le marché que l’héroïne est d’abord expérimentée. Du côté de la demande, l’héroïne est souvent adoptée après une phase de consommations extrêmes, LSD mais aussi speeds divers, amphétamines ou cocaïne.

Là comme ailleurs, des jeunes plus entreprenants ou plus en galère se font *dealers*, d’autant plus facilement qu’ils sont eux-mêmes consommateurs. On peut vendre à des inconnus à condition de « *connaître les codes* », comme le dit Nina, en fugue depuis l’âge de 14 ans, qui a un temps vendu des drogues au Berkeley, un piano-bar assez sélect en face de chez Castel, à l’angle de l’avenue Montaigne. Nous sommes entre 1972 et 1973 et de nouveaux réseaux sont en cours d’initiation et entrent à leur tour dans un cycle qui ira de l’expérimentation de toutes les drogues psychotropes à l’enfermement dans la dépendance. À Marseille, on observe également un premier tournant à la même époque. Il se dit qu’à ce moment-là, « *on a vraiment senti la fin de la French* », au sens où le produit devient plus aisément disponible, les modes et les lieux de vente se diversifient. Il devient possible de se fournir par demi-kilo ou kilo dans de belles villas des quartiers sud et est, pas encore dans les bas d’immeubles dans les cités, mais déjà en « *système Tupperware* » dans des appartements de ces mêmes cités. L’emprise de l’héroïne reste limitée à quelques réseaux, mais son ascendant est en cours de progression.

2. Les *seventies* et la première lame de fond de l'héroïne (1974-1980)

Anne COPPEL

Les seventies, voyage au cœur des ténèbres est le titre d'un livre de Nick Kent, critique rock britannique. Nick Kent a 17 ans en 1970, il est alors fasciné par les Stones. Son livre est la bande son de cette décennie où défilent successivement Led Zeppelin, Iggy Pop, Bowie, les Ramonès, et les Sex Pistol, dont il raconte la fulgurante ascension, jusqu'à la chute finale – à laquelle lui-même échappe de justesse... Sid Vicious n'est pas le premier musicien à mourir d'overdose, une génération après l'autre des musiciens sont emportés par la quête d'une énergie vitale dont se nourrit l'industrie musicale et le show-biz, mais lorsque des musiciens emblématiques du mouvement punk sont emportés par l'héroïne, cette drogue illustre la fin des utopies, qu'elles soient contre-culturelles avec les hippies, révolutionnaires avec les organisations politiques ou encore modernistes avec l'illusion du progrès : « tous ceux qui ont vécu dans les limbes d'Utopie doivent faire face à une douloureuse descente vers la planète Terre, avec ses dures réalités, ses mariages brisés et son hédonisme vain » écrit Nick Kent⁵⁶.

Cette bande son anglo-saxonne s'introduit en France au milieu des années 1970, mais le contexte français est bien différent. Les mouvements contre-culturels anglo-saxons ont déjà parcouru un long chemin, ils ont déjà contribué à des changements majeurs comme la reconnaissance des droits des minorités, l'évolution des relations sociales et familiales, l'émergence de nouvelles subjectivités⁵⁷. Cependant, ces premiers mouvements sont déjà en recul, ils s'affrontent à des pouvoirs politiques, économiques et culturels en pleine mutation. Tandis que des groupes minoritaires préconisent la lutte armée, une révolution conservatrice est en gestation⁵⁸. Les Français ne perçoivent pas ces nouvelles menaces. Au début de la décennie en France, contestataires et révolutionnaires se débattaient toujours entre l'héritage du gaullisme et l'emprise du Parti communiste, mais au milieu de la décennie, une bascule s'opère, la société française entre en pleine ébullition. Dans l'immédiat post-68, les conservateurs au pouvoir avaient bien tenté de s'opposer à l'ébranlement de la morale traditionnelle en agitant la menace de « la drogue », les modernistes eux pensaient volontiers en termes de « crise de civilisation ». « La drogue » est pour eux le symptôme d'une crise d'adolescence, une interprétation que partagent psychologues et psychanalystes qui rivalisent de conseils éducatifs. La société française est traversée par une multiplicité de conflits, dans les entreprises, dans les organisations, dans les territoires, dans les familles, mais à gauche comme à droite, une opinion majoritaire

⁵⁶ Nick Kent, *Apathy for the Devil. Les seventies voyage au cœur des ténèbres*, Payot-Rivage, Paris, 2012.

⁵⁷ Charles Reich, *The Greening of America*, 1970, réed. Pinguin 1972.

⁵⁸ Harry Shapiro, *Waiting for the man, Histoire des drogues et de la pop music*, Camion noir, Rosière en Haye, 54. 2008.

croit le changement possible, nécessaire et même inévitable à droite, ou souhaitable à gauche. L'ambiance est donc beaucoup moins sombre qu'aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne.

De fait, la fête bat son plein ces années-là. À Paris, des concerts sont organisés tous les soirs, dans tous les styles de musique, des plus commerciales aux plus *underground*. Une bande sonore métissée circule d'un continent à l'autre et les jeunes écoutent aussi bien du reggae que de la salsa, du swing gitan de Django Reinart que le groupe Téléphone ou « laisse béton » de Renaud. Les générations se succèdent, ceux qui avaient 18 ans en 1970 étaient déjà plusieurs millions à écouter « Campus », l'émission de Michel Lancelot sur Europe n°1, un relai majeur de la mythologie *Sex drug and rock and roll*. Ils avaient déjà le sentiment d'entrer en dissidence avec le monde de leurs parents mais le fossé des générations se creuse encore avec ceux qui ont 18 ans en 1975. Avec leurs frères et sœurs aînés, ils ont écouté les Stones et les Beatles, les Who et les Pink Floyd, comme en témoignent ceux que nous avons interviewés. Ils n'ont pas nécessairement renoncé aux voyages interplanétaires et peuvent écouter King Crimson, Genesis ou découvrir avec Tangerine Dream, les envolées spatiales de l'électro-acoustique, mais la tonalité a changé. « *La ville qui explose de son asphyxie, de ses crimes de ses épaves* », le *Velvet Underground* de New York, « *avec ses fausses gloires, ses fausses légendes et ses vrais drames* », est plus dans leur humeur⁵⁹. « *Les princes blancs* », David Bowie, Roxy music, les Dolls rivalisent avec les héritiers du jazz et du *rythm's and blues* qui, de James Brown à Marvin Gaye, font exploser les barrières des ghettos noirs américains, tandis que le rock, dénaturé par l'industrie musicale revient à ses origines « *musique de révolte qui appelle à la guerre contre l'ordre établi, à la profanation de la morale* »⁶⁰.

Les jeunes loubards qui se retrouvent dans le quartier des Halles à Paris au milieu des années 70 se reconnaissent dans le mouvement punk. Bruyants, spectaculaires, ces jeunes sont une toute petite minorité mais ils sont à la mode dans les boîtes parisiennes. Avec leurs T-shirts déchirés aux couleurs flashy, leurs costumes étriqués, leur lunettes noires, ces « *jeunes hommes modernes* » mettent en scène la déglingue urbaine des années de crise qui s'annoncent⁶¹. Ceux que nous avons interviewés et qui ont donc consommé de l'héroïne ces années-là, n'appartenaient pas nécessairement au mouvement punk, mais s'ils ont poursuivi leur consommation de l'héroïne dans les années suivantes, ils se reconnaissent dans le cri de guerre de cette génération, un cri qui va retentir tout au long des années 1980 et dont Bloodi, le junky sans foi ni loi de la bande dessinée va devenir l'image emblématique⁶².

En Grande-Bretagne, des chercheurs s'attachent à comprendre la signification de ces « sous-cultures minoritaires » : « La guerre sémiotique » fait rage, les styles musicaux

⁵⁹ Le Velvet underground est un groupe de rock lié à la Factory d'Andy Warhol au milieu des années soixante, avec Lou Reed, John Cale, Moe Tucker et la chanteuse Nico, un rock sombre qui inspire le punk rock, voir par exemple, Philippe Azory et Joseph Ghosn, *The Velvet Underground*, Paris, Actes Sud, 2016.

⁶⁰ Paul Alessandrini, *Fun house, les années rock and folk*, Marseille, Le mot et le reste, 2015

⁶¹ Alain Pacadis, *Un jeune homme chic*, X-Trême, Paris, Denoël, 2002.

⁶² Pierre Ouin, « Bloodi va-t-il décrocher ? », *Viper* n°7, Sensemilia Editions, 1983.

entrent en concurrence, chacun avec ses panoplies, « musiques, vêtements, argots, rituels et coupe de cheveux », qui, pour les *cultural studies*, sont « les instruments de confrontation et de résistance »⁶³. Au contraire, en France, les élites intellectuelles en place n'accordent alors aucun intérêt à la culture pop, le plus souvent considérée comme une simple logique commerciale d'abrutissement des masses. Il y a bien le travail précurseur de Roland Barthe sur les mythologies, un travail qu'exploitent alors les publicistes, mais les opinions dominantes dénoncent les uns ces formes abâtardies de la véritable culture, une récupération marchande de la révolte de la jeunesse pour d'autres. La puissance du capitalisme « *cette entreprise mondiale de subjectivation* » est justement un des objets de la pensée de Gilles Deleuze et Félix Guattari, une réflexion que Jean-François Lyotard mènera un peu plus tard de son côté avec le concept de « société-post-moderne »⁶⁴. Mais si ce travail philosophique traverse l'Atlantique et devient ensuite objet de d'étude sous le nom de « *French Theory* », en France, « les nouveaux philosophes » occupent le débat médiatique, avec une remise en cause aussi virulente du marxisme orthodoxe, incriminé des crimes staliniens que des philosophies dites du « désir »⁶⁵. Au cœur de ce débat, l'héritage de mai 68, interprété en fonction du débat politique de l'époque, comme ce sera le cas dans les décennies suivantes. Le récit de mai 68, inauguré par Hamon et Rotman s'est longtemps limité à l'histoire des leaders politiques dont les médias ont fait les hauts-parleurs du mouvement⁶⁶. Or nombre de ces militants politiques avaient tout à fait conscience que la grande majorité des acteurs étaient « inorganisés », ce qui ne signifie pas que le mouvement ait été a-politique : « *Quelque chose nous est arrivé. Quel que chose s'est mis à bouger en nous. Émergeant d'on ne sait où, remplissant tout à coup les rues et les usines, circulant entre nous, devenant nôtres mais cessant d'être le bruit étouffé de nos solitudes, des voix jamais entendues nous ont changés. Il s'est produit ceci d'inouï : nous nous sommes mis à parler. Il semblait que c'était la première fois, en même temps que des discours assurés se taisaient et que des « autorités » devenaient silencieuses (La prise de parole).* » écrit ainsi Michel de Certeau⁶⁷. Les jeunes d'origine populaire ou bourgeoise qui ne voulaient pas vivre comme leurs parents sont entrés en dissidence, et brutalement au milieu des années 1970, ils ont basculé dans un autre univers social qui s'est saisi en partie de leurs aspirations, mais que le contexte économique et politique a aussi profondément transformé. En quelques années, le rapport à soi et aux autres a été bouleversé, ce dont chercheurs et historiens ont progressivement pris conscience en travaillant sur de nouveaux champs ou avec des nouvelles approches, sur la famille, les femmes, la sexualité, le genre, le corps. Les *babyboomers* vivent dans un univers social qui privilégie les émotions et les

⁶³ Dick Hebdige, *Sous-culture, le sens du style*, Paris, Zones, La Découverte, 1979.

⁶⁴ Gilles Deleuze et Felix Guattari *L'anti-Oedipe : Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Les Editions de Minuit, 1972. Jean-François Lyotard, *La condition post-moderne*, Rapport sur le savoir, Paris, Editions de Minuit, 1979.

⁶⁵ François Cusset, « Et pendant ce temps là en France... » Chapitre 14, in *French Theory*, La Découverte, Paris, 2003.

⁶⁶ Patrick Rotman et Hervé Hamon, *Génération*, T.1 *Les années de rêve*, Paris, Paris, Seuil, 1987.

⁶⁷ Cité par François Cusset, *Contre-discours de mai : Ce qu'embaumeurs et fossoyeurs de 68 ne disent pas à ses héritiers*, Paris, Actes-Sud, 2008.

affects au détriment des normes sociales auxquelles obéissaient leurs parents et sont ainsi devenus « *les mutants d'un pays en changement accéléré* »⁶⁸.

2.1 1972-1974, les années charnières

1972-1974 ont été des années charnières, entre des années dominées par le mouvement de mai 68, « *le plus grand mouvement social de l'après-guerre* »⁶⁹, comme le rappelle Kritin Ross, au basculement dans une nouvelle société, de la première crise pétrolière de 1973 à « la fin de l'Etat – providence », selon le titre du livre de Rosanvallon publié en 1981. Et pourtant, les luttes sociales les plus emblématiques sont menées ces années là, à Lip ou au Larzac avec une même revendication à l'autonomie. Le cadre organisationnel de ces conflits sociaux est créé à la base, en mobilisant de nouveaux acteurs, les femmes, les ouvriers paysans, les OS, les ouvriers immigrés. Les occupations d'usine se multiplient comme à Penaroya en mars 1972, mais « *elles n'ont pas produit de lieux de mémoire* »⁷⁰. Avec les figures de Louise Michèle, de Che Guevara, de Mao ou de Ho Chi Minh, la lutte de classe et la violence révolutionnaire s'affichaient en Mai 68, mais ceux qui s'en réclament dans les années suivantes sont de plus en plus minoritaires. Ce sont d'un côté des militants autonomes, qui, outre les héritages de l'anarcho-syndicalisme et autres traditions libertaires françaises, s'inspirent des luttes menées en Italie⁷¹. D'autres se sont regroupés dans la GP, la Gauche Prolétarienne, avec des maoïstes qui en partie avaient rejoint les libertaires du mouvement du 22 mars, et qui se réclament de la Résistance. Avec ses militants établis dans les usines, la GP a contribué aux grèves comme à Flins, à Thionville ou St Nazaire, mais en 1973, la direction de la GP prend acte de l'échec de son objectif : la construction d'un parti révolutionnaire en mesure de faire converger les luttes sectorielles se révèle un objectif illusoire et l'organisation est dissoute. Ce n'est pas la fin des actions violentes, menées par le mouvement autonome dans les années suivantes, mais ces actions, durement réprimées, sont condamnées par toutes les forces sociales qui ont accès à l'espace public. Les attentats, les morts violentes, et les dérives délinquantes contribuent à la disqualification de la violence révolutionnaire.

C'est aussi que les désillusions politiques s'accumulent. Le pouvoir politique est bien en place et la révolution n'est plus à l'ordre du jour. Au reste, il est de plus en plus clair que les pays qui s'en réclament n'ont pas abouti à ces lendemains qui chantent, promis par les partis communistes. En 1974, *L'Archipel du goulag* est publié en Français⁷². Le livre

⁶⁸ Jean-François Sirinelli, *Génération sans pareille. Les baby-bbomers, de 1945 à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2016.

⁶⁹ Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Agone, Marseille, 2010.

⁷⁰ Comme le souligne Xavier Vigne, « Insubordination et politisations ouvrières », in *Mai 68, une histoire collective*, 1961-1981, *op. cit.* pp. 378-384.

⁷¹ Sébastien Schifres, *La Mouissance autonome en France de 1976 à 1984*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine et sociologie politique, Université Paris Ouest, Nanterre, La Défense, 2004.

⁷² Alexandre, Soljénitsyne, *L'Archipel du Goulag, 1918-1956 : Essai d'investigation littéraire*, tome 1 Editions du Seul, Paris, 1974.

suscite un large débat sur les crimes des bureaucraties staliniennes, que les nouveaux philosophes, militants de mai 68, vont ensuite assimiler aux crimes fascistes avec le concept de totalitarisme. Les boat-people, le génocide des cambodgiens et les régimes dictatoriaux et corrompus qui suivent la décolonisation vont contribuer à la démobilisation de nombreux militants de mai 68. Les gauchistes dénonçaient déjà les bureaucraties staliniennes, mais tandis que le PC entame une lente et régulière érosion, la défiance envers toute forme d'organisation se généralise dans la jeunesse. Même les groupes gauchistes les plus spontanéistes, ceux qui font confiance « *au mouvement spontané des masses* » ne parviennent pas à élargir leur audience. Les militants ne renoncent pas tous à l'espoir d'un changement social, et nombreux vont poursuivre l'action dans d'autres champs, dans les organisations où ils travaillent, dans la réforme des institutions, dans la psychiatrie, dans l'école, dans l'armée, dans les églises. Les années 1974-81 sont bien « le début de la fin », titre que donnent les auteurs de *Mai 68 : une histoire collective* à cette partie.

1972-1974 sont aussi les années où le mouvement contre-culturel connaît à la fois son apogée et son déclin, du moins dans la définition étroite qui lui est donnée en France. Dans les différentes analyses du mouvement, comme dans le travail des historiens, la contre-culture, limitée aux drogues, à la route et aux communautés occupe une place marginale dans l'histoire du mouvement de mai 68. Le phénomène est généralement considéré comme « marginal, dénué d'intérêt scientifique », un folklore propre aux anglo-saxons⁷³, alors que comme le note Alice Echols, les jeunes influencés par les mouvements contre-culturels ont été infiniment plus nombreux que ceux qui ont rejoint des organisations politiques. C'est aussi que la circulation des répertoires contre-culturels n'a pas été étudié⁷⁴. Les Français ont leur propre conceptualisation des mouvements contestataires, mais qu'ils soient labellisés comme « nouveaux mouvements sociaux » ou « contre-culturels », comme dans les pays anglo-saxons, il reste que ces thématiques ont circulé d'un pays à l'autre, avec la construction de nouvelles subjectivités, l'émergence de marges et de minorités et l'exigence de nouveaux droits. Les militants les plus proches du mouvement spontané l'ont bien compris, et très vite une part d'entre eux prend ce tournant international.

Du côté des maoïstes, ce tournant s'est pris au nom de la révolution culturelle avec le mot d'ordre « *on a raison de se révolter !* »⁷⁵. Rejoignant les libertaires du mouvement du 22 mars, ces maoïstes devenus « mao spontex » voulaient appel faire « aux masses populaires » pour lutter contre tous les pouvoirs en place, héritiers des valeurs de la

⁷³ Alice Echols, « De la sortie entre amis au « coming out » : commerce et contre-culture dans les longues années soixante », pp 261-291 in Bernard Lacroix, Xavier Mandrin, Anne-Marie Pailhes, Caroline Roland-Diamond, *Les contre-cultures. Genèse, circulations, pratiques*. Editions Syllepse, Paris, 2015.

⁷⁴ Bernard Lacroix, Xavier Mandrin, Anne-Marie Pailhes, Caroline Roland-Diamond, *Penser l'histoire des contre-cultures*, pp; 7-39, in *Les contre-cultures, op. cit.* 2015.

⁷⁵ Michaël Rolland « Les relations complexes entre contre-culture(s) et gauche radicales dans la France des années 68, » in, *Les contre-cultures*, 2015, op. cit; Pascal Oury, Une « révolution culturelle ? » pp219-224, in *Les années 68, le temps de la contestation, op.cit.* Steven Jezou-Vannier, « De la révolution culturelle aux révolutions contre-culturelles », pp 25-68, in *Presse parallèle, la contre-culture en France dans les années soixante-dix*, Marseille, Le mot et le reste, 2011.

bourgeoisie. Avec des trotskistes dissidents comme Guy Hocquengheim et des artistes *underground* comme Jean-Jacques Lebel, ils avaient créé en 1970 un petit journal « Ce que nous voulons, TOUT ! », une traduction du slogan italien des usines de Fiat à Turin en 1969⁷⁶. Autre mot d'ordre : « Fais-le ! » du numéro 2 du journal, une traduction du livre « Do it ! » de Jerry Rubin, publié cette année-là, une référence de tous les mouvements contre-culturels, des hippies aux punks. La première tribune du FHAR, le Front Homosexuel révolutionnaire, y est publiée, dans un numéro spécial sous le titre « Y en a plein le cul ! ». Les militants de mai 68 n'avaient pas lu William Reich, une référence pour les anglo-saxons, mais la révolution devient joyeusement sexuelle. Le journal par ailleurs n'hésite pas à utiliser l'argot américain du monde des drogues, le *trip*, le *flip* que les jeunes s'approprient rapidement en fumant leurs premiers joints. Il adopte enfin le style graphique des organes de la presse underground américaine. « TOUT » fait partie d'une presse alternative florissante qui s'approprie tous les moyens d'expression des cultures dites populaires méprisée par les élites, dessins humoristiques, BD, photographies, roman feuilleton, science-fiction et même cinéma encore considéré comme un art mineur par les élites en place. Traditions françaises et influences anglo-saxonnes rivalisent d'insolence et de créativité pour vivre ici et maintenant une révolution qu'il n'est plus question de remettre au lendemain. Le Journal TOUT disparaît très vite, affaibli par le départ des femmes qui ont sécession pour rejoindre le MLF.

Mais toute cette presse underground est très fragile. Le journal *Actuel* est le mieux diffusé de cette presse parallèle, c'est aussi celui qui a le plus de moyens d'enquêtes nationales et internationales, avec des journalistes qui prennent la route et expérimentent les modes de vie alternatifs. Les numéros abordent toutes les thématiques des mouvements contre-culturels dont l'école parallèle, l'écologie, la phallocratie et le pouvoir du mâle, la libération sexuelle, l'homosexualité. Mais si ces mouvements vont durablement influencer la société, en France comme dans les autres sociétés occidentales, ils vont connaître une succession de crises, qui aboutissent soit à la disparition des premiers groupes comme le FHAR, ou encore à leur profonde transformation comme le mouvement des femmes. Le mouvement communautaire est le plus affecté. Il y aurait eu jusqu'à un demi millier de communautés en France dans les années 1972-73, mais leur durée de vie est courte : treize mois, six jours en moyenne !⁷⁷. La plupart des premières communautés rurales ont disparu au milieu des années 1970. Les communautés explosent sur les relations interpersonnelles, « les histoires de cul », selon la terminologie autochtone, sur « le droit à la paresse » qui divise les hommes et les femmes, sur la question des moyens de subsistance. Le retour à la terre s'avère plus aride que ne l'imaginaient les hippies des villes. La vie communautaire serait-elle une utopie ? À Paris, les premiers squats de la rue des Caves ou dans le 14 arrondissement parviennent encore à survivre, mais ils sont progressivement délaissés par les mieux nantis, qui commencent à trouver leur place dans la société.

⁷⁶ Manus McGrogan, « TOUT ! L'essor de la presse underground dans l'après-mai 68 », pp. 125-150, in *Les contre-cultures*, op.cit. 2015.

⁷⁷ Jean-Pierre Bouyxou et Pierre Delannoy, *L'Aventure hippie*, Editions du Léopard, Paris 1995.

En 1974, les journalistes d'*Actuel* sont en pleine déprime, ils ont le sentiment de se répéter, les gourous les fatiguent, les arnaques ne les font plus rire. Dans le numéro 40, Yves Frémion annonce la fin de l'underground, « *la peur de la grisaille, de l'ennui et du dessèchement les taraudent* »⁷⁸. L'année suivante, le journal gagne de l'argent pour la première fois, mais la rédaction ne s'est pas encore convertie au capitalisme triomphant. La larme à l'oeil, le numéro 58 d'octobre 1975 annonce en couverture « *Actuel, c'est fini !* ». La remise en cause de la suprématie du mâle blanc occidental, l'amour libre, le refus de toute hiérarchie ont suscité des conflits interpersonnels qui se sont révélés insurmontables. Les projets communautaires ont échoué sur des systèmes de dominations autrefois invisibles et leur échec est d'autant plus douloureux que le projet initial était investi. L'abus d'alcool et de drogues a contribué au délitement de projets communautaires, mais même si les mieux informés se sont efforcés d'alerter les gens sur les dangers des « drogues dures », ils sont inaudibles, l'expérience que les Français en ont est trop limitée. Les ressources financières sont une autre question qui en ce milieu des années 1970 prend une nouvelle dimension. Les projets imaginés durant les années de fort développement économique n'ont pas résisté aux nouvelles formes de la société industrielle et aux premières mesures de restrictions budgétaires.

2.2 1974 -1981, La société libérale avancée face au « problème de la drogue » .

1973 est l'année de la crise pétrolière. La société française n'en prend pas immédiatement la mesure mais les restructurations d'usine se multiplient, le chômage devient une menace qui bouleverse les rapports de force entre patrons et salariés. En 1974, Valéry Giscard d'Estaing est devenu président de la République. Partisan du « libéralisme avancé », il veut réconcilier la société ébranlée par le mouvement de mai 68. En rupture avec le conservatisme du pouvoir politique précédent, il commence par prendre acte des revendications sociales que la société légitime, il crée un secrétariat au droit des femmes, légalise le divorce par consentement mutuel et l'avortement. Les jeunes obtiennent leur majorité à 18 ans. La loi intervient désormais dans les relations familiales qui relevaient traditionnellement de l'autorité du chef de famille. La volonté de réformes sociétales s'interrompt avec une nouvelle priorité du gouvernement : le premier plan d'austérité mis en œuvre par Raymond Barre en 1976. Giscard d'Estaing avait voulu mettre fin à la peine de mort, mais il ne parvient pas à convaincre sa majorité.

De même, il a tenté de réformer la politique des drogues avec une évaluation de la loi votée en 1970. En 1976, le journal *Libération* publie « l'appel du 18 joint », qui demande la dépénalisation du cannabis. Bernadette Lafont, Alain Geismar, Bernard Kouchner, Philippe Sollers et autres personnages publics déclarent avoir fumé du cannabis : « *en France, écrivent-ils, on continue d'entretenir la confusion entre drogues dures et drogues douces, gros trafiquants, petits intermédiaires et simples usagers. Cela permet de maintenir et de renforcer une répression de plus en plus lourde (...) qui frappe n priorité la*

⁷⁸ Perrine Pervan et Anaïs Kien, *Les années Actuel : contestations rigolardes et aventures modernes*, Marseille, Le mot et le reste éditeur, 2010.

jeunesse, surtout la jeunesse ouvrière et les immigrés, particulièrement dans les régions (...) Ce texte n'est pas un appel à la consommation. Il vise seulement à mettre fin à une situation absurde» concluent les signataires, artistes, intellectuels avec le soutien de philosophes de la nouvelle faculté de Vincennes (dont François Chatelet, Jean-François Lyotard, Gilles Deleuze, Félix Guattari, etc.). La loi votée en 1970, avait invoqué la mise en danger de la santé publique, mais en exigeant la pénalisation de l'usage privé de drogues, Marcellin, ministre de l'Intérieur entendait d'abord rétablir l'ordre public et les signataires ne s'y trompent pas : la répression des toxicomanes a pour fonction de la stigmatisation des contestataires⁷⁹. L'analyse des débats parlementaire ne laisse pas de doute : « *c'est une loi réactionnaire parce qu'elle s'appuie sur le thème de la décadence des mœurs (...) dans laquelle la drogue a fonctionné comme un marqueur négatif des transformations de la vie privée* »⁸⁰.

Dans la logique libérale, Giscard d'Estaing entend rompre avec le moralisme conservateur de ses prédécesseurs et faire appel à l'expertise. En 1976, il confie à Monique Pelletier, une magistrate, le soin d'évaluer la loi de 1970 en regard de ses objectifs. Ainsi, trois questions sont posées dans le rapport : la santé publique est-elle menacée ? L'incarcération des usagers est-elle utile ? Le traitement médical est-il justifié ? Les questions ne portent que sur le cannabis, la drogue la plus consommée et la plus réprimée, la seule aussi qui fait l'objet d'un débat public. Les experts consultés sont unanimes, le cannabis n'est pas une menace pour la santé publique, l'incarcération n'est pas souhaitable, et le traitement médical n'est pas justifié. C'est aussi que la consommation de cannabis n'est pas considéré comme une maladie. Le rapport Pelletier la définit comme une conduite déviante de jeunes qui refusent de se conformer à la norme sociale. L'incarcération n'est pas la bonne réponse à la crise d'adolescence, et en bonne logique, il faudrait modifier la loi, mais, pour Monique Pelletier, l'opinion ne comprendrait pas ce retournement qu'elle risque d'interpréter comme une démission de l'Etat. Aussi se contente-t-elle d'une circulaire recommandant de ne pas incarcérer les usagers de cannabis⁸¹. « *Le rapport Pelletier peut être considéré comme le résultat d'un compromis entre une opinion conservatrice qui invoque les valeurs morales de respect de l'autorité, du travail et de la réussite et une opinion libérale qui se réclame des libertés individuelles. Aux premiers, elle reconnaît la nécessité de rassurer l'opinion en réaffirmant les valeurs qui fondent l'ordre républicain, tandis qu'elle veut garantir des pratiques judiciaires respectueuses des libertés comme le recommandent les experts* »⁸². Les spécialistes du soin, sollicités par Monique Pelletier, se contentent de ce résultat, « *une dépénalisation de facto du cannabis* » comme le souligne le Dr Olievenstein, qui a pris position clairement pour qu'on ne mette pas les toxicomanes en prison, mais qui refuse toute légalisation, comme toute incitation à

⁷⁹ Markos Zafiroopoulos et Patrice Pinell, « Drogues, déclassement et stratégies de disqualification », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 42, avril 1982, pp 61-75.

⁸⁰ Alain Ehrenberg, « Sister morphine et miss Prozac », ch.1, *L'Individu incertain*, Calmann-Levy, Paris, 1995. pp. 32-165

⁸¹ Monique Pelletier, *Rapport de la commission d'études sur l'ensemble des problèmes de la drogue*, La Documentation française, Janvier 1978, Paris.

⁸² Anne Coppel, « Médecine contre justice : le face-à-face instauré par la loi de 1970 », *Revue SWAPS*, n°60, 3e trimestre 2010.

l'usage de drogue : « *J'en veux à mort aux gens de Libération parce que nous avons ici même une discussion de trois heures dont ils ont sortis un papier qui est une saloperie fascisante (...) les millions de gamins et de gaminés qui sont dans leurs banlieues, dans une vie sans perspectives et qu'on va initier au plaisir et à « la planète » et que l'on va abandonner, c'est ça mon intoxication de vétéran de 68* » affirme-t-il en 1978, lors d'une rencontre à Marmottan⁸³. En cette fin des années 70, les professionnels du soin discutent du plaisir, du corps comme langage, des relations thérapeutiques, mais laissent de côté la question de la loi, puisqu'ils sont assurés qu'elle n'est répressive qu'en apparence, elle ne sera pas appliquée⁸⁴. Le rappel à la loi deviendra une arme éducative au cours des années 1980, justifié par sa fonction symbolique.

Consommation de drogues et contestation ont été ainsi étroitement associés dans l'opinion, et pourtant, la diffusion des drogues illicites est loin de se limiter aux mouvements contestataires. Dans les universités, étudiants et enseignants ont pu observer par eux-mêmes la conversion de militants gauchistes à la contre-culture, les joints ont circulé dans le mouvement lycéen, comme dans tous les projets communautaires, mais les adolescents que la mythologie des pop-star a fait rêver étaient incomparablement plus nombreux que les lecteurs d'*Actuel*. Monique Pelletier a mené son enquête de 1976 à 1978, et ces années-là, la consommation de cannabis est en cours de banalisation dans la société française, c'est à dire que son expérimentation est de plus en plus fréquente à l'adolescence. Le rapport constate aussi les poly consommations des usagers les plus problématiques « *ceux qui consomment n'importe quoi, au hasard, mêlant médicaments, alcool, amphétamine* ». En revanche, la diffusion de l'héroïne reste en grande part invisible : « *Par rapport aux années 1970-1972, notamment à Paris et Marseille Il n'y a pas eu, écrit Monique Pelletier, la diffusion de l'héroïne que l'on pouvait craindre en 1970* ». Ces années-là sont pourtant celles où les junkies à l'héroïne prennent corps, ils ne sont visibles que dans les milieux où les drogues circulent, dans les fêtes, dans les milieux alternatifs, dans les squats et les communautés et le fossé des générations ne se franchit pas. Comme on l'a vu, l'héroïne circulait déjà un peu avant et surtout dans l'immédiat après mai 68, mais à partir de 1973-74, sa consommation déborde les cercles d'initiés où elle était d'abord cantonnée.

2.3 Le corpus des années 1974-81.

Si l'on suit la courbe de la diffusion des drogues telle que problématisée dans le rapport TREND de l'OFDT de 2000, la consommation de l'héroïne a débordé les cercles d'initiés des années précédentes. Elle est désormais dans une première phase ascendante, au moins en région parisienne, à laquelle succédera une seconde phase au tout début des années 1980, lorsque le trafic s'implantera dans nombre de cités de la banlieue parisienne

⁸³ Francois Châtelet, Gilles Deleuze, Erik Gennevois, Felix Guattari, Rodolphe Ingold, Numa Murard, Claude Olievenstein ... *où il et question de toxiomanie. Rencontre à Mamottan*, Des mots perdus, Paris, janvier 1978.

⁸⁴ Séminaire de l'Abbaye, *Toxicomanie et marginalités*, 1. Le corps comme langage, la relation thérapeute-client, Solin, Paris, 1976.

en particulier⁸⁵. Il n'est pas possible d'évaluer le nombre de ceux qui ont consommé de l'héroïne dans cette première phase de diffusion ascendante, ni dans la suivante au début des années 1980, mais il est certain que ces deux vagues successives marquent l'apogée de la diffusion de l'héroïne, si ce n'est dans toute la France du moins en région parisienne et dans la Sud de la France. La diffusion de l'héroïne est sans doute un peu plus tardive dans certains territoires comme le Nord de la France, mais les données institutionnelles, dans le soin comme dans la répression indiquent que dès le début des années 1990, « les toxicomanes vieillissent », et il ne semble qu'il y ait eu de relèvement. Le recul de la consommation de l'héroïne est attesté entre 1994 et 1999 dans le rapport d'évaluation de la politique de réduction des risques⁸⁶. Dans notre échantillon, ceux qui ont consommé de l'héroïne ces années là sont aussi bien originaires de la bonne bourgeoisie comme Isabelle, René, Jean Phi, JK, Odile, Charles-Henri que des classes moyennes comme Gabrielle, JR, Nico, Raoul, Lolo, Dana, Fabrice ou d'origine populaire comme Pascal, Camil, Bernard, Nathalie, Muriel, Eric, Karine, Thérèse, Walter. Nous ne pouvons prétendre à l'exhaustivité ni en termes d'origine sociale ni en termes de trajectoires dans la mesure où il y a des milieux sociaux auxquels nous n'avons pas eu accès. Gabrielle, René, Charles, Camille, Bernard ont été des militants des mouvements contestataires post-68, dans le mouvement des femmes comme Gabrielle, dans le mouvement lycéen comme René, à la JCR trotskyste comme Charles, ou encore proche de la GP comme Raoul, mais nous n'avons pas été en mesure de recueillir des témoignages de militants d'extrême droite – ce qui ne signifie pas qu'il n'y en ait pas eu. Les plus jeunes de ce corpus qui avaient 18 ans en 1975 n'étaient pas engagés dans des organisations politiques, mais alors que Gabrielle, Charles ou Camil ont découvert le monde de la drogue en cours de route, dans une relation personnelle, JR ou Jean-Phil ont été fascinés par la mythologie de la drogue dès leur adolescence. Tous ceux que nous avons interviewés ont connu des épisodes où ils ont perdu pied. Les usages occasionnels de l'héroïne sont certainement plus fréquents, en particulier dans les années 1976-79, où le produit circule dans les fêtes, mais ceux qui ont accepté de témoigner ont connu le plus souvent des années de dépendance avec des tentatives de désintoxication. Charles, René, Raoul, parviennent à se désintoxiquer au tout début des années 1980, ainsi que Walter ou Eric après leur incarcération. Thérèse fait alterner les périodes de consommation, les ruptures et les reprises. Isabelle parvient à s'arrêter en 1985, Nathalie en 1987, à la mort de son ami et Raoul en 1989, à la naissance de sa fille. D'autres comme Gabrielle, Bernard, JR, Karine, Odile, Muriel ont consommé de l'héroïne tout au long des années 1980, consommations suivies de traitement de substitution dans les années 1990.

Plusieurs facteurs peuvent être associés à la diffusion de l'héroïne à partir du milieu des années 1970 :

- 1°) la rapidité et la brutalité des mutations sociales et culturelles
- 2°) le changement de statut de l'héroïne, devenu la drogue par excellence

⁸⁵ OFDT, Tendances récentes, Rapport TEND, mars 2000.

⁸⁶ Julien Emmanuelli, *Contribution à l'évaluation de la politique de réduction des risques sanitaires chez les usagers de drogues intraveineuses*, InVS, Novembre 2000.

3°) une offre qui répond à une demande :

Un monde chavire

« *Are you experienced ?* » est le titre du premier album de Jimmy Hendrix, un album emblématique du mouvement psychédélique. A l'époque, la question a une signification bien précise : l'expérience en question est une initiation qui ouvre à un autre monde, une autre « planète » où l'espace et le temps échappent aux mesures terriennes. Dans le mouvement contre-culturel, « les initiés » se différencient des « *square* », ceux qui sont soumis aux conventions sociales. L'initiation marque une rupture radicale avec le monde d'avant, mais dès le début des années 1970, le joint de cannabis passe des musiciens *underground* au show biz, des voyages initiatiques aux routards, des communautés aux squats, des mouvements contestataires aux étudiants et lycéens. Rockers, zonards, journalistes et publicistes, animateurs de MJC, touristes, tous ont tiré sur leurs premiers joints ces années-là, avec parfois leurs petits frères qui avaient à peine 12-13 ans. A partir du milieu des années 1970, ceux qui se croient initiés parce qu'ils ont tiré sur un joint sont devenus peu ridicules pour ne pas dire agaçants : « *moi, je trouvais ça bidon, toute cette histoire (...) quand on rencontrait quelqu'un, la question, c'était : « Il fume ? » S'il fume pas, on lui parle pas quoi. Il y avait un espèce de truc comme ça : les mecs qui fumaient, c'était des gens bien, les autres qui fumaient pas, c'était des cons. Je trouvais ça débile* », se souvient JR, qui a commencé à fumer en 1974 avec ses copains dans une petite cité du 94 où habitaient également enfants des classes moyennes et des classes populaires.

Parce qu'elles bouleversent radicalement les cadres de la perception, les drogues hallucinogènes peuvent difficilement se banaliser. Le voyage ou « trip » d'acide n'est jamais anodin, le sentiment d'émerveillement n'est pas propre à une génération, mais si subjective que soit l'expérience, elle n'en est pas moins été interprétée différemment selon le contexte, ce qui comprend les personnes avec lesquelles l'expérience peut se partager, le moment historique, le mode de consommation. Les adeptes de « la politique de l'extase » de Timothy Leary n'imaginaient pas que le LSD puisse être consommé au quotidien, avec d'autres drogues, amphétamines, opiacés ou autres drogues. Le LSD devait être consommé au bon moment, dans un contexte protégé, avec un guide⁸⁷. Après les Merry Prankers, la bande de joyeux lurons qui traverse les États-Unis en distribuant du LSD par poignée, Haight-Ashbury à San Francisco va vivre trois années de délire collectif, où le LSD est consommé sans exclusive, avec tous ceux qui veulent entrer dans la danse, artistes et zonards, étudiants et jeunes filles en rupture de bans, avec toutes les drogues qui circulent. Ces quelques cinquante mille jeunes en délire ont dégagé une énergie sauvage qui, portée par des ondes musicales, s'est propagée dans le monde entier. L'expérience de la révélation est si puissante que ceux qui l'ont vécue collectivement en Californie ont pu croire qu'elle annonçait l'effondrement de la société industrielle, la fin le règne de l'argent, l'exploitation de l'homme par l'homme. L'illusion messianique ne s'est pas dissipée aisément, malgré la panique morale qu'elle a suscitée, car si « la révolution psychédélique » n'a pas modifié la marche du monde, elle n'en a pas moins inauguré de « nouvelles formes de vie, de rapports

⁸⁷ Timothy Leary, *La politique de l'extase*, Fayard, Paris, 1979.

d'amitiés, dans la société, l'art, la culture, de nouvelles formes qui s'instaureront à travers nos choix sexuels, éthiques et politiques », comme l'observe Michel Foucault en 1971⁸⁸. C'est ce que découvre à la fin des années 1970 Mathieu Lindon emporté à son tour par « un maëlstrom d'affection » avec Michel Foucault et ses amis, mais entre temps, le messianisme des premiers temps s'est perdu. Les groupes de jeunes qui comme les amis de Pascal et de Nelly découvrent cannabis et drogues hallucinogènes ces années-là savent désormais que ces consommations n'ont d'effet que sur eux-mêmes et leurs amis. Ces années-là, ces consommations acquièrent le statut de consommations festives que le mouvement techno revendiquera dix ans après. Le processus de banalisation s'enclenche entre 1972-1974. Ceux qui s'initient aux consommations de drogues dans la mouvance contre-culturelle vont vivre une double bascule : à peine ont-ils donné un sens à leurs consommations de drogues que ces significations se brouillent. Les drogues, consommées pour elles-mêmes, enferment les consommateurs dans « le monde de la drogue » en les transformant en toxicomanes. Les uns vont prendre leurs distances, avec plus ou moins de difficultés selon leurs ressources, d'autres vont plonger dans un monde de plus en plus marginal, où dominent « les drogues dures », héroïne ou cocaïne injectée, consommée pour elles-mêmes.

Charles fait partie de ceux qui entrent de plein pied dans la mouvance contre-culturelle en 1973. D'abord militant trotskyste, il adopte cette nouvelle vision du monde grâce à une amie qu'il identifie à l'Hermione du *Loup des steppes* : « *c'est comme si, entre 68 et 73, j'avais vécu un long sommeil dogmatique et qu'en 73 je m'étais réveillé. Avec le sentiment très très profond d'un retard. Je m'étais dit : « Putain ! Ça fait cinq ans qu'il se passe des trucs incroyables et j'étais pas dans le train (...) et j'ai commencé à fumer des joints avec elle, et là j'ai complètement changé, j'ai changé de manière de m'habiller, j'ai acheté des santiags, les grands manteaux en peau de mouton marron. J'ai complètement changé mes lectures aussi, découvert les romans noirs américains, comme McCoy, Chandler, comme David Goodis, ou de la SF, avec Philip K. Dick, qui était pour moi de la littérature de gare. Et à l'époque, je me souviens, je distribuais à qui le voulait mes bouquins de philo, de socio... « Les Structures élémentaires », tiens, prends-le... « Phénoménologie » de machin, Kojève, tiens, prends Kojève, j'en ai rien à foutre et tout ça. J'avais changé de logiciel quoi* ».

Un monde chavire, et il a chaviré avec les drogues psychotropes. Charles avait bien fait un voyage aux USA en 1971, mais à cette date, il reste peu « perméable » à un système de pensée qu'il lui est étranger. C'est seulement après avoir consommé cannabis et LSD qu'il entre véritablement en dissidence avec l'univers social et intellectuel qui était le sien, entre héritage culturel et engagement politique. *Le loup des Steppes* de Herman Hess, un roman publié en 1927, fait partie des lectures qui servent de guide à la recherche de sa vérité intérieure. Vivre la vie comme une aventure, rompre avec les préjugés et les normes sociales, se distancer de l'absurdité par l'humour, tels sont quelques uns des enseignements d'Hermine qui guide le héros dans l'apprentissage d'une vie d'émotions et de plaisirs. La

⁸⁸ Cité par Anne Coppel et Olivier Doubre, in « Une esthétique de l'existence », à propos de Mathieu Lindon, *Ce qu'aimer veut dire, Vacarme* n°55, printemps 2011, pp. 70-71.

rupture avec les normes sociales est aussi la rupture avec les autorités intellectuelles que le rejet de Kojève symbolise. Autre bouleversement de la hiérarchie des valeurs culturelles, la découverte de la culture populaire aussi méprisée des élites intellectuelles que par des militants marxistes, pour lesquels ces productions de masse sont des outils d'abrutissement des masses populaires. Or la réalité manipulée de Philip K. Dick, la violence tragique et la solitude du héros dans les romans noirs sont de puissantes grilles de lecture de la société moderne, ou post-moderne pour reprendre le concept de Jean-François Lyotard : elles font écho à cet imaginaire inconscient que les drogues hallucinogènes font vivre. Charles enfin adopte les signes extérieurs de sa nouvelles appartenance au monde de la contre-culture, « le manteau en peau de mouton », qui évoque le retour à une vie plus naturelle et plus authentique, mais qui marque aussi l'importance croissante accordée à l'image que l'on donne de soi, au « look » que militants politiques et intellectuels méprisaient.

Charles se rend alors dans les hauts lieux de la culture internationale des drogues, Amsterdam, Formentera, New York, Ibiza, où il vit en 1974 « *une fête d'une semaine, tout le monde défoncé à l'acide* ». Dans ces lieux où se retrouvent tous ceux qui choisissent de vivre continuellement dans un état second, il y a longtemps que le LSD s'est laïcisé, il peut être consommé au quotidien, en quantité, avec ou en alternance avec toutes les drogues en circulation, amphétamines diverses, cocaïne, morphine ou héroïne, selon ce qui se présente. L'héroïne et d'une façon générale les drogues qui engendrent la dépendance n'étaient pas recommandées dans les milieux contre-culturels. Aux Etats-Unis, les premiers hippies ou freaks avaient pu constater la dégradation du quartier de Haight Asbury, après « *the summer of love* » de 1969, et rapidement envahi par une zone incontrôlable, trafiquants pickpockets et touristes. Les enfants-fleur, harcelés par la répression, clochardisés, ou dénaturés par l'exploitation commerciale n'ont pas échappé aux sombres prédictions des campagnes anti-drogue⁸⁹.

L'histoire se rejoue en partie en France au cours des années 70. En 1972, le journal *Actuel* avait consacré un numéro à « *La drogue* » en prenant soin de distinguer « les bonnes drogues », qui ouvrent l'esprit, aux « mauvaises drogues », qui rendent dépendants, l'héroïne tout d'abord, mais aussi les amphétamines quand elles sont injectées, ou encore l'alcool⁹⁰. Or les mises en garde ne valent que pour ceux qui ont pu constater par eux-mêmes les effets des usages et des abus, car la circulation des drogues illicites obéit à ses propres règles : l'expérience est première, l'information n'est recherchée que pour éclairer l'expérience.

Il reste à comprendre pourquoi certains ont basculé dans la toxicomanie, tandis que d'autres ont su se préserver. Deux chercheurs, Markos Zafiropoulos et Patrice Pinell ont construit une des premières interprétations sociologiques de la toxicomanie⁹¹. A l'origine

⁸⁹ Anne Coppel, « Extases collectives, un messianisme démocratique », in Ducourneau N., Lachance J., Mathiot L. Sellami M. (dir.), *La recherche d'extase chez les jeunes*, Sociologie du coin, Presse de l'Université Laval, Québec, 2010.

⁹⁰ *Actuel*, La Drogue, n°20, mai 1972.

⁹¹ Zafiropoulos et Pinell, *op.cit*

du succès de mouvement contre-culturel, où « *les consommations de drogues occupent une place centrale* », la production « d'un système un système de positions sociales nouvelles, propres à leur éviter le déclassement qui touche à l'époque une part importante de la jeunesse intellectuelle ». Avec le journal *Actuel*, les promoteurs de la contre-culture se seraient constitués en nouvelle avant-garde, qui jouerait un rôle d'autorité « *dans le domaine artistique et dans celui d'un nouveau des savoir vivre* » en créant un espace social où « *l'ensemble des positions n'est pas déjà occupé par des aînés et apparaîtra donc comme un lieu de placement propre à éviter le déclassement* ». Une analyse de classe des tenants de ce mouvement conduit à différencier des jeunes bourgeois menacés de déclassement par des diplômes dévalorisés, et des jeunes de milieu populaire qui imaginent possible de parvenir à se placer sur le marché culturel underground « *en niant tout ce que la reconnaissances des capacités artistiques d'un individu doit au capital culturel accumulé préalablement* ». Si de fait des stratégies d'acteurs peuvent s'interpréter en fonction de leurs ressources, selon leur appartenance de classe, et selon leur capacité à maîtriser le capital culturel nécessaire à l'insertion dans la société, le mouvement contre-culturel lui-même ne se réduit pas à « *l'incertitude du devenir social où perçe la rancoeur contre l'activisme politique et la classe ouvrière* ». Cette interprétation socio-politique de la toxicomanie doit être replacer dans son cadre historique, c'est-à-dire dans les débats politiques qui ont opposé les militants des organisations ouvrières traditionnelles, « le gauchisme politique », se réclamant du marxisme et « le gauchisme culturel », devenu dominant à l'Université de Vincennes dans les années 1972-74⁹². Quoi qu'il en soit, tous ces militants ont échoué à construire la société dont ils rêvaient. Certes, il y a eu des enfants des classes moyennes en perdition, des enfants d'ouvriers qui ont rêvé d'échapper à l'exploitation capitaliste par l'univers culturel underground – et certains de nos témoins y ont réussi – ou encore, plus périlleux par la délinquance, mais les trajectoires individuelles ne se réduisent pas à la conquête de positions sociales. Le déficit de cette interprétation tient à l'ambition d'une analyse globale de trois phénomènes qui pour être liés dans l'histoire obéissent à des logiques différentes : 1°) l'émergence de mouvements contre-culturels 2°) la fonction de l'usage de drogue dans ces mouvements 3°) l'enferment dans la dépendance, toxicomanie hier, addiction aujourd'hui.

Rappelons d'abord que les mouvements contre-culturels ont contribué à des mutations sociales, avec de nouvelles sensibilités, de nouvelles créations artistiques, et sur le plan politique, avec l'exigence de nouveaux droits pour les femmes, les homosexuels, les minorités. Ces nouvelles pratiques sociales se sont expérimentées avec les consommations de drogues qui modifient les états de conscience. Cette fonction de passage était ritualisée dans les sociétés traditionnelles pour passer de l'enfance à l'adulte, du chasseur au guerrier, du malade au bien-portant ou pour entrer dans le monde des morts⁹³. Faute d'expérience antérieure, la méconnaissance des effets des produits a certainement

⁹² Christophe Bourseiller, 'L'extrême-gauche léniniste face à la contre-culture', pp 179-182, in *contre-culture!* 2014, op. cit;

⁹³ Christian Bachmann et Anne Coppel, "Les drogues de passage", Ch ;12, in *Le dragon domestique, Deux siècles de relations étranges entre l'Occident et les Drogues*, op. cit; ,1989, pp. 173-184.

contribué ces années—là à des usages excessifs, mais rappelons qu'il en a été de même avec l'alcool au 19^{ème}, dont les paysans se sont servi pour devenir des ouvriers, avec des usages qui n'avaient rien de traditionnel, et dont nombre de ces nouveaux ouvriers ont été victimes, avant que la culture du bistro n'introduise si ce n'est des rituels, du moins des habitudes qui ont donné du sens à ces consommations⁹⁴.

Le basculement du monde enchanté des drogues au monde aride des junkies n'est pas automatique, et il est plus ou moins rapide, selon les drogues consommées et l'entourage comme l'observe Véro en 1976 : « *les junkie de Goa, ils étaient mal entourés* ». Elle-même se tient à distance de ces junkies, elle fait l'effort de contrôler sa consommation d'héroïne et comme Gabrielle, fait des pauses fréquentes, en s'éloignant de Paris. Ceux qui tiennent à maintenir une activité professionnelle, dans le monde de la culture, dans le marketing, dans la mode, dans le stylisme, dans le journalisme ou encore dans la décoration intérieure adoptent plus ou moins rapidement un usage fonctionnel, équilibrant les stimulants, amphétamines ou cocaïne, avec l'héroïne, qui limite la compulsion de la cocaïne et apaise les descentes. La dépendance à l'héroïne s'installe insidieusement alors même que, comme le note René, elle n'était pas sa drogue de prédilection. Entre stimulants et opiacés, l'équilibre exige une discipline de fer, une bonne connaissance des effets des produits et de ses propres limites. L'équilibre n'est pas possible lorsque ces stimulants, amphétamines ou cocaïne sont injectés. René ou Charles ont ainsi perdu pied avec l'injection de cocaïne.

Plus les usages initiaux sont durs et plus la bascule est rapide et c'est particulièrement le cas des milieux populaires comme l'observe Charles : « *Ah c'étaient des putains de loubards, des prolos. Et ils se défonçaient plus grave que nous. D'abord ils picolaient beaucoup... Nous, dans mon souvenir, c'étaient pas du tout des années alcool* ». Alcool, barbituriques, amphétamines, LSD, tous ces produits pris au quotidien et en quantité ont souvent été le préalable à la consommation si ce n'est exclusive, du moins dominante de l'héroïne, qui a joué un rôle de refuge. Telle n'est pourtant pas la réputation de cette drogue.

Quand l'héroïne se taille la part du lion

La drogue, c'est la mort, et dans la logique prohibitionniste, c'est le destin inéluctable de tous ceux qui se hasardent à consommer une drogue illicite, quelle qu'elle soit. Cette mythologie va s'incarner de plus en plus fréquemment à partir du milieu des années 1970 : des toxicomanes par milliers vont surgir de l'ombre et hanter durablement les peurs collectives. Par un retournement du stigmate, le junky des années 1970 fascine les plus révoltés des jeunes qui connaissent la légende noire du rock and roll, les OD de Jimi Hendrix, Janis Joplin, Jim Morrison : « *à l'époque, il y avait toute une aura autour de ça, se souvient JR, junky, tu te cachais pas, tu le disais... T'avais la boucle d'oreille comme ça, t'écoutais un certain style de musique, c'était des mecs presque respectés parce que c'était des junkies, c'était presque des héros (...)* Même pour draguer les gonzesses, c'était un bon plan. Ça attirait... Maintenant, c'est pas la peine ! » ajoute JR, l'humour racaille.

⁹⁴ Alain Cerclé, " L'inter-sychologie de G. Tarde et la question de l'alcool au XIX^{ème} siècle", in Alphonse d'Houtard et Michel Taleghani, *Sciences sociales et Alcool*, Paris, L'Harmattan, 1995.

Dans sa petite cité de la banlieue sud, son groupe de copains, qu'il qualifie de « babaloubards », l'héroïne avait mauvaise réputation « *la tête de mort et tout ça ! Ça me faisait peur, mais j'étais vachement tenté....* ». Ces casse-cou ne croyaient qu'à ce qu'ils voyaient, et justement « *j'en connaissais des mecs qui prenaient de l'héro, et ils n'avaient pas l'air mal portant...* ». En 1975, JR a 16 ans et comme ses potes, fils d'ouvriers ou petits bourgeois, tous sur la même longueur d'onde, « *on trainait dans les caves, on écoutait de la musique (...) s'il n'y avait rien à fumer, c'était la catastrophe (...) on était accro au shit, on fumait tout le temps* ». Dans la cité, il n'y a pas d'héroïne, mais quelquefois des routards ramenaient de leurs voyages de la morphine de Bénarès, le plus souvent ils le gardaient pour eux ou leurs amis, mais quelquefois l'un ou l'autre en ramenait davantage, et dans la cité de JR, la morphine circule souterrainement en 1976. C'est l'occasion pour JR et ses potes, tous défoncés à tout ce qu'ils trouvent, du LSD qu'ils ont pris au hasard de la vie, des premiers trips mémorables, et d'autres dont il vaut mieux ne pas se souvenir : « Et puis Sainte Héroïne est arrivée, priez pour nous ! ». JR parvient à en obtenir et surtout, il parvient à se l'injecter. C'est le coup de foudre : « *j'en ai fait qu'un mais j'étais retourné toute la nuit. Et le lendemain, j'ai appelé tous mes potes : « J'ai découvert... ! Je sais tout, je vais vous montrer ! » Les mecs : « Ah ouais ! Putain ! — Rendez-vous chez Harry ! (...)* ») Les mecs étaient tous emballés, comme moi. Ils ressentaient ce que j'avais ressenti la veille, « *c'est mortel et tout !* », ils sont tous allés en acheter. Là, l'épidémie, c'était parti, tu vois ».

Du jour au lendemain, sa cité est envahie par des clones de Lou Reed « *parce qu'il y avait des mecs qui avaient braqué un magasin de cuir aux Halles, donc ils avaient ramené plein de pantalons, de blousons et tout, alors les mecs, ils se déguisaient tous en Lou Reed. Et puis c'était l'époque où le punk arrivait, donc il y avait un espèce de mélange : t'en avait qui gardaient le look baba, d'autres qui étaient plutôt punks, ça faisait un espèce de mélange bizarroïde...* ». Il y en a bien un qui dans la bande les avertit : « *ça va faire exploser la bande !* » « et c'est bien ce qui s'est passé, reconnaît JR, mais celui qui avait tenté de freiner l'enthousiasme collectif, lui-même, il en pris peu après ».

Entre 1976 et 1977, Isabelle, Raoul, Muriel, Jean-Phil, Muriel, Nico s'injectent pour la première fois de l'héroïne : « *Moi, j'ai commencé à en prendre, c'est plutôt année 77, et déjà en 77, c'était en pleine période « no future », tout le monde se shootait, tous mes potes se shootaient à l'héro, tout mon entourage de musicos* » affirme d'abord Dana, qui précise ensuite : « Ils shootaient pas tous mais ils en prenaient tous, et ceux qui prenaient pas, il y en avait qui prenaient pas, souvent c'était les nanas qui étaient enceintes ». Elle-même s'est contentée du snif, à quelques exceptions près. Elle est loin d'être la seule, Gabrielle elle aussi s'est toujours contentée du snif, certainement plus fréquent que dans notre corpus. Pour les plus jeunes comme Esma et Olivier, le snif n'est qu'une étape, l'un et l'autre adoptent l'injection l'année suivante : « *en 1978, il y avait de l'héro partout à Paris* », se rappelle Esma. Elle-même pouvait aller s'en procurer dans les squats de la rue Losserand dans le 14^{ème} « des squats d'artistes » selon elle, avec ses dealer-consommateurs qu'elle oppose à Belleville, où la vente est aux mains des dealers de rue, tous maghrébins. Chacun de nos témoins a ses quartiers privilégiés, rive droite ou rive gauche, qui reste encore une ligne de démarcation. *Rive droite*, titre du roman de Thierry Ardisson, reste

synonyme de quartiers bourgeois⁹⁵, mais déjà gauchistes et artistes ont traversé la Seine. Ils habitent volontiers à Montmartre, à Belleville ou Ménilmontant, dans le quartier de la Bastille que fréquentent loubards et *Hell's Angels*. Dans tous les quartiers de Paris, il y a des appartements où l'on peut acheter héroïne ou cocaïne, mais dans le triangle magique, 16^{ème} 17^{ème} Neuilly, ou vit Isabelle, l'entre-soi est la règle la plus générale. Le quartier le plus vivant de Paris est alors le quartier des Halles, où se retrouvent zonard, punks, artistes et branchés.

Pour la plupart, les usagers qui habitent la banlieue continuent d'acheter leurs drogues à Paris, mais entre 1976 et 1978, les points de vente se multiplient. Le souk de l'Université de Vincennes, accusé de servir de couverture au trafic de drogues fait scandale, et de fait quelques uns de ceux que nous avons interviewés comme Éric vont parfois s'en procurer⁹⁶. A Paris, il est bien d'autres points de vente où il est possible d'acheter à des dealers sans autre signe de reconnaissance que l'attitude de celui qui cherche comme dans les squats du 14^{ème} ou du 19^{ème}, mais en banlieue, l'implantation des premiers trafics d'héroïne est encore invisible. Comme nous l'avons vu précédemment, il y avait déjà des appartements, des petits pavillons ou villas habitées par des consommateurs, trafiquants selon la loi, mais qui, pour la plupart, revendaient dans des réseaux d'interconnaissance. À Gennevilliers, à Drancy, à Savigny, à Draveil, à Nanterre, les usagers se communiquent les adresses de petits bistros où la vente est discrète. Pour Bechir et ses amis, le premier point de vente de la Seine-Saint-Denis où il est possible d'acheter sans relations personnelles avec les dealers est « La ferme d'Aurillac », à Aubervilliers. Pendant six mois, Éric fait partie des acheteurs jusqu'à ce que la répression policière mette fin au trafic. Au lendemain, entre 1979 et 1980, Éric voit apparaître les premiers plans de dope dans son quartier de Blanc-Mesnil. De 1978 à 1980, Thérèse et ses copains qui habitent au 4000 de la Courneuve peuvent déjà acheter sur place ou dans les cités voisines, à Stains, à Pantin, ou Aubervilliers. Les plans visibles tombent rapidement et les usagers apprennent à passer d'une cité à l'autre. À Paris comme dans la banlieue, l'héroïne se consomme entre usagers, dans les milieux artistiques, dans le monde de la nuit, dans les bandes de copains, mais avec « les embrouilles », les couples ferment leurs portes aux tout-venant, et les bandes se réduisent souvent à un ou deux potes. En 1977, Renaud est déjà « *une bande de jeunes à lui tout seul* ».

Ceux qui veulent maintenir une activité professionnelle tiennent soigneusement leurs consommations secrètes, une clandestinité de plus en plus nécessaire au cours des années 1980. A *Libération*, les drogues circulent « *mais, avec l'héroïne, il y avait vraiment une ligne de démarcation entre ceux qui en prenaient et ceux qui 'ne prenaient pas* », se souvient Charles. Ceux qui comme Isabelle, René ou Gabrielle consomment autant de

⁹⁵ Thierry Ardisson, *Rive droite*, Paris, Albin Michel, 1983.

⁹⁶ François Bourreau, « Vincennes, scène ouverte ? L'affaire des drogues à Vincennes (1977-1980) », Master 1 de science politique, Université Paris 8, septembre 2014. Guy Berger, Maurice Courtois, Colette Perrigault, *Folies et raisons d'une université : Paris 8. De Vincennes à Saint-Denis*, Paris, Editions PETRA, 2015.

stimulants, cocaïne ou d'amphétamines, que d'héroïne, entretiennent une relation fonctionnelle avec les produits, la cocaïne pour stimuler créativité et productivité, et l'héroïne, pour maintenir un équilibre, éviter les descentes ou limiter la compulsion des stimulants.

De la lune de miel à l'enferment dans la dépendance, l'histoire de l'héroïne en France semble une illustration de « l'histoire naturelle de la toxicomanie », un concept élaboré par les experts anglo-saxons en étudiant les trajectoires des consommateurs d'héroïne des années 1960 aux années 1970⁹⁷. Les usagers de drogues eux-mêmes ont, semble-t-il, adopté « la théorie de l'escalade », qui veut que le toxicomane, à la recherche du « toujours plus », commence par le cannabis, puis expérimentent les autres drogues, jusqu'à celle qui a réputation d'être la plus puissantes de toute, l'héroïne, qui finalement les transforment en junky. De nombreuses recherches ont montré que ce destin n'a rien d'inéluctable. Citons pour mémoire l'abandon de la consommation de l'héroïne de plus de 90% des GI à leur retour de la guerre du Vietnam, comme le prouvent des recherches à l'origine de nouvelles approches sur les usages contrôlés d'opiacés⁹⁸. Au reste, tous les usagers d'héroïne qui ont maintenu leur activité professionnelle ont fait alterner les périodes de consommation régulière ou d'abus avec si ce n'est de véritables cures, des pauses, avec des vacances loin de Paris, lieu de toutes les tentations. Ces stratégies de gestion de la dépendance sont déjà décrites dans la toute première recherche ethnographique de Rodolphe Ingold,⁹⁹ mais l'usage contrôlé de l'héroïne n'est pas revendiqué par les usagers de notre corpus. La prise de conscience de la dépendance, plus ou moins rapide selon les types d'usage et les personnes, suscite deux réactions très différentes : « *j'imaginais pas la suite, j'étais dedans, c'est tout* », nous a dit JR. « *J'ai toujours voulu m'en sortir* », ont dit aussi bien Dana que Gabrielle. Être toxicomane, ou s'en sortir, il n'y aurait pas d'alternative, pour les usagers comme pour leur entourage, et l'expérience de la plupart des usagers de notre corpus semble bien confirmer ce cadre d'interprétation.

Il n'y a pas, dans ce corpus d'usagers d'héroïne purement occasionnels. Ceux qui ont très vite renoncé à des consommations régulières, sont certainement les plus nombreux, mais lorsqu'on parvient à les identifier et à les solliciter, ils ne voient pas l'intérêt de leur témoignage : « *oh, moi, je n'ai pas grand chose à en dire, j'y connais rien* ». Parce que nous avons cherché à comprendre comme une génération s'est retrouvée prise au piège, la logique de la recherche a conduit à sélectionner des usagers qui se reconnaissent dans la trajectoire classique de la toxicomanie, illustrée par les romans de la désintoxication, par les films et les séries TV, et que décrivent les professionnels de soin. La prison fait partie

⁹⁷ France Lert, *La toxicomanie, vers une évaluation de ses traitements*, La Documentation française, Paris, 1989.

⁹⁸ Norman Zinberg, *Drug Set and Setting - The Basis for Controlled Intoxicant Use*, Yale University Press, 1986.

⁹⁹ François-Rodolphe Ingold, *Les poudreux dans la ville. Contribution à une anthropologie de la dépendance chez les héroïnomanes*, Thèse de 3ème cycle en Anthropologie et Ecologie Humaines, Paris V, 1983.

de la trajectoire, mais l'incarcération n'est pas seulement la conséquence de la consommation ou du trafic, elle peut aussi précéder la consommation régulière d'héroïne. À Versailles et dans les environs, Nico avait déjà vendu, outre des trips d'acide, du *Brown sugar* acheté à Amsterdam qu'il a fumé à l'occasion. A 15 ans et demi, il se retrouve à Fleury Mérogis, part en Allemagne après un an d'incarcération, revient en France, trouve des petits boulots : « à 18 ans, je n'avais nulle part où aller et j'étais dans la rue. Puis dans la rue, j'ai rencontré un tox et puis, je me suis dit : « ben pourquoi pas essayer un rail » et puis là, j'ai commencé à me faire un rail et... (...) Moi, je lui ai expliqué que je connaissais ce que c'était que le business et tout ça... Donc, là, j'en ai pris. Et puis, j'ai commencé à en prendre, puis j'ai commencé un petit peu à en vendre dans la rue et puis j'en ai pris, j'en ai pris, j'en ai pris... ». Ceux qui, très jeunes, ont été incarcérés pour usage de cannabis ou pour vol ne mettent pas en relation leur incarcération et leurs consommations ultérieures d'héroïne : « c'est moi qui en ai pris, personne d'autre ». Olivier comme Eric peinent à s'en souvenir. L'incarcération de Nico a été plus longue et c'est la seule de sa trajectoire, mais dans les carrières plus longues.

Il reste que les carrières les plus longues ont souvent commencé par des courtes incarcérations pour vol comme c'est le cas dans ce corpus pour Eric. Olivier avait failli oublier de mentionner ce premier épisode, devenu secondaire dans la trajectoire. Il s'en souvient lorsqu'il recherche les événements qui ont contribué à la prise de conscience des stigmates attachés à la couleur de la peau. Les usagers les mieux insérés comme Isabelle, Gabrielle, Dana, René ou Charles ont échappé à l'incarcération avec de multiples tentatives de désintoxication. Les techniques se communiquent d'usager à usagers, avec le recours aux produits de substitution en vente libre comme la codéine en France, ou encore avec de la méthadone achetée au marché noir. Ils ont aussi recours aux cures hospitalières, principalement à Marmottan comme Isabelle ou Bernard.

La recherche portant sur l'histoire de la diffusion de l'héroïne, les usagers que nous avons interviewés ont mis l'accent sur ce produit, mais ils ont été nombreux à souligner le rôle qu'avait joué pour eux la consommation d'autres psychotropes, qui ont précédé ou accompagné cette drogue légendaire. La diversité des trajectoires est aussi une diversité des produits et des façons de les consommer. L'héroïne a bien été la drogue de prédilection de quelques uns de ces toxicomanes, pour lesquels l'héroïne a été une révélation : « pour la première fois, j'ai vu le monde en couleur » nous a confié un de nos témoins, « pour la première fois, le poids que je portais sur mes épaules depuis mon enfance a disparu comme par enchantement ». D'autres, nombreux dans les années 1970, ont atterri sur l'héroïne après des consommations anarchiques de stimulants, d'hallucinogènes, d'alcool, de barbituriques et autres médicaments psychotropes. La compulsion, la perte de contrôle de soi, les peurs paniques ont pu précéder de peu la consommation de l'héroïne qui rétablit un équilibre psychique. C'est aussi cette fonction apaisante que recherchent les usagers, après des « *bad trip* », du LSD consommé au quotidien, avec alcool et médicaments psychotropes. L'héroïne est alors un refuge, mais sa légende noire protège ces aventuriers de l'extrême d'un aveu de faiblesse. Le junky à l'héroïne est celui qui va au bout de son histoire, quel qu'en soit le prix. L'héroïne enfin est loin d'avoir été la drogue de prédilection d'usagers réguliers d'amphétamines ou de cocaïne, généralement sniffée dans

l'usage fonctionnel. L'héroïne, comme tous les opiacés, est la moins dangereuses des drogues psychotropes pour l'équilibre psychique. Elle est toutefois, avec le tabac celle qui engendre la plus forte dépendance. De 1976 à 1978, il y a eu certainement plus de speed, d'amphétamines, de cocaïne et d'alcool que d'héroïne, comme le souligne Eudeline¹⁰⁰, mais les toxicomanes dont les carrières sont les plus longues sont des héroïnomanes. Les junkies ont incarné la légende prohibitionniste, qu'illustre aussi les romans de la désintoxication, les retours de voyage de Charles Duchaussois, ou encore les dérives de Christiane F, 13 ans, droguée et prostituée. Ces romans étaient censés alerter la jeunesse des dangers des drogues, mais les usagers des années 1970 les avaient lus, et ces romans ont contribué pour eux à la légende noire de l'héroïne¹⁰¹. Les musiciens, « nos éminents représentants » selon la formule de Charles ne sont pas mort pour rien : on peut risquer l'enfer pour atteindre le paradis. « *Heroïn, it's my life, and it's my wife* » de Lou Reed est l'hymne de ces aventuriers de l'extrême. Ceux qui ont commencé à consommer des drogues illicites au milieu des années 1970 sont encore fascinés par la culture de la drogue, ils ont souvent lu leurs classiques, mais à la fin de la décennie, les artistes romantiques sont peu à peu détrônés par de nouvelles figures des séries TV, avec ses héros, flics et trafiquants. Le toxicomane, l'alchimiste désirant, est en passe de devenir une victime. Les témoignages comme « *Pourquoi ont met en prison les mecs qui se shootent* » ou encore « *les rêves meurent sous la drogue* » rivalisent de compassion¹⁰². Au cinéma aussi, avec *Midnight Express*, l'aventure se termine mal. Tous n'oublient par les moments de grâce, l'alchimie du désir, et les mondes parallèles vont nourrir l'imaginaire des cinéastes des années 80 et 90, mais en cette fin des années 70, l'incitation aux drogues n'a pas bonne presse. Quelques uns comme Véro ou Walter ne gardent que « bons souvenirs » de ces années de jeunesse. Ce sont plutôt des exceptions dans ce corpus. L'objet de la recherche porte sur la diffusion, donc sur le processus d'entrée, nous n'avons pas cherché à faire revivre trop précisément les années de galère, lorsque l'utilisateur ne le souhaitait pas. Il reste que galères, il y a eu.

Quand l'offre répond à la demande

Il y a des contextes où l'offre préexiste à la demande. Au cours des années 1980, le trafic d'héroïne s'est installé dans certains quartiers populaires, et les jeunes qui y habitent ont pu se contenter d'accepter ou de refuser les drogues qui étaient à leur portée, mais au cours des années 1970, l'offre répond à une demande croissante. Les premiers consommateurs, enchantés de leur découverte, en offrent à leurs amis, les drogues circulent d'abord hors du monde marchand, dans le don et l'échange. Le marché parallèle imposé par la prohibition crée ses logiques propres : presque tous ceux qui se procurent des drogues pour eux-mêmes en revendent à leurs copains. La consommation échappe ainsi

¹⁰⁰ Christian Eudeline, *Nos années punks, 1972-1978*, collection X-Trême, Denoël, 2002.

¹⁰¹ Charles Duchaussois, *Flash ou le grand voyage*, Le livre de Poche, Fayard 1974. Karl Hermann, Horstieck (dir.), *Moi, Christiane F., 13 ans, droguée et prostituée*, Gallimard Folio, 1983.

¹⁰² Collectif, *Pourquoi on met en prison les mecs qui se shootent. Une famille ouvrière et la drogue*, Le Seuil, 1973 ; Jean-Paul Aupourrain *Les rêves meurent sous la drogue*, Préface de Claude Olievenstein, Flammarion 1977.

aux contraintes budgétaires ordinaires. « *Tout le monde dealait plus ou moins* » ont dit successivement René, Bernard, JR, Véro, Gabrielle ou Sylvie. Les drogues circulent entre usagers qui communiquent toutes les informations utiles à la consommation, la qualité et la dose, la façon de consommer et les effets attendus. Au début des années 1970, les opiacés, opium, morphine ou héroïne peuvent faire partie des drogues en circulation, malgré leur mauvaise réputation. Dans le film *More*, le héros est présenté comme une victime d'une jeune femme fatale, elle-même sous la coupe d'un sombre manipulateur, un allemand plus âgé, entre héritage du nazisme et réseaux mafieux. L'héroïne circule néanmoins dans les fêtes, comme en témoigne Bernard qui a fait son premier snif d'héroïne à Ibissa en 1973. Dans les quartiers populaires, ceux qui ont fait la route des Indes dès le début de la décennie ont ramené pour eux-mêmes l'opium ou morphine qu'ils partagent avec leurs amis. Ce sera quelquefois la première expérience d'opiacés des plus jeunes dans les années 1973-74-75. Quelquefois aussi, des Iraniens, des Turcs, des Afghans ramènent un ou deux kilos de morphine ou d'héroïne, sans relations pour les écouler. Véro par exemple a rencontré deux de ces voyageurs par hasard, sur les marches du Sacré cœur. Mais ces arrivages sont trop irréguliers pour entretenir une dépendance. Amsterdam est alors la seule source régulière de *Brown sugar*, une héroïne mal purifiée, ce qui rend le snif désagréable et incite à l'injection. Les casses de pharmacie suppléent souvent aux ruptures d'approvisionnement. Quelques uns de premiers routards ou freaks vont alors utiliser leurs connaissances des pays d'Asie et se transformer en trafiquants, ou plutôt, comme ils se nomment eux-mêmes, en contrebandiers. Car ce marché parallèle a sa propre aura légendaire « *ca fait partie de l'histoire* », rappelle JR. Les premiers aventuriers ont d'illustres prédécesseurs, Walter par exemple a lu Henri de Monfreid, le contrebandier de la corne d'Afrique et les premiers trafics de cannabis se révèlent si fructueux que l'argent coule à flot. « *A l'époque, y avait des mecs qui ramenaient du shit d'Inde qui allaient le vendre au Canada, ou de l'huile, qui se faisaient plein de fric et puis qui voyageaient autour du monde. Qui avaient du fric et des belles nana* » se souvient Walter. Le monde des pop star engendre lui aussi sa mythologie, avec ses millions de dollars et ses tonnes de Hachich, illustrée par l'autobiographie de Mr Nice, ce diplômé d'Oxford, qui commence par organiser des concerts dans le swiging London des années 60 pour devenir « *le plus grand contrebandier de tous les temps, le plus recherché d'Angleterre* »¹⁰³. Dès le début des années 1970, il y avait déjà des petits entrepreneurs qui parvenaient à faire passer les drogues par kilo. Mel était un de ceux-là. Ce fils de militaire, en rupture scolaire avait acquis une expérience de l'organisation du trafic en fréquentant très jeune des truands marseillais, et comme il a trainé avec la jeunesse dorée de Nice, il avait une clientèle potentielle qui appartenant à la bonne bourgeoisie échappait plus aisément à la vigilance des services de police. Il vend d'abord de l'opium, acheté à Toulon ou Marseille, puis de l'héroïne qu'il achète par 100 gr et qu'il revend à une clientèle huppée. Encore une fois, l'argent coule à flot, il fait alors plusieurs voyages en Asie ou il noue de bons contacts avec une mafia chinoise. L'héroïne par kilos est planquée dans des antiquités chinoises expédiées de Hong Kong, mais en 1976, plusieurs de ses contacts sont incarcérés, Mel, lourdement dépendant décide de faire une pause, il se met au vert aux Antilles. Sa propre

¹⁰³ Howard Marks, *Mr Nice, Biographie*, Mama Editions, Paris 2011.

carrière de trafiquant n'est pas terminée, mais lorsqu'il tente un nouveau coup en 1977, la configuration du marché de l'héroïne a changé à Bangkok comme à Paris. Les initiatives individuelles comme celles de Mel peuvent échapper à la répression si ces nouveaux trafiquants savent renoncer à temps. Mel a réussi une brillante réinsertion comme responsable administratif. Ce ne sera pas toujours le cas.

1976 est l'année où la brigade des stupéfiants est créée à Paris. Les années précédentes, la brigade mondaine, également chargée des mœurs, prostitution et 'homosexualité, avait pris conscience de la multiplicité des réseaux de trafiquants. Elle avait d'abord cherché vainement le « *big boss* », pour démanteler des réseaux qu'elle imaginait hiérarchisés, comme dans le milieu traditionnel. La nouvelle brigade des stupéfiants à Paris opère autrement, elle va au plus pressé. Elle interpelle d'abord les toxicomanes les plus voyants et les petits revendeurs paieront le prix fort. Cette année-là justement, l'héroïne blanche de Bangkok l'emporte sur toutes les autres sources d'approvisionnement : le produit est meilleur que le *Brown sugar* des réseaux chinois si bien qu'il n'est plus nécessaire de se rendre à Amsterdam. Le nombre de trafiquants est si élevé qu'il y a constamment des plans de secours, si le dealer habituel fait défaut.

Les plus ingénieux se sont organisés. Ils ont appris à trafiquer leurs passeports, et quand ils ne font pas le voyage eux-mêmes, ils recrutent des passeurs, *a priori* inconnus de la douane ou de la police. Le plus grand nombre échappe d'abord à la répression. Ceux qui sont dépendants de l'héroïne finissent un jour où l'autre par tomber, par hasard, si les voyages sont trop fréquents, par imprudence ou parce qu'ils sont balancés, par des trafiquants locaux qui, lorsqu'ils sont aux mains des services répressifs, préfèrent sacrifier les petits. Entre-temps, ces usagers-revendeurs ont passé des centaines de grammes d'héroïne pure dans des préservatifs introduits par tous les orifices du corps. Une part d'entre eux ne revendent qu'aux usagers qu'ils connaissent, et comme ils ne tirent aucun bénéfice financier, ils ne se considèrent pas comme des trafiquants. Pour d'autres, la logique commerciale l'emporte, et même si eux-mêmes continuent de consommer, les usagers les considèrent comme des dealers. En 1976, Walter a fait partie des usagers-revendeurs. Il a commencé par revendre par 5 ou 10 gr une héroïne qu'il achetait par once à Paris. Très prudent, il avait peu de clients et il s'efforçait de limiter sa propre consommation, mais en septembre 1976, il prend conscience de sa dépendance et il tente à son tour le voyage en Thaïlande. Son projet est d'en ramener 100 ou 200gr. Il choisit une compagnie recommandée par les plus expérimentés parce que les voyageurs n'étaient pas fouillés s'ils n'avaient pas de bagage en soute. Il n'est pas le seul usager-revendeur ou usager-trafiquant de ce vol, comme il le constate lors d'une escale : « *à Bernheim, on nous annonce qu'il y a un problème technique, juste un peu de retard ... je ne m'inquiète pas, j'avais de quoi faire face au manque pour la durée du voyage (...) mais au bout de 36 heures, je suis vraiment en manque et je m'aperçoit que je ne suis pas seul : on était une vingtaine, tous en manque* ». Certainement tous plus ou moins dealers, avec les mêmes boots, les mêmes blousons de cuir soigneusement choisis, la même prestance qui les distingue des zonards ou des bourges. Le deal n'est pas seulement une ressource financière, il donne du pouvoir sur les usagers – dont le pouvoir de séduction sur les usagères, comme Walter le souligne.

Véro elle, ne cherche pas à tirer avantage de la vente, elle vit toujours le monde enchanté des drogues du début des années 1970, même si elle a renoncé aux expérimentations folles mêlant méthédrine, LSD et héroïne, pour se limiter à cette dernière drogue qu'elle consomme maintenant régulièrement. Mais à ses propres yeux, elle n'est pas devenue une junky. En 1976, elle va à Goa, où elle mène « une vie de rêve », en se tenant à distance des junkies : « *les junkies, ils étaient malheureusement mal entourés (...). Tu as des gens qui ont des feeling à la destroy et d'autres, moins.* ». L'année d'après, elle entreprend le voyage à Bangkok, qu'elle fera ensuite à plusieurs reprises jusqu'en 1980. A chaque fois, elle passe 500 gr qu'elle cache dans son corset, mais comme elle et son ami sont des consommateurs, ils ne cherchent pas à gagner de l'argent, les voyages permettent de maintenir leur mode de vie et leur consommation. Ces voyages à Bangkok deviennent une histoire de famille avec sa sœur et ses beaux frères. L'histoire prend fin pour elle en 1980, lorsqu'elle est arrêtée et incarcérée à Frankfurt. A son retour, elle quitte Paris et s'installe dans le Sud de la France où elle adopte un mode de vie marginal. Elle fait désormais partie des hippies des champs. Elle n'est pas la seule à quitter Paris en cette fin des années 1970. Une part de ceux qui avaient vécu le monde magique de la contre-culture du début des années 70 choisissent d'échapper à l'alternative vie de galérien ou l'ennui « métro-dodo-boulot ». Ils veulent d'abord se désintoxiquer, échapper aux galères, aux arnaques et à la répression policière, ils veulent aussi rester aussi fidèles qu'ils le peuvent à leurs rêves de jeunesse. La plupart ont renoncé à la vie communautaire, ils vivent le plus souvent en famille, mais ils s'installent à proximité les uns des autres, pour beaucoup dans les régions du Sud de la France, mais aussi dans le massif central, dans les Pyrénées, où ils tentent d'inventer de nouveaux modes de vie. Hippies pour les paysans, ils sont aussi des « baba-cool » pour la nouvelle génération qui à Paris n'a pas l'intention de renoncer à faire la fête.

2.4 Les embrouilles, les braquages, la délinquance

Car si Paris est toujours une fête pour les plus jeunes, l'ambiance s'est durcie. Dans les concerts, les bastons sont fréquentes. Forcer les portes des concerts est une pratique habituelle, légitimée dans la mouvance libertaire : la musique doit être gratuite. Jean-Phil fait parti d'un groupe de musiciens « *mal vus des organisateurs de concerts parce qu'on organisait des entrées en force, on y allait à une dizaine, on chauffait un peu les gens : « t'as pas de ticket, alors tiens, on se rassemble, on va gueuler « un deux trois » et on fonce dans le tas* ». Raoul, comme JR ou Olivier se souviennent du concert de Téléphone en 1977 : « *c'était chaud, c'était gratuit, aux abattoirs de La Villette, il y avait pas mal de Hell's Angels dans la salle, ils étaient assez virulents à l'époque* ». Depuis les JV et blousons noirs de la fin des années cinquante, la violence des jeunes est récurrente mais qui étaient ces *Hells Angels* ? La légende américaine s'était incarnée en France à la fin des années 1960, dans quelques bandes de motards du 19^{em} arrondissement, le MC Angles de Crimée, au Sud de Paris à Malakoff, enfin au cœur de la Bastille, rue de Lappe, « *des noms qui terrorisaient les rockys de la banlieue jusqu'au fond de leurs caves, qui faisaient s'écarter les videurs à l'entrée des concerts et fantasmer les bourgeoises* » selon

leur propre site¹⁰⁴. Jean-Phil leur vendait du shit en 1976-1979 qu'il achetait lui-même au Pub Renault des champs Élysées : « *Alors, eux, c'était un appartement ambiance baba, mais très speed, c'est-à-dire qu'il y avait des guns sur les tables et les mecs, ils shootaient, tous (...) héroïne, cocaïne, en speed-ball* ». Jean-Phil vit dans un milieu de musiciens marginaux, son ami et lui partagent leur appartement avec une femme qui se prostitue, mais avec les *Hell's Angels*, il se méfie : « *Je gardais une relation très froide, une relation de commerce bien fait, ils me donnaient leurs sous, je leur donnais leur shit et je me cassais, parce que moi, ils me faisaient peur ces mecs* ».

Les *Hell's Angels* sont organisés, mais la plupart des loubards n'appartiennent pas à des bandes organisées. Leur bande, c'est le souvent deux ou trois potes avec lesquels ils partagent leurs aventures, leurs galères. Au début des années 1970, ceux qui se sont initiés ensemble à la consommation de drogue ont pu appartenir à des milieux sociaux hétérogènes, par leurs appartenances sociales, leurs origines géographiques, et leurs trajectoires. La bande de Bernard comprend à la fois des enfants des classes moyennes et des classes populaires, quelques uns sont déjà insérés, professeurs ou chargés de cours, d'autres sont étudiants, en ascension sociale pour ceux qui sont issus de parents ouvriers, d'autres enfin ont refusé de devenir ouvriers comme leurs parents. Ce sont des loubards qui habitent dans les HLM proches, et ces enfants de prolos ont pris de l'avance dans la culture musicale. Quelques uns ont déjà fait la route. S'il est un point commun à cette bande hétérogène, c'est l'expérience de l'exil, qu'ils ont vécu eux mêmes pour ceux qui viennent du Maroc, d'Algérie ou d'Égypte, ou bien par leurs parents de Pologne, de Roumanie ou d'Espagne pour d'autres. Le mixte social reste plutôt exceptionnel. Le plus fréquent, ce sont des réseaux relationnels relativement homogènes, avec un ou deux transfuges, d'origine populaire pour les uns, enfants de la bourgeoisie en rupture de ban pour d'autres. Tout au long des années 1970, les réseaux peuvent s'interconnecter, mais le plus souvent, chacun sait pertinemment quelles sont ses appartenances propres : « *Nous, on était des gauchistes, des enfants de petits-bourgeois, des gauchistes fascinés par les voyous, la baston, tous ces trucs-là et on s'est branché avec une bande de loubards* » raconte Charles. Au reste la fascination pour les loubards est loin de se limiter aux gauchistes. En 1974, le film *Les valseuses* met scène deux jeunes voyous, qui n'obéissent qu'à eux-mêmes. Depardieu et Dewaere n'ont pas grand chose à voir avec la génération précédente des mauvais garçons, qui se disaient fidèles à un code de l'honneur. Insolents, sans tabou, ces deux sales mômes sont aussi incontrôlables l'un que l'autre, Ils braquent, ils volent et ils violentent Miou Miou, mais elle ne proteste pas : elle préfère suivre leurs folles aventures, même si comme les histoires d'amour, elles finissent mal en général. Le film a fait plus de 5 millions d'entrées. L'esprit du temps est libertaire, la propriété, c'est le vol, et les loubards ne sont pas les seuls à voler : « *On a le droit de tout faire chourer : je me souviens que mon passe-temps de lycéen, c'était d'aller chourrer des bouquins... on a lu des tas de trucs avec des potes ! Les disques, c'était pareil, on allait au Monop', on faisait des rayons entiers de disques, on y passait des après-midis, on séchait un peu les cours* ».

¹⁰⁴ Zed la freeway article n°177 <http://www.hellsangelsparis35eme.com/fr/un-peu-dhistoire/>

La librairie « La joie de Lire » a payé cher « le vol révolutionnaire » : cette librairie avait été ouverte par Maspero, éditeur, et elle était devenue le rendez-vous incontournable de tous les militants comme de tous les intellectuels, « *une porte ouverte sur le monde* ». Maspero avait refusé de porter plainte contre les voleurs et en 1976, la librairie est en faillite, et elle est contrainte de fermer ses portes¹⁰⁵.

Les loubards ne connaissent pas la culpabilité, ils fascinent par leur liberté, leur humour racaille, leur inventivité : « *je les adorais, raconte Charles, ils me faisaient mourir de rire (...) je me souviens d'une nuit mémorable au commissariat du 14^{ème}, une des nuits les plus drôles de ma vie parce que les deux nous ont fait, aux flics et à nous, des sketches toute la nuit, on se pissait dessus de rire. Tout le monde était mort de rire* ». Il se souvient aussi « *des véritables voyages sociaux* », lorsqu'ils allaient ensemble vendre des drogues dans les appartements : « *on pouvait se retrouver chez des hippies, ou chez des gens plutôt friqués (), pour des gens pas avertis, on pouvait avoir l'air de super loubards, tous les deux. Un soir, on va dans un appartement dans le 15^e, sur le front de Seine, et on arrive chez un couple de notre âge, genre pubards branchés. Et je sais pas pourquoi, sans qu'on se concerte, j'ai senti qu'ils avaient un peu peur de nous, ils étaient à la fois un peu peureux et un peu excités de la situation de faire rentrer deux loups dans leur bergerie. Et on en a profité ! Le copain mettait un disque, il faisait exprès de tout rayer. « Ah ! Vous avez du JJ Cale ! » Paf ! On faisait tomber des trucs (...) on se l'est joué gros durs et dans l'ascenseur, on se pissait dessus parce que l'un sans l'avoir dit à l'autre a compris la situation et on s'est dit : « Allez, on en profite un peu ! On a le droit de s'amuser... ».*

Terroriser le bourgeois ou le gogo est une chose. Les embrouilles entre potes en est une autre. Pour nos témoins, c'est la signature de l'arrivée de l'héroïne. « *La bande va exploser* », avait prévenu un des copains de JR. « *et c'est ce qui s'est passé* », atteste JR. D'ailleurs lui aussi en pris l'année d'après ». En 1976, Walter se méfie des braqueurs de dealers, dont « *une bande de nanas craignos, qui montent de plan. C'était de personnes clé parce qu'elles avaient les contacts, elles pouvaient trouver des clients* ». Elles pouvaient ainsi facilement piéger les dealers. Walter a une arme, et il a appris à fermer sa porte à ceux dont il se méfie. Avec ses clients bien sélectionnés, il est toujours généreux, « *j'ai jamais laissé un mec en manque, et ça m'a protégé* ». Charles lui s'est fait braquer, et quand il découvre son appartement ravagé, le copain qui l'accompagne lui fait le leçon : « *si tu sais pas qui a fait coup, c'est que tu dois renoncer à dealer* ». Le copain en question était précisément l'auteur du délit. Le deal devient une spécialité qui exige prudence, dissimulation, prévoyance, à moins de faire peur et de recourir à la violence, autre stratégie qui approfondit le fossé entre usagers et dealers.

En cette fin des années 70, la violence liée aux drogues n'est qu'un cas particulier de toutes les formes de violences, celles qui sont subies, la violence de l'oppression, de la misère et de la répression, la violence de la lutte révolutionnaire, et la violence qu'on retourne contre soi-même. L'année 1977 a été l'année « *la plus sinistre, le plus terrible*

¹⁰⁵ Julien Hage, *Vie et mort d'une librairie militante : la joie de lire (1958-1976)* pp 533-537, et Laurent Quéro, *L'utopie communautaire*, p.528-532, in *Mai 68, une histoire collective*, 2008, op.cit.

depuis dix ans », écrit Yannick Blanc, qui mentionne en vrac l'assassinat de Tramoni, entre autres attentat d'un groupe révolutionnaire, l'année des manifestations violentes en particulier, contre le réacteur nucléaire Sperphénix, la vague d'attentats revendiqués par le groupe Carlos, l'année le squat du 19^{ème} est incendié, l'année enfin des « tueurs fous de l'Ardèche ». Yannick Blanc a été journaliste à Actuel, parce qu'il savait de quoi il parlait. « Les années de poudre »¹⁰⁶ pour lui ce ne sont pas les années de l'héroïne, ce sont les années des armes à feu, l'année du P38, l'année des terroristes, où la violence politique et la violence délinquante se cumulent et se rejoignent. 1977 est l'année « *des tueurs fous de l'Ardèche* » : Pierrot qui vivait dans une communauté créée au lendemain de 68, venait d'abattre trois hommes dont un policier après avoir tenté de braquer une banque. Fait divers ou acte politique ? Yannick Leblanc qui a mené l'enquête pendant une année a voulu comprendre de l'intérieur ce qui s'est passé « *la dérisoire épopée d'une poignée de soixante-huitards, cas particulier d'un désastre général* ». « Les Esperados » est un livre poignant, une histoire vraie des années 1970, racontée par ceux qui l'ont vécue, qui ont cru qu'ils pouvaient échapper à l'oppression et construire autre chose, et qui se sont retrouvés dans une impasse¹⁰⁷.

Les drogues « *ennemies de l'intérieur ignorées de la plupart* » ont participé à la noyade des initiatives communautaires, à la campagne comme à la ville. L'héroïne n'est pas la seule drogue qui peut mettre en danger à la fois le consommateur et son entourage, l'alcool joue ce rôle dans les communautés qui en découvrent l'usage brutalement, dans un contexte où les repères traditionnels sont mis à mal. Le crack consommé au quotidien dans un contexte d'exclusion, l'injection de cocaïne et d'amphétamines ont des effets plus déstructurant encore pour l'équilibre personnel comme pour les collectivités, mais il se trouve qu'en cette fin des années 1970, l'héroïne a joué ce rôle dans les actions communautaires. Charles vivait dans un squat du 14^{ème} arrondissement à Paris, mais en 1978, il décide de quitter le quartier : « *cette espèce de moment de grâce que le quartier avait connu, il était clairement terminé et c'était vraiment lié à l'arrivée de l'héro. Ça a été d'une brutalité, je te dis : en un mois, les gens : « Ah, je me suis fait casser... Putain, machin... », des embrouilles... et c'était quoi ? Peut-être une dizaine de personnes, ils étaient peut-être pas très nombreux mais tu te fais casser une fois, deux fois, ben les portes ouvertes, c'était fini, et puis on se demandait un peu comment on allait s'en sortir parce qu'on était très fragiles, on était protégés par personne (...)* Et les gens qui disaient « je me suis fait piquer des trucs... », c'est des gens comme toi...des squatters mais aussi des locataires, avec des loyers de 48, des trucs comme ça. Je me souviens d'un petit couple adorable, on leur a tout pris. Ils chialaient parce qu'ils avaient tout perdu, enfin le peu de choses qu'ils avaient leur avait été volé ». « *Mais comment ils étaient ces loubards ?* » avons-nous demandé à Charles. « *Mais je sais pas, des craignos...* » Charles ne voyait pas où nous voulions en venir et nous avons dû poser notre question précisément : « *C'était des blacks ?* ». « *moi, je me souviens pas qu'il y avait des Blacks... Peut-être un mais c'est pas les Blacks qui ont déboulé* ». La question de la couleur de la peau n'était pas une

¹⁰⁶ *Les années de poudre*, titre donné par Hamon et Rothmn au tome de 2 de *Génération*, op.cit.

¹⁰⁷ Yannick Blanc *Les Esperados, une histoire des années 70*, L'Echappée, 2011.

question d'actualité pour lui, mais elle l'était déjà pour ceux qui, comme Olivier en prison, avait vécu les regroupements par appartenance. Au dehors, avec la montée du chômage, la question de l'immigration devient un problème politique. Les blancs, « les céfrans » ne le savent pas encore, les Africains, au Nord comme au Sud, ne peuvent l'ignorer.

Au-delà des réseaux relationnels des jeunes, les conséquences de la diffusion de l'héroïne sont déjà sensibles dans quelques quartiers populaires, peu nombreux encore. Thérèse l'a constaté à la Courneuve entre 1978 et 1980 : « *L'ambiance dans les cités s'est complètement métamorphosée à ce moment-là. Même à La Courneuve où il y avait des papas, des gens qui faisaient volontairement des petits parterres, j'ai connu les 4000 avec des rosiers, c'était beau, les jeunes se retrouvaient pour un foot, il n'y avait pas vraiment de barrière d'âge, les 40 ans jouaient avec les 20 ans, pareil pour les tournois de ping-pong... Et l'arrivée de la came a complètement modifié la vie quotidienne des gens qui habitaient dans n'importe quelle cité* ». Les habitants ne le savent pas toujours : ils constatent que les vélos sont volés, qu'ils doivent verrouiller leurs portes, prendre avec eux le soir, l'auto-radio installée dans la voiture, ils ne savent pas toujours que ces vols quotidiens doivent être attribués à la toxicomanie, mais la rumeur commence à circuler. Quand l'ambiance se dégrade quelle qu'en soit la cause, ceux qui ont les moyens de déménager le font.

Les junkies ont fait leur apparition, les Français ne sont pas persuadés que ce sont des malades, mais ils sont devenus des délinquants. La fin des années 1970 est aussi le début des politiques de lutte contre la délinquance. Entre 1972 et 1981, les vols à la roulotte auraient quadruplé, les agressions contre les personnes auraient triplé, les cambriolages auraient quadruplé selon les statistiques officielles¹⁰⁸. La montée de la délinquance est loin de se limiter aux quelques quartiers où l'héroïne, consommation et trafic, et la délinquance ne sont pas le seul souci du gouvernement : en 1976, le pays connaît une vague d'attentats terroristes, venant de toutes parts (le Front de libération nationale Corse, l'extrême gauche, l'extrême droite, de commandos palestiniens conduits par le terroriste Carlos, des Arméniens, l'Armée révolutionnaire bretonne...). Pour le seul premier semestre de l'année, ce sont plus de 1 500 attentats à l'explosif qui ont été commis contre les biens publics ou privés ! Les contrôles d'identité suscitent alors un premier débat : doit-on sacrifier les libertés individuelles au nom de la sécurité ?

Le Garde des sceaux Alain Peyrefitte réunit « un comité d'Etudes sur la violence, la criminalité et la délinquance ». Le ministre incrimine « les utopies éducatives » et prépare une loi votée en 1980, « Sécurité et liberté ». Le renforcement des pouvoirs de police, la répression des actes violents, séquestration, prises d'otage et enfin la limitation des effets de la prise en compte des circonstances atténuantes : voilà quelques pistes qui vont être creuser dans les décennies suivantes... Les spécialistes du soin aux toxicomanes se réjouissent que dans ce contexte répressif, il n'y a pas eu de renforcement du cadre législatif, en revanche, la loi de 1970 s'applique en dépit de la circulaire qui recommandait de ne pas le faire... Elle s'applique de façon inégale selon les territoires, mais les

¹⁰⁸ Christian Bachmann et Nicole Le Guennec, *Violences urbaines*, Paris, Albin Michel, 1996.

interpellations progressent avec une progression parallèle des sanctions. Ces évolutions sont à la mesure des moyens des services qu'il s'agisse de la police, des douanes, des gendarmes ou des services de la justice. Que se passe-t-il exactement sur le terrain ? Comment la loi est-elle appliquée ? Il faudra attendre 1981 pour que le ministère de la Justice fasse le bilan de l'action judiciaire. Ce sera le rapport Gortais¹⁰⁹.

¹⁰⁹ Publié par le Service d'études pénales et criminologiques en 1983, « Etudes et données pénales », retrouvé dans les archives du Ministère de la Justice, CAC Fontainebleau, versement 19950397 / 24.

3. Les années catastrophe ou la seconde grosse vague de diffusion (1981-1988)

Michel KOKOREFF

La période des années 1980 constitue la troisième grande phase que l'on peut dégager des matériaux recueillis, et en particulier du corpus d'entretiens réalisés. Cette période est marquée par des mutations sociétales considérables : d'abord, politiques et idéologiques, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et la désillusion rapide qu'elle engendre, le tournant libéral de la rigueur de 1983, le reniement des utopies, les premiers succès électoraux du Front national ; ensuite, socio-économiques, à travers la massification du chômage (on dépasse les deux millions de chômeurs en 1980, le RMI est institué en 1988 jusqu'en 2009), qui s'explique par les effets sociaux de la désindustrialisation et de la réorganisation du marché de l'emploi autour des activités de service¹¹⁰ ; enfin, culturelles, avec les transformations des représentations et des pratiques, des musiques, des modes et des « looks » qui, après la vague punk¹¹¹ reflétant la fin de 68, s'inscrivent dans « l'ère du vide »¹¹².

Moment de *stase* par conséquent, où le monde d'hier est déjà mort et celui de demain pas encore advenu ? On entre dans une ère qui prône la réconciliation de la société civile avec les entreprises, le mariage du spectacle sportif avec les chefs d'entreprises, le culte de l'argent, la fascination pour les compétiteurs, les gagners, les *traders* et les *wonder women*, un « monde sans pitié » (pour reprendre le titre du film d'Éric Rochant de 1989) pour les « rêveurs », les « exclus », les « perdants »¹¹³. En matière de drogues, les modes suivent : les cocaïnomanes deviennent des *winners*, les héroïnomanes des *losers*¹¹⁴. Le changement de vocabulaire en dit long sur les mutations des représentations et des imaginaires sociaux.

Dans un article de 1980, J.-P. Gén , spécialiste des drogues à *Libé*, explique : c'est le temps de l'héroïne, elle seule compte dans les journaux, alors que « *comme aux  tats-Unis, la consommation d'héroïne s'est stabilisée en France ; or l'année 1980 sera celle de la cocaïne* »¹¹⁵. L'idée selon laquelle on serait passé, lors de cette décennie, des opiacés

¹¹⁰ La crise éclate en 1973-74 suite au second choc pétrolier. Si on voit alors apparaître la catégorie d'« exclus », elle affecte l'ensemble de la société salariale au début des années 1980 (Cf. Pierre Rosanvallon, « Les paradoxes du modèle français », *Libération*, 1 r décembre, 1982)

¹¹¹ En plus des références déjà citées, voir le catalogue de l'exposition, *Euro-punk. Une révolution artistique en Europe (1976-1980)*, sous la direction d'Eric Chassey, Paris, Drago, 2013.

¹¹² Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide*, Paris, Le Seuil, 1983.

¹¹³ Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance*, op. cit.

¹¹⁴ Dans « Un monde sans pitié », le petit frère du personnage principal au chômage (Hyppolite Girardot), encore au lycée, deale du shit ; c'est lui qui apporte l'argent dans une maison toujours pleine de monde. Il prendra un savon par son frère quand celui-ci se rendra compte qu'il vend de la coke qui vient du Brésil, en lui disant : « tu la vends très cher et tu arrêtes, sinon tu auras les flics sur le dos ».

¹¹⁵ J.-P. G n , « L'année blanche », *Libération*, 28 janvier 1980.

aux psychostimulants et de l'héro à la coke, ne va pourtant pas du tout de soi. Au contraire, l'héroïne se diffuse massivement, dans les banlieues en particulier. À Marseille, les enquêtes et diagnostics de terrain signalent des usages dans les cités entre 1980 et 1985, selon les cités. La vente est peu ou pas visible entre 1982 et 1986, toujours selon les cités, davantage à partir de 1985 dans quelques-unes. Il existe une forte demande pour cette drogue de l'oubli qui s'avère être un business très lucratif. Mais elle continue à se vendre dans les rues de Paris dans de multiples scènes de plus en plus mobiles au cours de la décennie (de la fin de Raymond Losserand et de Belleville à l'îlot Chalon, et du Forum des Halles aux stations de métro proches, jusqu'à rue de Flandres et Stalingrad). Ce double mouvement peut se comprendre comme les effets de la répression policière et des opérations de réaménagement urbain dont elle est l'un des outils. De 1979 à 1982, on passe de 10 000 à 20 000 interpellations pour infraction à la législation sur les stupéfiants (ILS), et la barre des 30 000 est franchie en 1984. Ce qui n'empêche pas des variations significatives à l'échelon local. Ainsi, dans les dossiers explorés aux Baumettes, on observe peu de condamnés avant les années 1980. Plusieurs témoignages n'hésitent pas à dire qu'avant les années 1990, il n'y avait pas de pression policière à Marseille sur les drogues. Pour autant, dire que l'héroïne est alors sur le déclin n'est pas réaliste, au regard des entretiens réalisés ; on peut y voir l'indice d'une hostilité culturelle et politique à l'égard de l'héroïne. En ce qui concerne la cocaïne, elle devient plus répandue à cette époque. La démocratisation de sa consommation (davantage par inhalation que par injection, hormis les fameux *speedballs*¹¹⁶) passe par la perte de sa connotation de drogue de « riches » ou de « bourgeois », pour faire partie de la panoplie des « branchés », avant que les « banlieues » ne s'y mettent et contribuent à cette démocratisation, dans les années 2000, lorsque dominera le marché du shit. Mais, de même que l'héroïne consommée au début des années 1970 ou au milieu n'est plus la même que celle qui se vend dix ans plus tard, la coke que l'on trouve sur le marché aura bien changé entre les années 1980 et les années 2000.

Comment faire la part des continuités et des discontinuités ? Les années 1980 s'inscrivent dans la *continuité* des années précédentes, avec une accentuation marquée des tendances déjà observées : explosion et diversification des modes de consommation, multiplication des sources d'approvisionnement, extension de la répression aveugle et peu efficace sur la diffusion réelle, marginalisation et stigmatisation des usagers, usages à risques tel le partage des seringues, etc. Les biographies individuelles et collectives, les carrières déviantes dans les mondes de l'héro suivent leur développement – souvent de façon chaotique et dans la détresse, oscillant entre la recherche de ralentisseurs et d'intensificateurs, de seuils, de sas, de sorties. La musique reste un référentiel central, même si les référents changent : Lou Reed a remplacé les héros déjà morts, et avec lui le « *rock décadent* » des Bowie, Roxy Music, Queen, Iggy Pop, alors que le disco se mondialise et que le reggae domine la scène post-baba cool. Les messages changent aussi. Cette période marque aussi un certain nombre de *discontinuités*. Selon les plus ancien(ne)s de nos enquêt(e)s, les années 1980 représentent un « *terrible passage* ». Il s'opère à partir

¹¹⁶ Mélange de cocaïne et d'héroïne injectées.

de la fin des années 1970 toute une série de déplacements. À côté des usagers et petits revendeurs qui continuent de consommer de l'héroïne, tout en connaissant une « *mobilité de leurs positions* » au sens d'Howard Becker, il y a ceux qui commencent à en consommer régulièrement en suivant un chemin différent dans les mondes des drogues, plus rapide, plus risqué aussi, plus individualisé. Avec le contexte, les parcours changent également. À côté des logiques d'autofinancement des usagers de leur consommation d'héroïne par la revente de shit et d'héro ou d'autres produits, on voit apparaître des commerçants attirés par le profit, des « *familles-business* », mais aussi des *voyous*. Dans la région parisienne, après être passés des vols aux cambriolages et de ceux-ci aux braquages, les braqueurs « *se mettent à fond dans la came* », écoulent leur marchandise (du *brown*, de la rose, de la coke, etc.) par dizaines de kilos chaque semaine, font devenir les petits dealers de cité des grossistes ou semi-grossistes, achetant eux-mêmes par un ou deux kilos. Si on suppose qu'il y a ne serait-ce que quatre ou cinq grossistes (hypothèse basse) qui se partagent le marché francilien (et accessoirement se connaissent, au moins de réputation), on comprend l'arrivée massif d'héroïnes diverses que cela a impliqué (entre 40 kilos/semaine et 160/mois), dont la fameuse « *rose* » qui n'était pas coupée et était distribuée telle quelle. C'est dire l'ampleur du marché ! À Paris et ses banlieues, on peut dater le « *vrai* » tournant de cette phase aux années 1982-1983, avec une montée en visibilité des « *tox* » et l'explosion du trafic. À Marseille, cette « *explosion* » des trafics est surtout marquée dans le centre-ville et dans les petites villes environnantes (Martignes, Pertuis, etc.) ; les trafics se déploient également dans des cités, mais seulement quelques-unes, ainsi que dans certains bars des noyaux villageois/ouvriers des quartiers nord et est. De façon plus insidieuse et tragique, cette période se caractérise par l'arrivée du sida nommé alors « *cancer gay* »¹¹⁷, qui va démultiplier les effets de l'épidémie d'héroïne.

3.1 Paradoxes des années 1980

Les années 1980 soldent les dernières illusions de Mai 68, après un moment d'euphorie de courte durée faisant suite à la victoire de François Mitterrand. Mai 68 est loin, avec sa philosophie, ses utopies, ses délires. On ne parle plus ni de capitalisme ni d'impérialisme. Le temps est au désenchantement, au pragmatisme, à la démobilisation sociale, aux passions tristes. Le tournant néolibéral impulsé par les Reagan et les Thatcher correspond à l'apprentissage accéléré du réalisme, à ces « *années fric* » qui fêtent les chefs d'entreprise, le spectacle sportif, le corps en ses miroirs. Les sociologues américains diagnostiquent le passage d'Œdipe à Narcisse¹¹⁸ (C. Lash), la « *tyrannie de l'intimité* » (R. Sennett), l'effacement des collectifs devant l'individualisme de masse. Ces essais jouent comme des miroirs équivoques d'une société qui ne se reconnaît plus dans l'image qu'elle se fait d'elle-même. La réalité sociale se durcit. « *La France est molle* », écrit Pierre

¹¹⁷ Eric Conan, « La nouvelle vague des maladies sexuelles. 3. Le cancer gay : Le déficit immunitaire frappe fort », *Libération*, 19 et 20 mars 1983.

¹¹⁸ Christopher Lash, *Le Complexe de Narcisse*, Paris, Julliard, 1979.

Rosanvallon, fin 1982¹¹⁹. Les nuages s'accumulent : la montée du chômage et du Front national, la xénophobie et le racisme, la fermeture définitive des mines et des usines et la crise de la sidérurgie, la lutte des Talbot-Poissy, les fusillades et meurtres racistes dans les cités HLM et les plans, « *anti-été chaud* » pour les jeunes, contre les cités tristes. Face à la morosité ambiante, en bande-son, un titre qui revient, emblématique : « *Chacun fait, fait, fait c'qui lui plaît, plaît, plaît* », de Chagrin d'amour !

Mai 81

« *Même en voyant monter sur l'écran de télé l'étrange visage en pointillés de François Mitterrand, on n'y croyait pas encore. Puis on réalisait que toute notre existence d'adulte s'était passée sous des gouvernements qui ne nous concernaient pas, vingt-trois ans qui apparaissaient, à l'exception d'un mois de mai, comme une coulée sans espérance, d'où aucun bonheur n'était venu des choses politiques (...) Aussi loin que remontaient les souvenirs, il n'y avait jamais eu autant de choses accordées en si peu de mois (...) La peine de mort abolie, l'IGV remboursée, les immigrés clandestins régularisés, l'homosexualité autorisée, les congés rallongés d'une semaine, la semaine de travail diminuée d'une heure, etc. Mais la tranquillité se troublait.* »¹²⁰ 1983 sonne le glas : c'est le tournant de la « *rigueur* » et de l'« *austérité* », vécu par beaucoup comme un reniement idéologique, un tournant « *néolibéral* » symbolisé par le départ de Pierre Mauroy et des ministres communistes et l'arrivée du jeune Premier ministre Laurent Fabius. Annie Ernaux à nouveau : « *Mitterrand ne parlait plus du « peuple de gauche ». On ne lui en voulait pas trop encore, il n'était pas Thatcher qui avait laissé mourir Bobby Sands et envoyé se faire tuer des soldats aux Malouines. Mais le 10 mai devenait un souvenir gênant, presque dérisoire.* »¹²¹

Le passage des années 1970 aux années 1980 marque la reconversion des idéaux contestataires par le nouveau capitalisme libéral-libéral. C'est la thèse développée par des auteurs aussi différents que Luc Boltanski¹²² et François Cusset. Ce dernier voit dans le nouveau paysage de la France mitterrandienne la disparition de tout sens critique¹²³. Selon lui, « *les années 1980 ont inauguré la naturalisation du changement : un certain discours idéologique lui donne la forme d'un phénomène mécanique, inexorable, sorte de fatalisme incapacitant. Cette idéologie conduit à adouber les jeunes entrepreneurs, chanter l'aventure et la flexibilité, organiser le retrait de la subversion sur le seul terrain de la culture. Les années 1980 voient converger plusieurs lignes enchevêtrées : l'autolimitation du gouvernement, le déterminisme économique intériorisé, la diabolisation de toute*

¹¹⁹ « La France est molle : la vie politique est molle : la vie politique est terne, la mobilisation sociale réduite à quelques tensions passagères et les débats intellectuels à l'étiage. Les passions sont énervées, l'imagination en sommeil. » (Pierre Rosanvallon, « Le Temps des paradoxes », *Libération*, 1 décembre 1982).

¹²⁰ Annie Ernaux, *Les années* (2008), Folio, 2009, pp. 151-152. En contre-point, d'autres verront Mitterrand devant la télé « avoir fait un shoot monstrueux (rires) et se diront toute la soirée « ah tiens si j'avais le courage, faudrait que je sorte et que j'aie vu ce qui se passe à la Bastille ».

¹²¹ Ibid, p. 152.

¹²² Luc Boltanski, Eve Chiappello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

¹²³ François Cusset. *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2010.

critique sociale, la privatisation de l'idée de liberté (...), et enfin, une nouvelle technocratie du bonheur, qui prône l'aérobic, la télématique ou l'égoïsme salvateur pour divertir des fléaux de l'époque : le chômage, Le Pen et le sida »¹²⁴. Les ex-gauchistes ont joué un rôle d'animateurs de ce discours en s'efforçant de convertir les valeurs libertaires en valeurs libérales, chargés qu'ils ont été de susciter un « consentement joyeux » à ce bouleversement invisible, à côté d'autres forces comme la mouvance centre-gauche qui donnera naissance à la Fondation Saint-Simon. On cantonne l'effet 68 à ces gauchistes devenus patrons autocrates. « Or, rappelle Cusset, 68 a été l'histoire de plusieurs dizaines de milliers de militants anonymes qui survécurent plus ou moins bien au désenchantement mais ne sont pas tous devenus essayistes ou journalistes en vue. » Que sait-on de leurs trajectoires ? Combien de ces militants se sont abîmés dans le désespoir, le suicide, la folie, la psychiatrie, les sectes, l'héroïne ?¹²⁵ Combien de ces anonymes ont cherché à en préserver les valeurs et à les transmettre à leurs enfants ?¹²⁶

Un indice de cette mutation sociétale et normative¹²⁷ est la disparition d'*Actuel* (« la fin du marginalisme ») et la mue de *Libération* (du gauchisme au mitterrandisme). Quand on sait qu'en interne, la réédition de *Libé 2*, le 13 mai 1981, s'est accompagnée d'une « purge » conséquente du personnel de fabrication et de la rédaction orchestrée par Serge July qui en a profité pour virer ceux qui touchaient à la came et laisser se diffuser la coke, seule tolérée avec le shit et l'herbe, cela ne manque de piment !¹²⁸ Tout se passe comme si l'histoire de l'héroïne épousait les contours et les soubresauts des transformations de la société française et leurs paradoxes, dans les années 1980 comme après 1968.

Ces « années d'hiver », selon la formule de Félix Guattari, cette période de repentance et de « reniement » de toute une génération mise au pilori par Guy Hocquenghem¹²⁹, cette « décennie cauchemar », selon l'expression de François Cusset, sont aussi vécues et décrites par les usagers d'héroïne issus de divers milieux sociaux comme un « terrible passage ». Ceux qui ont commencé leur carrière dans les années 1970 consomment toujours malgré des nombreuses microcoupures (le cycle accro/décro/reprise) prenant de multiples formes (médicamenteuses, géographiques, sociales). Bien qu'exposés à de multiples risques (contaminations, overdoses, morts violentes), certains d'entre eux continuent/souhaitent vivre leur vie comme une aventure, comme le raconte Gabrielle.

« Mais quand même, la drogue a vachement pris le pas. Du festif, c'est passé à une contrainte. Mais on voulait continuer quelque chose des années 70, quand-même. Parce qu'à la maison, même si les gens passaient pour la drogue, il y avait du monde. On n'était pas tous les deux. Par exemple, avec (mon mec), pour revenir aux années 80, on n'était pas isolés tous les deux, avec mon fils, et puis c'est tout. Il

¹²⁴ *Libération*, 4 et 5 novembre 2006.

¹²⁵ Voir le film de Romain Goupil, *Avoir 20 ans en 1968*.

¹²⁶ Voir Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2014.

¹²⁷ L'asphyxie précoce des radios libres en France est un symptôme de ce tournant.

¹²⁸ Voir « La diffusion de l'héroïne à travers *Libération* ».

¹²⁹ Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary club (1986)*, Paris, Agone, 2014.

y avait quand même plein de gens qui passaient, on organisait plein de fêtes, plein de choses... j'espérais encore. » (Gabrielle).

La campagne antidrogue du PCF

Dans *l'Humanité* du 6 janvier 1981, Georges Marchais écrit au recteur de la mosquée de Paris. La lettre provoque un choc : « *En raison de la présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine.* ». Il enfonce le clou en soulignant l'existence de ghettos de travailleurs « *aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficile leurs relations avec les Français. Les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles immigrées, plongées dans la misère, deviennent insupportables pour les budgets des communes.* » Au moment où ce texte est publié, l'extrême droite n'existe plus dans le paysage électoral : 0,74% pour Le Pen en 1974. Le FN sera même absent, faute de parrainages, à l'élection de 1981. Tactiquement, le PCF ne peut s'offrir le luxe de ne pas suivre l'exaspération des populations des « *banlieues rouges* », qui subissent immigration de peuplement et chômage massif. Politiquement, il commet l'erreur de coller aux thématiques du Front national.

Les 7 et 8 février 1981, *Libération* titre en Une : « *PCF : délation à la cité de l'espérance* »¹³⁰ « *Dans sa croisade antidrogue, un cercle de la jeunesse communiste de Montigny-lès-Cormeilles est passé de la menace à la délation. Un tract dénonçant le « trafic de Monsieur K... » (le nom est en toutes lettres), appelle à manifester ce matin dans la petite cité où habite la famille K... Terrorisée, cette famille marocaine ne comprend pas ce qui lui arrive.* » L'affaire était préméditée puisque, dans un tract diffusé précédemment, les communistes avaient prévenu : « *Si le trafic ne cesse pas, notre prochain tract comportera le nom des vendeurs, des dealers.* » Cette petite ville tranquille connue des riverains sous le nom de « *la patte d'oie d'Herblay* » est rebaptisée le « *triangle de la mort* »...

« *La famille marocaine est jetée à la vindicte populaire avec ses huit enfants, dont l'un s'était bien drogué il y a quelques années.* » La mère dit : « *C'est le gens qui sont contraires à nous qui disent ça, mon fils aîné a épousé L. Son père veut la dote : deux millions. Mais nous, on veut pas payer : les gens ne font plus ça ; maintenant, on se marrie, c'est tout. Mon autre fils est parti avec une femme de l'immeuble, pas une jeune fille vous voyez, elle était mariée. Ils deviennent fous là-haut. Ils sont Algériens. Les contraires viennent de partout.* » Un troisième fils, 20 ans, a fumé du cannabis, il s'est shooté même. « *Tout le monde est passé par là, mais je donnerais des millions plutôt que de retoucher à l'héroïne.* »

¹³⁰ Deux affaires se télescopent : l'affaire Montigny et l'affaire de Vitry (31 décembre et 1er janvier 1981). Raid violent et destructeur de militants et élus communistes de Vitry contre un foyer de cette commune où sont loges provisoirement 300 Maliens transférés de Saint Maur. Elles en disent long sur le racisme et le mépris du PCF à l'époque à l'égard des immigrés de tous les pays.

La « *perplexité* » du commissaire de police n'en demeure pas moins forte. Pour lui, « *il n'y a pas plus de plainte que d'affaire* », « *ni plus de drogue qu'ailleurs* » et surtout, pas réellement de « *trafiquants* ». « *Le triangle de la mort* » ? « *Une invention de journalistes* ». Il n'a jamais eu affaire aux deux frères aînés, aucune plainte n'a été déposée, aucune procédure n'est en cours. « *Non, notre région n'est pas un cimetière de la mort.* » On annonce huit overdoses dans le département en 1979, six en 1980... Des saisies ? Pas un gramme de quoi que ce soit depuis neuf ans. Par contre, « *il y a le chômage, surtout des jeunes. Voyez les cafés ici, ils sont pleins toute la journée. Alors...* ». L'alcool est une préoccupation autrement plus réelle que la drogue : le département peut s'endeuiller de 700 morts par an du fait de l'alcoolisme. La petite délinquance également, au regard de l'annonce d'une hausse significative des cambriolages, passés de 165 à 296 entre 1979 et 1980.

Reste que le nom de la famille a été affiché dans toutes les cages d'escaliers. Le tract s'intitule : « *Robert Hue a raison : halte au trafic de drogue* » « *Nous communistes, nous prenons nos responsabilités. Rassemblement pour expulser la drogue de Montigny samedi à 11h30, cité de l'espérance.* »

Derrière les enjeux locaux, un enjeu national : orchestrée par Robert Hue, qui a appelé les habitants à constituer des comités de vigilance antidrogue, mais aussi à dénoncer personnellement les usagers et trafiquants de drogues, cette campagne s'inscrit dans le cadre de la campagne électorale de Georges Marchais pour les présidentielles, qui doit tenir meeting le 20 février à Montigny, pour fustiger une certaine jeunesse « *démobilisée* », de surcroît « *droguée* » et surtout pas « *en état de faire la révolution* ».

Cette affaire fera date. Alexandre Marchand y voit un fait nouveau : « *l'apparition de la drogue dans les banlieues populaires* »¹³¹. Plus précisément, elle révèle l'apparition d'une articulation relativement nouvelle entre drogue, insécurité et immigration dans les banlieues. En effet, elle montre la duplicité du PCF qui cherche à lutter contre les discriminations tout en cherchant à répondre « *au propre racisme grandissant de son électorat* ». Au fond, l'affaire de Montigny traduit une *racisation* (ou racialisation) des représentations, dont le dealer arabe est le bouc-émissaire, qui n'est pas pensée. Après l'élection de Mitterrand, le PCF mettra fin à sa très médiatique campagne antidrogue.

La montée de la délinquance juvénile

Les jeunes qui s'accrochent à l'héroïne ou abusent d'autres produits ont souvent une carrière de délinquant. Certes, il y a des variations selon les milieux sociaux et l'origine culturelle. On a vu avec « *les pionniers* » que, pour consommer et revendre des drogues illicites, ils n'en étaient pas pour autant délinquants au sens classique ou populaire du terme. Toute une somme de pratiques d'échanges permettait d'assurer les consommations festives, collectives, sans voler ni revendre soi-même. Il n'empêche, il faut bien trouver de l'argent pour sa payer sa dose. Une fois fini le temps des « *cadeaux* », le parcours-type qui émerge dans les années 1970 est de commencer à voler des autoradios, à arracher des sacs, pour se mettre à dealer ensuite du cannabis et de l'herbe, avant de passer

¹³¹ Alexandre Marchand, *L'impossible prohibition*, op. cit. pp. 435-444.

à un commerce plus lucratif à mesure que leur consommation d'héroïne évolue. Mais d'autres passent par la filière qui va des cambriolages aux braquages et de la prison à la revente d'héro, sans en prendre au départ, ou passent à la coke. En outre, les *business* ne s'excluent pas, ils se cumulent plus le niveau s'élève : recel de camions de magnétoscopes, de blousons de cuirs et autres « *fringues* », revendeurs de matériel électronique domestique, vente d'objets volés, dont il est difficile de cerner le volume.

Cette logique économique abordée empiriquement est corroborée statistiquement. On sait que la délinquance juvénile augmente depuis la fin des années 1960. Mais elle change de nature et de contexte, de façon différée, dans les années 1980 et 1990. C'est ce qu'ont montré les travaux des sociologues de la délinquance et de l'insécurité à la fin des années 1990 et début des années 2000¹³². Lagrange étudie très finement le détachement qui s'opère lors des années 1970 parmi les mineurs entre une délinquance d'appropriation (vols de voiture et de deux roues, part des vols sans violence ni réel profit, etc.) et les violences et la délinquance expressive ou « rebelle » (stabilisation des homicides¹³³, augmentation des vols avec violence, des viols, des coups et blessures, des destructions de biens, émeutes). La période des années 1990 apparaît assez spécifique par rapport aux périodes antérieures : explosions de violences, business des quartiers pauvres, violences entre élèves, entre élèves et enseignants, rackets. On voit apparaître une corrélation entre degré de violence, indice de précarité scolaire et sociale, et quartiers pauvres. Cette période voit donc s'affirmer un « *ancrage social des conduites délinquantes, alors qu'il est peu caractérisé jusque dans les années 1960* »¹³⁴. Si on considère donc la période 1980-1998, on constate que la délinquance change de contenu autant que de contexte.

C'est dans ce contexte que les infractions à la législation sur les stupéfiants connaissent une extension importante, et en particulier concernant l'héroïne¹³⁵. « *Ce n'est pas par hasard si, durant les années 1980 et au début des années 1990, la consommation d'héroïne éclipse les autres produits, elle correspond le mieux aux exigences de cette période.* »¹³⁶ Lagrange s'appuie sur les saisies, encore faibles au début des années 1970, en hausse au tournant des années 1980 et à nouveau en hausse à la fin de cette décennie, mais aussi sur les données sur les « *files actives* » des centres d'accueil et de soin, qui

¹³² Voir, notamment, Hugues Lagrange, *De l'affrontement à l'esquive. Violences, délinquances et usages de drogues*, Paris, Syros, 2001 ; Laurent Mucchielli, « La délinquance juvénile en France. 1972-2000, *Sociétés contemporaines*, n° 32, 2008 ; Philippe Robert, *L'insécurité en France*, Paris, la Découverte, 2002 ; *Sociologie du crime*, Paris, La Découverte, 2005 ; Gérard Mauger, *La sociologie de la délinquance juvénile*, Paris, La Découverte, 2009.

¹³³ À la différence bien entendu de l'Afrique du Sud et des Etats-Unis. Entre 1987 et 1992, Outre-atlantique, le taux d'homicide passe de 8 à 12 pour 1000 000 parmi les Blancs et de 50 à 110 pour 100 000 parmi les Noirs. Selon Blumenstein (cité par Lagrange, p. 32), il existe une corrélation irrécusable entre le rajeunissement des meurtriers, l'implication nouvelle des jeunes noirs dans les homicides, l'usage des armes et l'« épidémie de crack », dans les ghettos entre 1987 et 1992.

¹³⁴ Hugues Lagrange, *op. cit.*, p. 36.

¹³⁵ Voir supra (4. Le reflux)

¹³⁶ Ibid., p. 210.

augmentent fortement de 1981 à 1985, puis de nouveau de 1989 à 1994¹³⁷, dans des périodes de forte dégradation de l'emploi. Or, les violences et vols varient avec le taux de chômage entre 1975 et 1985 (à la hausse) et 1985 et 1989 (à la baisse), avant de se détériorer parallèlement à la détérioration de l'emploi des jeunes, et en particulier des jeunes sans diplômes. La montée d'une toxicomanie pauvre aurait donc été contemporaine de celle des tensions sociales, se traduisant par une poussée délinquante dans les quartiers et cités. À l'inverse, le recours aux opiacés se fait plus rare parmi les milieux aisés et de la bohème, comme le montre la comparaison de deux cohortes d'usagers selon la profession du père à deux périodes (1970-1984 ; 1985-1995), la toxicomanie étant plus étroitement associée à la galère et au déracinement¹³⁸.

Les rituels de Marmottan

C'est dans ce contexte que, toujours prêt à dénoncer la montée du fascisme, Claude Olievenstein piquer un « *coup de gueule* » dans les médias lors de la présentation des comptes de Marmottan pour l'année 1981 : « *Année de politisation à outrance et d'une manière scandaleuse des problèmes de drogues (par la gauche). Celle-ci a été utilisée à des fins partisans pour dénoncer des bouc-émissaires dans un climat de racisme et de xénophobie, que ce soit à gauche ou à l'extrême droite.* »¹³⁹ Il s'agit donc de poser un diagnostic « objectif ». La présentation des comptes de Marmottan fait figure de baromètre dans un contexte où les études sont rares (la première enquête épidémiologique de l'INSERM date de 1989). Elle devient un rituel journalistique, au même titre que la présentation des statistiques policières, devenue elle-même rituelle, et plus ou moins critique. En 1981, soit dix ans après sa création, 14 448 toxicomanes ont été accueillis, 106 288 consultations délivrées, 5 081 hospitalisations assurées. Prudent, son directeur estime que le traitement d'inspiration essentiellement psychanalytique « *débouche sur un succès dans un cas sur trois* ». En ce qui concerne l'évolution du marché de la drogue, l'équipe de Marmottan constate que, comme l'année précédente, « *l'héroïne est partout* » : « *sources diversifiées* », « *prix très variables sur un marché assez irrégulier* », vendue à Paris (« *aucun quartier n'est épargné* »), en banlieue (« *où les grands centres commerciaux comme les caves des grands ensembles sont des lieux de prédilection* »), ou en province (« *la situation de la Côte-d'Azur est préoccupante et l'Est connaît de nouveau un retour des produits opiacés* »).

L'année suivante, Marmottan tire de nouveau la sonnette d'alarme. « *La toxicomanie et le marché des stupéfiants ont atteint, au moins dans la région parisienne, des proportions catastrophiques : institutions, services de police sont submergés par une véritable marée montante. (...) Il n'y a plus de quartiers spécialisés, sauf Belleville et le Faubourg-Montmartre, points forts du misérabilisme et de l'arnaque. Que vous alliez à Montparnasse, aux Halles, à la Bastille, à Daumesnil, dans le XIII^e arrondissement, il y a*

¹³⁷ Voir l'enquête multicentrique menée par l'IERP auprès de 1703 usagers de drogues injectables qui indiquent que 85 % d'entre eux injectaient. Les données du SESI indiquent que le nombre de toxicomanes qui se sont adressés aux institutions spécialisées a augmenté de 1991 à 1995 de 50 %.

¹³⁸ Hugues Lagrange, *op. cit.* p. 214.

¹³⁹ *Libération*, 22 janvier 1982.

un café, un square, un appartement où l'on peut se fournir. » L'alarmisme croise à nouveau l'amertume : « Nous avons mis beaucoup d'espoir dans une politique nouvelle. Nous ne voudrions pas que notre déception soit exploitée à des fins politiques. Force est néanmoins de reconnaître que nous n'avons reçu aucun nouveau moyen, ni en hommes, ni en locaux, ni en matériel (...) » Et de dénoncer la « stagnation », « la ligne Maginot bureaucratique », la « psychiatisation de la marginalité »¹⁴⁰.

Dans cette même mouvance, la première association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT) se constitue en 1980. Elle regroupe une cinquantaine de centres de soins, services hospitaliers, centres de cure, de postcure, d'accueil, répartis sur toute la France. Les intervenants semblent unanimes à souligner les mutations de leur « clientèle ». Un éducateur cité par *Libération* explique sans nuance : « Dans les années 1970, j'avais des gens qui arrivaient après ce que l'on pourrait appeler un accident. Maintenant, je n'ai plus que des cas sociaux, des types qui n'ont pour la plupart jamais connu de plaisir en se défonçant. Les gens qui ont une insertion sociale, qui n'ont pas de graves difficultés psychologiques, nous ne les voyons jamais, eux arrivent à se défoncer sans dégâts ou presque. »¹⁴¹ Certes, cette vision de l'histoire est beaucoup trop linéaire. Cependant, elle traduit un changement dans les représentations en même temps que les limites des actions de prévention et de soins. Les populations que l'on appellera « cachées » ou « invisibles » ne sont plus les usagers *lumpérisés* mais les consommateurs intégrés¹⁴².

Cette période est marquée par l'ambiguïté du discours sur la drogue. Les médias – dont la source principale est la police – ne cessent d'annoncer que la *French Connection*, tel le Phénix, ne cesse de renaître¹⁴³. La preuve, une série de saisies des services des douanes et de la police : 10 kg d'héroïne venant de Hong Kong et 27 kg de cocaïne à Orly en mars 1981, 27 kg d'héroïne en juillet, 10 kg d'héroïne dans le cadre d'une enquête sur la filière chinoise en décembre. Fait rare, une information judiciaire est ouverte pour corruption de fonctionnaires à la brigade des stupéfiants¹⁴⁴. En 1982 et 1983, le débat public s'anime à nouveau. Le rapport des Nations unies sur les stupéfiants titre : « La peste moderne ne cesse de s'étendre ». Dans *Le Parisien*, l'héroïne est déclarée « ennemi public n° 1 »¹⁴⁵. Les médias jouent leur rôle de « lanceurs d'alerte », en faisant un usage grossier mais stratégique des chiffres pour « faire peur ». « Drogue : l'alerte 164 morts par surdose en 1982 », « Drogue : l'héroïne touche de plus en plus la France », titre *Le Parisien* début 1983¹⁴⁶. Quelques mois plus tard, en mai, on reste dans ce registre alarmiste : « Des chiffres qui font peur : 1 million de Français se droguent, 100 000 s'adonnent aux drogues dures »¹⁴⁷ (26 mai 1983). À côté de cette production d'alertes, on peut lire une grande enquête sur les trottoirs de la drogue à Paris.¹⁴⁸ On voit apparaître les premiers articles sur

¹⁴⁰ *Libération*, 26 janvier 1982 : « Drogue : les comptes de Marmottan »

¹⁴¹ *Libération*, 4 février 1980.

¹⁴² Voir Henri Bergeron, *L'Etat et la toxicomanie*, op. cit.

¹⁴³ On s'appuie-là sur le traitement du *Parisien-Libéré*, réalisé par Vincent Benso.

¹⁴⁴ *Le Parisien*, 9 février 1982.

¹⁴⁵ *Le Parisien*, 24 décembre 1985.

¹⁴⁶ *Le Parisien*, 3 février 1983.

¹⁴⁷ *Le Parisien*, le 26 mai 1983.

¹⁴⁸ *Le Parisien*, 29 janvier 1982

l'îlot Chalon en janvier 1983, puis en janvier 1984, qui décrivent la multiplication des opérations de police antidrogue. À la fin de cette même année, on peut lire encore : « *Drogues dures : la grande invasion* » – formule non dénuée d'ambivalence¹⁴⁹. On ne peut donc pas dire qu'on ne savait pas – même si on savait mal !

Ce discours est typique de la montée d'une panique morale qui dramatise la situation, sans y apporter de réponse autre que répressive (éradication), prophylactique (abstinence) et morale (« *se droguer c'est mal* »). La diffusion de l'héroïne est en cours, elle n'a rien d'une rumeur. La multiplication des estimations chiffrées – même recherchées pour leur « *valeur mythique* » – et des reportages et enquêtes journalistiques sur ces lieux publics investis par le trafic de drogue en sont le signe. Faut-il en parler ? La question est récurrente. On connaît la formule : « *Moins on en parle et mieux on se porte, puisque lorsqu'on en parle, il faut hurler avec les loups* », tranchera un jour François Mitterrand¹⁵⁰.

Comment sortir de cette rhétorique ? Jacques Chirac, lui, va se saisir du dossier dans un registre beaucoup plus politique. En toute fin d'un des innombrables articles du *Parisien libéré* de l'époque, entre autres solutions pour lutter contre la drogue, il souhaite une surveillance plus « *pointue* » de l'immigration, quitte à « *expulser les étrangers en infraction aggravée* »¹⁵¹ (5 juin 1983). La cible est claire : l'immigration, les étrangers délinquants et, peut-être plus implicitement, les jeunes « *beurs* ». Nous ne sommes pas loin de la double peine, ni du tournant sécuritaire qui s'esquisse entre 1983-85, sous la gauche, et que la droite, lors de la première cohabitation, va mettre systématiquement en œuvre. On passe soudainement de l'îlot Chalon, au « scandale de la drogue dans les cités de la délinquance »¹⁵² à une enquête sur l'insécurité¹⁵³.

Pendant ce temps, l'Espagne, libérée du franquisme, procède à la dépénalisation de l'usage de cannabis, en juillet 1983. Doit-on mettre « *les drogues en vente libre ?* » Les réponses de Claude Olivenstein sont résumées en une formule : « *Il ne faut pas de drogue libéralisée en France.* » Magistral contrepied de la France à l'Europe, qui ne sera pas le dernier, même si le débat s'ouvre plus tard, en 1986-87, avec la campagne de Chirac...

3.2 Les cités, au cœur de la tourmente

En 1974, l'héroïne est encore très connotée socialement et spatialement. S'il est difficile d'en trouver dans les cités, les initiés peuvent non seulement en consommer mais en acheter dans des endroits par définition discrets. On est loin de ce que l'on appellera

¹⁴⁹ *Le Parisien*, 21 décembre 1983.

¹⁵⁰ Anne Coppel, Olivier Doubre, *Drogues : sortir de l'impasse*, op. cit. p. 21. On retrouvera sous la plume de Serge July une variante de cette position : « La drogue dans les années 1970 prenait un caractère si émotif que la moindre ligne sereine sur le sujet semblait être une réponse à la Une de *France Soir* ou à une déclaration d'un ministre de l'intérieur. Pas facile d'écrire quand on n'entend autour de soi que le « cri d'alarme » sans nuances. » (« Géné, un envoyé dans un monde très spécial », *Libération*, 11 mars 1982).

¹⁵¹ *Le Parisien libéré*, 5 juin 1983.

¹⁵² *Le Parisien libéré*, 15 mars 1983.

¹⁵³ *Le Parisien libéré*, 20 novembre 1984.

plus tard des « *plaques tournantes* » selon le vocable policier, « *tenues* » par des « *têtes* », selon les termes de la *voyoucratie*. Mais l'héroïne commence à débarquer dans les cités, comme l'indiquent les entretiens avec Éric, Nordin, Najib, et bien d'autres. C'est le cas de Nanterre, où elle commence à arriver en 1976-77. Il n'en demeure pas moins une barrière sociale à dépasser ou transgresser. Ainsi, Béchir, qui a grandi au Blanc-Mesnil et fait son premier shoot dans les toilettes d'un café de Drancy en 1974, se rappelle comment l'héroïne est arrivée : « *C'est le mec d'Aulnay, je me rappelle plus de son prénom... et c'est lui qui est arrivé à Blanc-Mesnil en nous disant : « Il y a un nouveau produit. » Alors que pour nous l'héro, c'était pour les riches, pour les bourgeois, c'était pas pour nous. Elle existait déjà à Paris mais c'était dans les quartiers chics, en banlieue il n'y en avait pas.* ». Que signifie exactement l'expression « *c'était pas pour nous* » ? Quel est ce « *nous* » opposé à « *eux* », les bourgeois ? « *Nous* », jeunes des milieux et des quartiers populaires ? Une appartenance de classe dominée ? Un marqueur générationnel ? On pourra évoquer cet autre entretien : « *Nous, dans les années 70, on savait où aller chercher le meilleur shit à fumer et ensuite on a été les premiers à en vendre dans notre quartier sans que personne le sache, alors que c'était réservé pour les riches.* »¹⁵⁴

De nombreux acteurs et observateurs de terrain observent une arrivée massive de l'héroïne sur le marché de la drogue à la fin des années 1970. Ce mouvement n'est pas propre à la France, il concerne toute l'Europe de l'Ouest ; de nombreuses villes sont durement affectées par les mutations du capitalisme en pleine désindustrialisation et voient les zones de désespoir social et de marginalité urbaine se multiplier. Et par conséquent, l'usage de l'héroïne – cette drogue de l'oubli – dans les villes sinistrées du nord de la Grande-Bretagne et de la France, comme dans les villes ravagées par la crise industrielle, apparaît assez logique. Sa disponibilité et sa réputation réorientent les choix de consommation des usagers. C'est le cas à Paris. Par exemple, faute de cannabis ou d'herbe, certains se rabattent sur l'héroïne que leur propose leur contact ; d'autres goûtent avec des potes, se laissent convaincre que « *c'est bon* », que c'est même « *ce qu'il y a de mieux* ».

Les plans se multiplient dans Paris et en banlieue, les prix sont à la baisse. C'est aussi l'origine et la qualité des produits qui changent : d'un côté, c'est la fin progressive de la filière thaïlandaise, la remontée des filières pakistanaise, turque et libanaise, l'installation de l'héroïne iranienne à Londres ; de l'autre, la multiplication des intermédiaires, des produits de plus en plus coupés, frelatés, dangereux ou des arrivages de produits surdosés qui provoquent des overdoses en série.

Si les scènes de rue et les plans d'appartements à Paris mélangent souvent des groupes d'origine sociale diverse selon les moments (petits bourgeois déclassés ou pas, intellectuels, journalistes, artistes, cadres moyens, petits loubards et autres prolos), les scènes de cité de banlieue mettent en scène la figure des « *beurs* », enfants d'immigrés nés dans le pays d'origine de leurs parents ou en France, sans prendre la nationalité française (souvent les enfants d'immigrés algériens) ou en la prenant dans des conditions de plus en

¹⁵⁴ Robert, animateur sportif, né d'un couple mixte, est issu d'une famille de huit enfants dont trois morts d'overdose

plus contraignantes. À Marseille, en revanche, les porosités entre jeunes « *des cités* » et jeunes « pas des cités » sont plus diverses¹⁵⁵.

« *Après 1980, ça a commencé à merder...* »

La plupart des entretiens menés par des personnes nées jusqu'au tournant des années 1960 et commençant à prendre de l'héro dans les deux phases examinées précédemment insistent sur la dimension de plaisir : « *c'est bon* », « *y'a rien de mieux* » ! Un plaisir socialisé. « *Il y avait une solidarité entre toxicomanes, c'est dire (rires). On discutait. Celui qui avait une seringue, il avait quelque chose à négocier... Après 1980, ça a commencé à merder...* », résume Denis, né en 1955.¹⁵⁶ Il a grandi dans une petite ville du Val de Marne, dans une cité où il n'y avait pas de came dans les années 1970. « On était une bande de copains, on a fait nos expériences ensemble, de dope entre autres, festives et moins festives... Une bande de copains de toutes origines où il y avait des Arabes, des Noirs, des Italiens, des Portugais, » Après avoir commencé l'héro vers 1976, il est condamné à neuf mois de prison, suite à son interpellation dans le train venant d'Amsterdam ; c'est son deuxième passage en prison, après une première condamnation en 1972-1973, à 17 ans, pour cambriolage « parce qu'il était avec des majeurs récidivistes » et qu'il s'est fait coincé par la brigade anti-gangs. Profil assez atypique parmi nos témoins, Denis est ce que l'on pourrait appeler un « voyou blanc » de milieu populaire : après les braquages, cambriolages et autres dépouilles de dealers, il se lance dans le deal d'héro dans les années 1980. Pour sa consommation et pour faire son argent – même s'il consent ne pas en avoir fait beaucoup avec la came ! Il vit bien, se sape bien, mais n'a jamais été un « gros dealer ». Il vend en banlieue, à Champigny, Créteil, dans le Val de Marne, en appartement pour des amis, et dans des cafés sinon, de telle à telle heure, deux heures chaque jour, mais aussi sur la Côte d'Azur, pendant un an et demi environ. Les gens viennent d'assez loin. Les choses prennent de l'ampleur pendant ces années-là, 1984-85. « C'était du *brown* en plus, une bonne came à ce moment-là, qui accrochait énormément. » Il trouve un contact avec un fournisseur dans le quartier chinois d'Amsterdam, et s'y rend tous les 8/10 jours, ramenant trois ou quatre onces et un peu de shit à chaque fois, sans avoir les moyens d'acheter 500 gr. Puis pendant plus d'un an, jusqu'en 1985 au moins, il travaille dans le magasin de sa sœur, à Pigalle. Il organise ainsi son petit business. Jusqu'au début des années 1990, où il arrête de consommer régulièrement, c'est-à-dire quotidiennement.

Comme c'est le cas de la plupart des personnes interviewées, presque tous ses potes de l'époque sont morts. Certains du sida, son frère, des amis proches, de cirrhoses fulgurantes et de cancers, bien plus que d'overdoses en vérité. Et de l'alcool plus que des drogues. Selon lui, « *il n'y a pas tant d'overdoses qu'on ne le dit : les gens savent quand même qu'il faut faire attention aux doses, on sait réagir. Les OD sont souvent plus liées à la fatigue, à l'usure, qu'aux doses elles-mêmes. C'est une combinaison de maladies* ». Lui, ce qui l'a sauvé, c'est qu'il a fait une hépatite en revenant du Pakistan en 1977, qui l'a

¹⁵⁵ Voir le texte, « Parcours d'urbanité de l'héroïne à Marseille ».

¹⁵⁶ Rencontré peu après une consultation dans un programme méthadone parisien à Fernand Widal, il n'a pas souhaité être enregistré. L'entretien n'a pas été enregistré mais a fait l'objet de prises de notes par l'enquêtrice.

rendu particulièrement prudent : les médecins lui ont expliqué qu'il ne fallait pas partager les seringues, et il a suivi leur conseil.

Ce témoignage recoupe une triple évolution que l'on peut dater, avec Ingold, à partir de 1983. D'abord, les dépendances médicamenteuses sont plus présentes, notamment dans les centres de soins spécialisés. Ensuite, après la période 1977-82, on note une accentuation des effets secondaires des prises de drogues : épuisement physique et mental, marginalisation, situations de handicap, etc. Le passage des toxicomanes en milieu carcéral est, enfin, une des expressions de ces évolutions. On passe de 939 « *drogués* » parmi les détenus en 1976, à 2 975 en 1980. À Fresnes, le nombre de toxicomanes recensés augmente de 460% entre 1982 et 1987¹⁵⁷.

Des années glauques

Le témoignage de Nelly Boulanger, intervenante et militante de la réduction des risques de la première heure, est précieux pour décrire cette période de façon située.

« Dans les années quatre-vingts, la maladie apparaissait comme un problème éloigné, touchant avant tout la communauté homosexuelle parisienne, et donc pas la banlieue où l'homosexualité était taboue. C'est par le biais de la toxicomanie qu'elle devient une réalité en ce début des années quatre-vingt-dix. Au départ, la plupart des toxicomanes ne cherchent pas à connaître leur statut sérologique et ils n'en parlent pas entre eux. Mais ils sont conscients de la possibilité d'avoir été contaminés : « J'ai shooté avec ces mecs-là, mais je ne sais pas s'il y en a un qui est malade ou pas. Et de toute manière, s'il l'est, je le suis aussi parce que j'ai shooté dix fois derrière lui. »

Dans les petites cités où, contrairement aux grands ensembles, les toxicomanes restent discrets à cause du fort contrôle sociétal qui s'exerce sur eux, les premiers qui se font dépister ne révèlent pas leur séropositivité aux usagers de leur réseau¹⁵⁸. « Ça s'est su par rapport aux parents : la mère s'est confiée à une voisine ; la voisine en a parlé à son fils qui est toxicomane aussi ; ce mec-là avait déjà shooté avec lui, et ainsi de suite. Du jour au lendemain, ils savaient presque tous leur position. » Et l'information circule aussi dans le réseau des autres jeunes de la cité. Dans les grands ensembles où les toxicomanes s'affichent et où ils sont nombreux à venir de l'extérieur du quartier, personne ne sait vraiment qui est séropositif et c'est sur l'apparence physique que les jeunes se basent : « T'as vu celui-là comment il est maigre, il doit avoir le sida ! » Mais de plus en plus souvent, on apprend que tel toxicomane notoire est mort du sida. La nouvelle se répand d'une cité à l'autre et provoque beaucoup d'émois chez les toxicomanes comme chez les jeunes, car c'est souvent le grand frère d'untel qu'on connaît. On en parle pendant plusieurs semaines et parfois les rumeurs vont bon train : « Il y en a qui inventent : "il

¹⁵⁷ Rodolphe Ingold, Mohamed Toussirt, *Toxicomanie, médicament et pharmacodépendance, situation et tendances*, Rapport IREP, mars 1989.

¹⁵⁸ Voir la création des amis de l'Espoir dans la cité des Flamands à Marseille.

est mort du cancer" ou "il s'est suicidé parce qu'il avait les flics qui le cherchaient". Tu entends trente-six versions différentes, et en fin de compte, tu ne sauras jamais laquelle est la vraie. » Certains jeunes les plaignent, d'autres rajoutent : « En fin de compte, il l'a cherché. On lui a dit mille fois. » Mais passés les émois des premiers temps, la formule consacrée est devenue : « C'est le destin » ; non pas que la visibilité de la maladie chez certains et le décès d'autres ne provoquent plus d'émois, mais c'est comme si le sida était devenu un risque comme tous les autres risques que prennent les toxicomanes.

Pourquoi, malgré tous les problèmes qui lui sont associés (exclusion sociale et familiale, santé publique et individuelle, jeu permanent avec la mort et la police), l'usage d'héroïne se perpétue-t-il et s'intensifie-t-il au cours des années 1980 ? Si on suit Nelly, c'est qu'après les différentes significations qu'ils avaient pu lui attribuer au cours de leur trajectoire, l'héroïne était finalement devenue une sorte d'automédication face aux souffrances physiques, morales et sociales. Elle permettait de mettre à distance les agressions du monde extérieur et les douleurs du corps pour quelques heures et de se consoler de tous les maux. Elle était aussi pour eux un remède particulièrement efficace face à la difficulté à vivre. Parfois aussi, elle venait masquer une dépression sévère ou une psychose. La galère pouvait pourtant présenter un attrait pour ceux qui s'y étaient particulièrement bien adaptés. Quand l'exclusion sociale n'atteignait pas des formes aussi graves que celle de Rabah, elle n'était d'ailleurs pas forcément vécue aussi difficilement. Nasser avait toujours le sourire aux lèvres quand nous le rencontrions. « Moi, je me sens bien comme ça. Je vis au jour le jour. Quand je me fais jeter de chez mes parents, je dors dans une cave ou si j'ai de la tune, je vais à l'hôtel. Je travaille pas, je me défonce, je galère, mais je suis peut-être plus heureux comme ça que le mec qui vit dans son HLM et qui doit nourrir sa femme et ses gosses. » La plupart n'étaient pas si philosophes et rêvaient d'une autre vie, celle du mec qui vit dans son HLM...

Après la fête du nouvel an qui avait réuni une quarantaine d'usagers au pav autour d'un couscous, Rabah avait accepté d'être accompagné auprès d'un praticien hospitalier de notre réseau pour sa séropositivité au virus du sida. Puis il nous avait demandé de l'aider à refaire sa carte de séjour. Mais deux gendarmes, appelés par l'agent de la Préfecture qui le recevait, étaient entrés dans le bureau et l'avaient embarqué sous les yeux de l'intervenant qui l'accompagnait. Quelques années avant, il avait été condamné à une peine de prison et avait écopé d'une mesure d'expulsion temporaire du territoire français qu'il n'avait pas honorée. Nous avons immédiatement contacté le praticien hospitalier qui le suivait. Un certificat médical indiquant que l'arrêt du traitement pour sa maladie du sida engagerait son pronostic vital a été faxé au centre de rétention. Cela n'a pas empêché son expulsion en Algérie, pays où il n'avait jamais mis les pieds. Quelques mois plus tard, nous avons appris sa mort par un autre usager expulsé de retour en France. »

La nouvelle donne

Les années 1980 inaugurent un changement de mains du marché dans la région parisienne : aux usagers-revendeurs, qui revendent tel ou tel produit (cannabis, herbe, héro ou coke) à des fins d'autofinancement de leur consommation, et à la figure des « *fourmis* » allant se ravitailler en Thaïlande ou en Hollande pour vendre une partie ce qu'elles consomment par ailleurs, succèdent les trafiquants non-usagers, animés par une logique de rentabilité et de puissance. Cette transition mise en relief par des travaux antérieurs est décrite par les entretiens réalisés avec certains de nos enquêteurs et d'autres usagers. On entre dans une autre configuration où le deal fonctionne comme signe de réussite sociale et mode de sortie de la misère. Trafiquer ou « *biznesser* », comme le dit de lui-même Azzedine, c'est faire son « *petit capitaliste de la drogue* »¹⁵⁹. Comment s'opère ce glissement ? Quelles formes va-t-il prendre ? Quels en seront les acteurs ?

François-Rodolphe Ingold et Mohamed Toussirt ont très bien décrit « *le changement relatif à l'organisation du marché des drogues illicites qui se produit au cours de cette période : les revendeurs de cannabis, qui formaient un réseau important, actif et relativement peu motivé par les gains financiers, éprouvent de sérieuses difficultés d'approvisionnement et de vente. Bon nombre d'entre eux vont quitter ce commerce devenu peu rentable et, surtout, trop dangereux. Certains vont verser dans le trafic d'héroïne. D'autres, refusant ce qui leur apparaît comme une trahison à leurs principes de vendeurs de cannabis, vont choisir de vendre de la cocaïne qu'ils obtiennent, le plus souvent, auprès de voyageurs et de petits trafiquants revenant d'Amérique du Sud ou des Antilles. De là vient, sans doute, que la cocaïne est progressivement plus disponible, vendue dans un réseau qui se transforme (celui du cannabis) et qui développe des attaches avec celui de l'héroïne. Ce mouvement se dessine à partir de 1976 et prend une ampleur inégalée à partir de 1982-1984 où, pour la première fois, on trouve de la cocaïne au niveau de la rue, à Paris tout du moins. Le développement de la consommation de cocaïne, notamment chez les héroïnomanes, fait que les anciens clivages entre groupes de consommateurs de drogues ont fini de disparaître. Le rapport à la drogue devient plus fonctionnel, l'héroïne peut être utilisée pour calmer les souffrances de celui qui a trop consommé de cocaïne, ceci au même titre qu'un médicament tranquillisant.* »¹⁶⁰

Auparavant, les banlieues n'étaient pas le « *Rungis de la drogue* » ; elles le deviennent. Vers la fin des années 1970, les jeunes ne vont plus se fournir en héroïne rue Montmartre et être fournisseurs de shit à la fac de Nanterre, ils vont vendre dans les boîtes à Paris, avant que les usagers ne viennent s'approvisionner en cités : là, ils sont devenus plus ou moins des grossistes. Pour certains, entre 1978 et 1980, « *on est passé d'un plan à cinquante, c'est devenu industriel* », selon Eric. Avant, « *fallait trouver, ta journée, elle passait à ça !* », remarque Béchir. En conséquence, la démultiplication des consommations

¹⁵⁹ On verra qu'à Marseille, on a moins affaire à une logique substitutive que de la juxtaposition : avec la diffusion massive dans les milieux plus pauvres, on assiste à une multiplication des usagers-revendeurs en plus des réseaux pros qui existaient déjà.

¹⁶⁰ Rodolphe Ingold, Mohamed Toussirt, *Toxicomanie, médicament et pharmacodépendance, situation et tendances*, Rapport IREP, mars 1989.

et l'accélération de la circulation de l'argent vont de paire. C'est l'ambiance des quartiers, les familles et les communautés de vie qui vont en être affectées. « *Ce n'est pas seulement la came qui s'est diffusée et a tout niqué, c'est aussi la violence, qui est montée progressivement* », avec une forte polarisation sur les familles maghrébines.

Au Blanc-Mesnil, l'héroïne est arrivée vers 1974-75-76. Il y en avait déjà dans ces années-là, à tel point que ça coupé certains groupes en deux. On dispose aussi d'éléments au début des années 1990. La Ferme d'Aubervilliers a été un des premiers endroits de deal d'héro, finement décrit par Pascal (5). On pourrait faire (c'est mon point de départ) le même constat à Asnières, Gennevilliers, Nanterre, ou encore en banlieue sud, à Evry-Couronnes, Massy, etc. Par conséquent, ça déborde et se recoupe, et ce sont ses chevauchements parfois plus anciens qu'on ne le croit qu'il importe de comprendre¹⁶¹.

Ce n'est plus du tout la même chose que de ramener de telle destination lointaine, comme la Thaïlande entre 1976-77 jusqu'à 1981-82, des centaines de grammes de « *blanche* », et de raccourcir les circuits en se faisant livrer des dizaines de kilos. Grâce aux entretiens menés avec l'un de nos enquêteurs, on peut décrire très précisément ce mouvement par lequel le business se fait désormais à partir de filières bien établies, passant par Amsterdam où règne l'alliance entre Chinois et Tunisiens, les uns fournissant aux seconds qui font passer la marchandise et trouvent des relais et des points de chute dans tout Paris et sa banlieue.

Dans la presse, on se met à reparler de Marseille, de la *French Connection*, des labos reconstitués, de la *Pizza Connection*. Le spectre du passé ne doit pas faire illusion : on est entré dans une autre configuration.

« *Ce n'était plus le même système, ce n'était plus la même came* »

C'est dans les années 1980 que le *business des cités* s'est vraiment installé, développé, professionnalisé¹⁶². Le « *deal de cité* » devient rapidement une cible privilégiée de la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants dans ses dimensions locales. Il s'agit d'une activité devenue efficace d'un point de vue judiciaire et carcéral mais ne gênant pas les réseaux. Ainsi, l'augmentation des indics, et donc des balances, ne permet pas de toucher les « *têtes* » et de connaître les grossistes. Par contre, elle déstructure l'éthique des réseaux, à savoir la confiance. De plus, elle est un obstacle à la mise en place d'une politique de réduction des risques.

Plusieurs de nos interlocuteurs indiquent que le trafic a pris une autre dimension à partir des années 1982-83-84, comme le raconte « Georges le Tunisien » en repartant du cannabis :

« -Toi, tu dates de quand l'arrivée de la came en banlieue ?

¹⁶¹ Voir « L'arrivée de la came dans les cités : l'exemple des Hauts-de-Seine ».

¹⁶² Le « *deal de cité* » deviendra rapidement une cible privilégiée de la répression de l'usage et du trafic stupéfiant dans ses dimensions locales, dont on abordera plus loin les tenants et les aboutissants (une activité devenu efficace d'un point de vue judiciaire et carcéral mais ne gênant pas les réseaux, faute de toucher les têtes et de connaître les grossistes, une généralisation des indics, et donc des balances, un obstacle à la mise en place d'une politique de réduction des risques...).

Déjà, je vais t'expliquer. Le shit, avec Rachid tout ça, nous les plus vieux, déjà y'avait pas de shit ici, alors qu'après, laisse tomber les barrettes. Tous les mecs de mon âge, ils allaient à Belleville chercher des barrettes de shit. C'est pour te dire à l'époque, dans les années 70, il n'y en avait pas. Peut-être que tu avais un mec ou deux qu'il fallait connaître, aller à Nanterre ou un truc comme ça pour trouver une barrette de teushi. Le meilleur shit à l'époque, alors qu'y avait du plastique, du mazout. C'est ça qui m'a niqué le poumon d'ailleurs. Moi je me rappelle, mon shit, j'allais le chercher à Belleville. Pour te dire qu'il y en avait pas. Pourtant je connaissais tout le monde. Après le shit, il a commencé à arriver ici. (...)

- Mais, elle est arrivée quand la came, s'il y avait pas de shit ?

Ici, elle est arrivée (long silence) en 75, tu vois.

- Par les Tunisiens ou par la Thaïlande ?

Non, les mecs ils y allaient eux-mêmes. Ils allaient en Thaïlande. Dès qu'elle est arrivée, les mecs comme les Z., comme S., qui a été un des premiers à aller là-bas. Tous ces mecs qui sont morts. Parce que tous les mecs qui sont allés la chercher, ils ont commencé à la toucher... Dans les années 80, ça a pris une ampleur terrible. Au début des années 80, pfff. Celui qui en 75 était considéré comme un grossiste, il allait chercher un kilo. Au début des années 80, celui qu'on appelait un grossiste, tout le monde savait qu'ils étaient deux ou trois, mais ils achetaient par dix kilos. Parce qu'il faut pas oublier une chose... Regarde ce que je vais te raconter. Ceux qui ont commencé l'héroïne ici, ils allaient la chercher en Thaïlande, c'était de la blanche qu'ils faisaient. Ceux qui ont continué, faut pas oublier que dans un petit laps de temps, il y a eu des toxicomanes, mais c'était des déchets. Ces mecs-là, on les mettait plus en prison pour vol, on les relâchait, on savait que c'était une maladie. Dans les années 80, ils ont continué à prendre de l'héro, mais une héro qui n'avait rien à voir avec celle qui venait de Thaïlande, ça c'était de la blanche... Le mec il pouvait la couper cinq fois ! C'était un truc, tu voyais, le mec il était comme ça (défoncé). Or nous, après, on a commencé à vendre de l'héro. Le mec qui allait voler comme un chien tous les jours pour faire son premier shoot, le mec, il allait acheter, au lieu d'aller acheter à mille francs, il l'achetait à 200 francs, de la rose bien moins chère et dégueulasse. C'était plus la même came ! Pour lui, il prenait toujours de l'héroïne, mais c'était plus le même... C'était plus le même système, ni la même came.

- Pourquoi c'était plus le même système ni la même came ? Qu'est-ce qui a changé ?

Je vais te dire ce qui a changé, c'est quand les anciens braqueurs ont décidé de prendre ce marché. Des gens qui avaient l'habitude de l'argent et qui avaient leur propre système et qui ont décidé de prendre de l'argent. C'est-à-dire qu'ils ont pris le boulot à des petits voleurs qui ont voulu faire la came et qui

sont devenus camés. Eux, ils ont trouvé la facilité de faire plus vite de l'argent, quitte à avoir un plus gros risque, mais avec intelligence, et en mettant les autres au pied du mur, ils pouvaient faire de l'argent... C'est-à-dire ils leur ramenaient de la came qui n'était même pas de la came, ils faisaient plus vite, le braqueur connaissait plus de monde et il faisait plus vite. Parce qu'après, c'était à la connaissance, c'était que des anciens braqueurs qui ont repris le boulot (...) C'est les anciens voleurs, braqueurs, les anciens youvs, qui se sont dits : « L'argent il est là..., on va prendre le terrain. » C'était « c'est nous les voyous, on va le faire ». Parce qu'il faut pas oublier une chose, ces mecs-là, des mecs comme moi, on entendait parler de la came en prison, on est sorti frustré, pas par rapport à la came, mais d'avoir raté le circuit des machines à sous. Ce qui change, c'est que les mecs, ils emploient des méthodes de lorsqu'ils étaient voleurs. Par exemple (à voix basse), t'as des équipes qui disaient jamais à leurs amis qu'ils vendaient de la came d'Amsterdam ; il y avait des structures plus malignes, tu comprends ?

- Plus cloisonnées...

Plus cloisonnées. C'est comme si ils faisaient un hold-up les mecs... Les mecs, qu'est-ce qu'ils faisaient ? Ils faisaient que ramener et vendre à des structures plus importantes. Il y avait en dessous des semi-grossistes qui voulaient eux aussi tenir des terrains, mais qui les tenaient parce que c'était des costauds des quartiers. Ces mecs-là, les grossistes, ils vendaient à ces structures-là. Tu sais qu'un kilo pouvait être vendu dans la journée par petits paquets. Imagine-toi la somme énorme que les mecs... se faisaient !

Ce qui change donc, selon notre interlocuteur qui a participé à cette mutation, c'est que les voleurs, devenus braqueurs, passent à la came. La voyoucratie met la main sur la vente en gros et cherche à faire des dealers des semi-grossistes d'héro, selon la technique dite du « collage ». L'entretien mené avec un « ancien flic » aujourd'hui à la retraite, qui a travaillé dans les années 1980 sur le terrain à Paris, confirme cette analyse en insistant sur l'intérêt et le changement de génération :

- Est-ce que vous avez rencontré des braqueurs reconvertis dans la came ?

Bien sûr. Tout est dit en très peu de mots hein : beaucoup moins de risques, et en terme de retours, rien à voir. Surtout qu'à la fin de la grande époque des braquages, il n'y a plus rien... Enfin, il y a plus rien dans les banques, pour les honnêtes personnes si, mais pour les braqueurs.... Si c'est monter au braquo pour 60 €, aucun intérêt. Donc ils repartent sur autre chose (...) Les plus gros bras arrêtent, oui bien sûr. Au début, parce que les peines tapent moins. Le risque, il est moindre. Et puis c'est du 500%. Certains le disent. (...) Non, à part les très très beaux mecs, je pense que la came a remplacé... – c'est une image mais j'y crois fortement : la came a remplacé le courage. Le courage (...), c'est plus du tout le même niveau, le même milieu, c'est plus du tout la même chose. Mais je pense que non, ils se sont arrêtés parce que les banques

se sont surprotégées, sur-blindées. (...) Et en même temps, la came est arrivée. Au début, on voit dans certains films (mais moi je l'ai vu dans la réalité) des anciens voyous dire : « Ah moi, je touchera jamais à ça ! Je ferai les gonzesses, le jeu, n'importe quoi mais la came jamais, c'est de la saloperie (...) » Et puis, petit à petit, on s'y met quand même parce que ça rapporte énormément.

À Marseille, on pourrait citer des récits illustrant une trajectoire comparable, tel ce gars qui est passé des vols aux braquages et à la came (tout en continuant les vols), après, là aussi, un premier séjour en prison en 1978 où il apprend les ficelles du métier et se fait des contacts. Le trafic de drogues était encore une « *activité réservée* » et il fallait avoir des contacts pour y accéder.

Le contexte de lutte contre la délinquance, les nouvelles opportunités de faire de l'argent, le rôle de la prison, voilà donc ce qui change. La multiplicité des filières présentes dans la décennie précédente se reconfigure en particulier autour de réseaux polyethniques se traduisant par une alliance entre trafiquants chinois et tunisiens à Amsterdam. En effet, plutôt que d'avoir à faire à un grand nombre d'acheteurs, les premiers s'en remettent au début des années 1980 à des « *parrains tunisiens* » qui sous-traitent à des grossistes parisiens tunisiens la distribution de la came à des dealers élevés au rang de semi-grossistes à des échelons inférieurs et locaux, c'est-à-dire sur une base territoriale, que ce soit dans les boîtes et les bars ou dans les cités. Ainsi, ce système qui se traduit par la livraison et la revente de dizaines de kilos d'héroïne (de la « *rose* ») va littéralement inonder le marché parisien – sans en être la source exclusive. Ce n'est pas un hasard si certaines villes comme Nanterre, Gennevilliers, Asnières ou Bagneux deviennent des marchés couvrant toute la « *banane des Hauts-de-Seine* » (du Nord au Sud), mais aussi dans d'autres portions de la région parisienne, en Seine-Saint-Denis, à Saint-Denis même, Bobigny, Pantin, et plus à l'est du département, à Clichy-sous-Bois en particulier¹⁶³. Non seulement ces villes possèdent toute une histoire collective (voir « *La came en banlieue* »), mais les anciens braqueurs devenus des petits capitalistes de la drogue y ont de nombreux contacts et donc de nombreux débouchés.

¹⁶³ L'héroïne s'est diffusée massivement dans toute cette jeunesse en galère décrite par l'équipe de François Dubet (*La galère : jeunes en survie*, Fayard, 1986), qui n'en a pourtant pas parlé, au-delà du « trou noir » - peut-être parce qu'elle était en gestation justement au moment de l'enquête -, oubliant que « *faire la came* » est d'abord une *activité économique*. Dans le cas des Minguettes, en février-mars 1984, c'est douteux. Pour les trois autres sites Champigny, Orly, Sartrouville, on en sait rien. Enfin, à Seraing (Belgique), exemple idéal-typique de la « communauté ouvrière » selon l'équipe de sociologues, il y avait de l'héroïne à l'époque, à Liège, comme nous l'a raconté le sociologue Cédric Lomba qui y a grandi. Entre autre trace, voir l'expérience « *Toxicity* », qui avait pour objectif, face à la visibilité qu'elle occupe « depuis trente ans », « de faire une sorte d'histoire orale de l'héroïne à Liège ». Il en ressortira, avec bien des péripéties, des mois de montage et d'habillage sonore, trois émissions de cinquante minutes diffusées en 2014. *Toxicity*, de Marc Monaco, Sarah Fautré et Éric Collard, avec le soutien du FACR de la Fédération Wallonie – Bruxelles, en co-production avec D'une certaine gaité Asbl.

3.3 De Paris à Marseille

Les trois grandes périodes que nous venons d'esquisser à propos de la région parisienne peuvent correspondre à ce que l'on sait de l'histoire locale de l'héroïne à Marseille et ses environs : amorce encore très marginale dans les années 1960 ; diffusion plus nette – y compris dans les quartiers périphériques – dans les années 1970 ; explosion des trafics et forte consommation dans les années 1980, doublées d'une propagation du sida faisant des ravages dans les familles.

Il n'en demeure pas moins un certain nombre de spécificités historiques et sociologiques qui caractérisent l'univers marseillais. La première résulte de l'histoire sociale et migratoire de cette ville portuaire, de la fin de la « *Grande Guerre* » jusqu'aux années 1960, qui a connu ses heures de gloire grâce aux échanges avec l'Empire colonial, avant de décliner depuis les années 1970 sous les effets de la relocalisation des activités industrielles. Les échanges, en particulier avec les pays producteurs et consommateurs de stupéfiants (Maroc, Indochine), ne sont sans doute pas sans importance.

La deuxième spécificité de cette ville cosmopolite est qu'elle est l'un des premiers points d'entrée des populations étrangères et/ou très mobiles ; aux vagues migratoires successives s'ajoute la présence en grand nombre de marins, de navigateurs et de voyageurs en transit. Ces catégories en contexte d'exil sont dénoncées comme éléments de diffusion des drogues. Par ailleurs, la constitution d'une communauté corse et italienne joue un rôle éminent dans l'essor des réseaux criminels, de prostitution et des trafics de stupéfiants. Le dernier trait, c'est la morphologie urbaine de la ville, tout à la fois étendue et sans « *banlieue* », fortement différenciée sociologiquement entre quartiers nord et sud et est, mais aussi avec des mondes ouvriers stratifiés de façon très spécifique, et ethnicisée selon des logiques très complexes. Les quartiers populaires dans les quatre arrondissements du nord de Marseille résultent, en fait, de l'emboîtement de noyaux villageois, d'îlots pavillonnaires, de « *campagnes* » de bastides, et de grands ensembles et cités, d'une hétérogénéité de peuplement qui est de règle sur le plan ethnique et culturel, avec ses cités plus fortement peuplées d'Arabes, de Gitans, et plus récemment de Comoriens. Mais les quartiers les plus pauvres sont encore aujourd'hui dans les arrondissements du centre-ville. De plus, les « quartiers nord » ne comptent finalement que 60% du parc HLM, les 40% restants se situant pour l'essentiel dans les quartiers est et sud. Bref, au mélange des populations à Marseille répond une plus grande séparation spatiale et ethno-raciale à Paris et ses banlieues.

De tout cela, on retiendra que ce sont donc plutôt les localisations et les territoires qui font la différence entre les deux villes et terrains. Sans vouloir ici trop embrasser ce qui sera développé dans la seconde partie, il est intéressant de signaler différences et similitudes, de cartographier les routes qui mènent de Paris à Marseille, les points de basculement de la diffusion de l'héroïne, les mondes sociaux dans lesquels elle a circulé.

Logiques portuaires et porosités sociales

« À partir des années 1910, les drogues commencent à se diffuser dans les lieux de plaisir de certaines grandes villes, en particulier à Marseille et à Montmartre, dans une

moindre mesure à Toulon et dans certains ports. »¹⁶⁴ Porte de la Méditerranée, point de passage de toutes les marchandises, le port de Marseille est le lieu de trafics divers qui échappent aux contrôles et favorisent l'accès banalisé à des biens de consommation récupérés – tel un *dû* ? – dans les containers. Les hommes de la cambuse (plutôt que les dockers) ont historiquement occupé ce rôle de faire sortir des marchandises des containers stockés vers certains quartiers où eux-mêmes ou d'autres écoulaient les marchandises au « marché noir » et alimentaient les familles démunies¹⁶⁵. Dans les quartiers populaires, il y avait une offre de produits de consommation courante, de matériaux de construction, d'or... « *Il y avait des réseaux où tu avais de l'offre en permanence* ». (...) *Il y avait un marin qui faisait des trajets au long cours et qui trafiquait de l'or. (...) Je me souviens mon premier anorak, c'était un anorak chinois. On avait tous le même. Un truc de mauvaise qualité.* » Toute une économie de la débrouillardise faite de la rencontre de ressources licites et illicites en lien avec l'activité portuaire fonctionnait dans les années 1960 dans certains quartiers¹⁶⁶. Mais ce n'était pas des stupéfiants – ou alors dans des mondes très fermés. C'est venu plus tard, mais aussi par ce chemin-là – on le verra.

L'héroïne, certains en décèlent la présence très tôt. Le milieu de la délinquance plus ou moins professionnalisé, bénéficiant sans doute de la corruption des autorités locales, place la ville en deuxième position derrière Paris pour les statistiques policières et judiciaires de la drogue dès le milieu des années 1920¹⁶⁷. Il semble bien que l'activité de production et de distribution de l'héroïne vers les États-Unis n'empêchait pas que l'héroïne circule depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en particulier depuis la guerre d'Indochine, à Paris et à Marseille. Plusieurs témoignages recueillis en région parisienne le montrent¹⁶⁸. Sur place, c'est un fait : « *Il y en a toujours eu, de la poudre*, assure Saïd. *C'est plus vers les États-Unis qu'ils envoient leur marchandise, c'est vrai, mais il y en avait. Il y en a toujours eu.* » Au moins depuis les années 1950, dans les petits mondes¹⁶⁹

¹⁶⁴ Emmanuelle Retaillaud-Bajac, *Les paradis perdus*, op. cit. p. 131 et suivantes.

¹⁶⁵ Certains entretiens, comme celui avec un homme âgé de 55 ans qui a grandi sur le chemin du littoral, évoque comment « ca a commencé vers 14 ans vraiment, commencé à vouloir des choses qu'on n'a pas à la maison, à essayer de vivre autre chose, puis c'est cette adrénaline qui s'est mise en nous, quand on commence à faire un petit vol, un petit entrepôt, pour prendre des bibelots, après un camion et au furet à mesure ca monte en puissance : containers, taper les containers, aller à plat ventre avec les cisailles et tout, monter sur les trains pour couper les containers... ».

¹⁶⁶ Bien évidemment, cette économie de la débrouillardise n'est en rien spécifique à Marseille. Cf Jean-François Laé, Numa Murard, *L'argent des pauvres*, Paris, Le Seuil, 1985 ; Dominique Duprez, Michel Kokoreff, *Les mondes de la drogue*, op. cit.

¹⁶⁷ Voir Emmanuelle Retaillaud-Bajac, op. cit. p. 105 et suivantes. À partir de l'analyse des statistiques judiciaires pour infraction à la loi de 1916 sur les années 1921, 1929, 1935, 1937, portant sur un effectif de 200 hommes et femmes, l'auteure montre que l'importance du marché illicite à Marseille a généré des « foyers de consommation locale ». Population masculine, d'origine sociale modeste, étrangère, présence marginale d'une petite ou moyenne bourgeoisie, telles sont leurs caractéristiques.

¹⁶⁸ Par exemple, Boualem a commencé l'opium à Diên Biên Phu dans les tranchées. Puis de retour en France, pour supporter son manque, il a connu la « blanche » dans les années 1950 à Paris (habite la Goutte d'Or), qu'il achetait du côté de la rue Mouffetard, 100 francs la boîte d'allumettes pleine.

¹⁶⁹ Dans les entretiens, la notion de « monde » est d'un usage fréquent au sens de communauté d'appartenance. « C'est pas ton monde Louisa, ne reste pas là, touche pas à ça, arrête ! » Ou son frère parlant d'elle : « voilà elle veut arrêter la drogue, ce n'est pas son monde à elle... ». Ou encore, évoquant une coupure nette et définitive : « on ne peut pas garder, je pense qu'après, il faut

des bandits et voyous impliqués dans la prostitution, le jeu, le racket, les braquages, ou dans celui des jazzmen, ainsi que l'ont montré Gilles Suzanne et Michel Samson¹⁷⁰. En termes d'origine, des Corses, des Italiens, des Libanais et des Arméniens jouent les premiers rôles. Dans les années 1960, des traces de consommation sont visibles dans la ville, notamment dans les bars et les boîtes du quartier de l'Opéra, en centre-ville, rue Thubaneau, rue du Tapis-Vert. Qui revendait ? « *Il y avait un peu de tout, c'est vrai des Arabes et des Gitans* », se souvient Saïd, né en 1964, mais qui a été très tôt à « *l'école de la rue* » dans sa cité et rapporte des choses qu'on y apprenait ou disait, avant de structurer lui-même le business dans les années 1980. « *Avant, c'était en bas, le centre-ville, le Panier, la Belle de Mai, Saint-Ga, Saint-Jo...* ». Mais même là, l'accès à l'héroïne est restreint à « *ceux de la connaissance* ». Le Panier apparaît comme un lieu de revente de marchandises venant du port, jusque dans les années 1975. On y trouve des plans réguliers et de qualité pour ceux qui ont les bons contacts et repartent écouler et consommer leur marchandise rue de Buci ou ailleurs à Paris. À la Belle de Mai, où ont grandi quelques grands voyous de Marseille, des usagers-revendeurs s'approvisionnent à raison de plus ou moins 100 ou 200 g en tout, pas à la dose. Donc, ce n'est pas pour tout le monde. L'ouverture va se faire par l'extérieur.

Mylène se souvient avoir été confrontée la première fois à l'héroïne autour des années 1968 dans les quartiers où elle a grandi. C'était très marginal, une ou deux personnes, « *c'était très trouble, on savait pas comment nommer ça, drogués, malades (...)* *Ils étaient sur le profil un peu alternatif des années 68* ». Puis, vers 1970, dans le lycée en internat qui regroupait des élèves des petites villes aux alentours, elle observe des consommations de produits, du cannabis, du LSD, de l'héroïne prise en sniff. Il y avait ces fils de commerçants un peu plus aisés, ces enfants de dockers à l'avenir tout tracé, qui sortaient plus, ces militants ultra-gauche un peu particuliers, vaguement situationnistes, qui cherchaient à se démarquer et circulaient de façon plus ouverte dans divers mondes sociaux en centre ville où ils ont rencontré l'héroïne dans les boîtes.

Depuis la fin des années 1960, Marseille est aussi une zone de transit et de départ des hippies de toute nationalité de retour de contrées lointaines avec toutes sortes de produits¹⁷¹. Des branchements se font avec des petits groupes de jeunes et avec des réseaux plus âgés qui commencent à consommer du cannabis, à prendre des acides, de la morphine, de l'opium, et donc de l'héroïne¹⁷². On est dans les années 1972-1975. Si on ne trouve pas

savoir couper... non, non, je n'ai jamais plus eu de contacts... Bon j'entends parler de l'un ou de l'autre. Mais non après, on ne peut pas rester dans ce milieu. Après, c'est un autre monde. Mais je ne suis plus dans ce monde-là. » On ne voit aussi, la proximité avec la notion de « milieu », au sens non criminel du terme, qui est fréquente.

¹⁷⁰ Michel Samson, Gilles Suzanne, *À fond de cale, 1917-2011. Un siècle de jazz à Marseille*, Marseille, Ed. Wildproject, 2012.

¹⁷¹ Voir *Flash* de Charles Duchaussoix, qui part de Paris en stop vers Marseille en 1962.

¹⁷² Un des premiers articles date de 1975 dans *Libération*. Il décrit le quotidien des « camés » qui passent du joint à la pique, se font mettre dehors par leurs parents, ne travaillent plus, accros, se fournissant dans un bar de Saint Henri... pour allonger les doses et en revendre une partie, se méfiant des flics partout et des balances, pour se faire ramasser un soir au port. (« La drogue à Marseille », *Libération*, 5 mai 1975).

trace de ces produits dans les quartiers, les choses commencent à changer après 1975, par exemple dans le quartier Saint Louis :

« Je me retrouve nommée sur le quartier comme éducatrice dans le quartier où j'avais fait mes études au lycée. Et bien sûr, j'ai un autre regard sur la situation. Ce que je repère dans ces années-là, c'est l'arrivée de petits, de gars qui sont issus des quartiers mais qui sont dans des liens plus tenus avec le milieu marseillais, des petits business locaux. C'est des mecs qui sont des petits macs. Ce sont des mecs qui font des casses, des voyous, le profil des voyous qui ont pignon sur rue, qui fréquentent le milieu, et toujours dans cette logique où ça s'entrecroise. (...) Ils ont 25 ans, ils sont dans d'autres mondes, les bagnoles, la frime, le fric. Tu les sens dans un autre monde, dedans-dehors, ils continuent de fréquenter le quartier.

Et en termes d'origine ?

Très mélangé. Comme Marseille, quoi. Des enfants des vagues migratoires. Nous Français-Français, y'en avait qui sont arrivés d'Italie, les parents avaient fait la guerre d'Espagne, avaient fui Franco. C'est les pieds-noirs qui sont arrivés dans les années 1960. Y'avait quelques familles maghrébines... »

La drogue n'arrive pas jusqu'aux cités. Par contre, ce sont ces enfants de l'aristocratie ouvrière qui sortent du quartier et qui touchent au produit, sauf qu'eux ont leur salaire comme argent de poche. Leur niveau de vie explose dès lors qu'ils commencent à vendre. Comme ce n'est absolument pas le souci de la police, obnubilée par la *French*, les réseaux se diffusent, associant revente de cannabis, d'armes et d'or, avec beaucoup de mobilité dans la ville, loin de la prise de risques que l'on voit aujourd'hui avec occupation, vente sur le trottoir.

Certains entretiens datent des années 1975-1985, la période où les cités deviennent le marché.

« Mais avec deux entrées différentes, cannabis et héroïne. Cannabis, héroïne très peu, si ce n'est deux ou trois lieux dans les quartiers nord très ciblés, Frais-Vallon et Castellane, et qui sont souvent restés. Frais-Vallon, c'est historique. Et puis ponctuellement à la Bricarde, y avait un mec qui dealait à la Bricarde (...) On est sur une période où le trafic de cannabis commence à se structurer et où le trafic d'héroïne est désigné pour camoufler. J'ai même vu des jeunes faire partie d'une association contre la drogue pour faire de la chasse aux dealers et faire du deal de shit par ailleurs. »

Quartiers anciens, cités maudites

C'est à partir des années 1980 que l'on commence à trouver un peu d'héroïne dans les cités, « avant, il n'y en avait pas ».

« Ça bascule au début des années 1980, vers 82-83. Ceux qui sont entrés les premiers dans le produit deviennent les revendeurs mais les petits revendeurs. La génération qui vient juste après, c'est l'époque où l'on commence à parler

de la colle, qui sniffe de la colle, qui bouffe du Temgesic®, et qui accède provisoirement à l'héro. Et là, c'est un autre profil, qui n'est pas dans la même aisance que les autres, qui est un profil lié à une précarité plus forte. Les autres, c'est des mecs qui avaient des activités professionnelles, qu'ils ont eu du mal à tenir après. Je me souviens de l'un d'eux, ses parents avaient un salon de coiffure. Et d'ailleurs, les salons de coiffure dans les quartiers nord ont été un lieu dans les réseaux de dope. Autour de cette aristocratie ouvrière, soit il y a ceux qui sont partis dans la dope et se sont foutus en l'air, soit ça a produit aussi des gens qui se sont installés dans des réseaux plus conséquents de trafics et sous des couvertures (boucherie, salons de coiffure). L'image de la réussite dans les années 1980, en fait, ils faisaient du trafic. Ils bossaient. » (Mylène)

Il semble qu'il y ait cohabitation de plusieurs produits et donc de réseaux sur la ville. La fameuse « rose » a fait « beaucoup de bruit », car elle était coupée avec de la mort aux rats et serait à l'origine de l'overdose d'un de ses frères. « C'était plutôt du côté du centre-ville, souligne une de ses sœurs, née en 1961, qui a pris sa première ligne d'héro à 25 ans et shooté de 1987 à 1992, (...), du côté de la Porte-d'Aix. Là où les Tunisiens tenaient un réseau, gare Saint-Charles, tout ça... ». Elle ne se vendait pas dans la cité de la famille de Saïd. Qu'est-ce qui s'y vendait ? « Des fois, il n'y avait que l'héroïne blanche et des fois, il n'y en avait pas, il n'y avait que de la marron, des fois un peu tout. La meilleure, les gens la prenaient en quantité, si c'était la coquille d'œuf¹⁷³, ils prenaient celle-là. »

À dix ans, avec son frère Nacerdine, ils perdent leur mère et leur père ne s'occupe plus d'eux, ils vivent « l'école de la rue », apprennent beaucoup plus vite... N, qui n'a jamais consommé, se souvient en avoir entendu parler très tôt par les gens du quartier, alors qu'il avait dans les 12 ans. La poudre se diffuse vraiment vers 1980-82 à Campagne-Lévêque, Font-Vert, le Merlan. Vers 1983-84, « c'était énorme, mon frère en prenait tout le temps, pas que lui, mon autre frère et ma sœur ». Il a 22 ans. Jamais il ne servira de la poudre. « Tu envoies des gens mourir si tu fais ça ». Par contre, il vend de la coke à ceux qui en ont les moyens. « Je ne vendais pas aux jeunes, c'était des mecs de 40 ans. Ils savaient ce qu'ils faisaient. » Vendre de l'héro, c'est faire de « l'argent rapide ». Pour ceux qui n'avaient pas de boulot ou qui n'avaient pas envie, « tu sais que tu vas vendre un peu d'héro, tu vas vite gagner de l'argent ». Pourtant, les prix sont bas¹⁷⁴.

À l'entendre, l'héro a continué jusqu'en 1985, puis un glissement s'est opéré à la coke et au shit, à partir des années 1990. Au milieu des années 1980, c'est le boum de l'héro. Tous les jeunes pratiquement consommaient en injection, puis ils sont passés à la coke. L'image repoussoir de l'héro aurait-elle fait le reste ? « Il y en avait moins, en 1990,

¹⁷³ Des usagers font référence à de la « jaune » ou « libanaise ».

¹⁷⁴ Certaines usagères se rappellent qu'un gramme coutait entre 600 et 800 frs dans les années 1980, puis avec l'arrivée de la rose, début 90, les prix baissent de facilement 200 frs ; en 2000, elles en trouvaient de la blanche, très bonne, à 120 euros, aujourd'hui entre 40 et 60 euros. Ce qui signifie que l'héroïne est donc beaucoup moins chère aujourd'hui.

c'était la fin de l'héroïne. » L'explication privilégie la logique de l'offre, « parce qu'ils devaient plus avoir de chimistes qui arrivaient à en faire car les gros étaient en prison. Pas mal de gros bonnets se sont fait arrêtés et ont pris de grosses peines ». Du côté de la demande, les consommateurs sont de tous milieux, des filles, des mecs, de 30 ans, de 40 ans. « Les parents ont commencé à comprendre que leurs enfants étaient des toxicos. Ils ont mis des années. Les parents croient toujours que les enfants ne font rien, on ne peut pas voir. Plein de parents n'ont jamais voulu voir. » Alors, les parents ont commencé à envoyer de force leurs enfants se désintoxiquer. L'un est parti à la montagne, l'autre en Algérie. Ils ont recommencé, une fois revenus, même après quatre ans en Algérie, comme une de ses sœurs. Mais, « c'était des enfants de la cité ! Mon frère, il était de la cité, il était avec d'autres avec qui il touchait et vendait. Qu'est-ce que tu peux faire ? Tu peux pas dire "va t'en" ! (...) Après, ça part en disputes, les mains et les armes. » (54 a, en invalidité, de né de parents algériens, 13 frères et sœurs de trois mères différentes).

Une autre similitude est la différence des milieux. Ce n'était pas des gens des quartiers et des cités HLM qui touchaient, mais de partout, de Nice, Fos, Martigues, Pertuis, des gens qui venaient en 4X4. « Il y avait toutes races et tous milieux ». Mais en même temps, il y a un mouvement contraire : le « c'était pas pour nous ! »

Les carrières montrent bien que c'est moins l'héroïne en soi que ses conséquences directes et indirectes sur le mode de vie qui est en jeu, qui faisait trop. La vie commence à « partir en vrille ». En prendre beaucoup, être capable de galérer pour en avoir (« J'ai déjà couché avec des mecs parce qu'ils vendaient de l'héroïne, pour en avoir »), souvenirs sordides (d'appart' de dealers, d'esclavage, de manque). La méthadone fait passer de l'héro à la coke. On passe de la défonce à la détresse.

Nice, plaque tournante ?

Selon certains témoignages, le centre de gravité s'est déplacé de Marseille à Nice vers la fin des années 1970. Les usagers y allaient se fournir, et certains d'entre eux racontent l'histoire de la manière suivante :

« ... parce que dans ces années-là, Nice était une plaque tournante. C'était plus Marseille, c'était Nice. Nice, y avait une petite ville à côté, je me rappelle plus comment ça s'appelle... y avait beaucoup d'héroïne. À Nice, de toute façon, c'était simple : quand tu cherchais à acheter du cannabis, on te vendait de l'héroïne. « J'ai pas de cannabis, mais j'ai de l'héroïne. » C'est comme ça qu'une copine, elle est tombée dedans, à Nice. Elle allait pour chercher du shit, elle s'est fait planter, elle a commencé à essayer l'héroïne, et voilà... »

Déjà en 1976, les médias focalisent leur attention sur la Côte-d'Azur. *Libération* titre en Une de son édition des 8 et 9 janvier 1976 : « La riviera envahie par la drogue ! », avec en bandeau : « Arrêtés à Nice, 66 drogués inondaient la ville d'héroïne ». A priori, écrit J.-P. Génè, « un temps à ne pas mettre un dealer dehors. Il n'était pourtant pas difficile lundi dernier de se procurer une dose de brown au coin des arcades de la place Massena. Malgré les rafles, malgré les campagnes de Nice-Matin, malgré les flics qui arpentent la rue piétonne, talkie-walkie grésillant en bandoulière, si l'on a 100 francs, on

trouve. Peut-être parce que, s'il est vrai que la justice et la police s'excitent sur la dope, les dealers savent également que cette vaste opération antidrogue est une vaste mise en scène. »¹⁷⁵ Derrière cette affaire montée par les stupés, le juge et la presse, une situation révélatrice « qui tend à se généraliser dans toute la France ». « On shoote bien sur la côte et à Nice peut-être plus qu'ailleurs, depuis le printemps 1974, date à laquelle, selon le juge Zavaro on a assisté à un véritable dumping sur la poudre. Cette promotion du Brown Sugar, que l'on trouvait à l'époque à 30 ou 40 francs la dose, s'est accompagnée d'un appauvrissement du marché de l'herbe ou du hasch qui ne s'explique pas par la répression... » Or, ce sont quand même 200 kg de H qui sont saisis en 1976 à l'aéroport. En ce qui concerne l'approvisionnement en héroïne blanche, on affirme que les réseaux marseillais ont été démantelés. « Désormais l'héroïne a pratiquement disparu du marché français et en tout cas de la Côte-d'Azur », déclarait le 15 avril 1975 le commissaire Lachaux, patron des stupés de Nice. Or, selon le journaliste de *Libération*, la réalité est bien différente. « Sur les quelques 70 jeunes arrêtés, on a trouvé à peine 200 g de brown. Tous se shootaient et revendaient entre eux, quelques-uns faisant régulièrement le voyage pour Amsterdam pour approvisionner le marché local. Rares sont ceux qui ont été assez malins pour se faire du fric. La plupart ont été arrêtés dans les quartiers nord de Nice, dans ces cités HLM qui ont poussé entre les collines (...) Des quartiers où, pour les jeunes, la shooteuse succède logiquement à la bécane, la prison au CET et l'overdose à l'ennui. » L'article évoque des appartements servant de repères, de racket des usagers-revendeurs, mais aussi un certain Monsieur Albert, bien connu des policiers niçois, supposé en lien avec des membres de la *French Connection*, poursuivi pour avoir organisé entre 1969 et 1974 une douzaine d'expéditions représentant près d'une tonne d'héroïne aux USA. Pourtant, Urbain Giaume a été libéré sous caution de 300 000 francs après sa courte détention. Aurait-il « le bras long et des appuis solides ? S'attaquer à un personnage comme Giaume en période pré-électorale peut nuire à bien des carrières, alors que l'arrestation bruyante de quelques dizaines de junkies crée un rideau de fumée efficace et sanitaire dans les quartiers ». Jacques Médecin va se présenter aux prochaines municipales, il sera réélu. Quant à Urbain Giaume, finalement condamné à vingt ans de prison, il mourra en détention dans les années 1980.

Conclusion : entre le discours de la presse nationale, les déclarations du patron local des stupés et l'enquête du journaliste de *Libération*, les versions divergent, et on voit comment l'héroïne peut être instrumentalisée par les uns ou par les autres.

Zampa, bandit de légende

Né le 1^{er} avril 1933 à la Cayolle, face au chantier des Baumettes, Gaëtan Zampa est le fils d'un immigré napolitain, qui s'est taillé une place de choix dans le quartier de l'Opéra, haut lieu de la prostitution, dont le bar La ruche, était l'un des QG de la pègre marseillaise. À 22 ans, il monte à Paris et atterrit aux Trois canards, cabaret proche de Pigalle et fief des truands marseillais. Le mythe prend forme. Zampa monte, il brûle les étapes, passe les échelons, embauche des Napolitains, des Siciliens, monte dans la

¹⁷⁵ J.-P. Générat, « Brown d'Azur », *Libération*, 22 janvier 1976.

hiérarchie, quand il se fait repérer par l'associé de Marcel Francisci, Robert Blémant, ex-commissaire de la DST, qui l'engage et lui confie son cercle de jeux Paris-Montmartre.

Inscrit au fichier du grand banditisme en 1959, il est condamné en 1965 à six ans de prison pour avoir organisé un hold-up en 1961, se marie, et se fait soigner en 1968 pour troubles mentaux. Libéré en 1970, interdit de séjour dans les Bouches-du-Rhône, il passe à nouveau par la case prison en 1975. Il est derrière toutes les grandes affaires : le casse de Nice en 1976, l'attentat raté la même année contre Jacky Imbert, dit « *le Mat* », le meurtre du juge Michel, la tuerie du Bar du téléphone. La guerre Zampa/Le Mat aurait fait une vingtaine de morts entre 1977-79. Décrit par les qualificatifs les plus prestigieux (« *démiurge* », « *sorcier* », « *loup* », « *demi-dieu* »), « *héros romantique* », héritier d'une « *interminable dynastie* » qui va de Carbone et Spirito à Guérini, le « *caïd* » qualifié d'« *empereur du crime* », de « *maître présumé du pavé* », lui que l'on imaginait loin, en Sicile ou en Corse, est cueilli le 27 novembre, à 30 km de Marseille, inculpé pour diverses infractions à la loi sur les sociétés pour lesquelles il risque un maximum de cinq ans¹⁷⁶. Passons sur la description du personnage. Onze morts et quelques autres vers l'étang de Berre ont été recensés depuis le début de l'année. Face à cette « *guerre des gangs* », qui fit tomber un certain Gilbert Hoareau, réputé « *roi de la nuit marseillaise* » à l'époque, laissé mort sous les balles de trois tueurs, la police a organisé une véritable rafle dans les boîtes de nuit de la région détenues sous des prête-noms par Tany (prête-nom de Zampa).

Celui « *qui s'est fait autant d'ennemis parmi les voyous, les policiers et les magistrats* » avait néanmoins su « *ménager des amitiés dans des milieux très variés, voire opposés* ». À Marseille, « *il travaille aussi bien avec d'anciens voyous membres des partis d'extrême-droite qu'avec leurs équivalents socialistes. Il fréquente les amis des Basques de l'ETA auxquels il donne des coups de mains moyennant finances, et les équipes de voyous qui, pour le compte de certains policiers espagnols, descendent ces mêmes militants d'ETA. Côté couverture policière ou politique, il bénéficie de celle des deux camps... (...) C'est pour toutes ces raisons que Zampa a pu mener sa barque.* »¹⁷⁷

L'ouverture sur d'autres mondes

À Marseille, les jeunes qui faisaient usage d'héroïne dans ces quartiers « *avaient une capacité de mixité sociale plus que d'autres. Ils étaient capables d'aller au centre-ville et c'étaient des gens qui étaient liés au milieu des boîtes. À l'âge de 16-17 ans, ils avaient une ouverture sur d'autres mondes sociaux que les nôtres (ouvriers, menuisiers, plâtriers), ils étaient un peu plus aisés, fils de dockers ou de commerçants, ils sortaient en boîte. Il y avait une forme d'aisance matérielle.* » Dans les sociabilités de quartier, « *mes copains qui étaient apprentis chaudronniers, des trucs comme ça, et au lycée, pareil, ce n'était absolument pas majoritaire. Y'avait de l'héroïne, y'avait du LSD, y'avait du shit. Je les voyais arriver au lycée, complètement affalés. Je les ai vu se dégrader. Y'en a un grand nombre qui sont morts !* » La fréquentation du « *milieu des boîtes* » dans le centre-ville, mais aussi à Aix, la Garenne dans les Alpes, relevait au fond de la distinction. Elle était

¹⁷⁶ « Comment Zampa le caïd est tombé en douceur », *Libération*, 29 et 30 novembre 1983.

¹⁷⁷ *Libération*, 30 novembre 1983.

aussi une expérience nouvelle : aller en boîte à partir des années 1974-76, c'était prendre des « *petites sniffettes* », de la cocaïne, mais c'était aussi dans les cercles de jeu que ça consommait...

Les activités militantes occupaient une grande place dans la vie quotidienne de ces groupes. Dans les rangs de la Gauche prolétarienne, « *très spontex* », il y avait de l'usage, de cannabis un peu plus que d'héroïne. « *Il y avait une grosse activité militante à l'époque. On les retrouvait très proches de nos idées mais tu sentais qu'il y avait une attractivité ailleurs. Ils étaient dans des mouvements ultra-gauche mais un peu particuliers, genre situationnistes. Ils se démarquaient, ils étaient dans les boîtes.* » Au-delà de ses activités militantes, la musique occupe une grande place, non pas tant dans les boîtes (peu nombreuses, de qualité inégale et refoulant nombre de jeunes) que dans les bars (nombre d'entre eux, une fois le rideau baissé, finissaient en fête tard dans la nuit) et des salles où les jeunes organisaient des boums et des concerts. C'est dans ces petits mondes, entre boîtes et bars, que se noueront des liens avec quelques « *figures marseillaises fortes* » qui « *leur donnaient une certaine autorité sur le territoire du quartier* », et que se fera la rencontre avec un certain nombre de produits, dont l'héroïne.

Un deuxième épisode survient quelques années plus tard avec les petites classes moyennes, qui se précarisent dans les années 1980.

« C'était en 1977 ! Et là, je pars travailler sur un autre quartier de la ville, dans les quartiers Sud, une enclave populaire, un bidonville. Ça m'intéressait de travailler dans un bidonville qui devait être réhabilité dans les années qui suivaient, très rapidement. C'était les premiers pas des opérations « Habitat et vie sociale ». Là, c'était assez rigolo, je ne connaissais personne. Autant les quartiers nord, je connaissais tout le monde, j'étais chez moi, dans la même ville, je ne connais plus personne... (...) Donc pour m'intégrer, je me dis qu'il faut que je connaisse des figures un peu fortes. Intuitivement, je repère ces figures un peu fortes, et ces gens-là, c'était des figures militantes. Plus jeunes que moi. Des gens qui travaillaient, qui militaient sur le quartier, des syndicats, parfois des partis politiques, qui travaillaient sur la résorption du bidonville. Et là, je découvre par eux qu'il y a les mêmes logiques que dans les quartiers nord qui fonctionnent. Logiques de réseaux de vente illicites de tout. Logique du dedans-dehors : même si tu vis dans un bidonville, tu vas en centre-ville. Mixité sociale évidente dans cette ville. Et la première fois, je vois sur ce site, un réseau de revente de cannabis tenu par des Gitans qui étaient aussi dans la revente d'armes et d'or. Mais absolument pas la prise de risque que l'on voit aujourd'hui avec occupation, vente sur le trottoir. Une petite délinquance faramineuse.

- Et là, ça vendait ?

Avec des gens d'autres quartiers, mais ça vendait. Et là, un premier discours sur la réhabilitation, "il faut nettoyer, attention", un discours du côté des élus, des politiques – on n'est pas encore passé à la décentralisation –, un discours

de désignation : « Cette cité c'est une cité de voyous, en même temps que l'on réhabilite, il faut nettoyer cette cité de voyous ». Y'avait trois bidonvilles dans un, le premier, on appelait ça Chicago... »

Ces logiques de mobilité dans la ville et d'entre-deux permettent de comprendre comment l'héroïne s'est diffusée à partir de compétences à sortir du quartier – que l'on cherche « à financer sa conso » ou que l'on soit revendeur-non-usager –, comment le mélange des mondes a accéléré sa diffusion. À l'inverse, on voit à quel processus de rentabilisation économique correspondait la désignation des quartiers populaires comme lieux de trafics. L'enjeu politique d'en faire une verrue, c'était de récupérer le foncier¹⁷⁸.

¹⁷⁸ Quarante ans après, on en est toujours là, à Paris (Belleville) comme à Marseille (Euroméditerranée)

4. Le temps du reflux (1992-2004)

Michel KOKOREFF

La période qui va de 1992 à 1996 jusqu'à 2004 constitue une quatrième phase historique marquée par une logique de reflux des consommations d'héroïne, et de manière décalée, des trafics. Comment l'objectiver, la documenter ? Comment dater précisément l'effondrement du marché de l'héro dans la région parisienne et marseillaise dans la seconde moitié des années 1990 ? Quels en sont les effets sur les carrières (marché noir, primo-injection au Subutex®, chronicisation de la dépendance, effacement de la substitution, etc.) ?

Prendre ces bornes temporelles comme repères n'est pas arbitraire. Du point de vue des consommations et des politiques publiques, 1992 marque un double déplacement. D'une part, apparaissent des estimations plus robustes du nombre réel d'utilisateurs de drogues par voie intraveineuse (voir plus loin, Charpak, Costes)¹⁷⁹, de ceux qui sont « entrés » dans les deux dernières décennies, avec souvent des plages de décrochage et de distanciation à l'égard de l'univers de la came (au moins, pour ceux qui ont survécu à l'hécatombe) ; il en résulte que les cohortes de « toxicomanes » ne se renouvelleraient guère, en proie au vieillissement et aux effets de mortalité ; et pour ceux qui continuent à injecter, ils passent pour l'essentiel à l'injection de Subutex®. Les chiffres recueillis à Marseille montrent une chute spectaculaire de l'usage par injection à partir de 1992. Si on s'appuie sur l'estimation du nombre de personnes recevant un traitement de substitution aux opiacés entre 1995 et 2011, produite à partir des chiffres de vente, le Subutex® passe de moins de 20 000 en 1996 à plus de 80 000 en 2004 (104 904 en 2011) et la méthadone atteint les 20 000 en 2005 (45 442 en 2011). Ces résultats sont confirmés par les enquêtes Oppidum à Marseille qui montrent des baisses spectaculaires de l'usage par injection des entrants en détention, qui passe de 79% à 24% entre 1992 et 1999 de pour se stabiliser à 18% en 2000¹⁸⁰. Des enquêtes ethnographiques considèrent par ailleurs que leur situation se dégrade sous l'effet de l'accentuation des processus de précarisation des conditions d'existence et de consommation des usagers injecteurs, avec une forte polarisation sociale des petits mondes des usagers qui se retrouvent dans la rue et sur les lieux de deal¹⁸¹. L'héroïne est fortement concurrencée par d'autres produits, à commencer par la cocaïne dont les effets ne sont pas effacés par les produits de substitution.

¹⁷⁹ Avec tout les précautions requises sur les « statistiques de clientèle » et autre « file active » ayant tendance à les sous-représenter, comme le montre le rapport de René Padieu, *L'information statistique sur les drogues et les toxicomanies*, Paris, La Documentation française, 1994.

¹⁸⁰ Voir l'exploitation des enquêtes Oppidum aux Baumettes dans le texte, « Entre diffusion et réduction des risques, la case prison »

¹⁸¹ Voir les nombreuses enquêtes réalisées dans le cadre du GDR « Psychotropes, politiques et sociétés » (1992-2000) et en particulier Patricia Bouhnik, Sylviane Touzé, Charles Valette-Viaillard, *Sous le signe du « matos ». Contextes, trajectoires, risques et sensations liés à l'injection de produits psychoactifs*, Paris, OFDT, 2002.

D'autre part, on assiste à une sortie du paradigme de l'abstinence par un travail de conscientisation de ses limites, comme, plus généralement, du modèle de la prohibition (« *il n'y a pas de société sans drogues* »¹⁸²), par des individus qui se sont regroupés dans des collectifs militants *ad hoc* revendiquant la mise en œuvre d'une politique de santé publique fondée sur les pratiques innovantes et efficaces de réduction des risques (RDR). La « *révolution des croyances* » des intervenants spécialisés, et par suite des décideurs au pouvoir, conduit à une institutionnalisation des traitements de substitution aux opiacés (TSO) à partir de 1996¹⁸³. Ce renversement trouve, non sans résistances et conflits, sa traduction officielle avec l'entrée de la RDR dans le code de santé publique en 2004. La littérature sur les programmes de substitution à la méthadone développés au Royaume-Uni depuis la fin des années 1980 montre que, bien conduits, ils réduisent la criminalité liée à l'usage de drogues et stabilisent les modes de vie des héroïnomanes¹⁸⁴.

Ces repères marquent l'apparition d'une nouvelle figure, après les personnages historiquement datés des « *intoxiqués* », « *junkies* » et autres « *toxicomanes* » : les « *substitués* ». Autrement dit, à la « *génération des accros* » dont l'expérience du manque était fondatrice, et qu'elle a pu apaiser avec divers « *médocs* », succède la « *génération Subutex®* » qui, elle, ne connaît pas le manque, grâce à la politique de réduction des risques, et détourne pour se l'injecter des produits de substitution vendus au marché noir. De là à supposer une accentuation des pratiques d'injection dans les années 1990, et par là, des risques sociaux et sanitaires contribuant à effacer la logique de la substitution (et par là-même à la délégitimer – c'est tout le problème), il n'y a qu'un pas peut-être un trop vite franchi¹⁸⁵. D'un côté, cette logique de la substitution, au regard de la catastrophe sociale et sanitaire, s'est d'autant plus imposée qu'elle a été trop longtemps différée. D'un autre côté, ce que Patricia Bouhnik et Sylviane Touzé appellent dans leur périodisation les « *années cachets* », en relation avec la consommation de tous les produits (crack, cocaïne, héroïne, Subutex®, Skenan®, bières fortes, neuroleptiques, anxiolytiques, cannabis, etc.), ne nous paraît pas spécifique aux années 1990. On n'a cessé, comme le montre bien Anne Coppel, de redécouvrir dans les enquêtes épidémiologiques, dès les années 1970, une tendance à la polytoxicomanie ou à la polyconsommation qui serait bien davantage, selon nous, constitutive de l'expérience des drogues, surtout dans un premier temps (« *tout essayer* »). Ce qui ressort de notre corpus, c'est en tout cas que la gestion du manque passe par la recherche de médicaments qui compensent les souffrances induites par celui-ci. De même, comme les usagers l'expliquent très bien, le manque fait aussi le « *flash* » du prochain shoot. En attendant, comment faire ? On comprend mieux les vagues de casses de pharmacies dans les périodes de pénurie et de renforcement de l'action policière à partir du

¹⁸² Claude Faugeron et Michel Kokoreff (dir.), *Société sans drogues : enjeux et limites*, Erès, 2003.

¹⁸³ Henri Bergeron, *L'Etat et la toxicomanie*, *op. cit.*

¹⁸⁴ Howard Parker, « Les "épidémies" d'héroïne dans le Royaume-Uni de l'après-guerre », *Cahiers de la sécurité*- INHESJ 1998, p.

52 http://www.cahiersdelasecuriteetdelajustice.fr/sites/default/files/fichiers/ancienne_serie/CSi32.pdf

¹⁸⁵ Patricia Bouhnik, Sylviane Touzé, Charles Valette-Viaillard, *Sous le signe du « matos »*, *op. cit.*

milieu des années 1970, ou encore la transmission entre usagers de savoir-faire à propos des « *médocs* »¹⁸⁶.

En fait, du point de vue des logiques de l'offre, la tendance invoquée plus haut est également moins nette qu'il n'y paraît, en particulier à Paris et dans la région parisienne. « *Les années 1990 se caractérisent par l'arrivée du crack à Paris, la distribution plus intensive de la cocaïne au niveau de la rue ainsi que la banalisation des amphétamines et équivalents (ecstasy)* », note Ingold¹⁸⁷. Après les premières apparitions du crack vers 1987-88, s'installe la scène ouverte de Stalingrad en 1993 ; elle sera « *nettoyée* » par la police en 1995. Les lieux de deal vont alors se déplacer vers Max Dormoy, Porte de la Chapelle et Saint-Denis, dans un contexte d'opérations d'expulsion vers les périphéries s'intensifiant sous la houlette de ministres de l'Intérieur de droite (Pasqua de 1993 à 1995) comme de gauche (Quilès de 1991 à 1993, Vaillant de 1997 à 2002), suite au procès en illégitimité de cette dernière par la première (auquel viendra répondre, notamment, le fameux colloque de Villepinte de 1997 sur la sécurité). Le déplacement et la territorialisation des marchés urbains dans les périphéries urbaines se traduisent par le fait que les « *plans de cité* » restent actifs au cours des années 1990. Sur le terrain, on ne voit plus une file de 150 toxicos attendant d'être servis le matin et en fin d'après-midi, mais il existe une cartographie assez précise des marchés principaux et des marchés secondaires, des « *lieux où ça vend, quoi qu'il arrive...* ». Dans ces sanctuaires, on trouve de l'héro, mais de mauvaise qualité, et revendue dans un climat de tension plus fort que jamais : les rapports sociaux de trafic se durcissent. Une double transition se produit alors : la prédominance du marché du shit et la transition de l'héro à la coke.

Si reflux il y a, il est progressif et hétérogène selon les places. Si dans la région parisienne et à Marseille, on assiste à un effondrement du marché et de la consommation de l'héroïne, qui conduira à sa quasi-disparition au cours des années 2000, à la fin des années 1990, le marché est encore très actif dans la métropole lilloise et ses environs, bénéficiant il est vrai d'une proximité avec la Belgique et la Hollande qui autorise l'accès à des produits de meilleure qualité et moins chers, davantage consommés par inhalation que par injectio¹⁸⁸. À Marseille, la population d'injecteurs d'opiacés diminue considérablement, jusqu'à se réduire à quelques « *vieux injecteurs* », que les pharmaciens de quartier connaissent et dont ils remarquent – à travers la demande de seringues – qu'ils sont toujours moins nombreux, mais s'injectent plus souvent, sans doute car usagers de Subutex® et/ou de « *mauvaise* » poudre. En revanche, les mêmes pharmaciens voient arriver, au tournant des années 2000, une population toujours plus importante de nouveaux jeunes injecteurs de cocaïne.

Au-delà du caractère incertain de ces flux et reflux qui donnent toute sa signification à la bataille très politique des chiffres de la toxicomanie, on pourrait reprendre l'hypothèse de Jan de Munck que le changement de paradigme engagé dans les années

¹⁸⁶ En fait, il y a là une histoire clandestine de la substitution avant la substitution qui mériterait une recherche spécifique.

¹⁸⁷ IREP, *Etude sur l'économie souterraine de la drogue : le cas de Paris*, décembre 1995.

¹⁸⁸ Voir Dominique Duprez, Michel Kokoreff, *Les mondes de la drogue*, op. cit.

1990 conduit à l'émergence d'un champ structuré autour du médical (à travers l'émergence de la substitution) et de l'économique (à travers la focalisation sur le business). Encore importe-t-il de replacer ce processus dans un contexte de mutations sociétales et culturelles qui caractérise cette période.

4.1 Les années 1990 : résurgences et éclatements

Les années 1990 marquent un « *retour de la question sociale* »¹⁸⁹. Elle se traduit par la massification du chômage (qui dépasse les 10% de la population active en 1994), l'effritement de la société salariale sous les effets croisés de la « *déstabilisation des stables* » et de la « *désaffiliation sociale* » des précaires, pour reprendre les analyses qui feront date de Robert Castel¹⁹⁰. Ce contexte est symbolisé en France par les grandes grèves de novembre-décembre 1995, les plus importantes depuis Mai 68, qui paralysent le pays en réaction au projet de réforme de la Sécurité sociale mis en œuvre par le gouvernement d'Alain Juppé¹⁹¹. Il en résultera un profond clivage politique entre la gauche progressiste soutenant la réforme et la « *gauche de la gauche* », opposée à cette réforme. Ce sont aussi de nouvelles associations qui sont créées, portant des luttes radicales sur des terrains spécifiques, comme Droit au logement (DAL) en 1991, Agir contre le chômage et la précarité ! (AC !), au printemps 1994.

Pour suivre François Cusset, c'est simultanément, « *le politique, au sens de perturbation d'un ordre existant, qui fait retour au cœur de la société française à partir de la seconde moitié des années 1990. Mais pas comme mouvement social, institutionnalisé. C'est une dispersion des luttes, toutes liées à la question de la minorité, à une politique subjective, à une critique de l'universalisme abstrait, et tentant entre elles des alliances tactiques pas toujours faciles : luttes contre le sida, mouvements des sans-papiers, aide au logement, altermondialisme non-institutionnel, mouvements d'indigènes d'opposition à l'« intégration », intermittents du spectacle, nouveaux pôles de la pensée critique de l'Internet à l'édition indépendante, etc. Cette politique par le bas, dispersée mais résolue, pratique et radicale à la fois, se veut une réaction inédite – incompréhensible pour les soixante-huitards – aux nouvelles façons de discipliner les corps et les esprits inventés au cours des années 1980 (...) Surtout ces luttes refusent le chantage du discours dominant. Un, le chantage unitaire contre la dispersion des luttes, là où cette dispersion est une force politique, et n'interdit pas les branchements (...). Deux, le chantage à la proposition constructive. (...) Cette mutation-là prend bien sa source dans les années 80, quand la révolte, à force d'être exclue de l'espace public, s'est faite clandestine, subjective, secrète, entre fuites imaginaires et communauté impossible.* »¹⁹²

¹⁸⁹ Pierre Rosanvallon, *Le retour de la question sociale*, Paris, Seuil, 1995.

¹⁹⁰ Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

¹⁹¹ Matthieu Rémy, « Le réveil du mouvement social », in François Cusset (dir.), *Une histoire critique de des années 1990*, p. 44-45.

¹⁹² Entretien avec François Cusset, *Libération*, 4 et 5 novembre 2006. On notera que ce constat partagé déborde, lui aussi, largement sur les années 2000 (émergence des « Indigènes de la

Le début des années 1990 voit aussi le retour au premier plan de la question des banlieues. Insécurité et drogue riment avec immigration depuis le début de la décennie précédente, on l'a vu, mais les émeutes urbaines de Vaulx-en-Velin en octobre 1990 donnent une nouvelle dimension à cette question et sèment le trouble. On croyait la question réglée, du moins sous contrôle, surtout à Vaulx-en-Velin où les opérations de développement social des quartiers (DSQ) ont été exemplaires ; or, il n'en est rien. Effet boomerang, retour du refoulé. L'institutionnalisation de la politique de la ville sous l'impulsion de Mitterrand devient une affaire d'État, qui reprend la main laissée aux collectivités locales depuis les lois sur la décentralisation. La nomination de l'homme d'affaire Bernard Tapie au ministère de la Ville ajoute à la confusion. « *Vous allez voir ce que vous allez voir* », prévient-il. En réalité, on ne vit pas grand-chose à part les visites éclairs pour distribuer des subventions aux méritants. Quant à l'architecte Roland Castro, qui lance « Banlieues 89 », son rêve est de « *casser les ghettos* » et de répondre aux révoltes des émeutiers et de tous ceux qui les soutiennent. La poursuite des émeutes, dont celles très violentes de Toulouse en 1996, illustre l'impensé politique de cette ancienne réponse : à maladie urbaine, médecine de l'espace ! C'est un peu court, on le verra.

Au niveau international, la guerre du Golfe, en 1991, est un événement considérable. À commencer dans les banlieues peuplées d'Arabes qui assistent à travers un dispositif télévisuel inédit à une guerre faite contre les Arabes ou les musulmans (les deux termes devenant utilisés dans le langage politique de façon indifférenciée). On s'étonne que la guerre menée contre Saddam Hussein ne suscite aucune émeute dans les banlieues. Mais comme l'a écrit François Maspero, « *ces jours-là, face au discours de la méfiance qui leur est adressé, les Français portant un nom maghrébin ont senti un rejet que beaucoup ont vécu comme définitif* »¹⁹³. Plus largement, la guerre du Golfe ranime de façon imprévue un courant anti-impérialiste, né lors de la guerre du Vietnam et les guerres de décolonisation, central dans les années 1970 à travers le soutien exprimé aux luttes menées aux quatre coins du monde, en critiquant « *l'invasion américaine* » et ses arrière-pensées économiques. Dans ce sens, on voit apparaître celui qui deviendra une « *icône mondiale du mouvement social* »¹⁹⁴, le sous-commandant Marcos, leader de l'insurrection « *zapatiste* ».

Enfin, la métamorphose du paysage des années 1990 est aussi remarquable au plan culturel et artistique, dans son éclectisme même. Quoi de commun entre « *Nirvana et le courant grunge, les inventeurs du trip-hop à Bristol, Massive Attack ou Portishead, les symboles de la britpop, Blur ou Oasis, les néo-planants psychédéliques de Radiohead, les agités de la fusion rock-hip funk-hop des Red Hot Chili Peppers ou de Rage Against Machine, les sombres chevaliers de l'électro-rock industriel Nine Inch Nails ou Marilyn Manson (...), les artisans de la French Touch, Air ou Daft Punk, les DJ et remixers de la house, de la techno et de la drum'n' bass (...)* »¹⁹⁵ Entre ces courants, nul affrontement mais une cohabitation où chacun semble accaparé par sa propre démarche. Et pourtant, de

République » en 2005, rôle d'internet dans les mobilisations collectives, etc.), au risque d'un certain anachronisme.

¹⁹³ François Maspero, Postface de 1993, *Les passagers du Roissy-Express*, Paris, Seuil, 1993.

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ Michka Assayas, « Une histoire de bande-son », in François Cusset, *op. cit.*, p. 93.

l'émergence du grunge à celle du gangsta rap avec les new-yorkais de Run-DMC et Public Enemy, il y a bien une ligne souterraine : celle qui fait des marginaux et des parias des phares pour la jeunesse du monde entier : « *Les exclus sont les vrais héros, les losers les vrais winners.* »¹⁹⁶

Avec les années 1980, le plein emploi avait cédé au chômage de masse, le temps n'était déjà plus à la révolution, à la conquête de la liberté et aux utopies mais au repli sur soi, au cocooning, à la tension entre « *gagnants* » et « *perdants* ». Les années 1990, par effet de miroir, semblent opérer sinon un « *retour* », du moins un renversement.

4.2 De la reconnaissance à l'objectivation d'un problème de santé publique

Politiques du chiffre

Combien y-a-il de toxicomanes en France ? Dans un article publié en 1989, l'enquête de Charpak et Hantzberg tente de fournir des données en recrutant exclusivement les enquêtés dans d'autres institutions que les centres spécialisés¹⁹⁷. L'enquête montre que de nombreux héroïnomanes n'ont aucun contact avec le secteur spécialisé. C'est le médecin généraliste qui fait figure de « *premier recours* » en cas d'urgence. Une autre enquête menée en 1992¹⁹⁸ sur un échantillon de 150 médecins recrutés dans quatre régions de France, tirés au sort dans l'annuaire téléphonique, montre que seuls 12% des généralistes ne voient jamais de toxicomanes, que 15% en voient plus de 20 par an ; 70 % prescrivent divers médicaments à des toxicomanes, qu'il s'agisse d'anxiolytiques (Tranxène®), d'antalgiques (Di-Antalvic®), de morphiniques (Temgesic®), ou encore de codéine (Néo-Codion®), largement utilisés comme « *substitution sauvage* ». Les chercheurs estiment à 250 000 la « *file active* » annuelle des héroïnomanes, là où les chiffres du ministère de la Santé en répertorient 26 900 dans les centres spécialisés et les sevrages hospitaliers. De même, en août 1992, Jean-Michel Costes estime le nombre de toxicomanes entre 150 000 et 300 000¹⁹⁹. Si on privilégie la phase dure de cette dernière, synonyme d'un style de vie déviant et chaotique, la fourchette d'estimation est réduite à 154 400-188 000. Dans cet écart se lit toute l'hypocrisie de l'administration de la santé, et donc de l'État français et du secteur spécialisé, qui continue de prôner l'abstinence tout en laissant les médecins généralistes et les pharmaciens adopter des pratiques de réduction des risques avant l'heure, sans se soucier du nombre de personnes concernées. Cette première estimation épidémiologique sérieuse est supérieure à ce que veulent dire les experts médicaux, mais elle reste encore en-deçà de la réalité. « *Lorsque l'AMM pour le Subutex® sera donnée en 1995, le laboratoire Schering-Plough tablera pour son prix de vente sur ce taux, en vendra finalement bien au-delà de la quantité prévue, réalisant un bénéfice*

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Yves Charpak et Pierre Hantzberg, « Recours des héroïnomanes aux institutions et perception de leur situation », *Sciences sociales et santé*, Vol 7, n° 3, 1989.

¹⁹⁸ Yves Charpak, Françoise Nory, Janine Barbot, « La prise en charge des toxicomanes (héroïnomanes) par les médecins généralistes », *Revue épidémiologique et de santé publique*, vol 42, n° 3, 1994.

¹⁹⁹ Note « pour une estimation du nombre de toxicomanes », par Jean-Michel Costes, 14 août 1992, ministère des affaires sociales, SESI.

imprévu. »²⁰⁰

En 1992, un groupe de généralistes revendique dans *Le Monde* la légitimité de ces pratiques et exige une mise à l'agenda d'un changement de politique²⁰¹, que se constitue le collectif « Limiter la casse ! »²⁰².

L'année suivante, les overdoses et le sida deviennent la première cause de mortalité des 18-35 ans en Île-de-France²⁰³. Les enquêtes ethnographiques de Rodolphe Ingold et son équipe sur l'héroïne, la cocaïne et le crack, font apparaître la très grande précarité des usagers et de certains groupes comme les prostituées. Entre 1987 et 1992, la scène du crack s'installe à Stalingrad. Avec le sida, une pression policière accrue, la baisse de qualité de l'héroïne unanimement constatée, la situation change, à Paris comme en banlieue. D'une part, il n'y a plus de nouveaux entrants mais un vieillissement des usagers. D'autre part, on assiste à un durcissement des rapports sociaux de trafic entre revendeurs et usagers. Dans certains lieux, les dealers sont cagoulés et vendent dans les caves à travers une porte. Faire de l'argent pour se payer sa dose devient plus compliqué : les portes blindées se généralisent, l'apparition des cartes bleues diminue la circulation du cash, les banques se vident, les vols à la roulotte deviennent plus difficiles. La situation sociale se dégrade elle aussi. Pour schématiser, nous dira une « *ancienne toxicomane* », en 1980, un junky qui décroche peut trouver du boulot en intérim en deux ou trois jours (manutentionnaire ou plongeur) ; en 1990, un « *tox* » en fin de parcours se retrouve à la rue. Les mondes, cercles et réseaux se referment. Le vieillissement des usagers, qui ne facilite pas la mesure, est manifeste dans la fréquentation du bus Sida Paroles, qui circule dans plusieurs communes des Hauts-de-Seine. Quant aux usagers les plus « *récents* », c'est-à-dire ceux qui ont consommé par intraveineuse depuis moins six ans selon les critères épidémiologiques, on observe qu'ils sont plus vulnérables à l'infection par le VIH ou le VHC que les injecteurs plus « *anciens* », alors qu'ils devraient être plus concernés par les pratiques à risques²⁰⁴.

Une lecture du reflux par les statistiques policières est-elle possible ?

La lecture des statistiques administratives publiées par l'OCRTIS permet-elle d'illustrer cette tendance au reflux ? En réalité, les chiffres en valeur relative à l'échelle nationale sur la période étudiée allant de 1980 à 1997²⁰⁵ traduisent les difficultés à en fournir une interprétation claire. Déjà, parce que les usagers constituent une catégorie bien plus nombreuse que les interpellations, ne serait-ce que si l'on s'appuie sur les fourchettes d'estimation proposées par Jean-Michel Costes ; en outre, les interpellations

²⁰⁰ Alexandre Marchand, *L'impossible prohibition*, op. cit, pp. 612-613.

²⁰¹ « Le repère du toxicomane », *Le Monde*, 9 septembre 1992.

²⁰² Sur tous ces points, voir Anne Coppel, *Peut-on civiliser les drogues ?* op. cit ; ainsi que Lisa Dassieu, *Les traitements de substitution aux opiacés en médecine générale : les appropriations d'une politique publique*, Doctorat de sociologie, Université de Toulouse, soutenue le 28 septembre 2015.

²⁰³ *Bulletin d'études épidémiologiques hebdomadaires*, n° 6, février 1993.

²⁰⁴ Anne Lovell (dir.), *Ruptures biographiques, réseaux et risques des usagers de drogues par voie intraveineuse*, Marseille, ORS Paca, INSERM unité 379, rapport final, décembre 1999, p.74.

²⁰⁵ Afin d'alléger le tableau mais de pas négliger les écarts d'une année à l'autre susceptibles de répondre d'une pure logique administrative, on a choisi de retenir deux années successives puis un écart de cinq ans.

comptabilisent un acte policier, et non des personnes, un même usager pouvant être interpellé plusieurs fois. Ensuite, parce que l'on sait que les variations des chiffres des statistiques policières sont fonction de la redéfinition des délits, de l'inflation législative, des politiques publiques et des directives du ministère de l'Intérieur.

Prenons les usagers d'héroïne interpellés par les services de police et des douanes : on constate une nette augmentation en nombre de 1980 à 1987, puis à nouveau un bond en 1991 et 1992, avant d'enregistrer une baisse en 1996 et 1997. Néanmoins, en proportion, la tendance est en accordéon (stable en 1980 et 1981, en augmentation en 1985, puis en baisse l'année suivante, en hausse en 1992, puis en nette baisse les deux dernières années) et ce, alors que le total des interpellations a été multiplié par 8, avec un seuil avoisinant les 40 000 interpellations en 1991, puis dépassant les 80 000 en 1997. Ce différentiel résulte principalement du volume des interpellations des usagers de cannabis qui, toujours sur la même période, passe de 48,6% (4 954) à 80,5% (66 577). Quant à la cocaïne, le nombre d'interpellations reste très bas (de 300 en 1980 à 2 075 en 1997), soit une quasi-stabilité en pourcentage du total (de 2,9% à 2,5%). Deuxième exemple, les trafiquants d'héroïne : on constate aussi une hausse significative en nombre (de 168 à 1 979, soit plus de dix fois plus), avec un effet de seuil entre 1981 et 1985, et une augmentation constante jusqu'en 1996. Pourtant, en proportion du total, le volume et le flux des interpellations pour trafic au regard du total des interpellations sont peu significatifs. En effet, en 1985, les premières ne représentent à peine plus que 10% des secondes, et en 1997, 2,7% de l'ensemble. Cet écart entre usages et trafiquants – outre le fait que cette catégorie agrège usagers-revendeurs, trafiquants locaux, et trafiquants internationaux – est structurel. Ainsi, de 1972 à 1998 la courbe des interpellations de ces trois catégories judiciaires n'a jamais dépassé le seuil des 10% des interpellations pour ILS. Que ces données mesurent donc plus l'activité des services de police que la réalité des phénomènes de drogues apparaît plus encore à propos des chiffres de saisies. Celles-ci augmentent certes significativement de 1981 à 1985 (x4), puis à nouveau jusqu'en 1991, avant de baisser en 1992, puis de remonter et doubler en 1996, avant de redescendre, tout en restant à un niveau élevé en 1997. Quant aux données sur les surdoses, elles sont des plus claires en tendance – même si on connaît les biais de déclaration et d'enregistrement de ces statistiques sur lesquels on reviendra sur : elles traduisent une forte évolution jusqu'en 1992, pour baisser ensuite en 1996 et 1997.

Tableau 1 : Données d'interpellations, de mortalité par overdose et de saisies pour ILS de 1980 à 1997

Héroïne	Total	Usagers		Trafiquants		Surdoses	Saisies (en kg)
1980	10 187	3 351	32,9%	168	21,7%	172	72
1981	12 888	4 736	36,7%	154	18,5%	141	68
1985	25 631	10 693	41,7%	2 530	62,5%		277
1986	26 067	9 107	34,9%	2 455	56,7%	164	219
1991	39 755	10 499	26,4%	2 640	49,8 %	411	561
1992	48 543	14 577	30%	3 162	52,8%	499	327
1996	69 228	14 618	21,1%	3 451	41%	393	617
1997	82 725	11 885	14,3%	1 979	30,1%	228	415

Source : OCRTIS, 1997.

Cette inconsistance statistique pourrait bien traduire les aléas de l'activité policière. Au fond, si reflux il y a eu, c'est que la police aurait anticipé la chute de l'héro, avec l'avènement de la substitution, en passant de la « chasse aux toxicos » à la guerre aux « shiteux ».

Maintenant, si on change d'échelle, le reflux serait-il davantage avéré au niveau local (départemental et communal) ? Pour le démontrer, on peut s'appuyer toujours sur des données d'interpellation pour usage entre ces années charnières que sont 1996 et 1998, d'une part, dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, Paris et le Nord, d'autre part, dans des « villes-sanctuaires » situées dans les Hauts-de-Seine²⁰⁶.

Si on sait qu'en matière de stupéfiants les services de police agissent sur leur propre initiative, il est hasardeux de déterminer la part qui relève de l'activité policière et celle relevant des logiques de la demande des usagers. Cependant, on constate une baisse des interpellations pour usage d'héroïne entre 1996 et 1998 pour la France entière. Cette tendance est aussi remarquable dans les départements de la région parisienne. Dans le même temps, les interpellations pour usage de cannabis augmentent significativement en Île-de-France. Au total, on notera une grande stabilité durant cette décennie dans le 92 et le 93, et une baisse importante sur Paris.

²⁰⁶ On reprend là en les réactualisant les données et analyses publiés dans notre rapport, Dominique Duprez, Michel Kokoreff, Monique Weinberger, *Carrières, territoires et filières pénales. Pour une sociologie comparée des trafics de drogues (Hauts-de-Seine, Nord, Seine-Denis)*, Paris, OFDT, 2001.

Tableau 2 : Répartition en % des interpellations pour usage dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, Paris et le Nord, entre 1996 et 1998

	Cannabis		Héroïne		Autres*		Total			
							%		Effectifs	
	1996	1998	1996	1998	1996	1998	1996	1998	1996	1998
Hauts-de-Seine	66,6	78,3	29,7	15,1	3,7	6,5	100	100	2 528	2 416
Seine-Saint-Denis	75,8	85,7	19,2	9,3	5	4,9	100	100	2 435	2 470
Paris	54,1	60,5	32,1	14,3	13,8 (12,5)	25,2 (21,8)	100	100	3 885	3 128
Nord	55,5	71,1	39,6	23,8	4,8	5,1	100	100	6 817	8 657
France	73,6	85,3	21,6	8,9	4,8	5,8	100	100	67 646	83 797

* la catégorie « autres » associe la cocaïne et des produits divers (ecstasy, amphétamines)

Source : OCRTIS/ Duprez, Kokoreff, Weinberger, OFDT, 2001

L'exemple du département du Nord est, on le sait, tout à fait spécifique²⁰⁷. Tout d'abord, par sa situation géographique qui en fait un point de passage obligé pour se rendre en Hollande, y compris pour les Anglais qui empruntent le tunnel sous la Manche. Ainsi, une partie des personnes interpellées (46,7%) habitaient en Grande Bretagne. Sur l'ensemble des interpellations faites en France, 9,5% ont été réalisées dans le Nord, et ce phénomène est plus accentué encore pour l'héroïne : 22,3% des usagers et des usagers-revendeurs, et 12,5% des trafiquants d'héroïne interpellés en France l'ont été dans le Nord. Sur les 2 656 usagers et usagers-revendeurs d'héroïne interpellés pour la France entière, 1 582 (59,6%) étaient domiciliés dans le Nord. Enfin, si on enregistre bien une baisse des flux de 1996 à 1998, elle est nettement moins sensible dans ce département où le quart des interpellations l'est pour héroïne.

Deux enseignements peuvent être tirés de ces données et observations. Premièrement, il est possible d'y voir un effet de la spécificité du traitement institutionnel dans cette région stratégique qui associe aux services de police et de justice un acteur de

²⁰⁷ Il nous a été malheureusement impossible d'avoir accès aux données de l'OCRTIS concernant Marseille, qui nous auraient de mieux situer sinon l'usage réel d'héroïne, du moins l'activité de la police dans les années 1990 en matière d'usage et de trafic d'héroïne.

poids : les services des douanes dont l'activité est importante dans le Nord en particulier²⁰⁸. Mais il n'était pas dans notre intention de mener une analyse des effets de la gestion pénale sur la période étudiée à Paris et Marseille. Aussi, nous n'y insisterons pas. Deuxièmement, on voit bien un basculement qui s'opère en région parisienne en matière d'interpellations, des usagers d'héroïne à ceux de cannabis, avec également une augmentation des interpellations (ou une mobilisation accrue des services de police parisiens) sur la cocaïne. Sans sur-interpréter ces chiffres, elle est corroborée par les témoignages recueillis dans les entretiens.

Voyons maintenant ce qu'il en est à l'échelle de quatre communes, dont certains quartiers sont connus comme des hauts lieux de trafic et de revente d'héroïne. Il semble difficile de dégager des tendances générales de cette série constituée par les interpellations toutes catégories d'ILS confondues dans les principaux lieux de trafic des Hauts-de-Seine. Certes, on constate une évolution entre 1991 et 1993, en particulier dans les cas d'Asnières et surtout de Gennevilliers (respectivement de 206 à 299, et de 127 à 462, dont 432 pour héroïne), par contre, de 1994 à 1998, les interpellations ne suivent pas une courbe régulière dans ces quatre communes. Tout du moins peut-on constater des écarts relativement constants. Ces chiffres laissent croire à l'existence de différents types de marchés, avec une spécialisation dans l'héroïne à Bagneux et Gennevilliers, dans le cannabis à Nanterre, Asnières présentant un marché mixte, enraciné dans des quartiers différents. Néanmoins, nos observations de terrain et les entretiens indiquent que ces chiffres sont loin de traduire la réalité en ce qui concerne l'héroïne, qu'il s'agisse de Nanterre, de Bagneux ou d'Asnières à propos du cannabis

²⁰⁸ Sur le travail des douaniers, voir les travaux de Dominique Duprez, et dans *Les mondes de la drogue*, *op., cit.*, pp. 270-275.

Tableau 3 : Évolution des interpellations dans les communes d'Asnières, de Bagneux, Gennevilliers et Nanterre, 1991-1998

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Asnières	206	234	299	196	220	206	187	175
Cannabis	105	125	156	89	134	125	73	106
Héroïne	99	109	137	106	76	78	108	67
Cocaïne	2	nsp	4	Nsp	3	4	4	2
Bagneux	155	169	170	151	222	122	149	54
Cannabis	33	23	15	16	14	14	47	20
Héroïne	120	139	150	127	195	88	56	15
Cocaïne	1	7	4	8	13	20	46	18
Gennevilliers	127	258	462	277	238	247	197	221
Cannabis	47	34	30	41	77	45	44	58
Héroïne	80	224	432	231	153	200	152	138
Cocaïne	nsp	nsp	nsp	5	2	nsp	1	23
Nanterre	136	134	157	179	100	167	112	317
Cannabis	85	97	118	128	72	145	104	304
Héroïne	49	32	27	40	24	16	1	4
Cocaïne	0	1	1	1	2	1	1	1

OCRTIS, 1998/Duprez, Kokoreff, Weinberger, OFDT, 2001

Sur la période, il est donc difficile de conclure à partir de ces données d'interpellations une tendance à la baisse des consommations. Tout au plus, peut-on dire que la diffusion de l'héroïne est restée forte jusqu'au début des années 1990 en France. Corrélativement, le changement d'orientation des services de police est vraisemblable, sachant que les « *toxicomanes* » constituaient des « *bons clients* » pour les policiers puisqu'ils cumulaient les infractions (stupéfiants + délinquance associée). Enfin, l'exemple du Nord nous rappelle que la diffusion de l'héroïne s'est faite à des rythmes très variables selon les régions et, par conséquent de façon décalée, la proximité de la Hollande ayant sans doute un impact réel et sur l'accès à l'héroïne et aux modes de consommation (moins par injection que par inhalation).

L'impact de la substitution sur le trafic

Il n'en reste pas moins raisonnable d'estimer que l'arrivée et le développement des traitements de substitution aux opiacés ont modifié la donne en matière de consommation, et donc de revente.

- Les traitements de substitution ont-ils changé le trafic ?

Il y avait toujours autant d'héroïne. Ça a diminué les prises. Si une personne dans la journée touchait 5 fois, si elle avait de quoi toucher une fois et ben, elle y allait et après elle prenait son traitement.

- Donc les vendeurs ont moins vendu ?

Oui. J'en connais maintenant ils prennent le traitement, ils gardent le traitement dans la poche, s'ils trouvent l'argent pour toucher, ils y vont et ne prennent pas leur traitement. Sinon, ils prennent leur traitement. Ou même avec leur traitement, ils vont quand même aller toucher. Vu que l'héroïne ne leur fait rien, ils vont encore se démerder pour retoucher encore et encore. Chose qui se passe dans le quartier, il y en a encore là. Il y en a encore qui touchent à fond. Tous les matins quand ils se lèvent, ils n'ont que ça en tête. Je les vois, je rigole.

- Ça ne tourne pas beaucoup l'héro ?

Ils se donnent tous rendez-vous en bas, à la placette, un coup de fil et ils vont dans un quartier à côté.

- Il y en a moins que dans les années 1980 ?

Oui moins, mais quand on connaît bien, il y en a encore. Ceux qui touchent, c'est les personnes qui nous ont jugés, et maintenant elles n'arrivent pas à se débarrasser de ça. C'est des personnes qui ont du pognon dans les mains, elles ont tout vendu. C'est des gens qui bossent, ils bossent, ils touchent, ils reviennent. Ils empruntent par là, à papa, à maman. C'est des gens qui avaient du pognon, rien qu'avec leurs intérêts, ils vivaient. Un a perdu la maison, un a vendu le bateau, la villa. Sauf une fille ici, elle, c'est emprunter aux gens, ne jamais rendre, voler à maman, à sa sœur, venir avec sa carte de retrait et te demander de lui dépanner 40 euros. Maintenant, il n'y a plus marqué « banque » sur ma tête ! Chose que je faisais souvent quand j'habitais en bas, je dépannais de l'argent.

4.3 Trajectoires de sortie

Rentrons un peu plus à l'intérieur des itinéraires de ceux et celles dont les carrières d'usagers d'héroïne débordent les phases retenues, pour mieux en saisir la logique interne et les scansions. Cette approche descriptive permet d'envisager les « sorties » et leurs modes. Elle débouche sur l'hypothèse – restant à valider plus largement – selon laquelle le dit « déclin du marché l'héroïne » s'est aussi joué dans les quartiers autour non pas

seulement des fameuses « chasses aux dealers » mais dans un compromis assez étonnant entre les trafiquants de cannabis, les « barbus » et les familles sur le dos des tox.

D'une décennie à l'autre

Après avoir commencé à fumer du cannabis à 13 ans, puis essayé le speed, le LSD, la mescaline, Dyna met « *vraiment les deux pieds dans l'héroïne, la cocaïne* », à 17 ans. On est en 1977, dans les cités pas loin d'Orly, dans un monde où cohabitent pieds-noirs, juifs d'Afrique du Nord, Algériens, Kabyles, Malgaches, Antillais. Elle mélange coke et héro pour assurer la descente. Mais, précise-t-elle, l'héro ne fait pas bon ménage, dans la durée, avec le sexe.

« Même moi, à une époque, qui adorais la coke parce que je me rappelle même l'héro, ça m'embêtait, j'en prenais juste pour descendre parce que ce que j'aimais pas dans l'héro, justement, c'était que ça m'enlevait déjà la sensualité, alors ça, c'est vraiment un truc qui m'a fait arrêter. C'est la première chose qui m'a fait arrêter, c'est que t'as plus envie de faire l'amour. Pas au début, même les mecs, on connaît le violon, on sait ce que ça fait... »

Ah bon ?

Mais si, tout le monde le sait ! Au début, les mecs, ils sont très excités, ils ont des érections qui durent longtemps, blabla, moi je parle pas de ça, on parle de dix ans de dope. Parlons de trucs sérieux, pas du rêve... La réalité, c'est que t'en as besoin pour faire l'amour et en même temps, quand t'en n'as plus et que t'es en descente, t'es hyper excité, ta libido elle commence à revenir mais elle revient d'une manière bizarre... »

À ce moment-là, tous ses copains se shootaient à l'héro, tout son entourage de musiciens. Après avoir arrêté et repris plusieurs fois jusqu'en 1985, elle rechute en 1986. Dans les années 1980 et 1990, ce n'est plus la même ambiance de recherche de créativité et de spiritualité ; c'est davantage l'image de la « zone » qui domine.

T'étais dans quel milieu à l'époque ?

Toujours le même. J'étais très très mal entourée et moi, j'étais très faible...

Mal entourée, ça veut dire quoi ?

Avec des gens craignos, des dealers pourris, des gens qui en avaient rien à foutre de ta santé, ça n'avait plus rien à voir, l'image, là, c'est sordide, c'est comme Christiane F., à part que je ne me shootais pas. C'était presque ça. C'était pas la zone, dans le sens où il n'y a pas eu des trucs horribles mais c'était limite.

Dans les trois années qui suivent, elle fait des « stops ». Elle part chez sa mère dans un kibboutz, puis en Égypte travailler et voyager, avant de revenir en France et de fréquenter des potes qui étaient dans l'héro, en 1988. Elle rencontre alors son ancien mari.

« C'est quand j'ai commencé à être en couple que là, il y avait... à chaque fois

que j'étais en couple avec quelqu'un qui était accro, où on était accro à deux, ça toujours été l'escalade. Que seule j'arrivais à mieux gérer. (...) Parce qu'on faisait des fêtes, c'était tout le temps en dents de scie, le week-end de fête, machin, mais on s'en sort pas, on était dans le non-faire et on était entouré de gens... L'entourage est vachement important, d'être à deux, c'est un vrai piège parce qu'on s'enfonce à deux mais au final, on peut aussi s'en sortir si on fait un travail de réflexion et de psychothérapie de groupe. C'est ce que j'ai fait, Narcotiques anonymes, c'est ça qui m'a vraiment aidé à... (...)

-- Mais à cette période où tu étais *down*, tu faisais comment pour la financer la *dope* ?

J'arrivais toujours à me démerder parce que de toute façon, j'étais pas une grosse consommatrice, un paquet, je le faisais durer super longtemps. Je faisais une ligne le matin, une ligne le midi, une ligne le soir. Mais minuscule. Et quand j'ai fini avec mon mec, mais lui c'était un ouf, en plus il aimait la marron, moi j'avais horreur de la marron, parce qu'il aimait bien le coup de bambou et moi j'aime bien la blanche, alors bref ! Lui, voilà comment il faisait : c'était le trip, il prenait un gramme en deux jours et puis après, pendant trois jours, il était naze, il faisait rien. Et moi, je prenais un gramme pour dix jours. »

En 1991, elle interrompt totalement sa consommation et suit un traitement à la méthadone jusqu'en 1997, avant d'arrêter définitivement en 2006.

- Et t'est-il arrivé de vouloir faire des cures, d'aller voir des médecins, des institutions... ?

Pas des cures mais d'aller voir des médecins... pour avoir des traitements.

- Quel genre de traitements ?

Ben morphine. Avant de prendre de la métha, je prenais de la morph...

- Dans les années 1990 ?

Ouais. Et avant, on prenait un truc horrible, dégueulasse, l'Antalvic®.

- Le Di-Antalvic® ?

Alors là, je décrochais en quatre jours. Je pouvais plus en prendre au bout de 4-3-2, douleurs... j'arrivais à tenir le coup, ça me défonçait mais pas bien...

- T'étais pas très accro alors...

Non, heureusement. Mais moi, j'ai jamais été... C'était un problème, donc en général on allait chercher la métha en Hollande, en Belgique...

- T'avais un médecin qui t'en prescrivait ou t'achetais au marché noir ?

Non, au marché noir. De l'opium, on se démerdait mais c'était pas l'opium qu'il y avait avant... spasmes, codéthyline, codéine, mais on était encore accros...

- Donc vous alliez en Belgique... T'y as été toi en Belgique ?

Une fois... Burgodin®. C'était un truc hyperdangereux.

- Docteur Nilstroem ? Il recevait le mercredi.

J'y suis allée une fois... Très dangereux. Il avait fait le parallèle de la morphine... de l'héroïne qui a été inventée... donc lui, il avait dit : "Voilà, je fais le Burgodin®, qui est plus fort que l'héroïne pour arrêter l'héroïne". »

Walter a lui aussi fréquenté cette consultation dans sa trajectoire de méthadone qui va le conduire à arrêter progressivement à la fin des années 1980.

« À partir de 87, un copain m'a branché sur un toubib à Amsterdam, le D^r Hardenberg, à qui j'avais écrit une super lettre, parce qu'il avait plein de problèmes avec la justice. Un très, très vieux médecin, mais genre 95 ans, presque centenaire, qui avait un cabinet rempli de junkies. Ils venaient d'Allemagne, de France, de partout. Il prescrivait de la méthadone en comprimés. J'allais le voir, il m'en prescrivait. La salle d'attente était remplie de gens qui se faisaient prescrire de la méthadone et qui la revendaient, pour s'acheter de l'héro et de la coke. Déjà de la coke, en 87. (...) Si j'ai pu faire un peu autre chose que du deal, c'est grâce à la méthadone. Si j'ai pu m'investir dans la réduction des risques, dans ASUD, dans AIDES, c'est grâce à la méthadone.

- Et Fernand-Widal, t'es rentré à quelle date ?

En 90, mais Fernand-Widal, pendant longtemps ç'a été... Déjà, ils ne donnaient pas assez. Au départ, ils donnaient 40 mg, 50 mg. Et puis, c'était très contraignant, fallait venir tous les jours, t'avais les contrôles, c'était infantilisant. Fernand-Widal, c'était très... J'avais le sex-shop, et tous les matins fallait que j'aille... Le sex-shop ouvrait à neuf heures et avant, fallait que j'aille à Fernand-Widal chercher la méthadone, y compris le samedi – on venait pour le dimanche. À la longue, hein... Au bout d'un certain temps, tu n'y allais plus qu'un jour sur deux, mais il suffisait que tu sois positif aux opiacés... Bon, tout le monde trichait, souvent ils faisaient semblant de ne pas voir, mais de temps en temps, quand même, il fallait qu'ils marquent le coup, ils ne pouvaient pas trop tolérer non plus. Ils étaient quand même en butte à un certain opprobre : on les accusait d'être des dealers en blouse blanche, ils avaient tellement peur du marché noir... Et puis, ils ne comprenaient pas vraiment ce qui se passait, alors on t'humiliait, on te faisait revenir tous les jours, on t'infantilisait... Ce qui fait que j'ai quand même gardé ce truc-là, mais en allant en plus chercher de la méthadone à Amsterdam, parce qu'ils ne m'en donnaient pas assez, là-bas. Mais à Amsterdam, après, je n'y allais plus que tous les trois, quatre mois, alors qu'au départ, j'y allais tous les mois. (...)

Alors, j'ai arrêté la méthadone une fois que j'avais un peu tissé des liens avec un toubib. Puis, c'était faux, j'étais tout le temps en train de mentir... À un

moment, j'en avais marre d'aller à Amsterdam et il m'a repris et ç'a été beaucoup plus libéral. Il y a eu quand même deux, trois ans. La situation avait changé aussi, ça devait être en 93-94. »

Aller chercher de la méthadone à Amsterdam à partir de 1987-1988 entraîne un changement de statut et de style de vie. La substitution lui a permis de changer de vie en le libérant de l'emprise de la came.

« Du coup, j'ai fait plein d'autres trucs en dehors de la came, parce qu'avant, je ne faisais que du shit.

- Tu es passé d'une expérience totale autour du produit, que ce soit l'usage, la vente, l'approvisionnement, les voyages, à des trucs plus diversifiés.

Oui et en plus, qui m'éclataient. Je n'étais plus obligé de me cacher, de mentir, parce que c'est ça aussi : t'es obligé d'assurer... (...)

Au début, il y a le côté aventurier. Tu te dis : « Oui, d'accord, je mène une vie de con, quand même l'aventure et tout ça... » Mais au bout d'un moment, au fur et à mesure que tu vieillis, tu commences à en avoir marre. Il y a le risque de la prison et tu ne mènes pas une vie très... quand même... La principale caractéristique des opiacés, c'est quand même la neutralisation des émotions, les affects.

- Du coup, dans cette période-là, tu as coupé les liens que tu pouvais avoir avec d'autres usagers, d'autres vendeurs ? Ça s'est passé comment, ça ?

Une bonne partie des gens avec qui j'avais des liens avaient un peu le même âge que moi. Il y en avait pas mal qui étaient morts du sida. Il y avait une espèce de truc naturel aussi, il y avait eu le sida qui a pas mal éclairci les rangs. Les gens aussi, autour de moi, ont arrêté, ont changé.

- Ça a évolué en même temps, quoi.

Il n'y a pas eu une coupure. Ça s'est fait comme ça, sans vraiment décider de la chose.

- D'accord.

L'ambiance était devenue au milieu des années 80 très hard et progressivement les gens ont pris des distances. À partir du début des années 90, c'était... Au début, être un héroïnomane, enfin bon... À un moment, tu pouvais passer pour un rebelle, un transgresseur, mais ensuite, t'étais un connard, quoi.

- Et là, tu avais quoi, 35 ans ? En 1990...

Oui, je suis né en 1955. Tu n'as plus le même rapport aux choses. On envisageait plus ou moins quand même d'avoir des gosses, de faire une famille. On voyait bien que ça n'allait pas ensemble. Ça aussi, c'est un truc, la catastrophe, les dégâts qu'a pu faire l'héro sur les gosses de certaines personnes – le fait de voir les parents défoncés et mentir, tricher... Même s'ils

ont assuré matériellement. Je n'en connais pas beaucoup des gosses qui s'en sont bien sortis. »

La consommation intensive d'Isabelle a duré de 1977 à 1985. Âgée de 57 ans au moment de l'entretien, elle née à Versailles dans une famille catholique pratiquante et a toujours été dans des écoles religieuses. Son père est dans la marine marchande, sa mère s'occupait surtout d'elle-même, sans affection pour ses deux frères et elle. Les professeurs particuliers venaient pour les cours, le soir. Son frère aîné de dix-huit mois commence à « déraiper » vers 17-18 ans. « *C'est là où le shit est entré dans la famille et puis avec la musique* », « *et puis très rapidement, ça a été la coke et l'héro, en quelques mois* ». « *Mes parents découvraient l'après-68 aussi, donc ils ont retiré, ma mère, les tailleurs, mon père, le pantalon gris, les cheveux courts, etc. Donc tout est parti en éclats, transformation totale, la liberté.* » Elle fait son premier shoot à 19 ans, en 1977, malgré son frère. « *Je suis devenue tout de suite accro. Tout de suite. Ça m'a apporté quelque chose que je cherchais depuis tout le temps. Ce carcan, ce truc que j'avais en moi, de l'éducation, du machin... Une libération...* » Par sa bande de copains, elle obtient la poudre gratuite, elle fréquente des artistes, des gens qui parlent de musique. Elle mène de front deux vies. « *J'avais ma vie où je prenais du Fringanor® avec certains, à l'école. Et ma vie où je prenais de l'héro.* » Cela ne dure pas. « *C'est qu'après, je faisais partie de ces gens malheureusement excessifs mais ça, je ne le savais pas, je ne me connaissais pas assez... C'est vrai que ça commençait dès le matin et je ne savais jamais comment j'allais terminer le soir.* » En 1985, alors deux de ses copains se suicident, elle fait une overdose et se retrouve à Maison-Blanche, où elle passe pour folle du fait de son homosexualité. À sa sortie, elle trouve un travail dans la mode, créatif (« *c'était les années folles* », dit-elle), avec de bonnes responsabilités. Elle se donne à fond, comme l'époque le veut, et elle prend plus d'héro : « *J'étais à deux grammes par jour* », se débrouillant pour faire l'intermédiaire et revendre de l'héro dans le triangle Neuilly-Auteuil-Passy (voir article, « *Dans les beaux quartiers* »). Jusqu'au moment où elle se fait prendre en train de se faire un shoot dans les toilettes de sa boîte et se retrouve au chômage. Là, nouvelle période frénétique, après avoir trouvé un boulot au Club Med' à mi-temps : alcool, Néo-Codion®, shit, mélange coke-héro, en injection ou par sniff. Et quand ils étaient en manque, il y avait des « *médecins sympas* » qui les aidaient et leur filaient du Moscontin®, du Burgodin® (codéine). Discrète substitution avant l'heure dans ces quartiers huppés. Mais aussi épuisement à la longue de concevoir chaque jour des plans. « *C'est pas une vie.* »

« Et puis bon bah 1985, ça a été un peu l'apothéose... »

- Il s'est passé quoi ?

Il s'est passé qu'il y a un moment où on vole aussi ses amis, on vole, on vole des gens pour qui on bosse, on vole, voilà donc... Effectivement, je pensais être toujours dans la possibilité de me dire... de pouvoir guider ma vie, de pouvoir faire attention, parce que j'étais là, bon on va faire des casses, et puis à un moment, c'est plus possible, c'est plus possible

- Les cloisons ne tiennent plus ?

Elles ne tiennent plus... Et là, il faut faire quelque chose, il faut quitter Paris, il faut se cacher...

- Parce qu'il y avait des gens qui t'en voulaient, et ça devenait dangereux, ou violent, enfin insupportable ?

Oui, je n'arrivais plus à gérer, je n'arrivais plus à... Je ne savais plus comment m'en sortir, et puis j'en avais marre, je me disais « putain les gens qui ne prennent rien, ils ont peut-être de la chance »... Et puis je me disais « si tu as envie d'un môme, d'un enfant, on ne sait jamais... » Voilà donc, chez une femme effectivement, c'est normal qu'on se pose toutes ces questions aussi, même si on se doute qu'il y a quelque chose au niveau de la sexualité, mais, il faut bien rentrer dans le monde, et puis donc effectivement... »

Le sentiment que ce n'est plus possible, l'épuisement, le danger, une féminité bafouée, l'absence de perspective, ce mélange de jugements moraux et d'attentes normatives contrariées, amènent Isabelle à deux séjours chez le Patriarche et un détour par la Suisse. Elle arrêtera toute consommation en 1987, avant de rechuter à la médicine (non daté), puis d'apprendre qu'elle avait le VIH, en phase terminale – en fait une erreur de diagnostic – et les deux hépatites, B et C. De 1993 à 2003, elle suit quatre traitements d'interféron et s'engage dans la vie associative à défaut d'autre chose. Elle rejoindra alors un service de soins spécialisés.

Ce qui est intéressant dans le récit d'Isabelle, c'est l'introduction du genre dans la substitution :

« Bon après ce qui m'a un peu déplu, mais c'est comme pour tout, c'est que la femme est un peu l'oubliée... On ne parle que de l'homme toxico, on oublie la femme, on n'a jamais pensé à est-ce que la métha, le Subu, c'est bien pour la femme ? C'est comme les traitements VIH, est-ce que la femme élimine de la même façon que l'homme, la femme ne fait pas partie de la recherche médicale, au niveau des hépatites c'est pareil, et ça, c'est vrai que c'est mon côté, je ne sais pas, je trouve ça dégueulasse... »

Avec Nico, dont nous avons déjà évoqué l'entrée dans l'univers des drogues par le LSD acheté à Amsterdam, nous avons affaire à une période de consommation plus longue puisqu'elle court de 1976 également jusqu'au début des années 2000. On sait que si les usagers passent du sniff au shoot, c'est en fonction des relations, des opportunités, des circonstances, mais comme le dit, Nico, arrivé à un moment, « *je me rendais compte que c'était beaucoup plus économique par rapport aux quantités que je commençais à sniffer* ». Lui qui a commencé par vendre de la came pour les mêmes raisons, il devient rapidement accro au *Brown Sugar*, dont « *les effets de manque pouvaient se produire assez rapidement* ». Après le quotidien de l'attente interminable sur des plans, il finit par rencontrer le dealer qui fournit son pote et constitue peu à peu un réseau en se faisant livrer au cinéma où travaillait sa copine, qui ne touchait à rien.

« Ben, pendant X temps, il venait tous les jours, il faisait un passage dans son circuit et il livrait au cinéma toute la poudre. Et là, il y a des gens, qui n'en

prenaient pas qui, à force de voir les gens en prendre – pratiquement, il y avait la moitié du personnel qui en prenait et l'autre moitié qui n'en prenait pas – et il y en a qui se sont mis à en prendre, alors que personne n'aurait pensé qu'ils étaient capables de prendre de la poudre. Des gens qui étaient quand même... qui avaient une bonne éducation, qui avaient eu un bon savoir, enfin, tu vois et puis qui voyaient quand même ce que c'était, parce qu'ils nous voyaient nous, à côté, des fois, à attendre le mec (...) Il savait que lui, il était le roi, donc il arrivait, il avait ses clients, ses clients l'attendaient, donc c'était tout bénéf, quoi. »

Sa copine, qui au départ lui paye sa came, « *s'est mise à en prendre un peu, un peu plus, et puis après tous les jours, en même temps que moi, bon jamais par injection, toujours par la narine* », alors que lui a « *commencé à se piquer* ». Finalement, sa copine le jette et il se retrouve à la rue. Il trouve son salut où il rencontre une bande de Blacks sans papiers, qui vendent du shit et de l'herbe aux Halles, pour lesquels il sert d'abord d'intermédiaire avec les clients avant qu'ils lui laissent de la marchandise « *parce qu'ils pensaient qu'un blanc pour accoster certains types de clientèles, ça mettait plus en confiance* ». Et de raconter une situation qui lui est arrivée un « *nombre incalculable de fois* » : comment il échappait aux descentes et contrôles des flics à la fontaine, qui arrêtaient systématiquement les Noirs et les Arabes. À la rue, il vit avec les Blacks dans leur squat. À l'époque il se fournit à la Goutte-d'Or, puis trouve un plan appart', vers la gare de l'Est. « *Pendant un bon moment, je me suis défoncé en allant acheter chez ses personnes-là* », d'abord un couple vivant du deal qui consommait tous les deux, mais par injection, puis leurs fournisseurs qui, eux, se shootaient. Et puis après cette période non-datée, vers la fin des années 1980, il retourne chez lui et il trouve un boulot comme magasinier audiovisuel. Il reprend de la poudre avec ses potes. « *Ça a continué pendant un moment, mais comme moi, je commençais à gagner bien ma vie, j'arrivais malgré tout à allier boulot et consommation, c'est-à-dire j'arrivais à ne pas avoir à emprunter d'argent, vendre ou quoi que ce soit.* » Il se met en couple avec une ouvreuse, qui se shootait aussi à l'héro. C'est alors qu'ils se constituent tout un réseau de plans, de différents lieux d'approvisionnement, de connaissances, « *il y avait différentes possibilités comme ça, à droite à gauche, aussi bien de son côté que de mon côté. Donc, en fait, on n'avait jamais eu de problème d'approvisionnement* ». Ils consommaient « *de façon raisonnable* » un demi-gramme à deux par jour, jusqu'au jour où elle tombe enceinte et s'arrête, alors que lui continue, continue, continue. Après la naissance de leur fille, il se décide « *à aller voir un programme – comment ça s'appelle ? – de..., de soins pour toxicomanes quoi* ». En fait, il décroche à l'opium, qu'il se fournit par des amis accros habitant rue de Buci par l'intermédiaire de son ex-copine du cinéma. Sa situation professionnelle le voit devenir ingénieur du son, il gagne « *vraiment énormément d'argent* », donc énormément d'argent partait dans la dope. « *Là, j'avais des connexions à travers les gens du spectacle qui étaient vraiment importantes, sur des quantités, et là, sur de la blanche. Là, ce n'était plus du Brown.* »

À force, cette diversité de plans induit une connaissance très particulière de Paris :

« En fait, je connaissais tout Paris, mais uniquement à travers les dealers et à travers la came, quoi. Je connaissais vraiment tous les quartiers, quoi, parce que j'avais rencontré des gens qui étaient du XVI^e, du XV^e, du..., j'ai rencontré... et je ne connaissais Paris qu'à travers la came. »

Cette diversité favorise un usage compulsif du couple (la mère ayant repris), qui induit la circulation de flux d'argent considérables.

« Donc, c'était quand même assez fou, quoi, parce qu'il y avait des sommes, mais colossales qui partaient là-dedans, quoi, colossales ! Parce qu'on en prenait tous les deux, que j'en prenais, je commençais à en prendre quand même beaucoup plus qu'avant, j'étais au-delà d'un demi-gramme par jour, moi tout seul. Et ça commençait à faire très, très cher. À tel point qu'à un moment, même avec les sommes que je gagnais, qui étaient vraiment très, très importantes, parce que je gagnais à peu près... disons que j'étais payé 500 francs de la journée de travail, quoi, à l'époque, ce qui équivaldrait, disons, aujourd'hui, à 350 euros jour. D'ailleurs, je crois qu'à un moment, je me suis mis à être payé en euros et même des fois, ça montait jusqu'à 400 et quelques jour. Donc, quand tu savais que je travaillais des fois 25 ou 28 jours dans le mois, tu vois les sommes. Et il y en avait les deux tiers qui partaient dans la poudre, quoi. Donc, j'ai claqué, j'ai claqué. »

On est en 1990-91. Nico continue à ce rythme, *« et puis un jour, dit-il, j'en ai eu marre, je me suis mis à prendre que de la codéine, que de la codéine »*, pendant environ trois ou quatre ans. Puis, à nouveau il reprend de l'héroïne, suite à la rencontre avec une nana, qui prenait de la came et était très intéressée par les gens qui prenaient de la came. Il utilise ses connexions avec elle, *« passe des après-midi à baiser avec elle, sous héro, dans un petit appartement qu'elle avait vers Jussieu »*. Il est à fond dans le travail, ne s'occupe pas de sa fille, et le truc qui le fait tenir, c'est la came. Résultat : sa femme l'a quitté et est partie avec leur fille. On est en 1994-95. Il démissionne de son travail. *« Et là, j'ai perdu pied »*, avoue-t-il. C'est là où, grâce à un ami, il entend parler de la méthadone, faite par un généraliste sans avoir besoin d'aller dans un centre. *« Oui, parce que je leur ai expliqué que c'était très compliqué déjà de venir comme ça, aussi bien parce que je finissais tard et que le midi, je ne pouvais pas me libérer et quand je ne pouvais pas prendre de métha, je me remettais à prendre de la poudre. »* L'étape suivante consistera à se sevrer de la métha, au bout d'un moment, *« comme ça, d'un coup sec, parce que j'en avais marre d'avoir ou de la synthétique ou de la naturelle... »*

Ces extraits d'entretiens biographiques montrent que la came constitue un style de vie chaotique, qu'elle induit et rend impossible, favorise tout en permettant de tenir. Tel est le cercle vicieux. Néanmoins, d'autres récits de carrières avec des usagers marseillais permettent non seulement d'introduire des variantes mais de mieux situer les effets de contexte.

Les sorties de l'héroïne

La grande question demeure celle de la « *désistance* »²⁰⁹, autrement dit des sorties de l'héroïne. On sait que les carrières ne sont ni linéaires ni non plus irréversibles. Parler de « *sortie* » est abusif lorsqu'en réalité, les tentatives de décrochage sont dans la plupart de cas multiples, répétitives, bien que discontinues, espacées dans le temps. On pourrait l'illustrer, par exemple, par la carrière de Janina, née en 1959, qui a un usage festif de l'héroïne de 1980 à 1982, puis passe à un usage quotidien et de plus en problématique de 1982 à 1988, avant de stopper toute consommation de 1988 à 1993, puis de renouer avec des consommations festives occasionnelles d'héroïne (trois ou quatre fois par an), mais aussi de cocaïne ou d'ecstasy jusqu'à aujourd'hui. De façon plus générale, les arrêts sont plus longs. Certain(e)s ont stoppé toute consommation d'héroïne et de cocaïne dans les années 1990, comme par exemple Karine, Louise, Raoul (en 1995), Karl ou Thérèse (en 1996), ou au début des années 2000, comme Nina et Nordine. D'autres, comme Sbag, se sont arrêtés de 1995 à 2005, mais ont repris jusqu'à aujourd'hui. Certains continuent à fumer de temps en temps, d'autres se sont accordés des « *extras* », par définition occasionnels, en se faisant une ligne de coke ou un sniff d'héro lors d'une soirée sans lendemain. Dans ces configurations variées, il s'agit de *carrières longues* qui s'étalent sur dix ou vingt ans. Mais il existe aussi des *carrières courtes*.

Ainsi Céline s'est « *tapée en gros plus de dix ans, et quand ça a été terminé, ça été terminé, après trois semaines de sevrage sans rien* ». Plusieurs des « *pionniers* », ayant commencé après 1968, sont restés deux ou trois ans dans la came. « *Parmi nous*, dira Camil, *ça a duré trois ans.* » Patrick, qui s'est arrêté définitivement en 1973, est aussi dans ce cas.

De multiples facteurs objectifs et subjectifs pourraient expliquer ces « *sorties* » progressives de l'héroïne, après avoir été « *dedans* » un laps de temps allant de quelques années à parfois près de vingt ans de leur vie : les effets d'usure et de vieillissement, la prison, la peur de mourir, le désir non seulement d'arrêter mais de changer de mode de vie, la stabilisation sociale favorisée par la substitution (plutôt que les cures et postcures), les traitements médicamenteux, mais aussi des naissances d'un ou plusieurs enfants, un travail satisfaisant et, de manière plus discrète mais tout aussi importante, les ressources du milieu social d'origine et le rapport au travail.

De la chasse aux dealers au prosélytisme religieux

Loin d'être individuelles, ces sorties ont une dimension collective, voire communautaire. Plusieurs phénomènes se sont conjugués, si l'on en croit les témoignages recueillis auprès de nos enquêteurs : l'intensification de la violence dans les cités (émeutes, bandes, etc.), le rôle de l'islam des jeunes, symbolisé par l'arrivée des « *barbus* », leur utilisation par les grossistes et dealers de cannabis pour faire peur et déloger les vendeurs

²⁰⁹ Peu abordée par les sociologues de façon systématique, à l'exception de Marwan Mohammed (Cf. *La formation des bandes*, Paris, PUF, 2012 ; Marwan Mohammed (dir.), et *Les sorties de délinquance. Théories, méthodes, enquêtes*, Paris, La Découverte, 2012), cette question de la « *désistance* » est au cœur de la réflexion des magistrats du TGI de Bobigny en particulier.

de came et les toxicos, et récupérer ainsi des « *parts de marché* ». Ainsi, loin d'avoir eu la fonction civique que les médias et le pouvoir politique ont pu leur accorder, les « *chasses aux dealers et aux toxicos* », les « *milices anticame* » ont pu répondre, en particulier en région parisienne et dans la métropole lilloise²¹⁰, à des logiques économiques et culturelles.

Prenons quelques exemples. Éric évoque cette fille, Nora, qui dealait de sa fenêtre en attachant le produit à un fil, et qui ne voulait plus vendre sous la menace des jeunes de 15-16 ans, munis de bâtons. Quand ils étaient petits, raconte Éric, il leur donnait des gâteaux. Là, ils lui expliquent : « *Éric, faut plus venir parce qu'on fait la chasse aux dealers et aux toxicos.* » Un de ses copains, arrivant après, lui racontera : « *Ils m'ont dépouillé la voiture, ils m'ont dépouillé la tête, ils m'ont pris mon argent, ils m'ont laissé en slip !* » Un mois plus tard, le même Éric voit une réunion avec les flics de Villemomble, qui avaient appelé les mômes de la génération d'en dessous pour leur parler. « *Qu'est-ce qu'ils veulent les poulets ?* » Ils m'ont dit : « *Non, ils nous font une conférence !* » Trois ou quatre mois après, un autre de ses copains lui raconte : « *Au Bourget, ils font ça...* ». Éric pense : « *Comme c'est la génération d'en dessous et qu'ils voyaient leurs grands frères, comment ils se pourrissaient la vie, incités par la police, ils ont pris des bâtons et ils ont dit "on va chasser les dealers et les toxicos". Je crois que c'est vers 1986, c'est l'époque où on a commencé à parler du sida, tout ça... (...) Moi, j'ai pensé que les mômes, les poulets leur avaient expliqué, en délirant un peu dans ma tête, qu'ils pourront vendre du shit tranquille s'ils virent les toxicos et les dealers.* »

Mohamed raconte aussi très bien comment dans sa cité, la came est restée pendant une quinzaine d'années, de 1983-84 à 1998-99, jusqu'au moment où, avec tous les copains de sa génération, ils se sont dits : « *Ça ne peut plus durer* », « *on va faire la chasse aux dealers* ».

« *Et on s'est organisé en bandes, et partout où il y avait des mecs qui dealaient, on y allait...*

- Aux Bosquets ?

Oui, oui.

- Et à quelle époque ?

Plus dans les années 1995, entre 90 et 95, un truc comme ça. (...) On a dit « faut qu'on arrête, qu'est-ce qu'on fait ? On en a marre, les camés, ils viennent, c'est nos petits frères qui morflent ». Les mecs, y venaient shooter devant les gamins devant le bac à sable, on retrouvait des shooteuses partout. On a dit : « Comment on fait ? », les keufs ils font rien, ils en ont rien à foutre ce qui est en train de se passer. Ben on s'est organisé. Et partout où on savait qu'il y avait des squats, on y allait le soir, boum, boum, on mettait carrément le feu, on disait : « vous revenez, on vous... » (...) À un moment donné, il y a eu une période où c'était pas mal de Zairois qui étaient arrivés,

²¹⁰ Dominique Duprez, Michel Kokoreff, *Les mondes de la drogue*, op. cit.

qui faisaient aussi des trucs comme ça, ils avaient des squats, là, là, là, donc voilà, ça a été ça. Et sans déconner, on a fait le ménage.

- Et ça a marché ?

Ça a marché pendant presque dix, quinze ans. La came a disparu. »

En parallèle de ces « chasses aux dealers », plus ou moins soutenues par la police et le ministère de l'Intérieur, on observe les premiers signes de prosélytisme religieux dans les prisons et l'apparition des « *barbus* » (voir *Un prophète*). Jusque dans les années 1990, si la religion musulmane est pratiquée par les parents de manière coutumière, domestique, les lieux font défaut, les mosquées sont peu nombreuses et se développent alors. Ce tournant religieux, s'il n'annule pas la diversité des situations, a été peu analysé. Or, il ressort bien de certains entretiens menés en région parisienne.

- Est-ce que tu peux m'expliquer en quoi la religion aurait pu être, en particulier l'islam, le seul moyen d'arrêter, ou en tout cas, un moyen assez efficace ?

Parce que le Coran, il est très persuasif. Pour celui qui croit, qu'importe ce qu'il fait. On n'a pas besoin de croire en dieu pour être un mec bien. (...) Donc après, quand l'islam a commencé à avancer, des mecs commençaient à entrer dans la religion, ils ont senti, ils ont vu eux aussi, ils sont musulmans, ils s'appellent Mohamed, Karim, je sais pas quoi ! Voilà, donc, ils se renseignent et ils voient que c'est très très grave. Donc quand tu lis une fois, deux fois, dix fois, y'a un moment où ça joue sur le côté cérébral. Sur ton intellect, sur la vie de tous les jours. Et après, t'es mal ! T'es en conflit entre le fond et la forme. Voilà, et y'en a plein qui ont arrêté. C'est pas leur père, c'est pas leur mère, c'est pas la mort de leur frère ou de leur cousin, c'est la religion qui les a fait arrêter.

- Est-ce que l'on peut dater ce tournant, cette prise de conscience ?

2002-2004. Après 2001, quoi. (...) Y'a pas mal de mecs qui allaient dans les mosquées, y'avait pas de mosquées qui commençaient à pousser. Les mecs, ils louaient des caves. Bah ouais, y'a eu l'époque de l'islam des caves. Donc c'était bien avant 2000. Y'a des mecs, ils se sont mis dans la religion, c'est des vrais barbus, moi je les connais. Ils ont tout arrêté, ils sont rentrés dans la religion. Ils avaient des terrains énormes, ça rapportait beaucoup d'argent. Je les vois maintenant avec leurs enfants, ils sont rentrés, ils ont plus la même vie. (...) Parce qu'aussi la religion, y'a des conséquences après ! Parce que quand le mec il fait l'idiot et qu'il se dit, « ouais, je vais le repentir, j'arrête tout ça ». Bah son argent qu'il a mis de côté, tu peux plus vivre après, faut que tu le donnes, que tu le jettes, tu peux pas vivre avec si tu fais le repentir.

On passe de la religion coutumière à l'affirmation d'une identité religieuse, laquelle soutient des démarches consistant à décrocher, un « *travail de foi* », comme nous l'explique à nouveau Mohamed :

« Après, t'as eu des mecs qui ont décidé tout simplement de dire qu'il y a une thérapie, le fait de parler de la religion et ainsi de suite, de conquérir la foi, permettre à des mecs de décrocher. Et c'est une réalité, je connais des mecs, qui sont là, qui sont sortis de la came par ce biais-là. Et ça a permis à certains de changer complètement leur braquet et puis que leur foi leur a permis de les sortir de ce truc-là. C'est pas les trucs de désintoxication qui les a sortis, c'est pas tout ça, ça a été la foi, un travail de foi. Certains ont réussi parce qu'ils ont cru en ça, d'être accompagnés, à sortir de la came. Et ces mecs aujourd'hui quand tu les croises, c'est pas des mecs radicaux ou quoi ce soit, au contraire. Ce qui change, c'est que lors que les frères musulmans faisaient des prêches dans les quartiers, à l'époque, les mecs leur disaient "parle pas avec moi !" »

À Marseille, il y a peu de pression des « *barbus* » avant le début des années 1990. Dans les cités, ils deviennent visibles vers 1994, mais d'une part, ils se tiennent à l'écart des problèmes de drogue (ni usagers ni trafics), préférant « *recruter* » dans les clubs de foot et autres activités de jeunes, et d'autre part, ils se font jeter par les habitants, les jeunes, les animateurs, etc. La pression des barbus va davantage se faire sentir (dès 1991) sur les commerçants de Belsunce, du marché du Soleil (et dans une moindre mesure, des puces ; car aux puces, il y a une des plus importantes mosquées de Marseille, où prêchent des religieux très modérés qui vont rapidement virer les barbus)²¹¹. En résumé, pour échapper à la pression des barbus (pour l'essentiel, Algériens liés au FIS), les boutiquiers algériens vont marier leurs filles à des Tunisiens, mettre le gendre « *officiellement* » patron de la boutique, et les barbus n'ont plus de moyens de pression puisque la Tunisie est un pays laïc.

De même aux Baumettes, comme le montrent les entretiens faits avec l'assistante sociale et des surveillants de prison : l'administration pénitentiaire est très attentive aux prosélytismes religieux (pas seulement musulman, d'ailleurs) et depuis très longtemps. Elle a gardé la main sur le recrutement des responsables des cultes en détention, et ne laisse pas entrer les barbus et autres radicaux²¹².

Sans établir de strict rapport de causalité, on constate donc un double processus : d'un côté, le déclin de l'héroïne et le passage à une situation de monopole du cannabis ; de l'autre, la reprise en main de la communauté correspondant à une redécouverte (ou la réinvention) de la religion musulmane dans les quartiers.

4.4 De l'incorporation entre drogues et musiques à l'éclectisme culturel des nineties

À côté de la religion, la musique est un autre pôle important de l'histoire culturelle de l'héroïne dont on a déjà évoqué le rôle dans les années 1960 et 1970. Si, historiquement,

²¹¹ Voir Alain Tarrius, qui raconte très bien ce phénomène dans son livre, *Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*, La Tour d'Aiguës, L'Aube, 1995.

²¹² Et aussi, Les amis de l'espoir. Dans une toute autre logique que le prosélytisme religieux, le retour au bled était une de leurs actions fortes pour faire décrocher les usagers.

drogues, musiques et panoplies vestimentaires se combinent étroitement²¹³, définissent de l'identité collective avant de fonctionner comme valeur-signe de consommation de masse²¹⁴, ce lien semble se distendre dans les années 1990. On a vu que dans les années 1960 et 1970 la diffusion des drogues et de l'héroïne en particulier était inséparable d'un contexte de mutations culturelles et de l'émergence de courants culturels qui en constituaient plus que la bande-son : le référentiel majeur. « *On prenait de l'héroïne et on écoutait les Doors ou Jimi Hendrix, puis Lou Reed et le Velvet Underground dont on savait qu'ils en prenaient* », résume un usager. Le paysage musical devient-il plus éclectique lors des décennies suivantes, ou s'agit-il d'un mythe rétrospectif, par conséquent à déconstruire ? Quoi de commun entre la scène rock, dominée par le grunge, le rap, tendance gangsta, et la techno ? Mais au fond n'était-ce pas déjà le cas des époques précédentes ? « *Après tout, remarque Michka Assayas, les années 1970 furent autant dominées par Genesis, le reggae, le jazz-rock et les rythmes brésiliens que par Led Zeppelin et Pink Floyd, et les années 1980, par les tubes de Toto et de Tears for Fears, que par Michael Jackson.* »²¹⁵ Néanmoins, il nous faut peut-être distinguer deux questions : celle des interactions réciproques entre drogues et musiques, leur degré d'incorporation ; celle de la cohérence et/ou de l'éclectisme culturel.

Le grunge et ses parias

Le groupe Nirvana et le destin de son leader, Kurt Cobain, peuvent être considérés comme emblématiques des années 1990 et des difficultés d'en interpréter la cohérence. Il s'inscrit clairement dans un courant musical proche du hard rock – ou métal –, très sombre et enragé, « *à la fois ignoré du grand public et méprisé par la critique* »²¹⁶. Sorti de rien, né dans une petite ville sans attrait du nord de l'État de Washington, dont les activités principales, la pêche et l'exploitation du bois, suffisent à peine à faire survivre la population. Alors que son père a quitté le foyer familial à la fin de son enfance, Kurt part de chez sa mère à 17 ans. Il vit de petits boulots et dort souvent dans la rue, sur des cartons ou dans la salle d'attente d'un hospice. Quelques années plus tard, il s'installe dans une ville à une centaine de kilomètres de Seattle. C'est un de ces centres du rock alternatif qui lui donne son éducation musicale. En 1987, il forme son groupe, Nirvana. Après un premier enregistrement passé inaperçu, celui-ci rencontre le succès avec son second album *Nevermind*, sorti en 1991, et un 45 tours, *Smells Like Teen Spirit* oscillant entre apathie, révolte et autodestruction. Il chante : « *I'm worse at what I do best/and for this gift I Feel blessed/I found it hard/it was hard/ It was hard to find/ Oh well, whatever, nevermind* » (« *Je suis le pire à ce que je fais de mieux/Et je me sens béni pour ce talent/ J'ai trouvé ça dur/ Ça a été dur à atteindre/ Bon, après tout, laisse tomber* »). La chanson juxtapose des passages au calme angoissant et des explosions de rage impuissante. Très vite, Nirvana rencontre un succès mondial qui, paradoxalement, insupporte son leader, qui a le sentiment de trahir ses valeurs premières. La légende raconte que Kurt Cobain a souffert pendant une

²¹³ Patrick Mignon, « La démocratisation de la bohème », *op. cit.*

²¹⁴ Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Paris, Denoël, 1970.

²¹⁵ Micchka Assayas, « Une histoire de bande-son », in François Cusset, *op. cit.*, p. 91.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 101.

majeure partie de sa vie de dépression, de bronchites chroniques et de douleurs intenses à l'estomac. Sans que les nombreux médecins qu'il consulte ne puissent faire la part entre une scoliose perturbant son adolescence et le stress lié à son métier et à sa notoriété, Kurt trouve un palliatif dans l'automédication par l'héroïne. Sans doute initiée par Courtney Love, qu'il épouse, il en consomme pour la première fois en août 1986, puis occasionnellement dans les années qui suivent. Au moment de *Nevermind*, son addiction est devenue évidente, alors que le groupe entame la promotion du disque.

*« Kurt Cobain perd ainsi connaissance à plusieurs reprises au cours d'une séance de photographies organisée le jour d'une apparition du groupe dans Saturday Night Live. Il tente de se désintoxiquer au début de l'année 1992, peu après avoir appris qu'il allait être père. Il part ensuite avec Nirvana pour une tournée en Australie. Souffrant du manque et de ses douleurs à l'estomac, il est très faible physiquement. Les autres membres de la tournée (Grohl, Novoselic, leur entourage réciproque et l'équipe technique qui suit le groupe) supposent que son état est dû au fait qu'il continue à prendre de l'héroïne, ce qui crée une hostilité entre eux et lui. Un médecin consulté pour ses douleurs à l'estomac lui prescrit des pilules de buprénorphine qui s'avèrent être une alternative à la méthadone. Peu de temps après être rentré chez lui, à la fin de la tournée, il reprend à nouveau de l'héroïne. Peu avant un concert au New Music Seminar de New York, Kurt est en état d'overdose. Plutôt que d'appeler une ambulance, son épouse choisit de réaliser une injection de naloxone, substance réputée efficace dans cette situation. Remis sur pieds, il assure le concert sans rien laisser transparaître au public de l'incident. Il sera retrouvé mort d'une balle dans la tête dans des circonstances non-élucidées par la police en 1994. »*²¹⁷

La trajectoire de Kurt Cobain n'est pas sans rappeler celle, sur un tout autre versant, de rappeurs issus des ghettos de Los Angeles, de Ice-T ou 2Pac : « *Les exclus sont les vrais héros, les losers sont les vrais winners* »²¹⁸ Ces groupes servent de modèle au rap français qui éclate dans les années 1990. Si la scène rock s'épuise relativement vite (Téléphone, Indochine) ou reste cantonnée à un segment de la jeunesse (Noir Désir, Les Garçons Bouchers), le rap déborde largement les populations marginales pour toucher le public des classes moyennes blanches – ainsi qu'aux États-Unis. Le rap, comme plus tard la techno, devient un langage universel porté par les industries culturelles qui flairent le « *bon coup* » ; l'un et l'autre sont aussi des courants artistiques et culturels qui émergent, animés par des combats libertaires que l'on croyait disparus. Différence essentielle, au moins de façon officielle²¹⁹, l'usage d'héroïne reste en marge de la scène rap, plus encline à faire l'apologie des psychostimulants (shit, herbe, coke).

Le début des années 1990 marque un grand tournant à Marseille. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1980-début 1990 qu'émergent à Marseille ce qui va tenir lieu de scènes

²¹⁷ Kurt Cobain, Wikipedia.org.

²¹⁸ Michka Assayas, *op. cit.* p. 103.

²¹⁹ Voir peut-être la biographie de Joey Star par Philippe Manœuvre – le leader de NTM étant bien connu sur les « terrains de meca » comme un usager régulier à une certaine époque.

musicales (les quartiers de la Plaine/cours Julien, le cours Estienne-d'Orves lorsque le parking est dessoudé, la corniche autour du David après les aménagements de la plage). Avant, il n'y avait pas à Marseille de quartiers dédiés à la musique, aux sorties nocturnes ; il fallait courir d'un plan à l'autre à travers la ville, d'où « *la virée* ». Et cette course d'un plan à l'autre générait d'incroyables porosités et mixités sociales, ethniques, culturelles, et musicales aussi. À partir du moment où des quartiers deviennent dédiés à ces activités, il y a un phénomène de spécialisation : en genre et style de musiques et donc, en scènes et en publics (sans compter que ces lieux sont payants, ou du moins plus chers que ne l'étaient les plans de-ci de-là). À partir de ce moment, les porosités nocturnes n'opèrent plus. Et de ce fait, ce qui générait aussi la rencontre avec plein de produits divers (dont tous disent que chaque produit correspondait à un goût musical) n'opère plus non plus.

*Acid House, rave culture et mouvement techno*²²⁰

La fin des années 1980 annonce aussi la vague de la musique techno et une nouvelle culture juvénile, qui voient le jour en Angleterre à travers l'engouement pour de nouveaux sons, lieux de rassemblements et consommations d'amphétamines. Les « *ravers* » prennent part aux *Acid House parties* où des groupes et des DJ animent des nuits de danse dans des entrepôts, des hangars, voire des champs, au son d'une musique produite par des ordinateurs. L'Acid House est une musique dont la programmation invite à des marathons de danse au-delà des horaires normaux. C'est dans ce contexte que l'ecstasy, découverte comme drogue de rue en 1977, devient la nouvelle drogue à la mode.

Les premières saisies importantes et découvertes de laboratoires clandestins ont lieu en 1985. Le docteur Olievenstein y voit une « *nouvelle grande épidémie* » venant des États-Unis, après l'héroïne et le crack. Faute de données fiables, on estime que 50 000 personnes en consomment régulièrement, c'est-à-dire plus de la moitié des jeunes qui participent chaque week-end aux raves ou fréquentent les boîtes de danse dévolues à l'Acid House Music ou à la techno²²¹. Son apparition tend à faire penser que l'on assiste à un « *retour* » des drogues psychédéliques et des idéologies les accompagnant, qui avaient disparu du paysage de la défonce depuis le milieu des années 1970. Or, comme l'a montré Patrick Mignon, pour les spécialistes du voyage et de la chimie, le LSD et l'ecstasy sont deux produits de qualité très différente ; leur mode de valorisation diffère aussi : l'ecstasy ne pointe pas un avenir meilleur ou une alternative sociale et culturelle mais une adaptation au temps présent et une réponse aux menaces de l'époque. Elle s'inscrit aussi dans une gestion tout à fait différente : au temps infini du LSD, pris quotidiennement par certains de nos interviewés pendant des mois dans les années 1970, succède le temps cadré des week-ends de l'ecstasy. Mais il y a un point commun entre les deux drogues : les discours sur

²²⁰ Voir sur ce point, Steve Readhead, *Rave off: politics and deviance in contemporary youth culture*, Avebury, 1993 ; Patrick Mignon, « Les nouvelles drogues psychédéliques, ou le bonheur chimique », *Esprit*, juillet/août 1986 ; Michel Kokoreff, Patrick Mignon, *La production d'un problème social : drogues et conduites d'excès. La France et l'Angleterre face aux usages et aux usagers d'ecstasy et de cannabis*, IRIS-TS/DGLDT-MRT, février 1994, pp. 14-75 ; Astrid Fontaine, Caroline Fontana, *Raver*, Paris, Economica, 1996.

²²¹ Estimations données par Russel Newcombe : *Raving and danse Drugs : house music clubs and parties in North-West England*, p. 3, Liverpool, 1991.

l'ecstasy en ce début des années 1990 tentent de renouer avec l'utopie de la « *bonne drogue* » – que l'on retrouve à propos de la cocaïne –, d'une drogue non seulement sans effet de dépendance, à condition d'être sûr de sa composition – ce qui ne va pas et n'ira pas de soi ; d'où l'introduction dans les raves de pratiques de réduction des risques²²² –, mais génératrice d'effets positifs sur les relations sociales. Au fond, ces nouvelles drogues, dont l'ecstasy, s'appuient sur une *demande de socialisation heureuse*, d'accroissement de l'autonomie et d'exploration des potentialités des corps²²³.

Cette culture rave qui se diffuse auprès des *teen agers* porte au corps un intérêt que l'on peut mentionner au passage. La mise en scène du corps contre toutes les formes d'oppression symbolique. « *C'est ce dont témoignent à leur manière la House Music et la techno, qui incitent par leur voracité rythmique à s'enf(o)uir entièrement dans la danse, à laisser la musique produire un corps, pour en jouir à la fois individuellement et collectivement, comme si la transcendance promise par la révolution dance, par-delà ses connotations new age et les égoïsmes d'une époque, ne pouvait vraiment s'accomplir que dans un événement collectif.* »²²⁴

Suite à de gigantesques rassemblements de jeunes en Angleterre lors des étés 1988 et 1989, la presse britannique évoque un *Summer of Love*. C'est aussi à cette occasion que meurt une adolescente de 16 ans suite à une surconsommation d'ecstasy. Ibiza redevient en 1989 une référence emblématique dans l'imaginaire globalisé des drogués. Le mouvement arrive en France quelques années plus tard. En 1993, le premier *Teknival* français est organisé à Beauvais, suivi de *Teknivals* monstres en 1994 et 1996 dans l'Aveyron et le surplomb de la Seine. La multiplication des *rave parties* alarme le pouvoir politique, les campagnes sur la dangerosité sociale de l'ecstasy se déchaînent, la répression s'installe jusqu'au début des années 2000.

Cette ligne de transformation interne était-elle déjà amorcée au Royaume-Uni et à Ibiza ? Toujours est-il que cette période marque un tournant des usages festifs et tabous de l'héroïne. Celle-ci est associée par cette nouvelle génération aux junkies, à la déchéance et à la mort, aux risques de contamination par le VIH. En même temps, elle va s'introduire par les bords, utilisée et appréciée pour gérer la descente de speed²²⁵.

Chaque nouvelle génération suit-elle le même chemin qui va de l'euphorie au désespoir, de la contestation à la résistance et à leur récupération par le système, pour parcourir à chaque fois un cycle, repartir d'un nouveau pied et chuter ? Y a-t-il « *compatibilité* » entre les « *nouvelles formes de subversion et le désir d'autonomie* » déjà portés par les mondes alternatifs et de l'underground dans les années 1960 et 1970, puis par « *le punk politisé* » du tournant des années 1980, enfin, par la réactivation des combats libertaires portés par les collectifs de *ravers*, en même temps que compatibilité « *avec les vendeurs de soupe mainstream* » ? Cette histoire n'est-elle qu'une suite de

²²² Mission Rave de Médecins du monde.

²²³ Michel Kokoreff, Patrick Mignon, *op cit.* p. 15.

²²⁴ Matthieu Rémy, « D'une rave à l'autre », in François Cusset, *op. cit.* p. 195.

²²⁵ Voir le texte, « Inscriptions de l'usage d'héroïne dans les trajectoires de polyusage en rave et free partys ».

recommencements ? Cette question se pose si on considère l'histoire de la diffusion des drogues autant que celle des mouvements musicaux depuis le rock des *sixties* jusqu'à l'Acid House et la techno des *nineties*, comme le montre très bien Matthieu Rémy (pp. 198-199) dans son article par ailleurs très précis sur l'émergence des *raves* et *free parties* et leur répression en Grande-Bretagne et en France. Pour autant, le contexte a radicalement changé. « *Dans les années 1960, les Beatles, avec All you need is Love, pouvaient encore allier œuvre d'art et espérance collective. Ou l'An 01 de Gédé : "On arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste". Dans les années 1990, un hit single de qualité ne pouvait plus ressembler qu'à un massacre ou à un tremblement de terre. Nevermind fit de nombreuses victimes (...) c'est la jeunesse violée (...) c'est l'incarnation de cette évidence intolérable : être un homme honnête est devenue un tâche si ardue qu'elle surpasse tous les héros.* »²²⁶ C'est pourquoi le punk constitue un tournant décisif vers une crise de l'avenir d'une jeunesse prise en sandwich entre le désir vain de conjurer le vieillissement et la réalité des crises économiques, des désastres écologiques et des crispations identitaires tellement symptomatiques d'un XXI^e siècle postromantique. C'est ainsi que certains acteurs signalent « *l'absence totale d'idéologie de la jeunesse* », que l'on peut interpréter comme l'ébranlement de l'usage de drogue comme une forme de contestation sociale.

4.5 Regards sur le temps qui passe

Au fil du temps, le regard revisite ce qui a été et finit par porter un jugement plus général. Parmi les nombreux extraits d'entretiens, nous voudrions pour terminer cette partie donner un aperçu de ces regards sur le temps qui passe. Prenons l'exemple de Gabrielle, assez représentative de sa génération née après la guerre, militante en 68, commence à prendre de la coke et de l'héro vers 1974-75. « *C'est un peu l'escalade* », elle mène une « *vie un peu dissolue* » tout en continuant à travailler dans la mode, puis à Libé, en 1981. « *En fait, c'était pour mieux travailler* ». A l'époque, elle prend de l'héro tous les jours. « *Mais moi, dit-elle, je me suis jamais shooté* ». On apprend au cours de l'entretien que ses parents lui donnait déjà du *Gardenal* (censé calmer les crises de colère) : « *j'étais bourré de Gardenal, petite* ». Cela en faisait-il une « proie facile », comme elle en rit ? Toujours est-il qu'elle ralentit sa consommation, puis passe « *sous substitution* » vers la fin des années 1990, pendant presque vingt ans, tout en faisant de l'ayurvédique en Inde.

« *Nous n'avons pas été avachis, nous avons aussi traversé de nombreux événements. Nous n'avons juste pas toujours pris la mesure ; et nous ne voulions pas devenir des adultes, comme nos parents, très jeunes confrontés à la guerre. Un contre-pied nécessaire. Bravement, après 1968, nous avons voulu installer une autre société. Je ne sais pas si beaucoup d'entre nous nous sommes vraiment trompés. Donc, c'était une espèce de truc comme ça... (...) Quand même, ce truc de prendre de la drogue, c'était un refus de devenir adulte. Ça, pour moi, c'est clair et net. En tout cas, pas comme nos parents, et*

²²⁶ Pacôme Thiellement, « Etre un homme honnête est impossible », in François Cusset, *op. cit.* p. 110. (Texte publié initialement sous le titre « L'homme que le terre vendit », in *Pop Yoga*, Paris, Sonatine, 2013, pp. 235-239).

pas adultes trop tôt. Parce que nos parents, à cause de la guerre, ils ont été adultes tout de suite ! Ils n'ont pas eu le temps de continuer à avoir une jeunesse un peu... tu vois? Je ne sais pas les tiens, mais bon.

Les miens ont travaillé tout de suite après-guerre.

Oui, et puis, tu vois, ils ne se permettaient pas de relâchement. Et nous, on n'a pas du tout voulu... ce n'est pas « ressembler », mais on a quand même voulu faire perdurer beaucoup ce truc de : on n'est pas des adultes...

Oui. D'irresponsabilité.

D'irresponsabilité. C'était la génération d'après-guerre, donc on a eu tellement de chance... C'est la chance qui a fait aussi qu'on a complètement déconné !

Cette génération « non-avachie » a donc cherché à prendre à contre-pied de celle des parents. Profiter de sa jeunesse, refuser de devenir adulte comme ses parents, avec toutes les pesanteurs sociales qu'impliquent ces rôles hiérarchisés à l'époque, jusqu'à assumer son irresponsabilité fondamentale, ses « conneries ». On peut qualifier ce rapport au temps de politique et moral, au sens où il est combatif, basé sur le conflit de générations, mais sévère car il énonce un jugement sévère sur cette « génération perdue ».

Il en va différemment pour cet homme ayant également la soixantaine, né à Aix-en-Provence. Il garde un souvenir intense de son premier *flash* en 1977. « *On était des fêtards* », c'était pas le « *côté défoncé* » qui primait. Les fêtes de l'époque, c'était plutôt chez les gens, dans les appartements, « *parce qu'on a tous nos apparts* ». devient fortement dépendant entre 1982 et 1989. Travaillant comme commercial, bien inséré et disposant de revenus importants, il voyage six mois par an au Brésil pendant dix ans. Il est « commercial costard-cravatte à vendre des climats en porte à porte. « *À Marseille, je ne descend que pour toucher* », à La Castellane, 8 h du matin... Son groupe a été décimé par les overdoses et le sida. Lui est passé à travers. Aujourd'hui DJ, il est un consommateur modéré de divers produits et prend de la méthadone 5mg/jour.

- Si je mets tout bout à bout, ce qui t'a aidé à lever le pied, comme tu dis, c'est : « *Je crois au système, j'ai envie de bosser, de gagner du fric* » et puis un enfant, une femme... C'est ça ?

Oui. Envie d'avoir un peu une vie « normale » entre guillemets, tout en continuant à aimer la fête, les produits, tout ça. Mais j'ai envie de gérer le produit, j'ai plus envie que le produit me gère. Le problème, c'est que j'ai toujours les béquilles de la méthadone mais c'est déjà plus sympa comme béquilles que de s'envoyer de l'héro tous les jours dans les veines.

- Ça veut dire que tu as le sentiment de la dépendance ?

Non mais j'en ai marre, j'ai envie de passer à autre chose. Même aujourd'hui, s'il y en a devant moi je vais la prendre parce que j'aime ça, mais je sais que s'il y en a demain j'en prendrai pas parce que j'ai pas envie de tomber accro. Je vais attendre un mois, un mois et demi... Je le prendrai mais je connais des gens, ils en ont toujours pris, ils ont jamais été junks parce qu'ils ont peur du produit mais ils

aiment ça et le jour où ils en prennent, ils savent qu'au pire, ils en prennent deux jours de suite mais pas trois. Quand on sait qu'on peut tout goûter mais qu'il faut... (...)

- Sur les 10 (copains de la bande), il y en a 4 qui sont morts, 2 qui sont alcooliques et 4 qui se débrouillent pas trop mal ?

Voilà. Et 4 qui ont eu de la chance aussi peut-être parce que toujours bien mangé, toujours de l'argent pour pouvoir... pas être à la rue. Là, je pense à des copains, c'est des fils de bourges quand même, tu vois, des copains qui ont réussi, qui ont des sociétés aujourd'hui, mais bon, papa et maman ont été derrière pour les aider. Eh oui. S'ils avaient pas eu peut-être papa et maman derrière pour les aider à monter leur business, peut-être qu'ils seraient au fond du trou aussi, je sais pas. Tout dépend du biotope dans lequel tu évolues aussi...

- Et la chance de ne pas avoir été contaminé !

Alors ça, c'est le plus beau bonheur du monde, quand t'as été junk et que tu sais que t'es pas atteint par le sida, tu sais que t'es un ressuscité et pour toi, la vie est belle, quoi qu'il arrive. Quoi qu'il arrive. J'ai besoin de personne pour me torcher, j'ai été aide-soignant à une période aussi, donc tu sais que tu as de la chance, t'es béni des dieux, profite-en parce que c'est pas tout le monde qui a pu avoir cette chance-là. J'ai tellement de potes qui sont morts du sida qu'aujourd'hui j'ai pas le droit de me plaindre, quoi ! De rien ! J'ai shooté avec eux, avec la même pompe ! Donc tu vois, pour moi, tout va bien aujourd'hui, quoi qu'il arrive. Tout va bien. Il y en a qui ont pas eu la chance que j'ai eue.

Conclusion de la première partie

Le contexte sociétal dans lequel est apparue puis s'est diffusée l'héroïne a bien changé, des années 1960 aux années 1990. À la France gaullienne, au fond encore très proche du vieux fond clérical du XIX^e siècle dans ses valeurs et ses normes, a succédé après 68 une France mitterrlandienne, plus « *branchée* », tournée vers la modernité, les nouvelles technologies, le spectacle, la fête. Au mythe du progrès s'est substituée la figure du changement devenu sa propre fin ; au fourmillement des groupuscules révolutionnaires et aux mobilisations collectives de la jeunesse engagée a succédé une phase de déclin des passions politiques et désenchantement que les courants musicaux, punk, *New Wave* ou grunge, ont bien symbolisé, tout autant que la montée du Front national et la multiplication des émeutes dans les banlieues.

Dans ce contexte, l'héroïne est passée d'une préoccupation internationale à un problème national. Confidentielles et résiduelles dans des petits mondes connexes des marges recomposées après les événements de Mai 68, les consommations d'héroïne ont commencé à se répandre alors. De façon totalement disproportionnée et stratégique, la drogue est devenue un « *problème public* », présentée comme un « *fléau social* » pour l'opinion publique dans les années 1970. Paradoxalement, c'est aussi à ce moment-là que les produits consommés et faciles d'accès deviennent une expérience valorisée puis une mode pour les jeunes – en dépit, ou du fait même, de ses connotations négatives, dangereuses.

Cette histoire sociale est affaire de générations, et par là, de socialisation. Si on prend deux pôles opposés, ce n'est pas la même chose que de découvrir l'héroïne par son réseau d'amis ou à un concert, et de grandir alors qu'elle est vendue au coin de la rue et que plusieurs de ses frères ou cousins en sont morts. C'est également affaire de territoires et d'expériences urbaines : déambuler entre Saint-Michel et Montparnasse, être presque en permanence chez les uns chez les autres dans le mélange des classes, des genres et des couleurs de peau, refuser le travail et vivre en communauté, faire de la déviance un style de vie, essayer toutes les drogues, s'approvisionner chez les copains qui dépannent plus qu'ils ne dealent, est bien différent de traîner dans les rues, d'être assigné à résidence dans les cités maudites ou « *enfermé dehors* », de devoir en sortir pour commencer à vivre, de s'appropriier les trous des espaces communs, de prendre de la came pour oublier plutôt que pour se défoncer et de faire la queue là où les dealers l'imposent. C'est encore le rapport aux risques qui émerge sous un jour nouveau : la génération 68 a connu la libération sexuelle, portée par un désir d'émancipation, grâce à l'érosion des cadres de la morale judéo-chrétienne, la banalisation de la contraception et la légalisation de l'avortement ; la génération des années 1970 en a hérité et profité dans une certaine mesure, en dépit des overdoses, des accidents, des maladies, du tourment des parents. La génération des années 1980, elle, a connu le sida, c'est-à-dire la mort comme perspective, mais aussi la peur des flics, la violence de la prison, le silence et l'incompréhension des institutions ; la génération des années 1990, qui se renouvelle peu, est un mix à bien des égards de ces traits dont elle hérite, avant que l'invention de la substitution transforme autant les

croyances que le rapport au manque, à soi et aux autres. Au fil du temps, c'est dire que la question de la drogue a été rabattue sur la question de la dépendance, alors qu'il s'agit de deux choses différentes si on les considère dans la durée. Ce n'est pas parce que l'addiction l'a emporté qu'il ne faut pas s'en rappeler !

Bien sûr, c'est par commodité d'exposé que nous résumons les analyses qui précèdent ainsi. Car ce serait implicitement considérer qu'il n'existe pas d'inégalités de traitement selon les groupes sociaux. Ainsi, de l'exposition différentielle à la répression et à l'incarcération : parmi les « *petits bourgeois déclassés* » que nous avons rencontrés, nombre d'entre eux ont échappé à la police, ne sont pas passés par la case prison, ni n'ont pas fait l'expérience du stigmate pénal (l'effet casier) ; à l'inverse, parmi ceux qui étaient issus de milieux populaires, rares sont ceux qui ont échappé à la prison ; les « *enfants illégitimes* » issus des familles maghrébines habitant les bidonvilles, puis les cités devenues des quartiers populaires ou des « *zones urbaines sensibles* », se sont engouffrés massivement dans l'usage et la revente de l'héroïne et ont payé un lourd écot la répression et à l'absence de politique de santé publique.

L'intérêt analytique de distinguer ces quatre phases est de ne pas saisir cette histoire contemporaine de la circulation de l'héroïne d'un bloc : on ne voit pas se construire un récit homogène mais *diffraqué*, qui se déroule sur plusieurs plans (politique, culturel, générationnel, socio-territorial, etc.) ou suit plusieurs lignes enchevêtrées. Bien entendu, ce découpage n'est qu'analytique (ou théorique) : les séquences distinguées débordent, se recoupent, se répètent aussi. Néanmoins, cette fabrique de l'histoire en train de se faire permet de repérer assez nettement des phases d'accentuation, de durcissement, des poussées, des tournants. De sorte qu'en définitive, on est loin de ces catégories médicales et morales réduites à leur plus simple expression (les « *intoxiqués* », les « *junkies* », les « *toxicomanes* »), de la caricature des usagers injecteurs réduits à leurs états-limites, à leur stade terminal, en entrevoyant la diversité des trajectoires ou carrières du point de vue des modes d'entrée et de sortie, des dynamiques de consommation, de leur durée (souvent plus courte qu'on ne l'imagine d'ordinaire). De même, on est loin des poncifs sur la *French Connection*, de la chronique de sa fin, du mythe de la filière unique, des « *gros bonnets* » et plus généralement, d'une histoire de la criminalité résumée aux faits et gestes de la police ou d'une étude centrée sur le « *monde du crime* ». Loin aussi, nous semble-t-il, des clichés que ne cessent de véhiculer les médias dominants sur les « *cités de la drogue* ».

Suivre cette multitude de narrations et de lignes, qui cristallisent à certains moments, semblent devenir plus indépendantes ou en tension à d'autres, c'est encore s'éloigner des visions savantes distinguant au mieux une phase d'apparition et une phase de diffusion, opposant de façon paresseuse centre et périphérie. Comme nous avons essayé de le montrer, c'est à plusieurs vagues que l'on a assisté dans des contextes assez spécifiques. Ainsi, tout change lorsque l'on passe de la « *libération sexuelle* » à la prise de conscience de « *l'épidémie de sida* », à partir du moment où la circulation entre des mondes poreux semble céder la place à des logiques de l'entre soi, quand les plans de rue commencent à l'emporter sur les plans de cafés ou d'appartements, dès lors que les scènes

ouvertes parisiennes sont démantelées par la police, qui favorise le maintien et le déplacement de la stratégie de *cantonment* dans les quartiers pauvres périphériques.

En ce qui concerne nos terrains d'enquête privilégiés, ce cadre chronologique indique les concordances entre Paris et Marseille, mais aussi les discordances ou décalages. Pour insister davantage sur ces derniers, on voit que l'arrivée de la came dans les quartiers et les cités est plus précoce dans la région parisienne, qui s'inscrit dans des histoires et des territoires, des configurations socio-spatiales très spécifiques. On peut dire que des lieux d'entre soi (bars, lieux festifs, maisons ou appartements) apparaissent à Marseille dans les années 1987-90, voire même plus tardivement, au milieu de la décennie suivante, avec, par exemple l'ouverture de lieux comme l'Acid jazz bar (1995), ou encore la location de lieux dans les salles de fêtes pour se retrouver. On verra que ces lieux ont été au cœur de la diffusion de l'héroïne. Par comparaison avec la capitale, où l'offre est abondante, c'est dès la fin des années 1970 qu'apparaissent ces lieux de l'entre soi, à l'image des boîtes comme le Kiss Club. Ce décalage temporel n'est pas un résultat mineur de la recherche, on y reviendra plus avant. Il n'empêche que dans les deux cas, il s'agit de donner à voir des lieux et nœuds de diffusion qui sont restés très discrets et invitent à faire prévaloir d'autres pistes d'analyses, plus proches des sociabilités que de l'existence d'une « *culture du crime* ».

Ces imbrications et décalages apparaissent si on s'intéresse au traitement « *racialisé* » de la diffusion de l'héroïne. Avant même la période choisie comme référence, le traitement des usages et trafics par les institutions l'illustre en creux à travers la pression exercée sur les étrangers, les immigrés, puis les minorités visibles françaises. Face à ce qui constitue un tabou de la réflexion sur les drogues en France, on a ainsi repéré nombre d'indices d'une focalisation de l'attention institutionnelle et collective sur les cafés, cités de transit, quartiers, prisons, qualifiés d'« *arabes* », de « *tunisiens* », de « *maghrébins* », de « *blacks* », etc. Ainsi, la délinquance des enfants d'immigrés a été au cœur de l'action de la police dès la fin des années 1970 ; la croyance selon laquelle on a construit des prisons comme Fleury-Mérogis pour les y enfermer n'est pas totalement sans fondement. Ce point recoupe donc une ligne de clivage ethnique et raciale tout à fait fondamentale par la capacité qu'ont pu avoir la société française dans son ensemble comme les élites et acteurs de terrain à en dénier la réalité (*Colorblindness*). Il n'en reste pas moins que la situation est très différente à Paris et à Marseille. Paris et ses banlieues ont été traversées par toutes les vagues d'immigration depuis la fin du XIX^e siècle. Mais les migrations et les migrants, comme les minorités visibles françaises, sont constitutifs de l'histoire et de la sociologie de Marseille, ville cosmopolite depuis bien longtemps, et au sein de laquelle ils ont pris leur place.

Les apports de connaissance que fournit ce cadre nous semblent avérés dans plusieurs domaines. Encore matière à bien des fantasmes, la période qui se déroule en gros entre la fin de la guerre d'Algérie et mai 1968 inaugure quelque chose, avant, pendant, et après 1968. Elle nous permet de mieux comprendre la diffusion de l'héroïne qui, au fond, fait partie intégrante de cette vague de contestation de l'ordre moral et coercitif de la société gaullienne qui ennuie la jeunesse, de cette révolution des mœurs qui s'est

accomplie tout au long des années 1970, et par la suite. Simplement, cette diffusion entre très confidentielle obéit à sa logique propre ; elle n'a pas la proportion ni l'organisation que ces détracteurs supposent en mettant en place un *régime de prohibition dure*. Cette dimension utopique, qui disparaîtra rapidement avant de réapparaître à « *bas bruit* », plus tard, prévaut encore dans la période des années 1973-74. L'ambiance des « *années Giscard* » voit se durcir la répression, s'instaurer « *la chasse aux sorcières* » qui, sans qu'on ne le dise vraiment, est d'abord une chasse à la « *chienlit* », aux « *Arabes* » et aux quartiers populaires réputés malfamés de Paris et d'ailleurs. L'héroïne, la came, les drogués, les toxicos, sont dans le viseur. Elle devient un « *problème public* » dans les villes, plus visible, alors que dans le même temps s'instaurent les jalons d'une vision libérale avancée sur le cannabis, qui jouit d'une « *tolérance à la française* » – dépénalisation pour les habitants de Paris, puis d'autres grandes villes, répression accrue pour les « *provinciaux* » et les « *néo-ruraux* », maintenant, le statu quo. En repartant des années 1960 et de l'interdiction en 1966 du LSD, on comprend mieux également en quoi les années 1980 constituent un tournant avec l'explosion du marché de l'héro et des consommateurs-injecteurs. Ce phénomène traverse tous les milieux sociaux, mais avec une violence particulière dans les cités et sur ces « *jeunes beurs* » ciblés par les cartons des militants du Front national. C'est assurément l'épicentre de cette histoire tragique : par le poids de la poudre, du nombre d'accros, le nombre de morts, l'indifférence politique, l'hypocrisie sociale et pénale. Enfin, du point de vue des facteurs de sorties de la toxicomanie, si la substitution constitue une nouvelle donne, bien que décriée par les pourfendeurs du contrôle social et de la chronicisation de la dépendance, la question de la religion et de l'islam introduit des modes de sortie bien réels mais peu connus. Elle sera donc à reprendre, car elle nous informe de façon singulière sur « *les chasses aux dealers* » et la manière dont l'implantation d'un marché du cannabis dans les cités a contribué à pacifier – au moins un temps – la situation de fortes tensions sociales qui existait depuis les années 1960.

Si nous arrêtons cette chronologie en 1996, ce n'est pas parce que l'histoire s'arrête avec la mise en place des programmes de substitution, mais parce qu'un cycle s'achève. Beaucoup d'usagers sont morts et continuent de mourir, les survivants associent le Subutex® ou la méthadone avec la coke, voire le crack, les scènes parisiennes sont plus nomades, les marchés de l'héro des cités se sont effondrés. Certains de nos enquêteurs invoquent un climat de violences contraire aux affaires (« *ça a été la guerre dans les cités, ils se tiraient dessus* »), avant le retour au calme à partir des années 2000 ; d'autres refusent de dire que les choses se sont calmées : « *Non, non les choses ne se sont pas calmées, il y a eu une autre génération (...) Après, c'était aussi le bordel, il n'y avait plus de hiérarchie, les terrains n'étaient plus tenus, c'était plus des gens du quartier* » (puisque les vieux s'étaient retirés). Encore aujourd'hui, on peut trouver de l'héro dans les quartiers ; on peut même la faire expertiser. Ce serait plutôt des « *vieux* » qui reprennent ou n'ont jamais cessé de prendre de la came. « *Il y en a qui vendent au Luth mais les gens ne le savent pas* », entend-on de ceux qui ont gardé des relations de quartier et de voisinage avec des usagers et ceux qui revendent. Ces propos incitent donc plutôt à parler d'invisibilisation que de disparition, de reprise d'un cycle, les « *toxicos n'étant plus*

visibles ». Difficiles à documenter, ils sont fonction de la connaissance et des connexions des uns et des autres. Néanmoins, ils peuvent être situés dans le cadre du discours plus général du « *retour de l'héro* » qui sévit aux États-Unis lors de ces dernières années. Overdoses de personnalités, saisies, articles de presse et Internet en parallèle font état d'une explosion des opiacés de synthèse parmi les classes moyennes qui passeraient à l'héroïne, moins chère. Sur nos terrains, les témoignages d'acteurs locaux et d'« *anciens* » (de Gennevilliers à Saint-Denis, par exemple) attestent la présence d'un redémarrage ou persistance de l'héroïne. Un nouveau cycle s'amorcerait.

De façon transversale aux phases distinguées, on peut poser cette question des cycles de la façon suivante : les acteurs de cette période ont-ils vécu la *même* histoire en épousant les différentes phases d'un cycle conduisant inéluctablement à la déchéance et à la mort, ou bien, après la phase d'initiation et d'exploration des « *pionniers* » au tournant des années 1970, est-ce une *autre* histoire qui a commencé s'inscrivant dans une tout autre configuration ? Faut-il considérer, de façon plus pragmatique, que l'on a affaire à une histoire composée d'histoires *plurielles* ? Il n'est pas sans intérêt de constater que les acteurs eux-mêmes de cette histoire ont leur petite théorie quand les plus anciens évoquent l'idée de « *vagues* », que « *ça s'est produit par vagues* ». Cette « *théorie des vagues* » sur laquelle on reviendra est une réponse à la question des cycles qui ponctuent la diffusion.

Bien évidemment, la difficulté d'interprétation est en lien avec le niveau choisi. Si l'on considère les choses en surplomb, en schématisant à l'extrême, peut-être peut-on simplement dire que la séquence si riche et explosive des années 1960 et 1970 est encore dans un hors-temps par rapport à la période des années 1980, où se met en place une économie capitaliste et un monde globalisés en même temps qu'un type de formation sociale dont nous sommes les contemporains. Si l'on considère les cycles de l'héroïne en eux-mêmes, il y a globalement une phase montante, un plateau et une chute (de l'engouement, du renouvellement des acteurs, du marché). Plus précisément, il y a une phase discrète et héroïque de la diffusion, une phase sociale puis davantage publique, avant que ce *trip* ne devienne une filière à risques et mortifère. Dans les années 1980, il ne s'agit déjà plus d'expérimenter ni de faire la révolution, mais de « *faire la fête* », de mener la « *belle vie* » avant que la came ne devienne sa propre fin, synonyme d'une « *vie de chien* »,. Avec et sans manque, psychiatrie d'un autre temps et substitution officielle, légitimité culturelle ou stigmatisation communautaire, la demande sociale n'est pas la même. Le passage d'une séquence à l'autre – « *lune de miel* », installation, galère, clochardisation, changement de produit, alternance, etc. – s'inscrit dans une temporalité spécifique et individuelle. Beaucoup meurent, certains s'arrêtent, les derniers sont entre-deux. Côté offre, la demande d'héroïne bouleverse les hiérarchies informelles qui se recomposent lorsque les braqueurs mettent la main sur le « *bizness de came* » jugé particulièrement rentable, avant de changer de produit et de passer à la coke dans des circonstances jamais dénuées d'importance biographique, de tomber plus ou moins lourdement, de se ranger ou se lancer dans d'autres affaires, ou bien encore de tout perdre et de se retrouver dans la catégorie des « *sans* » (papiers, travail, logement, santé, argent).

Côté politiques publiques, on voit bien se dégager en filigrane toutes les ambivalences de l'État. On dit aujourd'hui que la prohibition *tue* plus que la drogue elle-même. La diffusion de l'héroïne appelle une réaction publique qui participe à la construction du problème qu'elle est censée régler. En clair, la réaction des pouvoirs publics, forte en matière de répression inexistante en matière de santé publique, a contribué à amplifier les ravages et les mésusages de l'héroïne ; et ce, notamment à la fin des années 1960 où – les chiffres disponibles le démontrent – il n'y avait pas péril en la demeure. L'État s'est s'entêté à diaboliser l'héroïne et les héroïnomanes. De sorte que ce qui est *tragique* dans cette histoire, ce n'est pas seulement la réponse à la question : combien de morts ? On aurait gagné avec ce travail de montrer et de comprendre comment la réaction sociale et politique produit la déviance en ce sens où elle réunit les conditions de son amplification par le dispositif social qu'elle déploie entre police et prison, psychanalyse et impensé de la santé publique, addictologie et travail social. On aura reconnu une variation inédite de la théorie de l'autoréalisation des prophéties. La société française a engendré ce qu'elle a d'abord craint puis refoulé. Au fond, la drogue est devenue, sans intention claire ni programme, la chose de l'État, son inconscient, sa part maudite, avant que les militants associatifs et la société civile ne disent « stop », face au désastre et au regard des innovations un peu partout dans le monde. Que peu à peu la société française prenne la mesure de l'enjeu, sans, aucunement, le régler. Le double langage entre répression et réduction des risques est la manière la plus cynique de maintenir le *statu quo* en vigueur depuis la loi de 1970.

Tout l'intérêt de cette recherche est de privilégier l'expérience et le point de vue de ceux qui ont subi de façon directe ou indirecte les effets pervers de l'action publique contre les drogues. Il s'agit de montrer comment le régime de prohibition a favorisé le développement d'une culture du silence et de la clandestinité, de conduites à risques, la non-transmission d'une génération à l'autre des savoirs et savoir-faire des usagers injecteurs face aux risques infectieux et environnementaux ; comment aussi la criminalisation est allée de paire avec la professionnalisation des dealers, un mode de vie rythmé par les allers et retours en prison s'intégrant non pas en rupture mais en continuité d'une trajectoire de décrochage social.

La diffusion de l'héroïne est une histoire collective orale, basée sur la parole. Elle s'avère bien éloignée de ce qu'en ont retenu les institutions, la classe politique, les médias, les citoyens. On dira « *qu'on ne savait pas* » ou qu'on ne voulait pas savoir ; on dira qu'on savait mais qu'on ne le disait pas, qu'on ne voulait pas crier avec les loups. Le travail des chercheurs est de rendre visible cette strate, cette couche où se mêlent ces choses dites des expériences vécues et reconstruites, des morceaux de mythologies, des documents qui disent l'ambiance, comment on en parle, avec quels mots et avec quels affects. Cette histoire collective, on l'a vu, ne se réduit pas à celle des « *voyous* », du « *Milieu* », des « *bas-fonds* » ou de la « *jet-set* » ; elle n'est pas non plus cette version la plupart du temps fantasmée par les services de police et les médias (ce qui n'empêche pas un regard pointu des individus dans les deux cas).

On voit donc se dessiner des *cycles* et *micro-cycles* (sociétaux, politiques, historiques, économiques, anthropologiques), des *mécanismes de diffusion* (par « vagues », sans les considérer selon un mode « naturel », « épidémique », « linéaire »), des *régimes de significations* et *de subjectivation* (idéologiques, culturelles) variés selon les contextes.

Deuxième partie :

ANALYSE TRANSVERSALE

Introduction : modalités, lieux, formes et traitements publics de la diffusion de l'héroïne

On se propose dans cette seconde partie d'aborder sous d'autres angles et échelles les processus de diffusion et circulation de l'héroïne à partir de nos enquêtes de terrain et matériaux recueillis (entretiens, archives, presse, romans, expériences personnelles). Jusqu'à maintenant, nous avons tenté de raconter une histoire de l'héroïne - largement méconnue, hormis les « initiés » - du point de vue ceux et celles qui en ont été précisément les acteurs ou témoins, en mobilisant largement leurs récits d'expérience, tout en replaçant cette histoire dans un contexte de mutation normative et culturelle de la société française. Le cadre chronologique posé consistait à définir le processus de diffusion bien documenté et défini par l'OFDT autour de quatre phases : la phase du « cercle des initiés », la phase de diffusion, la phase plateau et la phase descendante, pour aborder ce processus dans une durée longue (quatre décennies) sans le déconnecter des dynamiques sociales et politiques qui conditionnent fortement les parcours de consommation.

Ce cadre posé, il convient de le nuancer et surtout de l'approfondir par des analyses à la fois plus transversales, thématiques et spatialisées, et en mobilisant d'autres outils théoriques en fonction des orientations des un.e.s et des autres. Transversales, parce que davantage centrées sur les *modalités* de fabrication, de transport, de commercialisation et de circulation à plusieurs échelles (internationales, métropolitaines, locales), les *lieux* (appartements, squats, cités, quartiers, raves et free party, prisons), les *formes* de diffusion (le rôle des médias dans la production de paniques et de contre-paniques morales, l'agencement des singularités biographiques des itinéraires avec une histoire collective leur donnant sens) et les événements qui les ont ponctués (l'affaire de Bandol, le décret de 1972 sur l'interdiction des seringues en pharmacie, les vagues de cambriolages de pharmacie), enfin, les *traitements publics* (les tournants sécuritaires de 1983-1985 et 1993-1995, la criminalisation des « toxicos », leurs conditions de détention, la fonction sociale de l'incarcération). Thématiques, parce que plus axées sur les réseaux de trafics, les acteurs et les dimensions de l'activité, les différents lieux de consommation, de revente et d'échange saisis de façon dynamique, les modes de production et de visibilité de significations culturelles véhiculées par la presse (du *Parisien-Libéré* à *Libération*), les manières de penser à une époque donnée les drogues (Deleuze et Guattari), et à l'inverse, les impensés de la République sur la question des races et des minorités (*colorblindness*). Spatialisées, non seulement en s'intéressant aux lieux, mais parce que plus centrées sur les particularités locales de nos deux terrains principaux que sont Paris et ses banlieues et Marseille et ses environs.

Non que la première partie soit basée sur la seule région parisienne, mais, de fait, elle la privilégie en cherchant à intégrer les spécificités marseillaises dans un processus général, sans ignorer les décalages. Si on considère ces phénomènes à partir de Marseille, le regard n'est plus exactement le même. Parce qu'elle est assurément un haut-lieu de la mythologie de l'héroïne qui s'est façonnée au XX^e siècle et dont nous avons largement hérité, en même temps qu'un point incontournable à bien des égards. Ainsi, faire l'histoire de l'héroïne à Marseille et ses environs invite à se confronter à toute une série de visions vues d'en haut et de clichés médiatiques sur le « milieu », les filiations de voyous devenus des parrains, la

« *French connection* » ou la « *Corsican connection* ». Il faut pour cela élargir le cadre historique et géographique. Introduite par une description précise du processus de production de l'héroïne à partir des années 1930 du producteur au consommateur, cette partie aborde par « en bas » le point de vue des acteurs, entrepreneurs, chimistes, transporteurs, passeurs, négociants, revendeurs, pour comprendre la manière dont se sont constitués de façon plus complexe qu'on ne le croit d'ordinaire les routes de l'héroïne et réseaux de trafics. Ce qui conduit à relier cette histoire à une géographie des filières, qui passe notamment par le Liban.

Partir de Marseille, c'est aussi instruire la question des quartiers populaires et de la place qu'y a occupé l'héroïne dans une configuration très différente de celle observable dans la région parisienne, trop souvent pris pour modèle. Mais c'est aussi la focale qui change. Ainsi, l'histoire urbaine et migratoire et la morphologie sociale de Marseille et ses environs permettent de saisir de l'intérieur les configurations dans lesquelles s'est inscrite la diffusion locale de l'héro autour de la figure de la « virée », c'est-à-dire une forme de mobilité ou d'urbanité dans l'espace public à l'échelle de la ville. L'héro est arrivée dans les « quartiers Nord » plus tard que dans la région parisienne - peut-être au pire moment, avec les débuts du sida. Il n'en demeure pas moins des similitudes entre nos deux terrains : des sociabilités de proximité dans un contexte de désintégration sociale et familiale qui ont favorisé l'entrée dans les consommations, des porosités sociales qui nourrissent la diffusion des produits, une mémoire forte des années-héroïne dans les cités devenues « maudites »...

Nous avons choisi de prendre pour entrée certains terrains, sans en proposer une analyse comparée, comme la vente en appartement et le passage à la rue, l'arrivée de la came et des grossistes dans les cités et la démultiplication des points de vente, les « scènes » parisiennes. Ainsi, peu étudiée par les chercheurs, la vente en appartement d'héroïne (ou d'autres produits) ne constitue pas seulement en effet un marché caché, soucieux de discrétion et soumis en tant que tel à des conditions de sécurité particulières. Elle supporte aussi un marché pris dans des jeux de sociabilités fortes, vecteur de porosités sociales et de diffusion non seulement de produits, mais de modèles et de pratiques culturelles. Cette analyse permet de repérer des seuils que symbolise la rue, que certains franchissent et pas d'autres, qui peut amener certains en prison et d'autres pas. Pour autant, la « rue », définie comme espace d'interactions plus ou moins problématiques et à risques, n'est pas homogène. Sans aller à faire une micro-histoire de certaines rues restées célèbres (comme la rue Ramponneau à Belleville, la rue Montmartre dans le XIème, près du Palace, la rue de l'Ouest dans le XIVème, la rue Myra à Barbès, etc.), la question des « *drugs scene* » dans l'espace parisien se pose. Elle est abordée d'un point de vue historiographique et ethnographique, considérant que certaines rues de Belleville ou de Couronnes, La Goutte d'Or, le squat de la rue Raymond Losserand, l'Îlot Chalon ou Stalingrad furent bien des « scènes », co-construites à la fois par la police, les médias, les politiques urbaines et les acteurs du deal, dont on peut repérer les différents moments (apparition, montée en puissance, destruction).

Le changement de regard est donc aussi bien théorique qu'empirique. Dans la première partie, nous avons mobilisé les apports de l'histoire sociale et de l'histoire culturelle, de l'ethnologie et de la sociologie des banlieues, de la sociologie de la déviance ou de la réaction sociale. Dans la seconde, d'autres cadres sont utilisés : l'anthropologie des formes

d'échange et à la sociologie économique, l'histoire et à la sociologie urbaines de la ville et de l'espace public, la sociologie des médias, l'ethnologie des sociabilités dans la sphère privée, la sociologie clinique, ou encore l'histoire institutionnelle des politiques publiques.

Le rapport avec *le* politique reste une ligne d'analyse forte. Cette dimension est la grande absente de ces considérations qui jonglent avec un non-dit post colonial et fait de la police et de la justice les véritables intervenants en toxicomanie des années héroïne-sida. Interroger l'histoire raciale de l'héroïne et la cécité de la République à l'égard de ses minorités qu'elle n'a pourtant cessé de disqualifier et de criminaliser, c'est donc donner à voir le maillon invisible du maintien de comportements et de représentations à la fois racistes et post coloniaux. De même, revenir sur les difficultés à chiffrer le nombre de toxicomanes et de morts sur la période étudiée est aussi une manière de se situer au croisement de la recherche de modèles robustes et d'une critique de la politique des chiffres. Terminer sur cette exploration statistique est aussi une manière de mettre en perspective la colère et la frustration de ces familles qui ont vu leurs fils et leurs filles réduits à l'état de loques et mourir dans la douleur et la honte. « *On ne savait pas* », disait-on. Mais que savait-on vraiment et qu'est-ce qu'on ne voulait pas savoir ?

On l'aura compris, cette partie, plus volumineuse que la précédente (qui aurait pu être découpée en deux parties selon un ordre différent) est composée de textes qui ont leur cohérence et leur problématique propres tout en se rapportant à la question commune. Chacun d'entre eux peut être lu à part, telle une ou plusieurs pièces du puzzle, qui nous éclaire sur la place de l'héroïne comme miroir de l'histoire sociale de toute une époque et d'une société.

5. Des modalités

5.1 Le *process* productif de l'héroïne

Michel PERALDI et Liza TERRAZZONI

La fabrication d'héroïne se déroule en quatre étapes : la culture du pavot, la récolte de l'opium, l'extraction de la morphine-base, le mélange en « laboratoire » de la morphine-base avec un agent acétique¹ pour obtenir l'héroïne-base qui, par nouvelle transformation, pourra devenir une héroïne blanche, ou une marchandise « *ournée* », comme le disent ceux qui en sont familiers². L'héroïne se rencontre en effet sous deux formes chimiques qui correspondent à deux types d'héroïne : le sel chlorhydrate, appelé la « *blanche* » ou la « *chinoise* » par les consommateurs, ou l'héroïne-base, appelée la « *brune* » ou le « *brown* »³.

Le procédé de fabrication peut varier, selon la qualité recherchée, la forme chimique voulue et les savoir-faire, mais trois matières premières sont cependant nécessaires en quantité importante : la morphine-base, l'anhydride acétique et l'eau. Une fois que l'héroïne sort du laboratoire, elle peut encore subir de nouvelles transformations avant d'arriver jusqu'aux consommateurs. On distingue trois grands moments dans le cycle de production de l'héroïne : du champ de pavot jusqu'au laboratoire au cours duquel la morphine-base est extraite ; second moment, le passage au laboratoire où la morphine-base est transformée en héroïne-base ; troisième moment, du laboratoire au consommateur, au cours duquel l'héroïne-base sortie du laboratoire subit une série de transformations, appelées « *coupes* ».

Du champ de pavot au laboratoire

1/ Culture du pavot

L'héroïne se fabrique à partir de morphine-base. Celle-ci est obtenue en transformant l'opium, suc végétal extrait de la capsule des fleurs de *Papaver somniferum* (pavots somnifères) appelés encore « *pavots à opium* ». Toutes les variétés de pavots somnifères contiennent de l'opium avec une riche teneur en morphine. Ces variétés sont cultivées en Asie, au Moyen-Orient et dans les Balkans, avec quelques régions ou pays qui se distinguent, selon les époques : la Turquie, le Liban, le Triangle d'or et le Croissant d'or⁴.

¹ Steven B. Karch, *Drug Abuse Handbook*, CRC Press, LLC, 1998.

² C'est en 1874 au cours d'une expérience menée par CRA Wright, qu'une substance nouvelle est séparée chimiquement de la morphine. La société Bayer reprend le procédé vingt ans plus tard et crée ce qu'elle pense alors être un médicament (Christian Bachmann, Anne Coppel, *Le Dragon domestique*, Paris, Albin Michel, 1989).

³ Laurence Dujourdy, Fabrice Besacier, « L'héroïne saisie en France. Données statistiques issues de la base nationales des laboratoires de police scientifiques », *Annales Pharmaceutiques Françaises*, n°68, 2010, (pp.) 127-132.

⁴ Le *Triangle d'or* est une région montagneuse d'Asie du Sud-Est (Laos, Birmanie, Thaïlande). Le Croissant d'or regroupe l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan,

2/ Récolte et raffinage de l'opium

Un kilo de graines de pavot permet de voir fleurir un champ d'un hectare qui compte entre 60 000 et 120 000 plants⁵. Entre la plantation des graines de pavot et l'incision de la capsule (ou bulbe) de la fleur de pavot dont est extrait l'opium, il se passe environ quatre mois. Le liquide, l'opium, est récolté. Il est alors blanc et jaunâtre. Chaque capsule donne en moyenne 80 mg d'opium⁶. Une fois récolté, celui-ci est séché au soleil pour évacuer l'eau qu'il contient et prend la forme d'une pâte brune, voire noire, collante. Cet opium, encore brut, contient de nombreuses impuretés et doit être raffiné. Une fois séché, il est plongé dans l'eau bouillante. Après cette cuisson, l'opium devient liquide. Filtré puis réchauffé afin de lui donner la consistance d'une pâte collante et marron foncée, la pâte est prête à être fumée ou transformée en morphine-base. L'ensemble de ces opérations est réalisé par les paysans des régions dans lesquelles l'opium est cultivé.

3/ Extraction de la morphine-base

Pour extraire la morphine-base de l'opium brut, il faut dissoudre l'opium dans de l'eau chaude, en général avec de la chaux, puis du chlorure d'ammonium. Les cultivateurs peuvent là aussi assurer cette transformation, mais elle peut également être le fait d'individus spécialisés dans le commerce de la morphine-base.

Ces trois premières étapes sont réalisées, à partir des années 1960, et le plus souvent, dans les régions où l'opium est cultivé. La morphine-base est en effet plus facile à transporter que l'opium puisque l'on fabrique 1 kg de morphine-base avec 10 kg d'opium. Une récolte sur un hectare permet de produire entre 6 et 18 kg d'opium, donc entre 0,6 et 1,8 kg de morphine-base⁷.

Le passage au laboratoire

4/ Fabrication de l'héroïne

La morphine-base fait en effet ensuite un passage dans un « *laboratoire* », où elle sera d'abord transformée en héroïne-base par un « *chimiste* » qui la traite avec de l'anhydride acétique, précurseur indispensable à cette transformation. Il s'agit d'un agent d'acétylation et de déshydratation utilisé par exemple pour la fabrication de plastiques ou de médicaments (synthèse de l'aspirine et du paracétamol), des filtres de cigarettes, des teintures⁸, mais utilisé aussi pour la photographie. Il est fabriqué à l'échelle industrielle, facilement disponible, même s'il est l'objet d'un contrôle international⁹.

⁵ Olivier Gueniat, Pierre Esseiva, *Le profilage de l'héroïne et de la cocaïne, une méthodologie moderne de lutte contre le trafic illicite*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2005.

⁶ Olivier Gueniat, Pierre Esseiva, *op., cit.*

⁷ *Ibid.*

⁸ Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, *Précurseurs de drogue*, Mission nationale de contrôle des précurseurs chimiques, Edition 2015.

⁹ Les précurseurs chimiques de drogue sont l'objet d'un contrôle dont les principes sont établis dès 1961 par la convention des Nations Unies en matière de stupéfiants, complétée par la convention de

L'acétylation de la morphine se fait en mélangeant, la morphine-base dans une cuve, inoxydable ou en verre, avec l'anhydride acétique, en chauffant la solution. On y ajoute trois fois l'équivalent d'eau¹⁰ et du charbon actif. L'héroïne-base est ensuite filtrée et lavée afin d'obtenir un produit dégagé d'impureté. Du carbonate de sodium (cristaux de soude) en solution est versé dans le mélange jusqu'à ce que plus aucun gaz ne se forme, précipitant ainsi l'héroïne-base. Puis cette solution est de nouveau lavée, filtrée et séchée¹¹. À l'issue de ce procédé, le chimiste obtient une héroïne d'aspect brun, d'une pureté qui oscille entre 25 et 45 %, appelé héroïne n°3, ou encore « *brune* » ou « *brown* ». Cette héroïne n'est pas soluble dans l'eau mais seulement dans un solvant organique. Elle est sera plutôt consommée en étant fumée¹² (ce que les consommateurs appellent « *chasser le dragon* ») et ne peut pas être injectée sans être diluée dans l'eau avec un acide citrique, dont le citron, et en chauffant le tout.

La fabrication de l'héroïne n°4, d'aspect blanc, est en fait une héroïne n°3 purifiée par un nouveau traitement et la multiplication des opérations de filtrages et de rinçages, qui nécessitent d'importantes quantités d'eau, proportionnelles au degré de pureté de l'héroïne fabriquée. L'obtention d'un produit pur demande l'ajout et le dosage particulièrement subtil d'alcool éthylique, d'éther et d'acide chlorhydrique ainsi qu'un temps et une température de chauffe très précis qui, selon certaines sources, s'élèverait à 227°C¹³ pour obtenir une héroïne de grande qualité, autrement dit pure. C'est une héroïne prête à être injectée par voie intraveineuse qui sort alors du laboratoire.

Dans un bulletin publié par l'ONU¹⁴, le processus de production d'héroïne est décrit à partir d'une observation menée en Afghanistan. Le rendement fut le suivant : 7,8 kg de morphine-base ont été extraits de 70 kg d'opium brut et ont donné 3,9 kg d'héroïne blanche, avec un degré de pureté de 74%. Cependant, le même rapport met en évidence que, plus généralement, il s'agit d'un rendement de 10% puisque 10 kg d'opium donnent presque 1 kg de morphine-base qui permet de produire environ 1kg d'héroïne-base, proportion également relevée dans *L'Atlas mondial des drogues*¹⁵ et par les interviewés. Mais cette proportion dépend, pour beaucoup, du savoir-faire du « *chimiste* », nous y reviendrons.

Dans le langage de ceux qui sont familiers de la fabrication du produit, on parle de « *tourner l'héroïne* » car, comme le raconte F. Porta « *on fait ça au goutte-à-goutte, en*

1971 des Nations Unies sur les substances psychotropes. En 1988, une nouvelle convention fixe les règles de contrôle mondial de 12 produits chimiques. En 1991, leur nombre passe à 22.

¹⁰ Pierre-Arnaud Chouvy, *Les territoires de l'Opium*, Genève, Editions Olizane, 2002.

¹¹ Steven B. Karch, *op. cit.*

¹² Laurence Dujourdy, Fabrice Besacier, *op. cit.*

¹³ Selon F. Porta (pseudonyme). Il est né dans la région marseillaise au milieu des années 1940 et arrêté à la fin des années 1980 en Suisse pour trafic international d'héroïne. Il était notamment « *chimiste* » et transformait la morphine-base en héroïne. Il s'évade de prison au début des années 2000. Nous disposons d'un long récit biographique ainsi que d'une partie de son dossier de justice (dont le procès verbal d'audition lié à son arrestation en Suisse).

¹⁴ Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime, *Bulletin des stupéfiants*, Volume LVII, n°1 et 2, 2005.

¹⁵ Michel Koutouzis, Pascale Perez (dir.), *Atlas mondial des drogues, Observatoire géopolitique des drogues*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996.

mélangeant la marchandise qu'on tourne doucement, comme une mayonnaise ». Anto¹⁶ décrit le process à sa façon : « *Il faut de l'éther, qu'ils appellent le noir animal, qui blanchit l'héroïne. Quand t'as fini de filtrer l'héroïne, faut que tu la mélanges avec du noir animal, le noir animal redescend, il reste plus que le blanc. Le noir animal consomme toute la couleur. Il reste que ce truc blanc. Il faut que tu laisses s'évaporer, ça te fait une pâte après. Tu la mets sur des clim et tu mets ce qu'on appelle des pompes à vide qui aspirent tout. Après, il te reste la poudre en elle-même, qui est très volatile et très pure. Faut être masqué et tout sinon tu t'emboucanes avec. Il y avait quelques mecs qui la tournaient... au Panier... [un quartier de Marseille]* »

Un laboratoire peut en effet être installé à peu près partout du moment qu'il y a l'eau courante et l'électricité, bien que « *tourner de l'héroïne* » nécessite de grandes quantités d'eau et dégage une forte odeur. Le matériel est léger et se limite à quelques cuves, des bidons de précurseurs, un extracteur et un condensateur, de la verrerie de laboratoire, que l'on peut aisément se procurer dans un magasin spécialisé. Les produits nécessaires sont également en vente libre (acides, soude, chaux). Le *process* nécessite néanmoins l'intervention d'un spécialiste, le « *chimiste* », encore appelé le « *tourneur* », qui sait manipuler ces produits, dangereux. L'anhydride est en effet particulièrement inflammable, dégage une forte odeur, irritante pour les muqueuses oculaires et respiratoires. Au risque de brûlure cutanée, il doit être manipulé avec du matériel de protection (gants et masques).

Du laboratoire au consommateur

L'héroïne sortie du laboratoire est prête à être consommée mais elle arrive rarement telle quelle au consommateur. À la sortie du laboratoire qui le fabrique généralement en quantités importantes (au minimum plusieurs dizaines de kilos jusqu'à plusieurs centaines), le produit est vendu à un ou plusieurs acheteurs qui eux-mêmes revendront à d'autres acheteurs, et ainsi de suite, jusqu'à être revendu au gramme ou à la « *dose* ». Au cours de ce passage entre plusieurs intermédiaires, le produit subit de nouvelles transformations.

Il est en effet « *coupé* » avec d'autres produits pour en réduire la pureté et ainsi en augmenter la rentabilité. Les entretiens réalisés mettent en évidence qu'un kilo d'héroïne pure peut être coupée jusqu'à 90%. B.¹⁷ raconte qu'il vendait une héroïne pure, sortant du laboratoire, à ses acheteurs américains : « *Les Américains, d'un kilo, ils en faisaient onze... mais elle était frelatée avec le lactose. Le lactose, c'est une substance qui est neutre, donc pour 1 kg, ils mettaient 10 kg de lactose.* » La coupe se fait le plus souvent avec du lactose,

¹⁶ Anto (pseudonyme) est né et a grandi à Marseille en 1960. Il est fiché au grand banditisme pendant de nombreuses années par les services de police, a été plusieurs fois incarcéré à la prison des Baumettes à Marseille entre 1980 et 2016, pour vols à main armée et trafic de drogue. Il a fréquenté plusieurs personnes qui ont participé au trafic d'héroïne à partir de Marseille et notamment en lien avec ce que l'on a appelé la *French Connection*. Il a notamment été très lié, au cours de ses incarcérations, avec des membres de l'équipe de F. Porta.

¹⁷ B. a organisé l'import export d'héroïne au départ de Marseille vers les États-Unis dans les années 1960 avant d'être incarcéré au début des années 1970. Son parcours est retracé plus loin dans « District productif marseillais de l'héroïne : dispositifs d'acteurs ».

glucose, sucre, de la caféine ou du paracétamol, parfois des médicaments tranquillisants.

La chaîne de production du produit nécessite quatre opérations : la fabrication, le transport, le stockage, le conditionnement. Différents acteurs interviennent dans cette chaîne : cultivateurs, banquiers, entrepreneurs, transporteurs / convoyeurs / passeurs, chimistes, conditionneurs, stockeurs, dealers. Les opérations de déstockage, restockage, déconditionnement, reconditionnement, fabrication, refabrication, jalonnent la circulation du produit jusqu'au consommateur. Ce *process* est cloisonné et segmenté, ce qui produit des effets économiques spécifiques, dont la polyvalence, dans la filière : le chimiste peut aussi être dealer, ou conditionneur, ou transporteur, par exemple. Le convoyeur peut être dealer ; le banquier, passeur. Les étapes peuvent se dérouler en différents lieux et pays, plusieurs acteurs interviennent, chacun ayant une ou plusieurs spécialités, ainsi que nous allons le décrire à partir de l'exemple du district productif marseillais et des filières de fabrication du produit.

Encadré historique : Opium et Indochine

Pour bien comprendre comment et pourquoi ce produit arrive à Marseille, il faut faire un rapide détour historique. Les liens entre l'opium et la France s'inscrivent dans l'histoire coloniale. Connue depuis l'Antiquité comme « *plante de la joie* »¹⁸ pour son usage médical ou magique, l'opium commence à être fortement consommé comme psychotrope en Chine, à partir du XVIII^e. À partir de 1677, Koutouzis¹⁹ rappelle que les Hollandais détenaient le monopole de vente de l'opium dans l'île de Java où ils fournissaient les Chinois. En 1729, devant les fortes consommations d'opium en Chine, l'entrée du produit y est interdite, induisant le développement d'un marché illégal que se disputent Français, Anglais et Hollandais. La constitution des Indes britanniques (1757) permet aux Anglais de prendre le contrôle des zones de production d'opium dont le Bengale. Les Anglais importent fortement et illégalement le produit en Chine (360 tonnes en 1817 ; 2 400 tonnes en 1837²⁰). Les Anglais et les Français (ces derniers ayant fondé l'Union indochinoise en 1887) organisent l'importation d'opium en Chine, notamment pour affaiblir, au milieu du XIX^e, le pouvoir chinois. Mais la production, le commerce et la consommation d'opium interdits par le gouvernement chinois, commencent néanmoins à être tolérés dans les provinces, notamment celle du Yunnan où la culture du pavot se développe rapidement. La production est considérable : 12 000 tonnes en 1896, 22 000 en 1905, tandis que l'importation d'opium indien par les Britanniques ne cesse pas.

Le commerce de l'opium devient essentiel dans les économies coloniales. Sous l'impulsion de Paul Doumer, les autorités coloniales françaises créent, en effet, en 1899 la Régie générale de l'opium, un organisme public, qui gère la production et la vente d'opium sur le territoire

¹⁸ Michel Koutouzis, Pascale Perez (dir.), *Atlas mondial des drogues, Observatoire géopolitique des drogues*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996.

¹⁹ Michel Koutouzis, Pascale Perez, *op.*, *cit.*

²⁰ Michel Koutouzis, Pascale Perez, *op.*, *cit.*

indochinois²¹. Dans un rapport de la Régie, on apprend que l'opium est alors importé en boules de 1,7 kg livrées en caisses de 68 kg venant à 30% de la province du Yunnan et à 70% de l'Inde anglaise²². La Régie assure elle-même la transformation de l'opium brut en opium consommable. La création de cette Régie a pour fonction première de développer l'autonomie financière de la colonie française qui connaît d'importantes difficultés budgétaires. À la fin du XIX^e siècle, un quart des ressources de la colonie reposait sur le monopole de son commerce²³. L'opium devint ainsi un des fondements du développement économique de l'Indochine²⁴.

Le produit devient par la suite un enjeu dans la gestion de la guerre d'Indochine. Si la France a commencé à légiférer, sous la pression internationale, sur le commerce de certaines substances, dont l'opium depuis 1916²⁵, les services secrets, pris dans la guerre d'Indochine, utilisent la culture de l'opium pour lutter contre le Vietminh communiste. Le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) en autorise la culture et la vente par certaines ethnies du Laos, qu'il forme par ailleurs à la guérilla. Plus que de financer la guerre avec les revenus tirés de son commerce, cette opération, baptisée « *opération X* », avait pour fonction d'attirer les faveurs des paysans pour les maintenir comme alliés et ne pas les voir basculer aux ennemis communistes²⁶. Rappelons, par exemple, qu'en mars 1953, plus de 1 500 kg d'opium sont trouvés dans une cantine du Groupement de commandos mixtes aéroportés (GCMA)²⁷.

²¹ Michel Hautefeuille, Emma Wieviorka, *La légalisation des drogues. Une mesure de salut public*, Paris, Odile Jacob, 2014.

²² Francis Rome, « Opium et fumeurs d'opium dans l'Indochine de la fin du 19^{ème} siècle (1861-1903) », *Bulletin du Centre d'Histoire Régionale*, Centre de Recherches Historiques, Université de Saint Etienne, (pp) a101-125, 1995.

²³ Paul Butel, *L'opium*, Librairie académique Perrin, 1995.

²⁴ Chantal Descours-Gatin, *Quand l'opium finançait la colonisation en Indochine*, Paris, L'Harmattan, 1992. Voir le compte-rendu de Charles Fourniau, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Année 1995, Volume 50, Numéro 2, pp. 459-461.

²⁵ Loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne

²⁶ Alexandre Marchant, *L'impossible prohibition. La lutte contre la drogue en France (1966- 1993)*, Thèse de doctorat, Ecole Normale Supérieure de Cachan, 2014.

²⁷ Pendant la guerre d'Indochine, plusieurs chefs d'unités ont constaté l'inadaptation des troupes de l'Union française au combat dans la Haute-Région d'Indochine. Le groupement de commandos mixtes aéroportés (ou GCMA), a été créé le 17 avril 1951 pendant la [guerre d'Indochine](#). Les effectifs sont constitués d'Indochinois et de cadres militaires européens.

5.2 District productif marseillais de l'héroïne : dispositifs d'acteurs

Michel PERALDI, Liza TERRAZZONI

Au cours de la première moitié du XX^e siècle et jusque dans les années 1980, un dispositif socio-territorial de fabrication et de diffusion d'héroïne, constitué d'une pluralité d'acteurs, indépendants les uns des autres pour certains, se forme autour de Marseille. À partir de la fin des années 1920, des dizaines de laboratoires artisanaux s'implantent discrètement et durablement dans les banlieues marseillaises et aixoises et vont produire en grande quantité (plusieurs centaines de kilos, voire plusieurs tonnes par an) une héroïne destinée au marché américain. Le port de Marseille s'impose, à partir des 1950, comme le carrefour principal entre des filières d'importations d'opium et de morphine-base et des filières d'exportation vers les États-Unis d'une héroïne produite sur place²⁸. Plusieurs saisies importantes, comme la découverte de dizaines de laboratoires installés dans la région, en attestent, nous y viendrons.

Il y a là l'une des zones de production industrielle les plus centralisée et importante au cours d'une période qui débute dans les années 1920 et se termine au milieu des années 1970, avec ce que la police a annoncé comme le démantèlement de la *French Connection*. C'est en effet dans cette zone et au cours de cette période qu'est née ce que plusieurs auteurs ont qualifié de « *principale filière de fabrication et de trafic d'héroïne au plan mondial* »²⁹, nommée par d'autres la *Corsican Connection* pour signifier qu'elle était tenue, depuis la fin des années 1940, par des individus originaires de Corse³⁰, et réputée pour avoir produit une héroïne, « *la Marseillaise* », très recherchée sur le marché pour sa qualité et notamment sa pureté. Les consommateurs, comme ceux qui la commerçaient, la recherchaient pour cette qualité tandis que, du fait même de sa pureté, sa vente permettait d'en retirer un maximum de profits puisqu'elle pouvait être coupée et recoupée, tout en gardant une qualité de produit honorable. Plusieurs interviewés le disent, comme B.³¹ qui, à la fin des années 1960, écoule sur le marché américain une marchandise transformée dans les laboratoires marseillais : « *On n'a pas de concurrence sur la qualité de la marchandise. Ils ne voulaient que la nôtre, les Américains. (...) Moi, je la vendais pure.* »

Car c'est en effet aux États-Unis que le gros de la production, la totalité, selon nos interviewés ayant participé à cette histoire, était destiné. Les « *trafiquants* » de cette époque revendiquent fermement, comme B., n'avoir jamais rien vendu en France mais tout envoyé sur le marché américain. Les quantités sont importantes : plusieurs sources évoquent une

²⁸ Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *Les Parrains corses, leur histoire, leurs réseaux, leurs protections*, Paris, Fayard, 2004.

²⁹ Alexandre Marchant, « La French Connection, entre mythes et réalités », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 115, 2012, (pp) 89-102. L'auteur montre par ailleurs dans sa thèse que cette « filière » était constituée d'une pluralité de filières et qu'en ce sens, il n'y avait pas là, filière unique. (Alexandre Marchant, *L'impossible prohibition. La lutte contre la drogue en France (1966- 1993)*, Thèse de doctorat, Ecole Normale Supérieure de Cachan, 2014)

³⁰ Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *op.cit.*

³¹ La biographie de B. est présentée dans les pages suivantes.

production atteignant plusieurs tonnes par an³². À la fin des années 1950, la production est chiffrée autour d'une à deux tonnes d'héroïne pure l'année, entre cinq et dix tonnes à la fin des années 1960³³. Dès le milieu des années 1940, des saisies effectuées à New York comme l'arrestation de marins alertent la police américaine (Bureau of Narcotics and Dangerous Drugs, BNDD) qui envoie l'un de ses agents à Marseille³⁴. B. a d'ailleurs été arrêté, en 1972, pour une cargaison de plus de 400 kg d'héroïne à destination des USA, chargée sur un bateau tandis qu'il raconte avoir régulièrement envoyé des cargaisons de 100 kg au cours de ses années d'activité (milieu des années 1960).

Dans le même temps, la presse marseillaise, dès la fin des années 1960, alerte l'opinion publique, quasiment quotidiennement, sur la consommation d'héroïne dans la région et notamment autour de l'overdose d'une jeune fille de 17 ans à Bandol en août 1969³⁵ tandis que la consommation de cette drogue semble gagner des mondes sociaux très divers³⁶. Il y a là une première énigme. D'un côté, il y a des consommateurs qui évoquent, dans les entretiens menés par l'équipe de recherche, l'héroïne marseillaise comme disponible sur le marché local dans les années 1960 et au début des années 1970. De l'autre, des individus qui ont commercé cette héroïne en (très) gros, en ont organisé l'import-export, et affirment ne jamais en avoir vendu en France. Il existe cependant bien un marché local alimenté par un produit initialement destiné aux États-Unis. Comment la « *marseillaise* » s'est-elle diffusée dans ces années-là à Marseille et dans sa région, en France (Paris notamment) et aux États-Unis ? Du champ de pavot aux rue de New York, en passant par les rue de Marseille ou Paris, c'est donc l'histoire d'une multitude d'acteurs qui, quand ils interviennent à différents niveaux de la chaîne, sont rarement en lien direct les uns avec les autres ; de pays et « *places marchandes* » connectées ; d'astuces pour faire circuler.

Rien n'atteste de l'unicité d'une filière comme le terme *French Connection* le sous-entend, ni d'une filière organisée de façon pyramidale. Les matériaux recueillis mettent au contraire en évidence l'existence de plusieurs filières éclatées de commercialisation du produit et d'une pluralité « *d'équipes* » qui œuvrent dans le commerce de l'héroïne, au sens où des individus s'associent sur un laps de temps qui peut durer juste le temps d'un « *coup* » comme plusieurs années. Seconde énigme, donc, quid de La *French Connection* ? Existe-t-elle comme réseau de production et de distribution d'héroïne ou serait-ce un « *mythe* »³⁷ ? Existe-t-elle en tant que réseau, filière unique ? Loin s'en faut, pour B. qui, s'il dit en avoir fait partie, la définit comme « *des gens qui faisaient venir de la morphine-base de Turquie, qui la transformaient à Marseille et qui l'expédiaient vers les États-Unis et la livraient aux Américains* ». Des gens, donc, ou, pourrait-on faire l'hypothèse, une nébuleuse de petits entrepreneurs du crime. En effet, si le sens commun est tenté d'y voir une organisation

³² Honoré Gevaudan, *La Bataille de la French Connection*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1987 ; Follorou, Nouzille, *op.,cit.*

³³ Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *op.,cit.*

³⁴ Siragusa, « Progress Report, n°41, Marseille, France May 3, 1951, National Archives (cité par Jacques Follorou et Vincent Nouzille, *op.,cit.* et Alain Jaubert, *D. comme drogue*, Paris, Editions Alain Moreau, 1973)

³⁵ Voir à ce propos, « L'affaire de Bandol : une histoire dans l'histoire ».

³⁶ Christian Bachmann, Anne Coppel, *Le Dragon domestique*, Paris, Albin Michel, 1989.

³⁷ Alexandre Marchant, 2012, *op.,cit.*

pyramidale permanente, qui constituerait une sorte de « *proto-institution* » gouvernant les activités criminelles sur la longue durée, qui s'apparenterait à la « *Mafia* » italienne, rien ne l'atteste. Rien ici, apparemment qui ne ressemble à de telles organisations, qui se sont effectivement déployées à certains moments de l'histoire de la mafia italienne, en s'appuyant notamment sur des clans familiaux. Ce fut par exemple le cas dans les années 1980, avec le clan Riina et son contrôle des mafias siciliennes³⁸. Dans son *Histoire de la Mafia*, à ce jour le travail le moins contesté, Salvatore Lupo laisse entendre que pour être une organisation pyramidale, la mafia doit « *se combiner* » à d'autres organisations, comme par exemple la franc-maçonnerie, ce qui est possible à certaines périodes historiques et notamment lorsque la mafia en vient à jouer un rôle politique³⁹. Comme en Italie en revanche, on peut penser que les entreprises criminelles françaises procèdent du même mécanisme de formation d'une « *classe moyenne violente* »⁴⁰. Dans une structure économique où domine la petite et moyenne entreprise et où se forme une classe moyenne d'entrepreneurs différente à bien des égards, socialement et culturellement, des classes moyennes d'État, formées dans le fonctionnariat et le salariat public. Dans certaines sous-régions pauvres, comme la Sicile ou Naples, la médiation politique est incontournable dans l'accès aux ressources. C'est alors dans le détournement et le racket de certains entrepreneurs et hommes politiques, au sein de marchés locaux contrôlés, que se forme cette « *classe moyenne violente* »⁴¹. Ces entreprises violentes, à partir des années 1970 en Sicile, réussissent, notamment par des accords avec les groupes criminels américains, à prendre le contrôle de filières industrielles entières dont celle des drogues et se transforment ainsi en véritable capitalisme criminel⁴². C'est, on en fera l'hypothèse, ce qui s'est sans doute passé dans le cas de la prétendue *French Connection* : une nébuleuse de petits entrepreneurs du crime, toujours ramifiés à des acteurs politiques, prend pied dans une industrie en expansion mondiale, celle de l'héroïne.

Par-delà les clichés, donc, comment un dispositif économique socio-territorial centré autour de Marseille est-il rendu possible ? Nous faisons l'hypothèse qu'il y a un « *effet district* », au sens que les économistes ont donné à ce terme, c'est-à-dire une combinaison de facteurs sociaux endogènes qui rendent possible la concentration territoriale d'une filière productive ou bien encore d'un « *système productif localisé* »⁴³ ? Comment l'opium non-raffiné, puis la morphine-base arrivent-ils jusqu'à Marseille⁴⁴ ? Comment, où, et par qui

³⁸ Voir à ce propos, Pino Arlacchi, *La Mafia imprenditrice. L'eticamafiosa e lospiritodelcapitalismo*, Bologna, Il Mulino, 1983. Voir encore, sur le cas Riina, Rocco Sciarone, *Mafievecchie, mafienueve. Radicamenteedespansione*, Roma, Donzelli Editore, 2011. Voir aussi dans une version littéraire mais solidement appuyée sur une lecture des dossiers judiciaires, Peter Robb, *Minuit en Sicile*, Bruxelles, Editions Nevicata, 2013.

³⁹ Salvatore Lupo, *Storiadella mafia*, Roma, Donzelli Editore, 1993.

⁴⁰ Alessandro Pizzorno, « I mafiosi come classe media violenta », *Polis*, n°1.

⁴¹ Diego Gambetta, *La Mafia siciliana. Un industria della protezione privata*, Torino, Einaudi, 1992.

⁴² Pino Arlacchi, *op.cit.*

⁴³ Voir sur ce thème, les définitions fondatrices de Alfred Marshall, *Elements of economy of industry*, New York, Macmillan & Co., 1892. Plus récemment sur l'Italie et le rôle des SPL, Giacomo Becattini, *Industria e carattere. Saggisulpensiero di Alfred Marshall*, Milano, Mondadori, 2010 et enfin, Georges Benko et Alain Lipietz, *Les régions qui gagnent*, Paris, PUF, 1992.

⁴⁴ Pour plus de précision sur le raffinage de l'opium en morphine-base et la fabrication de l'héroïne, voir la partie « Le process productif de l'héroïne » dans ce même rapport.

l'héroïne est-elle transformée ? Comment les « équipes » qui organisent l'acheminement et le commerce se constituent-elles, sur quels dispositifs relationnels reposent-elles ? Si « l'ethnicité corse » est souvent pensée comme la matrice organisationnelle de ces filières de commercialisation de l'héroïne jusque dans les années 1970⁴⁵, une description minutieuse de la réalité du commerce de l'héroïne montre l'enchâssement des logiques sur lesquelles se forment les « équipes », ainsi que leur diversité en termes d'origine.

C'est donc à partir de l'exemple de ce district productif marseillais (1920-1975) que nous allons décrire les trois moments du cycle de la production d'héroïne⁴⁶, les routes suivies par le produit comme les acteurs intervenant sur ces routes, en nous appuyant à la fois sur des entretiens, sur la littérature – y compris sur des récits biographiques –, ainsi que sur les archives de presse et judiciaires (voir encadré : Les sources).

L'agent américain du Bureau des narcotiques envoyé à Marseille à la fin des années 1940 décrit ce cycle de la manière suivante : « *Ceux qui vont à Beyrouth acheter l'opium et le rapportent à Marseille, ceux qui le portent aux laboratoires clandestins à Paris et Marseille, les marins qui transportent l'héroïne à New York, les gens qui la distribuent aux États-Unis* »⁴⁷. Cependant, les routes s'avèrent plus complexes et les filières marquées par la polyvalence.

B., ou la description ethnographique du cycle de production de l'héroïne à Marseille en 1960

B. est né en 1937 dans le quartier du Panier, à Marseille, dans une famille originaire de Corse dont la mère était commerçante ambulante. Il a été, selon ses propres termes, « *navigateur* », et a commencé à trafiquer les quelques produits qu'il rencontrait sur les routes maritimes. Il se lance dans l'import d'opium et l'export d'héroïne dans les années 1960, avant d'être arrêté en 1972. Il décrit, dans l'extrait d'entretien qui suit, les différents moments du cycle de production de l'héroïne, ainsi que les « *astuces* » pour acheminer le produit et faire circuler les bénéfices tirés de sa vente :

« Je pouvais faire venir la marchandise de Turquie, je pouvais la faire tourner à Marseille et je pouvais me l'amener aux États-Unis sans avoir besoin de personne. À Marseille, il y a beaucoup de Turcs, d'Arméniens qui avaient émigré et qui vivaient là, donc ça faisait des contacts sur la Turquie pour faire venir de la morphine-base. La morphine-base, c'est extrait de l'opium. Ils incisent le pavot, ils font couler cette espèce de suc, de résine qu'ils récupèrent et avec ça on fait de la morphine-base. (...) Les chimistes, ils étaient à Marseille. C'est un savoir-faire. Les Turcs, ils donnaient la base, à l'état brut. Ils menaient la marchandise ici, à Marseille. Ils amenaient la base enroulée dans du plastique et de la jute. Ils donnaient ça et moi, je la donnais au chimiste qui la tournait. (Vous n'en avez

⁴⁵ Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *op. cit.*

⁴⁶ Trois moments décrits dans la partie « Le process productif de l'héroïne ».

⁴⁷ *Progress Report*, n°41, Marseille, France May 3, 1951, National Archives ; Cité par Jacques Follorou et Vincent Nouzille, *op. cit.*

jamais déchargé d'un bateau vous-même ?) *Moi, non. Il y avait un bateau qui en avait ramené à l'époque... mais moi, je m'en préoccupais pas. Je connaissais les gens qui la faisaient venir... C'était le Karadeniz, un bateau turc qui touchait Marseille. (Et donc, c'est des Turcs qui l'amenaient ?) Oui. Il y avait deux bateaux turcs, il y avait le Karadeniz et l'autre, je me rappelle plus. (Et les Turcs connaissaient le chimiste ou pas ?) Non. Les chimistes s'occupaient de transformer, c'est tout, ils étaient payés pour ça. Les Turcs menaient la marchandise à des gens comme moi. J'étais pas le seul, j'étais pas unique là-dedans, hein ! Il y avait d'autres équipes qui faisaient ça. Cette marchandise, donc, je la donnais au chimiste, le chimiste la tournait et nous donnait la marchandise pure, « tournée ». Pour un kilo de base, il sortait un kilo d'héroïne. Et cette marchandise, on l'amenait aux États-Unis... (Direct ?) Eh oui ! Moi, en France, j'ai jamais rien vendu. J'ai vendu aux Italiens, je vendais aux Américains mais en France, j'ai jamais travaillé là-dedans. (Aux Italo-Américains ou... ?) Non, aux Italiens. (Qui venaient la chercher eux-mêmes à Marseille ?) Pour l'amener aussi aux États-Unis. Enfin, ils l'amenaient où ils voulaient. Je présume qu'ils l'amenaient là-bas mais je m'en foutais de ce qu'ils en faisaient. Ils venaient la chercher à Marseille. Moi, au départ, je travaillais pas qu'avec les Américains, je travaillais qu'avec des Italiens. Moi, je leur faisais ni venir ni transformer, c'est des gens qui faisaient ce métier... C'est un métier ! Des gens qui faisaient venir la marchandise de ces pays-là et qui la faisaient transformer à Marseille. Et moi, j'avais des clients italiens, toujours pareil, que je connaissais par l'intermédiaire d'Italiens que j'avais connus à l'époque dans les vieux quartiers, que je connaissais un vieux Sicilien, que ce vieux Sicilien connaissait des mecs de la Camorra et qu'il faisait venir à Marseille. Moi, je les livrais, je la vendais sur place. Puis après, j'ai travaillé avec les Américains. (...) À Marseille, on était trois ou quatre équipes à faire ça. (...) On leur livrait la drogue. (En gros, l'héroïne, était transportée soit par voiture...) Soit par voiture, soit par avion, soit par bateau. Tous les moyens sont bons... (Mais par avion, comment faisiez-vous ?) Vous aviez des bagagistes... À l'époque ils travaillaient dans les aéroports. Ils vous mettent la valise et là-bas, vous avez des bagagistes qui vous la sortaient. (Et vous les rencontriez comment, ces bagagistes ?) Par des relations... À l'époque, c'était à Paris, grâce à des gens qu'on connaît qui ont quelqu'un qui travaille dans les aéroports, comme nous dans le port de Marseille. C'est pareil. Je connais plein de marins qui étaient sur des bateaux. J'ai contacté des marins parce qu'il y avait des bateaux qui venaient se faire réparer à Marseille par exemple... Le Renaissance, il s'appelait le bateau... et il allait faire du « tremping » aux États-Unis sur la côte est, Miami, tout ça, il faisait des croisières et il restait six mois là-bas, aux États-Unis. Donc les marins, quand ils venaient en France se faire réparer pendant un mois, deux mois, trois mois, entre-temps on filait les valises et les valises on les récupérait à Miami. (Vous les connaissiez, ces marins alors ?) J'étais obligé de les connaître...(...) C'étaient des bateaux français... Moi, j'ai été marin. Quand vous êtes marin comme moi, vous*

touchez des ports, vous avez des contacts avec des gens. Par exemple, j'avais 16-18 ans, on faisait le Maroc, l'Espagne, l'Algérie... À l'époque, partout ça trafiquait. (...) Je connaissais des marins, des jeunes tout ça, tu me mènes ça, je te donne tant. Ils me menaient ça et quand ils arrivaient à Miami, pas de suite, un mois, deux mois après, que le bateau faisait tous les ports, allait, venait, qu'ils étaient pas surveillés, ils débarquaient le linge sale des passagers, tout ça, pour le faire laver. Ils mettaient ça là-dedans et sur la route, ils arrêtaient le camion et nous donnaient les sacs. Et nous, on les donnait aux Américains et les Américains nous payaient. C'était un moyen de transport. Il y avait ça, il y avait les voitures aussi. On achetait des voitures en France, des années 1930 par exemple, des voitures américaines, des belles voitures. On offrait des voitures à des filles, des starlettes. On leur achetait une DS 19, les Citroën... On mettait une centaine de kilos dans la voiture et elle partait aux États-Unis. La fille venait, son mec lui faisait cadeau de la voiture. Elle savait pas ce qu'il y avait dedans. Et quand elle arrivait au Canada, au bout d'une semaine, elle se faisait soi-disant voler la voiture et on la prenait, on lui faisait passer la frontière canadienne aux États-Unis et on l'amenait à New York et après la voiture, on la mettait à la casse. C'étaient des systèmes pour faire passer de la marchandise aux États-Unis. (...) Et après, il fallait ramener l'argent que les Américains nous donnaient. J'amenais des filles en voyage avec moi aux États-Unis. Je leur proposais d'aller en vacances. Je leur ai jamais dit ce qu'elles allaient faire. (...) Quand vous voyagez, il vaut mieux voyager en couple que voyager seul. C'est plus normal qu'un couple voyage en vacances qu'un homme seul. Donc je voyageais avec des femmes et au retour je leur mettais de l'argent dans les valises. Je les payais. Elles savaient que ça. Je disais que je faisais du rapatriement d'argent pour des gros industriels et je faisais des doubles-fonds dans les Samsonite et je leur mettais 200-300 000 dollars en billets de 100, des fois de 500 ou de 1 000, ça dépendait ce que me donnaient les Américains. Au retour, je les faisais retourner seules. Je partais deux-trois heures avant, et à l'aéroport, je les récupérais et on passait la frontière tranquille... Je les faisais aller sur la Belgique, c'était moins surveillé que la France. Ça, c'était le moyen de faire rentrer l'argent. Après ça a été beaucoup plus difficile quand il y a eu les problèmes de détournement d'avion... Ça a été beaucoup plus difficile parce que les aéroports étaient beaucoup plus surveillés, on était tous fouillés, c'était un peu plus délicat. Mais, pour faire rentrer de l'argent, il y avait toujours des moyens : des bateaux français qui touchaient des États-Unis, avec des marins, des gens comme ça, ils prenaient un pourcentage et ils rapatriaient l'argent. »

Arrivée de la morphine-base à Marseille, transformation en héroïne par le chimiste, puis envoi vers les États-Unis, on retrouve ici les trois moments du cycle, que nous allons maintenant décrire en détail. Nous nous attarderons notamment sur l'humus économique et social où vont s'ancrer les entreprises du trafic d'héroïne dont B. nous livre une description quasiment ethnographique.

Premier moment du cycle, ou du champ de pavot au laboratoire

Opium et morphine-base en provenance d'Indochine et de Turquie

Quand B. commence ses activités, c'est de l'opium raffiné, déjà transformé en morphine-base, qui arrive à Marseille. Mais il n'en a pas toujours été ainsi.

L'opium qui arrive en France, brut ou raffiné, pour être transformé en héroïne dans les laboratoires marseillais provient essentiellement de deux régions : Asie du Sud-Est et Moyen-Orient, et notamment Turquie. Il est acheminé jusqu'à Marseille par bateau, profitant des liaisons maritimes régulières entre le port français et l'Indochine ou le Liban, par voie terrestre (véhicule) et plus rarement, par avion, transporté dans les bagages d'un courrier, qui peut, parfois, être diplomatique⁴⁸. Jusqu'aux années 1960, c'est majoritairement un opium brut qui arrive dans la région marseillaise où il est transformé en morphine-base, puis en héroïne.

Jusqu'au début des années 1950, la circulation de l'opium est plutôt fluide dans l'Indochine coloniale, à la fois organisée par les autorités coloniales et sous-tendue, plus tard, par l'armée (voir encadré historique : Opium et Indochine). En parallèle de cette route du sud-est asiatique, une autre, qui part de Turquie se développe, et deviendra la principale après la décolonisation⁴⁹. Entre les deux guerres, Atatürk institue un monopole d'État pour faire face à la demande de l'industrie pharmaceutique occidentale⁵⁰ et la Turquie s'impose peu à peu, sur fond de décolonisation comme le fournisseur essentiel en opium. En 1961, la Convention internationale sur les stupéfiants propose aux Turcs l'achat de la totalité de leur production par l'industrie pharmaceutique américaine⁵¹. En 1962, la Turquie produisait ainsi 340 tonnes d'opium pour approvisionner les besoins pharmaceutiques mais devant la pression et les offres des trafiquants d'opium, certains fermiers turcs leur vendent directement leur production⁵². Le développement de la Turquie comme lieu d'approvisionnement principal implique l'arrivée de nouveaux acteurs. Ces derniers acheminent l'opium qui y est produit en Syrie et au Liban où ils le transforment en morphine-base, avant de l'exporter vers les laboratoires français de transformation⁵³ en héroïne. Il en résulte une certaine polyvalence dans les filières. Certains « *Marseillais* », en effet, mécontents de l'arrivée de ces nouveaux

⁴⁸Les « courriers diplomatiques » sont des diplomates qui, par les avantages que les douanes leurs accordent, peuvent transporter des valises qui ne sont pas fouillées. Alexandre Marchant (2014, op. cit.) revient sur l'affaire de l'ambassadeur guatémaltèque au Bénélux Mauricio Rosal, arrêté en 1960 et sur celui de l'ambassadeur du Mexique en Bolivie par exemple.

⁴⁹Ce pays, qui produit de l'opium depuis avant l'ère chrétienne et dont le commerce a été une ressource essentielle de l'Empire Ottoman, n'a jamais cessé d'en produire (Michel Koutouzis, Pascale Perez (dir.), *Atlas mondial des drogues, Observatoire géopolitique des drogues*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996).

⁵⁰Olivier Gueniat, Pierre Esseiva, *Le profilage de l'héroïne et de la cocaïne, une méthodologie moderne de lutte contre le trafic illicite*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2005 ; Michel Koutouzis, Pascale Perez, op., cit.

⁵¹Olivier Gueniat, Pierre Esseiva, op., cit.

⁵²Alexandre Marchant, 2014, op., cit.

⁵³United State Senate, Organized crime and illicit traffic in narcotics, *Report of Committee on Government Operations*, March 4, 1965.

intermédiaires, iront s'approvisionner eux-mêmes en morphine-base, d'abord en Allemagne, puis en Inde à partir des années 1980 ainsi que cela apparaît dans le récit de F. Porta.

Dans ce contexte de culture légale de l'opium⁵⁴ et qui plus est de moteur de l'économie coloniale⁵⁵ un certain nombre d'acteurs captent l'opium cultivé dans le sud-est asiatique et commencent à organiser son exportation vers l'Europe. Dans les années 1920-1930, il s'agit d'approvisionner les fumeries d'opium, dont les fumeries marseillaises. La consommation d'opium est en effet présente avant-guerre, installée dans les quelques fumeries « *des vieux quartiers* » marseillais, ainsi que François le raconte au cours d'un entretien : « *Y a longtemps que j'ai entendu parler d'opium. Avant-guerre... Il y avait des fumeries d'opium à Marseille. Il devait en y avoir deux dans les vieux quartiers.* » Jean Cocteau, dans un texte daté de 1930, fait aussi mention de lieux à Marseille où fumer l'opium, qu'il consomme notamment chez les « *annamites* ». Mais il s'agit aussi, et depuis les années 1930, d'alimenter les laboratoires qui transforment l'opium, ou la morphine-base, selon la forme sous laquelle arrive l'opium, en héroïne comme l'atteste le démantèlement du laboratoire de Bandol en 1938. Une drogue dont la consommation commence à s'élargir en dehors des cercles restreints « *d'initiés* » en France, notamment écrivains et musiciens, après avoir depuis longtemps gagné les États-Unis. En effet, Bachmann et Coppel rappellent les chiffres officiels américains : entre 1860 et 1900, on estime le nombre des consommateurs d'opium ou de dérivés à « *200 000 personnes au moins et plus vraisemblablement, entre 500 000 et un million* », tandis que le chiffre de « *45 000 soldats morphinomanes* » est avancé et qu'un « *Américain sur quatre cents s'intoxique avec un dérivé de l'opium* »⁵⁶. Selon Rosenzweig, en 1914 on compte déjà 200 000 toxicomanes aux USA tandis que de nombreux soldats reviennent, après 1918, intoxiqués⁵⁷, les alcaloïdes étant notamment utilisés par la médecine militaire pour leurs puissantes vertus antidouleur. Par ailleurs, avec la fin de la prohibition de l'alcool en 1933, les activités illégales se tournent vers des produits plus lucratifs, donc l'héroïne.

Les mondes du port, humus économique et social des entreprises de trafic d'héroïne

C'est d'abord le port en tant que lieu commercial qui combine et articule des filières de marchandises d'échelle mondiale. Le port de Marseille, jusqu'au cœur des années 1960, est l'un des quatre grands ports européens commerciaux de dimension mondiale, qui offre en outre la particularité de connecter marchés coloniaux ou subalternes (Afrique et Asie) et marchés dominants (Amériques, Europe). Les navires des compagnies marseillaises qui combinent trafic de matières premières acheminées depuis l'Afrique et l'Asie notamment pour les industries agro-alimentaires et fret de retour vers ces mêmes destinations plus

⁵⁴ François-Xavier Dudouet, *Le grand deal de l'opium. Histoire du marché légal des drogues*, Paris, Syllepse, 2009.

⁵⁵ Descours-Gatin Chantal, *Quand l'opium finançait la colonisation en Indochine*, Paris, L'Harmattan, 1992, 292 p. Voir le compte-rendu de Charles Fourniau, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Année 1995, Volume 50, Numéro 2, (pp) 459-461

⁵⁶ Anne Coppel, Christian Bachmann, *op. cit.*

⁵⁷ Michel Rosenzweig, *Les drogues dans l'histoire: entre remède et poison: archéologie d'un savoir oublié*, Paris, Bruxelles, De Boeck et Larcier, 1998.

l'Amérique latine, organisent aussi un intense transit de passagers. Une partie des grands mouvements migratoires de la fin du XIX^e siècle et surtout du début XX^e vers les USA transitent par Marseille. C'est le cas des grandes migrations italiennes ; c'est aussi le cas, évoqué par B., des migrations arméniennes postérieures au génocide⁵⁸.

L'acheminement d'Asie puis de Turquie jusqu'aux laboratoires français de transformation s'appuie sur les dispositifs de transports existants et surtout, les lignes maritimes. Depuis 1862 et jusqu'en 1940, l'Indochine est par exemple régulièrement desservie, au départ de Marseille, par la compagnie maritime des Messageries maritimes, qui assure des rotations régulières tous les quinze jours jusqu'en 1940⁵⁹. La compagnie organise aussi le transport de la majorité des Français qui arrivent dans cette région comme celui des marchandises⁶⁰. La ligne Marseille-Beyrouth, de la même compagnie, fait également une rotation devenue bimensuelle depuis 1886⁶¹. Mais bien d'autres compagnies, grecques ou turques, passant par Beyrouth, arrivent au port de Marseille. Le port de Beyrouth, que la police désigne, dès 1950, comme le principal lieu de transit de l'opium produit en Turquie⁶².

La compagnie des Messageries maritimes, qui touche les ports de Beyrouth, Saïgon et Hongkong, est probablement l'un des premiers « lieux » de diffusion de l'opium. Jean Cocteau, par exemple, évoque les bonnes relations qu'il avait à la compagnie avec certains marins auprès desquels il s'approvisionnait en opium⁶³. Il décrit d'ailleurs l'existence d'une fumerie d'opium sur un navire, celle des « *boys d'un paquebot des Messageries maritimes, en escale à Marseille* », à laquelle il eut la possibilité de se joindre⁶⁴.

De nombreux marins de cette compagnie ont été, à partir des années 1920, peut-être même avant, des « passeurs » qui ont assuré l'acheminement de l'opium vers Marseille. Cette pratique s'inscrivait dans une tradition de contrebande consistant à rapporter ici ce que l'on ne trouve que là-bas : des produits interdits ou littéralement « hors de prix ». En effet, les marins en général, circulant entre deux régions, celles qui produisent et celles qui achètent, sont des acteurs clés de la circulation de tout un tas de produits dont le commerce est rentable : les cigarettes, les piastres, l'or, le café et... l'opium. GXC⁶⁵ raconte :

« Quand j'étais petit et qu'on était à Marseille avec mes grands-parents, il y avait toujours des oncles qui nous apportaient des trucs du Japon, des cadeaux, des poupées... (Ils étaient marins ?) Oui. Et en même temps, ils balançaient les paquets... On leur donnait des paquets, dans un port vietnamien, par exemple, et

⁵⁸ Michel Peraldi, Claire Dupont, Michel Samson, *Sociologie de Marseille*, Paris, La Découverte, 2015.

⁵⁹ François Drémeaux, *Les Messageries Maritimes à Hongkong, 1918-1941*, Editions GOPE, Scientirier, 2014.

⁶⁰ François Drémeaux, *op.*, *cit.*

⁶¹ Marie-Françoise Berneron-Couvenhes, *Les Messageries Maritimes : L'essor d'une grande compagnie de navigation française, 1851-1894*, PU Paris-Sorbonne, 2007.

⁶² Follorou, Nouzille, *op.*, *cit.*

⁶³ Emmanuelle Retaillaud Bajac, *La pipe d'Orphée: Jean Cocteau et l'opium*, Paris, Hachette, 2003.

⁶⁴ Jean Cocteau, « L'opium », *La nouvelle revue française*, 18^{ème} année, n°201, 1er juin 1930, pp 781-795.

⁶⁵ GXC est journaliste. Sa famille, originaire de Corse, a longtemps été installée à Marseille. Il a longuement écrit sur le banditisme, notamment en réalisant des interviews et des biographies de « bandits corses ».

ensuite, ils les balançaient dans l'eau en arrivant à 4 kilomètres de Marseille et il y a des gens qui venaient les récupérer. »

Rappelons que commercer l'opium illégalement n'est pas encore un délit fortement condamné⁶⁶, comme le rappelle François⁶⁷ :

« Je travaillais sur les quais (dans les années 1950). Y avait beaucoup de... automatiquement, y avait beaucoup de marchandises (...) Les marins, les navigateurs, c'était la base des trafics. Les gens venaient du Japon, du Vietnam. Quand ils revenaient, ils ramenaient toujours quelque chose qui était illicite, vous voyez ce que je veux dire... (Est-ce que vous pouvez me dire un peu les produits...) Ah, je vous parle de l'opium. L'opium, à l'époque, on avait une amende... »

Retrouvons B., c'est aussi ce qu'il raconte, alors qu'il a, avant tout autre activité, été marin :

« Et avant, je trafiquais. Je vous ai expliqué : moi, j'étais jeune, il y a des marins qui me disaient... ils me faisaient mener les lingots d'or à Dakar. Ces lingots d'or, je les sortais, après je les vendais, ils me donnaient une pièce. Et quand on arrivait du Maroc, on amenait du haschich à Marseille, c'étaient des plaques de 500 grammes. C'étaient pas des tonnes comme maintenant. C'était fumé que par les Arabes, ça. Je leur sortais, ils me donnaient une pièce. Et quand je touchais Tanger, tout ça, on achetait des bas Nylon, de l'or, plein de trucs, c'était port franc... et on revendait. C'était des petits trafics... mais c'était du trafic. (Donc en fait l'opium est venu...) Oui, j'avais 26-27-28 ans. C'est la continuité de ça. »

C'est d'ailleurs dans ce monde des navigateurs, et notamment au sein des Messageries maritimes, que se sont formées des générations de marins qui sont entrées dans les filières marseillaises de production et de commerce d'opium, de morphine-base et d'héroïne. Y sont en effet nées un certain nombre de carrières de trafiquants d'opium puis d'héroïne dont le pionnier est certainement Paul Bonaventure Carbone (1894-1943). Né à Propriano, en Corse-du-Sud, il a grandi à Marseille. Fils d'un navigateur aux Messageries maritimes, il fut vendeur, docker, puis marin. Il commença par rapporter quelques paquets d'opium dans ses bagages avant de s'intéresser à la morphine-base qu'il fait alors transformer clandestinement dans un laboratoire à Bandol⁶⁸. On est en 1934 lorsque 1 500 kg d'opium brut provenant de Turquie sont saisis à Marseille, sans qu'un lien avec cette équipe ne soit mentionné⁶⁹, tandis qu'en 1938, un passeur dénonce à la police l'existence de ce laboratoire⁷⁰.

⁶⁶ François-Xavier Dudouet, *op. cit.*

⁶⁷ François se décrit comme un « marginal » avec des activités de vols (braquage) et des « affaires » liées aux machines à sous qui lui ont valu une incarcération à la toute fin des années 1960 et précédée d'une cavale. Son oncle, « marginal » aussi, trafiquait, entre autres, l'opium. Il a grandi au Panier et a travaillé, très jeune, sur les « quais », comme agent des douanes.

⁶⁸ Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *op. cit.*

⁶⁹ *Le Provençal*, 02/09/1969.

⁷⁰ *Le Provençal*, 02/09/1969.

Carbone recrute d'anciens collègues des Messageries maritimes ou de jeunes marins qui deviendront d'importants trafiquants dans les années 1950 et 1960 (les frères Ansaldi, Albert Bistoni, Joseph Orsini). Il se crée, peu à peu, un réseau de passeurs, habitués aux escales dans les ports de Shanghai, Hongkong, Beyrouth, Istanbul ou Alexandrie, qui rapporte l'opium ou la morphine-base de Turquie ou d'Asie. Dominique Albertini est son chimiste. Né lui aussi en Corse, il est corso-italien, ancien préparateur en pharmacie. C'est le premier grand chimiste de l'histoire du district marseillais. Il formera son demi-frère, Joseph Cesari, dont nous reparlerons plus bas, également ancien garçon de bord des Messageries maritimes, qui formera lui-même son cousin Édouard Toudayan, lui aussi passé par les Messageries maritimes⁷¹. Plusieurs années après Carbone, B. raconte s'être appuyé, lui aussi, sur les cercles de marins qu'il avait connus quand il était lui-même dans la marine pour faire passer de l'héroïne de la France vers les États-Unis, nous y reviendrons plus bas.

Mais revenons au port. Trois professions y règnent et organisent le travail : les dockers, les marins, les transporteurs routiers qui acheminent les marchandises depuis ou vers le port. Trois mondes professionnels sur lesquels se greffent une myriade de commerçants, de petits entrepreneurs, d'affairistes et d'intermédiaires. Ces mondes professionnels sont alors très segmentés, une « élite » corporatiste organise le travail qu'exécutent des armées de précaires, occasionnels, en grande majorité migrants frais débarqués et constamment renouvelés. On est donc loin d'une division du travail de type fordiste, avec un patronat bien distinct et une classe ouvrière hiérarchisée. Le point commun de l'ensemble des « mondes portuaires » c'est un « esprit » qui place au centre de l'activité le commerce, sous toutes ses formes. Le commerce est le supplément grappillé qui permet aux plus précaires de survivre, denrées prélevées à même les caisses et revendues sur le port, à plus grande échelle. Il est cette intense contrebande qui anime le port autant que les commerces plus formels et innervent l'ensemble des professions et se diffuse dans la ville où pas un ménage n'a pas eu affaire un jour ou l'autre à une marchandise achetée aux marins, aux dockers, aux camionneurs. Encore plus haut dans la filière, au niveau « capitaliste » des filières, ce sont aussi des rapports commerciaux qui organisent les incessants marchandages, arrangements auxquels est contrainte une industrie qui dépend des aléas, des intermédiaires, et des caprices du commerce maritime pour ses matières premières⁷². Le patronat ne forme pas directement un organisateur du travail portuaire et les métiers du port ne sont pas davantage une classe ouvrière. Le port est en fait le centre d'un immense réseau commercial dans la ville et dont chacun des acteurs du travail portuaire est un « boutiquier ». Les marins, dans ce dispositif, occupent la place enviée de ceux que leur statut rend à peu près intouchables et donc capables de transporter du plus loin à peu près tout ce qui l'est dans un havresac ou une valise⁷³. Denrées exotiques, bibelots, monnaies, cigarettes, plus tard fringues américaines, tout, des premiers jeans à la

⁷¹ Alain Jaubert, *op.cit.*

⁷² Pierre-Paul Zalió, *Grandes familles marseillaises au XXe siècle. Enquête sur l'identité économique d'un territoire portuaire*, Belin, 1999.

⁷³ Au delà des marins, les « gars » de la cambuse, occupent aussi des places enviées. Ils sont ceux qui autorisent qui et quoi que ce soit à monter ou descendre d'un bateau, et à entrer ou sortir de la zone portuaire et de ce fait peuvent autoriser, tolérer, voire organiser le chargement, déchargement ou détournement de marchandises.

porcelaine chinoise, de l'art africain vrai ou faux, rentre en ville par les marins et les réseaux commerciaux. Ils vendent à domicile, prennent les commandes de la famille et des amis d'amis, vendent discrètement dans les arrière-salles des cafés et restaurants, ces cafés qui sont le vrai cœur des réseaux commerciaux, enfin « *laissent en dépôt* » dans les boutiques de Belsunce ou du marché aux Puces quasiment permanent qui se tient jusqu'aux années 1970 à la Joliette, tout près des quais, dès que passée l'enceinte du port. La contrebande, ou ces commerces ainsi mal nommés car soupçonnés d'être illicites alors qu'ils ne sont qu'informels, n'est ni exceptionnelle ni frauduleuse dans la vie du marin, elle est un moment de son activité et ce, depuis que le port existe, nos entretiens comme la littérature en attestent⁷⁴. Lorsque le temps des drogues arrive, les produits rejoignent bien naturellement les cigarettes, l'alcool, dans le bagage du marin. B. et d'autres qui, comme lui, participent de ce commerce, le diront : avant la loi de 1970, le coup de force de la CIA et la criminalisation qui s'ensuit, l'héroïne, pas plus que l'opium ou le kif, n'est une marchandise réellement dangereuse à transporter.

Or, quelque chose bascule dans cette organisation dès la fin de la deuxième guerre mondiale. Outre le ralentissement spectaculaire de l'activité liée aux indépendances africaines, la décadence inexorable du trafic maritime de passagers que l'avion détrône, outre encore les guerres syndicales sur le port et l'emprise de la CGT sur les métiers, le coup fatal est porté à l'esprit commercial dominant lorsque l'État, en 1967, transforme le port en Établissement public, en prend la direction, et entame un train de réformes qui vont faire de Marseille et son extension à Fos un port rentier essentiellement dévolu au pétrole. Une partie des activités dites « *informelles* » meurt avec le port rentier, dans un silence tonitruant, comme les consommateurs prennent la direction des centres commerciaux. Seul le commerce algérien résiste et s'organise à Belsunce dans ce qui sera un temps son quartier dédié, au fur et à mesure que l'Algérie indépendante manifeste une grande capacité financière en même temps qu'une incapacité à produire les marchandises les plus quotidiennes⁷⁵.

Le grand commerce de l'héroïne vers les USA prend lui aussi le relais d'une contrebande défailante et décadente, dont tous les acteurs et les savoir-faire sont désormais disponibles.

Le port de Marseille, donc, devient un carrefour où arrivent l'opium et la morphine-base et d'où repart, parfois, l'héroïne. Les saisies d'opium ou de morphine-base illustrent bien le rôle du port, des transports maritimes et des marins dans l'acheminement des produits vers Marseille. Le 5 avril 1951, la plus grosse saisie d'après-guerre est réalisée à Marseille : douze sacs contenant des ballots d'opium représentant 290 kg sont découverts dans la soute du bateau *Le Champollion*, bateau des Messageries maritimes en provenance de Beyrouth⁷⁶. Les navires de cette compagnie ne sont pas les seuls relais. Le 16 février 1967, par exemple, ce sont 121 kg d'opium et de morphine-base qui sont saisis dans une cabine du *Karadeniz*, un navire turc (le fameux navire évoqué par B.). En septembre 1969, 598 kg d'opium sont saisis

⁷⁴ Gérard Béaur, Hubert Bonin, Claire Lemerrier (dir.), *Contrebande, fraude et contrefaçon, de l'Antiquité à nos jours*, Genève, Droz, 2007.

⁷⁵ Michel Peraldi (dir.), *Cabas et containers, activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001.

⁷⁶ Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *op.*, cit.

dans les marchandises déposées au port de Marseille par le cargo Italien *Le Stelvio*. Ils étaient cachés dans une cargaison de 47 tonnes de coton en provenance de Turquie⁷⁷. Quelques jours après la saisie sur *Le Stelvio*, 150 kg de morphine-base sont repêchés vers la Joliette. Ils avaient été jetés d'un bateau en provenance d'Istanbul, l'*Akdeniz*, conditionnés dans trois sacs en matière plastique. En novembre 1971 éclate l'affaire du Carro⁷⁸. Le second d'un cargo turc jetait plusieurs paquets de morphine-base (350 kg) au large de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Notons au passage que, dans l'affaire du *Karadeniz*, ce sont des membres de l'équipage qui sont mis en cause ; dans celle du *Stelvio*, ce sont un Libanais, originaire de Beyrouth, et un Turc, né à Alep, en Syrie. Le premier avait pour mission de réceptionner une cargaison embarquée par le second à bord du cargo italien. Tandis que l'affaire du Carro implique un commerçant turc d'Istanbul, identifié comme « *au départ de la chaîne* », membre turc de l'équipe, et un gardien de phare, « *assermenté* » rappellera la presse, un matelot turc et un autre turc vivant à Paris⁷⁹. Quand la police se rend chez le gardien du phare, elle y trouve Henri Hairabedian, employé de garage, et Édouard Toudayan, ancien marin aux Messageries maritimes, fiché comme trafiquant de drogue et élève d'un célèbre chimiste, Jo Cesari, que certains identifient comme son cousin⁸⁰.

Tous ces exemples illustrent la manière dont l'opium ou la morphine-base sont livrés à Marseille : par des passeurs qui les transportent dans leurs cabines, cachés dans des cargaisons où jetés par dessus-bord par des marins, peu avant l'arrivée au port. Mais il y a aussi là le signe de la vitalité du district marseillais, puisque les affaires s'étalent sur deux décennies, ainsi qu'un indice sur la composition des filières, et notamment sur les « *transporteurs* » et les « *passeurs* », Turcs, Français, peut-être Italiens, et des individus, qui semblent moins partager des origines que des intérêts communs. Peut-être y a-t-il déjà ici un élément qui permet de relativiser l'idée d'une « *Corsican Connection* », nous y reviendrons plus loin.

1950-1960, reconfiguration du marché de la morphine-base

S'il existait jusqu'alors des équipes qui prenaient en charge l'ensemble du cycle de production, comme celles de Paul Carbone, on assiste au cours de la décennie 1950-1960 à une segmentation du marché ainsi que l'illustrent à la fois les entretiens menés et les archives de justice et de presse. Une partie de l'opium produit en Turquie pour alimenter le marché médical légal est détourné vers le marché illégal. La Turquie a quasiment le monopole de la production de l'opium qui arrive alors en France. Il passe par la Syrie et le Liban, où il est transformé en morphine-base, puis est envoyé en France, via le port de Beyrouth, ou par avion ou voie terrestre, où il est alors transformé en héroïne⁸¹. L'opium commence donc à être transformé en morphine-base dans les pays producteurs ou frontaliers avant d'être expédié vers Marseille. À partir de la fin des années 1960, la morphine-base n'est plus raffinée en France, ce qui ajoute des intermédiaires dans la chaîne de production de l'héroïne.

⁷⁷ *Le Provençal*, 02/09/1969.

⁷⁸ *Le Provençal*, 19/11/1971.

⁷⁹ Alain Jaubert, *op., cit.* ; *Le Provençal*, 28/09/1969.

⁸⁰ Follorou, Nouzille, *op., cit.* Rappelons ici que Jo Cesari était mariée avec Renée Manoukian.

⁸¹ United State Senate, *op., cit.*

Effectivement, ainsi que les chiffres de l'OCRTIS le mettent en évidence, à partir de l'année 1970, les saisies de morphine-base surpassent celles d'opium brut, qui baissent⁸². En 1968, 59 kg d'opium sont saisis, contre 20 kg de morphine-base. C'est bien ici un indice que l'opium arrive déjà transformé en France, indice que quelques faits viennent conforter. Par exemple, la saisie du *Karadeniz*, en 1967, contient 93 kg d'opium et 28 kg de morphine-base. Cette saisie avait eu lieu suite à l'arrestation de deux ressortissants arméniens qui transportaient 58 kg de morphine-base répartis dans deux valises. 1969 est l'année de la dernière saisie importante d'opium brut à Marseille : la drogue saisie sur le *Stelvio* est constituée de 598 kg d'opium⁸³. Tandis que, dans celle de l'*Akdenis*, c'est de 150 kg morphine-base dont il s'agit⁸⁴, comme dans celle du *Carro* en 1971. Il y a bien changement d'organisation dans le cycle de production, ou un nouveau segment mais qui ne vient cependant pas remplacer pour autant les filières précédentes.

Accroissements de l'acheminement par voie terrestre

On peut faire l'hypothèse que c'est cette reconfiguration qui implique l'accroissement des voies d'acheminement par la route. La morphine-base est en effet plus facile à transporter que l'opium puisque l'on fabrique 1 kg de morphine-base avec 10 kg d'opium. Si la voie terrestre a toujours existé, parallèlement à la voie maritime, pour acheminer l'opium puis la morphine-base de Turquie, elle semble se développer à partir de ce moment de reconfiguration du cycle. En 1967, la saisie sur l'*Akdenis* faisait suite à l'arrestation de deux frères arméniens qui transportaient, à bord de leur véhicule, 58 kg de morphine-base dans deux valises. En 1971, il s'agit d'un chauffeur turc arrêté à Sharzbach par la douane bavaroise, alors qu'il transporte 230 kg de morphine-base dissimulés dans le réservoir à essence d'un camion immatriculé en Turquie⁸⁵. En 1972, c'est un Français, originaire d'Aubagne et soudeur de métier, qui avait par exemple reçu de la morphine-base dans un camion d'Istanbul et l'avait transporté en France avec son camping-car⁸⁶, alors que le mois suivant, ce sont 146 kg de morphine-base qui sont découverts dans une voiture au poste frontière de Menton, avec deux passagers turcs à son bord, l'un, chauffeur, l'autre sénateur d'Istanbul⁸⁷. Mais c'est aussi à Gardanne, ville située au nord de Marseille, qu'un cheminot

⁸²Saisies recensées par l'OCTRIS :

	Opium	Morphine-base
1968	59	20
1969	613	279
1970	12	249
1971	46	521
1972	1	162

Les saisies d'opium remonteront à partir de 1973, conséquence de l'interdiction de la production d'opium par les autorités turques.

⁸³*Le Provençal*, 2/09/1969.

⁸⁴*Le Provençal*, 28 09 1969

⁸⁵*Le Provençal*, 22/12/1971.

⁸⁶*Le Provençal*, 26/02/1972.

⁸⁷*Le Provençal*, 07/03/1972.

découvre 15 kg de morphine-base en découpant une voiture au chalumeau, véhicule qui avait appartenu à un trafiquant turc condamné en 1969 à Marseille⁸⁸.

Cette morphine-base en provenance de Turquie transite notamment par l'Allemagne occidentale, ainsi que l'illustrent les faits divers relevés dans la presse comme les archives de l'OCRTIS, et notamment la note du 1^{er} juillet 1974 du ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires étrangères rappelant que l'Allemagne est une plaque tournante du trafic de morphine-base à destination des laboratoires clandestins de la région marseillaise. La même note rappelle ainsi, par exemple, que deux Allemands sont interpellés à Marseille en 1971 alors qu'ils transportent 162 kg de morphine-base. L'enquête dit que la drogue vient de Turquie et a transité par l'Allemagne. L'affaire est liée à celle de Mohamed Ali, originaire de Djibouti (69 ans), tenancier du Zanzi Bar dans le quartier de la Joliette, à Marseille. La cour d'appel d'Aix le condamne à dix-huit ans de prison, pris en flagrant délit de réception de 32 kg de morphine-base venue de Turquie via l'Allemagne. Deux autres membres du « réseau » sont arrêtés : Abbas Nadjat (alias Ayden Arif, 38 ans, commerçant à Ankara) et Ida Haas (28 ans, barmaid allemande). Mohammed Ali est soupçonné, depuis son installation à Marseille en 1940, de bien des trafics, et notamment celui de la drogue. Alors qu'il était déjà en prison, les deux Allemands auraient livré les 150 kg de morphine-base⁸⁹.

Au cours des années 1970-1971, « la morphine-base est transportée de la Turquie vers l'Allemagne soit à bord de véhicules particuliers appartenant à des ressortissants turcs, soit au moyen de camions T.I.R. Les trafiquants turcs emploient ensuite des passeurs de nationalité allemande pour acheminer la morphine-base dans la région de Marseille à bord de véhicules immatriculés en Allemagne »⁹⁰. Cette nouvelle segmentation et cette entrée des transporteurs turcs ou allemands ne deviennent pas pour autant la seule possibilité. En effet, certains Marseillais se rendent, à ce même moment, directement en RFA pour prendre eux-mêmes livraison des stupéfiants et les faire transporter dans le sud-est de la France par leurs propres passeurs⁹¹. Certains producteurs marseillais d'héroïne, dont des chimistes, devant l'arrivée de nouveaux acteurs, Turcs, Syriens, Libanais, Allemands, dans la chaîne de production, vont même aller s'approvisionner directement en morphine-base afin de limiter les intermédiaires et assurent, de ce fait, eux-mêmes les passages. Signe de la polyvalence dans les filières, comme le cas Toudayan le laissait déjà entrevoir. En août 1971 par exemple, trois Français, dont deux Marseillais, sont arrêtés en Allemagne à Baden-Baden, avec 75 kg de morphine-base. Louis Ambrosino, 51 ans, domicilié à Marseille, déjà compromis dans plusieurs affaires de trafic de drogue à l'échelle internationale, se rendait à plusieurs reprises en Allemagne⁹². La morphine-base est d'origine turque et leur avait été livrée en Allemagne⁹³.

L'entrée de nouveaux acteurs : entre segmentation et polyvalence

⁸⁸ *Le Provençal* du 27/06/72.

⁸⁹ *Le Provençal*, 09/10/71.

⁹⁰ Note du ministère de l'intérieur du 4 juillet 1974 « Problèmes franco-allemandes en matière de trafic de drogue. Archives de l'OCRTIS 19920026 carton 2.

⁹¹ Note du ministère de l'intérieur du 4 juillet 1974, *op.*, *cit.*

⁹² *Le Provençal*, 24/ 08/ 71 :

⁹³ OCRTIS, note du 1^{er} juillet 1974.

Il semble que l'entrée de la Turquie dans l'approvisionnement en opium puis dans la transformation en morphine-base, tout comme l'accroissement de la demande en héroïne dont la consommation commence à gagner des milieux sociaux extrêmement divers⁹⁴, ait provoqué l'entrée d'une multitude d'acteurs sur le marché et conduit à une prolifération des filières. À quoi s'ajoute, comme facteur non-négligeable, le statut juridique incertain de la morphine-base, et ce qui est, de fait, plus que de droit, non pas son impunité mais son égalité de statut aux autres contrebandes qui en quelque sorte « *banalise* » sa circulation. Pour le dire autrement, disons que, sans être un produit vraiment légal (l'illégalité en la matière se définissant en l'occurrence par le monopole de la légalité sur certains types de produits par la filière pharmaceutique⁹⁵), la morphine-base n'est pas plus « *illégale* » que d'autres produits dont la contrebande est sinon « *légale* » du moins « *tolérable* », banalisée à l'intérieur des mondes du commerce international. Le tournant des années 1970 consiste justement dans la criminalisation radicale du produit, et les organisations qui en découlent sont la conséquence de cette radicalisation.

Lucien-Aimé Blanc explique⁹⁶ :

« À partir des années 1966, tout le monde va s'y mettre, la demande augmente aux USA et les voyous de tous bords se mettent dedans. Tout le monde va s'y mettre. On a l'exemple de la « filière de Berdin » avec 30 participants. Ça enfle, ça devient plus perméable et ça attire l'attention politique. Le déclic, c'est la consommation locale, les vieux trafiquants avaient la précaution de ne pas vendre au niveau local. Les jeunes qui arrivent commencent à vendre au niveau local. »

Pour revenir aux filières d'acheminement de l'opium ou de la morphine-base, on l'aura compris, elles sont nombreuses.

Plusieurs « *équipes* » font venir l'opium et il semble que cela repose moins sur des associations « *ethniques* » que sur des associations de circonstances. La chaîne de production prend par ailleurs différentes formes. Elle peut être à la fois segmentée, comme Laurent Fioconi⁹⁷ le décrit :

« À Marseille, plusieurs équipes tournaient la came, mais c'était Paul, notre unique fournisseur, qui sortait la meilleure. Son équipe s'occupait de faire venir la boule noire, l'opium, de Turquie via le Liban, et la transformait à Marseille grâce à son chimiste. C'étaient les Arméniens de Marseille qui allaient l'acheter en Turquie. Cette partie ne nous regardait pas. On se contentait d'aller chercher notre marchandise où on nous le disait. »

⁹⁴Anne Coppel, Christian Bachmann, *op.*, *cit.*

⁹⁵François-Xavier Dudouet, *op. cit.*

⁹⁶Commissaire de police connu notamment pour avoir participé à la traque de Jacques Mesrine. Il dirige, en 1974, la brigade des stupéfiants de Marseille.

⁹⁷Il a participé à l'import-export d'héroïne, avec Jean-Claude Kella entre Marseille et les États-Unis. Il fut incarcéré en 1970 aux États-Unis. Quand il est libéré, il se lance dans la production et le trafic de cocaïne depuis la Colombie. Voir sa biographie, dont est issue l'extrait d'entretien présenté dans le texte : Laurent Fioconi, *Le Colombien : des parrains corses aux cartels de la coke*, avec la collaboration de Jérôme Pierrat, Éditions du Toucan, La Manufacture de livres, 2009.

Mais également comme B. le dit :

« À Marseille, il y a beaucoup de Turcs, d'Arméniens qui avaient émigré et qui vivaient là, donc ça faisait des contacts sur la Turquie pour faire venir de la morphine-base. »

Comme F. Porta⁹⁸ l'explique, le changement de provenance de la morphine-base a reconfiguré le marché et impliqué la polyvalence des acteurs : le chimiste est devenu transporteur, parfois passeur :

« Dès le début, j'ai pensé qu'il fallait tout faire soi-même : acheter la base, la transformer en héroïne et la vendre. C'était le seul moyen pour n'être tributaire de personne. On gagnait beaucoup plus d'argent. En plus, il n'y avait pas beaucoup de base à cette époque. Ceux qui en trouvaient, la raffinaient et la vendaient eux-mêmes. Auparavant, à la fin des années soixante, début des années soixante-dix, quand j'ai travaillé avec XX et XX, la situation était différente. Il y avait encore des gens qui ne faisaient que raffiner la morphine-base. Ils produisaient des centaines de kilos. La base était abondante et bon marché. En plus, elle était d'excellente qualité. Ils sortaient pratiquement un kilo d'héroïne à partir d'un kilo de morphine-base⁹⁹. (...) Si certains avaient des contacts aux USA, la plupart des chimistes ne se cassaient pas la tête à s'occuper des passages. C'était long, compliqué. Ils transformaient la base et vendaient l'héroïne. Point. (...) Après, les prix ont commencé à monter et les marges des intermédiaires ont baissé. La culture du pavot avait pratiquement été éradiquée de Turquie sur pression des Américains. La morphine-base était produite en Afghanistan. Elle passait en Iran, puis en Turquie. À chaque étape le gain était faible. C'est en passant aux USA, après avoir été raffinée, que le prix faisait un bond. Le bénéfice se réalisait entre l'Europe et les USA (...) Alors, pour gagner un peu plus, ces différents intermédiaires coupaient la morphine-base, avec de la terre tout simplement. Rien ne ressemble plus à la base que la terre. On y trouvait aussi de la paille, du sable. À chaque étape du voyage, depuis le fond de l'Afghanistan jusqu'aux rives de la Méditerranée, chaque intermédiaire remplaçait au moins 10% de la base par autant de terre. À l'arrivée au Liban ou en Turquie, elle n'était plus qu'à 50%. D'où notre idée, bien plus tard, d'aller chercher de la base aux Indes, où elle ne coûte rien et est de bonne qualité. Pour court-circuiter tous ces intermédiaires et gagner beaucoup plus. »

Cette route, et le trafic en provenance de Turquie qui s'y organise, sont considérablement réduits quand, sous la pression des USA, le gouvernement turc interdit la

⁹⁸F. Porta (pseudonyme) est né dans la région marseillaise au milieu des années 1940 et arrêté à la fin des années 1980 en Suisse pour trafic international d'héroïne. Il était notamment « chimiste » et transformait la morphine-base en héroïne. Il s'évade de prison au début des années 2000. Nous disposons d'un long récit biographique ainsi que d'une partie de son dossier de justice (dont le procès verbal d'audition lié à son arrestation en Suisse).

⁹⁹ Rappelons ici que c'est plutôt, pour un chimiste moyen, 700 à 800 grammes d'héroïne pure, qui sont extrait d'un kilo de morphine-base (voir infra « le process productif de l'héroïne »).

culture de l'opium avant de lever partiellement l'interdiction le 1^{er} juillet 1974¹⁰⁰. Les saisies de l'OCTRIS sont la conséquence de cette situation. Alors qu'en 1971, la police avait saisi 162 kg de morphine-base et 1 kg d'opium, l'année suivante le rapport s'inverse : 12 kg d'opium saisi pour 2 kg de morphine-base. Jusqu'en 1976, plus un gramme de morphine-base ne sera saisi. On saisi alors seulement 120 grammes en 1977 avant que la courbe ne reparte en 1978 où 35 kg sont saisis, dernière saisie importante qui correspond à la quantité retrouvée dans un laboratoire de La Ciotat. La courbe redescend alors : 6 kg en 1979, 5,50 kg en 1980, 17 kg en 1981, puis plus rien jusqu'en 1986 (5,5 kg), puis en 1988 (8 kg). Puis de nouveau plus rien jusqu'en 1994¹⁰¹. Signe incontestable que la production d'héroïne a été délocalisée en dehors de l'hexagone, nous y reviendrons. La « *pause* » de la Turquie dans la production de pavot, comme l'augmentation de la pression policière sur les « *circuits* » turcs, implique une diversification des lieux de production et d'approvisionnement. Ce qui cependant reste stable, c'est bien la transformation de l'opium, sous quelque forme qu'il arrive, brut ou raffiné en morphine-base, en héroïne dans les « *laboratoires marseillais* ».

Deuxième moment : le passage au laboratoire

Des laboratoires discrets et mobiles

Les laboratoires peuvent être installés pour de courtes périodes, parfois pour quelques jours avant d'être déplacés. Ils peuvent également être aménagés dans des maisons particulières ou parfois, même si c'est plus rare, dans des appartements, comme ce fut le cas, par exemple, dans la région marseillaise dans les années 1960 et 1970. François, au cours d'une promenade dans le quartier du Panier, à Marseille, où il a passé son enfance, raconte qu'en 1967-68-69, il existait « *un ou deux chimistes, dans le Panier, qui tournaient l'héroïne chez eux. C'était des petits artisans [...]. Un tournait, artisanalement, chez lui, pour la petite clientèle qu'il avait* ». Le plus souvent, à cette même époque et depuis longtemps, les laboratoires sont cependant découverts dans des maisons individuelles. La première affaire est celle du laboratoire de Bandol (démantelé en 1938), sur laquelle on sait trop peu pour en faire une description. En 1972, *Le Provençal*, au détour d'une affaire, rappelle que six laboratoires clandestins ont été découverts en Provence depuis sept ans, tous installés dans des villas, dont par exemple : octobre 1964, le clos Saint-Antoine, à Aubagne, est la villa dans laquelle Jo Cesari a installé son laboratoire et où il est arrêté une première fois avec 200 kg de drogue en cours de transformation¹⁰². Depuis 1961, Édouard Toudayan, son cousin et élève¹⁰³, a une résidence secondaire à Roquefort-la-Bédoule où il anime un laboratoire démantelé en 1965. En 1969, une nouvelle villa est découverte, chemin de Morgiou, à Marseille, et on arrête le chimiste Albert Vêran, déjà présent chez Cesari en 1964, dans une villa toujours. En janvier

¹⁰⁰ À cette date, 90 000 fermiers sont autorisés à cultiver de nouveau le pavot sur 20 000 hectares de terre. Mais le gouvernement décrète l'interdiction d'inciser les capsules de pavot et, ainsi, la production d'opium.

¹⁰¹ Sur une série statistique qui va jusqu'en 1994.

¹⁰² Voir à ce propos la thèse d'Alexandre Marchant, qui se réfère à une note de l'OCRIS, « Liste des principaux laboratoires démantelés en France », 23 mai 1990, Archives de l'OCRIS, 1992255/2.

¹⁰³ Alain Jaubert, *op. cit.*

1972, un laboratoire est découvert dans la villa des époux Pastore, dont Marius, 60 ans, ancien docker, située dans le quartier de Montolivet à Marseille : une « *bâtisse de deux étages entourée d'un grand parc, avec deux sorties sur des rues différentes et des murs très hauts* », ainsi que le décrit Jaubert. Le laboratoire, installé dans une pièce, comprend « *deux pompes à faire le vide, une armoire de séchage, deux bonbonnes d'anhydride acétique, trois récipients en cuivre* »¹⁰⁴. Au mois de mars suivant, le couple Cesari est de nouveau arrêté dans sa villa qui hébergeait encore un laboratoire. Les matières premières étaient stockées dans des entrepôts loués par un complice, dans la région d'Aubagne, où sont saisis : 2 715 kg d'acide anhydrique acétique ; 1 200 kg d'acide tartrique ; 950 kg de carbonate de soude ; 16 sacs de noir animal, 700 litres d'alcool, 255 d'acétone et 240 d'acide chlorhydrique, matières premières stockées¹⁰⁵. L'inspecteur Chaminadas qui a participé à la première arrestation de Cesari (1964) décrit alors un laboratoire en pleine activité : « *Les séchoirs sont en marche, le ventilateur tourne, les lampes de quatre réchauds à butagaz, supportant les alambics d'acétylisation, sont allumés, le chauffe-eau est en veilleuse.* »¹⁰⁶ Le mois de juillet suivant, c'est un « *laboratoire de type urbain* » qui est découvert, en « *pleine agglomération aixoise* »¹⁰⁷. Le journaliste qui relate le fait ajoute que, comme « *lors de la découverte des autres laboratoires clandestins, les voisins tombent des nues* », pour insister sur le fait qu'ils sont toujours surpris que leurs voisins, en apparence si ordinaires, soient impliqués dans la production de drogue.

Enfin, la police qui découvre le laboratoire de Saint-Cyr-sur-Mer en février 1972¹⁰⁸ le suspecte d'être une « *délocalisation d'un laboratoire de Lyon ou peut-être de Dijon* », ce qui illustre de la mobilité des laboratoires, ainsi que le raconte également Anto :

« *Si tu as une maison en Suisse, tu installes tout le matériel là-bas. Au bout d'un moment, tu amènes les ingrédients puis le tourneur. Il travaille pendant 4 ou 5 jours, quand c'est fini, tu démontes le labo, tu disperses tout, et tu as cette came-là. En France, c'est facile, ou en Italie, ou en Espagne, tu la tournes, ou tu montes dans le centre de la France, dans une villa que tu as louée. Ce qui fait savoir, c'est la langue, c'est les mecs qui parlent. (...) C'est pas compliqué.* »

F. Porta raconte aussi comment l'un de ses amis a monté « *en catastrophe un laboratoire chez lui, en plein Marseille, aux Catalans* ».

Même si pour Anto¹⁰⁹, ce sont les dénonciations qui sont le premier facteur de démantèlement des laboratoires, il faut préciser que la police pouvait également repérer des

¹⁰⁴ *Le Provençal*, 20/01/72.

¹⁰⁵ *Le Provençal*, 21/03/72.

¹⁰⁶ Alain Jaubert, *op. cit.*

¹⁰⁷ *Le Provençal*, 21/03/72.

¹⁰⁸ *Le Provençal*, 17/02/72.

¹⁰⁹ Anto (pseudonyme) est né et a grandi à Marseille en 1960. Il est fiché au grand banditisme pendant de nombreuses années par les services de police, a été plusieurs fois incarcéré à la prison des Baumettes à Marseille entre 1980 et 2016, pour vols à main armée et trafic de drogue. Il a fréquenté plusieurs personnes qui ont participé au trafic d'héroïne à partir de Marseille et notamment en lien avec ce que l'on a appelé la *French Connection*. Il a notamment été très lié, au cours de ses incarcérations, avec des membres de l'équipe de F. Porta

lieux de fabrication en remontant jusqu'aux vendeurs de produits chimiques. Le BNDD met ainsi en évidence, ainsi que Marchant¹¹⁰ le souligne, qu'un « *seul grossiste à Marseille a vendu à lui seul les quantités suivantes d'anhydride acétique à des clients non-identifiés : 1958 : 450 kg ; 1959 : 1 450 kg ; 1960 : 700 kg ; 1961 : 750 kg* ».

Une autre piste consistait à repérer ces endroits par une filature que venait confirmer le débit d'eau des habitations concernées. Si comme le rappelle F. Porta, « *on ne peut pas se faire repérer par les consommations d'eau ou d'électricité si on fait 10 kilos par mois dans son F3* », la production par centaines de kilos, comme ce fut le cas pour la plupart des laboratoires démantelés dans la région marseillaise au cours des années 1960-1970, se repérait par la consommation d'eau, la fabrication du produit nécessitant, comme nous l'avons décrit, d'importantes quantités d'eau. B. le dit aussi :

« Il vous faut beaucoup d'eau, et puis il y a les émanations. L'acide anhydride, c'est pour faire le PH de l'eau quand vous mettez votre marchandise, après l'acide acétique, c'est quand vous la cristallisez. Si vous la mettez sur le feu, c'est très dangereux et en plus, il faut être du métier. Moi, je sais tout ça mais je sais pas le faire. Je connais le principe. (...) Et la formule, bon, tout le monde la connaît... Moi j'ai jamais été chimiste mais... (Vous pourriez le faire ou pas ce qu'ils faisaient ?) Non, ça m'intéresse pas... mais la formule est connue. Elle est connue, mais ils donnent pas la finalité. Ils disent : « Vous savez la transformer mais vous savez pas la cristalliser », c'est-à-dire la dernière étape, ils vous la donnent pas. »

Les chimistes, pièce essentielle de la production de l'héroïne marseillaise, « la plus pure du monde »

Mais B. rappelle surtout le rôle central des « *chimistes* », qui sont formés au process de fabrication qui demande un savoir-faire difficile à acquérir et que peu partagent. La production d'une héroïne pure n°4, a contrario de la n°3, demande une adresse encore plus grande, que certains qualifient parfois d'« *art* ». La fabrication d'une héroïne de qualité repose certes sur la qualité de la morphine-base mais davantage sur le savoir-faire des chimistes, la formule qu'ils ne dévoilent pas, et leur capacité à manipuler et doser les produits au cours d'une opération délicate qui demande une grande précision sur la température de chauffe des solutions. F. Porta évoque cette complexité :

« On utilise un papier de touche qui change de couleur. Quand on arrive à ce que les chimistes appellent « le bleu étoilé », un bleu avec des reflets, on est au bon point de fusion. Si on va trop loin, on est obligé de recommencer le travail. C'est très précis. C'est le moment crucial, le point le plus délicat. »

Avoir la « *recette* » ne suffit pas à devenir chimiste et c'est bien le savoir-faire qui fait leur réputation, c'est « *le savoir d'une vie* », dira un chimiste à Anto à la prison des Baumettes, en lui expliquant que certains utilisaient des produits différents pour arriver à une très haute qualité : « *Cesari s'est servi d'un acide extrêmement inflammable, tu fais une erreur, tu mets le feu à tout l'immeuble, mais sa came était particulièrement* (l'interviewé

¹¹⁰ Alexandre Marchant, *op. cit.*

accentue particulièrement ce dernier mot) *blanche et belle et bonne*. » Certains chimistes sont en effet réputés pour fabriquer une héroïne pure de grande qualité, et produisent un produit de ce fait très recherché sur le marché, autant par les consommateurs que par les revendeurs. Anto réaffirme ce qui n'est plus un secret pour aucun qui s'intéresse à la drogue : « *C'était lui (Cesari) le maître à tourner*. » Et Jaubert¹¹¹ dit aussi que « *l'héroïne fabriquée par Cesari était si pure qu'elle fut longtemps pour les policiers français et américains une sorte de marque de fabrique* ». Cette figure du chimiste est connue dans tout-Marseille par ceux qui, de près ou de loin, ont fréquenté les mondes de l'héroïne. François le dit : « *Ils ont sorti le produit marseillais qui était mondialement connu, aux États-Unis, et tout*. » Ce fut le cas de quelques chimistes marseillais, dont les frères Cesari, leur élève, Albert Véran, qui officiaient au cours des années 1960-70 » et la police également se fait le relais de cette réputation puisqu'elle parle de l'héroïne fabriquée à Marseille comme « *la plus pure du monde* »¹¹².

Cesari, formé lui-même par son demi-frère, a transmis son « *savoir-faire* » à des « *élèves* » puisqu'après son suicide en 1972, suite à sa dernière arrestation, la « *marseillaise* » continuait de circuler, tandis que les personnes inculpées dans le démantèlement des laboratoires par la suite ont été en lien avec Cesari. Alors qu'il est arrêté dans sa maison, Jaubert¹¹³ rappelle que Cesari était en train de former à la technique Lucien Girando, chauffeur de taxi, tandis qu'en 1981, un laboratoire est par exemple démantelé au Chambon-sur-Lignon, animé par un ancien bras droit de Jo Cesari¹¹⁴.

Des chimistes, on connaît donc surtout les « *mythiques* » comme Jo Cesari ou Henri Malvezzi, mais d'autres sont plus discrets. André Bousquet, médecin-pédiatre devenu chimiste, a travaillé avec le duo Girard-Scapula¹¹⁵, qu'il avait connu à l'école. D'autres, appartenant à la génération suivante sont encore moins connus. On connaît surtout Jean-Marc Leccia, paraît-il associé avec son père dans les affaires de drogues¹¹⁶, assassiné par un commando nationaliste dans la prison d'Ajaccio en 1984 pour le punir de l'assassinat de Guy Orsoni, militant nationaliste. Notons au passage à quel point ce fait est resté cantonné à la sphère politique, aux règlements de comptes entre nationalistes, et que fut rarement évoqué l'arrière-plan lié à la production d'héroïne ; Wiesgrill, ancien grossiste en bonbons ; Georges Calmet et Louis Giralt, arrêté par le juge Michel en 1978 dans un laboratoire à La Ciotat, et d'autres, dont nous taisons le nom car nos interviewés nous le demandent, et qui, selon eux, « *ressemblaient davantage à des papis tranquilles* » qu'à des voyous. On remarquera encore au passage que ces générations de chimistes, auxquelles il faut ajouter ceux précédemment cités, Toudayan, Véran, sont loin d'être toutes originaires de Corse.

Si, comme B. le dit, le rôle du chimiste s'arrêtait à la transformation de l'héroïne, certains chimistes, à partir du milieu des années 1970 sont aussi devenus des passeurs et des

¹¹¹ Alain Jaubert, *op. cit.*

¹¹² Serge Leteur, *Fascicule « Les produits stupéfiants »*, Ecole Nationale Supérieure de la Police, département de Police criminelle, octobre 1989, Archives du ministère de l'Intérieur, CAC 19970135/29. Cité par Alexandre Marchant, *op. cit.*

¹¹³ Alain Jaubert, *op. cit.*

¹¹⁴ Jacques Folorou, Vincent Nouzille, *op. cit.*

¹¹⁵ Thierry Colombié, *La Mort du juge Michel*, Editions de la Martinière, 2014.

¹¹⁶ Selon le récit de F. Porta.

vendeurs, comme ce fut le cas de F. Porta ; tandis que certains ont alimenté le marché local. Alexandre Marchant a bien montré dans sa thèse, en s'appuyant sur une note de l'OCTRIS, qu'ils proviennent de milieux sociaux extrêmement divers.

L'évaporation

Malgré les discours, de ceux qui ont organisé l'import-export d'héroïne vers les États-Unis, qui consistent à affirmer qu'ils n'ont jamais vendu d'héroïne en France, il se trouve que le marché marseillais et parisien était alimenté en « marseillaise », de nombreux entretiens en témoignent. Pour l'OCRTIS¹¹⁷, « il ne fait aucun doute que les malfaiteurs professionnels sont à l'origine de ce trafic en distrayant de « l'exportation », les quantités nécessaires à l'alimentation d'un marché en voie de développement ». L'hypothèse de « l'évaporation » est en effet la plus probable. Mais la question est bien de savoir à quelle étape de la chaîne cette évaporation se produit et qui en sont les acteurs. B., qui faisait « tourner » la marchandise par centaine de kilos, dit bien qu'il existait des gens qui vendaient cette même héroïne sur le marché local :

« Oui, ça existait. Mais ça, je m'en occupais pas. Il y avait ceux qui achetaient 100 ou 200 grammes et avec 200 grammes, ils faisaient 1 kg. (Et ils l'achetaient où ?) À des trafiquants mais pas à moi. (Oui mais les trafiquants ils l'avaient directement des chimistes alors ? Comment ils se la procuraient ?) Les chimistes, quand ils tournaient la marchandise, ils en fauchaient. Vous avez 100 kg de morphine-base, normalement un bon chimiste de 10 kg, il en faisait 11 mais certains vous en donnaient 10 et en gardaient. C'était dangereux mais après ils la revendaient. (Et vous, vous fermiez les yeux...) Oui, on le savait, on s'en foutait. Moi, je savais que ma marchandise, de 100 kg, il pouvait en faire 110. Je le payais 30 millions pour m'en faire 100 kg, mais lui s'en gardait 10 kg ou je ne sais pas combien qu'il vendait; Et cette marchandise, ils la coupaient, ils la donnaient aux dealers. Moi, je me suis jamais occupé de ça mais je savais qu'ils le faisaient. (...) Ceux qui vendaient ici la prenaient des chimistes. Mais il y avait aussi des gens qui me disaient : « B., j'ai besoin de 20 kg pour faire partir aux États-Unis », et puis c'était pas vrai, c'était pour vendre sur le national. Mais moi, je le faisais pas, je faisais du gros, pas du détail. Je vendais pas 1 kg ou 500 grammes aux gens, je menais tout aux États-Unis. (Mais des fois vous vendiez pas 10 ou 20 kg à quelqu'un qui passait comme ça... ?) Ça pouvait arriver... Moi, je demandais pas... Ça m'est arrivé que des gens me disent : « B., j'ai un passage, tu peux pas me faire avoir 20 ou 30 kg ? » Et je les faisais avoir... Et ils faisaient ce qu'ils voulaient, moi, ils m'avaient payé... Ici, je vendais 1,4 ou 1,5 million le kilo. Ça ne m'intéressait pas. Je la vendais 6 millions aux États-Unis. Ça m'intéressait pas de vendre aux gens ici, je la vendais quand vraiment c'était des gens que j'aimais bien et que c'était soi-disant pour gagner leur vie... »

¹¹⁷ Note de la Sous-direction des affaires criminelles du 18 octobre 1971, « l'usage des stupéfiants et drogues dangereuses ».

Il y a donc ici deux premiers types d'évaporation : l'un, via le chimiste, qui devient revendeur et l'autre, via les trafiquants eux-mêmes, grossistes, qui peuvent certaines fois « dépanner » les petits grossistes locaux en leur vendant au détail. L'hypothèse du chimiste-revendeur est également évoquée par le journaliste François Missen¹¹⁸ qui, au cours d'un entretien, raconte sa rencontre avec deux prostitués héroïnomanes à Marseille sur lesquelles il fait plusieurs sujets journalistiques. Elles venaient parfois le voir avec « 500 grammes dans les poches qui venaient directement du labo et qu'elles dealaient ». Enfin, l'évaporation se fait également à un autre moment de la chaîne de production, celle du transport notamment. C'est l'hypothèse évoquée par Jérôme Pierrat¹¹⁹, à la fois dans ses ouvrages et dans un entretien. Il y a eu « recrutement de petites mains rémunérées au paquet » qui sont devenues des « agents de diffusion » : « En gros, tu décharges le camion, tiens on te donne quelques paquets pour te payer. À eux, ensuite, de tirer bénéfice du produit et donc de chercher des potentiels acheteurs. » Anto revient aussi sur le fait que pour envoyer de l'héroïne aux États-Unis, il fallait un dispositif de transport élaboré, que tous ne pouvaient pas mettre en place. Des paquets « tombaient » en route pour être distribués au niveau local par ceux qui ne pouvaient pas mettre en place ce dispositif mais espéraient néanmoins tirer des bénéfices d'un produit de plus en plus rentable, et encore plus du fait qu'il était produit sur place donc peu coupé d'une part, et sur lequel on ne payait pas le transport d'autre part. Il y aurait donc eu une volonté de captation du marché par certains acteurs, qui se sont retrouvés en possession de produit, acquis comme des formes de rémunération pour des services rendus et qui ont cherché à trouver acheteur sur le marché local. François Missen évoque que cette captation s'est appuyée sur des usagers qui deviendraient revendeurs. Concernant l'écoulement de l'héroïne, l'OCTRIS note aussi¹²⁰ qu'il est contrôlé par des revendeurs ou des usagers-revendeurs, ces derniers pratiquant une revente, voire parfois une distribution gratuite dans leur entourage.

Le fait qu'on soit sur un des lieux de production les plus importants produit un éclatement, une balkanisation du marché. Cela permet en effet à une multitude d'acteurs d'entrer sur le marché en allant solliciter les différents acteurs de la chaîne présents à Marseille : les grossistes, les chimistes, les transporteurs, les passeurs, etc.

Mondialisation des filières

Pour finir, il faut bien noter qu'une partie du cycle de production va progressivement être délocalisé. L'activité des laboratoires se repère, ainsi que les dates de leur démantèlement le montrent, dans les saisies de morphine-base en France, qui peuvent être ainsi lues comme un indicateur de la présence de lieux de production. Entre 1968 et 1973, 1,233 tonne sont

¹¹⁸François Missen est le journaliste qui a eu l'interview en exclusivité de John Cusak publié dans *Le Provençal* en 1971. Il s'intéresserait de près aux affaires liées à la drogue et était proche du Commissaire Morin, notamment, avec qui il a publié un livre (François Missen et Marcel Morin, *La planète blanche*, Pocket, 1991.)

¹¹⁹Jérôme Pierrat est journaliste spécialisé sur le crime organisé en France. Il a publié de nombreux livres sur ces questions, dont des biographies d'individus ayant participé au trafic d'héroïne, depuis Marseille, au cours de la période qui nous intéresse.

¹²⁰Note de la Sous-direction des affaires criminelles du 18 octobre 1971, « l'usage des stupéfiants et drogues dangereuses ».

saisies, puis, entre 1974 et 1977, plus aucune saisie, ce que l'on peut interpréter comme le signe d'une baisse considérable d'activité qui serait liée à la fois à la densification de l'activité policière¹²¹ et la décroissance de la production turque. Puis cela repart à partir de 1978, mais assez faiblement, puisqu'entre 1978 et 1981, 56 kg seulement sont saisis.

Ce qui revient cependant, à la fois dans les entretiens, la littérature et les notes de l'OCTRIS, c'est qu'il y a eu déplacement des laboratoires de la région marseillaise vers la Turquie, le Liban et l'Italie, notamment au cours des années 1980. Le district productif marseillais se délocalise car c'est bien les mêmes individus qui œuvraient auparavant à Marseille qui sont identifiés dans les affaires et les activités délocalisées. Deux laboratoires sont encore démantelés à la fin des années 1970, en 1976 à Bouc-Bel Air, nous l'avons dit, et en 1978, à La Ciotat. Les affaires dans lesquelles F. Porta a été impliqué sont, de ce point de vue-là, révélatrices. Avec ses associés, il commence à aller directement se fournir en morphine-base en Turquie, plus tard en Inde. Ils tournent d'abord l'héroïne à Marseille. Un de leur chimiste sera arrêté en Italie, en 1980, tandis que l'équipe fera tourner un laboratoire en Suisse, démantelé au milieu des années 1980. Mais entretemps, l'équipe est partie « *tourner* » au Liban, aux États-Unis, et comme le dit F. Porta : « *Au départ, notre idée était d'acheter la base aux Indes et de la transformer là-bas en diacétylmorphine, pour lui faire perdre 50% de son poids et de son volume. Le transport par voilier jusqu'aux USA où aurait lieu la fin du raffinage en serait facilité.* » Cette équipe, en plus d'illustrer la polyvalence des acteurs de la diffusion de l'héroïne qui, comme F. Porta, sont tantôt passeurs, tantôt chimistes, tantôt vendeurs, met en évidence l'éclatement des lieux de production et la délocalisation progressive du district productif marseillais.

Du labo au consommateur

Si, à l'issue de la description de ces deux moments du cycle, on identifie mieux les circuits et les acteurs, restent plusieurs questions : Quelles routes prend l'héroïne lorsqu'elle sort des laboratoires marseillais de production ? Qui la transporte, vers quels lieux et comment ?

Le marché international : les USA

¹²¹ Pour une histoire de l'activité policière, de la coopération franco-américaine puis européenne, voir Alexandre Marchant, *op. cit.* Rappelons seulement qu'en 1971, Le Président américain Richard Nixon, déclare la guerre à la drogue, tandis que le ministre de l'Intérieur français, Marcellin, augmente les moyens. Le 31 juillet, le commissaire Morin est nommé chef de la brigade des stupéfiants de Marseille au Service Régional de Police Judiciaire. Le BNDD américain envoie des agents à Marseille et ouvre un bureau à Paris. S'en suivront une série d'arrestations, de fermetures de lieux publics et de démantèlements de laboratoire (entretien avec Lucien-Aimé Blanc et voire à ce propos, François Missen et Marcel Morin, *op., cit.*). La loi de 1970 est par ailleurs votée. Lucien-Aimé Blanc, dans un entretien réalisé pour l'étude, met en évidence qu'à partir de ces années là, l'alourdissement des peines, les facilités procédurales avec quatre jours de garde à vue, la nomination de François le Moël à l'OCTRIS changent le contexte : 50 fonctionnaires sont affectés avec des écoutes téléphoniques (ce qui est rare pour l'époque).

On aura compris que la route principale est celle des USA. Ceux qui la font produire dans les laboratoires par des chimistes l'envoient ensuite vers les États-Unis. Ils utilisent plusieurs moyens pour dissimuler la drogue. Alexandre Marchant, dans sa thèse, revient sur cette histoire des astuces pour faire circuler. Citons, pour l'anecdote, « *l'affaire des frigos* » en 1966, qui est celle d'une équipe constituée de Nebbia, Douheret, Lucarottiet de leurs associés Mertz, Cecchini, Mondolini, Francisci pour avoir dissimulé 95 kg d'héroïne dans un frigidaire envoyé aux États-Unis. L'héroïne est notamment acheminée par des passeurs qui la transportent dans leur voiture. Souvent ces passeurs sont des individus vivant d'ordinaire dans des mondes assez éloignés de ceux du banditisme, qui sont « *recrutés* » car identifiés comme pouvant assurer cette partie du travail, soit qu'ils ne soient pas repérables par les douanes, soit qu'ils les passent sans difficultés. C'est le cas des célèbres « *valises diplomatiques* » ou de ces diplomates qui transportaient de l'héroïne dans leur bagages, sûrs de ne pas être fouillés en raison de leur statut ; ce sont des animateurs de l'ORTF, comme Jacques Angelvin, qui voyagent dans le cadre de leur activité professionnelle ; des chanteurs en tournée comme Edmond Tillet ; ou encore l'impresario des Charlots, avec qui B. dit avoir travaillé, etc. La littérature est assez dense sur ce sujet pour ne pas revenir sur ces modes de passage et B. nous en livre une description tout à faire éloquente. Les passages, quand ils se font par voiture, se font par 100 kg, cachés dans la carrosserie d'un véhicule préalablement préparé par un complice, en général conduite par un couple. Les routes sont diverses : les voitures sont embarquées sur le port de Marseille, à Bordeaux, ou le Havre, ou encore en Italie sur des bateaux à destination de New York, Veracruz ou les ports canadiens. Parfois, les ambitions sont plus importantes.

Citons ici l'affaire emblématique du *Caprice de Temps*, saisie record d'héroïne en 1971 et dans laquelle B. est arrêté, sans finalement être inculpé. 425 kg d'héroïne pure dans la cale du crevettier *Caprice de Temps* à destination du marché américain. Cette affaire serait en lien avec ce que la presse a appelé le « *réseau Labay* ». L'homme est arrêté en octobre 1971 avec 106 kg d'héroïne dans sa voiture. Neufs complices sont arrêtés avec lui : Joseph Signoli (35 ans), originaire de Marseille alors gérant d'un bar avenue de Friedland à Paris XVII^e, Alexandre Salles, 27 ans, sans profession, originaire de Marseille (probablement le chimiste de l'équipe), Jean Dumerain, 38 ans (sans profession domicilié à Paris), André Andréani, 31 ans (originaire de Corse, sans profession, demeurant à Marseille), Félix Rosso, 32 ans (Marseillais sans profession, sans domicile), Jean Claude Demeester, 38 ans (représentant d'une société de photographie, Paris), Raymond Moulin, 42 ans (Menton, restaurateur), Jacky Martin, 30 ans (Toulouse, coiffeur), Patrick Lorentez, 26 ans (garagiste, Paris). L'équipe aurait fait pénétrer plusieurs centaines de kilos d'héroïne aux USA. À l'origine, ce serait la rencontre à Paris, en avril 1970, entre un confectionneur d'Haïti, André Labay, 49 ans (également gérant et producteur de films et un truand), et Richard Berdin, 32 ans, spécialiste d'agressions à main armée reconverti dans le trafic de drogue. Berdin fut arrêté à New York alors qu'il allait réceptionner une Ford venant de Gênes contenant 85 kg d'héroïne. Trois Italiens étaient arrêtés en même temps que Berdin. L'acheteur de la drogue aurait été Louis Cirillo. Deux Canadiens sont arrêtés, Robert Gauthier et Mastantuono Michel. L'enquête

montre que Gauthier et Mastantuono avaient fait entreprendre la construction d'un bateau avec les fonds fournis par Signoli. Voici comment la presse rapporte l'affaire¹²².

Mais évidemment, au départ de Marseille, les circuits de diffusion sont multiples et loin d'être entre les mains d'une poignée d'individus, « *gros bonnets* » ou faisant « *filière* ».

Le marché local : ventes et reventes

À côté des équipes qui font arriver de la morphine-base, font produire et vendent de l'héroïne aux États-Unis, d'autres écoulent l'héroïne sur le marché local, voire parisien. Certains passages de l'ouvrage de Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot constituent à cet égard une description quasiment ethnographique du marché local dans la fin des années 1960¹²³. Correspondances, lettres et extraits de carnets intimes de deux jeunes femmes héroïnomanes, constituent la trame de l'ouvrage qui donne à lire tels quels ces documents. Les deux jeunes femmes fréquentent toutes les deux, deux « *semi-grossistes* » de Marseille qui, chaque jour, se fournissent de la marchandise dans le quartier du Panier chez un intermédiaire entre le laboratoire et le grossiste, à raison de 200 g/jour. À ce propos, noter que le semi-grossiste n'injecte pas mais sniffe. On notera aussi que certains entretiens mettent en évidence que les grossistes ne consomment pas systématiquement¹²⁴. Ils revendent l'héro par sachets de 10 grammes à des revendeurs à qui ils fixent rendez-vous la veille, dans la rue, dans un café, dans des toilettes. On apprend qu'un type centralise tout l'argent. François Missen dira d'elles qu'elles « *venaient (le) voir avec 500 grammes dans les poches et elles dealaient de la drogue venue direct du labo* ». En effet, c'est bien de la « *pure à 90%* » qu'elles viennent de se fournir chez le « *grossiste* » quand elles se font arrêter dans le « *quartier arabe* » de Marseille. Elles expliquent aller se fournir directement chez un des « *grossistes* » qui « *réceptionnent l'opium lorsqu'il arrive par bateau et (qui) le portent au laboratoire où il est transformé en morphine, puis en héroïne* ». Voici un extrait du témoignage de Mireille, fille d'un marin corse : « *Quand le grossiste récupère la marchandise, elle est presque pure comme celle que nous avions dans nos sacs ce soir-là (le soir de l'arrestation) : cinq paquets de 3 grammes. Cinq paquets de papier blanc minutieusement enveloppés. Parfois, il y avait aussi des sachets de 10 grammes. En cellophane. On ne s'en servait jamais pour notre consommation personnelle. On les revendait par petites doses sur lesquelles on faisait des bénéfices. En y mélangeant un peu de lactose. En fait, nous n'étions pas de véritables revendeurs. Le revendeur travaille pour le compte du grossiste : il revient lui verser le produit de sa vente. Pascale et moi préférons acheter une plus grosse quantité pour nous sans rien dire et revendre ensuite pour notre propre compte : c'était plus fructueux. Tout cela n'était peut-être pas très régulier, mais ce grossiste, je vous le répète, était vraiment un ami. Peu de drogués comme nous savaient où il habitait.* » Elle évoque aussi les fois où elle va, avec son ami grossiste, chercher la marchandise au quartier du Panier, chez un intermédiaire entre le laboratoire et le grossiste (elle précisera ne pas entrer chez lui). C'est avec 200

¹²² *Le Provençal*, 18/01/72.

¹²³ Philippe Alfonsi, Patrick Pesnot, *Les enfants de la drogue (Satan qui vous aime beaucoup)*, Robert Lafont, 1970. Le livre est écrit à partir de cinq mois d'observation et de vie quotidienne à leur côté.

¹²⁴ B. par exemple n'a jamais consommé d'héroïne, sous quelque forme que ce soit. Voir aussi à ce propos, *Héro(s)*, film d'Emmanuel Vigier (2016).

grammes de « *cheval* » que le grossiste ressort. Deux cents grammes qui seront conditionnés dans de petits sachets de cellophane avant d'être distribués aux revendeurs de rue. L'aventure s'arrête quand le grossiste, nommé « *Gamil* » dans le livre, est arrêté. Pascale, le second témoin, explique alors sortir avec le dernier semi-grossiste en 1969 : Mouloud, kabyle, 30 ans, ancien navigateur qui se fait « *virer* » quand il commence à trafiquer. Quand Mouloud se fait arrêter, Pascale revend la drogue qu'un ami lui donne, en la coupant avec un peu de lactose. Puis, elle dit « *avoir dû changer de fournisseur* ». Elle a « *rencontré deux pédés, Zézé et Dany* », puis a continué à vendre à des jeunes du quartier de l'Opéra. À 17 heures, les deux hommes lui donnent cinq ou six sachets qu'elle paie le lendemain et qu'elle vend vers 18 heures à l'Opéra, à cinq ou six clients, dans la rue, jamais dans les café, précise-t-elle.

Ces témoignages permettent d'entrevoir les différents niveaux de trafic qui alimentent le marché marseillais. Alors que le rôle de la *French Connection* dans le trafic d'héroïne est souvent mis en évidence, comme s'il y avait filière unique ; alors que la presse parle de « *gros bonnets à la tête du trafic* », un récapitulatif des affaires mises à jour par *Le Provençal* au cours de l'année 1971 laisse apparaître la diversité des acteurs intervenant dans la diffusion de l'héroïne dans ces années-là.

Deux jours avant l'arrestation d'une équipe marseillaise à Baden-Baden porteuse de 75 kg de morphine-base, que nous avons évoquée plus haut, l'édition du *Provençal* du 22 août 1971 fait mention de deux « *trafiquants* » : Monique Valenzuela, 21 ans, et Farid Ben Choelko, 23 ans, venus de Marseille à Paris pour écouler 70 grammes d'héroïne dans les bars de la rive gauche à Paris, qui ont été arrêtés et écroués. Le mois suivant¹²⁵, ce sont deux femmes et un homme (27 et 28 ans), qui sont arrêtés avec 13 grammes d'héroïne pure retrouvée dans leur voiture accompagnée de matériel d'injection. C'est aussi là qu'une affaire passe devant la 7^e chambre correctionnelle de Marseille et met en cause un fournisseur qui avoue, devant le tribunal, acheter chaque semaine 500 grammes d'héroïne qu'il revend à ses amis. Quelques jours après¹²⁶, 60 grammes d'héroïne pure sont trouvés chez les grands-parents d'Antoine Ferro, 37 ans, vivant au Panier. Son revendeur principal, 22 ans, cuisinier, est aussi arrêté avec 140 grammes d'héroïne frelatée (coupée) ainsi que son second revendeur, 21 ans, monteur en échafaudage. Une autre affaire est mentionnée, qui implique un jeune homme de 20 ans, sans emploi, arrêté avec 210 grammes d'héroïne frelatée, etc. Au printemps 1971, deux étudiants aixois sont arrêtés dans une voiture avec six sachets de 25 grammes d'héroïne, quantité trop importante pour être destinée à la seule consommation personnelle, semble-t-il. En novembre, Jean Gaben, 22 ans, habitant du Panier, avoue avoir écoulé 20 kg d'héroïne en vingt-cinq mois dans un trafic qui a lieu à l'Opéra et rue La Palud¹²⁷. L'article raconte : « *Gaben est le dernier maillon de cette chaîne de trafiquants intoxiqués.* » Jean-Paul Louchon est mis en cause par un toxicomane comme étant le « *pourvoyeur* » des héroïnomanes fréquentant le quartier de l'Opéra. Louchon se ravitaillait rue La Palud, quotidiennement. Il stockait sous une pierre des sachets de 50 grammes d'héroïne. L'homme était liée à Roland Fardella (arrêté avec 5 g) et à Martine, sa copine (qui jetait 18 g au moment

¹²⁵*Le Provençal*, 20/09/1971.

¹²⁶*Le Provençal*, 08/10/1971.

¹²⁷*Le Provençal*, 10/11/1971.

de l'arrestation). Les deux mettaient en cause Marc Isnardon et Patrick Sampieri, derniers intermédiaires avant Gaben chez qui les policiers trouvent 1,3 kg d'héro. En quarante-cinq jours, finit l'article, la police a procédé à 64 arrestations et saisi 3,544 kg d'héro dont 600 grammes d'héroïne pure. Quelques jours plus tard¹²⁸, un étudiant usager-revendeur est arrêté pour « *ravitaillement d'intoxiqué à cyclomoteur à l'Opéra* », ainsi que deux hommes pour la découverte, chez l'un, habitant du Panier, d'un kilo d'héroïne pure. La litanie continue, le 7 décembre, *Le Provençal* mentionne l'arrestation de J.C. Féraud, 23 ans, au Quartier latin (Paris) qui était venu de Marseille alors qu'il venait de livrer deux sachets de drogue à des jeunes gens. Trois cents grammes d'héroïne sont découverts dans sa chambre ainsi qu'une balance. Féraud reconnaît avoir fait plusieurs voyages Marseille-Paris pour y apporter, à chaque fois, 250 grammes de drogue qu'il dit acheter à des navigateurs dans des bars du quartier de la Joliette à Marseille. Autre affaire¹²⁹, celle de Michel Ammari, 23 ans, arrêté à Paris avec 3,7 kg d'héroïne pure, 250 grammes de lactose, une balance et des sachets. Il livrait fréquemment de la drogue dans les bars de Saint-Germain-des-Prés et de Pigalle. Ammari est interpellé alors qu'il a rendez-vous avec son livreur marseillais, Claude Micaloff, 31 ans, vivant dans un des hôtels du quartier marseillais du Panier.

Citons, pour l'anecdote qui nous a été rapportée par François Missen et Lucien-Aimé Blanc, ce policier qui vendait de l'héroïne à « *l'Évêché* », nom du commissariat central marseillais. On voit bien ici la diversité des profils des individus arrêtés, tout comme cette énumération porte à constater la pluralité des acteurs intervenant dans les trafics. Ces constats se trouvent confortés par les minutes des procès de l'année 1973 où plusieurs affaires liées à des petits trafics d'héroïne apparaissent (sur quelques dizaines, voire centaines de grammes tout au plus), mettant en cause des individus au profil, domicile et origine très divers.

Mais finalement où se passent ces consommations, ces petites reventes à la dose ou de quelques grammes ? L'année 1971, qui voit arriver une nouvelle équipe policière à Marseille dont le commissaire Morin nommé, le 31 juillet 1971, chef de la brigade des stupéfiants de Marseille au service régional de police judiciaire (SRPJ)¹³⁰, est celle où de nombreux cafés et boîtes de nuit vont être frappés de fermeture administrative pour usage ou revente de drogues, faisant ainsi apparaître ces lieux comme des lieux clés. Un article du *Provençal* fait mention, dans son édition du 19/11/1971, de cinq établissements fermés pour six mois à Aix et un à Marseille : « *Le Petit Duc à Marseille, sur la Canebière, pour six mois, fréquenté par des intoxiqués et de petits fournisseurs de drogue. Les semaines précédentes, ont fermé : Aux Deux Frères, place de Lenche, et Beau Rivage, quai de Rive-Neuve.* » L'article termine en disant que cinq établissements aixois vont fermer : le Cézanne, le bar Sans-pareil, le Drugstore, le Dino et le Mistral (boîtes de nuit non loin de là). Il est aussi rappelé qu'entre le 25 mai et le 15 octobre 1971, la police aixoise arrête 110 personnes dont 28 écrouées pour vente de stupéfiants. Certains étaient des récidivistes parmi lesquels une élève infirmière d'un hôpital aixois. Les revendeurs qui fréquentaient les établissements en question devenus lieu de revente : « *Tous les intoxiqués [arrêtés] se ravitaillaient auprès de revendeurs qu'ils*

¹²⁸*Le Provençal*, 23/11/1971.

¹²⁹*Le Provençal*, 21/12/1971.

¹³⁰François Missen, Marcel Morin, *op.*, *cit.*

savaient pouvoir rencontrer dans les établissements en question. Les revendeurs ne portaient pas la drogue sur eux, mais la camouflaient dans des ruelles voisines, au fond de couloirs obscurs ou même sous des plaques d'égout. Sollicités par un acheteur, ils allaient chercher la marchandise selon la quantité désirée et la passaient de la main à la main, au prix de 10 francs la dose d'héroïne. »

Cette description, partielle, appuyée sur les années 1969-1971 au cours desquelles l'activité des laboratoires marseillais est probablement la plus intense mais aussi la plus freinée par les opérations policières, met en évidence l'existence de trafics au pluriel et non de trafic au singulier. Des acteurs rarement en lien les uns avec les autres, des équipes qui se forment et se déforment, des associations d'un jour, des petites filières, des indépendants, etc., forment le quotidien de la diffusion de l'héroïne qui ne semble appartenir à personne d'autre – ni familles, ni clans, ni groupe ethnique – qu'à ceux qui veulent bien se glisser, le temps d'un jour ou de plusieurs mois, dans ce marché. Ils sont étudiants, infirmières, prostituées, sans profession, petit truand, le plus souvent usagers-revendeurs, et font le quotidien de ce petit trafic. D'autres, les grossistes, eux-mêmes n'étant souvent pas consommateurs, s'appuient sur ces usagers pour développer un marché qu'ils contrôlent en maîtrisant le contact avec les lieux de production. Le fait d'être sur un lieu de production, et l'un des centres mondial de la transformation d'héroïne, permet à plusieurs types d'acteurs d'entrer sur le marché et produit un éclatement de celui-ci, ainsi que nous l'avons décrit.

Ethnicisation des Corses, un voile politique ?

Au début des années 1970, le trafic de drogue organisé depuis Marseille est aussi l'occasion d'une production textuelle américaine qui le décrit, en empruntant un schéma déjà entériné sous le terme « *d'organisation criminelle* » dans la criminologie anglo-saxonne, comme le lieu de développement et d'expansion d'une « *Corsican Connection* ».

Trois textes essentiels sont fondateurs de cette « *invention* » : d'abord, une longue interview donnée à des journaux français par celui qui est, en 1971, le directeur pour l'Europe de ce qui va devenir la DNA, filiale de la CIA : John Cusack. L'entretien est rapporté en exclusivité dans les pages du *Provençal* du 25/08/1971. Il y est fait état, d'une part de la centralité de la place marseillaise dans la fabrication et la mise en circulation de l'héroïne consommée sur le marché américain, et d'autre part de l'implication de « *gros bonnets* » (*Big Wheels*), mais dont très prudemment Cusack ne donne pas les noms, se contentant d'affirmer leur accointance et des liens avec la mafia américaine. « *Actuellement il y a dans Marseille, forts de leur compte en banque, de leurs relations, du respect qui les entoure, trois ou quatre « Big Wheels » de la drogue qui se sentent en sécurité.* »¹³¹. Il explique que c'est à Marseille que sont situés les laboratoires, lançant au passage un appel solennel aux « *Marseillais et aux habitants de cette région* » pour donner des renseignements, répétant que « *c'est là aussi, à Marseille et pas ailleurs, que sont établis les caïds en relation directe avec la Mafia et les successeurs d'Al Capone* ». Comme il l'a été souvent signalé par les auteurs qui se sont intéressés à cette affaire, les propos de John Cusack déclenchent une série de réactions

¹³¹*Le Provençal*, 25/08/1971.

françaises, et pour la plupart politiques, combinant reconnaissance et déni de la réalité des « *accusations* », on le voit ici assez floues, de Cusack.

Sans doute parce qu'ils ont eu connaissance avant la presse de cette offensive orchestrée depuis les USA, certaines personnalités politiques ont pris les devants, comme Gaston Defferre, Maire de Marseille, qui a déclaré à la presse nationale à la fois sa volonté de fermeté face au trafic de drogue en proposant la peine de mort pour les trafiquants, et son impuissance : « *La police à Marseille, ce n'est pas moi, c'est le régime. C'est une police d'État. Je ne la connais pas. (...) Ce n'est pas aux élus locaux d'intervenir dans les affaires administratives qui relèvent de la compétence du préfet.* » (Entretien donné au *Nouvel Observateur*, 14 juin 1971, donc deux mois avant la publication de l'interview de Cusack). Il ajoute enfin, répondant dans le même article au journaliste qui lui demande s'il connaît des cas de « *collusion trafiquants-policiers* », « *Non, franchement non. Et puis vous savez, tous les laboratoires clandestins ne sont jamais à Marseille même, mais dans les petites villes avoisinantes. Camouflés et protégés, par des hommes politiques plus que par des policiers. Il y a des gens de la majorité qui interviennent pour couvrir les trafiquants.* »¹³² Dans la foulée, réaction du ministre de la Jeunesse et des Sports, Joseph Comiti¹³³ qui, lui aussi, dans *Le Figaro* cette fois, réclame la tête des caïds. L'affaire Cusack va déclencher des réactions aux limites de l'incident diplomatique entre la France et les USA, obligeant d'ailleurs Cusack lui-même à démissionner. Le travail de dénonciation et de désignation en revanche est fait et suit son chemin. Cusack ne faisait d'ailleurs que citer un rapport publié quelques mois plus tôt, en mai 1971, signé de Robert P. Murphy et Robert H. Steele, respectivement sénateur de l'Illinois et du Connecticut, rapport rédigé pour le Sénat américain sous le titre « *The world Heroin Problem* », et dans lequel on trouve cette phrase pour le coup très explicite à propos des réseaux français de l'héroïne : « *Over the past ten years every narcotics case in Marseilles has involved one or more of four Corsican families : the Venturi brothers (Jean and Dominic), Marcel Francisci, Antoine Guerini and Joseph Orsini.* »¹³⁴ La troisième offensive vient enfin d'un long dossier que publie *Le Time* le 4 septembre 1972, relayant le travail mené par un anthropologue américain, Alfred Mac Coy¹³⁵. C'est dans ce dossier du *Time* que paraît pour la première fois de façon publique les noms des « *parrains* » (*Godfathers*), les mêmes que ceux du rapport des sénateurs américains, mais ils sont cette fois donnés aussi comme les représentants de ce qui serait une « *Union corse* », présentée comme l'équivalent hiérarchisé et organisé de « *Cosa Nostra* » et de la Mafia sicilienne. Le terme « *Union corse* » est repris aussitôt par Michel Poniatowski, chef de file de ce qui est alors le Parti des républicains indépendants, appareil politique giscardien, dans un article du journal

¹³² *Nouvel Observateur*, 14/06/1971.

¹³³ Il faut préciser que Joseph Comiti est Corse, député UDR de Marseille, alors secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports du Gouvernement Pompidou, et surtout cousin germain de Paul Comiti, ancien garde du corps du Général de Gaulle, impliqué dans les « basses œuvres » de l'État contre l'OAS et membre fondateur des SAC, on y reviendra. Voir à ce propos Jaubert, *op.*, *cit.*

¹³⁴ Morgan F. Murphy, Robert H. Steele R, *The World Heroin Problem, report of special study mission*, Us Government printing office, Washington, 1971. Ce texte, est abondamment et fréquemment cité dans la plupart des ouvrages parus depuis cette époque sur la *French Connection*, entre autres Alain Jaubert, *op.*, *cit.*, Follorou et Nouzille, *op.*, *cit.* 2004.

¹³⁵ Alfred W. Mac Coy, *The politics of Heroin in Southeast Asia*, Harper & Row, N.Y, 1972.

français *Le Monde*¹³⁶. L'intervention n'est pas anodine puisque un certain nombre de personnes nommées ou en voie de l'être sont très proches, voire membres à part entière, du cœur institutionnel de l'appareil politique gaulliste, à l'assaut duquel, discrètement mais efficacement, montent les giscardiens. Cette série de désignations met d'ailleurs en fureur une bonne partie de l'appareil gaulliste, du moins les Corses en fonction, dénonçant les amalgames et la mise en cause de leur ami Francisci, lequel va tenter un procès au *Time* (qu'il perdra). Dans cet aréopage de défenseurs de la cause corse : Joseph Comiti, Achille Peretti, député-maire de Neuilly-sur-Seine et président de l'Assemblée nationale, et la quasi-totalité des députés UDR de la Corse (Bozzi, Rocca Serra, Giacomi). La toute jeune Action régionaliste corse qui vient de se créer sous la direction d'Edmond Simeoni joint son ironie au concert des protestations et sans doute pour la première fois évoque un « racisme » anti-corse¹³⁷. Signalons cependant ce communiqué de la Jeune chambre économique d'Ajaccio qui dénote dans l'unanimité du ton offensé des notables locaux. Dans *Le Monde* du 21 septembre 1972, on peut lire en effet un communiqué de cette institution ainsi formulé : « *Des Corses, comme d'autres d'ailleurs, s'occupent activement du trafic de drogue. Ce trafic n'est possible que grâce à des protections. Des hommes politiques de tous bords et de tous poils, en Corse comme ailleurs, ont pris l'habitude de se faire protéger pendant leur campagne électorale par des hommes du milieu. Une fois la campagne terminée, les protégés d'hier doivent devenir à leur tour les protecteurs.* »

Certes, la désignation comme « Corses » des truands et voyous et leur association à Marseille, capitale du crime, n'est pas nouvelle. Elle prend naissance à la conjonction du « *branchement* » entre Milieu (Carbone et Spirito) et politique (Sabiani) dans les années trente à Marseille, sous les regards gourmands d'une presse spécialisée elle aussi naissante, (type *Détective*) vulgarisant ce procès ambiguë de stigmatisation/héroïsation des bandits modernes¹³⁸. Certes encore, ce sont des entrepreneurs corses qui ont réorganisé aussitôt après la guerre le réseau des cercles de jeux, mobilisant leurs co-ethniques dans l'organisation du travail, centrale et périphérique, de ces mondes professionnels qui flirtent avec la prostitution et la bancarisation du crime organisé. L'un des « *gros bonnets* » nommés par les différents documents américains, Marcel Francisci, est d'ailleurs l'un de ces entrepreneurs des jeux qui va devenir au fil des années l'un des principaux sur la place parisienne et internationale. Au moment où il est mis en cause comme l'un des principaux acteurs de la *French Connection*, il est propriétaire de nombreux établissements de jeux à Paris, Beyrouth, Londres et Tanger. L'autorisation qui a permis l'ouverture de ces établissements, du moins des établissements français, en plein cœur du cœur chic et touristique de Paris (la plupart des cercles de jeux de cette époque sont situés dans les rues adjacentes à l'Arc-de-Triomphe et aux Champs-Élysées), est un cadeau fait par l'État à ces entrepreneurs, tous issus de la Résistance. Marcel Francisci est aussi un petit baron du gaullisme, élu au conseil général de Corse-du-Sud. Il est important de souligner que, malgré la récurrence des mises en cause dans la presse ou la

¹³⁶ 5/09/1972.

¹³⁷ *Le Monde*, 6/09/1972.

¹³⁸ Laurence Montel, *Marseille capitale du crime. Histoire croisée de l'imaginaire de Marseille et de la criminalité organisée (1820-1940)*, Thèse de doctorat, Université de Paris X Nanterre, 2008.

littérature spécialisée, aucun membre de la famille Francisci ne fera l'objet de poursuites pour trafic de drogue.

C'est d'ailleurs aussi le cas de la famille Guerini à Marseille, eux aussi patrons des « *mondes de la nuit* », dans un contexte socio-économique où la frontière entre « *criminel* » et légal est bien moins étanche que dans les cercles parisiens. C'est pourtant après la guerre, auréolés d'une gloire et d'une légitimité acquise dans les FFI, que les Guerini ré-ouvrent en toute légalité les établissements, boîtes et bars de nuit, « *clandés* » qui n'avaient en fait jamais fermé...¹³⁹ S'ils sont souvent signalés pour être des soutiens actifs de Gaston Defferre, comme les frères Venturi eux aussi dénoncés par l'offensive américaine, les Guerini savent aussi ménager leur droite et soutiennent, plus discrètement, des barons locaux du gaullisme comme Joseph Comiti ou Alexandre Sanguinetti¹⁴⁰.

Il est temps, à ce point de l'exposé, de faire un point théorique. Par ethnicité, il faut entendre une relation qui se construit en aller-retour autour d'imputations identitaires. L'identité revendiquée est toujours aussi une identité imputée par un groupe majoritaire¹⁴¹. Les interactions qui se déclinent autour de ces attributs et stigmates, tournés et retournés, sont l'essentiel de ce que l'on entend ici par « *ethnisation* ». On a bien vu, par exemple, dans le très bref épisode de l'invention médiatique d'une « *Corsican Connection* » comment s'organisent les interactions entre notables, policiers, journalistes, pour former un consensus autour de l'acception comme « *corses* » des désignations qui rendent intelligibles les faits complexes énoncés : certes, il y a des notables et des « *bandits* » corses mais ils sont impliqués dans des machines politiques, économiques, criminelles, qui, elles, ne sont jamais totalement définies par leur « *corsité* », à la différence justement des machines ethniques telles que décrites par les sociologues anglo-saxons. Mais il faut ajouter une autre dimension, peu prise en compte par les sociologues, plus strictement économique : il faut aussi entendre par ethnisation la capacité que développent certains acteurs économiques à mobiliser des liens culturels ou ethniques comme facteurs productifs ou reproductifs de dispositifs et dispositions économiques. C'est l'exemple assez connu des entrepreneurs portoricains décrits par Manuel Castels qui mobilisent des liens ethniques inégaux pour exploiter des femmes portoricaines dans leurs ateliers¹⁴². Dans le cas des Corses, on peut donc souligner deux processus d'ethnisation qui se combinent.

¹³⁹ Formés dans la période dominée par Carbone et Spirito, les Guerini commencent leur carrière entrepreneuriale avant guerre, en organisant une grande part de la prostitution marseillaise et la gestion des établissements où elle s'exerce. Mémé Guerini sort de la guerre avec la légion d'honneur, la Croix de Guerre et la médaille de la Résistance.

Le plus ancien ouvrage sur ce thème, souvent d'ailleurs repris par ceux qui le suivent est celui de Eugène Sacomano, *Bandits à Marseille*, Paris, Juillard, 1968. Sur les mondes de la nuit, voir aussi Michel Samson, Gilles Suzanne, *À fond de cale, 1917-2011, un siècle de jazz à Marseille*, Marseille, Ed. Wildproject, 2012.

¹⁴⁰ Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *op. cit.*

¹⁴¹ Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, suivi de *Les groupes ethniques et leurs frontières* de F. Barth, Paris, PUF, 1995.

¹⁴² Alejandro Portes, Manuel Castells, Laren À. Beton (dir), *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1989.

Pour le premier, il est avéré que des entrepreneurs corses, sans doute dès le début du XX^e siècle, viennent occuper une place dominante dans les « *mondes de la nuit* », cercles de jeux, boîtes de nuit, bars, et lieux établis de prostitution, dans la France urbaine, Marseille et Paris surtout, dans les colonies, et même dans certaines capitales européennes. L'histoire de cette implantation reste cependant à faire, même si la littérature s'en est largement emparée. On peut parler d'ethnisation dans ces mondes professionnels dans la mesure où le recrutement des mains-d'œuvre à tous les niveaux, y compris dans les échelons les plus dominés (prostituées comprises), s'est largement fait en mobilisant les réseaux familiaux et villageois des entrepreneurs. Il est su localement par exemple que les mondes des cercles de jeux parisiens ont été depuis les années 1950 une filière migratoire pour de nombreux corses originaires des mêmes cantons que les entrepreneurs, notamment pour des non-diplômés.¹⁴³ Comme souvent en effet, le lien ethnique n'a de sens que combiné avec des « *compétences* » professionnelles ou des disponibilités, ici en l'occurrence, l'absence de qualification voire la mise à l'écart scolaire. Dans ces secteurs professionnels qui combinent souvent formel, informel et criminel, les liens ethniques, lorsqu'ils donnent à des non-diplômés ou à des « *paumés* » des occasions de gain et de promotion sociale, combinent efficacement « *servitude volontaire* » et loyauté.

Le second univers « *professionnel* » dans lequel les liens ethniques corses ont été mobilisés dans la période concerne les machines politiques. Une longue série d'enquêtes, récits journalistiques, travaux parfois à prétention scientifique, insiste sur la présence et le rôle stratégique de Corses dans deux registres d'action politique jugés généralement comme néfastes à une conception bureaucratique morale de l'État et des institutions¹⁴⁴. La première est ce que, sous le nom de clientélisme, on reconnaît pour une prise de contrôle des institutions locales chargées de la redistribution des prébendes ou des ressources publiques.

La seconde concerne les « *basses œuvres* » de l'État, ou encore ce que certains nomment « *l'État profond* », pour désigner ces officines ou ces actions hors de tout contrôle institutionnel et qui agissent là où les corps légitimes ne peuvent aller.

Outre le fait que la Corse elle-même est considérée comme une région exemplaire d'un modèle de clientélisme politique¹⁴⁵, Marseille est aussi souvent présentée comme affectée d'un phénomène clientéliste où des notables corses ont particulièrement brillé, depuis Simon Sabiani avant-guerre jusqu'aux plus récentes péripéties de l'affaire Guerini, ex-

¹⁴³ Pour Franscici, Andreani, Peretti, parmi les plus importants propriétaires des cercles de jeux parisiens, il s'agit principalement de la Haute vallée du Taravo et du canton de Zicavo. Pour Guerini, il s'agit de la région de Calenzana, au sud est de Calvi. En ce qui concerne l'extension africaine de cette filière professionnelle et migratoire voir Vanina Profizi, « Les Corses au Gabon. Recompositions identitaires d'une communauté régionale en situation d'expatriation », in *Cahiers d'Etudes africaines, Mobilités et migrations européennes en (post) colonies*, n°221-222.

¹⁴⁴ Sans être considérés comme « *criminels* » au sens juridique du terme, ces modes d'agir dans le politique font l'objet soit d'une réprobation morale unanime, soit d'un déni (auquel on reconnaît généralement une attitude favorable, un peu comme à propos des phénomènes mafieux en Italie) mais jamais d'une argumentation ou d'une légitimation.

¹⁴⁵ Jean-Louis Briquet, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997.

président du conseil général des Bouches-du-Rhône¹⁴⁶. Dans toute la littérature qui concerne la « *French Connection* » ou, plus généralement, les économies criminelles en France depuis les années cinquante, il est donc fait régulièrement référence à l'implication de Corses dans la gestion municipale et le système notabiliaire local, notamment dans les relations particulières nouées entre « *parrains* » (Guerini, Venturi) et les maires de Marseille, Gaston Defferre pour celui qui a eu la plus grande longévité. En fait, dans une vision très explicitement culturaliste, la désignation comme Corses des acteurs impliqués dans les jeux notabiliaires permet d'abord d'essentialiser comme spécifique à une culture un fonctionnement politique : le clientélisme, qu'ils transporterait avec eux comme une seconde nature. La désignation permet aussi d'amalgamer et de présenter comme spécifiques et locaux des modes d'agir qui, s'ils étaient vus selon leur logique politique, seraient en fait nationaux (puisqu'il s'agit bien d'appareils étatiques non-institutionnels et d'enjeux politiques nationaux, voire « *impériaux* » et coloniaux). À propos des relations entre ceux qui sont donnés pour des « *parrains* », Venturi et Guerini surtout, et notabilité marseillaise, il est en effet question d'un moment très particulier de l'histoire politique. Au sortir de la seconde guerre mondiale, dans un contexte où le Parti communiste tient un rôle dominant électoralement (il pèse entre 30 et 40% des suffrages exprimés à Marseille dans la plupart des élections locales, départementales, et nationales), face à une coalition fragile et boiteuse entre une droite gaulliste et le Parti socialiste, il est maintenant démontré¹⁴⁷ que les notables socialistes n'hésitent pas à recourir à l'appui des amitiés qu'ils ont nouées dans la Résistance avec les voyous et leur capacité de mobilisation d'une « *force de frappe* ». Celle-ci est bien sûr utilisée dans les élections pour les opérations toujours dangereuses de collage d'affiches, mais plus fondamentalement, dans des opérations de déstabilisation et de coups de force contre la CGT et contre le PCF, dans ses bastions ouvriers, sur le port, dans les entreprises. Ces recours récurrents à une « *police politique* » illicite, contrebalançant la force militante que les organisations syndicales et le PC sont capables de mobiliser, contre des partis qui ont, au contraire, une forte assise notabiliaire mais une faible assise militante, sont le cœur de la relation entre mondes de voyous et notables. À aucun moment, même si les patrons des voyous sont corses, une telle mobilisation ne relève d'une entreprise ethnicisée. Les voyous sont... ce qu'ils sont : des voyous largement hostiles au Parti communiste, dans une relation qui relève du service et de l'engagement idéologique.

La relation qui fait apparaître une désignation ethnique « *corse* » dans la presse et la littérature spécialisée à propos de « *l'État profond* » est à peu près de même nature. Au sortir de la guerre, sur fond de solidarités issues des maquis mais aussi sur fond de fortes rivalités politiques et de fragilisation des institutions en recomposition, l'appareil gaulliste recourt régulièrement à des officines ou à des groupes qu'il charge de ses « *basses œuvres* ». Dans ces groupes et officines, on retrouvera régulièrement impliqués un certain nombre de ceux dont les noms seront cités ou qui seront impliqués dans les réseaux d'exportation d'héroïne depuis

¹⁴⁶ Michel Peraldi, Michel Samson, *Gouverner Marseille, Enquête sur les mondes politiques marseillais*, Paris, La Découverte, 2005 ; Jean-Michel Verne, *Main basse sur Marseille... et la Corse*, Edition Nouveau Monde Poche, 2012 ; Pierre Godard, André Donzel, *Éboueurs à Marseille. Entre luttes syndicales et pratiques municipales*, Editions Syllepse, 2014.

¹⁴⁷ Voir note précédente pour les références bibliographiques.

la France vers les USA, et parfois même dans des affaires criminelles plus traditionnelles. C'est le cas de Jo Renucci, dont on dit qu'il est une pièce maîtresse de la relation entre les réseaux français et la mafia américaine, qui sera très clairement impliqué aux côtés du SDECE et de la DST dans les tentatives de déstabilisation du mouvement nationaliste au Maroc. Jo Attia, arrêté en 1947 pour sa participation à la bande de Pierrot le Fou, sort de prison en 1957 pour s'impliquer lui aussi dans l'élimination de nationalistes au Maroc, puis en Côte-d'Ivoire et en Algérie dans la lutte clandestine contre l'OAS et le FNL algérien. Il meurt sans être inquiété en 1972, même si son nom revient régulièrement, avec celui de Simonpieri, dans de nombreuses affaires de la dite *French Connection*¹⁴⁸. Selon ces mêmes auteurs, le clan Guerini lui-même aurait été impliqué dans la lutte contre l'OAS. Mais c'est certainement au sein du SAC, le Service d'action civique créé en 1959 à l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, que cette présence de voyous corses sera la plus significative. On a aussi régulièrement signalé l'implication de truands corses dans les opérations de la « *Françafrique* » aux côtés de Foccart¹⁴⁹ et plus généralement, dans les soutes clandestines des manœuvres françaises dans son empire colonial, y compris dans les guerres secrètes que se livrent les puissances coloniales à propos de l'opium¹⁵⁰.

Il ne s'agit, là encore, pas du tout de liens ethniques mobilisés en tant que tels, même si la participation de voyous ou d'aventuriers identifiés comme « *corses* » est souvent au cœur du récit qui est tenu par la presse et la littérature à propos de ces agissements. Ce sont là encore les engagements idéologiques doublés de compétences criminelles, parfois d'une expérience militaire ou de « *barbouzes* » antérieure, qui sont au cœur des recrutements. Le décryptage des affaires le met en évidence.

Là où l'on peut parler de lien ethnique corse dans ces mondes, c'est à propos des lieux ordinaires où se déroulent les rencontres, les échanges, les négociations, bars, restaurants, boîtes, cercles de jeux, qui sont, en France et dans l'espace colonial, des lieux largement dominés par des réseaux ethniques corses, on l'a vu à propos des cercles. C'est ainsi, par exemple, que l'on voit régulièrement apparaître le bar que tient Jean Colonna à Montmartre dans les actions anti-OAS¹⁵¹, les bars et boîtes tenus par le réseau Guerini sur Marseille et toute la Côte d'Azur, et enfin, les cercles de jeux de la famille Franscici à Paris dont la rumeur dit qu'ils auraient aussi été actionnaires principaux du Fouquet's. Mais les patrons corses des bars et lieux de rencontre ne maîtrisent rien des filières et des « *affaires* » qui s'y trament et qui impliquent non seulement bien d'autres catégories d'acteurs mais surtout, bien d'autres logiques d'interactions que les seules relations ethnicisées. Les bars sont en fait surtout des lieux de porosités entre des mondes professionnels et culturels, celui des artistes, celui des affairistes, des mondes politiques, des avocats et de la magistrature, du banditisme, etc.

Même en province, pas d'action politique sans un bar tenu par un Corse, ainsi à Grenoble où la section locale du SAC est dirigée par Mathieu Mattei, patron d'un bar/bordel,

¹⁴⁸ Alain Jaubert, *op. cit.* ; Jacques Follorou et Vincent Nouzille, *op. cit.*

¹⁴⁹ Jean-Pierre Bat, *Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Gallimard, Folio Histoire, 2012.

¹⁵⁰ François-Xavier Dudouet, *op. cit.*

¹⁵¹ Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *op. cit.*

le Gobelet, et incidemment cousin d'Alexandre Sanguinetti. Ce nom arrive à point pour décrire une autre manière d'impliquer des liens ethniques, celle qui, au cœur de ces modes d'agir, fait la médiation entre État institutionnel et État profond.

Baron du gaullisme, alternant les responsabilités secrètes comme la lutte contre l'OAS et le SAC et les charges publiques (il est député de Paris et plusieurs fois ministre, président de l'UDF), Alexandre Sanguinetti est le prototype de ces notables qui mobilisent des liens ethniques, parfois plus villageois et cantonaux que régionaux, comme d'autres dont nous avons déjà cité les noms, certains d'ailleurs articulant eux aussi une notabilité locale continentale avec « *baronnie* » gaulliste, comme Achille Peretti. Le modèle le plus récent étant d'ailleurs Charles Pasqua, qui prend en main le SAC avant sa dissolution, cumule des mandats dans la région parisienne, des charges ministérielles, mais aussi des relations d'affaires et des amitiés avec les clans corses du Gabon (*Cahiers d'Ét. Africaines*). Autre notable, enfin, qui, assez exceptionnellement d'ailleurs, est lui directement désigné, bien que jamais condamné, comme « *parrain* » de la *French Connection* : Marcel Francisci, élu et réélu conseiller général du canton de Zicavo-Palneca (jusqu'à sa mort et son frère après lui), où il assurera une filière migratoire très régulière vers ses établissements de jeux et autres à Paris, Beyrouth, Londres. Mais si des notables corses assurent, en partie pour des raisons historiques qui tiennent à leur implication dans les réseaux de Résistance, les réseaux coloniaux, ils ne sont, d'une part, pas majoritaires dans les réseaux de l'État profond, bien au contraire, mais d'autre part, les officines de cet État profond sont loin d'être régies de manière exclusive par des logiques ethniques.

* *

*

Il faut, pour conclure, soulever une question méthodologique. Les mondes économiques, les moments historiques dont nous traçons les contours et les modes d'agir en suivant la filière de l'héroïne française, ont rarement fait l'objet d'une sociologie. Bien sûr, nous l'avons nous-mêmes éprouvé, parce que la parole y est difficile : moins en raison du secret ou de la nécessité de discrétion qui doit entourer les activités que pour une raison plus profonde qui tient à l'opprobre morale dont sont affectées ces activités, et que, si paradoxal que cela paraisse, la plupart des acteurs impliqués partagent. Parler, c'est souvent se justifier¹⁵² et une bonne partie de ceux qui sont impliqués dans ces affaires n'ont pas les mots ni les arguments pour justifier ce qu'ils pensent injustifiable, voire inqualifiable. Sauf à se présenter en héros, en aventuriers ou en inventeurs, ce que leur permet la littérature ou le récit journalistique, mais rarement à partir d'une posture sociologique qui cherche à décrire des dispositifs et des dispositions, des dynamiques et des réseaux relationnels. L'absence quasi-totale de sociologie sur ces thèmes n'est donc pas qu'une négligence des chercheurs, elle est aussi sans doute ce qu'il faut bien souligner comme une limite méthodologique, voire

¹⁵² Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

épistémologique dès lors qu'il s'agit d'économies criminelles, limite souvent soulignée par les travaux de chercheurs italiens, là-dessus bien en avance sur leurs collègues européens¹⁵³. Ce que révèle l'exploration que nous avons tentée ici relève alors d'une double structure : elle est à la fois un moment de la société française et une opportunité économique. Disons-le sous une forme hypothétique qui demanderait bien des rectifications et des précisions, des falsifications : au sortir de la guerre, les machines politiques qui prennent le pouvoir, parce qu'elles perpétuent quelque chose d'une « *guerre froide* » interne à la société française elle-même, mobilisent des modes d'agir qui ne peuvent trouver place dans les institutions et la rationalité démocratico-technocratique gouvernant ces machines politiques. Il s'agit, en Métropole, d'empêcher le Parti communiste, d'abord, d'accéder au pouvoir, ensuite, de grignoter la position hégémonique qu'il a prise dans certains secteurs sociaux et économiques. Il s'agit aussi, dans l'Empire colonial en train de se défaire, d'assurer des « *basses œuvres* » que ni l'armée régulière ni la police ne peuvent assurer. Marginalement enfin, il s'agit de consolider l'assise locale de notables par des moyens non-réguliers. Pour ces « *basses œuvres* », l'État que l'on dira ici « *profond* », dominé par les réseaux et des « *barons* » issus de la Résistance gaulliste, va s'appuyer ponctuellement sur les ressources relationnelles issues des liens noués dans la Résistance, des affinités idéologiques (notamment celles de l'extrême droite non-collaborationniste, d'où vient par exemple un Alexandre Sanguinetti), des liens ethniques, pour mobiliser, ponctuellement ou régulièrement, des moyens criminels capables de recourir à une violence discrète. Ce mode d'agir politique place en position de « *minorité intermédiaire* » un certain nombre d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires, eux aussi issus de la Résistance, qui vont assurer la médiation entre notables et « *voyous* ». Ces mêmes entrepreneurs, remobilisant les mondes et les compétences professionnelles des milieux de la contrebande portuaire, profitant de la protection dont ils pensent bénéficier par leur accrochage au politique, vont prendre place dans un marché mondialisé en constitution, celui de l'héroïne.

Même si c'est anecdotique, nous avons essayé de montrer que l'ethnisation corse de ces processus n'est qu'un moment de cette dynamique générale, et loin d'en être, comme l'image s'en forge dans les mondes politiques, les médias ou certaines versions policières, la forme générale. Insistons sur le fait, même s'il demanderait de vrais approfondissements, que les « *gros bonnets* » nommés comme tels par les affaires n'ont jamais été inquiétés par la justice et poursuivent, aujourd'hui encore pour leurs descendants, des carrières entrepreneuriales qui font d'eux des hommes d'affaires de dimension internationale sur des marchés très légaux. L'un d'entre eux, au milieu des années 1975, s'expatrie au Maroc où il monte une série d'entreprises industrielles (ses marques seront longtemps leaders sur le marché local de la couche-culotte pour bébés). Un autre, plus puissant encore, investit dans les cercles de jeux et devient dans les années 1980 l'un des actionnaires importants d'une grande société de distribution. Pour le dire en termes d'histoire économique, on observe de manière encore assez floue, sur fond de fragilité des institutions politiques et sur fond d'opportunité économique (le développement du marché mondial des drogues et, jusqu'en 1970, le flou de leur statut juridique), un capitalisme criminel : capitalisme, car il forme bien

¹⁵³ Gabriella Gribaudo, *Traffic i criminali*, Torino, Bollati Boringhieri, 2009.

des entrepreneurs et des « *firmes* » de dimension et de puissance mondiale ; criminel, parce que le recours à la violence y est un instrument récurrent, intégré au processus productif et circulatoire. Un capitalisme, pour conclure, assez proche de celui qui est décrit aujourd'hui, par exemple, en Russie¹⁵⁴. Il serait d'ailleurs intéressant, voire crucial, de suivre dans la continuité l'évolution de ce capitalisme, et d'analyser, par exemple, son rôle dans le développement d'une néo-libéralisation de l'économie française en général, et corse en particulier.

Le caractère ethnicisé de ce moment et de ces entreprises est donc à la fois dérisoire et illusoire. Dérisoire, car il permet seulement ici, comme un arbre cache la forêt, d'imputer à des spécificités locales et des « *particularismes* » culturels, des compétences qui sont en réalité à l'articulation de mondes économiques et sociaux. Comme le répètent régulièrement certains économistes, le capitalisme est d'abord une manière de mobiliser le social à son usage, un branchement de « *la richesse sur la puissance* »¹⁵⁵. L'ethnicisation permet aussi de voiler, de flouter, non pas le rôle des politiques – ceux-là, au contraire, sont désignés et stigmatisés –, mais le rôle institutionnel et fonctionnel des mobilisations opérées. Illusoire, ensuite, car c'est tout un ensemble de mondes sociaux complexes – des réseaux de Résistance aux mondes portuaires, des mondes de la nuit aux artistes, en passant par certains milieux d'affaires – dont il faudrait minutieusement comprendre le fonctionnement pour décrire la naissance de ce capitalisme. Car c'est au fond tout un univers de classes moyennes en prise sur des fonctions commerciales et entrepreneuriales, françaises, coloniales et transnationales, qui est mobilisé par l'économie de l'héroïne mondialisée, bien plus qu'une organisation secrète à base ethnique.

¹⁵⁴Vadim Volkov, *Violent entrepreneurs, the use of force in the making of Russian Capitalism*, London, Cornell University Press, 2002.

¹⁵⁵ François Fourquet, *Richesse et puissance, une généalogie de la valeur*, Paris, La Découverte, 1989.

5.3 La syro-libanaise : de la nécessité à la filière

Claire DUPORT

On connaît le Liban comme étape des routards sur le chemin des Indes, lieu d'initiation aux forts dosages et d'approvisionnement en haschisch cultivé localement¹⁵⁶, et parfois en morphine en provenance du Pakistan, pour des usagers et des revendeurs dans les années 1960 et 1970, nos entretiens en témoignent. On y fait moins souvent référence lorsqu'il s'agit de production et de commercialisation de l'héroïne ou, de manière plus anecdotique, au regard d'autres provenances telles que le Triangle d'or¹⁵⁷, la Turquie, ou le Croissant d'or¹⁵⁸.

Pourtant, l'OCRTIS¹⁵⁹ voit apparaître une héroïne qu'il baptise « *syro-libanaise* » à la fin des années 1970. Elle représente alors environ 10% de l'héroïne saisie, le reste venant essentiellement du Triangle d'or. En 1981, cette héroïne syro-libanaise représente 30% des saisies, puis 50% en 1984, pour s'amenuiser et quasi-disparaître au début des années 1990¹⁶⁰. Et sur la même période, quelques dealers marseillais attestent de cette même provenance. Cette filière dite « *syro-libanaise* » serait-elle le chaînon manquant entre les réseaux dits « *de la French* » et les filières asiatiques ? Peu d'éléments l'attestent en France, mais au Liban, nombre de sources en font la démonstration.

Entre le début des années 1970 et le milieu des années 1990, il n'est quasiment pas une semaine où la presse libanaise ne relate un fait divers ou une affaire d'État relatifs à cette production locale d'héroïne, sa commercialisation à l'échelle internationale, et sa diffusion dans le pays même. Dès 1972, les arrestations et procès de trafiquants internationaux se multiplient. Certains sont considérés comme des « *petits* » trafiquants isolés, mais qui commercent toutefois par kilos d'héroïne pure : un certain Avram Agop Jazmadjian (53 ans, égyptien) accompagné de Mary Fiore (franco-italienne, connue des services de police libanais) sont interpellés à Beyrouth avec 5 kg d'héroïne pure venant du Liban à destination de la France¹⁶¹.

Parfois, les interpellations se font à l'arrivée à destination, tels ces deux Libanais – Mohamed El-Zein (25 ans) et Bassan Fneich (19 ans) – arrêtés à Orly avec plusieurs kilos. Et l'article précise que depuis le 1^{er} mai 81, la France a saisi à Orly, en provenance de Beyrouth, 4 kg de résine de cannabis, 2,5 kg d'héroïne pure, 1 kg de cocaïne, 340 g de morphine, 367 g d'opium, pour une valeur de 3 230 000 francs, et arrêté 20 trafiquants (15 Français, 3

¹⁵⁶ Charles Ducheaussoix, *Flash, ou le grand voyage*, Fayard, 1971, p. 202 (Livre de poche, ed 2012)

¹⁵⁷ Le *Triangle d'or* est une région montagneuse d'Asie du Sud-Est aux confins du Laos, de la Birmanie (Myanmar) et de la Thaïlande.

¹⁵⁸ Le Croissant d'or est situé au carrefour de l'Asie Centrale, de l'Asie du Sud et de l'Asie Orientale. Cet espace chevauche trois États, l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, dont les contours montagneux forment un croissant.

¹⁵⁹ Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants.

¹⁶⁰ Alexandre Marchant, *L'impossible prohibition, op., cit.*

¹⁶¹ *L'Orient Le Jour*, 27/08/72 (page 2).

Libanais, 1 Israélien, 1 Sénégalais)¹⁶². D'autres encore entrent dans la catégorie des « gros » trafiquants internationaux, méritant que leur procès tienne une page entière du quotidien, comme le jugement de Naji Jamil Karam (Libanais) à Chypre, pour récidive de trafic d'opium entre le Liban et la France, via Chypre¹⁶³ ; ou l'arrestation en gare de Cannes d'Adhel Gafari, arrivant de Beyrouth via Paris avec 2 kg d'héroïne pure estimée à 20 millions de francs. Il est d'ailleurs précisé qu'Adhel Gafari, Libanais de 53 ans originaire d'Alma Chaarb, est officiellement cadre à la Banque du Liban et du Pakistan, et que l'affaire sera traitée en France par le juge Joël Espel¹⁶⁴. D'autres, enfin, tiennent au sein de ces filières le rôle de producteur, ou d'exportateur : Malek Rachiini est interpellé lors d'une négociation de 4 kg d'héroïne pure à Bassam Jaafar, l'enquête montrera qu'il est propriétaire d'une officine de traitement du cannabis et de fabrication d'héroïne, et exportateur vers l'Europe¹⁶⁵ ; Elie Tannouri (Libanais de 29 ans) est jugé pour être à la tête d'un important réseau de trafic d'héroïne en provenance de la Bekaa, qu'il tient avec Philippe Proust (Français, 35 ans, officiellement coursier d'une grande banque française), ainsi que les Libanais Hanoukioun Salakian (35 ans, grossiste), et Pierre Moussalem (35 ans, organisateur des transports)¹⁶⁶.

Les saisies locales font aussi écho à celles de l'OCRTIS : dès 1973, on signale l'apparition d'une nouvelle héroïne sur le marché parisien, le « *brown sugar* », provenant d'Extrême-Orient et du Liban, via la Hollande¹⁶⁷ ; via Marseille où 4,5 tonnes de résine de cannabis et plusieurs kilos d'héroïne sont saisis, sur un bateau, le « *Fast-Two* », en provenance de Beyrouth, dont le capitaine et l'équipage sont libanais¹⁶⁸ ; via la Grèce où un important réseau de trafic d'héroïne est démantelé avec la saisie de 3 kg d'héroïne pure et des armes chez Christine Messinezi, épouse franco-grecque d'un chef de réseau libanais expulsé de Grèce en 1991 pour terrorisme et trafic de drogue¹⁶⁹.

Et lorsque les trafiquants échappent aux contrôles douaniers, les affaires se font en bonne compagnie : « *En janvier 1983, la brigade des stupéfiants et l'OCRTIS interpellent plusieurs Libanais en pleine transaction à l'hôtel Montparnasse Park. Deux kilos d'héroïne en provenance de Beyrouth sont saisis, mais le groupe de revendeurs parisiens semble écouler depuis peu environ un kilo de stupéfiants par semaine. Trois autres trafiquants sont arrêtés dans le même mois avec un autre kilo de poudre. En novembre 1984, c'est une association de huit trafiquants, libanais et turcs, qui est appréhendée à Paris au moment d'une transaction portant sur 7 kilos d'héroïne. D'autres affaires en 1985 mettent en lumière des transactions d'héroïne entre Libanais et Français, ayant en général lieu dans de grands hôtels parisiens, et portant sur des quantités de 2 à 3 kilos d'héroïne pure. À côté des Libanais, on trouve aussi des cas de trafiquants syriens transportant une héroïne de*

¹⁶² *Ibid*, 17/06/81 (2)

¹⁶³ *Ibid*, 22/11/76 (2)

¹⁶⁴ *Ibid*, 18/11/92 (1)

¹⁶⁵ *Ibid*, 24/01/92 (10)

¹⁶⁶ *Ibid*, 31/03/92 (2)

¹⁶⁷ *Ibid*, 16/03/73 (7)

¹⁶⁸ *Ibid*, 26/08/83 (2)

¹⁶⁹ *Ibid*, 1/12/92 (2)

production étiquetée comme « syrienne » par l'OCRTIS, mais qui a pu aussi provenir des territoires de la Bekaa contrôlés par l'armée syrienne. »¹⁷⁰

Il nous faut ici faire un détour par l'analyse géopolitique pour comprendre la manière dont ce qui était une culture locale « *traditionnelle* » – d'ailleurs principalement de cannabis – s'est diversifiée, transformée, puis déployée en production et diffusion massives, à l'échelle internationale. En quelque sorte, analyser le phénomène en tant que filière.

Ce qui est qualifié de culture et usage « *traditionnels* » du haschisch dans la plaine de la Bekaa ne se réduit pas, y compris historiquement, à des usages locaux. À l'échelle du Liban, la plaine de la Bekaa est un territoire immense (40% du territoire libanais, soit 2 800km², frontaliers avec la Syrie), dont les ressources naturelles ont permis, grâce à leur irrigation dès le XVI^e siècle, la production des cultures vivrières du pays, mais aussi de produits à très haute valeur ajoutée, commercialisables à l'exportation : de la soie, des olives, du savon, du coton... et du haschisch¹⁷¹. Cette production de haschisch approvisionnait toute la région jusqu'à l'Égypte.

Cette région est également peuplée de toute la diversité libanaise : des majorités chiites au nord, sunnites à l'est, druzes au sud-est, Chrétiens libanais, Grecs et Arméniens au centre, qui ne constituent cependant pas des zones ségrégées car les cohabitations confessionnelles et communautaires se font, jusqu'au milieu des années 1970, de manière pacifique.

Sous l'égide du mandat français à partir de 1920, la prospérité de la plaine de la Bekaa se voit amenuisée par l'exportation de produits agricoles et artisanaux européens écoulés localement, et peu à peu la région et ses cultivateurs s'appauvrissent. Ils transforment alors leurs cultures vers des produits que l'Europe ne peut exporter : des agrumes, des framboises, et davantage de haschich.

La guerre civile qui éclate au Liban en 1975 va encore favoriser l'expansion de cette culture ; mais aussi l'introduction du pavot à l'est du mont Liban, au moment même où la Turquie met un frein à la production sur son territoire. Dans son ouvrage *Culture et trafic de drogue au Liban*, Hassane Makhoul raconte l'anecdote : « *En 1976, arriva à la Bekaa, un Turc nommé Mahomed Mohli, qui prit contact avec un chef régional libanais, auprès duquel il exposa son projet de culture du pavot. Ce projet accepté, Mahomed Mohli apporta, de la Turquie, les semences qui furent vite cultivées, puis amena des travailleurs turcs lors de la récolte. Mahomed s'appropriant la récolte entière et s'enfuit en Turquie. L'année suivante, le même chef distribua des semences de pavot à tous ses amis. La culture du pavot fut réellement entreprise et les agriculteurs apprirent des turcs à récolter l'opium.* »¹⁷²

D'autres proposent des versions moins romanesques, soulignant notamment le rôle du Hezbollah sous protection de l'armée syrienne qui occupera la plaine de la Bekaa de 1975 à 2006, année où Israël envahit la région. Il semble aussi que des laboratoires de transformation

¹⁷⁰ Alexandre Marchant, *op.*, *cit.*

¹⁷¹ Salem Darwich, *Enjeux de reconversion rurale dans la plaine de la Béqaa : politiques publiques et cultures illicites.*

¹⁷² Hassane Makhoul, *Culture et trafic de drogue au Liban*, Paris, L'Harmattan, 1994. p. 58.

de la résine de cannabis et de production d'héroïne s'installent dans la plaine même dès 1978, gérés et organisés par les milices locales (sunnites sous la protection de l'armée syrienne, chiïtes sous la protection du Hezbollah, chrétiennes sous la protection des forces libanaises). En témoignent les coups d'éclat du gouvernement : en juillet 1978, Michel Doumit, ministre de l'Agriculture, « *fait usage de la force pour faire détruire les cultures de pavot commencées en 1976 dans la région de Baalbek-Hermel (...)* »¹⁷³, et le quotidien local *Assafir* affiche en Une, la même année, des photographies de chars blindés de l'armée libanaise détruisant 200 dounoums (environ 20 ha) de champs de pavot à Baalbeck-Hermel, avec commentaires du D^r Salah Salman, ministre de l'Intérieur. Le Bureau libanais des narcotiques précise alors que les paysans locaux ont fait venir des ouvriers spécialisés de Turquie pour cultiver les 700 000 m² de pavot, sachant qu'avec 1 000 m² de pavot, on produit ½ kg d'héroïne pure vendue localement à 1 000 dollars le kilo¹⁷⁴.

Cette transformation locale est également attestée par les usages qui se déploient au sein de la population libanaise, les mêmes quotidiens et plusieurs rapports de ministère de la santé en faisant état : « *Le fléau de la drogue arrive subitement au Liban* », titre *l'Orient le Jour* en 1978¹⁷⁵. Une première étude est lancée dans l'année, qui qualifie le phénomène de « *problème national de l'usage de drogue* », au Sosegon (médicament analgésique à base de pentazocine vendu librement pour moins de 2 livres libanaises¹⁷⁶ l'ampoule), couplée à de l'héroïne et injectée par intraveineuse. Dix-sept pour cent (17%) des personnes interrogées à Beyrouth déclarent être usagers : 85% hash, 12% amphétamines, 10% héroïne, 5% opium¹⁷⁷. Mais il est aussi précisé que 24% des combattants et miliciens se droguent et que « *la guerre est un facteur décisif dans l'infiltration de la drogue* », dont la consommation locale est évaluée en 1988 à 9 tonnes d'héroïne dosée de 3 à 6% (équivalent de 450 à 500 kg d'héroïne pure, ce qui semble déjà énorme pour des consommations locales)¹⁷⁸.

La culture du pavot et la production d'héroïne vont en effet connaître un essor considérable dans la plaine de la Bekaa pendant le conflit, avec un pic de production des années 1980 à 1991 permettant au départ de financer la guerre, avant d'en devenir l'enjeu. Si les données varient (15 000 à 25 000 hectares de pavot cultivés¹⁷⁹, pour une production annuelle pouvant aller jusqu'à 9 tonnes d'héroïne et 20 tonnes d'opium), toutes s'accordent en revanche pour souligner que la production d'héroïne était quasi-exclusivement destinée à l'Europe (Hollande, France, Italie), aux États-Unis et, dans une moindre mesure, à Israël. Cela répondait évidemment aux besoins de financement de la guerre, et à satisfaire la demande occidentale par des routes de trafic traditionnelles initiées depuis la Turquie, et par d'autres ouvertes à la faveur de la guerre au Liban, via Chypre. Mais cela constituait aussi une véritable stratégie politique.

¹⁷³ 21/07/78 (2)

¹⁷⁴ Journal *Assafir*, 20/05/78.

¹⁷⁵ 11/06/78

¹⁷⁶ LL = livre libanaise ; 1LL = 0,07 USD en 1978.

¹⁷⁷ La cocaïne est alors vendue 80 à 150 LL/g, l'héroïne à 25 à 60 LL/g, le hash 1000 à 1500 LL/kg

¹⁷⁸ Rapport du ministère libanais de la Santé, consulté sur place, non référencé, 1978. Et Hassane Makhoulf, *Culture et trafic de drogue au Liban*. L'Harmattan, 1994, p 81-82.

¹⁷⁹ Riad Saade, CREAL (Centre de recherche et d'études agricoles libanais) ; Salem Darwich, PNUD, Liban.

M^r D., Sunnite modéré, précise : *« L'héroïne, c'était un instrument de destruction de l'Occident. Nous avons été envahis par les Britanniques, les Français, les Américains ; colonisés jusqu'à notre dernier champ d'agrumes. Nous utilisons leurs armes pour nous battre entre nous, mais tous la même pour nous battre contre eux : la drogue. »* Fils aîné d'une grande famille de cultivateurs dans la Bekaa, M^r D. convertit ses champs d'agrumes dont il ne peut plus assurer l'exportation en pleine guerre, en champs de pavot. S'associant avec des membres de son clan, il développe cette activité en filière internationale : *« Avec mon clan, nous contrôlions une grande partie de la filière : la production et la récolte, c'était directement nous. La transformation était faite sous contrôle des milices du Hezbollah vers la frontière syrienne, mais nous avons la main sur l'exportation. Vers Chypre, aucun transfert d'argent : l'héroïne était échangée contre des armes avec lesquelles on payait les milices, tout transitait par bateaux. Vers l'Europe, une partie transitait par avion, le plus souvent via Rome ou Naples, c'était moins contrôlé ; une autre partie par bateaux vers Marseille ou Hambourg. »* Ces filières restent libanaises : *« Pas d'étrangers, tout se faisait en famille »*, précise-t-il, reconnaissant toutefois que le savoir-faire de culture et de transformation avait été importé de Turquie, via des Arméniens de la région d'Anjar ; les « étrangers » (Français, Chypriotes, Italiens ou Hollandais) n'intervenant que par coups, pour le transport ou à réception de l'héroïne qu'ils achetaient pure.

Au milieu des années 1980, la totalité des terres de M^r D. ne sont plus cultivées que de pavot, comme pour la majorité des exploitations locales : en 1991, les cultures de pavot et de cannabis couvrent 80 000 ha de la Bekaa, et rapportent 80 à 100 millions de dollars annuels à la région de Baalbek-Hermel. La seule ville de Chtaura compte alors 14 sièges de banques et des centaines d'officines pour une population de 50 000 habitants !

M^r D. se retire du terrain à la fin des années 1980, laissant la tâche à d'autres de son clan puis, lorsque les forces libanaises autant que l'armée syrienne entament des campagnes offensives de destruction des champs de pavot sous pression de l'ONU, il revend ses terres et cède son exploitation pour investir dans l'immobilier et la finance. Il est aujourd'hui un élégant septuagénaire propriétaire de plusieurs hôtels dans la plaine de la Bekaa et à Chypre, et *« d'immeubles de rapport »* à Beyrouth, Abu-Dhabi et Dubaï. Il dîne à la table des chefs d'États et des patrons de grandes entreprises internationales, et tient à préciser qu'il a bien élevé ses enfants : un fils banquier à Baalbek, un autre qui gère son complexe hôtelier, un fils médecin à Paris, une fille mariée à un diplomate : *« Pas de voyous ni de trafiquants chez nous : nous sommes des hommes d'affaires, et nous faisons de la politique. »*

Mais si cette diffusion libanaise a disparu en tant que filière internationale, la production locale n'a pas pour autant été éradiquée, malgré son interdiction officielle en 1991 et les effets d'annonce de l'ONU : *« Dès le début des années 1990, sous la pression des Nations unies, la Syrie engage des campagnes d'éradication des plantations de l'opium ; mais les résultats sont bien maigres et surtout, il ne semble exister aucune culture de substitution crédible au Liban. Les laboratoires de transformation en héroïne continuent de fonctionner et d'alimenter la distribution en France, en Allemagne, en Suisse et en Russie. De plus, ne se contentant pas de détenir une part du marché de l'héroïne, la mafia libanaise s'est*

*emparée d'une des voies d'accès à l'Europe de la cocaïne provenant d'Amérique du Sud. »*¹⁸⁰
 Et en juillet 2002, *L'Orient le Jour* titre encore : « *Les cultures de pavot et de cannabis se poursuivent dans la plaine de la Bekaa malgré l'interdiction officielle depuis début 1990. »*¹⁸¹

De la route à la filière

Alexandre Marchant le rappelle : les routes de l'héroïne ne se succèdent pas les unes aux autres, pas plus que les unes, démantelées ou affaiblies, ne seraient remplacées par d'autres¹⁸². Il est dès lors probable que les systèmes de production et de commercialisation de l'héroïne au Liban ont bénéficié de la reconversion dans cette région de savoir-faire initiés ailleurs. On les a cités précédemment : Hassane Makhoul signale l'importation des semences de pavot et de sa culture par des Turcs ; notre ancien producteur évoque la transformation par des Arméniens ou des membres du Hezbollah (d'origine iranienne) ; tout comme l'OCRTIS repère dans les années 1980 plusieurs « *anciens de la French Connection* » ayant reconverti leurs activités dans la région... Plus singulièrement, Alexandre Marchant signale aussi que le Liban a joué un rôle central dans le trafic international d'héroïne, en tant que pays producteur, transformateur et importateur, et pas seulement zone de transit¹⁸³.

On peut aussi parler de filière libanaise (ou « *syro-libanaise* », comme la désigne l'OCRTIS) en tant qu'organisation centralisée au sens où, de la fin des années 1970 au début (milieu ?) des années 1990, d'une part, la totalité du process productif se trouve territorialisé dans la plaine de la Bekaa, à savoir les « *quatre étapes [de la fabrication] : la culture du pavot, la récolte de l'opium, l'extraction de la morphine-base, le mélange en "laboratoire" de la morphine-base avec un agent acétique*¹⁸⁴ pour obtenir l'héroïne-base qui, par nouvelle transformation pourra devenir une héroïne [consommable]... »¹⁸⁵ ; d'autre part, les systèmes de distribution, de commercialisation et de transport de cette héroïne produite dans la plaine de la Bekaa sont tenus par les mêmes acteurs du process productif. La filière libanaise constitue ainsi l'ensemble d'un « *dispositif socio-territorial de fabrication et de diffusion* »¹⁸⁶, de la culture du pavot jusqu'à la commercialisation de l'héroïne, le plus souvent pure et en quantités d'au moins plusieurs kilos (*cf.* les saisies douanières et policières en Europe). Une seule étape du « *district* » est concédée par cette filière : celle de la vente au détail dans les pays d'importation. Car, si à la même époque le Liban est aussi un pays de transit de bien plus grandes quantités de morphine-base et d'héroïne que celles qui peuvent être produites dans la plaine de la Bekaa¹⁸⁷, c'est ici encore une compétence locale (celle du passage des frontières dans une région en guerre) que les producteurs du sud-est asiatique viennent ici mobiliser, sans pour autant pouvoir s'immiscer dans le district libanais.

¹⁸⁰Olivier Guénat, Pierre Esseiva, « Le trafic d'héroïne », Institut de Police Scientifique et de Criminologie, Université de Lausanne, 2002.

¹⁸¹ 9/07/2002

¹⁸² Voir le texte « La Notion de filière dans le trafic d'héroïne : analyse de la Chinese Connection (1974-1984) ».

¹⁸³ Voir le texte, « La notion de filière dans le trafic d'héroïne: héroïne du Croissant d'or et nouveaux carrefours méditerranéens, atlantiques et africains du trafic international (années 1980-1990) ».

¹⁸⁴ Steven B. Karch, *Drug Abuse Handbook*, CRC Press, LLC, 1998.

¹⁸⁵ Voir texte infra, « Le process productif de l'héroïne »

¹⁸⁶ Voir texte « District productif marseillais de l'héroïne : dispositifs d'acteurs ».

¹⁸⁷ Alexandre Marchant, *ibid.*

Cette organisation relève donc d'un dispositif d'acteurs locaux, adossé au système clanique traditionnel dans la région, mais relevant aussi d'accords, de protections, de soutiens, voire de collaborations avec les armées, les milices, les phalanges et les fractions en guerre. Mais un dispositif qui ne souffre d'aucune dépendance à des acteurs « *étrangers* », si l'on entend par « *étrangers* » tous ceux qui ne sont pas installés dans le pays. Car la première guerre civile au Liban va mobiliser, de 1975 à 1990, des Libanais nationaux divisés entre groupes religieux – des musulmans : chiites, sunnites, druzes, alaouites ou ismaélites ; et des chrétiens : maronites, grecs orthodoxes ou catholiques, arméniens orthodoxes ou catholiques, protestants, romains catholiques, syriaques catholiques ou orthodoxes, assyriens, chaldéens et coptes ; (les juifs libanais ayant alors, pour la plupart, quitté le pays) – et des non-nationaux réfugiés en masse au Liban (notamment palestiniens) ou venus y combattre aux côtés de leurs « *frères* » de confession (notamment syriens, iraniens, irakiens).

C'est ainsi une grande diversité religieuse et culturelle qui cohabite, de sorte que si cette filière relève d'une organisation clanique, les réseaux d'acteurs qui vont la construire et la diriger pendant une vingtaine d'années mobilisent ici une logique guerrière, à partir d'acteurs mobilisés au Liban, dans une guerre civile locale qui s'étend dans la production et le trafic d'héroïne à destination d'une sorte d'ennemi supérieur qu'est l'Occident. Comme un retournement (très provisoire) de l'histoire.

"EN VENDANT L'HEROÏNE AUX AMERICAINS NOUS VOULONS LES FAIRE MOURIR"

DECLARENT LES CULTIVATEURS DE LA BEKAA

Sur la culture et la récolte de l'opium dans la Békaa, Samia Nak-houl de l'agence Reuter écrit:

«Des fleurs de pavot rouges, orange, roses et blanches ondulent sous le vent dans la Békaa.

«On dit que ces jolies fleurs rendent les gens malades», dit Roula Abdel Sater, 13 ans, l'un des enfants qui travaillent dans les champs de pavot pour récolter la résine dont on tirera l'héroïne. «Mais nous devons le faire car il n'y a pas d'autre travail ici».

«Les champs de pavot sont possédés par de puissants propriétaires locaux ou des ministres, et sont situés dans une région contrôlée par l'armée syrienne et les miliciens du «Hezbollah».

«Certains partisans du «Hezbollah» expliquent que le trafic de drogue est un moyen de lutter contre l'Occident en utilisant ses propres vices.

«Nous le vendons aux Américains. Nous voulons leur faire du mal tout comme ils nous font du mal. Ils nous envoient des armes destructrices, alors nous leur envoyons de l'héroïne», déclare Nazhi Zein, 16 ans. «Nous voulons les faire mourir lentement».

«Dans le village de Majdaloun, à 70 km à l'est de Beyrouth, enfants, étudiants, femmes au foyer, infirmières et professeurs participent à la récolte de l'aube au crépuscule.

«Portant des gants en caoutchouc, ils incisent le bulbe de chaque fleur de pavot. Une sève blanche en sord la nuit et s'oxyde pour devenir une résine brunâtre, prête à être transformée

en héroïne.

Laboratoires secrets

«L'opium est traité dans des laboratoires situés le long de la frontière avec la Syrie.

«Les trafiquants gardent le secret sur la localisation de ces laboratoires pour éviter des attaques ou des vols.

«Un kg d'opium se vend 2000 dollars. Transformé en héroïne, il peut atteindre 15.000 dollars, selon la police. Vendue dans les pays occidentaux, la même quantité vaut des centaines de milliers de dollars.

«Des experts français et turcs enseignaient autrefois les techniques de raffinage de l'opium aux Libanais, jusqu'à ce que la vague d'enlèvements d'Occidentaux commence en 1985.

«Maintenant, les experts libanais pourraient en apprendre aux étrangers», déclare un officier de police.

«La Békaa est célèbre depuis des siècles pour son haschisch.

«Au onzième siècle, la vallée était contrôlée par les redoutables partisans de Hassan Bin El-Sabbah, les haschaschins, d'où vient le mot «assassin».

«Nous ne forçons personne à acheter», souligne un villageois de 55 ans, Nayef Khairredine. «On nous supplie de vendre, ou simplement de pouvoir sentir l'opium».

«Une partie de la production est consommée au Liban par environ 70.000 drogués.

«A en croire le père Benoit Sukkar, qui dirige un centre d'assistance aux toxicomanes à Byblos, leur nombre atteindrait les 200.000, pour une population totale de 3,7 millions de Libanais.

Trafiquants proches du pouvoir

«La police doute que la tentative actuelle du gouvernement d'étendre son autorité sur l'en-

semble du territoire, avec l'aide de la Syrie, puisse mettre un frein au trafic car beaucoup de caïds de la drogue sont proches du pouvoir.

«Détruire les champs exigerait une décision politique et la mise sur pied d'une force spéciale pour combattre les milices et les trafiquants, souligne un policier.

«Selon lui, l'opium est cultivé sur 1.400 hectares de la Békaa, et le haschisch sur 14.000 hectares.

«Les premières graines de pavot destinées à une culture intensive ont été introduites au Liban depuis la Turquie en 1983 par un député. En quelques années, le pavot a détrôné le haschisch dans la vallée.

«Mohammad Zogheib, infirmier à l'hôpital de Baalbeck, où il gagne l'équivalent de 60 dollars par mois, travaille avec sa femme dans les champs de pavot pour nourrir leurs deux enfants.

«Je n'aime pas ce travail. Mais sans lui, nous ne pourrions pas vivre», dit-il, en précisant qu'il gagne ainsi 200 dollars supplémentaires.

«La récolte commence en mai. Jusqu'à la fin juin, environ 5.000 travailleurs saisonniers venus de Syrie fournissent une main-d'œuvre d'appoint.

«Les enfants s'occupant des fleurs de pavot ne comprennent pas toujours qu'ils produisent une drogue dangereuse.

«Prié de dire ce qu'est cette plante, Harez Kammounieh, 10 ans, répond: «C'est de l'opium. Les médecins l'utilisent pour endormir les gens pendant les opérations».

«Ces enfants comptent pourtant parmi les premières victimes de l'héroïne, qu'ils peuvent obtenir sans difficulté, assure le père Sukkar.

«Sur les 5.000 patients de son centre d'assistance, 132 hommes et femmes sont morts d'overdose l'année dernière».

5.4 La notion de filière dans le trafic d'héroïne : héroïne du Croissant d'or et nouveaux carrefours méditerranéens, atlantiques et africains du trafic international (1980-1990)

Alexandre MARCHANT

Au tournant des années 1970-1980, le pendant de la massification des usagers est la diversification des voies d'accès de la drogue au marché clandestin français, toujours perçues à travers le prisme réducteur de la « *filière* ». Mais la structuration du trafic par la logique d'opportunité entre groupes criminels d'origines parfois très différentes, typique de la *French* ou de la *Chinese Connection*, se retrouve aussi dans les quelques routes qui se constituent à cette époque pour acheminer vers la France une héroïne en provenance du Croissant d'or (au carrefour de l'Inde, du Pakistan et de l'Afghanistan), et que nous allons examiner à présent.

Les nouvelles routes méditerranéennes de la drogue, entre Tunisie et Liban...

Lors de la résurgence éphémère de la *French Connection*, entre 1977 et 1982 dans la région de Marseille, la morphine-base transformée en France ou en Italie provenait à nouveau du Proche-Orient. La Turquie avait en effet repris ses activités de production légale de pavot en 1974, d'où des effets de détournement inévitable de trafiquants allant démarcher les paysans producteurs, malgré les contrôles et sanctions renforcés. Après quelques années d'hégémonie des héroïnes asiatiques sur le marché, les observations de terrain montraient à nouveau au tournant des décennies 1970-1980 une diversification des produits. Et vraisemblablement, le Proche-Orient n'était pas seulement une zone d'exportation de morphine-base mais également le lieu de production d'une héroïne qui lui était propre. C'est d'ailleurs par de curieux dommages collatéraux que l'OCRTIS s'en rend compte, comme le stipule une de ses notes de janvier 1981 :

*« Signalons l'apparition en France, l'année dernière, de cas de septicémies à mycose dus à l'usage de l'héroïne. En effet, des accidents encéphaliques et oculaires graves ont été constatés chez certains toxicomanes. Ces accidents seraient dus à la présence de champignons dans une variété d'héroïne en provenance du Moyen-Orient. »*¹⁸⁸

Ainsi, en 1980, cette héroïne, contenant des germes suspects, représentait environ 33% des saisies, contre 10% l'année précédente. Qualitativement, hormis un malencontreux problème de champignon sur un lot, il s'agit d'une héroïne n°4, se présentant sous forme d'une poudre plus ou moins fine, de couleur blanche, beige ou grisâtre, et sa pureté peut atteindre jusqu'à 95%. La première trace de cette apparition d'une nouvelle héroïne en Europe remonte en réalité à 1976, en RFA. Bien vite, les policiers européens se rendent compte qu'il

¹⁸⁸ Note de l'OCRTIS, « Toxicomane et trafic de drogue en France », 21 janvier 1981, p.6, annexe à une réunion de la Commission interministérielle des stupéfiants, CAC 19920026/5.

s'agit d'une nouvelle filière à part entière et qu'elle est promise à un bel essor car la drogue est vendue moins cher que l'héroïne asiatique, au niveau du « *demi-gros tout au moins* », précise l'Office, ce qui veut dire que sa revente peut intéresser les groupes tunisiens qui font déjà affaire avec les Chinois. Mais les individus impliqués dans le trafic international sont turcs, libanais, syriens et iraniens. L'Office met du temps à comprendre quelle est l'origine exacte de l'héroïne.

Étant donné les nationalités des pourvoyeurs, les laboratoires clandestins semblent être implantés en Turquie, Iran et Liban, mais les champs de pavot turcs semblent finalement avoir un rôle marginal dans l'approvisionnement en matière première. La drogue vient de régions limitrophes ou de plus loin encore. En 1984, si 50% de l'héroïne continue de venir du Triangle d'or, l'autre moitié provient désormais de la « *filière syro-libanaise* »¹⁸⁹. Puis, l'Office, sur la base de renseignements étrangers, finit par identifier les cultures illicites du Pakistan, d'Afghanistan et d'Inde comme étant la source d'origine d'une filière complémentaire qui finit par englober la première filière évoquée¹⁹⁰. En 1988, le Fichier national des drogues établi par le laboratoire d'analyse de Lyon conclut que l'héroïne provient en majorité du Pakistan, suivi par l'Inde. Le Triangle d'or est définitivement supplanté et passe au dernier rang dans les statistiques sur les origines des produits. Ceci est dû aux difficultés que rencontrent de plus en plus les trafiquants à cette date à se fournir en opium au Triangle d'or, du moins en Thaïlande : s'il est relativement facile de se procurer de l'opium au Laos et en Birmanie, les autorités thaïlandaises appliquent désormais de façon très rigoureuse une politique d'interdiction des produits chimiques servant à la transformation de l'opium, dans le secteur concerné du nord du pays, autour de Chiangmai¹⁹¹. À la fin de la décennie, on ne recense d'ailleurs plus de laboratoires clandestins de production d'héroïne qu'au Laos et au Cambodge¹⁹². Concernant la route et ses étapes, il faudra du temps pour que l'Office formalise objectivement ces circuits pour que, dans le récit policier, une troisième grande filière vienne prendre la relève des précédentes. Il est cependant trop difficile de lui trouver un adjectif. Elle n'est « *afghano-pakistanaise* », identifiée comme telle par les récits policiers, que par ses origines, dans les zones tribales échappant aux pouvoirs institués : la matière première, opium brut ou morphine-base, est ensuite acheminée vers le Proche-Orient par diverses filières. Là-bas, le Liban joue un rôle central et a même un court moment joué un rôle de production, pas seulement de zone de transit, comme cela a été détaillé dans une autre section de ce rapport.

Dans ces nouveaux marchés orientaux, un autre acteur se distingue régulièrement dans les affaires mettant en scène des transporteurs et des revendeurs : les malfaiteurs tunisiens. Il semble en effet que des équipes de Tunisiens essaient dans le bassin méditerranéen, servant d'intermédiaires importants dans le négoce, au début des années 1980, prenant la relève des

¹⁸⁹ Note de la MILT, 1985, Dossiers Toxicomanie de Bernard Leroy, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

¹⁹⁰ Note de l'OCRTIS, « Toxicomane et trafic de drogue en France », 21 janvier 1981, *op. cit.*, pp.8-9.

¹⁹¹ « Trafic international de drogues », in *Revue internationale de Police criminelle*, n°415, novembre-décembre 1988, p.16.

¹⁹² « Trafic international des drogues », in *Revue internationale de Police criminelle*, n°422, janvier-février 1990, p.23.

fourmis occidentales. Si la Tunisie n'a pas un grand marché clandestin intérieur de production et de commerce du cannabis (l'usage de cannabis, autorisé du temps du Protectorat français, est interdit depuis 1956 ; le problème de toxicomanie qui s'y pose vient du détournement des filières légales par les vols d'opiacés en hôpital en en pharmacie), elle est cependant une zone importante de transit entre les deux principales régions de production. Depuis 1980, un trafic de résine de cannabis (« *chira* ») en provenance du Maroc est attesté, ayant pour destination la Libye ou l'Europe, en plus du trafic provenant du Liban. La part des ressortissants tunisiens mis en cause pour des faits de trafic, hormis un pic de 497 individus en 1984, est d'environ 200 cas par an¹⁹³. Toujours est-il que les sources de l'OCRTIS au milieu des années 1980 se posent la question d'une « *filière tunisienne* », filière à un seul maillon car la production de drogue n'est pas le fait d'organisation tunisienne. Ces malfaiteurs entrent ainsi en relation avec une offre de stupéfiants mise sur le marché clandestin international.

Mais les manières dont la connexion peut se faire sont variées. Les organisations politiques clandestines internationales peuvent être le genre de réseau qui amène producteurs et revendeurs à se rencontrer. Une affaire de 1984, tirée des sources de police, met en lumière ce genre de relation. En avril, les services de sécurité de l'aéroport de Marseille procèdent à la fouille du dénommé Mokhtar B. M.¹⁹⁴ et découvrent deux sachets de 90 grammes d'héroïne chacun dans du papier aluminium dissimulés dans son slip. Il était en provenance de Tunis via une escale à Rome. S'il se montra très évasif lors de son interrogatoire, la fouille de ses bagages permet de découvrir des tracts des GRAC – Groupes d'action communiste, sur lesquels des numéros de téléphone ont été annotés. Or, ces groupes politiques clandestins s'efforcent à l'époque, au nom de la lutte des travailleurs contre le patronat et leurs gouvernements inféodés, d'entretenir entre autres une agitation permanente contre la présence des troupes françaises au Tchad et au Liban. Pour les policiers, Ben Moussa n'est pas un usager-revendeur isolé, malgré la faible quantité de drogue saisie, mais membre d'un réseau organisé de trafiquants tunisiens¹⁹⁵.

La « *filière* » tunisienne a également intégré dans ses reconstitutions des groupes criminels qui étaient des reliquats de la *French Connection*. Ainsi, en 1986-87, une affaire traitée par l'OCRTIS voit un malfrat tunisien s'associer avec un truand corse pour monter une affaire de production d'héroïne. En effet, en juillet 1986, l'Office s'intéresse, par le biais d'une enquête d'initiative, au dénommé Abraham Layani, dit « *Albert* », ressortissant tunisien soupçonné depuis plusieurs années de trafiquer de l'héroïne d'origine proche-orientale. Mais Albert souhaite ne plus être dépendant d'une offre d'héroïne extérieure et souhaite pouvoir la fabriquer lui-même. Avec un Corse du nom d'Ollandini, il décide d'acheter le matériel nécessaire à Anvers, à savoir : 55 litres d'acide ascétique, de l'acétone, de l'acide chlorhydrique, de l'alcool, une pompe à vide, des ballons de verre et des Büchner, ce que la police belge détecte cependant, prévenant les collègues français. Les deux complices installent leur matériel en Corse, dans un endroit isolé qui ne sera jamais localisé avec

¹⁹³ Note « La Tunisie et la drogue », 2 juillet 1991, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/2.

¹⁹⁴ Nom ici anonymisé comme pour les autres études de « filières » présentes dans le rapport.

¹⁹⁵ Note d'information de la Police de l'Air et des Frontières, Marseille-Marignane, « Arrestation d'un ressortissant tunisien se livrant à un trafic d'héroïne », 26 avril 1984, Dossiers de la Mission Karsenty, Archives du ministère de l'Intérieur, CAC 19920025/6.

certitude par l'OCRTIS. Leur activité ne pourra néanmoins pas prendre son essor. Se rendant à New York pour traiter une affaire distincte de revente d'héroïne proche-orientale, il est interpellé par la DEA le 24 juin 1987. L'Office met fin alors à ces surveillances et agit :

« Dès lors, les chances pour cette équipe de faire fonctionner prochainement un laboratoire étant très réduites, il était décidé, en accord avec le juge d'instruction, d'intervenir sans attendre dans le cadre d'une entente en vue de la transformation de morphine-base en héroïne et de la revente de stupéfiants. À compter du 25 juin, il était procédé aux premières interpellations à Paris, et le 26 au matin, en Corse. Tous les individus apparus dans ce plan de trafic, ainsi que les femmes ou concubines étaient interpellés, soit 12 personnes, qui sont actuellement gardées à vue, dans les locaux de la police judiciaire.

*À l'heure actuelle, le matériel de laboratoire n'a pas été retrouvé. Toutefois, les charges accumulées depuis juillet 1986 dans le cadre de l'information judiciaire et les premières auditions sont suffisamment nombreuses et éloquentes pour affirmer d'ores et déjà que cette équipe est totalement neutralisée et pour longtemps. »*¹⁹⁶

Avec ce genre d'affaires, il est intéressant de constater la persistance du « mythe de la French Connection » : ces nouveaux trafiquants désirent très clairement mettre leur pas dans ceux de leurs illustres prédécesseurs. Le monde du crime secrète ses propres mythologies : celle de la *French Connection*, et surtout du « milieu corse », qui continue d'inspirer les malfrats contemporains, qu'ils soient eux-mêmes corses ou non. C'est un honneur d'être ainsi en relation pour affaire avec des Corses, à Paris comme à Marseille, et de s'inspirer de mythiques « parrains corses » et de leurs hauts faits d'arme, comme s'il s'agissait de faire fructifier un héritage¹⁹⁷.

... s'étendant jusqu'au Croissant d'or le long d'itinéraires orientaux variés

L'héroïne produite dans les laboratoires clandestins d'Afghanistan ou du Pakistan peut aussi arriver en Europe, et en France, par d'autres routes avec d'autres passeurs. Là encore, la guerre, dans le cas afghan (depuis l'invasion soviétique de 1979) et dans son extension dans les zones tribales du Pakistan, bases arrière de la résistance afghane, favorise au cours de la décennie 1980 l'activité de production de stupéfiants dont la vente permet de financer l'effort de guerre. Dès 1984-85, l'OCRTIS recense des affaires mettant en cause des ressortissants pakistanais. Par exemple, en octobre 1985, après un an d'enquête d'initiative, un important réseau pakistanais est démantelé à Paris. Quatorze Pakistanais sont interpellés, puis deux autres six mois plus tard. Si un, puis deux kilos d'héroïne seulement sont saisis, le réseau était suffisamment développé pour approvisionner la France, l'Espagne, la Suisse, en transitant par

¹⁹⁶ Note « démantèlement d'une équipe de trafiquants qui tentaient de monter un laboratoire pour la fabrication d'héroïne en Corse », 26 juin 1987, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/1.

¹⁹⁷ Thierry Colombié, *Les Héritiers du Milieu : au cœur du grand banditisme de la Corse à Paris*, Paris, Editions de la Martinière, 2013.

Madagascar¹⁹⁸. Autre exemple, en janvier 1986, sur la base de renseignements transmis par les autorités pakistanaises, une enquête diligentée par l'OCRTIS et le SRPJ de Rennes démantèle un réseau fort structuré de quatre trafiquants internationaux et sept dealers de rue qui revendaient dans le secteur de Versailles et de Quimper. Une partie de l'héroïne arrivée en France était aussi réexpédiée vers Copenhague¹⁹⁹. En 1989, c'est l'héroïne du Pakistan qui, de fait, arrive en tête des saisies pour la France et visiblement pour l'Europe. La traçabilité de la drogue se fait grâce à des analyses chimiques des substances saisies (ouverture du Laboratoire national sur les drogues de Lyon en 1986)²⁰⁰.

Quand ils ne font pas appel à d'autres organisations criminelles ou bien à des « *fourmis* », les groupes criminels pakistanais assurent jusqu'au bout le trafic de manière à importer en Europe, sur plusieurs pays. En octobre 1987, l'OCRTIS conclut par exemple une affaire menée de concert avec les Néerlandais depuis le mois de mai concernant l'activité d'un groupe de trafiquants pakistanais dirigé par le dénommé Seth Muhammad Iqbal. Ce dernier gère depuis le Pakistan une société de fabrication et d'exportation d'instruments médicaux qu'il a lui-même créée : GT Surgical World Wide Medical Supplies Limited, basée à Sialkot. Sa société a plusieurs filiales en Europe servant à importer la drogue mais aussi à blanchir l'argent issu de ce trafic. Mais un coup est porté à son organisation lorsque les policiers interpellent Humayun Akhtar, le directeur commercial de la filiale française basée à Torcy²⁰¹. Des arrestations similaires ont lieu aux Pays-Bas. Pour cette héroïne pakistanaise, la Hollande est aussi un point de chute important, pas seulement pour son marché de consommation, mais aussi par l'existence de groupes criminels organisés qui assureront la revente dans le reste de l'Europe.

Ensuite, entre les pôles de production et d'exportation et les pôles de réception et de consommation, se pose la question des itinéraires. Ceux-ci sont également très variés. L'héroïne pakistanaise (ou afghane) peut passer par le Proche-Orient, par le Liban ou, par un chemin plus au nord, par la Turquie. L'Iran est nécessairement un espace de transit et l'on retrouve des Iraniens jouant un rôle d'intermédiaire. Ce ne sont généralement pas des mafias organisées mais plutôt des fourmis, dont beaucoup sont des réfugiées en Europe, ayant quitté l'Iran après la révolution islamiste de 1979, mais qui connaissent les vieux itinéraires de la « Route » des jeunes hippies des années 1960 qui, jadis, passait l'axe Turquie-Iran-Afghanistan. Il est à noter au passage que la révolution islamiste n'a pas mis fin à la circulation de la drogue en Iran : si le régime théocratique de l'ayatollah Khomeiny a interdit tout usage de drogue, la longue guerre Iran-Irak de 1980-1988 a profondément déstabilisé le pays vers lequel ont convergé de nombreux flux de stupéfiants issus du Croissant d'or. Dès la fin des années 1970, Marmottan recensait quelques Iraniens dans sa clientèle de toxicomanes,

¹⁹⁸ Affaires Ehsan Ullah et Ali Liquiat, in note « Affaires marquantes réalisés par l'OCRTIS en 1985 et 1986 », Dossiers de la Mission Karsenty, Archives du ministère de l'Intérieur, CAC 19920025/6.

¹⁹⁹ Affaire Nicolas, in « Affaires marquantes réalisés par l'OCRTIS en 1986 », Dossiers de la Mission Karsenty, Archives du ministère de l'Intérieur, CAC 19920025/6.

²⁰⁰ Jean-Jacques David, Jean-Jacques Chaudron, Huguette CHAUDRON Huguette, « Recherche de stupéfiants et classification informatique », in *Revue Internationale de Police criminelle*, n°419, juillet-août 1989.

²⁰¹ Note OCRTIS « Blanchiment de fonds venant du trafic », Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/1.

probablement usagers-revendeurs. Quelques années plus tard, l'OCRTIS doit régulièrement lutter contre de petites filières transitant par l'Iran. Pour n'évoquer qu'un exemple, en mai 1986, la police appréhende à Paris cinq réfugiés iraniens qui faisaient fréquemment venir de l'héroïne dissimulée dans des tableaux. Un kilo est saisi à leur domicile²⁰².

Mais les divers maillons de la chaîne n'ont pas la même densité. Le fait d'être une étape privilégiée et d'être des intermédiaires de confiance dans le réseau de trafic clandestin dépend aussi de l'existence ou non dans la région d'une mafia organisée. C'est le cas avec la Turquie où les organisations criminelles sont anciennes et puissantes, proches des milieux nationalistes (des Loups Gris ou des Kurdes du PKK), et entretiennent par ailleurs des liens ponctuels avec le pouvoir politique²⁰³. C'est ce que révèlent les archives : sur ces itinéraires orientaux, les groupes turcs semblent être mieux structurés en bandes criminelles que l'on pourrait qualifier de mafieuses ; ils sont, par ailleurs, forts des héritages des années 1960-70 où ils étaient déjà actifs sur la route des Balkans qui conduisait en RFA où l'importante communauté turque permet toujours de nouer des liens. Ainsi, en janvier 1990, l'OCRTIS procède à l'interpellation à Strasbourg d'un trafiquant turc, Mustapha Nihat Sevim, en possession d'un kilo d'héroïne. Faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré par un juge allemand, il était considéré comme l'organisateur d'un trafic qui aurait contribué à faire passer 20 kilos d'héroïne entre Turquie et RFA²⁰⁴. De plus, une fois l'héroïne en Europe, ou en France, les Turcs peuvent aussi assurer la revente par eux-mêmes. Ainsi, en février 1990, le SRPJ de Strasbourg démantèle un réseau de revente d'héroïne de huit ressortissants turcs qui exploitaient le café C. Frères, où la drogue était vendue²⁰⁵. La proximité de la frontière allemande n'est ici pas un hasard : le centre névralgique du milieu turc en Europe reste l'Allemagne, en raison de son importante communauté immigrée.

À côté de l'Iran ou de la Turquie, il existe également d'autres itinéraires, comme la voie népalaise (qui emprunte ensuite la voie aérienne pour passer de petites quantités), mais celle qui a le plus de débouchés en France à partir de la seconde moitié des années 1980 est la voie sri-lankaise²⁰⁶. Les passeurs sri-lankais peuvent utiliser la voie maritime via l'océan Indien mais ils semblent privilégier le transport en petite quantité par la voie aérienne. Leur activité est repérée par l'OCRTIS à partir de 1986-87. En octobre 1986, quatre Sri lankais sont par exemple interpellés dans un aéroport parisien : ils transportaient 5,5 kilos d'héroïne en provenance d'Inde destinés à être revendus à Paris mais aussi en Algérie. Les Sri lankais peuvent s'associer avec les Indiens dont ils sont très proches, géographiquement et culturellement. En janvier 1987, les douaniers contrôlent par exemple un voyageur suspect, le ressortissant indien Pinzu-N.-L., qui arrivait de Bombay via Zurich et Milan. Les douaniers découvrent trois kilos d'héroïne dans le double-fond de sa valise. L'héroïne devait être

²⁰² Affaire Djamshidi Baha, in « Affaires marquantes réalisées par l'OCRTIS en 1986 », Dossiers de la Mission Karsenty, Archives du ministère de l'Intérieur, CAC 199202025/6.

²⁰³ Alain Labrousse, *Géopolitique des drogues*, op. cit., chapitre 3.

²⁰⁴ Note OCRTIS « Interpellation à Strasbourg d'un trafiquant turc », 24 janvier 1990, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/2.

²⁰⁵ Note OCRTIS « interpellation par les enquêteurs... réseau turc de revente d'héroïne », Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/2.

²⁰⁶ Note OCRTIS, « La France face à la toxicomanie et au trafic de stupéfiants », 1988, Archives de l'OCRTIS, CAC 199200255/1.

redistribuée sur le marché parisien et les informations recueillies permettent d'arrêter quatre autres Sri lankais d'origine tamoule²⁰⁷. Il existe par ailleurs en France une importante communauté immigrée d'origine sri-lankaise au sein de laquelle des liens peuvent être noués. Ce phénomène a d'ailleurs pris une telle ampleur qu'il est mentionné au Parlement lors de la discussion du projet de loi de 1987 par le député UDF de Seine-Maritime Jean Allard :

*« Soulignant que la drogue pénétrait souvent en France par les ports et évoquant à cet égard l'exemple de la ville de Rouen, il [Jean Allard] a dénoncé l'existence de véritables filières constituées d'étrangers, notamment originaires du Sri-Lanka, qui parviennent à s'établir en France, en utilisant en particulier la méthode des mariages de complaisance. Il a souhaité que des sanctions exemplaires soient prises et se traduisent notamment par l'expulsion, observant qu'il était inutile de maintenir ces délinquants en prison en France. »*²⁰⁸

Quant au profil des passeurs, il ressemble à celui que l'on a déjà pu voir à l'œuvre dans d'autres filières : des individus isolés, recrutés comme « mules », alors qu'ils sont aux abois, sur la promesse d'un revenu salubre compensant les risques associés à telle entreprise. En avril 1986, sont par exemples arrêtés à Nice quatre passeurs ressortissants du Sri-Lanka lors d'une escale les menant de Bombay à Rome (la drogue n'était pas destinée au marché français). Leur lot de passeports britanniques, leur comportement étrange et surtout, leur maigreur, avaient attiré l'attention des douaniers. Leurs estomacs contenaient en réalité des sachets d'héroïne de 150 à 320 grammes par personne, et ils ne s'alimentaient plus depuis une semaine de peur de provoquer la digestion et l'évacuation de leur marchandise. Il s'agissait de trois jeunes hommes et d'une jeune fille, mère de deux enfants, travailleurs précaires d'une plantation au Sri-Lanka au salaire mensuel moyen de 50 francs. Des trafiquants sri lankais leur avaient proposé d'aller à Bombay puis de convoier jusqu'en Italie de l'héroïne sans doute produite dans le Croissant d'or. On leur proposait pour cela 1 500 dollars (soit 12 000 francs). À Rome, un correspondant des trafiquants devait les reconnaître, grâce à une photo, dans le hall de l'aéroport. Condamnés pour trafic international à six ans fermes, le rêve qui les avait fait succomber à la tentation était d'avoir enfin une « maison en dur » grâce aux revenus obtenus²⁰⁹.

Cet ensemble de routes partant du Croissant d'or n'est toujours pas tarie aujourd'hui. Si les profils des passeurs ont pu régulièrement changer, et si les itinéraires de contournement ont pu encore se diversifier par la suite (avec le renforcement de la route des Balkans et de l'Europe centrale après l'effondrement du bloc communiste et de l'empire soviétique dans les années 1990), la principale source clandestine de production des opiacés dans le monde demeure le Croissant d'or (Afghanistan et, dans une moindre mesure, les zones tribales du Pakistan) pour une héroïne blanche de type n°4 mais aussi du « *brown sugar* » n°3.

²⁰⁷ Notes OCRTIS « Livraison contrôlée de 5.5 kg d'héroïne en provenance d'Inde vers la France et l'Algérie », 30 octobre 1986 et « interpellation : 3 kilos d'héroïne », 13 janvier 1987, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/1.

²⁰⁸ Rapport n°943 (rapporteur : Jean-Louis Debré), projet de loi de 1987, p.18. Documents parlementaires, Archives de l'Assemblée Nationale.

²⁰⁹ *Libération*, avril 1986 (coupure de presse non datée précisément, dossier de presse, Archives privées Anne Coppel).

L'Afghanistan est de nos jours considéré comme étant la source de près de 80% de l'héroïne illicite mondiale, devenu premier pays producteur clandestin d'opium au monde en 1991²¹⁰. L'Afghanistan produisait 4 200 tonnes d'opium en 2004, sur des cultures ayant alors une superficie de 131 000 hectares. La moyenne de 4 000 tonnes annuelles est restée stable dans les années qui ont suivi, entretenant ainsi une offre toujours disponible pour les trafiquants du monde entier²¹¹.

Le carrefour de l'Afrique de l'Ouest et les nouveaux axes transatlantiques

Cependant, sur le plan des itinéraires, les routes de la drogue des années 1980 ne sont pas uniquement méditerranéennes : héroïne et cannabis peuvent aussi être exportés ensemble vers le marché français, ou européen en général, via des voies détournées passant notamment par l'Amérique latine où vit une importante diaspora italienne, et l'Afrique noire où vit une importante diaspora libanaise, les jonctions se faisant dans la partie sud de l'Atlantique. Ces coopérations internationales s'étendent aussi à la cocaïne. Ainsi, à la fin des années 1980, l'OCRTIS a repéré une route singulière : plusieurs envois de cocaïne sont passés par le Pérou par le biais de la « *colonie napolitaine de Lima* ». De fait, les Napolitains, mais aussi les Siciliens installés en Amérique du Sud, au terme de plusieurs vagues successives d'émigration sur le long terme, entrent en contact avec les fournisseurs locaux pour créer de nouvelles routes et acheminer la marchandise vers l'Amérique du Nord ou vers l'Europe. Leurs activités ne sont du reste pas limitées à la drogue mais s'étendent à divers trafics de marchandises contrefaites, ce qui a permis de bâtir de véritables empires internationaux comme celui du « *Clan de Secondigliano* », du nom d'un quartier de Naples d'où sont originaires les têtes de réseaux : cette alliance, dont les trafics seront exposés médiatiquement dans les années 1990-2000, brasse des capitaux colossaux blanchis dans l'économie légale dans des hôtels, bars ou diverses opérations immobilières²¹². De là, cette diaspora italienne entre en contact avec une autre communauté dispersée proche, historiquement et linguistiquement, des malfrats français : les Libanais, présents aussi sur les continents américain et africain. Au sein de cette diaspora libanaise, on compte une majorité d'honnêtes commerçants qui ont fondé des comptoirs, mais aussi quelques contrebandiers qui ne rechignent pas à jouer les intermédiaires sur le marché international de la drogue. La drogue transite par le Sénégal (Dakar) et la Côte-d'Ivoire (Abidjan)²¹³. En 1986-1987, en matière d'interpellations aux aéroports et d'enquêtes de flagrance, les quatre principales origines relevées pour les passeurs d'héroïne sont les Libanais, les Sri lankais, les Pakistanais et les Africains (plusieurs nationalités d'Afrique occidentale et centrale confondues)²¹⁴. On voit ici

²¹⁰ Note de l'OCRTIS « Démantèlement d'un réseau de trafiquants afghans opérant entre le Pakistan, la France et l'Espagne », 3 novembre 1992, Archives du cabinet du ministère de l'Intérieur.

²¹¹ Alain Labrousse, *Afghanistan. Opium de guerre, opium de paix*, Paris, Les Mille et une nuits, 2005. Et Alain Labrousse, *op. cit.*, 2004, pp. 29-32.

²¹² Travail de thèse de Charlotte Moge, *La constitution d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia de 1982 à 1992*, sous la direction de Marie-Anne Matard-Bonucci, soutenue à l'Université de Grenoble, novembre 2015.

²¹³ Brochure *Les Stupéfiants*, *op. cit.*, chapitre « cocaïne ».

²¹⁴ Dossiers de saisies aux aéroports, 1986-1988, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920026/1.

à nouveau la manière dont les trafiquants savent manier la ressource ethnique, nationale ou linguistique pour nouer des alliances ou faire des affaires. La diaspora libanaise a en effet la particularité d'être présente sur tous les continents, avec des communautés souvent investies dans le commerce et l'import-export. Très intense dès les années 1960, l'émigration libanaise s'est trouvée de surcroît renforcée par la guerre civile.

L'Afrique de l'Ouest s'impose donc comme un carrefour important de la route de l'héroïne, comme de la cocaïne d'ailleurs, dans les années 1980. Cependant, les comptoirs coloniaux de la façade atlantique africaine, dans les années 1950 et 1960, pouvaient déjà être des relais dans l'itinéraire de l'héroïne de la *French Connection* vers le marché du Nouveau monde. Mais ce rôle est réactivé par les trafiquants libanais du golfe de Guinée où d'autres revendeurs la convoient ensuite vers l'Europe. La France, compte tenu de ses liens historiques et coloniaux, est un point de chute privilégié pour ces passeurs et revendeurs qui sont bien souvent francophones et peuvent à leur tour mobiliser des liens sur la base de la sociabilité communautaire. En 1984, les importantes quantités d'héroïne disponibles dans les caisses des dealers de l'îlot Chalon, apportées par des Sénégalais, proviennent sans doute du Croissant d'or et ont fait le crochet ouest-africain.

Ces flux s'ajoutent au trafic d'herbe de cannabis en provenance de pays d'Afrique noire déjà constaté depuis 1977. Le phénomène prend une telle ampleur que la police de l'air et des frontières diffuse des directives pour redoubler de vigilance aux postes frontières et débusquer les passagers suspects incapables de justifier de façon cohérente le but de leur voyage. Le 26 septembre 1985, par exemple, un certain B. S., Ivoirien, en fait les frais :

« Démuni de ressources suffisantes, sans emploi dans son pays d'origine, dans l'impossibilité de préciser le but de sa venue en France, le sieur S. était placé en situation de non-admission. [...] L'attention des fonctionnaires de la police de l'air et des frontières de Marignane ayant été récemment attirée sur les ressortissants africains en provenance d'Abidjan et Bamako souvent porteurs de haschisch et par les déclarations contradictoires de l'intéressé, il était immédiatement remis à un fonctionnaire des douanes de l'aéroport, aux fins de visite de son bagage. Lors de la fouille de ce bagage était découvert, cachés dans un double-fond, 11 kilos de haschisch, conditionnés sous forme de plaquettes compressées, entourées de papier adhésif. Le service des douanes nous apprenait que sur le même vol venait d'être interpellé, lors de la fouille de son bagage, un ressortissant béninois du nom de A. K. [...] également porteur de 11 kilos de haschisch conditionnés de la même façon. »

Ce *modus operandi* du voyage par paire de mules se retrouve dans d'autres affaires similaires dans les semaines qui suivent²¹⁵. Jusqu'en 1988, d'autres fiches d'interpellations font état de ressortissants maliens ou sénégalais, porteurs d'héroïne en petite ou moyenne

²¹⁵ Notes d'information de la Police de l'Air et des Frontières, 1985, Dossiers de la Mission Karsenty, Archives du ministère de l'Intérieur, CAC 19920025/6.

quantité, transportée *in corpore* ou dissimulée dans les valises. D'après Interpol, les envois en provenance d'Afrique émaneraient de pas moins de douze pays africains différents²¹⁶.

Dans le cas des pays francophones, le trafic s'inscrit ici au cœur des migrations postcoloniales, facilitées par les affinités culturelles et linguistiques. Mais les réseaux africains ne sont pas seulement constitués de passeurs, on compte également des réceptionnistes qui vont assurer la revente. Ce que découvrent les policiers quand, fidèles à leurs habitudes, ils remettent dans le circuit une mule interceptée à l'aéroport pour piéger ceux à qui la marchandise doit être livrée. C'est de cette manière qu'en janvier 1988, l'OCRTIS et la BSP interpellent quatre trafiquants zaïrois (congolais) attendant leur colis à l'hôtel Raphael dans le XVI^e arrondissement de Paris. Tous sont originaires ou domiciliés à Kinshasa :

*« À l'arrivée des policiers et des douaniers dans la chambre occupée par Fataki et Nozy, ce dernier tentait de s'enfuir en sautant par la fenêtre et il était hospitalisé à l'Hôtel Dieu. Dans un coffre loué par Kadima à l'hôtel Majestic, rue Dumont d'Urville, XVI^e, il était découvert 2 kg d'héroïne d'origine indo-pakistanaise. L'enquête se poursuit pour identifier d'autres membres du réseau spécialisé dans l'importation en France d'importantes quantités d'héroïne via le Zaïre. »*²¹⁷

Comme jadis les mafieux chinois, l'inscription de ces gangs africains est communautaire : ils s'installent au cœur des quartiers africains qui se constituent alors dans les grandes villes dans les années 1980, comme à Paris, la Goutte-d'Or ou Château-Rouge, à proximité des gares du Nord et de l'Est²¹⁸. La présence d'une communauté immigrée garantit la possibilité de mobiliser la ressource ethnique permettant au trafiquant de tisser ses sociabilités comme le faisaient les dealers sénégalais professionnalisés au sein des autres populations africaines de l'îlot Chalon en 1983-84.

Comme pour les autres réseaux de trafic clandestin, le recrutement des passeurs se fait souvent ponctuellement, en ayant recours à des occasionnels. Une affaire de 1988 l'illustre bien, présentant le portrait-type du passeur africain, ici ghanéen. Le 5 octobre de cette année-là, les douanes de Roissy interpellaient la dénommée Yaa S., ressortissante ghanéenne, mais déclarant être de nationalité néerlandaise et domiciliée à Amsterdam, comme son passeport l'atteste. Mais rien sur ses titres de transport n'indiquait qu'elle se rendrait ensuite en Hollande. Elle venait de Ouagadougou, au Burkina-Faso, et transportait un vanity-case de couleur rouge dont le double-fond contenait 675 grammes d'héroïne de couleur grise (sans doute d'origine indo-pakistanaise). Mise en garde à vue, la demoiselle ne se montre guère coopérante. Elle est incapable d'expliquer pourquoi elle était en possession d'un bordereau issu d'un change de devises effectué dans un hôtel de Ouagadougou où elle a également retiré son billet d'avion, sur une somme de 1 000 dollars US changés en monnaie CFA. Elle était

²¹⁶ Jean-Jacque David, Huguette Chaudron, *op. cit.*, 1989.

²¹⁷ Note OCRTIS « Arrestation le 10/01 : trafiquants zaïrois en possession de 2kg d'héroïne », 12 janvier 1988, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/1.

²¹⁸ Sophie Bouly de Lesdain, « Château Rouge, une centralité africaine à Paris », in *Ethnologie française*, vol. 29, 1999/1, pp. 86-99.

également en possession d'un trousseau de clefs de fabrication espagnole : interrogée à ce sujet, elle parle de l'appartement de son fiancé à Barcelone mais est incapable d'en donner l'adresse précise et se contredit. Les cachets de son passeport montrent en effet de fréquents passages en Espagne, à Barcelone mais aussi à Las Palmas, aux Canaries. Les fonctionnaires de l'OCRTIS comprennent rapidement qu'il s'agit d'une passeuse recrutée ponctuellement pour le compte d'une organisation criminelle ghanéenne :

« Le change de devises à Ouagadougou avant son départ laisse supposer sans doute possible qu'elle a reçu son salaire de passeur, ce qui prouve la confiance que l'organisateur pouvait avoir à son égard. D'autre part, elle séjournait deux nuits dans un hôtel de Ouagadougou, ce qui est un comportement classique pour un passeur. Outre son manque de coopération notoire, la nommée S. s'en tenait durant toute la garde à vue à la même version des faits, à savoir que c'était sa mère qui lui avait donné ce vanity-case au Ghana sans raison apparente, et qu'elle devait ramener ce vanity-case à Amsterdam. Elle nous déclarait demeurer avec sa mère à Amsterdam à une adresse qu'elle ne pouvait pas exactement préciser, mais que sa mère était revenue depuis deux mois au Ghana. Sur tous les détails, elle ne pouvait pas apporter de précisions. En fait, il est clair que cette jeune fille représente pour nous le modèle type du passeur ghanéen. Il est fort possible que cette jeune fille se soit effectivement déjà rendue à Amsterdam, mais en aucun cas on ne peut la croire sur son domicile dans cette ville. Par contre, il est fort possible qu'elle dispose de contacts en Espagne. »²¹⁹

La passeuse avait ici un passeport hollandais, peut-être bien faux. La pratique de la mise à disposition d'un faux passeport est des plus attestées dans le cas des affaires de trafic international de stupéfiants, n'étant d'ailleurs nullement propre aux filières africaines. En 1991, l'OCRTIS saisissait par exemple pas moins de dix-huit passeports zaïrois de contrebande et vierges, destinés à faciliter le cas échéant le séjour en France de résidents zaïrois, chargés de faire prospérer des affaires de trafic d'héroïne ou de cannabis²²⁰.

Pour conclure sur la place de ce carrefour africain dans l'économie mondiale de la drogue, la connexion entre Croissant d'or et Afrique n'est pas forcément évidente à établir, quand bien même les criminels libanais pouvant quand même bien être de bons intermédiaires pour faire passer la drogue en Afrique de l'Ouest. Mais il faut ici souligner le rôle proactif des organisations criminelles Nigérianes. Dans un pays extrêmement corrompu où les frontières entre institutions publiques, compagnies privées et groupes informelles aux activités illicites sont très poreuses, ces organisations, prenant acte de la baisse des profits liés à la rente pétrolière, se sont tournées vers le trafic de drogue avec la volonté de créer des filières nouvelles. Il existe ainsi depuis, au Nigeria, de véritables clans de la drogue, autour de cellules d'une quarantaine de membres ayant entre eux des relations hiérarchiques, s'appelant « lieutenants » ou « soldats », et interpénétrées par les confraternités de jeunes, de type

²¹⁹ Note de l'inspecteur principal Vincent Weiler au chef de l'OCRTIS Bernard Gravet, Octobre 1988, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/8.

²²⁰ Note « Trafiquants zaïrois d'héroïne et de cannabis », 10 février 1991, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/2.

sectaire comme le *Neo-Black Movement (NBM)*, qui font de l'usage de la violence (la hache est l'emblème de la confrérie dans le cas des « *Axe Men* », branche armée du NBM) et de la consommation de drogue des pratiques valorisées et intégratrices dans le groupe. Les confraternités étudiantes ont de fait, dès 1989, été identifiées par Interpol comme étant des « intermédiaires entre les commandos de courriers Nigériens et les fournisseurs contrôlés par des organisations indo-pakistanaïses ». Ces acteurs criminels semblent avoir aussi profité de la disparition des Sri lankais qui ont disparu du marché à la fin des années 1980, incitant les fournisseurs indo-pakistanaïses à solliciter d'autres relais dans le transport de la drogue²²¹. Les Nigériens peuvent également compter sur les ressources offertes par une importante diaspora Nigérienne en Europe. Ces groupes bénéficieraient de la complicité politique, notamment chez les militaires. Au début des années 1980, un groupe d'officiers de marine Nigériens qui suivait un stage de perfectionnement en Inde a monté le premier réseau de trafic d'héroïne depuis l'Orient. Sur ce modèle, rapports d'imitation ou d'alliances ont pu se nouer dans l'ensemble des pays du golfe de Guinée. Si le Nigeria est aujourd'hui désigné comme l'archétype du pays gangrené par les narcotrafiquants, il semble toutefois, à la lumière de nos archives, que ce sont plutôt les criminels ghanéens qui sont davantage mis en cause dans des affaires de trafic portant sur des interpellations précises en France. Cependant, Interpol estime que les Nigériens contrôlent, à un niveau ou un autre, les opérations de transfert vers l'Europe de l'héroïne transitant par l'Afrique de l'Ouest, mettant à profit des affinités ethniques entre populations noires africaines. Les Nigériens ont également une méthode particulière pour donner une couverture à leurs coursiers :

*« Les constatations faites par plusieurs pays européens tendent à démontrer que les courriers Nigériens utilisent le prétexte d'une invitation émanant de sociétés commerciales pour faciliter l'obtention de visas auprès des ambassades européennes. »*²²²

Une méthode qui n'est cependant pas toujours suivie par les autres passeurs africains interceptés en France. De zone de transit, les pays africains deviennent, avec le temps, zones de consommation, du fait des inévitables porosités qu'implique l'existence d'un trafic international (ne serait-ce que par un éventuel paiement en nature des populations de pêcheurs dont on achète le silence et la participation ponctuelle). Les trafiquants sont alors obligés de revendre davantage localement, avant la réexpédition. Ceci les pousse logiquement, par souci de rentabilité, à également produire la drogue sur place à partir de morphine-base aussi achetée en Inde ou au Pakistan. Ce qui implique le développement de laboratoires, constaté dès 1987 par Interpol :

« L'Afrique est d'ailleurs devenue depuis quelques années un centre de transit en direction de l'Europe, ce qui a entraîné l'apparition de populations héroïnomanes dans un nombre de plus en plus grand de pays africains. En outre, tout indique

²²¹ Secrétariat général OIPC, « L'évolution du trafic d'héroïne en Afrique, son impact en Europe », *Revue internationale de Police criminelle*, n°420, septembre-octobre 1989.

²²² Secrétariat général OIPC, *op. cit.*, 1989.

*que la matière première est importée illicitement en Afrique pour y être transformée en héroïne dans des laboratoires clandestins. »*²²³

La présence de laboratoires contribue ensuite à grossir les quantités de drogue qui seront aussi réexpédiées vers les marchés européens, tandis qu'en France, la revente d'héroïne dans la rue devient une activité des « *moudous* », le surnom que l'on donne aux dealers africains.

* *

*

Au final, ces filières des années 1980 semblent avoir la particularité d'être encore plus complexes que les précédentes. Mais c'est en fait essentiellement sur la complexité interne accrue que ces routes changent : si les sources de police, ou parfois la presse, en parlent comme de « *routes nouvelles* », les sources de production sont naturellement les mêmes, mais les axes sont aussi souvent les mêmes, simplement réactivés après quelques années de mise en sommeil (route turque, carrefour d'Afrique de l'Ouest) et les ressources sont toujours celles de la contrebande maritime ou du passage de mules par voie aérienne. Mais elles changent pour trois caractéristiques : il y a davantage d'acteurs criminels (ou criminalisés par leur rapprochement occasionnel avec des trafiquants chevronnés), les pratiques (dissimulation de la marchandise, transport) sont fait avec plus d'expérience et de savoir-faire, se « *professionnalisant* » en conséquence, et les profits dégagés par cette activité ont décuplé, permettant des réallocations de ressources diverses (blanchiment ou terrorisme dans le cas des Sri lankais finançant notamment des organisations tamoules).

²²³ « Trafic international des drogues », *Revue internationale de Police criminelle*, n°409, novembre-décembre 1987, p.16.

5.5 La notion de filière dans le trafic d'héroïne : analyse de la *Chinese Connection* (1974-1984)

Alexandre MARCHANT

L'héroïne approvisionnant le territoire français a emprunté de nombreuses routes différentes. Le cheminement de la marchandise prohibée de la zone de production à la zone de consommation, le long d'un itinéraire parfois complexe, sous la direction de contrebandiers et de mafieux divers, est souvent appréhendé par le regard policier à travers la notion de « *filière* ». C'est ainsi que ce discours se transmet à l'école de police, dans les brochures distribuées notamment dans le cadre de la formation des jeunes officiers de police judiciaire : la France aurait connu l'âge d'or d'une *French Connection*, suivie, dans les années 1970-80, d'une *Chinese* ou *Asian Connection*, avant que ne se mette en place à la fin des années 1980 une connexion afghano-pakistanaise...²²⁴

Mais la réalité des routes de l'héroïne et des filières est plus complexe : elles ne se « *succèdent* » pas réellement l'une l'autre, on trouve simplement des axes plus importants que d'autres selon les périodes, car les zones de production de pavot restent les mêmes depuis fort longtemps (Turquie, Triangle d'or entre Thaïlande, Laos et Birmanie, Croissant d'or entre Inde, Pakistan et Afghanistan) et les flux de trafic partent de là. Dans les années 1960, à côté de la « *filière marseillaise* » (allant du Proche-Orient aux États-Unis en passant par Marseille), on trouvait déjà une filière asiatique aux mains d'un milieu de Français basés en ex-Indochine française, surtout au Laos, qui organisaient depuis Ventiane un trafic au niveau régional en Asie du Sud-Est mais faisait également passer de l'opium et ses dérivés en France²²⁵. Ces filières se sont maintenues après le « *démantèlement* » de la *French Connection* vers 1973-74, lié à la pression policière renforcée en France. Tandis qu'une route marseillaise a perduré aussi de son côté par-delà la fin officielle du démantèlement de la *French Connection* : les policiers ou la presse parlèrent parfois d'une *Sicilian Connection* à la fin des années 1970 et l'assassinat du juge Pierre Michel s'inscrit d'ailleurs dans cet épisode²²⁶. Essayons ici, à l'aide des sources de police, d'étudier la nature des nouvelles filières asiatiques, que l'on pourrait qualifier de « *professionnelles* » par opposition aux « *fourmis* » ; ces usagers-revendeurs allant d'eux-mêmes s'approvisionner en drogues à l'étranger pour leur consommation personnelle ou la revente aux amis.

La fin de la *French Connection* ?

1973-1974 est la césure généralement évoquée pour évoquer le démantèlement de la *French Connection*. Pour autant, le départ des gros bonnets de Marseille n'a pas suffi à

²²⁴ Brochure *Les Produits Stupéfiants*, p.33, 1989, Archives du Ministère de l'Intérieur, Archives Nationales-Fontainebleau, CAC 19970135/19/83.

²²⁵ Dossier *Trafic des stupéfiants dans le SE asiatique*, Albert Habib, Archives de l'OCRTIS, CAC 19900255/4.

²²⁶ Alain Laville, *Le Juge Michel*, Paris, Presses de la Cité, 1982.

détruire les différents noyaux qui constituaient la filière. Les réseaux criminels et l'économie du trafic international de drogue sont très réactifs devant l'action policière. Cette dernière ne provoque pas la disparition mais la simple dilatation territoriale des économies criminelles. C'est ce que Frantz Trautmann, chercheur néerlandais, appelle « *l'effet ballon* » : la pression accrue de la police sur une région particulière agit comme un coup de pied qui enverrait un ballon sur un autre terrain²²⁷. Plus qu'un déplacement, c'est même un éclatement qui est l'œuvre avec une démultiplication d'unités criminelles en divers endroits de la région ou de la planète. On le voit avec l'éclatement de la *French Connection* vers 1973-1974 : certains éléments, dormants, demeurent sur place, d'autres partent en Sicile se mettre au service de la Camorra (Antoine Bousquet), d'autres se rendent en Asie du Sud-Est pour refaire le commerce de l'héroïne (William Perrin), d'autres enfin partent même en Amérique latine faire dans la cocaïne (Laurent Fioconi). Ces « *historiques* » de l'ancienne filière sont partis ailleurs, prendre part aux nouvelles routes et apportant leurs services à l'organisation des nouveaux flux. Comme l'atteste cette note de l'OCRTIS de 1989 :

« Depuis les années 1970, les pays producteurs d'opium ont réalisé de grands progrès techniques et sont désormais capables d'offrir sur le marché clandestin de l'héro de très grande qualité cela est vrai pour la Thaïlande, l'Inde, le Pakistan, la Turquie et le Liban. De ce fait, plusieurs anciens de la French Connection se sont en fait reconvertis dans le trafic en achetant du produit fini dans les pays producteurs et en l'important dans les pays consommateurs :

- William Perrin et Jo Battaglia interpellés en mai 1988 : un fructueux trafic d'héroïne entre la Thaïlande et les États-Unis via Antilles françaises.
- Di-Nunno Pascal et Guibert Roger, interpellés à Paris et Marseille en février 1988, importaient du Canada de l'héroïne pakistanaise.

Les chimistes, en ce qui les concerne, s'ils ont continué leurs activités délictuelles, ont élargi leur champ d'action : Scapula Francis, Wiesgrill Philippe, Altieri Charles travaillaient à façon pour des laboratoires installés au Pakistan, au Liban et même aux USA, à Phoenix, Arizona. Interpellés en Suisse en 1985. Un autre chimiste Albert Layani installé aux USA : il importait de l'héroïne libanaise. »²²⁸

Des chimistes corses sont ainsi partis au Pakistan ou au Liban au début des années 1980. Mais la reconversion ne fut pas seulement géographique, les produits ont pu changer, certains passant à la cocaïne, parfois en conservant la main sur l'accès à l'héroïne. Ainsi, en 1987-88, l'OCRTIS arrête à Paris deux anciens de la *French Connection*, Lucien Carrel et Jacky Bozzi, qui s'étaient depuis spécialisés dans la revente d'héroïne et de cocaïne chez certaines élites parisiennes.

²²⁷ Franz Trautmann, Beau Kilmer, Paul Turnbull (dir.), *Further Insights into Aspects of the illicit European Union drugs market*, Luxembourg, publications de l'Union européenne, 2013.

²²⁸ Note de l'OCRTIS *Note relative à l'article du journal Le Figaro du 03 10 89 « la seconde vie de la French Connection »*, 1989, Archives de l'OCRTIS, CAC 1990255/1.

« Dans le cadre de la commission rogatoire de M. Raguin, premier juge d'instruction à Lyon informant contre Carrel, Bozzi, Keinlen et autres, les fonctionnaires de l'Office et du SRPJ de Lyon conjointement saisis ont été amenés au mois de mars dernier à effectuer plusieurs investigations sur Paris et Lyon. [...] Celles-ci devaient aboutir à une quarantaine d'inculpations et le démantèlement d'un des derniers bastions de la French Connection.

Cette enquête avait en outre permis de découvrir que ce réseau alimentait essentiellement le tout-Paris et des consommateurs comme Thierry Ardisson ou Françoise Sagan avaient reconnu les faits.

La poursuite des investigations fait apparaître comme usager M. François DEBRE, journaliste à Antenne 2, fils de l'académicien Michel Debré ancien Premier ministre. À la demande du juge d'instruction chargé du dossier, une convocation a été adressée à M. François Debré, aux fins d'audition sur les faits précités. Ce dernier se rendra au siège de l'Office le 27 mai. »²²⁹

Un célèbre animateur de télévision, un écrivain reconnu, le frère d'un ministre, mais aussi la petite-fille de Pablo Picasso (Laura Picasso) et un homme politique communiste (Maurice Najmann, proche de Pierre Juquin), des chanteurs des groupes Indochine et la Compagnie Créole formaient alors « *le gratin* » qui s'approvisionnait auprès de ses anciens de la « *French* ». Preuve que ces filières ne disparaissent pas comme cela du jour au lendemain sous les coups de bélier de la police...

Les filières de trafic illicite de stupéfiants sont en effet avant tout des marchés où des acteurs nouant des relations de type commercial. Si « *l'Union corse* » était réelle, la lutte policière aurait pu être efficace, mais elle relève du mythe, et le régime de prohibition sur les produits illicites, que s'efforce d'appliquer la police, ne peut en plus que rendre insaisissable ce marché complexe et en recomposition permanente. La *French Connection* ne fut donc qu'une étape dans la reconfiguration permanente du marché mondial de production et de trafic illicite d'héroïne. Ce à quoi renvoie maladroitement la formule a en réalité correspondu à un équilibre temporaire du marché, et au lien qui articulait les différentes zones de production, de transformation et de distribution des produits stupéfiants, ce qui a été expliqué dans une autre section de ce rapport. Une fois l'axe central, dont le nœud était le Midi français, coupé, d'autres axes se sont constitués et les noyaux français d'Amérique du Sud, d'Asie du Sud-Est, et même du bassin méditerranéen ont soit périclité soit cherché à s'insérer au sein des nouvelles « *routes de la drogue* ».

La nature ayant horreur du vide, l'éclatement de la filière française de l'héroïne créa logiquement une sorte d'appel d'air, par lequel allaient s'engouffrer de nouveaux acteurs criminels. D'autant qu'il existait désormais un marché en France et des toxicomanes, en nombre croissant, qui réclamaient leur héroïne. De nouvelles mafias n'allaient pas tarder à prendre le relais, comme le raconte rétrospectivement une brochure de formation destinée aux commissaires de police en 1989 :

²²⁹ Note de l'OCRTIS « Bozzi, Carrel, proches des malfaiteurs ayant composé la French Connection », 2 février 1988, Archives de l'OCRTIS, CAC 19990255/1.

« L'héroïne la plus pure du monde, la « marseillaise » disparaissait alors du marché clandestin. Mais, dès la fin de l'année 1974, le premier « passeur » chinois était interpellé à l'aéroport de Paris, porteur de quelques kilos d'une autre qualité d'héroïne, l'héroïne n°3 ou brown sugar. La filière asiatique était née. Elle n'a cessé de croître depuis des années, malgré des coups de filets remarquables réalisés tant en France qu'en Asie, ou aux Pays-Bas et en Allemagne. Cette filière chinoise est arrivée à ce moment-là presque seule sur un marché laissé libre par la French Connection disparue. »²³⁰

Ces héroïnes proviennent toutes d'Asie du Sud-Est, de la zone traditionnelle de production d'opiacés du Triangle d'or (Thaïlande, Birmanie, Laos), qui revient au premier plan après les restrictions imposées par les Américains et les institutions internationales sur les champs de pavot turcs. Elles sont ramenées en Europe par des circuits complexes par des passeurs asiatiques, pour le compte d'organisations criminelles d'Extrême-Orient. L'OCRTIS a dénommé cette filière la *Chinese Connection* bien improprement, car les gros bonnets, grossistes et passeurs sont en réalité de diverses nationalités asiatiques, et pas seulement chinois. Mais les nouvelles routes de l'héroïne sont également fréquentées par des fourmis, usagers-revendeurs qui s'approvisionnent directement en Thaïlande ou en Malaisie. Le marché français est ainsi nourri à la fois par les passeurs et trafiquants asiatiques d'une part, et les usagers-revendeurs d'autre part, ces derniers pouvant ainsi se rendre dans des contrées moins exotiques, et notamment aux Pays-Bas où s'est implanté au début des années 1970 un important milieu criminel asiatique, pourvoyeur entre autres choses d'héroïne.

Après les projecteurs braqués sur la *French Connection*, il est étonnant de voir que l'activité de la filière asiatique, pourtant réelle, fait très peu la une des journaux et n'a pas du tout imprégné la mémoire collective. Elle a en revanche intégré le récit des policiers, comme en témoigne le classement même des archives de l'OCRTIS. Mais ceci invite, avant de décrire le fonctionnement de cette nouvelle filière de trafic, à une réflexion sur le regard policier. Tout comme les voyous, les policiers ont aussi leur propre mythologie, dans laquelle, pour ce qui relève du trafic de drogue, la lutte contre la *French Connection* occupe une bonne place. Avec pour pendant, du côté des criminels, la légende des parrains corses. Mais il en résulte aussi une certaine tendance à parler de « *Connection* », comme système cohérent et logique, pour évoquer une nouvelle route de la drogue. Et donc à simplifier le fonctionnement d'une économie là encore très décentralisée, où se rencontrent une multitude d'initiatives privées. À cela s'ajoute une tendance à au ciblage de certaines communautés dans les opérations de surveillance et le choix de leur cible. Toutefois, ceci ne résulte pas d'une volonté assumée d'assigner une activité criminelle à une catégorie ethnique précise, mais simplement du calcul rationnel dans l'allocation des moyens qui consiste à porter son regard vers les terrains où l'on voit effectivement se manifester des activités criminelles ponctuelles. Ce faisant, le regard policier tend involontairement (même si, pour certains policiers, la démarche est peut-être volontaire) à « *ethniciser* » les questions de criminalité et de trafic de drogue. Mais ces

²³⁰ Serge Leteur, fascicule *Les produits stupéfiants*, Ecole Nationale Supérieure de la Police, département de Police criminelle, octobre 1989, pp. 6-7, Archives du ministère de l'Intérieur, CAC 19970135/29.

milieux immigrés ne sont pas évidemment en eux-mêmes criminogènes. Ce sont néanmoins des nuances qu'il convient d'avoir en tête à la lecture que nous faisons ici de nouveaux phénomènes maffieux à l'aide des archives de police.

L'essor de la *Chinese Connection*

À l'aube des années 1970, plusieurs facteurs vont contribuer à revaloriser le Sud-Est asiatique comme foyer de production pour l'économie mondiale de l'héroïne illicite. Tout d'abord, cultivé depuis longtemps de façon traditionnelle par les populations montagnardes d'Indochine, le pavot devient une ressource importante pour les nombreux mouvements de guérilla politique de la région. À la fin des années 1960, le gouvernement militaire birman, afin de lutter contre des groupes ethniques dissidents et contre la présence de groupes armés du Kuomintang (KMT) chinois, chassés de Chine populaire en 1949 et contrôlant des régions entières de Birmanie, créa des milices d'autodéfense (KKY). Ces dernières furent autorisées à pratiquer la culture et le commerce de l'opium pour se financer. Leurs adversaires, du reste, faisaient de même bien avant eux : le KMT avait mis en place, toujours dans un but d'autofinancement à partir de la manne locale, des cultures et des raffineries de morphine-base et d'héroïne, employant des Chinois de Hongkong. Dissoutes en 1973 pour inefficacité, les KKY ne rendirent nullement les armes mais entrèrent à leur tour en dissidence contre le pouvoir central, notamment Lo Hsing Han et Chan Shee-fu, surnommé Khun Sa. Ce dernier va s'imposer à la couverture des magazines du monde entier comme étant le terrible « *Seigneur de l'opium* », à la tête de la Shan United Army. Dans sa lutte contre le gouvernement de Rangoon, la production et le commerce du pavot constituent l'essentiel de son financement. Mais il est loin d'être le seul producteur de la région : le Parti communiste birman, appuyé par la Chine, s'étant emparé d'un district du nord-est de la Birmanie, participe également au trafic régional de l'héroïne. La production de pavot et son raffinement sont ici à réinscrire dans un jeu de luttes politiques régionales. Ensuite, ces producteurs ont compris, le temps de l'engagement militaire américain au Vietnam, toutes les potentialités offertes par le « *marché* » des soldats en mal de paradis artificiels pour compenser la peur et l'horreur du combat dans la jungle. La production d'opium explosa alors, avec des productions annuelles moyennes de 400 tonnes en Birmanie, 200 tonnes au Laos, et 150 tonnes en Thaïlande²³¹. Enfin, la coupure de l'axe Proche-Orient – Méditerranée – États-Unis en 1972-1973 incita les acheteurs clandestins de drogue des pays consommateurs à se tourner vers cette nouvelle offre de produit opiacé, parfois déjà raffiné. Certains criminels américains comme Frank Lucas, le « *parrain de Harlem* », iront désormais s'approvisionner sur place auprès de Khun Sa, au lieu de passer par des intermédiaires européens comme le faisaient d'autres importateurs de drogue²³². Déjà, en 1972-1973, les policiers canadiens avaient remarqué le changement des routes de l'héroïne et en avaient avisé leurs collègues lors de la conférence technologique de Saint-Cloud. Une héroïne clandestine venue de Hongkong et de Bangkok rentre clandestinement sur le territoire canadien par le port de Vancouver, en usant des possibilités

²³¹ Alain Labrousse, *Géopolitique des drogues*, Paris, PUF, 2004, pp.20-22.

²³² Son histoire a été portée à l'écran, avec les déformations propres à la fiction, par le cinéaste Ridley Scot : *American Gangster*, 2007.

de contrebande offertes par la marine marchande. Tandis que les douanes canadiennes découvraient d'autres cargaisons lors d'envois commerciaux par avion à Toronto (12 kg d'héroïne cachés dans du thé en provenance d'Hongkong, par exemple). Les individus impliqués dans le trafic étaient chinois ou canadiens-chinois²³³.

Le principal produit d'exportation est l'héroïne n°3 ou « *brown sugar* », en raison de sa couleur. Elle se présente sous forme de substance granuleuse de couleur brune ou parfois grise, ressemblant, d'après les amateurs, à de la litière pour chat. Elle est obtenue à partir d'héroïne acétylée n°2 à laquelle sont ajoutés quelques-uns des éléments suivants : strychnine, quinine, scopolamine, aspirine et caféine. La pureté n'est ainsi que de 30 ou 35% ; on est bien loin du taux de pureté de 90% que pouvait atteindre l'héroïne blanche « *marseillaise* » d'après les agents de l'OCRTIS. Cette héroïne est très appréciée en Asie du Sud-Est, et en particulier à Hongkong où elle est généralement fumée. En revanche, les toxicomanes européens prendront l'habitude de se l'injecter après l'avoir réduite en poudre et mélangée à du jus de citron. À côté de cette héroïne de piètre qualité, on trouvera aussi, toujours originaire d'Asie, une héroïne dite n°4, plus appréciée, d'une très grande qualité : elle se présente sous forme de poudre très fine et légère au terme d'un raffinage très poussé de la morphine, ce qui en fait un produit onéreux et fort prisé sur le marché²³⁴. Enfin, on trouve une troisième sorte d'héroïne, non-classée par les agents de l'OCRTIS, mais bien connue des usagers de drogue des années 1970-1980, « *l'héroïne rose* » ou la « *chinoise* », qui gélifiait dans la cuillère et qu'il fallait par conséquent injecter rapidement²³⁵... Une fois produites, ces héroïnes sont acheminées vers Bangkok ou Hongkong où elles sont évidemment consommées en priorité par les marchés locaux, mais certains groupes acheteurs se chargent alors de les réexpédier vers le monde occidental, depuis ces mêmes lieux, auxquels s'ajoutent Singapour ou encore Kuala Lumpur. Selon les rapports de l'OCRTIS, cette réexpédition est alors le fait des mafias chinoises de Hongkong, de Malaisie ou de Thaïlande.

Les « *gros bonnets* » sont donc essentiellement chinois : pas de Chine populaire, mais de Hongkong, de Malaisie ou de Thaïlande. Ces organisations criminelles chinoises se regroupent en familles ou clans nommés « *triades* ». Les triades qui se sont spécialisés dans le trafic international de l'héroïne ont été identifiées par l'OCRTIS : on trouve la 14 K, organisation originaire de Canton, puis de Hongkong ; la Ka Ki Nang, organisation chinoise basée en Thaïlande ; la Gi Kin San, organisation chinoise de Singapour ; et la Sap Baat Chai ou groupe des 18 Immortels, organisation chinoise de Malaisie. La plus puissante étant sans doute la 14 K, qui sera derrière toutes les affaires démantelées en France, mettant en cause à une échelle ou une autre des Chinois de Hongkong. Pour cette dernière, la perspective de la rétrocession de Hongkong à la Chine populaire, même si elle ne surviendra pas avant un horizon de vingt ans (1997), semble être, d'après l'OCRTIS, à l'origine de l'arrivée massive vers l'Europe de capitaux douteux investis dans le trafic d'héroïne. Ces triades s'inscrivent toutes dans un univers qui, au niveau des pratiques et des éléments de langage, est

²³³ Note « Le problème de la drogue au Canada, 1972-1973 », disponible dans les dossiers de la Conférence scientifique et technologique de Saint Cloud de 1973, pp. 3-4, Archives de l'OCRTIS, 19920026/3.

²³⁴ Serge Leteur, *op. cit.*, section « Héroïne : production ».

²³⁵ Entretien Johnny, octobre 2011.

spécifiquement asiatique : les parrains sont des « *oncles* » qui veillent sur leurs « *neveux* », il y a des « *cousins* ». Une famille peut compter entre 30 et 50 membres. Une hiérarchie s'instaure autour de grades accordés aux membres méritants : « *Bâton rouge* », « *Bâton noir* »... Certaines fonctions donnent lieu à des dénominations spécifiques : on est « *garde* », « *combattant* », ou encore « *soldat* » (chez les 18 Immortels)²³⁶. Mais tous ne sont pas membres de la famille : logeurs, chauffeurs, fournisseurs de caféine (pour produire de la n°3), mules, assistants ponctuels, sont des occasionnels parfois recrutés à la mission, avec qui la famille entretient une relation de confiance, mais qui n'en sont pas membres. Le « *phénomène mafieux* » affiche de grandes similitudes structurelles, au-delà des différences culturelles. Tout comme les clans corses jadis, leur portefeuille d'activités est diversifié : drogue, jeux, prostitution, racket... Tout comme eux, leurs réseaux, transnationaux, reposent sur des sociabilités éparpillées : une même triade peut opérer entre deux ou trois pays différents en Europe, surtout à l'échelle de cinq pays qui sont, par ordre d'importance criminelle, la Hollande, la France, la Belgique, l'Allemagne de l'Ouest et le Portugal²³⁷.

Enfin, tout comme eux, les familles ne sont pas imperméables et on trouve des circulations d'acteurs d'un clan à l'autre en fonction des opportunités qui peuvent conduire à l'association ponctuelle de quelques branches de diverses triades entre elles. Sur le plan ethnique (ou national), la composition de ce milieu se diversifie aux niveaux inférieurs avec des ressortissants d'autres nationalités asiatiques, au niveau du transport comme de la revente en Europe : Vietnamiens, Cambodgiens, Laotiens... Ainsi, pour n'évoquer qu'un exemple, en 1982, dans l'affaire Kao Wong, grossiste dont nous reparlerons ci-dessous, les organisateurs du trafic sont des Chinois de Hongkong ou de Thaïlande, mais les équipes de revente étaient constituées en majorité de Laotiens et de Vietnamiens²³⁸. Enfin, une dernière particularité de ces triades et équipes de revente est qu'elles ont décidé, au début des années 1970, de viser entre autres le marché français mais de ne pas s'installer directement sur place, peut-être en raison de l'importante pression policière sur les trafiquants d'héroïne marseillais, mais d'opérer depuis les Pays-Bas. Aussi, les chefs de réseau qui supervisent le trafic à destination de la France se trouvent essentiellement à Rotterdam ou à Amsterdam. En 1984, après plusieurs années d'enquêtes, de saisies, de mise en œuvre de commissions rogatoires internationales, et d'échanges d'informations avec les services étrangers, surtout néerlandais, les policiers de l'Office ont suffisamment travaillé pour pouvoir présenter une liste plus ou moins exhaustive de ces « *gros bonnets* » asiatiques qui font le grand écart entre Hongkong et la Hollande. Ne retenons que trois profils à titre d'exemple :

« • *Cheung Siu Tang : né en 1954 à Hongkong, il apparaît depuis cinq ans comme étant l'un des chefs les plus puissants de la Triade 14 K. Il fait partie de la génération montante de trafiquants d'héroïne exportant sur l'Europe. Mis en cause dans de nombreuses affaires en France (Kao Wong, Yee Kon Pine, Ah Tsao), et il possède aussi des relais bien établis en Hollande et en Belgique.*

²³⁶ Sur la criminalité asiatique en général, voir Roger Faligot, *La Mafia chinoise en Europe*, Paris, Calmann-Lévy, 2001.

²³⁷ Dossier « Synthèses chinoises », Titre I : l'organisation du trafic, 1984, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/7.

²³⁸ Affaire « Bac Cam Hoang », 8 septembre 1982, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/7.

• *Lau Sik Hung* : né en 1952 à Hongkong, il est à l'origine de nombreuses exportations d'héroïne en France. Trafiquant international et membre de la 14 K, il est recherché pour meurtre à Kowloon. Il est l'instigateur et le patron du réseau chapeauté en France par Lui Ming Leung.

• *Li Lin Hing* : né en 1934 à Hongkong, c'est un ancien fonctionnaire de la police royale de HK. Il est parti en Hollande vers la fin des années 1960 pour y établir son propre réseau d'importation d'héroïne. Propriétaire de la maison de jeux Hop-Yee à Rotterdam, il a reçu en 1980 une livraison de 80 kg d'héroïne. Il est l'oncle de Lee Koon Mui. »²³⁹

Appartenance prioritaire à la 14 K, circulation transnationale, profil délinquant très développé, investissements dans des activités interlopes variées... Voilà les caractéristiques les plus importantes de ces acteurs criminels, à la fois « *gros bonnets* » (mais on devine qu'il y a des « *oncles* » au dessus d'eux en Asie que l'Office n'a pas réussi à identifier) et chefs d'équipe pour l'acheminement, la distribution et la revente des produits. Mais il faut s'interroger sur ce choix de la Hollande comme tête de pont en Europe : pourquoi le milieu criminel asiatique se sent-il plus à l'aise aux Pays-Bas que partout ailleurs en Europe ? La réponse est simple : elle vient de la législation néerlandaise, des dispositions de l'*Opiumwet* datant de 1919. Dans leur grande libéralité, les autorités néerlandaises avaient en effet autorisé les immigrants asiatiques à fumer l'opium (voire, à la limite, d'autres opiacés s'y assimilant) dans leurs arrière-salles de boutiques, ou dans des fumeries semi-légales dans les quartiers asiatiques, à condition que ces consommateurs ne fassent pas de prosélytisme à l'encontre de la jeunesse néerlandaise, autant que faire se peut²⁴⁰. La situation ne changera qu'avec l'adoption du nouvel *Opiumwet* de 1976. En attendant, c'est un appel d'air pour les trafiquants asiatiques qui vont venir s'implanter massivement aux Pays-Bas au tournant des années 1960-1970, lorsque les regards de plusieurs investisseurs de l'ombre vont se tourner vers les marchés occidentaux de la drogue. C'est ce que constate, désabusé, le commissaire Roger Le Taillanter, ancien chef de la brigade mondaine et des stupéfiants puis de la brigade de répression du banditisme à Paris, dans son roman policier inspiré de faits réels, *Paris sur drogue*, en 1978 :

« En fait, les Hollandais, dont le libéralisme est bien connu, s'étaient laissés abuser par leurs Asiates qui, sous le nom d'opium, ramenaient tout à la fois d'Extrême-Orient le poison qui était le leur et qu'ils fumaient en toute quiétude, au mépris des conventions internationales, et le « cheval » mortel destiné, sous le nom de « brown sugar », aux veines des jeunes Occidentaux. Après quelques visites aux hauts lieux traditionnels d'Amsterdam, Le Flaour [note : le héros policier de l'ouvrage] avait rapporté de son voyage la conviction que la Hollande avait rapidement pris la place de Marseille comme plaque tournante du marché

²³⁹ Dossier « Synthèses chinoises », Titre II : les chefs de réseaux à Hongkong et en Thaïlande, 1984, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/7.

²⁴⁰ Marcel Kort (de) Marcel, *Tüssen patient en deliquent ; Het Geschiedenis van het Nederlandse Drugsbeleid*, Rotterdam, Verloren, 1995, Chapitre 5 « Het Nederlandse Drugsbeleid, 1920-1960 », pp.81-115.

européen. Les autorités néerlandaises ayant décidé à la fois de ne se préoccuper ni des usagers quoi qu'il leur arrive, ni des activités pourtant fort édifiantes de leur colonie chinoise et malaise, il y avait tout lieu de penser que les ruisselets d'approvisionnement qui coulaient déjà vers la France se transformeraient bien vite en autant de rivières torrentueuses charriant la mort. »²⁴¹

Ces têtes de réseaux manient de l'argent envoyé depuis l'Asie ou issu des revenus de l'économie de casino ou de clubs de jeux qu'ils ont ouverts. On trouve en dessous d'eux des équipes, constituées de grossistes et de transporteurs, qui se chargent de procéder concrètement à la mise en place du marché. Illustrons ce mécanisme avec un grossiste « français » : Chow Kok Choon, alias Ma Lau. L'affaire Ma Lau est caractéristique de l'interpénétration de différentes familles et de l'activité d'équipes plurielles dont Chow Kok Choon a assuré la supervision. Les ramifications du réseau entraînent des échos en Hollande, au Portugal et en Espagne. Et toute la diversité de la criminalité (asiatique) est représentée : la drogue, bien sûr, avec Chow Kok Choon, mais aussi les jeux et le racket avec ses associés Wong Kam Hong et Lee Bing Yuk, la prostitution avec Danièle Mougin, et enfin, la violence et l'intimidation avec Takerdkij Viroj :

« La drogue : Chow Kok Choon, né le 1^{er} juillet 1947 à Singapour. C'est le chef de la branche française de l'équipe Li Lin Hing. Il avait déjà été arrêté le 29/07/1977 en Hollande avec 12,4 kg d'héroïne. C'est à la suite d'une commission rogatoire internationale en Hollande du 9 juin 1980, après l'interpellation de Jivalertleka, Tan Cheng Chuan et Lim Toh Sim avec 2,6 kg d'héroïne, que Ma Lau a été formellement mis en cause et après un mandat d'arrêt de Madrid, que l'arrestation de Chow Kok Choon a eu lieu.

Le jeu, le racket : c'est dans une arrière-salle du restaurant du 24 rue au Maire, Paris, que Lee Bing Yuk avait installé une salle de jeux clandestins. Mis en cause dans le cadre de cette affaire, il a reconnu Ma Lau comme étant un client habituel de son « casino », mais a toujours nié avoir une participation quelconque dans un trafic d'héroïne. Citons néanmoins pour mémoire le palmarès éloquent de cet individu : interpellé le 12/06/1974 suite à une saisie de 8.9 kg d'héroïne, arrêté le 21 octobre 1980 par la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP) pour racket, arrêté par l'Office le 07 janvier 1984 avec Chow Kit lors d'une remise de caféine. En ce qui concerne Wong Kam Hong, né le 29 avril 49 en Malaisie, son établissement à Lille lui permettait d'être un relais idéal de l'équipe, entre la Hollande et la France. Tai Lo, de la Triade des 18 Immortels, a lui aussi été arrêté pour racket en juillet 1983 par le SRPJ de Lille.

La prostitution : elle était organisée par Dang Thi Muoi, épouse Mougin Danièle. Lors de la perquisition à son domicile dans le cadre de cette affaire, 4 Thaïlandaises ont été découvertes séquestrées et forcées à se prostituer. Mougin, bien que mise en cause et connaissant parfaitement tous les protagonistes de cette

²⁴¹ Roger Le Taillantier, *Paris sur Drogue*, Paris, Julliard, 1978, pp.81-82.

affaire du côté thaïlandais, a toujours nié avoir eu une quelconque participation à cette affaire de stupéfiants. Danièle Mougin a été incarcérée à Fleury-Mérogis.

La violence : elle est omniprésente chez les Chinois de Thaïlande. Dans le cas présent, elle était le fait de Tankerdij Viroj, homme de main et deuxième couteau de Keokanchanasakul Phongtep. Il est fort probable que parmi ses coups de main, il ait été l'instigateur de la pose de 5 kg d'explosifs dans une salle de boxe thaïlandaise à Bangkok pour le compte de Detchnambunchachai Thavee qui refusait de payer une livraison d'héroïne en 1980. Ce même Thavee, alias Ting Ku, s'est fait assassiner quelque temps après par les survivants, de 23 balles de calibre 11. »²⁴²

L'affaire Chow Kok Choon/Ma Lau, indépendamment du fait qu'elle a permis d'incarcérer une quarantaine de personnes en France comme en Hollande, a jeté les bases de nombreuses enquêtes d'initiative qui ont suivi en Europe. Ces réseaux particuliers sont là aussi, dans le cas Chow Kok Chun, un exemple de l'interpénétration des différentes familles, à la fois rivales et pouvant s'associer quand même pour les affaires, puisqu'on trouve présents des membres de la 14 K (certes majoritaires) et des 18 Immortels.

Pour s'enraciner dans le paysage hexagonal, le « milieu » asiatique s'est de fait, comme ailleurs, coulé dans le moule de l'immigration asiatique. Cette dernière s'est répartie en France autour de trois pôles principaux : la région parisienne, la région lilloise et la région Sud-Est, autour de Lyon. À Paris, la communauté immigrée s'est concentrée dans le XIII^e arrondissement, où la construction de tours a permis sa fixation, donnant naissance à un véritable « Hongkong-sur-Seine », comme le dira le leader communiste Georges Marchais en 1981, quand bien même la colonie britannique n'est pas du tout le foyer d'origine des nouveaux habitants du quartier²⁴³. Petit à petit sont apparus d'autres quartiers asiatiques : Belleville, Arts-et-Métiers, puis d'autres en banlieue, proche ou lointaine, comme Lognes, en Seine-et-Marne. La principale activité de ces populations est la restauration (restaurants, cantines ou traiteurs) : en 1968, on dénombrait environ 300 établissements asiatiques à Paris. Ils seront environ 4 500 sur la région parisienne en 1984²⁴⁴. Leur personnel change fréquemment et les policiers pensent que certains d'entre eux servent de paravent à un trafic d'héroïne. Outre les restaurants, la part des Asiatiques dans le commerce de confection et de maroquinerie est prépondérante. Bien sûr, tous ces établissements ne recèlent pas dans leur arrière-salle des stocks, des laboratoires ou des planques de trafiquants, mais en leur sein évolue cependant un sous-prolétariat tenté, pour compléter ses revenus, de fournir ponctuellement un service aux trafiquants des triades. C'est le cas, par exemple, dans le Nord où plusieurs restaurants chinois (avec beaucoup de Chinois originaires de Malaisie) de Lille ou de Roubaix ont été identifiés comme points de chute pour des trafiquants sur leur route entre Amsterdam et Paris. Enfin, dans le Sud-Est, ce sont des clubs de jeux qui servent de

²⁴² Dossier « synthèses chinoises », Titre IV : les différentes familles. Analyse des affaires traitées en France. Relations avec l'Europe », cas particulier : Chow Kok Choon, 1984, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/7.

²⁴³ *L'Humanité*, 21 février 1981.

²⁴⁴ Note « Réunion franco-allemande sur les stupéfiants, 9 juillet 1975 », compte-rendu du 18 juillet, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920026/2.

paraient à des activités illicites, comme celui de Ha Pui Ko, alias Thao Kam, à Lyon, ou encore celui de Sengsavang Bounphet à Bonneville, en Haute-Savoie²⁴⁵. On trouve enfin, à côté des immigrés, des réfugiés d'Asie du Sud-Est, comme des Méos du Vietnam dans la région d'Angers, qui ont pu jouer un rôle de fourmis dans le transport d'opiacés depuis leur région de production.

La répartition des rôles au sein de la *Chinese Connection* : quelques criminels endurcis et beaucoup d'occasionnels

Mais ces têtes de réseaux ne sont que la première catégorie d'acteurs rencontrés dans les ramifications européennes de la filière asiatique. Comme pour les équipes de la *French Connection*, celles de la *Chinese Connection* sont constituées de grossistes-pourvoyeurs et de transporteurs. Les chefs d'équipe se meuvent dans un espace transnational, faisant jouer les frontières en les franchissant aisément grâce à de faux passeports, tout en se construisant une façade sociale de respectabilité. Ainsi, le trafiquant Tio Nan Chen, identifié par l'OCRTIS en 1978 sur la base d'informations fournies par les collègues canadiens. Ancien policier de Taïwan, voyageant avec un passeport thaïlandais, il vit à Paris où il se présente comme homme d'affaires spécialisé dans la bijouterie. Mais il dispose d'un stock sous clé de 70 kg d'héroïne à Bangkok et engage comme passeurs des ressortissants de Hongkong, pour en exporter régulièrement de petites parties :

« [À propos d'un réseau majeur de trafiquants chinois d'héroïne] *Tout indique jusqu'ici que Tio Nan Chen serait le chef de route de cette organisation. Chen demeure au 36, rue de Bassuno, Paris VIII^e. Il est âgé d'environ 50 ans et est natif de Taiwan. Il est un ancien policier de Taiwan et utilise le passeport thaïlandais A14589 pour voyager.*

Le mois dernier, Chen était au Canada pour surveiller l'arrivée d'une livraison de 11kg d'héroïne (n°3) à Montréal depuis Genève, le 10 août 1978. Cette livraison a été apportée au Canada dans une valise truquée (faux côté) par deux chinois originaires de Hongkong : Yang An Tang ou Yang an Tsen et une femme dénommée Lu Lu Ho.

Chen prétend être un homme d'affaires, spécialiste en bijoux et joyaux. [...] Chen a indiqué qu'il possède 70 kg d'héroïne n°4 à Bangkok cachés dans un endroit très dangereux. Il a l'intention d'en envoyer 20 kg à Calgary, une quantité indéterminée en Allemagne, et une autre quantité indéterminée ailleurs au Canada. Ces livraisons devraient arriver au Canada d'ici deux mois, sous forme de colis. »²⁴⁶

Ensuite, qu'en est-il des « chimistes » ? Les héroïnes asiatiques sont produites en Asie par des chimistes chinois opérant dans le Triangle d'or. On sait peu de choses sur eux,

²⁴⁵ Dossier « Synthèses chinoises », Titre III : l'apparition du milieu chinois, son implantation, 1984, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/7.

²⁴⁶ Affaire Chen, Lettre de l'Ambassade du Canada au contrôleur général de l'OCRTIS François Le Moëll, 5 septembre 1978, objet : Tio Nan Chen, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/4.

d'autant qu'ils n'intéressent pas l'OCRTIS. On trouve cependant, en Europe et en France, des lieux, non pas de transformation, mais de coupe. Emerge alors un profil particulier de chimiste, le « *caféiniste* » pourrait-on dire, chargé de couper l'héroïne pour la transformer en *brown sugar*. Par exemple en 1982, dans la traque d'un chef d'équipe dénommé Kao Wong, l'OCRTIS remonte la piste d'un certain Keo Outhaï. Dans son appartement, 18 rue Corvisart, la police arrête effectivement un certain Ong Sai Huang qui coupait héroïne et caféine. Mais la perquisition permet aussi de mettre la main sur une fausse fiche de paye du restaurant *Chinatown* à Vincennes. Une autre perquisition permet alors aux officiers de découvrir que les gérants C. T. L. et L. K. K.²⁴⁷ étaient des aides occasionnelles de Kao Wong. Ils lui offraient des planques : « *Ils sont le type même des gens vivant en marge de la légalité sans pour autant prendre les risques des trafiquants, offrant à ceux-ci la logistique nécessaire à leurs activités.* » Quelques surveillances des proches de ces individus permettent très vite de découvrir que l'équipe Ah Man, un autre grossiste qui travaille avec Kao Wong, utilise les services du dénommé K.g K. C., patron d'une petite pâtisserie orientale nommée May Xim, rue de Tolbiac à Paris : ce dernier utilise en effet ses fours, non seulement pour les gâteaux, mais aussi pour mélanger héroïne et caféine²⁴⁸. On trouve donc ici des occasionnels recrutés pour fournir des planques pour les personnes ou des installations pour la coupe des produits, en échange d'un petit revenu et au nom de la solidarité communautaire (qui peut aussi passer par des moyens de pression ou du chantage).

Sur le plan du transport, les héroïnes asiatiques arrivaient en Europe par les grands ports : Anvers, Rotterdam, Amsterdam, Hambourg, ou encore Lisbonne. En France, en revanche, la marchandise venait plutôt par voie terrestre (voitures) ou aérienne (mules arrivant par avions dans les aéroports parisiens, rarement en vols directs). Les méthodes classiques sont utilisées : valises à double fond, chaussures creuses, plateaux évidés, caches dans les voitures, camouflage dans des cargaisons alimentaires type boîtes de conserve. Plus rarement, les drogues sont transportées à corps, par ingestion, mais ce dernier procédé ne se généralisera que quelques années plus tard, notamment quand les douaniers ou agents de la police de l'air et des frontières auront de plus en plus recours à des chiens renifleurs. Les passeurs sont souvent ressortissants de Hongkong, de Malaisie, de Thaïlande, de Singapour ou de la péninsule indochinoise. Mais rares sont ceux qui sont véritablement membres permanents d'une triade. Les mules sont recrutées ponctuellement, leur recruteur leur donnant fort peu d'informations, et elles sont en général approchées par des intermédiaires leur proposant beaucoup d'argent dans des établissements qui font le sas entre les économies formelle et informelle : bars, night clubs, clubs de jeux, comme le relève une note de 1981 :

« [L'agent] *Buroni* a un indic qui a fait la connaissance de filles dans des bars à Paris. Certaines d'entre elles ont été recrutées par une asiatique pour aller à Hongkong. Elles ne savent pas pourquoi. Le contrat est de trois millions anciens par mois pour une durée de trois mois, soit au total neuf millions payés d'avance.

²⁴⁷ Certains noms ont été anonymisés et pas d'autres dans cette section du rapport : on a en effet choisi de laisser comme tels les noms des personnes interpellés et ayant fait l'objet de procédures judiciaires conduisant à une condamnation, et d'anonymiser les noms des simples suspects, entendus comme témoins ou individus pour lesquels nous n'avons pas trouvé la certitude d'une condamnation.

²⁴⁸ Dossier « Affaire Kao Wong », Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/7.

Une des filles qui a été recrutée, une Eurasienne qui connaît Hongkong en a parlé à l'indic.

[la femme asiatique serait] N.N K. : Nan est une Laotienne qui travaille ou possède un salon de massage, au 39 rue des Pyrénées, Paris. D'après l'indic, cette femme craint actuellement la police.

Le 3 décembre, Buroni est allé avec son indic au contact d'une des filles recrutées. Cette dernière ne sait pas que Buroni est un poulet. Ils avaient rendez-vous au bar du Méridien à 21h. La fille était accompagnée d'une autre fille de race arabe et d'un jeune type, 25 ans de la même race. Après leur rendez-vous au bar, ils sont allés déjeuner à proximité du Méridien. Vers 1h00 du matin, après être sortis du restaurant, ils sont montés dans la voiture de l'indic, Mercedes... Malheureusement, la filature a été perdue au départ. Le lendemain, j'ai demandé à Buroni de continuer les contacts avec la ou les filles, en annonçant si possible la couleur. Au cas où les contacts seraient positifs, Buroni me présenterait. »²⁴⁹

L'enchevêtrement et le caractère parfois confus des situations reflétées par les archives de police ne sont ici pas seulement liés à l'information partielle des policiers, ils viennent aussi de ce que les malfrats s'associent selon une logique d'opportunité, en fonction des potentialités offertes par la possibilité d'écouler sur le marché, par le fait d'avoir des courriers disponibles et des criminels qui acceptent d'endosser des responsabilités de superviseur ou de chef d'équipe. D'où l'aspect d'assemblage hétéroclite caractérisant les groupes d'acteurs intervenant sur ce marché clandestin. D'autant plus, que certains peuvent avoir un comportement d'auto-entrepreneur, décidant de se mettre à leur propre compte, et de monter leur propre affaire en prenant appui sur les ressources préexistantes en matière d'offre de produits auprès des fournisseurs basés en Asie, de mules disponibles et de contacts pour la revente. Par exemple, évoquons en 1980 le cas de Tan Kuang Shee. Ce Chinois de Malaisie, domicilié en France, décide de monter son propre réseau d'importation d'héroïne. Il expose son idée à un certain Fong Tung Wan qui lui propose de trouver des acheteurs potentiels en Hollande. Cet intermédiaire prend alors contact avec un dénommé Lau Tin Man, surnommé Wu, habitué du restaurant Wong Shung Wong à Amsterdam, connu pour ses contacts avec les importateurs de drogue d'Asie. Tan Kuang Shee est alors mis en relation avec un courrier thaïlandais nommé Nan Zaï, qui devait ramener en juin 1980 1,5 kilo d'héroïne depuis Singapour. Une partie qui est ensuite revendue à Fong Tung Wan, devenu associé de Tan Kuang Shee. Un an plus tard, le commerce de Tan Kuang Shee semble être devenu prospère, l'OCRTIS recevant le 26 juin 1981 une information selon laquelle un couple composé d'un Chinois, Lam Po Ming, et d'une Allemande, Irmgard Brings, devait se rendre à Paris chercher de l'héroïne pour la remettre ensuite à un Chinois de Hollande. Les trafiquants parisiens sont justement Tan Kuang Shee, Fong Tung Wan et un certain Simon Ha, alors localisés en banlieue parisienne. C'est au moment de la transaction, sur la terrasse du café L'Écritoire, que les policiers interviennent et appréhendent tous ces messieurs. Quelques jours plus tard, sur la

²⁴⁹ Dossier « Chong, information d'un collègue de la DST », 4 décembre 1981, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/4. L'agent Buroni, ici évoqué, n'est pas de l'OCRTIS, mais de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) qui a transmis l'information à l'Office.

base des informations croisées de l'antenne de l'OCRTIS de Bangkok, de la DEA et des policiers néerlandais, deux passeurs venant de Singapour sont arrêtés à leur descente de vol à Orly avec 5,7 kg d'héroïne. Selon toute vraisemblance, les destinataires de la marchandise étaient Tan Kuang Shee et Simon Ha, qui coupaient cette héroïne pure avec de la caféine pour produire localement en région parisienne de l'héroïne n°3²⁵⁰. Cet exemple, très détaillé, reflète cependant la manière dont se structurent les économies criminelles du trafic, les Corses de la *French Connection* ayant fait de même en leur temps.

Enfin, sur le plan de la revente finale au consommateur, un mystère demeure que ne permet pas de résoudre la documentation rassemblée. En effet, cette héroïne semble être d'abord destinée en priorité à un usage communautaire avant d'être revendue aux consommateurs français. Ces derniers n'étaient pas très nombreux à aller « voir les Chinois », et surtout en cas de panne. Les dealers chinois n'appréciaient guère les usagers en voie de « *junkification* » et repoussaient les marginaux trop insistants²⁵¹. Contacts limités mais pas inexistants, les policiers cernent bien ici ou là des contacts directs entre dealers chinois et consommateurs non-asiatiques :

*« Certains renseignements ont été recueillis par mes services auprès des milieux asiatiques de la capitale. Selon ces informations, trois individus d'origine chinoise se livreraient à Paris au trafic de drogue. Ces personnes se rendraient fréquemment en Hollande afin d'y prendre livraison de stupéfiants qu'ils écouleraient soit dans des maisons de jeux, soit auprès des étudiants du Quartier latin ou des étrangers de passage à Paris. »*²⁵²

En l'occurrence, ces Chinois masqueraient leurs activités derrière le paravent d'une entreprise de location de voitures : Autorent location. Mais assez curieusement, c'est par l'entremise de groupes criminels maghrébins que le produit est revendu aux toxicomanes, quand ces derniers n'allaient pas d'eux-mêmes s'approvisionner aux Pays-Bas ou en Asie, ce qu'ils préféraient faire. Ce qui fait ainsi de cette filière asiatique la grande oubliée de l'histoire, derrière l'idée reçue, pas totalement fausse cependant, qu'un trafic de fourmis généralisé s'est mis en place après la fin de la filière marseillaise. C'est en tout cas ce que l'on apprend rétrospectivement à l'École de police en 1989 : « *Il semble que les Tunisiens aient noué des rapports avec les Chinois et qu'ils se chargent d'écouler en France une partie de la « marchandise » vendue en petite quantité.* »²⁵³ Nous n'avons hélas pas trouvé davantage d'archives pour éclairer ce singulier maillon de la chaîne.

²⁵⁰ Affaire « Lam Po Ming, 1^{er} et 2 juillet 1981 », Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/7.

²⁵¹ Entretien Jimmy K., Octobre 2011.

²⁵² Affaire « Chinois d'Autorent location », septembre 1979, note « Détection d'individus d'origine chinoise susceptibles de se livrer à un trafic de stupéfiants à Paris », Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/4.

²⁵³ Serge Leteur, *op. cit.*, section « Héroïne : production ».

Un démantèlement de la filière chinoise au début des années 1980 ?

La lutte de la police contre les filières asiatiques bute sur plusieurs écueils, les mêmes que pour d'autres filières antérieures ou postérieures. D'abord, les « *gros bonnets* » restent hors d'atteinte. Certes les parrains de Hongkong, de Bangkok ou de Kuala Lumpur sont bien trop loin pour être réellement inquiétés. Mais, même en ce qui concerne les chefs de famille opérant en Europe, surtout depuis les Pays-Bas, il manque toujours suffisamment de preuves pour faire tomber les gros poissons sur lesquels pèse un lourd faisceau de présomptions que la police ne peut consolider de façon significative. Développons l'exemple de Cheung Mok Yun en 1982. L'arrestation de Lau Kan Tak en France l'année d'avant et celle de Cheung Ming Shun (qui opérait à La Haye sous l'identité de Cha Po) permettent de mettre les policiers sur une nouvelle piste : celle du dénommé Cheung Mok Yun, qui semble être un trafiquant de grande envergure à la tête d'un petit empire. Par ailleurs, le 26 août 1982, les Américains arrêtent de leur côté à New York un certain Lau Tung Lam ayant importé en Amérique 22 kg d'héroïne. Si Lau est arrêté, son complice Wong Yuk Fung est relâché, faute de preuves. Mais une fois rentré en Europe, on le retrouve un mois plus tard en compagnie de Cheung Ming Shun – Cha Po et présent lors de son arrestation le 30 septembre à La Haye en train de convoyer deux fûts de 20 kg de caféine. Pour l'ensemble des policiers collaborant par-delà les frontières, il s'agit là des ramifications d'un vaste et puissant réseau. Et toutes les informations convergent pour cibler Cheung Mok Yung. Ce dernier est aussitôt mis sous intense surveillance.

« Au cours de l'enquête hollandaise, il aura été déterminé que le groupe de Cha Po était aux ordres de Cheung Mok Yung, trafiquant incontesté aux Pays-Bas, et que Cheung Ming Shun lui-même était en contact permanent avec Lau Kan Tak arrêté en France à Noël 1981 avec 10 kg d'héroïne. Une commission rogatoire internationale des Hollandais, exécutée après ces faits, et les auditions des personnes arrêtées lors de l'affaire de Noël 1981 permettront de mettre en cause tous les membres de ce groupe quant à leur participation à ces trois affaires : New York, Paris, La Haye. Pour parachever le démantèlement de ce réseau, unique par son importance et ses connexions France – Pays-Bas – États-Unis, les Hollandais, instruits par cette coopération et par la masse de renseignements recueillis, mettaient sous surveillance Cheung Mok Yung. »

Très vite, la surveillance porte ses fruits, et les Néerlandais découvrent un « laboratoire de transformation d'héroïne chinoise à Leeuwarden, fournissant le marché de La Haye, Rotterdam et Amsterdam, mais aussi de Paris ». À la fin de l'année, ils arrêtent douze Chinois, en identifient 5 autres qui parviennent cependant à prendre la fuite et saisissent dans le laboratoire 50 kg de caféine, 4,7 kg d'héroïne et 200 000 florins en liquide. Mais les preuves manquent pour arrêter ensuite le grand chef Cheung Mok Yun. Les écoutes téléphoniques montrent qu'il a appelé plusieurs de ses contacts, apparemment fournisseurs et financiers d'Asie, en leur disant « *le bateau a coulé !* ». Langage codé, on s'en doute, pour signifier que son entreprise a été ruinée, ces propos ne sauraient constituer une preuve

permettant de procéder à l'arrestation du « *gros bonnet* »²⁵⁴. Cheung Mok Yun ne sera jamais mis en cause pour cette histoire, comme jadis beaucoup de parrains corses malgré le démantèlement de leurs laboratoires et la saisie de leur héroïne...

Ensuite, autre obstacle d'envergure au démantèlement complet de la « *filière* », chaque tête coupée est remplacée par une, voire deux têtes nouvelles : les réseaux asiatiques sont d'une grande vitalité et les trafiquants retirés du circuit sont vite remplacés. De surcroît, la mise en état de nuire d'un chef d'équipe a un deuxième effet pervers : celui de favoriser la concurrence d'une équipe rivale qui va aussitôt saisir l'opportunité de combler le vide et de se développer. C'est ce que montrent certains aspects de l'affaire Kwong Kin Chau : en avril 1983, sur la base de renseignements fournis par l'antenne de Bangkok sur les modalités d'un arrivage d'héroïne d'Asie, et de résultats de surveillances du milieu asiatique parisien, l'OCRTIS interrompt la transaction prévue entre passeurs et réceptionnistes, au bar de l'hôtel Novotel de la porte de Bagnole, arrête plusieurs trafiquants et met la main sur la marchandise, des produits de coupe et de fortes sommes d'argent liquide. Si les personnes interpellées cherchent, comme d'habitude, à minimiser leur rôle dans le trafic, leurs déclarations permettent cependant de faire le point sur plusieurs choses : visiblement, l'arrestation à Paris par les policiers français de Cheung Lung Kwong, trafiquant superviseur de transferts Asie-Europe, le 22 janvier 1983, avait « *jeté le désarroi parmi les trafiquants chinois* ». Cependant, loin de constituer une entrave au trafic, cette arrestation dynamise au contraire l'activité de quelques trafiquants concurrents : « *Il est de fait que sa disparition du marché a fait l'affaire d'un Tai Tao San ou d'un Yeung Hing Wah.* » Ces équipes allaient faire l'objet d'enquêtes approfondies et de coups de filet au cours des années 1983-1984. Et surtout, Cheung Lung Kwong fut vite remplacé au sein de la triade : « *Toujours est-il que la succession, à l'époque, avait dû être réglée par Cheung Siu Tang lui-même. En effet, Bâton rouge dans la triade 14 K, il ne pouvait être remplacé que par l'un de ses pairs.* »²⁵⁵ Le parrain ici désigné, qui figure dans la liste des têtes de réseaux des triades en Europe, s'avère être l'un des plus puissants barons de la drogue opérant alors en Europe. Avec cet exemple, on mesure bien le caractère hétérogène de ces réseaux criminels : un savant mélange d'initiatives privées mais aussi de directives et nominations venues « *d'en haut* ». Il y a bien une hiérarchie dans le milieu de la drogue asiatique, mais elle n'est pas pyramidale : elle se greffe sur une complexe logique de réseaux et d'équipes, tantôt associées et même enchevêtrées, tantôt opposées et dans un rapport de compétition.

De fait, l'OCRTIS soutient que la *Chinese Connection* s'est éteinte vers 1983-1984, à l'issue des coups de bélier donnés par la répression policière. Certes, les affaires se sont enchaînées, provoquant une diminution du trafic. Cependant, les archives de l'OCRTIS montrent que les « *affaires asiatiques* » perdurent bien au-delà de cette césure. Des groupes se reconstituent, maniant toujours des capitaux venus d'Asie, souvent autour d'anciens membres d'équipes démantelées, relâchés auparavant pour manque de preuve. Pour ne prendre qu'un seul exemple, en septembre 1986, l'OCRTIS établit, sur la base de surveillances et de collectes d'informations (interrogatoires, informateurs) que Ho Ming Sang, qui fut un ancien

²⁵⁴ Affaire « Cheung Ming Shun » [et associées], 1982, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/7.

²⁵⁵ Affaire « Kwong Kin Chau », 6 avril 1983, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/7.

contact de Chow Kok Choon, avait reconstitué une équipe à partir des relations de Lee Bing Yuk, autre membre phare de l'ex-équipe de Chow Kok Choon. Le marché de l'héroïne a donc de nouveaux entrepreneurs. Ho Ming Sang serait logé au 22 rue des Francs-Bourgeois et au 144 rue Saint-Denis, à Paris. L'OCRTIS parvient à authentifier ses informations grâce à sa source qui est à ce moment-là L. K. D., pourvoyeur de caféine de Kao Wong, et travaillant actuellement au restaurant Nioulaville de Belleville²⁵⁶. Quelques mois plus tard, une autre affaire montre non seulement que la route n'est pas coupée mais qu'en plus, des opérations très importantes de la chaîne du trafic se déroulent en France, tel le raffinage de l'héroïne, alors qu'au début, les héroïnes étaient produites en Asie et n'étaient que coupées à la caféine en France. Une mule, dénommée Funk-Pak-Ung de Hongkong, fichée par l'antenne de Bangkok, repérée lors de son arrivée à Orly et surveillée par policiers et douaniers jusqu'à l'échange de la marchandise dans un hôtel du X^e arrondissement, avait en l'occurrence transporté *in corpore* près d'un kilo de morphine-base pure. Cette dernière était vraisemblablement destinée « *au milieu asiatique* », d'après le dossier de l'OCRTIS, pour être revendue en France une fois réalisés l'acétylisation et le coupage.

L'existence d'un laboratoire de production d'héroïne tenu par la mafia chinoise en région parisienne en 1987 sonne ainsi comme un cinglant constat d'échec pour les services répressifs français. Comme pour la *French Connection*, la répression policière accrue et les efforts de collaboration internationale (avec les Néerlandais) ont donc peut-être restreint pour un temps la filière, mais cette dernière a survécu. Et les malfrats asiatiques vont continuer leur trafic par-delà cette période 1974-1984, désignée par l'Office comme étant l'âge d'or de la filière asiatique. Si la *Chinese Connection* a néanmoins diminué ses flux, ce n'est donc pas pour une question de manque de moyens techniques des trafiquants lié aux coups de bélier de la police : c'est surtout pour une question de demande et de renouvellement du milieu des revendeurs de rue. Au tournant des années 1970-1980, une autre filière se distingue : la route afghano-pakistanaise, avec relais africains, que nous avons choisi de traiter ultérieurement car elle reste active jusque dans les années 1990, et même encore aujourd'hui. Or, c'est vers ces nouveaux arrivages que semblent se tourner les revendeurs tunisiens.

Ainsi la *Chinese Connection* s'est décomposée de la même manière que jadis la *French Connection*. Ses logiques de fonctionnement sont à peu près similaires, illustrant en cela la structuration générique du trafic international de drogue, quelle que ce soit ladite « *filière* ».

²⁵⁶ Dossier « Synthèse Affaires Chinoises », 1986, Titre V : évolutions et perspectives, Archives de L'OCRTIS, CAC 19920255/4.

6. Des lieux

6.1 Parcours d'urbanité de l'héroïne à Marseille

Claire DUPORT

Il est question ici d'analyser la ville comme décor de la diffusion de l'héroïne : en quelque sorte, d'analyser la scénographie de la ville en ce qu'elle « *organise* [l'espace urbain] *sur un récit ou un parcours possible* »²⁵⁷. On accordera aux aménageurs que les configurations spatiales impactent les usages de la ville. Mais à l'encontre d'une perspective qui réduirait cette *organisation du récit* à un lien de causalité, on se refusera au seul registre des intentions programmatiques, pour ouvrir sur les pratiques citadines à l'épreuve de la configuration de la ville, pour identifier la place qu'occupe (qu'a occupée) l'héroïne dans les pratiques urbaines, et pour qualifier cette place : tantôt ordinaire, tantôt extraordinaire. On regardera ainsi Marseille comme lieu de l'action. Et ce faisant, on glissera de l'idée d'aménagement à celle de ménagement : « *Pour qu'un espace soit habité, nous dit Michel Marié, il ne suffit pas qu'il soit construit. Encore faut-il qu'il soit travaillé par le sens que lui donnent les gens qui l'habitent (...) Si donc l'aménagement, comme dénominateur commun des besoins d'une société, ne s'embarrasse pas de singularités, le ménagement, au contraire, fait le plus grand cas des valeurs de lieu et de sujet social.* »²⁵⁸

C'est par l'entrée de ces valeurs de lieu et de sujet que nous allons explorer la diffusion des usages et des trafics d'héroïne. Le lieu et le sujet, c'est Marseille. À Marseille, et à partir de Marseille, on élucidera les configurations spatiales et sociales qui ont rendu possible cette diffusion et plus précisément, quelles configurations ont rendu possibles quels modes de diffusion au sein de quels mondes culturels, économiques et sociaux.

Il nous faudra en passer par le portrait de la ville pour montrer les mobilités qui s'y déploient ; par les récits d'expérience sociale pour en dévoiler l'incroyable porosité ; et par la description des pratiques ordinaires pour qualifier le sens – presque la nécessité – de l'usage festif de la ville sur le mode de la « *virée* ».

Il nous faudra aussi opérer une montée en objectivité des phénomènes urbains et des pratiques sociales et culturelles qui s'y adossent. La démarche est nécessaire :

1) D'abord, parce que notre enquête ne relève pas du seul travail de laboratoire permettant d'isoler le phénomène auquel nous nous intéressons, voire d'en neutraliser les impacts de contexte. La diffusion de l'héroïne à Marseille puis sa régression, même vues au prisme de la configuration urbaine, ne sont pas indifférentes à ce que les acteurs ont fait de la ville : Gabriel le souligne, « *Même si certains d'entre nous allaient aussi à la fac, on était des*

²⁵⁷ Isaac Joseph, 1992, « L'espace public comme lieu de l'action », *Annales de la recherche urbaine*, n° 57-58, p. 210-217, 1992.

²⁵⁸ Michel Marié, « Aménager ou ménager le territoire ? », *Annales des Ponts et Chaussées*, janvier 1996.

prolos. Mais dans la virée, on était les rois de Marseille ! On avait un désir de vivre très puissant ; et la virée, c'était mettre la ville à notre service. Là où Marseille était pour nous tous une source d'emmerdes, de galère ou d'ennui, la virée transformait la ville au gré de nos désirs. »

2) Ensuite, parce que l'expérience et le point de vue des acteurs méritent que l'on s'en empare comme des analyseurs de l'ensemble du phénomène, et pas seulement comme des pratiques et des aspirations contingentes ou factuelles. Soyons clairs : tout ce qui se passe ne fait pas sens, mais dans ce qui se passe, certains phénomènes valident le tout. C'est adossés à cette longue tradition sociologique de la « *montée en objectivité* »²⁵⁹ que nous analyserons ici la manière dont Marseille est (a été) l'endroit singulier d'une forme de diffusion de l'héroïne : par porosités spatiale, culturelle et sociale.

On croisera donc des éléments « *de laboratoire* » : l'évolution urbaine, démographique et sociale de la ville ; des éléments « *empiriques* » : les usages et les pratiques de la ville, différenciés par les moments, les lieux ou les acteurs ; et des éléments « *éthiques* » : le sens que les acteurs donnent ou ont donné à leurs usages de la ville et leurs pratiques dans la ville, autant que les représentations ou les perspectives qui motivent ce sens émique.

Et de ces croisements apparaîtra une archéologie de la diffusion de l'héroïne dont l'énigme de départ est celle de l'ensemble de cette recherche : comment a été possible une diffusion massive de l'héroïne au tournant des années 1980 ? Mais cette énigme, contextualisée à Marseille : comment une telle diffusion a-t-elle été possible, d'une ampleur supérieure à toutes les autres villes de France²⁶⁰, dans une ville (de) pauvre(s), pas seulement au sens économique du terme, mais d'abord au sens des ressources culturelles propices à cette diffusion²⁶¹, longtemps happées régionalement par Aix-en-Provence ou la Côte d'Azur ?

Pour résoudre cette énigme, nous ferons des détours : par l'organisation sociale et spatiale de la ville au fil de ces cinquante dernières années, par ses particularités économiques et démographiques, et par les formes de sociabilités qui la distinguent. Ces détours ne sont pas rhétoriques : ils permettent de comprendre comment les frontières sociales et spatiales, les limites économiques et culturelles, les bornes de normativité relationnelle, ont invité le passant ordinaire à déployer des mobilités et des porosités que la ville ne permettait pas. Et comment l'héroïne a pris place au sein de ces mobilités urbaines et de ces porosités sociales.

²⁵⁹ Nicole Ramognino, « Des réflexions sur quelques controverses à propos de l'analyse qualitative en sociologie », *SociologieS, Théories et recherches*, mise en ligne le 20 février 2013, URL : <http://sociologies.revues.org/4276>.

²⁶⁰ En 1995, Marseille et la région présentent presque deux fois plus de cas de sida que sur la moyenne du territoire national -1045 cas de sida (cumulés depuis le début de l'épidémie au 31/12/1994) par million d'habitants domiciliés dans les Bouches-du-Rhône, pour 627 cas par million d'habitants en France (Réseau National de Santé Publique, Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire, 1995), dont 70 à 80 % résident à Marseille, et près de la moitié sont des personnes usagères de produits psychoactifs (Observatoire Régional de la Santé, 1995.).

²⁶¹ Voir les textes dans le présent rapport, qui analysent sur Paris le rôle des mondes festifs, culturels, intellectuels, dans la diffusion de l'héroïne.

Des villes dans la ville

Comme toutes les grandes villes de France, Marseille relève d'une superposition de découpages : celui des orientations géographiques (Nord, Sud, Est, Ouest) ; celui des secteurs (8 pour la ville) et des arrondissements (au nombre de 16, soit 2 arrondissements par secteur) ; et celui des quartiers « *historiques* », au sens où les quartiers sont l'héritage d'anciennes paroisses et d'une unité urbaine séculière. Mais à la différence des autres grandes villes, aucun des découpages – qu'il soit attesté par l'administration comme les arrondissements, ou par les représentations comme les quartiers nord *versus* banlieues – n'est venu supplanter à Marseille l'identification au quartier. Ni dans la manière de nommer les lieux de la ville, ni dans celle d'en être et d'y appartenir.

On ne s'étendra pas sur le découpage de 1946 qui réorganise la ville en seize arrondissements²⁶², car cette classification ne fait pas sens social à Marseille, à peine référence administrative : à l'exception des périodes d'élections municipales (et encore, nombre d'habitants ne comprennent pas ce fonctionnement électoral²⁶³ et s'étonnent de ne pas voir les grands candidats à la mairie trôner en tête des listes de leur quartier), l'arrondissement n'est pas une catégorie urbaine mobilisée par les Marseillais. Elle n'est d'ailleurs guère signalée ici : ni dans les annonces immobilières, ni dans les publicités et autres documents de communication, et très discrètement sur les bulletins municipaux et autres tracs électoraux.

On s'arrêtera un peu plus sur le vocable « *quartiers nord* » tant il est chargé. En tant que vocable, « *quartiers nord* » désigne – pour quasiment toutes les villes de France – des territoires excentrés, voire isolés, d'habitat social aux formes classiques de la tour, de la barre, peu ou pas aménagés, mal servis et desservis, et regroupant des populations majoritairement pauvres, étrangères ou immigrées – tant qu'à faire Noirs ou Arabes –, jeunes, nombreux, sans emploi, et tous autres indicateurs de défaveur ou de discrimination. Dans la plupart des villes, d'ailleurs, le seul terme de « *quartiers* » suffit à cette désignation sans avoir à en préciser l'orientation géographique : les « *jeunes des quartiers* » sont évidemment ceux-là. Mais à Marseille, cela ne fonctionne pas. Cela ne fonctionne pas dans le langage commun, parce que cela ne fonctionne pas au regard des territoires, de leur organisation architecturale et urbaine, et de leur peuplement. La tendance médiatique voudrait que les quartiers nord soient tels que décrits plus haut ; les quartiers est, de noyaux villageois et alentours pavillonnaires, de classes moyennes en quelque sorte ; et les quartiers sud, de copropriétés de standing, belles villas et autres domaines privés, peuplés de riches ; pas de quartiers ouest, parce qu'à l'Ouest, c'est la mer²⁶⁴.

²⁶² Ce découpage sera conforté d'une organisation administrative spécifique à Paris, Lyon et Marseille (les 3 villes les plus peuplées de France) par la loi PLM du 31 décembre 1982 qui fixe un statut politique particulier pour ces trois villes : chaque arrondissement municipal disposant d'un conseil d'arrondissement, élu, et présidé par un maire d'arrondissement, également élu (pour Marseille, il s'agit de maires de secteur, chaque secteur regroupant deux arrondissements).

²⁶³ À savoir que l'on vote pour des représentants d'un arrondissement embrassant tout ou partie d'un quartier, qui éliront un maire de secteur -un secteur pour 2 arrondissements-, et des conseillers d'arrondissement qui éliront le maire de la ville.

²⁶⁴ Ce qui est déjà une diversion car la mer est plus précisément au sud-ouest, et de ce fait, le quartier de l'Estaque désigné comme le quartier le plus au nord de la Ville, se trouve en fait à l'ouest.

Quelques données statistiques démontent ces associations, au point qu'elles ne deviennent plus seulement des généralisations par raccourci de langage, mais des formulations réellement erronées : il se trouve en effet que ce que l'on appelle les « *quartiers nord* » regroupe moins de 50% du parc HLM de la ville, les quartiers est, sud, de même que le centre ville comptant aussi leur lot de grands ensembles et autres résidences d'habitat social²⁶⁵. Le même centre ville affiche des taux de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté ainsi que de population étrangère plus importants qu'ailleurs, quartiers nord compris²⁶⁶. C'est donc ici le centre ville, voire la ville toute entière qui tient lieu de banlieue au sens des représentations du paysage qu'elle véhicule. L'historien d'art Frédéric Valabrègue le souligne : « *La vision d'ensemble est celle d'une ville qui demeure rurale et où la maison principale réunirait les avantages de la maison secondaire. La fameuse boutade enjoignant à construire des villes à la campagne se trouve en partie réalisée. Par rapport au centre-ville réduit, la commune étendue de Marseille présente la caractéristique d'être une immense banlieue qui n'en est pas pour autant devenue une zone et qui, malgré la parcellisation des propriétés et la multiplication des maisons individuelles, a gardé les caractéristiques de la campagne.* »²⁶⁷ Et en effet, les quartiers nord comme les autres sont en fait un fatras métissé de tours et de barres HLM, de noyaux villageois, de cités pavillonnaires, de bastides, de zones industrielles, commerçantes ou d'affaires ; le tout, avec vue imprenable sur la mer. Un maillage désordonné qui, de surcroît, fait assez peu continuité urbaine, tant les terrains vagues, les anciennes fermes et autres coins de garrigue viennent surprendre le promeneur au détour des cités, et jusqu'à le perdre, mais comme il se perdrait à la campagne à l'orée d'un bois²⁶⁸.

Cette notion réduite de quartiers nord, sud ou est, et plus encore celle d'arrondissement ne fait ainsi ni foi, ni loi. À Marseille, avant d'être Marseillaise ou Marseillais, et bien avant d'être de tel arrondissement ou de telle orientation géographique, on est du quartier où l'on est né, accessoirement de celui où l'on réside. Et cela dit bien plus qu'une coquetterie de langage ou une revendication localiste – d'autant que, comme dans les grandes villes d'aujourd'hui, la plupart des marseillais n'en sont pas natifs. Être de tel quartier de Marseille – même quand on n'y réside plus – c'est faire sien les traits urbanistiques et sociaux propres au quartier, aux populations qui en font ou en ont fait l'exception, et aux modes de vie qui s'y déploient. À Marseille, chaque quartier *fait* culture, au sens anthropologique du terme. Au sens aussi où l'indigène comme l'étranger sauront en reconnaître les traits : de la même façon que l'on saurait qualifier, entre cent autres, le jazz de la Nouvelle-Orléans, la brasserie rive gauche ou la tenue *wesh-wesh*, on (re)connaît le quartier du Panier, celui de l'Estaque, le Vieux-Port ou la Belle-de-Mai, pour ne citer que les plus universellement référencés. Du moins sait-on les représenter, quand bien même ces représentations tiendraient davantage du cinéma et des romans policiers que du réel.

²⁶⁵ AGAM, *Atlas du parc locatif social*, 2008.

²⁶⁶ Insee, recensement de la population, données infra-communales par IRIS, 2009.

²⁶⁷ Frédéric Valabrègue, "La traverse". *Méditerranéens*, n°13, printemps 2002.

²⁶⁸ Le chemin de grande randonnée GR2013 témoigne de ce paysage singulier : *Topoguide GR2013*, éditions Wildproject, FFGR, 2013.

Ces représentations ne sont d'ailleurs pas anecdotiques, et frisent parfois le cliché : de *Justin de Marseille*, film de Maurice Tourneur qui raconte l'histoire de mauvais garçons et d'une cargaison d'opium en 1935, à *La French* de Cédric Jimenez en 2014, de *Marseille, porte du Sud* d'Albert Londres publié en 1927, à la fameuse trilogie de Jean-Claude Izzo dans les années 1990, Marseille est toujours à l'origine ou à l'issue des carrières délinquantes et des affaires de la pègre²⁶⁹. Les médias ne sont pas en reste, alignant depuis bientôt un siècle les gros titres sur le « *Milieu* » (au singulier, avec une majuscule) et autres meurtres à la kalach', faisant de Marseille la capitale du crime et des trafics de drogues. Désinformation et abus de langage, les études sérieuses le montrent²⁷⁰, qui ont inscrit cependant, et de longue date, l'idée que la ville aimerait les déviances et les criminalités, trafics de drogues en tête. En fait, plus précisément certains quartiers de la ville : le Panier et les alentours du Vieux-Port, traditionnellement décrits comme fosse à bandits, à filles de petite vertu et réservoir des plus grosses affaires de drogues entre parrains, les quartiers de la Belle-de-Mai, du Chapître et de l'Opéra, de l'Estaque ou du chemin du Littoral, pépinières de voyous et niches à trafics dans les arrière-salles de bars ou de boîtes de nuit, et plus récemment, ce qui est encore qualifié de « *quartiers nord* », siège des petits ou plus gros réseaux de trafics de drogues en bas d'immeubles. Même si ces affirmations participent de quelques faits divers attestés, la généralisation autant que sa pérennité tient tantôt de légendes²⁷¹, tantôt de clichés aussi énormes que crédibles, dès lors que la fiction s'en empare.

Mobilités et opportunités urbaines

On aura compris que l'ensemble de ces découpages et les dénominations qui y sont associées relèvent d'un contresens de lecture de la ville, à l'exception donc du quartier, qui fait valeur de sujet et de lieu, pour reprendre l'expression de Michel Marié. Marseille se définit en effet par la juxtaposition de cent onze paroisses happées par l'urbanisation au fil du temps, portant chacune un nom connu de tous, où trônent au palmarès les saintes et les saints. Chacun de ces cent onze quartiers est structuré autour d'un noyau villageois avec son église et sa place ombragée joutée de cafés et autres commerces.

La ville est aussi qualifiée par une urbanisation tardive par rapport à celle de l'ensemble du territoire national : la construction de la première ZUP à Marseille est décrétée par arrêté ministériel le 6 janvier 1960, et les logements (9 960 en 7 cités HLM – Busserine, Picon, Saint-Barthélemy III, Font-Vert, Benausse, Flamants, Iris – et 3 200 en copropriété privée) seront livrés entre 1962 et 1975. Auparavant, la construction des premiers grands ensembles de la ville qui voient le jour à partir seulement de 1954 sont exclusivement des copropriétés privées, le plus souvent achetées sur plans par des (futurs) rapatriés du Maroc, de Tunisie puis d'Algérie. Ainsi, lorsque dans l'été 1962 près d'un million de rapatriés d'Algérie

²⁶⁹ Michel Peraldi, Claire Dupont, Michel Samson, *Sociologie de Marseille*, op. cit.

²⁷⁰ Laurent Mucchielli, *Délinquance et criminalité, fantasmes et réalités*, Fondation Jean Jaurès, collection Essais, n°11, 2013.

²⁷¹ Alexandre Marchant, "La French Connection, entre mythes et réalités." *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2012/3 (N° 115)

arrivent par le port de Marseille, ceux qui s'installent dans la ville vont aller majoritairement dans ces grands ensembles de copropriété privée et autres garnis du centre-ville pour les Français (non-musulmans), et dans les bidonvilles pour l'essentiel des Algériens et des Gitans. Et, vastes besoins fonciers obligent, c'est au milieu de rien, ou plutôt au milieu des bastides et des zones maraîchères vers les collines, ou aux abords des industries portuaires vers la mer, que se bâtissent la plupart de ces copropriétés privées et que s'érigent d'immenses bidonvilles.

Mais, première particularité : ces constructions s'érigent sur le territoire marseillais même, ni vers les communes alentour ni sur le modèle de la ville nouvelle, de sorte que Marseille n'a pas de banlieue au sens parisien ou lyonnais du terme.

Et, seconde particularité : les bidonvilles, fichés entre deux noyaux villageois, puis entre ces noyaux villageois et les nouvelles constructions de grands ensembles puis de pavillons, vont y rester, longtemps, bien plus longtemps qu'ailleurs²⁷², du fait de cette urbanisation tardive de la ville, et du fait aussi d'une politique très particulière de gestion du retour colonial, par injonction du ministère de l'Intérieur dont le bras séculier sera localement l'ATOM²⁷³. La politique développée spécifiquement à Marseille remplira, pendant plus de trente ans et de manière autocrate sans que l'ATOM n'ait de comptes à rendre à quiconque hors du ministre de l'Intérieur, trois fonctions : une fonction de tri, qui se veut efficace dès le débarquement du postulant à la migration et se prolonge tout au long de son parcours dans la ville, du bidonville au foyer Sonacotra, en passant par la cité d'urgence bien avant de pouvoir accéder au logement social ; une fonction éducative et sanitaire dans la plus pure tradition hygiéniste, lorsque la différence culturelle est pensée comme un déficit qu'il s'agit de combler ; et une fonction de pacification, notamment pendant la guerre d'Algérie où l'ATOM s'efforce de tenir une position de neutralité active entre le FLN et les militaristes français, puis de pacification entre « Français » et « immigrés » lorsque ces derniers accèdent enfin au logement social²⁷⁴.

C'est dire ainsi que, même pour ces nouveaux installés à Marseille dans l'après-guerre, la notion de quartier est la seule qui vaille parce que leurs urbanités ne vont très longtemps se déployer qu'entre leur lieu de vie (le bidonville puis la cité d'urgence pour les immigrés, le grand ensemble puis le petit pavillon pour les autres) et le noyau villageois tout proche, le tout faisant quartier.

Dans ces quartiers – à l'époque, évidemment, du fait de leur historicité et de leur éloignement du centre, mais encore aujourd'hui –, on trouve tout : les écoles, les commerces, les services, et les loisirs. Et on peut passer, véridiquement, toute une vie sans jamais « descendre à Marseille », comme le dit l'expression qui désigne le trajet jusqu'au Vieux-Port et ses alentours. L'expression n'est d'ailleurs pas qu'illustrative – on la retrouve encore

²⁷² À Marseille, les bidonvilles issus de l'après-guerre puis de la décolonisation ne commencent à être résorbés qu'à partir du milieu des années 1960 et subsisteront jusqu'au milieu des années 1990 ; le dernier, le bidonville de Lorette, étant détruit en 1995.

²⁷³ Aide aux travailleurs d'outre-mer.

²⁷⁴ Claire Duport, *Notables, militants, entrepreneurs. Une histoire sociale du militantisme dans les cités*. Doctorat de sociologie, Université Aix-Marseille, 2007.

aujourd'hui dans nombre de nos entretiens – parce qu'elle qualifie une topographie : la ville, entourée de massifs culminant à 800 m d'altitude, est bâtie sur des collines qui tombent vers la mer et dont l'épicentre est le Vieux-Port vers lequel en effet on descend ; et s'y rendre participe du voyage, puisqu'il n'y pas loin de 30 km d'un bout à l'autre de la ville. Ce qui vaut pour les uns vaut pour les autres : les résidents du quartier de Sainte-Marguerite (à côté du stade Vélodrome), ceux de Saint-Victor (sur le Vieux-Port), ou ceux de Saint-Charles (la gare), ne se rendent dans d'autres quartiers de la ville que par nécessité. Il faut aussi préciser qu'un élément essentiel entrave les mobilités dans la ville : à Marseille rivalisent deux lignes de métro ouvertes seulement en 1986, qui desservent moins d'un dixième de la ville et ferment leurs portes à 20h30 jusqu'à la fin des années 1990, à 00h30 depuis, deux tramways du même acabit depuis 2007, la circulation des bus de nuit mise en place seulement en 1994 s'arrêtant aussi à 00h30, le tout pour une ville dont la surface urbanisée est 2,8 fois plus étendue que Paris.

Ainsi, au-delà de l'utilisation du terme, c'est l'organisation même de la ville qui se trouve impactée par cette juxtaposition de quartiers et l'attachement qu'on y cultive, autant que les frontières qui s'y déploient. Au point que la notion même de centralité soit très diffuse à Marseille, et qu'il est plus convaincant de regarder les usages de la ville par un maillage de mobilités et de sédentarités que par l'attractivité d'un centre pour sa périphérie, comme on en a l'habitude pour les autres grandes villes de France. Chaque quartier est, en effet, ici comme une ville dans la ville, et ce qui est nommé comme le centre-ville n'offre pas plus, ou pas mieux.

Cette singularité urbaine intéresse notre réflexion sur la diffusion de l'héroïne parce qu'elle impacte les pratiques sociales et, de ce fait, les porosités qui vont pouvoir s'y déployer entre des gens qui autrement – ailleurs, en fait – n'auraient pas pu se rencontrer, à peine se croiser. Le phénomène passe par les mobilités des Marseillais, dans la ville et hors de la ville, et avec eux celles des niches attractives, et celles des produits, au fil du temps, au gré des événements ou des modes. Et il passe notamment par les nécessaires mobilités nocturnes : jusqu'aux années 1990, Marseille n'avait pas de quartier(s) dédié(s) aux loisirs pour les jeunes²⁷⁵, aux sorties festives ou à la vie nocturne. Certes, le quartier de l'Opéra, à une encablure du Vieux-Port, était plus volontiers couru la nuit : on y trouvait (on y trouve encore) deux ou trois bars-restaurants officiellement ouverts 24h/24, quatre boîtes de nuit et quelques clubs à hôtesse. Mais rien de comparable à Paris ou n'importe quelle autre ville (grande ou moyenne, comme Aix par exemple), ni en quantité, ni en qualité. Sans compter que nombre de ces lieux du quartier de l'Opéra se disaient « réservés aux Corses »²⁷⁶. Longtemps donc, très longtemps, il n'y a pas eu à Marseille de lieux suffisamment attractifs

²⁷⁵ Même la grande plage du Prado, qui attire aujourd'hui une foule bigarrée de Marseillais, n'a été aménagée qu'en 1986.

²⁷⁶ Jusque dans les années 90, trois des quatre boîtes de nuits du quartier de l'Opéra sont tenues par des marseillais d'origine corse ; et les corses du continent s'y retrouvent, majoritairement et tout le temps. Dans l'un de ces clubs d'ailleurs, à l'époque et encore aujourd'hui, un orchestre joue au cours de la nuit plusieurs sets en live, de variété internationale chantée en langue Corse. Ces clubs ne sont en rien privatisés aux Corses, mais nombre de gens ne s'y présentent même pas, pensant qu'ils seront refoulés à l'entrée.

pour que l'on puisse ou que l'on souhaite y passer la nuit, au sens où l'on y trouverait les ingrédients de l'aventure festive : pas de Quartier latin ni de Pigalle, pas de Bains-Douches ni de Palace, même pas de squats déjantés. Alors pour se rencontrer, sortir, faire la fête, les jeunes marseillais adoptent le mode de la virée, caractérisée par la mobilité, d'un plan à l'autre, d'un quartier à l'autre, d'un univers culturel à un autre, et la débrouille pour s'y rendre.

D'Aix à Marseille, du monde des petits-bourgeois à celui des cités

Ces mobilités nocturnes vont générer d'incroyables porosités sociales dans la ville et hors de la ville : les occasions de fêtes autant que les lieux festifs étant rares et disséminés dans une ville immense et endormie avant minuit, « *tout le monde* » se ruait sur les occasions dès lors que l'information était passée, au comptoir à l'heure de l'apéro, à la sortie d'un amphi ou au gré d'une transaction pour une dose. Les riches comme les pauvres, les Noirs comme les Blancs, les filles comme les garçons, les travailleurs comme les étudiants ou les zonards, les usagers d'héroïne comme les non-usagers, du moins d'héroïne. Et ces porosités sociales ont contribué, elles aussi et sans doute principalement, à la diffusion des produits qui accompagnaient la fête dans les années 1970 et 1980. À Marseille, et à partir de Marseille, notamment vers Aix-en-Provence, siège des universités de sciences sociales, de lettres, de droit et de sciences politiques, des clubs et boîtes de nuit plus « *classes* », et des bars étudiants.

Dans les années 1960 et 1970 en particulier, les valeurs et les modèles se recomposent et avec ces recompositions, de nouveaux modes de relation et de vie s'expérimentent et s'éprouvent. Ce sont aussi des années d'émergence des petites classes moyennes. Les enfants d'ouvriers accèdent à l'université, ils y rencontrent les enfants de fonctionnaires et ceux de la bourgeoisie ; un peu comme au service militaire où les garçons de tous milieux sociaux et culturels font des rondes ensemble. Mais à la fac des années 1960, à la différence de la caserne, pas d'autorité ni de code disciplinaire pour réguler le vivre-ensemble. À la fac, il leur faut s'inventer eux-mêmes, y compris socialement.

Issa : « *On vivait des expériences, on s'essayait à la vie, à plein de vies. Et parmi ces expériences, il y a eu les drogues. Et là aussi, on a tout essayé, au gré des opportunités, beaucoup, et tout le temps parce que les opportunités étaient constantes. C'est l'université qui permettait ça : les étudiants, on se croisait, à la fac et surtout dans les virées, les cafés, les fêtes. Et là, il y avait toujours le fils de pharmacien qui ramenait des cachets, des sortes d'amphet', l'étudiant en médecine qui avait pillé la pharmacie de l'hôpital, la fille de notable qui ramenait de l'héroïne avec les sous de papa, les fils de prolos comme moi qui fournissaient en shit de la cité, des fois des routards ou des déserteurs américains qui passaient par tel club de jazz, le sac plein d'opium ou d'héroïne, et toujours des garçons et des filles de partout, pas étudiants, mais qu'on croisait dans les soirées. »*

Et inversement, les Aixois ou les petits-bourgeois marseillais ne rechignaient pas à rejoindre le centre ville ou les cités de Marseille pour les boums et autres soirées organisées

de main de maître dans la salle des fêtes ou le centre social de tel quartier par quelques jeunes dingues de musique, quitte à les inviter en retour dans tel squat ou tel club branché d'Aix-en-Provence qui les aurait, sans cela, refoulés :

« On s'organisait des soirées : on trouvait une salle, il y avait une salle aux Flamants, une plus haut qui s'appelait Le murmure des eaux, une aux Rosiers, une à Chave qui s'appelait L'Alhambra, il y avait les centres sociaux à qui on pouvait demander une salle, la MJC Corderie, le foyer Léo Lagrange du Vieux-Port... J'avais une sono, on amenait des disques, et il y avait des mecs de tous les quartiers qui venaient. Surtout parce qu'on amenait des filles. Moi, j'avais des copines à l'extérieur du quartier, par le lycée notamment, et elles aimaient bien venir à nos fêtes. Et les concerts, on a fait tous les concerts dans ces années 1975-1985 : Supertramp, les Stones, Bob Marley, David Bowie, Police, Stevie Wonder, Fela Kuti, Bruce Springsteen.... Il y en avait qui avaient des bagnoles, on montait à 5, 6, 7. Des fois, on prenait le train sans payer. Et on allait de partout, on faisait tous les concerts, tous les copains, ceux qui se piquaient, ceux qui se piquaient pas.

Et là, on se connaissait tous : des mecs de Corot – là aussi, ils ont été décimés, c'est le quartier qui m'a le plus marqué, tous mes potes sont morts –, de Bellevue, des quartiers nord, des quartiers sud. Des mecs, des filles, des riches, des pauvres, des étudiants, des travailleurs, certains qui étaient super bien sapés, d'autres qui n'avaient rien à se mettre sur le dos. C'était très mélangé à Marseille dans ces années-là, parce que le truc qu'on avait tous en commun, c'est les virées, d'un endroit à l'autre, d'une fête à l'autre. »²⁷⁷

De ces décalages et de ces expériences émergeront ces recompositions sociales : de la rentrée dans le moule à l'affranchissement ; des idéaux : de la révolution à l'émancipation ; et l'infléchissement de parcours pour quelques-unes et quelques-uns pourtant promis à d'autres destins : des intellos qui deviennent paysans et des fils de prolos qui deviennent profs de fac, des femmes qui font des enfants seules, des sociologues bon teint qui vont explorer les banlieues mal famées... Et quelques-uns aussi, attirés par la figure du beatnik ou du routard et par l'image positive de l'opium et des morphiniques, que l'héroïne happe. Mais tous auront contribué à la recomposition sociale du tournant des années 1960, dont l'université aura été le foyer : les classes populaires avaient enfin un accès à la condition de classe moyenne, par l'école, par l'ascension socio-économique, ou par le politique. Juste avant que n'apparaisse ce qu'on a appelé la « *génération sacrifiée des Trente Glorieuses* » dans les années 1980, où les fils d'ouvriers et d'immigrés sont ramenés aux destins de leurs pères, comme un enfermement dans le prolétariat.

²⁷⁷ Saïd, Homme, né en 1958 à Marseille. Parents d'origine algérienne, milieu populaire. Arrive à la cité des flamants (13^{ème} arrondissement) en 1972. Saïd a grandi dans la cité des Flamants, puis a été animateur au centre social des flamants, puis éducateur de prévention à Frais-Vallon, puis à la cité Busserine. Avait 20 ans au moment de l'arrivée de l'héroïne dans le quartier, a vu ses copains toucher, beaucoup sont morts.

La virée

« La virée, c'est se retrouver dans un château²⁷⁸ du côté des Goudes avec un magnéto plein pot, continuer dans un bar clando après que le patron ait baissé le rideau, puis dans une boîte de nuit à l'Opéra, et finir à s'écrouler dans un appart à la Savine²⁷⁹. Tu suis ce qui se passe, tu n'es pas forcément l'organisateur. »
(Roger)

Il faut se mettre à l'échelle de la ville de Marseille : entre les Goudes et la Savine, en passant par l'Opéra, pas loin de 30 km. Pas de métro, pas de bus de nuit jusque dans les années 1990, pas de voie rapide reliant ces quartiers. Entre ces quartiers, rien d'autre qu'une ville endormie. Et même là, il faut avoir un bon plan pour y aller, et s'en emparer opportunément car on est encore loin de l'ère des téléphones portables et autres réseaux sociaux de diffusion continue des informations. Ainsi, la virée de Roger, à l'échelle de Marseille, c'est une épopée ! Mais une épopée ordinaire au sens où, à l'exception de quelques niches socioculturelles que sont d'un côté les soirées mondaines ou branchées qui se déroulent à l'occasion et à l'écart des importuns dans les beaux domaines bourgeois, d'un autre côté les clubs du quartier de l'Opéra pour ceux qu'on appelait « *les Corses* », il n'y a à Marseille jusque dans les années 1990 aucune autre modalité de longue sortie nocturne que la virée. Cette épopée est l'ordinaire du fêtard, ce qui n'en fait pas pour autant une activité banale, on le verra.

La virée, c'est un type de sortie festive caractérisée par la mobilité dans la ville, au gré des opportunités qui se présentent. Ça passe par des bars très officiellement ouverts en soirée mais qui poursuivent jusqu'au matin, rideau baissé ; des boîtes de nuit et des clubs, certains officiels, d'autres clandestins ; des restaurants qui annexent leur arrière-salle ou leur cave pour y boire, danser, ou jouer à des jeux d'argent ; des villas imprudemment laissées par des parents en voyage ; des coins de bord de mer ou de garrigue suffisamment isolés des habitations pour ne pas risquer le tapage nocturne ; et plus rarement, des appartements privés ou des squats. Mais à part les rares boîtes de nuit qui, sauf changement de patron, présentent un style musical et un genre de clientèle, aucun des autres lieux n'affiche la couleur de ce qui se passera au cours de la nuit, ni en quantité, ni en qualité. Il ne s'y passera, si quelque chose s'y passe, que ce que les présents voudront bien en faire. Une première caractéristique de la virée, c'est donc l'imprévu, et l'imprévisible : « *Il ne se passait jamais la même chose et à la fois, il y avait des constantes. Quand je dis qu'il ne se passait jamais la même chose, c'est que tout l'attrait de la soirée, c'était précisément que tu ne savais pas ce qui allait se passer. Tu ne savais pas comment elle allait se construire. Et en fait, avec le recul, j'aurais tendance à dire que la première chose que tu consommes de la soirée, c'est le fait que tu ne sais pas comment elle va se dérouler, c'est pas planifié. Tu sais jamais comment elle va se passer, et*

²⁷⁸ Ce que l'on appelle "château" à Marseille, ce sont les bastides, anciennes résidences d'été de la bourgeoisie locale jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle. La plupart des bastides encore sur pied ont soit été transformées en bureaux, soit décrépiées entre les cités. En tous cas il n'y a pas de château (au sens société de cour du terme) aux Goudes (quartier tout au Sud de la ville), mais quelques bastides en ruine.

²⁷⁹ La Savine est une cité de grands ensembles juchée sur les collines au nord de la ville.

*c'est ça qui est à consommer, c'est ça qui va te pousser toute ta soirée ; et à la fois, il y des constantes parce qu'il y avait souvent un point de rendez-vous au départ. »*²⁸⁰

Induite de fait par cette première caractéristique qu'est l'imprévu – et qui, par les surprises qu'elle promet, fait le piment de la virée –, la seconde est la mobilité : la virée démarre par un rendez-vous, soit entre amis n'importe où et l'on verra bien qui suivra, soit dans un endroit –généralement un bar, à l'heure de l'apéro – où l'on présume qu'on y retrouvera des connaissances, ou que de là partira l'épopée. Car, on l'a déjà dit, il n'y a pas à Marseille d'endroits suffisamment attractifs et diversifiés – comme les clubs parisiens ou aixois – pour tenir lieu de stationnement pour la nuit. Non pas que les bars ou autres lieux de nuits soient fades ou ennuyeux, mais plutôt qu'aucun ne procure le sentiment d'unicité qui fait l'exceptionnel de la fête. Parlant des clubs parisiens, Janina²⁸¹ décrit ce sentiment : « *Les Bains Douches, c'était une boîte assez pointue où il y avait des anonymes comme moi, mais aussi des gens qui avait beaucoup d'argent, des stars... On avait l'impression d'être une élite : un cercle de 500 personnes un peu choisies des dieux. »*

Au-delà de cette absence d'unicité de tel ou tel lieu marseillais, il y a aussi que la virée se vit sur le mode de la performance sociale, dont la capacité à se saisir d'une occasion, s'emparer des ingrédients nécessaires à sa réalisation, et en réaliser l'idéal sont les conditions. Dit plus simplement : savoir faire rebondir les moments et les lieux de la fête ; et pour ce faire, être disposé à la mobilité.

De la mobilité spatiale : « *Dans ma cité, on se faisait chier comme des rats morts. On n'avait pas de thunes, mais on bossait un peu, moi je faisais de l'animation, mon copain faisait des chantiers. Et le peu qu'on gagnait, on le dépensait en virées. On prenait le bus en fin d'après midi, et on rentrait avec le premier 53 à 6 heures du matin ; et dans la nuit, on avait fait trois fois le tour de la ville ! »*²⁸², « *À un moment, il pouvait y avoir une étincelle tout à coup qui faisait qu'on bougeait. À l'époque, il n'y avait pas de téléphone portable, ça se passait in vivo. Ça pouvait être quelqu'un qui avait un plan, qui disait : « Ce soir, il y a une copine qui fait une fête chez elle, ou un copain qui fait un truc à tel endroit, à partir de 11 heures on peut y aller, il suffit d'apporter je sais pas quoi, une bouteille... » Soit c'était que d'un coup, on délirait, on se disait : on va bouffer, ou on bouge, et on partait, juste parce qu'à un moment on sentait qu'il fallait qu'on parte, qu'il fallait changer d'air, quand t'es arrivé à bloc de pastis, à bloc de tout, il fallait aller ailleurs. Ou alors, on avait croisé les videurs de tel bar à l'apéro, ils nous disaient « ah les gars, passez dans la soirée ! », évidemment on*

²⁸⁰ Gabriel : Homme, né en 1968 à Marseille. Issu de milieu populaire, quartier d'Endoume et l'Estaque. Gabriel fait des études universitaires, tout en travaillant comme ouvrier sur le port. À travers la fête, la virée, les copains, les bars, les boîtes, il croise les produits et des mondes sociaux et culturels très divers et fait un usage festif des produits (y compris héroïne en sniff, pendant une quinzaine d'années). Aujourd'hui universitaire.

²⁸¹ Janina : Femme, née en 1959, vit à Paris. Parents d'origine polonaise, décédés lorsqu'elle est très jeune. Janina est élevée par son oncle et sa tante à Paris, milieu populaire. Usage d'héroïne en snif de 1980 à 1988 : usage festif de 80 à 82, puis usage quotidien et de plus en plus problématiques de 82 à 88. Aucune consommation de 88 à 93. Puis consommation festives occasionnelles, d'héroïne (3 ou 4 fois par an), cocaïne ou ecstasy jusqu'à aujourd'hui.

²⁸² Saïd.

*passait. Ces bars fermaient très très tard la nuit et on se faisait des crochets à droite, à gauche avant d'y aller. »*²⁸³

De la mobilité sociale : *« De l'après-midi au petit matin, tu naviguais d'un milieu à l'autre. Et les mecs qui dealaient jouaient sur les deux tableaux, d'un milieu à l'autre aussi. C'était rock ou funky, mais ça drainait un milieu très mélangé : babas, bikers, cheminots, dockers, étudiants ou lycéens. Ces années 1970-1980, c'était un vrai melting-pot dans les bars. Maintenant, tu fais les bars de nuit, y a que des bobos, mais à l'époque, tu pouvais pas te retrouver dans un bar de nuit avec que des prolos ou que des bourgeois. Tu allais en boîte de nuit avec une grosse caisse et à côté le mec arrivait avec un ravan²⁸⁴, ça gênait personne. Riche ou pauvre, ça gênait personne. Et tu passais l'après-midi ou la soirée à doper avec eux. »*²⁸⁵ ; *« Dans les bars, il y avait toute la faune et ça a fait masse. Nous, on avait suffisamment de bouteilles, on était jeunes à l'époque, mais on arrivait là quand même avec une culture des produits, chacun arrivait avec son passé, et tout fusionnait. Et c'était délirant parce que t'avais les bourgeoises du Prado ou du Roucas, t'avais des gars comme moi, populo et étudiant en même temps, t'avais d'autres qui étaient ouvriers, va savoir quoi, etc., et t'avais le couple, le duo d'enfer qui tenait le comptoir et qui mettait la musique. »*²⁸⁶

Et de la mobilité culturelle : *« À l'époque, dans les boîtes on passait du Marvin Gaye, du Stevie Wonder, Aretha Franklin, Al Jarreau ... Tout le monde trouvait son compte au Campus ou au Palladium, quand ils passaient la série rock, c'était les Doors, les Stones, Clapton, Supertramp. Les lieux de nuit à Marseille étaient cosmopolites, ils n'avaient pas de style à l'époque, c'est pour ça que les boîtes étaient pleines. »*²⁸⁷ ; *« Tous les groupes locaux comme Quartiers-Nord, Nitrate, Canada, Bootsie, Berouseau qui maintenant compose pour Garou, ils allaient tous dans les bars. Des qui faisaient du rock, d'autres du ragga, d'autres du métal, d'autres du jazz. Tous ces gens se croisaient, et croisaient des mecs qui travaillaient, des cakes²⁸⁸, moi je faisais aussi des colos... Et dans le lot, il y avait des mecs*

²⁸³ Gabriel.

²⁸⁴ Un ravan, en parler-marseillais, c'est un objet en très mauvais état ; ici, c'est une voiture toute pourrie.

²⁸⁵ Roger : Homme, né en 59, marseillais. Placé en foyer à Marseille lorsqu'il est enfant, il y vit jusqu'à sa majorité (recueilli pour les vacances par sa tante dans les quartiers nord de Marseille). Connait bien les mondes de la nuit à Marseille : virées, milieu musical, fêtes. Vit en squats à Londres, Paris, Berlin... de 1978 à 1982. Usager d'un peu tout ce qui se présente dès l'âge de 15-16 ans, dans les bars, les fêtes, les virées nocturnes. Revendeur (via fausses ordonnances) de 82 à 86.

²⁸⁶ Gérard : Homme, né en 1960. Originaire de Aix-en-Provence. Usager d'héroïne depuis 1974, forte addiction entre 1982 et 1989, usage modéré aujourd'hui (divers produits) et méthadone 5mg/jour. Plusieurs boulots (commercial), bien inséré et revenus important, voyages au Brésil 6 mois/an pendant 10 ans. Aujourd'hui DJ.

²⁸⁷ Mayfield, entretien réalisé par Liza Terrazzoni. Homme, né en 1960. Marseillais d'origine algérienne, il n'a jamais consommé mais a beaucoup fréquenté le monde de la nuit à Marseille et a vécu longtemps avec une héroïnomanie tandis beaucoup de ses amis l'étaient, à des degrés plus ou moins importants. Il a grandi au Merlan puis aux Iris. Il raconte l'arrivée de l'héroïne dans les quartiers et pourquoi, contrairement à ses amis, il n'en a jamais consommé.

²⁸⁸ Un "cake" est une personne qui se donne l'apparence d'un voyou : frime, chemise ouverte, chaîne et gourmette en or, lunettes de soleil, parler haut et fort (l'expression est un peu tombée dans l'oubli mais une excellente représentation marseillaise du cake est reconnaissable dans le clip "je danse de mia" du groupe IAM)

qui étaient plus dealers qu'autre chose. Ils passaient peut-être à leur fac ou leur boulot de temps en temps mais surtout, ils faisaient de la musique, et ils dealaient de la coke et de l'héro. Et tu les croisais dans toutes les fêtes. Eux, et ceux qui avaient comme ça un peu de dope sur eux, à force de virer d'un endroit à l'autre, tu les connaissais, et c'est comme ça que ça circulait. »²⁸⁹

Ces deux conditions de la virée – l'imprévu et la mobilité – présentent, *a priori*, nombre d'inconvénients : se préparer à partir pour la nuit sans savoir ce qui va se passer, ni où ni avec qui, nécessite quelques dispositions. Il faut dès lors comprendre que la virée est avant tout un horizon d'attente dont les enjeux sont les rencontres, le temps long de la nuit, et la promesse de délire. Et dans ces années 1970 et 1980 à Marseille, l'héroïne existe, et circule, dans l'horizon d'attente de la virée.

« Jusqu'à la fin des années 1990, les bars, les clubs, les apparts, les arrières salles de resto, il faut les regarder de manière oblique : en fait c'étaient des lieux où on trouvait des plans. Donc, la vraie entrée, c'est pas les bars, pas les scènes musicales – personne ne s'injectait dans ces lieux, ou alors de manière périphérique, dans l'espace public, la porte cochère d'à côté, la bagnole garée pas loin. C'est même pas les mondes de la nuit : la vraie entrée, c'est la virée ! La virée, c'est de la mobilité : c'est ce qui fait la différence avec les autres mondes de la nuit en apparts, en clubs, en squats. Tout se recomposait sans cesse au cours de chaque virée, au fur et à mesure que tu tombais sur untel, ou sur tel produit. C'est de la présence sociale qui dure.

Et ce qui présidait à ces cooptations, c'est pas le produit. Le produit ne suffisait pas : il fallait une certaine noblesse du délire. S'amuser, amuser les autres, tenir toute la nuit : le produit est un moyen, mais le délire n'est pas donné de fait par le produit. En 1980-1990, tout le monde fumait de la brown sugar, et quelques-uns shootaient. L'usage de drogues était un composant de la fête, comme le flipper, le billard, le juke-box. Quand on était en virée, on arrivait défoncés dans les bars, les apparts, les boîtes, mais on se reconnaissait. Dans ces lieux, tout le monde consommait : le patron, le videur, le barman, les habitués, ceux de passage... et la manière de se reconnaître, c'était savoir faire la fête. Ça procédait d'une certaine distinction. Le mauvais tox n'intéressait personne, et d'ailleurs il ne s'intéressait à personne non plus. »²⁹⁰

Propagation et visibilité

La virée, c'est aussi une construction sociale de l'urbanité singulière : la rue – avec ses qualités d'accessibilité et de visibilité publique – n'y tient pas place (« *La rue, ça a pas d'existence à Marseille, pas de pratiques d'injection comme ça, publiques. J'ai jamais vu... Ça m'est arrivé d'assister quelquefois, mais c'était vraiment dans des situations d'intimité, y compris dans des fêtes. À Marseille, j'ai jamais vu de scènes-type de trois mecs sur un canapé*

²⁸⁹ Roger.

²⁹⁰ Gabriel.

à s'injecter, comme dans les films. »²⁹¹). C'est la virée en soi qui tient lieu d'hospitalité universelle (le droit de visite, même impromptu), de visibilité publique (le droit de regard, sans indiscretion), et d'accessibilité (le droit d'usage). En quelque sorte, la virée serait une quintessence de l'espace public, réalisée dans l'accumulation d'une multitude d'espaces et de registres privés.

Roger : « Ça se propageait : ceux qui avaient un peu de thunes, ou des parents qui leur en donnaient, te refilaient des produits. Donc les dopes, c'était pas en fonction de ton milieu social, c'était plutôt en fonction du lieu où tu étais, et de la musique que tu écoutais. Si t'écoutais les Doors ou Pink Floyd, t'étais plutôt enclin à fumer, prendre des cachets ou te fixer, c'était plus dans le truc. Si t'écoutais du punk, t'étais plus enclin à prendre du speed et de la coke. C'était lié aux musiques. Avec une ambiance liée à la culture du lieu ou des gens avec qui tu traînais à tel moment de la nuit. Nous, ados, on écoutait du rock'n'roll, alors on a pris ce que les rockers du moment prenaient : de l'héro.

Mais j'avais des potes différents, des rastas, des copains du quartier, d'autres du lycée professionnel – et eux, ils venaient beaucoup des cités, des cakes. J'avais plusieurs groupes de potes et je naviguais. Et la musique renforce les affinités. Par exemple, un mec ska ou mods, il va côtoyer des rastas mais pas des cakes. Il les croise dans les bars, mais il les fréquente pas forcément en dehors. En tous cas, on sortait tout le temps, ou si on sortait pas, on traînait. Tu traînes, tu y vas. T'as pas d'idée à la base, tu traînes et si on te propose un truc, tu prends l'opportunité qui se présente : des filles qui font une fête à Valmante, chercher de quoi fumer à La Savine... En tout cas, on voit traîner de la fumette, et à fixer – héro ou speedball – partout à Marseille. Le reste, ça dépend. Et tu vois tous les trafics : y a des mecs qui reviennent d'Amsterdam avec du LSD, d'autres qui arrivent d'Inde avec de l'héro, t'apprends qu'untel s'est fait choper en revenant du Maroc avec du chichon. Ce trafic-là, tu le vois partout, tout le temps. Et tu navigues avec. Après, entre 18 et 22 ans (entre 1977 et 1981), je suis parti. À Londres, j'étais hébergé par des mecs qui traînaient dans le milieu musical, et à Paris, j'ai retrouvé ce même milieu des Chihuahuas, ceux qui allaient devenir la Mano, les Garçons bouchers, la Souris déglinguée... C'est fin 1970 début 1980, j'avais 20 ans. Et là, le niveau de dope à Londres, Dam ou Paris était le même qu'à Marseille. Mais dans ces villes, ça se croisait pas entre musiciens, cakes, prolos et bourgeois comme à Marseille ; en tout cas, pas autant, et pas souvent. À Marseille, la dope a circulé d'une part de ces rencontres, et d'autre part, des dealers qui, fin des années 1970, ont commencé à faire tourner dans tous les milieux : bourgeois, ouvriers, cakes, musicos... alors qu'avant, tout le monde se croisait dans les virées, mais les dealers avaient un peu chacun leurs réseaux de clients ou de lieux. »

²⁹¹ Gabriel.

Gabriel : « Et puis on finissait à l'Unic ou au Passeport, ou dans d'autres bars autour du port qui étaient des bars un peu d'initiés. En tout cas, des lieux où on n'avait absolument pas le profil d'y être, mais on y était parce qu'on fréquentait qui il fallait et qu'on savait qui on était : les gens savaient que même si on n'avait pas beaucoup d'argent, qu'on était mal habillés, qu'on était à moitié défoncés, en tout cas, on n'était pas des mecs à problèmes. »

Saïd : « Dans le quartier du Vieux Port et de l'Opéra, tout le monde allait manger chez O'Stop parce qu'ils servent toute la nuit et autour, il y a des bars, des boîtes. Nous, on n'allait pas au Bunniz ni à la boîte à côté : ça, c'était les endroits des Corses, des Marseillais, comme on disait. On se faisait refouler à l'entrée. On allait parfois en face, au Métro Palladium. J'allais beaucoup au Campus, au bout d'Estienne-d'Orves. Là, c'était une boîte pour les étudiants. Et comme j'étais au lycée, j'avais la carte de lycéen, et j'en avais fait faire une pour mon pote (lui, il n'a jamais été à l'école) par les profs parce que comme ils fumaient un peu, de temps en temps, je leur donnais un petit bout et en échange, ils m'ont fait la carte pour mon pote. Et comme ça, on pouvait entrer dans cette boîte. J'avais sympathisé avec le videur et quand il y avait des soirées à thème, il me demandait de mettre les affiches dans mon bahut et en échange, avec mon pote, on entrait gratuit. Là, il y avait des jeunes lycéens et étudiants de tout Marseille au début des années 1980, c'est comme ça qu'on connaissait des gens de partout. Il y avait aussi l'Orfeo Negro à Cap-Janet, sur le chemin du Littoral. De l'Estaque aux Goudes²⁹², c'était le repère de tous ceux qui se faisaient refouler des clubs à la mode d'Aix, comme le Damier ou le Criptone. »

Comme une scène ouverte

On entend par « scène ouverte » un espace caractérisé par la permanence de la vente, de l'achat et de la consommation de drogue, et sa visibilité : tout, au même endroit, et tout le temps. Les routards s'en souviennent : l'îlot Chalon à Paris, la Platzspitz à Zürich, tel parc ou squat de Londres, Amsterdam, Berlin ou Gênes, « des lieux connus, où tout le monde vendait, achetait et consommait l'héroïne, en permanence. On shootait sur place, devant tout le monde. Je trouvais ça très ostentatoire. Ou alors, c'est une histoire de précarité parce que moi, je pouvais toujours aller chez untel ou untel, ou dans un coin d'escalier. En tout cas, ces scènes ouvertes, j'en n'ai jamais vu à Marseille. Rue Thubaneau, Frais-Vallon ou Noailles, tu avais presque ça, mais c'était pas 24h/24, et puis les gens se cachaient pour shooter à l'abri d'une entrée d'immeuble, dans la colline ou dans un coin de rue après avoir acheté leur paquet. Moi, je rentrais chez moi, tout simplement. »²⁹³

²⁹² Les deux quartiers aux extrêmes nord et sud de Marseille.

²⁹³ François, entretien réalisé par Emmanuelle Hoareau. Homme, né en 1965, Parents commerçants, a toujours habité du côté du cours Julien ; consomme beaucoup de LSD avant l'héroïne en injection dans différents lieux du centre ville, milieux punk et hippie ; petit deal ou « commissionnaire » (met en relation et prend une commission).

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de scènes ouvertes à Marseille comme à Paris, Zürich, Londres, Bruxelles, Gênes, Katmandou, Rio ou Baltimore ? Les Marseillais seraient-ils plus hostiles que d'autres à la présence d'usagers de drogues dans l'espace public ? Les usagers seraient-ils ici moins visibles ou plus mobiles ? Est-ce parce que la police à Marseille n'a pas laissé ce type d'espace exister ? Il est plus probable que les virées marseillaises ont ici joué ce rôle de scène ouverte.

Roger : *« Il n'y avait pas de grosse pression des flics ; et puis les dealers étaient hyper discrets, ça se passait pas dans la rue. Les flics ont quelques fois fait une descente ou deux au Garibaldi, mais rien d'autre. Et il n'y avait pas non plus de pression des dealers sur les consommateurs, sauf si tu devais de l'argent. Ils étaient présents, mais pas de pression. Tu vois, par exemple, pour avoir habité dans les squats à Paris ou à Londres, pour avoir vu à Berlin ou à Dam les trucs où tout le monde achetait et vendait en permanence... ben à Marseille, j'ai jamais vu ça. Ça a toujours été plus discret, caché. Jamais vu de scène ouverte, même au parking Shell et au Passeport : il y avait les mecs qui faisaient leur shoot entre deux voitures, quelques fois ça a tiré au calibre parce qu'un type avait pas payé son truc, il y avait une ambiance de nuit, des putes, des cakes, des mecs en costume, mais ambiance latine. Ça restait digne. En haut de la Canebière, c'était encore autre chose. Par exemple tu voulais acheter du poppers qui tient la route (parce que dans les sex-shops c'est pas du bon, ça fait mal à la tête), il fallait avoir le plan au bout du comptoir, la petite fiole. Alors tu allais au Cancan ou au Boots, au milieu de la nuit. La Plaine, plus tard, ça a été une ambiance plutôt village, alors qu'ailleurs, c'était ambiance ville latine comme j'ai pu le trouver à Milan, ou même Berlin. T'as encore quelques lieux comme ça comme le Marengo, le Transbordeur est resté longtemps comme ça, encore un peu l'Unic, mais ça s'est perdu, dilué avec le tourisme et les bobos. Et d'ailleurs, à partir de 1986-1987, on trouve quasiment plus d'héro dans ces lieux à Marseille. On la trouve encore dans les cités, de la merde, mais assez vite après les mecs shootent à d'autres trucs que l'héro. On n'en trouve plus, mais on croit qu'il y en a parce que les mecs shootent. »*

Des initiations par mitoyenneté

C'est aussi dans cet espace de la virée que tout au long des années 1970 et 1980 vont se propager, de proche en proche, des formes d'acceptation de l'héroïne, comme composant de la fête. Et des modes d'initiation permettant d'en garantir la noblesse, comme on s'initie aux musiques du moment, à l'ambiance de tel ou tel lieu. On s'initie aussi aux relations qui se configurent et se reconfigurent tout au long de la virée. On s'initie enfin aux produits. Et tout au long de nos multiples récits, on note que si des formes d'initiation sont toujours présentes – aucun des usagers que nous avons rencontrés ne s'est autorisé ni essayé à consommer seul –, rien ne permet de dégager des codes ou des rites qui en seraient les préalables, les pré-requis ou les formes.

Le problème n'est dès lors pas tant d'identifier et d'évaluer les sociabilités, leurs codes et leurs rites, que de mesurer la teneur sociable de ces relations finalement ordinaires.

Gérard : « *Dans les bars, je connais des gens, je demande, je sais qu'ils prennent et puis "il y a pas d'héro en ce moment, y a que de la morph", donc on prend de la morphine. Qu'on injecte avec une seringue pour quatre. Il y en a toujours un qui sait, qui a déjà fait. Nous, on se laisse faire.* »

Gabriel : « *Ces bars étaient aussi fréquentés par des gens qui avaient du passif, une culture de ce qu'ils faisaient. Des gens solides en termes de consommation. Quand tu prends l'apéro avec des mecs qui sont capables d'aligner vingt Ricard au comptoir en mangeant un bout d'omelette à l'herbe à l'apéritif, pour peu que les mecs se soient fait deux rails ou un fix avant de venir, tu commences à avoir affaire à des gens sérieux... enfin c'était vraiment culture came. Par exemple, il y avait une clique, c'était tous les anciens tox de Saint-Barnabé, des mecs des années 1970... ils étaient une petite dizaine, ils avaient quatre ou cinq ans de plus que nous. Eux, ils vivaient surtout des petites filières de came de Saint-Barnabé, consommateurs-revendeurs. C'étaient pas des gros, juste des gens qui se contentaient pas de consommer mais qui vendaient aussi. Et qui injectaient aussi, bien sûr.* »

À se souvenir d'une parmi les centaines de virées qu'il a faites, Gabriel témoigne autant de l'étrangeté des mondes qui s'y croisaient, que de l'unicité de la culture qui s'y déployait :

« *Ce soir-là, il y avait T., une fille qui vivait avec B., il était maçon, un fou de moto, grand toxico, il carburait à la morphine en permanence, il a chopé le sida, elle aussi, séropositive. Il en est mort, elle est toujours vivante, elle a ensuite raccroché sur une thèse en ethnologie et vit dans une caravane derrière Aix, enfin aux dernières nouvelles que j'ai eues... Ensuite, il y avait Grand D., un genre de géant, un mec hors proportions, il avait des mains, on aurait dit des pieds, un monticule, maçon lui aussi. Le soir, il était videur dans un bar un peu Hells Angels et ensuite, il a été videur au Passeport. C'était le frère de Petit M., qui a été à un moment le videur du bar Unic. Il y avait un gars qui était livreur et l'autre, je sais plus vraiment. Eux, pareil, deux injectés, il y en a un qui est toujours livreur, en bonne forme, toujours bodybuildé, je pense qu'il est clean, et l'autre séro. Et lui, je le vois régulièrement, maigre comme un clou, enfin il doit être sous tri-machin... Il y avait un autre mec dans la clique, pareil, il est passé entre les gouttes, c'est un grand collectionneur de vinyles, il était là tout le temps avec des chemises hawaïennes. Je le vois tourner dans le centre-ville encore maintenant. Après, il y avait un autre gars qui s'appelait N., grand monsieur, très philosophe, un mec qui portait sur lui un genre de dignité, tu vois. Il avait la dignité des gens qui connaissent les drogues, qui savent en parler, qui savent réfléchir à partir de ça. Il avait une culture un peu intellectuelle de ça. Drôle de mec. Et lui, pareil, maçon ou plombier, un truc du genre. Ensuite, autour d'eux, il y avait des genres de satellites du type T. Lui, pour le coup, il avait quinze ans de*

plus que tout le monde. T., à l'heure actuelle, il doit avoir 65 piges... à l'époque, il en avait 40. Il y avait un grand mec qu'on appelait « Brunosaure », alors lui, c'était une poésie à lui tout seul, un genre de mec complètement hors du temps. Il était ouvrier, je crois. Pareil, dix ans, quinze ans de plus que nous tous. Il y avait un autre mec qui s'était fait blackbouler de la gendarmerie nationale, un fou de moto comme B., et il s'était fait choper, il avait été dépisté positif à un test de drogues. Il avait été éjecté direct de la gendarmerie nationale. Il bossait comme il pouvait quand il pouvait. Il y avait ce groupe de Saint-Barnabé, il y avait les satellites, et après il y avait « nous ». Alors nous, c'était qui ? C'était E. et moi, c'était des copines à la copine d'E. qui, elle, est une bourgeoise d'Aubagne dont le père est le directeur d'une administration locale, grande famille d'administrateurs locaux, ils ont une villa qui doit faire 800 m² avec piscine... Le père avait un hôtel particulier sur le Prado... c'est des familles avec de l'argent. Une autre fille, qu'on appelait « OC », habitait dans une belle villa ; M., elle, a habité vers Mazargues... Et après, plein de satellites, des nanas, des copines à W. qui n'étaient pas de très bonne famille comme W., qui étaient plutôt du bas de la classe moyenne du centre-ville... Et puis moi, j'avais pas de nana donc je ramenaient des gens avec qui j'étais sur le moment, tu vois. E. et sa copine, ils sont restés pendant des années ensemble donc ça a pérennisé le fait que ces nanas venaient régulièrement s'encanailler avec nous.... Donc il y avait ce clan de Saint-Barnabé, des fous, ils avaient tout vu, tout pris, ils avaient une dizaine d'années de plus que nous. Et là, vraiment, il y a eu une grande démystification, une grande désacralisation de la drogue, qui s'est faite dans une sorte de familiarisation très intelligente à tout ça. Très prudente. À la fois ils nous disaient : l'héro, y a pas de souci, prends de l'héro, éclate-toi mais par contre, tu te fais ton truc à toi. Ton voisin, c'est ton voisin, toi, c'est toi.

L., en particulier, incarnait une forme de respect. Parce qu'il s'agit de ça dans l'histoire des produits, la culture du produit c'est être capable de maîtriser le produit, c'est avec ça que tu joues. C'est pas le produit qui joue avec toi, c'est toi qui joues avec le produit...

Et il y avait aussi une forme de grandeur. Quand tu te laisses aller, t'es un rigolo. Alors que nous, toute la gloire était de maîtriser le produit et pour cela, prendre les produits quand il faut, comme il faut, pour que toute la soirée puisse être consommée pour ce qu'elle est.

C'est la soirée que tu consommes, c'est pas le produit ; le produit, lui, te permet juste de mettre à l'épreuve une certaine noblesse. »

Ce que raconte Gabriel, ce sont des cérémonies du lien social. Et bien que cérémoniels, on voit que les liens qui se déploient dans la fête sont hors de la figure de l'association (le groupement consenti et motivé – les fêtards n'ayant pas choisi ceux qui les accompagnent, ou pas choisi la manière dont ils seront accompagnés – et hors de la figure du groupement naturel. On revient alors à l'idée de *ménagement* : dans la virée, les initiations se ménagent : elles présentent des qualités d'hospitalité et de transitivité. À ces conditions,

l'usager extra-ordinaire de tel bar devient un visiteur, le voisin de comptoir n'est plus un importun. Et comme on le comprend à travers les récits, ces liens sont nourris de promesses d'hospitalité et de transivité (de proche en proche), faits de réserves autant que d'attentions (« *prends de l'héro, éclate-toi, mais par contre ton voisin, c'est ton voisin, et toi, c'est toi* »), soit tout le contraire des convivialités et des convenances.

Au-delà des pratiques, de la présence qui dure

Lorsque Mayfield raconte ses musiques, il ravive l'émotion que l'on a *forcément* éprouvée, à l'écoute d'un son inattendu, d'une musique inconnue ou au contraire adorée. Il rappelle aux fêtes où l'on a *forcément* croisé le déferlement du gros volume, le saisissement de la danse, le trouble de la nuit qui s'étire. Ses musiques, il les raconte avec les drogues qui venaient en amplifier le relief ou en accompagner la transe. Et on se dit qu'avoir eu 20 ans, quelque part entre les années 1960 et les années 1990, c'est avoir croisé, *forcément*, l'héroïne du jazz, du rock ou du punk. Et ainsi, Mayfield raconte son désir de musiques et des drogues qui allaient avec, comme une expérience sociale commune à chaque génération. Ces musiques et les troubles qui les accompagnent, c'est aussi une forme de présence sociale que (presque) toutes celles et ceux qui ont eu 20 ans à Marseille dans les années 1960 à 1990 ont éprouvée :

« Ma vie de nuit a commencé à travers la musique. Dans mon immeuble, il y avait un club de jeunes, c'était dans les années 1970, je devais avoir 8 ou 9 ans. Soirées, musiques, et la drogue qui allait avec, à l'époque c'était les cachets. Puis je suis parti trois ans à Aix pour faire un CAP, j'ai commencé à faire mes bouns, les premières soirées de mes potes. Ma passion c'était la musique : Otis Redding, Marvin Gaye, les Doors, Hendrix, Janis Joplin... Et j'étais fou de jazz ! À mon retour d'Aix, je suis revenu à Marseille. On allait à l'abord des discothèques, on regardait les gens entrer, on restait à la porte d'entrée. La drogue, c'était l'héroïne avec le rock, le joint avec Marley. Après, j'ai connu le centre-ville et c'est là que j'ai commencé à côtoyer les virées, j'étais un enfant du jazz, et la moitié de mes amis étaient dans le rock, les Stones, les Doors... Ils marchaient tous à l'héro, on est en 1978.

En 1979, c'était Clapton, Zappa (d'autres rappellent qu'à Marseille, le groupe phare dès le début des années 1980, c'était Léda Atomica). Quand on était en ville, en sortant du Campus, du Don Camillo, de La Main à la Patte ou du Palladium, on s'achetait des sandwiches chez O'Stop. Moi, j'aimais Miles Davis mais je ne savais pas qu'il avait un lourd passé d'héroïnomane. Et à travers ces rencontres, l'héroïne s'est démocratisée dans les années 1980 jusqu'aux années 1990. Dans les cités, ça a fait un carnage.

Après, il y a eu un flottement, sont arrivées les musiques électroniques, les rave parties, les ecstas et la coke. Le dernier bar que j'ai fait, c'est l'Acid Jazz Bar à la Plaine, en 1999. Le drogué était banalisé, l'héro était finie. »

L'héro était finie, mais restent les rencontres et les expériences qui qualifiaient la virée, comme autant de présences sociales qui durent :

Gabriel : « Parfois, je croise quelqu'un dans la ville ; de loin, on se reconnaît vaguement, vingt ans plus tard, juste de savoir qu'on a été ensemble de longue date, d'une virée. On se fait un signe de tête, et chacun suit son chemin. Parfois aussi, je vois quelqu'un dans une soirée, on se regarde jusqu'à la fin de la soirée sans savoir, puis on se dit : "Mais on se connaît de la nuit !" Ça peut être des gens comme ça, à qui j'ai jamais parlé mais on sait qu'on se connaît de la virée parce que c'était suffisamment concentré pour qu'on sache que ça vient de là... C'est ça que j'appelle de la présence sociale qui dure. »

Ainsi décrite, Marseille offre la virée comme un espace plein, un espace en mouvement entre les vides de la ville. Elle est tout sauf collective, et encore moins communautaire : dans la virée, pas d'intrus ou d'indésirable, pas d'opération de contrôle ; mais une collection d'expériences, des sédiments d'aventures, où le désordre fait ordre, la rencontre fait foi, et l'étrangeté fait loi.

Goffman propose de séparer deux modes d'activité : les « *activités quotidiennes* » et les « *activités attentives* »²⁹⁴. Les premières sont réalisées de manière inconsciente et sont possibles lorsque l'environnement renvoie des apparences naturelles ou normales ; mais à Marseille, jusqu'au milieu des années 1990, la ville ne permettait pas la vie de nuit comme « *activité quotidienne* ». Les secondes sont des activités conscientes qui répondent aux alarmes ; mais dans la virée, il s'est joué des usages tels que l'extra-ordinaire n'avait rien d'alarmant : dans le fond, le plus important était juste d'apparaître normal aux autres. Ainsi, les acteurs de la virée, et de la diffusion des produits qui l'ont accompagnée, ont joué entre ces deux modes d'activité en déployant une aptitude à la « *vigilance dissociée* »²⁹⁵. C'est probablement ce qui fait la distinction propre à la virée : la folie de la fête n'est rien de plus qu'un retournement des conventions sociales ordinaires, et la virée une (re)définition de l'espace public : « *non seulement comme espace abstrait de délibération intersubjective, mais comme espace du mouvement, du rassemblement, [autant que] de la dispersion et du passage* »²⁹⁶.

²⁹⁴ Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne. t. 2 Les Relations en public*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le Sens Commun », 1973.

²⁹⁵ Erving Goffman, *op. cit.*

²⁹⁶ Isaac Joseph, *op. cit.*

6.2 L'appartement : lieu de vie, lieu de vente, lieu de fête.

Styles de vie, circulations, porosités : un marché intégré.

Aude Lalande

Paradoxalement, la vente en appartement – ou plus largement à domicile, qu'il s'agisse de celui du vendeur ou de celui de l'acheteur – est peu documentée, bien que les acteurs et observateurs un peu avertis du champ des drogues tiennent pour acquis qu'elle occupe sans doute la plus grande part du marché, et qu'elle soit relativement facile d'accès à l'enquêteur. Soit que le phénomène, peu visible et sans grande incidence sur son environnement, ne soit pas perçu comme prioritaire ; soit qu'il coïncide mal avec les représentations courantes des drogues, qui veulent que ces dernières soient le fait des pauvres et de jeunes en déshérence visibles depuis la rue ; soit qu'il contredise une représentation globale du marché des drogues construite sur le couple « filières mafieuses »/ « scènes de rue » (ou « supermarchés des drogues »), il reste dans l'angle mort.

Les rares données quantitatives existantes laissent entrevoir pourtant une proportion non négligeable des ventes dans les espaces privés. Certes les chercheurs américains décrivent des marchés essentiellement centrés sur la vente de rue dans certaines grandes villes américaines. En 1997 les données issues d'information collectées auprès des personnes arrêtées pour un délit ou un crime²⁹⁷ permettaient de décrire à Chicago et à Washington « *des marchés essentiellement extérieurs : plus de 70 % de toutes les transactions se produisant à l'extérieur.* »²⁹⁸ Mais outre les biais liés aux conditions de recueil des personnes sous main de justice, il se peut que joue ici un modèle américain : de nombreuses études ont montré tantôt la distribution spatiale spécifique des marchés de la drogue dans les grandes villes américaines²⁹⁹, tantôt les biais d'interprétation des phénomènes liés aux drogues dérivant de la focalisation de l'attention policière sur les quartiers populaires, et particulièrement sur les consommateurs et revendeurs noirs³⁰⁰. En Grande-Bretagne une enquête basée sur une méthodologie approchante³⁰¹ laissait entrevoir en 1998 une répartition toute différente. « *Un*

297. Données issues du système ADAM (*Arrestee Drug Abuse Monitoring*) du National Institute of Justice (USA). Ce système de récolte de données a été développé aux États-Unis sur 75 villes (en 2004), et dans huit pays à travers le monde. Le dispositif est décrit dans Daniel Sansfaçon et al. (pp.100-101), qui citent les éléments retenus ici, extraits d'une collecte réalisée *sur six grandes villes américaines en 1997*.

²⁹⁸. Daniel Sansfaçons, et al., p.158. Les systèmes de collecte évoqués ici sont les *systèmes ADAM (USA) et New-ADAM (Grande-Bretagne)*.

²⁹⁹. Schneider (2008) a montré, sur la période de l'immédiat après-guerre (1945-1985) une distribution spatiale spécifique du commerce des drogues dans la ville de New York, avec notamment la localisation des marchés de détail dans les quartiers défavorisés (« inner city neighborhoods »), et une concentration des consommateurs dans ces quartiers.

³⁰⁰ Michele Alexander, *op. cit.*

³⁰¹. Données issues du système NEW-ADAM (*New English and Welsh Arrestee Drug Abuse Monitoring*) de repérage des drogues chez les personnes arrêtées pour l'héroïne, le crack, la cocaïne et

tiers [des personnes arrêtées consommant des produits illicites] se faisait livrer la drogue à domicile, tandis que ceux qui se déplaçaient complétaient le plus souvent *la transaction dans la rue* (59 % pour le crack ou la cocaïne et 60 % pour l'héroïne) ou au domicile du *fournisseur* (21 % et 27 % respectivement) » : près de 49 % des personnes enquêtées étaient donc concernées par des transactions à domicile.

En France le phénomène n'est malheureusement pas mesuré³⁰². Hormis une étude de l'IREP, avançant en 1983 qu'à Paris, « 60% de héroïnomanes [achèteraient] leur produit dans des appartements, 40% dans la rue »³⁰³, aucune donnée n'a pu être retrouvée. Mais l'importance de cette modalité de vente ressort de la grande majorité des témoignages, autant qu'elle tombe sous l'évidence.

La vente à domicile se présente en effet à la fois comme la modalité d'échange de produits la plus « naturelle », et sans doute la plus désirable, pour une grande part des consommateurs comme des vendeurs. « Naturelle » d'abord, car les transactions d'échanges ou de vente dérivent presque toujours au départ des trajectoires de séquences de consommations sinon collectives au moins partagées, dans des espaces privés où partages d'expériences (de consommation, de vie, de fête) et circulations de produits se confondent. Désirable ensuite, car acheter, vendre ou échanger des produits dans des réseaux d'interconnaissances d'une part, et des espaces privés d'autre part, permet de bénéficier tout à la fois de liens de confiance permettant de garantir la qualité des produits, la discrétion ou la bienveillance du partenaire, et d'une sécurité relative, les transactions y étant soustraites aux regards extérieurs.

Les entretiens parisiens réalisés dans le cadre de cette étude, comme la littérature de témoignage³⁰⁴, regorgent d'histoires d'appartements. Sur les cinquante consommateurs rencontrés ici à Paris et en région parisienne³⁰⁵, presque tous se sont approvisionnés à une période ou une autre dans des espaces d'habitation privés. Si la plupart ont alterné recours aux plans d'appartements et au marché de rue, au gré des opportunités et des aléas d'une offre toujours plus instable et plus précaire, quatre disent même ne jamais avoir eu recours à la rue pendant les six, huit ou dix ans où ils ont consommé héroïne et/ou cocaïne. D'autres racontent leur parcours comme une succession d'appartements mobilisés, par delà la vie quotidienne, pour des activités de vente dont le visage se modifie à mesure des années (Tania). Ou décrivent des aller-venues entre logements d'amis et appartements d'amis d'amis d'amis où les réseaux et les carnets d'adresses s'enrichissent sans cesse. Seuls cinq ou six de nos interviewés, issus de milieux très populaires, et souvent d'origine immigrée, n'évoquent

les amphétamines, exploitées ici par Bramley-Harker E. (2001), Sizing the UK Market for Illicit Drugs, London, Home Office, Occasional Paper n° 74 (cité par Sansfaçon et al., pp.156 et sq.)

302. Constat confirmé par l'OFDT en mars 2016

303. IREP, *Pour une recherche épidémiologique sur la pharmacodépendance*, rapport, Paris, Centre médical Marmottan, 1983, 32p. Les données sont décrites comme recueillies « principalement auprès des institutions de soins spécialisées, des médecins, des services d'urgence (SAMU), de la brigade des stupéfiants et, sur le terrain, dans la rue ».

304. Voir la liste des sources utilisées en fin d'article.

305. Hors les réseaux de Rachid, dont les données sont traitées dans « Itinéraire d'un voyou devenu « sans-papiers ». »

jamais d'échange dans des espaces privés. Et encore peut-on percevoir les caves et squats mobilisés par ces jeunes en quête d'espaces qui leur soient propres comme des substituts à ces espaces d'habitation qui permettent d'expérimenter des modes de vie collective, autant que d'abriter échanges et ventes de produits – même si ces lieux sont bien plus poreux bien sûr aux intrusions et aux dérapages.

Les récits recueillis au travers de ces entretiens font ressortir tout d'abord l'épaisseur sociologique des appartements. Sauf exception, une maison n'est pas une place de vente. Comme la rue, c'est un lieu détourné, ou plus simplement utilisé pour cet usage. Mais bien d'autres types de relations sociales et amicales s'y jouent : des jeux d'accueil et d'hospitalités, des styles et des standards de vie, des modes de vie collectifs, parfois communautaires, parfois plus communément familiaux, autant que la possibilité d'abriter des transactions illégales. Ces différents registres fonctionnels, certains relevant de *l'appartement lieu de vie*, d'autres de *l'appartement point de vente*, ne cessent de se mêler et se réagencent en permanence au gré des trajectoires biographiques des individus, des bouleversements de l'environnement, des accidents qui peuvent surgir, ou des évolutions du marché.

L'investigation rétrospective permet de percevoir par ailleurs des évolutions à mesure des trois décennies qui nous intéressent (1970-2000). Les années 70 s'ouvrent avec les expérimentations communautaires : on cherche à réinventer la vie, la ville, de nouvelles façons de vivre ensemble, on défriche et on improvise, ça bouge et ça circule, les portes sont ouvertes et les milieux se brassent. Dans les années 90, l'ambiance est tout autre : on a appris à fermer les portes, à trier les « clients » quand on en reçoit à la maison, et à surveiller alentour. De la communauté où tout circule, amis, argent et produits mêlés des débuts des années 70, à l'appartement mobilisé comme base-arrière d'un trafic de fourmi de la fin des années 90, un monde semble avoir muté : c'est non seulement un rapport aux produits mais un rapport à l'argent, aux façons d'habiter, aux circulations d'un monde à l'autre, qui ont changé.

On prendra appui ici sur les entretiens, mais aussi sur le matériau fourni par les témoignages écrits de consommateurs et/ou revendeurs, pour s'interroger, tout d'abord sur le rôle de support offert par les appartements aux jeux de circulations et de porosités sociales qui nourrissent tout au long de la période la diffusion des produits (1/ *L'appartement lieu de vie*) ; ensuite sur le rôle et la place qu'ils occupent dans la structuration du marché des drogues : ressource mobilisée par les usagers-revendeurs eux-mêmes plutôt que par les entrepreneurs qui s'enrichissent grâce à cette activité, ils n'en ont pas moins une place non négligeable dans l'économie de la circulation des produits (2/ *L'appartement point de vente*) ; enfin sur les jeux d'aller-retours entre marché de rue et espaces privés : qu'est-ce qui fait chuter cette forme d'échange 'idéale'? peut-on vraiment dire que si les années 1970 ont été celles des appartements, les années 80-90 auront été celles de la rue, comme les années 2010-20 seront probablement celles des approvisionnements sur internet ? et comment marchés ouverts (de rue) et marchés fermés (d'appartement) se répartissent-ils les rôles ? (3/ *Le passage à la rue*)

L'appartement, lieu de vie

Lieu de vie, lieu de vente, lieu de fête

Les histoires de drogues et de fêtards sont avant tout souvent des histoires de circulations. On cherche des produits et des endroits où s'amuser, on sillonne la ville dans tous les sens, les entretiens comme les témoignages écrits dessinent des géographies sans cesse mobiles et mettent en lumière ou en mouvement toutes sortes de lieux improbables, du square du Vert Galant qui fait la pointe de l'île de la Cité à Paris aux buissons des jardins des Tuileries, d'un îlot dégradé à un squat caché dans les interstices d'un pâté de maison, d'un quai de métro à une cité mal famée. Certes il y a des quartiers centraux pour la fête, avec leurs boîtes et leurs bars comme Pigalle, Montparnasse ou Saint-Germain-des-Prés dans leurs grandes années. Une chrono-géographie des boîtes resterait à faire de façon systématique, par delà le Palace, les Bains-Douches ou le Sept qui focalisent l'attention. À partir des années 80 on verra se multiplier « scènes » et marchés de rue qui, eux aussi, se déplacent à mesure des réaménagements de la ville. Mais beaucoup se tisse aussi dans et autour des appartements. Car les espaces de vie privés ne sont pas seulement des lieux protégés, ce sont des lieux d'échanges et de croisements, culturels, économiques, sociaux. Lieux de vie souvent anticonformistes des années 70, où des modes de vie nouveaux s'inventent, ouverts aux passages, aux rencontres et aux improvisations. Lieux bourgeois convertis dès que possible en lieux de fête, où les groupes se croisent et s'interconnectent dans des configurations changeantes. Lieux de vente engendrant en tant que tels leurs propres circulations, les uns allant d'un appartement à l'autre pour chercher des produits, les autres d'un appartement à l'autre pour en vendre. Ces trois modes d'investissement des espaces privés, lieux de vie, lieux de vente, lieux de fête, se renforcent mutuellement, et les circulations et les échanges qu'ils engendrent en font un support social central, non seulement du marché, mais des porosités sociales qui nourrissent la diffusion des produits.

L'appartement est d'abord un lieu de vie, ou de fête. Les jeunes en quête de fêtes et d'expériences sont en quête de lieux où les vivre, et les espaces privés, lorsqu'ils sont disponibles, ont l'avantage d'être protégés des regards comme des intrusions. L'appartement familial est souvent investi quand les parents s'en vont. Dans les milieux un peu aisés, les occasions sont plus nombreuses : les parents ont des résidences secondaires, ils partent à l'occasion en vacances, les maisons se vident, les jeunes envahissent les lieux, chacun se souvient de telle ou telle soirée mémorable où se croisaient des figures extravagantes dans un immense appartement de la Rive Gauche, et si les années 70-80 ont laissé chez beaucoup des souvenirs fameux, ce n'est pas le propre de cette période : c'est une constante que cette itinérance chez les adeptes de la fête, et chaque génération refait ses trajectoires au travers des lieux disponibles, avant d'investir ses lieux propres. Dans les milieux populaires les occasions sont plus rares, mais elles peuvent aussi se présenter. En 1968, alors qu'il a tout juste quinze ans, Jean-Paul Aupourrain³⁰⁶ reste seul dans l'appartement familial de la Contrescarpe que

306. Jean-Paul Aupourrain, *Les rêves meurent sous la drogue*, Paris, Flammarion, 1977. Fils d'ouvriers dont les parents se rencontrent dans une usine de montage téléphonique, Aupourrain naît à Paris dans le 13^e arrondissement, en 1953. Le livre est un récit autobiographique qui décrit une sorte de descente aux enfers ; ses premières pages exposent une théorie de l'escalade. L'histoire commence

continue de payer sa mère, partie vivre une nouvelle vie. Le lieu devient à mesure des années une « piaule de défonce », où ceux qui viennent lui acheter des produits restent souvent consommer. Vingt ans plus tard, Thérèse³⁰⁷ vit deux mois de consommation intense avec quelques amis dans l'appartement de la cité des 4000 à la Courneuve que lui ont laissé ses parents après un déménagement, alors qu'elle a 19 ans. Des lieux collectifs de vie et de consommation se fabriquent ça et là, plus ou moins durables, plus ou moins tristes ou enchantés, parfois bordés par le financement des parents, parfois très éphémères, parfois à la limite du squat, les uns s'installant chez les autres pour des durées indéterminées.

Les années 1970 sont par ailleurs des années d'invention de lieux collectifs : ce sont celles des communautés et des squats d'inspiration contre-culturelle³⁰⁸, où l'on enlève les portes plus qu'on ne les ferme, et les mélanges sont sinon recherchés, au moins accueillis avec chaleur. Ainsi René³⁰⁹ habite-t-il dès 1972 le squat de la rue des Caves, le « plus grand d'Europe » dit-il, où quarante à soixante personnes occupent une rue entière à Sèvres. L'endroit, investi lorsque des étudiants en architecture des Beaux-Arts s'opposent aux projets d'investissement d'un promoteur, se maintiendra près de dix ans (1971-1980). Toutes sortes de gens y passent et s'y croisent, militants de l'antipsychiatrie (qui confient de temps à autre des autistes aux habitants du lieu), artificiers, gens du spectacle (dont certains apportent les costumes de la compagnie de Jean-Louis Barrault, revêtus pendant près d'une semaine par des habitants de la rue sous LSD, raconte René), sociologues du Cerfi, lycéens pour qui la rue des Caves sert de lieu de rencontres sexuelles et de musique...³¹⁰ Ou Hocquenghem décrit-il un pavillon communautaire loué à Ivry avec des amis « dont les portes ont été enlevées (...) pour lutter contre l'égoïsme et le quant-à-soi bourgeois » (p.97), dont le living room, où « ça fume dur », héberge deux jeunes travailleurs de Renault « ivres morts tous les soirs ». « Leur situation prolétarienne leur donne évidemment une supériorité morale » ; « les camarades fument, les ouvriers boivent. Et fument aussi mais cela leur fait beaucoup moins d'effet qu'aux petits bourgeois avec cheveux longs, si terriblement "peace & love" dans tous [leurs] comportements »³¹¹.... Dans ces lieux ouverts s'expérimentent toutes sortes de produits et de

en 1968 (il a 15 ans) et s'achève en 1976. Elle est celle d'un tout jeune homme livré à lui-même au tout début des années 1970, dans un Paris où se diffusent différents produits. Le livre a été écrit un an après qu'il s'est extrait de la consommation.

307. Thérèse est née en 1961 en banlieue parisienne (Seine-Saint-Denis), d'un père dessinateur industriel et d'une mère comptable. Sa famille (3 enfants) s'installe en 1964 à la cité des 4000 à la Courneuve et en part en 1980. Elle consomme de l'héroïne entre 1978 et 1996, avec des pauses, l'essentiel du temps en région parisienne. Elle décroche en 1996 grâce à la substitution en même temps que son mari, mort depuis du sida.

³⁰⁸ Cécile Péchu, *Les squats*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2010.

309. René est né en 1950, dans un milieu aisé. Militant dans divers groupes dans les années 1968-70 (Comités d'Actions Lycéens, VLR, Cahiers de mai, JCR etc.), il restera proche ensuite des milieux libertaires et des expériences communautaires, tout en travaillant dans le marketing et la publicité. Il consomme héroïne et cocaïne entre 1974 et 1982.

310. La revue *Recherches* a consacré un numéro à la rue des Caves en septembre 1975 : http://www.editions-recherches.com/revue_detail.php?id=19. On peut aussi en trouver la chronique année après année sur le blog de Luc Blanchard : <http://luc.blanchard.free.fr/>

311. Guy Hocquenghem, *L'amphithéâtre des morts. Mémoires anticipées*, Paris, Gallimard, 1994 : autobiographie dont l'écriture s'interrompt avec la mort d'Hocquenghem, le 28 août 1988, alors que le récit arrive à la période des années 1970-71, juste avant la fondation du FHAR (mars 1971) et au

pratiques, mais surtout de nouvelles façons de vivre. *Tous ne prônent pas, ni même ne tolèrent la consommation de drogues, loin de là*³¹². Mais plus ouverts ils sont plus poreux que d'autres et les drogues y trouvent souvent une place : le cannabis et le LSD prisés des hippies, d'abord, mais bien d'autres produits aussi, parfois, dans leur sillage.

Lieux collectifs, « nomades » et « rhizomes »

Dans les appartements communautaires du début des années 70 où se consomment des produits, les amis et les produits circulent, l'argent est sur la table, la clé est sur la porte, on partage à peu près tout. René a vécu dans au moins cinq appartements collectifs successifs (*« moins des squats que des communautés »* dit-il) au début des années 70. Béatrice parle de lieux de vie ouverts à toutes les visites, où *« ça bougeait, on circulait sans cesse »*. Bernard³¹³ a habité un temps dans un grand appartement où il hébergeait vingt à vingt-cinq personnes. Ils parlent de *« familles de cœur »* où tout se partageait, drogues, amours, argent, vêtements, voyages, idéaux politiques, discussions philosophiques. *« C'était tellement des familles de cœur que chez moi – chez Béatrice c'était pareil d'ailleurs – on laissait les clés sur la porte, c'est-à-dire les gens venaient et partaient quand ils voulaient. Il y a un livre de Marie Cardinal qui s'appelle La Clé sur la porte*³¹⁴, *chez nous elles y étaient réellement ! Les gens arrivaient, dormaient, repartaient, venaient fumer un joint... »*. *« Il y avait aussi les "nomades", on parlait de "rhizomes", les groupes fonctionnaient comme ça. (...) Il faudrait décrire la manière de s'habiller, la musique. On faisait les mêmes voyages, on allait au Maroc, à Amsterdam, on fumait des joints ou on se shootait... »*

Dans ces communautés et les soirées qu'elles abritent, où les choses se partagent comme on le fait en famille, il n'est question ni de « deal », ni de vente. La circulation des produits est présentée comme relevant des mêmes fluidités que celle des personnes. Serge Bramly évoque dans *Madame Satan*³¹⁵ les « goodies » ou les « munitions » apportées dans les soirées et les fêtes par l'un ou par l'autre. Chacun *« puise à volonté »* dans les boîtes qui jonchent la table basse sans que rien semble compté. Chacun a pris sa part, en principe ou de

moment d'« un départ à la Kerouac vers la Californie » (selon René Schérer, auteur de la postface du livre).

312. Beaucoup de communautés sont rétives au contraire à accueillir des « drogués », soit qu'ils soient facteurs de déséquilibre, au même titre que d'autres « extrémistes en tous genres : politique, philosophique, sexuel, alimentaire ou autres » (Cf. Bernard Lacroix, *L'Utopie communautaire*, Paris, PUF, 1981, p.42), soit qu'on y oppose des réticences politiques (une partie de la rue des Caves est opposée aux drogues, sous l'influence notamment des militants de la JCR), soit qu'en milieu rural par exemple l'omniprésence de la surveillance policière rende leur présence impossible, ces lieux marginaux ne pouvant espérer y survivre (cf. Michel Besson & Bernard Vidal, *Journal d'une communauté*, Paris, Stock, 1976).

313. Bernard est né en 1943, dans un milieu populaire de la banlieue parisienne. Étudiant à Vincennes et vivant en milieu 'hippie' au tout début des années 70, il connaît une période 'junkie' de 1976-77 à 1988 (« dix ans à Belleville »), puis de nombreux allers-retours de 1988 à 1995 entre Paris et le Sud, dans un décrochage impossible. Il sort de cette période avec la substitution vers 1995-96, après environ 25 ans de consommation d'héroïne.

314. Publié chez Grasset en 1978.

315. *Madame Satan*, de Serge Bramly (Grasset, 1992), est à la fois un roman et un témoignage : « C'est pour [mes amis disparus] que j'ai voulu transformer en roman d'encombrants souvenirs », dit l'auteur (4ème de couv). L'action se passe à la « fin des années 60, nous avions 20 ans » (*ibid*).

fait, dans l'approvisionnement ou dans le financement. Dans les mémoires l'argent est facile, les transactions sont inapparentes, les moments passés ensemble et la sensation de fête et de profusion l'emportent, même si une économie sous-tend ces transactions (*cf. encadré 1*). « *C'était une période d'abondance, de fête, de fric* » se souvient Bernard, par contraste avec celle qui suivra (« *après, ça a été la pénurie, la rareté du produit* »). « *On était beaucoup dans la vie. Rien d'autre* », insiste René, résistant à l'idée que la « magie » de cette période de partage et de démultiplication des ressources ait pu reposer sur une forme quelconque de « deal » et de fructification de la revente de produits. L'esprit business viendra plus tard, avec les cloisonnements et le chacun pour soi. L'histoire c'est que « *tu avais un réseau qui circulait* » (René). Sa génération est absorbée et fascinée par l'aventure de vivre ensemble, profitant collectivement des ressources en nature, argent ou « plans » (d'approvisionnement, de fêtes, ou autres) offerts par un réseau en perpétuelle recomposition, ou par des micro-réseaux se connectant sans cesse les uns aux autres, enclins à partager comme à intégrer les nouveaux aventuriers de passage.

Circulations, porosités

Les jours de panne « *on a des adresses* » disent par ailleurs les personnages de Madame Satan, comme tous ou presque le racontent au travers des entretiens. Certes on s'y rend pour trouver à s'approvisionner, mais ce sont les rencontres qu'on y fait, ou les expériences qu'on y vit, qui laissent leur marque. Avec l'expérimentation des produits et les possibilités qu'ils ouvrent, c'est l'autre extraordinaire de l'histoire : le passage d'un milieu à l'autre, la transgression permanente des frontières sociales, la découverte de nouveaux styles de vie.

Les deux Joseph mis en scène par Bramly se retrouvent ainsi une nuit au troisième étage d'un immeuble « *à la cage d'escalier lambrissée comme une cabine de voilier* », dans un appartement habité par des inconnus où ils trouvent « *de la chaleur humaine, une musique douce, des matelas disposés en fer à cheval autour d'un plateau sur lequel luisent les cuivres d'une balance* », et où l'un d'eux se perd dans la contemplation d'un mandala. La poudre qu'y vend le maître des lieux est « *un brown infect* » mais ils consomment sur place, achètent et repartent comme d'un rêve éveillé³¹⁶. Le tout jeune fils d'ouvriers qu'est Jean-Paul Aupourrain, de son côté, va avec un ami acheter de l'herbe colombienne dans un grand appartement du boulevard Voltaire au début des années 70, qui le fascine et l'intimide à la fois (« *je n'ai pas l'habitude de ce genre de milieu* ») et dont l'occupante leur propose de fumer un joint sur place s'ils le souhaitent. Plus tard il se trouvera aussi chez le « fils d'un artiste très connu » avec lequel il s'initie à l'injection de morphine, dans un appartement très fréquenté, à l'ambiance orientale appuyée (les hôtes sont en tenue indienne, on joue du sitar, le shilom passe de main en main), qui produira chez lui les mêmes effets de fascination. Bernard, chargé de cours de philosophie à Vincennes, raconte avoir croisé un jour chez une amie qui dealait dans le très luxueux passage Choiseul du 2ème arrondissement « *Keith Richards, des Rolling Stones, qui venait lui aussi se servir pour la drogue* ». Tandis que Laure³¹⁷ se rend

316. Serge Bramly, *ibid*, pp. 214-215

317. Née en 1957, mais intégrée via sa sœur aînée dans une bande un peu plus âgée, Laure commence très jeune à fumer (13 ans, en 1970), et expérimente l'héroïne vers 14-15 ans. Ce sont de jeunes baba-

régulièrement chez des amis entre en 1972 et 1974 dans un appartement de Montmartre fréquenté par toutes sortes de personnes, acteurs, travestis, postiers, employés, marginaux, connues ou inconnues, partageant un moment ensemble :

« C'était l'époque de Montmartre, de 72 à 74. (...) Dans cet appartement aux Abbesses chez X. et Y. c'était un peu les retrouvailles pour la soirée. Soit il y avait de l'héro qui venait d'un achat des alentours, soit Y. avait fait un casse d'une pharmacie. À Montmartre, il y avait plein de pharmacies où l'entrée était au palier. C'était de vieilles portes. (...) C'était simple et il revenait avec son petit sac. D'une insouciance incroyable. Et là, selon les produits qu'il avait chopés, il en vendait. Et en gardait principalement pour lui. Et donc, il y avait cette fameuse Tina Aumont qui venait là-haut dans cet appartement des Abbesses.

– C'était un milieu mélangé ? Avec des gens qui venaient d'un peu partout ? Ou plutôt du milieu artistique ?

De tout, je dirais. Autant il y avait des mecs qui bossaient aux PTT, que des secrétaires d'une grosse compagnie. Il y avait des gens qui faisaient la manche. (...) Ça donne une panoplie de l'accès de ces produits. Effectivement, qui peuvent amener à rencontrer des gens hyper intéressants et des gens complètement nuls finalement.

– Disons que ça peut être dans différents milieux. Qui viennent d'univers différents ?

Oui, complètement. Ils viennent des différentes classes sociales. (Laure, née en 1957. Dix ans de consommation entre 13 et 23 ans (1970-1980), dont sept ou huit ans d'héroïne)

Les drogues et la contre-culture fabriquent du commun, elles se jouent des frontières sociales, dit Bernard à propos de sa rencontre avec Keith Richards : *« Avec la drogue, avec la contre-culture, la manière de s'habiller etc., il y avait une espèce d'unité. Même si certains étaient très riches et d'autres très pauvres, certains vivaient dans des squats pourris, d'autres dans des palaces, il y avait ça en commun, la drogue, la musique... »* Les circulations auxquelles conduit la recherche ou la vente de produits illégaux provoquent surtout peut-être en amont des rencontres improbables. Elles rendent poreux les uns aux autres des milieux qui sans elles ne se seraient sans doute jamais croisés.

Que ces rencontres aient lieu dans des espaces privés n'est pas indifférent par ailleurs. Tout point de vente qu'il est, l'appartement reste un lieu de sociabilités. On y découvre des façons de vivre. On y passe du temps ensemble. Que l'arrivée de produits y soit l'occasion de « retrouvailles pour la soirée » ou qu'on passe juste y chercher une dose, on y croise et recroise du monde, les liens se renforcent à mesure, les informations circulent. Une salle d'attente de dealer suffit à fournir l'occasion de potins, de rencontres, et resserre les liens entre

cools de la région parisienne, issus de catégories relativement aisées. Elle raconte une vie de fêtes et d'aventures, où beaucoup vivent de revente en appartement. Elle-même fera du trafic de fourmis entre Bangkok et Paris entre 1977 et 1980, avant de se faire arrêter.

bandes qui font la vie nocturne des années Palace, comme le raconte Tania³¹⁸, qui s'approvisionne au tournant des années 1970-80 chez un ami détaillant « à la balance » (il pèse le gramme ou le demi-gramme devant ses clients), dans un petit appartement où l'attente d'être servi fait marcher les langues :

« Il y avait trois pièces, [sa] chambre était à gauche, la première pièce faisait salle d'attente. On papotait, ça durait des heures ! (...) Il était dans sa chambre, avec sa petite balance et comme il était défoncé, pia pia pia... on attendait. On acceptait d'attendre parce qu'il était tellement défoncé qu'on appuyait sur la balance ou on prenait la cuillère [quand il nous servait], on s'en remettait dans le paquet ! (...) »

— Et ça défilait un par un, chacun son tour ?

Oui, comme chez le médecin, comme chez Clarisse et Carpentier³¹⁹, dans les grandes années ! (...) Pia pia pia... "Ah ! tu connais Machin ? Moi aussi !", "Tu étais à la soirée du Palace ? — Ouais, ouais, c'était bien...", "Oh, c'était nul, y avait pas de trucs..." (...) C'était pignon sur rue, il y avait des gens en haut, des gens en bas, ça défilait tout le temps. »

Dans les transactions à domicile, s'exposent non seulement des intimités et des modes de vie, mais se jouent des pratiques d'hospitalité. On fume un joint ensemble, on laisse l'acheteur faire le shoot ou le trait d'héroïne dont il a envie ou besoin avant de repartir, on offre un coup à boire au revendeur passé à la maison, il reste à l'occasion pour la soirée. Des liens se tissent, entretenus par une fréquentation régulière. Tel acheteur apprend chez son fournisseur une nouvelle façon de consommer, découvre un disque qu'il ne connaissait pas, ou repart avec un plan concert et une adresse pour la cocaïne. Tel jeune revendeur de milieu populaire se met à injecter à l'exemple des « junkies » auxquels il fournit régulièrement de l'héroïne à la fin des années 70, captivé par l'image de marginalité décontractée qu'ils lui renvoient : *« C'était une époque où on voulait tous être des junkies. C'était des junkies les mecs à qui je vendais, c'était les Kickers, les foulards, les grosses vestes. Je les connaissais depuis longtemps, je les voyais bien, ils avaient l'air cool. Et moi ça me faisait envie d'essayer, j'avais déjà plein de copains qui faisaient... »*³²⁰ Des ponts se créent malgré les

318. Née en 1952, Tania se décrit comme appartenant aux années 1980 (années de fête, années Palace etc.) Consommatrice depuis le milieu des années 70, elle est aujourd'hui encore sous Skénan. Après s'être séparée du père de ses enfants, qui vendait des produits chez lui (cannabis puis cocaïne et héroïne) pour les besoins de la famille, elle prend le relais à partir de 1991, chez elle également.

319. Il s'agit de Clarisse Boisseau et Jean Carpentier, médecins généralistes pionniers de la prescription d'opiacés de substitution, installés dans le 12^{ème} arrondissement à Paris.

320. Ce témoignage est rapporté par Bouhnik et al. dans *Sous le signe du matos* (2002), p.34 : *« Mon grand frère était là-dedans (...) je récupérais les restes et j'allais les revendre. Un jour, j'allais chez un couple à qui je vendais, eux m'ont dit que je devrais essayer. J'ai essayé direct avec la seringue, et en 82 j'ai appris que j'étais séro... C'était une époque où on voulait tous être des junkies, c'était des junkies les mecs à qui je vendais, c'était les Kickers, les foulards, les grosses vestes. Je les connaissais depuis longtemps, je les voyais bien, ils avaient l'air cool et tout. Et moi ça me faisait envie d'essayer, j'avais déjà plein de copains qui faisaient, mes frères. (Kamel, classe pop, 38 ans, 15 ans héro, 4 ans Subutex injecté, cocaïne injectée, méthadone depuis 3 semaines) »*

écarts culturels et sociaux. *Des styles de vie et des désirs d'en être se diffusent avec les produits. Marché et contre-culture se renforcent mutuellement.*

De « véritables voyages sociaux »

À mesure des années, la pression policière s'intensifiant, nombre des appartements les plus hospitaliers ou les plus fréquentés, plus voyants, signalés par les passages incessants, et par l'allure sans doute parfois de leurs visiteurs, disparaîtront. Aupourrain raconte que peu de temps après sa première visite, son hôte du boulevard Voltaire lui demandera de repartir sitôt l'achat effectué, car elle a eu des soucis avec la police. Telle adresse du XII^{ème} arrondissement tient encore au début des années 80, de façon fictive ou réelle, grâce à son voisinage avec un cabinet médical de groupe (« cela noyait les va-et-vient dans l'escalier »)³²¹, p.173). Mais beaucoup de revendeurs tombent, les portes se referment, on se méfie, on limite les passages, on fixe des rendez-vous ; les rapports entre vendeurs et clients s'individualisent et on ne rencontre plus guère, dans les entretiens ou sources diverses revenant sur les années 80 et 90³²², d'appartements-carrefour où des réseaux ou des individus se croisent, échangent et s'inspirent les uns les autres.

L'expérience de dépaysements sociaux n'en perdure pas moins au travers de la vente en appartements. La dissémination des consommateurs dans la ville, la recherche de discrétion et d'espaces protégés, le passage d'un réseau ou d'un vendeur (ou client) à l'autre au gré des recommandations d'amis ou de connaissances, suscitent de « véritables voyages sociaux ». Charles³²³, qui vit un temps de la vente à domicile vers les années 1975-76, s'amuse de ces périples. *Il vend du cannabis avec un ami, parfois aussi de la cocaïne ou du LSD, dans des tournées en voiture à l'occasion épiques :*

« Je travaillais le matin puis j'allais chez lui avec la vieille 4L et on allait dealer. C'était de véritables voyages sociaux. On se retrouvait chez des gens plutôt hippies ou alors avec des gens friqués. On pouvait, pour des gens pas avertis, avoir l'air de super loubards tous les deux. C'était un peu Dupont et Pontdu parce qu'il doit faire deux têtes de plus que moi. Un soir, on va dans un appartement dans le 15^e, sur le front de Seine, et on arrive chez un couple de notre âge à peu près, genre pubards branchés. Et je sais pas pourquoi, sans qu'on se concerte, j'ai senti qu'ils avaient un peu peur de nous parce qu'on avait l'air de gros voyous, donc ils étaient à la fois un peu peureux et un peu excités de la situation de faire rentrer deux loups dans leur bergerie. Et on en a profité ! Le copain mettait un disque, il faisait exprès de tout rayer. « Ah ! Vous avez du JJ

321. Patrick Eudeline, *Rue des martyrs*, Grasset, 2009, p. 173. Ce roman incarne et documente la vie des « minets » parisiens de la fin des années 1960, jeunes bourgeois épris de fêtes, de mode et de musique. L'action s'étire jusqu'à 2008. La scène est placée ici en 1980, alors que « le deal a gagné la rue » et que les appartements se font plus discrets.

322. Pour les romans voir par exemple Denis Belloc, Léon Serguine, mais aussi Marc Dufaud ou Eric Maravelias (voir la liste indicative de titres de romans et témoignages en fin d'article).

323. Charles est né en 1949 dans un milieu aisé. Trotskyiste au début des années 70, il « mène une vie très marginale » à partir de 1976, année où il « rencontre » l'héroïne à Formentera. Il consomme beaucoup (héroïne et cocaïne) et revend (en appartement) pendant quelques années. En 1979 il décide de ne plus revendre, et injecte pour la dernière fois en 1982.

Cale ! » Paf ! On faisait tomber des trucs. On l'a joué. Finalement le deal se passe et dans l'ascenseur, on se pissait dessus parce que l'un sans l'avoir dit à l'autre a compris la situation et on s'est dit : « Allez, on en profite un peu ! On a le droit de s'amuser... » Il y a rien eu de grave mais on a foutu un petit bordel. Eux, ils ne disaient rien mais à un moment, ils ont eu envie qu'on se casse. On parcourait trois, quatre milieux différents, on était reçus de manière très différente, et pendant cette période-là, ça m'amusait beaucoup. »

André décrit le même plaisir à varier les rencontres quinze à vingt ans après. Né en 1970, journaliste au moment des entretiens, il commence à consommer en 1988. En dix à douze ans de consommation, quand il rapporte son expérience en 2001-2002³²⁴, il a croisé toutes sortes de milieux. Proluxe sur les produits, leurs effets, les usages qui peuvent en être tirés, les modalités d'achat et de vente, il l'est aussi et tout particulièrement sur la variété des expériences sociales et des observations (il parle de ses petites « études sociologiques ») qu'il en a retiré. Rechercher et consommer des drogues a été pour lui une façon d'explorer le monde, un procédé d'apprentissage, presque un objet de passion :

« Toutes ces histoires de drogues, ça a été vachement d'études sociologiques en même temps, avec les gens que je rencontrais, les produits, les pratiques des gens, dans différents milieux. J'ai traîné dans des milieux vachement différents. J'ai autant été prendre de la dope dans des caves, des cités à Ménilmontant, que dans des grands appartements à Passy, où il y avait cinquante personnes qui se défonçaient... bien méthodiquement, avec beaucoup d'argent, beaucoup de produits de bonne qualité. Je me rappelle, on faisait des soirées speedball boulevard Lanne en face de l'ambassade d'Union Soviétique dans un appart immensissime, et il y avait des montagnes de coke sur la table. C'était cool. Il y en avait plein, ça coûtait que dalle... A l'époque j'avais pas un sou. Je me démerdais comme ça.

(...)

« Je venais de mon milieu familial, je n'étais pas sorti. J'avais 18 ans, j'avais besoin, je voulais un peu découvrir le monde. Donc je regardais les effets, les gens. Mais je regardais aussi le mode de vie, les décors, les appartements (...). C'est vrai que ça m'a bien fait voyager (...). Dans d'autres pays, mais aussi dans d'autres milieux que mon milieu social de fils de prof de banlieue. (...) Quand il y avait un nouveau venu – parce que c'est toujours des petits cercles hein, les défoncés –, je l'attrapais pour aller voir ailleurs. Ça j'aimais bien, oui. (...)

Pour moi c'était vraiment une curiosité de voir ça – de voir ce monde-là, de voir des gens différents, et puis j'aimais bien classifier chaque produit, avec chaque utilisateur. (...) c'était... un peu une étude, quoi. Outre le plaisir, l'expérience personnelle etc. ça c'est plus classique, mais... je classifiais bien les gens. Je

324. André a été rencontré dans le cadre d'une étude antérieure. Quatre entretiens ont été réalisés avec lui en 2001-2002, dans lesquels il revient chaque fois sur cette dimension d'exploration sociale de l'expérience des drogues. La citation qui suit est un montage d'extraits des différents entretiens.

regardais bien quelle personne prenait quel produit, je réfléchissais de quelle manière avec quel produit... J'aimais bien me faire mes petits tableaux (...)

« Il y avait une sorte de passion. (...) Pour le produit, pour l'effet, pour les gens que ça nous amenait à fréquenter. Parce que du coup on a connu plein plein de gens qu'on n'aurait pas connus. (...) Je dis une passion parce que ça nous occupait la journée et ça permettait de voir plein de gens, il y avait tout un brassage de personnes différentes... ça c'était plutôt drôle. Du coup c'est vrai que ça nous occupait l'esprit, et la journée, pas mal oui. (...) C'est clair que dans ma formation il me manquerait un truc si j'avais pas eu ça. »

Un régime de sociabilités fortes

Où s'arrête le partage, où commence le « deal » ? Où s'arrête le marché, où commence l'expérience sociale ? La circulation des drogues au sein d'espaces privés, et par ailleurs au gré de réseaux d'interconnaissances liés, même dans des intensités variables, par des habitus culturels communs et/ou des choix de vie qualifiés de « déviants », renvoie tôt ou tard à ces deux questions. La vente en appartement ne constitue pas seulement en effet un marché caché, soucieux de discrétion et soumis en tant que tel à des conditions de sécurité particulières. Elle supporte un marché pris dans des jeux de sociabilités fortes, vecteur de porosités sociales et de diffusion non seulement de produits, mais de modèles et de pratiques culturelles. Hébergées dans des lieux privés, les transactions de vente servent de support à la diffusion de modes de vie ou de traits culturels, comme la diffusion de modes de vie de support à la diffusion de produits, et ce marché soutient des régimes de porosité sociale forts, bien plus qu'il ne le seront dans la rue. Quand le « deal » y basculera, il n'y aura plus en effet d'interactions qu'individuelles (avec le dealer principalement), les moments collectifs disparaîtront. Elles seront par ailleurs plus furtives, réduites à des sociabilités d'acheteurs qui patientent et se retrouvent, s'identifient ou se reconnaissent, mais restent sauf exception fugaces.

« Pendant cette période, j'ai rencontré énormément de gens, mille fois plus qu'aujourd'hui », remarque un des enquêtés. Ce marché soutient par ailleurs une diffusion réticulaire dont l'ampleur et le potentiel n'ont peut-être rien à envier au marché de rue. Sauf exception en effet, et milieux dotés de ressources spécifiques qui leur permettent globalement de s'auto-suffire – c'est le cas du cercle d'amis d'Isabelle³²⁵, qui dit ne jamais avoir eu, en dix ans de consommation (1976-1986), à s'approvisionner en dehors d'un « triangle 16ème-17ème-Neuilly » – la recherche de produits rares, et qui plus est illicites donc fournis par des canaux instables, en recomposition permanente, conduit à passer d'un cercle de consommateurs à l'autre et à élargir sans cesse le champ – règle qui conduira André à passer du boulevard Lanne aux caves de Ménilmontant, pour revenir ensuite aux grands

325. Isabelle est née en 1958 dans la bourgeoisie versaillaise. Elle découvre parallèlement les amphétamines avec ses amis d'école (Arts Déco) et l'héroïne et la cocaïne avec son frère et ses amis musiciens, au milieu des années 1970. Milieux de la mode, de la musique, de la fête et du Palace, c'est une jeunesse dorée. Très dépendante, et prise dans une spirale financière insoluble, elle décrochera au Patriarche, où elle séjourne de 1985 à 1987.

appartements du Marais où se donnent des fêtes gay, ou à tel petit logement de la Goutte d'Or où s'échange du crack.

Dans les années 1970, on l'a vu, ce régime de diffusion croise dans les milieux contre-culturels des circulations qui excèdent largement les seules histoires de drogues. René parle tout le temps de réseaux. Le terme revient *une trentaine de fois dans son entretien, et sa vie semble être faite de passages d'un réseau à l'autre : réseaux militants, réseaux d'amis, de travail, d'approvisionnement, plus ou moins poreux les uns aux autres, mais surtout qui « circulent », se modifient sans cesse et, se recomposant, se relancent et se réactivent en permanence*. Béatrice souligne que « l'une des [dimensions de l']histoire, c'est le fait que des gens avec des trajectoires très très différentes se sont croisés au cours des années 70 ». Charles s'étonne d'avoir à ce point alors multiplié les rencontres et s'interroge sur les mécanismes qui ont permis cette démultiplication : il évoque des croisements de réseaux engendrant d'autres réseaux, ou le rôle de « personnes clés [connaissant] beaucoup de monde [qui] faisaient se rencontrer machin ou machin. » ; « Pendant cette période, s'étonne-t-il, j'ai rencontré énormément de gens, mille fois plus qu'aujourd'hui. » Mais même après que « ça s'est cloisonné dans les années 80 » (Béatrice), cette diffusion réticulaire perdure, appuyée notamment sur les relations d'échange et de vente nouées dans le cadre protégé des appartements. André décrit ainsi dans les années 90 des cercles de consommateurs restreints (« c'est toujours des petits cercles hein, les défoncés »), mais très mobiles et en interconnexions permanentes. Des *personnes charnières font le lien entre un réseau et l'autre, les carnets d'adresses s'élargissent au gré des opérations de vente*, les « plans » se diffusent de proche en proche, dans un système extraordinairement agile et plastique, où les réseaux ne cessent de se connecter les uns les autres, capables de susciter comme de se saisir des opportunités les plus diverses :

“ [mon ami] Hervé lui, comme il était dans cette histoire depuis bien plus longtemps, il avait plein de connexions. Il avait des plans de dope, des plans d'acide, des plans de coke (...). Il avait un carnet d'adresses bien fourni là-dessus. En plus il dealait, donc il y avait plein de gens qui venaient, et puis tu sais après, les bruits vont vite. Tu as quelqu'un qui vient acheter de la beuh [de l'herbe] chez toi et qui te dis, moi j'ai un plan de coke. Donc après tu le rappelles, tu lui dis, oui tu sais tu m'en as parlé l'autre jour, en fait ça m'intéresse, tu peux aller m'en chercher ? Du coup il te ramène de la coke, tu lui échanges avec de l'herbe et... tu vois. Du coup tout ça va très très vite. C'est vrai que la pauvre police des stupéfiants... – ça va trop vite, pour eux. »

Bien après que les grandes circulations communautaires des années 70 se sont taries, la vente en appartement continue donc de soutenir des moments d'hospitalité, de partage et de transmissions culturelles. Elle offre le creuset de porosités sociales, autant que les points d'appui d'une diffusion de réseau à réseau.

L'appartement point de vente

Lieu de vie, de partage et d'échanges, l'appartement n'en reste pas moins un point de vente. En tant que tel il constitue une forme de ressource, pour ceux qui en disposent, ou peut être recherché par des entrepreneurs en quête de débouchés où puisse s'effectuer la vente au détail des produits qu'ils écoulent. C'est un capital valorisable, et un support économique incontestable du marché des drogues.

Dans les milieux aisés, ou pour les besoins d'un dispositif d'importation et de diffusion de drogues, il peut arriver que des logements soient loués à seule fin de disposer d'un point de vente discret. Isabelle parle de studios servant « pour la marchandise » dans son « triangle 16ème-17ème-Neuilly », dans un micro-milieu de revendeurs pourtant bien trop accrochés eux-mêmes à l'héroïne pour parvenir à dégager un quelconque bénéfice de cette activité. Loués au besoin sous un nom d'emprunt, ils servent de lieux de stockage ou de transactions. Roland³²⁶ décrit au milieu des années 70 un dispositif d'importation de blanche de Bangkok, avec un commanditaire (qui ne consomme pas), des mules (qui ramènent 500 à 700 gr d'héroïne), des intermédiaires (dont il fait partie), des acheteurs en quantités semi-gros (« à un moment j'étais dans le Sud, je faisais l'intermédiaire entre lui et quelqu'un qui en prenait une grande quantité ») ou qui « font les courses » pour des groupes d'amis, et un appartement vide, vers Vincennes, qui héberge les transactions. L'histoire dure deux ans environ, vers 1975-1976. C'est lui qui pèse et qui procède aux échanges dans l'appartement. Le commanditaire n'est jamais présent physiquement. La location du lieu fait partie des frais de fonctionnement de ce commerce illicite.

Intermédiaire, revendeur ou employé

Mais les entretiens et témoignages de consommateurs-revendeurs décrivent avant tout des transactions de vente au détail dans des habitations qui servent à la fois de lieu de vie et de lieu de vente. Les usagers-revendeurs interviennent « en bout de course », comme le dit Charles, de la chaîne de diffusion des produits. Si certains revendent dans la rue, ceux qui disposent d'un appartement profitent de cet espace privé pour héberger des transactions qui leur permettent a minima de financer leur consommation, mais parfois aussi souvent d'améliorer leur confort et leur train de vie. Tous ne mobilisent pas cependant dans cette activité les mêmes ressources, loin de là. Trois types d'économie des petits deals domestiques peuvent être dégagés des récits : la petite économie de simples fonctions d'intermédiaire ; celle de la revente au détail de produits achetés en quantités plus ou moins limitées sur le marché local ou lors de voyages à l'étranger (trafic dit de « fourmi ») ; ou celle de la vente pour le compte de « fourmis » ou d'entrepreneurs divers qui cherchent à écouler des produits.

Aupourrain vend ainsi beaucoup chez lui au tout début des années 70, beaucoup plus rarement dans la rue. Très jeune, de milieu pauvre, d'une façon générale très démunie, il a

326. Roland est né en 1946, dans la petite classe moyenne d'une commune limitrophe de Paris (Val-de-Marne). À la fin des années 1960, ses amis sont des fils de bourgeois, mais rebelles, « pas dans les règles ». Il connaît l'héroïne en 1973-74 avec des amis de la Gauche Prolétarienne, en phase de désillusion politique. Pilier de la vie nocturne parisienne dans les années 1970-1980 il cesse d'en consommer au début des années 80. C'est en revanche un grand consommateur de barbituriques et d'alcool.

parfois un peu de stock, mais il lui faut le plus souvent aller chercher le produit pendant que les clients attendent chez lui. Il est alors simple *intermédiaire* : *ni vendeur ni acheteur à proprement parler, on lui confie l'argent, il va chercher le produit, revient dès que possible avec, et se paie en prélevant une part sur la course*. Vie épuisante qui lui fait parcourir tout Paris et subir l'envahissement de sa « piaule de défoncé » par des clients en attente. Pendant un temps il a un emploi le jour et pourvoit à son marché la nuit. La dépendance à l'héroïne venant, il doit faire face en cas de pénurie, non seulement à son propre manque mais à ceux de ses clients et de sa compagne.

« Richard est mon premier client. Je lui prends ses 50 balles et cours à Denfert acheter le shit ». [La personne qui vend le produit à Aupourrain travaille dans « une crèche marginale » qui « lui sert de couverture pour son trafic ». Ils fument quelques joints ensemble.] Au retour Richard est mécontent de n'avoir récupéré que 10 gr d'un shit de mauvaise qualité. Il part après avoir fumé son shilum, « sans même avoir laissé un morceau, comme ça se fait couramment », et sans dire merci. »

La revente au détail de produits achetés en quantité minime (d'une à quelques onces³²⁷) paraît la plus courante, elle ressort de nombre de témoignages de consommateurs-revendeurs. Mais elle suppose de pouvoir dégager les moyens d'acheter plus que pour sa consommation propre, chose parfois difficile, même dans les milieux les plus dotés. Dorothee³²⁸ et son compagnon achètent en appartement à la fin des années 80 (1989-91) dans des milieux aisés qui revendent à une clientèle aisée un « brown blanc » provenant d'un trafic de fourmis. L'achat se fait à minima par 5 ou 10 grammes, à 1000 francs le gramme, tarif élevé mais le produit est bon, dit-elle. Consommant un temps jusqu'à 5 grammes par jour à deux, ils gagnent peu et n'arrivent pas à payer leur loyer. Isabelle parle de son cercle d'amis comme de « consommateurs à la semaine » achetant par 10 ou 20 grammes, tantôt au sein d'un réseau d'une dizaine d'appartements répartis sur les 16ème-17ème-Neuilly, tantôt, quand l'évolution du marché y oblige, auprès de « grossistes originaires de banlieue » dont les livraisons sont récupérées dans des cafés de Belleville, d'un simple aller-retour en taxi. Ces quantités, revendues pour partie à des relations, permettent de couvrir leurs besoins hebdomadaires, mais ils n'arrivent jamais à faire fructifier leur investissement, *même s'ils ont toujours le projet de le faire*. Léon Serguine vit en revanche à grand train pendant un temps. Sa trajectoire de revendeur, qu'il décrit dans *La poudre. Confessions d'un revendeur d'héroïne* (1980)³²⁹, est courte, elle ne dure que neuf mois avant qu'il ne « tombe », mais elle est exemplaire. On est en 1973-74, lui aussi est consommateur, mais il a le sens des affaires.

327. L'once anglo-saxonne, utilisée dans les nations du Commonwealth et par les Etats-Unis d'Amérique, équivaut à un peu plus de 28 grammes. L'once (ou « ons ») néerlandaise correspond à 100 grammes.

328. Née en 1971, dans un « milieu de commerçants moyennement aisé, middle class », Dorothee commence à consommer à 16-17 ans, en 1986. Son compagnon vit de la vente de produits, dans son appartement. Elle consomme beaucoup entre 1989 et 1992. Mère de 3 enfants, agent immobilier, elle consomme encore aujourd'hui.

329. Léon Serguine, *La poudre. Confessions d'un revendeur d'héroïne*, Paris, Ramsay, 1980 (« Images »). Ce témoignage autobiographique décrit les neuf mois d'une courte carrière de revendeuse d'héroïne en appartement au début des années 70 (1973-74 environ)

D'abord simple intermédiaire, il emprunte rapidement pour pouvoir acheter dix grammes, arrête dès lors de faire les courses pour les autres et reçoit chez lui ses clients. Il voit alors les choses s'accélérer très vite, « les rentrées d'argent [comme sa] consommation » (p.30). On lui suggère bientôt d'aller s'approvisionner à Amsterdam, chose qu'il fait dans un premier temps deux fois par semaine, avant de trouver un rythme de croisière reposant sur « *un fonds de 20 000 francs [réinvesti] à chaque fois* », 170 grammes achetés à chaque voyage, qui lui permettent d'espacer ses déplacements, et « *une dizaine de clients [venant chez lui] tous les jours* », ainsi qu'« *une autre dizaine moins assidue* » (p.41). Sa vie se centre alors majoritairement sur son appartement, et il se décrit comme investissant dans le lieu les bénéfices qu'il dégagne de cette activité : « *tissu saumon aux murs des deux pièces de devant* », clients payés en poudre pour repeindre les autres pièces, moquette « *rose, épaisse et douce à la plante des pieds* » dans la salle de bains et les toilettes, divan en velours mauve (pp.30-31), puis chaîne stéréo, lampes anciennes, tapis, tissus, plantes, disques, vêtements, quand ses voyages à Amsterdam lui permettent de s'enrichir davantage (p.41)³³⁰...

Il met cependant fin assez vite à ses déplacements à Amsterdam. D'une part car la situation s'y durcit sous la surveillance policière (dans une période de mise en place d'une coopération européenne sur la question des stupéfiants, sous l'égide du Groupe Pompidou), mais aussi parce qu'il entre en contact à Paris avec des fournisseurs en quête d'intermédiaires, pour commencer avec un Libanais présenté par une relation commune qui, « sachant [qu'il vend] assez vite », veut « passer un marché » avec lui : c'est le troisième mode d'approvisionnement de la vente en appartement, lui aussi très fréquent si l'on en croit son évocation récurrente dans les entretiens. Dès 1972-74 Marc, le compagnon de Laure, écoule ainsi déjà chez lui cannabis et brown pour le compte de « fourmis ». Il a l'héroïne marron qu'il revend par un Français, marié, père de famille, qui ne consomme pas mais en rapporte d'Amsterdam par lots de 500 grammes qu'il lui confie pour le vendre au détail, chose qu'il fait auprès de « *petits mecs de Montmartre, [des] mecs de la rue souvent.* » Le « shit » lui est fourni de son côté par un Indien et un Pakistanais qui ont repéré le couple à Montmartre grâce à leurs vêtements hippies, et les fournissent en quantité relativement importante : « *Il y a eu une commande, deux commandes, par kilos. Le troisième coup ça a foiré* », raconte Laure, la brigade des Stupéfiants embusquée en bas de l'immeuble ayant interpellé un de leur visiteurs qui a indiqué l'étage. Marc est alors incarcéré, mais après sa sortie de prison en 1974-75, il vend de nouveau de l'héroïne, blanche et fournie cette fois par un Marseillais plus âgé qu'eux (il a un fils de l'âge de Laure), d'apparence très classique (cheveux courts, habillé en Cardin), « super gentil », pas « pousseur », qui leur apporte dix grammes tous les trois jours d'une héroïne très bonne (« on pouvait se permettre de la fumer ») qu'il leur cède à bas prix (80 frs le gramme, dit-elle, quand d'autres au même moment vendent 300fcs le gramme de brown ou d'opium, ou 400 frs le gramme de « marseillaise »). Laure pense que ce fournisseur a son laboratoire ; cette collaboration dure deux mois et demi environ, puis il disparaît. Charles de son côté, pendant les années où il revend chez lui, en 1978-1980 environ, a affaire à des intermédiaires mais il pense que l'héroïne blanche qu'il revend provient de fourmis, « des

330. Il investira bientôt dans les voitures. Bernard, qui lui a acheté de l'héroïne un temps, dit de lui : « *Il s'est fait piquer tout de suite, ce con, il frimait tellement ! Il s'était acheté une Porsche...* »

gens, dit-il, qui ramenaient des petites quantités, on va dire un ou deux kilos... ». Un temps il est d'ailleurs approvisionné par une relation qui fait elle-même trois ou quatre voyages en Thaïlande tous les ans. L'arrangement dure environ deux ans. Le produit lui étant avancé il n'a pas à investir : « Quand j'allais le voir, dit-il, on fumait exclusivement de l'héro (...). On chassait le dragon. Et puis on se connaissait bien, il avait tout à fait confiance en moi, donc il m'avancait dix grammes d'héro et je me débrouillais pour assurer ma consommation en en vendant un peu. » Tania, enfin, qui cherche au début des années 90 un moyen d'équilibrer ses comptes (il lui faut non seulement financer sa consommation mais subvenir aux besoins de ses enfants : « pour être confortable, dit-elle, il me fallait 20 000 francs par mois ») tente un voyage en Thaïlande en 1991-92, mais préfère au bout du compte travailler pour des « fourmis » en quête de revendeurs, soit qu'ils n'habitent pas Paris et cherchent un accès à la clientèle parisienne, soit qu'ils ne veuillent pas mettre en péril leur situation professionnelle. Eux vont chercher les produits, elle les écoule. Elle travaille ainsi successivement pour différents fournisseurs indépendants, entre 1992 et 1998, dans une formule allégée (elle n'a que deux clients) qui lui permet de concilier vie familiale, maintien d'un standard de vie confortable, consommation personnelle et des conditions de sécurité correctes :

« (...) Je m'aperçois que moi, passer les frontières, c'est pas du tout mon truc. Autant dealer à la maison, c'est très facile, j'offre le thé, papoter, aucun problème. Et puis j'ai vécu dans des milieux huppés branchés, les toxicos que je connais ils sont très contents d'avoir la dope que je ramène ! (...) C'est très simple, j'ai deux clients, le reste c'est pour rigoler : un opticien juif ashkénaze et un Juif séfarade ! (...)

- Je pensais que tu faisais une tournée d'appartements...

Ah non, j'étais chez moi, je pouvais m'occuper de mes mômes. Et moi, pour être confortable, il me fallait 20 000 francs par mois, c'était bien. À partir du moment où tu deales, ben de la dope, il y en a tout le temps. (...) C'est comme ça [par un couple de pharmaciens qui la fournit un temps] que je rencontre des dealers, des vrais, des petites fourmis organisées. J'en rencontre deux, trois, jusqu'à un jeune couple marseillais, du Sud, sans enfants évidemment. Alors leur truc, c'était d'habiter à Phuket et ô miracle, enfin ils tombent sur quelqu'un d'à peu près [fiable]... (...) Ils m'amènent 200 grammes, 300 grammes, je ne sais même plus. Ils repartent à Phuket et ça s'est terminé c'est moi qui pesais, qui leur disais « il y a tant » et qui leur envoyais le fric là-bas. Ils ont mis 4, 5 personnes avant d'arriver à avoir une association qui fonctionnait aussi bien parce que tu laisses la dope, l'autre il va la manger, et puis il va pas envoyer le fric, donc il faut retrouver quelqu'un d'autre, recommencer.

- Donc ils te l'envoyaient ?

Non, ils la ramenaient, ils me la laissaient...

-Tu pesais et tu envoyais le fric sur un compte...

Oui, Western Union, n'importe quoi. Et moi je me dépêchais de leur payer ce que je leur devais et comme ça, il me restait de la dope qui était pour moi. Ils faisaient

ça deux fois par an, avec mes deux clients, voilà, ça a duré jusqu'en 98 ! (...) Après c'est toute une technique de développer des petits trucs, tout ça [pour passer les produits à la frontière]... et les petits Français, ils avaient une autre technique, [ils me l'ont décrite] à la fin, c'était assez malin effectivement, ils se sont jamais fait prendre. Ils étaient très fiers de leur organisation. Ils sont même venus dormir à la maison, on avait de bons rapports commerciaux, de vendeur à acheteur ! »

L'appartement ressource

Dans des modes de vie instables, en quête permanente d'intensités mais menacés sans cesse par les ruptures d'équilibre, et par ailleurs extraordinairement coûteux en raison du prix des produits, disposer d'un appartement constitue à la fois un pôle de stabilité et une ressource. Un logement privé peut permettre de vivre d'activités de revente sans trop s'exposer aux risques qui en découlent, comme la revente peut permettre, non seulement de financer sa consommation, mais de payer le loyer : circularité vitale, qui permet de maintenir l'équilibre. Parfois cette ressource provient d'un appui familial, et il n'est pas indifférent que dans les témoignages le financement de ce pôle de stabilité soit si souvent cité : si on en parle c'est que pouvoir en disposer ne va pas de soi. Le premier appartement collectif de Tania est loué grâce à un héritage. Aupourrain, on l'a dit, dispose d'un logement payé par sa mère. Charles, dans ses années de consommation intense, aurait pu perdre pied sans ce support financé par ses parents : *« Je bossais un peu mais j'assurais plus grand-chose, ça commençait à devenir lourd. Heureusement j'avais un studio que mes parents m'avaient donné, enfin dont j'avais l'usufruit, parce que j'aurais été bien incapable de payer un loyer à l'époque. »* Certains savent très bien par ailleurs la nécessité de garder cet équilibre. Momo, un ami d'Aupourrain, n'hésite pas à prendre des mesures quand il est menacé. *« Pour les voisins, raconte Aupourrain, Momo est étudiant, mais un petit trafic lui permet de payer son loyer, sa dope et de vivre sans trop de problème »*. Un temps son appartement héberge un semblant de communauté, mais quand cela devient trop compromettant il met tout le monde dehors³³¹. Tania réduit non seulement quant à elle l'étendue de sa clientèle pour limiter les risques, mais refuse de transiger sur sa sécurité et impose des règles de comportement strictes : *« Après [on] te met en danger (...)... Dealer, c'est dealer, c'est pas... J'ai deux mômes, c'est hors de question que je tombe. C'est absolument hors de question. »* D'autres, de ne pas avoir su maintenir le paiement d'un loyer, se trouveront aspirés par une spirale descendante. Protéger cette ressource a sans doute permis à beaucoup d'échapper à la nécessité de recourir à d'autres types de délinquance que ces trafics discrets, pour équilibrer leurs comptes. Et de rester ainsi invisibles.

L'appartement débouché

Disposer d'un logement privé permet par ailleurs, on le voit, d'attirer des fournisseurs. Ressource pour les uns, l'appartement constitue un débouché pour les autres. Les entrepreneurs qui le peuvent entrent en contact avec des petites mains susceptibles de diffuser leurs produits au détail dans des conditions de sécurité supérieures sans doute à celles

331. Jean-Paul Aupourrain, *op.cit.*, p.117.

qu'offrent les marchés de rue ou des lieux intermédiaires (bars, boîtes), et y trouvent une clientèle plus fortunée, en mesure d'acheter des produits plus chers car plus raffinés : il est notable, de très nombreux entretiens le signalent, que la blanche se diffuse au travers du marché des appartements, quand on ne trouve généralement dans la rue que du brown. Ce marché offre par ailleurs aux entrepreneurs cet avantage inestimable – encore une ruse du capitalisme débridé qu'incarne le marché des drogues – que locaux et main-d'oeuvre sont mobilisés gratuitement par les consommateurs-revendeurs, et n'ont pas à émarger leurs charges.

À mesure des années 1980 ce marché semble de plus en plus convoité. Les filières se diversifiant on voit poindre des phénomènes, sinon de concurrence, au moins de captation de nouveaux marchés appuyés sur les espaces privés. Des petits revendeurs cherchent à réactiver des relations anciennes pour diversifier leurs clients, comme cette vague connaissance de René, re-surgie alors que ce dernier a réussi à mettre fin à une consommation exponentielle de cocaïne deux ou trois ans auparavant, et qui tente de forcer chez lui la reprise du produit, en s'invitant chez lui de façon un brin intrusive :

« Ah ces histoires de deal tu vois c'est des trucs qui sont marrants. Quand c'était rue des Lyonnais, pas très loin de là où habitait Deleuze (...), donc ça remonte à 84/85, un truc comme ça, il y avait un mec de Vincennes, qui s'appelait Henri, il m'avait reconnu, c'était lui qui nous alimentait en cannabis et en shit, et je lui avais dit que bon, je voulais bien entendre parler de shit et de cannabis mais rien d'autre, et ce connard se pointe avec de la coke, pour savoir ce qu'on en pensait. Donc là on lui a foudroyé 5 grammes dans la nuit, il est reparti la queue entre les jambes le bâtard et plus jamais il m'a fait ce coup-là. Donc là tu es dans les années 80, et c'est un autre type de dealer. Premier temps il avait toute sa petite clientèle, il allait les livrer à domicile, etc. Après, zone à moindre risque, il a habité en Suisse, donc il devait être, je ne sais plus, à Bâle ou je ne sais quoi, et puis il continuait toujours à faire ses trucs, mais très ordonné tu vois, une fois par semaine il descendait un ou deux jours, il remontait, bon ça c'est un deal des années 80. » (René)

Mais surtout, les entrepreneurs se multipliant, ils semblent chercher à diversifier les débouchés. Walter³³² et Dyna³³³ évoquent un « dumping » opéré sur les prix à la fin des années 80 par « les Libanais », déjà présents dans la rue et dans les bars³³⁴, mais qui visent un marché passant « par les apparts » et recrutent à cette fin des intermédiaires. Le grossiste ne consomme pas ici, mais son revendeur si, qui mobilise à son tour d'autres usagers-revendeurs :

332. Walter est le pseudonyme de l'un de nos enquêteurs.

333. Dyna est née en 1960. Elle commence à consommer de l'héroïne en 1977, « en pleine période no future », « en plein mouvement punk », héroïne et cocaïne arrivant en même temps. Dix ans après elle est dans le free-base. Elle est musicienne, chanteuse dans un groupe, mais vit aussi de boulots variés. Elle a deux enfants, en 1995 et 1999. Elle décroche aux Narcotiques Anonymes en 2006.

334. Voir Ingrid, au détour d'un propos sur le Palace à la fin des années 70 : « Je me rappelle une autre boîte de nuit, c'était rue Campagne-Première, c'était tenu par un Libanais, il y a quelqu'un qui m'a dit : "Le mec il a ouvert la boîte pour écouler sa schnouf..." »

Dyna : « (...) Il y a aussi l'histoire avec les Libanais, c'était de la blanche qui était grise comme l'indienne, qui était pas mal, et on a eu ça pendant très longtemps. Mais c'est vrai que ça passait par des apparts... On allait les chercher, c'était que des gens qu'on connaissait et le mec qui faisait ça, il connaissait le grossiste qui prenait pas, qui consommait pas par contre. Mais la qualité était bonne, c'était des Libanais jusqu'au moment où on a eu après la marron mais à cette époque, on n'avait pas trop envie d'arrêter puisqu'elle était très bonne... mais on a mis du temps...

- Walter : Tu te rappelles des prix de la libanaise ?

On la payait pas excessivement... c'était en francs, on la payait, quand même, c'était 700 francs le gramme.

- C'était moins cher que la thaï ?

Oui, moins cher que la thaï.

- La thaï, c'était... ?

1 000 francs. 1 500 quand c'était pur mais vraiment pur, en caillou. C'était rare. Entre 1 000 et 1 500.

- Et est-ce que tu as des repères à peu près, quand apparaît cette libanaise ?

Oui, les repères, c'est fin 80, 88-89, ça a commencé, il y en avait encore, jusqu'en 92. (...)

- Mais avec l'arrivée de la libanaise, c'est plus du tout la même... Qu'est-ce qui change ?

Ben c'est une qualité qui est plus proche du brown.

- Mais en dehors de la qualité ? Pourquoi il change le prix ?

Ben moins cher, dumping.

- C'est une autre catégorie de personnes qui ont investi le marché...

Oui, c'est des personnes qui prenaient pas.

Ils voient qu'il y a un marché potentiel...

Voilà, exactement...

Parce que le marché il faut le créer, il faut connaître, on n'investit pas un marché comme ça, il faut avoir des contacts...

- Oh, ils s'incrument hein...

Faut déjà connaître...

- *A l'époque on s'en rend pas compte... mais les gens qui faisaient ça, ben ils accrochaient leurs potes... » (Walter & Dyna)*

Les entretiens laissent également apercevoir que dans les années 80, décennie qui voit se démultiplier les voies d'acheminement africaines de l'héroïne vers l'Europe³³⁵ (Fottorino, 1993), les revendeurs originaires de ces pays investissent les différents types de marchés de vente au détail parisien : celui des « scènes ouvertes » ou marchés de rue, où leur présence est bien connue ; celui des squats, plus poreux aux mélanges que d'autres espaces de vie ; celui des parcs, métro, gares et autres lieux publics où peuvent se pratiquer discrètement des échanges³³⁶ ; mais aussi des appartements, où ils s'implantent semble-t-il en proposant des services de livraison à domicile. Les revendeurs congolais et/ou zaïrois évoqués par Dyna et Dorothée au tournant des années 80-90 offrent en effet des figures de la mobilité qui se mettent à disposition d'une clientèle de consommateurs de (petite) classe moyenne et semblent en mesure de livrer à domicile à toute heure du jour et de la nuit. Vendeurs avant d'être consommateurs, même s'ils se mettent souvent à consommer de l'héroïne à mesure de leur activité, vivant plus ou moins dans des squats ou des quartiers à statut intermédiaire comme celui du faubourg Saint-Antoine alors en voie de réhabilitation (*11ème arr.*)(Clerval, 2013), ils fournissent une héroïne marron de plus ou moins bonne qualité (épouvantable selon Dyna, meilleure que celle de la rue selon Dorothée) et s'ils ne sont pas joignables par téléphone, certains ont des bipers (il n'y a pas encore de téléphone portable alors), tandis que d'autres appellent *leurs clients* « *tous les jours ou tous les deux jours* » pour s'informer de besoins éventuels, offrant une sorte de marché de secours, pour des clients désireux d'éviter la rue :

« C'était des mecs qui te livraient, des Congolais, des Zaïrois à l'époque et ils te la livraient à la maison, pour 70 euros, t'avais 2 grammes, enfin un espèce de poison dégueulasse, d'opium écrasé...

— Enfin un truc aromatisé à l'héroïne...

Oui, avec de la caféine... Parce que avoir été accro à l'héroïne pure thaïlandaise ou à la marseillaise, crois-moi, pour arrêter, tu sentais venir une semaine. Alors que là, en deux jours, c'était fini, donc du coup, tu t'en foutais, t'en reprenais, t'arrêtais... (...)

— Mais c'était facile à trouver ? Les filières ?

Ben c'était facile, quand t'en avais un, il était tout le temps disponible, c'était comme le supermarket, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 !

— A l'époque, il y avait pas encore les portables, en 91... Vous vous serviez des bipers ?

335. Eric Fottorino, *La piste blanche*, Paris, Gallimard, 1991. « Chaque année depuis 1980, près de la moitié de l'héroïne saisie dans la CEE transite par l'Afrique » (p.10) A mesure de la décennie, de plus en plus de pays y voient transiter ce produit, acheminé d'Asie vers l'Europe et les Etats-Unis.

336. Malia parle de revendeurs sénégalais, maliens ou ivoiriens donnant des rendez-vous dans des parcs dans la banlieue Sud (Essonne), voire des gares, qui l'approvisionnent en héroïne ou plus rarement en cocaïne. Ce sont des hommes jeunes, sympathiques et arrangeants (« ils se comportaient comme des amis »), qui restent tout au plus deux mois en France, et reviennent régulièrement, d'une année sur l'autre.

Non mais lui, à l'époque...

C'est lui qui vous appelait régulièrement... ? Il téléphonait ?

Oui, il téléphonait. » (Dyna)

« À cette époque là le plan brown blanc était terminé, c'était les Zairois qui nous vendaient, ils étaient dans le 11ème, rue heu, quand tu pars de Bastille vers Nation, tu avais une espèce de squat je crois, il s'appelait Papi, il était très sympa, je ne savais pas mais il prenait de la came aussi, je n'aurais jamais cru, rue St Antoine... la rue qui part de Bastille pour aller à Nation ...

— La rue du Faubourg St Antoine ?

— *C'est ça, il y a un Monoprix, c'était sur le trottoir d'en face un peu avant le Monoprix, avant l'angle de la rue, là où il y a maintenant plein de commerces de fringues.*

— C'était un quartier en changement à l'époque, c'était la fin du côté artisan et le début de la boboïsation, il devait y avoir plein de trucs vides, c'est possible ...

Avec Papi on a appris à être à l'heure africaine, à attendre des heures et des heures (rires). « J'arrive dans une heure ! ». Cinq heures après toujours rien, l'enfer ! » (Dorothée)

Témoignages et entretiens laissent ainsi entrevoir la structuration progressive du marché des appartements, à mesure des trois décennies qui nous intéressent (1968-2000). Les années 70 avaient vu se développer, parallèlement au maintien de dispositifs d'approvisionnement motivés avant tout par le profit, une forme de diffusion appuyée non seulement sur la multiplication tous azimuts de « fourmis » voyageuses (voir l'article d'Anne Coppel dans ce rapport), mais sur la polyvalence et l'aptitude aux bricolages de leurs acteurs : *« À l'époque, c'était la boîte Ikea à tout faire, dit Dyna... Le Géo-trouve-tout, le couteau suisse ; c'étaient des trafiquants de pacotille »*. Les mêmes étaient à la fois consommateurs, pourvoyeurs et détaillants. Ils allaient à l'étranger chercher des produits, en consommaient une part, revendaient le reste à des d'amis ou à des amis d'amis, contribuaient au passage à la diffusion de valeurs, de modes (Walter diffuse un temps sa passion des perfectos en même temps que le reste) ou de références culturelles, et faisaient parfois vivre des collectifs entiers, comme c'était le cas de Bernard. À mesure des années 80-90, l'état d'esprit change dans les milieux mêmes de consommateurs-revendeurs. Fin de l'illusion communautaire (chacun ferme sa porte), fin de l'utopie (ce qui relevait du partage et de l'échange « devient du biz », dit René), effets de la crise économique, mais aussi d'un « accrochage » aux produits exigeant de produire toujours plus d'argent, pression par ailleurs d'une offre de plus en plus profuse, et tension générée par une répression qui elle-même monte en puissance, les années 80-90 ne ressemblent guère aux années 1970. Le marché d'appartement voit peu à peu alors se spécifier et se segmenter les rôles : la rencontre entre « fourmis » en quête de revendeurs et consommateurs-revendeurs en quête de moyens de financer leur consommation s'organise ; on recherche chez ces derniers non seulement la capacité à mobiliser des clients (des carnets

d'adresses) mais des compétences spécifiques, à savoir la stabilité et la discrétion (Tania, avec ses deux clients, offre des conditions de sécurité maximales), la capacité à gérer les stocks, ou la fiabilité dans les transactions financières ; de nouveaux marchés et de nouvelles fonctions de vente à domicile débordant les réseaux d'interconnaissances apparaissent. *Comme dans la consommation, quelque chose a basculé avec le temps, la contrainte s'est inversée. Au départ on consommait « autant [qu'on avait] d'argent », disait Béatrice ; à un moment beaucoup se mettent à « produire de l'argent » pour pouvoir suivre leur consommation. Dans les années 70, le trafic de fourmi servait la vie collective, Bernard allait approvisionner le groupe à Amsterdam, les produits (et leurs effets) soutenaient l'insouciance, les circulations, les aventures collectives. Quinze ans plus tard le trafic ne sert plus l'appartement et la vie qu'il héberge, c'est l'appartement qui sert le trafic de fourmis. Au passage on a limité les circulations, on a trié ses relations, les portes se sont fermées.*

Le passage à la rue

Conserver un équilibre qui permette de maintenir ces activités illégales hors des convoitises et des interventions policières est par ailleurs de haute difficulté. Vendre des drogues chez soi c'est en effet tout à la fois s'approvisionner en produits (trouver des fournisseurs, des produits de qualité correcte, aller éventuellement s'en procurer à l'étranger), se procurer de quoi financer ces achats, gérer une clientèle (accueillir des clients consommateurs, fabriquer -ou non- de l'hospitalité, consommer parfois avec eux, savoir gérer la frontière souvent ténue entre don/contre-dons et vente), gérer des stocks (peser, mesurer, stocker des produits, savoir protéger ces stocks, y compris de sa propre consommation), mais aussi risquer toujours de voir surgir un braqueur ou des policiers... C'est en somme, comme dans tout commerce, gérer à la fois des investissements, un approvisionnement, des stocks, une clientèle, un environnement, mais au prix de risques phénoménaux. Car chacune de ces dimensions de l'activité est risquée : s'approvisionner en quantité de gros ou semi-gros peut coûter cher, l'équilibre financier est difficile à tenir – à plus forte raison quand on consomme soi-même –, le marché est violent, la criminalisation de toutes ces activités place leurs acteurs sous tension permanente... Rares sont dès lors les revendeurs qui parviennent à maintenir l'équilibre sur une longue durée. À mesure des mois et des années tel disparaît sans laisser de trace, tel autre se retrouve en prison, un troisième boit le bouillon car il s'est mis à trop consommer lui-même : les vendeurs plongent, les acheteurs doivent passer en catastrophe à un autre plan, lui-même instable, pour beaucoup les années de la rue succèdent aux années appartements.

Les vendeurs plongent

Les grands risques de la revente sont au nombre de cinq au moins, si l'on en croit les témoignages : consommer le stock au lieu de le revendre, et se trouver rapidement en déficit de paiement ou sans moyens pour vivre ; se faire braquer par un autre consommateur ou revendeur ; devenir par trop visible et se voir dénoncer ; être repéré et arrêté par la police ; ou vendre un produit source d'une overdose qui vous amène en prison.

Les premiers à se retrouver dans la rue sont sans doute ceux qui ne parviennent pas à contrôler leur consommation. Disposer d'un stock expose à consommer davantage, et nombreux sont ceux qui, prenant plus de produits qu'ils n'en vendent, se retrouvent rapidement sans ressource. Charles le comprend au travers d'un ami qui finira par le braquer et le poussera à s'arrêter net de revendre à la maison : « *Ce mec-là (...) c'était un malade total. C'est à travers lui que j'ai compris qu'il y a des gens qui ne sont pas capables de dealer. Parce que dealer, c'est gérer un petit peu les quantités. Si tu achètes 10 et tu consommes 10, tu ne deales pas ! Il faut acheter 10, consommer 5, couper 5 pour refaire 10 et vendre 10, sinon... Et lui, comme il était absolument incapable de dealer, le seul truc qu'il faisait, c'est qu'il braquait des dealers.* » Un jour que Charles rentre chez lui il s'aperçoit que la porte est ouverte et se précipite : « *Là où était l'argent, plus d'argent. Là où était la dope, plus de dope* ». Heureusement il a caché quelque part un paquet qui lui permet au moins d'éviter le manque. Rétrospectivement il comprendra que c'est cet ami qui l'a cambriolé, et lui en sera paradoxalement reconnaissant. En cette fin d'année 1978 en effet, dit-il après coup, il commençait à se lasser de cette vie et à un peu trop « baisser la garde » pour ne pas se mettre en danger. Chaque jour il recevait chez lui cinq ou six personnes venues acheter des produits ; souvent il les laissait faire un shoot avant de reprendre la route – en se disant « *bon, allez, pourvu qu'il n'en mette pas trop dans la cuillère* » ; de fait, il contrôlait de moins en moins la situation. « *À mon avis ça se serait mal terminé : soit il y aurait eu une OD [overdose] chez moi, soit les flics auraient fini par le savoir...* »

L'autre grand risque est judiciaire, et se présente de multiples façons. Quand les allers et venues ne sont pas directement repérées par la police, les occasions de dénonciation sont nombreuses, soit que le soupçon de voisins ait été éveillé, soit qu'un client ou un fournisseur lui-même arrêté ait donné des noms pour alléger sa peine. Bernard est pris en flagrant délit d'achat de deux onces de brown sugar à Amsterdam en 1974, un jour qu'il y approvisionne son groupe d'amis. Il y est incarcéré deux mois, et quand il revient à Paris son appartement est squatté. Il met alors tout le monde dehors et déstabilisé, privé de cette ressource, il passera ensuite très vite au marché de rue. Le compagnon de Laure est interpellé chez lui la même année dans l'appartement où il vend, « parce que c'était un petit peu trop le défilé quand même » : un jour la police en planque dans l'escalier met la main sur un acheteur venu « chercher une commande » qui indique où se trouve l'appartement. Béatrice est arrêtée à la frontière lors d'un convoi de cannabis destiné à financer des impayés de loyer, et passe trois ans dans les geôles espagnoles à la fin des années 1970. Laure elle-même est arrêtée en 1980 à l'aéroport de Francfort lors d'un retour de Thaïlande avec 500 grammes d'héroïne blanche, et se fait incarcérer en Allemagne. Le compagnon de Dorothee est dénoncé en 1992 par une connaissance qui, interpellée, le « balance » pour ne pas avoir à retourner en prison. Nombreux sont ceux pour qui la chute est brutale, même si quelques-uns parviennent à s'arrêter à temps (Charles, Isabelle, René) ou à contenir leur activité dans un équilibre tel qu'elle parvient à rester invisible (André, Tania).

Les acheteurs passent en catastrophe à un autre « plan »

Pris en tenaille entre une illégalité qui l'expose à toutes sortes de violences (braquages entre dealers, dévallements financiers, répression policière, poursuites pénales) et la pression

exercée, tantôt par la concurrence, tantôt par l'urgence d'avoir à se procurer de l'héroïne, le marché des appartements est pris dans une instabilité structurelle et ses recompositions permanentes expliquent la démultiplication des « plans » dans les années 80-90. Certains entretiens ou témoignages déroulent des catalogues de lieux et d'interlocuteurs apparemment inépuisables et souvent difficiles à reconstituer après coup, alternant « plans » de rue, rendez-vous dans des bars et « plans » d'appartement, passant sans cesse d'un quartier ou d'un milieu à l'autre, et donnant lieu à d'« étranges galeries de portraits », comme celle que dresse François Debré dans son roman-témoignage (cf. encadré 2). Les systèmes anglo-saxons de collecte de données auprès des personnes arrêtées pour un délit ou un crime cités plus haut documentent d'ailleurs la structure des marchés en interrogeant les personnes enquêtées sur le nombre de revendeurs qu'elles connaissent : en 1998, selon les données de l'étude anglaise, « *les usagers connaissaient en moyenne 12 revendeurs dans le cas du crack ou de la cocaïne, et 15 dans le cas de l'héroïne.* »³³⁷. Quand un fournisseur disparaît il faut bien en trouver un autre en effet, à plus forte raison dans des marchés fortement structurés par l'urgence du manque ou du *craving*, et chacun cherche à diversifier ses plans ou y est conduit par la force des choses.

Le « plan » désigne ainsi dans le langage des acheteurs une forme intermédiaire entre marché fermé et marché ouvert. Le vendeur n'est pas nécessairement une connaissance directe, et on peut y avoir accès sur indication ou recommandation. La transaction peut avoir lieu dans un appartement comme elle peut s'effectuer dans un bar ou à un coin de rue. Mais surtout, soumis aux impératifs de discrétion imposés par la surveillance policière, les « plans » ont pour caractéristique « *un certain degré d'indétermination dans leur localisation et leur temporalité* », dont la marge donne lieu « à un travail quotidien d'ajustement entre l'offre et la demande » (Joubert, Weinberger & Alfonsi, 1996), tant de la part des revendeurs que de celle des consommateurs.

Les années 1980-90 sont peut-être moins par conséquent celles de la rue, par opposition à la décennie 70's, vécue par beaucoup comme celle « des appartements », que celles d'une démultiplication des canaux de diffusion et d'approvisionnement, chacun faisant flèche de tout bois pour faire face aux désorganisations entraînées par les actions policières, ou pour progresser sur le marché. À côté des filières de diffusion dites « traditionnelles » appuyées sur les réseaux de la criminalité organisée et sur leurs débouchés propres (bars, boîtes etc.), d'un trafic de fourmis appuyé en grande part, mais pas seulement, sur l'auto-organisation de consommateurs cherchant à pourvoir eux-mêmes à leur approvisionnement et effectuant souvent leurs transactions dans leurs appartements, mais aussi de la démultiplication de réseaux de diffusion au gré des espaces privés, apparaissent au début des années 80 des marchés de rue, plus ou moins visibles, plus risqués et offrant des produits de moindre qualité, mais auxquels presque tous les témoins consommateurs rencontrés auront eu à recourir à un moment ou l'autre pour parer l'absence de « plan », même s'ils y ont été contraints dans des proportions différentes.

337. Cf. Sansfaçon et al., p.158. Les systèmes de collecte évoqués ici sont les *systèmes ADAM (USA) et New-ADAM (Grande-Bretagne)*.

Seuls semblent y avoir échappé les plus riches en effet et quelques chanceux – ou malchanceux, trop rapidement tombés en prison. Charles arrête en 1979, avant qu'il ne soit trop tard, au retour de 18 mois passés en Martinique à se refaire une santé, quand il décide d'ajuster sa consommation à ses moyens, et non le contraire (« *Là j'ai pris une décision qui était absolument nécessaire : je ne deale plus. Plus un gramme, plus un demi-gramme. Rien. Si je veux consommer, j'achète* »). Il décrochera progressivement ensuite. Béatrice et Laure sont peut-être « tombées » trop tôt, chacune à leur frontière, pour avoir eu à connaître la rue. François Debré met en scène dans son livre son passage à l'héroïne comme un passage à la rue, mais il a recours en vrai à une intermédiaire qui lui épargne de s'y rendre lui-même (une ancienne danseuse de cabaret qui va chercher les produits tandis qu'il l'attend dans son petit appartement délabré, sans eau ni électricité.) René, qui se récrie quand on l'interroge sur les « scènes de rue » (« *surtout pas !* », « *il faut être fou !* » pour y aller en tant que consommateur) a toujours été relativement fortuné, et a surtout au fond cessé de consommer assez tôt : en 1982, quand l'un de ses fournisseurs de cocaïne se « fait pincer », mais aussi parce qu'il était arrivé à la limite de ses moyens financiers (« *c'est vrai que je ne pouvais plus assurer avec la consommation que j'avais en coke* »). Isabelle, dont le père suffisamment riche a sauvé plus d'une fois de la banqueroute ses enfants très dépendants de l'héroïne, emprunte jusqu'à plus soif mais n'a pas besoin de recourir à d'autre marché que celui de ses relations jusqu'à décrocher en 1985, quand ses dettes, ses vols et ses promesses non tenues finissent par la priver de toute possibilité de vie sociale et qu'elle ne sait « *plus comment [s']en sortir* ». Mais tous les autres se trouvent à un moment à un autre à courir les rues à la recherche de plans, ayant épuisé toutes les ressources de leurs réseaux de connaissances.

Or la rue est un seuil symbolique et économique, et devoir s'y résoudre n'est pas sans causer de blessures. Dans le continuum d'offres que présentent les différents marchés de détail se trouvent en effet des seuils, pour qui consomme des drogues : passer du partage ou du don entre amis à la vente (Aupourrain met en scène ce moment difficile dans son livre, et la colère qu'il suscite chez l'un de ses amis) ; sortir du cercle de ses connaissances pour acheter ou pour vendre (et donc quitter une relation de confiance pour une relation strictement commerciale) ; ou devoir recourir à la rue et être livré, non seulement à sa violence ou aux risques d'interpellation qu'elle représente, mais à l'incertitude qu'elle engendre – expérience d'autant plus ravageuse qu'on se trouve exposé au manque d'opiacés. Bernard, qui a connu de longues années de marché de rue après une courte période d'abondance et d'insouciance quand il vivait avec ses amis, dit bien l'extrême brutalité de ce passage à la rue : devoir recourir au marché de rue ce n'est pas seulement risquer l'humiliation et la violence, ou être assuré que les produits seront de piètre qualité, c'est d'abord avoir épuisé, on l'a vu, tous ses plans et ses adresses, et ne jamais être certain de pouvoir trouver du produit. C'est passer d'une économie appuyée peu ou prou sur des liens de confiance et de solidarité, à une économie précaire et volatile, une économie sans filet, qui confronte encore plus violemment à la rareté et au risque :

- Est-ce qu'il y a eu des périodes où il n'y avait plus de produit ?

Pour les pauvres comme nous oui, parce qu'il fallait connaître. Il y avait une expression d'ailleurs, que connaissaient tous les toxicos pauvres, c'est : « T'as un

plan ? T'as un plan ? », ça veut dire : « Est-ce que tu connais quelqu'un qui en a, chez qui on peut acheter », etc. C'était le truc. (...)

Quand tu connais plus les apparts, quand tu vas plus dans les apparts, ben des fois tu fais le pied de grue pendant trois heures pour attendre qu'un dealer passe ou je sais pas quoi. C'est là que tu rencontres la rareté. C'est quand tu n'as pas plus de fric et que tu ne sais plus où aller acheter. »

* *

*

Dans l'une des premières études épidémiologiques réalisées par l'Inserm sur les « drogués », en 1971-72, une question posée aux jeunes enquêtés sur leurs modes d'approvisionnement distinguait l'acquisition « sur le marché noir » (ou « par le trafic ») ou « par des amis » (ou des « camarades »)³³⁸. Un peu plus de dix ans plus tard, en 1983, l'enquête de l'IREP déjà citée opposait de façon très différente l'achat d'héroïne « dans des appartements », ou « dans la rue ». Dans l'intervalle quelque chose de toute évidence a bougé : les modalités de vente des produits, leur marché d'une façon générale, ses configurations, les acteurs qui le portent, ou encore les représentations que s'en font leurs observateurs – sans doute un peu tout cela à la fois. Mais le marché a sans doute moins versé d'une structure ou d'une organisation dans une autre qu'il ne s'est complexifié. Au côté de filières de vente liées à des organisations criminelles et plus ou moins mondialisées, se sont multipliés des trafics dits de « fourmis » d'origines diverses, tantôt à l'initiative de consommateurs cherchant à subvenir à leurs propres besoins (et plus si possible), tantôt à celle d'entrepreneurs de tous types cherchant des moyens de s'enrichir – natifs du pays allant s'approvisionner à Amsterdam, au Moyen Orient ou en Asie du Sud-Est, ou originaires de pays producteurs d'héroïne et/ou placés sur les routes de sa circulation internationale tentant leur chance sur le marché européen. Des collaborations ponctuelles ou régulières se sont tissées peu à peu par ailleurs entre ces différents acteurs au gré des opportunités, dans des entrelacements complexes, et la notion de « marché noir » recouvre tant de montages et de configurations différentes qu'elle n'éclaire plus grand chose.

Deux grands types de marchés se sont constitués en miroir en revanche : l'un dit « de rue », l'autre opérant « en appartement » ; l'un fournissant principalement (sinon exclusivement) du brown, l'autre proposant également une héroïne blanche de meilleure qualité ; l'un ouvert, accessible à tous, l'autre tendanciellement fermé, accessible à condition d'avoir les réseaux d'une part, et des moyens financiers d'autre part³³⁹ ; l'un fréquenté par des

338. Cf. Françoise Davidson et Maria Choquet, « Les drogués et les 'droguables' », Fréjaville, Davidson, Choquet, *Les jeunes et la drogue*, PUF, 1977 (pp.69-185). Dans cette enquête d'épidémiologie descriptive portant sur un échantillon de 1030 « drogués » pris en charge dans les hôpitaux et réalisée entre le 1er avril 1971 et le 31 décembre 1972, 70,6% des enquêtés se procuraient l'héroïne « sur le marché noir » et 14,3% « par des amis » (15% non précisés). Pour le haschich, l'herbe, ou les produits hallucinogènes les modes d'approvisionnement s'équilibraient globalement autour de 40% « par le trafic », 40% « par des camarades », 20% non précisés.

339. Interrogé à plusieurs reprises sur son accès à des plans d'appartement, 'Lolo' répond qu'il y a eu une fois accès à de la blanche, mais qu'elle était trop chère, et qu'il a entendu parler à diverses reprises, bien sûr, de gens qui allaient en Inde chercher des produits, mais qu'il n'avait pas le contact direct et

« consommateurs prêts à courir des risques importants pour obtenir le meilleur prix possible », l'autre porté par des acteurs capables de « mobiliser des opportunités d'intégration sociale », au premier titre desquels des hébergements dans des espaces privés qui leur permettent « de fonctionner en marge des espaces publics, où s'exerce le contrôle policier », comme le soulignent les chercheurs canadiens Lacoste & Tremblay (1999). L'un socialement très exposé, l'autre socialement intégré, pourrait-on dire en d'autres termes.

Ces deux marchés ne résument pas à eux seuls l'ensemble des places de vente des drogues, qui inclut d'autres types d'espaces, publics ou semi-publics, comme les bars, les boîtes, les lieux de plaisirs de la vie nocturne d'une façon générale, ou les carrefours de grande fréquentation que forment les métro, les gares etc. Mais ils en sont les pôles à la fois opposés et complémentaires. Plus fragile car plus visible, le marché de rue est toujours susceptible cependant de s'effacer au profit de formes permettant de coordonner offre et demande de façon plus discrète, alors que celui des appartements continuera sans doute d'avoir la vie longue, même si les relations entre acheteurs et revendeurs peuvent s'y infléchir avec le temps. Aujourd'hui les espaces d'habitation et les fêtes, soirées et transactions qu'ils hébergent continuent de constituer des lieux de brassage et de transmissions sociales, culturelles et contre-culturelles, et de voir se nouer amitiés et histoires partagées autour de la circulation de produits. Mais des formes de vente en appartement de l'ordre du « service à domicile », socialement neutres et n'engageant pas ou peu de relations personnelles, se répandent également depuis dix à vingt ans grâce au développement de la téléphonie mobile. Des villes ont ainsi vu se résorber progressivement leurs marchés ouverts au profit des livraisons sur appel, comme des études l'ont montré à propos du marché du crack à New York dès les années 1990-2000³⁴⁰. Ces phénomènes ne semblent pas avoir fait encore l'objet de recherches spécifiques en France. Mais les rapports Trend signalent ponctuellement des réorientations de ce type depuis quelques années, et la presse faisant régulièrement état de démantèlements de réseaux de livraison à domicile de cannabis, cocaïne ou autres produits, on peut imaginer que les marchés urbains français connaissent les mêmes évolutions. Les possibilités d'achat sur internet ont par ailleurs commencé à modifier le paysage, et un nouveau marché s'implante en parallèle des formes plus anciennes : aux antipodes des pratiques d'hospitalité et d'échange se prolongeant de façon parfois interminablement longue dans les années 1970, ses transactions sont dématérialisées au sens où, si les produits continuent de circuler, c'est de plus en plus sans intermédiaires pour les apporter et les introduire³⁴¹.

n'a jamais pu en profiter.

340. Johnson B.D., Dunlap, E. et S.C. Tourigny (2000), « Crack distribution and abuse in New York », in Natarajan, M. et M. Hough (2000), *Illegal Drug Markets: From Research to Prevention Policy. Crime Prevention Studies*, vol. 11, Monsey, NY, Criminal Justice Press, cité par Sansfaçon et al., 2005.

341. Ce qui ne veut pas dire que les produits arrivent sans médiation : l'achat sur internet est souvent bordé de nombreuses recommandations et informations sur les substances, les façons de les utiliser etc.

Quelques romans et témoignages évoquant la vente en appartement

AUPOURRAIN Jean-Paul, *Les rêves meurent sous la drogue*, Flammarion 1977

BELLOC Denis, *Képas*, Paris, Lieu Commun, 1989.

BIZOT Jean-François, *Les déclassés*, Le Sagittaire, 1976 (J'ai Lu).

BRAMLY Serge, *Madame Satan*, Paris, Grasset, 1992.

DEBRE François, *Trente ans avec sursis*, Paris, Denoël, 1998

DUFAUD Marc, *Les peaux transparentes*, Paris, Trouble-Fête, 2003.

EUDELIN Patrick, *Rue des martyrs*, Paris, Grasset, 2009

HOCQUENGHEM Guy, *L'amphithéâtre des morts. Mémoires anticipées*, Gallimard, 1994

(« Digraphe »)

SERGUINE Léon, *La poudre. Confessions d'un revendeur d'héroïne*, Ramsay, 1980

(« Images »)

SERP Guillaume, *Les chérubins électriques*, Robert Laffont, 1983.

6.3 L'arrivée de la came dans les cités

Michel KOKOREFF

Comment l'héroïne est-elle arrivée dans les cités et quartiers populaires ? Comment comprendre que toute une génération soit « *tombée dedans* » dans les années 1980 et que beaucoup soient morts, en particulier d'overdoses et du sida ? Face à ce qui constitue une double énigme sociologique, nous poserons que ces territoires ont été l'*épicerie* d'une catastrophe invisible de plus large ampleur, « *qui ne passe pas* », trente ans plus tard.

Afin de tenter de le démontrer, on se propose de repartir de l'histoire des bidonvilles qui constituent un repère historique et biographique important pour plusieurs générations ayant vécu et grandi par la suite dans les cités HLM. À la lecture des entretiens et de divers documents, il apparaît que l'expérience des bidonvilles a été centrale dans l'histoire collective de l'immigration et des luttes des travailleurs immigrés dans un contexte de décolonisation. Les habitants ont été relogés pour partie dans les cités de transit, puis dans les logements sociaux des nouvelles cités. Certes, ce que l'on appelle aujourd'hui sans autre appellation les « *quartiers* » ont hérité de tous les stigmates de la marginalisation des espaces périphériques qui s'est opérée depuis le milieu du XIX^e siècle³⁴². Mais plus spécifiquement, ce sont aussi les enfants et petits-enfants de migrants algériens, marocains ou tunisiens travaillant comme OS ou manœuvres dans les usines automobiles ou le bâtiment, nés au pays ou en France au tournant des années 1960, qui ont largement hérité de cette histoire collective. Ces jeunes ont grandi ensemble, ils ont commencé à faire leurs « *premières conneries* » ensemble, ils sont entrés dans la petite délinquance aux mêmes moments, avant l'initiation collective, partagée elle aussi, à divers produits (solvants, cannabis), puis la bascule dans la came et les années noires du sida. Au fond, par-delà ses formes urbaines successives, *le stigmat est resté le support d'une identité négative en héritage* sur laquelle s'est appuyé tout un « *patrimoine de luttes et d'expériences* »³⁴³ qui n'a cessé de s'actualiser dans des associations, mobilisations, émeutes, marches, des années 1970 jusqu'à nos jours.

On considère souvent les banlieues comme sans histoire locale ni mémoire collective. Or, il n'en est rien. Histoire orale et mémoire collective s'entremêlent dans les entretiens avec les plus âgés. Loin d'être une pure reconstruction *a posteriori*, il s'agit d'une *mémoire vague*, mémoire éclatée, composée de fragments biographiques et de choses dites, de bouts d'histoire

³⁴² Voir en particulier, Louis Chevalier, *Classes dangereuses, classes laborieuses à Paris dans la première moitié du XIX^e siècle* (1958), Paris, Perrin, 2002 ; Annie Fourcault (dir.), *Banlieue Rouge. 1920-1960*, Autrement, série Mémoires, 1992. Giovanna Procacci, *Gouverner la misère, La question sociale en France. 1789-1848*, Paris, « L'univers historique », Seuil, 1993 ; John Merimann, *Aux marges de la ville. Faubourgs et banlieues en France. 1815-1870*, Paris, « L'univers historique », Seuil, 1994.

³⁴³ On s'inspire-là des analyses d'Ahmed Boubeker. Voir notamment, « Le patrimoine de luttes des héritiers de l'immigration maghrébine en France » in Esther Benbassa (dir.), *Minorités visibles en politique*, Paris, CNRS Editions, 2011.

et de géographie³⁴⁴. Cette mémorialité pèse assurément sur le présent, elle l'informe, au sens de donner forme.

Taudis, cités, immeubles

On connaît les grandes lignes de l'histoire des bidonvilles³⁴⁵. Dans le contexte de reconstruction et de modernisation de l'après-guerre, de nombreux obstacles politiques et bureaucratiques freinent le lancement de programmes de construction de logements sociaux pour répondre à la demande. L'État peine à endosser son rôle de bâtisseur.³⁴⁶ La crise du logement se traduit par des millions de mal-logés. Elle atteint un pic en 1954, symbolisé/dramatisé par le fameux appel de l'Abbé Pierre. C'est à la fin des années 1950, dans un contexte de forte croissance économique et de plein emploi, que la machine à produire des logements sociaux est lancée. La vétusté du parc de logements anciens, le *baby-boom* de l'après-guerre, l'appel à une immigration massive d'ouvriers (Portugais, Espagnols, Yougoslaves, Algériens, Marocains, Tunisiens, etc.) portent la demande. Les travailleurs immigrés sont destinés à résorber la pénurie de main-d'œuvre dans les usines automobiles en particulier, qui concentrent un tiers de celle-ci, ainsi que dans le bâtiment et dans d'autres secteurs industriels. Ils rencontrent de multiples problèmes de logement, toutes les capacités d'hébergement (hôtels, foyers) étant saturées.

C'est dans ce contexte que les bidonvilles naissent et se développent à partir du début des années 1950 jusqu'à la fin des années 1960, pour disparaître vers 1974, dans la région parisienne, mais aussi à Lille, Marseille, Toulouse, Lyon, etc. « *En 1968, écrit l'historien Gérard Noiriel, rien que pour la région parisienne, 100 000 personnes habitent encore dans les bidonvilles. Quelques années plus tard, un secrétaire d'État reconnaît que 700 000 à 800 000 immigrés vivent toujours dans des taudis. Dans toutes les grandes villes, les ghettos ont tendance à se constituer, notamment dans les quartiers les plus déshérités des ZUP.* »³⁴⁷ Certains abritent jusqu'à 10 000 personnes (8 000 à la Folie, à Nanterre).

Longtemps restés invisibles de la population française, les bidonvilles ne sont qu'un type parmi d'autres de ce marché de « *l'habitat de fortune* » (hôtels meublés, appartements minuscules et insalubres, baraques) qui fait le bonheur des « *marchands de sommeil* ». Les

³⁴⁴ Nous nous inspirons-là des travaux de la philosophe Anne Cauquelin, qui parlait de « *doxa vaga* » pour traduire ces phénomènes d'opinions non cristallisées, flottantes, à la surface des villes (Voir *Ciné-Villes*, Paris 10/18, 1974, et *Essai de philosophie urbaine*, Paris, PUF, 1982).

³⁴⁵ La littérature a été abondante, en particulier sur les bidonvilles de Nanterre, ville qui sera un véritable type-idéal de la sociologie urbaine française – presque comparable à ce qu'a été Chicago pour la sociologie et l'anthropologie urbaines nord-américaines. Voir notamment, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Abdelmalk Sayad, Autrement coll. « Français d'ailleurs, peuple d'ici », 1995 ; Martine Ségalen, *Nanterriens, les familles dans la ville*, op. *Ethnologie de l'identité*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1992, etc. Pour une histoire plus large des banlieues, voir aussi la « somme » de Christian Bachmann et Nicole Le Guennec, *Violences urbaines*, Paris, Albin Michel, 1996. Ajoutons que cette histoire a été également racontée par de nombreux photographes, comme Henri Cartier Bresson, Robert Doisneau, Claude Dityvon.

³⁴⁶ Christian Bachmann, Nicole Le Guennec, *Violences urbaines*, op. cit.

³⁴⁷ Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Points Seuil, 1986, p. 232-233.

photos et archives audiovisuelles de l'époque sont édifiantes. Et pourtant, ce sont des « *lieux de vie à part entière* », des « *quartiers suburbains* »³⁴⁸, dont les formes d'organisation sociale ont été finement décrites par l'ethnologue Colette Pétonnet, soulignant le poids des sociabilités villageoises, et par là, l'impensé technocratique majeur des aménageurs. Le relogement dans ce que l'on appelle alors des résidences, fût-il contraint, n'est-il pas un progrès social ?³⁴⁹

Le « *temps des baraques* » est un moment important – ni le premier ni le dernier – de la constitution « *d'un stigmat qui apparaît indélébile* »³⁵⁰, dont on ne peut pas se départir, qu'on ne peut pas oublier. Dans ses habitats de misère, tout en saleté, les occupants sont par construction « *sales* ». Ainsi la boucle est bouclée. Il existe une étonnante suite de « *cicatrices du territoire* »³⁵¹ portant le discrédit sur les habitants qui y sont associés : présence des chiffonniers, puis des ferrailleurs et des casses de voitures, ou encore des trabendistes qui achètent et revendent de l'or ; marquage du territoire par tel équipement collectif rassemblant des indigents, des pauvres, des fous, telle la Maison de Nanterre ; réseaux militants du FNL, réputés « *poseurs de bombes* », ayant un rôle important dans l'organisation sociale³⁵² ; jusqu'aux « *cités de la drogue* », et plus près de nous, des « *zones islamistes* »...

Les bidonvilles sont cette tâche invisible qu'on ne voulait pas voir, tâche de honte et de misère. Sayad a écrit des pages terribles sur l'emprise de la « *boue* » comme « *infra-humanité* ». Ils sont synonymes d'oppression policière qui y règne pendant et après la guerre d'Algérie³⁵³. La police a pour usage de multiplier les visites, sans mandat d'arrêt ni autre mandat, pour démolir les baraques, jeter les affaires dans la boue, prendre de la nourriture, etc. Dans ces conditions, note Rachid, qui a grandi dans les bidonvilles d'Asnières, « *aller parler du problème de la jeunesse, ça aurait été déplacé quelque part* ». On retrouvera ce problème jusque dans les années 1980 : l'absence de structure d'encadrement des jeunes. De cette expérience de vie difficile et violente, les enfants hériteront en partie à la fin des années

³⁴⁸ Colette Pétonnet, *On est tous dans le brouillard* (1979) et *Espaces habités* (1982), tout deux chez Galilée, et sous-titrés *Ethnologie des banlieues*.

³⁴⁹ On trouvera un exemple comparable dans l'enquête de Michael Young et Peter Willmott, *Un village dans la ville* (1953), Paris, CCI, 1983.

³⁵⁰ Nanterre Algérien, *terre de bidonville*, op. cit.

³⁵¹ Christian Bachmann, Luc Basier, *Mise en image d'une banlieue ordinaire*, Paris, Editions ouvrières, 1982.

³⁵² Il convient de noter la place très spécifique de Nanterre, comme l'indique ce témoignage. « Nanterre c'était une base logistique du FNL. Même j'ai entendu parler de jugements de gens qui avaient enfreint telle ou telle règle, ça se passait à Nanterre. Y compris, les exécutions, parce qu'il y en a eu, hein ! Du coup, Nanterre, c'était un sanctuaire. Est-ce que c'était spécifique à ce bidonville là ou est-ce que c'était général ? C'est ça la question. Mais moi j'entendais de parler de Nanterre comme un lieu de décisions, de tractations, de trafics divers et variés mais liés avec la Guerre d'Algérie, au FNL. »

³⁵³ Rappelons que longtemps la position officielle de la France consista à nier qu'il y avait bien eu une « guerre » en Algérie et que cette reconnaissance date de la fin des années 1990.

1970 lorsqu'une vague de « *ratonnades contre les Arabes* » et de « *crimes racistes* »³⁵⁴ fera éclater des émeutes urbaines³⁵⁵.

Cette identité négative ne doit pas pour autant masquer le revers de la médaille. Car, on l'a dit, les bidonvilles avaient aussi des airs de « *village urbain* », étaient perçus comme tels. Prenons le témoignage de Yasmina, recueilli en 1996³⁵⁶. Issue d'une famille de huit enfants (quatre frères et quatre sœurs), née (la troisième) en 1953 en Algérie, elle arrive en France à l'âge de trois ans. Elle habite avec ses parents dans une « *sorte de bidonville* » autour de l'église tenue par un prêtre ouvrier. Son père, électricien comme ses frères sur les chantiers, a un accident très grave, et la mairie d'Asnières l'engage comme magasinier. « *Très respecté, très connu* », insiste sa fille, il bénéficie d'un logement sur place dans la première tranche de construction. Si elle n'habitera pas dans la cité de transit dite « *du stade* » – aujourd'hui disparue –, Yasmina ne cesse de s'y rendre pour voir ses copines d'école, elle y passe même des journées avec elles, s'y sent bien. On peut donc supposer que les souvenirs qu'elle évoque datent des années 1960, lorsqu'elle avait entre 8 et 14 ans.

« Alors quand je suis arrivée dans le quartier... c'était en 1956. Ce n'était pas ce que je vois maintenant. C'était pratiquement un village. Bon je me souviens, j'ai encore les bruits, les odeurs, les sons, les voix des gens. Le matin, on se réveillait, y avait le rémouleur qui passait, les chiffonniers, un grand terrain vague... (...) Et puis, petit à petit, on a vu les chantiers s'entamer quoi, les beaux pavillons remplacés par les cages à lapins, voilà. Et à partir de là, la vie du quartier a changé. Ils ont cassé tout ce qui était un bidonville. Ils ont fait des cités de transit. Cités de transit qui au départ devaient rester entre deux et trois ans, et c'est resté plus de dix ans ! Des cités, il y a en avait deux cités sur Gennevilliers et une grande sur Asnières. Et puis donc, au fur et à mesure, comme des champignons, ça a poussé. Ils ont commencé à reloger les gens, à détruire la cité. Et la vie de la cité, c'était quand même mieux que les cages à lapins ! Y avait une convivialité entre les gens. Tout le monde participait à tout. Que ce soit les deuils... À l'époque, y en avait pas beaucoup des deuils, à l'époque, c'était plutôt des mariages, des baptêmes, des fiançailles. Les familles se voyaient... Toutes les familles se retrouvaient toujours dans une fête. (...) Au fur et à mesure qu'un chantier finissait, y en avait un autre qui s'entamait. Au fur et à mesure, on a relogé les gens, on a relogé cette cité. Et puis les gens vivaient plus pareil ! C'était chacun chez soi. C'était plus pareil !

- Ça correspondait à quoi ces changements ? À une vague d'immigration plus importante ?

³⁵⁴ Voir la chronique qu'en propose Abdallah Moghissi H., *Rengainez, on arrive !* Paris, Éditions Libertia, 2012.

³⁵⁵ Michèle Zancharini-Fornel, « Généalogie des rébellions urbaines en temps de crise (1971-1981) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 84 ; octobre-décembre 2004 ; Abdellali Hajjat, *La marche de l'égalité et contre le racisme*, Editions Amsterdam, 2013 ; Michel Kokoreff, « L'imaginaire social de la Marche de 1983 », *Africultures*, n° 97, « La marche en héritage », n°97, 2014.

³⁵⁶ Comme quoi les objets de recherche ont parfois un caractère obsessionnel !

Non, non ! Avant les immeubles, les immigrés habitaient soit dans les bidonvilles, soit dans les cités. Donc ils ne vivaient pas vraiment avec les Français. Les enfants se côtoyaient mais eux, ils avaient leur camps et les autres leur camp. En fin de compte, c'est ça. Du jour où cette cité a été détruite, et que les gens ont été relogés dans les immeubles, ça a été difficilement accepté. Des regards de travers, des chuchotements. (...) Et puis, même sans parler de la cité, avant, c'était un peu comme un village ; y avait des ruelles, y avait des pavillons, y avait des jardins, plein de choses... Quand ils ont enlevé tout ça, tout est devenu froid, même les gens. Le paysage est devenu froid, les gens sont devenus froids. Ça a pris quelques années. Il a fallu apprendre à vivre ensemble. (...) Moi quand je fais le bilan, on dirait qu'on a fait semblant de nous accepter. Quand on entend les discussions, qu'on est voué à l'échec, qu'on est bon à rien : "c'est des Arabes, des voleurs !". C'est pas méchant mais on est quand même un peuple fier. On reçoit mal l'insulte. On ne l'accepte pas. »

Dans ce récit, il y a tout : la description du « village », monde perdu de l'enfance – mythifié, comme il se doit –, d'abord heureux et joyeux, puis plus sombre ; le passage de la chaleur de la communauté à la froideur de l'urbanisme et au racisme quotidien ; mais aussi la fierté affichée des « Arabes » et une certaine révolte contre le racisme et l'injustice. Ce passage nous rappelle que les cités ont mis un certain temps à devenir des quartiers dotés d'une identité collective et caractérisés par des « liens forts ».

Pas de drogue dans les bidonvilles !

Dans les bidonvilles, il n'y avait pas de came, il y avait du kif, qui n'était pas considéré comme une drogue par ses usagers. Les témoignages recueillis concordent. Dans son livre publié en 1980³⁵⁷, bien connu des intéressés³⁵⁸ – mais rarement cité par les chercheurs –, François Lefort³⁵⁹ n'évoque à aucun moment « la » drogue³⁶⁰. Cela ne résulte ni

³⁵⁷ François Lefort, *Du bidonville à l'expulsion. Itinéraire d'un jeune Algérien de Nanterre*, Paris, CIEMM, 1980.

³⁵⁸ « C'est que lui, il défendu tellement les bidonvilles », « c'est un petit peu lui qui nous a pris en main, nous racontera B., qui l'a bien connu adolescent.

³⁵⁹ Issu d'une famille bourgeoise de Neuilly-sur-Seine, et devenu aumônier suite au massacre du 17 octobre 1961, François Lefort est resté dix ans à Nanterre dix ans, avant de partir en Afrique entre 1972 et 1975, puis de revenir dans la région parisienne. Il a été conseiller de Georgina Dufoix, entre 1982 et 1983, au ministère des affaires sociales. Il a été condamné pour pédophilie à 8 ans de prison en 2010. Il est aujourd'hui bibliothécaire d'un haut lieu clérical, dans le centre de la France.

³⁶⁰ Par contre, le récit, « où tout est vrai », de cet itinéraire collectif de ces jeunes enfants d'immigrés énoncé à la première personne, évoque le moment où « les pédés ont commencé à fourrer leur nez au bidonville » (pp. 44-47, 76, 90-91). « Dans ce temps-là il y avait des mômes qui se faisaient dans les quatre-vingt milles balles par mois (800 Frs). Il y avait tellement de tapettes que ce n'est pas possible que les poulets ne l'aient pas su, mais comme on était des Arabes, ils s'en balançaient et laissaient faire. Pour une fois, c'est grâce aux journalistes que ça a diminué un peu pendant un moment, puis ça a repris. Ce qui est le plus marrant c'est que les parents ne le savaient pas, ou pigeaient pas, ça existe pas un tel trafic dans les montagnes... Il faudra attendre 1975, pour qu'un père porte plainte. Maintenant, il y a des mecs qui sont décidés à emmerder les flics jusqu'à ce que ça s'arrête. Il y en a d'autres qui font moins de détails et qui massacrent tout ce qui ressemble à un pédé. » (p. 46)

d'une posture bien-pensante, ni d'un déni de réalité. Dans la reconstitution de l'itinéraire collectif de ces centaines de jeunes Algériens de Nanterre, Colombes ou Gennevilliers qu'il a connus, il montre très bien comment certains ont été acculés à la délinquance pour devenir ce qu'il appelle des « *jeunes délinquants immigrés* »³⁶¹, mais aussi la manière dont la machine administrative va construire leur mise à l'écart par les maisons d'éducation, la prison et l'expulsion du territoire national³⁶². Son « *souhait* » était de faire connaître ce qu'ils ont vécu pour faire entendre d'autres voies qu'une « *plus grande sévérité de la justice* » passant par « *une véritable politique de prévention de la délinquance* »³⁶³.

Intrigué par cette absence, j'avais cherché à le rencontrer et fit un entretien avec lui au début des années 2000 en lui posant la question « *Quid de l'usage de drogues dans la vie des bidonvilles remplacés par des cités de transit ?* » La réponse était claire : il y avait bien des vieux qui fumaient le kif dans les années 1960, à Nanterre ; lui-même l'avait non seulement observé mais avait fumé avec ses compagnons, vers 1965-66, ces Marocains qui « *arrivaient et fumaient tous* », selon lui, sans vraiment savoir que c'était interdit par la loi. Le cannabis, l'héroïne, ça sera beaucoup plus tard.

« Je vais vous donner un exemple très précis. J'y suis allé en octobre 1961, et j'y allais deux fois par semaine régulièrement. On fumait de très bonnes cigarettes. Je n'ai découvert qu'en 1967 que c'était interdit. Ma génération ne savait pas que c'était interdit. C'est quand on a commencé à nous parler de la marijuana aux États-Unis qu'on est dit : "mais notre marijuana, elle existe !". Donc on n'avait aucune idée qu'il y avait quelque chose d'interdit et qui était d'ailleurs parfois dangereux. (...) J'ai arrêté quand j'ai su que c'était interdit en 1967, et après le mouvement de mai 68. Mais l'alcool était beaucoup... on n'offrait pas du tout à boire, c'était hahram, c'était interdit à ce moment-là. »

Qui fume le kif dans les années 1960, qui boit de l'alcool ? Selon François Lefort, ce sont plutôt des « *vieux* » qui fument le kif, plutôt des Marocains ou des Algériens de l'ouest du pays (la région oranaise, réputée plus « *festive* »), en lien avec une tradition culturelle, sans avoir conscience de l'interdit, ni porter un jugement moral sur ces consommations. Un entretien mené avec Mokhtar³⁶⁴ corrobore cette version, tout en la nuancant, en distinguant bien alcool et kif.

³⁶¹ Il n'est pas le seul, c'est le vocabulaire, les catégories de l'époque. Par exemple, François Dubet et son équipe parlent de « *jeunes immigrés* » dans *La Galère, op. cit.* À comparer avec Lagrée et Lew Fai (*La Galère*, 1985). C'est ainsi que cette génération est désignée socialement, alors que bien souvent ce ne sont pas des immigrés mais des fils de migrants nés en France, qui ont (gardé) la nationalité algérienne. La clarification de ces catégories mettra longtemps à se faire – et non sans blocages – parmi les chercheurs en sciences sociales en France sous l'emprise du modèle normatif républicain.

³⁶² Le nombre d'expulsion a connu une augmentation croissante : 2830 en 1975, 3115 en 1975, 4450 en 1976, 5330 en 1977 et 4654 en 1978 (rapport). On estimait à peu près à 300 000 le nombre de jeunes algériens de moins de 17 ans en 1975.

³⁶³ François Lefort, *Du bidonville à l'expulsion, op., cit.* p. 19.

³⁶⁴ Mokhtar avait 20 ans en 68. Militant de la LCR, proche de la ligne intermédiaire (ni majoritaire ni dure), il commence à fumer du cannabis et à prendre des acides, puis de l'héro après une phase de quelques mois à l'Adiparthrol avec son groupe, qui viennent de divers horizons sociaux et confessionnels, jusqu'en 1973. Après s'être réfugié dans son pays d'origine et avoir été initié à l'islam

« Alors ils devaient boire en cachette parce que le FNL interdisait ça. Je sais pas si c'est parce qu'un type qui est alcoolique, il est vulnérable...

- ... il peut balancer !

Il peut balancer ! En tout cas, moi, je crois que c'est déjà les débuts de l'islamisation rampante. In fine, c'était faire respecter la charia... Il fallait respecter la charia.

- On disait ce mot-là ?

Ouais, c'est comme ça que l'ai appris. Pour moi, la charia, c'est pas la loi, c'est l'interdiction de boire de l'alcool. (rires)

- Par contre, pas de consommer du shit... ?

Non. Moi, j'avais des voisins qui fumaient du kif, des adultes...

- Plutôt des gens âgés ?

Des adultes, ils avaient l'âge de mon père, 35-40- 45 ans

- Plutôt des usages coutumiers ?

Ils fumaient chez eux. Il n'y avait pas de stigmatisation. C'était vachement naturel.

- C'est ce que disait François Lefort, qui n'était pas au courant que c'était interdit...

Est-ce qu'il y avait une loi qui interdisait le kif dans les années 1950 ? Je sais pas, hein. Ils sont de bonne foi quand ils disent ça. Les coutumes locales faisaient qu'ils ramenaient du Maroc et de l'Algérie. C'est courant, ça se faisait. C'était pas connoté drogue. C'étaient des pères de famille tout à fait honorable, qui travaillaient. (...) Ma partie de l'Algérie, c'est la frontière marocaine, en haut, à l'ouest, jusqu'à Oran on va dire. Mais jusqu'à Oran, ils ont les mêmes... c'est pas une frontière. Même langue, même musique, même type de festivités, bref, c'est la même culture. Mais franchement, ça connotait pas drogues, c'étaient des pères de famille, tout à fait honorables, et qui fumaient le soir. »

Samia³⁶⁵ a également bien connu les bidonvilles de Nanterre pour y avoir habité petite, avant d'être logée dans une cité de transit et que son père n'achète une « bicoque de trois

par un imam, il revient à Paris et est condamné à deux ans de prison pour revente d'herbe en 1974. Il est aujourd'hui directeur d'une PME.

³⁶⁵ Samia, née en 1963, à Nanterre, fille d'immigré algérien, qui a eu huit enfants plus quatre d'un second mariage après la mort de sa mère, a pu sortir de son milieu social d'origine en partie du fait de ce choix résidentiel de quitter la cité très vite, en partie en quittant le domicile familial à 18 ans et en faisant une première année de droit et d'arabe à Nanterre, avant d'être hospitalisée pour des problèmes d'yeux. À travers sa bande de copains très instruits, elle sort, rêve de changer le monde, évolue dans des milieux intellectuels et artistiques et en marge de réseaux militants. Elle travaille dans un foyer de jeunes travailleurs, puis suit une formation à Sciences-po sur la politique au Moyen Orient, rentre dans le monde de l'édition, pour faire une formation en informatique, et négocie son départ au bout de cinq ans. Au milieu des années 1990, elle se lance dans la librairie dans l'Est parisien. Une dizaine

pièces, une maison vraiment précaire enfin, une précarité insalubre, où on est resté six ans ». Cela ne l'a pas empêché de connaître des conditions de vie très difficiles, l'hiver, le froid, la malnutrition, « *très, très importante, il faut le savoir ; on était tous, tous très maigres... et ça s'est pour tous retourné contre nous* » (ennuis de santé, fuite, toxicomanie). Il n'y avait pas de drogues, une partie importante de Nanterre était algérienne ; quant aux Marocains, ils sont loin d'être tous « *fumeurs* » – indépendamment du Rif où l'usage est traditionnel. En ce qui concerne l'alcool, elle nuance l'idée selon laquelle l'alcool aurait été interdit.

« Encore l'alcool, ça passait parfois. Et dans les bidonvilles, ils ont créé des bars, des bars informels, encore une fois, où l'on pouvait servir des alcools. Certains refusaient catégoriquement d'en servir et d'autres en servaient ; mais ça restait typiquement des lieux réservés aux hommes, c'était leur espace. Mais la drogue, non ! Encore la prostitution, ça marchait, mais la drogue est apparue dans les années 1980, mais réellement de manière explosive, comme ça. Ça c'est répandu rapidement. »

Relancée sur ces dires bien plus tard, Sonia se trouva bien affirmative. Elle ne se rappelle pas avoir vu ses parents ivres, « *c'était des gens très droits* » ; « *l'alcoolisme, ça n'existait pas, je l'ai découvert post-adolescente à Paris !* » Par contre, elle se souvient de la violence des modes de vie.

L'organisation sociale très particulière des bidonvilles – notamment celui de Nanterre – a-t-elle été un rempart contre l'introduction des drogues, ou bien celle-ci a-t-elle été postérieure ? L'entretien avec François Lefort livre une clé sociologique intéressante concernant les formes de régulation des bidonvilles et leur dynamique propre, de la guerre d'Algérie à l'après-68 :

« Il s'est passé beaucoup de choses. Il y a eu la guerre d'Algérie dans laquelle c'était très encadré, le FNL encadrait beaucoup. Après, il y a eu une espèce de vide parce que les cadres du FNL sont partis en Algérie. Et puis dans les années 1960 (avant et après 68), il y a eu les gauchistes avec tout un discours, moi, je l'étais, mais je n'ai jamais voulu politiser les gens. Mais il y en a qui venait un peu comme des missionnaires en Afrique, qui venaient politiser les gens. Et il y a eu une grande méfiance.

- Comment ?

Les gens des bidonvilles recevaient mal les gens qui venaient. Les missionnaires étaient mal reçus³⁶⁶ et on s'arrangeait pour qu'ils s'en aillent aussi. Il y a eu une réaction, ils ont commencé à s'occuper des petits frères avec des histoires de pédophilie. Parce que cela était fort dans les années 1960, il y avait vraiment un trafic, même si la brigade des mœurs ne voulait pas le reconnaître, un trafic

d'années plus tard, elle perd réellement la vue et se recycle dans la promotion du livre pour la mixité et la rencontre des publics qui n'ont pas de livres (familles démunies, enfants, malvoyants, etc.) Elle n'a jamais consommé de drogues mais un des frères a été touché par les ravages de la came dans les quartiers populaires.

³⁶⁶ Parmi eux, les « gauchistes » de la fac de Nanterre, qui étaient à deux pas.

important. (...) Donc il y a eu une réaction, pas politique mais de défense vis-à-vis des flics qui faisaient la politique des abcès de fixation, ils ont laissé des coins et comme cela, ça évitait qu'il y ait d'autres coins. Et puis il y a eu des journalistes qui ont dit un peu n'importe quoi sur les bidonvilles et les cités de transit. Ce qui fait que nous qui étions venus depuis la guerre d'Algérie, on était très bien reçus, mais vous vous seriez pointé dans le bidonville, on vous aurait viré tout de suite. Il y avait un rejet de tout ce qui n'était pas le groupe étroit. Donc, il ne pouvait y avoir de vente de drogues à ce moment. »

Pour reprendre les termes de la sociologie de la déviance, on a affaire à des « formes d'immunisation contre l'amplification de la déviance »³⁶⁷. Pourtant, tous les témoignages ne concordent pas, ou offrent une image moins nette de la chronologie. Prenons le roman de Serge Bramly, *Madame Satan*, publié en 1980. L'auteur raconte une période de la vie d'une bande de personnages hétéroclites, des femmes et des hommes du monde de la nuit parisienne, de groupes de gens éduqués, d'étudiants de Nanterre, en particulier, que l'on pourrait situer entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1970. Le récit et les scènes témoignent d'une grande similitude avec les points de vue cités plus haut, bien que la description des pratiques devienne plus fine. À partir du début des années 1970, des petits usagers de cannabis ont commencé à ramener et à vendre petit, notamment dans les environs de l'université de Nanterre, créée en 1966³⁶⁸.

« Faute de mieux, Zaguri s'était inscrit en socio, à la faculté de Nanterre. Pour s'y rendre, il fallait prendre le train de Saint-Lazare ; on descendait dans une petite gare au nom inspiré : La Folie. Entre la gare et l'université achevée dont les bâtiments étaient reliés entre eux par des allées de boue, s'étendaient alors des terrains vagues et un bidonville peuplé de Maghrébins, d'Africains et de Gitans. Je me souviens, pour y avoir accompagné Zaguri, d'une ceinture de barbelés, d'un cimetière de voitures et d'un talus de terre jaune, si raide que nous dûmes nous tenir à des ronces pour l'escalader. De prime abord, on apercevait une végétation sauvage, courbée par le vent ; puis les mauvaises herbes s'ouvraient sur une haie de boîtes aux lettres derrière lesquelles s'élevaient des baraques en bois de rebut, couvertes de papier goudronné et de tôles que maintenaient de grosses pierres, ainsi que des roulottes échouées sur des parpaings. Jamais on ne se fût cru à quelques minutes des premières tours de La Défense. Pas d'eau courante. Des monceaux d'ordures donnaient à certains endroits l'aspect d'une décharge publique ; mais un câble électrique s'incurvait çà et là entre deux poteaux de fortune, et quelques toits arboraient une antenne de télévision. Les étudiants de Nanterre y avaient trouvé leur bonheur. Ali, le boulanger – car ce parc de misère s'était organisé en village –, joignait les deux bouts en vendant du kif. On fumait du hasch dans l'arrière-salle du café d'Abdelkrim, dit "Le Sultan" (il avait aménagé un salon oriental : sur un tapis élimé dissimulant le sol de terre battue, quatre poufs entouraient

³⁶⁷ Howard Becker, *Outsider*, op. cit., p.59.

³⁶⁸ On comparera ce passage à d'autres dans le livre de François Lefort, p. 27, 56.

un plateau de cuivre qu'un trépied défendait contre les cafards). Et si l'on n'était pas trop regardant sur la marchandise, on pouvait toujours s'adresser aux vendeurs à la sauvette qui officiaient à proximité de la fontaine ou le long de la voie ferrée : pas besoin de les chercher, ils vous repéraient de loin, vous interpellaient :

– “ Viens, viens ! J'ai du double zéro”.

– “Combien tu veux, je te fais un prix.” »³⁶⁹

Comment faire la part de la fiction et de la réalité ? Tout dépend, en fait, de quelle époque on parle. Fin des années 1960 ? *« C'était à la fin des années 1960 : nous avons vingt ans (...), c'est pour mes amis disparus que j'ai voulu transformer en roman d'encombrants souvenirs »,* indique la 4^e de couverture de *Madame Satan*. *Mais la fiction l'emporte. On doute un peu que « ça vendait dehors », pour une raison simple : les gens branchés à l'époque qui cherchaient du shit n'en trouvaient pas en banlieue – à commencer par Nanterre –, mais à Belleville ou à la Bastille avec les fameux cubes de 5 g à 100 francs. Début des années 1970 ? Mais il ne restait plus grand-chose de La Folie. »* Le fait est que ces lieux ne vont pas tarder à devenir des places fortes de la toxicomanie et du trafic. On fait l'hypothèse que l'affaiblissement de ces formes d'immunisation ou de contrôle interne a rendu possible la diffusion des drogues. Les mécanismes de défense de la communauté ont volé en éclats lorsque la came est arrivée massivement dans les quartiers, dans les années 1983-84. Jusqu'alors, la vie sociale y était malgré tout solidaire et apaisée. Le témoignage de Mohamed, qui a grandi à Clichy-sous-Bois³⁷⁰, le dit bien :

« À cette époque-là, il y avait pas réellement ce côté qu'on voit maintenant où les gens squattent dans les halls et ainsi de suite. Non, il y avait rien de tout ça, au contraire, il y avait une grosse marque de respect des uns et des autres, on respectait notre lieu de vie... Ces plus grands, d'ailleurs, quand ils nous voyaient en bas des halls et qu'on chahutait, ils venaient nous tirer les oreilles en disant : “Allez, fous le camp, dégage !” C'étaient des personnes, je sais pas... qui accompagnaient la mère de famille pour aller faire ses courses, ils étaient prêts à porter le sac, comme nous on le faisait quand on était petits parce qu'on voyait des plus grands le faire, on se disait “tiens, s'ils le font, c'est une marque de respect et ainsi de suite, donc il faut le faire, quoi”. Donc non, au contraire, c'étaient des personnes assez stables, y compris dans leur vie familiale. C'était une belle année, une belle génération quoi, voilà... malheureusement qui a été gâchée après. (...) C'était la classe, c'était Résidence des Bosquets. J'ai vécu dedans, c'est pour ça. La Résidence des Bosquets, c'était une résidence, c'était pas à l'époque des bâtiments délabrés, il y avait une mixité totale, on vivait avec

³⁶⁹ Serge Bramly, *Madame Satan*, Paris, Grasset, 1992. Voir aussi, le récit auto-biographique d'Azouz Begag, *Le gone du Chaâba*, Paris, Seuil, 1986, qui centre son récit sur ses déboires à l'école et son désir de réussite.

³⁷⁰ Né en 1967, il a 16 ans lorsque la came commence à arriver dans son quartier. Lui, il est plutôt dans le foot et le tissu associatif, avant de s'engager dans le social pour devenir éducateur. Président de AC-le-Feu et cofondateur de la coordination « Pas sans nous ». Entretien du 18 décembre 2014.

des Antillais, des Espagnols, des Tunisiens, des juifs, des Maghrébins, des Français... mais il y avait toute cette osmose, je veux dire, et y compris une génération de Français qui vivait encore dans ces quartiers, qui a aussi plongé dans la came, quoi, qui n'a pas touché qu'une catégorie de Maghrébins ou ainsi de suite. » (Mohamed, 48 ans, éducateur, marié, deux enfants)

C'est bien un tournant qui est décrit : entre une vie sociale de type « communautaire », au sens anglo-saxon du terme, et une communauté devenue impossible, de par l'éclatement du socle familial et les ravages de l'héro. De Nanterre à Clichy-sous-Bois, entre les deux, une partie des jeunes nés entre 1955 et 1960 s'est glissée, réussissant assez bien à l'école ou dans le sport pour échapper au monde de la came. Cela a donné toute une série de personnes qui ont fait du cinéma (Mehdi Charef, Djabril), des bouquins, de la recherche, servi d'experts comptables aux plus grands (Brahim Ben, Aïcha pour Bernard Tapie). Certains sont même devenus ministres, comme Azouz Begag. Pour eux, les logiques d'immunisation de la déviance ont fonctionné et expliquent pourquoi, nous semble-t-il, tous ceux qui ont eu 16 ans dans les années 1983-84 ne sont pas tombés dedans – quitte à s'en étonner encore aujourd'hui³⁷¹.

« Moi, j'ai eu la chance... je sais pas... au niveau de ma famille, j'ai eu mon papa, il m'avait inscrit au football très tôt, j'avais 8 ans, j'étais rentré au niveau du foot, j'aimais ça, je m'intéressais un petit peu à tout le côté de ce qui se passait... y compris sur une conscience politique, sur des trucs que je regardais un petit peu, tu vois. Ça me permettait d'aller à la bibliothèque prendre des trucs, regarder... voilà, tout en étant plongé dans ce milieu-là, mais de franchir le pas, non, y compris de prendre la cigarette et de fumer, j'ai jamais fumé un joint de ma vie, pour te dire.

- Parce que c'est vrai que le sport, le football, ça peut être un bon rempart mais le problème, c'est que 16 ans, c'est là où on arrête, où les motivations changent...

Tu peux basculer.

- Oui, il y a les filles, l'entraînement...

Oui, il y avait tout ça mais sans déconner, j'aimais ça quoi. Ça m'empêchait pas non plus, voilà... Et du coup, de voir ce qui était en train de se passer au niveau de mes oncles, et de subir, non, moi j'étais baigné dans le tissu associatif et j'ai commencé à organiser, ici, le premier cours autogéré avec des potes à moi, à 16 ans. On a décidé de partir tout seuls en vacances, sans les parents, de se trouver un petit job... (...) Ça avait créé derrière des envies de pouvoir s'organiser, de partir tout seuls, d'être accompagné par une structure qui te donne le matériel mais après, tu gérais ton truc. On était plutôt dans cet aspect-là. Non, je sais pas comment, pourquoi les choses, comment j'ai fait pour pas tomber dedans... »

³⁷¹ C'est évidemment tout le problème d'estimer la part de ceux qui ont échappé à la catastrophe et de ceux pour lesquels elle a été fatale.

Ce que François Lefort appelle la « *génération d'avant la drogue* » recouvre en fait la « *génération anti-came* ». Certains se chargeront de « *faire le ménage* », comme Mohamed et ses copains. Ces jeunes de Nanterre, Gennevilliers, Saint-Denis ou Clichy-sous-Bois, qui ont connu un beau parcours au cinéma et en musique, dans le sport professionnel, les milieux associatifs et politiques, sont passés à travers la came. Déjà engagées qu'ils étaient dans de multiples projets et actions, ils perceront dans les années 1980 et 1990. D'autres, qui ont grandi dans des familles durement touchées par la came, la prison, le sida, plus discrets, sont restés précaires jusqu'à aujourd'hui, sans entrer vraiment dans le système ni dériver pour autant.

Cités de transit

Colette Pétonnet a magistralement montré les effets désintégrateurs du relogement contraint dans les cités de transit. François Lefort conforte cette analyse en se situant du point de vue des jeunes.

« Les journaux parlaient trop souvent de nous, ça emmerdait le gouvernement toutes ces bicoques miteuses, et puis tout un tas de travailleurs africains étaient morts asphyxiés à Aubervilliers (...), alors ils ont décidé de casser le bidonville. Ils nous ont relogés dans une cité de transit où on devait rester un ou deux avant d'aller en HLM. Ça fait neuf ans qu'on est à la cité Gutenberg, il y a des mecs qui sont à la cité Doucet, juste à côté, depuis seize ans. Moi, je crois pas qu'ils nous ont relogés pour nos beaux yeux, mais c'est parce qu'on dérangeait. Les flics en avaient marre de se salir les bottes et puis, ils avaient peur d'un mauvais coup, ils voyaient bien que nous, au bidonville, on en avait de plus en plus ras-le-bol d'être dans la merde et on commençait à devenir nerveux. Si ça avait duré, on aurait massacré un ou deux poulets, et ça, ils le savaient. » (p. 95)

Habiter ces petites bicoques toutes blanches avec un étage, des jeux pour les enfants, des terrains de football, s'avère un « *cadeau bidon* », un cadeau en carton, du « *bluff* », où rien ne marche ; « *mais nous, on ne le savait pas encore et on était vachement heureux de quitter le bidonville et ses emmerdes* ». Même le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas a fait sa petite visite et « *a dit que c'était le plus beau jour de sa vie* » ! Rappelons que les cités de transit étaient destinées, dans l'imaginaire des décideurs, à adapter la population à des conditions de vie normales, bref, à les discipliner, dans l'attente d'avoir un appartement dans un bâtiment.

« On a vite compris qu'on nous avait mis là pour nous séparer des Français. D'un côté, on a un terrain vague, de l'autre, une usine à papier ; derrière la Seine et devant une caserne de CRS. Les Français osent pas venir chez nous, ils ont peur et ils appellent notre cité « Alger la blanche ». Au port de Gennevilliers, en 1976, c'est encore pire. Ils ont inventé une cité de transit qui est entourée par deux autoroutes et la grande route principale du port : la boutique ou le bâtiment le plus proche est à cinq cents mètres. Tous les enfants vont dans une même école qui est dans la cité. Puisqu'on ne peut pas mettre tous les ratons en tôle, on va les

*loger loin de tout, dans ces centres pour Arabes, une espèce de tôle pour famille. Quand tu veux sortir, il faut vraiment que tu le veuilles, et encore, si t'as pas de bagnole, c'est pas la peine d'essayer. »*³⁷²

On pourrait mobiliser d'autres sources pour arriver à la même conclusion : les bidonvilles et les cités de transit tout autour de Paris et des grandes villes ont fonctionné comme des ghettos, non seulement des lieux d'enfermement cachés mais de « *vastes usines à fabriquer des délinquants* »³⁷³. Ce n'est pas pour rien que l'on a retrouvé dans *Libération* de nombreux articles sur les « *ghettos immigrés* », « *pour les harkis* », ou sur les « *ghettos ouvriers* »³⁷⁴. Ainsi, lors de l'été 1980, *Libération* consacre durant toute une semaine une chronique à La Grappinière, « *cité immigrée* ». La réputation de cette cité HLM de l'est lyonnais, dans la grande banlieue de Lyon, a acquis une dimension nationale. « *Elle représente la quintessence du mal des cités : pauvreté, chômage, délinquance, violence. Tenus à l'écart, les immigrés qui y habitent n'ont guère l'habitude des visites et ne les aiment guère. Même les policiers évitent de s'y aventurer.* » Il faut insister sur les conditions objectives et l'effet pervers de la répression.

« L'échec de la politique de transit a incontestablement favorisé la délinquance. On ne peut pas imaginer quel est le potentiel de honte et de rancune qui s'accumule dans l'esprit d'un enfant qui vit dans une cité de transit (...) Si dans les cités, les conditions de logement ne sont guère plus favorables qu'au bidonville, il s'y ajoute une contrainte nouvelle, celle de la surveillance excessive de la police. Habiter dans une cité, c'est déjà une présomption de culpabilité. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans les Hauts-de-Seine, une certaine police est souvent un catalyseur de la délinquance. »

Ces propos ne peuvent pas manquer de résonner de façon troublante avec la situation contemporaine.

La drogue dure

Sur nos terrains d'enquête, ce que l'on sait par entretiens et observations de longue durée³⁷⁵, c'est que la « *drogue dure* » est arrivée peu à peu et de façon très localisée dans les années 1973-75, d'abord à Asnières et Gennevilliers, puis à Nanterre un an après. De façon plus générale, si l'on associe Bagneux, les Hauts-de-Seine ont eu un temps d'avance sur la Seine-Saint-Denis³⁷⁶.

³⁷² François Lefort, *Du bidonville à l'expulsion*, op. cit., p. 101.

³⁷³ Idem, p. 141.

³⁷⁴ *Libération*, 14 août 1980.

³⁷⁵ Voir *La Force des quartiers*, op. cit.

³⁷⁶ La comparaison entre des cités comme les Francs Moisis, Salvador Alliende à Saint-Denis, le Clos Saint Lazare à Stains, au Blanc Mesnil, à Bobigny ou Bondy, n'a jamais vraiment été faite, ne serait-ce que pour préserver l'anonymat de ces « *banlieues rouges* » et ne pas contribuer indirectement à leur stigmatisation – argument bien pratique et devenu faible. Les approches à l'échelle départementale faites par le RESCOM sous la houlette de Michel Joubert, le travail de Monique Weinberger, nos propres travaux, montrent que le business s'est développé très tôt dans le 92, et que le 93 aurait servi

C'est un collègue de François Lefort, Bernard Chauveau (aujourd'hui décédé), aumônier à Nanterre lui aussi, qui l'a alerté le premier : « *Nous, notre problème à Asnières, c'est ça.* »³⁷⁷ De par son statut, ce prêtre ouvrier est au cœur des plaintes et des confidences des habitants et des jeunes, il en sait long sur le trafic et les dealers (« *je connaissais pas tous les dealers mais j'en connaissais un certain nombre* ») qu'il retrouvera à son retour, « *les mêmes* »... Il date clairement l'arrivée de l'héroïne : « *La drogue chez nous, c'est vers 1976-77* ». Et de citer le Mandrax®, les médicaments, les acides, les champignons hallucinogènes. Et puis le hasch, « *mais ça, ç'était déjà avant* »... Face à ce phénomène émergent, tout le monde était démuni, beaucoup minoraient ; lui était inquiet devant la vague qui s'amorçait déjà.

« *Moi, j'étais niais là-dedans. Après, j'ai appris. Alors, il y avait déjà cette ambiance en 1976-77, parce que moi j'avais été parlé en 1977-78, à Boulogne-Billancourt. Il y avait une église, ils m'avaient demandé de venir parler des problèmes de toxicomanie. "Vous nous parlez de combien de jeunes là-dedans ? Vous en avez combien, 10-15 ? Vous n'allez pas nous faire un tabac là-dessus !" Moi, j'ai dit : "J'ai l'impression que ça gagne terriblement et je suis inquiet." Et à l'époque, pffff, c'était peu connu, tous ces phénomènes de toxico quand même...* »

Cette attitude de méconnaissance ou de déni est assez typique si on considère nombre d'élus locaux qui ont commencé – à de rares exceptions, comme à Orly, par exemple – à nier en bloc le fait qu'ils avaient sur leur commune des problèmes émergents de « *toxicomanie* » ou de « *drogues* ». Il faut dire que, jusqu'à la loi sur la décentralisation, mise en œuvre par Gaston Defferre, en 1981, la toxicomanie ne relève pas de compétences communales : la drogue était une compétence de l'État et tous les élus raisonnaient comme ça, selon le témoignage de Didier Touzeau « *L'État c'est pas nous, c'est pas notre problème. Ce sont des délinquants.* » De sorte que les réponses étaient soit les clubs de prévention pour les plus jeunes ; la psychiatrie n'avait pas tellement envie de s'en occuper, la vision sociétale faisait de la drogue un effet de crise, il faut les rééduquer pour leur faire perdre cette mauvaise habitude, il faut les isoler, soit sur le mode Patriarche, soit les mettre en prison. Pour nombre de maires communistes, cette attitude fit figure de bouclier. L'affaire de Montigny était passée par là, sans doute³⁷⁸. « *Tu avais quelques élus qui connaissaient ça plus ou moins, qui entendaient parler de ça soit par les conseils de quartiers soit le CCPD, les maires de Roubaix, Toulouse, Poitiers, qui voyaient bien que les réponses ne collaient pas.* »³⁷⁹

Bernard, lui, se forme, il apprend où les choses se passent, où les usagers se ravitaillent, où sont les « plans » : dans les cafés, ou plutôt en apparts, loin des cités, du côté

de base de repli et de stockage (si l'on en juge par les données judiciaires), avant que ce dernier ne « rattrape vraiment son retard » après le milieu des années 1980.

³⁷⁷ Nous avons rencontré ce prêtre ouvrier, en 1996. Après un premier passage entre 1972 et 1980 dans les quartiers Nord d'Asnières, il est nommé à Nanterre dans les années 1980, puis revient en 1992 à son point de départ. Lors du long entretien réalisé avec lui, il apparaît assez confus au premier regard, allusif, ne finissant pas ses phrases, parlant de tout et de rien, de la ville et de ses équipements, des jeunes et des anciens. À la relecture, on peut se demander s'il ne cherche pas à esquiver, à éviter de citer des noms, de trop désigner les familles qui tiennent le terrain, et que tout le monde connaissait.

³⁷⁸ Voir l'article « La diffusion de l'héroïne à travers *Libération* »

³⁷⁹ Entretien avec Didier Touzeau, médecin psychiatre, co-fondateur avec Anne Coppel de la Clinique Liberté, à Bagneux, le 30 mars 2016.

de la gare SNCF en centre-ville ; il apprend où se fait le trafic, et par qui : des Français, il est affirmatif, recoupé par d'autres témoignages. L'un des « *premiers toxicomanes du quartier* », qui s'appelait Jean-Jacques, allait s'approvisionner du côté de la gare d'Asnières. Certaines familles étaient redoutées, comme les Gébard qui, à chaque fois que quelque chose n'allait pas, tiraient dans les carreaux. « *C'était la terreur des gens !* » Tout un petit monde de combinards plus que de voyous, héritiers des biffins plutôt que des macs, évoluaient déjà dans les années 1930 et jusqu'aux années 1960.

« Avant, il y avait un café à Saint-Ouen, mais il y avait d'autres lieux d'approvisionnement de la drogue, vers la gare d'Asnières en particulier. C'était des Français et un Antillais, ils étaient une petite bande, et ça a gagné en tâche d'huile sur les Maghrébins. C'est marrant d'ailleurs... (...) Après, ça a dégénéré quand des gens ont déménagé, quand d'autres sont arrivés... (...) Y avait quand même beaucoup de familles à problèmes (...) Où ça a commencé à se corser, c'est quand les enfants ont grandi, c'est la jeunesse, quoi, qui a foutu un peu la merde. »

Ces jeunes font des « *conneries* », d'abord des vols à l'étalage de nourriture, au Prisunic, de sacs à mains, d'argent, dans la rue, puis des vols de bagnole ou de motos, qu'ils allaient casser et/ou brûler sur le fond du terrain, non loin de l'église et du logement de fonction de Bernard. Selon lui, cette petite délinquance concernait plus les Français – qui partiront au fur-et-à-mesure – avant de s'étendre aux Maghrébins dont les enfants grandissaient dans des conditions difficiles. Les familles africaines sont absentes et leurs enfants ne s'immisceront pas dans l'univers de la rue avant la fin des années 1990. Il y avait dans les années 1970 des petits trafics de pièces auto, mobylettes, fourches, du recel de télévisions, d'appareils photo, de Hi-fi, avant le lancement des magnétoscopes – quand ce fut la mode dans la décennie suivante. Le recel possède une dimension très communautaire. Les gens ne cherchent pas à savoir d'où viennent les objets qu'on leur revend à bas prix. À un niveau supérieur, il y a les braquages aussi, « *avec ou sans flingue, avec faux ou avec vrai flingue* », précise Bernard. Manifestement, l'arrivée de la drogue a réorganisé toute cette économie de la débrouillardise et la délinquance juvénile.

Rachid, arrivé en France à l'âge de 5 ans, en 1955, décédé en 2014, a également grandi dans les bidonvilles. Il en « *garde même les cicatrices sur le corps* » qui lui « *permettront de ne jamais oublier cette période-là* ». Selon lui, ce qui corrobore les témoignages précédents, le *shit* est apparu au début des années 1970, la came a commencé au milieu des années 1975.

- « Et c'est apparu comment ?

Ben, c'est arrivé très simplement. C'est qu'un gars qui revenait du Maroc, il a ramené du shit et puis voilà quoi. Les copains ont commencé à y goûter pour voir ce que ça faisait machin. Après on a su qu'en France, ça se vendait, ils en vendaient à Belleville au détail, des trucs pas cher, 50 balles un truc comme ça, et puis de là, il y a une routine d'achat et de consommation qui s'est instaurée, et puis après les gens ont commencé par pénétrer le réseau ; ils achetaient leur shit comme ça... On commence par acheter des barrettes, après on achète 200 grammes, 500 grammes, 1 kilo, et puis

après, on s'aperçoit qu'il y a des choses plus lucratives que le shit. Quitte à prendre des risques, autant que ce soit des choses plus lucratives, sans penser peut-être inconsciemment qu'ils foncent dans le mur. Voilà, donc, hein, le temps que ça dure... (...) Y a l'histoire des deux familles... La première fois qu'il y a eu quelque chose, je crois que c'était un kilo, un kilo et demi, comme ça. Mais la réaction des gens, ils sont tombés dedans et puis après, ils sont restés dedans... (...) Je dirai 80-90% de la génération. Tu vois ce que ça fait, c'est énorme ! Rares sont les familles du secteur qui n'ont pas au moins un membre de leur famille qui a disparu. C'est le résultat des OD et du sida. »

On a souvent entendu parler de cette histoire du « *premier kilo* » dans des versions différentes. Georges et Ahmed m'ont même donné le surnom du commanditaire, que j'ai visité à Clairvaux en 2001, pour une autre affaire. On comprend la fonction sociale de ce mythe d'origine locale. Sbag³⁸⁰ raconte l'arrivée de ce fameux premier kilo de manière assez burlesque :

« Ça se vendait à Asnières, oui, ça se vendait à la gare, c'était quelqu'un du coin. C'est là où j'allais l'acheter au départ et après, comme tout le monde, à Montparnasse. Et après au Kiss Club, quand on allait prendre nos sandwichs tunisiens, là est arrivée la « blanche ». Après, c'est arrivé ici à Asnières, pour nous tous, ici dans le secteur, le premier kilo est arrivé à Asnières.

- De Thaïlande ?

Il est arrivé de Thaïlande, ouais. J'ai même son histoire au kilo, comment il a abouti là. Il a vu de la route ce kilo mais il est arrivé.

- Tu veux raconter ?

Heu... ouais... Le gars a envoyé quelqu'un chercher ce fameux kilo, il a suivi la personne qui ne savait pas qu'elle était suivie par lui, qui lui avait laissé l'argent. La personne rentre dans un genre de tente, et lui rentre aussi dans la tente, style militaire, le mec avait sa balance et tout. Et la gonzesse qui avait été pour lui, lui dit : "mais t'es malade ! Qu'est-ce qui t'as pris de me suivre ?", "Moi, je voulais savoir où allait mon argent, c'est normal...". Il était en panique, il a réussi à avoir son kilo, et lui, le militaire en Thaïlande, lui a envoyé deux gars ; avec sa moto, vroom vroom, il avait les deux mecs au cul, le kilo est sorti de son sac à dos, tu vois. Il redémarre sa moto, il repart à son hôtel, il prend toutes ses affaires, et là, il se sauve. Il s'est planqué jusqu'à temps qu'il est rentré à l'aéroport pour revenir ici. Et ici, ça c'est dispatché. C'est vieux, c'est en 1975 cette histoire-là. C'est là où il y avait la fameuse blanche, la vraie héro donc. Puis tout le monde est tombé dedans... »

³⁸⁰ Né en 1962, d'origine tunisienne, Sbag m'a été présenté par Rachid alias « Georges le Tunisien ». Il a eu une carrière chaotique, comme l'on dit, faite de décrochage scolaire et de mise au travail précoce, de toxicomanie et de trafics, ponctué par deux incarcérations (3 et 6 ans). Il a arrêté pendant dix ans avec la substitution. Il a repris depuis quelques années. Il nous a d'ailleurs le jour du second entretien apporté un échantillon à faire expertiser.

Si l'authenticité de cette version peut laisser perplexe, sa reprise renseigne sur la prégnance de représentations mythifiées. Elle n'en pose pas moins, plus généralement, deux questions. La première est de savoir comment l'héroïne a gagné peu à peu d'autres villes, aussi vite. La deuxième est de savoir comment cela a été possible, en fonction de quelle stratégie et avec quelles collusions. Selon François Lefort, c'est qu'il y avait un marché organisé, « *quelque chose de pensé par des types organisés* ».

« Ça n'a pas été de l'artisanat, la vente d'héroïne. Je peux me tromper mais c'est comme ça que j'ai vu les choses. C'est-à-dire que ça a été programmé parce que si ça avait été artisanal, ils se seraient envoyés des coups de couteau, il y aurait eu des règlements de compte. »

Le fait est qu'il y en eut peu sur les terrains cités plus haut. Faut-il le mettre au crédit de l'intelligence de ceux qui prirent les affaires en main et tinrent les terrains pendant plus de vingt ans, avant de se retirer ? Disons que les gens se connaissaient et les alliances nouées ont duré et introduit de la régulation. Mais ceux qui y furent liés ne le payèrent-ils pas cher et ne le payent-ils pas encore au prix fort ?³⁸¹ Les « *anciens* » ont cédé leurs terrains à d'autres, plus jeunes, moins expérimentés, plus *oufs*. Il s'en est suivi des violences (règlements de compte ou autres) traduisant la difficulté des « *petits jeunes* » à « *tenir leur terrain* ». La dérégulation de la rue est toujours actuelle.

La seconde question, plus délicate, est de savoir si « *on* » a laissé faire, quel a été le rôle de la police dans la diffusion de l'héroïne. Elle suscite un assez large consensus dans les quartiers au sein desquels nous avons mené nos observations (on y reviendra). Bernard Chauveau l'exprime avec force en invoquant une logique de l'autodestruction (autobroyeur) :

« Moi, je me souviens d'un flic qui m'avait dit : "De toute manière, c'est des vermines, il faut les... nettoyer le quartier." Voilà, bon, disons que la drogue s'en est chargée. Et que sans doute, eux comme flics ils n'ont pas dû faire grand-chose pour qu'il n'y ait pas de drogues. (...) Et quand j'ai appris que réellement y en avait qui étaient soi-disant des indics qui vendaient officiellement de la drogue sur le pas de la porte des Genêts (une suite de petits immeubles), que deux mecs de Nanterre en sont morts et que le mec, il est toujours pas arrêté, j'avoue que j'en suis resté les bras ballants (...) Parce que j'y croyais pas trop à ces affaires d'indics (...) »

Yasmina³⁸² ne partage pas tout à fait cette vision des choses en présentant, sans nier l'existence d'indics et de collusion entre bandits et ripoux célèbres dans le quartier³⁸³, un

³⁸¹ Voir texte « Itinéraire d'un voyou devenu un « sans » ».

³⁸² L'entretien avec Yasmina s'est déroulé en 1997 dans des circonstances très particulières. C'est une connaissance commune du quartier qui nous a mis en relation. L'entretien, enregistré, s'est passé dans une laverie. À la merci des oreilles indiscretes, en pleine après-midi d'avril, il a été néanmoins de grande qualité sur différents thèmes (la place des filles hier et aujourd'hui, la violence subie par les familles, l'alcool, l'ambiance du quartier) Peu d'éléments socio-démographiques ont été renseignés parce que la situation ne s'y prêtait pas. Yasmina devait avoir entre 35 et 40 ans, elle était mariée, deux enfants, sans emploi fixe, de parents nés au Maroc.

³⁸³ Nous faisant allusion au livre de Roger Le Taillandier, *L'inspecteur Jobic*, France Loisirs, 1991, qui mériterait une fiche à lui seul, tant par son thème (la vengeance du monde noir de la pègre, des

autre récit. Elle date l'arrivée de la drogue dans son quartier d'Asnières-nord à la même période des années 1974-75, à un ou deux ans près, même si c'est dans l'*après-coup* que les familles s'en rendront compte. Elle insiste surtout sur leur désarroi, leur impuissance.

- « Est-ce qu'il y a un lien entre le fait que cette vie communautaire que vous décrivez a peu à peu disparu et l'arrivée de la drogue³⁸⁴ dans le quartier ?

L'arrivée de la drogue dans le quartier..., ça peut remonter à 1974-75. C'était pas aussi répandu mais y avait déjà quelques...

- Vous avez vu ça comment vous ?

On ne connaissait pas. On n'était pas averti. Personne ne s'est méfié. On ne savait pas ce que c'était. Même les parents, ils n'avaient jamais entendu parlé de ça. Donc personne n'a été alerté. Et puis les garçons, ils jouent, enfin façon de parler, ils sortent. En tout cas dans notre milieu à nous, ils sortent ; les filles, elles, sortent pas. Pour la mère, les fils, ils sont avec leurs copains, là, dans le quartier, pas loin. Donc, ça risque rien. À l'époque le quartier était calme, ils sortaient, ils s'amusaient, ils déconnaient un peu mais ça n'allait jamais très loin.

- Et c'était quoi ? Ça a commencé par quoi ?

Oh, le cannabis, je crois qu'il y en a toujours eu un peu, mais la drogue dure, c'est 1974-75 que ça a commencé. Mais on s'en est rendu compte qu'après.

- Ça a changé beaucoup de choses dans le quartier ?

Oui, ça a changé beaucoup de choses... Ça a changé beaucoup de choses dans la mesure où y a des gosses qui se sont détruits. Les parents l'ont réalisé. Ils ont réalisé ce que c'était, et c'était trop tard. Y a beaucoup de gosses qui se sont détruits. Mais comme je le disais, les parents ne savaient pas ce que c'était. Ils ignoraient totalement l'existence de ça. Y en a qui se sont faits de l'argent là-dessus. Voilà. »

Outre la manière dont Yasmina découpe le temps et pointe une nouvelle étape de cette histoire collective (après celle de l'immigration, des bidonvilles, de la résistance, des cités de transit, des conneries de gamins ayant grandi ensemble, de l'hécatombe pour tous et du profit pour quelques-uns³⁸⁵), elle introduit un thème tout à fait central, à savoir le rapport entre

proxénètes et leurs protégées sur celui qui leur menait la vie dure) et ses acteurs (bien connus de l'auteur, lorsqu'il était patron de la fameuse mondaine au début des années 1970 avant sa refonte en 1975, pour autonomiser les stupéfiants qui étaient montés en puissance) que ses lieux (rue Budapest et la cité du Port à Gennevilliers).

³⁸⁴ Le mot drogue(s) n'avait pas été prononcé jusqu'alors, soit à la cinquième page d'un entretien en comprenant quinze. J'apprendrai plus tard que Yasmina était la sœur d'un dealer devenu toxico que j'avais rencontré à sa sortie de prison par l'intermédiaire du comité d'approbation, décédé récemment. C'est donc moi qui l'introduit par une formule que reprendra mon interlocutrice.

³⁸⁵ Ce qui ne suppose pas que ce soit la même population qui soit restée quarante ans, évidemment. Pour autant que les questions l'emportent sur les réponses sur ce point, certains entretiens mentionnent à plusieurs reprises qu'il y a environ un tiers de personnes qui sont restés depuis les bidonvilles jusqu'aux années 1990. De nombreux jeunes côtoyés dans les quartiers ont des parents qui ont d'abord habité à Paris, dans des logements souvent exigus, insalubres, parfois situés dans des « quartiers

genre et drogues. Certes Yasmina explique à sa manière comment la socialisation différentielle des garçons et des filles dans une culture donnée participe d'un mode de vie et de sociabilités qui ont favorisé la découverte rapide des produits par les uns, et une entrée différée mais réelle pour les autres, qui marquera aussi les années 1980. Ce déplacement est significatif de la lame du fond qui s'opère alors.

Cette période, elle la résume par une image forte : « *Moi, les années 1970, ça a été, moi, j'appelle ça* » les années de joie et d'abondance », *on vivait bien, y avait pas tous ses problèmes ; ensuite, les années 1980 sont arrivées. Et là, on allait chez les familles pour les enterrements. Les familles se voyaient que dans les enterrements.* » C'est la mort qui s'est donc vu organiser la vie sociale.

Dissémination et chronos-scènes

« *Comment en est-on arrivé là ?* », nous demandions-nous. Bien que travailler sur ces temporalités brisées et incertaines soit compliqué, elles conduisent à identifier ce que l'on pourrait appeler des « *chronos-scènes* ». Certains des entretiens indiquent qu'il existait dans les années 1950 et 1960 des réseaux diffus de consommations et de revente discrète, des microdiffusions, dans d'autres quartiers populaires, dans les cafés kabyles, à Belleville, dans le XIII^e, ou encore derrière la gare de Lyon, où il y avait des fumeries d'opium tenues par des Chinois (qu'aurait bien connus Olievenstein). Ils confirment que la « *came* » était déjà présente dans certaines cités de banlieue au moins dans la première partie des années 1970, sauf que, grande différence, « *ça ne se voyait pas* », « *ce n'était pas visible* ».

arabes », qui faisaient peur à l'époque, que ce soit dans le II^eme arrondissement, non loin du Rex, ou dans le XV^eme arrondissement, vers la rue Croix-Nivert, pour loger les ouvriers du quai de Javel. Il y a eu aussi tout un contingent passant par les filières spécifiques gérées par l'ODHLM qui permettaient de se décharger des « familles à problèmes » et qui ont pu jouer un rôle dans la diffusion des drogues (ou pas). Bon nombre de familles se connaissant aujourd'hui sont arrivées au début des années 1970, que leurs enfants sont restés dans le quartier ou n'habitent pas loin. Parallèlement, une présence de familles africaines est devenue plus forte dans les années 1990. À l'époque leurs enfants étaient petits, ils étaient invisibles, puis ce sont eux qui sont aller chercher les cannettes des « grands » qui « tenaient le tierquar » et étaient depuis plusieurs générations d'origine maghrébine. C'est, d'après nos observations, dans les années 2000 que les « renois » (c'est-dire originaires de l'Afrique subsaharienne, du Mali, et des Antilles), nés pour la plupart en France sont devenus plus visibles, pour ne pas dire « dominants » ; ce sont eux qui ont repris les halls et les terrains de *bedo*. Différence notoire, l'héroïne s'est vendue dans cette cité, selon nous, au moins jusqu'au milieu des années 1990. Lorsque j'y suis arrivé en 1995, ça revendait encore ; il y avait le « chinois », Mounir retrouvé à la Maison d'arrêt de Nanterre, d'autres ; il y avait le bus Sida – Parole qui négociait avec les dealers pour trouver le bon emplacement. Mais, alors que j'y suis venu à tous les moments de la journée et de l'année pendant presque deux ans, j'avais beau « ne rien voir » selon R., il me semble que l'activité était déjà très ralentie. Les petits jeunes qui traînaient dans la rue vendaient du shit, mais pas de l'héro, me semble-t-il. Il en allait de même plus au nord, au « cœur du système », qui fut une place forte dans le département, voire la région, des années 1982-83 au milieu des années 1990. Malgré toute la naïveté de mise, entre autre parce que j'avais fini par atterrir là de manière totalement fortuite, ma présence n'aurait jamais été possible cinq ou – a fortiori – dix ans auparavant. Plusieurs transformations se sont donc enchaînées, y compris d'ordre démographique, qui nous intéressent en tant qu'éléments modificateurs des ambiances des quartiers.

Prenons l'entretien avec le frère B. Lui n'a pas connu la période, disons vers 1972-1976, « où ça vendait sur Paris, rue Montmartre, Belleville », « ça commençait, quelques grands³⁸⁶ de notre cité, pas tous hein, eux c'est les premiers qui l'ont ramenée et qui ont commencé à la distribuer à ceux qui étaient un peu plus jeunes, quoi ». Azzedine ne dit pas autre chose, tout en soulignant l'appât du gain : « Au début, les mecs qui l'ont ramenée, c'était pas des toxicos, c'était ceux qui étaient les plus malins. Ils ont compris qu'il y avait de l'oseille à prendre. Et c'est ceux-là qui ont empoisonné tout monde ! » Si d'autres gars de la cité étaient touchés, lui, ce qu'il a vraiment connu, c'est la période où son frangin est « tombé dedans », vers 1977-78.

« À l'époque (dans les années 1975) à Nanterre, il n'y en avait pas. Et à partir de 1976-1977, ça a commencé à arriver. (...) C'était des mecs qui allaient chercher par un gramme parce qu'ils avaient pas de fric, et puis avec le gramme, ils se le divisaient. Et puis après, y a ceux qui se sont greffés, qui ont mis leur nez dedans, ça a fait plus de monde, plus de grammes et ainsi de suite, et ainsi de suite. Et après, ça commencé la deal, bah à Nanterre, les Marguerites... (...) J'ai quitté Nanterre en 1980, déjà Nanterre y en avait. C'est arrivé sur Asnières je crois en 1983-1984. »

Un de ses frères « était à fond dedans », « y avait que la prison pour le stopper » ; « elle l'a stoppé et puis après, comme on dit, l'héroïne, elle l'a amené au cimetière aussi. On va dire 1977-95, il a pas lâché... » C'est une vague qui a pris très vite et tenu jusqu'au bout pour beaucoup. Azzedine a eu plein de gens qui sont morts autour de lui. « Ils étaient tous en galère puis ils touchaient à ça... Ah, il y en a qui commençaient à peine 17-18 ans ». Il explique qu'il a quitté Nanterre au bon moment, en 1980, sauf qu'il a été vite rattrapé. La mort de son père, en 1973, a pu constituer un événement déclencheur à retardement, dans cette famille de huit enfants (quatre frères et quatre sœurs), dont il était le cinquième. Le lieu ne protège pas forcément, l'entourage compte aussi : « En fin de compte, je suis tombé sur des gars, j'me suis entouré de bons gars, qui avaient rien à voir avec ça... »

Les années 1980 correspondent vraiment à l'explosion des plans de came dans les banlieues, à en croire certains

« Avant les années 1980, il y avait très peu de plans et après, t'avais l'embarras du choix (...), t'en avais partout, les gens avaient au moins deux ou trois dealers parce que dès qu'il y en avait un qui tombait... tu pouvais pas rester sans dealers si t'étais en manque, donc t'avais toujours deux ou trois plans de réserve. »

Si le passage à « la » deal date de 1980, il y a des variations : un peu avant dans certains cas, comme à la Cité blanche à Nanterre, « coin précurseur », un peu après dans d'autres, qui s'imposeront vite comme des « terrains de came » ou des « plaques tournantes », pour utiliser le vocabulaire policier. Ainsi, « ça vendait pas » au X. en 1980,

³⁸⁶ Qu'est-ce qu'on appelle les « grands » ? Les plus âgés, une vingtaine d'années ou plus, qui avaient aussi un certain statut de « durs », une expérience de la prison. À l'inverse, les « petits », sont plus jeunes, voire adolescents, mais déjà débrouillards, bien qu'ils n'aient pas encore acquis leur place dans le système social des cités dès lors qu'ils n'ont pas acquis l'expérience et les codes.

c'est venu plus tard, vers 1982-83, en lien avec l'ex-cité du Port, où se faisaient des « *achats en grande quantité* », et qui a été détruite dans les années 1980. De même, dans le quartier d'en face situé dans une ville limitrophe, aux M., « *la* » deal commence dans les années 1982-83. Avant, c'était Belleville, Montmartre.

Dans les années 1980, les « *mecs de banlieue* » ne vont plus à Paris, à Belleville, ou plus tard, rue Myrha, à part pour acheter du shit, mais en banlieue, à La Courneuve, Saint-Denis, Bobigny, Nanterre, Gennevilliers, Bagneux, en fonction des coupes. C'est dire le rayon d'action qu'a pris le marché en quelques années, la façon dont il gagne ces périphéries. « *Non, l'héro, c'était souvent en banlieue. Pratiquement qu'en banlieue* », dira Béchir, né en 1957, qui a grandi au Blanc-Mesnil et commencé à shooter à 17 ans.

Le rôle de la police et de l'action judiciaire évoqué plus haut (« *les gens avaient deux ou trois dealers parce que dès qu'il y en avait un qui tombait...* ») est fondamental. C'est parce que les mecs tombent qu'il faut anticiper et disposer de ressources qui font le marché que la répression contribue indirectement à développer. C'est intégrer la répression comme une variable, un risque. Le rôle de la presse est aussi important dans l'enracinement de ce marché et des représentations qui lui sont associées. Ainsi, en février 1985, une opération antidroge à La Courneuve montre l'évolution du problème. C'est un trafic local d'héro qui est démantelé, avec seulement six personnes en GAV et 50 doses saisies. « *Un supermarché de la drogue est démantelé à Gennevilliers. Entre cités HLM et foyer de migrants, une rue grise... tout le monde est au courant mais rien ne change : parfois un tox arrêté... Petit sermon et relâché.* »³⁸⁷

En termes de lieux, il est plus difficile d'établir une chronologie qu'une cartographie précise. Ainsi, la cité du Port, pour les uns, démarre vers 1982-83, puis ça passe sur X et le quartier Y « *à peu près en même temps* » et sur les F. (fin 1980-début 1990). « *Je me rappelle dans les années 1980 et quelques, les Fleurs, ça venait de partout et 24/24. C'était jour et nuit, ça tournait.* » C'était donc très localisé. « *Aujourd'hui, toutes les cités, toutes les cités.* » C'était des cités d'Arabes. « *Pour un Français, bien blond et gros, seul (une sœur comme Bruno), c'était pas la même, il se faisait Hagra* » (mal traiter).

Pour Abdel, de mémoire, cette histoire de came dans son quartier remonte également à 1976. Né en 1964 à Gennevilliers, c'est alors qu'il emménage avec ses parents (Gennevilliers, de première génération) et ses sept frères et sœurs au X, dans « *un grand appart', tout neuf* ». « *Donc 11 ans, on rentre en 6^e, et puis on fréquente un peu les gens plus âgés que nous, donc on voit ce qui se passe.* » Grandissant, il y a des signes qui ne trompent pas, même s'il n'en comprendra le sens que bien plus tard. « *Donc, si on voit des gens avec des grosses bagnoles, qui se baladent, des Porsche 911., ce n'est pas possible dans le notre quartier ça* (rires). » Il n'est alors qu'un gamin mais il voit bien ce qui se passe avec ses copains. « *C'était vachement restreint, ça traînait pas les rues.* » Et c'est ça qui va changer, notamment à partir des années 1980, avec un « *pic de conneries* » vers les années 1995. Bref, entre les premiers indices, le basculement et le bordel généralisé, il s'est passé vingt ans. D'ailleurs, il identifie deux

³⁸⁷ Le premier article de *Libé* sur l'héroïne dans les banlieues date de 1984 et porte sur Gennevilliers. Voir le texte « *La diffusion de l'héroïne à travers Libération* ».

générations, les « 65 » (comme lui, peu touchés) et les « 70 », « *qui ont morflé* », c'est-à-dire qui ont été décimés par l'héroïne et le sida.

La constitution de réseaux de contiguïté

On ne saurait restreindre la focale à la dimension cité. En effet, les cités sont reliées entre elles, le trafic est une affaire de « *réseaux de cités* »³⁸⁸. Sur les mécanismes permettant de rendre compte de la diffusion des drogues dans la région parisienne, Bruno Ehrmann³⁸⁹ revient sur les différents « *temps* » de cette diffusion, et propose une interprétation tout à fait intéressante :

« Ça, c'est le début des années 1970. Il y a eu dans un premier temps des gens qui allaient à Paris et qui ramenaient de la drogue à Nanterre. Dans un deuxième temps, ils sont allés chercher la drogue au Maroc, en Espagne, en Hollande, etc., et ils l'ont ramenée à Paris, c'est-à-dire qu'ils allaient vendre en boîte à Paris et ils devenaient des fournisseurs, alors qu'avant, ils étaient dealers de gens de Paris. Ils sont devenus dans un deuxième temps dealers et, dans un troisième temps, c'est les gens de Paris qui venaient s'approvisionner dans les cités, c'est-à-dire qu'ils sont devenus plus ou moins grossistes... C'est devenu un gros marché et, à ce moment-là, ils allaient plus chercher les clients, c'est les clients qui venaient chercher dans les cités. Et je pense qu'avant 1980, en gros, c'était surtout de Paris qu'ils ramenaient la drogue pour la consommer sur place ou pour la vendre dans les cités. Et puis, à partir de 1980, on a vu, y compris les familles, des gars s'organiser pour aller chercher de la drogue et pour la diffuser. Moi, je pense que c'est de là que datent les quelques gars... Mais j'ai le sentiment quand même que, même si leurs petits frères sont tombés dans l'héroïne, ils ont continué à vendre... »

(...) Il me semble que ça avait commencé peut-être dans les années 1975-77 probablement, mais un peu comme un bricolage de gars au chômage qui avaient trouvé moyen de vendre en allant chercher à Paris, mais que c'est devenu peu à peu une industrie. Je crois que la démolition des bidonvilles et la politique des cités de transit, premièrement, et surtout, la politique de relogement et de démolition des cités de transit, a permis de créer un marché sur toute l'Ile-de-France. Comme ils étaient tous de la même génération, ils se connaissaient tous et qu'en fait de force, ils ont été relogés à Bagneux, à Gennevilliers, à Saint-Ouen, à La Courneuve, etc. On a quand même quelques certitudes, c'est qu'au moment des cités de transit, au moment où ça s'est vraiment organisé, il y a un gars qui était l'aîné d'une famille qui a eu l'astuce avec ses petits frères de monter un petit commerce ambulancier pour les cités de transit, une épicerie... »

Cette idée selon laquelle la politique de relogement contraint aux quatre coins de la région

³⁸⁸ Voir les nombreux rapports de Michel Joubert et Patricia Bouhnik cités en bibliographie.

³⁸⁹ Educateur à partir du début des années 1970 à Nanterre, ayant réalisé une maîtrise au département de sociologie de Paris X sur le thème qu'il évoque.

parisienne a assuré la base d'un réseau d'interconnaissances structurant le marché nous semble tout à fait plausible si on raisonne à l'échelle du département des Hauts-de-Seine – même si nous n'avons pas les moyens de la démontrer empiriquement (par une analyse des réseaux à partir d'affaires judiciaires, par exemple). Elle fait intervenir des quasi-liens villageois doublés de liens familiaux articulant « *réseaux de contiguïté* » et « *réseaux de similitudes* »³⁹⁰. Les gens se connaissent et reconnaissent, ils peuvent identifier les lignées et fratries, qui garantissent de la confiance ; ils fréquentent aussi les mêmes lieux (bars, boîtes, tripots, prisons).

On pourrait la compléter en soulignant l'importance des lieux de rassemblement, comme le Kiss Club, le Poney Club, la Main bleue, « *qui accueillaient tout le monde, même et surtout les Arabes puis les Noirs. Au Kiss Club, tous étaient Arabes (...) On se retrouvait là le week-end end pour danser. Et c'est à partir de là que tout est parti (...) C'est là, justement, que l'héroïne, ça a commencé...* » (Aziz, né en 1962). Ces lieux mythiques vont avoir de l'importance dans les connections entre banlieues, comme le raconte Georges :

« *Tu vois, par exemple, j'entends dernièrement Jamel Debbouze, on lui demande "Pourquoi vous avez appelé votre société de production le Kiss ?" Il dit : "du plus loin que je m'en souviens, tous les grands frères de mon quartier, à Trappes, dans les Yvelines, on m'a toujours dit, vu que je me suis engagé dans les associations et tout plus tard, donc aujourd'hui, je me suis rendu compte que cette boîte de nuit était la seule qui acceptait tous les immigrés comme, par exemple, aujourd'hui, on envoie SOS Racisme pour aller voir les délits de faciès et tout ça". Bah, le Kiss Club, c'était la boîte de nuit qui avait la meilleure musique de rhythm'n'blues, de funk américaine, mais ce qu'il y avait, c'est que toutes les banlieues s'y retrouvaient, La Courneuve, les 4000, Gennevilliers, Nanterre, tous les bagarreurs, le teuchi et les premiers joints, les Parisiens, je te parle, qui venaient de Cergy-Pontoise et tout ! La boîte, elle était à Strasbourg-Saint-Denis et on se retrouvait tous là-dedans ! Le Kiss Club, c'est la boîte de nuit culte dont on parle sur Radio Nova par rapport à sa musique, aux bagarres, aux premiers joints des banlieusards ! Mais le Kiss Club avait son importance dans les premières connexions entre banlieues, voilà l'importance de cet endroit ! »*

Ce que l'héroïne fait aux familles

Certains des témoignages permettent d'avoir une vision de l'intérieur de ce que l'héroïne a fait aux familles, aux parents et aux fratries. Tous le disent, la came a tout détruit : les relations, l'amitié, les familles, la communauté, « *ça a tout déchiré* », « *tout niqué* », « *détruit des gosses* ». La réponse de Mohamed, qui avait 16 ans au début des années 1980, le dit et le précise avec force :

« - Comment tu l'as vue arriver l'héroïne, toi ?

Ben, tout simplement parce que j'ai été touché de plein fouet, j'avais des oncles

³⁹⁰ Isaac Joseph, « Ethnicité et urbanité », *Terrains*, 1984.

qui sont tombés dedans. Donc je l'ai vécue, je l'ai accompagnée au quotidien, je l'ai subie au quotidien, j'ai vu nos familles s'éclater, des familles s'éclater parce que j'ai vu aussi des copains dont les frangins avaient plongé dans la came, donc je l'ai vécue difficilement. (...) Il y avait un socle familial qui posait le cadre, c'était formidable parce que là, il y avait les valeurs, le respect et ainsi de suite... Ce socle familial qui était important. Ensuite, on a vu l'explosion de ce socle familial parce que dans chaque famille t'avais un des gamins qui était touché par la came, voire on était sur des familles nombreuses à l'époque, des familles qui avaient entre dix gamins... très nombreuses quoi, tu vois, et quand dans une famille t'en avais un ou deux qui étaient plongés dans la came, déjà quand t'en avais un, c'était catastrophique mais quand t'en avais entre deux et trois, je connais des familles, jusqu'à quatre frères, quoi ! Quatre, cinq frères, ils sont tombés dedans. Et pourtant, pas en même temps, les uns derrière les autres, c'est-à-dire que celui qui est tombé le premier, qui était devenu le mec le plus détestable, t'avais le grand frère qui lui disait "espèce de sale camé", qui lui frappait dessus, qui lui disait "fous le camp", donc le grand frère, finalement, a fini par plonger, et ainsi de suite. Mais c'est tout un cheminement où t'emmènes avec toi, c'est une spirale qui aspire dans les familles trois, quatre frangins, y compris des filles... »

C'était donc « catastrophique » quand il y avait un jeune touché, alors quand il y en avait plusieurs, et ce n'était pas rare³⁹¹ (voir « Combien de morts ? »). La diffusion de l'héroïne a aussi engendré une folie domestique, des « trucs terribles », où les mères tentaient de faire face à la souffrance de leur(s) fils ou de leurs filles – même si elles ont été moins exposées et plus protégées – avec l'aide du frère aîné ou des autres frères.

« Moi, je vais te parler de mon frère parce que mon frère c'est moi qui étais derrière son cul ! Ah non, je lui ai fait des trucs terribles à mon frère, je l'ai attaché pendant six mois.

Au radiateur ?

Au lit, un grand lit en fer, attaché pendant 6 mois, avec des menottes tout. En fin de compte, j'avais ma mère qui était derrière moi, et puis moi par rapport à ma mère, ma mère toujours elle m'appelait, elle comptait que sur moi : "ton frère, ton frère". Je voyais ma mère à 3-4 heures du matin par la fenêtre.

À attendre ?

À attendre, ouais. Je rentrais tout ça, je lui disais dors tout ça. Elle me disait : "Comment veux tu que je dorme, ton frère est pas encore rentré". Je sais que mon frère, il lui pourrissait la vie. À un moment, j'ai dit à ma mère "laisse-le s'il veut mourir !", "non, c'est mon fils, moi je lâche pas". Comment veux tu que... »

Comment elle réagissait ? Elle l'aimait, quoi ?

Bah oui, même ma mère en arrière, par derrière nous, elle lui donnait, elle m'appelait pour me faire chier pour que j'aie le chercher tout ça, puis par

³⁹¹ Voir le texte, « Regards sur les familles et des fratries touchées par la diffusion de l'héroïne ».

derrière, elle lui donnait en cachette.

« C'est ce qu'elle faisait avec mon frère aussi », dit un ami présent.

De l'argent ?

Ouais, parce que ma mère elle me disait : "Si je lui donne, j'avais peur quand je le voyais dans un tel état, j'avais peur qu'il meure, alors je préférais lui donner pour ne pas le voir malade comme il était."

En manque !

« Après, quand je lui donnais ce petit billet, quand il achetait, il se faisait son shoot, bah, je le voyais mon fils, il revenait à la vie ! » (Hassan)

On pourrait prendre le cas de Robert³⁹², issu d'une famille de onze enfants, animateur sportif, qui n'a jamais touché aux drogues mais a vu sa famille éclater. *« Ma mère est décédée du cancer du col de l'utérus, elle a eu onze enfants ! Une guerrière ! Elle avait sept enfants en prison ! Elle était fatiguée, paix à son âme. »* Lui aussi s'est retrouvé dans des situations périlleuses pour essayer de « sauver » son frère.

- *« Est-ce que t'es déjà allé acheter pour un de tes frères qui était mal... ou... ?*

Oui, je suis même allé loin... J'ai même pris le taxi jusqu'à Blanc-Mesnil ! Parce que là-bas, il y a eu une plaque tournante et que ma sœur habitait là-bas avec mon beau frère et on connaissait par cœur ! Dans le coin, y avait plus rien, elle m'a appelé en pleurs ! "Robert, il est en manque !" En parlant de Titi, "Je sais plus comment faire !" Elle ne savait pas comment faire ! Il était en transe et tout ! Je lui ai dit : "Écoute Linda, panique pas, laisse-moi faire !" J'ai pris le taxi à 2h du matin en survêtement, je suis allé à place Voltaire chercher un taxi, il m'a pris pour un agresseur ! J'ai présenté l'argent, je lui ai donné 200 francs en lui disant que j'avais eu un appel nocturne urgent, sans dire quoi et direction Blanc-Mesnil ! Quand je suis arrivé là-bas, j'ai été voir mon beau-frère Daniel, qui connaissait pas mal de mecs, j'ai demandé deux cocottes, et puis voilà. Je lui ai dit "Titi, aujourd'hui, c'est la dernière fois, maintenant t'arrêtes d'emmerder Linda !" Parce qu'elle l'avait gardé trois jours et elle l'approvisionnait, mais c'était quoi, bah l'argent du lait, de la petite Cindy ! J'avais les deux cocottes, je lui ai dit : "Écoute, celle-là, je la mets dans ma poche, celle-là, elle va te servir à prendre le train avec moi, le car et tout. On va aller au Petit-Clamart." C'est un centre de désintoxication, parce que lui voulait à tout prix, il voulait décrocher ! "L'autre, tu peux te l'envoyer ! Mais après, tu ne dors pas !" Il est arrivé à 6 heures du matin et tu sais comment ils font ! Il bifurquait. "Non mais attends", et lui il savait que j'avais ce qu'il fallait dans la poche ! Je t'assure, quand je suis sorti, j'avais plus qu'une grosse larme ! Quand il est arrivé, bon, le mec il commençait à le questionner : "Oui je veux décrocher et tout", je voyais les mecs là-bas, des zombies ! Ils m'ont fait : "Ici, on va pas plaisanter ! Soit il décroche, soit il décroche pas" ! Alors, je demande à Titi "bah alors, qu'est ce que tu vas faire ?" Il dit "Je vais décrocher ! Je vais le faire !" Donc ils commencent à faire les

³⁹² Robert, né en 1950, issu d'une fratrie de douze enfants dont trois morts d'overdose, éducateur sportif, Gennevilliers.

papiers et tout pour mon petit frère. Le moment où j'ai vraiment flippé, c'est quand ils ont ouvert la porte, et les lits, des scellés ! Y a rien autour ! C'était mais... Les mecs, ils criaient : "Je suis attaché au diable, à l'enfer"... C'était tagué de partout ! J'ai eu de la chance qu'il ne sache pas lire Titi, sinon il m'aurait dit "Vas-y viens, je me casse" ! Il y est resté trois semaines ! Au bout de deux semaines, il avait retrouvé la patate et tout ! Quand j'y suis allé avec ma sœur, elle m'a demandé de l'enlever de là et il est allé chez ma sœur pendant un mois impec ! Il se levait le matin, il amenait Cindy à l'école et tout nickel, et puis un jour, elle me dit qu'il voulait venir nous voir et tout, revenir dans le quartier et puis... Il a revu ses copains et tout, toute la clique et puis... C'était reparti ! »

Enfin, la solidarité familiale ne s'exprime pas seulement des parents ou frères et sœurs « *cleans* » vers ceux qui sont « *à fond dedans* » ; elle s'exprime aussi par l'aide financière et matérielle apportée par les détenus à leurs proches. Comment faire bien vivre sa famille en prison ? C'est ce que raconte Rachid :

« (...) Je suis le genre de mec comme les anciens : "Tu as joué, tu as perdu." Tu comprends ce que je veux dire ? C'est pour ça que ma prison, j'ai toujours essayé de l'améliorer, j'ai toujours vécu mieux que tous les autres détenus. Je voulais du teushi, j'avais du teushi, quand les mecs touchaient un joint, moi, je touchais vingt barrettes, quand je voulais boire de la bière, il fallait que je régale les amis, alors je donnais du teushi pour les quatorze bières de la semaine, parce que j'avais les moyens, je les achetais avec du teushi. Je voulais acheter des survêtements à mes enfants, ils m'envoyaient des références de La Redoute et des 3 Suisses, et les mecs me l'achetaient avec du teushi que je leur avais vendu. Je donnais un peu de teushi et on m'achetait les baskets de mes enfants. Ma femme m'envoyait les références et quand je sortais, je disais à ma femme : "Tu as un colis qui t'attend."

J'achetais les dernières Nike, mais c'était le mec qui me les achetait et qui me les donnait, tu vois ce que je veux dire ? (...) Ce que je faisais dehors, j'essayais de le faire en prison. Tu sais pourquoi mes enfants et ma famille m'aiment ? Parce que quand j'étais en prison, Saint-Maur, c'est la plus sécuritaire d'Europe, j'étais là et je ne pensais qu'à une chose : que ma famille continue à vivre comme quand j'étais dehors. Quand ma femme sortait, je lui sortais trente cartes téléphoniques à 120 unités parce que les mecs, c'était notre argent en prison. Quand je donnais du teushi, on me donnait des cartes téléphoniques et je les sortais à ma meuf. Elle allait chez Momo Darty (tu l'as connu) lui donner l'oseille parce que Ma. et Momo sont nos amis d'enfance, on les connaît depuis qu'on est gamins. Lui et sa femme et moi et ma femme, tu vois ce que je veux dire ? Les mecs qui me devaient de l'argent et qui ne pouvaient pas me payer prenaient les bijoux de leur femme au parloir et me les donnaient et moi, je les donnais à ma femme. Quand ma fille venait je lui sortais 6-7 000 francs, et les mecs devenaient mes dealers en prison. Je faisais vivre ma famille même en prison.

- Et comme ça, tu te maintenais en éveil aussi.

Je restais... En plus, mes enfants tout ça, j'arrivais à leur avoir un peu de came dehors, à l'extérieur, je ne me laissais pas aller quand j'étais en prison. Je vivais comme un caïd.

- De la came, pour quoi faire ?

Pour que ma famille ait de l'argent. Je me faisais offrir 4 kilos de shit, 4 machins, et je disais à ma femme : "Vends-les à untel", elle les donnait et on lui ramenait de l'argent. »

Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur ce passage ; d'abord, s'assurer de l'authenticité du récit ; ensuite, interroger cette capacité à « *biznesser* » en prison en jouant d'un réseau de confiance et de complicités internes ; enfin, analyser cette morale du détenu à l'ancienne, il est vrai.³⁹³

C'est aussi le thème de l'argent du trafic payant les loyers a suscité la polémique au début des années 1990, au point où les bailleurs ont pris des résolutions pour interdire le paiement en liquide des locations. Quoique cela soit invérifiable, cela ne peut être logiquement le cas de toutes les familles. Même si à la grande époque, les toxicos à la recherche de leur dose constituaient une opportunité pour « *faire de l'argent facile* » (à 1 000 francs le gramme et 200 francs le paquet, c'est vite vu). Par contre, il y avait un « *argent monstre* » : achat de maisons et de voitures de luxe, vacances sous les tropiques ou au ski, invitations collectives. Bernard, l'autre prêtre, évoque un cas peut-être extrême, mais intéressant :

« Moi, je connais une famille qui était dans une misère noire, une misère épouvantable ! Je me demandais comment ils vivaient. D'une part, parce que la mère était folle et allait régulièrement en hôpital psychiatrique, deux parce que le père a été atteint d'un cancer et que sa maladie professionnelle n'a jamais été reconnue par la Sécurité sociale. Ils ont atterri ici avec sept ou huit gosses. Et le frère aîné s'est retrouvé avec le poids de tout ça sur le dos à gérer. Bon, c'est devenu un cas, ... qui a relevé le pari de sa famille, à lui tout seul. Bon, par tous les moyens possibles et imaginables, y compris la drogue. Un beau jour, je me suis pointé chez lui, je venais pour un jeune, y en a un, il faisait que des paquets, alors je dis : "Qu'est-ce qu'il fout ?" (rires). Puis au bout d'un moment, je regarde sur la table, il y avait un petit tas blanc. Je dis, ben ça, ça doit être de la drogue. La mère, elle m'a fait pfff. Seulement quand les flics sont venus pour d'autres, y avait trois briques dans le frigo... et sa famille, elle vivait comme ça. Y avait les autres, c'est pareil, c'est parce qu'il y en a plein qui sont complètement hors capacité de payer leur logement, avec des dettes effarantes, qu'on laisse d'ailleurs s'accumuler, ce qui est toujours une connerie... (...) J'ai vu à Nanterre des gens qu'on virait, ils avaient une dette de plus de 100 000 francs. Comment on peut se relever de ça ? Ils devaient avoir deux ou trois briques de trucs, ils me l'ont dit plusieurs fois, ça permettait de payer. (...) Ça leur permet de rentrer à la

³⁹³ Sur la « morale des déviants », voit Albert Ogien, *Sociologie de la déviance*, Paris, Armand Colin, 1996.

maison et de dire aux parents : “Tiens voilà l’argent et puis ferme ta gueule.” On dit que les parents sont complices. Côté policier, c’est : “Mais les parents sont complices, donc ils plongent avec.” Les parents sont pas complices, ils sont harponnés, harponnés... » (Bernard Chauveau)

Derrière les réalités de ces souffrances sociales et familiales, il y a aussi des familles qui se sont engagées dans la revente et ont fait réseaux, comme l’explique Aziz, parti deux ans faire son service militaire en Algérie, qui constate l’étendue de la « catastrophe ».

« Au début, les usagers allaient chercher sur Paris. Mais ça faisait trop loin. Il y avait des petits malins qui ont compris en fait que ça rapportait beaucoup d’argent. Et pratiquement dans toutes les cités, il y a des points de dealers qui se sont créés. Surtout chez les grandes familles quand même.

- Une grande famille, c’est un gros réseau ?

Ah, c’est plusieurs frères, des cousins.

- Une grande famille, ça fait réseau ?

Oui, il y en a même où les mères de famille étaient impliquées. J’ai accompagné sur les lieux de deal. (...) Quand on arrivait, elles étaient sur leur balcon. Elles guettaient les usagers de drogue. (...) »

Un peu plus tard dans l’entretien, il y revient, pour pointer des familles tenant le marché depuis des années.

« C’était surtout des familles assez puissantes. Assez nombreuses et puissantes.

- Oui, qui pouvaient tenir le truc ?

Voilà. Qui étaient capables de faire face.

- Des familles dominantes un peu ?

Dominantes, voire violentes. S’il faut, c’est violent. C’est un business, ça ramène du fric, c’est violent. Moi, je suis tout seul, ils sont dix, eh bien je crève, hein.

- Ça a donc ramené des rapports de force dans la cité. Qui n’étaient pas là avant ?

Oui, bien sûr. À l’heure actuelle, ça existe. À Nanterre, il y a une famille qui est passée plusieurs fois à la télé. Elle est indétrônable. (...). La famille (anonymisée), c’est une famille dominante, personne n’a réussi à les arracher. C’est leur business, personne ne leur prendra. (...) Voilà, les flics ont essayé, ils sont indétrônables. »³⁹⁴

Loin d’être la règle, cette famille semble un peu particulière puisque l’un des frères a tiré sur l’avocat Karim Achaoui, un autre était dans l’évasion de Ferrara quand ils ont fait sauter la porte de la prison aux explosifs. Ils n’habitaient plus la cité mais géraient le réseau. Cela étant dit, ce cas de figure de famille engagée dans le business de façon durable se

³⁹⁴ Aziz, né en 1962, français d’origine algérienne, est salarié d’une association de réduction des risques.

retrouve ailleurs, dans plusieurs villes où nous avons mené des enquêtes. Ce qui ne peut qu'éveiller les soupçons selon lesquels il y aurait des arrangements avec les policiers.

On voit donc émerger une diversité de configurations familiales dans lesquelles la diffusion et la consommation d'héroïne s'inscrivent³⁹⁵. À la solitude complice des mères en l'absence des pères sont venues répondre la brutalité et la solidarité des frères dans certains cas, le soutien à distance du train de vie en prison dans d'autres, la complicité contrainte des familles, leur implication dans le trafic. En un sens, notre enquête confirme – fût-ce en négatif – les résultats de l'enquête dirigée par Anne Lovell, qui constatait la plus forte présence de la famille dans le monde des usagers de drogues par voie intraveineuse qui habitent les quartiers périphériques des cités, que chez d'autres usagers. « *Ceci n'est pas une caractéristique de l'utilisateur, mais de l'organisation sociale des cités. Là, les réseaux de connaissances sont organisés en premier autour de la famille nucléaire, les parents alliés et consanguins, et la famille plus étendue, voire du type clanique (au sens anthropologique).* »³⁹⁶

* *

*

L'histoire collective des habitants des bidonvilles relogés dans les cités de transit et les cités et grands ensembles construits à la hâte a été aussi celle de la socialisation commune de ces enfants qu'on ne savait pas comme appeler dans les années 1980 (« *jeunes arabes* », « *jeunes immigrés* », « *beurs* », « *jeunes issus de la seconde génération de l'immigration maghrébine* »), qui ont grandi ensemble, sont allés à l'école ensemble et ont commencé leurs premières conneries ensemble, avant de continuer, et de rentrer collectivement dans ce tourbillon de l'usage d'héroïne qui les a conduits à la mort. Pas tous, bien sûr. Mais une génération bien particulière a été anéantie par le sida et l'hépatite B et C, ceux qui sont nés à la fin des années 1960 et avaient entre 14 et 16 ans en 1975-80, ont commencé à shooter dans cette période. « *Il serait très simple de faire la courbe démographique des jeunes d'origine maghrébine en France et on verrait un trou identique à la guerre de 1914 en France, un trou visible dans cette génération* », affirmait François Lefort en 2000.

³⁹⁵ Voir sur ce point l'ouvrage essentiel de Marwan Mohammed, *La Formation des bandes*, Paris, PUF, 2012.

³⁹⁶ Anne Lovell, *Ruptures biographiques, réseaux et risques des usagers de drogues par voie intraveineuse*, ORS Paca/Inserm, rapport final, décembre 1999, p. 100.

6.5 L'usage d'héroïne dans les trajectoires de polyusage liées aux raves

Emmanuelle HOAREAU

Depuis l'émergence des *raves*³⁹⁷ en France au début des années 1990, les usages de substances psychoactives illicites qui s'y déroulent ont été pensés par les ravers et définis par leurs observateurs comme très différents des usages de la décennie précédente³⁹⁸. En effet, au regard de la prédominance massive des usages de cannabis – produit 'de base' avec l'alcool pour une l'immense majorité des ravers –, de LSD, d'ecstasy et d'amphétamines et du recours à la voie orale, les usages d'héroïne, de cocaïne ou de médicaments y étaient rares et le recours à l'injection invisible. De plus, ces consommations étaient circonscrites à la temporalité du week-end et de la fête et, à l'exception du cannabis pour une (grande) partie des ravers, ne débordaient pas sur la semaine. A ceci s'ajoutait que les ravers travaillaient et/ou étudiaient, avaient le plus souvent leur propre logement et des revenus stables, bénéficiant donc d'une situation socioéconomique bien meilleure que celle de la plupart des personnes usagères alors rencontrées dans les centres et services de soins et d'aide sociale.

Ainsi, les ravers ont tôt fait de définir leurs usages de produits comme étant « hédonistes » ou « néo-mystiques »³⁹⁹, en distinction de ceux du « toxicomane » et dans une recherche d'échappement au stigmatisme⁴⁰⁰. Leur appropriation de la notion d'« usage récréatif », qui se diffuse suite à la publication des rapports Parquet puis Roques en 1997, participe de la définition de ces *modalités d'usage*⁴⁰¹ - héroïne et injection - comme des

³⁹⁷ Les raves présentent trois grandes caractéristiques : la diffusion amplifiée de différents courants de musique techno, la vente et la consommation de produits illicites - cannabis, ecstasy, LSD, amphétamines, cocaïne et kétamine principalement -, et une tendance à sortir des lieux officiels de la fête. En effet, elles se tiennent dans des discothèques et salles de concert, ou dans des lieux appropriés ou prêtés temporairement et hors respect de la législation sur les événements festifs : forêts, champs, friches industrielles, châteaux...

³⁹⁸ Astrid Fontaine, Caroline Fontana, *Raver*, Paris, Economica, 1996 ; Guillaume Suderie, Emmanuelle Hoareau, Michel Monzel, « Evolution de la scène techno et des usages en son sein », in Jean-Michel Coestes (dir.), *Les usages de drogues illicites en France depuis 1999. Vus au travers du dispositif TREND*, St Denis, OFDT, 2010, pp. 84-95.

³⁹⁹ Astrid Fontaine et Caroline Fontana (1996) distinguent également une troisième signification donnée à l'usage chez une minorité de ravers : « la défonce ».

⁴⁰⁰ Etienne Racine, *Le phénomène techno. Raves, clubs et free-partys*, St Estève, Imago, 2002.

⁴⁰¹ La notion de modalités d'usage reprend celle de « caractéristiques objectives de la pratique » proposée par Norman E. Zinberg (*Drug, set and setting. The basis for controlled intoxicant use*, Binghamton, Yale University, 1984). Au regard de celle de caractéristiques qui tend à figer la pratique à un temps T de la trajectoire, la notion de modalité intègre le double phénomène de modulation de la pratique selon les circonstances et de son évolution dans le temps. Il renvoie aux produits consommés et aux quantités, fréquences des prises, voies d'administration (oral, nasal, intraveineux, intramusculaire), contextes et temporalités d'usage de chacun. Les personnes sélectionnent ces modalités selon des procédures de catégorisation et de hiérarchisation comme étant privilégiées (les plus utilisées, voire les seules), occasionnelles, « à défaut d'une modalité privilégiée ou « à l'opportunité » (quelqu'un offre un produit, produit plus accessible que celui privilégié, produit trouvé sur le sol, occasion d'expérimenter une voie d'administration non utilisée), exclues (avant toute expérimentation), ou abandonnées (après une expérimentation, ou suite à un usage prolongé)

éléments étrangers à la culture festive de la rave. En l'occurrence, il n'est pas rare d'entendre chez ceux qui ont découvert les raves dans les années 90, et plus encore au début de la décennie, que celui qui était surpris en train de vendre ou de consommer de l'héroïne, ou de s'injecter un produit, pouvait subir des représailles : insultes, jet du produit et destruction du matériel d'injection, voire des coups et une expulsion de la fête⁴⁰².

Cependant, les tous premiers travaux sur les *raves* et les *free partys*⁴⁰³ de même que la circulaire de 1994, « les raves, des situations à haut risques », signalent leur présence, dès le début des années 1990⁴⁰⁴. En outre, à partir de la deuxième moitié des années 1990 et tout au long des années 2000, les produits vendus et consommés dans ces fêtes, de même que les caractéristiques sociodémographiques des participants, se sont diversifiés⁴⁰⁵. Les prévalences d'usage de substances psychodysléptiques (champignons et plantes 'hallucinogènes', kétamine), de stimulants (amphétamines, cocaïne, free base/ crack) et d'opiacés (héroïne, opium) ont augmenté. Et, si la majorité des ravers sont toujours des étudiants et des travailleurs, bénéficiant d'un logement (personnel ou parental) et de revenus stables, les personnes de moins de 25 ans et/ ou en situation de précarité socio professionnelle, voire de désaffiliation, sont plus nombreuses.

(Emmanuelle Hoareau *L'impact des interventions de réduction des risques dans l'espace festif techno de la région PACA en 2003-2005*, rapport de recherche action, GRVS/ Ville de Marseille, 2005).

⁴⁰² « Au début, quand j'allais en teuf, tout ce qui était opiacés, surtout l'injection, c'était pas bien vu (...) quelques années auparavant on me racontait que, voilà, des injecteurs se faisaient taper sur la gueule ou foutre dehors parce qu'ils voulaient pas de ça dans la teuf » [Caroline, 30 ans, intermittente du spectacle, 1999]

⁴⁰³ La fâcheuse tendance des raves à la sortie du cadre légal et à l'autogestion et l'usage de produits illicites ont suscité une volonté de l'Etat d'abord de les faire disparaître, puis d'élaborer un cadre législatif spécifique. La répression que subissent les raves à partir de 1993 conduit une majorité des organisateurs et des danseurs à préférer la légalité et une minorité à se radicaliser : ils revendiquent la clandestinité et l'indépendance vis-à-vis des institutions et des acteurs commerciaux de la fête. Ceci s'exprime dans une évolution de la musique, qui devient plus dure, *hardcore*, et dans l'apparition du terme de « free party », en référence aux valeurs de gratuité et de liberté. Dans les années 2000, les participants aux free partys se définissent ainsi moins comme des *ravers* que des *teufers*, en distinction des participants aux raves légales. Devant la résistance de leurs acteurs, entre 1998 et 2014, l'Etat élabore différents textes favorables aux raves et free partys. Cet « arraisonnement législatif » (Jean Christophe Sevin, « *Les raves et la musique techno en effets. Contribution à une sociologie des formes culturelles* », résumé de la thèse, 2010) se double du financement d'associations et actions de réduction des risques créées par des ravers. Si les raves peuvent être distinguées des free partys, c'est qu'elles présentent des univers esthétiques et idéologiques différents, lisibles dans la prédilection pour des courants musicaux différents. Dans ces deux fêtes, l'état d'esprit est tourné vers le jeu et la quête de la transe ; mais les premières s'inscrivent dans un néo-psychédéisme et un hédonisme à l'imagerie très colorée, tandis que le symbolisme des secondes relève plutôt de la subversion et des utopies pirates, incarné dans le noir et blanc.

⁴⁰⁴ Christian Sueur (dir.), *Usages de drogues de synthèse. Réduction des risques dans le milieu festif techno*, rapport de recherche action de Médecins du Monde, pour la Direction Générale de la Santé, Paris, octobre 1999 ; IREP, *Ecsta, trip, coke et speed ...*, Paris, OFDT, 1999 ; M.I.L.A.D. « les raves, des situations à haut risques », 1994.

⁴⁰⁵ Christian Sueur (dir.), *op. cit.* ; Catherine Reynaud-Maurupt, Saloua Chaker, Michel Monzel, Christophe Moreau, *Les pratiques et opinions liées aux usages des substances psychoactives dans l'espace festif « Musiques électroniques »*, St Denis, OFDT, 2007 ; Guillaume Suderie et al., *op. cit.*

Au début des années 2000, le dispositif d'enquête Tendances Récentes et Emergentes et Nouvelles Drogues (TREND)⁴⁰⁶ de l'Observatoire Français des Drogues et Toxicomanies note une visibilité plus grande de la vente et de l'usage de l'héroïne dans les free partys⁴⁰⁶. Cette arrivée est facilitée par la moindre présence des ravers les plus anciens, ayant construit leur 'identité' d'usagers autour de l'association musique techno et produits de synthèse, mais qui ont cessé ou presque de sortir en rave et n'y sont donc plus porteurs de « sanctions »⁴⁰⁷ condamnant son usage. Elle est également favorisée par une stratégie marketing développée par les vendeurs. Si la plupart des usagers ne sont pas dupes⁴⁰⁸, l'utilisation du terme *rabla* laisse penser à certains, parfois pendant plusieurs mois ou années, qu'il s'agit d'un autre produit que l'héroïne, quand bien même ils en reconnaissent les effets *opiacés*. Ainsi, en 2003-2004, sur 476 personnes qui sortent en raves ou en free partys, 40,7% a consommé de l'héroïne au moins une fois dans sa vie⁴⁰⁹. Alors qu'en 1998, sur 887 personnes ayant répondu à un questionnaire dans des raves, le plus souvent clandestines, seulement 25% en avait déjà consommé⁴¹⁰. Enfin, corrélativement à son évolution sur l'ensemble du territoire français⁴¹¹, la disponibilité de l'héroïne dans les fêtes techno aurait augmenté entre 2005 et 2010, où elle s'est stabilisée.

Néanmoins, aujourd'hui encore, si son usage a fait l'objet d'une « dédramatisation »⁴¹², ce produit a toujours un statut particulier pour la plupart des ravers. Ceci est illustré, notamment dans les extraits d'entretien ci après, par l'existence de « sanctions et de rituels »⁴¹³ spécifiques, ayant fonction notamment à rappeler son potentiel addictogène et à étayer les pratiques individuelles de régulation. En l'occurrence, l'héroïne peut s'inscrire différemment dans les trajectoires d'usage individuelles. Aussi, ce texte se propose, d'abord, d'identifier ces formes d'inscription à partir de trente entretiens avec des ravers/ teufers ou ex ravers/ teufers réalisés en 2012 dans le cadre d'une thèse de sociologie. D'autre part, dans un contexte où, depuis les années 50, tout un chacun a la possibilité de « pick'n mix » différentes substances psychoactives licites et illicites⁴¹⁴, c'est-à-dire de les sélectionner, les associer, les alterner, les substituer, s'intéresser aux dimensions subjectives du choix de tel ou tel produit ou autre modalité d'usage apporte de nouvelles pistes de compréhension quant à l'hétérogénéité des pratiques et trajectoires d'usage. Ainsi, la seconde partie décrira plus particulièrement la trajectoire de polyusage de Guillaume, puis proposera

⁴⁰⁶ Guillaume Suderie et al., *op. cit.*

⁴⁰⁷ Norman E. Zinberg, *op. cit.*

⁴⁰⁸ Catherine Reynaud-Maurupt, Céline Verchere, *Les nouveaux usagers d'héroïne*, St Denis, OFDT, 2002

⁴⁰⁹ Sur ces 476 personnes, 15,5% en a pris au moins une fois au cours du dernier mois et 8,6% en prend plus d'une fois par semaine (Catherine Reynaud-Maurupt et al., *op. cit.*)

⁴¹⁰ Sur 161 personnes, qui se sont prononcées sur leur fréquence de consommation au cours des trois derniers mois : 38% en ont pris une à trois fois, 13% quatre à dix fois, et 19% plus de dix fois. Voir Christian Sueur (dir.), *op. cit.*

⁴¹¹ OFDT, *Drogues et addictions, données essentielles*, Saint-Denis, 2013.

⁴¹² *Ibid.*

⁴¹³ Norman E. Zinberg, *op. cit.*

⁴¹⁴ Lisa Williams, Howard Parker, « Alcohol, cannabis, ecstasy and cocaine : drugs of reasoned choice amongst young adult recreational drugs users in England », *International Journal of drug policy*, 12, 2001, pp. 397-413.

d'en expliquer la morphologie à partir d'une approche clinique de l'évolution de ses "modalité d'usage" dans le temps et de la notion de *dialectique subjective de régulation*.

Héroïne et trajectoires de polyusage chez les ravers

L'usage d'héroïne s'articule différemment avec les usages d'autres produits psychoactifs associés à la sortie en rave et en free party. Ces différences relèvent à la fois de la période historique d'initiation des usages de produits illicites et d'engagement dans la sortie en rave et de l'hétérogénéité des trajectoires d'usage individuelles dans l'espace festif techno. L'exposé de ces différentes articulations repose sur les expériences d'usage de trente personnes, habitant Marseille à l'exception de deux d'entre elles (Salon-de-Provence, Cavaillon), qui sortent ou sont sorties en raves et/ou en free partys et qui les ont découvertes entre 1991-92 et 2011⁴¹⁵. Le recrutement de ces personnes a également reposé sur deux autres critères : refléter la diversité socio démographiques et économiques des participants aux raves, ainsi que l'hétérogénéité de leurs pratiques et trajectoires d'usage⁴¹⁶.

Sur ces trente personnes, la moitié a pris, prend ou est susceptible de prendre de l'héroïne. Treize en ont consommé au moins une fois⁴¹⁷ ; ci-après, sera explicitée la diversité de leurs caractéristiques sociodémographiques⁴¹⁸ et des années où elles ont été initiées à la rave.

Deux personnes n'en ont pas consommé mais l'envisagent comme possible :

« *L'héro, j'ai jamais testé [Y'a une raison ?] Oui, le flip. Ah le vieux mythe « l'héroïne t'accroches super vite », tout ça. Peut être que j'essaierai un jour, pas par injection ça c'est sûr, mais... pour voir, c'est la curiosité. Y'a un pote il y a pas longtemps qui m'a dit... comment il m'a dit ça ? « T'es pas gourmande, t'es gourmet des drogues », je lui ai dit « c'est un peu ça »* [Caroline, 30 ans, intermittente du spectacle, 1999] ;

⁴¹⁵ L'année de cette découverte est indiquée pour chaque extrait d'entretien, après le pseudonyme, l'âge et l'activité professionnelle actuelle.

⁴¹⁶ Couvrir la période 1990-2010 avait en effet pour objectif de comparer les pratiques et trajectoires d'usage selon l'année d'initiation à ces fêtes, au regard de l'évolution de leur contexte historique du point de vue de leur traitement politique et médiatique et de l'intervention d'acteurs de santé et de travail social. L'échantillon a été constitué selon une connaissance de la représentativité approximative des différentes pratiques et situations socioéconomiques des participants, connaissance élaborée à partir de plusieurs années d'observation notamment des free partys, de l'étude TREND de l'OFDT et de celle de Catherine Reynaud Maurupt et *als. op. cit.*

⁴¹⁷ En fait, dans cinq entretiens le thème n'a pas été abordé et il est plus que probable, au regard de la personnalité et des choix d'usage des personnes, que ce silence révèle soit une expérimentation unique, soit une absence totale d'expérimentation.

⁴¹⁸ Ces caractéristiques sociodémographiques sont celles au jour de l'entretien : elles ne correspondent pas nécessairement à celles de l'époque où elles ont expérimenté ou initié l'usage d'héroïne.

« Du point de vue de mon expérience personnelle, je n'ai aucun point de vue négatif sur la drogue, de telle sorte que celles qui sont ouvertement diabolisées par les drogués eux-mêmes, c'est-à-dire que l'héroïne, je suis pas certain d'avoir un avis complètement tranché sur la question, je suis pas certain de me dire « c'est le mal ». Mais là c'est encore une étape supplémentaire parce que même les drogués ils disent « putain ! L'héroïne, la rabla... l'injecteur » et si je vais plus loin, si je suis honnête avec moi-même, avec ma logique de déconstruction, un jour j'y viendrai à l'injection, parce que je me dit « il n'y a pas de raison, il n'y a aucune substance qui te rend addict d'un point de vue physiologique à la première prise » [Julien, 24 ans, étudiant en psychosociale de la santé, 2007].

Neuf personnes ont franchement exclu ce produit de leur pratique avant toute expérimentation⁴¹⁹. Outre les risques liés à son usage (overdose, dépendance, contaminations, désaffiliation), elles considèrent qu'il est *inintéressant* pour faire la fête et nuit à sa convivialité, et ne permet pas de ressentir les sensations et modifications du cours de la pensée et des perceptions qu'elles recherchent dans la prise de produits illicites.

En ce qui concerne les voies d'administration, la majorité l'a prise ou la prend par voie nasale et/ou en « chassant le dragon » ; seules deux d'entre-elles l'ont injectée. La recherche réalisée par Catherine Reynaud-Maurupt et Céline Verchere en 2001 révélait une répartition similaire⁴²⁰. Sur quarante personnes interviewées, trente-trois l'ont prise par voie nasale, dix-huit l'ont aussi fumée (en cigarette ou en inhalant la fumée du produit consommé sur une feuille d'aluminium), quinze l'ont injectée, dont quatre seulement plus d'une fois⁴²¹.

Par ailleurs, ces choix d'usage liés à l'héroïne (abstinence, expérimentation, voire usage) sont très souvent expliqués par les personnes à l'aune d'interactions ou de liens avec des personnes usagères ou ex-usagères d'héroïne. Ces interactions ont pu susciter de l'identification positive et de la curiosité pour le produit, ou, plus souvent, le refus de s'inscrire dans les mêmes parcours d'usage, de la peur à l'égard des risques d'overdose, de dépendance, de contamination au VIH et de désaffiliation, et de la peine lorsqu'il s'agit de proches. Ainsi, trois personnes comptent dans leur famille une ou plusieurs personnes (frère, oncle, tante, cousins) qui ont consommé de l'héroïne dans les années 1980 et/ou 1990 (Christophe, Julien, Mickaël). Dix personnes ont rencontré dans leur entourage (voisins,

⁴¹⁹ Comme celles qui ont consommé de l'héroïne, les personnes qui s'y refusent ont des âges et des activités professionnelles variées, ont été initiées à la rave à des périodes différentes et présentent des trajectoires de polyusage hétérogènes : Daniel, 46 ans, designer industriel, 1992 ; Christophe, 32 ans, marin mécanicien, 1995 ; Jules, 40 ans, sociologue, 1995 ; Aline, 30 ans, assistante sociale, 2000 ; Jeanne, 29 ans, jeune diplômée Assistante sociale, 2000 ; Mylène, 30 ans, horticultrice, 2000 ; Mickaël, 27 ans, étudiant moniteur éducateur, 2002 ; Coralie, 26 ans, étudiante infirmière, 2004 ; Maud, 21 ans, étudiante monitrice éducatrice, 2011

⁴²⁰ Catherine Reynaud-Maurupt, Céline Verchere, *op. cit.*

⁴²¹ Dans la mesure où vingt trois personnes sur quarante ont été recrutées par l'intermédiaire des structures spécialisées dans l'aide aux personnes usagères de substances (C.S.S.T, posture, boutique), l'échantillon tend à surreprésenter les personnes qui ne parviennent plus à réguler leur usage de substances, en lien notamment avec une pratique d'injection. En d'autres termes, il sous représente les personnes qui consomment uniquement de l'héroïne par voie nasale et rencontrent peu ou pas de difficulté dans la gestion de son usage.

connaissances, plus rarement ravers) des consommateurs ou anciens consommateurs d'héroïne, au tout début de leurs propres consommations de produits illicites (César, Samantha, Clément, Samuel, Jules, Thomas, Armelle, Mylène, Guillaume, Maud). Huit les ont rencontrées une fois bien engagées dans un polyusage en rave – parfois ces consommateurs sont eux mêmes des ravers ou des *clubbers*⁴²² (Pétula, Samuel, Michele, Jeanne, Coralie, Chloé, Alessandro, Rémi). Ce côtoiement peut s'inscrire dans des villes ou quartiers où la présence du trafic et des usages d'héroïne est importante depuis les années 80 (Vaucluse, quartiers du nord est de Marseille, villages touristiques huppés de la Côte d'azur, les Vosges). Souvent, ces usagers ou ex-usagers d'héroïne leur ont fermement déconseillé d'utiliser ce produit, voire ont refusé de les y initier⁴²³. A l'inverse, dans d'autres cas, ils les y ont incitées, soit pour partager l'expérience (Samuel), soit pour en faire leur client (Thomas). Dans la majorité des cas, l'initiation résulte de la rencontre de la curiosité de l'un avec la pratique d'usage de l'autre, et de son inscription dans des liens d'amitié anciens ou en train de se construire (Clément, Thomas, Samantha, Michèle, Armelle, Guillaume, Alessandro, Rémi). Enfin, l'évocation d'œuvres culturelles s'intéressant à l'injection est relativement fréquente : *Junky* de W. Burroughs, *Flash* de C. Duchaussois, *L'herbe bleue* de B. Sparks, *Moi, Christianne F., droguée, prostituée* de K. Hermann et H. Rieck, ou encore *Requiem for a dream* de D. Aronofsky.

La description des inscriptions de l'usage d'héroïne dans les trajectoires de polyusage est complexe puisque, non seulement, elles sont hétérogènes, mais elle varie dans le temps au cours d'une trajectoire individuelle. Ainsi, une personne peut être citée dans les différentes catégories d'usage suivantes. Ces différentes catégories sont exposées dans une perspective historique, c'est-à-dire en commençant par les personnes les plus anciennement initiées à la rave – l'année d'initiation est indiquée entre parenthèses.

L'intégration des produits de synthèse et des raves dans une trajectoire d'usage où l'héroïne est centrale

Il convient ainsi de distinguer d'abord une première forme d'inscription de l'héroïne dans une pratique de polyusage peu ou prou associée à la sortie en rave, que l'enquête de l'IREP (1999) a évoquée. Elle ne concerne pas à proprement parler des ravers, mais des personnes ayant initié un polyusage de substances licites et illicites dans les années 1980 et qui peuvent avoir ou avoir eu une pratique d'injection. Usagères d'héroïne, lorsqu'elles découvrent les raves, elles intègrent les produits de synthèse qui y circulent : LSD, ecstasy et

⁴²² Les *clubbers* se distinguent des teufers et des ravers par la prédilection pour la pratique de danse techno et la prise de produits psychoactifs dans le contexte des boîtes de nuit.

⁴²³ « Lui, il fumait des gros joints, c'était un ancien toxico. Moi, j'avais déjà mes lectures Burroughs (*Junky*) ect, j'avais pas du tout envie de partir là dedans... mais dès le départ, il nous avait fait la morale « prenez jamais d'héroïne, c'est de la saloperie, le shit c'est bien ». Donc voilà, une sorte de cadre mental » [Jules, 40 ans, sociologue, 1995] ; « (Après la Bolivie) Je suis allée la voir après à Paris, j'arrive, je vois des traces énormes (sur la table), " wahou ! ", elle me dit (violemment) " non, ça c'est pas pour toi, ça c'est de la blanche, de l'héro et t'y touche pas " » [Armelle, 35 ans, conseillère conjugale, 2001]

amphétamines principalement. Ce profil est donc plutôt spécifique au début de la décennie 1990.

« J'ai arrêté (l'héroïne) mais je me suis mis à boire et je ne gérais pas, je partais en couilles, toujours des problèmes, des bagarres, les tribunaux. (...) Quand j'ai arrêté l'alcool, j'ai pris des trips, c'est là que ça a duré 4 ans. Pendant 4 ans j'ai pris du LSD tous les week-ends, entre 3 et 5 (buvards ?). J'ai perdu pratiquement une dizaine de dents. C'était en teuf, je faisais les free-party, souvent le week-end, le vendredi, le samedi, le dimanche. (...) Eux avec qui je m'injectais m'avaient déjà fait goûter du LSD bien entendu. J'ai testé le LSD avant de partir en teuf bien sûr. Nous quand on prenait du LSD à 15 ans 17 ans, on écoutait les Pink Floyd, rien à voir. (...) On partait en voiture dans la colline triper tous les 4, on mettait la musique (...) Pour en revenir aux raves, quand j'ai arrêté de m'envoyer tout ça, c'est là que je suis parti en teuf que j'ai pris du LSD, plus rien à voir avec les Pink Floyd. Un copain me dit : « je vais en soirée rave ». « Oh il paraît qu'il y a des trips là-dedans ! ». « Ouais y'en a sûr ». Je suis parti avec lui et il y en avait et pendant 4 ans j'y suis allé. [Quelle année la 1ere fois ?] Putain les années ... La 1ere fois en 1991 ou 1992. [Pour toi ce n'était pas la même chose que l'héroïne ?] Le LSD ? Non. Mes potes à moi, je leur disais : « arrêtez l'héroïne c'est pourri, prenez des trips c'est trop bon ». (...) Je me disais, je prends ça, je dors, je rentre chez moi, la semaine passe, le week-end je reprends ça. Ce n'est plus du quotidien et ce n'est pas le même état d'esprit. Les gens étaient joyeux, festifs, je rencontrais du monde, je rigolais, je dansais. J'étais de bonne humeur, j'avais changé de vie pour ainsi dire, sans penser que le LSD allait me perturber le cerveau (...) [La période LSD tu avais arrêté l'héro ou tu continuais ?] Non j'avais arrêté l'héro (...) quand j'allais dans les raves, je prenais des trips, des extas, du speed »

L'exemple de G., donné par Jules, qui a interviewé des ravers dès 1995, suggère que cette double intégration (nouveaux produits, nouveau contexte) dans une pratique de polyusage quotidien d'héroïne et de médicaments s'explique par des liens d'interconnaissance avec des personnes ayant des pratiques d'usage différentes, dominées par le cannabis, l'ecstasy et/ou le LSD. En effet, les premières soirées privées de la fin des années 80 où est consommé de l'ecstasy sur fond de *house music* (un des ancêtres de la *techno*) sont fréquentées par des « marginaux, des artistes et des intellectuels », « ayant connu l'époque psychédélique des années 1960-70 »⁴²⁴, 1999). Il s'agit donc de personnes qui ont pu découvrir l'héroïne dans les années 1970-80. Ainsi, les uns et les autres, vraisemblablement, s'inscrivaient dans les mêmes réseaux de revente de produits illicites et pouvaient fréquenter les mêmes lieux de consommation (discothèques, soirées privées, bars) au moment de l'émergence des raves en France. Réciproquement, ces liens d'interconnaissance seraient ainsi devenus des 'voies' de circulation de l'héroïne dans l'espace festif techno dès le début des années 90, lorsque des usagers-revendeurs d'héroïne ont intégré les produits de synthèse dans leur offre de vente et, outre les discothèques où ils exerçaient déjà, les raves comme lieux de revente.

⁴²⁴ Christian Sueur (dir.), *op. cit.*

« Ces gens là, c'était en 97, ils sont tombés, ils ont été filés par les flics pendant six mois et ils les ont pris dans une baraque, ils avaient... le truc classique : 500 ecsta, 200 buvards, plein de tunes en liquide euh... donc ce fameux mec, là, G., il était dans le trafic, lui il s'en foutait du mouvement techno, ça aurait pu être les Boys bands, fin il respectait [C'était un entrepreneur] Ouais, c'était un entrepreneur, y'avait quand même ce côté qui l'intéressait intellectuellement quelque part, mais c'était un entrepreneur intelligent, avec un côté quick money, gansta rap, lui, il écoutait du rap aussi, ils venaient de ça, gangsta, la tune, la outlaw, un truc... y'avait ça aussi, une des modalités d'être dans la techno c'était la came, en plus lui la came il en prenait pas mal, il organisait des teufs accessoirement (...) Mais lui, après je me suis renseigné sur lui, il tournait déjà dans un milieu toxicomane [Il était consommateur avant] Ouais, il tournait déjà dans ce milieu de tox et c'est des milieux qui ont été les premiers en contact avec la techno de toute façon. (...) G. il a fini en taule, toxicomane, accusé de meurtre, il avait une maîtrise de philo, une sorte de bandit intellectuel. Lui, il avait fait venir Spiral Tribe⁴²⁵ » [Jules, 40 ans, sociologue, 1995]

Une initiation dans le contexte des premières prises de produits illicites

Chez trois personnes, l'initiation à l'héroïne s'inscrit dans les expériences de produits illicites qui précèdent la découverte des raves. Pour deux de ces personnes, cette initiation s'inscrit dans une période de « référence »⁴²⁶ à la culture rock, plus particulièrement au *Punk* et à la *New Age* ; pour la troisième, elle s'inscrit dans un contexte local où le grand banditisme est très prégnant. Aussi, pour les deux premiers, elle est liée à des liens d'amitié et d'admiration pour la déviance du mode de vie d'usagers d'héroïne. Pour le second à ces liens relèvent plus d'une interconnaissance liée à la fréquentation de mêmes lieux : espace public et bars - où Thomas joue au flipper et boit des sirops avec ses amis -, et d'une tentative de manipulation d'un adolescent par un adulte usager-revendeur. Pour ces trois personnes, l'usage d'héroïne revient au cours de la trajectoire, mais dans des temporalités et des contextes différents.

✓ **Samantha (38 ans, guide conférencière, initiée en 1992)**

En 1989-90, Samantha découvre le cannabis et l'héroïne avec des amis, qu'elle voit régulièrement lors de vacances scolaires en Normandie. Parmi ceux-ci, de son âge ou un peu plus âgés, certains en consomment en injection Sa curiosité pour l'héroïne s'inscrit dans sa « fascination pour ces jeunes et la culture anglaise. « *Quand j'avais 16-17 ans, j'étais fascinée par l'Angleterre, donc eux ils allaient souvent en Angleterre, ils avaient un peu le style anglais alternatif, (...) ils étaient tous musiciens, plus punk, rock* ». Si, de 16 à 20 ans, son

⁴²⁵ Les Spiral Tribe est un des plus anciens sound systems techno anglais et parmi les premiers à avoir proposé des raves clandestines dans la campagne et les squats anglais. Puis, en 1992, lorsque poursuivis par la Justice, ils se sont exilés en France, c'est le premier à être à l'origine des *free parties*, premières raves à prix libre, à une époque où l'entrée dans une rave, même clandestine, pouvait coûter jusqu'à 100 Francs.

⁴²⁶ Patricia Bouhnik, Charles Vallette-Viallard, Sylviane Touzé, *Sous le signe du « matos ». Contextes, trajectoires, risques et sensations liés à l'injection de produits psychoactifs*, Saint-Denis, OFDT, RESSCOM, 2002.

usage de cannabis reste très ponctuel puis cesse, elle consomme de l'héroïne, en appartement, à chaque vacance scolaire en Normandie, puis occasionnellement durant ses deux premières années de faculté, avec une copine, soit dans son appartement, soit lors de concerts. Ces concerts s'inscrivent dans le courant *gothique*, tendance *électro-dark* et *électro body music* ; elle y consomme parfois du poppers, du LSD ou de l'ecstasy.

En 1992, elle découvre les raves, puis y sort rapidement tous les week-ends. Elle s'éloigne de ses amis normands qui dénigrent ces fêtes et les produits de synthèse et ne semble plus avoir l'occasion – ni d'envie particulière – de consommer de l'héroïne. Tout en poursuivant des sorties pluri-hebdomadaires en rave, bars musicaux ou squats, elle obtient un DEA d'histoire de l'art et un DESS d'archéologie. Elle reprend un usage occasionnel d'héroïne à partir de 1996-1997, sans doute essentiellement en usage de régulation de la descente d'ecstasy ou de LSD et d'amphétamines dans des free partys hebdomadaires. Dans les années suivantes, ses usages de produits (ecstasy, amphétamines, cocaïne, kétamine) ayant tendance à s'inscrire, outre les free partys hebdomadaires, aussi dans la semaine et les soirées entre amis en appartement, il semble qu'elle la consomme aussi pour elle-même⁴²⁷. Néanmoins, cette consommation reste épisodique et discrète car stigmatisée :

« À Lyon (1995-2001) on y touchait pas trop en fait, parce que dans le milieu des teufs c'était pas très bien vu. Moi j'avais des collègues qui en tapaient un peu, qui étaient des teufers aussi, mais c'était pas très, très bien vu finalement donc ça tournait pas beaucoup, y'en avait peu [Ça se parlait pas] Non, on en parlait pas trop, d'ailleurs si tu disais un tant soit peu on te disait que « ça servait à rien, que c'était pas fait pour faire une soirée, c'est débile, c'est des tox », je leur disais « mais vous êtes en train de parler de quoi là ? Vous êtes tous en train de vous défoncer ! Alors y'a des drogués qui sont des drogués-drogués, y'a des drogués qui sont acceptables ou non ? C'est débile ce que vous dites ». Donc en soirée y'avait des drogues dites de soirée, où t'étais sensé t'amuser, et des drogues qui étaient mal vues parce qu'elles étaient pas faites pour s'amuser ».

Aujourd'hui, elle a cessé définitivement l'usage de psychodysléptiques (kétamine, LSD) car elle faisait des *bad trips* liés à un profond sentiment de « dissonance identitaire »⁴²⁸ entre sa déviance et les attentes sociales liés à son double Bac+5. Elle travaille dans un musée marseillais et prend occasionnellement des stimulants ou de l'héroïne, parfois en *speedball*, lors de teknivals ou de soirées entre amis en appartement. En effet, elle explique *« j'ai préféré abandonné, lâché tout ce qui est trip, goutte, et m'orienter plus vers tout ce qui est héroïne, opium, ecsta, bon à l'époque, kétamine [Et ce que tu voulais éviter c'était cette culpabilité...] Voilà, c'est ça [...l'anxiété que tu ressentais] Voilà. Et malheureusement les drogues, ça te remet ça à chaque fois en pleine tête, quoi [Ça, tu le vis pas avec certains produits] Ouais, pas du tout, pas du tout. D'ailleurs, les amphétamines, et métamphétamines non plus,*

⁴²⁷ Si les niveaux d'usage de Samantha, de Thomas et de Michèle apparaissent particulièrement élevés, ils ne sont représentatifs que d'une minorité de teufers – difficile à estimer.

⁴²⁸ Maria Caiata-Zufferey, « Le consommateur intégré : entre adaptation à la réalité et production de la réalité », in Claude Faugeron et Michel Kokoreff (dir.) *Société avec drogues. Enjeux et limites*, Toulouse, Erès, 2002, pp. 63-78

maintenant je cherche des trucs qui non seulement ne fait pas en sorte que cette culpabilité vienne au devant, et puis, je cherche aussi des choses qui te ramènent aux premiers instants, les instants où tu dansais, où t'étais cool, où tu pensais à rien, les instants où tu te prenais pas la tête ».

✓ **Clément, 46 ans, médecin hospitalier, initié en 1992**

Clément débute un usage occasionnel, puis rapidement quotidien de cannabis à 15 ans, au collège où il est en internat à Orléans. Lorsqu'il rend visite à sa mère et à sœur à Paris, cette dernière l'emmène à des concerts reggae/ ragga sur des péniches. Au moment de l'entrée au lycée, il part habiter chez son père – pharmacien –, sa nouvelle femme et ses demi-sœurs à St Tropez. Au lycée, il se fait des amis qui, comme lui, sont en pleine « *punkitude* » et sont fans du groupe *The Cure*. Avec eux, pendant deux ans, il fait des sessions d'usage d'alcool associé à des benzodiazépines ; ils s'approvisionnent chez le père de Clément, peu regardant sur les ordonnances. Il leur arrive aussi de prendre du Dinatel® (médicament amphétaminique) dans les rares concerts de punk qu'ils trouvent. En terminale, il découvre le LSD avec son meilleur ami ; lors de sa troisième prise, avec un buvard particulièrement dosé, il fait une décompensation psychiatrique, qui s'ensuit d'un mal être et de troubles cognitifs pendant plusieurs mois.

À la même période, il rencontre, avec ce même ami, un jeune homme un peu plus âgé, « *gros toxicomane* », « *complètement désocialisé, qui vivait dans sa DS* ». Il découvre ainsi l'héroïne à 18 ans environ (1989) « *la première fois que j'en ai pris j'ai trouvé ça super agréable et au contraire ça me calmait, ça me mettait zen mais alors ! Et là je bargeotais plus du tout, j'étais trop bien* ». A plusieurs reprises, « *on partait dans sa DS et on allait au bord de la mer, au clair de lune, bhhh (mime la défonce)*. Lui il s'injectait, nous on se faisait des traces. Moi je me suis jamais injecté, je prenais des traces d'héroïne et j'étais bien ». À la rentrée suivante, il aménage à Nice pour ses études de médecine, il fume quotidiennement, dès le matin, du cannabis en joints et bongs ; son vendeur de cannabis, entre autres multiples 'plans', a parfois de l'héroïne et Clément en prend occasionnellement lors de soirée en appartement. L'année qui suit, il aménage avec ce vendeur et, de temps en temps, passe des soirées avec lui en prenant de l'héroïne.

À la rentrée suivante, il aménage à Paris pour rejoindre ses amis du lycée et poursuivre ses études de médecine ; il y découvre les raves clandestines. De 1992 à 2009, après cinq ans de sorties quasi hebdomadaires en rave et free partys et de consommation d'ecstasys et d'amphétamines, sa trajectoire passe par une étape d'usages de stimulants plus occasionnels et plutôt dans la sphère privée, avec sa femme et ses amis, puis par une étape d'usage de dépendance à l'alcool et de tentatives de sevrage pendant cinq ans. Durant ces 17 ans, il semble ne pas consommer d'héroïne, autant par manque d'accessibilité que par volonté de se protéger d'un usage compulsif. Depuis 2009, il travaille comme médecin hospitalier ; il est devenu abstinent d'alcool et a repris un usage occasionnel d'ecstasy/ MDMA, de cocaïne, d'opium ou d'héroïne lors de soirées en couple ou de fêtes entre amis, à son domicile ou chez d'autres.

✓ **Thomas, 32 ans, conducteur d'engins, initié en 1996**

Thomas commence à fumer du cannabis à 12 ans, en 1991. Il vit à Cavaillon et explique qu'à l'époque le grand banditisme est très présent dans le Vaucluse : trafic d'héroïne et de cocaïne, de voitures de luxe, prostitution, machines à sous et casinos. A 13 ans, il se retrouve à expérimenter l'héroïne lors d'une transaction entre un jeune homme, qu'il connaît pour le croiser dans le quartier où il vit, et un semi grossiste. « *En voyant que je consommais du shit et tout, « hé viens, on va faire un tour à W., machin* » [Ils ont essayé de t'emboucaner (= entraîner dans quelque chose)] *Ah carrément, quand je suis arrivé à W., je l'ai vu, j'ai flippé ce jour là, il avait le calibre, en fait il devait avoir estanqué (= escroqué) tout le monde chez lui, il s'attendait à avoir de la visite, armé. L'autre il lui fait « oh, c'est moi et tout, c'est bon », après trop zen le mec, gentil. (...) Le mec qui m'avait amené c'était pour me mettre dedans, il a pris un gramme et demi ou deux grammes, il a fait ouit ! (imite un snif) ouit ! (idem). (L'autre) Il nous a fait des râteaux à 0,6. Con ! J'ai dit au gars « écoute c'est la première fois pour moi », « comment ? » il a été gentil le type, lui il a du cœur, (...) il m'a fait un tout petit trait, il m'a dit « si tu veux goûter, goûte, c'est pas touché. (...) Le mec gentil, pas à te mettre dedans, autant t'es un petit jeune, il te met des gifles (si tu consommes). L'autre, lui non, carrément il m'a sorti un calibre de 9mm en me ramenant chez mes parents et tout, « oh tu parles pas, mais bon si tu veux, tu sais qu'il y a moyen ». Tu sais, ça c'est des trucs (il rit), à 13-14 ans tu te retrouves avec un calibre face à toi, tu... ».*

Bien qu'il côtoie quotidiennement des usagers et des revendeurs d'héroïne, dans les années qui suivent, Thomas n'en consomme pas. A 16 ans, avec ses amis de l'école maritime de Sète, il découvre les ecstasys lors des après midis d'un séjour scolaire au ski. En 1996, à 17 ans, des amis plus âgés de Cavaillon, revendeurs de cannabis, de cocaïne et d'héroïne, l'initient aux raves. Rapidement, il y sort très régulièrement, y prenant de l'ecstasy et/ou du LSD, et plus rarement de la cocaïne. Il commence également à être DJ. A l'époque, avec ses amis revendeurs de Cavaillon, il lui arrive de faire « *quelques délires* » avec l'héroïne, mais il a retenu de sa première rencontre et d'autres événements liés à l'héroïne dans son entourage, de ne jamais entrer dans une consommation quotidienne. Ainsi, si jusqu'à 28 ans, il sort tous les week-ends – sauf ceux où il garde sa fille - en free partys ou dans des soirées privées où se retrouvent des teufers, il n'y consomme apparemment que très rarement de l'héroïne. Depuis trois-quatre ans, il prend régulièrement du LSD, du MDMA ou des stimulants dans ces mêmes soirées ; en revanche, il ne consomme de l'héroïne qu'une fois par an, à l'époque des fêtes de fin d'année, chez lui, seul ou avec deux ou trois amis.

L'expérimentation après la découverte des raves

Deux personnes ont expérimenté l'héroïne après plusieurs années d'usage quotidien de cannabis, d'usage régulier d'alcool et après avoir commencé à prendre des produits de synthèse en rave ou en free party. Ces deux personnes *savent* avant l'expérience qu'elles ne la renouvelleront pas car ce produit ne correspond pas aux significations hédonistes et récréatives qu'elles donnent à leur usage de produits illicites. Elles *l'excluent* des modalités d'usage *envisageable pour soi* comme une technique de préservation du risque de s'inscrire dans une trajectoire biographique marquée par la dépendance, la délinquance et la désaffiliation.

✓ **César, 41 ans, jardinier et artiste sculpteur, initié en 1992**

César vit dans un village balnéaire huppé⁴²⁹ de la Côte d'Azur lorsqu'il commence à fumer du cannabis à 14 ans (1985). Il explique que ce lieu attire des personnes de toute l'Europe chaque été pour faire la fête « *partout : dans les discothèques, dans les villas...* ». A la fin des années 80, il est donc propice au développement du trafic de tous produits illicites en lien avec l'arrivée de la *house music*. A 17 ans, lui-même et ses amis commencent à vendre aux touristes du cannabis, du LSD, de l'ecstasy, de la cocaïne. C'est aussi un contexte où ils deviennent rapidement DJ's dans les boîtes de nuit et les stations de ski et centres de vacances alpins. A 16 ans, César travaille aussi comme serveur. A 17 ans, il prend son premier ecstasy dans une boîte de nuit, sur fond de *house* ; un peu plus tard, il débute un usage de LSD, en boîte ou en soirée en appartement, qui remplace très vite l'ecstasy. En 1992, il découvre les free partys et c'est la révélation. Alors qu'il ne se reconnaît pas dans les valeurs tournées vers la réussite économique et le luxe et a le sentiment de ne pas pouvoir faire sa place dans ce village et sa 'région', les *travellers* qui organisent ces fêtes lui donnent l'exemple d'un autre mode de vie possible : nomade, peu matérialiste et tourné vers la musique et la fête.

Pendant deux ans, il continue à alterner des périodes de sédentarité et d'emplois saisonniers dans le secteur du tourisme (notamment le *time share*) et de la restauration, et des périodes de nomadisme, allant en camion de free partys en free partys. Son bac à disques ne le quitte pas et dès qu'il en a la possibilité (discothèque, free party ou centre de vacance), il joue. Entre temps, il finit par dépasser son appréhension pour « *la poudre* » au moins à l'égard de la cocaïne, dont il a des périodes d'usage pluri-hebdomadaires. Au Portugal, où il achète son premier camion, il expérimente l'héroïne, sans préciser le contexte, mais c'est une période.

« J'ai essayé une fois, je l'ai fumée au dragon comme ça, j'ai dit « plus jamais ! Plus jamais ! » [Ça t'a pas plu ?] Non, pour moi ça a été une barrière, j'ai dit « ok j'y vais [= dans l'usage de produits] mais je vais me mettre une barrière » [Et tu avais vu des gens autour de toi qui...] Ouais, ouais, à X., beaucoup, je travaillais comme serveur et comme les serveurs ils se... Et comme des fois j'allais chez eux, les mecs, des fois, ils se baladaient à poil dans l'appart, ils se tenaient le garrot... c'était mon chef de rang, je lui tenais le garrot, je tournais la tête comme ça [Mais toi tu étais jeunot là ?] Ouais ! Mais à X. c'est ça, c'est partout, partout. (...) T'es avec des saisonniers de Paris, puis à l'époque tu gagnais pas mal d'argent quand même, (...) un chef de rang il se faisait trois briques par mois, c'était la teuf. Et moi je me suis toujours dit ça... et j'ai tenu, j'ai tenu. Une fois, au Portugal. (Mime inhalation) et j'ai fait ptt ! « jamais plus » (...) c'était déjà bien ancré en moi, ouais, c'est ma limite « jamais ça », parce que j'ai commencé, c'est vraiment récréatif, si on prenait ça c'était pour être dans un Luna Park, dans une fête foraine « waouh !! », mais jamais tout seul, jamais dans mon coin tout seul pour essayer d'oublier, là tu tombes dans la toxicomanie et c'est

⁴²⁹ César a insisté pour anonymiser ce village, de crainte d'être reconnu, puisqu'il expose ses sculptures.

différent. La drogue oui, mais festif, pour faire la fête, pour échanger, pour se rassembler ».

En 1994-95, il se décide à s'investir totalement dans le mode de vie traveller techno : il vit en camion, travaille dans les champs et participe à l'organisation de free partys pendant quinze ans (1995-2009). Durant toute cette période, outre le cannabis quotidien, il consomme du LSD, de la cocaïne ou des amphétamines, lors des free partys et teknivals ou en semaine. Mais il s'abstient de toute consommation lors d'épisodes dépressifs, allant jusqu'à des pensées suicidaires. Depuis trois ans, il s'est sédentarisé, travaille et expose ses sculptures. Il ne sort plus en free party, consomme deux ou trois fois par an des stimulants et fume toujours quotidiennement du cannabis.

✓ **Samuel, 32 ans, sans emploi, débrouille, diplômé d'un master 2 en sociologie, initié en 1995**

Samuel commence à fumer du cannabis à 13 ans et demi avec sa sœur âgée de cinq ans de plus. Dans le petit village du Vaucluse où ils vivent avec leurs parents, ils côtoient plusieurs revendeurs de cannabis. Très vite, il en fume régulièrement le week-end avec ses amis, parfois en association avec l'alcool, puis quotidiennement, dès le matin, en joints et en bongs. Entre 14 et 16 ans, il fait son apprentissage dans un grand hôtel ; il fume du cannabis avec ses collègues. Il s'est lié d'amitié avec J. C., un jeune homme à peine plus âgé, injecteur quotidien d'héroïne. Au printemps 1995, profitant d'un voyage de ses parents, celui-ci organise une rave dans la villa familiale. Samuel et O., son meilleur ami, sont sollicités pour faire les passeurs⁴³⁰. Outre le paiement en fin de soirée, en remerciement, J. C. leur offre un pack de bières ainsi que de la poudre de MDMA qu'il a lui-même synthétisée ; Samuel boit également dans *l'acid punch*⁴³¹ de la soirée. Dès les semaines suivantes, Samuel et sa bande d'amis commencent à sortir chaque week-end dans les raves du sud est de la France, de Montpellier à Nice. Outre le cannabis, Samuel y prend de l'ecstasy ou, plus rarement, du LSD. Très vite, il accompagne O. acheter des ecstasy 'Couronne' en gros au fabricant, avant de les revendre en rave ; ces ecstas sont bientôt réputés pour leur 'qualité'.

Lors d'une rave, un espagnol, âgé d'une cinquantaine d'années, leur propose de troquer deux ecstasys contre des produits qu'il vend.

« Il avait su pour nos couronnes, mais c'est un vieux, il devait avoir 45, t'sais Espagnol, Gitan, le visage très marqué, le fou (...) mais nous on aimait bien ça, le côté obscur ça nous plaisait beaucoup et on n'a jamais eu de problème. (...) « Fais voir », donc O. il lui en sort deux (ecstasys), (accent espagnol) « y'ai pas

⁴³⁰ Au début des années 90, les indications d'accès à une rave passaient par le bouche à oreilles et un flyer indiquant un lieu de rendez vous. A ce rendez vous, se trouvaient des 'passeurs' chargés d'indiquer la suite du trajet. Ceci permettait de garder secrète l'information sur le lieu de la rave jusqu'au dernier moment. Le secret donnait une dimension mystérieuse et aventurière à la rave (Fontaine A., Fontana C., 1996), et limitait le risque de voir arriver les forces de l'ordre au moment du montage du matériel de sonorisation et d'éclairage et qu'elles empêchent la tenue de la fête.

⁴³¹ Samuel décrit l'acid punch comme une boisson à base de jus de fruits et de buvards de LSD, prévue pour la consommation de plusieurs personnes. Bien souvent, il contient également de l'alcool fort (rhum, vodka).

de sous, attends », il sort la main de sa poche « yéro (héroïne), coco (cocaïne), Panoramix, Hoffman, (gourmand) mmmm et un petit Rolex⁴³² », donc il prend le Rolex comme ça devant nous, (...) (accent espagnol) « bon y'ai plus d'argent, tu veux échanger avec moi ? », en fait au début on sait pas trop, (accent espagnol) « y'ai du super shit dans la voiture, viens ! Viens ! » En fait on s'était calé 4h dans la voiture, immatriculée en Espagne, maintenant c'est courant, mais à l'époque, bon, tu vois un mec comme ça, c'est un tueur. En fait le gars (il s'esclaffe), il avait un kilo de shit dans sa voiture ! Et puis tu voyais qu'il tournait avec sa voiture, il avait pas de maison, il tournait de teuf en teuf, parce qu'à l'époque, avec les afters, tu pouvais aller de teuf en teuf. « Yérococo », il vivait de deal. Il nous avait fait un bout de fou, 30 g (de shit) pour deux ecsta et lui il nous avait proposé de l'héro, (accent espagnol) « de la bonne héro ça, ça vous dit ? », « non ». Je me rappelle on était devant sa voiture, ça m'est resté ça, y'avait un grillage, en pleine nature, on avait fait un petit feu, tout petit, et lui il était cool, on était jeunes, quand j'y pense ! Y'avait mon pote G., on était trois et lui il était seul, et lui « vous voulez pas de l'héro ? », « non et tout », et il sort de l'héroïne marron, il fait quatre traits, on l'a pris. Moi j'ai été vomir direct, mon collègue vomit direct et O. lui non, lui il était à balle, il était ravi, heureusement ça lui a pas plu. [Donc il proposait déjà de l'héro en 95 ?] Beh lui je crois pas qu'il en vendait de l'héro, il vendait plus des trips, de la coke, et lui il était héroïnomane ».

Au cours des deux années suivantes, Samuel continue à sortir chaque week-end en rave, consommant systématiquement cannabis, ecstasy ou LSD, et amphétamines et/ou cocaïne. Il s'implique également dans la revente d'ecstasy. Au bout de deux ans (en 1997), il cesse toute sortie en rave et tout usage de produits de synthèse, et poursuit, jusqu'à aujourd'hui, un usage quotidien de cannabis, dès le matin. Il a réalisé que travailler en restauration ne lui convenait pas, a passé son bac puis un master 2 en sociologie (obtenu en 2010). Aujourd'hui, il vit de petits boulots et de récupération de livres « *subversifs* » qu'il vend sur internet. Il n'a jamais repris d'héroïne « *on m'avait fait taper une fois, mais pas deux. Mais ça nous avait immunisé, d'ailleurs c'est ce qu'il s'est produit. Ça nous fascinait les tox, mais nous on a toujours considéré dans notre tête les tox comme des héroïnomanes, ça on le savait déjà. Par exemple, avec Yérococo, franchement au début on voulait pas, puis finalement on l'avait fait, mais pour nous c'était une expérience. Dans notre groupe on était pas trop... pour nous les ecsta et les trips, c'était dangereux mais on les considérait pas comme de la « came », pour nous la came c'était plus la coke, l'héro, le speed* ».

⁴³² Panoramix et Hoffman sont des noms de buvards de LSD ; le Rolex est le nom d'un ecstasy. Ces noms renvoient aux dessins imprimés ou gravés dessus.

Une pluralité d'usages

Usage de régulation de stimulants et/ou LSD

Dés 1998, l'IREP (1999) observait un usage de l'héroïne en régulation de la descente des effets de l'ecstasy, de stimulants ou, plus rarement, du LSD. En effet, pendant la phase d'atténuation progressive de leurs effets, ces produits peuvent induire, selon les quantités prises et les personnalités physiologiques, anxiété, tension, pensées sombres, irritabilité, mal être. Le cannabis le plus souvent et, pour certaines personnes, l'héroïne ou l'opium sont utilisés pour 'recouvrer' ces effets secondaires non désirables et retrouver un état de détente. Ces usages de régulation relèvent des rituels de gestion des effets négatifs, visant à ressentir du mieux être et à être plus à l'aise et plus agréable dans ses relations aux autres. Cependant, comme l'illustre déjà l'expérience de Samantha, comme l'illustre celle d'Armelle et comme l'illustreront ensuite celles de Michele et d'Alessandro, ces usages de régulation peuvent être précédés et suivis de rapports différents à l'usage d'héroïne.

✓ **Armelle, 35 ans, conseillère conjugale, initiée en 2001**

Armelle grandit à St Etienne ; elle commence à fumer ponctuellement du cannabis à 11 ans en 6^e et à inhaler des solvants avec son frère cadet et ses cousins en 5^e. En 4^e, elle fume tous les jours en joints et en bongs. Depuis ses 12 ans (fin 5^e), elle est fascinée par la lecture de *Flash* et de *Moi, Christiane F*, trouvés à la bibliothèque de son collège⁴³³. Elle relie cette fascination à un état d'esprit nihiliste et morbide et au « *contexte familial* »⁴³⁴. Son père meurt alors qu'elle a 14 ans. Ce « *contexte familial* » pourrait renvoyer au fait qu'elle sait son père atteint d'une maladie incurable, ou à une ambiance familiale assombrie par un état dépressif du père, qui l'aurait conduit au suicide⁴³⁵. A la même période, elle se lie d'amitié avec un jeune homme plus âgé, injecteur quotidien d'héroïne. Quand elle lui demande de lui faire expérimenter l'injection et/ou l'héroïne, celui-ci refuse catégoriquement (« *y'a pas moyen, retourne dans ta cour d'école* »). Elle cesse l'inhalation de solvants lorsque, à plusieurs reprises, elle ne sait plus si elle a rêvé (dormi) ou était dans un rêve éveillé. L'été qui suit la 3^e, alors qu'elle fume un joint avec des amis, elle fait une bouffée délirante (état paranoïaque, hallucinations auditives, mal être) ; l'expérience se reproduisant, elle cesse cette consommation. Entre temps, elle a commencé à prendre à sa mère des anxiolytiques ou des somnifères lorsqu'elle a des « *angoisses* ». Pendant le lycée, elle « *abuse* » de l'alcool le week-end avec un groupe d'amis redskins, dans une logique ludique d'affrontement aux militants d'extrême droite dans les stades de foot. Après le bac, elle suit ses cours à la fac et travaille dans des bars et boîtes de nuit. Son frère et sa petite amie commencent à sortir en rave ; elle ne s'y intéresse pas, appréhendant les effets psychiques des produits.

⁴³³ « *J'avais lu Flash à 12 ans, j'étais tombée dessus par hasard au CDI, waahh, tout.. après j'avais lu L'herbe bleue, et même si les histoires sont fracassantes, je sais pas... c'est... [Ça t'a attirée] Ouais, ça m'a attirée, plutôt que le danger, ça m'a pas mal attirée* ».

⁴³⁴ Il est également possible, au vu de certains de ses propos, que cela s'explique aussi par un syndrome dépressif relativement courant à l'adolescence.

⁴³⁵ Lorsqu'il décède, le père d'Armelle tient un bar tabac, après avoir passé de longues années au R.M.I. Or, les années 1980 à Saint Etienne sont celles de la fermeture des dernières mines et de nombreuses usines. Il est possible que son père ait vécu une période de relégation professionnelle dont il n'a pas réussi à 'se remettre'.

En 2001, son petit ami l'initie à sa première rave et à son premier ecstasy. Elle passe l'été suivant avec des teufers, rencontrés dans un camping de travailleurs saisonniers. Au début de juillet, elle prend parfois « *un peu* » d'ecstasy ou expérimente « *un peu* » de LSD. Puis, elle part avec cinq d'entre eux à son premier teknival en Aveyron et consomme ecstasy, LSD, amphétamines, kétamine. Le groupe ayant rencontré un couple injecteur d'héroïne (brune), elle en prend un peu ; elle explique cette expérimentation par la dénomination du produit « *c'était pas dit « héroïne », c'est le terme « meuh meuh », « rabla » ça fait pas le même effet carnage dans la tête que dans les années 70, où les mecs ils se piquaient et tout machin, que tu retrouves en bas de la rue, ou quoi... « la marron », la « meuh meuh », t'sais ? [Ça marque pas pareil] « Héroïne » tout de suite ça fait bim ! quand t'as pas l'habitude, si t'as bien été conditionné comme ça. Après ça dépend de ton truc mais... [Ça dédramatise en fait] Ah mais carrément ! ». En revanche, cette nouvelle rencontre avec l'héroïne et l'injection ne suscite pas de fascination, car trop éloignée du sens qu'elle donne à sa propre consommation « *pour revenir sur les gens qui se piquaient, ils se cachaient... J'avais pas spécialement confiance en eux... moi je mettais ça dans un truc festif, machin, même si... Eux il me semblait qu'ils étaient glauques, tu vois, ils étaient plus loin dans le truc, et je sais pas, j'ai eu un ressenti qui m'a pas plu spécialement [Mais c'était glauque parce que c'était l'injection... parce que c'était l'état d'esprit ?] Parce qu'ils tiraient la gueule, parce que... peut être que c'était la première fois que j'étais confrontée... ils restaient dans leur camion tout le temps, ils tiraient la gueule, pas tout le temps mais... c'était dur quoi. Alors que moi j'étais plus (euphorique) « youhou ! », (...) et j'ai pas eu envie, contrairement à mon pote avec qui on parlait beaucoup, musique, machin, eux c'était « on se défonce. J'ai fait une grosse distinction entre la conso en teuf et le truc quotidien ».**

De septembre 2001 à début 2003, elle travaille à l'usine et sort chaque week-end en free party avec son petit ami, son frère et sa belle sœur. Elle y prend, en alternance ou associés, ecstasy/ MDMA, cocaïne, amphétamines, LSD et parfois opium en descente ; « *mais rien la semaine, c'est important pour (elle)* ». En 2003, avec son petit ami, elle part trois mois au Pérou, puis deux mois en Bolivie, où le dernier mois ils consomment quotidiennement et en grande quantité de la cocaïne. Au retour, pendant un an et demi, elle reprend les sorties hebdomadaires en free party avec son compagnon, son frère et sa belle sœur. Ceux-ci prenaient déjà de l'héroïne en gestion de la descente et c'est à ce moment là qu'Armelle commence cette pratique. En 2004, elle débute sa formation de conseillère conjugale et familiale et travaille à côté. Elle quitte son petit ami et au fil des mois sort de moins en moins en free partys, désireuse de réussir ses études et de réduire son niveau de consommation. Elle découvre les concerts punks « *où ça se défonce moins que dans les soirées technoïdes* ».

Fin 2004, elle rencontre un nouveau petit ami, usager quotidien d'héroïne en sniff en automédication d'une « *maladie du dos* », qui travaille et à la garde de ses deux enfants. Bientôt, elle découvre qu'il est grossiste d'héroïne et de cocaïne. Il est très hostile à ce qu'Armelle prenne de l'héroïne, cependant, si elle en a beaucoup appréciée les effets, elle ne veut en prendre que rarement.

« Je tapais un trait en fin, fin de soirée, au petit matin, quand on était tous les deux, et c'était vraiment pas régulier, lui de toute façon il voulait pas, il faisait la

gueule quand j'en tapais un, bon. Voilà. Mais moi comme j'estimais que c'était même pas tous les deux mois, ça allait (...) La première fois où j'ai vraiment... plus qu'en fin de teuf, machin, en isolant le produit, c'était avec mon frère et ma belle sœur en dragon, avec l'alu(minium) [C'était bien ?] Pfff. Au début, j'ai dégueulé, j'ai dégueulé, j'ai dégueulé, puis après (...) j'étais trop bien, j'ai pensé à plein de trucs de oufs et tout, et c'était super bien, et vraiment là j'ai découvert le produit, plus que comme un truc qui te calme en fin de free party, et là j'ai trouvé ça channmé. (...) Et puis, sinon à chaque fois que je retapais de la meuh meuh c'était en fin de soirée, plutôt pour limiter la descente des autres trucs donc je retrouvais pas la même chose, et puis comme j'estimais prendre suffisamment de trucs le week-end, j'allais pas taper en semaine, juste pour le produit, de la meuh meuh, il était pas question, j'étais en pleine étude... et il pouvait avoir des quantités énormes à la maison de coke, de meuh meuh toute façon je m'en foutais ».

Dans les années suivantes, elle finit par le quitter car il ne travaille plus, s'occupe peu de ses enfants, sa consommation quotidienne a été multipliée par trois et il ne veut pas la cesser. De plus, à la même période, son frère et sa belle sœur ont initié un traitement de substitution pour l'héroïne. Entre temps, elle s'inquiète de sa propre envie compulsive de prendre de la cocaïne en soirée, aménage à Marseille pour prendre ses distances avec son entourage consommateur et cesse de sortir en free party. En 2006, elle obtient son diplôme. Depuis, ses consommations de stimulants, d'opiacés ou de LSD n'ont cessé de diminuer, pour atteindre la fréquence de deux-trois fois par an dans des fêtes en squat.

Usage pour ses effets propres : pratique de polyusage en free party

Certaines personnes utilisent l'héroïne pour ses effets propres, c'est-à-dire pas nécessairement pour ses effets d'amortissement de la descente d'autres produits. Elles l'inscrivent ainsi dans le panel des substances possiblement consommées au cours de la free party, pas seulement le matin, mais aussi dans la nuit ou, lors de teknival, dans la journée. Cet usage régulier peut être précédé d'une phase de stigmatisation de l'héroïne, dans une double logique de distinction identitaire vis-à-vis du « tox » et de préservation de soi. Cette évolution du rapport à l'usage d'héroïne met en exergue que s'il existe des sanctions qui le stigmatise, il en existe d'autres qui le valorisent et, plus généralement, qui valorisent la surenchère dans la prise de risques liés au polyusage. Enfin, contrairement à Rémi, cet usage régulier pendant plusieurs années n'évolue pas vers un usage de dépendance. Après avoir traversé une période où cet usage déborde le cadre de la free party pour s'inscrire parfois dans la semaine, Michele en vient à une fréquence occasionnelle (quelques fois dans le mois, puis dans l'année) sans être confronté à la sensation de manque ou éprouver un rapport compulsif à l'héroïne.

✓ **Michele, 28 ans, étudiant master 2 histoire, initié en 1998**⁴³⁶

Michele fume son premier joint à 14 ans lors d'un séjour scout. Dès la rentrée scolaire suivante, en 4^e, cette consommation devient quotidienne et le reste jusqu'au jour de l'entretien. Il fréquente bientôt des personnes du milieu punk, adopte « la panoplie » punk et

⁴³⁶ Michele est Italien.

se met s'alcooliser tous les jours, y compris avant les cours. A 15 ans, avec un ami, il commence à vendre du cannabis et à prendre régulièrement du LSD dans des concerts punk. En 1998, par un concours de circonstances, ils se retrouvent un soir dans une free party ; c'est la révélation : désormais, tous les samedi soirs, ils sortent en free party et y prennent du LSD. En effet, « *les taz c'était le produit des discothèques, des racailles, c'était pas pour nous, l'héroïne c'était mal, la cocaïne c'était les bobos* ». Il rencontre une petite amie de 14 ans qui injecte l'héroïne « *parce qu'elle avait une histoire un peu grave* » ; ils restent quelques mois ensemble puis se séparent. Michele lui écrit une lettre condamnant son usage d'héroïne ; avant qu'il ne la lui remette, elle décède d'une prise d'héroïne frelatée. A 16 ans, il vend tant de cannabis et de LSD, qu'il est autonome dans ses sorties, son alimentation et ses vêtements.

À 17 ans, il sort en free party avec un groupe d'amis qui restera plus ou moins le même pendant des années ; il expérimente l'opium, et quelques temps plus tard, la kétamine. Il découvre le MDMA en cristaux qui inaugure une élévation des quantités consommées et des associations de produits. Par écœurement, il cesse de boire des alcools forts. Quelques mois plus tard, après trois mois de consommation quasi quotidienne d'ecstasy et l'observation d'« *énormes problèmes au cerveau* » (déconcentration et pertes de mémoire), il décide de cesser l'usage de ce produit. Lors d'un teknival, suite à une surconsommation de speed associée à une prise de datura, et une insolation, il se retrouve dans un état de paranoïa et d'hallucinations aigües qui le décide à cesser l'usage de speed. Ces deux exclusions sont concomitantes d'une augmentation « *grave* » de l'usage de kétamine : il devient quotidien et en trace d'un demi-gramme. Cette augmentation est liée au phénomène d'accoutumance et au fait qu'il en revende d'énormes quantités : au fil des années de revente, il a fait de multiples connaissances qui lui offrent une trace ou un quart (de buvard, d'ecstasy) lorsqu'elles le croisent. En juillet, suite à un teknival en Allemagne, il ne ressent plus les effets de la kétamine ; il demande à son ami de lui faire une injection et il « *adore* » l'expérience. Il démarre une pratique d'injection intramusculaire de kétamine qui dure trois ans.

A 19 ans (2003), c'est « *la période opium* » ; avec ses amis ils se promettent de « *ne jamais prendre de l'héroïne* », notamment au regard de sa stigmatisation dans les free partys⁴³⁷. Cependant, lors d'une free party, alors que deux de ses copines viennent d'en fumer et qu'un de ses amis qui en consomme lui en propose, il l'expérimente après une inhalation de free base. Il explique que c'est pour « *garder la cadence* », ne pas passer pour celui qui n'ose pas prendre le risque de cette consommation. « *Le LSD c'était... pour les enfants, les hippys, pour ceux qui avaient peur d'essayer la vraie drogue* [Ah la vraie drogue c'est celle qui te met à l'épreuve] *Voilà, exactement* [Parce qu'il y a toute l'accoutumance et la dépendance à gérer] *Ouais* ». S'ensuit une période de deux ans, où il consomme uniquement et presque quotidiennement de la kétamine en injection, et/ou fume de l'opium et/ou de l'héroïne – et du cannabis – en free partys ou en soirées entre amis (en appartement), considérant que les autres produits « *c'est pour les enfants* ». A 21 ans, il tombe amoureux d'une jeune fille qui

⁴³⁷ « *C'était encore la période où l'héroïne en teuf, en Italie, c'était vachement stigmatisé. En 2003, c'était encore la période où la piqûre, l'héroïne et la kétamine était vachement stigmatisées, tu risquais de te faire taper, mais grave, il fallait aller se cacher* » [Michèle, 28 ans, étudiant master 2 histoire, 1998].

consomme du MDMA et du LSD, méconnaît la kétamine, n'aime pas qu'il s'en injecte et « *déteste l'héroïne* ». Pour elle, il arrête l'héroïne et cesse l'injection de kétamine. Cet arrêt de l'injection est aussi consécutif au constat de « *problèmes aux bras* ». Quatre ans plus tard, ils se séparent et il recommence à fumer l'héroïne.

Entre temps, il a aménagé à Marseille et ses consommations de produits ont diminué, pour s'inscrire surtout dans un contexte festif ou récréatif (free partys, soirées entre amis, soirées en squat). Il a repris l'usage occasionnel de LSD et de stimulants. A 25-26 ans, il découvre la dimension compulsive de l'usage de free base et expérimente l'injection d'héroïne... et cesse aussitôt cette pratique. « *J'avais pris deux grammes, j'ai essayé de la fumer, j'ai essayé de la taper, ça me faisait rien, certain moment je regarde le mec, je lui dit « oh ! tu me piques ? » (...) donc je me suis fais faire quatre piqûres, j'ai rien ressenti et j'ai dit « bon, les gars, je peux dire quelque chose sur votre héroïne ? ; - oui ; - ça fait chier ! ».* En fait, le lendemain je me suis senti vachement coupable je me suis regardé dans le miroir, je me suis dit « putain, t'arrives à 25 ans, tu commences à te piquer à l'héroïne, mais t'es con ou quoi ?! » [Dans quel sens tu t'es fait la morale ?] *Dans le sens, où je trouve que c'est con, c'est un risque qu'il faut pas courir* ». A 27 ans, après avoir éprouvé pour la première fois le manque suite à une période de consommation quotidienne d'opium, il revient à une consommation occasionnelle. De même, il fume de l'héroïne ou du free base seulement deux à trois fois par an.

Usage ritualisé hors de la free party

Cet usage concerne deux personnes dont les trajectoires ont déjà été décrites, Michele et Thomas. En l'occurrence, il s'agit de personnes qui présentent des niveaux de polyusage précoces (15 ans pour Michele, 17 ans pour Thomas) et élevés. Mais on peut faire l'hypothèse qu'il concerne des personnes ayant toujours eu des niveaux d'usage plus modérés, c'est-à-dire associant un moins grand nombre de produits, dans de moindre quantités, et ayant des fréquences d'usage de produits illicites (hors cannabis) qui ne sont pas hebdomadaires. D'autre part, contrairement à l'usage de régulation et comme le décrit Armelle, cet usage se caractérise par la recherche des effets propres de l'héroïne, où leur spécificité est d'autant mieux ressentie et appréciée qu'ils ne se superposent pas et ne peuvent se confondre avec ceux des stimulants ou des psychodysléptiques. Enfin, si l'on peut parler de « rituel »⁴³⁸, c'est que la personne a, plus ou moins, clairement défini les conditions matérielles et sociales de sa consommation *dans l'objectif* résolu de la réguler au regard des risques d'entrée dans un processus de dépendance et de désaffiliation. *A minima*, le rituel est défini par l'exception : la qualité particulière d'un produit, un moment spécifique de l'année, des retrouvailles⁴³⁹.

⁴³⁸ Norman E. Zinberg, *op. cit.*

⁴³⁹ Il existe également des rituels d'hétérocontrôle de l'usage d'héroïne des pairs qui contribuent à conférer et à maintenir un statut à part à ce produit. Certains procèdent de l'analyse critique et de commentaires explicites sur leur consommation, incitant à un contrôle plus drastique des fréquences et quantités. D'autres protègent les novices d'une initiation de sa consommation, en la décourageant et en l'inscrivant dans un entre soi de consommateurs. « *moi je trouve on se fait beaucoup la morale entre nous, surtout le côté rabla... on parle beaucoup de ce que les autres font, si moi et F. on se trouve on va parler de la consommation de J., après si F. et J. se trouvent, ils iront parler de la consommation de Michèle (...) Par exemple, on parle de J. avec F., F. dit « écoute, moi je trouve que J. elle est en train de... elle fume tous les jours, il faut pas, elle déconne », moi je dis « t'as raison, elle*

Chez Thomas, dont l'usage a toujours été ponctuel, ce rituel est motivé par l'observation des personnes dépendantes à l'héroïne qu'il a croisées dans son adolescence et de l'évolution vers un usage de dépendance, puis un traitement méthadone, d'un ami avec lequel il a fait ses premières raves.

« L'héro... alors ce que je fais, c'est un produit que j'aime bien, parce que le côté comme ça, pfouuuuh (relâchement), le côté chamallow où t'es... on dit « ouais, la came c'est pas bon », mais pourquoi c'est pas bon ? Parce que c'est trop bon, c'est trop bon ! T'es là, tu piques du zen. Alors ce que je fais, cette année je l'ai pas fait, la dernière fois que je l'ai fait, c'est pendant les fêtes de fin d'année, voilà. Juste avant la Noël, je suis passé voir un collègue, « fais moi un meuge, je sais que pendant la Noël, pendant les fêtes, je vais me mettre la couenne, feu ! C'est là, maintenant » et après il me dit « c'est vrai, on te voit une fois par an », et c'est vrai je passe chez eux les voir rien que pour ça. C'est des potes à moi quand même, on se connaît depuis quelques années, mais je les fréquente pas parce que c'est continu, c'est de longue, et puis eux c'est l'habitude, comme moi l'habitude de fumer le zâh (joint) ou quoi, eux c'est leur habitude, donc... la dernière fois c'était l'année dernière [C'est un peu un rituel alors, une fois par an] Je me tape un délire, voilà. C'est un truc que j'ai testé jeune, je connais, je sais où il faut pas... comment il faut le prendre, je me mets une couenne et je m'arrête là. C'est pas un truc qui me manque, je te garantis. ça fait un an et demi que j'en ai plus pris ».

Après près de six ans de consommation, dont une période d'usage régulier, voire quotidien, puis une période d'arrêt de quatre ans, et, enfin, la reprise d'un usage régulier, Michele consomme aujourd'hui de manière occasionnelle. Il explique un rapport similaire au free base – pour lequel l'héroïne peut aussi être utilisée comme un produit de régulation.

« Ce que j'aime bien dans héroïne c'est aussi le côté convivial, moi je fume jamais seul, je fume toujours avec quelqu'un, si j'ai envie de faire une soirée, et que je suis seul, j'invite quelqu'un, ou sinon je le fais pas, tu vois, t'as pas de sous, je vais l'acheter moi et on fume ensemble, mais je vais pas fumer seul. c'est ce qui fait la différence entre drogue et produit psychoactif, je veux dire que euh... faire des choses seul, à part le pétard, mais je suis un toxico du pétard, ça c'est vrai, mais j'aime pas... ça me semble vachement toxico, renfermé sur moi-même, me voir seul à fumer de l'héroïne dans ma chambre... putain pour faire quoi après ? (...) Dans les derniers mois, j'ai pris deux fois deux fois de la rabla, une fois au jour de l'an parce que c'était un cadeau et c'était un pote qui

déconne, en plus, elle est en train de craquer à l'école » [Michèle, 28 ans, étudiant master 2 histoire, 1998] ; « T'as ceux qui, en général les copains, qui sont assez bienveillants, quand y'avait des traces qui tournaient, des traces de speedball, qui veulent pas que tu le prennes, qui te disent « non, non, non, prends pas ça, parce qu'en plus t'en as jamais pris », et après tu as ceux qui proposent. Mais en même temps, l'héroïne c'est assez discret c'est pas quelque chose qu'on va proposer... en général ce sont des gens qui sont consommateurs et qui vont consommer entre eux, voilà en soirée... on t'en propose moins que le reste, c'est moins accessible » [Jeanne, 29 ans, jeune diplômée Assistante sociale, 2001]

avait ramené de la thaïlandaise « bon, il faut que tu goûtes », voilà. Et l'autre fois, parce que aussi là (le week-end précédent l'entretien) je suis allé voir une copine, elle m'a dit « je savais que tu rentrais, on a pris ça, on va se faire une soirée ». (...) C'est dégueulasse l'héroïne ici, c'est vraiment dégueulasse, par contre, je garde ça comme un petit plaisir quand je rentre en Italie, parce que j'ai mes potes, j'aime bien me faire des petites soirées moi et une copine, parce qu'on se voit jamais donc à la fois, elle et moi, on va se chercher ça, on va se mettre tranquille, on parle [C'est un moment privilégié avec quelqu'un] Voilà, exactement. C'est exactement comme avec la cocaïne basée. Moi je tape pas la cocaïne, j'aime pas, je base mais deux, trois fois par an, parce que c'est pas le produit en soi, c'est la situation, j'ai trois-quatre potes, on s'organise pour la soirée, on achète trois-quatre-cinq grammes chacun et... de la rabla pour la redescende, une bouteille de whisky, plein de cigarettes, deux pipes, on rentre dans la maison, on ferme la porte, on reste 24h et on reste à fumer (comme s'il aspirait dans la pipe à plusieurs reprises) tchou ! tchou ! tchou ! [C'est votre rituel ?] Ouais, totalement, ça c'est totalement un rituel, c'est Noël, c'est le crack de Noël, (...) la raison pour laquelle je veux le faire c'est parce que c'est exactement ces gens là, dans cette situation là où tout est organisé, voilà [Et est ce que ça a un rapport avec... le fait que ce soit très cadré justement est ce que ça a un rapport avec le risque que tu te mettes en en consommer tous les jours ou ça a en a pas ?] Oui, oui. Parce que je sais, je trouve que la ritualisation du moment ça permet un contrôle plus fort sur les produits qui donnent un craving comme la cocaïne, le crack, l'héroïne et tout ça c'est compliqué de gérer, au final tu vois, ton cerveau te fait des blagues, parce que c'est toujours facile à te justifier « bon, c'est le bon moment pour.... », tu sais bien quand tu te dis « bon, là il faut pas que je fume trois jours l'un après l'autre », mais après tu fumes le premier jour, le lendemain tu te dis « bon, j'ai encore des sous, après, demain je le ferai pas », après le lendemain tu te dis... « putain, si tu étais arrivé hier on a fait une magnifique soirée, bon, on peut la refaire »

Usage de dépendance sorti de la free party et stabilité de l'insertion sociale

Après deux ans d'usage quotidien de cannabis et une période de polyusage lié au sorties en free party, une personne a 'développé' un usage de dépendance à l'opium, puis aussi l'héroïne, totalement indépendant de ce contexte d'usage. Si Alessandro parvient à préserver sa situation socio-économique, ceci n'est sans doute pas étranger aux « supports sociétaux »⁴⁴⁰ dont il dispose grâce à sa famille, quand bien même ils sont uniquement matériels.

✓ Alessandro, 26 ans, étudiant master 2 anthropologie, initié en 2006

Alessandro vit à Milan⁴⁴¹, lorsque, à 15 ans (2001) il commence à fumer de temps en temps du cannabis avec ses amis du lycée. A 18 ans, il aménage avec son frère plus âgé dans

⁴⁴⁰ Robert Castel, *Les sorties de la toxicomanie*, Fribourg, PUF, 1998

⁴⁴¹ Si Alessandro est Italien - il est un ami de Michele –, et si sa consommation d'héroïne commence en Italie, sa trajectoire d'usage (cannabis, puis produits de synthèse, puis opiacés hors du milieu festif)

une maison familiale à Rome, pour y faire ses études en sciences sociales. Ils se lancent dans la culture de cannabis et Alessandro commence une consommation quotidienne qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Il en vend un peu à ses amis pour compléter l'argent que lui donnent ses parents ; puis il cesse la revente.

À 20 ans (2006), il commence à sortir en free party. Pendant un an, il s'y rend quasiment tous les week-ends avec des amis. Il y consomme essentiellement du MDMA, du cannabis et un peu d'alcool ; il prend parfois des amphétamines lorsqu'ils restent un peu plus tard à la fête. Il expérimente également, sans vraiment les apprécier, le LSD, la cocaïne, la kétamine. Il découvre l'opium avec ses amis en retour de free party, pour amortir la descente des effets du MDMA. Entre 21 et 22 ans, ses sorties en free partys sont de plus en plus occasionnelles. Entre autres explications⁴⁴², il relie cette baisse de fréquentation à la découverte des effets de l'opium pris isolément, dans le contexte de soirées entre amis en appartement. En effet, ils détrônent ceux du MDMA dans l'appréciation d'Alessandro. Au fil des mois, il se rend bientôt en free party seulement s'il a de l'opium sur lui ; tandis que ses amis continuent à y prendre différents produits, lui y boit « *une bière* » et mange « *un peu d'opium* ».

Pendant ces quelques mois, il n'en consomme qu'une fois par semaine et le week-end, parfois en prévision d'une sortie, parfois pour en profiter seul. Il le fume le plus souvent, ou l'ingère. Il fait des pauses de quelques jours ou semaines pour limiter l'accoutumance. Après quelques temps, en référence à Baudelaire et à Flaubert, il l'utilise aussi pour améliorer ses qualités intellectuelles (concentration, endurance, créativité) lorsqu'il travaille ses cours ou doit écrire. Cependant, les quantités consommées augmentent au point qu'il est parfois trop « *défoncé* » pour étudier. Depuis quelques mois, il a repris la vente de cannabis, d'abord pour sortir et s'acheter des vêtements. Puis, il investit l'argent gagné pour acheter de plus grandes quantités d'opium et en limiter ainsi le coût. Son « *stock* » à la maison passe de 2g à 10g. C'est à ce moment là – il a 23 ans - que sa consommation devient quotidienne. Au bout de deux mois, lors d'une pause d'une semaine, il ressent le manque. Durant cette année et les deux qui suivent, il part environ quatre fois en Espagne acheter de l'opium en grande quantité. Dans cette période, il commence à comprendre qu'il est dépendant à l'opium.

À 24 - 24 ans et demi (2010), il commence à fumer rarement l'héroïne ; puis la fréquence d'usage augmente et semble devenir hebdomadaire voire pluri-hebdomadaire. Dans l'année, il aménage à Marseille pour ses études d'anthropologie. En 2011, il part avec des amis en Tchèque pour cueillir (voler) du pavot dans des champs de laboratoires pharmaceutiques. Ce passage à l'acte délinquant est un déclic : il commence à réellement remettre en question sa consommation d'opiacés. D'autant plus qu'il constate qu'elle altère ses capacités à étudier, compromet ses possibilités de travailler en sciences sociales, et lui lève l'envie de voir ses amis et sa famille et d'apprécier les moments avec eux. Aussi, en septembre 2011, il s'inscrit dans un programme méthadone en Italie. Ne ressentant pas d'effet opiacé avec la méthadone

est également décrite par des intervenants de réduction des risques en raves dans le cas de teufers français.

Il évoque notamment la détérioration de l'ambiance festive et l'arrivée de personnes plus intéressées par la revente. Mais sa propre désaffection s'explique aussi sans doute par un désintérêt pour les dimensions esthétiques (notamment musicales) et matérielles (clandestinité et autogestion) de la free party, qu'à aucun moment il n'évoque pour expliquer sa sortie dans ces fêtes.

et réalisant qu'elle ne règle pas le problème de l'attachement au rituel, il poursuit l'usage d'opium et d'héroïne, en moindres quantités. Ainsi, il redéfinit le traitement de substitution comme un prolongement de sa dépendance aux opiacés illicites, qui se double d'une dépendance au système de soins spécialisés. Il arrête le traitement et, pendant quelques mois, reprend l'usage quotidien d'opium.

Quinze jours avant l'entretien (mars 2012), il a arrêté d'en fumer et est retourné dans une structure de soins spécialisés et de réduction des risques à Marseille, Le Cabanon. Il refuse de prendre un traitement de substitution et accepte, avec réticence, une prescription d'anxiolytiques car il est très gêné par l'insomnie qu'il relie à l'arrêt de l'opium. Pour lui, « *la guerre est toujours ouverte* » : il désire en reprendre un usage occasionnel, mais doute de pouvoir y parvenir.

Usage de dépendance, rupture(s) biographique(s) et grande précarité

Les trajectoires d'usage et de vie de Rémi et de Guillaume relèvent d'un 'profil' d'usager spécifique et bien identifié par les équipes des CAARUD* et des CSAPA*, ainsi que par les professionnels de l'aide sociale d'urgence, souvent dénommé « jeunes en errance »⁴⁴³ La situation de ces personnes, âgées entre 16 et 30 ans, se caractérise par la misère et la désaffiliation. Leurs liens avec leur entourage familial sont distendus, sinon rompus, suite à des placements en institution, des décès, des abandons, ou à un départ volontaire du foyer parental, lié à des conflits, de la négligence, voire des maltraitances. Elles sont sans logement et, vivent de petits boulots, notamment saisonniers, souvent non déclarés, de la mendicité, de débrouille (récupération, troc, glanage) et de petits trafics (usage-revente de produits illicites, vol à l'arraché et à l'étalage). Si la majorité est des hommes, la proportion de femmes y est plus élevée que chez les personnes usagères de plus de 30 ans vues dans les structures spécialisées⁴⁴⁴. Chez ces jeunes gens, les liens sont plus lâches entre espace festif techno alternatif (*free partys* et *teknivals*) et polyusage, puisque, comparativement à la majorité des

⁴⁴³ Jean Michel Costes (dir.) *Les usages de drogues illicites en France depuis 1999. Vus au travers du dispositif TREND*, St Denis, OFDT, 2010 ; François Chobeaux, *Les nomades du vide*, Actes Sud, 1996, rééd. SAINT Amand-Montrond La Découverte, 2011. La notion d'errance se discute et celui d'itinérance, qui n'est pas connoté péjorativement, semble préférable. En effet, l'errance renvoie à l'idée d'anomie, d'absence de but et de rationalité dans un déplacement permanent qui empêcherait toute construction de repères. Le terme d'itinérance illustre mieux un mode de vie caractérisé par l'alternance de phases de sédentarité et de mobilité, au gré de rencontres et d'opportunités saisies par le sujet ou dont il est soudainement privé (emploi, ouverture d'un squat, création de lien d'amitié, rencontres avec un professionnel spécialisé). Ces rencontres, cette mobilité et les espaces traversés et investis sont aussi au cœur de processus de socialisation, de construction identitaire et d'acquisition de savoirs, de savoir faire et de savoir être. Ce terme d'« itinérance » est également plus cohérent avec le terme « nomade » que ces jeunes utilisent qualifier leur mode de vie (F. Chobeaux, *op. cit.*). Il est ainsi plus respectueux de la tonalité à la fois plus poétique et plus idéologique, qu'ils donnent à ce qui est aussi une stratégie d'adaptation à des environnements familiaux ou institutionnels qui sont sources de souffrances et à un contexte de précarisation des conditions d'accès et de stabilisation dans un logement et un emploi, notamment pour les moins de 25 ans (Emmanuelle Hoareau, Eric Gondard, « Les personnes usagères de substances psychoactives reçues dans les CAARUD et les CSAPA de Montpellier. Etat des lieux des caractéristiques sociodémographiques des personnes, de leurs pratiques d'usage et de leurs besoins en termes de réduction des risques et d'aide médicosociale », GRVS, grvs06.org, 2015).

⁴⁴⁴ Jean-Michel Costes, *op. cit.*

ravers et teufers, celui-ci s'inscrit plus volontiers dans la semaine et qu'il se caractérise plus souvent, chez certains, par un usage de dépendance aux opiacés (sulfates de morphine et/ou héroïne) ou aux stimulants (la cocaïne le plus souvent, les amphétamines, la Ritaline®).

Ainsi, les expériences d'usage de Guillaume et de Rémi se distinguent du point de leur articulation avec la sortie en free party. Contrairement à Alessandro, leur usage de dépendance s'inscrit dans une histoire marquée par une ou des ruptures biographiques, plusieurs déplacements d'une ville l'autre et la succession de différentes périodes de grande précarité et d'insertion socioprofessionnelle. Si l'usage d'héroïne de Rémi débute dans le contexte de la free party puis en sort, celui de Guillaume se construit indépendamment – il insiste là-dessus –, notamment car il l'investit d'une signification qui n'est pas « festive » et d'une fonction qui transcende les contextes d'usage.

✓ **Rémi, 21 ans, sans emploi, initié en 2006⁴⁴⁵**

Rémi a 12 ans et vit à Nancy lorsqu'il lit *L'herbe bleue*, trouvé dans le grenier de la maison de sa grand-mère. Il a expliqué un peu plus tôt dans l'entretien qu'il a été « fasciné par l'injection » et ce, « dès gamin », et qu'il a « toujours su qu'(il) allait consommer (des produits illicites) et qu'(il) allait injecter ». Il inscrit cette attirance pour l'injection dans une fascination plus large pour « l'autodestruction ». Entre 13 et 14 ans, il « se met tout le temps en danger » : à plusieurs reprises, il fugue, fait du stop sur l'autoroute la nuit. Vers 13 ans, il commence à boire de l'alcool et à fumer du cannabis, de temps en temps. Passées les premières expériences de cannabis, il n'en fume plus car le produit le rend « pas bien ». A 13 ans toujours, il passe trois mois dans la rue avec « des punks anarchistes ». Il bénéficie ainsi d'un suivi par la P.J.J. et d'un placement en famille d'accueil.

L'année de ses 15 ans, il lui arrive de sortir plusieurs fois par semaine dans les bars avec une copine pour boire « énormément (d'alcool), à vomir ». La même année, après un séjour de rupture avec la P.J.J., il refuse de retourner dans sa famille d'accueil et se fait émanciper. Il commence un apprentissage et prend un appartement dans la banlieue parisienne. Le week-end, il sort avec des amis, plus âgés que lui de 3-4 ans, dans des raves ou des discothèques techno à Paris, où il prend de l'ecstasy, de la cocaïne, des amphétamines ; il expérimente le LSD. Ses amis lui parlent de la free party.

En mai 2006, il rejoint ses amis parisiens à son premier teknival (Chavannes). Il est déçu de l'ambiance⁴⁴⁶ et, ayant « surconsommé » (MDMA, LSD, amphétamines), les jours suivants, il ne se sent pas bien. Néanmoins, il reste désireux de découvrir la free party. Mi 2006, il se réinstalle à Strasbourg, et rencontre de nouveaux amis avec lesquels il part en free party une à deux fois par mois. Il consomme surtout du MDMA et du speed, mais commence aussi à prendre de l'héroïne en la sniffant, plus facile à trouver « dans la rue » que les produits de synthèse. Début 2007, il en prend deux trois fois par semaine, parfois une trace sur le lieu de travail. Il boit toujours beaucoup d'alcool. Il a du mal à garder un emploi, et l'explique par sa personnalité – et non par sa consommation.

⁴⁴⁵ L'entretien a lieu en mai 2011.

⁴⁴⁶ En l'occurrence, il s'agit d'un teknival légal, qui attire des personnes non initiées aux valeurs 'communautaires' de la free party.

À la fin du premier semestre 2007, il a près de 17 ans et commence à consommer quotidiennement de l'héroïne et à faire des allers retours en Hollande pour en acheter. Lors d'une formation au BAPAAT⁴⁴⁷ dans les Alpes pendant deux mois, privé d'héroïne, il découvre le manque et le régule par une alcoolisation quotidienne, dès le matin (« *deux ou trois fois dans la journée, je me buvais un pastis bien chargé ou un verre de rhum et le soir je buvais* »). A ce moment là⁴⁴⁸, suite à une prise de speed par voie nasale, ses parois nasales s'enflamment et il ne peut plus rien prendre par le nez. Au bout de trois jours, il passe à l'injection pour pallier au manque d'héroïne. Il apprécie notamment ses effets dans le ressenti de la musique « (*en free party*) *dès le lever du soleil, j'envoyais un demi gramme d'héroïne en injection et j'allais devant le son, j'adorais cette sensation un peu de... ouais, de planer* [De baigner dans la musique] *Ouais, voilà, plus (+) vraiment de baigner, et de sauter, mais plus (+) la sentir dans le cérébral* ». Quelques semaines après, il commence un traitement au Subutex®, mais l'utilise seulement en gestion de la pénurie d'héroïne. Il adopte une chienne et ceci l'aide à diminuer sa consommation. Un peu plus tard, il consulte un hypnotiseur : l'expérience produit un tel choc émotionnel que, persuadé qu'elle a suffi, Rémi jette son traitement et arrête de prendre de l'héroïne pendant trois mois. Il lit et s'occupe de sa chienne pour « *se changer les idées* ». Au bout de trois mois, il reprend de l'héroïne lors d'une soirée avec des amis, et recommence un usage quotidien « *comme un crétin* ». Fin 2007, un ami proche meurt d'overdose d'héroïne et « *là c'est devenu un peu plus concret le risque* ». De plus, il n'a alors plus de travail, plus d'appartement, vole sa mère et son beau père, et les relations avec sa famille se dégradent.

Il part vivre à Paris pendant un an et demi. Il y habite chez ses amis parisiens ou dans des squats, fait la manche. Au début, il prend du Subutex® acheté au marché noir ; bientôt ça ne lui « *convient* » plus. Aussi, pendant quelques semaines, il injecte du Skénan® ; mais il fait des œdèmes, dont un facial qui le « *calme* ». Il débute alors un traitement méthadone au bus de Médecins du monde et arrête l'héroïne. Il passe par une période d'injection quotidienne de cocaïne, avant de découvrir et de préférer sa prise en free base. Durant toute cette année, il ne part pas en free party ; il y retourne pour le teknival du premier mai 2008. Juste après, il passe deux mois à La Rochelle, dans un studio qu'une amie lui prête. Il poursuit son traitement méthadone et une consommation quotidienne de cocaïne en injection et d'alcool. Il y sympathise avec une femme plus âgée, en état d'ivresse alcoolique et qui suit un traitement benzodiazépines. Ils se voient pendant plusieurs semaines et un matin, alors qu'ils ont bu des bières 8°6 et pris deux grammes de cocaïne le soir et ont dormi ensemble, il la trouve morte à côté de lui. L'évènement le choque ; il rentre à Nancy chez sa mère.

En septembre, il s'installe chez sa grand-mère et s'inscrit à des cours du soir pour préparer le bac en candidat libre. Fin 2008, il s'installe à Strasbourg chez son amoureux, un musicien. De septembre 2008 à avril 2009, il ne sort pas en free party, suit son traitement et consomme à trois ou quatre reprises de la cocaïne en sniff lors de soirées avec des amis. En avril 2009, son compagnon lui annonce qu'il part faire le conservatoire de Berlin. Rémi « *pète un plomb* » et 'descend' avec son camion et ses deux chiens à Marseille. Il a envie de retourner en free party mais n'a pas les contacts. Début 2010, il y retourne avec un nouveau compagnon et ses amis,

⁴⁴⁷ Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien de la Jeunesse et des sports.

⁴⁴⁸ Les dates sont approximatives, mais il précise qu'il la prend par voie nasale pendant un an.

deux à trois fois par mois. En free party, il a de « *grosse conso* » de speed, de MDMA, de cocaïne (son produit préféré) consommée en free base ; il prend parfois de l'opium en descente, et de temps en temps des champignons hallucinogènes car c'est les seuls psychodysléptiques qu'il « *supporte* ». Il lui arrive parfois d'injecter la cocaïne lorsqu'il ne ressent pas les effets en la fumant. Il continue son traitement méthadone, n'a jamais repris d'héroïne depuis 2008 et « *(croit) qu'(il) y retouchera pas* » et sa pratique d'injection est devenue occasionnelle – à l'exception d'un rythme quotidien pendant une semaine il y a quelques mois. Il lui arrive de consommer seul en semaine de la cocaïne, du speed (pour faire le ménage) ou de la kétamine. Il ne travaille pas et vit à moitié chez son amoureux, et à moitié dans sa voiture⁴⁴⁹.

La trajectoire de Guillaume, gestion du traumatisme et exigence de vigilance

Approche descriptive

Lorsque je le rencontre, Guillaume est âgé 24 ans. Il vit en squat et fait des petits boulots non déclarés, recourt sans doute à la mendicité. Il ne précise pas l'année, mais il semble s'être rendu en free party dès 13-14 ans, soit en 2002-2003 – puisque lorsqu'il commence à y consommer des amphétamines à 16 ans, il dit qu'il y allait « *déjà depuis longtemps* ».

Il manque de nombreux éléments concernant la chronologie précise, le mode de vie et les sources de revenus, le passage à l'injection, l'arrivée à Marseille et les consommations après l'arrêt de l'héroïne. En fait, l'entretien est particulièrement bref (1h) pour diverses raisons⁴⁵⁰ et Guillaume semble vouloir donner une représentation, sinon de l'ensemble de ses usages de produits, du moins de sa pratique d'injection plus édulcorée, moins mortifère, qu'elle ne l'est ou ne l'a été. Néanmoins, il contient des éléments subjectifs qui permettent de comprendre la morphologie de sa trajectoire d'usage et dont je ne disposais pas dans l'entretien de Rémi – entretien exploratoire du début de la recherche. En effet, Guillaume verbalise la réflexivité et les affects éprouvés à des moments clés de sa trajectoire et des éléments biographiques qui permettent de comprendre l'inscription de l'héroïne dans son histoire. La description et l'analyse de sa trajectoire d'usage s'appuieront sur sa propre distinction de trois périodes ou *séquences significatives* dans sa relation aux substances : la

⁴⁴⁹ L'entretien a lieu dans sa voiture.

⁴⁵⁰ Lorsque je l'ai rencontré, par l'intermédiaire de l'assistante sociale de la mission rave de Médecins du monde Marseille, il a accepté volontiers de s'y prêter. Mais dès le début de l'entretien, il me dit qu'il ne veut pas parler des dimensions personnelles de sa pratique, ce qui me demande d'autant plus de délicatesse dans mes questions et mes relances. En outre, l'entretien se passe un mercredi après midi dans un petit parc de quartier où il promène son chien : les cris des enfants, les allers et venues des passants et les saluts de ceux qui le connaissent, et la circulation routière compliquent le dialogue. De plus, un peu plus loin, se trouvent sa toute nouvelle petite amie, son meilleur ami et une copine, auxquels il jette souvent un coup d'œil, comme impatient de les rejoindre. Nous sommes aussi en février, le mistral souffle et le froid de fin d'après midi donne envie d'abréger la discussion. Et après 45 minutes de discussion, il raconte ce dont il m'a d'abord dit ne pas vouloir parler : ce surgissement inattendu et la violence du récit me déstabilisent complètement. J'écourte l'entretien craignant d'autant plus de l'agacer ou de me montrer intrusive et voyeuriste.

consommation de cannabis avant l'héroïne, celle de consommation d'héroïne, et celle qui suit son arrêt.

Guillaume vit en Aveyron avec sa mère, son beau père et son petit frère lorsqu'il fume son premier joint à « *dix ans et demi* » (1999) avec des amis au collège, moins par curiosité que par « *un entraînement de groupe* ». De cette première fois, il se rappelle que « *ça défonce la gueule, ça fait rigoler* ». L'expérimentation est sans doute facilitée par le fait que depuis qu'il est « *tout petit* », ses parents – qui se sont séparés durant son enfance – fument du cannabis et en font pousser. Son père « *vit dans une yourte, c'est à moitié un punk* ». C'est sans doute aussi à cette époque qu'il assiste à la consommation d'opium par des amis de son père : « *y'a beaucoup des gens, un peu les communautés babos, tout ça, où ils fument l'opium, les potes à mon père, j'ai déjà vu quand j'étais petit, dans les tipis* ». Il est aussi possible qu'il ait été familiarisé à l'usage par l'intermédiaire d'un « *pote d'enfance* » dont la mère est une ancienne travelleuse, qui a voyagé avec les UFO – un des plus vieux sounds systems techno anglais, qui se sont exilés en France lorsque le gouvernement anglais a réprimé les raves clandestines au début des années 90. Dans l'année qui suit, il fume du cannabis d'abord de temps en temps avec ses amis, puis quotidiennement à partir de « *11 ans et demi* ». Il évoque un cours de Vie Sociale et Professionnelle (VSP) au collège, au cours duquel la « *contre apologie* » des produits illicites, et notamment de l'héroïne lui donne plutôt donner « *envie de voir par (lui)-même* ».

Il semble que c'est à cette époque qu'il est violé par son beau père⁴⁵¹. Il n'en parle à personne car il « *culpabilise* », ayant « *l'impression que c'est (lui) qui l'avais attiré* », et qu'à ce moment là, sa mère est enceinte. Cet événement explique peut être sa précision de l'âge (« *et demi* ») auquel il commence à fumer quotidiennement du cannabis. Sa curiosité pour l'héroïne y est-elle aussi liée ? Quelques mois après la naissance de ses deux demi-frères, à 12 ans et demi, il part seul à Montpellier.

Première séquence (12 ans et demi - 21 ans)

À Montpellier, il se retrouve « *dans le milieu de la rue* », « *avec des gens qui prenaient (de l'héroïne)* ». Vers 13 ans (2001), il l'expérimente grâce à « *une connaissance vite fait* ». Cette expérimentation se situe dans un contexte. En effet, Montpellier est une ville qui attire nombre de personnes, plus ou moins jeunes, qui « *zonent* », se déplacent de ville en ville et, durant les décennies 90-2000, les squats y sont nombreux dans le centre ville. Les opportunités d'emploi saisonnier, notamment durant l'été y sont nombreuses, et l'ambiance de la ville se caractérise aussi par une population estudiantine particulièrement importante. La place centrale de la Comédie est un lieu ressource pour chaque nouvel arrivant : située entre la gare, des terrasses de café, le vieux centre ville très animé et un rôle commercial, elle est propice aux activités de mendicité, de larcin, de trafics et aux rencontres. Il est donc probable que Guillaume s'est tout de suite intégré dans ce petit monde de la rue, notamment à la faveur d'attitudes de protection étant donné son âge.

⁴⁵¹ Certaines formulations s'expliquent par le fait que durant les trois premiers quarts d'heure de l'entretien, il évite de me parler de ce qu'il a subi.

Il souligne que, contrairement à l'initiation du cannabis qui relevait plutôt d'une « logique d'imitation des pairs »⁴⁵², cette première fois est « *une envie personnelle de se changer les idées* ». Cette première fois le marque par le bien être ressenti « *Quand t'essaie, tu tapes une trace, t'es trop bien, t'as envie de faire plein de choses, limite t'as envie de faire tout ce qui te passe par la tête, tout ce que t'aurais envie en temps normal si t'avais pas eu des soucis qui font que t'as plus envie* ». Ce bien être ne se limite pas au plaisir, au sens pharmacologique du terme : « *Ça a remplacé mon envie de vivre l'héro* ». Comme Guillaume l'exprime, ce plaisir se substitue à son désir de vivre, lui permettant de retrouver goût aux choses, alors qu'il est tenté – plus ou moins lucidement – par le suicide ou l'assassinat de son beau père. En effet, « *si (il) avait pas eu la came (il se) serait foutu en l'air (...) ou (il) aurait fait un mort* ».

Dans les mois qui suivent, il semble que sa fréquence de consommation augmente rapidement jusqu'à devenir quotidienne. A plusieurs reprises, il insiste sur le fait que sa consommation n'a rien à voir avec l'usage convivial et pour « *la rigolade* » de l'opium qu'il a vu dans les « *communautés babos* »⁴⁵³. Elle n'est que « *pour (lui)* », « *y'a pas le côté euphorique, ou le côté festif, j'en ai jamais fait tourner dans les soirées à le fumer...* ». Il est moins indifférent au risque d'overdose qu'il ne l'occulte au regard du bénéfice qu'il trouve dans l'usage à « *avoir envie de faire des choses* » et à « *se changer les idées* ». Il n'explique pas où – vraisemblablement en squat – ni de quoi il vit jusqu'à ses 16 ans. Il souligne qu'il n'a jamais fait de « *plan chelou* » (petits actes de délinquance) pour acheter de l'héroïne. On peut ainsi supposer qu'au tout début, il en achetait grâce à l'argent de la manche ou à des pratiques de troc, courantes chez les personnes en grande précarité : nourriture récupérée ou menus services (surveillance d'affaires et du squat, gardiennage de chien) contre produit.

De plus, sa manière de raconter laisse penser qu'il trouve assez tôt - avant 16 ans, en obtenant un contrat d'apprentissage ? -, un emploi en 2/8 dans une usine, et un appartement (il paye un loyer et des charges)⁴⁵⁴. Lorsqu'il n'a plus d'héroïne, il s'alcoolise massivement et/ou consomme de grosses quantités de cannabis (« *c'était soit 5L de cubi de rouge, soit 10g de shit par jour, soit la came* »). Si les produits diffèrent, il s'en sert « *vraiment pour (se) casser le cerveau* », mais aussi pour « *éviter de prendre du Lexomil®, les benzo* ». Il ne veut pas prendre ce que je nomme « *les trucs qui font oublier* » ni être obligé de raconter son histoire

⁴⁵² Céline Verchère, « Significations et logiques de l'usage de psychotropes en lien avec le contexte festif techno : enjeux identitaires et sociaux », in Michel Joubert, Pilar Giraux-Arcella, Chantal Mougin (dir.), *Villes et toxicomanies. De la connaissance à la prévention*, Ramonville st Anne, Erès, 2005, pp. 117-138

⁴⁵³ Dans la mesure où à cette époque il était « petit », Guillaume fait sans doute référence à la fin des années 90. L'opium a toujours été un produit peu accessible dans l'espace festif techno, car il circule en petite quantité et dans de petits réseaux d'interconnaissance. Néanmoins, en 1997-98, sur 885 ravers, 22% en ont déjà pris au moins une fois et, sur 219 personnes s'étant prononcées sur la fréquence de consommation au cours des trois derniers mois, 49% en a pris une à trois fois, 12% quatre à dix fois, et 11% plus de dix fois. Christian Sueur (dir.), *op. cit.*

⁴⁵⁴ « *Quand j'ai commencé l'héro, j'en ai pris tous les jours, après il s'est rien passé d'autre, il s'est passé que... que je vivais avec la came. Après qu'est ce qu'il s'est passé ? Il s'est passé que je travaillais, que je mettais mes tunes dedans [Oui, tu bossais quand même à côté] Ah oui, oui, oui, j'ai pas fait des plans chelou pour me la payer, je bossais... genre je bossais dans une usine* »

pour obtenir une prescription médicale (« *jamais eu envie d'en parler ni avec un psy, ni avec un éduc* »).

Au fil des mois, les quantités consommées sont exponentielles, il consomme « *tout le temps* », chez lui comme au travail, à tel point qu'il ne connaît pas le manque. « *J'ai choisi ma fréquence, c'était tout le temps, pendant un moment, jusqu'à ce que je décide d'arrêter la première fois, j'ai jamais connu le manque, j'ai jamais été en manque, même j'ai jamais connu le moment où, tu vois, quand ça commence à redescendre ou quoi, j'ai...* [Oui, parce que t'as toujours consommé] *J'ai toujours consommé. Je tapais une trace tous les quarts d'heure, toutes les demies heures, je sais pas, même au travail. Même au travail, n'importe où* ». A un moment, bien qu'en plus des huit heures quotidiennes, il fasse des heures supplémentaires, il dépense tout son argent en héroïne, au point parfois de ne pas réussir à payer l'électricité ou le loyer. Aussi, il finit par se lancer dans la revente d'héroïne pour financer sa consommation : il se rend « *tous les mois en Espagne chercher (ses) 100 g* ». Mais sa consommation s'élèverait alors à « *10g, 15g, tous les jours* »⁴⁵⁵ et même s'il en vend « *pas mal* » et « *claque toute (sa) paye* », il n'arrive pas toujours à honorer son loyer.

Vers ses 16 ans, sa mère l'appelle pour qu'il vienne en Aveyron – laissant penser que même s'il n'y est jamais retourné, il a gardé le lien avec elle. Lorsqu'il arrive chez elle, elle lui apprend que ses deux demi frères sont chez le médecin pour une expertise, car leur instituteur ou institutrice a trouvé qu'ils faisaient des dessins « *bizarres* ». Il apprend alors qu'ils ont subi des violences sexuelles de leur père – son beau père. Sur le moment, il a « *encore plus culpabilisé, parce que si (il) avait parlé* », il pense que ce ne serait pas arrivé et il « *(pète) un câble* » : il plante « *165 coups de fourchette* » dans le visage de son beau père, il a « *essayé de faire un meurtre* ». Il part en garde en vue - mais n'explique pas comment se solde son acte sur le plan juridique. Sa mère porte plainte pour ses deux demi frères, mais pas pour lui – peut être se tait-il encore sur ce qu'il a subi. Expliquant que c'est le contexte de « *l'affaire d'Outreau* », Guillaume sous entend que son beau père prend *seulement* deux ans de prison avec sursis et deux ans d'obligation de soin.

Entre 14 et 17 ans environ⁴⁵⁶, il sort parfois en free party « *surtout pour la musique* » ; mais il n'y consomme pas d'autres produits que l'héroïne, l'alcool, le cannabis⁴⁵⁷. A partir de 16 ans, il y expérimente l'ecstasy et prend parfois « *un peu de speed* » au matin pour lutter contre le coup de fatigue. Dans la mesure où cela correspond à l'époque où sa mère l'appelle et où il repart en Aveyron, il semble que cette orientation vers les stimulants soit liée au fait que ses sorties en free partys se fassent avec des amis d'enfance. S'il ne consomme pas d'héroïne avec ses amis, c'est parce qu'il n'a ni envie qu'ils le stigmatisent, ni de prendre la responsabilité de les amener à cette consommation qui peut devenir une aliénation :

⁴⁵⁵ Ces quantités semblent exagérées, même si l'on considère que sa consommation a démarré très tôt – et qu'il y serait donc d'autant plus accoutumé. En même temps, elles restent possibles s'il continue à consommer par voie nasale et illustrent qu'effectivement, il consomme « *tout le temps, tout le temps* ».

⁴⁵⁶ En fait, il ne précise pas l'époque, mais il explique que lorsqu'il commence à prendre des amphétamines.

⁴⁵⁷ Il ne précise pas l'aire géographique ; mais Montpellier et ses environs ont toujours été dynamiques en terme d'organisation de raves et de free partys (Guillaume Kosmicki, *Free party. Une histoire, des histoires*, Gémenos, Le mot et le reste, 2010).

« Je savais que c'était pas trop un produit festif comme le MD, maintenant il commence à y en avoir, à l'époque c'était plutôt un truc de toxico donc... [A la limite, tu pouvais te faire mal voir] Ouais, et puis d'un côté, je savais que c'était un produit violent, fin violent pour l'esprit et tout, et puis même, moi, je me voyais pas aller payer des traces à des potes qui en prenaient pas de la came, j'avais conscience quand même de ce que c'était ».

Il ne précise pas quand il passe d'une consommation par voie nasale à l'injection, ou qu'il commence à alterner ces deux voies d'administration. Sa première expérimentation de l'injection se fait avec les amphétamines : on peut donc supposer que ce passage a lieu vers 16 ans, lorsqu'il a appris à en apprécier les effets. Il dit avoir appris à s'injecter *« tout seul »*, mais il est plus probable qu'il ait d'abord longtemps observé et entendu parler de cette pratique chez les personnes avec lesquelles il vit dans les squats durant les premières années à Montpellier. En fait, il semble que ce soit une manière de minimiser la fréquence de son recours à l'injection. Il dit d'abord n'avoir essayé d'injecter l'héroïne qu'une seule fois *« pour voir ce que ça faisait »*, mais le fait qu'il ait travaillé avec le bus d'échange de seringues de Aides à Montpellier laisse penser qu'il a une relativement bonne connaissance personnelle de cette pratique. En effet, l'intégration d'un usager dans une équipe d'intervenants de réduction des risques repose sur sa connaissance personnelle des pratiques d'usage de substances illicites. S'il se retrouve dans ce bus, c'est qu'il a très probablement acquis un certain nombre de savoirs et savoirs faire sur l'injection.

C'est à partir de 17 ans qu'il semble se rendre plus fréquemment en free party dans son propre camion, souvent seul avec son chien ou sa copine du moment. Mais en dehors de l'héroïne et des amphétamines, ces consommations ou ces expérimentations de produits de synthèse ne deviennent jamais régulières. Il dit ainsi qu'il n'a *« jamais eu assez d'expériences avec des prods comme ça »* pour bien en comprendre les effets sur lui-même – contrairement à ce qu'il dit de sa pratique d'injection, ces propos semblent mieux rendre compte de la réalité de la pratique. Il prend à plusieurs reprises du LSD, des champignons hallucinogènes et de la mescaline. Si ça le rend *« euphorique »* et le fait *« rigoler »*, *« au niveau de l'esprit, ça (le) fait pas partir tout »*, contrairement à ses amis. Comme il ne ressent ni modification des perceptions, ni changement du cours de la pensée, il ne débute pas une consommation de produits hallucinogènes. Il évoque également deux-trois prises de MDMA pour accompagner les relations sexuelles *« avec une meuf »* ; mais *« ça (lui) a pas plût, (il) préfère être (lui)-même »*. Enfin, il est probable qu'il démarre à ce moment là un usage occasionnel de cocaïne.

À cette période, lors d'une free party, il consomme accidentellement de la kétamine. Ressentant une *« migraine pas possible »*, il *« flippe »* et part dormir. Au réveil, comme prévu, il part travailler, c'est-à-dire préparer le repas d'une personne âgée à son domicile, puis rentre chez lui et se rendort. Lorsqu'il se réveille, il n'a *aucun* souvenir des heures précédentes à partir du moment où il est allé se coucher à la free party. *« La kéta j'en ai jamais repris (il rit) parce que je me souviens même pas d'être rentré chez moi, d'avoir fait 30 km (en conduisant), je me rappelle même pas avoir parlé à la mère à ma fille, ni avoir fait le petit déjeuner de la mamie, rien de ce que je fais le matin, qui était apparemment normal comme d'habitude (...) La kéta ça m'a pas plût, jamais j'en retoucherai... »* Pour lui, ce qui est

encore aujourd'hui difficile à accepter c'est de ne pas avoir agi en ayant conscience de ce qu'il faisait, d'avoir « *tout fait normalement sans le savoir* ». Depuis, il n'a jamais repris de kétamine.

Début 2007, à 19 ans environ, il décide d'arrêter l'héroïne parce que « *ça fait quelques temps qu'(il) en prend* » (entre six et sept ans), « *qu'(il) fout beaucoup d'argent dedans* », mais surtout « *pour gérer la petite* » fille dont il vient d'être le papa. Il demande à son père de l'héberger pour l'aider à décrocher ; après quinze jours, il rentre chez lui où il reprend sa consommation quotidienne. Alors qu'il n'avait « *pas forcément une mauvaise image* » du produit, avec cette première tentative, il a découvert le manque et « *a vu que c'était dur d'arrêter* ». Cette expérience lui fait réaliser que le « *coût* » réel de sa consommation est d'abord existentiel, puisqu'elle « *passse au dessus de tout dans la vie* », qu'elle amène à sacrifier la réussite sociale, ou du moins l'insertion (« *l'ambition* »), mais plus encore, l'autonomie de pensée et « *la vie de famille* ». Dans les mois qui suivent semble-t-il, il se sépare de la mère de sa fille – sans en préciser les raisons – et ne voit plus sa fille pendant trois ans. Il continue à consommer massivement de l'alcool et du cannabis lorsqu'il n'a pas d'héroïne, et autrement, ne semble avoir qu'un usage modéré, voire occasionnel de ces deux produits – d'ailleurs il dit n'avoir jamais été ivre en dehors de ces épisodes de gestion du manque d'héroïne.

Deuxième séquence (22 - 24 ans)

Il y a deux ans (2010), il décide de nouveau d'arrêter de prendre de l'héroïne cette fois avec l'aide d'un traitement de substitution. Au bout d'un mois, Guillaume a « *baissé des ¾* » les 8mg quotidien que lui a prescrit le médecin ; aussi il retourne le voir pour lui demander de baisser le dosage. Mais le médecin refuse : « *y'a un protocole à suivre, c'est impossible, tu vas retomber dans la came* », et moi je lui dit « *mais non, moi j'ai pas besoin de 8 mg, j'en prends deux (mg) tous les deux jours, j'ai pas besoin de 8mg par jour* ». Aussi, Guillaume arrête progressivement en diminuant le dosage selon son propre rythme. Il explique cette rapidité par le fait qu'il avait « *vraiment envie d'arrêter* » et qu'il n'en a donc pas éprouvé de difficulté particulière. « *Depuis (il n'a) jamais retouché une tête d'épingle* » d'héroïne. Sans préciser s'il y a un lien avec cet arrêt, il a recommencé à voir sa fille « *occasionnellement* ».

Par ailleurs, en dehors de la période où il s'alcoolisait massivement en gestion du manque de l'héroïne, il souligne plusieurs fois qu'il ne s'alcoolise jamais dans une recherche ludique d'ivresse, y compris en free party. Il semble ainsi qu'il ait toujours eu un usage très régulé d'alcool, qu'il apprécie notamment lorsqu'il a travaillé. « *j'ai jamais pris des cuites à être bwouh (mime l'ivresse), à rigoler, en teuf. Je bois une bière pour rigoler, je bois une bière l'après midi comme quand je travaille, pareil, je vais sur un chantier, je me prends une Leffe®, je m'arrête à 4h, je me bois ma Leffe®, je suis content mais ça va pas me... (mettre ivre) [Ça te plaît pas de... (être saoul)] Non, du tout* ». De même, son usage d'amphétamines en free party est modéré puisqu'il s'y rend rarement et n'accepte pas systématiquement lorsqu'un ami ou une rencontre lui en propose. Il est probable qu'il y consomme également parfois de la cocaïne.

Il est possible que ce soit à la suite de l'arrêt de sa consommation d'héroïne, qu'il ait commencé à injecter la cocaïne – ayant du mal à se défaire du rituel et des sensations de l'injection. En effet, il dit faire, plusieurs fois par an, des périodes de plusieurs jours de consommation quotidienne de cocaïne ou de free base en injection (*« de temps en temps session avec un peu de speed, un peu de coke, un petit peu, pas la journée entière, me mettre à fond »*). Il recherche la stimulation puisque prendre ces produits *« c'est pas pour rester à la maison »* et ça ne l'empêche pas d'aller promener ou faire des tags. Il explique que si *« le speed ça va encore »*, sniffer de la cocaïne *« ça (le) met pas bien »*, tandis qu'inhaler le free base *« ça (le) rend fou, (il) tue quelqu'un »*. Il sent que les stimulants, surtout le free base, désinhibent une violence intérieure, qu'il arrive à gérer avec ses amis, mais qu'il doute de pouvoir contenir avec un inconnu. *« Je tape une trace (de cocaïne) déjà, ça me met pas bien [T'es agressif] Non, je suis pas agressif avec mes potes et tout, mais il faut pas que je m'embrouille avec quelqu'un, il faut pas que quelqu'un... j'aurais beaucoup plus facilement la rage puis je me retiendrais pas »*.

En 2011 - un an avant l'entretien -, il apprend que son frère, de 4 ans son cadet, a été violé à la même époque que lui. Ils portent plainte tous les deux et depuis son beau père est en prison *« pour (eux) »*. Trois semaines avant l'entretien, il y a eu constitution de partie civile, et dans un mois doit avoir lieu la confrontation avec le beau père. Guillaume *“(sait) qu'il va prendre quand même pour quelques années”*. Dans la semaine qui a suivi la constitution de partie civile, il a arrêté de fumer du cannabis et, à l'exception de l'alcool dont il parle encore au présent, il dit avoir *« tout arrêté »* des produits parce que *« maintenant (il se) dis qu'(il) en (a) plus besoin, pour (lui) c'était vraiment une béquille, (...) maintenant tout va bien »*.

Cependant, différents éléments laissent penser qu'il poursuit une consommation en injection de stimulants bien plus régulière qu'il ne le dit. En effet, il se contredit quant à l'ampleur de sa pratique d'injection : à un moment, il dit ne l'avoir fait qu'une fois, et à un autre, avoir essayé plusieurs fois, avec l'héroïne et avec les amphétamines. En l'occurrence, avant et après l'entretien, la coordinatrice de la Mission rave de Marseille, à laquelle il a confié son histoire et qui nous a présentés, m'explique qu'il a une pratique d'injection plus élevée qu'il ne le dit : ses *« sessions »* actuelles de cocaïne, de free base ou d'amphétamine injectés sont plus fréquentes et plus longues. D'ailleurs, ceci est confirmé par la description qu'il fait de son apprentissage de l'injection (*“Tu vas à la pharmacie, tu choppes un Stéri(box®), tu te dis « tiens, on va essayer », « ça passe pas, dans ce sens là, ça le fait pas », le speed ou quoi, « ah moyen dans ce sens là, on va essayer dans l'autre sens, on essaie autre chose »*) et par le fait qu'il a été en mesure de donner des conseils d'éducation aux risques liés à l'injection et de parler du Steribox® dans le cadre de son bénévolat au sein de l'association Aides à Montpellier – indépendamment d'une formation. Enfin, trois mois après l'entretien, dans une free party, je l'accueille au stand de la Mission rave où il vient chercher un kit d'injection ; puis, je le croise deux ans plus tard dans une station de métro, sise aux abords d'une cité marseillaise très fréquentée par les usagers en grande précarité pour y acheter de la cocaïne.

Approche clinique

L'approche clinique de la trajectoire d'usage renvoie aux postulats théoriques et méthodologiques de la sociologie clinique⁴⁵⁸. Considérant la récursivité des rapports entre l'individu et la société⁴⁵⁹ et l'intrication du social et du psychique, celle-ci appréhende l'expérience sociale comme une improvisation du sujet à partir de ses conditions historiques, sociales, culturelles et économiques d'existence. Considérant également que les individus disposent d'un savoir sur leur expérience, la sociologie clinique privilégie une démarche de co-construction du savoir⁴⁶⁰. Ceci implique d'intégrer dans l'analyse la réflexivité et les affects que le sujet exprime à propos de son expérience comme des données heuristiques, complémentaires à la description des pratiques et des faits et à l'explicitation des significations sociales qu'il leur donne. Concrètement, cela se traduit dans une reconstitution de la trajectoire d'usage qui ne s'en tient pas à une description des modalités d'usage et de leur évolution dans le temps. Comme l'illustrent les parties précédentes, il s'agit d'intégrer, dans le corps du texte, les propos qui verbalisent la dimension subjective de l'expérience, ainsi que les événements dans ses autres « lignes biographiques »⁴⁶¹ que la personne évoque pour « s'expliquer »⁴⁶² sur les formes de son expérience et la manière dont elle l'a vécue.

Par ailleurs, les trente entretiens réalisés avec des ravers ou teufers ont permis de mettre en évidence que le récit de l'expérience se construit systématiquement autour de faits et de périodes qui ont particulièrement affecté ou fait réfléchir la personne sur l'usage de produits illicites, sur sa propre pratique d'usage et sur ce qu'elle considère comme *acceptable ou envisageable pour soi* en termes de dommages éventuels et de risques pris. Ce découpage subjectif de l'histoire de ses consommations est une manière d'exprimer ce que la personne a compris et sait de son rapport à l'usage. Pour le/la sociologue, il permet de dégager des pistes de compréhension plus fines de son rapport à l'usage, du sens dont elle l'investit, que ne le permettrait une distinction des étapes sur le seul critère des « caractéristiques *objectives* » de sa pratique⁴⁶³. Aussi, la notion de *séquence significative* – c'est-à-dire du point de vue de la personne – sera préférée à celle d'étapes et la notion d'*événement marquant* met en exergue des faits qui participent de la « *problématisation* » subjective de l'usage, de la manière de vivre et d'interroger ses bénéfices et ses préjudices⁴⁶⁴.

⁴⁵⁸ Vincent De Gaulejac, Françoise Hanique, Pierre Roche (dir.), *La sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques*, Monts, Erès, 2007.

⁴⁵⁹ La sociologie clinique postule l'absence de déterminisme des conditions sociales, culturelles et historiques d'existence sur les manières de penser, de se définir et d'agir des individus. Ceux-ci sont toujours capables, bien que dans des marges différentes, d'improviser, c'est-à-dire de s'émanciper et de créer à partir des rapports sociaux dans lesquels ils sont pris. Vincent De Gaulejac, Françoise Hanique, Pierre Roche (dir.), *op. cit.*

⁴⁶⁰ Vincent De Gaulejac, Françoise Hanique, Pierre Roche (dir.), *op. cit.*

⁴⁶¹ Albert Ogien, *Sociologie de la déviance*, Baumes-les-Dames, Armand Colin, 1995

⁴⁶² Fabienne Hanique, « De la sociologie compréhensive à la sociologie clinique », in *La sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques*, Vincent De Gaulejac, Fabienne Hanique, Pierre Roche (dir.), Monts, Erès, 2007, pp. 91-113.

⁴⁶³ Norman E. Zinberg, *op. cit.*

⁴⁶⁴ Marc-Henry Soulet, « Enjeux de conventionalité et consommation gérée de drogues dures », in *Déviance et société*, 2003/3, 27, PP.321-351

Guillaume distingue deux séquences significatives dans sa trajectoire d'usage, qui se caractérisent à la fois par des modalités de prise de produits et un état d'esprit dans l'usage différents. La première, qui a duré dix ans (12-22 ans), est définie par la recherche d'une anesthésie de la pensée « *l'héro, le shit, et l'alcool ça m'a fait déconnecter pendant longtemps* ». Il définit le début de la seconde par l'arrêt de l'héroïne. Lorsqu'il a 16 ans, sa « *tentative de meurtre* » de son beau père et le jugement de celui-ci pour les viols de ses deux demi frères inaugure une transition entre les deux.

Guillaume est la seule personne de l'échantillon à ne pas inscrire sa consommation d'héroïne pendant 9 ans dans une logique hédoniste : « [Y'a pas trop de produit qui t'ont plût comme t'as plût...] *L'héro ? mais ça m'a pas plût, ça m'a jamais plût en fait l'héro, ça m'a aidé* ». Il explique ainsi que s'il a ressenti du plaisir et du bien être dans cette consommation, ce n'est pas à proprement parler ce qu'il y a recherché, mais plutôt une stimulation de son activité et de son rapport au monde : « [y'a un côté euphorique dans l'héro] *Beh moi non (il rit), je voulais pas ça non plus. Si, tu te sens bien, tu te sens mieux que quand t'en as pas, mais justement t'es pas bien, t'as pas envie de parler aux gens, voilà, puis quand t'essaie, tu tapes une trace, puis voilà, t'es trop bien, t'as envie de faire plein de choses, limite t'as envie de faire tout ce qui te passe par la tête, voilà, tout ce que t'aurais envie en temps normal si t'avais pas eu des soucis* ». Il la distingue d'ailleurs de la pratique hédoniste et de convivialité des amis de son père ou de ses amis teufers « *13 ou 14 ans d'expérience, mais j'ai jamais pris de prods pour faire la teuf* », car « *limite c'était un médicament, ça remplaçait les benzo, j'en prenais pour être bien dans ma tête, pour pas penser à certaines choses* ».

Dans cette première période, son usage quotidien et en fortes quantités d'héroïne ou l'alcoolisation massive et/ou la consommation massive de cannabis vise à annihiler la pensée « *c'était soit la came, soit l'alcool, soit tout ça, mais c'était vraiment pour me casser le cerveau* ». Il s'agit moins de ressentir du bien être, que de rester actif, de survivre, d'exister « *si y'avait pas eu la came, soit ça, soit l'alcool, soit quelque chose, je serais pas allé travailler, j'aurais rien fait de ma vie* ». Ces usages n'ont d'autre fonction que la mise sous silence de sa souffrance psychique et de sa pulsion de mort. « *y'aurait pas eu la came, j'aurais continué... d'arrêter (s'esclaffe), je sais pas comment il faut le tourner le truc, j'aurais arrêter de continuer ou j'aurais continué d'arrêter* ». L'héroïne lui permet moins de raviver le désir de vivre que de vivre malgré l'envie de se tuer ou de tuer son beau père « *j'aurais pas eu la came je serais plus là, j'en sais rien où je serais mais pas comme ça, je serais en prison déjà, sûrement, j'aurais fait un mort, ça c'est sûr parce que j'ai failli* ». Au point qu'il ne dit pas que l'héroïne lui a permis de « continuer à avoir envie de vivre », mais « *Ça a remplacé mon envie de vivre l'héro* ». Les amphétamines qu'il commence à prendre vers 15-16 ans en free party, semblent investies d'une fonction de régulation des effets de l'héroïne « *L'héroïne ça m'a fait déconnecter de mauvaises choses, et le speed ça me réveillait c'est tout* ». Il dit ainsi implicitement qu'il en prend pour danser et/ou avant d'aller travailler – puisqu'à une période il travaille notamment le dimanche chez une personne âgée.

Mais sa recherche d'anesthésie de la pensée n'est pas totale. Contrairement aux psychodysléptiques ou aux médicaments psychotropes, l'héroïne ne perturbe pas le rapport cognitif au monde, même si elle l'atténue, le filtre, le feutre. « *Ça m'a soutenu, ça m'a fait*

penser à autre chose, pour oublier certaines choses ou (il s'esclaffe) me dire que c'était pas si grave". De même, il insiste sur le fait de n'avoir jamais « *pris de cuite* » au sens d'une ivresse recherchée et festive : son alcoolisation massive visait moins l'ivresse en soi qu'elle n'était un substitut à l'état cotonneux qu'induit l'héroïne. Enfin, son envie de "*se casser le cerveau*" paraît contradictoire avec le fait que sa pratique n'évolue pas, comme c'est souvent le cas des usagers abusifs d'héroïne, en un polyusage tous azimuts, intégrant l'usage détourné de benzodiazépines. Ceci, alors même qu'il en a l'opportunité, tant via les connaissances qu'il s'est faites dans les squats et la rue à Montpellier que via les « *potes* » avec lesquels il sort en free party.

Il motive le refus des benzodiazépines par la crainte d'avoir à verbaliser son trauma auprès d'un professionnel de santé ou du travail social. Mais c'est aussi en regard de leurs effets que je définis par « *l'oubli* » : « *c'est pour éviter de prendre du Lexomil®, les trucs comme ça, les benzo...* [Les trucs qui font oublier, c'est ça ?] *Ouais voilà* [Qui font dormir] *Pas qui font dormir forcément, qui font... qui font...* »⁴⁶⁵. Sa difficulté à définir les effets des benzodiazépines implique qu'il est difficile de comprendre dans quel sens il accepte ma définition au sens d'oubli. Seule peut être faite l'hypothèse que s'il exclut ces médicaments, c'est qu'il craint de s'abandonner aux effets d'une substance psychoactive qui amoindrirait ses capacités à agir sur son environnement et à s'en défendre. Sa résistance aux effets des substances hallucinogènes et l'évènement marquant que représente la prise accidentelle de kétamine tendent à corroborer cette analyse.

"Le LSD j'ai essayé avec des pots, c'est rigolo, mais j'ai pas d'hallu, j'ai jamais eu d'hallu, même avec des bons prods où tout le monde va avoir des bonnes hallu. Trips, champi, tout ça, ça a jamais marché sur moi, même quand j'en ai pris à gaver ça a jamais marché sur moi. (...) Au niveau de l'esprit, ça me fait pas partir du tout ". Il est peu probable que cette résistance aux effets perceptifs, cognitifs et introspectifs des substances psychodysléptiques, même pris en grande quantité, même lorsqu'ils induisent des effets marqués chez les autres, soit due, comme il le suggère, à une résistance physiologique particulière (« *c'est peut être moi qui ait un truc physique trop accroché à la réalité* »). Le fait que les effets de la kétamine agissent sur lui en est d'ailleurs une illustration. Ainsi, il explique lui-même que cette innocuité des hallucinogènes sur lui est liée à l'inacceptation et à la crainte d'une relative passibilité face aux effets des substances « *les trips ça me fait rien, j'arrive pas à déconnecter les idées, je suis trop raccroché à... je sais pas, à la réalité, j'arrive pas à déconnecter ou à me laisser aller* ». Si les psychodysléptiques pris volontairement « *ça le fait pas partir du tout* », c'est qu'il n'accepte pas un "déconditionnement social et culturel de sa pensée"⁴⁶⁶ qui perturberait trop ses interactions avec et ses réactions à l'environnement.

Il parle aussi de la peur ressentie ("*ça m'a fait flipper*") après avoir pris de la kétamine « *à son insu* », c'est à dire sans avoir *choisi* d'en prendre. Or, contrairement à d'autres personnes, il ne tient pas un discours stigmatisant sur ce produit, notamment quant au risque de montrer une mauvaise image de soi ou de perdre le contrôle de sa conduite, qui pourrait

⁴⁶⁵ Ce passage a lieu avant qu'il n'explique ce qu'il a vécu.

⁴⁶⁶ Astrid Fontaine, Caroline Fontana, *op. cit.*

expliquer cette peur (« [est ce que ce qui te gêne c'est l'image que tu donnes aux autres] *Ah non, pas du tout, je m'en fous* »). Si le « *trou noir* » de plusieurs heures induit par la kétamine, est traumatique au point qu'il décide de ne jamais en reprendre, c'est parce qu'il l'a vécu comme une dépossession de lui-même puisqu'il a « *tout fait normalement sans le savoir* », comme possédé par autre chose que sa volonté et sa conscience, au sens où l'entend Georges Lapassade⁴⁶⁷. De même, à propos de son expérimentation du MDMA pour faire l'amour avec une jeune femme, il souligne qu'il « *préfère être (lui)-même, que ce soit dans toutes les situations (...) c'est pas que ça me change vraiment c'est que... je sais pas comment dire* »⁴⁶⁸. Guillaume redoute de s'abandonner aux effets de produits qui le mettraient dans un état physique et cognitif de dépendance à l'environnement extérieur, où il risquerait de revivre la sensation d'être la proie de l'autre, objet de son désir.

Il explique sa première tentative à 17 ans d'arrêter l'héroïne par l'envie et la nécessité de s'occuper de sa fille qui vient de naître, de s'impliquer de nouveau dans sa famille (« *un produit quand t'es dedans (...) ça passe au dessus de tout dans la vie, au dessus de tout le reste, d'une vie de famille, au dessus de tout* ») et dans une moindre mesure, par le coût financier et, semble-t-il sanitaire de sa consommation (« *ça faisait un moment que j'en prenais* »). Mais sa décision semble se situer aussi dans la période qui entoure le procès et l'inculpation de son beau père pour les viols de ses demi frères. Le fait qu'à la même époque, il commence à prendre d'autres produits que l'héroïne, l'alcool ou le cannabis en free party, signe peut être aussi qu'il commence à inscrire son usage dans une autre recherche d'effets – même s'il ne l'explicite pas. On peut ainsi supposer que le passage à l'acte violent sur son beau père constitue un événement marquant, au sens où il déclenche ou accompagne une évolution de la relation à l'usage qu'a Guillaume.

Si pendant des années, l'usage d'héroïne ou, en substitut, l'usage massif d'alcool et/ou de cannabis lui permet de contenir la pulsion de mort qui le conduirait au suicide ou au meurtre, lorsqu'il revoit son beau père la première fois où il retourne en Aveyron (15 ans et demi-16 ans), il lui est impossible de la gérer. L'utilisation d'une fourchette, et non d'un couteau par exemple, ou de tout autre instrument plus efficace, pour ce qu'il qualifie de « *tentative de meurtre* » illustre la brutalité de ce surgissement et l'absence de préméditation – il apprend les viols de ses deux demi frères seulement quand il est chez sa mère et que ceux-ci sont chez le médecin. Mais Guillaume n'a pas ciblé une partie vitale du corps de son beau père (le cœur, le ventre, la jugulaire), mais son *visage* - il précise d'ailleurs qu'il « *lui a détruit la tête* » et que celui-ci a du subir une « *reconstruction faciale* ». Autrement dit, il a attaqué la partie du corps qui permet le plus facilement de reconnaître un individu, il s'en est pris à l'élément physique le plus évident qui fonde son identité. Comme s'il avait moins cherché à le tuer qu'à lui faire porter à jamais le stigmate de son crime – ses crimes devrait-on dire, mais Guillaume agit sans doute d'abord à partir de celui dont il a été lui-même victime.

⁴⁶⁷ Georges Lapassade, *La transe*, Vendôme, P.U.F. Que sais-je ?, 1990.

⁴⁶⁸ S'il peine à expliquer ce qui lui déplaît dans l'usage de produits en contexte sexuel, alors qu'à ce moment là de l'entretien, il n'a pas encore évoqué le(s) viol(s), c'est parce que ce serait commencer à mettre des mots sur ce qu'il a subi.

Après l'arrêt de l'héroïne, sa prédilection pour la cocaïne, le free base et les amphétamines ne s'inscrit plus dans une recherche d'annihilation de la pensée. Cependant, son rapport aux stimulants est ambivalent. Ce sont à la fois des produits de la vigilance et de la stimulation de l'activité *physique* (*“c'est pas pour rester à la maison, on peut faire des tags, on peut se balader...”*) et des produits qui le mettent « *pas bien* » car ils réveillent une violence intérieure à l'endroit d'autrui dont il craint qu'elle ne se traduise par un passage à l'acte – il ne parle qu'au conditionnel, et non comme quelque chose qui s'est déjà passé. D'autre part, sa précision quant au nombre de coups portés sur son beau père (*“165 coups de fourchette”*) relativement à l'étendue de la surface du visage, mais aussi sa gentillesse, sa gaieté, l'absence d'amertume et d'agressivité dans ses propos, que j'ai observés lors de la première rencontre puis durant l'entretien, laissent penser que cette agression dont il a été l'auteur a été plus traumatisante qu'elle ne l'a aidé à « résilier »⁴⁶⁹ le premier traumatisme. On peut ainsi faire une hypothèse quant à son affirmation de ne pas apprécier les stimulants, du fait qu'ils le « (*mettent*) *pas bien* ». En induisant une tension physique et psychologique, voire une agressivité, ils réveillent une colère qu'il a tenté de faire taire pendant des années, vivant seul avec son traumatisme (au moins jusqu'à ses 16 ans, voire jusqu'à ces 23 ans - année où son beau père est parti en prison pour lui et son petit frère). Ils suscitent une double réminiscence douloureuse, celle de la violence qu'il a subie, celle de la violence qu'il a exercée sur son beau père, qui a eu pour effet de raviver le trauma de la première. S'il poursuit néanmoins leur usage, c'est peut être d'abord car ils lui permettent de marquer la fin d'une période de tabou sur son mal être et d'une impunité pour son beau père.

Or, cette violence latente en lui témoigne que tout ne va pas si bien désormais comme il l'affirme. Le fait que depuis deux ans il poursuit un usage de Subutex® alors qu'il a très rapidement diminué les dosages au tout début (*“depuis que je prends du Sub j'ai pas pris de came. (...) je prends 2mg tous les deux jours”*), maintient un lien, malgré tout, avec la période de dix ans d'héroïne. D'autre part, un ensemble d'éléments fait douter de la véracité de son affirmation d'avoir *“tout arrêté”* et laisse penser qu'il minimise sa pratique d'injection et les sessions de cocaïne et d'amphétamines *“de temps en temps”*, *“deux fois par an”*. Il ne s'agit pas de souligner la malhonnêteté de Guillaume. D'ailleurs, lorsqu'il dit avoir tout arrêté, il est sans doute vrai qu'il est dans une période d'abstinence de tous produits, hors l'alcool, mais c'est une abstinence entre deux sessions d'injection quotidienne d'un stimulant. Il importe plutôt d'objectiver sa pratique, sa relation aux produits et de tenter de comprendre ce qui le conduit à me dissimuler l'ampleur de ses consommations.

Si cela a pu être le cas dans les premières années d'usage d'héroïne (13-17 ans), il ne craint plus d'être stigmatisé du fait de ses consommations (*« je m'en bats les couilles de l'image » ; « on peut me dire ce qu'on veut moi ça m'empêche pas de vivre, ma vie, déjà, je la vis pour moi, je me fous même, mais je me contrefois de mes meilleurs amis, de ce qu'ils peuvent penser de moi, (...) je sais pourquoi j'ai fait des choses, je sais pourquoi je les fais plus »*). Sa crainte éventuelle que je juge sa pratique et le disqualifie comme autodestructeur et incapable de gérer sa consommation ne suffit donc pas à expliquer son attitude. D'autre

⁴⁶⁹ Boris Cyrulnik, Claude Seron (dir.), *La Résilience ou Comment renaître de sa souffrance*, éditions Fabert, collection « Penser le monde de l'enfant », Paris, 2004.

part, il refuse depuis des années de voir un psychothérapeute, estimant qu'il n'en a pas besoin (*"aller voir un psy pour ça, il va me dire quoi ? « ah.. vous vous êtes fait violer, vous avez pas confiance en... » , « beh oui, je le sais ! » , « ah beh il faut essayer de se donner des buts » , « je le sais ! » , je veux pas qu'on me dise le travail que j'ai à faire, je le sais ! c'est arriver à le faire, y'a que toi qui peux avoir l'envie"*). Ainsi, dès le lancement de l'entretien il dit ne pas vouloir parler de *« toute sa vie »*, ni *« (des) détails et tout, (du) pourquoi (il a) commencé la came et tout, ce qui s'est passé dans les 9 ans, (il) compte pas en parler de ça »*. Pour autant, il finit par le faire - alors que je me suis bien gardée, par respect, de le lui demander - et, lorsqu'il reparle de notre entretien avec la coordinatrice de la Mission rave, il parle de moi comme de *« la psychologue »* - bien qu'avant le lancement de l'entretien j'ai essayé de lui expliquer la différence avec *« la sociologue »* que je suis.

Ainsi, tente-t-il de se convaincre – et de convaincre son interlocuteur – que son ancien beau père étant bientôt puni pour ce qu'il lui a fait (*"je sais qu'il va prendre quand même pour quelques années"*), cela n'a plus de sens ni de consommer des produits comme avant, ni de solliciter l'aide d'un psychothérapeute et d'engager un travail psychanalytique ? Qu'il est parvenu, malgré tout, à passer du statut d'objet du désir et de l'emprise mortifère d'un autre à celui de sujet, acteur de son existence, que rendrait manifeste sa réussite à avoir cessé l'héroïne sans se plier au protocole médical et en se passant d'un accompagnement psychologique ? Le fait qu'il interprète son expérience de l'usage comme lui ayant permis de continuer à vivre et de satisfaire en partie aux attentes sociales (être en relation avec autrui, travailler, ne pas voler) confirmerait cette hypothèse. Cependant, il semble que son expérience lui a moins permis d'advenir sujet, de se dégager d'un événement psychoaffectif malheureux dont l'emprise l'empêche de s'épanouir à l'âge adulte, que de ne pas *se décomposer*. L'usage massif d'héroïne, ou d'alcool et de cannabis a rempli une *"fonction homéostatique"*⁴⁷⁰ en lui évitant de céder à la pulsion de mort, soit en se suicidant, soit en tuant son beau père. Mais il reste enlisé dans une pratique qui, même si elle se fait par *"sessions"*, est plutôt mortifère. C'est moins son recours à l'injection, que sa difficulté à contenir une violence intérieure, toujours susceptible de ressurgir, renversant la violence du traumatisme en violence sur autrui, qui signe que sa pratique nourrit plus sa pulsion de mort que sa pulsion de vie. Certes, il ne cherche plus à *"se casser le cerveau"*, mais sa prédilection actuelle pour les stimulants a toujours pour enjeu d'éviter l'annihilation de la conscience de soi et de sa relation à l'autre. Certes, il verbalise ce qu'il a subi (auprès de moi, auprès de l'assistante sociale de la Mission rave, ou d'autres personnes comme celle-ci me l'a appris), mais n'élaborant pas sur son traumatisme avec une personne faisant tiers, au delà de l'exigence de vigilance et de lucidité, cette prédilection pour les stimulants semble toujours inscrite dans une logique de sur-vie, au sens de *vie au dessus de soi*, déconnectée de sa vie intérieure.

* *

*

⁴⁷⁰ Antoine Boustany, *Drogues de paix, drogues de guerre*, Hachette, coll. Pluriel, 1998.

Comme d'autres travaux l'ont montré, les trente entretiens utilisés ici révèlent que l'héroïne a toujours été présente dans les trajectoires de polyusages associées à la sortie en rave ou en free party. L'intérêt des récits des situations d'interactions entre la génération des usagers d'héroïne des années 1980 et celle des ravers des années 1990 est de mettre au jour les modalités de circulation d'un produit d'une sociabilité d'usage à une autre. Ils illustrent les phénomènes d'initiation à l'héroïne par des pairs, souvent un peu plus âgés, et d'apprentissage des sensations et des significations positives de l'usage⁴⁷¹, qui rétrospectivement apparaissent comme un préalable à l'acquisition de catégories de pensées positives de l'usage de substances de synthèse en rave. Ils montrent également, chez la génération des années 1980, le phénomène réciproque d'intégration dans une pratique d'usage plus ou moins ancienne de nouvelles modalités en l'occurrence l'ecstasy, le LSD et le contexte des raves – même si certains ont déjà pu prendre de l'ecstasy ou du LSD⁴⁷². A ceux-ci peut être ajouté un troisième type d'interaction : des personnes usagères ou anciennes usagères d'héroïne déconseillent fermement d'user de ce produit et s'opposent à son initiation.

Cependant, si cette présence s'est accrue dans les années 2000 avant de se stabiliser, des entretiens avec des ravers et des teufers réalisés en 2012 montrent qu'elle est toujours perçue aujourd'hui comme un produit particulièrement dangereux pour la santé et l'insertion sociale et dont la gestion des prises est plus délicate, y compris par ceux qui l'utilisent. Le terme de « banalisation » parfois utilisé pour expliquer cette diffusion⁴⁷³ semble donc abusif dans l'espace festif techno. L'usage d'un produit ne dit finalement pas grand-chose de la manière dont les personnes appréhendent ses éventuels dommages, ni des rituels qu'elles mettent en place pour les réduire et gérer le risque d'évoluer vers un usage de dépendance.

D'ailleurs, le choix d'exclure ce produit de sa propre pratique d'usage après ou avant toute expérimentation, de même que le souci de n'en avoir qu'un usage occasionnel, pour lui-même ou en gestion de descente des effets, voire dans un cadre ritualisé (temporalité, type de lieu, personnes pré-définies et stables dans le temps), ne se construit pas seulement en référence à des savoirs positifs ou empiriques sur les incidences sanitaires et sociales possibles de son usage. Le choix d'user ou pas de l'héroïne s'élabore également selon une logique identitaire de « ne pas ressembler à » ou de « ne pas devenir comme » le stéréotype du « toxicomane », incarnant une déchéance physique, sociale, morale. Les significations « festives » données à l'usage, en distinction d'un usage quotidien qui impacterait les études, le travail et ses relations affectives, recouvrent / renvoient aux enjeux plus implicites de ne pas être exposé à une disqualification supérieure à celle à laquelle expose déjà l'usage festif et d'éviter, dans le même mouvement, une dégradation de « l'identité pour soi »⁴⁷⁴.

Chez les plus anciens ravers, la stigmatisation de l'héroïne s'élabore aussi sur la galénique « poudre ». Ainsi, elle est souvent regroupée dans la même classe que la cocaïne et les amphétamines, non au regard de leurs effets, mais du risque d'entrée dans un usage de

⁴⁷¹ Howard S. Becker, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985

⁴⁷² Patricia Bouhnik, Charles Vallette Viillard, Sylviane Touze, *op. cit.*

⁴⁷³ Catherine Reynaud Maurupt, Céline Verchere, *op. cit.* ; OFDT, *op. cit.*

⁴⁷⁴ Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux du handicap*, Paris, Les Editions de Minuit, 1996.

dépendance, perçu comme (et effectivement) plus élevé qu'avec l'usage de cannabis, d'ecstasy ou de LSD. En l'occurrence, la diffusion – toute proportion gardée – de sa vente et de son usage au cours des années 2000 s'inscrit dans une période où, depuis la fin des années 1990, s'accroît la disponibilité des 'poudres'⁴⁷⁵. Les comprimés d'ecstasy (dont la teneur en principe actif est plus aléatoire qu'au milieu des années 1990) se raréfient au profit du MDMA, sous forme de poudre, gélule (contenant de la poudre) ou cristaux ; tandis que l'accessibilité de la cocaïne, plus souvent associée au *show biz*⁴⁷⁶ qu'à la dépendance et à la grande précarité, des amphétamines ou encore de la kétamine s'améliore⁴⁷⁷.

En ce qui concerne plus particulièrement l'expérience de Guillaume, le bénéfice recherché dans l'usage d'héroïne est celui d'un soutien dans la gestion d'un événement entropique, qui exacerbe la pulsion de mort, envers lui-même comme envers autrui. C'est moins le plaisir qui est recherché, que la sensation de bien être qui aide à faire taire la colère, la déstabilisation de l'image de soi et le mal être induits par le viol. En ce sens, son expérience se rapproche de celle d'un certain nombre de personnes usagères d'héroïne des années 1980⁴⁷⁸ qui investissaient leur pratique d'une *fonction homéostatique*⁴⁷⁹, au sens où elle leur permettait d'éviter le recours au suicide. Ainsi, la manière dont l'usage d'héroïne s'inscrit dans son histoire, le fait qu'il en prenne en dehors comme au sein de la free party, et le sens qu'il lui donne illustrent la dimension transgénérationnelle et transculturelle de certaines trajectoires et significations de l'usage de substances illicites.

L'analyse de sa trajectoire à l'aune d'une approche clinique de la « dialectique de régulation », c'est-à-dire du ressenti des bénéfices de l'usage et de l'évitement de ses méfaits⁴⁸⁰ permet de comprendre non seulement, l'entrée dans l'usage d'héroïne, mais aussi son abandon, et le fait que Guillaume ne s'inscrive pas dans une pratique de polyusage tout azimut comme cela est souvent le cas de personnes en grande précarité dépendantes à un produit. En intégrant dans l'analyse la manière dont il est affecté par ses prises de substances et dont il réfléchit son usage d'héroïne, ses prises d'hallucinogènes, notamment de kétamine, et de stimulants, cette approche complète l'explication des choix des produits consommés (usage, abus, occasionnel, exclusion, abandon). Elle permet d'éclairer les phénomènes d'usage privilégié, abusif ou occasionnel, d'exclusion ou d'abandon d'un produit en soulignant leur irréductibilité à la prise en compte des propriétés pharmacologiques.

La notion de *dialectique de régulation* appréhende la relation à l'usage comme le fruit d'une délibération et d'un équilibre, toujours précaire, entre ce qui est recherché et ce qui est redouté par la personne dans l'usage de substances psychoactives⁴⁸¹. Mais elle ne permet pas de mettre au jour la dimension réflexive et affective de la régulation qui ne relève pas *stricto sensu* de la rationalité relevant de la prise en compte de savoirs sur l'usage de produits illicites

⁴⁷⁵ Christian Sueur (dir.), *op. cit.*

⁴⁷⁶ Guillaume Suderie, Emmanuelle Hoareau, Michel Monzel, *op. cit.*

⁴⁷⁷ Il n'en reste pas moins que la kétamine fait l'objet d'une stigmatisation similaire à celle de l'héroïne comme un produit non festif.

⁴⁷⁸ Claude Olievenstein, *Il n'y a pas de drogués heureux*, Paris, Livre de Poche, 1977.

⁴⁷⁹ Antoine Boustany, *op. cit.*

⁴⁸⁰ Marc-Henry Soulet, *op. cit.*

⁴⁸¹ *Ibid.*

et les enjeux sanitaires et sociaux de sa régulation. Prendre en compte la réflexivité et les affects suscités par l'usage et le savoir des sujets quant à la manière dont il s'inscrit dans leur histoire singulière et s'articule à leur personnalité aide à comprendre ce qui se joue plus particulièrement pour eux dans l'usage, au delà des questions de santé, d'affiliation et de "conventionalité", de conformation aux normes et aux attentes sociales⁴⁸². Considérer la dimension subjective de la dialectique de régulation, c'est proposer une lecture plus complexe de la morphologie de la trajectoire d'usage. En effet, elle permet d'éclairer l'évolution de la problématisation de l'usage dans le temps et du choix de ses modalités à l'aune de désirs et de craintes singuliers que l'usage a pour effet de cristalliser, de mettre en abîme et d'exacerber, sans qu'ils en relèvent nécessairement.

Enfin, de manière générale, les trente entretiens réalisés avec des ravers/ teufers révèlent une appropriation subjective des « cadres de l'expérience »⁴⁸³ relevant de l'usage de substances illicites. Ces cadres renvoient aux discours tenus par les parents (ou d'autres membres de la famille) sur cet usage, leurs postures éducatives (interdit absolu *versus* tolérance vis-à-vis d'un usage récréatif et occasionnel) et leurs propres pratiques d'usage, les apprentissages socioculturels durant l'enfance et l'adolescence (livres, films, musiques, campagnes de santé publique, sensibilisation à l'école), ainsi que les interactions avec d'autres personnes usagères, notamment ex-usagères d'héroïne. Or, ils peuvent susciter des phénomènes d'adhésion, de référencement de sa propre pratique et d'identification, ou à l'inverse de réfutation, de déconstruction et de distinction identitaire. Les réactions de Jules, d'Armelle et de Rémi à la lecture de *Junky*, de *Flash* ou de *L'herbe bleue* en sont particulièrement illustratives. Elles démontrent ainsi les limites d'une approche préventive qui postule que décourager l'expérimentation de substances psychoactives, licites ou illicites, nécessite de susciter la peur en évoquant les dimensions mortifères de leur usage.

D'autre part, si l'on reste dans une approche générationnelle des représentations de l'usage d'héroïne et du choix d'en user ou pas, on ne peut omettre que les personnes interviewées ont initié leur usage de produits illicites bien avant 2010 et étaient toutes âgées de plus de 20 ans. Trois personnes qui en prennent ou en ont pris (Michèle, Guillaume, Rémi) disent d'ailleurs, plus ou moins explicitement, que ce produit est aujourd'hui mieux accepté qu'au début des années 2000. En l'occurrence, il semble que cette évolution ne concerne pas seulement la France, mais au moins aussi l'Italie, et puisse se faire aussi à la faveur de déplacements transfrontaliers - les ravers et les teufers étant prêts à faire plusieurs centaines ou milliers de kilomètres pour trouver la fête.

« En 2003, c'était encore la période où (en Italie) la piqûre, l'héroïne et la kétamine était vachement stigmatisées » [Michele, 28 ans, étudiant master 2 histoire, 1998]

« Maintenant il commence à y en avoir, à l'époque (2003-2006) c'était plutôt un truc de toxico » [Guillaume, 20 ans, travail non déclaré, 2004, I1B]

⁴⁸² *Ibid.*

⁴⁸³ Erving Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Editions de Minuit, 1991.

« Moi, je dis que ça se démocratise mais par rapport à quand j'étais dans le nord (Nancy), il y a 3-4 ans [2007, 2006, quand tu as commencé les free partys] Ouais, mais peut être que c'est la différence entre le sud et le nord (...) Par contre les p'tits jeunes avec qui je sortais, 'fin ils ont deux ans de moins que moi, mais ça fait pas longtemps qu'ils sortent et qu'ils consomment, eux c'est la limite aussi. C'est pas l'injection, pour eux la limite c'est l'héroïne, ils y toucheront pas. Mais après j'en ai rencontré des jeunes comme ça qui sont inquiets, et d'autres qui sont fascinés par l'héroïne, par l'injection » [Rémi, 21 ans, sans emploi, initié en 2006].

En d'autres termes, la question d'une nouvelle vague de diffusion de l'usage de l'héroïne pour ses effets propres, et non en régulation de la descente des effets de produits stimulants ou psychodysléptiques, dans le contexte des raves et free partys et dans celui des soirées entre amis, chez soi, notamment chez les moins de 20 ans, reste ouverte.

Cependant, reste également à vérifier l'hypothèse d'une banalisation de l'héroïne comme explicative de sa diffusion. En l'occurrence, cette diffusion est sans doute moins révélatrice d'une indifférence ou d'une moindre attention aux dommages et aux risques liés à son usage, que le signe, surtout, de sa meilleure acceptabilité sociale par les ravers/ teufers après plus d'une décennie de stigmatisation. Les pratiques de ritualisation de son usage chez des personnes qui en ont eu auparavant des niveaux d'usage différents (occasionnel, régulier, quotidien), de même que les démarches d'arrêt de son usage chez les personnes dépendantes, ou encore le refus de toute expérimentation chez une partie des plus jeunes en témoignent. En outre, comme les générations précédentes pour d'autres produits, les nouvelles générations de ravers/teufers curieuses de l'héroïne ont vraisemblablement acquis un « dispositif de savoirs »⁴⁸⁴, notamment auprès de leurs pairs, à partir duquel élaborer des sanctions et des rituels de régulation de son usage.

⁴⁸⁴ Aude Lalande, « Interroger les savoirs », *Vacarme* n°13, automne 2000.

7. Des formes

7.1 L'affaire de Bandol : histoire d'une histoire

Vincent BENSO

*« Les sociétés semblent parfois sujettes à des périodes de paniques morales. Un état, un événement, une personne ou un groupe de personnes apparaît subitement comme une menace contre les valeurs et les intérêts de la société. Sa nature est présentée d'une façon stylisée et stéréotypée par les médias de masse ; des barricades morales sont élevées par les éditeurs, les évêques, les hommes politiques et d'autres personnes bien pensantes ; des experts prononcent leurs diagnostics et élaborent des solutions... »*⁴⁸⁵

S. Cohen, 2005.

Que l'on aborde la question sous l'angle de la sociologie, du droit ou du soin, il est couramment admis que le dernier tome de l'histoire de l'héroïne en France, celui qui concerne sa forme contemporaine, s'ouvre sur un fait divers qui se voit généralement qualifié de première overdose de France : l'affaire de Bandol.

A travers l'analyse d'un corpus d'une vingtaine d'ouvrages et d'articles recrutés dans les collections de la BNF et de la documentation OFDT, nous verrons que l'affaire de Bandol est en effet communément considérée comme un point de départ, le premier maillon d'une chaîne de causalité qui aurait déterminé la compréhension et la gestion du problème-drogue dans son ensemble, jusque dans ses volets sanitaires et répressifs actuels.

Pourtant, le travail réalisé à partir de sources historiques (revue systématique de plusieurs quotidiens et hebdomadaires, archives TV et radio, archives de l'Assemblée Nationale, du TGI de Toulon, etc.) incite à relativiser la portée sociologique de cet événement.

L'objet de ce texte est donc de tenter de démêler la réalité de la légende, l'histoire de l'Histoire.

⁴⁸⁵ Stanley Cohen, *Folk devils and moral panics*, Londres, Routledge, 2005 [1972].

Les faits

Pour commencer, tenons-nous en aux faits : Le lundi 25 août 1969 vers 23h, une femme pousse la porte des toilettes d'un cinéma de Bandol et découvre une jeune fille inanimée assise sur la cuvette des WC. Alertée par son teint livide et ses yeux clos, elle prévient la direction du casino dont dépend le cinéma, qui appelle aussitôt les secours. Trop tard. Arrivé sur place en urgence, le docteur Muller ne pourra que constater le décès. Un rapide examen de la victime lui ayant permis de remarquer la présence d'un minuscule hématome sur la saignée du bras, il refuse de donner le permis d'inhumer afin qu'une autopsie puisse être pratiquée, et fait appeler la Police.

Quelques minutes plus tard, le commissaire principal Chalopin, chef de la police de Bandol arrive au casino, bientôt rejoint par le commissaire divisionnaire Denis, chef du SRPJ de Marseille. L'enquête commence et très rapidement la jeune fille est identifiée. Il s'agit de Martine Antonelli, apprentie coiffeuse de dix-sept ans habitant seule avec sa mère une villa sur les hauteurs de Bandol. Blue jeans, bague à chaque doigt et look hippie, elle ne travaille pas et fréquente un groupe de jeunes gens que les cafetiers de la ville surnomment « les beatniks ». Plusieurs témoins l'ont d'ailleurs aperçue ce soir-là, entrant dans le casino avec trois d'entre eux : Christine, une amie d'enfance âgée de seize ans, Gérard, un Marseillais de quinze ans et Roger Perrand, un Bandolais de dix-huit ans aux « *cheveux longs plutôt crasseux, vêtu d'une chemisette à gros carreaux et d'un pantalon informe* »⁴⁸⁶.

Le parquet donne son feu vert et tout ce petit monde est vite interpellé, puis soigneusement cuisiné. Les témoignages croisés de Gérard et de Christine accusent Roger mais ce dernier tient tête aux policiers. Il finit par craquer le lendemain et avoue avoir fait la piqûre fatale à son amie puis s'être enfui en voyant qu'elle perdait connaissance. Ensuite, il dira tout. Comment, lui-même bien accroché à l'héroïne, il allait chercher la came dans un bar du quartier du Panier à Marseille, afin de ravitailler ceux que la presse baptisera « la bande à Roger », à qui il faisait payer 15 francs la piqûre⁴⁸⁷. Ces usagers, une vingtaine de jeunes qui se connaissaient depuis longtemps – la plupart s'étaient rencontrés à l'école ou au collège – s'étaient initiés ensemble à la marijuana, puis à l'héroïne vers la fin de l'année 1968, à l'exception de Jean Pierre Santoni qui « *avait commencé à fumer des cigarettes de haschich en 1967 alors qu'il avait fait un séjour à Stockholm puis, qui en octobre 1968, avait commencé à se faire des piqûres d'héroïne à Paris où il fréquentait le milieu des 'beatniks'* »⁴⁸⁸.

Dans leur quartier général, une tente dressée sur un terrain vague derrière le cimetière, la police découvrira, cachés dans un parpaing creux et dans les branches d'un palmier, quelques seringues, une cuillère au fond noirci, ainsi que deux petits sachets d'héroïne. Neuf d'entre eux seront finalement jugés pour avoir « *usé en société de l'héroïne ou autres*

⁴⁸⁶ *La République*, 27/09/69.

⁴⁸⁷ Audience du 29/01/70 entre M. le Procureur de la République près le TGI de Toulon-Var et R. Perrand.

⁴⁸⁸ Audience du 29/01/70 entre M. le Procureur de la République près le TGI de Toulon-Var et Geoffroy M., Quere Y., Meynaud S., Desvaux M., Fraticelli G., Mouton P., Santoni J., Boyer F., Marais D.

stupéfiants et d'en avoir facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou gratuit ». Les peines prononcées à leur encontre iront de 4 à 12 mois de prison avec sursis et « *obligation spéciale de justifier d'un travail régulier, et de se soumettre à tout examen ou contrôle médical qui pourrait paraître opportun et de subir, le cas échéant, une cure de désintoxication* ».

Roger, quant à lui sera placé sous mandat de dépôt, inculpé de trafic, d'usage en société et de détention de stupéfiants mais surtout d'homicide volontaire. Ce dernier chef d'inculpation, résultant de soupçons d'empoisonnement volontaire, se verra toutefois commué en homicide involontaire après que l'autopsie ait montré que Martine était bien décédée d'une surdose d'héroïne.

Un fait divers bien particulier

*« Le journaliste qui, parmi les dépêches d'agence encombrant son bureau, choisit de publier celle-là et de jeter telle autre au panier [...] est à sa manière un artiste : l'art qu'il pratique relève d'une esthétique dont il n'applique jamais les règles que par intuition sans vraiment les connaître, même lorsqu'il met un certain talent, voire du génie à en jouer. »*⁴⁸⁹

G. Auclair, 1970.

En cette période de « *marasme estival* »⁴⁹⁰, « *où il ne se passait rien* »⁴⁹¹, l'affaire va connaître un important retentissement médiatique. C'est le quotidien local *La République – Côte Varoise* qui ouvre le bal en publiant le 26 août un filet en page 7 sur la « *mort mystérieuse d'une jeune fille* ». Le lendemain, les aveux de Roger permettent d'établir les causes du décès, et ce même quotidien ouvre sur « *Martine (17 ans) tuée par la drogue* », tandis que le *Parisien Libéré* – trop content de pouvoir illustrer le propos de son dernier dossier, « *La drogue menace N°1 sur le monde* »⁴⁹² – lui consacre un gros titre à la « une » et un long article dans ses premières pages. *France-Soir* annoncera aussi l'événement mais de façon plus discrète, contrairement au *Monde* et au *Figaro*, qui se fendront seulement d'un filet sur le décès.

Le surlendemain, on constate un effet de propagation⁴⁹³ : le placement en détention provisoire de Roger Perrand se voit annoncée à la « une » de la quasi-totalité des titres de

⁴⁸⁹ Georges Auclair, *Le mana quotidien, structures et fonctions de la chronique des faits divers*, Paris, éditions Anthropos, 1982, [1970].

⁴⁹⁰ Arnaud Aubron, *Drogues store. Dictionnaire rock, historique et politique des drogues*, Paris, éditions Don Quichotte, 2012.

⁴⁹¹ Claude Olievenstein, *La drogue 30 ans après*, Odile Jacob, 2000.

⁴⁹² *Le Parisien Libéré*, 19/09/69.

⁴⁹³ Vincent Benso, « Le paysage médiatique des drogues à la fin des années 60 », *SWAPS* n°60, 2010.

presse. C'est la règle de non-dépassement par la concurrence⁴⁹⁴ qui veut que dès lors qu'un lièvre a été levé par un organe de presse, les autres en traitent aussi afin de ne pas décevoir leurs lecteurs – ce que l'on peut appeler aussi « *l'effet torche* ».

Pendant encore quelques jours, les avancées de l'enquête permettent aux journaux de continuer de traiter l'affaire. On apprend ainsi que Martine, en manque le jour de son décès, avait consommé des tranquillisants (de la thioridazine, comme le confirmera l'autopsie⁴⁹⁵), facteur aggravant du risque d'overdose. On apprendra aussi par la mère de Roger P., que ce dernier avait rendez-vous le lendemain du décès à l'hôpital de Toulon pour entamer une cure de désintoxication.

Mais cet emballement médiatique doit être relativisé. D'abord parce que les journaux vont se désintéresser progressivement de l'affaire et réduire les annonces en « une » jusqu'à leur disparition de l'ensemble des titres de presse étudiés⁴⁹⁶ entre le 29 et le 31 août, soit moins de 6 jours après le décès. Ensuite parce que la presse relègue systématiquement l'affaire à la rubrique des faits divers. Contrairement à ce que laisse imaginer la plupart des interprétations postérieures, qui confèrent une grande portée sociologique à cette « *première overdose de France* »⁴⁹⁷, comprise comme le marqueur de la découverte de la consommation d'héroïne en France, peu d'articles mettent l'héroïne en avant : dans les titres c'est toujours « la drogue » qui a tué la jeune fille.

Ce traitement spontané permet de mieux comprendre ce qu'a pu représenter l'overdose de Bandol pour les journalistes de l'époque qui semblent ne l'avoir guère considérée comme un événement *significatif* mais bel et bien comme un « gros » fait divers. Cela ne doit pas conduire à en déconsidérer l'importance mais à mieux comprendre les raisons de son ancrage dans la mémoire collective. Pour cela, il faut admettre avec Georges Auclair que la rubrique des faits divers entretient une étroite dépendance avec l'imaginaire social⁴⁹⁸. En effet, « *des fantasmes immémoriaux et des mythes très anciens* »⁴⁹⁹ surdéterminent l'importance que la presse donnera à tel ou tel événement, et le travail journalistique consiste justement à mettre en forme les faits divers afin qu'ils trouvent leur place dans le « *réservoir de symboles* » que constitue la mémoire collective, de les inscrire dans des schémas de compréhension bien établis.

Or, de ce point de vue l'affaire de Bandol est extraordinaire. Sa structure se rapproche d'un schéma classique et les rédacteurs n'eurent pas trop à forcer le trait pour la présenter sous les auspices d'un modèle narratif bien éprouvé, quasiment d'un genre littéraire, au point que médias de l'époque et auteurs postérieurs la surnomment couramment « tragédie » ou « drame » de Bandol. De plus, comme le montre Roland Barthes⁵⁰⁰, consommateurs et

⁴⁹⁴ Cyril Lemieux, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000.

⁴⁹⁵ Audience du 29/01/70 entre M le Procureur de la République près le TGI de Toulon-Var et R. Perrand.

⁴⁹⁶ *Le Monde*, *Le Figaro*, *Le Parisien Libéré*, *La Croix*, *France Soir* et *La République-Côte Varoise*.

⁴⁹⁷ Nous y reviendrons.

⁴⁹⁸ Georges Auclair, *op., cit.*

⁴⁹⁹ *Ibid.*

⁵⁰⁰ Roland Barthes, « *Structure du fait divers* », in *Essais Critiques*, Paris, éditions Seuil, 1991, [1964].

« producteurs » de faits divers se montrent friands d'associations d'éléments appartenant à des registres contradictoires propres à susciter un choc, une *sensation* chez le lecteur (« *une femme met en déroute quatre gangsters, un juge disparaît à Pigalle* »)⁵⁰¹. Cette affaire en regorge, que ne manquera pas d'exploiter la presse : « *Cette année-là, sur la Côte d'Azur, il n'y avait pas que le soleil, les oiseaux et les chansons... Il y avait aussi la drogue !* »⁵⁰², « *Martine, c'était une jolie fille de 17 ans aux cheveux noirs et aux grands yeux verts – des yeux qui frappèrent une dernière fois ceux qui trouveront son cadavre dans les toilettes du casino* »⁵⁰³.

Personne, cependant, ne se risque à un jeu de mot sur son décès dans un casino (« *elle a joué, elle a perdu* »), alors que c'est un traitement classique des faits divers, même des plus effroyables. Non, ici nul ne songe à déconsidérer le décès. Au contraire, on tend à en amplifier la charge émotionnelle par mille et une ficelles au premier rang desquelles son universalisation. Ainsi, « *Martine, la jeune coiffeuse* »⁵⁰⁴ qui habite une villa chic de Bandol, mais seule avec sa mère, semble regrouper tous les milieux, toutes les classes. Les journaux insisteront aussi sur la diversité des origines sociales de ses amis drogués : l'un est éboueur, habitant les HLM de Bandol, l'autre fils de médecin. Ils utiliseront systématiquement son prénom pour la désigner, un prénom loin d'être insignifiant puisqu'il occupe la première place des prénoms les plus donnés de 1951 à 1958⁵⁰⁵. Autant dire que tout un chacun connaît dans son entourage proche une petite Martine à laquelle identifier la victime⁵⁰⁶.

Dès le surlendemain du décès, la presse apporte une explication au drame : « *Tout commençât à Paris où s'implantèrent, venus d'Amérique du Nord, des clochards philosophes, hirsutes et barbus, en révolte contre la société et l'ordre établi. C'étaient les beatniks, drogués pour la plupart à la marijuana. De Paris le mal gagna la Province et trouva un terrain particulièrement favorable pour croître sur la Côte d'Azur* »⁵⁰⁷. Au-delà du prétexte à la critique d'une « *jeunesse estudiantine dépravée* »⁵⁰⁸ qui doit être replacée dans le contexte post mai 1968, le décès de Martine A. apparaît donc comme le symptôme d'un « mal » qui se répand de proches en proches et n'épargne aucune classe sociale... C'est évidemment à la peur ancestrale de l'épidémie qu'il fait écho et quelques années plus tard, un journaliste du *Parisien Libéré* qui n'avait probablement pas lu les travaux de Foucault, citera au premier degré les propos du Dr Claude Olievenstein : « *le Moyen Age a eu la peste, la période classique a eu la*

⁵⁰¹ *Ibid.*

⁵⁰² « Alerte à la drogue », TV nationale, 02/09/69.

⁵⁰³ *Le Nouvel Observateur*, 08/09/69.

⁵⁰⁴ *Paris Jour*, 28/08/69.

⁵⁰⁵ Philippe Besnard, Guy Desplanque, *Un prénom pour toujours, la cote des prénoms hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Editions Balland, 1986.

⁵⁰⁶ Voir aussi la célèbre série *Martine*. « Martine est l'héroïne éponyme d'une série de livres pour enfants qui compte soixante albums publiés entre 1954 et 2014 », écrite par Gilbert Delahaye (1923-1997), et a constitué un véritable « phénomène d'édition », avec plus d'une centaine de millions d'albums vendus dans une trentaine de pays. « Martine, l'héroïne, est une petite fille d'une dizaine d'années qui vit des « aventures » simples ancrées dans le quotidien ». <https://fr.wikipedia.org/wiki/Martine>. On peut y voir aussi un modèle de vertu par excellence de l'enfance présentée avec le visage d'une femme-enfant, qui n'aura pas été non sans résonnances avec « l'affaire de Bandol ».

⁵⁰⁷ *La République*, 27/08/69.

⁵⁰⁸ *Le Parisien Libéré*, 27/08/69.

lèpre, nous avons la drogue ».

L'allusion semble avoir été mal interprétée puisqu'à partir d'une étude historique des épidémies de peste et de lèpre, Foucault avait montré l'influence du passage à l'âge classique sur les stratégies de gestion des épidémies. Inscire la drogue dans le prolongement de la peste et de la lèpre était donc une façon de rattacher la prohibition des drogues à l'entrée dans une forme moderne de biopolitique⁵⁰⁹, c'est-à-dire de gouvernance visant à maximiser la population - considérée comme une richesse nécessaire au maintien de l'Etat face à ses concurrents.

Cette théorie peut éclairer la façon dont les journaux mettent en avant le sexe et l'âge de Martine ainsi que le veuvage de sa mère. En la présentant comme forcément faible et vulnérable, on laisse d'ores et déjà entendre que sa protection aurait dû relever de l'autorité publique. Nous verrons que plus tard, cette pensée sera exprimée plus clairement avec un certain nombre de gros titres mais aussi de questions au gouvernement sur le mode « qu'allez-vous faire pour protéger *notre* jeunesse ? »

Le recours à des valeurs altruistes (la défense des citoyens fragiles) cache mal qu'à travers Martine ce sont les futures mères envisagées comme un capital collectif, l'appareil reproducteur de la Nation, qui doivent être protégées. L'overdose de Martine active la hantise de voir les drogues devenir un « sépulcre de l'humanité »⁵¹⁰, une seconde peur archaïque que l'on retrouve dans l'agitation récurrente du spectre de la dégénérescence voire de l'infertilité qu'induirait la consommation de drogues (« la marijuana rend impuissant et transforme en femmes ceux qui en consomment »⁵¹¹, « bébés monstrueux, cancers et leucémies, voilà les effets du LSD »⁵¹²) et dont le dernier avatar concernait l'impact du cannabis sur la fertilité masculine⁵¹³.

Dès lors, il faut faire barrage à la propagation du mal et avertir les parents. « *Le mot d'ordre est clair : il faut faire peur et tous les moyens sont bons* »⁵¹⁴. Excellent alibi pour repaître les lecteurs de suggestions quasi érotiques quant à la mort de Martine A. Il faut dire que les circonstances s'y prêtent, qui mêlent le plaisir et l'interdit, la symbolique sexuelle d'une injection faite par un jeune homme un peu plus vieux qu'elle à une jeune femme forcément « *avide et curieuse de sensations fortes et inédites* »⁵¹⁵ dans les WC d'un lieu de fête de la Côte d'Azur... Plus qu'à un malheureux accident de dosage, Martine semble avoir *succombé* à un plaisir défendu, dont – trop naïve – elle n'imaginait pas les conséquences.

Et les journaux d'insister sur le physique de cette « *très jolie jeune fille* » aux yeux

⁵⁰⁹ Voir Michel Foucault., *Naissance de la biopolitique*, cours au collège de France 1978-1979, Gallimard-Seuil-EHESS, 2004.

⁵¹⁰ Daniel Desurvire, *Stupéfiants et psychotropes, un sépulcre pour l'humanité*, L'Harmattan, 2000.

⁵¹¹ Le Parisien Libéré, 13/10/76.

⁵¹² Le Parisien Libéré, 03/02/71.

⁵¹³ Voir « Le cannabis double-t-il vraiment le risque d'infertilité masculine ? », Le Monde 11/06/2014 (disponible en ligne).

⁵¹⁴ Philippe Graine, Jean-Pierre Lentin, Jerry Mandel, *La drogue vue par la presse des jeunes*, Paris, Presses de l'UNESCO, 1975.

⁵¹⁵ *La République*, 27/08/69.

« *verts clairs* », « *rayonnante de santé et de beauté* »⁵¹⁶, « *si gracieuse* » etc, avant de déclarer pudiquement que « *cette triste affaire a aussi son côté fleur bleue* »⁵¹⁷. Car il en faut aussi pour les lecteurs plus romantiques à qui la presse dévoilera tout du grand amour que lui portait Gérard, le Marseillais présent avec elle ce soir-là, « *un garçon solidement bâti* »⁵¹⁸ qui, « *pour lui plaire, pour la suivre, pour la sauver, a décidé de sombrer lui aussi dans la drogue* »⁵¹⁹. Autre temps, autres mœurs, les lecteurs admiratifs apprendront même que pour convaincre Martine d'arrêter la dope il l'avait déjà battue – avec l'approbation de sa mère qui admettra que son enfant était pour le moins « *difficile* »...

Mais Martine a préféré suivre Roger, malgré ses « *cheveux longs crasseux* » et son « *pantalon informe* ». Ce dernier écopera finalement de 5 ans de prison ferme lors d'un procès où il sera qualifié de « *dangereux pervers* »⁵²⁰ et d'individu « *dénué de toute émotion et de tout remords* »⁵²¹. La presse le surnommait « *Roger le beatnik* » à la façon de Jack l'éventreur, et en fera un personnage quasi mythologique, une nouvelle incarnation du Mal corrompant son entourage pour satisfaire son vice.

C'est la figure faustienne du diable tentateur qui est réactivée ici et ses parents auront beau témoigner qu'il « *rentrait tous les jours pour déjeuner et dîner à la maison* », et que « *à 18 ans, il lisait toujours Spirou et Tintin* », on n'y verra qu'une preuve de leur aveuglement ou pire, du polymorphisme de Roger, caractéristique qui s'accorde assez bien avec la construction d'un personnage diabolique : « *pour sa maman, ce garçon inquiétant qui marchait comme un somnambule à travers la ville, restait un gamin gentil* »⁵²². Un véritable démon populaire en somme, ce que le sociologue Stanley Cohen appelait justement *Folk Devils*⁵²³, pour désigner les repoussoirs générés par la société dans les périodes de *paniques morales*.

Avec ses multiples résonances, l'affaire de Bandol avait donc tout pour s'inscrire durablement dans l'inconscient collectif, mais dans les journaux un fait divers remplace l'autre et l'évacuation de maisons encerclées par les flammes⁵²⁴ ou l'arrestation de l'assassin de la fillette de Crespin⁵²⁵ prirent vite le relais.

⁵¹⁶ *La République*, 28/08/69.

⁵¹⁷ *La République*, 28/08/69.

⁵¹⁸ *France Soir*, 27/08/69.

⁵¹⁹ *Le Nouvel Observateur*, 08/09/69.

⁵²⁰ Audience du 29/01/70 entre M le Procureur de la République près le TGI de Toulon-Var et R. Perrand.

⁵²¹ *Ibid.*

⁵²² *Le Parisien Libéré*, 29/08/69.

⁵²³ Stanley Cohen, *op.*, *cit.*

⁵²⁴ *La République*, 28/08/69.

⁵²⁵ *Le Figaro*, 28/08/69.

Au-delà de Bandol, panique morale et guerre totale :

« Je m'étonne que périodiquement, à l'occasion d'un fait divers, d'un acte de violence commis sous l'empire d'un état d'intoxication aiguë ou de la publication de quelques statistiques d'ailleurs souvent mal explicitées, l'opinion publique paraisse découvrir avec l'effroi d'une conscience jusque-là tranquille ce qu'il est convenu d'appeler " le problème de la drogue" . Elle s'en émeut, s'en indigne, réclame le sacrifice d'un bouc émissaire, propose des mesures souvent plus spectaculaires que réellement efficaces, puis rapidement tout retombe dans l'apaisant oubli du devoir supposé accompli. »⁵²⁶

Pr. Bensoussan

Les choses auraient sans doute pu retomber dans « *l'apaisant oubli* » qu'évoquait le Pr Bensoussan deux mois avant l'affaire de Bandol si, pour commencer, les autorités n'avaient pas explicitement été accusées de ne pas avoir empêché le drame. En effet, les 28 et 29 août, la presse découvre que la police avait été alertée plusieurs fois et plusieurs mois avant l'accident : d'abord par les habitants, témoins des frasques des jeunes, puis par le pharmacien qui s'étonnait de vendre autant de seringues aux jeunes de la ville et enfin par le Maire de Bandol qui avait adressé en avril un rapport au commissariat central de Toulon signalant des mineurs drogués sur sa commune. La police avait alors convoqué et entendu la plupart des jeunes mis en cause dans la mort de Martine mais sans résultats notables, à tel point que le Maire avait entrepris de nouvelles démarches le 19 août. Le 29, *France-Soir* titre en une « *Drogue : « Nous avons prévenu la Police, ça durait depuis un an » disent les habitants de Bandol* ». Plusieurs journaux informent leurs lecteurs que la mère de Martine menace de porter plainte contre la police, tandis que le Maire évoque carrément la possibilité d'une enquête administrative diligentée par le préfet.

La police, mise publiquement en accusation, se trouve dans l'obligation de se défendre. À Bandol, les commissaires Chalopin, Denis et consorts se démènent. Ils organisent des rafles, entendent à peu près tous les jeunes aux cheveux longs de la ville et surtout tiennent informée la presse des moindres rebondissements de l'enquête, s'offrant ainsi quotidiennement des tribunes où ils vantent leur travail et insistent sur les difficultés rencontrées par la police (cadre juridique trop souple, sous-effectif...⁵²⁷).

Le 30 août, le Bureau des narcotiques américain, organe de lutte contre le trafic d'héroïne et ce que l'on n'appelait pas encore la *French connection*, se voit transféré de Rome à Paris. Le 2 septembre, M Carrère, commissaire chef de l'office français pour la répression du trafic de stupéfiants s'exprime dans *France-Soir* dans un portrait plutôt flatteur. L'homme a

⁵²⁶ *Le Monde*, 02/07/69.

⁵²⁷ Voir par exemple *La république* 29/09.

de quoi être fier : le jour même, la police du port de Marseille a saisi une cargaison de 600 kilos d'opium sur un cargo Italien... Tout cela fera encore quelques gros titres, cependant, c'est le lendemain que la campagne médiatique sur les drogues trouvera son second souffle.

En effet, le 3 septembre, furent rendus publics les résultats d'autopsie de Patricia, une jeune Cannoise de 17 ans fréquentant les « *haschich parties* » au grand désespoir de ses parents qui l'avaient d'ailleurs déjà « *sévèrement corrigée, en la menaçant de l'enfermer dans un couvent* ». Trouvée par sa mère agonisante dans son lit le 31 août et décédée quelques heures plus tard, une overdose d'héroïne avait été soupçonnée, mais les analyses furent formelles : surdose de barbituriques. Pourtant, la version communément relayée par les médias fût qu'elle a été « *poussée au suicide par l'abus de la drogue* »⁵²⁸. *France-Soir* osa même : « *Ils (sic) avaient d'abord été attribués à des excès de barbituriques mais c'est l'abus de stupéfiants qui a poussé au suicide Patricia* »⁵²⁹.

Tout se passe comme si la presse, ou plus exactement une partie de la presse, voulait à tout prix y voir une réplique de l'overdose de Martine. Dans sa réflexion sur la structure des faits divers, Barthes a montré l'importance des coïncidences (« *une même bijouterie a été cambriolée trois fois ; une hôtelière gagne à la Loterie à chaque coups* »⁵³⁰). En effet, « *répéter c'est signifier* »⁵³¹ et les faits divers n'ont d'intérêt qu'en ceci qu'ils éclairent les dessins d'un destin capricieux. Ici, en dépit des différences entre les deux affaires, l'effet de *répétition* agira comme une confirmation des significations qui avaient déjà été élaborées lors du décès de Martine (épidémie de drogue, jeunesse en danger...). Malgré sa triste banalité, le décès de Patricia marquera le passage de la simple couverture par la presse de l'affaire de Bandol et de ses suites, à une véritable panique autour des drogues en général.

Ainsi, *France-Soir* ouvrit sa une du 3 septembre avec un énorme « *Drogue : cinq décès cet été sur la Côte d'Azur* » en dénombrant Martine, Patricia, mais aussi Daniel Baudy (retrouvé mort quelques mois plus tôt dans une chambre d'hôtel de St Germain-des-Près, le matériel lui ayant servi à se faire son dernier shoot à côté de son lit), Franck Richard (surdose de barbituriques mais comme pour Patricia, « *les policiers pensent qu'il a voulu mourir, dans un dernier sursaut, pour échapper à l'emprise de la drogue* »⁵³²), Michael Maletz, jeune touriste allemand mort à l'hôpital d'Aix-en-Provence d'un « *œdème aigu du poumon* » (« *Dans ses affaires, on a retrouvé une seringue hypodermique, quelques sachets d'héroïne...* »), et Yvette Giordano, jeune femme de 21 ans, mère d'un bébé, morte d'un « *collapsus cardiaque* » 48h après être entrée dans un hôpital pour une cure de désintoxication. Cette énumération sera reprise par une grande partie de la presse dans les jours suivants voir dès le lendemain comme pour *Le Parisien* qui titre en une sur « *La drogue aurait tué au moins cinq jeunes cet été sur la Côte d'Azur* ».

Ces exagérations, l'inventaire des cas semblables et la diabolisation des supposés

⁵²⁸ *France Soir*, 3/09/69, mais aussi dans *La République* et *Le Parisien*.

⁵²⁹ *France Soir*, 3/09/69

⁵³⁰ Roland Barthes., « Structure du fait divers », in *Essais Critiques*, Paris, éditions Seuil, 1991, [1964].

⁵³¹ *Ibid.*

⁵³² *La République*, 7/09/69.

responsables (beatniks, hippies et étrangers), indiquent – si l'on s'en tient au cadre théorique de S. Cohen – l'entrée dans une panique morale⁵³³. Sa théorie se vérifie aussi pleinement à propos des conditions de production de cette panique morale. En effet, Stanley Cohen insiste sur l'importance des interactions entre différents acteurs mus par leurs propres logiques (population, médias de masse, police, entrepreneurs de morale, hommes politiques...). Or dans le cas qui nous occupe, la panique a largement été déclenchée par la retranscription médiatique d'une hausse de l'activité policière, elle-même liée aux accusations de la société civile (habitants de Bandol) et politique (Maire de Bandol).

Et ce n'est pas la seule interaction à prendre en considération. En effet, lorsque – par exemple – le 29 août le commissaire Chalopin admet avoir « *effectivement été averti de cette affaire* » et déclare : « *j'avais chargé deux officiers de police de Bandol de surveiller la bande mais ici nous n'avons pas les moyens d'agir* »⁵³⁴, il effectue un transfert de responsabilité vers le monde politique qui se voit à son tour sommé de réagir. Le climat est alors d'autant plus favorable à une récupération de l'affaire qu'une volonté de légiférer sur le sujet existait déjà chez une partie de la classe politique (le ministère de l'Intérieur avait déjà rédigé un projet de loi sur les stupéfiants, qui avait été rejeté⁵³⁵).

Ainsi, le 31 août, le député UDR des Hauts de Seine, Pierre Mazeaud – qui, en tant que rapporteur de la commission des lois à l'Assemblée Nationale, sera ensuite fort actif dans les débats parlementaires⁵³⁶ conduisant à la fameuse loi de 70 sur les stupéfiants – adresse une question écrite au Garde des sceaux et au Premier ministre où il « *demande quelles mesures le gouvernement entend édicter afin de limiter les effets du fléau de la drogue* »⁵³⁷. Le 2 septembre, il est suivi par M Alain Griotteray, député républicain indépendant du Val de Marne qui, dans une question écrite au premier ministre, « *s'inquiète des proportions que prennent les affaires de drogue chez les jeunes* »⁵³⁸ et estime qu'il faut engager « *une action immédiate* ». Puis, le 5 septembre, c'est M. Claude-Gérard Marcus, député et conseiller de Paris (UDR) qui s'inquiète du développement de la toxicomanie et demande dans une question écrite au premier Ministre : « *de bien vouloir envisager les mesures de coordination et l'adoption d'un plan d'ensemble* »⁵³⁹. Les médias couvriront bien sûr ces questions. Ils participeront donc aussi à faire entrer la drogue dans le débat public.

Le 9 septembre, le « Mr Antidroque, patron de la brigade des stupéfiants de la Côte d'Azur » déclare au *Parisien Libéré* que « *les beatniks ont « pourri » plus de 10 000 jeunes* » et que, « *contre ce fléau grandissant, les policiers désarmés réclament des sanctions impitoyables pour tous les détenteurs de drogue ainsi que des cures obligatoires* ». Il annonce

⁵³³ Alexandre Marchant, *L'impossible prohibition, La lutte contre la drogue en France (1986-1996)*, thèse de doctorat d'histoire à l'Ecole normale supérieure de Cachan, 2015..

⁵³⁴ France Soir, 29/08/69.

⁵³⁵ Jacqueline Bernat de Celis, *Fallait-il créer un délit d'usage illicite de stupéfiants ? Une étude de sociologie législative*, CESDIP, 1992.

⁵³⁶ Sur son usage des chiffres lors de la session parlementaire du 24/10/69, voir : Ivana Obradovic, François Beck, « Plus précoces et moins sanctionnés, usages des statistiques dans les discours sur les jeunes face aux drogues », in *Mots, les langages du politique*, 100/2012, ENS Lyon.

⁵³⁷ *Le Monde*, 31/08/69.

⁵³⁸ *Le Monde*, 02/09/69.

⁵³⁹ *La République*, 5/09/69.

ainsi les grandes lignes de la future loi du 31 décembre 1970 et prépare le terrain pour l'intervention du ministre de l'Intérieur. En effet, deux jours plus tard, le 11 septembre, R. Marcellin crée l'événement – tout en restant étrangement cloisonné à la rubrique des faits divers dans *Le Monde* et dans *La République* – avec un communiqué où il dévoile de nouvelles mesures pour lutter contre la toxicomanie.

A ce stade « *la grande peur* »⁵⁴⁰ a gagné les hebdomadaires. *Le Nouvel Observateur*, qui n'avait pas traité de l'affaire de Bandol dans son édition du 1er septembre, publie le 8 septembre 1969 un volumineux dossier « *Alerte à la drogue* » et *l'Express* qui, le 1er septembre publiait un papier donnant la parole à des experts contradictoires, publiera le 15 septembre un autre article sur un ton radicalement différent, décrivant « *l'apparition d'un marché français de la drogue, au confluent de deux courants migratoires : celui des Nord-Africains et celui des beatniks* »⁵⁴¹. Entre ces deux éditions de *l'Express* s'est produit l'événement qui achèvera de mettre le feu aux poudres : l'overdose de Lamoureux, le 11 septembre 1969.

Revenons rapidement sur les circonstances extraordinaires de ce décès. Jean Claude Lamoureux, jeune homme de 21 ans, « *d'allure sportive et d'apparence saine* » effectuant son service militaire, retrouve ses amis lors d'une permission à La Ciotat. Avec eux, il traîne à l'écart de la ville, dans des cabanons désaffectés ou sur la plage. Le mercredi 10 septembre, ils passent la soirée chez Albert Michel, « *un théoricien des idées révolutionnaires* », éditeur d'un petit journal, « *La taupe rouge* », et prisent ensuite de l'héroïne. Mais cette came, ils ne l'ont pas achetée. Pour comprendre comment le petit groupe se l'est procuré, il faut revenir sur l'emménagement de Claire Lambert « *petite blonde avec un fin visage d'enfant sage* »⁵⁴² dans une villa de La Ciotat, qui par un pur hasard, se trouve être l'ancien laboratoire de Jo Cesari. Lorsque, quelques années auparavant, en faisant des travaux dans son jardin, M Lambert, « *brave homme de 56 ans, grand blessé de guerre* »⁵⁴³ déterre deux sacs de 500 grammes de poudre, il a donc une petite idée sur la nature de cette découverte. Il fait tout de même analyser un échantillon par son pharmacien qui lui confirme qu'il s'agit d'héroïne pure. Sans qu'on sache bien pour quelles raisons, M. Lambert range alors les sacs dans un placard sans plus y penser. En revanche Claire, âgée de 17 ans à l'époque, n'oublie pas et trois ans plus tard, pendant l'été, elle subtilise l'un des sacs et le montre à ses amis. Entre tentation d'y goûter et de la revendre, cette héroïne devient le « *jeu des vacances* », au centre de toutes les conversations⁵⁴⁴. Lorsque Jean Claude Lamoureux - « *déjà été initié à la marijuana et à l'héroïne lors d'un voyage en auto-stop en Suède* »⁵⁴⁵ – rentre à La Ciotat, les amis décident de passer à l'acte. Ils jettent le kilo à la mer et ne conservent qu'une cinquantaine de grammes « *pour une seule expérience* ». La suite de l'histoire est assez prévisible et se conclut le lendemain matin par le constat du décès de J.-C. Lamoureux.

Malgré ses différences avec l'affaire de Bandol, l'overdose de Lamoureux est si

⁵⁴⁰ *Le Nouvel Observateur*, 08/09/69.

⁵⁴¹ Voir le texte, « L'histoire raciale de l'héroïne (1980-1995) ».

⁵⁴² *France Soir*, 14/09/69.

⁵⁴³ *France Soir*, 14/09/69.

⁵⁴⁴ *France Soir*, 15/09/69.

⁵⁴⁵ *La République*, 13/09/69.

invraisemblable que 18 jours après le décès de Martine, la relation de coïncidence que produisit cette répétition fût totale. L'infime risque statistique que se produise cet événement, au lieu de le faire percevoir comme un impondérable *non significatif*, acheva paradoxalement de convaincre l'opinion que quelque chose se passait.

Stanley Cohen ne prévoit pas d'échelon supérieur à la panique morale susceptible de décrire l'époque dans laquelle on entre alors, mais l'overdose de J.-C. Lamoureux marque un nouveau basculement qui se traduit par une succession sans précédent de vagues d'arrestations : le 15 septembre à Aix « *11 inculpations après une rafle dans une boîte de nuit* »⁵⁴⁶, le 18 à Biarritz « *16 jeunes interpellés* »⁵⁴⁷, le 19 à Nîmes et Bayonne « *les arrestations se multiplient* »⁵⁴⁸, le 20 à Paris « *19 interpellations dont 9 dans un hôtel de St Germain-des-Prés où la police a trouvé seringues et sachets d'héroïne* »⁵⁴⁹, le 23 à Marseille « *arrestation de sept jeunes qui se piquaient depuis plusieurs mois et de leur pourvoyeur qui officiait dans un hôtel* »⁵⁵⁰... En une semaine, *Le Monde* dénombre 198 arrestations⁵⁵¹ !

L'inflexion est aussi sensible sur le plan lexical : si jusqu'à présent on parlait de « lutte » ou d'« offensive », désormais le ton a changé, comme l'écrit *La République* dans son édition du 14 septembre : « *Après la mort de Jean Claude Lamoureux à la Ciotat, les pouvoirs publics entament une guerre sans merci à la drogue* ».

L'overdose de Bandol, légende et réalité :

« *On ne peut affirmer que cette campagne aurait pris une telle ampleur si l'arrière-plan général de la situation française n'avait été favorable à cette « révolution* ». »⁵⁵²
D. Vaille, 1973.

On a vu que l'overdose de Bandol n'est pas le seul déclencheur de la campagne médiatique de septembre-octobre 1969. Remarquons maintenant que - comme l'indiquent les graphiques fournis en annexe - la presse, la TV et la radio n'ont pas non plus attendu l'affaire de Bandol pour parler d'héroïne et encore moins de drogues. Pour D. Vaille⁵⁵³, c'est l'année 1966 qui marque le tournant avec la publication dans le *Figaro* d'un article en quatre colonnes à la « une » sur le LSD et son classement au tableau B des stupéfiants dont plusieurs autres journaux se font aussi l'écho. En mars 1967, *Le Parisien Libéré* titre sur l'arrestation de Don Philippe et de dix de ses acolytes, trafiquants notoires qui ravitaillaient en héroïne les drogués de Saint Germain. Quelques mois plus tard, *l'Aurore* publie toute une page sur un vol d'opium dans un établissement pharmaceutique. C'est ensuite le *Journal du dimanche* qui sort une

⁵⁴⁶ *La République*, 15/09/69.

⁵⁴⁷ *Le Monde*, 18/09/69.

⁵⁴⁸ *Le Monde*, 20/09/69.

⁵⁴⁹ *La République*, 21/09/69.

⁵⁵⁰ *La République*, 23/09/69.

⁵⁵¹ *Le Monde*, 22/09/69.

⁵⁵² Dominique Vaille, « La grande presse et la drogue », *Le moniteur des pharmacies* n°1068, 3/02/73.

⁵⁵³ *Ibid.*

page entière sur le livre *J'étais un drogué*. En 1968, la pression continue de monter, dopée par le mouvement de reflux qui accompagne la contestation du mois de mai, et *Le Parisien Libéré* accompagne chaque « une » sur le sujet d'un bandeau « *La drogue, menace n°1 sur le monde* ». En 1969, avant l'overdose de Bandol, plusieurs événements, et notamment l'arrestation de huit trafiquants d'héroïne à Saint Germain-des-Près, sont couverts par la presse. Un mois avant le décès de Martine A. *Le Parisien Libéré* publie un dossier en quatre parties consacré au thème de la drogue.

Pourtant, lorsqu'un journaliste de *La fabrique de l'histoire*⁵⁵⁴ demande à un témoin historique de se remémorer l'attitude de la presse des années 1960 et 1970 face aux drogues, sa réponse est édifiante : « *C'est vrai que le public n'en avait pas la moindre idée. La presse n'en parlait jamais. Et quand on nous demande quel est le premier souvenir que vous en ayez, spontanément, c'est l'affaire de Bandol et ensuite, et bien, les premiers articles dont j'ai souvenir dans la presse, c'est après la loi de 1970* ».

Il confirme ainsi le propos général de l'émission (intitulée « *De Bandol à Marmottan, la nouvelle route des soins* »), qui fait de l'affaire de Bandol l'*origine* du célèbre hôpital parisien et plus généralement de la forme moderne des soins aux consommateurs de drogues. Cette analyse, c'est justement le directeur fondateur de Marmottan, le non moins célèbre Dr C. Olievenstein, qui l'a popularisée à travers ses livres et ses témoignages⁵⁵⁵ dans lesquels il fait remonter la création de Marmottan à sa nomination comme « Mr Drogue » par le Ministre de la Santé, soucieux de réagir face à l'émotion suscitée par l'overdose de Bandol. Mais, comme on l'a vu, ce raisonnement oublie que l'overdose de Martine ne fût pas le seul déclencheur de la panique morale de septembre-octobre 1969. De plus, il ne tient compte ni du contexte ni des interactions entre médias, police et classe politique. Il ne résiste donc pas à l'analyse historique.

On retrouve pourtant un raisonnement similaire chez nombre d'auteurs qui cherchent à expliquer la production de la loi de 70 et qui voient eux aussi, en l'affaire de Bandol, l'événement qui « *jette subitement l'émoi* »⁵⁵⁶ à partir duquel « *le gouvernement se devait de réagir* »⁵⁵⁷. Si la plupart des auteurs étudiés se montrent prudents quant à l'établissement d'une relation de causalité, notons qu'environ la moitié d'entre eux passent sous silence les autres overdoses de l'été 69, attribuant la panique morale de septembre-octobre au seul décès de Martine.

Mais ce qui est presque systématiquement passé sous silence c'est la préexistence d'une volonté de légiférer sur le sujet : « *jusqu'alors, personne ou presque, parmi les hommes politiques ne s'était véritablement intéressé à la toxicomanie d'une partie de marginale et peu « visible » de la jeunesse* »⁵⁵⁸. Pourtant, on sait que dès 1966, le ministère de l'Intérieur avait

⁵⁵⁴ « De Bandol à Marmottan, la nouvelle route des soins », *La Fabrique de l'histoire*, France Culture, 09/12/2008.

⁵⁵⁵ Voir notamment : Claude Olieventsein, *La drogue, trente ans après*, Odile Jacob, 2000.

⁵⁵⁶ Jacqueline Bernat de Celis, *op.*, *cit.*

⁵⁵⁷ Arnaud Aubron, *op.*, *cit.*

⁵⁵⁸ Henri Bergeron, *Soigner ou prendre soin des toxicomanes : anatomie d'une vieille croyance collective, analyse historique du champ du soin de la toxicomanie en France de 1970 à 1995 ou l'histoire de la domination d'un paradigme*, Thèse pour le doctorat de l'Institut d'études politiques de

proposé que soient doublées les sanctions encourues par les trafiquants⁵⁵⁹, que la rénovation de la loi avait été demandée dans des questions parlementaires depuis février 1969⁵⁶⁰, et surtout qu'en juin 1969, deux mois avant l'overdose de Bandol, la Chancellerie avait fini d'élaborer un projet annonçant une bonne part des dispositions de la loi de 1970⁵⁶¹.

Notons aussi la persistance d'une légende urbaine qui relie la production de la loi de 70 à l'activisme et aux relations du père de Martine : « *Le père de la jeune fille, notable local, rue dans les brancards et le dossier remonte peu à peu vers le Palais Bourbon. Le 31 décembre 1970, le parlement vote une loi toujours en vigueur aujourd'hui...* »⁵⁶². Facile à démentir (au moment des faits le père de Martine était décédé), cette légende tenace ne semble faire écho à aucun fait précis.

Mais la véritable légende qui entoure l'overdose de Bandol est son statut de première overdose de France. Pourtant, comme l'écrit A. Aubron, « *soixante-dix ans après l'introduction de l'héroïne en France, ce n'était évidemment pas la première overdose dans le pays* »⁵⁶³. On retrouve cependant cette idée dans certains des textes étudiés, y compris des travaux parmi les plus précis comme la « *contribution à l'étude des décès liés à l'usage des drogues illicites en France et en Europe 1975-1983* »⁵⁶⁴ de Ingold et Branchu, qui précise toutefois qu'elle est la première « *enregistrée* ». On comprend alors l'origine de la confusion : l'affaire de Bandol marque simplement le début du recensement des overdoses.

Un artefact statistique similaire a favorisé l'utilisation de l'overdose de Bandol comme marqueur du début de la diffusion de l'usage de drogue : « *ce décès officialisait en quelque sorte le développement de la toxicomanie dans notre pays avec, à partir de cette année-là, une spectaculaire augmentation des interpellations pour usage de stupéfiants* »⁵⁶⁵. On observe effectivement un bond des interpellations qui passent de 361 en 1968 à 1200 en 1969⁵⁶⁶, mais si l'on rapporte ces chiffres à ceux de Bernat de Celis (400 interpellations dans les 8 premiers mois de 1969), on se rend compte que le bond a surtout lieu fin 1969. À l'évidence, il résulte des nombreuses rafles opérées par la police à partir de l'overdose de J.-C. Lamoureux. Il ne traduit donc pas une hausse de la toxicomanie mais bien de l'activité policière. Comme le fait remarquer Ehrenberg, « *à cette époque, rien n'indique une consommation massive de drogues en France* ».⁵⁶⁷

Paris, 1997.

⁵⁵⁹ Jacqueline Bernat de Celis, *op.*, *cit.*.

⁵⁶⁰ *Ibid.*

⁵⁶¹ *Ibid.*

⁵⁶² Serge Gatignon, Serge Supersac, *Pour en finir avec les dealers*, éditions Grasset, 2011.

⁵⁶³ Arnaud Aubron, *op.*, *cit.*

⁵⁶⁴ François-Rodolphe Ingold, Jean Jacques Branchu, *Contribution à l'étude des décès liés à l'usage des drogues illicites en France et en Europe 1975-1983*, Rapport édité par la MILT, 1984.

⁵⁶⁵ *Ibid.*

⁵⁶⁶ Alain Ehrenberg, *L'individu incertain*, Paris, Hachette, 1995.

⁵⁶⁷ *Ibid.*

De quoi l'overdose de Bandol est-elle le nom ?

« L'usage de la drogue, ou plutôt l'usage de la parole autour de la drogue, est devenu un véritable mythe. Et la première question que nous devons nous poser c'est de savoir pourquoi nous en parlons tant, alors que d'immenses problèmes d'injustice et de mort, autrement plus importants, inondent le monde. »

Claude Olievenstein, conférence de l'UNESCO, 1973.

Ainsi, l'overdose de Bandol ne fût pas la première de France. Elle ne marque pas non plus la découverte de la consommation d'héroïne ni *a fortiori* de drogues par la presse et n'est pas le seul déclencheur de la panique morale de septembre-octobre 1969. Mais pourquoi alors, demeure-t-elle considérée comme un « premier élément »⁵⁶⁸ « par lequel tout semble commencer »⁵⁶⁹, une sorte de big bang « générateur d'une révolution des esprits »⁵⁷⁰ ?

S'il est difficile de répondre à cette question, on peut reconnaître avec Rodolphe Ingold que « nous ne disposons pas – hors loi du 31 décembre 1970 – d'un point de départ symbolique qui ferait date pour la naissance de la toxicomanie en tant que phénomène social ». Il faut aussi reconnaître que la complexité des conditions historiques de production du problème drogue, de la loi de 1970 et du système de soin spécialisé, appelle l'utilisation d'images et de simplifications. On perçoit alors l'utilité de l'overdose de Bandol : en réduisant l'ensemble de ces conditions historiques à un unique événement qui semble dérisoire face aux réactions qu'il suscite (loi de 1970...), elle schématise les interactions entre médias, opinion publique et classe politique et introduit l'irrationalité du processus de construction qui a abouti à la forme moderne du problème-drogue, le fameux *mythe de la drogue*.

Comprise ainsi, l'overdose de Bandol est un symbole. Dès lors le fait divers en lui-même importe peu, ce qui pourrait expliquer pourquoi on peut noter tant de variations, y compris sous la plume des auteurs les plus sérieux : dans le corpus étudié, l'âge de Martine passe ainsi selon les auteurs de 16⁵⁷¹ à 24⁵⁷² ans, les lieux du décès sont tantôt un café⁵⁷³, une plage⁵⁷⁴, une autre ville (Toulon⁵⁷⁵) et même le sexe de la victime peut s'inverser (« le mort de

⁵⁶⁸ Anne Claude Ambroise Rendu, *Crimes et délits, une histoire de la violence de la belle époque à nos jours*, Broché, 2006.

⁵⁶⁹ Christian Bulart, Jean-Jacques Yvarel, Claudio Ingerflom, « Consommation de drogues, représentations sociales et attitudes du pouvoir en France 1800-1988 », Institut de recherche spécialisée de Reims, 1993.

⁵⁷⁰ L'expression est de Marc Oulé, rédacteur en chef de Var matin au moment des faits mais aussi agent de probation qui s'est vu confier la responsabilité de suivre certains garçons de « la bande à Roger » (in « De Bandol à Marmottan, la nouvelle route des soins », *La Fabrique de l'Histoire*, France Culture, 09/12/2008).

⁵⁷¹ Jacqueline Bernat de Celis, *op.*, *cit.*

⁵⁷² Alexandre Marchant, *op.*, *cit.*

⁵⁷³ Henri Bergeron, *op.*, *cit.*

⁵⁷⁴ William Lowenstein, *Ces dépendances qui nous gouvernent, comment s'en libérer ?*, Paris,

Bandol »⁵⁷⁶).

Ces variations pourraient aussi être comprises comme des ratés mineurs dans le processus de transmission de ce qui est devenu progressivement un récit, une *histoire*. Cela pourrait aussi expliquer le quasi-systématisme dans les textes étudiés, de l'emploi de guillemets autour du syntagme choisi par les auteurs pour désigner l'événement. Ainsi, Henri Bergeron, dans sa thèse, sur « *ce qu'il est convenu d'appeler « le drame de Bandol* » », qu'il appellera pourtant lui-même et seulement quelques lignes plus loin, la « *tragédie de Bandol* ». A quoi servent ces guillemets puisqu'il ne s'agit pas d'une retranscription orale ni d'une expression consacrée ? Pourrait-il s'agir en réalité de rattacher l'overdose de Bandol à son statut d'histoire, de marquer son appartenance à la famille des citations ?

Une histoire aux multiples variations, traitant d'un événement singulier et primordial, compris comme le point de départ et l'explication unique de l'ensemble des dimensions d'une réalité actuelle... Difficile, si l'on adopte le point de vue de l'ethnologue, de ne pas penser à un mythe d'origine.

Mythe d'origine et métaphore de la production du *mythe de la drogue*, l'imbrication de l'histoire de l'overdose de Bandol dans l'Histoire de l'héroïne est difficile à caractériser. Elle relève d'un ancrage profond qui – à l'évidence – prend aussi racine en dehors du territoire de la raison. Mais elle est aussi emblématique de la construction sociale du problème des drogues en ce début de cycle de la diffusion de l'héroïne.

Calmann-Levy, 2005.

⁵⁷⁵ Jacqueline Bernat de Celis, *op.*, *cit.*

⁵⁷⁶ François-Rodolphe Ingold, Mohammed Toussirt, François Petit, Anne Marie Combesque, « Apport des sciences de l'homme et de la société à la compréhension des drogues et des substances psychoactives », Paris, DGLDT, 1994.

7.2 La diffusion de l'héroïne à travers *Libération*

Michel KOKOREFF

« *L'héroïne, on l'a vue arriver par ricochets... On l'a vu arriver par Burroughs... On avait une approche négative, hostile. Il fallait se battre pour distinguer drogue dure et drogue douce. Tu fumais un jour un joint, tu te shootais le lendemain. Ah, mais c'était comme ça ! Après, on a appris qu'il y avait eu la Régie française de l'opium en Indochine... Nous, on attaquait ça. On se battait pour le cannabis en attaquant l'héroïne. C'était pas notre culture.* »⁵⁷⁷ Journaliste à *Libération* de 1974 à 1982, avant d'y revenir de 1985 à 1993, J.-P. Géné a été un des premiers spécialistes dans la presse quotidienne de ce que les initiés appellent plus volontiers la « dope » ou la « défonce » que « la drogue ». Faire de l'héroïne un ennemi était-il une position partagée au sein du journal, fondée culturellement ? Une relecture attentive de *Libé* dans les années 1970-80 amène à nuancer la réponse. Mais, plus généralement, la question qui nous intéresse est la suivante : quel a été le rôle de ce journal emblématique de l'air du temps dans la diffusion des drogues et de l'héroïne en particulier ?

Enquêter sur *Libé*

Parmi les quotidiens français, *Libération* a été sans aucun doute celui qui a été le plus proche de ce processus. Proche pour des raisons culturelles et intellectuelles, tant il est apparu (et s'est auto-promu) comme l'héritier de Mai 68, tant aussi l'esprit de liberté et d'aventure incarné par celui-ci est passé par l'expérimentation de *toutes* les drogues. Proche également pour des raisons journalistiques et éthiques qui ont poussé l'équipe à mener un véritable travail d'information et d'investigation qui faisait cruellement défaut, de la série d'articles sur la *French Connection* aux premières enquêtes sur Amsterdam, de l'Appel du 18 Joint aux chroniques sur le Palace et le mouvement punk, sans oublier les innombrables papiers de synthèse, sur la répression, la police, la justice, Marmottan, Le Patriarche, etc. Proche enfin parce que les produits ont pas mal circulé parmi la rédaction et la fabrication, qu'il s'agisse du cannabis, et de façon moindre d'héroïne, dans les années 1970, ensuite de la coke à partir des années 1980. *Libé* peut donc être considéré autant comme une source que comme un miroir, un témoin qu'un acteur. Dans ce sens, ce qui nous intéresse, c'est de comprendre très précisément en quoi ce quotidien a pu être un *agent producteur et diffuseur de significations culturelles*, en attribuant aux produits des valeurs d'innovation, de résistance, de modernité, de nihilisme, ainsi qu'en produisant des systèmes de justification⁵⁷⁸.

Début 2013, j'ai adressé une demande d'accès aux archives au journal. J'ai été accueilli rue Béranger par Bénédicte Dulong, chef de service, et Alain Brillon, archiviste

⁵⁷⁷ Entretien réalisé avec J.-P. Géné en janvier 2015.

⁵⁷⁸ Cette approche s'inspire fortement des travaux anglo-saxons réalisés sur le rock et la rave culture dans les années 1970 et 1980 importés en France par Patrick Mignon. Voir, notamment sa thèse de doctorat, *La production sociale du rock*, Paris, EHESS, 1996.

présent depuis 1974, qui m'ont ouvert la salle des archives. J'avais en accès libre l'ensemble des numéros reliés dans d'épais et hauts volumes rouges et l'ensemble des fichiers par thèmes. Durant près de cinq mois, j'ai épluché les numéros de *Libé* des premiers numéros de mai 1973 à la fin de l'année 1983 (soit 57 tomes). Période clé allant, par conséquent, de la mort officielle du gauchisme (celle de Pierre Overney servant souvent de repère), et des manifestations contre la loi Debré, à la première Marche pour l'égalité et contre le racisme. Pratiquement, j'avais à ma disposition les fiches manuscrites « *drogues* » où étaient recensées tous les articles (brèves y compris), la photocopieuse – que je n'ai pas ménagée – pour copier en format A3 les articles qui m'intéressaient. Très vite, il est apparu que je ne pourrais pas me contenter des articles touchant à l'héroïne, voire aux autres drogues (acides, cannabis, coke), qu'il s'agisse d'articles de fond, d'enquêtes ou du courrier des lecteurs, mais qu'il faudrait « *moissonner* » plus large, en retenant des articles sur les mouvements culturels (la célébration des idoles des sixties comme Hendrix, l'un des rares noirs de la pop, Morrison, dernier des romantiques, l'arrivée du punk, le temps du Palace), mais aussi sur des thèmes connexes (le sida, l'immigration, les banlieues, la prison, la psychiatrie), en gardant un œil sur les articles d'ambiance ou sur l'air du temps (les dix ans de Mai 68, les débuts de la micro-informatique domestique, etc.), et enfin sur les mises en formes successives de *Libé* (rubriques, graphismes, etc.). Sur l'ensemble, j'ai sélectionné près de 600 articles (voir tableau en annexes). Dans un second temps, en juin 2015, j'ai complété la lecture de *Libération*, de 1984 à 1986. Mais cette période m'a paru moins intéressante, les articles et enquêtes de fond cédant la place à des papiers beaucoup plus classiques sur l'annonce des chiffres officiels de la toxicomanie, les faits divers et des affaires judiciaires – ce qui a justifié, en plus des contraintes de temps, d'arrêter le recueil de données.

Le recueil de ces données sur la période 1973-1981 s'inscrit dans un double processus de transformation : d'un côté, une « *révolution des mœurs* » qui se caractérise par un changement des valeurs et des normes sociales, une dénormalisation des rapports sociaux (de classe, de genre, de travail, familiaux, éducatifs) ; de l'autre, une diffusion rapide des produits stupéfiants, et en particulier de l'héroïne, qui se prolonge au moins jusqu'au début des années 1990. Entre-temps, malgré une progression de son lectorat (de 20 000 à 30 000 exemplaires en 1977, de 40 000 à la fin des années 1970), les ennuis financiers de *Libération* conduisent à son arrêt, décidé en AG à l'unanimité en février 1981, donnant mandat à Serge July de construire *Libé II*, reparu le lendemain du 10 mai 1981, avec la moitié de l'équipe en moins ! Le journal se « *professionnalise* » – mot d'ordre des années 1980 – en même temps qu'il change d'orientation idéologique et politique : il rompt définitivement avec l'esprit de 68, soutient la Mitterrandie, promeut la modernité « *hors sol* ».

Aller chaque semaine rue Béranger feuilleter, reprographier et photographier ce livre du temps ne fut pas sans émotion. Lire des journaux qui le sont d'ordinaire quotidiennement dans l'après-coup produit un effet factice, irréel, très singulier : la lecture fait remonter à la surface, à travers les Unes et les « *événements* », toute une histoire immédiate qui « *fait mémoire* ». Comme l'ethnologie⁵⁷⁹, l'histoire est plurielle. Il s'agit d'un mille-feuille composé

⁵⁷⁹ Thifaine Barthélémy, Philippe Combessie, Anne Monjaret, *Ethnologies plurielles. Déclinaisons selon les disciplines*, ??, 2014.

qui renvoie autant à la grande Histoire qu'à la petite, à l'histoire collective qu'à l'histoire personnelle, de la participation aux manifestations faisant suite au coup d'État de Pinochet au Chili et aux mouvements étudiants et lycéens annuels de 1973 à 1976 reprenant le slogan de Mai 68 « *Chaud, chaud, chaud ! Le printemps sera chaud !* », des souvenirs de mon père, pigiste à *Libération* entre 1973 et 1974, qui avait suivi avec d'autres les « *Lip* », aux comptes rendus de concert de mon adolescence, qui me faisaient partager les goûts musicaux et culturels de ma génération et de mon époque – sans parler des rapports ambivalents de lecteur, tantôt critique tantôt enthousiaste à la lecture des papiers de Philippe Gavi, Serge Daney, ou des *Rebonds* de Jean Baudrillard. Un journal est un « *lieu* » symbolique où le lien se noue et les significations circulent. De façon plus pragmatique, il me semble que ce travail a contribué à donner une chronologie diffuse qui a été utile dans les entretiens menés par ailleurs avec des acteurs directs de cette histoire comme au sein de l'équipe de recherche.

Enfin, afin de compléter ces archives, de disposer de leur mode d'emploi et d'interroger les silences et oublis, j'ai réalisé six entretiens avec des membres de l'équipe historique et d'autres arrivés au milieu des années 1980.

Les groupusculaires et leur culture

Avec la création de l'Agence de presse Libération (APL), il a fallu créer une équipe avec des gens qui étaient pour une bonne part des militants aguerris mais des amateurs en matière de presse qui seront tous réembauchés. « *Libération aurait pu être le journal des maos et de leurs compagnons de route. La dissolution de l'ex-GP (Gauche prolétarienne) jointe à une volonté farouche d'indépendance nous ont évité cet écueil...* », raconte Serge July⁵⁸⁰. Une telle présentation de l'histoire est un peu courte, il le sait bien, et il faudrait repartir de la fin des années 1950 pour le comprendre.

Maos, anarcho-désirants, situs, etc.

Les militants trotskystes sont alors très actifs parmi les étudiants engagés de la Sorbonne. Ils contestent le PCF, le vote donnant des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en 1958, et, bien sûr, les meurtres staliniens de masse. Exclue de l'Union des étudiants communistes (UEC), créée en 1956, ils se regroupent autour du groupe Tribune de discussion, qui édite un bulletin ronéoté *Le Bulletin de l'opposition communiste*, qui devient *La Voie communiste* en janvier 1958.⁵⁸¹ Dans cette mouvance aux frontières du trotskysme, où Félix Guattari est très actif parallèlement à son travail à La Borde, un tournant s'opère à partir de la fin de la guerre d'Algérie. *La Voie communiste* prend une « teinte maoïste » à partir de 1961, puis en 1963, en publiant « *le programme politique en vingt-cinq points de la direction du parti communiste*

⁵⁸⁰ L'entretien de la mémoire et de l'auto-histoire de *Libération* est devenu un exercice savamment entretenu, voire un produit ; par exemple, la longue interview de Serge July réalisée par *Esprit* et reprise par le journal sous le titre « Un itinéraire de ces dix dernières années. Libération » (9), *Libération*, 22 mai 1978 ; ou encore, *Libération. Les unes*. Editions de la Marlière, 2010, avec les introductions du même et de Laurent Joffrin, ainsi que des textes d'historiens (de Pierre Nora à Pap Ndiaye)

⁵⁸¹ François Dosse, *Gilles Deleuze et Félix Guattari*, op. cit. pp. 45-47

chinois », sous la houlette de Benny Lévy et de quelques autres⁵⁸². Les maos occuperont l'avant-scène du gauchisme jusqu'en 1975.⁵⁸³ Même si *Libération* consacra sept pages à la mort de Mao, en 1976, la « *passion chinoise* » s'est éteinte parmi les intellectuels de gauche (de Barthes à Sollers), comme de droite (d'Alain Peyrefitte à Roger Massip, directeur du *Figaro*)⁵⁸⁴.

Berceau du gauchisme, les trotskystes et les maoïstes de toute obédience visent à fonder un parti d'avant-garde qui éclaire le peuple vers l'affrontement avec l'État. Tel est bien le projet politique qui sous-tendra après 68 les établis : passer « de la contestation à l'engagement » et de « *l'engagement à l'expérience ouvrière* »⁵⁸⁵. C'est en ce sens que le Mouvement du 22 mars et ses « *enragés* » sont dénoncés dans un premier temps comme des « *petits-bourgeois* ». Selon les maos, il s'agit de groupes d'anarchistes et de situationnistes qui agressent la classe ouvrière. L'un de leurs mots d'ordre bien en vue sur la façade de l'université de Nanterre n'est-il pas « *NE TRAVAILLEZ PAS !* » ? Mais selon Alain Dugrand, les maos rattraperont vite le temps perdu quand les « *directions gauchistes se revendiqueront comme les acteurs décisifs de la révolte de Mai !* »⁵⁸⁶.

L'espace complexe des groupusculaires d'après Mai 68 n'est pas seulement idéologique ; trotskystes et maoïstes ne se différencient pas uniquement par leurs actions politiques (investir de l'intérieur les centrales syndicales pour les uns, faire des actions éclairs, s'engager pratiquement pour les autres) ; ce qui les distingue, c'est aussi leurs genres, leur manière de cultiver leurs différences. Un peu à la manière d'un Bernard Cathelat, promoteur des socio-styles de vie dans le monde de la pub des années 1980, Alain Dugrand, journaliste à *Libé* jusqu'en 1981, en dessine le portrait non sans ironie : « *Pour les trot's, barbe caraïbe longueur tropicale, coutil au Bon travailleur, oignon à chaînette au veston, affection certaine pour les héros de Germinal. Pour les maos, cuir de l'Armée de l'air, bandana sur blouson Levi's maxi délavé. Pataugas chez Krivine, camarguaise et texanes pour les maos. Fixation luthérienne, chez les trotskystes, puritaine pour les pro-Chine, mais chez les « désirants » spontanéistes de Vive la révolution, étonnante fraction qu'on appelle mao Spontex, c'est la défonce, stick de hasch, héro. Ceux-là apprécient Jerry Rubin, Just do it, Janis Joplin et Lou Reed.* »⁵⁸⁷ C'est de ce côté-là que les consommations se diffuseront, non sans nuances, selon la belle formule de Guy Hocquenghem : « *La défonce n'est pas notre révolution, mais la révolution n'est pas non plus notre défonce, au sens où faire la révolution « supprimerait » la*

⁵⁸² Idem p. 50

⁵⁸³ Cela dit, le principal homme politique dans les années 1970, ce n'est pas Mao mais Marchais, du fait de son passé de prisonnier de guerre volontaire pendant la Seconde Guerre mondiale, de ses coups de gueule à la télévision, de ses positions anti-immigrés (dont l'affaire de Montigny n'est que le symptôme), et d'un anti-communisme viscéral des anciens de 68.

⁵⁸⁴ Philippe Artières, « Paris-Pékin, aller-retour : de l'aveuglement à la méfiance », in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), 68, *op. cit.*

⁵⁸⁵ Nicolas Hatzfeld, « Les établis : du projet politique à l'expérience politique », in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), 68, *op. cit.*, pp. 546-550

⁵⁸⁶ Alain Dugrand, *op. cit.*, p. 93

⁵⁸⁷ Idem, p. 97

défonce, la remplacerait comme elle remplacerait l'ensemble des phénomènes de la vie. La révolution n'est pas ce qui permet de remplacer la vie. »⁵⁸⁸

On peut toujours dire rétrospectivement, *après-coup*, que « vingt-cinq petites rivières aboutissent à Libération », selon une formule typiquement maoïste de July⁵⁸⁹ ; mais il y eut des rapports de forces. En effet, constate Jean Guisnel, entré à l'APL en 1972 et journaliste à *Libé* de 1973 à 1996, si le nouveau quotidien est vécu par les maos comme « une expérience militante, une tentative de sortir, par le haut, du ghetto où ils se sont enfermés (...), ils estiment naturel d'en détenir les commandes. Et c'est pour cela que Serge July est nommé par une décision d'appareil ». ⁵⁹⁰ Lui qui, après 68, est allé s'établir à Douai, revient donc à Paris pour prendre la direction de l'APL, le 27 décembre 1972, à 30 ans. Parallèlement, Benny Levy, qui dirige la Gauche prolétarienne, propose à Philippe Gavi, un ancien d'HEC devenu secrétaire de Sartre après plusieurs séjours en Californie, de rentrer au journal, entre autres parce qu'il est en prise avec « les mouvements que les dirigeants coincés de la Gauche prolétarienne connaissent mal ».

« Quand les maos avaient créé un premier journal qui s'appelait *J'accuse*, ils voulaient que ça soit un journal très démocrate, et puis c'était devenu rapidement très maoïste, avec tous les trucs à la con qu'il peut y avoir dans un journal d'une extrême idéologie. Et donc les maos étaient venus me voir parce que j'avais publié un livre qui s'appelait *Les ouvriers*⁵⁹¹, très enquête, une écriture sur tout ce qui se passait en France ; et moi, j'ai une fascination pour les contradictions, et donc on m'a fait venir avec l'idée que, pour créer *Libé*, je ferais front contre les maos. J'avais écrit dans *Les temps modernes*, j'avais toute cette contre-culture américaine et latino-américaine, je connaissais les ouvriers... Mon rôle au début, quand on a fait *Le Manifeste* (en 1972), dès le début, j'avais fait supprimer des phrases..., l'idée que plus on descendait dans les classes sociales et plus on trouvait de moralité ; j'avais dit que *Libé* allait prendre en compte les contradictions au sein du peuple (homosexualité, mouvement des femmes, sexisme). J'étais chargé de garantir qu'il y aurait un pluralisme de cette culture qui faisait le lien avec le côté révolutionnaire et l'autre culture... »⁵⁹²

Malgré les passeurs comme Gavi, la cohabitation entre les groupes qui composent le journal ne va pas de soi. Ceux qui venaient de VLR ou d'autres groupuscules avaient beau être la caution des maos, qui venaient de la GP...

⁵⁸⁸ Guy Hocquenghem, *Tout*, n° 8, février 1971 ; texte repris dans *L'après-Mai des faunes*, Paris, Grasset, 1974, p. 131.

⁵⁸⁹ « *Libération*, je t'aime, moi non plus... », documentaire réalisé par Frédéric Joignot et Philippe Gavi, 2010.

⁵⁹⁰ Jean Guisnel, *op. cit.*, p. 35.

⁵⁹¹ Philippe Gavi, *Les Ouvriers. Du tiercé à la révolution*, Paris, Mercure, de France, 1970. Dans un compte rendu de la revue *Population*, on pourra lire ceci : « L'ensemble des témoignages ouvriers recueillis a le mérite de la spontanéité et montre que la classe ouvrière continue traditionnellement de se méfier de tout mouvement syndical ou politique, non issu de son sein » (*Population*, vol 26, n° 3, 1971)

⁵⁹² Entretien téléphonique avec Philippe Gavi, en 2015.

« (...) C'était un peu biaisé au départ parce que, eux, ils se réunissaient entre eux avant les réunions générales et ils prenaient les décisions, et ils les faisaient appliquer par les assemblées générales, parce que toutes les réunions se faisaient en assemblée générale. Les premières années ont été très chaotiques à cause de ça. Et en plus, avec une grosse bagarre entre deux grosses tendances. Une tendance qui était "on veut être le journal du peuple, le journal des Comités Libération, on crée des comités Libération partout et on est le journal de l'expression de gauche". Et l'autre tendance, c'était "on veut être le France-Soir de gauche". Pas Benny. Un mec de la GP aussi. Benny Lévy intervenait pas du tout à Libé. On le voyait jamais. »⁵⁹³

Entrée au journal en 1973, à l'âge de 19 ans, Béatrice Vallaeys⁵⁹⁴ raconte l'ambiance des débuts.

« Les maoïstes ont ce défaut majeur d'être stalinien et il y avait une autre bande de gens qui s'étaient appelés les « anarcho-désirants ». Les maoïstes avaient beaucoup de mal à fréquenter les anarcho-désirants parce qu'ils étaient extrêmement libres dans leurs mœurs. Les « désirants », que les maos nomment aussi les « nietzschéens » n'avaient que faire des discours... C'était des libertaires. Par exemple, ils se touchaient beaucoup... Enfin ils se touchaient beaucoup, les hommes s'embrassaient, mais à l'époque, ça se faisait pas. Donc, on s'embrassait de façon extrêmement chaleureuse, et plus si affinités. Et un jour, Benny Lévy a piqué un coup de sang, il trouvait ça pornographique. Et un gars lui a répondu : "Ce que tu trouves pornographique, j'appelle ça des caresses..." On parlait que comme ça. Il y avait conflit, il y avait affrontement..., on adorait... Dès qu'il y a du désordre, ça me mettait en joie. Un goût formidable pour le paradoxe, alors que les maoïstes, c'était binaire... Donc, on a commencé très vite à avoir des divergences. À l'automne 1974, arrive Benny Lévy, il nous convoque et nous dit : "Ça ne va pas, vous écrivez des choses qui sont choquantes pour les ouvriers, et donc vous êtes des petits-bourgeois". Et donc, à ce moment-là, y a un type qui lui répond : "Je pense que tu te trompes, on est des grands bourgeois." Et de ce jour, c'était nettement plus cool, on l'a presque plus revu. Serge était comme nous, c'était un faux maoïste, il pigeait tout de suite que c'était ridicule. »

Cette description des groupusculaires serait vraiment très incomplète si on ne mentionnait, aux côtés des maos et des trotskystes, des mao spontex et des anarcho-désirants, l'influence des situationnistes⁵⁹⁵ :

⁵⁹³ Entretien avec François Pignet en janvier 2016. Entré à l'APL en 1972 puis à *Libé* en 1973, il en est parti en 1981.

⁵⁹⁴ Après avoir participé au journal militant *Pirate*, avec Gilles Millet (autre ancien de l'équipe), elle fait partie de « l'équipe historique » et s'occupe beaucoup des femmes, des mouvements féministes, de l'avortement, des luttes des prostituées. Elle monte peu à peu dans la hiérarchie et termine sa carrière en 2015 comme rédactrice en chef adjointe.

⁵⁹⁵ Rappelons le fort impact de la petite brochure publiée par des membres de l'Internationale Situationniste et des étudiants de Strasbourg, *De la misère du milieu étudiant*, 1966, AFGES (réédité aux Editions Champ libre)

« On était très imprégné de la pensée « situ », on était « situs » sans le savoir, sans le dogme. Parce que les « situs », c'est pareil, les livres des « situs » c'est extrêmement intello. En 68, tous les slogans formidables, c'était les « situs », c'était personne d'autre ! Et nous, on avait cette culture-là, naturellement. On était dans une espèce vague... pas anarchiste, ... mais rien n'est interdit. (...) C'est dans nos titres, qu'on a eu ce sens de la formule « situ ». »⁵⁹⁶

Mais deux autres facteurs entrent aussi en ligne de compte pour comprendre comment *Libé* a pu être un formidable lieu de brassage et de circulation. Un premier facteur déterminant est la jeunesse de l'équipe. En 1976, « l'âge moyen, c'est 25 ans. Les fondateurs de Libération ont entre 20 et 23 ans. Sans Serge July, qui avait dix ans de plus, cela aurait été moins. »⁵⁹⁷ C'est la génération des baby-boomers, née après-guerre, jeune et insouciante. Un second facteur est le nombre de collaborateurs de *Libé* traduisant une circulation de gens venant de mondes sociaux variés

« De 1973 à 1981-82, on est passé à 30 personnes salariées au début, après on est arrivé à 80-90 personnes, rédaction et fabrication, on était mélangés, et en plus avec le même salaire. Mais dans cette période, en gros, il y a eu 600 personnes qui ont été embauchées par Libération, c'est-à-dire que tout le monde était le bienvenu, toute personne qui souhaitait pouvait... Donc y a plein de gens qui disent j'ai été à Libé, mais ils y ont été trois mois ou un an, ou un mois ou huit jours... »⁵⁹⁸

Insistons sur ce dernier aspect : cette circulation au sein du journal rejoint un processus plus général de déterritorialisation (s'arracher aux territoires, suivre des lignes de fuite, de type « mouvementiste » ou « communautaire ») dans un contexte encore marqué par le plein-emploi et une forte protection sociale (indemnités de licenciement stables pendant un an, etc.) que l'on a déjà évoqué dans la partie historique et certains portraits.

Du phantasme de la classe ouvrière à la fascination des marges

« En 1968, il ne se passe rien. C'est après, à partir de 1972. Ça s'épanouit après. Une nouvelle société est en train de se créer. Ça explose en 1975 ». ⁵⁹⁹ Les frontières entre prolos et petits-bourgeois se déplacent et se recomposent. Dans ce sens, « Libé, c'était pas un journal, c'était un mouvement. On était aussi le mouvement, on était la parole » ⁶⁰⁰. Cette mise en mouvement est moins du côté des maos que de Révolution, révolution qui devient moins une doctrine qu'un mode de vie. Sociologiquement, elle voit se croiser enfants d'ouvriers qui commencent par travailler à l'usine, comme Daniel Rondeau, Michel Chemin, et des bourgeois déclassés, comme Serge July ou Béatrice Vallaeys. Cette dernière le raconte avec l'ironie que confère la distance : « On était tous des enfants de bourgeois, sauf un, on le touchait pour rire, on lui disait "on peut te toucher", il s'appelle Michel Chemin. Lui était ouvrier chez Renault, à 14 ans. Lui, il avait suivi Lip. Ah, le mouvement Lip, on y croyait

⁵⁹⁶ Entretien avec Béatrice Vallaeys en décembre 2014.

⁵⁹⁷ *Ibid.*

⁵⁹⁸ Entretien avec François Pignet.

⁵⁹⁹ Entretien avec Philippe Gavi.

⁶⁰⁰ *Ibid.*

comme au grand soir... » D'autres, issus de milieux plus modestes, comme Gén  , étaient loin de l'idéalisation de la classe ouvrière : « *J'avais pas du tout la fascination des prolos. Mes parents étaient... mes copains qui étaient fils de mineurs dans le bled où j'étais, je connaissais.   a va !* » Dans les années 1970, ajoutera Gavi, « *on n'est plus dans la classe ouvrière, on est avec des gens qui ont un prénom* ». Il y a donc une sorte de d  essentialisation ou de démythification des ouvriers.

Après 1968, les publications d'extrême gauche se multiplient, telles que *Rouge, La Cause du peuple, Les Cahiers de Mai*, mais aussi *Actuel, Tout !, Hara Kiri Hebdo*.⁶⁰¹ Les uns se pensent comme l'avant-garde éclairée du prolétariat tout en lui donnant la parole, les autres participent à un mouvement culturel de plus grande ampleur. *Actuel* devient de façon emblématique le guide du marginal. Lors de l'été 1970, il permet à ses lecteurs de se familiariser avec toute la contre-culture américaine, des dessins de Crumb aux textes de Jerry Rubbin, des « *Freak Brothers* » de Shelton au *Living Theater*, entrecoupés d'interviews avec des acteurs des mouvements gauchistes et des intellectuels français, d'enquêtes sur une autre vie possible (« *les communautés contre la famille* », l'artisanat contre la production en série) et d'« *underguides* » pratiques (sur la drogue, la route, les concerts, les lieux alternatifs, la bonne bouffe). Les petites annonces sont un des lieux de libération des drogues et de la sexualité, les femmes, les homos, les transexuels, les taulards s'y expriment⁶⁰². Très vite, l'impact est de taille : 60 000 lecteurs, avec des plafonds à 90 000⁶⁰³. La confrontation avec le gauchisme officiel – qui lui reproche de détourner la jeunesse française – est violente. Au tout début des années 1970, la brèche semble infranchissable entre le « *militant* » et le « *marginal* ». Pourtant les maos de Vive la révolution ! lancent le quinzomadaire *Tout*, dessiné, coloré, battant campagne pour le droit à la paresse, la libération des femmes et des homosexuels.⁶⁰⁴ La Gauche prolétarienne cherche et trouve la révolte des jeunes OS    Renault, tout en lisant *Actuel* et *Charlie Hebdo*...

   l'image de ces derniers, *Libération* se veut l'organe de toutes les marginalités. Cette fascination des marges passe par l'intérêt observé à l'égard des communautés, des squats, des homosexuel(le)s, de la transsexualité, des drogues, des prisons, des fous, des schizos, des minorités actives.

« *Je me souviens que, par ailleurs, l'autre obsession était la marginalité. L'idée était que..., et c'est en cela que Libération a été un pavé dans la mare des médias, a changé les médias, c'est-à-dire qu'on considérait que les marginaux, les drogués, tous les marginaux, les délinquants, c'est pour ça qu'on avait un service Justice qui était aussi puissant, parce qu'on pensait que la marginalité et les marginaux étaient la partie d'ombre de la société et que cette ombre révélait la société, on passait derrière regarder les coulisses pour voir la scène. On n'était qu'avec des marginaux et on était nous-mêmes des marginaux, on était des*

⁶⁰¹ Voir Manus McGrogan, « Tout ! Essor de la presse *underground* dans l'après-Mai 68 », in Bernard Lacroix et al., *Contre-cultures*, op. cit.

⁶⁰² En janvier 1971, *Actuel* publie un numéro entièrement réalisé avec des lettres de lecteurs sur toutes les questions de leur vie et leurs espoirs

⁶⁰³ « *Actuel, c'est fini. La grande crise du marginalisme* », *Libération*, 12 mars 1979.

⁶⁰⁴ Voir Guy Hocquenghem, *L'après-Mai des faunes*, op. cit.

bourgeois mais on devenait marginaux, on avait une vie de marginaux. Par exemple, en 1975, il y a la révolte des putes, je passe ma vie avec les putes, mais en vrai, je suis tout le temps avec elles. Je n'ai pas un rapport journalistique, comme ils sont maintenant. On vivait avec elles. Après 1975, ça s'est calmé, mais pendant trois ans, tous les mercredis, je dînais avec elles. Ça, ça ne se fait plus. De même que, quand il y avait Lip, on était les seuls journalistes à être avec eux. Les petites annonces, ça drainait ces gens-là. Nous, on aimait que ça, les fous..., c'était très Foucault... Et puis cette idée, le fou, le délinquant, le drogué, la pute, nous raconte le monde, alors que les bourgeois veulent jamais regarder, alors que c'est le plus intéressant. »⁶⁰⁵

Fascination des marges ou phantasme de la marge ? On peut se poser la question quand on regarde de près qui étaient ces marginaux, comme dans la photo qui illustre un article faisant le lien entre overdose de drogues et surdose de neuroleptiques, mais renvoie aussi une image classique de la folie. Il n'empêche, ce n'est pas seulement le central qui fait le marginal et remet dans la loi ce qui est hors-la-loi ; c'est aussi la marge qui donne à voir le centre, l'exercice du pouvoir, qui trace des frontières, entre les normaux et les anormaux. Parler des stupéfiants ou des fous revient à transgresser la loi du savoir médical. Consommer des drogues est transgresser la loi non écrite des révolutionnaires. Opposer les bonnes et les mauvaises drogues, c'est fabriquer de nouveaux exclus. Nul besoin dans ce sens d'isoler les drogués, les homosexuels, les internés psychiatriques : leur mise à l'écart relève des mêmes mécanismes. *« Et, de même que le FHAR, à ses débuts, rejettera les pédérastes et les travestis, extérieurs à la norme homosexuelle, de même les héroïnomanes n'auront pas droit au label libérateur... »*.⁶⁰⁶

Cette fascination pour les marges cède rapidement la place à un mode de vie marginal. On vit en communauté, avec d'autres gens de *Libé*, *« on se voyait jamais d'ailleurs dans la communauté parce qu'on avait des horaires hallucinants »*. Avec l'impression de participer à un grand mouvement ! *« Non pas tous, forcément, mais forcément beaucoup plus qu'aujourd'hui..., c'était un mouvement beaucoup plus fort aujourd'hui... »*. Les couples existent mais on couche à droite à gauche, le couple est considéré comme un enfermement. La tendance est à *« la déprivatisation du privé »*.⁶⁰⁷

« Comment on vivait ? », se demande Frédéric Joignot. *« On vivait sans un rond. On avait un mode de vie voyou dont la morale était de voler aux institutions et aux grosses entreprises. »* Jusqu'en 1982-83, des membres de la rédaction et de la fabrication avaient de fausses adresses, des adresses où ils n'habitaient pas, qui étaient des boîtes à lettres, ils ne payaient pas leurs impôts. Il y avait donc une rubrique intitulée *« Fauche qui peut »*, qui donnait des conseils pour trafiquer son compteur électrique, qui appelait les lecteurs à donner leurs trucs pour se débrouiller. *« On n'était pas des voleurs, on était des récupérateurs. »*

Michel Foucault sera un compagnon de route important du premier *Libé*. Dans son cours au collège de France de 1972-1973 sur *« la société punitive »*, il consacre plusieurs

⁶⁰⁵ Entretien avec Béatrice Vallaëys.

⁶⁰⁶ Guy Hocquenghem, *L'après-Mai*, op. cit., p. 120.

⁶⁰⁷ Ibid.

séances à la question des illégalismes⁶⁰⁸. Son travail lui sert de support pour appréhender la situation contemporaine. Le philosophe met en garde le journal et ses lecteurs contre le « *piège mortel* » qui consiste à voir dans la petite délinquance un tremplin du banditisme. « *Autant l'illégalisme populaire, diffus, insaisissable, a vraiment quelque chose de subversif, autant le milieu est une fait une véritable chasse gardé du pouvoir. Truands, maquereaux, indics, trafiquants, colleurs d'affiches UDR, SAC, flics nagent dans les mêmes eaux, travaillent en fin de compte pour les mêmes poches. Le piège est d'entretenir et de profiter du milieu, lui laisser faire ses gros coups, puis crier au loup afin d'effrayer les honnêtes gens et leur faire accepter un quadrillage policier toujours plus serré. Enfin diffuser tranquillement des bouquins des feuilletons, des chants sur le paradis des seigneurs de l'ombre... Du beau travail !* »⁶⁰⁹

Ce rapport aux marges, on pourrait en trouver une autre illustration dans l'explosion des codes graphiques. De 1973 à 1974, le journal se structure rapidement, avec ses rubriques, sa mise en page plus complexe, perdant son côté militant et gagnant en crédibilité. En même temps, beaucoup d'images, de dessins, de photos-montages, de schémas griffonnés, en particulier les pages Culture (musique, cinéma) et les fameuses petites annonces gratuites du samedi, et les non moins célèbres interventions de Bazooka. D'où un double sentiment de changement et de continuité. D'un côté, des siècles semblent nous séparer de ce monde, de son langage, de ses préoccupations, de la virulence du ton, des titres (« *Marx ou rêve* »⁶¹⁰, « *Défonce d'interdire* »⁶¹¹, « *472 hommes (et 19 femmes) décident pour 20 000 000 de Françaises* »⁶¹², « *Sidérurgie : les boulons de la colère* »⁶¹³), de l'ouverture à la parole des autres (ouvriers, agriculteurs, prisonniers, femmes, jeunes, militants, syndicalistes, etc.) et à l'international (l'Italie et la terreur, la bande à Baader, la guerre civile au Liban, « *Gdansk, la démocratie réinventée* »⁶¹⁴). D'un autre côté, ce sont les mêmes thèmes qui semblent revenir inlassablement : le travail, les flics, les immigrés, les cités, et quand même, la drogue...

Hasch, trips, héro

L'ambiance qui règne dans la société française avant et après 1968 met en lumière l'émergence de toute une série de conduites jugées déviantes dont l'usage des drogues fait partie intégrante. L'un des membres de l'équipe historique, qui passera son bac au moment des événements, résume bien la morale oppressive qui règne alors.

« 1968 a quand même explosé en France parce que (...) la morale était insupportablement oppressive. Moi, je me suis fait bousculer par des flics parce que j'embrassais ma copine sur la bouche au Quartier latin à l'époque, je me suis fais bousculer parce que ça ne se faisait pas. C'était bestial, la morale était terrible, c'était oppressif. Pas seulement dans les familles de droite ou d'extrême

⁶⁰⁸ Michel Foucault, *La société punitive. Cours au collège de France. 1972-1973*, Hautes Etudes, EHESS Gallimard/Seuil, 2013.

⁶⁰⁹ *Libération*, 4 février 1974.

⁶¹⁰ 29 novembre 1975

⁶¹¹ 20 août 1976.

⁶¹² 4 novembre 1979

⁶¹³ 29 novembre 1982

⁶¹⁴ 22 août 1980.

droite. Moi, je suis d'une famille quasiment de gauche, ma mère très catho. Quelque part, on se planquait pour s'embrasser. C'était quand même une oppression... Et quand on est sorti de cette oppression en gros..., un des slogans de 68, qui était vraiment réel, c'était "Quand c'est insupportable, on ne supporte plus". Aussi, un des slogans de VLR c'était "Ce que nous voulons ? Tout !" Et donc forcément quand tu te libères d'un truc et que tu prends ta liberté, tu vas à fond dans l'autre sens. Tout ce qui était interdit c'était super ! On essayait tout. On a essayé toutes les drogues. Moi, j'ai essayé l'opium, le LSD, l'héroïne, la cocaïne... (...) La première fois que j'ai pris de l'héro, je me rappelle très bien, parce que j'étais dans un restau, qui était un restau collectif, où on allait souvent à l'époque, qui était à Montmartre, où on retrouvait beaucoup de gens.... Y a quelqu'un qui en prenait dans l'arrière-cuisine et qui m'a dit, "ah, tu veux goûter ?" et j'ai dit "oui". Voilà. J'étais naïf, je pensais pas que ça m'accrocherait comme ça. Mais en même temps, c'était un plaisir tellement extraordinaire quand tu te faisais un shoot d'héro ou un sniff. C'est quelque chose, moi, ça m'a toujours fait de l'effet, tu prends de l'héro, tout va bien subitement. »⁶¹⁵

La place occupée par le cannabis et les acides au sein de l'équipe est inséparable de ces trajectoires militantes et d'une culture survalorisant les explorations et aventures de toute sorte (sexuelle, communautaire, psychotrope). Parmi ceux qui ont 18-20 ans en 1968, certains fument déjà, prennent et prendront des acides – parfois beaucoup. Là se situe une première barrière. D'où les débats sur le LSD en 1973-74. Elle sera franchie dans les années qui suivent par ceux qui sniffent et shootent – y compris les *speedball*. Citons à nouveau Béatrice Vallaeys :

« Au début (des drogues), il n'y en avait pas, mais alors vraiment pas. Si, du cannabis, mais c'est pas de la drogue ! Un gâteau au cannabis ! Si, du cannabis, y en avait, mais dans les fêtes, pas tout le temps. On a traversé la rue de Lorraine vers 1976. Là, c'est plus grand, on est plus nombreux, la drogue arrive. On a quitté la rue de Lorraine en 1981. Serge July, il n'en a jamais pris à mon avis. Quand les maos sont officiellement virés, parce que Benny Lévy, on l'a plus jamais vu... à ce moment là, ça ouvre la fenêtre... On fumait tous des pétards, c'était pas... mais pas en travaillant, parce que ça nous tournait un peu la tête. Dans les fêtes, oui... et des fêtes, on en faisait tout le temps ! Après, arrivent dans les années 1970 les Pacadis et tous ces gens-là, c'est eux qui nous ont apporté tout ça, ... et Actuel. Parce que pendant la première période, Actuel ne vient pas. La deuxième période, tout le temps, ils venaient.⁶¹⁶ On voyait Jean-François Bizot, il venait tout le temps, il venait aux comités de rédaction, il trouvait qu'on était trop dogmatique. Il venait en même temps se ressourcer chez nous. Y en avait plein de gens qui venaient chercher quelque chose qui leur manquait. Eux,

⁶¹⁵ Entretien avec François Pignet.

⁶¹⁶ La première période correspond à 1969-1974, puis après l'interruption du journal, à sa reprise en 1979.

ils se droguaient un maximum, et donc c'est parti, et ça c'est plus jamais arrêté, sauf aujourd'hui. »

Des consommations festives de cannabis et de LSD, hors-travail, on serait donc passé vers la deuxième moitié des années 1970 à des consommations au journal, qui devient un lieu de vie, d'abord de shit, puis d'héro et de coke. « *Dans les années 1980, c'était la coke mais pour travailler, précise une journaliste. Et puis, c'était difficile de ne pas en prendre parce que tout le monde en prenait, vous étiez tricard. C'était pas la fin du monde de prendre de la coke. »*

Les drogues à la Une

5 février 1973 : sortie du premier numéro (spécial) de quatre pages de *Libération*. La Une est double. D'un côté, elle comprend un appel à un « *quotidien libre* ». La référence à la drogue est présente dès les premières lignes en référence au journal du matin (**lequel ?**). « *Des produits toxiques sont en vente libre partout alors qu'ils devraient être l'objet de campagnes similaires à celle que la presse réserve ordinairement à la drogue.* » Il s'agit de dénoncer les « *magnats de la presse quotidienne* », la « *mise au secret* » de l'information. De l'autre côté, les photos des quatre frères Willot, « *37 fois inculpés* » dans des affaires de spéculation foncière et accusés par le journal de vouloir liquider trois grands magasins parisiens, comme une illustration de l'ennemi invisible à combattre... Si cette visibilité sera constante jusqu'au début des années 1980, on observe une série de déplacement des focales.

Monsieur et Madame héroïne

Le ton est donné. L'héroïne, en ce début des années 1970, est associée au Milieu, à la politique, aux services secrets, aux gros bonnets. Elle constitue une préoccupation davantage internationale que nationale. Le numéro 5 de *Libération* s'intéresse à la première audience du procès intenté par Marcel Francisci à *Time Magazine* et *Politique Hebdo*, auxquels il réclame 500 millions d'anciens francs. Patron du Fouquet's, actionnaire des chantiers navals de La Ciotat, il est considéré comme un « *trafiquant de drogue dont les opérations s'étendent du Moyen-Orient à la France pour la morphine-base et à l'Amérique du Nord pour l'héroïne* », selon une fiche confidentielle d'Interpol. Il est proche du député Bozzi et du ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin. Lors de l'audience du 14 mai, de nombreuses accusations sont lancées contre Marcel Francisci. Dans la salle se côtoient truands, policiers en civil, barbouzes, agents de la CIA. « *Il n'y a pas de preuves* », explique son avocat, Maître Naud.

19 novembre 1973 : parution de *D... comme drogue* d'Alain Jaubert⁶¹⁷, qui collabore au journal. Son sujet : le Milieu et la politique, leurs rapports et le lien avec le trafic de drogue⁶¹⁸. Il évoque longuement celui que les services américains appellent « *Monsieur*

⁶¹⁷ Alain Jaubert, *Dossier D... comme drogue*, Paris, Editions Alain Moreau, 1973. « Pour l'établissement de l'édition de poche nous avons du supprimer plus de 150 pages de documents et d'annexes », précise l'auteur en 1981.

⁶¹⁸ En fait, c'est indirectement la question de l'État qui est posée par Alain Jaubert. À l'époque, la critique de l'État policier est fortement portée par l'extrême gauche et relayée par *Libération*. Voir par exemple la « une » du 4 février 1974 : « L'État Marcellin. Une France quadrillée ».

Héroïne », c'est-à-dire Marcel Francisci, conseiller général UDR en Corse depuis 1967⁶¹⁹. On apprend que l'éditeur a subi des pressions pour le dissuader de publier le livre, moyennant finances, mais aussi qu'Alexandre Sanguinetti lui demande un million de francs de dommages et intérêts pour l'avoir mis en cause dans le premier livre de sa collection « Confrontations », *Dossier S... comme Sanguinetti*, par Jean Montaldo. L'article évoque « *une histoire jusqu'alors inconnue mais tout à fait édifiante* » concernant quelques chefs de file de l'UDR : le projet de dépôt, sur des comptes suisses, fin mai 1968, d'une somme de 160 millions de francs lourds destinée à ménager aux fidèles du général de Gaulle des bases de repli à l'étranger (soit 3 fois le budget du SDCE). Les bénéfices de ces opérations rentrent en plusieurs versements. La situation politique rétablie, ces fonds secrets sont utilisés pour financer plusieurs opérations de transport d'héroïne vers les États-Unis. Le dossier parvient à la CIA, avant d'arriver en 1971 à un « *homme politique réputé pour son franc-parler* », devenu ministre. Le dossier dort dans son coffre...

« *Un certain Monsieur Héroïne* » : *Libération* publie des extraits du livre de Jaubert à partir du 27 novembre, qui relatent en cinq épisodes le parcours – ou le peu qu'on en connaît – de Francisci de « *l'époque du RPF* » (I), du SDCE (II) et du SAC (III), et du « *capitalisme de la drogue* » (IV) à la figure de « *l'intouchable* » (V). Désigné comme le plus connu des « *parrains corses* », comptant parmi les plus grands patrons des jeux dans le monde, MF est aussi un « *gaulliste souterrain* » qui ressort de la guerre plusieurs fois médaillé. Il est question du service d'ordre du RPF, qui précède le SAC. De petit voyou à Marseille, on le retrouve au Liban dans le sillage de Renucci et surtout, de l'homme d'affaires palestinien Youssef Beidas qui possède entre autres le casino dont Francisci assurerait encore une partie de la direction. C'est là où il collaborerait avec les services secrets français, très présents dans cette région, plaque-tournante du trafic d'armes au Proche-Orient dans des véhicules spécialement aménagés qui reviennent remplis de drogues avec la bénédiction du SDCE. Samir Khoury devient alors le grand spécialiste des stupéfiants. Marié avec une Corse, Paulette Guidicelli, il compte beaucoup d'amis en France et ses correspondants à Marseille ne sont autres que Nick Venturi et Jean-Baptiste Croce. Francisci est au cœur des grandes affaires qui secouent les débuts de la V^e République, de la lutte anti-OAS à l'affaire Lacorz en passant par l'affaire Ben Barka, où sont mêlés des hommes du SAC, les agents de la SDCE, des truands marseillais, des députés UDR et des policiers ou financiers au pouvoir. Les barbouzes sont mobilisés pour liquider les membres des réseaux FNL en métropole sous le commandement d'Alexandre Sanguinetti. « *Avec les équipes mobilisés en France, Charles Pasqua forma la SAC, le service d'ordre gaulliste. Des dizaines de truands s'y engagent. C'est la meilleure couverture possible : comme locaux, comme membres actifs, une douzaine de ceux qu'on retrouvera dans les grandes affaires de drogue de ces dix dernières années s'y retrouvent.* » (III) Par l'intermédiaire du député Jean Bozzi, Francisci rencontre Roger Frey, ministre de l'Intérieur. Des gaullistes importants sont accueillis à sa table, invités à son club ou même sur son yacht : Charles Pasqua, Jacques Foccart, Achille Peretti, Alexandre Sanguinetti. Nombre d'affaires sont étouffées, comme la découverte du fils de Francisci enlevé à sa mère et retrouvé dans le laboratoire de son ami Jo Cesari. Le Fouquet's apparaît comme un lieu de

⁶¹⁹ Voir aussi Jacques Follorou, Vincent Nouzille, *Corsican connection*, op. cit.

rendez-vous des trafiquants de stupéfiants. « *Entre 1963 et 1965, des capitaux très importants, produits de la vente d'héroïne aux États-Unis, seraient partis du Canada – vraisemblablement par la filière de Jean Venturini, alors représentant des pastis Ricard – et auraient été déposés sur un compte à numéros aux Bahamas.* » Tout un circuit de blanchiment est décrit qui permet réinsérer l'argent du trafic dans des affaires saines et à renflouer des entreprises comme les chantiers de La Ciotat dont Francisci possédait au départ des actions et dont le prix de vente aurait été surévalué (IV).

La participation de Francisci aux affaires politiques, financières et secrètes de l'État paraît donc évidente. Suite à la publication en France du rapport Steel et Murphy en 1971, le vent semble tourner. Trop de journalistes s'intéressent à lui. En 1973, ses amis et proches subissent des revers électoraux : Alexandre Sanguinetti perd son siège de député à Toulouse, Charles Pasqua dans les Hauts-de-Seine, Jean Bozzi en Corse, Achille Peretti n'est pas réélu à la présidence de l'Assemblée nationale. Francisci est décrit comme un « *homme tranquille* » qui passe sa vie entre ses affaires, le club Haussmann, son appartement à Bougival et ses vacances en Corse...

Le 18 février 1974, c'est au tour d'Alain Jaubert d'être poursuivi par Marcel Francisci. La figure des gros bonnets fait encore la Une avec le procès de Jean-Baptiste Croce en 1974. Masquerait-elle les « *petits trafiquants* » ? Un peu plus tard, le 18 janvier 1974, dans le point sur l'actualité, un article d'Alain Dugrand intitulé « *Marseille. La drogue* », adopte ce point de vue en relatant une affaire de trafic de drogue.

Autour de ces figures du « *milieu* » qui défrayent la chronique de l'État gaulliste, on est loin des consommations et des usagers. Pourtant, déjà, la manière de parler de « *la* » drogue, le débat qu'elle suscite, apparaissent comme un « *point sensible* ». En juin 1974 s'ouvre dans le courrier des lecteurs un débat sur le LSD⁶²⁰. L'année suivante, un article très didactique est publié, « *Madame l'héroïne* »⁶²¹, illustré pour la première fois par un homme en train de se piquer dans les WC et introduit par un encadré du docteur Bensoussan, auteur de *Qui sont les drogués ?* (Robert Laffont, 1974) : «... *Il n'y a pas de plus grande frontière que celle de l'aiguille. (...) Le pays où règne « Madame Héroïne », ou mieux « Sa Majesté l'Héroïne », tant est grand son pouvoir, n'est pas de ceux où l'on se promène impunément.* » Cette présentation passe en revue l'opium, la morphine et l'héroïne, l'intoxication, assortie d'un encadré sur le « *fix* », qui en décrit le mode d'emploi et les risques. « *Les piqûres répétées entraînent souvent le sérum-hépatite, une sorte de jaunisse dont on souffre pendant des semaines. Lorsque plusieurs personnes se servent de la même seringue, toutes les maladies se transmettent (entre autres la syphilis). À l'endroit de la piqûre se forme une petite plaie qui se cicatrise plus quand on y fait sans cesse des injections. C'est pour cela que les flics font toujours remonter les manches de ceux qu'ils soupçonnent...* ».

Ensuite, du mode d'emploi des produits, on passe à des récits plus étoffés sur des usagers. Prenons le cas de la mort par overdose d'Hassen Ben El Adj. Qu'il s'agisse d'un Arabe (dont on cite rarement le nom) n'est pas anodin à cette époque, cette mention

⁶²⁰ On y reviendra.

⁶²¹ *Libération*, 27 février 1975.

s'inscrivant dans l'imaginaire de l'étranger, mais aussi dans l'action d'une famille qui entend rectifier l'image que la presse a donnée de la mort de leur fils ou frère. Elle fait donc appel à *Libé*. Histoire migratoire du père, histoire urbaine, de Tremblay à Guy Mocquet, histoire de passion collective pour la moto. Lorsque quelques-uns introduisent la seringue dans le groupe. « *Comment on devient drogué ? Très simplement. Certains sans savoir vraiment, d'autres pour suivre la mode. Ils ont goûté, c'était bon. La poudre rentrait en France assez facilement et, en travaillant un peu, ils pouvaient acheter une dose ou deux par semaine. Bien vite, ils se sont trouvés piégés (...), à la fin, ça ne devenait plus possible, ils finissaient par vivre à un autre niveau. Ils arrivaient à se tromper, à s'arnaquer entre copains se connaissant depuis toujours* », explique l'un d'eux. *Vers le mois de septembre, l'héro se fit plus rare, donc plus chère. Dès lors, c'était devenu obligatoire de casser les vitrines, de faire des pharmacies. Puis ce fut les hôpitaux quand ils allaient vraiment mal, les désintox ratées, bref répit avant la rechute, les hôpitaux psychiatriques et le cinéma devant les toubibs, la prison ensuite pour ceux qui se faisaient prendre, et la mort enfin pour les plus atteints ou les plus malchanceux. (...) Pour Hassen, cela duré deux ans, deux ans au cours desquels la drogue, le shoot, le manque ont envahi lentement l'univers quotidien de la famille, de ceux qui restaient au foyer que les deux aînés avaient quitté* ». ⁶²²

Par la suite des années 1970, si les enquêtes se multiplieront sur les contextes d'usages, les affaires jugées au tribunal et les cas d'overdoses, cette dimension raciale disparaîtra pour revenir comme un boomerang avec le PCF et le FN, et à nouveau disparaître ⁶²³.

Amsterdam, capitale culturelle

C'est aussi en février 1975 que *Libé* publie la première grande enquête de Jean-Pierre Géné en cinq volets : « *Amsterdam et ses freaks* ».

« On avait une approche négative, hostile Il fallait se battre pour distinguer drogue dure et drogue douce. (...) Moi, je me suis intéressé à l'héroïne comme à l'ennemi. C'est ça qui foutait le bordel ! Nous qui voulions légaliser le cannabis, on nous sortait les mêmes conneries, et puis c'était aux mains du Milieu corse, c'était pas vraiment notre culture. Nous, c'était les babs qui revenaient de Thaïlande et qui nous ramenait 150 g de Thaï stick super ! Toute la culture underground était contre l'héroïne, qui était un moyen d'aliénation... Même Burroughs... Quand tout le monde a lu Junky, ça nous dégoûtait de l'héroïne. C'était vraiment un truc culturel... Après, il s'est passé en France ce qui s'est passé dans tous les pays de transit, comme au Pakistan, à un moment donné, il y a la consommation locale. C'est passé par le punk, avant, par le rock, et puis Amsterdam. Moi, les premiers papiers que j'ai faits, ça s'ouvre là-dessus... Pendant deux ans, je passais mon temps à y aller. Dès qu'il y avait une occupation. C'était la grande époque, à Londres pareil, où il y avait toutes les occupations, les squatters. On allait là-bas, on fumait un pétard, on en revenait

⁶²² *Libération*, 5 mars 1975.

⁶²³ Voir « Une histoire raciale de l'héroïne ».

*pas. Et puis le poids des jeunes. C'est le vrai choc que j'ai eu. J'avais 30 balais ! Quand je suis sorti de la gare d'Amsterdam, mais putain y avait que des jeunes en vélo, partout, dans toute la ville ! Et puis bon, y avait les situs, y avait tout ça. »*⁶²⁴

Amsterdam s'inscrit dans toute une géographie et un imaginaire des villes, un itinéraire qui passe par Haight-Ashbury à San Fransisco, Portobello Road à Londres, Marrakech, Istambul, Kaboul, Benarès, jusqu'à Katmandou, et guide sur la route des dizaines de milliers de jeunes. *« Une différence cependant entre Amsterdam et toutes ces autres étapes (sauf Haight-Ashbury) : Amsterdam n'est pas seulement une halte d'été où l'on peut fumer quelques joints ou se faire quelques shoots plus facilement qu'ailleurs, c'est aussi un endroit où s'est organisée, au sein d'une importante communauté de jeunes, une véritable vie parallèle qui continue, en dehors des foules de l'été. »*⁶²⁵ Elle comprendrait 20 000 freaks (sur 850 000 habitants).

Amsterdam change la donne comme source d'approvisionnement où viennent se ravitailler aussi bien des jeunes français qu'allemands, anglais ou italiens.

*« Là jusqu'à présent, c'était pas très facile à avoir, je pense, j'en sais rien, à cette époque-là, je connaissais personne là-dedans, j'en sais rien, mais c'était pas très facile d'en avoir, ça courait pas les rues d'avoir un peu de blanche. Y avait de la blanche, qui était faite par les Corses. Et après, par Amsterdam, est arrivé le brown sugar. Et ça, ça a foutu le bordel parce que les mêmes mecs qui se shootaient à la blanche sont allés chercher du brown sugar, qui était pas pareil, qui était mal raffiné et ça a foutu des over doses de partout... Enfin des overdoses de partout... Je sais pas, j'ai pas les chiffres en têtes mais ça dépassait pas la centaine. C'était rien à côté de l'Allemagne. Ça a contribué à dramatiser. L'entrée de l'héro comme préoccupation nationale, tant pour la santé que pour la sécurité et le trafic, ça date de ces années-là. Et puis il y a eu l'histoire du bateau, Le Caprice des temps, avec les 400 kg d'héroïne. À partir de là, c'était enclenché. »*⁶²⁶

Inimaginable sur les antennes de Radio France, une émission est diffusée à la radio nationale hollandaise sur Radio Vara chaque samedi à 14 heures. Bénéficiant d'une large audience (l'émission serait écoutée par plus d'un million de personnes), elle est rendue possible par un système qui garantit aux multiples organisations et partis un certain temps d'antenne utilisé à leur guise. Le parti socialiste hollandais (SDI) a eu l'idée de présenter durant cinq minutes la bourse des drogues, avec chaque produit, le prix au gramme et au kilo, la quantité estimée à Amsterdam, une appréciation sur la qualité et le résultat d'analyses sur des échantillons. Membre du SDI, le présentateur, Koos Zwart, justifiait ainsi la démarche :

« L'idée nous est venue après le festival pop de Rotterdam en 1970 où selon nos observations environ 80 à 90% des 68 000 participants consommaient du cannabis ou du LSD principalement ; Nous avons formé une équipe de 85

⁶²⁴ Entretien avec J.-P. Gène, janvier 2015.

⁶²⁵ *Libération*, 31 janvier 1975.

⁶²⁶ Entretien avec J.-P. Gène.

volontaires appelée « Drugteam » pour donner une aide éventuelle et recueillir des informations. (...) Nous voulions rassembler le plus de données concrètes sur ce sujet mais notre objectif principal consistait à entreprendre une recherche systématique sur les drogues proposées sur le marché en Hollande, pour prévenir l'usage de substances dangereuses. Nous avons collecté environ 1 500 échantillons de produits différents (...) Sur tout le pays, nous avons 96 correspondants dont de nombreux à Amsterdam (...) Ainsi, par deux fois (la dernière en 1974), nous avons trouvé de l'héroïne contenant un taux mortel de 20% de strychnine. C'était exclusivement dans du brown sugar. Nous l'avons dit à la radio et nous avons imprimé des tracts en plusieurs langues... »⁶²⁷.

À la question de savoir si cette émission et le journal *Aloha* étaient une légalisation de fait au moins des drogues douces en Hollande, Koos Zwart⁶²⁸ rappelait : « Toutes les drogues sont illicites en Hollande. Pour nous, le cannabis et ses dérivés ou les hallucinogènes ne sont pas des « drogues ». Pour nous, les drogués sont les intoxiqués aux drogues dures comme l'opium, la cocaïne, et surtout, l'héroïne. » D'où une tolérance à l'égard des premiers produits et une moindre répression à l'égard de ces derniers. En 1974, on en comptait 4 à 5 000 dans cette « ville libérée », des Hollandais, mais aussi beaucoup d'étrangers, des Américains, des Français et des Italiens. Cet « étrange peuple » occupait des maisons par centaines, notamment proches du centre-ville, près de la célèbre place du Dam, lieu de rencontre de dizaines de milliers de babas et junkies de passage. Chassés des maisons qu'ils occupent ou menaçant de les incendier ou de les voir détruite, rejetés par ceux qui souhaitent organiser la vie parallèle, ils trouvent bien des lieux pour se shooter, mais certains sont réservés aux junkies hollandais. Comme l'explique un médecin psychiatre au journaliste de *Libération*, « nous en avons marre d'être l'hôpital de l'Europe et de récupérer à Amsterdam tous ceux qui sont un trop gros fardeau pour les autres pays »⁶²⁹.

Mais « pourquoi Amsterdam ? » Non pas seulement du fait d'un environnement plus permissif mais aussi « parce que l'héroïne y est plus pure et moins chère. Le gramme de blanche ou de brown sugar se vend aux alentours de 100 florins (200 francs). La poudre blanche vient de Marseille, alors que le brown sugar arrive directement de Hongkong. Il existe en effet depuis longtemps une petite colonie chinoise à Amsterdam, une sorte de mini-Chinatown aux abords du port. Ces Chinois, dont beaucoup sont originaires de Singapour, ont toujours constitué un milieu très fermé où ils pouvaient mener leurs affaires à leur guise sans être inquiétés par la police qui ne demandaient qu'une chose : que les Chinois règlent leurs histoires entre eux et qu'ils laissent le reste de la ville tranquille. En échange, la police fermait les yeux sur les quelques fumeries d'opium et sur les quelques salles de jeux clandestines qu'ils exploitaient. De temps en temps, on trouvait bien un cadavre... mais l'enquête n'était jamais poussée bien loin. Depuis quelques années, les Chinois d'Amsterdam semblent avoir dénoncé cet accord tacite en se lançant dans le trafic d'héroïne en gros. Admirablement placés aux deux extrémités de la chaîne par les liens qu'ils entretiennent dans

⁶²⁷ 2. « Entre deux joints », *Libération*, 1^{er} février 1975.

⁶²⁸ Voir article en annexe.

⁶²⁹ 3. « L'hôpital de l'Europe », *Libération*, le 3 février 1975.

*les pays producteurs à Bangkok, Hongkong ou Singapour et par le milieu fermé qu'ils avaient constitué à Amsterdam, ils ont donc décidé de se lancer à la conquête du marché. (...) Pour lutter contre cette Chinese Connection, la police se heurte maintenant à des difficultés qu'elle a elle-même encouragées en laissant se développer le milieu très fermé que constitue la colonie chinoise d'Amsterdam. »*⁶³⁰

« Comment devient-on junky ? » Par désespoir social ? Cela explique-t-il « un comportement à bien des égards suicidaire » ? La société française n'est-elle pas « largement responsable » de l'extension de la consommation d'héroïne en maintenant l'amalgame entre les drogues dures et les drogues douces ? Comment croire les mises en garde contre l'héroïne lorsque l'on fait du cannabis un produit dangereux ? Remplacer l'héroïne par la méthadone n'est-il pas « la méthode médicale la plus facile, mais aussi la moins bonne » aboutissant souvent à remplacer une drogue par une autre ? Une autre manière ne consisterait-elle pas à se désintoxiquer en associant volonté de fer et soutien d'une communauté ? La chute de ce volet est sans nuance : « Il est temps de cesser de fermer les yeux sur les centaines de jeunes Français qui s'installent à Istanbul, Peshawar ou Amsterdam dans un tête-à-tête avec une drogue mortelle. « Invisibles », hors des frontières, ce sont « nos » drogués et nous avons une part de responsabilité dans leur situation. »

Cette série ne porte pas seulement sur une ville vivant au rythme du marché de la drogue mais aussi sur les multiples pôles des activités des marginaux : lieux qui ouvrent leurs portes « à toute cette belle jeunesse », inaugurent une nouvelle culture portée par les Provos dès les années 1960 (le Paradiso, le Fantasio devenu le Kosmos, le Melkweg), multiplient les offres (concerts, cinémas, restaurant-bar, salles de jeux et de lecture, « salons de dégustation », vente d'objets artisanaux), participent de la promotion d'un « gay power » (clubs et bars spécialisés accueillant des milliers d'homosexuel(le)s chaque année)⁶³¹ ; occupation illégale et distribution des maisons vides afin de redonner vie au quartier avec le soutien de la municipalité, conduisant à chasser les junkies et à résister aux tentacules du métro⁶³² ; ras-le-bol des habitants à l'égard des étrangers, et des Français en particulier, qui cultiveraient « quelque fierté à être les zonards de la route »⁶³³. S'il faut insister, c'est aussi parce que c'est un mythe qui se construit et prévaudra dans la jeunesse européenne avant que ne s'institutionnalise le « narco-tourisme ».

« La chasse aux sorcières »

1977 : l'ambiance se durcit, le ton change. Le 29 janvier, ils sont quatre à se « fixer » dans un studio de Caen, avec un mélange d'héroïne et de strychnine. Deux meurent d'overdose, Alain Michel, 26 ans, et Yves Lipot, 30 ans. Leurs copains s'affolent et se débarrassent des corps dans la campagne. Lorsque la police les découvre, et surtout apprend que le fils du sénateur-maire loue le studio, « la campagne se déchaîne alors, boursouflée de

⁶³⁰ Ibid.

⁶³¹ 4. « Les temples de la ville », 5 février 1975

⁶³² 5. « Des “Krakers” contre le métro »

⁶³³ 6. « Français, on ne vous aime pas »

raccourcis alarmistes »⁶³⁴. Ce qui n'aurait peut-être fait qu'une brève en d'autres circonstances, suscite une « campagne quasi hystérique » de *France Soir*, *Le Figaro*, *L'Aurore*, *L'Humanité*, *Le Journal du Dimanche*, sans parler de France Inter. « *Drogue : la chasse aux sorcières* » : telle est la manchette de nombreux articles publiés en février par *Libération*.

La construction d'une panique se fait par amalgame, elle se construit par la superposition de faits et de réactions. Première strate : vaste opération de police dans différents débits de boissons dans les XI^e et XX^e arrondissements, rue Vaucouleurs, Faubourg-du-Temple, impasse Questre, rue du Faubourg-Saint-Antoine, rue des Trois-Couronnes et rue Bisson, conduisant à 180 interpellations, 13 inculpations pour usage, 3 pour trafic d'héroïne et de haschich, une demande de procédure administrative pour trois cafés ; mort de deux autres toxicomanes sur la Côte d'Azur, dont un jeune américain de 23 ans habitant à Antibes retrouvé agonisant sur un banc de la ville et décédé à l'hôpital, et un chauffeur routier de 20 ans mort à son domicile ; condamnation d'un londonien de 30 ans à six ans de prison à Marseille, suite à la saisie de 125 kg de cannabis dans son véhicule dans le car-ferry *Massalia* en provenance du Maroc. Deuxième strate : du ministre de l'Éducation au secrétaire général de la FEN, en passant par les Jeunesses communistes, chacun y va de son commentaire sur le « fléau » qui gagne. *Libé* s'en mêle, tel le 8 février : « *Hasch, héroïne et overdoses journalistiques* ». « *Les plaisirs doivent être homologués, sinon ils ne sont pas tolérés.* » Le 10 février, c'est l'hypocrisie de la société française et des journalistes qui est dénoncée. En France, à la différence des États-Unis, peut-on lire, « *les scandales sont étouffés et le problème de la drogue ne semble pouvoir être vécu (orchestré) que sur le seul ton du dramatique, de l'exagération, du mensonge ou au mieux, de la "vérité non dite"* ». Dans son édition des 12 et 13 février, c'est la campagne engagée par la presse à l'approche des élections municipales qui est visée. Un entretien avec le père Michel Jaouen, ancien aumônier des mineurs à la prison de Fresnes, qui organise des croisières pour les junkies, dénonce l'exploitation politique de la campagne, les amalgames entre l'herbe et l'héroïne, le jeu trouble de la police, les limites de la répression⁶³⁵. Le 14 février, le journal titre : « *La drogue, c'est l'enfer des autres* » (voir doc). Le texte qui suit l'explicite avec le ton du manifeste : « *La drogue. Le mot fait frémir. Comme par hasard, il n'est pas utilisé par ceux qui en prennent. Ceux-là parleront de défonce, de pied, de flash, de planer. Ils parleront d'herbe, de merde, de blanche, de coke, d'amphés. Les grandes âmes qui s'émeuvent de l'enfer menaçant leurs enfants ont raison. Tout ce qui touche au plaisir a les senteurs de l'enfer. (...) La possibilité pour des gens comme tout le monde de ralentir ou d'accélérer le temps au gré d'un joint ou d'une seringue, l'accès à un univers où les codes explosent, où les réalités se*

⁶³⁴ Philippe Gavi, « Caen : beaucoup de bruits pour une trentaine de « junkies », *Libération*, 14 février 1977. L'enquêteur cite les chiffres de la justice (101 signalement en 1975 dans la région, 49 cas en 1976, alors que les examens médicaux sont passés de 71 à 65) et de la police (60 drogués ont été identifiés par la police, 11 écroués, une trentaine prendraient de l'héroïne).

⁶³⁵ Ses déclarations sur la police conduiront le ministre de l'Intérieur à porter plainte pour diffamation. Une instruction est ouverte et *Libération* comparaitra le 10 décembre 1980 devant la XVII^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, au titre de l'article 1630 du code de santé publique, avec au dossier, une trentaine d'articles parus en 1976 et 1977 (voir *Libération* du 8, 9, 10 décembre 1980). Géné s'en défendra : « nous, on a essayé de faire ce sale boulot, d'informer, de prévenir »

matérialisent dans leur multiplicité de significations, où les sens s'aiguisent jusqu'au délire, tout cela ne peut que menacer une société industrielle fondée sur la morale productiviste et le culte de l'inique (...) La terreur de la drogue démontre simplement la guerre civile qui se livre dans l'imaginaire des gens. Un système produit toujours son négatif, ses fantasmes, ses grandes peurs, ses délires insensés, ses désirs de rupture. Toute société se construit ainsi à partir de ce qu'elle rejette. »

La troisième strate est composée des discours de justification. L'appel du philosophe François Châtelet, lui aussi en Une, non seulement s'érige contre cette « rhétorique du sensationnel » qui justifie une « *nouvelle vague de répression* » mais en appelle à une « *discussion publique largement diffusée* », afin que « *soit levée l'atmosphère de mystère et de mensonge qui entoure ce phénomène* ». Simone Veil, ministre de la Santé, déclare le 13 février sur France Inter : « *Nous avons beaucoup de difficultés à imposer de petits centres de désintoxication car toute la population demande la fermeture des centres (...) cette intolérance est un des défauts de la société.* »

Ainsi se met en place une *contre-panique morale*. Le 15 février inaugure une nouvelle rubrique intitulée « *La drogue en fiche* ». Face au « *nouveau cycle de parano antidrogue, comme il en survient périodiquement* », il s'agit de savoir de quoi on parle en passant en revue « *la plupart des drogues actuellement en usage et d'en faire une description clinique et historique* ». La série commence avec « *La belle histoire de l'héroïne* », suivie de « *L'héroïne : qualités, utilisation, dangers* », puis d'autres fiches sur le speed, le LSD, l'alcool, la coke, les barbituriques, soporifiques et médicaments.

Cette réaction à la réaction passe par une repolitisation. Les élections municipales 1977 sont gagnées par le PS⁶³⁶. Anne Querrien y voit un tournant⁶³⁷ : « *c'est changer la vie pour soi, et en même temps un refus de l'autre* ». Le 23 mars, la Une titre : « *Ils ont mal voté ! Coucou, rev'là la drogue. Après la parenthèse électorale, une nouvelle campagne démarre* ». « *La France, devenue rose, s'inquiète à nouveau de la poudre blanche ou brune* », écrit Génés. Pour *Libération*, il s'agit bien de dénoncer publiquement cette « *panique morale* » (diabolisation des « *drogués* », exagération des faits), de dédramatiser « *la* » drogue en distinguant drogues douces et drogues dures, lorsque fumer un joint aujourd'hui, c'est laisser croire que l'on se shootera demain, et plus largement aussi de résister à la normalisation. Le procès de cinquante-et-un drogués de Lons-le-Saunier l'illustre bien, qui fait la Une, en mai 1977, alors que deux overdoses à Mulhouse relancent la campagne antidrogue. Le gouvernement annonce la nomination d'un Monsieur Drogue. Ce sera une Madame qui, en la personne de Monique Pelletier, sera nommée en juin.

Mais on ne s'attaque pas impunément à l'État et à la loi. Le 3 août 1977, on apprend que sept procédures sont engagées contre *Libération* pour avoir, en vertu de la loi du 31 décembre 1970, présenté « *sous un jour favorable* » des substances ou des plantes

⁶³⁶ Malgré le succès de Jacques Chirac à Paris, les élections consacrent une large victoire de l'Union de la gauche, dans l'ensemble du pays. *Le Monde*, parle de « raz-de-marée », qui semble plébisciter la stratégie d'union des partis socialistes et communistes. Le total des voix de gauche s'élève à 50,8 %, ce qui constitue un succès historique. La majorité elle, s'effondre à 41,9 % des voix en moyenne.

⁶³⁷ Entretien avec Anne Querrien, février 2015.

stupéfiantes. Une lettre ouverte au juge Trocheris est publiée dans l'édition du 3 août 1977. Elle évoque la lutte contre l'obscurantisme et ses dangers, le droit à l'information ou à la contre-information.

Dénoncer « *la chasse aux sorcières* » et l'imaginaire médiéval du « fléau » associant implicitement la drogue à la peste, c'est donc résister à la normalisation, poser la question du droit au plaisir et de la capacité à disposer de son corps, à s'attaquer aux tabous d'une société encore toute ébranlée par 68. Mais cette réaction à la réaction ne participe-t-elle pas, paradoxalement, à une construction en miroir de ce qu'elle dénonce ? D'un côté, elle informe les lecteurs, de l'autre, elle euphémise les risques réels. Au nom d'une éthique de l'information, elle alimente la panique morale qu'elle dénonce en plaçant le journal et ses « *salopards de journalistes* », selon la formule de Michel Droit, comme des bouc-émissaires.⁶³⁸ Une telle ambiguïté se donne à voir dans la Une du 2 août 1979, qui a pour titre « *Overdoses au conseil des ministres* ». Si les tribunaux semblent tenir compte de l'évolution des mœurs qui sous-tend le développement de la « *petite fumée* », suivant le rapport Pelletier, les ministres n'ont pu que constater une ombre au tableau : la progression d'un tiers en un an des morts par overdose d'héroïne, une recrudescence du trafic et une prolétarianisation des usages.

Cela étant dit, en accord avec les principes initiaux du manifeste du journal de 1972 et grâce aux comités *Libération* disséminés un peu partout, le journal place haut une pratique d'enquête qui renseigne ses lecteurs sur la réalité sociale des usages, minoritaire et circulatoire. Prenons l'enquête réalisée par Michel Chemin sur la « *défonce* » en Franche-Comté.⁶³⁹ Elle fait écho aux deux jeunes morts par overdose à Caen dans la mesure où l'enquête sur la syncope d'un lycéen survenue après avoir consommé du cannabis à Belfort remonte à des jeunes de familles bourgeoises connues. Le phénomène reste minoritaire. Sur près de 700 élèves du lycée, il y a une « *quinzaine de mecs qui fument régulièrement, et une cinquantaine autour. La plupart des mecs que je connais, assure un lycéen, ont déjà pris des acides, et ça sniffe aussi un peu de l'héro* ». Pour ce qui concerne l'approvisionnement, il s'agit d'un trafic de fourmis, artisanal, qui consiste à faire des achats groupés (par once) : « *Les gens vont à Bâle ou à Amsterdam, ça vient aussi de Montbéliard et Dôle*. » On ne sait pas trop si c'est une filière de cannabis, d'héroïne, ou les deux, mais on sait qu'il y en a qui sont à dix « *fix* » par jour, que ceux qui reviennent des pays d'Orient sont systématiquement arrêtés, sans que l'on trouve sur eux quoi que ce soit. « *Les RG sont partout* », les vagues d'arrestations et les campagnes de presse raréfient le marché et font monter les prix en flèche. « *Récemment, un dealer est resté avec sa came sur les bras*. » La peur s'installe. « *Nous avons été arrêtés un vendredi à 2 heures du matin et nous n'avons été interrogés que le lundi à 18 heures. Nous étions quatre dans une cellule de trois mètres et demi sur deux et demi. Nous avons eu droit à deux sandwiches par jour à deux francs pièce. La chasse d'eau des chiottes ne marchait pas dans la journée, mais la nuit, le système se mettait en place toutes*

⁶³⁸ Au fond, la rhétorique est toujours la même : viser l'énorme grossissement des médias d'un fait minoritaire. On le verra dans la presse gay lors de la découverte du sida. « Une telle maladie atteignant un groupe de cheminots chiliens ou de pêcheurs africains aurait-elle eu autant d'éclat ? Doutons-en ? » (*Libération*, 19 et 20 mars 1983).

⁶³⁹ Michel Chemin, « Trafic fourmi et prolétarianisation », *Libération*, 17 février 1977.

les cinq minutes. » Sur place, on invoque le procès à Lons-le-Saunier où cinquante-et-un inculpés (dont trente-sept détenus depuis juillet 1976) seraient présentés à la cour. L'idée serait de classer toutes les personnes arrêtées dans la région dans cette affaire ! Dans cette affaire, les jeunes arrêtés sont chômeurs, ouvriers, marginaux, ou bien étudiants. Là, pas de fils de notable. « *L'herbe se prolétarise et est passée des piaules d'étudiants ou enseignants à l'atmosphère oppressive des ateliers.* » Ce déplacement de la fac de Besançon aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard est précisément ce qui préoccupe. Les jeunes prolétaires refusent la voix de leurs aînés : « *À bas la cuite, vive le hasch* ». La conclusion de Chemin inverse la préoccupation collective sous la forme de pied de nez : « *Nous avons pu constater, au cours de ce reportage, l'excellente qualité d'une herbe qui mériterait largement de se trouver à la portée de chacun.* »

Une étrange carte de France des drogues

La carte qui se dessine à travers la médiatisation des affaires de drogues est bien étrange. Elle passe par Belfort, Caen, Lons-le-Saunier, Montbéliard, Mulhouse. La Franche-Comté apparaît ainsi comme la « *capitale de la drogue en France* » (sic) selon la police. La proximité avec la Suisse et la présence de nombreuses voies d'accès sans poste frontière et l'arrêt de l'Amsterdam-Milan faciliteraient l'approvisionnement et gêneraient l'appareil policier. C'est aussi Liverdun en Meurthe-et-Moselle, ou encore Draveil (Essonne) qui font la Une. Rien sur Paris et les villes emblématiques de banlieues (Nanterre, Gennevilliers, Saint-Denis, Pantin), rien non plus sur les quartiers périphériques de Marseille. On assiste à une « *provincialisation* » des représentations⁶⁴⁰.

Le problème fondamental est celui des poursuites policières et la mise en détention des jeunes drogués. En d'autres mots, la spatialisation des problèmes de drogue dans les banlieues et quartiers populaires émergera bien plus tard, avec leur explosion au tournant des années 1980. La vision policière y contribue déjà, néanmoins, comme le suggère un article sur Draveil. « *Que les douze copains pratiquent l'héroïne, qu'elle circule entre eux qui habitent tous la région de Draveil, personne ne le nie. Mais la justice française ne conçoit pas le circulaire : on s'acharne donc à hiérarchiser, à trouver des trafiquants-responsables et à les distinguer des simples usagers.* »⁶⁴¹

Le paradoxe, c'est que les articles sur les banlieues ne manquent pas. Tout au long des années 1970, ils se comptent par dizaines, en lien avec l'immigration, le racisme, les violences policières, les loubards. Mais le lien n'est pas fait avec les consommations et trafics de drogues. Il faut attendre février 1980 et les déclarations du maire de Montigny-lès-Cormeilles, Robert Hue, pour que le lien s'opère, en attendant le Front national et son discours sur les dealers arabes. En parler, est-ce faire le jeu du pouvoir, du PCF et de l'extrême droite, dénier la réalité ? Car telle sera la rhétorique utilisée à propos des liens entre sida et immigrés⁶⁴². On trouve à la fin de cette même année un article sur « *La défonce aux solvants domestiques* » introduit par l'argument : l'ailleurs est ici, le lointain proche. « *Pas besoin d'aller à Bogota voir « Los gaminos » défoncés aux vapeurs d'essence, pas besoin*

⁶⁴⁰ Juan Fatela, « Métamorphoses », *Esprit*, 1979.

⁶⁴¹ « Chasse à l'héro dans Draveil », *Libération*, 19 novembre 1979.

⁶⁴² Voir le texte, « L'histoire raciale de l'héroïne (1980-2005) »

*d'aller en Afrique voir les enfants acheter sur le marché des gélules anonymes. Il suffit de flâner sur les grands boulevards parisiens ou dans les cités périphériques des grandes villes pour voir l'émergence de la défonce aux solvants domestiques, particulièrement la « colle à rustine ». Moyenne d'âge des utilisateurs : treize-quatorze ans. »*⁶⁴³ Mais c'est surtout en 1984 qu'est publiée une longue enquête sur l'héroïne à Nanterre, Gennevilliers et la Défense.⁶⁴⁴

D'un point de vue journalistique, deux interprétations peuvent expliquer ce silence sur drogues et banlieues, alors que, nous l'avons montré, la diffusion de l'héroïne est un fait avéré qui s'amorce au début des années 1970. Pour l'une, la question ne se pose pas telle qu'elle sera définie plus tard ; pour l'autre, il y a un risque d'amalgame idéologique. Gén   réunit les deux :

« Et les banlieues ? C'était l'explication facile pour le pouvoir. C'est pas parce qu'il y a de la misère qu'on prend de la drogue mais c'est parce qu'il y a du chômage qu'on est dealer. En même temps, à cette époque, y avait pas besoin d'aller en banlieue pour acheter du shit. J'ai habité à Épinay. Y avait pas, pendant les radios libres, on émettait périodiquement, on avait pas peur de la banlieue, dans les années 1970, ça existait pas cette dichotomie... Cette histoire n'était pas... Les banlieues n'étaient pas le Rungis de la drogue. »

À moins que les journalistes de *Libé* ne s'intéressaient pas vraiment à ce qui se passait dans les banlieues simplement parce que ce n'était pas un enjeu, une bataille... La situation changera après 1981⁶⁴⁵.

Les années coke

Un autre silence entoure la cocaïne jusqu'à la fin des années 1970. On a vu qu'elle circulait déjà à cette époque, qu'elle soit consommée en *sniff* ou en *speedball*, synonyme de fête ou intensificateur d'activité au travail. Pourtant, l'hypocrisie et le silence règnent. L'affaire de la fermeture des Bains Douches, survenue en 1983, en est une illustration. Suite à l'arrestation d'un disc-jockey soupçonné d'avoir servi d'intermédiaire entre des revendeurs de cocaïne et des clients, la célèbre boîte de nuit qui fêtait son quatrième anniversaire est dans le viseur de la PJ. *« Les policiers de la brigade des stupéfiants ont cherché à intimider les noctambules friands de cocaïne qui se trompent s'ils estiment échapper à la répression policière contrairement aux héroïnomanes. C'est la première fois qu'une boîte de nuit parisienne fait l'objet d'une fermeture pour une affaire liée à la coke. »* Selon les policiers, *« les Bains Douches faisaient partie des six ou sept boîtes qui sont dans le collimateur. Il n'y a aucune raison de les épargner sous prétexte qu'elles sont fréquentées par des minets ou des gens célèbres. La coke circule à tour de bras. »*⁶⁴⁶ Pourquoi les Bains Douches ? Dans un

⁶⁴³ « La défonce aux solvants domestiques », *Libération*, 31 décembre 1980 et 1^{er} janvier 1981.

⁶⁴⁴ J.-P. G  n  , « Farid... Aziz, Rémi, l'héro est leur banlieue », *Libération*, 16 février 1984. Voir le texte « L'arrivée de la came dans les cités »

⁶⁴⁵ Avec l'émergence du « problème des banlieues » à partir des « rodéos des Minguettes » de l'été 1981 et le lancement des dispositifs (DSQ, ZEP, CCPD, etc.) préfigurant ce que l'on appellera la politique de la ville.

⁶⁴⁶ *Libération*, 23 décembre 1983.

commentaire, Gilles Millet n'y va pas par quatre chemins. « *Au regard d'autres grandes boîtes de nuit, les Bains Douches font piètre figure, et ce n'est pas là que se trouvent les trafics les plus fructueux touchant les drogués d'occasion les plus fortunés. Les policiers le savent très bien et, avec une certaine lâcheté, ils se sont attaqués à une boîte relativement jeune, peu protégée du côté « milieu » comme du côté policier. Personne n'ignore que du côté des Champs-Élysées, les couvertures sont bien plus lourdes... (...) Mais surtout, la logique de leur coup de frime devrait les pousser à fermer des boîtes de nuit parisiennes ainsi qu'un certain nombre de cafés, de restaurants, de salles de concerts, de studios, de journaux... Pas d'hypocrisie, les spécialistes savent très bien que l'on fume et que l'on sniffe beaucoup dans certains milieux parisiens, où effectivement la drogue a moins d'effets dévastateurs qu'en banlieue.* »⁶⁴⁷ Quant à Fabrice Emaer, patron du Palace, on lui donnerait volontiers le prix du comique : « Je suis de la génération des gens qui boivent et ne se droguent pas. Quant à la cocaïne, comment ça se prend ? En gélule ? En pique ? En tablette ? Ça se fume ou ça se dilue dans l'eau ? Je ne sais pas moi ce que c'est... »

Quelques années plus tôt, c'est sous le pseudonyme de « *Professeur Tournesol* » que Jean-Pierre Géné signe ce qu'il considère comme la première enquête journalistique sur la cocaïne dans la presse parisienne faite en Bolivie et en Colombie⁶⁴⁸. Les années 1980 vont rattraper leur retard, alors que le grand patron s'est mis depuis peu à la coke...

« *Et puis après, l'arrivée de la coke, ça date de..., je suis parti au Pérou en 1979... « Coke en stock », ça date de cette période, c'est le premier papier sur le terrain dans la presse française sur la coke... C'est pour ça que j'ai signé Professeur Tournesol... J'étais là-bas pour faire un bouquin sur la coke (à moitié écrit). Quand est-ce qu'on commence à se bourrer le nez ? Dans ces années-là. La moitié de la rédaction se bourrait le nez... Non, j'exagère... La coke était dans Libé mais pas trop... La coke c'est comme le reste, ça rend pas génial. Je suis sorti en 1981, et je suis rentré seulement en 1985.* »

Les papiers sur la drogue, notamment à partir de 1985, sont essentiellement consacrés à la coke abordée d'un point de vue international (trafiquants colombiens, junkies suisses, traders new yorkais, etc.).

Expériences de l'héro

Comment donc parler des drogues ? Et de quoi parler ? La question se pose explicitement dans les colonnes du journal. Au début des années 1970, de véritables « *chasses aux pétards* » sont menées contre les consommateurs de cannabis, en particulier dans les camps de base des jeunes militants dans le sud de la France (voir encadré page suivante). Ni pour l'orthodoxie mao, ni pour les jeunes communistes ou les membres de la LCR, la question ne va de soi, et il existe toute une gamme d'attitudes et de pratiques. Cela vaut y compris au journal. « *Mes premiers pétards dans les locaux rue de Lorraine, c'était pas*

⁶⁴⁷ Gilles Millet, « Bains-Douches : une fermeture qui en annonce d'autres », *Libération*, 24 décembre 1983.

⁶⁴⁸ J.-P. Géné, « Coke en stock », *Libération*, 12, 13, 14 septembre 1979.

évident » l'un des journalistes. On mesure le chemin parcouru avec L'Appel du 18 Joint, qui date de 1976, et conduit de nombreuses personnalités à déclarer : « *On en a pris, eh oui !* » et à demander la dépénalisation. Alors, on imagine pour l'héroïne. Quoique. En parler et mobiliser sont une chose ; dire et montrer que l'on consomme en sont une autre. La *dope* est un sujet trop important pour laisser en parler la presse bourgeoise. Ainsi, dans les Dossiers de l'écran, en mars 1975, ce sont « *la confusion, l'incompréhension, l'amalgame et bien des silences qui dominent. Pas un mot sur les milliers de gens qui fument ou qui prennent de temps en temps un acide et qui ne se piqueront pas pour autant, pas un mot sur les liens entre la politique et le trafic international d'héroïne, pas un mot sur les difficultés matérielles, administratives que rencontrent ceux qui s'occupent des toxicos, pas un mot sur la situation intolérable en prison... L'enjeu : masquer le problème de la drogue aux yeux de millions de Français.* »⁶⁴⁹

Faire de la contre-information ou de l'information tout court est donc capital. Ce qui suppose de faire sauter quelques tabous. Le courrier des lecteurs est un lieu privilégié : là, comme sur la sexualité, les violences sexuelles, l'homosexualité, la parole se libère peu à peu, afin de dé-diaboliser drogues et drogués. Les drogues sont-elles plus qu'un « *fléau social* », une culture ? Y a-t-il des drogués heureux ? Le cannabis et l'acide sont davantage abordés que l'héroïne ou la cocaïne. Si elles le sont à partir de l'expérience des usagers, c'est à la marge. C'est bien plus tard que l'on se mettra à écrire sur l'usage de l'héroïne parmi les intellectuels, comme l'a fait Mathieu Lindon. En attendant, dans les années 1970, on se polarise sur la critique de l'État policier pour laisser de côté la question des soins. Le face-à-face entre Olievenstein et Engelmayer cristallise l'attention et le débat. Longtemps, la médicalisation sera synonyme de contrôle social, elle y est indexée. Silences et oublis sont autant d'obstacles idéologiques qui rendront tumultueux le chemin menant à la reconnaissance de l'expérience des injecteurs. C'est aussi ainsi que se produisent les significations culturelles, en creux ou par défaut.

« La drogue, le pouvoir et les révolutionnaires. La seringue entre les dents »⁶⁵⁰

« Il faut se garder de simplifier. Il n'y a pas ceux qui s'évadent et ceux qui restent. (...) On ne peut dire non plus, comme certains, que nous la drogue nous a « volé » 30 000 militants potentiels. Il faudrait dire alors que tout adolescent doit être un militant révolutionnaire, et poser alors la question : qui nous a volé tous les autres ? Il y a loin de la révolte à la révolution, et les drogués nous le prouvent tous les jours en tombant dans le piège d'une « libération immédiate ». Mais n'oublions pas pour cela ceux qui tombent dans le piège de l'insertion sociale harmonieuse... On ne peut dire enfin que le socialisme étant une société plus juste, la drogue en disparaîtra aussitôt. (...) (pour autant) Nous ne saurions admettre de drogués dans une organisation révolutionnaire. Qu'ils soient gravement atteints ou seulement pratiquants, pour des raisons non pas morales – mais de base – la sécurité même de l'organisation face à la répression. (...) Alors pourquoi une brochure sur la drogue. Parce que, si nous refusons de poser ce problème comme le problème majeur de l'époque, le pouvoir, lui l'utilise à des fins inquiétantes. Sa campagne contre la drogue pue le facisme à plein nez (pp. 3.5)

⁶⁴⁹ *Libération*, 20 mars 1975.

⁶⁵⁰ Supplément à *Rouge*, (non daté, probablement 1972). Nous remercions Philippe Artières de nous avoir signalé cette archive.

Pacadis, punk-philosophe, et quelques autres

« C'était un mec charmant, et d'une gentillesse, et d'une intelligence, et d'une culture... enfin, c'était un type exceptionnel. » « J'aimais bien Pacadis, c'était quelqu'un de très attachant. » Tous ceux que nous avons rencontrés nous l'ont confié. Alain Pacadis fait figure d'archétype de cette époque et de passeur. Entré à *Libé* en 1975, par l'intermédiaire de Géné, il incarne à lui seul le passage du gauchisme à l'hypermodernité, la dilution de 68 dans le punk⁶⁵¹. « *Et il était à l'héro* », souligne Frédéric Joignot.⁶⁵² Sa rubrique, *White Flash*, est inspirée du Velvet Underground (Lou Reed, Nico) et y sera souvent à l'honneur en compagnie d'Andy Warhol, Bowie, Burroughs. Elle démarre en 1975. Le 27 février 1976, intitulée, « *White punks on dope* », en référence « à un des disques les plus merveilleux de la pop musique » signé par les Fugs, groupe originaire de Los Angeles, disponible à l'Open Market, lieu-culte de la punktitude rue des Lombards, cette rubrique livre une « *analyse épistémologique du rock and roll* ». *White Flash* offre un regard décalé sur la scène underground de Paris, Londres, Berlin, New York, quelques considérations sur la tragédie et la comédie, un inventaire des sorties ou concerts ponctué d'anecdotes, un point sur le passage d'un groupe en vue (les Who, Kraftwerk, les Stooges, Bowie). En 1977, Pacadis publie une BD intitulée *Berlin* (voir illustrations). À l'occasion de la sortie de deux films sur ces deux demi-dieux que sont Hendrix et Morrison « *car l'esthétique du rock voit se contrebalancer le dualisme entre Apollinisme et Dionysisme* », il ne manque pas de rapporter, dans un article inspiré, l'expérience de la drogue dans leur propre expérience.⁶⁵³

Pacadis, c'était un look, mais aussi une tendance, une manière de dire « *je ne me cache pas que je prends de la dope* ». Il aimait se mettre en avant.

« *Moi, comme je m'occupais de la musique au service Culture, j'étais dans ce milieu-là, j'étais pas dans le milieu de l'opposition, donc je ne me rendais pas très compte. J'ai du mal à te dire pourquoi il était honni par certains.*

- À cause des croix gammées ?

Oui, mais c'était pas visible tout le temps, il se baladait pas tout le temps avec des croix gammées. Moi, j'aimais pas les croix gammées non plus, ça m'aurait choqué. C'était de la provoc'.

- Donc en gros, il y avait deux catégories : ceux qui montraient qu'ils prenaient de la dope et les autres, les ostensibles et les discrets.

Oui, tout à fait ! Oui, mais discrets... de toute façon, il fallait être relativement discret puisque c'était illégal... »

Au cours des années 1970, d'autres touchent à l'héro, sans qu'elle les empêche de travailler, la sniffent mais ne la shootent pas ; d'autres la shootent, notamment en la mélangeant avec la coke ; mais tous ne prennent pas des produits ni ne s'en aperçoivent.

⁶⁵¹ Alexis Bernier et François Buot, *Alain Pacadis, itinéraire d'un dandy punk*, op. cit.

⁶⁵² « *Libération*. Je t'aime, moi non plus... », op. cit.

⁶⁵³ *Libération*, 3 mars 1979.

« Chacun avait son problème, chacun avait son junkie, voilà. Je peux le dire maintenant, t'avais du junky opérationnel, qui bossait ! Sinon Libé et Bazooka seraient pas sortis... L'équipe Bazooka était total accro, passait par Marmottan. Le seul problème, c'était ça à l'époque. Libé, un peu à la fabrication. Ça, t'es pas obligé de le raconter partout (rires)⁶⁵⁴. On était rue de Lorraine. On était tous en même temps, y avait une pièce avec la rédaction à un bout, la fabrication dans une petite pièce, et au milieu on tirait les films dans une chambre noire. Là, le soir vers 6-7 heures, quand c'était l'heure du bouclage, y avait Bazooka qui amenait les dessins, y avait une petite séance... Eux, on savait... C'était une toute partie de Libé qui faisait ça. Les trois-quarts de Libé s'en rendaient pas compte. Moi, je m'en suis rendu compte parce qu'on tirait sur le pétard, donc on connaissait le business. Dans ces années-là, il y avait aussi les usagers invraisemblables, qui avaient une vie normale dont le prototype malheureusement décédé était Michel. Et Michel je le connais bien, il était grave à l'héro. » raconte Géné. Moi, je me suis jamais piqué. Les gens qui se piquaient y en avait pas des masses, y avait une petite bande qui se piquait. (...) Quand je les regardais, ils faisaient peine à voir, pour moi, c'était un antidote. L'héroïne quand je les voyais... Ils sont morts, ils ont choppé le sida. Y a eu des overdoses. »

Les ravages du sida dans les années 1980 ont conduit au journal et parmi les milieux proches à diminuer la shooteuse

« La deuxième chose qu'il faut dire pour l'histoire de l'héro, c'est la chute de la shooteuse. Donc ça réduit les risques. Najmann, il shootait pas. Et au fur et à mesure que la coke est arrivée, le produit mirifique était le speedball. (...) Ça, c'est pas l'héro, c'est le shoot. C'est ça qui a fait bouger Olievenstein. (...) Et après, sniffer et shooter, c'est deux mondes différents. La coke, elle était chère à cette époque-là (note de la claviste : et l'héro, coco, elle était pas chère ?). »

Les années 1980 ont engendré une nouvelle donne. Les années 1980, on l'a dit, ce sont les années coke.

« La came, ça a d'ailleurs été une raison accessoire vraiment mais tant qu'à faire, quand Libé s'est arrêté trois ou quatre mois en 1981. Y avait ce discours-là, sous-jacent : "Eh les gars, on est payé à 120, y en a 50 qui font le journal. Ça va ! Et puis on est tous payé pareil." Ça a été une des raisons. "On va passer pro-fessionnel." »

Y-a-il des drogués heureux ?

À la fin de son enquête sur « *Amsterdam et ses freaks* », Géné lance un appel à écrire. Raconter ses voyages, expériences, déceptions, colères, pieds, défonces, afin que cette série

⁶⁵⁴ Au passage, d'autres nous l'ont racontés, et ce récit est aussi dans « *Libération*, je t'aime moi non plus... »

ne s'arrête pas là, à l'approche du printemps et des grandes migrations⁶⁵⁵. Dans son édition du 14 mars 1975, *Libé* publie quelques lettres et fait le point : elles montrent que parmi ses lecteurs cohabitent « *deux langages différents et les éléments d'un vieux débat entre "ceux qui luttent" et "ceux qui se défoncent"...* sauf que ce débat est posé par les premiers et que pour les seconds, les deux ne sont pas indissociables. Les propositions ne manquent pas : faire un manifeste, apporter une aide juridique et médicale aux toxicos. Le leitmotiv est : « nous en avons marre de la répression et de la parano. »⁶⁵⁶

Plusieurs lettres ouvrent un débat sur le LSD. Point de départ : le suicide de Dominique, 19 ans, étudiant à Jussieu devenu un « *marginal* », qui s'est jeté de sa chambre de bonne au septième étage. L'enjeu : « *Quelle position avoir vis-à-vis du LSD et de la drogue ? Qui ne soit ni celle de la presse bien-pensante, ni celle de l'exaltation de la défonce...* » Récit d'une longue descente en enfer. « *La défonce est un phénomène récupéré et contrôlé par le système. (...) Il sait que les meilleurs, il faut les détourner d'une contestation du système vers une contestation de leur vie.* »⁶⁵⁷ Le débat prend forme suite aux accusations de lecteurs de *Libé* de « *faire du Paris Match* ». Un encadré de la rédaction resitue le débat : « *La question de la défonce est une question importante, et, liée à elle, celle du corps, des désirs, du plaisir, des besoins d'évasion, de la difficulté pour la plupart d'entre nous à trouver une alternative politique à l'oppression sociale, vue la merde existante, y compris dans la "nouvelle gauche".* »⁶⁵⁸ Suit une longue lettre intitulée « *Le LSD peut-être une porte, pas un chemin* », d'un ancien usager (« *Sur une période d'environ trois ans, entre 1969 et 1972, j'ai fait environ 200 à 250 trips* »), qui tente de chasser les idées reçues (la comparaison avec l'héroïne), d'objectiver les effets de l'acide et d'en reconnaître les bienfaits (« *expérience émotive extrêmement intense* », « *faire vivre la réalité de l'oppression, de la marchandise* »)⁶⁵⁹.

En 1977, Claude Olievenstein publie un livre qui rencontre un beau succès auprès du grand public : *Il n'y a pas de drogués heureux*.⁶⁶⁰ Sa thèse s'énonce en peu de mots : la toxicomanie est un symptôme de tensions dans l'appareil psychique qui résultent de la prime enfance. La même année, Géné publie un article qui ne passe pas inaperçu⁶⁶¹. « *La première pipe s'est allumée sur le toit d'un autocar dans un camping de Fez, Maroc. Cette nuit-là, les lois de la gravitation universelle subirent un assaut sérieux. Depuis la pipe ne s'est que rarement éteinte. Ce n'était pas facile alors de mettre le feu dans ce petit fourneau de terre au bout du sepsi.* »⁶⁶² Ce n'était pas si facile de suivre dans la médina le marchand de kif un an

⁶⁵⁵ *Libération*, 6 février 1975.

⁶⁵⁶ Courrier : « La drogue : un point sensible », *Libération*, 14 mars 1975.

⁶⁵⁷ Patrick Allain, « Ceux qui ont cru que la liberté avait la forme d'une pilule de LSD », *Libération*, 15 et 16 juin 1974.

⁶⁵⁸ *Libération*, le 24 juin 1974.

⁶⁵⁹ Courrier : « La drogue, c'est pas la lèpre..., c'est... un des rites d'une nouvelle culture », *Libération*, 11 avril 1977.

⁶⁶⁰ Voir les articles Sur Le docteur Olievenstein sur site d'Anne Coppel, qui revient notamment sur l'alliance stratégique faite avec les drogués, et ses ambiguïtés par la suite. www.annecoppel.fr.

⁶⁶¹ J.-P. Géné, « De la première pipe sur le toit d'un autocar marocain à la chasse aux sorcières : itinéraire d'un drogué heureux », *Libération*, 28 février 1977.

⁶⁶² Petite pipe en terre marocaine.

après 1968, Marx, Lénine et le défunt camarade à la verrue triomphante. De laborieuses discussions sur la fuite dans l'individualisme sacrilège et le droit au plaisir petit-bourgeois de la fumette avaient dressé les camarades entre eux. Tout cela fut bien vite balayé sur le toit de l'autocar. » Cannabis, acides, opium, psylo, mescaline, cocaïne : « Je l'écris sans provocation, j'ai beau feuilleter mes années-stoned, je n'y trouve que des bons souvenirs... Je peux remonter mes manches devant M. Marchais, il n'y verra pas trace de piquêre. » Republié en 1982 au moment où son auteur est emprisonné à la Santé, sa présentation insiste : « C'était la première fois qu'un drogué se jetait à l'eau et racontait sans fard ni circonlocution son expérience. »⁶⁶³

Il y a là une forme d'héroïsation de l'expérience, et aussi un risque à en parler publiquement. À l'époque, la pression sociale et pénale est forte, le silence est de règle sur les consommations qui ne sont pas évoquées dans le journal mais acceptées au sein de l'équipe. En même temps, la mise en rubrique de la défonce (articles, Unes, fiches techniques, interviews, bibliographies) et ses mises en pages provocantes sont sans ambiguïté ; elles disent ce que partagent les lecteurs de façon non culpabilisée, sans diaboliser drogues et drogué(e)s.

Le fameux courrier des lecteurs de *Libé* s'engouffre dans la brèche. Non pas tant sur le mode « les drogués parlent aux drogués », mais sur le thème « *il y a même des drogués heureux* »⁶⁶⁴. Une première lettre, adressée au docteur Olievenstein, interroge l'équivalence usage=abus=déchéance, dans ce qu'elle aurait d'inéluctable. « *J'ai fumé mon premier joint à 16 ans. J'ai 26 ans. Je n'ai jamais arrêté de fumer. Chaque jour encore, je m'adonne à mon vice préféré (j'en ai plusieurs !!!) avec beaucoup de plaisir. Mon vice, c'est quoi ? C'est chaque matin, chaque soir, un ou plusieurs joints d'herbe ou de shit ou de temps à autre, un shoot de morph, de coke, d'héro, ce qu'il y a sur le marché, peu importe, et même, de temps en temps, pour faire bonne figure, quelques amphétamines, un peu de speed... voire un acide... (...) Toutefois, si vous me voyiez, vous seriez surpris de ma vivacité d'esprit et de mouvement, de ma lucidité et de ma joie de vivre. Je passe pour être quelqu'un de responsable, de raisonnable et de conscient (...) La drogue (quel mot !) est une excellente chose quand on sait l'utiliser. (...) Vous n'avez de la drogue que la vision d'un médecin (...) Un bon livre serait un livre qui, au lieu de faire le procès de la drogue et des drogués, apprendrait plutôt aux gens à s'en servir, à l'utiliser raisonnablement et à en tirer le meilleur parti. »*

Quelques jours plus tard, une deuxième lettre d'un lecteur averti remarque « *qu'apprendre à maîtriser l'utilisation fréquente de dopes diverses demande des connaissances dont est privée l'immense majorité des gens qui usent et finissent parfois par abuser de ces trucs-là* »⁶⁶⁵. Le rapport avec « *Olive* » est le suivant : non pas que l'emploi de la dope, même la plus « dure », mènerait inéluctablement à la déchéance, ni que les cas mis en avant seraient un frein à « *la montée de la drogue* » corrélative d'une nouvelle forme de

⁶⁶³ *Libération*, 15 mars 1982.

⁶⁶⁴ *Libération*, 9 novembre 1978

⁶⁶⁵ Courrier : « À propos de la lettre « *il y a même des drogués heureux* » », *Libération*, 9 novembre 1978.

fascisme, « *mais plutôt qu'il est convaincu que dans la situation actuelle, l'usage de certaines drogues ne peut être qu'élitaire* » et que cette opinion soit peut-être même partagée par l'équipe de *Libé* par exemple ; or, goûter à la coke et à certains produits, connaître *High Times*, ne suffisent pas à se faire une idée nette du « problème-dope » - ce qui s'avère capital pour une partie des lecteurs.

Interpellé dans ce courrier par un raccourci prêtant à malentendu⁶⁶⁶, Félix Guattari répond à ce lecteur quatre jours après. « *Dans ma polémique avec Olivenstein⁶⁶⁷, j'ai simplement dit que la vente libre des drogues dures – en pharmacie, sur ordonnance, dans les dispensaires ou par tout autre procédé – ferait moins de ravages que le système de clandestinité actuel qui contraint assez souvent, un drogué à devenir dealer et prosélyte (c'est lui qui souligne). Par ailleurs, s'il existe des drogués heureux, rappelle Guattari, il faut admettre que la condition des drogués est le plus souvent lamentable, voire tragique. Est-ce que cela justifie une répression, des contrôles policiers ? En fait, c'est exactement le contraire (...) Pour ma part, je suis d'ailleurs persuadé qu'aucune forme de soins ne saurait être efficace si elle n'est pas corrélative d'une prise en charge de ces questions par les drogués eux-mêmes⁶⁶⁸* ». Nous y voilà.

Apprentissage du plaisir, autocontrôle de l'usage, savoir consommer, critique du couple infernal prohibition/incarcération, redéfinition des risques réels, reconnaissance de l'expertise des drogués, les termes du débat qui éclatera quelques années plus tard sont posés. Mais pour l'instant, c'est le silence qui domine. À quelques exceptions près, ce silence révèle l'emprise de la répression. Le slogan après 68 n'était-il pas de « *chasser le flic qui était dans sa tête* » ? Rude épreuve, toujours incertaine, jamais totalement assurée. Certains tentent de la relever publiquement, comme Jean Seberg, immortalisée par Godard⁶⁶⁹.

« Salut les cons, les voyous, les « roadies » (...), je suis de passage et j'ai deux ou trois trucs à vous dire comme ça. (...) Salut les reines des restes : restes de vous-mêmes avec vos bébés nés en manque car vous étiez trop lâches pour avouer au toubib que vous étiez toxico-enceinte. Mandrax®. Fixette. Vite. Aiguille sale ? Hépatite ? Rien à foutre. (...) Salut mes loulous, mes rouleurs mes deux, kamikazes de la Harley, mes bras restent. C'est bien ? Tu es cool. Cool. Je sais. Si cool que tu peux plus réchauffer les pieds de ta bonne femme. Écroulés côte à côté, hum, hum, pied – et si on essayait de baiser. Biff. Tellement mieux le flash, tellement mieux. (...) Épitaphe, je m'adresse maintenant aux poulets. Calmement. Je sais que vous faites un métier aliénant. Je sais que vous en avez marre. Je sais

⁶⁶⁶ Suite à la publication d'un extrait de « Drogues, passion muette », *Recherches*, n° 30, 1979.

⁶⁶⁷ Publié dans *Où il est question de toxicomanie* (discussion avec Félix Guattari, Claude Olivenstein, François Chatelet, Numa Murard et Erik Gennevois), *op. cit.* Voir article Penser les drogues : Deleuze et Guattari.

⁶⁶⁸ Félix Guattari semble faire allusion à l'expérience « Detox service » dans le South Bronx, de New York)

⁶⁶⁹ Lettre de Jean Seberg à *Libération* le 27 février 1978, publié suite à sa mort, le 9 septembre 1979, sous le titre « Jean Seberg à bout de souffle ». Les dernières années de la vie de l'actrice furent très mouvementées, au palan professionnel, familiale, amoureux. Elle a été retrouvée morte dans son véhicule avec 8 gr d'alcool et des barbituriques dans le sang.

que ça va mal à la maison. Mais ce n'est pas une raison pour tabasser mon Pierrot. C'est pas une raison pour terroriser Garrel et sa belle dame et tous les autres. Ne frappez plus mes potes qui essaient douloureusement de sortir de leur désespoir. Tenez-vous bien, je vous en prie. Vous savez mieux que moi où est la came, vous savez qui la fabrique, d'où elle vient, et qui en profite. Alors ne cassez pas les doigts d'un musicien paumé. Vous savez aussi bien que moi qui protège qui, et pourquoi et où va l'argent. Alors arrêtons les mauvaises plaisanteries. (...) Et juste une dernière chose. Soyez gentils avec les Noirs et les Arabes en France. Traitez gentiment les Portugais et les Espagnols. Eux non plus n'ont pas un métier facile. »

Provocation affective, désérotisation du flash, interpellation des flics, dénonciation du racisme et appel à les respecter : tout y est. *New York Herald Tribune ! New York Herald Tribune !*

« Une France quadrillée »

Dans la conférence de presse inaugurale de *Libération*, le 4 janvier 1972, Philippe Gavi le dit solennellement à la tribune aux côtés de Sartre, Jean-Paul Vernier et July : « *Nous n'avons pas de respect pour les institutions, par exemple pour la justice, ou pour la loi, parce que ce n'est pas la population qui la fait et qui la contrôle.* »⁶⁷⁰ La critique des institutions est donc à l'ordre du jour : police, justice, prison⁶⁷¹.

4 février 1974 : suite à une campagne de presse orchestrée par *France Soir*, *Libération* titre en Une : « *L'État Marcellin : une France quadrillée* ». L'Appel du 18 Joint insiste : depuis 1969, la police peut perquisitionner chez n'importe qui, sans mandat, à toute heure du jour et de la nuit, sous prétexte de drogue. Cela permet des arrestations massives de jeunes et des quadrillages policiers ». Au fil des années, le journal relate les nombreuses opérations coup de poing antidrogue dans les lycées, les villes, les départements. Si l'intérêt d'une opération de police en période pré-électorale est avéré⁶⁷², c'est en général la disproportion entre les moyens mobilisés et les résultats obtenus qui est soulignée dans les articles. Ainsi, en février 1977, 1 200 policiers participent à côté du ministre de l'Intérieur à une vaste opération dans les Yvelines et le Val-d'Oise conduisant à 1 300 personnes et 100 établissements contrôlés pour 19 gardes à vue. L'herbe y est répandue à Mantes-la-Jolie, héroïne et seringues y font leur apparition récemment, nous apprend Michel Chemin dans l'édition du 24 février 1977. Michel Poniatowski aurait lui-même reconnu que les drogués n'étaient pas que des « *criminels* » mais des « *paumés* ». Serait-il lui-même « *las des campagnes de presse paranoïaques d'une presse à qui il n'en demandait pas tant ?* », ironise le journaliste. On trouve aussi des articles mettant en cause plus directement la police : l'affaire Jouen, le procès de deux consommateurs de H. amenés à trafiquer par des policiers avant d'être arrêtés comme trafiquants. » (29/09/78)

⁶⁷⁰ « *Libération, je t'aime, moi non plus..* », film de Patrick Brinquet et Philippe Gavi, 2010.

⁶⁷¹ Et il faudrait ajouter institutions psychiatriques.

⁶⁷² Voir texte « *Nice, plaque tournante* ».

Après l'arrivée au pouvoir de la gauche, le changement d'ambiance n'est qu'apparent : « *on attend des changements dans la hiérarchie* », pendant que les policiers en civil et CRS et gardiens de la paix s'inquiètent⁶⁷³. Le candidat Mitterrand n'a-t-il pas déclaré : « *La police retrouvera une mission fondée sur la prévention des infractions plutôt que sur la répression* » ? Quelques mois plus tard, le constat sur trois pages ne laisse pas envisager de changement : Nicole Questiaux, chargée du dossier avec François Colcombet, attend des policiers qu'ils mettent les bouchées doubles « *pour répondre à la demande de l'opinion publique* ». Sur air de chanson connue, on sent bien la dénonciation céder la place à l'ironie : « *L'héroïne continue d'arriver par charters. Les fourmis fourmillent entre les mailles du filet des douaniers. Les gros bonnets capitalisent sur une autre planète. On nous promet cette année un millésime du tonnerre dans le « Triangle d'or »*⁶⁷⁴ (250 tonnes). *Quant aux drogues douces, la dépénalisation n'est pas demain et chez les policiers, on s'agite contre la banalisation de la cocaïne.* »⁶⁷⁵ Au-delà des effets d'annonce des patrons⁶⁷⁶, le décor ressemble à celui de *L 627*.

En ce qui concerne la justice, si le suivi des grand procès est un genre en soi, l'innovation première de *Libération* est de s'intéresser non pas seulement aux « *procès de l'héroïne* » de la *French Connection* mais à la justice au quotidien, qualifiée de « *justice à la chaîne* ». Le combat contre l'ordre judiciaire passe par la chronique des flagrants délits à partir de la mi-juin 1975 jusqu'à fin 1976. Elle rend compte quotidiennement des affaires jugées par la XVIIIème chambre correctionnelle de Paris, de son « *travail routinier* ». Les « *flags* » sont condamnés de façon unanime par le Conseil de la magistrature et le conseil de l'ordre des avocats. « *Alors que le vol à l'étalage pour un Français se traduit par une citation directe sans détention préalable, lorsqu'un travailleur immigré, domicilié, marié, père de famille fut poursuivi il y a quinze jours pour le même délit, c'est aux flags qu'il fut déféré. Les critères de poursuite sont clairement dévoilés : racistes et xénophobes. (...) Aussi est-ce tout naturellement que le tribunal des flagrants contribue à la chasse aux étrangers décrétée par le ministre de l'Intérieur.* »⁶⁷⁷ À côté des exécutions capitales qui sont dénoncées en Une (décapitation de Ranucci le 29 juillet 1976, de Jérôme Carrein, le 24 juin 1977, d'Hamida Djandoubi le 12 septembre 1977), on voit poindre le tournant sécuritaire autour de la loi « *Sécurité et liberté* ». « *Lettre ouverte à Mesdames et Messieurs les Sénateurs : un projet de loi porteur d'apartheid dans nos têtes et de ghettos dans nos cités* »⁶⁷⁸ où il est question de la mise au pas des banlieues. La criminalisation des drogues aurait-elle été une opportunité pour

⁶⁷³ « La police sous Deferre », *Libération*, 15 juin 1981.

⁶⁷⁴ Il est question d'une récolte de 250 tonnes. En 1980, plus d'une tonne d'héroïne a été saisie, « soit le chiffre le plus élevé jusqu'à présent », *Libération*, 13 novembre 1981.

⁶⁷⁵ Pierre Mangetout, « Elle court, elle court la défonce dans la France rose » *Libération*, 24 novembre 1981.

⁶⁷⁶ « La filière française est en miettes » selon le commissaire Morin, la marseillaise a disparu, alors qu'au même moment 165 ans de prison sont requis contre les inculpés d'une filière d'héroïne franco-italienne dont un certain Jean Jehan alias « Pépé la came » (*Libération*, 5 et 6 décembre 1981) et que dix kilos de la meilleure marseillaise (pure à 95 ou 97 %) étaient saisis à Nice en provenance de Hongkong (*Libération*, 28 décembre 1981).

⁶⁷⁷ « Dans le labyrinthe des flagrants délits. Le point de vue du collectif Travailleur-justice », *Libération*, 9 décembre 1976.

⁶⁷⁸ *Libération*, le 4 novembre 1980.

ce faire ? « Code pénal : retour au XIX^e siècle, titre en Une la rédaction »⁶⁷⁹. Alain Peyrrefite officialise le délit de « *sale gueule* »⁶⁸⁰. Portée par lui, le Garde des sceaux, la loi fortement critiquée par l'extrême gauche, votée en 1979, sera abrogée par le gouvernement Mauroy le 1^{er} juin 1983.

L'accusation d'une justice « laxiste » n'est en rien fondée. L'enquête du CESDIP menée par Jean Gortais et Claudine Perez-Diaz montre de façon plus systématique que l'on assiste depuis le début des années 1980 à un durcissement très net de la répression en matière de drogues⁶⁸¹. En 1981, 14 983 personnes ont fait l'objet d'une procédure judiciaire en matière de stupéfiants, 7 888 ont été condamnées cette année-là (contre 1 040 en 1971, 2 159 en 1975, 4 485 en 1979, 6 345 en 1979). Cette étude note aussi qu'en 1981, 2 713 personnes ont été condamnées pour usage simple, dont 866 à une peine ferme. Si dans 75% des cas, ces condamnations portaient sur des infractions connexes, une cinquantaine de personnes ont été sanctionnées pour usage simple. Enfin, elle aborde la méfiance des magistrats à l'égard des thérapeutes et des travailleurs sociaux, ainsi que l'insuffisance des postcures. « *La question se pose de savoir dans quelle mesure l'insuffisance de structures d'accueil et de soins dans un ressort constitue un facteur de décision répressive faute d'alternative thérapeutique ou socio-éducative locale.* »⁶⁸²

Avec l'arrivée de la gauche, la prévention de la délinquance juvénile apparaît « la priorité nouvelle de la justice », selon Robert Badinter⁶⁸³. Pure déclaration de principe ? Il suffit de se reporter à la circulaire de la Chancellerie de 1984, qui fixe sa politique pénale en matière de drogues. Adressée à tous les tribunaux, elle encourage « *les magistrats à primer la qualité du trafiquant sur celle d'usager pour les dealers* »⁶⁸⁴. En matière de revente comme d'atteinte aux biens ou aux personnes, il s'agit d'évacuer la cause pour ne « *traiter* » que les effets. Ces orientations, indique la circulaire, « *paraissent en l'état, les seules qui soient de nature à juguler un phénomène dangereux pour le corps social* ». C'est seulement en prison que l'état d'usager sera pris en compte, considérant qu'il relève, en principe, moins d'une intervention judiciaire que d'une assistance médicosociale ». Mais remarque Pierre Mangetout, ce principe vaut pour les seuls toxicos insérés socialement et « *vole en éclats dans la majorité des cas lorsqu'un délit connexe intervint* ». En effet, faisant référence à l'enquête du CESDIP, les peines fermes « *représentent une part beaucoup plus importante pour le domaine des infractions en matière de stupéfiants que pour la moyenne générale des infractions* ». ⁶⁸⁵

⁶⁷⁹ *Libération*, le 17 juin 1980.

⁶⁸⁰ *Libération*, le 25 juin 1980.

⁶⁸¹ Claudine Perez-Diaz, *La diversité des politiques pénales locales dans la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants*, Paris, CESDIP, 1988.

⁶⁸² « Drogue : les tribunaux à livre ouvert », *Libération*, 9 septembre 1984.

⁶⁸³ *Libération*, 27 janvier 1982.

⁶⁸⁴ Pierre Mangetout, « Drogue : traquer le dealer sous l'usager », *Libération*, 28 septembre 1984.

⁶⁸⁵ Pendant ce temps, on apprenait la démission de François Lefort, chargé de résorber les cités de transit de travailleurs immigrés en région parisienne, « las de se heurter aux pesanteurs administratives et à une absence manifeste de volonté politique », y compris face à l'extension de la toxicomanie, où, après deux ans d'action tous azimuts, la DDAS a bloqué la création d'un centre d'hébergement pour jeunes toxicomanes à Asnières.

Quant à la prison, elle est la clé de voûte de la société punitive. La rédaction soutient les prisonniers en lutte par les petites annonces des taulards, la formation du Groupe d'information sur les prisons⁶⁸⁶, la critique des QHS, notamment relayée par une interview de Jacques Mesrine en cavale. « *Ils sont nombreux à croupir dans les prisons de l'État français. (...) Actuellement, la répression de l'État policier bat son plein. De janvier à juin 1974, les flics ont interpellé 1389 toxicos. (...) De toute façon, cela ne résout rien.* » Les interpellations augmentent (1 795 au premier trimestre 1978 contre 1 070 pour le premier trimestre 1977), les cambriolages de pharmacies (385 contre 190) et les saisies aussi (24 kg d'héroïne contre 17, 557 de cannabis contre 490). « *Donc, ni la répression ni les campagnes alarmistes ne résolvent quoi que ce soit.* »⁶⁸⁷

Le rapport de Monique Pelletier⁶⁸⁸, alias « *Madame Drogue* » maintient l'interdit sur le H « *mais les fumeurs n'iront plus en prison* »⁶⁸⁹. J.-P. Gén   décrit ainsi ce tournant « *libéral* » et « *hypocrite* » en 1977 : « *On fait ainsi l'économie de discuter et d'informer sur la drogue comme produit, qu'il appartient à chacun d'utiliser ou non en connaissance de cause, pour s'attacher à déterminer et à peser de tout le poids d'un appareil de contrôle social renforcé sur le comportement de l'individu nécessairement déviant puisque drogué.* » L'ère des travailleurs sociaux, des éducateurs, des magistrats intelligents, des policiers compréhensifs, des centres de postcure officiels, de la réinsertion sociale des clubs de lycée et des médecins spécialisés s'épanouit, dans le cadre tracé par *Démocratie française* (titre d'un livre du Président de la République). C'est la « *Drogue libérale avancée* » qui, avec un solide réalisme et une hypocrisie coutumière avalise une situation de fait : la guerre au hasch est perdue. On en tient compte mais on n'ose pas l'avouer. Et comme il ne s'agit toujours pas de vouloir « *ouvrir un débat public* », on veillera à ce que l'information, certes indispensable, aille dans le bon sens en confondant information contradictoire avec prosélytisme. » D'où une série d'embêtements pour les librairies, les journaux, dont *Libération* et G  n   lui-même. Celui-ci a sans doute vu juste dans ce double jeu que l'on reverra à l'œuvre bien plus tard : la lente émergence de la réduction des risques en France s'est paradoxalement accompagnée du maintien du *statu quo* sur la loi de 1970 sans, par conséquent, modifier la situation des usagers mais en favorisant la construction d'une culture de la clandestinité.

On voit donc que la solution répressive poursuivie par l'état ne change rien à la diffusion de l'héroïne et de la cocaïne, qui continuent à affluer par tonnes dans les sociétés européennes et à répondre à une demande sociale elle-même diffuse. La focalisation sur l'état policier et la hantise du contrôle social contribuent également au *statu quo*. Ce n'est pas le moindre paradoxe de constater que *Libération*, à mesure que le journal perd sa virulence

⁶⁸⁶ *Le groupe d'information sur les prisons. Archives d'une lutte 1970-1972*, Editions de l'IMEC, Paris, 2003.

⁶⁸⁷ *Libération*, 20 et 21 mai 1978.

⁶⁸⁸ Rapport de la Mission dirigée par Monique Pelletier au Président de la République, *Problèmes de la drogue*, Paris, La Documentation française, 1978.

⁶⁸⁹ « La drogue libérale avancée », *Libération*, 20 janvier 1978. Sur le rapport Pelletier, voir la première partie, ainsi que le texte « L'évolution de la place des toxicomanes dans les prisons (1970-1990) ».

critique au profit d'une ironie transpolitique (comme aurait dit Baudrillard) dans les années 1980, paraît bien en phase avec la société française.

La question des soins, entre Marmottan et Le Patriarche

On ne peut pas dire que la question des soins soit très présente jusque dans les années 1970 et 1980. La bataille n'est pas là, elle est sur la répression qui englobe l'héroïne dans une configuration plus générale. Le 4 février 1980, *Libé* publie : « *Journal de désintox d'un héroïnoman* ». Hospitalisé pendant huit jours à Sainte-Anne, pour décrocher à l'aide d'une méthode nouvelle, le Catapressan®, Michael X a tenu un long journal de bord, avec style et humour. Dans la même édition, un article tente de répondre à la question : « *Où vont les toxicomanes parisiens ?* » Aller dans une institution médicale pour décrocher est une démarche inédite pour un drogué. Il en résulte des sentiments de « *parano* » vis-à-vis des médecins et de peur du « *flicage* », espoir d'en sortir, qu'un seuil irréversible est franchi. Certains toxicos ne peuvent se passer des institutions, une fois qu'ils en ont fait l'expérience ; et tous ceux qui, pour la première fois, doivent en arriver à une prise en charge médicale ont obscurément conscience de ce danger. » Il existe trois grands centres qui s'occupent de toxicomanie : Fernand Vidal, Marmottan et Sainte-Anne. « *Les relations entre les trois structures sont quasiment inexistantes et chaque centre possède sa propre idéologie, ses propres méthodes, sa propre image de marque : (...). Centre expérimental, marqué par Olive (pas d'urgence, 20 lits), service de psychiatrie de Deniker axé sur la psychopharmacologie (programme de méthadone pour 15 personnes, deux lits d'hospitalisation depuis novembre 1978, service plus libéral) service de Fernand Vidal (3 médecins à temps plein, deux à mi-temps, deux infirmières, deux psychologues), qui comprend un programme méthadone de 15 places et 6 lits d'hospitalisation. À Marmottan, il n'y a pas de délivrance d'opiacés ni de méthadone ni d'hospitalisation en urgence : le manque est symptôme.* »⁶⁹⁰

Deux lettres datant de janvier 1977 mettent en cause Fernand Vidal et La Boère parmi les diverses associations et centres de postcure. Fernand Vidal est mis en cause par un témoignage. « *Marc est un ami qui travaille pour payer ses dettes. Il n'a pas de fric. Il est junky et très malade, début d'hépatite, désir de décrocher. Il se présente à Fernand Vidal, en même temps que lui un autre mec pseudo-junky. Il ne reste plus qu'une chambre, alors on choisit celui qui a du fric. Marc attendra. Une quinzaine de jours plus tard, ils l'ont accepté : il est trop tard, l'hépatite virale était, selon les médecins, comme jamais ils l'avaient vu. Pour tout traitement, il n'a eu que des somnifères qui peuvent minimiser les crises de manque et encore..., mais surtout pas soigner une hépatite. Marc est mort à Fernand Vidal parce qu'il a été hospitalisé trop tard.* » Quant au Patriarche, ce centre est dénoncé par *Champ social*, la revue sur le travail social (harcèlement sexuel de Lucien Engelmaier sur les jeunes femmes, absence d'équipe éducative, exclusions arbitraires) comme une institution sans contrôle.

L'enquête que Gén  consacre en trois volets à La Bo re est plus intrigante encore. Son réquisitoire final résume l'aporie dans laquelle se trouvent nombre d'intervenants et d'observateurs éclairés à la fin des années 1970. « *On avait tenté le coup avec la chimie :*

⁶⁹⁰ Voir le portrait qu'en trace Claude Olievenstein dans *Il n'y a pas de drogués heureux*, et l'analyse précise de Bergeron dans *L' tat et la toxicomanie*, op. cit.

remplacement de l'héro par la méthadone qui permettait contrôle et fichage des junkies, mais on n'avait pu échapper au marché noir et aux conséquences physiques. Ça faisait encore sale. Là, c'est propre, tout dans la tête (...) Avec Le Patriarche, pas de problème, les familles en redemandent et le ministère approuve. (...) Il faut lutter contre La Boère parce que lorsqu'on décide à un moment donné de faire le bien des drogués malgré eux (...), il faut être un saint (...) Il faut lutter contre La Boère parce que la guérison qui consiste à remplacer une dépendance parfois dramatique, visible physiquement, encombrante socialement par une dépendance propre, en bonne santé, bien-pensante et parfaitement acceptable par l'État est une escroquerie intellectuelle et une supercherie dangereuse. Il faut enfin lutter contre La Boère parce qu'il n'y a pas que le résultat qui compte et parce qu'il y a une chose sur laquelle nous n'accepterons jamais la loi de la majorité : la liberté des toxicos aujourd'hui, celle de tous les déviants demain. Et à ceux qui diront "Que vont devenir ceux qui sont à La Boère ?", nous ne pouvons que répondre : Décrochez ! »⁶⁹¹

* *

*

De 1973 à 1985, *Libération* a transgressé nombre de tabous de la société française, qu'il s'agisse du travail (« Pourquoi perdre sa vie à la gagner ? »), de l'école (« Doit-on obliger les enfants à aimer l'école ? »), de la famille (« Le couple est une prison »), etc. Ce qui ne pouvait pas se dire à propos des femmes se disait notamment dans la rubrique « Nous sommes la moitié du ciel ». Ce qui ne pouvait pas s'écrire sur la sexualité des femmes et des hommes, l'hétérosexualité et l'homosexualité, s'écrivait dans les petites annonces de « Chéries ». Ce qui ne pouvait pas se dire à propos du plaisir de la défonce et du risque de mourir par overdose pouvait se dire par le biais des articles des journalistes ou le courrier des lecteurs. Si Serge July se rêvait comme un Lazareff faisant de *Libération* un « France Soir de gauche », c'était sans compter ce « moment d'ivresse »⁶⁹² qui l'a précédé. Ce pouvoir de créativité, suivi au quotidien par une poignée de lecteurs jusqu'au début des années 1980 – ne l'oublions pas – vaudra au journal d'innombrables procès ayant conduit Zina Rouabah à comparaître devant la XVI^e chambre bien plus de fois qu'elle l'aurait souhaité et à négocier les amendes. Porté par l'air du temps et des printemps chauds, du côté du désir et du plaisir, *Libé* en aura été un révélateur autant qu'un catalyseur.

En matière de drogues, la diffusion de l'héroïne est l'enjeu et l'objet d'une division sociale du travail : les rapports de police constatent, les enquêteurs interpellent, les chambres spécialisées des tribunaux condamnent, les prisons deviennent surpeuplées, les journalistes tirent la sonnette d'alarme et diffusent des « produits toxiques », au mieux décrivent et commentent les tendances (hausse des arrestations, des saisies records, des toxicomanes, des overdoses, des incarcérations), l'opinion publique et les parents d'élèves s'inquiètent. Bref, « la routine »⁶⁹³. Dans ce contexte, la force de *Libé* aura été de décrire d'autres « rituels » que

⁶⁹¹ J.-P. Gén  , « Le dossier de la Bo  re 3. Voir Lucien et guérir », *Libération*, 31 mai 1978.

⁶⁹² Alain Dugrand, *Libération. Un moment d'ivresse*, op. cit.

⁶⁹³ J.-P. G  n  , « Drogue 80 : la routine », *Libération*, mercredi 7 janvier 1981.

les « *drogues parties* », les casses de pharmacie, la prostitution obligatoire pour trouver l'argent de la défonce, la chronique de la déchéance des junkies ; elle aura été de lier désinformation et décroyance⁶⁹⁴. « *Comment ceux qui racontaient les pires bêtises sur le cannabis pouvaient-ils être crus lorsqu'ils tiraient à grand fracas le signal d'alarme de l'héroïne ?* »⁶⁹⁵ La révolution des croyances sera décisive dans le changement de paradigme pointant au tournant des années 1989 ; parce que l'époque a changé, elle reste d'actualité.

En 1981, J.-P. Géné sera condamné dix-huit mois avec sursis et à six mois fermes à La Santé pour une affaire ressemblant à un « *chantier* » monté par la police. Occasion de continuer son enquête sur les mondes de la dope, non sans un certain romantisme. Avec Olivenstein, il a occupé un pôle central de ce champ. « *Géné a joué le rôle de contre-feu face à l'hystérie collective, et par rapport à moi, de garde-fou, m'interdisant une dérive droitière.* »⁶⁹⁶ Autocélébration, témoignage d'amitié tardive mais durable ? Alors qu'ils avaient failli en venir aux mains lors de leur première rencontre, le « *drogué heureux* » cultivera une certaine ambivalence à l'égard du « *psychiatre des hippies* »⁶⁹⁷. Mais au-delà des personnes, le contre-feu et le garde-fou polarisaient le champ à leur manière jusque dans les années 1980. Les choses deviennent moins claires après, c'est-à-dire précisément au moment où l'épidémie a fait le plus de ravages et où les pouvoirs publics et les acteurs politiques ont adopté une politique de l'autruche. À *Libération*, quelque chose se casse également, le journal épouse la tendance dominante de la société française : le recentrage. D'un côté, il se professionnalise, se modernise, passe d'un lectorat minoritaire à un lectorat générationnel devenu plus large⁶⁹⁸. D'un autre côté, il se « *mitterrandise* », passe du gauchisme au réformisme, se referme sur la France.

Il reste que, avec d'autres vecteurs, l'hypothèse selon laquelle *Libération* a contribué à la promotion de significations culturelles associées aux pratiques de défonce est en partie validable (et donc falsifiable). *En creux*, parce que le journal a su parler des drogues en levant la chape de plomb et d'hypocrisie. Se défoncer, c'était résister à la normalisation et, à travers les produits, c'était promouvoir un ensemble de valeurs et de normes permissives, hédonistes, individualistes, prenant le contre-pied d'une morale oppressive. *En plein*, parce

⁶⁹⁴ Désinformation par amalgame et information juste (27 février 1975, 18 février 1977).

⁶⁹⁵ *Libération*, 10 décembre 1980.

⁶⁹⁶ 8 mars : « L'affaire Généaux et l'information sur la drogue » : Dr Olivenstein : « Les socialistes ne comprennent rien au problème de la drogue »

⁶⁹⁷ En témoigne cet article : « Pour la première fois peut-être, Olive nous livre sa vision de la drogue et des drogués avec une sincérité qui ne souffre aucun doute. Les drogués sont des salauds, qui bouffent l'autre en lui refusant le droit d'exister, en refusant la convivialité. Ce postulat abrupt posé, Olive s'applique à démontrer que les drogués sont des gens éminemment sympathiques avec lesquels il n'a pratiquement que des points d'affinité. Il se reconnaît toujours quelque part dans leur refus du système, dans leur marginalité, dans le voyage aux confins de leurs âmes qu'ils ont fait, dans le plaisir et la douleur qu'ils acceptent. Apologétique et critique à la fois, il est surtout fasciné, et à l'entendre parler avec une telle chaleur de l'héroïne et, du flash, de la planète, de la descente, la seule vraie question qui vient à l'esprit est celle-ci : Pourquoi Olive ne se shoote-t-il pas ? Et la réponse suit immédiatement : la peur... (...) Et puisqu'il n'a pas pu, qu'il ne pourra plus se la planter dans la veine, cette foutue aiguille, il a choisi une autre drogue qu'il s'administre et nous administre avec passion, plaisir et douleur : l'ambiguïté. Olive c'est un addict de l'ambigu » (J.-P. Géné, « L'ambiguïté est une drogue », *Libération*, 10 octobre 1976. « Le Manque »

⁶⁹⁸ De 40 000 à la fin des années 1970 à 195 000 fin 1980.

que le journal n'a cessé d'informer, enquêter, déconstruire, en produisant des discours tantôt rassurants, tantôt inquiétants autour des produits, à travers les voyages, la musique, la mode, les récits d'expérience, les témoignages. En ce qui concerne l'héroïne, l'hostilité affichée (stratégique) ne peut masquer une ambivalence des représentations et des pratiques, en dépit ou du fait du stigmat. Le paradoxe est que si *Libé* a su accompagner et accélérer les mutations de la société française, les rendre désirables, le journal est resté enfermé dans un mode de pensée particulièrement manifeste dans le rapport aux produits de substitution. Autrement dit, cette posture largement partagée a conduit à maintenir le silence sur une catastrophe qui explosera tardivement. À refeuilleter *Libé*, peut-on dire qu'on ne savait pas ?

Annexe : Tableau sur le nombre d'articles classés par thèmes dans *Libération* (1973-1985)

	Total drogues⁶⁹⁹	Drogues⁷⁰⁰	Héroïne	Société	Immigration	Banlieues	Autres⁷⁰¹	Total
1973	20	1	10	7	1	1	3	23
1974	29	10	4	2	-	3	3	22
1975	18	10	6	3	-		4	22
1976	47	9	3	9	1	4	2	30
1977	176	42	13	12	1	1	6	75
1978	65	5	11	2	2	3	1	24
1979	113	16	8	5	7	2	4	42
1980	125	24	7	11	6	13	9	60
1981	62	23	6	5	6	21	15	77
1982	90	29	9	17	3	3	9	70
1983	57	19	7	7	20	44	24	102 ⁷⁰²
1984	100	13	9	1		-	-	21
1985	108	8	7	-	-	2	2	20
Total	1110	387	109	81	27	89	82	597

⁶⁹⁹ Cette colonne compte l'ensemble des articles recensés sur les fiches, et non ceux photocopiés, comme c'est le cas pour les autres colonnes.

⁷⁰⁰ Cette colonne compte les drogues autres que l'héroïne : cannabis, LSD, solvants et cocaïne.

⁷⁰¹ Dans « autres », nous classons politique nationale et internationale.

⁷⁰² « La Marche pour l'égalité et contre le racisme » a donné lieu cette année-là à une intense médiatisation.

7.3 Penser les drogues : Deleuze et Guattari

Michel KOKOREFF

Les auteurs de *L'Anti-Oedipe*⁷⁰³, et le cours de Deleuze à Vincennes constituent des repères intellectuels importants de cette époque. C'est particulièrement vrai pour une partie des « drogués », quel que soit leur statut social. En quoi Deleuze et Guattari peuvent-ils nous être utiles pour penser la question des drogues et l'histoire de la diffusion de l'héroïne ?

La première chose est que l'un avec l'autre ont été de prodigieux *inventeurs* de concepts. C'est même à cela que l'on reconnaît la philosophie. Un concept est toujours une réponse à un problème (Cf. Deleuze dans l'*Abécédaire*). Le mouvement d'une pensée complexe, ardue, mais joyeuse, bref un « *gai savoir* », les conduit donc à inventer des concepts inouïs : agencement collectif d'énonciation, machines désirantes, lignes de fuite, territorialité, déterritorialisation/reterritorialisation, corps sans organes, devenir-minoritaire, etc. On y reviendra. Mais une deuxième chose vient immédiatement à l'esprit, c'est qu'un livre comme *L'Anti-Œdipe* (AO) a été un formidable cristallisateur intellectuel et politique de son époque. Au plan intellectuel, sa visée est claire : il s'agit de « *détrôner l'insupportable ambition de la psychanalyse qui, plutôt que de participer à une entreprise de libération effective (...) prend part à l'œuvre de répression bourgeoise la plus générale* », et suit en cela le chemin de la psychiatrie du XIX^e siècle de tout ramener à l'Œdipe. « *Œdipe est d'abord une idée de paranoïaque adulte, avant d'être un sentiment infantile de névrosé.* » (325) Libérer le désir, l'énergie désirante menacée par la paranoïa militante autant que par les agences répressives d'État, son rabattement sur le « *familialisme* » : voilà son programme, inséparable de Mai 68 et du mouvement qui a suivi. Cet « *aérolithe* » en porte « *la marque et l'effet de souffle, voire de souffre* »⁷⁰⁴. Au plan politique, publié en 1972, l'année même où plus de 200 000 personnes participent à l'enterrement de Pierre Overney, souvent considéré comme celui du gauchisme, peu avant la dissolution de la Gauche prolétarienne en 1973 et les dérives du terrorisme en Italie et en Allemagne, « *la théorie du désir a eu cet effet de faire mourir la pulsion collective de mort de cette jeunesse militante maoïste* »⁷⁰⁵. Ce gros livre, souvent ardu, parfois délirant à l'image du prologue, aura été une référence pour toute une génération. Robert Linhart y verra une sorte de caution réactionnaire, un « *projet totalitaire* » accélérant la dilapidation du gauchisme agonisant : « *Que l'ouvrier parvienne à « prendre son pied » en serrant les boulons, et il sera révolutionnaire.* »⁷⁰⁶

Si le désir, défini comme manque, est le pilier de l'édifice construit par la psychanalyse alors rayonnante en France, il s'agira donc d'en proposer une autre définition.

⁷⁰³ Gilles Deleuze, Félix Guattari, *L'Anti Œdipe. Capitalisme et schizophrénie 1*, Paris, Editions de Minuit, 1972.

⁷⁰⁴ François Dosse, *Gilles Deleuze, Félix Guattari, Biographie croisée*, Paris, La Découverte, 2007, p. 248.

⁷⁰⁵ Ibid, p. 249

⁷⁰⁶ Robert Linhart, « Gauchisme à vendre ? » *Libération*, 7 décembre 1974.

Le désir est production. « Si le désir produit, il produit du réel. » (34) D'où, le concept de « machines désirantes »⁷⁰⁷. Dans l'AO, tout tourne autour des machines désirantes et de la production du désir. La question n'est pas celle de l'interprétation mais de l'expérimentation : Comment ça fonctionne pour toi ? Quelles sont tes machines désirantes ?

« Le problème du socius a toujours été celui-ci : coder les flux de désir, les inscrire, les enregistrer, faire qu'aucun flux ne coule qui ne soit tamponné, canalisé, réglé. Quand la machine territoriale n'a pas suffi, la machine despotique a instauré une sorte de surcodage. Mais la machine capitaliste (...) se trouve dans une situation toute nouvelle : le décodage et la déterritorialisation des flux. (...) Il (le capitalisme) naît en effet de la rencontre de deux sortes de flux, flux décodés de production sous forme du capital-argent, flux décodés du travail sous la forme du « travailleur libre ». Aussi, contrairement aux machines sociales précédentes, la machine capitaliste est-elle incapable de fournir un code qui couvre l'ensemble du champ social. À l'idée même du code, elle a substitué dans l'argent une axiomatique des quantités abstraites qui va toujours plus loin dans le mouvement de la déterritorialisation du socius. Le capitalisme tend vers un seuil de décodage qui défait le socius au profit d'un corps sans organe, et qui, sur ce corps, libère les flux de désir dans un champ déterritorialisé. Est-il exact de dire en ce sens que la schizophrénie est le produit de la machine capitaliste, comme la manie dépressive et la paranoïa le produit de la machine despotique, comme l'hystérie le produit de la machine territoriale ? (...) Le décodage des flux, la déterritorialisation du socius forment ainsi la tendance la plus essentielle du capitalisme. Il ne cesse de s'approcher de sa limite, qui est une limite proprement schizophrénique. Il tend de toutes ses forces à produire le schizo comme le sujet des flux décodés sur le corps sans organe – plus capitaliste que le capitaliste et plus prolétaire que le prolétaire. Quand on dit que la schizophrénie est notre maladie, la maladie de notre époque, on ne doit pas vouloir dire seulement que la vie moderne rend fou. (...) En fait, nous voulons dire que le capitalisme, dans son processus de production, produit une formidable charge schizophrénique sur laquelle il fait porter tout le poids de sa répression, mais qui ne cesse de se produire comme limite du procès (c'est nous qui soulignons). Car le capitalisme ne cesse pas de contrarier, d'inhiber sa tendance en même qu'il ne s'y précipite ; il ne cesse de repousser sa limite en même qu'il y tend. Le capitalisme instaure ou restaure toutes sortes de territorialités résiduelles ou factices, imaginaires ou symboliques, sur lesquelles il tente tant bien que mal, de recoder, de tamponner les personnes dérivées des quantités abstraites. Tout passe ou revient, les États, les patries, les familles. (...) Plus la machine capitaliste déterritorialise, décodant et

⁷⁰⁷ On trouvera dans l'*Anti Oedipe* de multiples versions de la définition de cette notion, et notamment dans l'Appendice. « Les machines désirantes n'ont rien à voir avec des gadgets ou de petites inventions concours Lépine, ni avec des fantasmes. Ou plutôt elles ont à voir, mais dans le sens inverse, parce que les gadgets, les trouvailles et les fantasmes sont des résidus de machines désirantes soumis à des lois spécifiques du marché extérieur du capitalisme, ou du marché intérieur de la psychanalyse (il appartient au « contrat » psychanalytique de réduire les états vécus du patient, de les traduire en fantasmes). » (463). Et plus loin : « Les machines ne sont ni des projections imaginaires en forme de fantasmes, ni des projections réelles en formes d'outils. » (466). Ou : « Les machines désirantes au contraire ne représentent rien, ne signifient rien, ne veulent rien dire, et sont exactement ce qu'on en fait, ce qu'on fait avec elles, ce qu'elles font en elles-mêmes » (342). Ou : « Voilà ce que la psychanalyse ne demande plus : « Qu'est-ce que c'est tes machines désirantes à toi ? » mais s'écrie : « Réponds Papa/Maman quand je te parle ! » (54)

axiomatisant les flux pour en extraire la plus-value, plus ses appareils annexes, bureaucratiques et policiers, re-territorialisent à tour de bras tout en absorbant une part croissante de plus-value. »⁷⁰⁸

Quels rapports entre les drogues ? D'abord, on peut reprendre la critique de la psychanalyse, qui n'a jamais trop bien compris ce qui se jouait dans les usages et les trajectoires. Ses orientations dominantes ont interdit l'accueil des demandes spécifiques des drogué(e)s⁷⁰⁹ dans un contexte marqué, d'une part, par une prolétarianisation marquée des héroïnomanes, et d'autre part, par la diffusion du sida. Usages et usagers de drogues sont des flux qui dessinent des lignes de fuite, de déterritorialisation, déplacent les codes que le *socius* ne cesse de coder et recoder – y compris dans ses formes libérales ou néolibérales, comme on l'observe dans les années Giscard. Dans ce sens, il existerait un lien – structural – entre le schizo et le drogué. Il est vrai que la seule allusion dans l'*AO* est dans un développement sur les « *procédés de récurrence* » : « *dans tous ces cas (auxquels il faudrait ajouter la drogue comme machine désirante, la machine junkie) apparaît une pulsion de mort proprement machinique qui s'oppose à la mort régressive œdipienne, à l'euthanasie psychanalytique. Et en vérité, il n'y a pas une de ces machines désirantes qui ne soit profondément déoedipianisante* »⁷¹⁰. Mais les drogués des années 1970 n'ont-ils pas trouvé dans l'*Anti-Œdipe* et l'usage qui en a été fait la théorie de leur pratique et la pratique de leur théorie (ne pas interpréter, expérimenter ; ne pas faire le point mais la ligne ; décoder et recoder les flux) ? À voir.

C'est quelques années plus tard que la question des drogues et de la toxicomanie sera abordée de façon frontale, à travers, d'une part, un échange réunissant à Marmottan Claude Olievenstein, Félix Guattari, François Châtelet, Numa Murard et Eriik Genevois, et d'autre part, un court texte de Gilles Deleuze⁷¹¹. Il faudrait faire une relecture de ce débat parfois assez vif. Ce qui me frappe, c'est la question posée plusieurs fois par Guattari à Olive – et d'ailleurs restée sans réponse : « ... comment tu vois (...) la possibilité de changer cette diffusion... qui va faire ça ?... la brigade des stupéfiants ?... C'est quoi ?... (...) Comment endiguer la diffusion des drogues ? Parce qu'il ne suffit pas de conseiller aux gens de trouver un point d'arrêt, sur soi-même, sur son entourage immédiat, sur des groupes, sur des copains, etc. Penses-tu pouvoir trouver le point d'arrêt sur le pouvoir d'État pour endiguer cette montée des drogues ? Il faut que tu le dises clairement. Parce que les gens t'associent de plus en plus à M^{me} Drogue... à quelqu'un qui cautionne... » François Châtelet revient sur le « *problème de la diffusion* ». « *Il faudrait peut-être essayer de voir si l'on ne peut pas créer des liens transversaux entre ces groupes qui s'intéressent au problème (...). On peut s'inspirer de la bataille pour la contraception.* » La question de la diffusion est donc bien posée, et on comprend rétrospectivement qu'elle n'appelle pas de réponse car les digues – fussent-elles d'État – n'ont pas tenu... Quant au texte de Deleuze, il interroge la causalité spécifique de la drogue en termes de *désir-perception* et la manière de rendre compte du

⁷⁰⁸ Ibid. p. 41-42.

⁷⁰⁹ Voir Henri Bergeron, *L'État et la toxicomanie*, op. cit.

⁷¹⁰ Gilles Deleuze et Félix Guattari, *L'Anti-Œdipe*, op. cit. p. 477.

⁷¹¹ ... Où il est question de la toxicomanie, des mots perdus, 1979.

« tournant » où elle survient. Sur ce dernier point on retrouve la tension déterritorialisation/reterritorialisation. « *Le drogué fabrique ses lignes de fuite actives. Mais ces lignes s'enroulent, se mettent à tourner dans des trous noirs, chaque drogué dans son trou, groupe ou individu, comme un bigorneau. Enfoncé plutôt que défoncé. Les micro-perceptions sont recouvertes d'avance, suivant la drogue considérée, par des hallucinations, des délires, des fausses perceptions, des fantasmes, des bouffées paranoïaques. Artaud, Michaud, Burroughs, qui s'y connaissaient, haïssaient ces « perceptions erronées », ces « sentiments mauvais », qui leur semblaient une trahison, et pourtant une conséquence inévitable. C'est là aussi que tous les contrôles sont perdus, et que s'instaure le système de dépendance abjecte, dépendance à l'égard du produit, de la prise, des productions fantomatiques, dépendance à l'égard du dealer, etc. Il faudrait abstraitement, distinguer deux choses : tout le domaine des expérimentations vitales, et celui des entreprises mortifères (j.s).* »⁷¹² Bel exemple de déterritorialisation/reterritorialisation. Numa Murard y fait écho dans la discussion en critiquant l'idée que l'expérience des drogues est sortie d'une culture qui est la même chose que la contre-culture américaine, autour d'*Actuel*, « *alors que justement, la pratique exclusive, quotidienne et répétée de cette drogue n'est sortie d'aucun type d'énonciation qui ait avoir avec la contre-culture, mais uniquement une espèce d'environnement culturel, rituel, qui a voir avec la pratique de la drogue..., avec les « magouilles », avec les flics, avec se débrouiller avec les pharmaciens, avec se débrouiller avec ses « emmerdements » et le fric (...)* ». Il développera ce thème dans la recherche du CERFI, faite à la demande du ministère de la Justice, et censée traiter des drogues chez les ouvriers..., qui sera finalement l'objet d'un rapport réunissant textes de fond et discussions édité dans *Recherches*⁷¹³.

Mais revenons aux concepts. On se gardera bien d'en proposer une définition abstraite, car ce qui importe davantage c'est d'en faire des entités opératoires, des « trucs » qui fonctionnent. Un exemple nous est donné par un texte récent. « *Avec mes amis, nous étions persuadés que les personnes les plus « fragiles » étaient celles qui se protégeaient de leurs affects, craignaient les flux du désir, cramponnées à une identité fixe et s'interdisaient toute ligne de fuite. Je me souviens que j'enviais le naturel avec lequel les plus fous d'entre nous acceptaient ces variations d'intensité, les aléas de l'espace et du temps, et vivaient en nomade la profusion de nouvelles subjectivités* »⁷¹⁴. Les drogues auraient-elles quelque chose à voir avec le devenir ? Devenir qui brouille les identités sexuelles normées et figées par le puritanisme. « *Car brusquement, en ce début des années 1970, sont apparus de véritables mutants, les freaks aux cheveux hirsutes et aux yeux bordés de khôl, qui ne semblaient pas affectés par les dualités qui définissent l'identité sociale (homme/femme, couple/célibataire, inséré/marginal, normal/pathologique etc.)* »⁷¹⁵ Devenir qui adoucit les mœurs et favorise

⁷¹² Gilles Deleuze, « Deux questions », *op., cit.* Ce texte est repris et augmenté dans *Mille Plateaux* (« Devenir-intense, devenir-animal, devenir-imperceptible », pp. 345-351), Paris, Editions de Minuit, 1980.

⁷¹³ Le texte de Numa Murard (« Frics et trafics », *Recherche – actions sur la drogue*, CERFI/Ministère de la Justice, août 1977, publié dans *Drogues, passion muette*, Recherches, 1979) est à notre connaissance un des premiers textes écrits par un sociologue sur les trafics de rue en France.

⁷¹⁴ Anne Coppel, « L'herbe dans tous ses états », *Chimère*, n°82, 2014.

⁷¹⁵ *Ibid.*

l'échange entre les générations. « *Cool, bébé, et surtout, pas de « prise de tête », ces impératifs régissent les relations interindividuelles, les parents ont appris à s'y soumettre, si bien que la famille, autrefois honnie comme lieu des oppressions a pu devenir un refuge en acceptant, plus ou moins heureusement, la coexistence des individualités.* »⁷¹⁶

Deleuze et Guattari élaborent une *théorie des lignes* qui va se déployer de manière complexe dans *Mille Plateaux*⁷¹⁷. « Certes, écrit François Dosse⁷¹⁸, il convient de briser la segmentarité dure qui clivent les individus dans des univers clos, et la schizophrénie se définit comme une tentative de cartographier ces lignes de fuite possibles par rapport à ces segmentations. Mais chaque ligne contient ses dangers. La ligne de fuite n'est pas en soi une source créative et libératoire, elle peut être un effondrement lorsqu'elle se transforme en ligne d'abolition, de destruction, et c'est en cela que le schizophrène n'est pas magnifié dans sa souffrance en tant que malade. » De même au plan historico-mondial, des sociétés peuvent emprunter de dangereuses lignes de fuite, comme l'explique Deleuze : « *Si je donne un contenu au fascisme, c'est typiquement une ligne de fuite qui tourne en ligne mortuaire.* »⁷¹⁹ Dans ce sens, l'agencement désirs-drogues-musiques offre la possibilité d'expérimenter des lignes de fuite parmi les plus dangereuses. Deleuze évoquera les nombreux malentendus qui ont donné lieu à une lecture en terme de culte du spontanéisme (ou pire encore, de la psychose), pour faire en sorte que ses étudiant.e.s de Vincennes ne soient pas attiré.e.s par une forme de délire qui les auraient transformés à l'état de loques : « *Ce livre est d'une prudence extrême : ne devenez pas des loques. Pour nous, la terreur était de produire des produits d'hôpital.* »⁷²⁰

Cette *théorie des lignes* est une cartographie, une géographie, et donc aussi une méthode qui pourrait peut-être nous aider. Nous avons buté régulièrement sur cette difficulté à saisir toutes les dimensions de notre objet, et surtout à expliciter leur articulation, leur agencement. Bien sûr, « *on ne peut pas tout aborder* », « *ça part dans tous les sens* », etc. En bonne méthode, il s'agit de faire des choix, sérier, calibrer. Mais les processus observés ne cessent de déborder les cadres trop étroits. Nous manquons d'outils pour rendre fécondes les connexions, élaborer les agencements de ces lignes très diverses qui fonctionnent en même temps. Deleuze et Guattari en proposent quelques uns nous aidant à penser les drogues. Les lignes sont les éléments constitutifs des choses et des événements. Pour eux, « *un concept doit dire l'événement, et non plus l'essence* »⁷²¹. La « *schizo-analyse* » est cette analyse des lignes, des espaces, des devenirs.⁷²² On en retrouvera dans ce rapport - le plus souvent implicitement - quelques traces.

⁷¹⁶ Ibid

⁷¹⁷ Gilles Deleuze, Félix Guattari, *Mille Plateaux. Capitalisme et schizophrénie 2*, Paris, Editions de Minuit, 1980.

⁷¹⁸ François Dosse, *op. cit.*, p. 262

⁷¹⁹ Gilles Deleuze, cours du 27 mai 1980 à l'université de Paris VIII, archives audiovisuelles, BNF, cite par François Dosse, *op. cit.*

⁷²⁰ Gilles Deleuze, *L'abécédaire*, Désir.

⁷²¹ Gilles Deleuze, *Pourparlers*, Paris, Ed de Minuit, 1990, p. 40.

⁷²² Ibid, p. 51.

7.4 L'évolution de la place des toxicomanes dans les prisons (1970-1990)

Alexandre MARCHANT

« Si la toxicomanie était un phénomène de civilisation, il suffirait de le constater. On ne saurait mettre les fous en prison », déclarait le député Alain Peyrefitte en octobre 1969, au cours des auditions parlementaires exceptionnelles de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales qu'il présidait. Ce faisant, il niait bien évidemment aux nouvelles formes de toxicomanie massives, juvéniles et polyaddictives qui prenaient alors leur essor, leur caractère de fait de civilisation, à la différence, par exemple, d'un psychiatre comme Claude Olievenstein qui, lui, soutenait le contraire lors de son audition.

Et pourtant, nombre de critiques, de sociologues ou de penseurs ont soutenu que, depuis le grand moment de réaction des sociétés occidentales contre « l'épidémie de drogue » dont parlaient avec tant d'emphase et de dramatisation les médias au tournant des années 1960-70, les fous ont bel et bien été mis en prison. Que l'on songe par exemple aux critiques régulièrement adressées au modèle américain de « guerre à la drogue » qui ne semble apporter comme réponse au problème de santé publique que la criminalisation tous azimuts des usagers et le recours massif à l'enfermement, accompagnant la naissance d'un « État carcéral », pour parler comme certains auteurs⁷²³. En France, en revanche, si la loi de 1970 criminalise toutes les drogues illicites, sans distinction de « dure » ou de « douce », et tous les usages, elle comporte néanmoins un volet libéral et humaniste qui, par le principe de l'injonction thérapeutique, permet à l'interpellé pour Infraction à la législation sur les stupéfiants (ILS) d'échapper aux peines d'emprisonnement en suivant une obligation de soins. Compte tenu de ces dispositions, l'État carcéral semble donc ne pas pouvoir prendre racine de ce côté de l'Atlantique. Pourtant, les statistiques semblent indiquer depuis les années 1970 une augmentation croissante de la population toxicomane sous les barreaux (10%, 20%, 30% ? Difficile de fournir un chiffre global à l'ensemble du système carcéral français, au-delà des enquêtes épidémiologiques ciblées⁷²⁴), ce qui invite à se poser la question du rapport entre toxicomanie et prison en France.

La question de la population toxicomane en prison pose en réalité trois types de problèmes. Le premier est celui de la volonté punitive qui consiste à « mettre les fous en prison » : y a-t-il (eu) une intention « politique » délibérée de répondre au problème de la toxicomanie par le recours à l'enfermement, ce « grand renfermement », dont parlaient Michel Foucault et les membres du GIP dans les années 1970 ? De fait, dans les années 1980, le débat public s'est focalisé sur les solutions répressives pour faire face à l'augmentation de

⁷²³ Michelle Alexander, *The New Jim Crow : Mass incarceration in the Age of Colorblindness*, New Press, 2012.

⁷²⁴ Par exemple, en 1993, sur 82 201 incarcérations, on en dénombrait 11 426 pour ILS, dont 1 202 pour usage et 664 pour cession, mais population incarcérée pour ILS et population toxicomane carcérale sont deux ensembles différents, mais qui, évidemment, se recoupent (données extraites de Denis Richard, Jean-Louis Senon, Marc Valleur, *Dictionnaire des drogues et des dépendances*, Paris, Larousse, 2005, article « Prison »).

la toxicomanie et des faits de délinquance associés. Ensuite, se pose le problème du chiffrage de la population toxicomane carcérale : cette dernière est, de fait, restée pendant longtemps un continent noir que l'absence de réels dispositifs de dépistage et d'enquêtes épidémiologiques poussées des toxicomanes avant 1987 maintenait dans l'invisibilité. Enfin, la toxicomanie en prison pose la question de la prise en charge sociale et sanitaire d'une population cumulant les handicaps (addiction, sida) et devant faire l'objet d'attention et de soins spécifiques. C'est sur ces problématiques que nous allons ici nous pencher, en faisant ressortir les trois âges de ce problème spécifique de la toxicomanie en prison, tel qu'il s'est posé en France dans le dernier tiers du XX^e siècle.

Un problème grandissant et pourtant « invisible » dans les années 1970

Votée en réaction face à ce qui était perçu comme un « *fléau social* », la loi de 1970 a introduit un nouveau régime juridique, donnant corps à un objectif de prophylaxie sociale. Le nombre de personnes déférées devant la justice pour des faits d'usage ou de trafic, efficacité des services de police accrue, s'est mis à augmenter drastiquement, passant de 1 063 individus en 1971 à 3 501 en 1976, tandis que les peines d'emprisonnement pour ILS se sont mises à pleuvoir. En 1973, Claude Olievenstein publiait une série d'entretiens, sous le titre *Pourquoi on met en prison les mecs qui se shootent*, racontant le bouleversant récit de la décomposition d'une famille à la suite de la toxicomanie d'un jeune homme qui finissait incarcéré à Fresnes⁷²⁵. Ce faisant, comme l'indiquaient le titre et les témoignages de la fin de l'ouvrage, le « *psy des toxicos* » entendait aussi sensibiliser le public aux problèmes que rencontre le toxicomane sous les barreaux : sensation d'abandon, difficulté d'accès aux soins, impossibilité de décrocher liée à la fréquentation d'autres détenus toxicomanes, consommation de médicaments ou de drogues illicites introduites dans les établissements pénitentiaires. La prison n'était pas un endroit pour le toxicomane, et ne saurait être une réponse à un problème de santé publique qui ne cessait alors de se développer. Pourtant, le sort des drogués sous les verrous n'intéressait alors pas grand monde : il faut dire que le problème était encore statistiquement très limité. D'après les données du rapport de la Commission présidée par Monique Pelletier⁷²⁶, on ne comptait que 867 toxicomanes en prison en 1974, 1 105 en 1975 et 1 360 en 1976, même si les chiffres étaient sans doute, faute d'appareil statistique ou épidémiologique très développé en milieu carcéral à l'époque, un peu sous-estimés. Ensuite, la toxicomanie en prison était perçue théoriquement comme un non-problème, car elle n'était pas conforme aux vues de la loi de 1970. En effet, celle-ci a introduit une frontière quasi-étanche entre le trafiquant, véritable « *marchand de mort* » qui empoisonne mais ne consomme pas, et qu'il faut mettre sous les verrous, et le toxicomane qui est une victime et un malade, qu'il faut à tout prix soigner. Les peines de prison ferme pour usage simple étaient donc contraires aux dispositions libérales de la loi. Certes, la commission Pelletier reconnaît dans son rapport en 1978 qu'il y a sans doute eu au début des abus ça et là, dans des tribunaux éloignés des grands centres urbains où le problème de la toxicomanie était

⁷²⁵ Claude Olievenstein, *Pourquoi on met en prison les mecs qui se shootent*, Paris, Le Seuil, 1973.

⁷²⁶ Rapport de la Mission dirigée par Monique Pelletier au Président de la République, *Problèmes de la drogue*, Paris, La Documentation française, 1978.

appréhendé comme un « *mal mystérieux* », et où des usagers ont alors été traités en délinquants ordinaires, victimes de la volonté punitive de magistrats mal renseignés sur le problème. L'injonction thérapeutique n'est en effet pas un droit, mais une alternative aux poursuites judiciaires ordonnée par le magistrat, qui peut aussi être tenté de qualifier, dans les cas d'usage simple, la possession de substances stupéfiantes comme une forme de recel et de petit trafic. Cependant, très vite, les circulaires des gardes des Sceaux du 25 août 1971 et du 30 mars 1973 (respectivement René Pleven, Jean Taittinger) ont incité les parquets à éviter une action trop répressive pour les usagers, lorsque la détention pour usage personnel portait sur de petites quantités et ne s'accompagnait pas de revente. En 1978, « *la circulaire Pelletier* » (Monique Pelletier étant alors sous-secrétaire d'État auprès du Garde des Sceaux) recommandait de même aux parquets de s'abstenir de poursuites judiciaires devant les individus interpellés pour usage simple de cannabis. Sur fond de libéralisme giscardien, une brèche était ainsi ouverte en faveur d'une décriminalisation tendancielle de l'usage de drogues douces, tandis que le « *rapport Pelletier* » établissait le constat que la prison n'était vraiment pas un lieu de traitement adéquat pour le toxicomane. Il n'y eut donc pas officiellement à l'époque de volonté de répondre à la toxicomanie par le « *tout carcéral* ».

Cependant, en dépit de ces bonnes intentions, dans l'ombre du dispositif, le phénomène toxicomane en prison augmenta bel et bien au cours de ces années. Si l'administration pénitentiaire n'a pas beaucoup communiqué sur ces réalités, nous disposons néanmoins pour cette période des chiffres du « *rapport Pelletier* » et de ceux d'une thèse de doctorat en médecine de Louis Vallée qui a consacré en 1978 son écrit à l'étude (novatrice) d'une population de 238 détenus toxicomanes à la maison d'arrêt de La Santé⁷²⁷. Au plan national, 94 condamnations à des peines de prison ferme entre trois mois et plus de cinq ans pour usage seul ont été prononcées en 1971, 284 pour fait d'usage et trafic, en 1973 les condamnations étaient respectivement au nombre de 144 et 317, en 1976, 384 et 541. Si les variations du nombre d'individus entrés en prisons étaient globalement peu importantes (maximum 3% d'une année sur l'autre), le nombre de toxicomanes, lui, a crû régulièrement. De 1971 où les toxicomanes correspondaient à 0,9% de l'ensemble des entrées, la proportion passe en 1976 à 2,9% et en 1977 à 5,8%. Par rapport à l'ensemble de la population pénale, la représentation des toxicomanes passe de 0,6% en 1971 à 1,23% en 1975. D'où venait ce gonflement brusque de la population toxicomane ? D'une part, du problème causé par un cas de figure qui s'est posé très vite dans la décennie et que le cadre de pensée de la loi de 1970 n'avait absolument pas prévu, à savoir le dépassement des figures de l'usager et du trafiquant à travers celle de l'usager-revendeur qui garantit sa propre consommation personnelle par la revente de petites quantités de stupéfiants. Or la circulaire du 7 mars 1977 préconisait une plus grande sévérité à l'égard de l'usager trafiquant non-prévue par la loi initiale. La pratique s'oriente donc vers plus de répression et moins de compréhension. Ensuite, la plupart des incarcérés toxicomanes l'étaient pour un délit autre qu'une ILS (agressions, vols, cambriolages ou braquages qui, même s'ils sont parfois perpétrés pour obtenir l'argent nécessaire à l'achat de la drogue, ne sont pas les chefs d'inculpation pour lesquels la peine a

⁷²⁷ Louis Vallée, *Etude d'une population toxicomane en prison*, Thèse de doctorat en médecine, Paris 6, Pitié-Salpêtrière, 1978, n° de thèse 67.

été prononcée). Sur l'échantillon étudié par Louis Vallée, en 1976, 46,5% des détenus avaient été incarcérés pour ILS et 53,5% pour d'autres délits ; en 1977, la proportion était respectivement de 39% et de 61%. En ce cas, la toxicomanie du détenu n'est alors constatée qu'après, dépistée lors du contrôle médical à l'entrée. Ou alors plus tard, de façon plus dramatique, lorsque le prisonnier présente un syndrome de manque dans sa cellule.

En l'absence de grandes enquêtes systématiques sur la population toxicomane carcérale, la thèse de Louis Vallée est l'un des rares travaux de l'époque à permettre d'établir des caractéristiques de cette population, toujours à partir de son échantillon de toxicomanes de la maison d'arrêt de La Santé. Sur le plan des produits, si beaucoup utilisaient du cannabis (38% d'entre eux en 1975, 32% en 1976), la tendance dans le temps fut à l'usage de plus en plus fréquent de l'héroïne (29% en 1974, 36% en 1975, 49% en 1976). À partir de 1976, un toxicomane sur deux entrant à La Santé était héroïnomane, et 57% d'entre eux étaient arrivés en prison dans l'année qui a suivi leur première prise de produit. Il s'agissait d'une population assez jeune (61% entre 21 et 24 ans en 1975, 48% en 1977), à majorité française (pour 70%, suivis de 19% de Maghrébins), mais aussi d'une population posant des problèmes spécifiques, notamment la surconsommation pharmaceutique. Si l'administration de tranquillisants ou de neuroleptiques par les infirmières ou les internes permet d'aboutir à un sevrage rapide pour les accrocs aux opiacés, elle se prolonge souvent au-delà du nécessaire, en raison de l'exigence des détenus, ce qui risque de substituer une nouvelle dépendance à leur ancienne. Par ailleurs, de nombreux produits sont détournés. L'existence d'un trafic et la survenue de comas barbituriques a d'ailleurs amené le service médical de la maison d'arrêt de La Santé à distribuer peu à peu les psychotropes sous forme de dilution aqueuse. Mille flacons étaient ainsi préparés par jour en 1977. Le toxicomane incarcéré est un grand demandeur de psychotropes et il ne cesse d'en demander aux psychiatres, aux internes, aux infirmières mais aussi aux surveillants et aux autres détenus. De surcroît, c'est aussi une population plus fragile psychologiquement que les autres détenus : Vallée a dénombré environ 150 actes d'automutilation et 98 tentatives de suicide volontaires par absorption de produits toxiques/médicamenteux, ou par pendaison. Près de la moitié des toxicomanes étudiés avait eu une adolescence difficile et perturbée et un quart d'entre eux avait du être hospitalisé en hôpital psychiatrique dans leur vie avant leur incarcération. Au cours de leur séjour en prison, un toxicomane sur quatre n'allait quasiment jamais en promenade, et se renfermait sur lui-même. Les toxicomanes se mirent alors à former un élément important de la clientèle des Centres médicopsychologiques régionaux (CMPR, aménagés dans certaines prisons comme La Santé, Fleury, Les Baumettes, Lyon et Loos). Un problème particulier apparaît donc au cours de ces années-là, nécessitant l'adoption de structures nouvelles.

Mais dès 1981, des études firent ressortir l'insuffisance de moyens susceptibles d'aider les toxicomanes en milieu carcéral, tel le travail de Jean Gortais et Claudine Perez-Diaz *Stupéfiants et Justice pénale, enquête pour l'année 1981*⁷²⁸. Le problème s'était encore amplifié depuis plusieurs années, surtout en raison de l'incarcération des usagers-revendeurs. La proportion des peines d'emprisonnement ferme a été le type de peine le plus important et

⁷²⁸ Publié par le Service d'études pénales et criminologiques en 1983, « Etudes et données pénales », retrouvé dans les archives du Ministère de la Justice, CAC Fontainebleau, versement 19950397 / 24.

environ 6 300 toxicomanes sont derrière les barreaux. L'étude précisait, que dans la majorité des cas, les détenus toxicomanes étaient en relation, de façon hebdomadaire, avec un médecin pénitentiaire, mais cela ne suffisait pas toujours. En cas de crise, ils pouvaient faire l'objet d'un transfert à un centre médical pénitentiaire régional, mais en l'absence de procédures clairement définies, les hésitations et tâtonnements étaient monnaie courante. Se posait également le problème de la dissymétrie entre la région parisienne et la province où le réseau d'association d'aide aux toxicomanes était en général bien moins développé. Depuis le milieu des années 1970, les tâtonnements et les expériences se succédaient également afin d'aménager des structures particulières pour l'accueil en milieu carcéral des toxicomanes. En 1977, l'hôpital Salvator à Marseille avait institué une enclave pénitentiaire pour toxicomanes à l'intérieur de l'hôpital général. Mais l'expérience a montré des problèmes pratiques, a rencontré l'opposition du corps médical et a justifié le placement en prison de toxicomanes que l'on aurait sans doute hésité à incarcérer en l'absence de cette prise en charge⁷²⁹. De même, de nombreuses associations ou centres de postcure, au début de la décennie 1980, ont expérimenté des solutions pour la prise en charge des toxicomanes à leur sortie de prison : en 1978, dans l'étude de Vallée, sur vingt-et-un toxicomanes incarcérés pour la seconde fois (récidivistes), seulement deux avaient été orientés à leur sortie vers une structure permettant une prise en charge éventuelle. C'est ainsi que l'association Le Trait d'union de Francis Curtet entreprend de prendre en charge de nombreux ex-toxicomanes à leur sortie de prison.

Le moment du « tout carcéral » : un problème « trop visible » dans les années 1980

Cependant, la tendance de fond à l'augmentation de la population toxicomane en prison va être renforcée par le tournant sécuritaire des années 1980. L'emprise sociale de la toxicomanie ne cessait alors d'augmenter : d'après les statistiques de l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS), le cap des 10 000 interpellations pour ILS était franchi en 1979 (10 430 personnes, dont 7 993 usagers et 1 627 usagers-revendeurs), celui des 20 000 dès 1982 (22 146 personnes, dont 16 779 usagers et 4 366 usagers-revendeurs), celui des 30 000 en 1986 (30 493 personnes, dont 22 364 et 4 623 usagers-revendeurs)⁷³⁰. La population toxicomane libre se paupérisait également, tandis que l'usage, le trafic et le deal de rue s'étendaient considérablement, dans un contexte de crise économique, sociale et urbaine. La petite délinquance liée au mode de vie toxicomane (cambriolages de pharmacie ou de domiciles, vols d'autoradio, agressions crapuleuses) se mit à exploser, tandis que médiatiquement, on dénonça à nouveau le « *fléau social* ». Dans ces conditions, le discours sécuritaire se développa considérablement, et les dispositions libérales de la loi de 1970 vis-à-vis de l'utilisateur furent enfoncées. L'ambiguïté relative au statut de l'utilisateur-revendeur fut définitivement tranchée avec la circulaire d'action publique du 17 septembre 1984 du garde des Sceaux (Robert Badinter) qui modifia l'approche pénale du problème. La circulaire estimait en effet que « *pour les usagers-revendeurs, le moment*

⁷²⁹ Ce que constate le « rapport Pelletier » au sujet de cette expérience.

⁷³⁰ Annexe statistiques de l'OCRTIS, MILDT, *Lutte contre la toxicomanie et le trafic de stupéfiants*, rapport présenté au Premier Ministre par Catherine Trautmann, Paris, La Documentation française, 1990.

[paraissait] *venu de déterminer dans chaque cas si la qualité du trafiquant ne [primait] pas en fait sur celle d'usager, et d'en tirer les conséquences quant à la procédure choisie et aux sanctions demandées* ». Prévoyant en conséquence l'accroissement du nombre d'incarcération d'usagers, la circulaire prescrivait également aux chefs d'établissement pénitentiaires de signaler la qualité de toxicomane des détenus afin que les services médicaux puissent être alertés et les traiter de façon adéquate. Malgré tout, même si le texte appelait de ses vœux une collaboration nouvelle entre services judiciaires et sanitaires, il entérinait surtout une nouvelle pratique, tendant à ne plus excuser un délit par l'usage de drogue, et intégrant l'incarcération dans l'itinéraire ordinaire d'un toxicomane (qui est toujours revendeur, fut-ce à très petite échelle, à un moment ou un autre de sa trajectoire). De même, autre indice de ce tout répressif, même s'il n'est pas en lien avec l'enfermement, la circulaire invitait aussi les services de police à signaler aux parquets le simple usage par des mineurs de produits tels que les colles et solvants pour saisie éventuelle du juge des enfants. Ensuite, sur proposition du magistrat Jean-Claude Karsenty, président de la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT) en 1985, la loi du 17 janvier 1986 créa une incrimination spéciale de la cession de stupéfiants pour usage permettant d'utiliser la procédure de comparution immédiate. L'usager-revendeur était clairement dans le collimateur et ne s'en tirait plus du tout à bon compte. L'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT) fut plus que timorée sur cette mesure : si elle soutenait la définition d'une nouvelle incrimination prenant en compte une réalité ignorée de la loi de 1970 et pouvant abaisser le maximum des peines encourues (limitant alors le débordement de certaines juridictions, toujours mal informées des problèmes de la toxicomanie, et infligeant de lourdes peines pour le « trafic » de quantités de drogue que d'autres juridictions considéraient comme faibles), elle se prononçait contre le recours à la procédure de comparution immédiate qui avait la propension de favoriser les peines d'emprisonnement ferme⁷³¹. En effet, l'ANIT faisait le constat que le toxicomane se présente toujours dans les pires conditions devant le tribunal : il a pu subir une garde à vue allant jusqu'à quatre-vingt-quatorze heures, il peut se trouver en état de manque et donc dans l'incapacité de présenter consciemment et lucidement sa défense et le tribunal ne dispose pas de dossier de personnalité alors que les toxicomanes présentent tous une personnalité complexe, justifiant souvent une expertise psychologique (et le délit de renvoi prévu, de cinq à trente jours, était insuffisant pour recueillir les éléments complets sur la personnalité ou pour mener à bien une désintoxication). La loi fut cependant adoptée et mise en œuvre.

Le verrouillage répressif s'accroît à l'approche des Législatives de 1986, la toxicomanie devenant un enjeu électoral et la droite tint à ce sujet un discours particulièrement ferme, à l'image de Jacques Chirac, relayant le discours très agressif et conservateur de nombreuses associations de lutte contre la drogue, telles SOS Drogue ou le Comité antidrogue, et déclarant *« s'insurger contre l'injonction thérapeutique qui aboutit finalement à une absence de traitement et à une absence de sanction »*. En réaction, le gouvernement socialiste de Laurent Fabius voulut lui couper l'herbe sous le pied et entendit

⁷³¹ Note sur le nouveau projet d'incrimination en matière de stupéfiants, décembre 1985, ANIT, Archives Ministère de la Justice, CAC versement, 19970397/24.

mener une politique d'interpellation systématique, dans un double but de désorganisation du trafic et de dissuasion. Mais, face à ce durcissement de la répression, les responsables de structures d'aide et de soins aux toxicomanes firent part de leur très net désaveu. Pour le médecin-chef de Marmottan, Claude Olievenstein, cette volonté était en totale régression par rapport à la politique de lutte contre la toxicomanie menée en France : *« à travers cette vision restrictive, c'est l'optique juridique qui prime. La toxicomanie est un problème de société beaucoup plus complexe. Ces mesures sécuritaires, bêtises pré-électorales, risquent de faire perdre beaucoup d'acquis, à l'image de ce qui se passe dans d'autres domaines comme l'immigration par exemple. On vit dans un monde complètement fou : d'un côté, on réprime au nom d'une idéologie sécuritaire, de l'autre, la Jet Society se permet toutes les libertés. Trop de toxicomanes sont en prison, et il existe trop peu de protection pour les plus défavorisés »*. Après la victoire de la droite en 1986, le nouveau garde des Sceaux, Albin Chalandon, entendit mettre en place un grand *« plan de lutte antidrogue »* axé sur la fermeté et donc le recours à la sanction par l'emprisonnement. À son cabinet, le docteur Louis Albrand fut chargé de veiller au pilotage de la politique interministérielle de lutte contre la drogue. Dans un entretien à la presse en juin 1986, il déclarait que *« le coup de pied aux fesses est un excellent remède »* et qu' *« il faut balayer les tabous. Premier tabou : il faut être indulgent avec les petits dealers qui revendent de la drogue pour payer leur dose personnelle. Faux ! Il faut être impitoyable avec le trafic, petit ou grand. Toute personne qui vend de la drogue doit aller en prison. L'injonction thérapeutique n'a aucune efficacité »*. Mais la contrepartie au *« tout carcéral »* était cependant d'humaniser la prison en y mettant en place les soins efficaces pour toxicomanes⁷³².

Le plan Chalandon fera cependant long feu. Les parlementaires échoueront à durcir en 1987 le statut de l'usager lors du vote d'une nouvelle loi complétant celle de 1970 (et qui se montrera extrêmement dure vis-à-vis du grand trafiquant, traité pénalement comme un terroriste)⁷³³ et le plan ne débouchera pas comme prévu sur la création de places supplémentaires en prison et en centre de postcure. Comme le constatait *Libération* le 5 septembre 1987 : *« Qu'est devenu l'argent de la drogue ? Celui de la cagnotte que s'était constituée Albin Chalandon comme un trésor de guerre quand, voici un an, il lança son blitzkrieg contre les drogués ? Grâce à un crédit de 250 millions de francs, le ministre de la Justice prévoyait de financer le plan antidrogue le plus pharamineux que la France n'ait jamais engagé. Noyau dur de l'opération, en dehors d'une nouvelle loi toujours en suspens à l'Assemblée nationale, la création de 2 000 places supplémentaires dans le milieu associatif des centres de postcure pour drogués et de 1 600 places de prison 4 étoiles à leur aimable attention... La Chancellerie a été contrainte de réajuster quelque peu sa philosophie, il ne reste que de vagues projets carcéraux. Quant aux associations, le ministère de la Justice table sur au mieux 400 nouvelles places. »*⁷³⁴

⁷³² Coupure de presse de juin 1986 (source non identifiable), Archives Ministère de la Justice, CAC, versement 19950397/24.

⁷³³ Voir Jacqueline Bernat de Celis, *Drogues : consommation interdite ; la genèse de la loi du 31 décembre 1970*, Paris, L'Harmattan, 1996, chapitre 9.

⁷³⁴ *Libération*, 5 septembre 1987, « Les derniers du plan drogue en panne à la Chancellerie ».

Parallèlement à ce discours du « *tout carcéral* », d'autres voix s'étaient élevées au cours de la décennie pour dénoncer la prison comme unique solution au problème de la toxicomanie, et soulignaient au contraire ses effets pervers. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le magistrat Bernard Leroy, premier juge d'instruction à Evry, qui s'était spécialisé, année après année, dans les affaires de stupéfiants, envoyait régulièrement des notes, entre 1983 et 1987, à la Chancellerie et au directeur des Affaires criminelles et des Grâces sur les problèmes de la drogue et l'inefficacité de la réponse carcérale. « *Il y a quelques années, les toxicomanes finançaient leur consommation en rallongeant les doses pour en revendre ou en prenant des commandes. Ils étaient poursuivis pour trafic. On les a mis en prison et ils y ont appris d'autres techniques.* » Il constatait un changement néfaste à l'usager dans l'application de la loi de 1970 qui traduisait initialement une volonté de prendre en compte avant tout l'intérêt de l'individu, et qui se mettait à présent à privilégier l'intérêt de la société, au détriment de la prise en considération de l'usager : « *Une question doit être posée : mettre des malades en prison a-t-il un sens ? Certains soulignent que la détention, même si elle met un terme momentané au prosélytisme, entraîne une passivité totale. Elle entretient le refus du toxicomane de se prendre en charge tout en créant une promiscuité redoutable. C'est en prison que les toxicomanes apprennent de nouvelles formes de délinquance utilitaire pour faire face à leurs besoins d'argent très importants.* » Il envoya enfin des constats alarmants, et sans doute exagérés du point de vue des chiffres : 25 à 60% des détenus seraient usagers de drogue, ils vivraient très mal l'enfermement (claustrophobie, syndromes de manque majorés, tentatives de suicides) et, loin de méditer sur le sens de la sanction, évolueraient au contraire dans la délinquance au fur et à mesure de leurs incarcérations successives. C'est pourquoi le magistrat plaidait plutôt pour des peines de travaux d'intérêt général : « *Ils pourraient réapprendre la liberté, l'autonomie, au moins pendant un certain temps dans un cadre autre que celui de leur banlieue où les attend leur dealer.* »⁷³⁵ Mais de pareilles notes resteront sans suite.

Si la population toxicomane crût donc considérablement ces années-là en prison, la connaissance de ce milieu se développa également. Depuis le milieu des années 1980, plusieurs constats, discours et rapports faisaient état du développement de problèmes socio-sanitaires spécifiques liés à l'usage de drogue en prison. Lors des premières journées nationales sur les toxicomanies, en décembre 1985, plusieurs psychiatres travaillant en prison (Fleury, Baumettes, Fresnes) vinrent témoigner de leurs observations. La toxicomanie en milieu carcéral devenait donc un problème de santé publique, à part entière, se distinguant de celui posé par les usages de drogue dans la société. En 1985 toujours, deux études menées en région parisienne et en milieu pénitentiaire confirmaient que les toxicomanes échangistes de seringues étaient de plus en plus contaminés par le virus du sida⁷³⁶. De fait, si la vague des discours répressifs reflua à la fin de la décennie, elle laissa dans son sillage les mesures visant à « *importer* » les structures de l'hôpital dans les prisons. Prévus depuis deux ans, les

⁷³⁵ Respectivement, extraits des notes « Toxicomanie et délinquance », « La loi de 1970 et son application », « Les toxicomanes et les prisons », juin 1985, Dossiers d'affaires judiciaires traités par Bernard Leroy, Archives Ministère de la Justice, CAC versement 19970397/24.

⁷³⁶ *Libération*, 4 juin 1986, « Echange seringue contre sida ».

Antennes de lutte contre la toxicomanie en maison d'arrêt furent créées en 1987, avec pour mission de dépister et d'accompagner les toxicomanes durant leur incarcération : il s'agissait là d'un tournant important dans l'histoire du problème drogue en prison. Plus des trois-quarts des antennes se mirent à voir tous les entrants à leur arrivée. Dispositif toujours en place aujourd'hui, l'antenne n'intervient pas directement sur le sevrage physique mais participe à l'accompagnement de ce dernier. Pendant la détention, ces antennes/centres de soins proposent une prise en charge individuelle (entretiens) à travers des interventions comme des groupes de parole ou la relaxation. Leurs personnels font souvent partie du Comité départemental de lutte contre la toxicomanie. Les toxicomanes peuvent faire appel à l'antenne (et ils le font généralement, d'après les premières enquêtes, dans les quinze jours qui suivent leur entrée) pour une aide psychologique, la préparation de la sortie et une prise en charge particulière par rapport à une séropositivité. Ces dispositifs institutionnels permettent aussi de donner une visibilité accrue de ces populations, grâce à des enquêtes épidémiologiques de plus en plus systématiques, en dépassant l'approche biaisée par les seules statistiques pénitentiaires officielles d'incarcération pour ILS (usage, usage-revente ou trafic), car toutes les personnes incarcérées pour ILS ne sont pas forcément toxicomanes (condamnation pour trafic seul) et inversement, les toxicomanes en prison n'ont pas tous été incarcérés pour des faits d'usage de drogue (en 1986 toujours, seuls 35% des toxicomanes en milieu carcéral avaient été emprisonnés pour ILS, et 45% l'avaient été pour des infractions d'autre nature). L'enquête de Kensey et Cirba d'avril 1986, l'une des premières du genre, portant sur une population de 804 toxicomanes incarcérés, faisait ressortir une proportion d'environ 10% de toxicomanes sur l'ensemble des entrants de cet échantillon : 91% d'hommes, 66% de moins de 25 ans, 69% de célibataires, 75% de nationalité française, 50% ayant un niveau d'instruction secondaire, 60% de chômeurs. Le principal produit stupéfiant utilisé était l'héroïne. Parmi les autres constats établis par l'enquête : les polytoxicomanes étaient de loin les individus les plus instables avec un taux important de récidives et de multi-incarcération⁷³⁷. À partir des années 1989 et 1990, des enquêtes faisant appel à des questionnaires furent menées par des chercheurs et cliniciens des antennes. La première enquête de ce type, dirigée par Françoise Facy, portait sur 4 585 toxicomanes, répartis sur les seize antennes existant alors.

« L'institutionnalisation » du problème : le tournant des années 1980-1990

La mise en place des antennes toxicomanie a ainsi permis de mieux comprendre les problèmes particuliers posés par les toxicomanes en prison. En 1994, une seconde enquête de Françoise Facy a porté sur 2 175 sujets incarcérés. Ces travaux ont bien fait ressortir les pathologies spécifiques développées par le toxicomane en prison : pathologies psychotiques, dévoilement par le sevrage de psychopathies jusqu'alors masquées par la toxicomanie, états dépressifs. L'enquête Facy de 1994 faisait ressortir que 22,1 % des toxicomanes incarcérés avaient fait une tentative de suicide dans leurs antécédents (pas forcément dans le milieu carcéral lui-même), que 22,5 % avaient connu une hospitalisation en

⁷³⁷ Données tirées du *Dictionnaire des drogues et des dépendances*, op. cit..

psychiatrie et 37,9% une consultation avec un psychiatre. Les risques de nature sociale étaient aggravés par une délinquance précoce et des récidives nombreuses. Mais l'un des problèmes les plus importants était celui posé par les séropositifs qui accumulaient plus de risques médicaux que les autres sujets. D'après l'enquête Facy de 1991, 38% des toxicomanes séropositifs avaient tenté de se suicider, 27% récidivaient, et ces prisonniers étaient davantage suivis et hospitalisés en service psychiatrique. Sur le plan des produits utilisés, plus de trois séropositifs sur quatre utilisaient tous les jours, ou plusieurs fois par semaine, de l'héroïne avant leur incarcération, et un sur dix de la cocaïne. Plus de la moitié des séropositifs avaient dès le début de leur consommation choisi la voie injectable aussi bien pour l'héroïne que pour la cocaïne alors que moins d'un tiers des autres détenus s'injectaient. Ces premières enquêtes épidémiologiques ont définitivement assuré qu'il n'existait pas de « *personnalité de toxicomane* » définitive, mais les données quantitatives ont permis de mieux comprendre les mécanismes de rechute et de récidive, afin de proposer une prise en charge spécifique ciblée sur la sortie⁷³⁸.

Ces enquêtes ont également permis d'établir des évolutions : un vieillissement de ces populations, une augmentation de la proportion des étrangers, de la proportion de délinquants et un cumul de difficultés sociales, psychologiques et sanitaires, tandis que l'usage de cocaïne tendait à progresser significativement, même si l'héroïne demeurait toujours le produit majoritaire (en 1994, 78% des sujets consommaient encore de l'héroïne comme produit principal). En cela, ces populations toxicomanes sont assez représentatives des caractéristiques de la population toxicomane libre. Neuf détenus sur dix sont des hommes et 14% d'entre eux se disent séropositifs à l'entrée. Au 1^{er} janvier 1996, 6 550 détenus étaient incarcérés par ILS, ce qui traduisait une augmentation de 60% par rapport au nombre de détenus pour ce type d'infraction en 1988, pour une augmentation générale du nombre de détenus de seulement 10% : la pratique restait donc répressive, et les « *foules* » de toxicomanes étaient bel et bien de plus en plus mises en prison. Sur le plan social, au cours des années 1990, les enquêtes ont fait ressortir progressivement de plus en plus d'indicateurs de marginalisation : chômeurs, bénéficiaires du RMI, niveau d'études très bas ou inexistant. Sur le plan pénal, le nombre de condamnés augmente et les récidivistes restent majoritaires. Sur le plan sanitaire, les infections (dont les hépatites) augmentent et les risques de psychopathologies sont plus massifs. L'absence de recours à des soins spécialisés en toxicomanie avant l'incarcération est encore plus importante, reflet d'un isolement et d'une précarisation croissante des usagers de drogue. Les champs d'observation demeurent toutefois sujets à nuance, car toutes les antennes ne dépistent pas systématiquement les toxicomanes lors de leur entrée (pour un quart d'entre elles) et nombre de toxicomanes ne sont pas demandeurs de soins pendant leur séjour en prison.

Si le phénomène toxicomaniaque en prison n'est donc plus entièrement un continent noir, il demeure pour autant de nombreuses zones d'ombre, toutefois comblées par le

⁷³⁸ Françoise Facy (dir.), *Toxicomanes incarcérés vus dans les antennes toxicomanie : enquête épidémiologique 1989-90*, Convention Ministère des Affaires sociales, Ministère de la Justice, INSERM, Paris, INSERM, 1993 ; et *Toxicomanes incarcérés : étude épidémiologique auprès des antennes (1992-1995)*, Sèvres, EDK Editions médicales et scientifiques, 1997.

perfectionnement croissant des enquêtes épidémiologiques. Malgré tout, l'univers carcéral évolue : les antennes deviennent ainsi, par décret du 29 juin 1992, des « *Centres de soins spécialisés en toxicomanie* » (CSST) fonctionnant en articulation avec les différents services médicopsychologiques régionaux. Ces mesures s'inscrivent dans une dynamique plus vaste où la prison, longtemps considérée comme un monde clos, fermée sur elle-même, s'ouvre progressivement sur l'extérieur pour la prise en charge de ses problèmes psychosociaux. Après les travaux d'une mission du Haut comité de la santé publique en 1992, une loi du 18 janvier 1994 confie le problème de la santé en milieu pénitentiaire aux hôpitaux, pour la médecine comme pour la psychiatrie, afin de garantir le principe d'égalité dans l'accès aux soins, et déchargeant ainsi l'administration pénitentiaire. L'orientation à la sortie vers des centres de postcure est également mieux facilitée. À la différence des logiques prônées au moment du « *tout carcéral* » dans les années 1980, il ne s'agit donc plus de faire rentrer l'hôpital dans la prison sous la direction de celle-ci mais d'intégrer les logiques carcérales aux logiques de la prise en charge hospitalière, pilotée depuis l'extérieur. Le 4 avril 1992, le directeur de l'Administration pénitentiaire déclarait d'ailleurs, lors d'un colloque intitulé *Soigner absolument : Pour une médecine sans rupture entre la prison et la ville* : « *Notre objectif est de construire une véritable médecine en milieu pénitentiaire. L'Administration pénitentiaire a connu, depuis une douzaine d'années, une évolution importante. On peut dire que l'humanisation des prisons est désormais en route. On peut constater un changement d'ambiance, une transformation du rapport de forces entre la population des détenus et le personnel. On s'achemine vers l'idée que la privation de liberté est la seule sanction qui doit réellement s'appliquer au détenu. L'idée du droit à la santé en découle. Il faut maintenant réussir à changer l'idée que les détenus eux-mêmes se font de la médecine en prison. La déontologie médicale et la déontologie de ceux qui sont chargés de la sécurité doivent s'harmoniser, se compléter. L'Administration pénitentiaire ne revendique pas d'assumer la fonction santé. Il est temps de construire quelque chose de nouveau.* »⁷³⁹ Au-delà de cette déclaration d'intention, la réalité est un peu différente. Le droit à la confidentialité (du détenu sur sa propre toxicomanie et/ou séropositivité), propre à la déontologie médicale, n'a pas toujours été respecté et le dépistage n'a pas toujours été volontaire. Ainsi, à Fresnes en 1989, sur 130 toxicomanes séropositifs, une enquête effectuée dans le cadre d'une thèse de doctorat en médecine, a montré que si la moitié des toxicomanes dépistés avaient demandé eux-mêmes le test, dans 21% des cas, le consentement préalable du patient au test n'a pas été requis et, dans 7 cas individuels, le test a même été fait malgré le refus explicite du patient⁷⁴⁰. *A contrario*, le caractère volontaire du dépistage empêche de connaître en totalité l'extension réelle du phénomène. De même, la loi du 18 janvier 1994 a eu également des effets pervers en termes de trafic dans les établissements pénitentiaires. La distribution de médicaments se fait désormais en respectant leur présentation galénique et « *nominalement* » (et non plus par dilution aqueuse et inidentifiable par le patient), et les médecins, sous la pression de détenus

⁷³⁹ Cité dans le rapport du Conseil National du Sida, *Prison, confidentialité, avis et rapport sur les situations médicales sans absolue confidentialité dans l'univers carcéral*, 12 janvier 1993, p.9.

⁷⁴⁰ L. Letellier, *Toxicomanie et VIH. Aspects éthiques. Aspects particuliers en milieu carcéral : un certain regard vers l'extérieur*, Thèse de doctorat en médecine, Université Paris Ouest, 1989.

toujours demandeurs en produits psychotropes (antalgiques, anxiolytiques, ou produits de substitution aux opiacés), ont parfois du mal à refuser la prescription que le patient réclame.

De même, si les enquêtes insistent avec clarté sur l'importance de l'accompagnement médical des populations toxicomanes et/ou séropositives, les pouvoirs publics mettent souvent beaucoup de temps à répondre, et la vitesse de réaction se mesure en nombre d'années. Ainsi sur le plan du sida, qui est allé jusqu'à toucher environ 8% des détenus en 1991, le Conseil national du sida a régulièrement attiré l'attention des autorités sur la question des liens entre toxicomanie et sida, avec des constats parfois alarmants : « *Dans chaque établissement visité, il est apparu que toxicomanie et séropositivité étaient des phénomènes qui se recouvraient complètement. Dans tel établissement, sur 6 000 entrants, 25% (soit 1 500 personnes) sont des toxicomanes (2/3 en intraveineuse) dont 40% de séropositifs. Sur les quelques 720 détenus séropositifs (en flux), 90% (soit environ 650 personnes) ont été contaminés par injections de drogue et 3% (22 personnes environ) par voie sexuelle. La toxicomanie constitue donc, de loin, le principal facteur de contamination des entrants. Dans tel autre établissement, on estimait à 25 ou 30 le nombre de séropositifs, sur un total de 400 détenus (6,25% à 7,5%). La quasi-totalité de ces personnes étaient des toxicomanes.* »⁷⁴¹ Un rapport de janvier 1993 estimait ainsi que les moyens mis à disposition des établissements pénitentiaires restaient très insuffisants. La réponse est intervenue avec la circulaire du 5 décembre 1996 relative à la lutte contre l'infection par le VIH en milieu pénitentiaire, basée en partie sur les conclusions du rapport *Infections à VIH, hépatites, toxicomanies dans les établissements pénitentiaires et état d'avancement de l'application de la loi du 18 janvier 1994*, du professeur Marc Gentilini et le docteur Jean Tcheriatchoukine. Les détenus peuvent désormais acheter de l'eau de Javel à 12° chlorométriques pour leurs injections et initier un traitement de substitution à base de méthadone ou de buprénorphine, dans le cadre plus général de l'adoption du principe de réduction des risques au niveau général de la politique de santé publique en France à cette époque, bien que ces mesures soient toujours l'objet de débats éthiques, moraux, voire idéologiques, dans le cadre du milieu carcéral.

Enfin, parallèlement à cela, de nombreux problèmes spécifiques à la toxicomanie en prison subsistent également, notamment celui du trafic de drogues illicites ou de médicaments au sein de l'établissement. Entre 1996-1997, un groupe de travail créé à la demande du garde des Sceaux sur « *l'amélioration de la prise en charge des toxicomanes incarcérés et la lutte contre l'entrée de drogue en détention* », présidé par Jean-Paul Jean, magistrat et inspecteur des services judiciaires, a fourni des données inédites sur l'usage de drogue en milieu pénitentiaire, présentées dans le *Rapport sur l'amélioration de la prise en charge des toxicomanes incarcérés et sur la lutte contre l'introduction de drogues en prison*, du 11 juillet 1996. Ce rapport a fait état de saisies effectuées par les agents de l'administration pénitentiaire dans 75% des établissements, même si les quantités saisies (des doses de cannabis pour 80% des cas, des médicaments pour 5% des cas, une centaine de seringues chaque année) sont souvent minimes. La moitié des décès par overdose signalés a également lieu en permission, et non au sein du milieu carcéral. Les drogues sont introduites de

⁷⁴¹ Conseil National du Sida, *op.cit.*, 1993. Voir aussi Dr. Pierre Espinoza, « L'ombre du second choc sida. Sida, toxicomanie et système pénitentiaire », *Revue française des affaires sociales*, hors-série : *Les années sida*, octobre 1990, pp. 63-96.

différentes manières en milieu carcéral : contacts avec les visiteurs, obtention lors de permission et introduction en prison par introduction dans le corps, trafic couvert par des surveillants corrompus ou tout simplement, sur prescription médicale⁷⁴².

Ainsi, le nouveau régime juridique en vigueur en matière de lutte contre la toxicomanie depuis les années 1970 a bel et bien contribué à accroître sérieusement le nombre de toxicomanes en prison et a créé un problème spécifique, longtemps ignoré, peu cerné et quantifié, et non spécifiquement traité, celui d'une population aux forts handicaps sociaux, psychologiques et médicaux, frappée de surcroît de plein fouet par l'épidémie de sida dans les années 1980. Si la loi de 1970 ne contenait pas en elle-même de volonté de répondre au problème de la drogue par l'unique réponse carcérale, la pratique et les interprétations répressives de circulaires prises dans des moments de réaction publique passionnée ou de compétition électorale ont progressivement dégagé une tendance lourde à emprisonner les usagers de drogues, amplifiant toujours plus les problèmes de dépistage et de prise en charge en milieu carcéral.

⁷⁴² Informations tirées du *Dictionnaire des drogues et des dépendances*, *op.cit.*.

7.5 Polytoxicomanie, cambriolages de pharmacie et auto-substitution des héroïnomanes (1970-1980).

Alexandre MARCHANT

L'héroïne est rarement l'unique substance consommée chez les héroïnomanes quand bien même elle est pour eux le produit privilégié : autres drogues illicites, opiacés de substitution, parfois obtenus en pharmacie, alcool... L'héroïnomanie s'inscrit souvent dans le cadre d'une polytoxicomanie. Et pourtant, assez curieusement, le constat d'une polyaddiction associant substances illicites et médicaments psychotropes est un élément récurrent constamment rapporté comme une « *surprise* » ou une nouveauté dans l'histoire longue de la toxicomanie sur quarante ans. En plein débat public sur la toxicomanie, une note de l'INSERM de mai 1969, à propos des cas d'empoisonnement dans les lycées et universités de la région parisienne, parlait d'une « *pharmacologie parallèle très inventive* » : les jeunes gens hospitalisés avaient fait des associations bigarrées d'alcool et de toxiques, inhalé différents solvants de production industrielle et ingéré des préparations maisons combinant des antimigraigneux et des anorexigènes comme le Préludine® (contenant de la phénmétrazine), les détournant ainsi de leur usage thérapeutique⁷⁴³. Presque dix ans plus tard, le rapport de la commission Pelletier sur les problèmes de la toxicomanie en France, remis au Président Valéry Giscard d'Estaing en 1978, évoque la polyaddiction comme un phénomène nouveau et surprenant. Il en va de même, dix ans plus tard encore, avec le rapport du comité Trautmann remis au Premier ministre Michel Rocard en 1989 : la combinaison de drogues illicites et de médicaments (couplée à des solvants industriels) fait partie des toutes nouvelles évolutions particulièrement préoccupantes... Les rapports et enquêtes semblent avoir du mal à reconnaître le phénomène de la polyaddiction, qui apparaît donc comme une sorte de face cachée du problème de la toxicomanie. Comme elle était la partie immergée de l'iceberg qui se prête assez mal aux exploitations politiques dès lors qu'il s'agit de trouver en la personne du trafiquant de drogue une figure bouc-émissaire ou qu'il s'agit de stigmatiser le comportement de jeunes contestataires qui s'en vont délibérément rechercher leurs paradis artificiels dans les marges de la société ou à l'étranger sur la route de l'Orient.

Avant l'épidémie d'héroïnomanie, la polytoxicomanie médicamenteuse au tournant des années 1960-1970

Bien avant le déclenchement de l'épidémie d'héroïne, ou du moins de sa constitution médiatique en problème public (overdose de Bandol de l'été 1969, auditions et débats parlementaires de l'automne 1969, vote de la loi de 1970), les pratiques que l'on pourrait qualifier de toxicomaniaques s'inséraient dans une surconsommation de médicaments psychotropes qui était le fait de nombreux jeunes. Le ministre de l'Intérieur, Raymond

⁷⁴³ INSERM, « Pré-enquête sur la consommation des stupéfiants dans le milieu scolaire et universitaire ». Paris, INSERM, 1969, Archives de l'INSERM, CAC 19760224/183.

Marcellin, est parfaitement conscient de cette réalité, comme il l'écrit à son collègue de la Santé, Robert Boulin, en 1969 : « *l'usage inconsideré de ces produits pharmaceutiques présente un danger réel pour la santé publique et, en particulier, pour la jeunesse de notre pays. Tel a été le cas dans le passé du Maxiton® fort et plus récemment de la Préludine®* »⁷⁴⁴, les déclarations publiques de responsables politiques font cependant peu de cas de ces usages problématiques. Le commissaire Ottavioli, lors de son audition à l'Assemblée, avait pourtant bien posé le problème des produits pharmaceutiques : amphétamines, barbituriques, tranquillisants et divers opiacés⁷⁴⁵ ... Ces derniers sont au moins autant appréciés des toxicomanes que les produits issus du marché clandestin.

Le constat peut aussi se faire à la lecture de quelques témoignages de toxicomanes de l'époque, dont certains furent publiés sous forme de récits autobiographiques par des éditeurs soucieux de vendre sur un thème à la mode. Le journaliste sportif Guy Champagne, évoquant dans un ouvrage autobiographique son passé récent de toxicomane, ne se contentait ni de l'opium auquel l'initiait sa maîtresse, ni de l'héroïne qu'il achetait à son dealer, mais il parvenait aussi à obtenir et consommer du Nembutal® (un opiacé de synthèse, à base de pentobarbital) grâce à des médecins traitants à qui il arrachait des ordonnances en feignant d'attribuer ses douleurs abdominales à d'autres causes qu'au manque d'héroïne⁷⁴⁶. Il était aussi friand de barbituriques. Un autre exemple se retrouve chez Charles Duchaussois, dans un grand classique de 1971, régulièrement réédité depuis pour ses qualités de romans d'aventure : *Flash ou le grand voyage*. L'auteur raconte son voyage vers Katmandou, passant par la Turquie, l'Afghanistan, l'Inde et finalement le Népal, sa vie de trafiquant, sa soif d'absolu et ses consommations de produits psychotropes : mais à côté des produits illicites déjà mentionnés, il apprécie aussi le Maxiton® glutamique, une amphétamine alors vendue légalement en pharmacie en France comme stimulant par les laboratoires Delagrangue. Sa prise provoque des effets euphoriques et même, à haute dose en shoot, un effet qui pourrait s'approcher du flash de l'héroïne, s'il n'avait pas des effets contraires ensuite⁷⁴⁷. Dernier exemple, dans une enquête à succès de 1969, *Satan qui vous aime beaucoup*, et qui sera rééditée avec des compléments en 1972 au moment où le débat ne désemplit pas, sous le titre *Les Enfants de la drogue*, les journalistes Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot relatent leurs entretiens avec deux jeunes filles marseillaises incarcérées aux Baumettes pour usage de drogues et divers délits. Les deux jeunes filles, dont l'une à la limite de la folie signe ses lettres par Satan (d'où le titre de l'ouvrage), sont parties sur les chemins de l'Orient mais n'ont guère été plus loin que la Turquie et l'Iran, en passant par la Grèce. Héroïnomanes, elles relatent aussi leurs goûts des médicaments opiacés et notamment de l'élixir parégorique alors commercialisé comme antidiarrhéique. Compromises dans plusieurs cambriolages de

⁷⁴⁴ Lettre de Raymond Marcellin à Robert Boulin, 14 novembre 1969, Archives du ministère de la Santé, CAC 19900545/1.

⁷⁴⁵ Assemblée Nationale, Rapport parlementaire n°982 (compte-rendu d'auditions), 1969. Et versement 2002 – 111 /11, « Auditions sur la drogue », Archives législatives.

⁷⁴⁶ Guy Champagne, *J'étais un drogué*, Paris, Le Seuil, 1969.

⁷⁴⁷ Charles Duchaussois, *Flash ou le Grand Voyage*. Paris, Fayard, 1971.

pharmacie en France, elles avaient coutume de voler de l'élixir et de le filtrer, par une savante opération de combustion, pour en extraire l'alcaloïde opiacé qui entre dans sa composition⁷⁴⁸.

L'utilisation de produits pharmaceutiques opiacés en complément d'opiacés clandestins n'est du reste pas l'apanage des plus jeunes : Yves Salgues, écrivain et héroïnomane repent, né en 1924, qui publie en 1987 une autobiographie à succès, *Héroïne, une vie*, évoque des opérations de la même espèce : régulièrement, il se faisait prescrire des suppositoires Eubine[®] qu'il filtrait pour en extraire ensuite l'alcaloïde opiacé⁷⁴⁹.

Mais ces consommations complémentaires peuvent également être attestées par d'autres sources, comme par exemple les archives de la Direction générale de la pharmacie et du médicament, service du ministère de la Santé : l'autorité de Santé a en effet été alertée par les services de police de cas de polyconsommation surprenants qui montrent qu'au moment du surgissement de « *l'épidémie de drogue* », le profil du hippie-beatnik consommateur exclusif de produits illicites était loin d'épuiser toutes les situations. Ainsi, la gendarmerie nationale rapporte en 1968-1969 l'existence de bandes de hippies errants dans la région de Bordeaux, commettant par ailleurs de nombreux cambriolages dans la région (tous les hippies ne sont pas pacifiques ou alors les gendarmes utilisent l'étiquette à tort et à travers pour désigner les jeunes marginaux...) : on a pu établir qu'ils consommaient du cannabis, du LSD, mais aussi en association d'impressionnantes quantités de Romilar[®], antitussif des laboratoires Roche. Certes, de vente contrôlée et conditionnée à la prescription en France. Les boîtes viendraient d'Espagne où la vente était libre. Sur quarante jeunes arrêtés, six ont admis avoir pris du Romilar[®] à très haute dose, de l'ordre de cinquante à soixante prises simultanées pour obtenir, en combinaison avec du cannabis, des états délirants de conscience⁷⁵⁰. Autres exemples également extraits des minutes des différents services de la gendarmerie nationale transmises aux services de la Santé, dans le Sud-Est cette fois-ci : on rapporte en octobre 1970 dans le Vaucluse l'arrestation lors d'un contrôle routier d'un certain Alain M.⁷⁵¹, portant sur lui deux fausses prescriptions médicales, une bouteille de Valium[®] (Diazépam, célèbre benzodiazépine des laboratoires Hoffman-La Roche prescrite massivement comme tranquillisant depuis les années 1960 aux États-Unis et en Europe) et des seringues. Il reconnaît s'injecter alternativement le produit avec de l'héroïne depuis cinq ou six ans. On pourrait aussi citer le cas d'un certain Jean-Marie R., arrêté dans les mêmes conditions près d'Avignon, et qui transportait des seringues, des tubes de Kinortine[®] (comprimés stimulants à base d'amphétamine et de caféine) et du Nembutal[®] (un barbiturique). Il reconnut avaler deux à trois fois par jour trente à quarante comprimés de l'amphétamine en une seule fois, ainsi que deux capsules de Nembutal[®] une fois par jour. Les comprimés pouvaient être ingérés ou réduits en poudre et shootés après mélange avec une

⁷⁴⁸ Philippe Alfonsi, Patrick Pesnot, *Satan qui vous aime beaucoup (Les Enfants de la Drogue)*, Paris, Robert Laffont, 1970 (1972).

⁷⁴⁹ Yves Salgues, *Héroïne, une vie*. Paris, Jean-Claude Lattès, 1987, p. 178.

⁷⁵⁰ SRPJ Bordeaux, *Note sur l'usage de drogues et de produits utilisés par les toxicomanes sur la côte basque et à Pau en 1968-1969*, Bordeaux, rapport confidentiel, Archives du ministère de la Santé, Direction générale de la Pharmacie et du Médicament, CAC 199900545/2.

⁷⁵¹ Donnée nominative anonymisée.

solution liquide⁷⁵². Ces cas de jeunes gens sont d'intéressants profils de polyaddiction où le Valium® ou les comprimés broyés sont injectés sur le même modèle que le shoot d'héroïne. On pourrait ainsi multiplier les exemples mais il est plus intéressant de synthétiser et de répartir par famille pharmacologique les produits consommés. On trouve d'abord les opiacés (Palfium®, Dolosal®, Supposéol®, Fortal®, Eubispasme®, Romilar®, élixir parégorique...), puis les barbituriques (Binotal®, Immenotal®, Nembutal®...), les benzodiazépines (Rohypnol®, Tranxène®, Valium®, Mogadon®, Temesta®...) et enfin, les amphétamines (Maxiton®, Corydrane®, Tonédron®, Fringanor®, Pondéral®, Préludine®, Adiparthrol®)⁷⁵³. On notera que les produits, malgré leurs effets différents (entre opiacés et amphétamines) peuvent être utilisés au sein d'une même polyaddiction. Tous les moyens sont bons pour la « *défonce* », pour employer un terme du langage des jeunes hippies de l'époque ou des « *loubards* » des années 1970⁷⁵⁴.

Mais, après le constat des usages, il convient aussi de s'interroger sur la signification que peuvent revêtir ces consommations chez les usagers. La dimension de complément, ou de substitution en cas de pénurie de produits illicites, saute aux yeux : il s'agit de rechercher des effets similaires avec des produits légaux mais appartenant à la même famille pharmacologique. Mais une question importante est de savoir laquelle des deux consommations précède l'autre. Il n'est pas possible de schématiser aussi simplement les déterminants de la toxicomanie mais toujours est-il que l'abondance de produits psychotropes aisément accessibles en pharmacie fut un élément important dans la carrière de nombreux toxicomanes en fonctionnant comme une sorte d'initiation :

« C'est [les produits psychotropes en vente libre] ce qui a fait le lit de l'héroïne. Quant cette dernière est apparue, on a simplement trouvé le produit qui allait plus loin encore et qui répondait parfaitement à tous ces désirs que les médicaments psychotropes avaient fait naître en nous... ».

Ainsi, témoigne rétrospectivement, en son nom propre et en celui des camarades de son époque, Jimmy K., ancien toxicomane et âgé de 17 ans en 1970⁷⁵⁵. Il fut initié, comme beaucoup d'autres, à la drogue au cours de soirées initiatiques entre amis, mais au cours desquelles la prise ou l'injection de comprimés d'amphétamines légales était le point d'orgue, là où le cannabis n'était qu'un simple « *à-côté* » comme l'alcool. Les produits pharmaceutiques auraient donc été au point de départ de la carrière d'une génération entière de toxicomanes. Les produits les plus populaires étaient les amphétamines, comme le Maxiton®, le Tonédron®, la Kinortine® ou encore le Corydrane®, un mélange d'amphétamine et d'aspirine, mis en vente par les laboratoires Delagrangé et par ailleurs très populaire dans les années 1960 chez les étudiants, les pharmacies du Quartier latin à Paris étant par exemple dévalisées chaque année en période d'examens de juin. Dix millions et demi de doses (pilules

⁷⁵² Minutes (2170, 2177) transmises par la Gendarmerie nationale à la Direction générale de la Pharmacie et du Médicament, 1970, Archives du ministère de la Santé, 19900545/1.

⁷⁵³ Michel Reynaud M., Jean-Louis Chassaing, A.-J Coudert, *Les toxicomanies médicamenteuses*. Paris, PUF, 1989, pp. 48-60.

⁷⁵⁴ Film-documentaire *Les Anges perdus de la planète St Michel* de Jean Schmidt, 1978.

⁷⁵⁵ Entretien avec Johnny, octobre 2011. Nom anonymisé.

ou ampoules) auraient alors été vendues dans les pharmacies françaises pour la seule année 1970⁷⁵⁶.

Ces faits sont aussi mis en évidence par les professionnels de la santé : *Le Moniteur des Pharmacies* pointe ainsi en 1971 le rôle des produits pharmaceutiques comme une initiation ou une des étapes initiales dans la trajectoire d'addiction :

*« Sur 200 patient hospitalisés à Fernand Widal en 1970, 50% étaient âgés de moins de 21 ans. Les âges extrêmes variaient de 14 à 30 ans. La trajectoire est toujours la même : une cigarette de cannabis dans une surprise-partie, puis quelques voyages au LSD. Puis des injections intraveineuses d'amphétamines, ce dernier étant associé avec du sécobarbital dans une étape ultérieure. Tout ceci mène à l'injection intraveineuse d'héroïne. L'homopavine est parfois utilisée, mais uniquement dans des périodes de transition d'une étape vers une autre. »*⁷⁵⁷

Le secobarbital est ici un barbiturique et l'homopavine un dérivé de morphine. La contre-culture hippie ou beatnik venue des mondes anglo-américains ne fut pas donc l'unique déterminant de la toxicomanie, l'offre de produits psychotropes sans cesse décuplée par les mises sur le marché de nouveaux produits contenant des molécules à risque addictif en est un autre. L'industrie pharmaceutique, dans les années 1960-1970, n'a pas hésité à commercialiser des molécules, comme les amphétamines, qui ont lentement fait s'écarter les médicaments de leur visée thérapeutique initiale.

Ils furent dans ces années-là à l'origine d'une surconsommation médicamenteuse qui s'assimilait à une forme de toxicomanie : en ce sens, la grande frayeur, qui traversa les sociétés occidentales sur la question des drogues illicites et renforça un peu partout l'arsenal législatif prohibitionniste, fut précédée d'une vague d'« *amphétamino-manie* » affectant elle-aussi la jeunesse et nécessitant alors un changement de réglementation sur ces molécules. Un cas particulièrement intrigant est celui des produits anorexigènes à base d'amphétamines, certaines d'entre elles ayant en effet des effets coupe-faim. La Préludine[®] précitée, commercialisée par les laboratoires Geigy, fit ainsi couler beaucoup d'encre, car le produit avait aussi des propriétés stimulantes et excitantes. En mars 1969, l'autorité de régulation, la Direction générale de la pharmacie et du médicament décide de restreindre la vente de la Préludine[®] à la prescription médicale. Non seulement cela ne suffit pas, mais de surcroît les services de la Santé font le constat ouvert d'un détournement de ce médicament pour un usage toxicomane :

« Au moyen d'ordonnances vraies ou fausses, les jeunes intoxiqués se procuraient la Préludine[®], dissolvaient dans de l'eau les comprimés et s'injectaient la solution obtenue. D'un médicament devant être pris par voie orale et dont l'indication thérapeutique est l'obésité, les toxicomanes en ont ainsi fait un

⁷⁵⁶ Christian Bachmann, Anne Coppel, *Le dragon domestique*, op. cit. chapitre 30.

⁷⁵⁷ « L'usage détourné des médicaments », *Le Moniteur des pharmacies*, n°981, Avril 1971, pp. 1057-1058.

*médicament injectable utilisé pour son action excitante qui n'est qu'un de ses effets secondaires. »*⁷⁵⁸

Suivra l'interdiction définitive du médicament, mais un trafic clandestin prendra alors le relais depuis l'Espagne où le médicament restera pour quelque temps en vente libre. La Préludine® n'est cependant pas le seul exemple ouvert de détournement d'un médicament amphétaminique aux effets anorexigènes. Autre médicament de ce type, l'Adiparthrol® des laboratoires Novartis, très populaire chez les toxicomanes qui l'appelaient le « *bobol* ». Ce produit, consommé en soirée, était connu pour provoquer, à très hautes doses, des « *flash d'amour* » ou des expériences extraordinaires d'hallucinations collectives (deux personnes situées dans des pièces différentes d'un même appartement auraient des visions communes, selon une expérience répétée chez quelques usagers de l'époque). Rétrospectivement, le « *bobol* » est évoqué avec nostalgie chez de nombreux usagers historiques qui l'ont utilisé jusque dans la seconde moitié des années 1970⁷⁵⁹. La descente de prise de « *bobol* » était quand même délicate à gérer, pouvant provoquer de courts épisodes de folie ou pire, des envies de suicide... L'Adiparthrol® a finalement été retiré du marché à la fin des années 1970, au grand désarroi de nombreux « *speed freaks* »... Il s'agit certes là davantage d'effets euphorisants que d'effets déprimeurs similaires à ceux de l'héroïne que l'on obtiendrait grâce à la surconsommation d'opiacés légaux.

L'épineux problème des cambriolages de pharmacie dans les années 1970-80

Assez logiquement, tout problème d'approvisionnement sur le marché clandestin déclenche des effets de report sur l'offre légale et pharmaceutique de produits stupéfiants. Détruire l'offre ne joue en rien sur la demande et cette dernière, à la suite de la raréfaction de l'héroïne sur le marché, se tourne vite vers des produits de substitution tels les médicaments ou les préparations à base d'opiacés détournés de leur usage thérapeutique. Les chiffres des cambriolages de pharmacie augmentent de fait drastiquement dans les mois qui suivirent la fermeture des laboratoires d'héroïne de la *French Connection* vers 1973-74 (710 cambriolages de pharmacie en 1974, 773 vols à main armée en 1975), et la courbe ascendante des overdoses fut un autre effet pervers direct de l'intensification de la lutte policière :

« On peut se demander si paradoxalement il ne faut pas voir dans le doublement du nombre de décès par rapport à 1973 une conséquence imprévue de la lutte impitoyable qui a été menée contre le trafic d'héroïne [...]. Il semble évident que l'augmentation des décès dus à la drogue en 1974 est la conséquence directe de la consommation anarchique par des toxicomanes chevronnés de produits médicamenteux obtenus de manière illicite, soit par des vols d'ordonnances ou

⁷⁵⁸ Note pour le directeur de cabinet du ministre de la Santé, 10 septembre 1969, Archives du ministère de la Santé, CAC 19900545/1.

⁷⁵⁹ Phénix (pseudonyme), « Les folles soirées bobol », *Asud*, n°36, 2008, pp.17-19. Et entretien avec Anne Coppel, Octobre 2012.

*l'utilisation de fausses ordonnances, soit encore par des vols dans les pharmacies. »*⁷⁶⁰

Pour supporter la raréfaction de l'offre d'héroïne sur le marché clandestin, dès l'année 1974, de nombreux usagers eurent recours à la substitution par les opiacés de synthèse dérobés en pharmacie. Cette substitution prend, dans les consommations, la place jadis occupée par l'héroïne : en 1973, 37,8% des toxicomanes interpellés étaient héroïnomanes, mais le taux chute à 7% en 1974 et à 5,8% en 1975⁷⁶¹. Cependant, comme le constatent les policiers eux-mêmes, le vol de médicaments psychotropes dans les officines connaît un véritable essor : l'OCRTIS a recensé 710 cambriolages de pharmacie en 1974 et 795 en 1975. Environ 15% des interpellés ces années-là usaient de produits pharmaceutiques. Même dans la région de Marseille, les produits pharmaceutiques ont remplacé l'héroïne au cours de ces années charnières, et on note la même progression des vols de pharmacie dans les Bouches-du-Rhône (25 vols en 1975 contre 8 en 1974)⁷⁶². Après une décrue en 1976 (447), les services de police recensent 642 cambriolages en 1977, puis 1 049, soit une hausse importante (de 63%), en 1978.

C'est un phénomène qui, du reste, ne cessera de s'accroître dans la décennie suivante, devant une préoccupation majeure des pouvoirs publics et de la profession, comme l'attestent les chiffres suivants, issus du rapport Trautmann de 1989⁷⁶³ :

Année	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Cambrilages de pharmacie (nombre)	920	822	750	926	740	697	551	436
Vols avec violences (pharmaciens ou médecins généralistes)	75	32	50	132	53	52	28	77
Vols stupéfiants dans les hôpitaux	89	92	97	97	130	104	228	142

Comme au début des années 1970, les pharmaciens se sentent les victimes de l'épidémie de drogue. D'ailleurs, cette dimension ressort de leurs chiffres qui sont nettement supérieurs à ceux de la police, si l'on compare par exemple les chiffres de l'OCRTIS et ceux

⁷⁶⁰ Note « Le point du trafic de stupéfiants et de la toxicomanie en France, juillet 1975 », Archives de l'OCRTIS, CAC 19920026 / 2.

⁷⁶¹ Note *Commentaire sur la situation de la toxicomanie en France depuis 1969*, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920026 / 2.

⁷⁶² *La criminalité en France en 1975, op. cit.*, p.43.

⁷⁶³ Catherine Trautmann, (dir.), *Rapport au Premier ministre présenté par Catherine Trautmann, Présidente de la Mission Interministérielle de lutte contre la toxicomanie*, octobre 1989, Paris, La Documentation française, 1990, annexe statistique.

fournis par la fédération des syndicats de pharmaciens de France qui mène chaque année sa propre enquête auprès des officines⁷⁶⁴ :

	Cambriolages 1977	Attaques armées 1977	Cambriolages 1978	Attaques armées 1978	Cambriolages 1979	Attaques armées 1979
OCRTIS	642 (total)		1 049 (total)		1 300 (total)	
Syndicats de pharmaciens	1 200	112	1 538	128	1 444	170

L'examen de la correspondance entre ministère de la Santé et pharmaciens dans les archives de la Direction générale de la pharmacie et du médicament permet également de refléter cette réalité et cette angoisse des pharmaciens. Il est possible de dresser une liste des principaux produits volés. On trouve au premier chef les opiacés, résultante d'un mécanisme d'auto-substitution de la part d'héroïnomanes : élixir parégorique toujours, malgré les mesures prises pour modifier sa composition, comprimés ou solutions injectables de valium, Palfium, le laudanum, la codéine ou encore la poudre d'opium, Dolosal[®], Fortal[®]. On note des cas de report vers le Pacobore[®], qui renferme des capsules de pavot, et sur le Néo-Codion[®], antitussif à base d'opiacés commercialisé par les laboratoires Recordat. Ensuite viennent les excitants, que ce soit le chlorhydrate de cocaïne à usage médical, la caféine, ou bien les amphétamines comme le Maxiton[®], le Mandrax[®]. Des tranquillisants comme le Tranxen[®] sont également subtilisés. Ceci rappelle la liste des produits volés quelques années plus tôt. Il faut ajouter à cela des seringues en grande quantité, souvent vendues avec des vaccins, de l'insuline pour diabétiques ou des préparations antiallergiques, ces dernières étant désormais interdites à la vente libre depuis un décret du ministère de la Santé de 1972⁷⁶⁵. Ou encore, dans une officine de Vigneux, dans l'Essonne, en janvier 1975, on dérobe ainsi, à côté de produits du Tableau B, près de 200 seringues à jeter, une quinzaine de seringues à insuline et une centaine d'aiguilles⁷⁶⁶. Sont également prisés quelques produits classés au Tableau A comme des ampoules de sulfate d'atropine. On constate dans les archives que les quantités sont relativement faibles (même si les produits sont ensuite dilués ou coupés : entre 2 et 5 000 grammes, entre 100 ml et 9 litres de produit), ce qui montre ici l'activité d'usagers simples ou d'usagers-revendeurs, et non de criminels désireux d'alimenter des trafics d'envergure et professionnalisés.

Ces cambriolages ciblent logiquement en priorité les armoires à toxiques, ce qui incite par ailleurs certains pharmaciens à faire preuve de ruses en dissimulant les produits sensibles

⁷⁶⁴ Jean Brudon, Michel Savelli, « Sûreté des stocks en pharmacie », *Revue française des affaires sociales*, *op. cit.*, p.127-135

⁷⁶⁵ Ministère de la Santé publique, décret n°72-200 du 13 mars 1972 réglementant le commerce et l'importation des seringues et des aiguilles destinées aux injections parentérales en vue de lutter contre l'extension de la toxicomanie, Archives SEJS, CAC 19780397/18.

⁷⁶⁶ Lettre de Pierre Goupil, pharmacien, à l'inspection régionale de la Pharmacie, 14 janvier 1975, Archives de la Direction Générale de la Pharmacie et du Médicament, CAC 197901019/5.

dans des boiseries, par exemple, et à ne garder dans l'armoire du Tableau B que des produits sans intérêt, comme de vieilles bouteilles de teinture d'opium. Mais cette dispersion des produits sensibles au milieu de l'officine est cependant illégale au regard de la réglementation. Mais le vol peut aussi prendre la forme d'une attaque armée en plein jour, ce qui est le cauchemar des pharmaciens. Ils ne sont pas si nombreux (36 recensés officiellement par l'OCRTIS en 1975, 30 en 1976, 26 en 1977, mais 58 en 1978), mais ils sont toujours traumatisants et le récit de ces agressions diffuse un véritable sentiment d'insécurité dans la profession. Citons comme exemple d'agression ce témoignage délivré par une pharmacienne d'Arcueil, en banlieue parisienne, à propos d'une agression survenue le 10 février 1974 :

« Vers 12h15, pendant ma garde,[...] Deux individus, âgés de 19 ans environ, ont fait irruption dans la pharmacie alors que ma jeune préparatrice se trouvait derrière le comptoir et moi-même dans l'arrière boutique en vue directe de l'officine. Le n°1 armé d'un couteau assez inquiétant, le n°2 demi masqué, nerveux, brutal. Le n°1 après avoir jeté au sol ma préparatrice en lui appliquant le couteau sur la gorge et la tenant par les cheveux, tentait en vain d'ouvrir la caisse. Alertée par les cris de mon employée et le bruit de sa chute brutale au sol, j'ai été aussitôt agressée par le n°2 qui me menaçait de me tuer, de "me descendre". Il m'a jetée au sol brutalement et a exigé les clés de l'armoire aux toxiques. J'ai du céder devant la menace. Il a ensuite arraché les fils du téléphone. Sous la garde du n°1 armé du couteau, nous étions couchées au sol dans l'arrière-boutique en vue de l'officine. Pendant ce temps, le n°2 vidait le placard des toxiques situé au fond de la deuxième arrière-boutique. Ensuite, des clients sont rentrés en trois fois, étonnés de nous voir couchées par terre. Le n°1 se tenait caché des clients nous menaçant du couteau si nous parlions ! Le n°2 est alors revenu, après avoir rempli les poches de son anorak kaki des produits du tableau B. Il s'est alors rué sur moi avec brutalité, m'arrachant mes lunettes et me menaçant à nouveau "me descendre". Il voulait les seringues. Je lui ai indiqué les tiroirs situés dans l'officine. Ils ont alors pris la fuite sans dérober les seringues. Les trois clients les ont vus sortir sans réaction. Ils se sont enfuis sur une pétrolette bleue. J'ai fait alerter la police grâce à mon pistolet d'alarme. Nous avons fait aussitôt l'inventaire du tableau B. J'ai communiqué à la police la liste des produits dérobés, lors de ma plainte. Il semblerait que le n°2 soit un drogué en « manque » de drogue, il était terrifiant ! »⁷⁶⁷

Les pharmacies de banlieue parisienne semblent par ailleurs concentrer un grand nombre d'attaques vers 1974-1975 : les villes de Suresnes (Hauts-de-Seine), Arcueil et Créteil (Val-de-Marne) reviennent régulièrement dans les statistiques. La région parisienne et la région PACA sont les régions les plus touchées par ce phénomène, suivies de près par la région Rhône-Alpes. Au premier semestre de l'année 1975, on enregistre une moyenne de 10-15 cambriolages par semaine en banlieue parisienne, ce qui est énorme. Au même moment,

⁷⁶⁷ Lettre de Mme Sibelle-Hollebeke, Pharmacie d'Arcueil, au Pharmacien Principal de la Santé régional Robert Dreyfus, 11 février 1974, Archives de la Direction Générale de la Pharmacie et du Médicament, CAC 1979019/5.

on est à environ 6 affaires par semaine à Paris même⁷⁶⁸. Mais toutes les régions françaises sont concernées par le phénomène, selon des degrés divers : la Haute-Normandie connaît une nette recrudescence de ce phénomène (de 3 vols en 1976 à 40 en 1977), en revanche la Picardie et le Limousin semblent être épargnés (seulement 2 vols en Picardie en 1977 alors que la région est richement pourvue en officines : près de 480).

Les cambriolages ne sont pas seulement limités au milieu urbain : les campagnes sont également touchées. Mais là, les profils de junkies en manque ou de bandes de délinquants de banlieue (les loubards ou « *loulous* ») sont remplacés par ceux de bandes de jeunes vagabonds, semblables à ceux dont nous avons pu parler vers 1969-1970. Ces jeunes vivent par ailleurs sur le mode communautaire, dans des fermes abandonnées. C'est le cas d'une bande de jeunes qui est signalée aux autorités sanitaire et policière près de Foix, dans l'Ariège, en février 1974. Quelques dizaines de jeunes vivaient ainsi entre eux, dans le cadre de petits groupes plus ou moins mobiles, squattant des fermes entre Saint-Girons, Ax-les-Thermes et Montségur, et se rendant régulièrement en ville, à Foix, pour obtenir des produits classés, soit par le biais de diverses ruses dans les officines, soit par des cambriolages dans les pharmacies et les hôpitaux. C'est le commissaire de police de Foix qui transmet l'information au service régional de l'Action sanitaire et sociale, qui prévient ensuite le Bureau PH5 :

*« Les éléments jeunes prédominent, l'âge de 30 ans étant exceptionnel alors que les mineurs ne sont pas absents. Les origines sont très diverses, les classes aisées étant bien représentées, parisiens et étrangers (Allemands, Hollandais) prédominent, mais arrivées et départs modifient constamment la composition des groupes dont les effectifs augmentent en été. Il me paraît maintenant bien établi que ces communautés comprennent des toxicomanes sans qu'un pourcentage puisse être avancé pour le moment. Les trois auteurs du vol récent de stupéfiants de l'hôpital de Foix appartenaient à l'un de ces groupes des environs de la ville. D'autre part, ces vagabonds bien reconnaissables à leur allure ont été remarqués par les pharmaciens de Foix comme des clients fréquents pour toutes les spécialités contenant de la codéine ou de la codéthyline à doses exonérées, et sous toutes formes sauf celle de suppositoires. Il semblerait par conséquent que les excipients de cette forme s'opposent à un usage particulier de ces produits. Ces faits me paraissent susceptibles d'intéresser le Bureau PH5 du Service central de la pharmacie et des médicaments. »*⁷⁶⁹

Bien souvent, la médiatisation de quelques-unes de ces affaires de cambriolage est l'occasion pour la presse locale de déplorer l'extension du fléau dans la France profonde et tranquille. Ainsi se lamente *Ouest-France* en mars 1975 après la troisième effraction consécutive de la pharmacie de Louverné, en Mayenne : l'enquête du SRPJ d'Angers, ayant conduit à l'arrestation de quatre jeunes usagers-revendeurs, aurait estimé le nombre de drogués de l'ensemble du département à environ 200, chiffre qui visiblement n'était pas

⁷⁶⁸ Dossier « Vol de médicaments 1975, région parisienne », Archives de la Direction Générale de la Pharmacie et du Médicament, CAC 191790019/6.

⁷⁶⁹ Note « Toxicomanie en milieu rural », 22 février 1974, Archives de la Direction Générale de la Pharmacie et du Médicament, CAC 19790019/5.

destiné à être ébruité. Le plus inquiétant, aux yeux du journal, est qu'il ne s'agissait là d'aucun réseau professionnel mais de simples jeunes gens commerçant de façon informelle et en amateurs : la figure rassurante du trafiquant qu'on se plaisait à évoquer au temps de la *French Connection* n'est plus de mise. Ce qui rend le fléau encore plus difficile à combattre⁷⁷⁰.

Les pharmacies ne sont pas, du reste, les seuls établissements à être visés. Les armoires à pharmacie des hôpitaux sont également des cibles privilégiées. En 1975, l'OCRTIS a recensé 90 vols de toxiques dans les hôpitaux et laboratoires, 59 en 1976 et 46 en 1977. Enfin, les médecins sont également agressés ou volés par des toxicomanes dans leurs cabinets. D'après l'OCRTIS, les vols chez les médecins s'élèvent à 137 cas en 1975, 160 en 1976, 122 en 1977. En 1978, lors d'une réunion de la commission des Stupéfiants, Claude Olievenstein fait état du problème, constaté en région parisienne, de manœuvres de chantage, voire d'agressions de drogués à l'encontre de membres de SOS Médecins pour obtenir des prescriptions de Palfium® ou de Dolosal®⁷⁷¹.

La recrudescence de cette forme particulière de criminalité incite à réagir. Depuis 1969-1971, des mesures ont été prises par la Direction générale de la pharmacie et du médicament pour détruire les stocks des produits désormais interdits à la vente ou les quantités trop importantes de produits dont la circulation a été restreinte. Ces mesures s'avèrent particulièrement utiles pour limiter l'impact de la vague de cambriolages de pharmacie de 1974-1975. L'usage thérapeutique d'héroïne ayant été interdit en 1971, les stocks de sel ou de granules d'héroïne ont ainsi été détruits lors de visites effectuées par les pharmaciens-inspecteurs entre 1971 et 1973. En 1974 et 1975, plusieurs circulaires sont également destinées à rationaliser davantage la centralisation et la destruction des produits stupéfiants périmés pour éviter leur éventuelle récupération dans les ordures des officines.

Mais le corps professionnel des pharmaciens trouve ces mesures trop peu efficaces et plaide ouvertement dans la presse pour d'autres moyens. Le président du syndicat des pharmaciens de Mayenne tente ainsi de sensibiliser le public en pointant les travers d'une loi de 1970 qui considère davantage les drogués comme des malades que comme des petits délinquants qu'ils peuvent aussi être :

« [M. Rémond] se fait ainsi l'interprète de l'inquiétude de ses collègues désormais tout aussi exposés que les caissiers de banque ou les préposés aux postes d'essence : "alors même que nos agresseurs, d'autant plus dangereux qu'ils sont des drogués, jouissent d'une quasi-impunité parce que juridiquement considérés comme des malades". »⁷⁷².

En 1974-1975, les pharmaciens tentent donc d'imposer la protection des officines comme un problème majeur. Ils seront, de fait, en partie entendus par le décret dit « *Veil-Poniatowski* » pris conjointement par les ministères de l'Intérieur et de la Santé en juillet

⁷⁷⁰ Coupure de presse *Ouest France* 19 mars 1975, CAC 19790019/6.

⁷⁷¹ Compte-rendu d'une réunion de la Commission interministérielle des Stupéfiants, non-daté, mais vers 1978, p.11, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920026/5.

⁷⁷² Coupure de presse *Ouest France*, 20 mars 1975, « La Drogue : cambriolages, agressions, les pharmaciens s'inquiètent », CAC 19790019/6.

1975. Le nombre de cambriolages baisse légèrement à la fin de l'année 1975 : en moyenne 20 par mois en Île- de-France (21 au mois de décembre). Mais la tendance de fond demeure jusque dans les années 1980. Le texte incite également les pharmaciens à collaborer avec les forces de l'ordre afin de placer les officines sur les parcours des rondes de la police ou de la gendarmerie.

L'intégration de cet objectif de surveillance dans ceux des brigades de gendarmerie et des polices urbaines se fera ensuite progressivement. Mais l'une des inquiétudes de la commission des Stupéfiants porte sur la publicité qui est faite à ces cambriolages en série. Le représentant de l'Ordre des pharmaciens pointe ainsi, en septembre 1978, le risque d'avoir trop de détails fournis par la presse lors de ces affaires, tels que des listes de produits à dérober ou la manière de les utiliser à des fins toxicomaniaques. Et François Le Mouél indique que le problème de l'incitation s'est concrètement posé pour l'une de ses affaires à Lyon cette année-là⁷⁷³. Tous ces débats montrent à quel point cette forme de criminalité directement liée à la toxicomanie focalise l'attention au cours de cette période.

La consommation de médicaments comme auto-substitution de l'héroïne

À côté de l'usage toxicomaniaque des opiacés, une autre pratique (et logique) repérable dans ces années-là est l'autosubstitution, qui peut prendre la forme de dépannage ou d'automédication. L'utilisation de produits pharmaceutiques correspond ainsi également à une logique d'auto-substitution, lorsque le consommateur connaît des difficultés d'approvisionnement en héroïne (arrestation de son revendeur ou décrue plus générale sur le marché) ou tout simplement, pour se faire lui-même sa propre substitution aux opiacés de synthèse dans le but de décrocher graduellement. C'est ce que constatent les médecins de Fernand Widal en 1978 dans leur rapport annuel sur l'activité de leur service général d'accueil aux toxicomanes. En pareil cas, les produits utilisés par leurs patients sont les sirops et comprimés à base de codéine ou de codéthyline, et surtout le Néo-Codion[®], associé de plus en plus au Nétux[®] ; les barbituriques, en particulier le Nembutal[®] injecté ; le Palfium[®] par ailleurs de plus en plus prescrits par les généralistes en ville, et dont les comprimés sont pillés et injectés. Mais ces pratiques occasionnent bien souvent des accidents infectieux aux points d'injection. De surcroît, le tout est bien souvent combiné à l'alcool, notamment de grandes quantités de bières fortement alcoolisées. Parfois sont utilisés, mais plus rarement, les belladones (Atropine, Artane[®]), les anorexigènes, la caféine. En soi, la liste n'est pas nouvelle mais ce qui change désormais, ce sont les buts assignés à ces consommations : moins la recherche de la « *défonce* » que des pratiques de substitution réfléchies et artisanales, les médecins évoquant les « *périodes de difficulté d'approvisionnement en opiacés* » ou des « *tentatives de sevrage par automédication* »⁷⁷⁴. Ces divers usages toxicomaniaques des produits pharmaceutiques sont par ailleurs perçus comme une nouveauté par certains

⁷⁷³ Procès-verbal de la réunion de la Commission interministérielle des Stupéfiants, 25 septembre 1978, Archives de l'OCRTIS, 19920026/5.

⁷⁷⁴ Rapport Activité du service hospitalo-universitaire de santé mentale et de thérapeutique concernant la lutte contre les toxicomanies, hôpital Fernand Widal, 1978, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920026/5.

magistrats qui se retrouvent désespérés. Par exemple, en 1979, le magistrat Philippe Chausserie-Laprée, procureur de la République au tribunal de grande instance d'Angers, s'émue de ces nouveaux usagers auprès du préfet du Maine-et-Loire, dans une lettre ensuite transmise à la Commission des Stupéfiants.

« J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le développement spectaculaire de l'utilisation par les toxicomanes de médicaments détournés de leur emploi thérapeutique. Le département du Maine-et-Loire n'échappe pas à ce phénomène. Au cours du seul mois de mars 1979 et dans ma seule circonscription, les services de police ont interpellé ou identifié : une jeune fille qui se droguait avec un anorexigène amphétaminé qu'un pharmacien lui vendait librement, bien que la délivrance de ce médicament soit soumise à une prescription médicale.

Un jeune homme qui se disposait à cambrioler une pharmacie pour s'emparer des stupéfiants et qui a reconnu que, depuis quatre mois, il se droguait avec des médicaments des tableaux A et C et qu'il avait obtenus dans des pharmacies sur présentation de 32 ordonnances qu'il avait rédigées sur des feuilles à entête dérobées chez un médecin. Un jeune homme a exigé d'un pharmacien, sous la menace d'un pistolet, la remise du contenu de la caisse et du stock des médicaments du tableau B. Un jeune homme et une jeune fille se sont emparés d'environ 150 boîtes de médicaments du tableau B dans un centre d'approvisionnement des pharmacies. »⁷⁷⁵

Et au magistrat d'en appeler à un meilleur contrôle de l'Ordre des médecins sur les prescriptions de produits classés aux jeunes patients. Mais en l'occurrence, les outils sont pourtant fort anciens.

Le recours aux opiacés de synthèse et au « *palf'* » se constate sur le long terme. Une enquête menée en 1983 par l'unité 185 de l'INSERM auprès des médecins travaillant en prison dans la région de Bordeaux révèle que le Palfium[®] est pour eux, d'après ce qu'ils constatent dans leur travail, le médicament qui est le plus sujet à induire des addictions (103 citations sur 248 médecins interrogés). Une autre enquête de 1985 dans la région de Clermont-Ferrand auprès des foyers et centres d'accueil pour toxicomanes montre que dans les cas de polyaddictions combinant des médicaments (51% des usagers) le Palfium[®] est cité dans 18% des cas. On lui préfère cependant dans 38% des cas le Néo-Codion[®], antitussif à base de codéine commercialisé par les laboratoires Recordati, moins puissant mais qui a l'avantage d'être en vente libre⁷⁷⁶. Devant cette permanence, la question se pose donc de savoir quelles logiques motivent les toxicomanes dans leur quête et leur consommation de Palfium[®]. Il y a bien évidemment la recherche de la « *défonce* », le flash procuré par l'injection intraveineuse de « *Palf'* » n'ayant guère à envier à celui de l'héroïne : « *C'était presque un flash car ça arrivait d'un coup et c'était tellement fort* », commente en 2010 sur

⁷⁷⁵ Lettre au Préfet du Maine et Loire, Président du Bureau de liaison départemental pour la lutte contre les stupéfiants, 27 mars 1979, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920026/5.

⁷⁷⁶ Michel Reynaud, Jean-Louis Chassaing, A.-J Coudert, *Les toxicomanies médicamenteuses*, op. cit., pp. 48-60.

un forum internet un ancien usager nostalgique⁷⁷⁷... Obtenir du « 875 » (d'après le code du médicament R875), par un moyen ou par un autre, résulte alors d'un mécanisme de report en cas de tarissement momentané du marché, d'absence ponctuelle de dealer ou simplement, pour patienter entre deux livraisons. Mais médicament oblige, le rapport au produit n'est pas toujours le même que pour une substance illicite. Le Palfium® a aussi pu servir de support à une logique d'autosubstitution, dans le but de décrocher graduellement. C'est ce que constatent les médecins de l'hôpital Fernand Widal à Paris en 1978 dans leur rapport annuel. En pareil cas, les produits les plus utilisés par leurs patients sont les sirops et comprimés à base de codéine ou de codéthyline (Néo-Codion® et Nétux®) et bien évidemment, le Palfium®, particulièrement recherché via des prescriptions obtenues par ruse ou complaisance, ou bien par vol. Mais, mal encadrés, ces pratiques occasionnent bien souvent des infections aux points d'injection⁷⁷⁸. Enfin, pour ceux qui exercent une profession, notamment des petits boulots précaires purement « alimentaires », le Palfium® est un de ses adjuvants qui permettent de tenir. Laurent Appel, journaliste d'ASUD, livre ainsi ce témoignage rétrospectif sur le monde de la restauration : *« J'ai connu le monde de la brasserie/traiteur sous speed dans mes premiers boulots au début des années 1980 : calva dans les cafés, ballons de blanc à la volée et grosse dose de Captagon®. Certains ajoutaient une injection de Palfium® pour masquer leurs douleurs chroniques ou gazer plus, une sorte de pot belge. »*⁷⁷⁹

Le Palfium® n'est pas le seul produit de substitution pour héroïnomanes en manque ou souhaitant décrocher via l'autosubstitution. Jusqu'au début des années 1990, les produits pharmaceutiques figurent dans la panoplie des drogues proposées dans le cadre du trafic de rue. Le Forum des Halles est ainsi signalé à la fin des années 1980 comme un important lieu de trafic d'Immenoctal®. Ce puissant barbiturique, dont la commercialisation par les laboratoires Houde a cessé en France en 1990, était alors commercialisé sur ordonnance, inscrit au Tableau A. Mais les fonctionnaires de police du commissariat Saint-Eustache témoignent de l'existence à leurs portes de toute une économie de revente de comprimés, à 5-20 francs l'unité, obtenus à partir d'ordonnances falsifiées ou de ventes illégales et complaisantes de la part de certaines pharmacies. Mais l'interdiction du produit ne fera que provoquer, comme certains policiers le pressentaient, un report vers des produits de substitutions tels que le pentobarbital ou le phénobarbital⁷⁸⁰. Ces usages de produits pharmaceutiques peuvent relever soit de l'économie de la défoncée, qui consiste à utiliser dans ce but tous les produits psychotropes disponibles à la vente (légale ou illicite), mais aussi de phénomène d'autosubstitution démarrés depuis la seconde moitié des années 1970. Il s'agit là d'une substitution sauvage, en marge de toute prise en charge officielle, mais qui voit des usagers se tourner volontairement vers des produits pharmaceutiques dans le but de remplacer

⁷⁷⁷ Forum « Enfermés dehors ». Consultable en ligne : <http://forum.enfermes-dehors.org/viewtopic.php?f=42&t=2274>.

⁷⁷⁸ Rapport d'activité du service hospitalo-universitaire de santé mentale et de thérapeutique concernant la lutte contre les toxicomanies, Hôpital Fernand Widal, 1978, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920026/5.

⁷⁷⁹ Laurent Appel, « Cocaïne, cannabis, caféine ou calva : ils se dopent pour bosser », *Rue 89*, 24 février 2013.

⁷⁸⁰ Note OCRTIS, « Trafic d'Immenoctal dans le quartier des Halles », 1^{er} août 1988, Archives de l'OCRTIS, CAC 19920255/1.

un produit illicite (en général l'héroïne) qui est venu à manquer ou même dans une logique de décrochage, ce que certaines institutions comme Fernand Widai constataient déjà à la fin des années 1970. Mais le phénomène s'est renforcé. À côté des barbituriques, les opiacés de synthèse sont très recherchés et surtout, les produits à base de codéine qui ont l'avantage d'être pour la plupart en vente libre. À côté du Netux[®] du Tussipax[®], le Néo-Codion[®] est de plus en plus populaire, et les boîtes vertes renfermant les comprimés sont régulièrement retrouvées dans les caniveaux à proximité des pharmacies, jetées par des toxicomanes ayant acheté les comprimés en grand nombre. Les chiffres de vente du laboratoire Bouchara-Recordati illustrent bien cette explosion des ventes : 8 748 200 boîtes vendues en 1992, 10 000 400 en 1993, 10 833 300 en 1994, 11 996 800 en 1995, 11 246 300 en 1996. Les usagers l'employaient surtout à des fins d'autosubstitution et pouvaient avaler 10 à 20 comprimés en une seule fois⁷⁸¹. Ces consommations problématiques firent l'objet d'une question posée lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale au ministre de la Santé, Claude Evin, en 1991, et la vente fut ensuite restreinte à une boîte par personne et par jour en 1992, sans que cela ait pourtant un effet sur les ventes comme le montrent les chiffres cités. Le produit est de plus valorisé dans certaines publications des groupes d'usagers qui prennent leur essor à l'époque. Ainsi peut-on lire dans *ASUD* en juin 1992 à propos du médicament : « *en vente libre dans toutes les pharmacies. Le reste, vous savez. Calme le manque, montée chaleureuse. Donne la pêche. Utile en dépannage. Impossible à shooter* ». Le produit est évoqué à côté d'autres opiacés disponibles à la vente et potentiellement utilisables pour l'autosubstitution, tel le Dolosal[®] ou l'Eubispasme[®], ou encore l'Antalvic[®]⁷⁸². Ce sont toutefois les médicaments sur ordonnance qui donnent les meilleurs résultats.

Mais les overdoses liées aux polytoxicomanies drogues illicites – produits médicamenteux ne demeurent pas dans l'ombre : elles surgissent ponctuellement dans les colonnes des journaux. Des jeunes, parfois marginaux, sont retrouvés morts, des boîtes de Palfium[®] à proximité : une jeune fille dans un hôtel de banlieue parisienne en avril 1977, un jeune homme à Lille en mai 1978, etc.⁷⁸³ Devant la multiplication de ces usages et morts accidentels, les autorités ont tenté de réagir en resserrant les contrôles sur les prescriptions et les ventes tandis que les pharmaciens ont parfois pris d'eux-mêmes des initiatives pour limiter la vente de Palfium[®], ce qui ne fut pas toujours du goût de certains patients ordinaires qui s'étaient fait prescrire l'analgésique pour calmer des douleurs chroniques parfois liées à des maladies graves (comme les cancers), ce qui reste l'une des indications normales de l'Autorisation de mise sur le marché (AMM) du Palfium[®].

Pour conclure, constatons que la pratique de l'autosubstitution aux opiacés n'en reste pas là : elle sera même reprise au tournant des années 1990 dans l'éventail des pratiques thérapeutiques déployées par la profession médicale. En effet, des médecins généralistes, confrontés à des patients toxicomanes aux profils de plus en plus précaires, se mettent à utiliser la gamme des divers opiacés de synthèse disponibles à la prescription pour stabiliser

⁷⁸¹ Jimmy Kempfer, « Le Neocodion ou une substitution sauvage », in *Swaps*, n°2, 1997.

⁷⁸² *ASUD*, n°38, Juin 1992, p.14.

⁷⁸³ *Le Monde*, respectivement 7 avril 1977 et 16 mai 1978.

ou amener progressivement au sevrage certains drogués en détresse. Non-conforme au paradigme alors dominant en matière de soins (Olievenstein martèle depuis plus de dix ans que l'intervenant en toxicomanie ne doit pas être un « *dealer en blouse blanche* », les programmes méthadone de 1972 demeurent expérimentaux et limités à la portion congrue), cette substitution de l'ombre va venir recouvrir les pratiques d'autosubstitution des usagers. Non sans poser des problèmes déontologiques, en tombant dans l'accusation d'entretien de la toxicomanie, ou pointer des dommages collatéraux quand le produit prescrit et mal utilisé provoque une overdose. Les précurseurs de cette substitution informelle en feront ainsi les frais. En avril 1983, le docteur Alain Laurent de Marsillargues, dans l'Hérault, est condamné pour ILS à six ans de prison, dont deux avec sursis, et à cinq ans d'interdiction d'exercice de la médecine : une de ses patientes, adolescente, a succombé à un mélange d'alcool et de Palfium[®] qu'il lui avait prescrit⁷⁸⁴. Mais l'exemple ne décourage pas pour autant l'initiative de certains médecins, d'autant que cette pratique reçoit en 1985 sa justification théorique, certes sur un autre produit que le Palfium[®] : un psychiatre belge, Marc Reisinger, publie les résultats de son expérience de prescription de Temgésic[®] (buprénorphine), autre opiacé de synthèse, aux patients de son cabinet de Bruxelles⁷⁸⁵. Dès lors, la prescription de Temgésic[®], de sulfate de morphine (Skenan[®] ou Moscontin[®]) ou de Palfium[®] devient une pratique légitime qu'expérimentent à leur tour de plus en plus d'audacieux.

Mais ce nouvel usage thérapeutique ne plait guère aux gardiens du dogme : l'ANIT monte au créneau, à partir de 1990, d'abord contre la généralisation de la substitution à la méthadone alors en débat mais aussi contre ces prescriptions d'opiacés de synthèse réalisées par des généralistes qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas. Et qui provoquent de surcroît de nouvelles addictions dont doivent alors s'occuper les vrais experts, comme tance le docteur Nelson Feldman, médecin-psychiatre à Marmottan, lors des journées nationales de l'association en mai 1990, et dans un texte reproduit dans *Interventions* : « *Nombreux sont les toxicomanes qui viennent à Marmottan afin de faire un sevrage de Néo-Codion[®], d'Antalvic[®], de Codéthyline, de Temgésic[®] ou de Palfium[®], produits facilement accessibles en pharmacie ou prescrits pendant des mois par des généralistes. L'idée que le traitement du toxicomane ne doit pas reposer sur un produit a toujours été un pilier du travail clinique. Pourquoi le sida doit-il faire tout basculer ?* »⁷⁸⁶ C'est pourtant pour réagir face au sida que la réduction des risques va s'imposer comme une nécessité en France et parce que le système de soins officiel est incapable de prendre en charge un nombre toujours plus grand d'usagers qui ne peuvent supporter l'abstinence totale du jour au lendemain que la substitution aux opiacés des généralistes va s'imposer comme un bon compromis. En 1992, en région parisienne, à l'initiative entre autres du docteur Jean Carpentier qui revendique sa pratique de substitution depuis 1987, est créé le REPSUD (Réseau des professionnels pour les soins aux usagers de

⁷⁸⁴ *Le Monde*, respectivement 24 mars 1982 et 29 avril 1983.

⁷⁸⁵ Marc Reinsiger, "Buprenorphine as a new treatment for heroin dependence", *Drug Alcohol Dependence*, 1985, 16, pp. 257-262.

⁷⁸⁶ N. Feldman « Réflexions sur les traitements de maintenance aux opiacés », *Interventions*, octobre 1990.

drogues), réseau de médecins généralistes pratiquant la substitution de facto et échangeant sur leurs expériences⁷⁸⁷.

Mais les polémiques sur les « *médecins dealers* » de Palfium® ne désemplissent pas. En 1994, après des mois de procédure, le conseil national de l'Ordre des médecins suspend pour un mois les docteurs Jean Carpentier et Clarisse Boisseau pour prescription illégale de narcotiques à leurs patients toxicomanes. Par solidarité, près de 280 médecins signent une pétition dans *Libération*, « *Qui ne dit mot consent* », pour défendre les pratiques de leurs collègues. Le texte pointe la contradiction entre ces sanctions et la généralisation des programmes méthadone qui a alors enfin été décidée par protocole du ministère de la Santé cette année-là, et met en avant l'éthique du médecin pour qui le soulagement de la douleur du patient est aux fondements de sa profession. En 1996, c'est le docteur Albert Cohen, autre médecin parisien membre de REPSUD, qui est sanctionné de la même manière par les instances ordinales qui lui reprochent ordonnances de complaisance et traitements dangereux au Temgésic® ou au Palfium® (un de ses patients est mort d'overdose en 1994) : en colère, le médecin entame une grève de la faim devant le siège de l'Ordre⁷⁸⁸. Il est vrai que des abus peuvent toujours survenir : REPSUD jugeait ainsi que le docteur Antoine Khouri, dont le cabinet était situé à Belleville et qui sera jugé en 1996 pour prescription abusive de Palfium® ayant entraîné la mort de plusieurs patients, était devenu beaucoup trop complaisant dans des consultations qui ne duraient que cinq minutes et très large dans ses prescriptions : ce à quoi le médecin se défendait en parlant de « *médecine d'urgence* » sur un « *territoire ravagé par la came et le sida* » comme Belleville. Tandis que les toxicomanes rusés continuaient de solliciter et de cumuler des prescriptions. Mais l'année même où les ennuis judiciaires commencent pour lui, les produits de substitution comme la méthadone ou le Subutex®, qui ont enfin obtenu leur AMM, deviennent accessibles à la prescription au 1^{er} janvier, prenant petit à petit le pas, sans pour autant les supplanter, sur les autres opiacés de synthèse auparavant prescrits.

Ainsi se clôt une histoire particulière, parallèle mais complémentaire à celle de l'héroïne, celle de la polytoxicomanie. Mais, longtemps niée, cette pratique des usagers, tantôt « *défonce* », tantôt automédication, aura servi de support à l'évolution des pratiques médicales sur le long terme.

⁷⁸⁷ Jean Carpentier, *Des toxicomanes et des médecins ; un drame en trois actes et quarante-sept tableaux*, Paris, L'Harmattan, 2000.

⁷⁸⁸ *Libération*, respectivement 20 décembre 1994 et 7 mars 1996.

7.6 Histoire raciale de l'héroïne (1980-1995)

Fabrice OLIVET

« Ils en ont parlé » dit la légende de ce dessin inoubliable de Daumier reproduisant une scène de bataille dans un appartement bourgeois après que « l’Affaire » eut été évoquée. Oui, aujourd’hui, on en parle aussi beaucoup et dans des termes qui ne sont pas si loin de ceux utilisés par les partisans et les adversaires du capitaine Dreyfus. Les races, les religions, les communautés, tout un fatras identitaire longtemps relégué au purgatoire par les souvenirs du régime de Vichy et la fin des aventures coloniales de la IV^e République. Longtemps aussi, il fut admis que ces polémiques ne profitaient qu’aux extrémistes de droite, mais depuis le début de ce nouveau millénaire, d’aucuns pensent que la lutte des races aurait subrepticement remplacé la lutte des classes¹. Pour paraphraser André Malraux, le XXI^{ème} siècle serait identitaire ou ne serait pas.

Race : histoire d’un déni

« Ne pas mentionner les races ne conduit pas automatiquement à délégitimer « la pensée raciale » (racial thinking) cela ne fait qu’obscurcir le débat sur les inégalités »

The Guardian 12 février 2013

Races, ethnies, communautés... Un vocabulaire qui trouble particulièrement nos consciences françaises. Au pays des Droits de l’homme, la simple évocation du mot race est un quasi délit². Dès que le sujet envahit le débat public, et c’est de plus en plus fréquent, on entend des intellectuels confirmés recourir à des arguments de collégiens sur l’amour et la raison qui doivent gouverner le monde. Le pire réside sans doute dans le non-dit méprisant que recèlent souvent ces professions de foi apparemment pleines d’humanisme, proférées par des intellectuels douillettement installés en centre ville, loin de toute proximité... raciale. Le sens commun propose alors un modèle de compréhension des rapports sociaux plus brutal mais beaucoup plus en phase avec la réalité vécue au quotidien par les minorités visibles, celui de la légitimité des corps.

¹ Théorie en vogue dès le milieu des années 1970 au sein du Club de L’Horloge, qui trouve aujourd’hui un regain de notoriété. Voir Renaud Camus, *Le Grand Remplacement*, 2011.

² Lors de la campagne présidentielle de 2012, le candidat François Hollande a promis, s’il était élu, de supprimer le mot « race » de la constitution,

Le corps a ses raisons...

L'autre est perçu par les sens, la vue, l'ouïe, ou l'odorat cher à Jacques Chirac³. Le plus étrange est que ce moteur organique du racisme constitue également un élément déterminant du narcissisme de non-blancs. Les corps bronzés, les chevelures crépues, les dégaines de rastas, de beurettes, de sapeurs, de rappeurs sont aussi revendiqués comme éléments positifs des structures de sociabilité qui se reconnaissent, qui se saluent, qui se regardent et s'admirent en effet miroir. Autant de choses aujourd'hui objets du soupçon infâmant de réflexe communautaire. Ajoutons que ces corps auxquels la République dénie toute reconnaissance dans l'espace public ne sont pas dignes de figurer dans une statistique. Leur tangibilité est niée par le préambule de la constitution qui ne connaît « ni l'origine, ni la race, ni la religion⁴ ». La loi dit que la nuance plus ou moins sombre d'une peau n'existe pas comme qualificatif social, même si elle précède partout les individus à toutes les étapes de leur vie, telle une vitrine de magasin, à l'école, au travail, ou à la plage... Il y a quelque chose de dérangeant à penser que, dans une sorte de racisme à l'envers, il n'y aurait que la majorité blanche pour statuer sur l'importance des qualificatifs « raciaux », présentés comme forcément négatifs ou discriminants, un schéma né de la superposition implicite et spontanée entre l'universalité et la race blanche justement. L'homme universel républicain a donc une couleur, tout comme Jésus avant lui. En éborgnant Pascal cette fois, disons que *le corps a ses raisons que la raison ignore*, une vérité freudienne parfaitement intégrée à la dialectique perverse que entretenons avec nos tabous nationaux.

Cette pudeur républicaine, véritable marqueur national, est un *colorblindness*, littéralement un « aveuglement à la couleur », du nom du sous-titre donné par Michelle Alexander à son best-seller, *The New Jim Crow*⁵. Médicalement le *colorblindness* est l'une des multiples formes de daltonisme qui interdit à certains individus de percevoir les couleurs, mais pour la juriste américaine, militante confirmée des droits civiques, il s'agit d'une gigantesque mystification qui a permis à l'administration Nixon de masquer son hostilité envers la communauté afro-américaine sous les traits vertueux de la lutte contre la drogue. Et si notre universalisme républicain, aujourd'hui tellement décrié, se révélait être volontairement « *colorblind* » pour masquer les potentialités discriminatoires de nos politiques? Une question qui plonge ses racines historiques dans la guerre menée contre l'héroïne dans les années 1980.

L'héroïne, la banlieue, les années 1980

« Plus que d'autres, les Français « issus de l'immigration » – les Arabes et les Noirs – ont souffert du silence qui a entouré l'épidémie de sida parmi les toxicos dans les années 1980-90...Peur de stigmatiser une communauté, culpabilité des usagers, des parents et des

³ Jacques Chirac, célèbre discours dit d'Orléans prononcé le 19 juin 1991, où sont mentionnés « les bruits » et « les odeurs ».

⁴ Article 1 du préambule de la constitution française : *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion...*

⁵ Michelle Alexander, *The New Jim Crow. Mass incarceration in the age of colorblindness*, New Press, 2011.

proches, la place acquise par le trafic dans les réseaux familiaux...: autant de raisons d'étouffer le scandale de l'épidémie de sida en banlieue... » Ecrivais-je déjà en 2006 dans le Journal d'ASUD⁶. C'est une histoire compliquée, « *à la fois médiatisé et tue* ⁷ », ajoute Alexandre Marchant, en 2016. Dans les années 1980, toute une génération de jeunes adultes, souvent issus de l'immigration, a été frappée par la mortalité et les dommages liés à une consommation de masse d'héroïne, principalement injectée. Plus globalement, c'est la sociabilité des grands ensembles qui est modifiée pendant cette période où la présence de l'Etat ne s'est faite sentir que par une aggravation de la répression policière. Morts du sida, incarcérations, cambriolages, overdoses et règlement de comptes entre dealers, font leur apparition dans une société décrite comme « *un espace communautaire où il faisait bon vivre* ⁸ », dans les années 1970, au temps d'avant la catastrophe. Pour les contemporains, ceux qui ont traversé l'histoire de l'héroïne et de la guerre qui lui est livrée dans les « quartiers », le souvenir est à la fois vif et tabou. Ils ont vécu la tempête et restent encombrés par ses souvenirs traumatisants ⁹.

« *Je dirai 80, 90 % de la génération....Rares sont les familles du secteur qui n'ont pas au moins un membre de leur famille qui est disparu.* »¹⁰

Les mêmes mots sont utilisés par tous : survivants, parents, sœurs, petits frères, travailleurs sociaux, le caractère catastrophique de l'histoire sociale de l'héroïne dans les quartiers populaires où vivent les maghrébins est attestée par tous. « *Pas seulement le sida, les overdoses aussi...* » nous rapportait Fadela Amara, la ministre de la Ville native de Clermont-Ferrand ¹¹, interrogée en 2007. Quiconque pose la question de l'héroïne dans les cités entend cette antienne qui paradoxalement passe toujours pour un « scoop » journalistique¹².

L'héroïne, la banlieue, le sida, trois items qui fusionnent dans un ensemble paradoxal. Le tout constitue un objet de recherche singulier tout en participant d'une forme de *topos*, né précisément dans ces années là, qui associe naturellement les « rebeus », les « cités » et « la drogue ». Un paradoxe lié aussi à un déni de réalité qui existe aussi dans la mémoire de populations traumatisées - le mot n'est pas trop fort- réticentes à l'idée d'accrocher une casserole supplémentaire à l'histoire sensible de l'immigration africaine.

⁶ Fabrice Olivet, *L'héroïne, le sida, les banlieues, le Trois en Un des années 80*, Journal d'ASUD n° 32, pp 33-34-35

⁷ Alexandre Marchant, *Drogue et banlieues: une histoire encore méconnue (France, années 1970-1980)*, vih.org. <http://vih.org/20150803/drogue-et-banlieues-histoire-encore-meconnue-france-annees-1970-1980/82715>

⁸ Entretien avec Mohamed Mechmache, éducateur spécialisé, Clichy-sous-Bois, le 11 janvier 2015.

⁹ F. Olivet, A. Termolle, « Histoire de LA Drogue : L'héroïne, le sida, les banlieues : le 3 en 1 des années 80 », *Asud journal*, n° 32, 2006, pp 33-36.

¹⁰ Rachid cité dans « L'arrivée de la came en banlieues »

¹¹ Entretien avec Fadéla Amara, Ministère de la Ville, 6 novembre 2007, Archives ASUD. Annexe n°1

¹² Sylvia Zappi, « Banlieue, les Oubliés de l'héroïne », *Le Monde*, 30 novembre 2013.

Les invisibles de la République.

En 1952, Ralph Ellison écrit son célèbre « *Homme invisible pour qui chante-tu ?*¹³ », réquisitoire impitoyable contre la société américaine qui interdit aux Noirs toute visibilité sous peine de lynchage. Pour échapper à ce dilemme entre la corde et le silence, Richard Wright, Chester Himes, James Baldwin, et avec eux de nombreux intellectuels africains américains, s'installent à Paris, déclarant que la France est moins pathologique que l'Amérique du point de vue racial, particulièrement en ce qui concerne la question des relations entre les sexes. Or cette invisibilité fut également celle de la première génération de travailleurs arabo-maghrébins - on disait alors les Nord-Africains- une invisibilité utile pour éviter les contrôles policiers dus aux « *événements d'Algérie* ». Cette aspiration à l'« invisibilité » est du reste l'un des sujets majeurs de conflits entre les deux générations, la première, celle qui est née en Afrique coloniale, et la seconde, celle qui fut laminée par l'héroïne et le sida. En effet, pourquoi et comment réclamer justice pour les morts de la drogue sans être dramatiquement « visibles » ? En l'espèce, il s'agit d'inverser le stigmate et de revendiquer ces morts comme les signes précurseurs du désormais célèbre « *apartheid territorial, social et ethnique*¹⁴ ». Nous verrons comment la communauté africaine-américaine a su précisément effectuer ce basculement conceptuel en dénonçant *a posteriori* la guerre à la drogue comme un outil de propagande raciale, alors que les acteurs politiques du débat français restent pratiquement muets sur le sujet.

Sortir de l'invisibilité suppose également de pouvoir se nourrir d'un matériel administratif spécifique où la plupart des actes civils sont renseignés du point de vue ethnique, autant de choses qui ne coulent pas de source dans le contexte français nous l'avons dit. En France la proportion d'héroïnomanes appartenant aux minorités visibles reste un mystère, et nous ignorons volontairement la couleur de la peau des personnes incarcérées, des victimes du sida ou des morts des suites d'une surdose. Or « *le refus des statistiques peut être assimilé à un parti pris d'indifférence délibérée envers les inégalités raciales, choisi volontairement pour ne pas remédier à l'injustice dont souffre un groupe ethnique donné...* »¹⁵

Le *colorblind* à la française n'est donc pas totalement fortuit. Certes il est aussi une conséquence directe du principe d'assimilation républicain qui prétend ne pas connaître les races au nom de l'universalité du genre humain, mais cet alibi intellectuel est confronté aujourd'hui à la permanence de « l'injustice dont souffre un groupe ethnique donné », à savoir celui des minorités dites « visibles » d'origine africaine dans la question complexe de la « lutte contre la drogue ». Ce débat s'inscrit dans un ensemble de critiques contemporaines relatives au concept de « république », mais curieusement dans notre pays le sujet spécifique des drogues est souvent oublié. Pourtant, il s'agit d'un angle de visée assez classique pour les institutions internationales, utilisé régulièrement par la Commission Européenne. Sandrine

¹³ Ralph Ellison, *Homme invisible pour qui chante-tu ?* New York : Random House, 1952. Paris : Grasset, 1969 (réédition 1984).

¹⁴ Manuel Valls, *Vœux à la presse* du 20 janvier 2015.

¹⁵ Interview *Asud journal* n° 52 p...

Musso mentionne une mise en garde adressée à la France dans les années 1990 concernant les salariés des structures d'accueil :

« Au début des années 1990, un rapport européen sur la question « Race and drugs in European countries » est publié. Le chapitre consacré à la France est particulièrement intéressant. Dans ce pays est-il noté, les minorités ethniques ne sont pas reconnues officiellement. Pour autant... les rédacteurs du rapport vont eux, avec une grille de lecture qui prend en compte la « question raciale », noter que les membres issus des minorités ...occupent toujours des fonctions subalternes...¹⁶ »

En 2010, la même Commission Européenne publie un rapport sur les « races dans le système judiciaire européen ». Dans le chapitre consacré aux usagers de drogues on découvre cette prose éloquente également à propos de la France :

« Parfois dans la Communauté européenne des négligences délibérées en matière raciale sont justifiées par le recours aux principes universels, à l'explication de classe où à d'hypothétiques solidarités dans le cadre national... Cela permet l'émergence d'une nouvelle forme de racisme « colour blind » sous couvert d'une mésinterprétation du « nous traitons tous le monde de la même façon »¹⁷

En vingt ans, le seul changement notable est donc l'emploi de l'expression « colorblind » devenu un quasi synonyme du mot français.

Cet obscur objet du désir.

« les seuls à pouvoir inverser la charge de la preuve, les Français noirs ou arabes eux-mêmes, ont bien du mal à se débarrasser du soupçon infamant d'être les complices des dealers en dénonçant la guerre à la drogue comme une entreprise raciste¹⁸ »

Force est de constater que le tabou qui pèse sur le mot « race » est lourdement amplifié par les résonances négatives du mot « drogue » auprès des populations noires et arabes. Il n'est pas exagéré de penser que l'histoire de l'héroïne, notre objet d'étude, a considérablement amplifié cette négativité depuis les années 1980. Dès qu'il est question de « la drogue » la plupart des personnalités qui seraient qualifiées outre-Atlantique de « leaders communautaires » se drapent dans la surenchère répressive à l'image de la sénatrice de Marseille, Samia Ghali, qui réclame une occupation militaire des zones de deal pour mener une sorte de bataille d'Alger anti-drogue¹⁹. Le plus surprenant est d'entendre les rares voix qui se réclament explicitement de la « communauté » et de la « race » opter plutôt pour un

¹⁶ Sandrine Musso, *op.*, cit. p. 347

¹⁷ Race in the european criminal system. *The position of visible minority drug users in the european criminal justice system*- T3E U.K. 2010, p. 4.

<http://www.ohrn.nhs.uk/resource/policy/EthnicitydrugsHIVprisonsEurope.pdf>

¹⁸ Fabrice Olivet, Tous les trafiquants sont-ils noirs ou arabes ? Un double point aveugle dans les prisons françaises, VST n°124, 4^e trimestre 2014, p 27

¹⁹ Interview *La Provence*, 30 aout 2012.

négationnisme radical. Houria Bouteldja, porte parole des Indigènes de la République, n'est pas la dernière à disqualifier le discours anti prohibition en renvoyant l'usage de drogues dans l'espace exogène du « monde des Blancs », à l'instar de l'homosexualité.

L'une des clés de compréhension de l'histoire sociale de l'héroïne dans les années 1980 passe donc par le lien souterrain qui existe entre deux tabous, « la drogue » et la « race », deux constructions sociales connotées péjorativement, à la fois par le sens commun et par le discours politiquement correct. À gauche le silence tient à la traditionnelle réticence à désigner un groupe ethnique comme potentiel fauteur de trouble et symétriquement la droite et surtout l'extrême droite ont prestement occupé l'espace ainsi libéré. Qu'il s'agisse du Front National et de son obsession pour les dealers maghrébins ou du célèbre aphorisme d'Eric Zemmour sur « les trafiquants noirs et arabes²⁰ », le sujet reste éminemment sensible, le contexte post -attentat n'ayant évidemment pas contribué à un retour à la sérénité.

L'importance du lien héroïne-sida-banlieues tient au fait qu'il permet d'éclairer des zones troubles de la mémoire nationale afin de rendre plus intelligibles les fondements de plusieurs phénomènes qui perdurent aujourd'hui.

L'héroïne et la figure archétypale de la « racaille de banlieue »

Tout d'abord il semble intéressant d'établir l'existence d'un lien entre l'héroïne des années 1980, et la création d'un nouvel avatar, la « racaille de banlieue », ce produit indigène, qui va se détacher progressivement de la figure de l'immigré des années 1960 et 1970. L'hypothèse est la suivante, le « zonard », le « lascar », la « racaille », incarnent successivement une figure stéréotypée, ethnicisée, qui prend corps dans l'imaginaire folklorique des « cités » pendant les années « héroïne », au tournant des années 1970 et 1980.

L'héroïne et la criminalisation précoce de réseaux « ethniques » dans les classes populaires

Ensuite, il serait utile de comprendre dans quelle mesure l'héroïne peut être qualifiée de produit d'avant-garde pour les organisations criminelles des « quartiers » qui s'appuient sur des solidarités claniques, communautaires, ethniques, ou « raciales » pour organiser le deal, et qui vont par la suite se structurer autour de la vente de cannabis et de cocaïne. Dans le même ordre d'idée, nous pouvons nous interroger sur le fait que ces mêmes solidarités « ethniques » voire « raciales » ont pu être convoquées que pour extirper l'héroïne de l'environnement immédiat des habitants, ainsi que nous le verrons à propos des vendettas « antitoxs » menée dans les quartiers durant la décennie 1990.

L'héroïne comme facteur de stigmatisation post coloniale

Enfin, il est pertinent de soulever la question de l'incarcération de masse des jeunes adultes noirs et arabes, et de mettre en évidence là aussi la précocité du phénomène dans le contexte de la guerre livrée à l'héroïne. Si l'héroïne fut le premier moteur de l'enfermement des petits délinquants noirs ou arabes, elle fut donc le maillon invisible du maintien des comportements à la fois racistes et post coloniaux de la République occultés par notre *colorblindness* à la française. Cette histoire mérite d'être analysée dans ses liens avec la crise identitaire qui frappe aujourd'hui les Français issus de l'immigration africaine, ceux que

²⁰ Interview TV, Canal Plus, *Salut les Terriens*, émission du 2 aout 2010.

Sandrine Musso qualifie justement de « *minorités post coloniales* »²¹ dans sa thèse consacrée au sida. Le terme de « post-coloniales », utilisé en référence aux *post colonial studies* américaines, nous entraîne sur le terrain compliqué de la relation que la France établit avec ces enfants de l'immigration africaine, nés ou élevés sur le territoire de la République. Pascal Blanchard, impute à la « fracture coloniale »²² une grande part des quiproquos qui s'installent entre la république et ceux que l'on va progressivement regrouper sous l'euphémisme très « *colorblind* » de « jeunes de banlieue ». Mais si l'on s'intéresse également au qualificatif de « minorités visibles », tout aussi polémique mais plus biologique que culturel, on tient probablement les deux mâchoires du piège que Michelle Alexander a dénoncé dans le *New Jim Crow*. Nos minorités « visibles » « post coloniales » auraient donc eu à faire face à une répression ancrée à la fois sur l'expression d'un racisme physique et sur une tradition discriminatoire historique.

L'héroïne, celle de ces chères têtes brunes nées dans les années 1960 qui appartiennent à la « génération sacrifiée » pour reprendre les mots de Reda Sadki²³, a fait bien plus que côtoyer les errances identitaires de la « seconde génération ». Elle est venue s'engouffrer dans tous les interstices que le racisme ordinaire avait l'habitude d'emprunter en creusant le sillon de la criminalisation des cités. Cette vérité n'est pas toujours bonne à dire car elle ne plait à personne, ni aux acteurs, ni aux témoins, ni au public, du reste il est tout aussi inconvenant de parler de races que d'évoquer l'héroïne. L'énoncé de l'un ou de l'autre mot lors d'une conversation provoque généralement... un blanc.

Races et drogues les contours de l'objet.

La race et la drogue constituent des objets flous, mal définis, chargés de fantasmes mais aussi de trivialité, et surtout ces deux *aliens* ont en commun de contribuer fortement à élargir les limites du champs discriminatoire français.

Qui ?

L'histoire sociale de l'héroïne traverse, nous l'avons dit, plusieurs épisodes générationnels qu'il convient d'identifier, le terme de génération nécessitant d'être lui-même précisé. Jean François Sirinelli, dans l'ouvrage tiré de sa thèse d'Etat²⁴, évoque la génération 1905 (née entre 1900 et 1910), non pas comme objet démographique, mais comme ensemble culturel aux contours définis par un patrimoine expérimentiel commun. Il a su montrer

²¹ Sandrine Musso, *Sida et minorités post coloniales. Histoire sociale, usages et enjeux de la cible des « migrants » dans les politiques du sida en France*. Thèse d'anthropologie sociale et ethnologie, EHESS Paris, décembre 2008.

²² Pascal Blanchard, Sandrine Lemaire, Nicolas Bancel, *Culture coloniale en France, de la révolution française à nos jours, Les méandres de la mémoire coloniale*, Paris, La Découverte, 20 ??, p. 495.

²³ Reda Sadki, animateur de *Survivre au sida*, une émission radiophonique diffusée de 1995 à 2013 sur Fréquence Paris Pluriel. Fondateur de l'association éponyme, il a soulevé précocement le problème spécifique des ravages du sida parmi les usagers de drogue issus de l'immigration maghrébine.

<http://lemegalodon.net/a9334-generation-sacrifiee-retour-sur-les-annees.html>

²⁴ Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux guerres*, Paris, Fayard, 1988.

l'importance de cette incidence générationnelle pour comprendre les engagements décisifs de l'occupation, entre Collaboration et Résistance. *La génération 68*²⁵, étudiée par le même auteur, se trouve être la première à devoir se déterminer de manière collective face à un usage des drogues présenté comme partie intégrante de son mode de vie. Les parcours intellectuels et politiques de cette jeunesse soixante-huitarde ont fait l'objet de nombreuses analyses savantes sans que la consommation de psychotropes soit appréhendée comme un facteur de sociabilité, à l'instar du militantisme d'extrême-gauche ou de la libération sexuelle. Sans rentrer dans le vif d'un sujet précisé ailleurs dans la première partie de ce rapport, il importe de dire quelques mots de cette génération qui précède la « génération sacrifiée » pour comprendre à la fois la césure qui sépare les deux groupes mais aussi les liens souterrains, les références communes qui paradoxalement éclairent les solutions de continuité.

La génération 68

« Dans les années 60, nous fumions un peu de shit acheté à la Goutte d'Or et nous partions au Népal chercher des herbes et des haschich beaudelairiens... Quelqu'un aurait demandé comme un bobo actuel : je vais m'faire un joint, mais j'aimerais bien un ptit Bourgueil ...Et puis fais moi une petite tartine de bon fromage de chèvre de l'Ardèche... Mais y aurait eu un blanc gigantesque !!!! Les gens aurait dit : mais t'es un beauf !! On lui aurait dit non non non, pas çaaa !!!! Tu peux pas rester dans la même pièce que nous !!!! Nous on se shoote en lisant Le Festin nu de William Burroughs. Le bobo actuel qui ne connaît pas les années 60, qui n'as pas connu ni la drogue, ni les hippies, n'a pas connu l'espoir hallucinant qu'un jour la société ne serait plus pénible, qu'un jour nous jouirions sans entraves, que dessous les pavés, y aurait la plage... »²⁶.

Pour Fabrice Luchini, né en 1951, shooter est un acte transgressif, cérémonial, loin, très loin de la banalité du shit bobo. Son héroïne est transcendée par la littérature, c'est l'héroïne des hippies. Malgré sa mauvaise réputation « le cheval » de ces années 1960 va bénéficier d'une sorte d'aura auprès de ces enfants du « baby boom ». Comme ces paroles en témoignent, l'engagement militant et l'usage d'une drogue dure pouvait apparaître – au moins rétrospectivement- comme un tout, contre-culturel, radical mais référencé du point de vue littéraire. Ce sont les héros du très fameux « Génération » de Patrick Rotman et Hervé Hamon²⁷. Ils constituent à la fois la queue de comète des soixante-huitards et la frange inférieure de notre objet d'étude, c'est à dire des trentenaires des années 1970 à 1980. La déception qui marque la fin du rêve est généralement étudié sous l'angle de la « dérive » terroriste, rarement en empruntant les lunettes des héroïnomanes pourtant très nombreux de cette génération. Il s'agit d'un autre pôle de radicalité, qui annonce le nihilisme des punks et autres « autonomes » de la génération suivante. Or, bien peu de chercheurs se sont penchés sur le rôle de ces soixante-huitards à la dérive dans la proto-pandémie héroïnomane. La scène

²⁵ Jean-François Sirinelli, *Génération sans pareille. Les baby-boomers de 1945 à nos jours*, Paris, Le taillandier, 2016.

²⁶ Interview radiophonique, *Le temps des écrivains*, France Culture, 12 mars 2016.

²⁷ Patrick Rotman et Hervé Hamon, *Générations*, t.1, Seuil, Paris, 1987.

parisienne, où les squats font leur apparition au début des années 1970²⁸, est à cet égard un observatoire privilégié.

Le second point aveugle introductif de notre sujet est l'apparente disparition des questions identitaires avec la fin de la guerre d'Algérie, alors que toute une jeunesse d'origine africaine est en train de grandir sur le sol français. « *Après la décolonisation de l'Algérie, il s'est en effet produit une fracture, celle de l'oubli* »²⁹, nous disent Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire³⁰, précédemment cités, qui ont parfaitement analysé la volonté du Général De Gaulle de liquider à la fois les colonies et l'encombrante mémoire impériale.

Au-delà des questions purement politiques liées à la Ve République et à sa liquidation du passé colonial, il est frappant de constater que la contre culture contestataire des soixante-huitards reste majoritairement assimilationniste dès lors qu'elle s'adresse aux descendants des immigrés africains, alors que cette même assimilation est mise en cause par les militants régionalistes. Rétrospectivement le caractère très « hexagonal » de cette génération 68 est flagrant malgré ses références à la seconde Internationale. Même le beau slogan de solidarité avec Dany le Rouge « *nous sommes tous des juifs allemands* » relie les idéaux de 68 avec le système universaliste républicain. Les minorités visibles d'origine africaine, qui voudront prendre appui sur la contre culture pour secouer le carcan post colonial, n'auront souvent pas d'autre horizon que celui de l'assimilation, l'inévitable fusion dans le grand ensemble franchouillard. Le rôle joué par la consommation de psychotropes illicites dans les rendez-vous ratés de la seconde génération avec la république doit être analysé, au-delà de l'auto médicalisation, comme un des véhicules qui explorent cette société française en pleine mutation.

Les born in the 60's

Ils forment le gros de ce que l'on a appelé la « seconde génération » par opposition à celle des parents arrivés en masse dans les années d'après-Guerre pour réaliser les projets mis en chantier par les « Trente Glorieuses ». Cette génération est à la fois celle des leaders de la « Marche des Beurs » et de la révolte des Minguettes, mais aussi celle qui forme l'essentiel des bataillons de la machine carcérale du grand enfermement des héroïnomanes dans les années 1980.

« *Il serait très simple de faire la courbe démographique des jeunes d'origine maghrébine en France et on verrait un trou identique à la guerre de 14 en France, un trou visible dans cette génération* »³¹

C'est aussi, par voie de conséquence cette génération qui fournit le gros contingent des morts du sida et des overdoses dans les années 1980-90. Or une première approche

²⁸ A l'exemple de la Villa Faucheur dans les Hauts de Belleville (Paris XXe), voir supra p. 26

²⁹ Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Sandrine Lemaire (dir.), *Culture coloniale en France, de la révolution française à nos jours*, Paris, La Découverte, p.507.

³⁰ Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Sandrine Lemaire (dir.), *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2005.

³¹ François Lefort, cité dans « L'arrivée de la came en banlieue »

bibliographique laisse entrevoir que les « *born in the 60's* » ne sont pas particulièrement présents dans la littérature et les sciences sociales. Tout d'abord, il s'agit d'une génération qui arrive seulement aujourd'hui aux manettes du pouvoir, condition essentielle pour le mode rétrospectif. Et puis, d'un point de vue historique, les années de jeunesse qui forment le marqueur essentiel du phénomène générationnel restent floues, voire hétérogènes, à cheval entre la fin du mouvement hippie et quelque chose qui s'affirme avec les punks ou la disco. C'est certainement le mouvement punk - la punkitude - qui reste le plus spontanément assimilable à l'héroïne ; or il s'agit d'un modèle culturel blanc et revendiqué comme tel. Il est du reste intéressant de remarquer que le phénomène disco, fortement boosté à la cocaïne, et probablement d'héroïne de façon plus subreptice, n'a jamais tenu de discours revendicatif à l'égard des drogues, une attitude qui renvoie au déni de la consommation déjà évoqué chez les minorités.

Il s'agit également indéniablement de la génération de la crise, celle qui arrive sur le marché du travail au moment où la France digère le choc pétrolier de 1973. Un facteur socio-économique sur lequel il est vain d'insister sauf à afficher une vraie passion pour les évidences et le langage politiquement correct qui préfère occulter le débat sur l'importance des questions raciales. L'infrastructure économique, si chère aux marxistes, a longtemps servi d'étouffoir aux superstructures (qualifiées aujourd'hui de « sociétales »), et particulièrement aux interrogations identitaires depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il n'est pas superflu de rappeler qu'il s'agit d'un conflit qui couta 55 millions de morts à l'humanité pour contredire l'hypothétique suprématie raciale des Européens du Nord.

« Pourquoi et comment la phénoménologie racialisée- au sens hégélien du terme- a-t-elle pu laisser la place au non-dit, voire au refoulé, de 1945 jusqu'à pratiquement aujourd'hui ? »³²

Il existe cependant un lien direct entre la crise pétrolière de 1973, consécutive de la guerre de Kippour, et les facteurs de discriminations raciales occultés par la société française. De cette époque datent les difficultés plus grandes à trouver du travail ou à se loger lorsque l'on ne répond pas visiblement au phénotype majoritaire.

Ajoutons que cette génération est également la génération sida, celle qui a commencé à s'éveiller à la sexualité en adoptant le modèle permissif de ses aînés libertaires et qui voit fondre sur elle une malédiction virale au moment de l'envol vers l'âge adulte.

Un cœur de cible qui est donc né entre 1955 et 1970, dont nous allons essayer de cerner le patrimoine générationnel, particulièrement en essayant de cerner ce qu'elle pu assimiler comme expérience partagée dans tout ce qui touche à la « race » et « la drogue »

Quoi ?

L'héroïne

En théorie, l'héroïne est la pire des drogues quelle que soit l'échelle de valeur utilisée. Elle est indéfendable. Vicieuse et sournoise dans son potentiel addictif. Veule, avec quelque chose de féminin dans ses effets émollients sur la volonté et le comportement. Voluptueuse et

³² Fabrice Olivet, *op., cit.* p. 206.

mortelle, elle tue en maintenant ses victimes dans une sorte d'esclavage amoureux. Bref l'héroïne est bien l'objet de tous les fantasmes qui traversent l'esprit lorsque l'on prononce le mot de drogue.

L'héroïne des hippies, des « babas » cibles de l'ironie des punks « no-futuristes », est donc fortement coupée à la culture littéraire, à la musique rock et aux voyages initiatiques de la génération 68. Elle est cependant de plus en plus disponible grâce au travail des « fourmis » qui approvisionnent une clientèle banlieusarde de proximité, celle des enfants de pavillons de banlieue ou des beaux quartiers du centre ville. C'est la même génération que celle des zonards des cités leur voisins, mais avec une nuance, la drogue est pour eux un idéal, une mode, une culture. Ce sont les futurs « bobos » qui découvrent que David Bowie *life on Mars* et que Lou Reed *walk on the wild side*. Ceux-là vont être fascinés par la mauvaise réputation du « cheval ». La fin des années 1970 va voir toute une partie de la jeunesse des classes moyennes des pavillons de banlieue ou de centre ville se passionner pour la « blanche », la thaïlandaise n°4, le graal du toxico.

« J'avais commencé à lire Castaneda, par le biais des acides. Et puis là, je rentre dans des plans d'héro. Et ces mecs là, eux ils injectaient... »

- Et c'était quoi ? De la blanche ?

C'était de la blanche... en quantité illimitée...³³»

A la fin des années 1960 et 1970, de nombreux usagers blancs, enfants de la bourgeoisie en révolte ou soixante-huitards dévoyés, ont donc expérimenté l'héroïne dans une communauté, dans un pavillon en meulière, dans un bel et vaste appartement du 5^{ème} arrondissement, laissé vacant par des parents en week-end. Aujourd'hui de nombreux patients en traitement contre l'hépatite C admettent avoir longtemps cherché l'origine de leur contamination au point de quelquefois ne plus se souvenir d'avoir « fait un fix, une fois, un soir de fête ». Il est même frappant de constater à quel point l'héroïne est la plupart du temps festive ou expérimentale chez les jeunes consommateurs blancs de cette génération appartenant aux classes moyennes.

« Je commence à prendre de la poudre avec des gens. Je me fais mon premier shoot dans les vignes autour de Montpellier... J'avais lu à l'époque « Moi, Christiane F » j'avais lu "l'herbe bleue", « flash ». J'avais une espèce de culture ... mais en même temps je suis plutôt ... Je ne suis pas très engagé politiquement à gauche. Je n'ai pas les cheveux longs... dans ma famille les gens ne se doutent pas que je consomme contrairement à mon frère qui affiche une espèce de transgression. Moi, je suis le mec qui se défonce en louredé...³⁴ »

Un constat qui viendrait confirmer la statistique aujourd'hui classique de 10 à 30 % de consommateurs réellement dépendants lorsque l'on peut observer l'ensemble du spectre de consommation tous produits confondus. Pourtant, dans une vision *colorblind* de l'histoire du

³³ Entretien Jérôme, éducateur spécialisé, 46 ans, 27/02/14.

³⁴ Entretien Roland, Directeur de société marketing, 55 ans, 27/02/14.

sida, la figure du punk à crête reste la marque éponyme des victimes de ces années no future. Un point fondamental n'est jamais soulevé par les addictologues pour expliquer ce basculement vers la dépendance des classes défavorisées. La meilleure protection contre les ravages de « la drogue », c'est « la culture », qu'elle que soit son origine où sa teneur. Mettre des mots sur les sensations de l'ivresse fut elle opiacée, est une arme qui sauve de la dépendance. Mettre des mots autour de sa consommation et la vivre comme une exploration exécutée sous l'égide de générations de poètes opiomanes aide à rester *close to the edge*, comme le chante le groupe *Yes* en 1973. Tous ces enfants des classes moyennes ont le plus souvent traversé les années héroïne en marchant tranquillement au bord du gouffre.

Si l'héroïne tue, elle tue beaucoup moins que sa commère l'alcool et -chose moins connue- elle n'est pas dédaignée par les usagers récréatifs, au point que l'on peut se demander si en volume, ces derniers ne dépassent pas- et de loin- le nombre des usagers dépendants (encore une fois en conformité avec les statistiques de l'OMS). Depuis la mise en place des programmes de substitution aux opiacés au milieu des années 90, l'héroïne ne constitue plus à proprement parler un problème de santé publique. En 2013, pour la première fois l'enquête DRAME (Décès en Relation avec l'Abus de Médicaments ET de Substances) rapporte une majorité de surdoses liées à la consommation de médicament de substitution, devant l'héroïne, une tendance amorcée au début de la décennie³⁵. Le nombre même de surdoses a littéralement plongé depuis les années sida passant de 450 en 1993 à... 53 en 2013³⁶. Ajoutons à ce tableau, le fait que, grâce à la politique de réduction des risques et la généralisation du matériel d'injection stérile, les usagers de drogues sont sortis du groupe population dite « à risques » dans les statistiques de la lutte contre le sida³⁷. Enfin, si l'on s'intéresse aux travaux de Maria Caiata-Zufferey, on découvre que, chez nos voisins suisses, le consommateur d'opiacé est le plus souvent occasionnel et substitué³⁸, très majoritairement inséré sur le plan professionnel, avec un environnement familial stable, un profil assez peu différent du citoyen lambda.

Dans la vraie vie, l'héroïne est donc délaissée par les jeunes, elle n'est plus le véhicule de prédilection de l'infection VIH, et elle ne serait même plus un facteur de déclassement social. Le contraste est donc frappant entre le monstre fantasmagorique qui décima nos banlieues et la pauvre substance ringarde et déconsidérée, qui aujourd'hui ne tue quasiment plus personne.

Le *colorblind* est donc une hypothèse d'explication crédible. Il existait probablement à l'aube des années 1980 deux héroïnes, celle des Blancs et celle des autres. L'héroïne des Blancs étant fortement coupée à la culture rock, son gradant de dangerosité est fortement abaissé, au point de n'être vraiment mortelle que pendant les quelques années où elle fut

³⁵ D.R.A.M.E. 2013 enquête menée par le CEIP de Grenoble qui mentionne 285 décès liés aux MSO soit 54% de l'ensemble, contre 53 décès soit 19% de l'ensemble, sur un total de 285 décès liés directement au produit.

³⁶ OFDT, Evaluation du nombre de décès par surdoses depuis 1985, sources statistiques CEPIDC/INSERM.

³⁷ INVS, prévalence

³⁸ Maria Caiata Zufferey, *De la toxicomanie à la conventionalité, Sociologie des sorties de la drogue à l'époque de la réduction des risques*, Zurich, éditions Seismo, 2006.

associée aux seringues, et donc au sida. L'héroïne des Blancs est d'ailleurs celle qui a fait changer la France de politique, celle qui a régressé devant la substitution avant de s'insérer dans un tableau de vulnérabilité où la condition sociale du consommateur est le facteur déterminant.

Pour l'héroïne des autres, les effets du trauma sont toujours là. Si l'héroïne fait aujourd'hui figure de croque mitaine dans les quartiers, si l'héroïne est une drogue à ce point indéfendable qu'elle n'est plus vendue que dans quelques rares cités dont il serait pertinent d'analyser la composition sociologique, c'est qu'elle a, sans doute beaucoup plus qu'ailleurs, servi de marqueur identitaire aux années sida.

Le décret de 1972

Reprenons les faits. En 1969 le président Nixon déclare « *the war on drugs* » l'ennemi n°1 du peuple américain. Un an plus tard, la France adopte une législation connue sous le nom de loi de 1970³⁹, fortement inspirée par cette philosophie. Dans la foulée le Parlement dépose le décret n° 72-200 du 13 mars 1972 *réglementant le commerce et l'importation des seringues et des aiguilles destinées aux injections parentérales en vue de lutter contre l'extension de la toxicomanie*⁴⁰, qui en pratique, interdit la vente de matériel stérile aux héroïnomanes. Plus qu'un dégât collatéral, l'interdiction de se procurer des seringues est bien l'arme de la guerre à la drogue. Il crée une zone d'exclusion qui va servir de matrice au sida, et cette zone va très vite englober nos quartiers périphériques toujours bien placés quand on parle d'exclusion.

« *Merci Messieurs Boulin, Chaban-Delmas, Marcellin, Giscard d'Estaing*⁴¹ », les signataires du décret de 1972 sont à l'origine de l'épidémie de sida parmi les usagers de drogues en France. Des signataires discrets, peu bavards, étrangement épargnés par la sagacité des chercheurs. La genèse et l'articulation du décret de 1972 dans l'entreprise de guerre à la drogue n'a jamais fait l'objet d'un travail scientifique de haut niveau. Dans la somme qu'elle livre sur la loi de 1970, Jacqueline Bernat de Célis⁴² ne cite pas le décret, voté pourtant deux ans après la loi, par la même chambre, et portée par les mêmes signatures.

Second acte, en 1985, pendant la décennie terrible, quand l'épidémie commence à flamber, un bataillon d'experts réunis au sein de la commission des stupéfiants ont doctement conseillé au gouvernement Fabius de ne pas revenir en arrière. Bilan : entre 11 900 et 20 300 contaminations supplémentaires⁴³. Il faut attendre 1987 et l'initiative courageuse de la ministre de la Santé, Michel Barzach, pour abolir définitivement ce décret de 1972. De son propre aveu⁴⁴, le principal obstacle rencontré par la ministre fut le quarteron de spécialistes,

³⁹ Loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses

⁴⁰ Décret n°72-200 du 13 mars 1972 réglementant le commerce et l'importation des seringues et des aiguilles destinées aux injections parentérales en vue de lutter contre l'extension de la toxicomanie.

⁴¹ RDR 1, l'Histoire, documentaire de Laurent Appel et Philippe Lachambre.

⁴² Jacqueline Bernat de Célis, *Drogues : consommation interdites. La genèse de la loi de 1970 sur les Stupéfiants*, Paris, l'Harmattan, 1996.

⁴³ *Affaire Itard et autres*, dossier de plainte sans constitution de partie civile adressée à la Cour Supérieure de la République, archives ASUD, p. 53, annexe n° 2

⁴⁴ Discours de Michèle Barzach, VIIIe conférence de L'IHRA, Paris La Mutualité, 1997.

engagés jusqu'au bout dans un combat d'arrière garde pour la défense d'une mesure qui a placé notre pays dans le peloton de tête du nombre de séropositifs en Europe. Ce décret est pourtant le principal fauteur de trouble, c'est lui le grand coupable et non pas l'héroïne, substance neutre, molécule inerte, qui ne peut nuire à quiconque sans intervention humaine, sans l'intervention de l'Etat. Dans la trilogie fatale héroïne-sida-banlieue, le sida est bien l'élément cataclysmique. Le sida est venu bousculer nos petites certitudes hexagonales avec une brutalité sans pareille, obligeant les autorités à bâtir de toutes pièces cette politique de réduction des risques qui contredisait la lettre comme l'esprit de la loi de 1970. Et surtout, l'épidémie de sida vient frapper les enfants de l'immigration, via le décret de 1972. Une décision prise par ce pouvoir technocratique qui les a déjà relégué dans les HLM. Il y a comme une terrible ironie dans cette affaire. Une population dans la fleur de l'âge enfermée dans des tours en béton en tête à tête avec un virus mortel dont, raffinement supplémentaire, on a pris soin de priver les futures victimes du seul moyen de s'en protéger.

Où ?

Banlieue(s)

Banlieue, que signifie ce mot ? A l'origine, c'est le territoire couvert par le pouvoir de *ban*, ce droit de justice et de contrainte exercé par les seigneurs, arraché de haute lutte par le mouvement communal aux alentours de l'an Mille. Cette première commune est d'essence démocratique. « *L'air de la ville rend libre* » disait l'adage, en référence aux chartes de franchise qui libère le serf qui « déguerpit » et demande asile dans la communauté urbaine pour tenter d'échapper à l'« *attache à la glèbe* ». Mais la banlieue est une zone frontalière, incertaine, interlope. Elle est le lieu d'élection des marginaux. A l'Est de Paris, c'est la Forêt de Bondy et ses brigands, s'étendant sur une aire qui recouvre le territoire de toutes ces petites villes de Seine-Saint-Denis qui ont conservé un improbable « sous-bois », dans leur dénominations : Rosny-sous-Bois, Fontenay-sous-Bois, Clichy-sous- Bois... La banlieue, c'est aussi l'endroit où l'on s'enivre avec du vin détaxé, qui n'a pas encore franchi le mur d'octroi. Vers 1900, à Montfermeil, le propriétaire du Coq Hardi, une guinguette locale, doit clouer ses chaises au sol pour éviter que les danseurs ne les encastrant sur la tête du voisin⁴⁵. Et puis à Montfermeil, on est chez les Thénardier, déjà..., *Les Misérables*... Des brigands, des misérables et de l'ivresse tapageuse, c'est presque une assignation d'identité.

Cités

Banlieues donc, mais cités aussi. Cités HLM, Zones à Urbaniser en Priorité, grands ensembles construits dans les années 1960 pour loger les travailleurs immigrés. Ces tours de béton sont principalement situées en banlieue mais pas toujours. Les banlieues abritent les cités souvent, mais les cités ne sont pas toutes en banlieue. À Marseille, les cités sont situées dans des « quartiers » eux-mêmes situés en ville. La cité est avant tout conçue pour loger les pauvres. À Nanterre, elles recueillent les habitants du bidonville géant qui couvrait la plaine des ferrailleurs chère à Claude Sautet. A Lyon, ce sont les industries qui drainent vers les petites villes limitrophes des Minguettes ou de Venissieux les projets architecturaux dessinés par des grands noms tous plus ou moins disciples de Le Corbusier. A Paris même, les tours

⁴⁵ *Guide Bleu*, Ile De France, 1988, p. 192

surgissent de chantiers gigantesques, mis en place par les sociétés d'économie mixtes, SEMIREP, SEMEA 15, et autres sigles en SEM. Ces opérations à gros budgets qui débutent avec l'élection de Jacques Chirac à la mairie de Paris verront la destruction de nombreux vieux quartiers populaires selon un schéma qui se reproduit à l'identique dans les décennies 1970 et 1980⁴⁶.

Quartiers populaires

À l'orée des années 1980, il existe aussi des quartiers populaires qui ne sont ni des banlieues ni des cités. Cependant tous ces lieux possèdent un point commun, ils abritent une forte proportion d'immigrés qui y vivent avec leurs enfants nés sur le territoire français, et donc Français à part entière. Le triangle formé par le boulevard Barbès, le boulevard Rochechouart et la rue de la Chapelle dans le XVIII^e arrondissement de Paris est un exemple de ces quartiers qualifiés de multi-ethniques, et qui dans les faits, constituent des appendices de la France post coloniale. Le quartier de Belleville, ancienne commune libre qui livre en 1871 l'un des derniers farouches combats contre les Versaillais, est un autre exemple de ces quartiers populaires devenus refuges de toutes les immigrations successives depuis le XIX^e siècle. Après les accords d'Evian, en 1962, Belleville devient le bastion des juifs Pieds Noirs, puis des juifs tunisiens, eux-mêmes rejoints par l'immigration générale venus du Maghreb dans les années 1970, avant l'arrivée des populations issues du Sud-est asiatique, et en particulier chinoises. Le quartier du Panier à Marseille est un autre exemple de ces microcosmes urbain où la couleur de la peau et l'origine ethnique font sens commun.

Cités, banlieues, quartiers populaires, dans un environnement culturel anglo-saxon, nul doute que la spécificité ethnique de tous ces quartiers aurait été mis en évidence ou plutôt mise en valeur. Or la France n'a jamais vraiment admis cette réalité tout en validant la constitution formelle de ce qui s'apparente tous de même à des ghettos. Il est aujourd'hui admis que l'office HLM a octroyé ses logements tout au long de notre période selon des critères ethniques. Au début des années 1960, une certaine proportion de blancs a vécu dans les cités proprement dites, notamment les familles d'ouvriers issus de la péninsule ibérique, et les rapatriés d'Algérie ; mais selon un processus classique, l'amélioration globale de leur situation économique a conduit ces familles à quitter progressivement les lieux dans les années 1970 et 1980, renforçant ainsi la dégradation de leur image.

« certaines familles françaises dont les enfants étaient tombés dedans, et ils cherchaient le coupable, en disant : « C'est à cause de lui, c'est lui qui t'a emmené dedans », et ainsi de suite... Donc les familles ont décidé une chose, c'est de dégager, de se dire dès qu'ils avaient la possibilité – on avait des classes moyennes qui étaient là, donc elles avaient encore les moyens de se dire : « On fout le camp, ça pue ! Ça devient mauvais », parce que c'était gangrené par la came ⁴⁷»

⁴⁶ voir supra, p.36

⁴⁷ Mohamed Entretien, *op.cit*

L'absence de statistiques ethniques nous empêche d'insérer le critère de couleur de peau ou d'origine, comme un variable de mobilité à la fois sociale et géographique pour mesurer le phénomène de fuite en dehors de ces ghettos en devenir.

Quand ?

Il existe bien un avant et un après la catastrophe, comme nous le rappelle cette habitante d'Asnières-sur-Seine :

« Moi, les années 1970, ça-a-été, moi j'appelle ça les années de joie et d'abondance, on vivait bien, y'avait pas tous ses problèmes ; ensuite les années 1980 sont arrivées. Et là, on allait chez les familles pour les enterrements. Les familles se voyaient que dans les enterrements. »⁴⁸

Dans les souvenirs des habitants, qu'ils soient acteurs ou spectateurs de l'histoire sans énoncé, l'avant héroïne est souvent narrée sous la forme d'un âge d'or, comme en témoigne Mohamed Mechmache, qui a grandi à Clichy-sous-Bois :

« C'était la classe, c'était « Résidence des Bosquets ». J'ai vécu dedans, c'est pour ça. La Résidence des Bosquets, c'était une résidence, c'était pas à l'époque des bâtiments délabrés, il y avait une mixité totale, on vivait avec Antillais, Espagnols, Tunisiens, Juifs, Maghrébins, Français... mais il y avait toute cette osmose, je veux dire, et y compris une génération de Français qui vivait encore dans ces quartiers, qui a plongé aussi dans la came quoi, qui n'a pas touché qu'une catégorie de Maghrébins ou ainsi de suite. »⁴⁹

Yasmina et Mohamed évoquent chacun leur tour cet âge d'or des « années de joie et d'abondance » caractérisée aussi par une assimilation en marche. C'est donc bien la crise qui vient brouiller les cartes de l'identité française, profitant du vice de forme qui caractérise les descendants d'Africains nés en France. Tout est en place pour laisser venir la catastrophe, un produit disponible et nouveau, consommé par les voisins de la classe moyenne blanche habitant des zones pavillonnaires. Des ghettos où se constituent en concentrant des populations identifiées par leur apparence physique. Une politique des drogues marquée par la centralité de la répression, et un virus mortel qui montre une étrange attraction pour les minorités et le stigmat.

La trahison des sens

*La trahison des clercs*⁵⁰ est un titre devenu métaphorique, une ode à la « primauté morale conférée au culte du spirituel et au sentiment de l'universel » nous dit Julien Benda. Le livre événement, paru en 1927, dénonce la démission de l'esprit face à la glorification de « la superbe brute blonde »⁵¹, objet de tant de malentendus nietzschéens. Après une guerre mondiale, cinquante-cinq millions de morts et l'extermination de juifs d'Europe, Benda fait

⁴⁸ Entretien Yasmina, Nanterre, citée dans « L'arrivée de la came en banlieue ».

⁴⁹ Mohamed. Entretien, *ibid.*

⁵⁰ Julien Benda, *La trahison des clercs*, Paris, 1927

⁵¹ Friedrich Nietzsche, *La généalogie de la morale* (1897), Paris, Gallimard, p. 57.

figure de prophète. Brasillach, Rebatet, Drieu La Rochelle⁵², nombre d'intellectuels ayant été jugés et condamnés pour trahison, le balancier est venu percuter l'autre bord. Aujourd'hui, le conformisme dominant plaide pour la victoire inconditionnelle de l'esprit sur le corps. Notre pays souffrirait plutôt d'une trahison des sens, une dérégulation de l'appareil du sensible contrevenant à la *doxa* intellectuelle et morale du plus grand nombre. Nos sens envoient à nos cerveaux des signaux, visuels, auditifs, olfactifs, qui identifient une forme de nez, une tonalité de voix, une couleur de peau, ou un message endocrinien. Or nous savons que les messages du corps ne sont plus fiables. Ils doivent être passés au crible de notre surmoi républicain, une forme particulière de sens moral, indispensable pour nous guider dans le labyrinthe des codes en usage quand on parle de races, ou plutôt de minorités dites justement « visibles ». Nos cerveaux de citoyens républicains nous rappellent que, les races n'existant pas, toute inclination relevant du sensible peut avoir des conséquences graves. C'est pourquoi nous avons interdiction de reconnaître les corps de nos minorités qui pourtant sont visibles.

En 1985, Marcel Gauchet décrit, dans son premier ouvrage à succès, le processus graduel qui amène l'humanité à se débarrasser de Dieu. Ce *Désenchantement du monde*⁵³ suit un chemin qui passe par le christianisme et son Incarnation, pour passer du Dieu fait homme à l'homme tout court. Les révolutionnaires de 1789, et peut être plus encore ceux de 1793, qui ont tant fait pour promouvoir le citoyen universel, ont par la suite recueilli tout entier l'héritage néoplatonicien des humanistes chrétiens. Robespierre et Saint Just, persuadés que le « bonheur est une idée neuve en Europe », sont des disciples de l'« Etre suprême ». Ils proclament la toute puissance de la « vertu » et se méfient des jouissances du corps. Cette question du corps, centrale du point de vue théologique, a déjà créé une scission entre humanistes, aux temps difficiles de la Réforme et de la Contre réforme.

A la fin du XVème siècle, les humanistes chrétiens se nourrissent des commentaires d'Aristote transmis par les Arabes, qui leur permettent d'ouvrir une brèche intellectuelle dans le moule sclérosé de la scolastique médiévale. C'est l'époque du fameux « Le christ a-t-il ri ? », grave controverse mise en scène par Umberto Eco dans *Le Nom de la Rose*. L'humanité et la corporalité du Christ forment l'un des sujets de la grande querelle de la Réforme. Calvin, d'un naturel plutôt maussade, ne peut s'empêcher de s'esclaffer en constatant le volume de toutes les gouttes de lait vénérées dans les églises de France « *tant y a que si la sainte vierge eût été une vache et qu'elle eût été nourrice toute sa vie, à grand peine en eût-elle pu rendre telle quantité*⁵⁴ »... Raphaël au Vatican peint Aristote pointant la terre et Platon désignant le ciel⁵⁵. La Réforme va admettre la matérialité des corps comme une réalité, certes vulnérable aux entreprises du Malin mais réelle et ostensible. Dans tous les cas c'est la Grâce qui nous sauve, pas l'Esprit. La matière est marquée du Pêché Originel mais elle est partie intégrante de la Création aux yeux de ces protestants, qui fondent une civilisation en Amérique du Nord.

⁵² Membre de la rédaction de *Je suis Partout*, quotidien collaborationniste, tous condamnés à la Libération pour intelligence avec l'ennemi.

⁵³ Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, 1985.

⁵⁴ Jean Calvin, *Traité des reliques*, 1543.

⁵⁵ Raphaël, *L'Ecole d'Athènes*, Palais du Vatican 1510 (fresque)

Le modèle théorique américain

Le long de la rivière Adelaïde, dans le Nord-Est Australien, il faut respecter certains codes pour rester en vie car votre corps vous désigne comme une proie. Quoi que vous fassiez pour les dissimuler, votre peau, votre odeur ou le son de votre voix, vous signalent comme victime potentielle, et donc, pour échapper à votre destin de gibier, il vous faut connaître précisément les pistes, les sentiers, les parcours fléchés qui vous rendent moins visible ou tout au moins qui vous permettent d'être toléré par votre prédateur, le crocodile marin. Cette situation, des millions d'adolescents noirs la vivent en Amérique de Nord. Prendre conscience de son corps, de sa vulnérabilité et de la convoitise qu'il suscite chez les prédateurs est un exercice obligatoire des rives du Mississippi à celle de l'Hudson River. Depuis Richard Wright, petit « Black boy » qui décrit la Georgie du début du XXe siècle, jusqu'à Ta-Nehisi Coates et son « *Between the world and me* »⁵⁶ en 2016, cet exercice est un objet littéraire classique. On peut même avancer que la rhétorique corporelle est un classique de l'Amérique noire. « *Ils ont transfiguré nos corps pour en faire du sucre du tabac et du coton*⁵⁷ » dit Coates, et sa lettre écrite à son jeune fils de quinze ans sonne comme un avertissement : « *les corps noirs sont une ressource naturelle*.⁵⁸ » La conscience raciale est un élément de survie indispensable à tout adolescent africain américain, pour lesquels la notion de « race », n'est pas un sujet de débat philosophique mais l'élément de base d'un processus de survie. Dans la prise de conscience obligatoire de leur corporalité, les jeunes noirs vivant en Amérique ont l'obligation d'identifier une trilogie meurtrière, la police, les armes et la drogue. Ce sont à la fois les mâchoires et les griffes du prédateur. Dans cette trilogie, la drogue est l'arme la moins connue des intellectuels français, et c'est pourtant celle qui marque les corps noirs le plus durement depuis presque un demi siècle.

Le New Jim Crow

La guerre à la drogue conçue comme outil de contention politique des minorités ethniques. Ce schéma n'est pas spécifiquement américain. Outre la France, il est opératoire dans la plupart des pays où existe à la fois un dispositif de lutte contre les stupéfiants et une minorité ethnique indigène. Le Brésil⁵⁹, par exemple est fréquemment cité comme le pays du « racisme cordial », où sous une apparente mixité, la police mène une guerre de type racial contre les *favelas* sous le prétexte de contrer les gangs⁶⁰. Mais le caractère remarquable du *New Jim Crow* est qu'il se présente comme une description minutieuse du processus, appuyée sur une argumentation scientifique de premier ordre⁶¹. Le *New Jim Crow*, est un titre particulièrement bien trouvé qui joue sur le nom de code du système juridique qui organise la ségrégation dans les Etats du Sud après la victoire de l'Union en 1865. Jim Crow (Jim le

⁵⁶ Etrangement traduit sous le titre un peu trivial *Une colère noire*

⁵⁷ Ta Nehisi Coates, *Une colère noire*, Autrement, 2016, p. 101

⁵⁸ *Ibid.*, p. 172.

⁵⁹ Eduardo Ribeiro, *How Brazil's Drug War Became a Crusade Against People of Color*, 29 février 2016, Open Society Fondation.

⁶⁰ Carl Hart, Empty slogans, real problems, *Looking at how the US and Brazil treat crack addiction reveals responsibilities in perpetuating myths and discrimination*, SUR, issue 21, August 2015.

⁶¹ Michelle Alexander, *op. cit.*

Corbeau), c'est le « négro », naïf, gourmand, superstitieux, un peu lâche, bref, un *topos* du folklore raciste américain rangé entre l'Oncle Tom et le clown Black Face. Ce bon vieux Jim prête son nom à tout un ensemble de mesures législatives votées par les États du Sud après la guerre de Sécession pour organiser la ségrégation raciale. Ce dispositif est connu sous le nom générique des « lois Jim Crow », lesquelles organisaient l'exclusion des descendants d'Africains grâce à des subterfuges, telle l'obligation de produire un page d'écriture pour une population largement analphabète. Bref, il s'agit du symbole à la fois de la suprématie blanche et de l'hypocrisie qui l'accompagne.

Michelle Alexander démontre, statistiques à l'appui, que la *war on drugs*, déclenchée par le président Nixon en 1971 a joué un rôle historique comparable en substituant au dispositif de ségrégation l'incarcération de masse. Dans son journal H. R. Haldeman⁶², le chef de cabinet de Nixon est tout à fait clair : «[le président] *a insisté sur le fait qu'il faut reconnaître que tout le problème vient indubitablement des Noirs. La clé est d'élaborer un système qui établisse cette vérité de manière insidieuse.*» John Ehrlichman, conseiller aux affaires intérieures de Nixon entre 1969 et 1973 est encore plus précis : *On ne pouvait rendre illégal le fait d'être pauvre jeune et noir, mais en les associant à la marijuana et à l'héroïne on pouvait criminaliser leur manière de s'éclater... Nous pouvions arrêter leurs dirigeants, perquisitionner leurs domiciles, interrompre leurs meetings et les vilipender chaque soir au journal télévisé.*⁶³»

La guerre contre l'héroïne était née. Elle sera menée rigoureusement et méthodiquement contre la communauté afro-américaine. Sur les décombres, on construit une nouvelle société de caste, une société où un adulte noir de sexe masculin sur deux, a été incarcéré au moins une fois pour un délit lié aux stupéfiants⁶⁴. En intitulant son essai *The New Jim Crow*, Michelle Alexander connaissait le poids des mots. L'ouvrage est toujours l'objet de centaines de débats menés à travers le pays. Ce passé qui ne passe pas, déclenche de violentes polémiques dont les échos ont résonné jusqu'à la Maison Blanche.

Le caractère pionnier des Américains sur ce sujet ne doit pas masquer toutes les similarités qui existent entre les sociétés française et américaine sur un terrain que l'on va

⁶²On ne résiste pas au plaisir de citer intégralement deux déclarations qui éclairent lumineusement les intentions du cabinet Nixon relatives à l'invention de la « war on drugs »

- Tout d'abord Haldermanqui déclare:

"P (Président) emphasized that you have to face the fact that the whole problem is really the blacks. The key is to devise a system that recognizes this while not appearing to. Pointed out that there has never in history been an adequate black nation, and they are the only race of which this is true. Says Africa is hopeless. The worst there is Liberia, which we built." The Haldeman Diaries Inside the Nixon White House, G. P. Putnam's Sons 1994.

- Complété par le bras droit de Richard Nixon John Ehrlichman, conseiller aux affaires intérieures de 1969 à 1973 :

« Look, we understood we couldn't make it illegal to be young or poor or black in the United States, but we could criminalize their common pleasure. We understood that drugs were not the health problem we were making them out to be, but it was such a perfect issue...that we couldn't resist it.» Dan Baum, *Legalize it all, how to win the war on drugs*, Harper's magazine, 19 juin 2016, p.1,

⁶³ Dan Baum, *Legalize it all, how to win the war on drugs*, Harper's magazine, 19 juin 2016 p.1.

⁶⁴ Ashley Nellies, *The color of justice : racial and ethnic disparity in states prison* The Sentencing Project, June 14th 2016.

s'aventurer à qualifier de « racial ». Dans les deux sociétés, il existe une importante minorité « de couleur » indigène, qui endure des conditions sociales dégradées par des considérations identitaires, de type post coloniales ici et post esclavagistes là bas. Des deux côtés de l'Océan, il existe une porosité dans l'imaginaire social entre la consommation de drogues illicites et l'identité ethnique. Dans les deux sociétés, les forces de police, assimilées au pouvoir de la majorité « blanche » sont amenées à pratiquer le profilage ethnique dans leurs opérations de lutte contre les stupéfiants.

En France: la cécité volontaire

On peut supposer que le caractère racial de la guerre menée contre la drogue reste une incongruité dans l'oreille de n'importe quel Français même averti contre les discriminations en général. Nos deux sociétés diffèrent aussi parce que les révolutions qui leur servent de mythe fondateur sont très différentes pour tout ce qui touche à la question raciale. Là bas, une révolution menée par des oligarques protestants, qui fondent leur nation sur l'anéantissement des amérindiens et le travail des esclaves africains de la grande traite Atlantique. Ici, un mythe révolutionnaire qui se veut le creuset du citoyen universel débarrassé du carcan héréditaire du droit du sang. Deux sociétés qui appréhendent la question « raciale » de façon antagoniste.

En France, la race n'existe pas. Tout au moins, le terme est resté profondément péjoratif avec son signifié exclusivement biologique. L'épilogue apocalyptique de la Seconde Guerre mondiale a contribué faire prévaloir en Europe un cours très déprécié du mot race qui fut, on l'oublie trop souvent, l'étalon-or des joutes intellectuelles européennes au XIXème siècle, particulièrement dans l'université allemande. En Allemagne, « *l'équivalent de ce que les Français nomment patriotisme a disparu dans les limbes du discours völkisch* ⁶⁵ ». Après trois conflits majeurs et un génocide, c'est la France qui gagne. Le jugement tombe dans le sillage de Nuremberg avec la déclaration universelle des Droits de l'homme, très inspirée de son aînée la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789, les sciences dures nous démontrent que les races n'existent pas et les sciences humaines nous expliquent qu'elles sont des constructions sociales.

Ce mythe républicain, que nous appelons l'universalisme, avait cependant connu des impasses, notamment lors de l'expansion coloniale où la majorité des peuples soumis ont été exclus de la nationalité française. Cependant, il a permis à la France d'assimiler plusieurs vagues d'immigration depuis la fin du XIXe siècle : des Juifs d'Europe de l'Est, des Italiens, des Espagnols, des Polonais, des Russes, des Kabyles, des Portugais, et plus récemment des Français d'Afrique du Nord - les rapatriés d'Algérie - surtout composés de populations méditerranéennes, Juifs, Maltais, Italo-Espagnols... Tous ces groupes ethniques ont pu se fondre successivement dans la société française en vertu du principe tant célébré de l'assimilation.

Pour autant, l'anti-racisme militant quand il s'appuie sur le discours universaliste des Lumières a des effets paradoxaux. Cette forme de cécité volontaire a conduit par exemple la majorité de nos contemporains à gommer les ascendances afro-caraïbéennes de l'écrivain

⁶⁵ Fabrice Olivet, *La Question Métisse*, Paris, Les Milles et une nuit, 2011, p.40.

français le plus lu dans le monde, Alexandre Dumas, fils du général Dumas, héros métis de la révolution. « *Si le métissage culturel est facile d'accès pour la France républicaine, le malaise s'installe dès lors qu'il s'agit de reconnaître des « races », ne serait-ce que pour étudier leur produit hybride* ⁶⁶ ». La France depuis la perte de ses dernières possessions africaines est passée de la glorification de la plus grande France à l'amnésie coloniale. Pire, *Le Sanglot de l'homme Blanc*, livre culte des années 1970, est passé du statut de critique impertinente d'une certaine forme de conformisme à celui de référence des « nouveaux réacs ». En effet, « la repentance » peut être lue comme une forme paradoxale d'ethnocentrisme égomaniaque qui éloigne encore et encore les « indigènes » de toute prétention à jouer un autre rôle que celui de victime, mais aujourd'hui, c'est toute la perspective post-coloniale qui est assimilée à une « culture de l'excuse » par les médias *mainstream*. En France, l'idéologie universaliste et républicaine, qui sert de référence officielle à toute appréhension du phénomène « racial », hypothèque nombre de références ethniques ou identitaires en faisant planer l'accusation implicite du communautarisme. En matière de sciences de l'homme, par exemple, les instruments statistiques officiels, qui ne mentionnent ni l'origine, ni encore moins la couleur de peau, rendent inopérantes nombre de méthodes utilisées par Michelle Alexander. Cependant la nécessité de ne pas occulter les tensions sociales de nature « pigmentaire », oblige les chercheurs à inventer des méthodes innovantes afin de ne pas laisser cet espace occupé par les stéréotypes racistes. L'enquête menée par Fabien Jobard et René Lévy sur les contrôles d'identité à la Gare du nord⁶⁷, l'étude *Trajectoires et origines*⁶⁸ et toutes les campagnes menées par le CRAN, montrent que lorsqu'il existe une volonté politique de cerner l'objet « race », on peut travailler en France. Ces initiatives se heurtent néanmoins à la suspicion générale, il faut acculer la bête dans les coins, toujours au moyen d'artifices et de périphrases.

Le système « assimilationniste » a globalement fonctionné jusqu'à la fin des années 1960, jusqu'à l'arrivée en France de nombreux travailleurs issus des anciennes colonies africaines ou asiatiques qui ont fait souche sur le territoire et forment aujourd'hui une part importante de la population (mais impossible officiellement à dénombrer). A partir de là, les enfants de l'immigration, Français à part entière (car la France applique le droit du sol en cohérence avec son idéologie universaliste), ont souffert du racisme, de l'exclusion sociale, du confinement dans des banlieues éloignées des centres, véritables ghettos, tout cela en contradiction totale avec la lettre de la constitution.

Ce double mouvement inversé, théorie universaliste contre pratique discriminatoire, a débouché, sur l'un des paradoxes français les plus difficile à résoudre.

Appréhender cet aspect des choses suppose d'accepter une forme de logique communautaire et donc de sélectionner les personnes à interroger selon le critère sensible de la différence de pigmentation. Le simple fait d'énoncer cette question apparaît souvent

⁶⁶ Fabrice Olivet, *op.*, cit. p.87.

⁶⁷ Fabien Jobard et René Lévy, *Police et minorités visibles les contrôles d'identité à Paris*, Open Society Initiative, 2009.

⁶⁸ *Trajectoires et origines* (TeO), INED-INSEE (pour une synthèse, voir Michel Kokoreff, Jacques Rodriguez, *Une France en mutations*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 2012. pp. 215-220.

comme une concession majeure faite aux sirènes de la racialisation du débat. En effet, notre pays est de plus en plus enfermé dans un paradoxe têtue : comment évaluer l'impact d'un hypothétique sentiment d'appartenance voire de solidarité « raciale » de telle ou telle communauté discriminée sans du même coup le légitimer ? Le paradoxe tient au fait que le même sentiment exprimé du point de vue de la majorité blanche ou de celui des minorités ethniques « visibles » renvoie à des signifiés antagonistes. Dans le premier cas, il apparaît comme la pierre angulaire du racisme, dans le second, il est souvent une réponse spontanée à un sentiment partagé d'exclusion et de discrimination.

Corps politiques ou politique des corps

Le temps de la prétendue innocence des corps est fini. Nos corps sont coupables de crime contre l'humanité universelle. Nous souffrons donc de cécité en refusant d'admettre que nos corps sont politiques, que cet aspect des choses doit d'être montré, mis en évidence au risque de voir une politique des corps normative se mettre au service de la majorité corporelle, la majorité blanche. Lorsque nos différences corporelles sont tuées, elles sont prises en otage par le pouvoir, lequel a su instrumentaliser une politique des corps qui sépare dominants et dominés selon des critères visibles, c'est à dire raciaux.

Pour entamer ce périple vers la mise en perspective de critères « raciaux », il faut nous engager sur le sentier périlleux de la désormais classique minorité « visible ». Il nous a fallu organiser une série d'entretiens avec un biais de sélection, un biais nécessaire pour identifier une perception construite autour de la notion de « racisme de perspective ». En résumé, selon sa pigmentation, on ne voit, ni n'entend les mêmes choses, dans un même lieu donné. Les populations « blanches », ou issues d'une immigration « caucasienne » au sens américain du terme, échappent à ce critère particulier qui cible les « étrangetés visibles ». Quoi de plus visible qu'une couleur de peau ou des traits africains ? Ajoutons que si l'on associe à cet objet à la spécificité historique des liens que la France a noué avec les Noirs ou les Arabes sous le double prisme de la Traite et de la colonisation, nous avons affaire à une phénoménologie au sens littéral qui affecte profondément un objet d'étude comme le nôtre.

« Je sens qu'une partie de moi est black, je le sens par rapport à mon comportement, je sais que je suis pas blanche. J'ai été élevée au milieu des Blancs mais je me sens pas blanche. Recherche d'identité... »

- C'est quoi, c'est la musique ?

La danse ! Le sport...

- Le rapport au corps.

Oui. Et la morphologie aussi, la cambrure. Chez mes grands-parents, c'était pas normal, j'avais un problème au dos ! Ils m'ont fait consulter pour ça. Une poitrine qui s'est développée beaucoup plus rapidement... réglée à 11 ans. Pareil, mes grands-parents croyaient que j'avais un problème. Enfin, il y a tous ces petits trucs... Et à chaque fois, les médecins disaient à mes grands-parents : « Mais c'est son origine qui fait qu'elles sont réglées plus jeunes, qu'il y a une cambrure naturelle... »⁶⁹

Nina se définit comme métisse⁷⁰, « un père antillais et une mère parisienne ». La question identitaire est pour elle un facteur central qui influence sa vie de femme mais également son itinéraire de « tox ». Les paroles de Nina à propos de ce corps féminin aux attributs sexuels particulièrement marqués renvoient aux stéréotypes classiques que l'on entend sur les Noirs.

« Ben oui, les fesses et la poitrine ! Et moi, je l'ai vécu comme un complexe, surtout la poitrine, j'avais tendance à vouloir cacher. »⁷¹

Bernard nous dit pas autre chose lorsqu'il répond à une question sur ses propres défenses immunitaires contre le racisme ambiant des années 1960.

« Ben en maternelle, t'es le petit négro... Après, quand t'es minot, ça te choque pas forcément, c'est après, c'est plutôt le regard que les adultes te donnent de cette perception-là qui te fait comprendre qu'effectivement les gens te voient différemment »

- C'était un objet de conflits habituel ... ?

Si j'avais pas eu le côté musique, doué, tout ça, donc les gens me respectaient pour ça surtout, pour le côté musique. Après, si j'avais pas eu le truc musique, je pense que oui, j'aurais pris sûrement beaucoup plus cher... »⁷²

Le sexe, la danse, la musique, autant de particularités tellement stéréotypées qu'elles prouvent combien ces différences « visibles » engagent un double processus à la fois de stigmatisation et de reconnaissance narcissique. Incarcéré à la prison de Fleury-Mérogis en 1978, j'ai moi-même éprouvé un choc psychologique violent en découvrant la cour de promenade du bâtiment D2 peuplés de « frères » tous plus ou moins mat de peau et, comme je le compris par la suite, tous plus ou moins mêlés à cette grande affaire de l'héroïne, soit

⁶⁹ Entretien Nina, 03 avril 2014

⁷⁰ Voir tableau des « répondants » en annexes

⁷¹ Nina, *op.*, cit.

⁷² Entretien Bernard, 27 février 2014.

comme consommateur ayant commis un délit connexe, soit comme revendeur, soit comme consommateur-revendeur. En résumé, un bâtiment plein à craquer de petites frappes noires ou arabes, braqueurs de pharmacies, monte en l'air, piqueurs d'auto-radio, dealer au petit pied, tous pris dans la grande lessiveuse de l'héroïne, avant que l'épidémie de sida ne fasse tourner l'aventure au cauchemar. Pour cette génération de petits *renois* et *rebeus*, tout fiers de se retrouver dans un entre-soi à la foi crapuleux et goguenard, la prison est une sorte de club privé où pour une fois on accepte que les « bronzés ». Liés par une véritable culture sub-urbaine base de verlan et de « shake », leur point commun était avant toute cette apparence physique, ces corps noirs et arabes habillés en « droguet » (oui, c'est le nom du vêtement carcéral obligatoire pour les condamnés jusqu'en 1982). De manière caractéristique, le « D2 » abritait une discrimination à l'envers, née dans le champ périlleux du retournement du stigmate. Dès que les « arrivants » étaient propulsés en cour de promenade, la plupart des « céfrancs » - les français blancs - étaient persécutés par les autres détenus. La norme constituée autour du délinquant multi récidiviste, noir ou arabe, héroïnomanie jouait alors contre la majorité du « dehors ». Plus un individu était éloigné de cette norme, plus il avait à subir une suite chromatique de brimades proportionnées à sa plus ou moins grande ductilité aux pressions du groupe majoritaire carcéral. Les logiques culturelles minoritaires sont à explorer systématiquement en prison, dans la cité, dans le business, comme agent de sociabilité ou de reconnaissance mutuelle.

C'est dans cet espace non-dit, balisé par deux siècles de républicanisme et d'assimilation que l'héroïne fait son chemin. Une nouvelle politique des corps prend son essor selon un schéma que n'aurait pas renié Michelle Alexander. Le critère d'apparence « noire ou arabe » est une piste intéressante dès lors que l'on appréhende l'« héroïne » comme un fait de société, et *a fortiori* un fait de société historiquement daté. On est en pleine période de cécité volontaire, la fracture coloniale liquide un encombrant passé où la politique des corps s'appelait « politique indigène ». Mille et un fils ténus relient l'héroïne des années 1980-1990 avec des stéréotypes racistes liés à la négritude, à l'arabité, et dans une moindre mesure à l'asianité, y compris dans ses prolongements obscurs de nature sexuels et dans les fantasmes issus de la domination impériale. Si la fracture mémorielle est opératoire pour évacuer un passé colonial encombrant, la France des années 1960 est encore habitée par toute une bibeloterie fantasmagorique héritée cette fois de l'imaginaire colonial ou orientaliste. *Razzia sur la schnouf*⁷³ ou *Les Chemins de Katmandou*⁷⁴, offrent au spectateur des scènes d'anthologie où l'exotisme des partenaires sexuels est toujours souligné par une prise de drogue. Il nous faudrait entrer dans le temple inconfortable des dérapages admis comme référence comique où les bamboulas côtoient des « *trabaja la mouquère* ». Un temps où Michel Leeb faisait rire la France entière en mimant des postures simiesques pour incarner un africain. Un temps où le vocabulaire insultant pour désigner les Arabes était d'une incroyable richesse, prolongement d'une culture coloniale très affûtée dans le domaine de l'humiliation collective. Les « rat, raton, crouilla, crouille, bougnoule, gris, melon » sont aujourd'hui un

⁷³ *Razzia sur la schnouf*, film français d'Henri Decoin, 1955

⁷⁴ *Les chemins de Katmandou*, film franco-italien d'André Cayatte, 1969

peu oubliés, réminiscences d'une guerre d'Algérie souvent pensée comme guerre civile⁷⁵

« on était à l'époque du fascisme, on avait des ratonnades, nous, quand on sortait de l'école, les mecs ils venaient... les grands, justement, cette génération, tous les soirs, elle venait en groupe nous accompagner à la sortie de l'école parce qu'on avait de temps en temps les skinheads qui s'arrêtaient pff... dès que tu sortais de l'école ... ⁷⁶»

La discrimination est un objet de recherche prioritaire, qu'il s'agisse des contrôles de police, de la lourdeur des condamnations et de toutes les manifestations xénophobes qui associent la consommation de drogues, avec une couleur de peau, comme ce fut le cas en 1981, à Montigny-les-Cormeilles, quand une municipalité communiste attaque le foyer Sonacotra au bulldozer avant de manifester sous les fenêtres d'un « *dealer marocain* »⁷⁷.

Seconde génération et incarcération de masse

« Vis-à-vis de la seconde génération, l'héroïne va se comporter comme un combustible en présence de la flamme. Pourquoi ? »⁷⁸

Au début des années 1980, avant le sida et la révolution paradigmatique de la réduction des risques, le petit monde de l'« intervention en toxicomanie », se porte bien, merci pour lui. Le Docteur Claude Olievenstein règne sur un petit royaume freudien, appuyé par ses vassaux regroupés au sein de l'« *association nationale des intervenants en Toxicomanie* » (ANIT), qui gère quelques centaines de « centres de post-cures » disséminés partout en France. Il règne, armé de quelques concepts comme le « miroir brisé » et surtout grâce à une adaptation française du « *drug, set and settings* » de Zinberg, devenu dans la bouche du maître « *la rencontre d'un produit, d'un individu et d'un milieu* ». Dit comme cela, cela semble être l'évidence, encore fallait-il être le premier à le formuler, et de fait, on a pas vraiment trouvé mieux depuis.

La tranquillité du royaume repose sur un concordat passé en 1970 entre la papauté et le bras séculier du ministère de l'Intérieur dont la genèse est bien connue grâce à Jacqueline Bernat de Célis.⁷⁹

« L'incrimination de l'usage a été produite en 1970 par des décideurs qui ont cru de la sorte stabiliser leur pouvoir politique » ... « installés dans les cadres de la loi de 70, créatrice à leur bénéfices d'institutions et de postes rémunérés, les professionnels de la santé et du travail social s'en étaient plus ou moins

⁷⁵ Fabrice Olivet, *La Question métisse, op., cit.* p 192.

⁷⁶ Entretien Mohamed.

⁷⁷ Xavier de Fournoux, *Crack, Boum, Hue*, Lettre du réseau Voltaire, 22 avril 1995

⁷⁸ Fabrice Olivet, « *l'héroïne, le sida, la banlieue, le trois en un des années 80* », *Asud-Journal* n° 32 , pp 33-35.

⁷⁹ Jacqueline Bernat de Célis, *Drogues consommation interdire. La genèse de la loi de 1970 sur le stupéfiants*, Paris, L'Harmattan, 1996, p.240.

accommodés »⁸⁰

La fameuse loi éponyme « relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite de substances vénéneuses » est un savant compromis entre les velléités répressives de l'Etat post-gaulliste et la vulgate psychanalytique des soignants d'alors. En gros, vous accepter l'inscription de la pénalisation de l'usage dans la loi, et en échange vous avez le monopole du traitement des drogués. Des deux côtés, on pense avoir joué gagnant. L'Etat possédait enfin un outil de répression, capable fracasser le sanctuaire de la liberté individuelle tout en s'appuyant sur une caution morale inespérée. Les intervenants en toxicomanie n'avaient cure des incidences sociales de « la drogue », et notamment de la question centrale de la délinquance, finalement jamais prise au sérieux au regard des questions de psychologie individuelle. Du reste, le concordat prévoit une sorte de droit d'asile qui rappelle l'antique coutume cléricale. Les drogués accueillis au sein d'une structure pour une prise en charge thérapeutique ont la possibilité de le faire de façon anonyme, ce qui est un moyen d'échapper temporairement à d'éventuelles poursuites judiciaires. Rétrospectivement, on réalise à quel point les travailleurs sociaux et les psychanalystes de l'ANIT s'intéressaient peu ou pas à « la drogue », à la manière dont on la consomme et finalement au rôle de l'héroïne comprise comme marchandise à haute plus value, et encore moins comme véhicule social qui permet aux passagers de visiter des mondes différents. Ce qui importe, c'est le « pourquoi la drogue ? », pas le « c'est quoi la drogue ? » ni le « la drogue, comment on fait ? ». La grande question, c'est l'origine du mal, la souffrance du toxicomane, la pulsion de mort qui plane religieusement au-dessus de la cure. Finalement, on peut affirmer que l'intervention en toxicomanie se souciait peu de l'histoire sociale de l'héroïne. Or c'est précisément cette histoire que les toxicos de la banlieue vont venir imposer au « secteur spécialisé ».

La génération sacrifiée ?

« On a ouvert une unité d'infectiologie à l'hôpital de Bois-Colombes, et là est arrivée une population... heuu ... des familles entières..., des fratries entières qui étaient séropositives qui nous racontaient comment dans la cité, les seringues étaient placées à tel endroit..., et qui on posé des tas de problèmes à tout le monde...⁸¹ »

L'irruption des toxicos *rebeus*, tous plus ou moins voyous, à l'hôpital Marmottan fait aussi forte impression. Finis les hippies, éventuels casseurs de pharmacie ou trafiquants d'ordonnance, qui transitaient par le centre avant un séjour en Ardèche dans une post-cure d'éleveurs de chèvre. Finis les valeurs partagées de la contre-culture qui permettaient d'en appeler à la fameuse « souffrance du toxicomane ». Le casseur de banlieue prend des drogues, certes, mais il prend aussi de l'argent, toujours dans la poche des autres, et souvent par des moyens violents. Le problème de la drogue devient un problème social. C'est toute la cogestion du concordat qui est mise en péril par cette entrée fracassante des Apaches en héroïnomanie.

⁸⁰ *Ibid*, p. 226.

⁸¹ Alain Morel, directeur général d'Oppelia, *RDR 1ere partie : L'histoire*, Laurent Appel, Philippe Lachambre, Film video 54mn, 2012.

Une entrée remarquée aussi au Trait d'Union, un centre de post cure dirigé par un ancien lieutenant d'Olievenstein, le Dr Francis Curtet, figure montante des années 1980 et prétendant sérieux à la couronne. Comme son nom l'indique, la mission principale du Trait d'union est d'accueillir des toxicomanes incarcérés à leur sortie de prison afin de les accompagner dans leur parcours de réinsertion. À partir de 1980, le centre a vu débarquer les pensionnaires du Bâtiment D2 de Fleury-Mérogis précédemment cités.

« *On ne peut plus parler de la toxicomanie des maghrébins comme d'un phénomène marginal en France*⁸² »

En 1985, Francis Curtet et Sylvie Lepoulichet⁸³, publient un texte dans *Interventions*, la revue de l'ANIT, intitulé « La toxicomanie des maghrébins »⁸⁴. Ils y relatent leur expérience commune au Trait d'Union avec un mélange de mauvaise conscience et de réelle frustration. En effet, « *on ne peut plus ... Quoi ?* » ..., se taire tout simplement. Les auteurs ont bien perçu quelque chose de nouveau, et quelque chose qui visiblement pose « *un problème à tout le monde* ». Le caractère endogène du phénomène ne leur échappe pas puisqu'ils précisent que cette population est de nationalité française, mais avec suffisamment d'éléments déstabilisants pour les attribuer à groupe qui mérite d'être identifié en tant que tel, puis comparé à celui des « Français de souche » - l'expression est alors assez nouvelle. Quels sont donc ces déterminants exogènes ? Il s'agit d'un groupe plus masculin, souvent délinquants avant d'être toxicos, et surtout plus fréquemment incarcérés, bref, plus voyou. Enfin, l'entrée en toxicomanie se ferait plus fréquemment par l'alcool que par le cannabis, ce dernier étant « *tellement intégré dans leur culture ancestrale qu'il ne présente pas le caractère transgressif que lui trouve les français de souche* » (sic). L'article termine sur une remarque caractéristique. « La toxicomanie de Maghrébins » serait lié au rapport fusionnel entretenu avec la mère avant la circoncision, *versus* le rôle surdéterminant du père dans la culture d'origine, un rôle dévalué par les réalités liées à l'immigration. On l'a déjà dit, la psychanalyse règne en maître.

Au-delà d'une véritable méconnaissance anthropologique de la consommation de drogues qui attribue à l'ensemble du Maghreb les habitudes chanvrières des Berbères des montagnes du Rif, ces conclusions font preuve d'un culturalisme outrancier. Mais s'il y a manifestement mauvaise observation du terrain, cet article est le reflet d'un certain courage, celui de rompre avec le silence institutionnel imposé par le crédo républicain. Un sacrilège qui, du reste, est loin de passer inaperçu.

Karim Abboub⁸⁵, « le psychanalyste des cités », s'insurge lui dans le même numéro d'*Intervention* contre la spécificité supposée de cette « deuxième génération ». Défenseur de

⁸² Francis Curtet et Sylvie Lepoulichet, « La toxicomanie des maghrébins », *Interventions* (5), Actes du Congrès de l'ANIT, 1985, p. 16-18.

⁸³ Sylvie Lepoulichet, alors thérapeute au Trait d'Union, est une psychanalyste célèbre appelée à publier de nombreux textes sur « Toxicomanie et psychanalyse » du titre d'un de ses ouvrages paru en 1987.

⁸⁴ Francis Curtet et Sylvie Lepoulichet, *op.cit.* p. 16-18.

⁸⁵ Karim Abboub, est psychologue animateur de 1988 à 2003 du Centre pour la communication et la formation dans l'espace local (CCFEL), une structure de réduction des risques qui intervient dans les cités de Seine-Saint-Denis, notamment à Clichy-sous-Bois.

l'orthodoxie, il craint de manière évidente un effet de stigmatisation et tente de remettre le débat dans les rails classiques de la faillite des institutions – ce qui n'est pas faux. Pour justifier son point de vue, il n'en passe pas moins par le jargon en usage, à savoir la relation fusionnelle à la mère qui serait un classique du profil toxicomane.

Un malaise global, documenté puis analysé par Sandrine Musso qui en tire la conclusion suivante :

« On voit combien le contexte politique global informe la formulation de questions de santé publique, la question d'une sur-représentation éventuelle des toxicomanes "maghrébins" dans les structures d'accueil et de prise en charge de l'usage de drogue... étant rendue imposable du fait de la culturalisation qui sous tend les explications avancées au phénomène.⁸⁶ »

Et elle ajoute :

« Deux positions "idéales-typiques" se sont alors affrontées, ce qui a eu pour conséquence de renforcer l'indiscrétion d'une question tenue pour "dangereuse politiquement"⁸⁷. »

Car en effet, la politique est bien la grande absente de ces considérations qui évacuent le non-dit post colonial qui fait de la police et de la justice les véritables intervenants en toxicomanie de ces années héroïne-sida. Cette incurable cécité est remarquablement illustrée par Robert Berthelier, psychiatre spécialiste de « psycho-pathologies africaines », qui s'inscrit en 1999 dans la polémique ouverte par les articles d'*Interventions* quinze ans plus tôt.

« Le mode de consommation peut apparaître parfois surdéterminé par la culture originelle ou parentale. L'héroïne, chez ses patients, est préférentiellement fumée ou sniffée et, là, la référence aux pratiques dominantes des usagers du kif au Maghreb apparaît de prime abord évidente⁸⁸. »

La référence aux paysans du Rif est décidément prégnante, et l'épidémie de sida, déjà passée aux oubliettes de l'histoire puisque d'après ce spécialiste des addictions les maghrébins sont censés ne pas utiliser de seringues. Quelques lignes plus loin le Dr Berthelier nous livre une explication qui éclaire la persistance de cet aveuglement :

« L'héritage culturel est certes important mais, plutôt que lui, c'est l'histoire singulière du sujet et/ou son roman familial qu'il importe de déchiffrer⁸⁹ »

Toutes ces interprétations très « psy » sont significatives de cette religion du « pourquoi », déconnectée des dynamiques sociales et politiques qui conditionnent fortement les parcours de consommation. La virtuosité d'analyse sur le terrain de la psychologie individuelle ou collective n'a d'égale que la parfaite ignorance et/ou du moins la grande méconnaissance de la richesse culturelle du monde des drogues, de ses codes, de ses rituels, de son anthropologie en somme. Qu'il s'agisse de dénoncer des spécificités ou de les réfuter,

⁸⁶ Sandrine Musso, *Sida et minorités postcoloniales*, op. cit. p.101.

⁸⁷ *Ibid*, p.100.

⁸⁸ Robert Berthelier, *Cultures et toxicomanie*, Courrier des addictions n° 1, mars 1999, p. 79.

⁸⁹ Robert Berthelier, op. cit. p.79.

tous ces auteurs se rejoignent sur un constat : cette deuxième génération pose des « problèmes à tout le monde ». Les intervenants, professionnels de santé et travailleurs sociaux blancs de la classe moyenne n'ont pas été préparés à faire de la politique par la vulgate du miroir brisé. À aucun moment les auteurs n'inversent le stigmat pour expliquer que si les « toxicomanes maghrébins » vont plus souvent en prison, c'est peut être aussi parce qu'ils sont plus souvent arrêtés par la police que leurs homologues « Français de souche ». Un imperium du « pourquoi » qui est relevé par Sandrine Musso.

« Il semble encore une fois que ce soit la question (l'obsession?) de l'"origine" des troubles physiques et psychiques sur laquelle la manière de poser la question achoppe. La pathologie est-elle importée? Relève-t-elle de la "responsabilité" de la société de départ, ou de la société d'accueil? ⁹⁰ »

Ici l'on touche aux limites de l'intérêt porté aux héroïnomanes de la seconde génération de maghrébins. Les questions du secteur spécialisé portent sur les « toxicomanes » bien plus que sur « les maghrébins », et encore moins sur la minorité visible d'origine maghrébine.

De même que l'absence d'intérêt pour le « comment on fait la drogue » fera le lit de l'épidémies de sida en minorant le caractère criminel de l'interdiction des seringues, la focalisation sur le « pourquoi la drogue » empêche de mesurer à quel point cette deuxième génération utilise le produit pour sa fonction sociale et peut être même pour sa fonction paradoxale d'intégration.

Le prix à payer ou « les beaux mecs »

En 1997, Tobie Nathan a ce cri du cœur :

« J'exhorte ... ceux qui détiennent les statistiques à tirer les conséquences du fait qu'une énorme proportion de nos jeunes toxicomanes sont des adolescents migrants de deuxième génération. On peut bien se voiler publiquement la face, faire passer les antillais, les enfants de naturalisés pour des autochtones, ignorer dans les chiffres ceux qui ne sont pas en situation régulière et tout cela afin de faire baisser les proportions. Nous cliniciens sur le terrain, nous connaissons la situation réelle. ».

Que sous-entend ce psychiatre concepteur médiatique de l'ethno psychiatrie ? L'association des termes de « migrants » avec l'expression « deuxième génération » est inhabituelle, elle suggère une pérennité de l'errance des parents jusque chez les enfants, une perspective renforcée par l'assertion que « les Antillais » et « les enfants de naturalisés » devraient être considérés comme non « autochtones ». En fait, ce que réclame Tobie Nathan, ce sont des statistiques ethniques ou plutôt « raciales ». Il est révolté de voir la proportion énorme de jeunes toxico noirs ou arabes être toujours considéré, dix ans après l'article d'*Interventions*, comme un « phénomène marginal ».

Un certain nombre d'auteurs ont donc eu l'intuition d'un « prix à payer » par la « seconde génération ».

⁹⁰ Sandrine Musso, *op.*, cité. p.101.

"Ces jeunes issus de l'immigration, prisonniers, malades du sida, peuvent donc représenter une catégorie de personnes sacrifiées, au sens du bouc émissaire de René Girard, pour rendre possible une évolution positive de leur groupe d'appartenance"⁹¹.

Radhia Moumen-Marcoux est une anthropologue spécialiste des prisons. Dans sa thèse de sociologie elle va plus loin en mettant l'accent sur une dimension sacrificielle de l'usage de la toxicomanie de la seconde génération. Un emprunt inusité au *pharmakon* des psychanalystes en somme. S. Hadjaj écrit par exemple en 1996 :

« Au thème de la sinistrose de l'immigré dans les années 1970, se substitue dans les années 1980 celui de la "toxicomanie" des "deuxièmes générations"⁹² »

Chez ces tenants de l'approche « ethno-psychiatrique », l'intuition d'une démarche générationnelle au bénéfice du groupe est bien là, mais un autre stéréotype vient boucher l'horizon. Leurs constats intuitifs sont significativement toujours ancrés dans une approche forcément victimaire, psychanalysante ici ou relativiste ailleurs, ces analyses de la seconde génération sont toujours effectuées sous l'angle du malheur d'abord parce qu'« *il n'y a pas de drogué heureux* » et ensuite parce que les tenants de la spécificité des usagers maghrébins mettent le curseur l'éternel « spleen » du migrant. Ce parti pris victimaire les pousse à oublier que ces migrants là sont nés à Pont à Mousson ou à Livry-Gargan. Il est vrai que ces travaux portent souvent sur le sida et non sur la question des drogues en elle-même. La superposition automatique héroïne/sida qui s'exonère du biais politique de la prohibition des seringues est un classique de ces années là.

La dimension exogène d'une population identifiée sous l'appellation « toxicomane maghrébin » est utile pour éclairer la perspective historique post coloniale, mais elle peut aussi verser dans l'anachronisme. Il faut garder à l'esprit le caractère nouveau de cette culture urbaine, certes mixte et métissée, qui est l'expression d'une jeunesse occidentale née ou élevée en France qui cherche et trouve ses propres marques. Dans un tel schéma l'usage de psychotropes n'est pas un « symptôme », mais aussi un moyen d'expression dont l'affirmation est justement un acte d'autonomie par rapport à une culture trop sommairement qualifiée d'« ancestrale ». A l'appui de ce raisonnement certaines déclarations livrent une tout autre image de ce groupe des premiers usagers d'héroïne maghrébins, notamment de ceux auxquels on peut attribuer le qualificatif complexe d'« initiateurs »

« Cette came qui est arrivée massivement dans ces quartiers avec toute une génération de bons gars, de grandes personnes qui étaient respectables, qui avaient une hygiène de vie correcte, des gens qui bossaient, des mecs qui étaient encore en train d'étudier, des mecs... enfin tu leur confiais tes clés de maison quoi tellement qu'il y avait une confiance qui régnait... (...) »

Ces plus grands, d'ailleurs, quand ils nous voyaient en bas des halls et qu'on chahutait, ils venaient nous tirer les oreilles en disant : « Allez, fous le camp, dégage ! » C'étaient des personnes, je sais pas... qui accompagnaient la mère de

⁹¹ Sandrine Musso, *ibid.*, p. 102

⁹² *Ibid.*

famille pour aller faire ses courses, ils étaient prêts à porter le sac comme nous, on le faisait quand on était petits parce qu'on voyait des plus grands le faire, on se disait « tiens, s'ils le font, c'est une marque de respect donc il faut le faire quoi ». Donc, c'étaient des personnes assez stables, y compris dans leur vie familiale. C'était une belle année, une belle génération quoi, voilà... malheureusement qui a été gâchée après. »⁹³

On est loin de la souffrance du toxicomane mais bien plutôt du côté des « beaux mecs » un nom générique qui pourrait être celui d'un film de la nouvelle vague. Cette idée simple que les premiers « passeurs de monde » ont été ceux qui étaient les plus affutés, les plus admirés, les leaders, ceux qui regardaient vers Paris et qui allaient s'éclater au *Kiss club*, la boîte de nuit qui acceptait les Arabes. Un morceau authentique de jeunesse française, qui dans ces années là , arrive à l'âge adulte avec ses codes *funky* mâtinés d'arabismes et de voyoucratie.

« La devise, avant, des mecs, c'était : on fait rien en bas de chez nous. Le mec qui voulait voler et ainsi de suite, il montait dans les beaux quartiers de Paris, il revenait, il se faisait des thunes, tu vois, la grande classe, mais il y avait un respect total de la communauté qui vivait là, où on touche à rien, personne, on se respecte les uns les autres quoi. La came, ça a cassé tout ça, les mecs ils allaient carrément voler en bas de chez eux, ils volaient les bijoux de leur mère... »

Une hypothèse de travail voudrait que les plus aguerris pour être des « passeurs de monde » parmi les enfants des cités de ces années-là sont précisément ceux qui ont précocement franchit le cap de l'héroïne. Une forte proportion des « marcheurs » de la « Marche pour l'égalité »⁹⁴ de 1983 ont suivi cet itinéraire. Au grand dam des militants de la génération suivante, celle qui s'est retrouvée en première ligne de la révolte des quartiers en 2005.

« Ce que je veux te dire, c'est que la génération qui était très conscientisée, politisée, qui comprenait les enjeux, qui pour certains avaient commencé à bosser assez facilement, d'autres à étudier, etc., c'est celle-là qui a été touchée de plein fouet, c'est-à-dire que celle-là, quand elle a été touchée par la came, la seule préoccupation pour elle, c'était d'aller chercher de l'argent, cambriolages, vols, ce que tu veux, tu voles ta mère, ton voisin, la case prison, ainsi de suite, donc tout le côté éducation populaire, transmission de ce qu'ils savaient, ainsi de suite, il y a eu une coupure totale. »

Cette coupure a pu même faire naître l'idée un peu « complotiste » que les quartiers auraient subi une infiltration machiavélique des forces de police pour diffuser l'héroïne en ciblant les leaders, ceux qui risquaient de contester l'ordre postcolonial. Cette théorie est une copie conforme de celle défendue par les militants de la *Nation of Islam* à propos de la

⁹³ Mohammed, entretien.

⁹⁴ La marche pour l'égalité et contre le racisme, connue sous le nom de « marche des beurs » fut le premier mouvement collectif de protestation organisé en France par des militants se réclamant explicitement de la minorité visible.

propagation de l'héroïne dans les ghettos noirs des années 1970. Michelle Alexander a déjà fait bon marché de ces affirmations très en vogue sur la toile. Le véritable agent pathogène n'est pas l'héroïne mais la guerre impitoyable qui est livrée contre les habitants du ghetto au nom du combat contre la drogue. Un montage opérationnel dont John Erlichman avoue aujourd'hui cyniquement la paternité.

« On va jusqu'à penser que l'usage de la shooteuse s'est répandu dans les cités de cette manière si heuu... naturelle... parce que c'est une volonté d'intégration, en tous cas c'est une volonté très claire de rupture avec les parents »⁹⁵

Pour tous les héroïnomanes « français de souche » ou « toxicomanes maghrébins », la dope est clairement utilisée comme un élément de rupture avec le monde parental, mais là où la singularité « raciale » s'impose avec force, c'est dans la place occupée par ces références familiales dans la communauté française, définie par une langue, une culture et une couleur de peau. Pour les arabes et les noirs, les codes culturels liés à l'usage des drogues appartiennent bien à l'espace occidental, des codes dont leurs parents sont exclus par définition, mais dont ils revendiquent eux une part légitime.

« C'est qu'il y a eu à l'intérieur du quartier quelques « grands », comme on disait, qui eux fréquentaient un milieu sur Paris et ont commencé, eux, à faire rentrer cette came dans le quartier... il y a des mecs qui fréquentaient le milieu de Paris, et déjà dans Paris il y avait quand même cette histoire de came mais surtout dans les quartiers populaires dans Paris. Et ici, on a vu arriver effectivement cette came par un mec qui était à l'époque assez respecté dans le milieu, qui avait fait rentrer un peu cette histoire...Après, ben, ça se développe... cette came, t'en fais toucher quelques-uns, les copains d'Untel, un soir tu sors, le mec te dit : « Vas-y, prends un sniff », et voilà..., les mecs ils ont plongé carrément dans le shoot.⁹⁶ »

À bien des égards, ce début des années 1980 est marqué par un retrait de la République des couloirs traditionnels de l'assimilation, l'instruction publique, la mixité sociale et le sentiment patriotique. Or peut-être que les plus à même de s'approprier ces trois axes ont eu à gérer le piège de la criminalisation de l'usage conjugué à une catastrophe sanitaire quasi programmée, le tout dans une France postcoloniale qui se détourne des enfants de l'immigration africaine, ces enfant illégitimes conçus après le divorce particulièrement violent de la guerre d'Algérie. Face à cette abandon, la minorité visible va se replier sur des bases qui lui sont propres dans lesquelles, le « business », la solidarité ethnique, et la culture ghettos des africains américains sont des éléments structurants.

« La guerre nous la connaissions bien. Plus qu'une population d'exclus, nous étions des marginaux, délinquants majoritaires dans les maisons d'arrêt, escrocs de tous poils, petits caïds de cité, braqueurs ou casseurs professionnels. L'héroïne exigeait des moyens financiers, de gros moyens. C'est sans doute la vraie

⁹⁵ Fabrice Olivet, *RDR 1ere partie : L'histoire*, Laurent Appel, Philippe Lachambre, Film video 54mn, 2012

⁹⁶ Mohammed, entretien du 11 janvier 2015.

différence avec les « toxicos » d'aujourd'hui. Avant la substitution, un héroïnomanie devaient trouver chaque jour de quoi calmer une bête vorace qui pour les plus gourmands réclamait l'équivalent de 200 ou 300 € quotidiens. Impossible de trouver ça dans la rue ou en tendant la main. La vie d'un tox était donc repoussée hors de la sphère légale ; c'est le but de la guerre à la drogue, une guerre essentiellement destinée à transformer les drogués en terroristes ou en cadavres. En dehors du deal et du vol, tous les moyens étaient bons pour trouver de l'argent, même un travail salarié qui naturellement ne dispensait pas de donner son cul, de s'endetter, d'escroquer sa boîte, de taper sa famille, bref de mener une forme de combat permanent, assez différent du vécu de la clientèle prise en charge par le système de soins aujourd'hui. D'ailleurs, les toxicos ne vieillissaient pas : avant la réduction des risques, le vieux tox est un tox mort »⁹⁷

Si l'on refait un dernier détour par le D2 de Fleury Mérogis, en 1978, je me souviens d'une ambiance très « frères de la Côte.. », « nous étions jeunes et larges d'épaules, bandits joyeux insolents et drôles », chantait Bernard Lavilliers. Oui, il y avait de cela au 7 avenue de Peupliers à Sainte Geneviève des Bois, la naissance d'une culture urbaine qui passe du zonard à la « caillera » en s'imposant sur les marges, les seuls endroits où ils sont autorisés à vaquer sans avoir à produire une pièce d'identité.

Du zonard à la « caillera »

La première fois que j'ai entendu le terme de « Caille », c'était en 1996, de la bouche d'un amateur de rave party, m'expliquant que pendant les « teufs⁹⁸ » des « mecs de cité » venaient vendre des « prods », et même que « c'était pas cool ». Devant mon incompréhension, il a prononcé le mot en entier « caillera... Racaille, quoi ! ». Pour être bien sûr d'avoir compris je lui demandé s'il parlait spécifiquement des noirs et des arabes. « Oui c'est ça », m'a-t-il répondu, « les mecs de cité quoi !! »

Au début étaient les « zonards ». La zone, c'est l'espace inconstructible située entre Paris et les anciennes fortifications élevées par Mr Thiers en 1840. Le zonard est un produit indigène, fils des blousons noirs, petits fils des Apaches, il se colore à la fin des années 1970 d'une mixité raciale, premier balbutiement de cette France métisse pas encore à la mode. Les zonards ce sont par exemple le fils Farah, joué par Michel Creton et ses copains Dromadaire et Abel, les Ferrailleurs⁹⁹, qui découpent de la tôle à Nanterre. Ils ne sont pas encore tous typés mais déjà louches, prêts à tous les trafics.

Les années poudre, les années sida sont aussi les années verlan. Presque simultanément une typologie originale se met en place dans les « téci ». Les « rebeus » et les « renois » qui s'imposent dans ces années 1980, sont appelés à une brillante postérité.

⁹⁷ Fabrice Olivet, *Une histoire de tox*, in *Histoire et principe de la réduction des risques*, AFD/MDM, p.67, juin 2013.

⁹⁸ La teuf, *teufé*, le verlan de fête est le mot pour désigner un événement techno organisé en pleine nature ou dans un squat où se réunissent les amateurs pour danser et prendre des drogues.

⁹⁹ Claude Sautet, *Max et les Ferrailleurs* (1971).

À l'exemple de l'argomuche des Apaches du début du XXe siècle, devenu le parler chic des snobs du boulevard Saint Germain chers à Boris Vian, le verlan est aujourd'hui langue des jeunes et la langue des « bobos ». Or les prémisses de cette culture urbaine sont très fortement marquées par le racialisme. Le « *shake* » à l'américaine, le salut la main sur le cœur à l'arabe, autant de signes de reconnaissance d'une société très marquée par les considérations ethnico-raciales, conçues à l'ombre des tours en béton par les enfants de l'immigration africaine nés dans les 60's et devenus jeunes adultes dans les années 1980.

En 1977, je me souviens très précisément de l'air effaré de mon pote Ali, désappointé par mon verlan approximatif. Moi un « renoi », j'aurais du mieux capter le langage des « rebeus » et des « keublas » qui s'opposait clairement à la fois à celui des « céfrans » mais aussi à celui des « blédards ». « Refré »¹⁰⁰, cousin, « r 'uyas »¹⁰¹... on reste sur le registre du biologique, les liens du sang, une part évidente de la culture de cité. Le lien du sang, c'est aussi le « lien fort » dont parle Michel Kokoreff¹⁰², un lien construit sur une proximité affective mais aussi « raciale » par opposition au « lien faible » de la société policée des « gaulois ». Pour les céfrans, les structures de sociabilité sont délimitées à l'avance par les loisirs et des itinéraires professionnels, syndicaux, matrimoniaux, politiques. Il ne reste plus qu'à suivre les lignes. Dans cette fin des années 1970, les zonards des cités ont du bâtir leur propre sociabilité à partir de rien, tout en voulant se démarquer clairement du statut d'immigré de leurs parents. Naturellement le premier facteur d'identification, c'est le corps semblable, la couleur de la peau, des cheveux, des yeux, avant même des codes culturels d'un pays d'origine pas toujours maîtrisés. Ce sont ces choses que l'on voit, qui, dès l'école, tout petit, servent à inverser le stigmate à rebours de ce qu'en dit la société française.

Contrôle au faciès et répression raciale

Seulement voilà, ces corps visibles sont aussi ceux que la police a appris à reconnaître comme cibles potentielles, justement parce qu'ils sont visibles mais aussi parce qu'ils sont minoritaires, donc susceptibles d'échapper à la règle des plus nombreux. Parmi ces règles, l'interdiction de consommer des substances illicites est une barrière sociale et politique particulièrement attractive pour les enfants de l'immigration car sa transgression est à la fois une expression de convivialité, une source potentielle de revenus et nous l'avons dit une appropriation de codes identitaires propres à la génération des « born in the 60's ».

*« Avec la came, la figure du petit délinquant toxico est née. Dans les années 80, il a fourni 80% des effectifs pénitenciers. En 1985-86-87, des bâtiments comme le D2 ou le D3 à Fleury-Merogis étaient entièrement peuplés de jeunes des cités, accros à l'héroïne et ayant commis de petits délits pour se procurer de l'argent. »*¹⁰³

Nous avons déjà noté la frilosité française à mettre en exergue les problèmes raciaux, une question qui intéresse pourtant la Commission Européenne. Ailleurs en Europe et

¹⁰⁰ Frère en verlan.

¹⁰¹ Rouyas : frère en langue arabe, ce mot de fraternité a donné l'horrible « crouilla », par un effet de transmutation colonialiste voir Fabrice Olivet, La question métisse, Paris, 2011, p.

¹⁰² Michel Kokoreff, *La drogue est-elle un problème ?* Paris, Petite bibliothèque Payot, 2010, p.51.

¹⁰³ Fabrice Olivet, « Le sida, la banlieue, l'héroïne, le 3 en 1 des années 80 », *Asud Journal*, n° 32, p.

particulièrement chez les anglo-saxons ces préventions n'existent pas. Au Royaume Uni, Release, une o.n.g. anti prohibitionniste de renom international s'est emparé précisément du sujet à propos des drogues. Une enquête est menée sur les contrôles policiers, les poursuites judiciaires et les incarcérations qui nous livrent des chiffres éloquentes¹⁰⁴.

«Les personnes noires sont poursuivies 4,5 fois plus que les Blancs pour infraction à la législation sur les stupéfiants, ils sont condamnés 4,5 fois plus et sont sujets à une incarcération immédiate 5 fois plus souvent. »

Tout laisse à penser qu'en France aussi les populations de couleur subissent plus de contrôles policiers, plus de fouilles au corps, plus d'humiliations, plus de coups, plus d'incarcération, le tout, en instrumentalisant l'usage ou la possession de narcotiques comme "filet à papillon inusable". L'enquête déjà mentionnée menée par Fabien Jobard et René Lévy¹⁰⁵, sous l'égide de l'*Open Society Institute*, sur les contrôles au faciès, inexplicablement, n'a pas isolé l'item "drogues" dans les motifs d'interpellation. Sauf à penser que notre police et notre système judiciaire sont nécessairement plus compréhensifs envers les minorités que leurs homologues d'Outre-manche, il est au moins utile de poser le problème spécifique du racisme dans le dialogue répressif que notre société entretient avec la jeunesse au nom de la lutte contre la drogue.

« ... C'est l'expression ordinaire du racisme une fois que tu es en situation de vulnérabilité, arrêté par les forces de police. C'est-à-dire que c'est la conscience du racisme, j'en ai eu conscience étant enfant, dans la cour d'école, et le deuxième item qui vient juste après, c'est les séances de garde à vue et les contrôles de police, voilà... où, là, j'ai entendu des choses que je n'ai jamais entendues ailleurs... On m'a dit des choses (rires) que jamais on ne m'avait dit et notamment à l'occasion des... enfin, c'était des arrestations très souvent liées à la possession de stupéfiants, pas toujours... »¹⁰⁶

J'ai donc personnellement le souvenir de nombreux contrôles policiers où la couleur de ma peau constituait le déclencheur des sarcasmes puis des violences physiques, le tout étant considéré comme le prolongement naturel de mon infraction à la législation sur les stupéfiants. Une imbrication qui frappe le visiteur étranger beaucoup plus que ne peuvent l'être nos concitoyens habitués du non-dit républicain considéré comme une forme de politesse. Johan Hari est un journaliste anglais qui a publié un ouvrage assez complet sur les échecs de la guerre à la drogue dans le monde. Curieusement en France, c'est la question raciale qui lui semble la plus problématique.

« A 16 ans, Fabrice a été arrêté dans la rue par la police, il avait un pochon de shit dans sa chaussure...Il l'ont emmené au poste en se moquant de lui et en l'insultant...S'il avait du haschich, c'est parce qu'il était noir, dans ces conditions il ferait mieux de retourner dans son pays. Puis ils ont sorti un revolver qu'ils ont

¹⁰⁴ Niamh Eastwood, Michael Shinner, Daniel Bear, *The number in black and white ethnics disparities in the policies of prosecution of drug offences in England or Wales*, Release publications 2013. p.13

¹⁰⁵ Fabien Jobard et René Lévy, *op. cit.*

¹⁰⁶ Entretien de Liza Terrazzoni avec Fabrice Olivet, 2013.

*placé sur sa tempe : on va te flinguer mec ! Tu sais qu'on a le pouvoir de te flinguer*¹⁰⁷ »

Puis il conclut

*« La plupart des Français de couleur avec qui j'ai parlé sont d'accords : Blancs et non blancs sont aussi susceptibles de consommer des drogues, mais ces derniers sont bien plus souvent harcelés, épinglés, arrêtés... »*¹⁰⁸

Les années 1980 - qui sont aussi « *nos années héroïne* » - constituent le laboratoire de ce déséquilibre qui fait peser sur les seules banlieues la demande globale de drogues qui émane de l'ensemble de la société. L'héroïne est contemporaine de l'émergence des « scènes ouvertes » à la française, marchés de la drogue à ciel ouvert à dominante ethnique où tout un chacun vient acheter du cannabis, mais aussi de l'héroïne et de la cocaïne. Paris détient dans un premier temps l'exclusivité de ces grandes foires aux stupés. Dans les quartiers populaires déjà sous le coup d'une certaine « gentrification » à la fin des années 1970, des squats géants s'improvisent dans les zones promises à la reconstruction dont les habitants d'origine ont déjà été relogés. Ces opérations de rénovation urbaine sont confiées à des grandes sociétés d'économie mixtes¹⁰⁹ qui ont été au cœur de plusieurs scandales financiers retentissants. Les plus values escomptées sont pharaoniques du fait de l'écart qui existe entre l'habitat originel délabré et les réalisations architecturales conçus par des stars internationales, comme par exemple Ricardo Bofill dans le 14^e arrondissement. Dans un tel contexte, on peut être tenté de penser que le pourrissement général des zones de non-droits a pu être moins toléré sinon encouragé en « haut-lieu » selon la formule consacrée. Plus précisément certains habitants du 14^e arrondissement, réticents à l'idée d'être relogés loin du quartier de leur enfance, font état de pressions musclées, exercées par des nervis au service officieux des sociétés immobilières. Les mêmes sources mentionnent l'explicable aveuglement des autorités à l'égard des dealers d'héroïne installés ostensiblement au coin des rues. Les squats s'organisent sur le mode alternatif et contre culturels dans un premier temps, avant de devenir des spots exclusifs de trafic. Dans le 14^e arrondissement, la rue de l'Ouest est dédiée à la vente de cannabis et le 4-6 rue Raymond Losserand, un bloc de quatre immeubles situé à 50 mètres du commissariat d'arrondissement, à la vente d'héroïne. La particularité de ces « scènes ouvertes », dont le modèle est appelé à essaimer ensuite dans les cités HLM, est la solidarité ethnique qui caractérise le réseau. Pendant les deux décennies 1980 et 1990, des quartiers entiers deviennent en quelques mois des places importantes de vente « à la criée » tenue par des revendeurs africains. Le plus célèbre est l'Ilot Chalons, à côté de la gare de Lyon, précisément décrit par Alexandre Marchant, qui sera encerclé par les CRS en 1984 avant d'être voué à la démolition. Aujourd'hui, l'endroit est occupé par un hôtel cinq étoiles.

L'héroïne a donc servi de produit d'appel pour la mise en place d'un système qui, répétons-le, repose sur l'existence d'une demande large qui pèse sur les zones où vivent les minorités visibles. Ces zones de non droit où le tissu social se détériore ont l'avantage de

¹⁰⁷ Johann Hari, *Chasing the Scream*, Londres 2015, paru en France sous le titre *La brimade des stupés*, Paris, 2016, p.385.

¹⁰⁸ *Ibid*, p.386.

¹⁰⁹ SEMIREP, SEMEA 15, et autres sigles en SEM, voir infra p. 15.

circonscrire le deal à ciel ouvert dans un environnement racialisé tout à fait conforme à modèle décrit Outre-Atlantique par Alexander. À Paris, les squats de dealers africains constituent le modèle fondateur, avec comme éventuel bénéfice secondaire de décourager d'éventuels habitants d'origine populaire tentés de résister à la rénovation, dépendant à moyen terme, les scènes ouvertes étaient nécessairement vouées à être éliminées brutalement au cours d'opérations policières à grand spectacle. Mais dans les zones périphérique urbaines, là où aucune plus value immobilière n'est attendue, le modèle est appelé à se pérenniser et à devenir national.

La structuration des réseaux mafieux

Mon hypothèse est simple : l'implantation de réseau mafieux de vente de drogues à l'échelle du quartier voire de la cité daterait de l'époque de la « *diffusion de l'héroïne dans les zones périphériques urbaines* ». Question subsidiaire : la solidarité communautaire, très présente dans ces quartiers n'a pas su faire face à l'irruption d'une demande d'héroïne croissante venue de la France entière, autrement qu'en participant au trafic dans le meilleur des cas.

C'est une hypothèse à creuser qui part d'un constat : avant 1980, le *bizness* était surtout représenté par un petit deal artisanal de shit, quelquefois même de « kif » marocain, perpétré par des petits trafiquants âgés (40 à 50 ans) nés et ayant grandi au bled. La plupart des « jeunes » nés dans les années 1960 ne sont pas encore acquis à l'idée de dealer encore moins de faire du *bizness* en gros. Les entretiens montrent que l'héroïne, principalement l'héroïne blanche, est acheminée par des « fourmis » et « diffusée » dans les pavillons de la classe moyenne où elle vient répondre à une demande avérée dès la seconde moitié des *seventies*. Il faut attendre la grande vague de consommation qui ravage les cités pour voir les jeunes passer du rôle de consommateurs à celui de dealer et voir ainsi des familles entières saisir l'opportunité de répondre à la demande de la société, même si cela contribue à détruire le tissu communautaire pourtant reconnu par tous comme une valeur positive. On ne peut pas exclure que ce tissu communautaire ait quelque fois été mis au service de la fameuse « diffusion » (la famille « truc » bien connue pour acheter de la rose »). Il nous manque des exemples-type de consommateurs nés en France qui puissent témoigner d'un passage au deal et renseigner notre travail sur les voies d'approvisionnement.

Une seconde hypothèse découle de la première. Ayant fait le constat de son incapacité à juguler le deal d'héro, la communauté a roquer sur une autre substance, le haschisch, solution qui lui permettait de retrouver une certaine pureté morale tout en conservant les bénéfices d'un apport économique conséquent.

Tox et anti tox

Une part de l'identité junkie qui se sépare radicalement de l'univers « hippie » principalement blanc est liée à l'exercice de la violence comme mode de communication intégré aux rapports sociaux. De victime innocente, livrée aux Dupont Lajoie¹¹⁰, l'arabe de banlieue (suivi par les « blacks » une décennie suivante) va se transformer en prédateur, en

¹¹⁰ Dupont Lajoie (1975), le film d'Yves Boisset

Apache menaçant, mixte de réminiscences postcoloniales de l'Arabe au couteau et de fascination pour les caïds des ghettos afro-américains. Mais cette fonction particulière de la violence physique va également être utilisée au service d'une mobilisation communautaire destinée à pallier l'inefficacité de l'Etat face aux ravages exercés par l'héroïne.

« Parce que tu vois les jeunes, ils ont vu leurs grands frères dans l'état où ils étaient et tout, et ben, ça fait peur quoi, ils ont compris qu'il fallait pas toucher à ça. C'est la déchéance hein, tu voyais 5 ou 6 gadjos comme ça, sur le mur en train de piquer du nez. (...) De toute façon, des tox il y en a plus, nous on a fait le ménage quoi, on en avait marre, les mecs ils dealaient, ils sortaient de prison et c'est toujours la même chose tu vois »¹¹¹

À partir de là, le nettoyage des quartiers fut surtout le fait des habitants eux-mêmes, et pas une conséquence du harcèlement policier sur les scènes de deal comme cela a pu être le cas dans le Paris intra-urbain des squats, des zones appelées à être rénovées et revendues avec une forte plus-value. Ce constat semble pouvoir être fait aussi bien à Marseille que dans la Seine-Saint-Denis

« À un moment donné, tous les gamins, tous les mecs de ma génération et d'autres ont eu un ou deux frères morts, on a dit « ça peut plus durer », donc on a dit « on va faire la chasse aux dealers », et on s'est organisé en bandes et partout où il y avait des mecs qui dealaient, on y allait... »

- Aux Bosquets ?

Oui, oui.

- Et à quelle époque ça ?

Plus dans les années 95, entre 90 et 95, un truc comme ça. C'est-à-dire que c'est la génération, moi j'avais 16 ans, donc au moment où les choses se développent, je commence à en avoir 20, 21, 22, 23, t'as la génération qui avait 16 ans, qui commençait à avoir 18, 17, qui a perdu du monde, celle-là aussi elle a dit « y en a marre ». Ben à un moment on s'est organisé, voilà. Partout où y avait des squats... et ça s'est arrêté parce que les mecs...

- Ils étaient dégoûtés.

Ah oui, franchement, dégoûtés, et ceux-là, c'était impossible : pas de chichon, rien du tout. Et ces mecs-là...

- Même pas de chichon ?!

Ah oui, les mecs, là, c'étaient des warriors. La plupart des mecs on jouait au ballon et tout le reste. Mais on a dit : « faut qu'on arrête, qu'est-ce qu'on fait ? » « On en a marre, les camés ils viennent, c'est nos petits frères qui morflent », les mecs ils venaient se shooter devant les gamins devant le bac à sable, on retrouvait des shooteuses partout. On a dit « comment on fait ? », les keufs ils font rien, ils

¹¹¹ Sandrine Musso, *ibid*, p 387

en ont rien à foutre de ce qui est en train de se passer. Ben, on s'est organisé. Et partout où on savait qu'il y avait des squats, on y allait le soir, boum, boum, on mettait carrément le feu, on disait : « Vous revenez, on vous... ».

- Et c'était des gens que vous connaissiez ?

Certains qu'on connaissait nous disaient : « Qu'est-ce tu fais ? » On disait : « Nique ta race, on s'en fout, plus de pitié, t'es en train de vendre la mort, etc. » Et les mecs après les autres, et voilà. À un moment il y a eu une période où c'était pas mal de Zaïrois qui étaient arrivés, qui faisaient aussi des trucs comme ça, ils avaient des squats là, là, là, donc voilà, ç'a été ça. Et sans déconner, on a fait le ménage.¹¹² »

Le phénomène anti-tox serait donc du à une conjonction d'intérêts, ceux du petit dealer de shit, ceux du religieux, voir ceux des travailleurs sociaux. Il devient ainsi un facteur propice à l'installation de scène ouverte de deal de shit en gros et l'héro devenant le symbole de tout ce que l'occident peut receler comme valeurs détestables incarnées dans la figure du « chlague », le junkie, maigre et malade qui rappelle, encore aujourd'hui, le cauchemar des années héroïne. Hypothèse intéressante car elle permettent de souligner l'importance de la demande et la force des dynamiques communautaires dans un système où l'héro passe du statut de miroir aux alouettes de l'intégration à celui d'objet réprouvé qui porte la marque du « Sheitan ».

- « Et ça a marché ?

Ça a marché pendant presque dix, quinze ans. La came a disparu. La came revient maintenant parce que l'héro... comment ça s'appelle... la came, celle que les bourgeois pouvaient s'en procurer, maintenant c'est accessible à tout le monde quoi...

- La coke ?

La coke, voilà. Elle arrive, là, il y a des gamins...¹¹³ »

La dimension religieuse de ce nettoyage des cités par les habitants n'est pas à négliger, surtout au regard de l'histoire ultérieure du monde des banlieues. Cette piste est à explorer dans la mesure où, tous les témoignages l'indiquent, la culture suburbaine inventée par la génération sacrifiée née dans les années 1960 mêle le raï et la fascination pour le funk ou le rap mais pas par la vague de renaissance islamique. Nous sommes à la fin des années 1970, à l'orée des années 1980. L'islamisme politique démarre précisément dans les banlieues à la fin des années 1980, c'est à dire au pic de la consommation d'héroïne et des contaminations VIH, au moment où se mettent en place les premières opérations de nettoyage anti tox. La présence de religieux dans ces manifestations communautaires n'est pas attestée

¹¹² Entretien Mohamed, *op cit.*

¹¹³ *Ibid*

en tant que telle, mais la concomitance des phénomènes ne peut que renforcer notre intérêt pour un tel sujet¹¹⁴.

* *

*

« C'est qui les blancs qui vont en prison ?

*C : Les blancs, cherchons bien ... heu ... Des blancs, j'en ai pas tant que ça ...*¹¹⁵»

C'est dit et bien dit. Carole, psychologue en poste dans une grande maison d'arrêt est nécessairement confrontée à la couleur des détenus, mais elle finit par oublier qu'il peut y avoir des Blancs en prison. Aujourd'hui c'est presque une banalité pour les milieux en contact avec le système judiciaire. La cécité républicaine étant de rigueur, nous n'aurons pas de sitôt notre Michelle Alexander pour venir étayer scientifiquement quelque chose qui relève de l'évidence. *La guerre à la drogue guerre raciale*¹¹⁶ est un slogan qui fait l'objet d'un travail associatif, mis en place par l'Association Française de réduction des risques, aujourd'hui disparue. Mais l'idée fait son chemin et l'argument étant devenu le moteur de l'infléchissement de la politique américaine en matière de drogues on peut espérer qu'il finisse par s'imposer au pays du *colorblindness*.

Il y a une mémoire des années héroïne dans nos cités. Elle est diffuse, obscure, obérée par mille et une distorsions, liée au déni mais aussi à la crainte d'« *accrocher une casserole supplémentaire* » à l'attelage déjà lourd des minorités visibles de ce pays. Les forces de l'ordre qui n'ont justement amené que du désordre au nom de la fameuse « lutte contre la drogue » portent une lourde responsabilité dans les non-dits qui pèsent sur ce secret de famille.

*« On avait une police qui de temps en temps venait faire des flagrants délits, de temps en temps venait un peu plus traumatiser les mères de famille le matin pour faire des perquisitions, elle venait prendre le mec... »*¹¹⁷

C'est le premier enseignement qu'il faut tirer de l'affaire. La guerre contre l'héroïne ne s'est manifestée dans les quartiers que par un harcèlement policier sur fond de profilage ethnique qui a durablement marqué les mentalités des habitants.

Le second concerne le destin tragique de cette deuxième génération qui a du tout inventer, la citoyenneté, l'intégration/assimilation malgré une couleur de peau qui vous désigne comme l'étranger, le tout avec ce tourbillon de l'héroïne, paradoxal à bien des égards. Les filles et les garçons, nés dans les quartiers populaires à l'orée des années 1960, ont

¹¹⁴ Voir aussi de la dimension religieuse dans cet assainissement par la communauté, qui n'est pas évoquée ici mais a joué un rôle ailleurs indéniable (voir première partie, 4.3), complexifiant les rapports entre drogues et communautés.

¹¹⁵ Entretien Carole, Paris, les 5 et 11 décembre 2014.

¹¹⁶ gdgr.fr

¹¹⁷ Mohamed, *Ibid.*

revendiqué crûment un morceau d'espace français qui soit bien à eux, et dans cette histoire l'héroïne a fonctionné comme un véhicule social, utilisé par ces « passeurs de monde » qui croyaient pouvoir toucher les étoiles et qui se sont brûlés les ailes.

Il faudra approfondir ce prolégomène du divorce des cités d'avec la République dont les racines sont si profondément ancrées dans l'héroïne et le sida des années 1980. Si l'on démonte, strate après strate, le mécanisme de cette histoire sociale on y trouve tous les éléments d'une trahison. Un virus mortel qui flambe à cause de la pénurie de seringues organisée. Le silence des autorités sur les ravages de la maladie et les moyens de s'en protéger, malgré une réalité connue depuis 1985. Un abandon progressif des quartiers par la classe moyenne blanche (souvent d'origine portugaise ou espagnole) qui crée les conditions objectives de création de ghettos à dominante ethnique. Puis, comme seule et unique réponse de l'Etat au désarroi des familles, un harcèlement policier accompagnée d'une incarcération de masse des jeunes adultes devenus précisément dans ces années là « des mecs de cités », préfiguration de la « caillera », une figure répulsive indéfendable tout à fait semblable au modèle mis en évidence par Alexander de l'autre côté de l'Atlantique. Le profilage ethnique policier n'est pas une invention des années héroïne, mais il prend la suite des habitudes coloniales, nées pendant le conflit algérien, après la guerre aux terroristes, la guerre aux dealers, deux épouvantails réunis aujourd'hui sous une seule bannière.

Ce profilage policier va cibler toute cette génération. Toxicos ou pas, tous les habitants des cités de banlieue et des quartiers populaires vont être à la merci d'un contrôle policier alcoolisé au petit matin, c'est-à-dire une situation objective de danger de mort lorsque l'on est noir ou arabe. Devenus parents, ils vont se souvenir, et c'est ainsi que se creuse le fameux fossé entre les quartiers et la police. Enfin, Il faut garder en mémoire la colère et la frustration de ces familles qui ont vu les fils et les filles, être réduit à l'état d'épaves, non par la drogue, ennemi sans visage tellement commode, mais par une action politique d'Etat où la lutte contre la toxicomanie est comme le dit si bien Jacqueline Bernat de Célis, un moyen de « stabiliser son pouvoir politique. »

L'héroïne a servi de laboratoire pour des pans entiers de la relation que notre pays entretient avec les drogues illicites. L'héroïne a flambé dans les quartiers pour toutes sortes de raisons, et nous avons vu que les facteurs psychologiques constituaient l'horizon indépassable des acteurs du soin. Mais en évitant soigneusement toute perspective politique on a masqué la raison impérieuse de toute cette histoire : la demande. Une demande venue des tréfonds de la société française et qui s'est abattue sur nos concitoyens d'origine africaine, dressant ainsi pour plusieurs décennies le portrait robot du dealer à peau brune.

Une autre conséquence de ce drame ignoré que fut l'histoire de la came en banlieue est l'actuel statut de l'héroïne chez les minorités visibles. J., vieux routier de la dope et militant d'ASUD, me confiait avoir été humilié par des petits blacks de 15 ans, ses habitués fournisseurs. Un jour sans y penser, il voulu serrer la main de son dealer en partant, lequel l'a sèchement rembarré avec un « nike ta race » bien senti. J. en frémissait encore de rage. Dans la mémoire des cités, l'héroïne est un tabou, un mal absolu dont il a fallu se débarrasser en frappant indistinctement tous ces porteurs de poisse que sont les « chlagues », des balances, des faibles que l'on persécute jusque dans nos prisons lorsqu'ils sont repérés lors d'une

demande de traitement de substitution.

« Minorités visibles », dit-on. Le grand paradoxe réside dans le fait que la première chose que le migrant apprend est de raser les murs et d'être justement le moins visible possible. Cette règle, les parents de la « génération sacrifiée » avaient appris à la respecter, car ils avaient conscience de leur invisibilité paradoxale. Ils se lèvent à l'aurore à l'heure où la plupart des Blancs sont couchés. Ils rentrent tard ou travaillent de nuit. Tôt le matin ou tard le soir, le RER est un morceau d'Afrique d'où toutes traces de blanc a disparu. C'est précisément avec cette invisibilité que les enfants des banlieues ont rompue. Aujourd'hui, au contraire, ils exhibent leur corps comme des preuves de légitimité. Ce retour des sens, cette légitimité du corps trouve aussi un écho en addictologie. Au début des années 1990, à peu près au moment où l'héroïne disparaît des banlieues, la « *brain decade* », la décennie du cerveau a ouvert des perspectives nouvelles aux spécialistes qui étudient les mécanismes de la consommation de substances psychotropes. Des pharmacologues, des neurobiologistes, familiers de la neuradrénaline ou de la recapture de la sérotonine ont réintroduit le corps dans la question des drogues, un corps qui avait été évincé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale au profit de l'esprit.

« Aujourd'hui pour qu'une étude sur les addictions soit prise au sérieux, cela implique forcément un volet génétique ou d'imagerie cérébrale¹¹⁸ », nous dit le Dr Florence Vorspan.

La drogue et la race vont-elles se liguer pour nous offrir ce retour du corps ?

¹¹⁸ Fabrice Olivet, *Le dossier qui « gènes »*, Asud journal n° 52, dec 2012, p 17

7.7 Portrait d'un voyou devenu un « sans-papiers »

Michel KOKOREFF

De par sa trajectoire et l'expérience sociale qui sont les siennes, ses activités et pratiques illicites, ses connaissances et ses connections, celui qui se faisait appeler « *le Tunisien* » et que nous nommerons Rachid, représente la figure classique en anthropologie de l'informateur privilégié au cœur de l'enquête de terrain. Pour éviter toute confusion avec le sens policier du terme en vigueur dans l'univers des voyous et des cités, on parlera d'un « *passer* ». Qu'est-ce qu'un *passer* ? C'est quelqu'un qui fait circuler entre plusieurs mondes, qui met en relation des mondes (ici universitaire et illicite) et des personnes (chercheurs, acteurs, ex-trafiquants, sans-papiers), qui ne pourraient pas se rencontrer sans lui. Lorsqu'il se fait *enquêteur* (ou ethnographe) de son propre milieu, le « *passer* » donne au chercheur la possibilité de rencontrer des personnes, dans des conditions de confiance, qui seraient impossibles sinon.

Les entretiens biographiques réalisés avec Rachid en disent long sur une époque qui va des années 1960 à nos jours, ils permettent de revisiter à travers un point de vue individuel, singulier, atypique, une histoire collective chargée : l'arrivée des immigrés dans les cités, la délinquance juvénile et de son traitement pénal et carcéral, les filières illicites qui se développent et se recomposent dans les années 1980 autour des trafics d'héroïne, de cocaïne et de cannabis, la souffrance des années de détention, les modes d'ajustement et les nœuds de sociabilité qu'elle suscita, l'impossibilité d'effacer le stigmate pénal, et *in fine*, la destruction de toute une génération. Car, quoi qu'il en soit, tous ces voyous de banlieues ont été broyés par une machine implacable jusqu'à nos jours. Sur un plan plus descriptif, on verra comment les ressources qui sont les siennes sont fortement liées à sa capacité à circuler dans des mondes sociaux poreux, entre bars et boîtes, beaux quartiers et cités, famille proche et étendue, ici et là-bas, l'étendue de son territoire et de ses réseaux.

Rencontre

Depuis combien de temps je connais Rachid ? Au début, il y a de cela déjà presque une dizaine d'années, il me faisait « *un peu peur* ». Le peu que j'en connaissais provenait de Akim, notre ami commun, qui m'avait beaucoup appris et aidé lors d'enquêtes antérieures¹ ; cela suffisait à établir beaucoup plus qu'une réputation. Il l'appelait simplement, avec un ton de révérence presque craintive et de respect, « *le vieux* ». Celui-ci l'embarquait dans de « *folles virées* » jusqu'au petit matin dans des bars et boîtes en compagnie de ses « *anciens amis* », et ce plusieurs jours de suite, sans doute en prenant des produits et en buvant beaucoup. Sortir avec ce petit groupe d'anciens voyous valorisait Akim – parce que cela n'a jamais vraiment été son monde, lui qui n'a pas fait que « *flirter* » avec la délinquance, le business, n'a jamais été condamné ni incarcéré, à la différence de ses nouveaux amis. Je me

¹ Voir Michel Kokoreff, *La Force des quartiers*, Paris, Payot, 2003.

souviens de l'avoir entendu parler de ses amis avec une certaine fascination, en instillant un soupçon de mystère, sachant que cela ne manquerait pas de m'intéresser, mais sans rien vouloir me dire de précis sur leurs activités sinon qu'ils étaient « *blindés* » (terme signifiant qu'ils dépensaient beaucoup). C'était un autre monde, protégé, comme il se doit. Malgré tout les attraits de mode de vie festif et décalé, Akim n'en a pas moins conseillé et aidé Rachid à prendre ses distances avec ce petit monde et mode de vie où flamber tient lieu de statut, à l'ouvrir à ces activités politiques nombreuses et variées. C'est ainsi que la connexion s'est faite.

Je connaissais un peu les faits d'arme du « *vieux* », vieil ami de H, patron de bar, qui avait, lorsqu'ils étaient « *jeunes* », des activités illicites comparables. Il avait trempé dans la came. Mais à quel niveau ? Je n'en savais rien. Par ailleurs, la rumeur selon laquelle il était impliqué dans un homicide concernant un fougueux et violent dealer circulait dans le quartier. De fait, il sera mis en examen et détenu en préventive trois mois avant de bénéficier d'un non-lieu. Bref, j'en savais peu mais assez pour savoir que je pourrais en apprendre long avec lui. Mais à l'époque, il n'était pas question de faire un entretien enregistré avec lui et de le pousser à parler de ce qu'il connaissait, bien que nos relations fussent devenues cordiales. Il n'est pas impossible que notre ami commun lui parlait des trucs que l'on faisait ensemble, des avis que j'avais pu lui donner sur telle action ou écho médiatique, de nos relations amicales et durables, ce qui a pu lui inspirer un peu de considération à mon égard, sans que j'en aie eu vraiment confirmation. Bien plus tard, quand j'évoquerai ces premiers contacts, Bachir répondit que c'était normal qu'il apprécie de discuter avec quelqu'un comme moi, ça le changeait des discussions avec des « *illettrés* », qui « *connaissaient rien à rien* ». Pour le dire ainsi, mon capital scolaire et mon statut professionnel renforçaient le « *capital confiance* » apporté par mes relations amicales.

Je revis Rachid à l'anniversaire de H., fêté dans son bar, un samedi soir. C'était en 2010. La moitié des gens qui étaient là, m'avait glissé Akim, étaient d'anciens voyous rangés des affaires et des « *grosses têtes* ». Sachant qu'il connaissait bien ce monde, parallèlement au lancement du groupe de travail qui déboucha sur le premier projet ANR (non retenu), je me souviens l'avoir un peu testé sur le mode : « *Alors, j'aimerais bien discuter avec toi de l'histoire de tout ça* » (je ne crois pas avoir été plus précis, ni avoir parlé de « *me-ca* », ni d'« *héro* », ce que nous ferons par la suite, lui surtout, mais toujours sur le bout des lèvres). Il n'avait exprimé aucune réprobation ni objection. C'est suite au second projet cette fois retenu par l'ANR, en 2012, que le projet de l'embaucher a vu le jour².

Bachir, c'est un physique une énergie. Tout en muscle à 60 balais, à rouler des épaules, à faire le gueulard et partir dans des délires ponctués de rires gras et de quintes de toux. Il fallait être solide pour supporter ce qu'il a supporté sans devenir fou, ni se tuer. Il porte dans son corps ces années d'excès qui lui ont donné une santé fragile, l'amenant plusieurs fois et en diverses circonstances à l'hôpital depuis l'été 2012³. Ce n'est pas

² Sur les conditions d'embauche de nos enquêteurs, voir introduction.

³ Je suis allé le voir à l'hôpital Max Fourestier en juin 2014, à Nanterre, où il est resté une semaine. Je n'ai pas pu passer par ce quartier et cette institution sans penser à l'histoire de ces lieux et à Carmen Bernand, qui avait étudié "la maison de Nanterre". Il y est retourné, suite à des crises d'étouffement

seulement un personnage clé de l'histoire que nous cherchons à raconter, mais un personnage extraordinaire, un acteur, au sens théâtral du terme, un cœur gros comme ça et malin comme pas un. Peut-être d'autant plus, jugera-t-on, qu'on ne peut pas tout dire...

Qu'est-ce qui est dit et tu ? Le contrat passé entre nous l'a toujours stipulé : il y aurait des choses dont il ne parlerait pas ; d'abord, parce qu'elles n'étaient pas connues ; ensuite, pour ma sécurité, il valait mieux ne pas en savoir trop, et pas seulement ne pas connaître les noms (« *les blazes* ») mais des coups, des affaires, des relations. Il y avait aussi des choses qu'il me disait « *off* », et pas à l'enregistreur ; il y avait des choses qu'il me disait pour que je les oublie aussitôt – sachant qu'on m'appelait parfois « *l'ordinateur* » ; mais il y avait aussi des rencontres dans des petits bars qui m'en apprenaient long sur la voyoucratie et ce qu'étaient devenus en vieillissant les voyous des années 1980. Un parfum de secret, de clandestinité ?⁴ Plutôt un réalisme cru dont témoignent les enregistrements.

Les moments passés avec lui, innombrables jusqu'à constituer un « *terrain* », conduisent à évoquer des phases, des moments, des situations, des personnages, « *off the record* », à rendre manifestes des liens, des sociabilités, des modes de fonctionnement personnel, collectif, en réseau, des logiques permettant de comprendre comment fonctionne ce qu'il appelle le « *système* » ou la « *structure* ». Par exemple, toute cette trame relationnelle qui l'inscrit dans un réseau d'« *anciens amis à lui* », selon son expression favorite dite à voix basse, sur le ton de secret, qu'il dit avoir rencontré, pour les principaux, dès sa première incarcération à Fleury en 1971... Dans le quartier, il connaît tout le monde, il m'aide à situer *qui est qui*. Où l'on voit la dimension fondamentale des fratries et familles étendues. « *Untel, c'est le grand frère d'untel, lui, le cousin, elle, la sœur, lui son oncle, etc.* ». « *Dans telle famille, il y a trois frères qui ont été des gros voyous, qui sont morts – paix à leur âme.* » « *Untel a fait ça, il était dans ça.* » Une vraie agence pour l'emploi. Pas de noms, ou des noms non-mémorisables. Au fond, à travers récits et observations, on voit comment l'intrication des réseaux familiaux et des communautés d'appartenance (les effets d'origine, nationale ou régionale, ethnique) et de référence (la cité, les quartiers, la prison) constitue un support fondamental, parce qu'horizontal, pour comprendre la diffusion de l'héroïne et des drogues.

graves, en octobre une semaine. Mais c'est aussi avec et pour son père, 93 ans, vivant à Tunis, qu'il s'est rendu lors de différentes périodes à L'hôpital Dieu. Enfin, il a été une de mes premières visites à Bichat, suite à mon opération, et a attendu en dehors du centre d'animation que je me réveille ! L'hôpital, la maladie, la mort, occupent une place très importante, comme si aux effets d'âge (vieillesse physique et social) s'ajoutaient les effets de styles de vie (excès de boissons et de stupéfiants, cocaïne, incarcérations longues, précarité, stress). Régulièrement il me racontera qu'il est allé à la morgue, à la demande de telle famille, à l'enterrement d'untel...

⁴ Une première expression de cette *mythification* est constituée par les livres à succès des anciens commissaires de police. Une deuxième par les « films habités » d'anciens flics passés au scénario puis derrière la caméra, qui partent d'une collusion d'esprit et de pratiques entre « flics » et « voyous », repris par les séries de Canal. Une troisième peut être trouvée dans le *gangstarap*, c'est-à-dire le « rap folklorisé » à ne pas confondre avec le « rap dur » (Jésu, 2016). Dans la première catégorie, on pense aux livres de Frédéric Ploquin et à ceux de Thierry Colombié. Dans la deuxième, on pense à Olivier Marchal.

Biographie

Né en 1954 à Tunis⁵, issu d'une famille de quatre enfants, dont trois frères comprenant un aîné et une sœur – soit une fratrie restreinte par rapport à bon nombre de familles maghrébines et aussi françaises vivant dans les quartiers populaires à cette époque –, est arrivé en France en 1962. Il vit avec ses parents et frères et sœurs, à Paris dans le IX^e arrondissement, avant de déménager à Gennevilliers, en 1966. À l'école, ses absences deviennent plus nombreuses, sans que ses parents ne s'en rendent compte, sa scolarité devient chaotique à partir de 13-14 ans, et il s'en éloigne à mesure qu'il s'engage dans une carrière déviante. Il passe des petits vols aux cambriolages, puis aux braquages et à divers trafics. Côté drogues, il commence à fumer à 15 ans, à sniffer de la cocaïne à 24, n'a jamais shooté ni pris d'héroïne. Il « *fait la came* », qu'il a revendu par dizaine de kilos de façon active, et notamment de la « *rose* », de 1984 à 1986, avant d'être impliqué dans une affaire portant sur 50 kg de coke et 323 kg de cannabis. Détenu particulièrement surveillé (DPS), à sa sortie en 1996, il se reconverti dans la coke. Après la mort de son frère suite à une overdose, il a juré que plus jamais il ne toucherait à l'héro. Ces délits lui valent plusieurs incarcérations : en 1971, pour vol, à Fleury-Mérogis (condamné un an, il sort au bout de quatre mois), puis à nouveau la même année à Écrouves (quatorze mois), en 1978 pour hold-up (sept ans, libéré en 1983) et en 1986 pour trafic de stupéfiants (quinze ans, il sort en 1996), enfin, en 2003, pour homicide sur un caïd local (relâché après un non-lieu et deux mois et demi de détention).

Aujourd'hui, il est dans une situation de grande vulnérabilité sociale : après dix ans de contrôle judiciaire, il est toujours sous le coup d'une mesure d'expulsion du territoire qui lui a été confirmée en septembre 2015. On pourrait utiliser à son propos la catégorie des « *sans* » : il est sans papier (son titre de séjour est renouvelé tous les trois mois à la préfecture), sans travail, sans revenus, sans logement, sans sécurité sociale, vivant chez ses enfants, entre gendre et petits-enfants, mais aussi à certaines périodes, à droite à gauche.

Nous avons réalisé des dizaines d'heures d'entretien avec lui, sur son parcours, ses activités, ses expériences de l'incarcération, le grand banditisme et la prostitution, différents thèmes (Pigalle, les Zemmour, le « *Milieu* »), sa situation actuelle. Nous avons choisi de retenir trois séquences de son parcours : la première, qui va de ses premiers souvenirs d'adolescent à ses premières incarcérations ; la deuxième, couvrant sa participation active aux trafics de drogues, de l'héro à la coke ; la troisième, abordant sa situation marginalisée actuelle. Chaque séquence sera suivie d'une mise en perspective des éléments qui nous paraissent les plus saillants de ce parcours dans ce qu'il a d'individuel et de collectif. Nous avons choisi de livrer son récit en en retenant les passages essentiels, sans reprendre nos questions, avant d'en dégager quelques-unes des caractéristiques et significations sociales.

⁵ Une des premières choses faites lors des entretiens a été de consigner sur trois « lignes de vie » les dates essentielles de sa biographie, au plan civil (naissance et origine, mariage, fratrie, naissance des enfants, divorce, petits enfants...), judiciaire (condamnations, libérations, expulsions, contrôle judiciaire) et plus personnel (trafics, mort de son frère, petits coups). Ces « lignes de vie » ont servi de repères chronologiques et permis de « recadrer » parfois les récits un peu emmêlés de Rachid.

Première séquence (5 ans-19 ans)

Interrogé sur son parcours, Rachid commence son récit de l'arrivée à Paris et de ses souvenirs d'école dans les années 1960, sans doute parce qu'il était trop petit pour avoir beaucoup de souvenirs de Tunisie quittée à l'âge de 5 ans.

De la rue du Faubourg-Poissonnière à Gennevilliers

« J'ai fait l'école rue Martel. Rue Martel, c'est le IX^e ou le X^e parce que j'habitais rue du Faubourg-Poissonnière, en face de *L'Humanité*, où il y a le Rex, Bonne-Nouvelle. J'habitais là. Quand on est venu en France, mon père était déjà ouvrier et avait un appartement à cet endroit-là. C'était un regroupement familial, ce qui fait qu'on a très vite été scolarisés.

Mon père, c'est lui qui a fait les constructions à Gennevilliers et c'est pour ça qu'on est venus à Gennevilliers. Il travaillait dans le bâtiment. À la base, il travaillait à la Compagnie nationale des chemins de fer tunisiens, quand la France était en Tunisie. On était là, dans le IX^e, et j'étais scolarisé dans le IX^e ou le X^e, rue Martel, une école qu'on appelait à l'époque « école de commerce ». Je travaillais bien à l'école, j'avais des bonnes notes, ça allait. Mais après, quand il fallait passer des diplômes, ne serait-ce que le certificat d'études, je préférais aller faire des bêtises, pas voler ou des machins comme ça, c'était strict à la maison. J'allais à l'école là-bas, après on a déménagé à Gennevilliers.

Quand on y est arrivés, je commençais déjà à fuguer de l'école. On a déménagé, je devais avoir 15 ans. J'étais scolarisé à Gennevilliers, école Anatole France, je travaillais bien mais mes fréquentations m'empêchaient d'aller à l'école. J'ai connu des gens en colonie de vacances à Paris (on partait avec la mairie du X^e), des gens de République, de la Bastille, qui habitaient dans le même secteur que moi puisque j'habitais dans le X^e. Je partais faire des courses pour ma mère aux Halles à l'époque, j'étais un bon petit Titi parisien. Je fréquentais des gens bien à l'école, ceux que j'ai connus en colonie de vacances ; mais il suffisait que quelqu'un dise « *je ne vais pas à l'école* », et je faisais comme lui. On faisait l'école buissonnière, on allait gare de l'Est, gare du Nord, il y avait des autos tamponneuses, je les suivais. Je voulais être un bon petit Français. J'allais par exemple square Motholon où allait Johnny, mais on allait plutôt square Sébastopol. Quand on fuguait, on allait là. Comme j'habitais à côté de l'école, je n'allais pas à la cantine, je mangeais à la maison, ce qui fait que ma mère ne s'en rendait pas compte. Ma mère, elle travaillait à la maison.

Quitter l'école

On a déménagé à Gennevilliers. Ce qui m'a fait quitter l'école, c'est que vu que tous mes copains étaient à Paris, je fuguais pour aller à Paris et passer mes journées avec mes potes. Mais je travaillais toujours bien à l'école. Je ne me laissais pas aller, j'arrivais à suivre par rapport aux gens qui étaient à l'école et qui travaillaient bien. J'arrivais à suivre sans faire mes devoirs et ceci et cela. J'étais bien à l'école, j'avais envie d'y aller, je fuguais pour aller

voir mes potes parisiens mais je ne faisais pas encore de grosses bêtises. J'avais l'impression d'être un plouc quand je suis arrivé à Gennevilliers, la ségrégation déjà... Mon père a travaillé dedans, c'est pour ça qu'il a été prioritaire pour avoir ce genre d'appartement. On avait un super appartement, immense. Tous mes potes de Gennevilliers étaient dans des bidonvilles et moi, j'avais l'impression d'être un petit-bourgeois du quartier.

Ce qui a totalement bouleversé mon truc à l'école, je travaillais bien et j'avais des bonnes notes à la fin de l'année, mais un jour on m'a dit : « *à partir de l'année prochaine, tu vas au collège* ». Ça m'a fait super plaisir, mes parents étaient super contents mais au début de l'année, au pied du mur, je me suis rendu compte que c'était un truc pour le boulot : on m'a amené dans un collège d'enseignement technique et on m'a expliqué qu'il y avait un peu d'études mais que c'était surtout pour apprendre un boulot. J'allais devenir fraiseur, tourneur, soudeur et je me suis dit « *mais attends, tous mes potes sont restés à l'école, ceux qui travaillaient moins bien que moi sont restés là-bas, pourquoi on m'a mis là ?* » J'avais un pote super intelligent et qui était déjà CGTiste, il avait le même âge que moi mais sûrement que sa famille était syndicaliste. Il avait un langage... c'était un Français, il disait : « *tu vas remplacer ton père* ». C'était un gamin mais ce qu'il m'a dit m'a frappé et je le répétais tout le temps. C'était ma fierté de dire, « *je ne vais plus à l'école parce que je vais remplacer mon père* ». À Chandon, j'y ai été mais au bout de trois mois, on m'a viré. Il faut ramener des enveloppes timbrées que le proviseur envoie aux parents au cas où. Moi, il les a toutes envoyées au premier trimestre. Je me suis barré de l'école... (...)

Je ne sais pas, je devais avoir 14 ans. Je commençais à tirer des petites taffes de cigarettes, et je suis retourné à Paris tout en fréquentant un ou deux mecs d'Asnières-Gennevilliers. Et là, je te dis franchement, j'ai commis mon premier cambriolage à Paris, au Monoprix de Strasbourg-Saint-Denis. J'y suis entré de nuit avec deux personnes de mon âge. Et vu que je n'ai pas eu peur, j'ai recommencé. J'ai commencé à fuguer, mon père me faisait une peur, laisse tomber, grave. J'avais... la seule et unique personne dont j'avais peur, c'était mon père. (...) Le frigidaire était plein, mon père ne travaillait que pour ça et je le respectais vachement. Et sa hantise était que quelqu'un devienne voyou dans sa famille. Il voulait qu'on fasse tous du sport, on faisait tous du sport... Quand il s'est aperçu de mes conneries (il interceptait les lettres d'absence du collègue et rentrait à déjeuner avant de repartir sans aller à l'école), c'est là qu'il a commencé à m'attacher. Il m'attachait avec des chaises, des cadenas, il partait au boulot, j'étais attaché à la maison. Et je ne te dis pas comment il faisait quand il me tapait ou quand il venait me chercher. C'est plus tard que je me suis rendu compte que si une assistante sociale avait été au courant, mon père aurait été incarcéré. La façon dont il me tapait, ce n'était pas possible. (...) Oui, je suis le troisième. Et c'est parti crescendo. Je suis venu à Gennevilliers et les conneries ont commencé.

Première incarcération

Première incarcération juin 1971, pour vol. Aucune aide des parents, interdiction à qui que ce soit de la famille de m'écrire ou de m'envoyer un mandat, décrété par mon père, le mec strict. (...) Ma sœur travaillait dans un laboratoire qui fait les médicaments. Dans une clinique à Chandon, à Asnières, où habite ma fille. Ma sœur travaillait là, mon frère travaillait bien à l'école, et le plus grand est parti en Arabie Saoudite. (...) Donc j'étais le parasite. Ça

gênait la famille, je commençais à me sauver loin, quand je fuguais, je partais à Vénissieux, Lyon, pour voler..., toujours avec quelqu'un. Je partais, on volait une DS 21, une ID, et on partait voler. On était tout le temps spécialisés dans quelque chose, par exemple, je faisais des appartements avec pied de biche ou briquet. À un moment, on s'est spécialisés ici, à Carbone-Lorraine, par un pote qui travaillait à l'usine, on s'est fabriqué des petits pieds de biche, un tournevis comme ça, une pince petite comme ça, et on s'est spécialisés dans les flippers. On ouvrait la porte, on refermait, si on voyait un fil de fer, on le coupait avec la pince et on se faisait la caisse, avant que ça soit cadenassé. On faisait les salles de jeu, les flippers dans les bars. On jouait à deux et on mettait la caisse dans un sac. J'ai fait les flippers, les appartements, les bureaux, je volais dans les caisses à la fermeture des marchés, je volais en deux minutes tout ce qu'ils se faisaient dans la matinée... (...)

C'était entre 14 et 18 ans (1968 et 1972) en gros. Je volais. J'ai commencé à apprendre à boire, on buvait de la Kronenbourg, et j'ai commencé à sortir, à vouloir m'habiller... Je connaissais les deux Weston de Paris comme ma poche, boulevard Courcelles et sur les Champs, c'était les seuls qu'il y avait. J'allais au Toppeurs, au Kiss Club, au Kilt Club à Stalingrad. Mais le Kiss Club, je le connaissais avant tout le monde parce que j'habitais à côté, je suis du X^e. J'étais petit mais à l'époque pour 2,50 francs, on pouvait y aller le lundi, il y avait les coiffeuses, tout ça. Mais à 16 ans, je pouvais déjà aller en boîte. (...) Le lundi, comme les coiffeuses ne travaillaient pas, elles allaient en boîte le lundi après-midi parce que les boîtes étaient ouvertes le lundi après-midi. On allait en boîte pour draguer les petites coiffeuses, enfin... les petites beurettes surtout ! Après, ont commencé à venir les mecs de Nanterre, Gennevilliers, Colombe, de l'Essonne... Ils venaient tous dans cette boîte à Paris, c'était une boîte pour banlieusards. James Brown, Otis Redding, Diana Ross... on n'entendait que ça dans cette boîte, c'était le kif. Il passait de la soul, du rythm'n'blues, de la funk...

Quand je suis arrivé en prison... à la fenêtre, tous les matins, les détenus surveillaient les arrivants pour voir qui arrivait ou qui n'arrivait pas de chez eux. Mes premiers paquets de Gauloises tombés par la fenêtre, j'étais un vrai roi. Quand tu arrives, tu passes ta nuit à pleurer comme un minot. Mais quand tu sors en promenade, tu deviens un bonhomme parce que tu retrouves tous tes copains, les paquets de Gauloises tombent... t'es content, on te demande de venir à tel étage... et en fin de compte, mes quatre mois de prison, je ne les ai pas vus. Au lieu de souffrir le martyr, je ne me suis pas rendu compte, parce que j'ai retrouvé des copains, de Nanterre, Gennevilliers... Comme j'étais un voleur, il fallait que je fasse le dur et je me suis senti comme tout le monde parce qu'on était tous habillés pareil : costume gris et Pataugas. Tous les prisonniers étaient habillés comme ça jusqu'en 1981. Tout était fabriqué en prison, à Nîmes et à Clairvaux. Et je me suis dit « *putain, ça y est, j'en suis devenu un* ». C'est passé très vite jusqu'à ce qu'on me dise « *libérable en provisoire* ». Mais mon père, parce qu'il aimait ses enfants, qu'il adorait ses gosses et que son parasite lui a fait honte, il a fini par me prendre un avocat et par se laisser aller au bout de deux mois. Il a dû se dire « *ça y est, il a compris* », alors que j'avais déjà mes cigarettes et qu'il pensait que je crevais la dalle. Au bout de deux mois, il a décidé de me prendre un avocat.

Fleury-Mérogis, une prison pour les Arabes de banlieue ?

À l'époque, c'était..., j'y étais à l'époque où il y avait même encore des gardiens qui habitaient dans la prison, ils habitaient au D5 parce que le D5 n'était pas encore occupé. C'était tous les jours la baston, ça s'engueulait à la fenêtre mais le rendez-vous, c'était le lendemain matin, dès que ça descendait en promenade, ça se battait à tout-va. C'était que des gamins ; les vieux, des grands voyous, restaient entre eux. On ne savait même pas ce que c'était qu'un voyou. Il y avait Pascal Guerini, mais on ne s'imaginait même pas qui étaient ces gens-là. On jouait au foot. Moi, je me battais mais grave. C'est comme ça que j'ai commencé à me faire un petit nom, j'étais un sauvage, il fallait, si je pouvais me battre avec quelqu'un qui faisait deux mètres, c'était pour que ça se sache dehors... Il fallait toujours se battre caché, pour ne pas être puni, il fallait aller sous un préau. Mais moi, toutes mes bagarres, je les faisais en plein milieu pour que tout le monde voie que j'étais courageux. Il suffisait que je me batte avec un mec qui faisait la porte et j'étais déjà heureux. Je faisais ce que personne n'aurait fait, et c'était mon pied de me la faire avec lui.

La prison avant, il y avait pas mal de Français, dans les années 1960-1970. Mais quand même déjà, à cette époque-là, il y avait un surplus d'Arabes parce que les banlieusards ont commencé... Vu qu'ils ont fait Fleury-Mérogis, pour commencer, tous les banlieusards, on était là, en fin de compte. Les Français allaient à Fresnes, La Santé. Et toute la racaille, ils nous mettaient à Fleury. Ils avaient décidé, de toute façon, je l'ai remarqué, ils avaient décidé de mettre toute la banlieue à Fleury, Fleury a été faite pour la banlieue. Je te le dis sincèrement, Fleury a été faite pour ça. Donc, je n'ai pas eu de chance parce que Fleury, tu vois les murs qui entourent Fleury, quand tu vois Fleury d'en haut, eh ben tout ça, c'est des ateliers. Mais attention, quand je te parle d'ateliers, c'est plutôt des usines. Alors les Français, les Portugais, les Européens, tous, ils allaient... parce que tous ceux qui sont en prison, c'est pas le riche mais le pauvre, alors ils allaient travailler. Tu les voyais, les enculés, putain... Aujourd'hui, je vois l'Apartheid de l'Afrique du Sud, comment ils étaient les Noirs... Tous habillés en bleu, et ils se levaient comme ça, ils sortaient en rang. « *Avancez* », paf, ils avançaient, tous en bleu et ils allaient tous à l'atelier. Les enculés. Ils étaient payés au lance-pierres et ils travaillaient comme des enculés, ils prenaient les pochettes et mettaient les quatre stylos ou les six stylos, ils faisaient des trucs pour les avions, ils faisaient des machins.

Mais ce qu'il faut bien comprendre que Fleury est une prison qui avait été construite pour les Arabes de banlieue. Je m'en suis rendu compte petit à petit. Ils nous ont fait croire que cette prison était faite, il ne faut pas oublier que c'est la plus grande prison d'Europe... et vu que je commençais à connaître la prison, plus tard, j'ai réfléchi à ce problème et je me suis rendu compte qu'on a fait croire que cette prison avait été construite pour retirer les prisons qui étaient en ville, comme La Santé, etc. On pensait à ça depuis le début des années 1970 et aujourd'hui, ils ont tout fait pour retirer ces prisons, même le Plan 13 000, mais elles existent toujours ces prisons. Je me suis rendu compte que putain, et ça a même été confirmé par eux après, que cette prison avait été faite pour les banlieusards. C'est comme aujourd'hui avec les gamins. Quand je suis tombé la dernière fois, je me suis rendu compte que les mecs en prison pensent qu'ils sont dans leur quartier en bas. Parce qu'à Nanterre, sa mère s'il en a une, ou sa femme, elle vient en bus ou pied, il n'a pas quitté le quartier.

Pour les infos, dans les années 1970-80, on éteignait le matin, on remettait les infos à midi, on remettait la radio qui était emmurée, à 23 heures, extinction des feux même si tu étais en train d'écrire, tu voyais que tu n'étais pas un humain. On se serait crus à Auschwitz, on était des merdes humaines. Après, on prenait des boîtes de thon, on mettait un peu d'huile pour faire des bougies et dès qu'on entendait revenir, on soufflait. Même ça, ils nous le retiraient, on était des chiens, il faut dire ce qui est. Et c'est pour ça que les mecs, c'était des sauvages. On était des prisonniers, il n'y avait aucune solidarité, toute la nuit, toute la journée, toute la soirée, c'était des insultes entre détenus. Et c'est là que tu vois... je me suis aussi rendu compte qu'à Fresnes ou à La Santé, Tunisiens, Marocains et Algériens, ils ne les mettaient pas ensemble mais ils passaient toute la nuit et toute la journée à s'insulter. Ils ont réussi en prison à faire se haïr ou se détester des mecs qui étaient semblables.

Sortie de prison

Le jour où je suis sorti de prison, j'ai été faire un cambriolage. Pour te dire que la prison en fin de compte, elle est mal faite, elle n'est pas faite pour faire peur aux gens, elle est faite pour les structurer, pour être encore bien mûrs dans la délinquance. Je suis rentré en prison, à partir du moment où on m'a mis en prison alors que j'étais récupérable, j'ai fait toutes les connaissances. Je vois encore aujourd'hui ceux avec qui j'ai été en prison quand j'avais 17 ans. Je connais tous ces gens. Mon incarcération de quatre mois, tu veux que je te dise franchement ? Jamais ils n'auraient dû me mettre en prison en vérité. À mon âge, jamais de la vie. Tous les mecs que je connais sont du même avis : ils ont fait de moi un délinquant le jour où on m'a incarcéré. (...)

L'affaire ? J'ai dû rentrer dans une usine de nuit en cachette, un truc comme ça. Mais j'étais mineur et on m'a mis dans une prison où on était je ne sais pas combien quand on sortait en promenade, on était tous habillés pareil, tous rasés... On était habillés avec un truc en laine genre coton, tous en gris...

Je sors de prison quatre mois après, en provisoire. Nanterre n'existait pas encore, le tribunal était un pavillon. Et quand je sors de prison, il fallait que je fasse voir que j'étais devenu courageux, un vrai dur, il fallait que je fasse du vent, j'étais plein de tchatche. J'ai commencé à voler pour m'habiller classe, pour le paraître. Je mettais des Church, des Diplomates, des Richelieu, que des chaussures à lacets, à boucle... Mon père prenait mes Weston en me disant « *comment tu as acheté ça ?* », je lui disais que je les avais achetées aux Puces (à l'époque, c'était 3 500 balles) en lui faisant croire que c'était des fausses. Alors il me jetait mon costume en alpaga et mes chaussures dans le vide-ordures. Je me suis démerdé un 6,35, je voulais être un dur, j'étais rentré dans la merde, je savais que c'était un aller sans retour. Pour te dire, deuxième incarcération, j'avais quoi, 18 ans, 18 ans et demi, quand on m'a mis en centrale. Je t'ai dit que je m'étais retrouvé à Écrouves ? Je viens de me rappeler que j'avais été à Écrouves, ma mémoire revient. C'est en Meurthe-et-Moselle, où ils mettaient que les banlieusards, pour nous retirer de nos familles, qu'on n'ait plus de parloirs, qu'on devienne accessibles pour eux, qu'on puisse nous tenir par les couilles. Eux, ils pensaient « *Français* » dans la tête, c'est leur tort. Les militaires, la police, la justice, quand ils pensaient à nous, les nouveaux délinquants immigrés, ils n'ont pas essayé de trouver quelqu'un qui pensait autrement que « *délinquant français* ». Ils se sont mis à penser familles

françaises de Gennevilliers qui a quelqu'un d'incarcéré. Ils savaient que s'ils amenaient Gérard en Meurthe-et-Moselle, on le coupait de la famille qui n'avait pas les moyens de prendre le train. Il restait tout seul, était obligé de manger la bouffe de la prison... Ils n'arrivaient pas à penser que l'immigré, l'Arabe, sa mère ne lâchera pas et qu'elle fera tout pour prendre sa fille ou son fils et les amener en train ou en voiture jusqu'à là-bas. Je dirais même que l'Arabe en prison était mieux que le bon petit Français à qui appartenait la prison. C'est pour ça que je comprends Zemmour quand il dit « *faites passer un hélicoptère au dessus d'une prison, et vous verrez, il y a un blond aux yeux bleus entouré de 200 Noirs et Arabes* ». C'est la stricte vérité et c'est pour ça que je ne lui donne pas tort. Parce qu'il se base sur des vérités pour que personne ne le contredise, il ne dit que des vérités mais des vérités qu'il tourne en enclades. (...)

La belle vie d'un voleur professionnel

Donc je suis sorti fin 1972, un truc comme ça. Et après, c'est une période où j'ai tout déchiré. Je suis devenu un bon pro, un professionnel du vol mais un vrai pro. Quand je dis un professionnel du vol, j'allais voler en même temps que toi tu allais au travail. J'allais voler en fonction des horaires d'école des enfants, à quelle heure ils rentraient à l'école et j'arrêtais de voler quand ils sortaient de l'école. Je vais voler quand l'appartement est vide, quand les gens bossent et toujours en fonction que la femme reste à la maison, qu'elle amène les enfants à l'école et va les chercher, je vais goûter comme eux, à la même heure que les gens vont manger à midi, et je reprenais à voler jusqu'à 16h00.

J'habitais à l'hôtel à Paris, on habitait tous à l'hôtel, 10 rue des Petites-Écuries, parce que j'habitais l'hôtel là, le bar qui appartenait à la même personne que je fréquentais et que tous les voleurs fréquentaient. Le soir, le receleur venait pour acheter tout ce qu'on volait. C'était bien structuré, j'étais devenu un voleur professionnel. J'avais des horaires, par exemple le 15 août, il fallait absolument que je sois à Paris pour voler parce que le 15 août, les appartements étaient vides, Paris était vide, il ne fallait pas se faire remarquer. Donc j'habitais à l'hôtel, tous les soirs, on allait en boîte de nuit parce qu'on était des bons voleurs, on fumait du shit, tous les bons voleurs en avaient dans les mains pour qu'ils soient bien chauds. On connaissait les endroits où il y avait le meilleur shit de Paris, rue du Sénégal.

Ah Belleville ! Belleville, c'est ma ville. La rue Ramponneau, c'est la première barrette. C'était mon quartier, je dormais chez mes amis, la plus grande famille de voyous, ils étaient dix enfants, il y en a deux qui sont morts du sida, un par mort violente, une sœur morte par accident (le meilleur ami de leur grand frère lui a tiré dessus et l'a tuée par accident). Avec Amar, on allait taper les appartements ensemble. Donc on se levait, on prenait notre café, on allait tous chez le même coiffeur, tous les voleurs de toutes les banlieues de Paris, rue Notre-Dame-de-Lorette, tu le trouves dans les livres de voyous. Quand tu rentrais chez ce coiffeur, ça faisait ça, t'as vu la fumée des joints ? Ben, c'était son séchoir, il nous cramait tous les cheveux, sur la tête de ma mère. Tu me fais penser à ma jeunesse, c'est marrant, mais tout ça, j'y ai pensé après plus tard en me disant « *mais vous êtes des truffes* ».

Tous les jours comme à l'usine. Et le week-end, on s'arrêtait parce que les gens étaient chez eux. On travaillait à l'usine, tu comprends ce que je veux dire. L'été arrivait, il nous

fallait de l'oseille pour partir en vacances et il fallait que quand on arrivait sur la Côte d'Azur parce qu'on allait tous sur la Côte d'Azur, pas en Vendée aux Sables-d'Olonne, il fallait, il y avait une compétition, c'était les Jeux olympiques quand on partait en vacances. Ceux qui revenaient de vacances avec de l'argent, c'était les plus malins. Il fallait trouver une technique, ma vie c'était ça.

Comme un roi, j'étais tout le temps bronzé, je connaissais les endroits super classe. On était une fine équipe qui n'allait pas où les autres allaient. Quand les autres faisaient encore des boums..., avec leurs bouteilles de Coca. Ils ne bougent pas du quartier parce qu'ils croient qu'il faut un passeport pour dépasser le pont de Clichy. Mais non, sors connard !

On a voulu être proxénètes alors qu'on cambriolait. Je suis sorti avec un tapin, c'est elle qui payait mon loyer. Tu te rappelles ? Je suis sorti avec une femme, elle est morte, paix à son âme. Elle a tapiné pendant que j'étais en prison pour que j'aie plus d'argent, elle a même fait le début des Eros Centers en Allemagne, elle a tapiné à Stuttgart, avenue Foch, elle est super connue, et elle est de Barbès. C'est pour ça que je connais pas mal de gens du milieu de Barbès, j'y avais plein de potes à l'époque. Elle est tombée avec moi d'ailleurs, je vivais avec elle mais j'étais un voleur. Les tapins kiffaient les voleurs parce qu'ils n'avaient pas la même mentalité que les julots. C'est pour ça que toutes ces gonzesses commençaient à sortir avec des Beurs parce qu'elles disaient que les seuls à avoir des couilles étaient les *rebeus*. Parce qu'on allait au charbon. N'oublie pas qu'on a commencé à voler au pied de biche et qu'on a fini avec un calibre dans les mains. On a tous fini par faire des braquos, c'était l'échelon au-dessus. Il y a des mecs qui sont restés dans le cambriolage par réflexion : *« j'ai autant de couilles que lui mais je fais ça pour ne pas me retrouver dix années en prison »*.

J'habitais le Marais. Beau quartier, Le Marais ! Quartier en plus de voyous. Au-dessous de moi, il y avait un café où il y avait le plus de gangsters juifs et en face, c'était chez X, qui s'est fait fumer d'ailleurs, c'était le numéro un chez les receleurs en France. Tu vois déjà le quartier où j'habitais, laisse tomber. J'allais en boîte pas loin, à côté du métro Saint-Paul, au Griff'in, je faisais toutes les boîtes. Après, j'ai fréquenté le milieu des Africains, je suis sorti avec une super gonzesse, une bombe atomique, Chantal, qui michetonnait les maires de Dakar, etc. Quand ils venaient à Paris, elle allait avec eux faire des courses, c'étaient des vieillards, ils l'habillaient en même temps qu'ils s'habillaient, elle leur prenait de l'argent quand ils partaient... Elle était vestiaire, gérante d'un vestiaire, c'est elle qui payait le patron de la boîte de nuit pour être vestiaire... il y avait le fils de Mitterrand, Jean-Christophe, qui s'occupait des affaires africaines, j'allais là-dedans, au Copa Cabana, j'arrivais toujours à m'incruster...

C'est venu machinalement, on l'a décidé comme ça tout seuls entre nous parce que j'ai toujours volé avec les mêmes personnes. On a vu des potes à nous qui dépensaient plus d'argent que nous en boîte et on s'est dit *« qu'est-ce qu'il se passe ? »* Je suis parti au charbon vu que je connaissais tout le temps du monde, j'ai acheté des calibres et on s'est mis à taper. Vu qu'on était bling-bling, on a commencé à taper des bijouteries parce qu'on s'est dit qu'on pourrait en donner à notre famille, on ne savait pas que c'était le truc le plus dangereux. Mais c'était le paraître, il fallait aller en boîte de nuit... On volait pour flamber, pour la reconnaissance. Et après, j'ai trouvé la solution, on a commencé à taper les postes. Les postes,

c'était une tartine beurrée. Quand on rentrait dans les postes, laisse tomber, c'était devenu un kiff pour nous.

Quand on a commencé à taper des postes, comme on était des novices, on prenait l'argent et on se barrait. Après on s'est dit qu'on était bêtes et l'autre sautait le comptoir et prenait le coffre aussi. On a commencé à taper les coffres et à faire les philatélistes parce qu'on avait rencontré deux Français baba cool. Ils ont commencé à nous donner des tuyaux, des magasins de philatélistes en nous disant les classeurs qu'il fallait prendre. On prenait les pièces et les timbres mais on leur ramenait les classeurs qu'ils nous demandaient. Après, ils nous ont dit « *puisque vous tapez des postes, ramenez-nous les timbres qu'il y a dans les postes* ». On a commencé à voler les timbres. Ils ont dit : « il y a une équipe, c'est la même qui tape et qui prend les timbres dans les postes ». On avait à qui vendre les timbres, on a commencé à voler des timbres. Dès qu'on trouvait le demandeur, on ramenait. L'offre et la demande, quoi.

Il fallait que je fasse voir que j'avais énormément d'argent, c'était le seul moyen de monter dans la hiérarchie de la voyoucratie. Celui qui ramenait le plus d'argent était celui qui avait le plus de couilles pour en avoir. On se rendait compte que pour avoir de l'argent, il fallait prendre beaucoup plus de risques. Plus on en avait, plus on prenait de risques. À l'époque, les délateurs, c'était très rare. C'est pour ça qu'aujourd'hui il y en a plein puisqu'il n'y a plus aucun risque. C'est devenu toléré, normal, un indicateur se balade et à la rigueur, on lui serre même la main à cet enculé. On s'est remis là-dedans comme en 1914-18, ça ne nous a rien fait. On n'a pas eu peur et vu que c'était très facile et que les gens avaient peur dès qu'ils voyaient un canon, on s'est perfectionnés. Le Français savait les dégâts d'un fusil, donc il fallait toujours qu'il y ait un fusil. On réfléchissait « *Français, la chasse, il sait ce que ça fait* ». Et toujours on se disait : « *le Français, quand il voit un fusil, il voit le petit là et le gros là* », des trucs comme ça. On se prenait pour des sociologues, psychologues, psychiatres, on analysait et on était experts en tout.

La vie en centrale

Jusqu'à ce que je tombe pour braquo et là, toutes mes connaissances ont changé. En 1978, oui, je suis tombé pour braquo et laisse tomber ! On m'a reproché 22 Postes, mais je ne suis passé que pour une seule, j'ai eu des non-lieux partout. Parce que c'était la même méthode, habillés de la même façon. À un moment, on allait tous braquer avec des Pierre Cardin vernies mais tu sais, les souples. On les achetait à la Nouvelle Vague, place Clichy, à côté du Wepler. On avait tous des vernies noires et on s'est fait repérer. Même la police voulait savoir, comme il y avait plein de braqueurs de banlieue, il fallait savoir s'ils étaient avec des revolvers. Ceux qui travaillaient à La Poste devaient donner l'argent, il ne fallait pas qu'ils prennent des risques mais qu'ils observent si c'était un pistolet ou un revolver, comment ils étaient habillés...

Nous, on avait des Sten, une mitraillette, il fallait qu'on fasse voir qu'on était durs. Donc je suis passé pour une seule, et j'ai pris sept ans. Et là, j'ai fait toutes mes connaissances internationales, de France et de Navarre. Toutes mes connaissances dans le top 10. C'est là où j'ai connu des gens de partout. Déjà, la centrale la plus dangereuse, j'y ai été, c'est là où il y

avait « *le Belge* », le standing. De toute façon, quand tu commences à faire de la façon dont je faisais moi, même les gens voulaient te connaître parce que ça commençait à être du solide. Ils disaient « *c'est du beau crâne, une belle équipe* », les gens nous connaissaient, ils savaient qu'on allait en boîte. On était calibrés, on achetait notre voiture en fonction des coups à faire. On ne roulait pas avec une voiture pour rouler.

* *

*

On pourra estimer cette première séquence de la carrière de Rachid relativement banale, pour l'époque et à ce niveau de délinquance. Elle l'est en un sens, sauf que, pas si connue que cela⁶, elle ne s'arrête pas là, elle annonce les séquences suivantes. Mais y compris là, elle comporte une forte dimension collective, partagée par d'autres et marquée par quelques grandes ruptures : d'abord, l'émigration, l'installation à Paris, puis l'école encore gratifiante ; ensuite, le déménagement en banlieue, la déscolarisation progressive, les « *premières conneries* » ; enfin, le début d'un cycle d'incarcérations, qui semble décider de la suite de la carrière déviante, et la constitution d'un milieu d'interconnaissance. De façon plus transversale, cette période semble être vécue comme une trajectoire sociale ascendante, en tout cas de « *petite mobilité sociale* » (habiter à Paris, puis un bel appartement sans être passé par les bidonvilles ni les cités maudites, bien s'habiller). Paradoxalement, quitter l'école, c'est échapper à son destin de classe (ouvrier), pour monter les échelons de la petite délinquance, s'inscrire dans l'économie symbolique des réputations par les bagarres (« *C'est comme ça que j'ai commencé à me faire un petit nom, j'étais un sauvage* ») ou le récit de ses faits d'armes (« *Les gens avaient entendu parler de moi, ils venaient me voir direct* »).

Il y a du Merton dans le récit de Rachid en ce sens où la théorie de la « *frustration relative* », résultant de la tension entre aspirations (ou motivations) et ressources (ou possibilités), permet de comprendre comment la délinquance permet de réduire la tension entre elles par des voies illégales. Ce désir de réussite sociale se traduit par une forme de conformisme déviant (consommation ostentatoire, achat de voitures, fascination de l'argent comme signe). Mais il y a aussi du Bourdieu, car, pour autant que la mobilité ascendante des positions acquises illégalement soit avérée, par rapport à la reproduction de la position des membres des classes populaires marquée par l'échec scolaire et l'absence de perspective

⁶ Si la publication de biographies et d'autobiographies de délinquants est un genre particulièrement ancien aux États-Unis, depuis *The Jack Roller* (1930), on dispose, en France, d'un marché abondant de biographies criminelles publiés par d'anciens policiers et par des voyous aidés par des journalistes, ou par des *free lance* naviguant entre romans et essais, mais de peu de biographies sociales commentées par des sociologues ou des anthropologues. On pense au livre de Lamence Matzou, *J'étais un chef de gang*, Paris, La Découverte, 2008, suivi de « Voyage dans le monde des bandes » par Marie-Hélène Bacqué. Mais, de fait, on se situe globalement un cran en-dessous, dans le « monde des bandes » plus que dans « le monde des équipes ». Sur ce dernier, voir aussi, Dominique Duprez, Michel Kokoreff et Monique Weinberger, *Carrières, territoires et filière pénale. Pour une sociologie comparée des trafics de drogues*, Paris, OFDT, mai 2001.

d'avenir, ce désir d'ascension et de réussite sociales passant par l'argent, le marché illégal, les combines, se voit enrayé à un moment donné. Les sociologues les plus critiques dénonceront aisément l'illusion de la capacité des fractions supérieures des classes populaires immigrées à franchir cette frontière qui les sépare des classes moyennes et supérieures. Frontière sévèrement gardée par le contrôle sur l'école, considérée comme outil essentiel de la sélection sociale, mais aussi renforcée par un processus de criminalisation de la marginalité urbaine avancée, reléguant tout particulièrement les minorités post-coloniales.

Si cette double lecture nous donne quelques clés d'interprétation de cette trajectoire, elle laisse aussi dans l'ombre certains éléments. Rachid s'avère être un malin, qui sait trouver l'argent où il est pour le flamber le plus souvent, se faire respecter de son milieu de référence, fréquenter les lieux à la mode, séduire les femmes. Il acquiert au cours de ces années une expérience professionnelle, des compétences et savoir-faire, une réputation qui seront décisifs dans la deuxième séquence.

Deuxième séquence (20 ans-48ans)

Les années 1970 marquent pour les premières consommations de drogues de Rachid, le shit puis la coke, mais surtout son entrée dans le « *monde de la came* ». Elles vont le conduire à deux lourdes peines de prison, qui l'amènent dans le second cas à un véritable tour de France carcéral.⁷

Du shit à la coke

« Moi, mes premiers joints, j'ai goûté mon premier joint de kif quand je suis sorti de l'école. Mon premier joint à 15 ans, il ne faut pas que j'exagère. (...) Moi, je fumais du shit tous les jours mais je fumais du matin au soir, quand je me levais, je tirais sur mon premier joint à jeun. Et puis... (silence), en boîte de nuit... (silence), j'ai pris mon premier... (silence). Quand est-ce que j'ai pris mon premier acide, moi ? D'ailleurs, j'ai flippé, j'ai arrêté et après, pour combattre ce flip, j'en ai repris un autre, tu vois. J'ai pris un acide, j'ai cru que j'étais devenu fou, tout en sachant ce que j'ai pris, mais on ne m'a pas expliqué ce que c'était. Je l'ai pris dans une boîte de nuit. J'ai flippé mais j'ai flippé, ça a été une expérience terrible, mais j'en ai repris pour essayer de (silence) maîtriser, tu vois. Ouais, laisse tomber, c'est un truc dégueulasse !

La coke, c'est pas pareil ! C'est dingue ce que je vais te dire, pour moi, l'image que j'avais de la coke, c'était, déjà, je me rendais compte que ça me laissait pas dormir et que je pouvais boire autant d'alcool que je voulais. Alors là, c'était magnifique ! Et pour moi, enfin, pour les gens qui étaient comme moi, qui prenaient de la coke, c'était, « *on est arrivé !* » (silence) Tu vois, c'est comme si on était monté d'étage, tu vois, pour nous c'était « *on est arrivé* », dans un club privé, on était dans un cercle bien fermé, tu vois ce que je veux dire,

⁷ Bourgoin-Jallier, Clairvaux, Fresnes, Grenoble, l'Ile de Ré, Lyon, Moulins, Saint-Etienne, Saint-Maur, Vars à Grenoble, Osny etc.

c'est comme si on faisait partie d'eux, de ces gens-là. Pour te dire, putain, c'est comme si tu vois un mec du Parti communiste qui est devenu capitaliste !

Dans les boîtes, mais y avait que ça de la coke (silence), c'est-à-dire, la respectabilité des braqueurs, c'était d'aller dans des endroits où il y avait tous les cheu-ri-s (riches) et tout le beau monde qui avait de l'oseille et les gens de la nuit, et il fallait qu'on s'incrute, nous aussi ; et nous, on arrivait à s'incruster parce que dans les boîtes de nuit ce qu'ils voulaient c'est des gens qui avaient de l'oseille, tu vois. (...) Déjà, en 1978, j'ai tapé quelques fe-snis (sniff), tu vois, avant que je tombe. On fréquentait Saint-Germain-des-Prés, tu vois, la rue de l'Échaudé tout ça, on allait dans des clubs de jazz, on allait au, comment ça s'appelle ? Le nom d'un grand saxophoniste (...) Le Bird !

Le showbiz, l'argent, les riches, tu vois ce que je veux dire, et comme on rentrait dans les endroits où ils étaient eux, bah on s'est rendu compte que, ils l'achetaient à des gens qu'on connaissait sans que nous on sache que ces mecs-là vendaient en cachette de la cocaïne. C'est-à-dire, c'est comme si le mec qui vendait de la coke avait peur qu'on le prenne pour un enculé, pour un minable, « *regarde le mec, il vend de la coke, tout ça, il est pas voleur comme nous, il a pas de couilles* ». Pour nous, aller au charbon, c'était avoir des couilles, c'est-à-dire, pour nous, être un homme courageux, c'était celui qui allait voler, c'était tout à fait...

La diffusion de la came

Moi, je l'ai vue arriver la came, je fréquentais Paris, tu vois. Je l'ai vue arriver quand j'ai vu un dealer, par exemple, à la rue Ramponeau à Belleville et après, j'ai vu le phénomène quand j'ai commencé à voir dans 2-3 rues de Belleville et de Couronnes que ça commençait. Ils se mêlaient aux vendeurs de barrettes de shit, quoi, parce qu'il faut pas oublier qu'avant, y avait une période à Belleville quand on passait c'était « *shit, shit, shit* » dans la rue, dès que quelqu'un passait pour rentrer chez lui, on pensait que c'était un client potentiel, on disait carrément comme aux puces « *shit, shit, shit* », et il restait toute la nuit debout dehors, ça se voyait que c'était un dealer. La rue Ramponeau, partout à Couronnes, la rue Jean-Pierre Timbaud, la rue Moret, la rue Moret. Tu vois, y avait des cafés à la rue Lorient que tout le monde savait que c'était des Tunisiens qui dealaient et ça a commencé, et petit à petit, on a commencé, tu passais « *héro, héro* » juste derrière le mec te disait « *shit, shit, shit* ».

J'ai des points de repère. Par exemple, quand je suis sorti de prison en 1976, t'avais des cars de flics à Couronnes tout en sachant que le quartier dealait, tu vois, c'était le quartier où on trouvait les banlieusards, ils venaient pour acheter leur barrette de shit, ils venaient à Belleville et là, sachant que c'était l'endroit où on venait chercher son shit, ça a commencé, je voyais de l'héro de partout là.

À Belleville, je voyais les gens, déjà ça vendait grave, c'est-à-dire, ceux qui connaissaient, faut pas oublier qu'il y avait des braqueurs, des voleurs qui touchaient à ça. Moi, j'avais un pote, c'était un super voleur qui se shootait, coco, tu vois, et il allait chercher ça, c'est-à-dire, c'étaient des initiés, ils savaient où aller chercher, dans quel café. Ils rentraient, ils risquaient rien. On les connaissait, ils savaient pourquoi ils venaient là. C'étaient des gens de confiance, c'étaient des mecs qui se shootaient mais on le voyait pas que c'était des drogués. (...)

La plupart ne savaient même pas parler français. Ils se sont toujours abstenus d'aller là, là, là, parce qu'ils viennent de là-bas, leur pays, c'est Belleville, ils sont restés entre eux. Ils mangeaient tunisien, ils dormaient tunisien, ils chiaient tunisien, tu comprends ? Ils sont restés dans un cercle fermé tout en se haïssant les uns les autres, mais ils sont restés entre eux. Belleville, c'était tunisien en tout cas. Comme aujourd'hui, ils les ont virés, les Chinois, ils ont tout acheté. Les Chinois, ils les ont virés, ils ont tout racheté mais avant, c'était des Tunisiens de confession juive et arabes tunisiens, mais des gens qui s'adoraient, qui s'aimaient grave ! Parce que les juifs et Arabes qui s'aimaient le plus, ils sont Tunisiens, ça fait qu'eux, ils étaient toujours entre eux. Les grossistes se rencontraient tous dans les mêmes cabarets le soir, quand ils dépensaient l'oseille, tout ça. Mais la plupart, c'étaient des gens modestes, leurs familles, ils avaient pas d'argent, ils vivaient dans les bidonvilles en Tunisie. Mais la plupart ont gardé leur argent. Ils mangeaient leur sandwich⁸. Ça fait qu'aujourd'hui, ils ont tous gardé leur argent.... Mais la plupart, ils ont fait travailler la pénitencière, la police. Quand tu vois cette période-là, une période d'une quinzaine/vingtaine d'années, y a que des Tunisiens en prison, et tous pour stupéfiants, et de temps en temps, toujours les mêmes qui sont tombés pour stupéfiants, pour meurtre mais entre eux. Et la plupart, ils avaient pas de calibre, ils connaissaient pas le « *Milieu* », ça fait qu'ils se tuaient avec des couteaux, comme ils font au bled, avec des grands trucs de boucher, des grands sabres, des machins comme ça. Ça fait que c'est un milieu de violence, c'était des gens très violents. Ils avaient pas de mentalité, ça veut dire qu'ils pouvaient pas fréquenter un autre milieu parce qu'ils étaient pas des blédards... Ceux qui étaient à la tête, ils pouvaient fréquenter des gens mais... et encore, ils le faisaient pas. Non, non, non, eux ils n'avaient pas de liens avec d'autres business, racket, prostitution, ils faisaient pas ça. Quand tu vois des gens en Tunisie, quand ils te voient arriver, expulsé, la première chose qu'ils font, ils viennent te voir, « *Alors, tu vas retourner en France ?* » Putain, je vais y aller, je veux faire la came, je veux faire la *rabla*, c'est-à-dire la poudre. Là-bas, leur rêve, c'est de venir et de faire la poudre. (...)

Ces mecs-là, ils allaient pas loin la chercher, ils allaient pas là, là, là, ils allaient à Amsterdam. Y avait *qu'un* mec qui tenait Amsterdam, ce mec-là, il s'appelait Daoula Farouk, « *Daoul* », c'est un surnom qui veut dire l'État C'était le cacou des cacous dans la came. Tous ceux qui venaient à Amsterdam venaient de LUI et de lui seul. La France a réussi à le faire venir mais les Hollandais ont posé des conditions pour qu'il revienne chez eux... Il était recherché dans toute l'Europe, dans chaque tribunal d'une capitale européenne, y avait son nom qui ressortait, et celui d'un autre... Mais lui c'est le cacou, il venait jamais en France. Et les Hollandais, c'est là que tu vois... Un jour, tu m'as dit, avant qu'on en parle ici : « *Est-ce que les villes, l'État, la police ne sont pas dans le coup ?* » Eh bah, ce mec-là, cette histoire, la Hollande a accepté de le donner à la France parce que son nom est ressorti à peu près dans trente, quarante affaires différentes. Les Hollandais l'ont donné mais ils leur ont dit : « *On*

⁸ Il ajoutera à la relecture : « C'était des banlieusards du bled, ils vivaient là-bas dans des bidonvilles en béton. Ceux qui sont venus pour faire de la came ont fait de l'argent avec « la rose » en vivant très modestement à Paris dans des hôtels miteux de l'époque et se sont barrés. Même les petits dealers mettaient à gauche et partaient. Par contre, ils faisaient venir un membre de leur famille chercher l'oseille. Même incarcérés en France, pour eux c'était de la rigolade, ils repartaient après avoir fait la moitié de leur peines, vu que c'était des clandos, et leur argent était au chaud. »

vous le donne, vous pouvez le mettre en prison, mais on vous l'envoie pour qu'il vous confirme ou ne vous confirme pas par rapport à toutes les affaires où il est. Mais après, si vous décidez de le condamner, il faudra nous le rendre et ne pas le garder en prison. » La France, elle a fait ses instructions avec lui. Lui, il a dit *« J'ai rien à voir là-dedans, c'est pas moi, c'est pas moi »*. Il a fait sa préventive, et il est rentré chez lui ! Mais ils l'ont lâché lorsqu'il a été condamné. Et il vient de mourir y a pas longtemps en plus ce mec-là. Quand il est venu en France, j'étais en prison, j'avais pris 15 ans, je suis tombé en 1986, vers les 1990, 1992-1993... (...)

Le mec, c'était un Hollandais. Les Chinois, ils avaient affaire qu'à des gens qui étaient comme lui, des Hollandais. Ces mecs là, ils ont grandi ensemble. Ça faisait vingt ans qu'ils devaient se connaître. Ils ont fini par savoir que c'était lui le parrain. Ils se sont dits, *« c'est ce mec-là qui va nous faire vendre notre came. Au lieu d'avoir affaire à 100 personnes, on aura affaire qu'à un mec. Et lui, il va vendre en Europe, pas chez nous ici »*. Les Chinois, c'est des malins, les Chinois. Ils veulent la tranquillité. De temps en temps, il balançait des structures qui n'étaient pas les siennes... Même à Paris, je me suis rendu compte qu'il y avait des Chinois qui vendaient, on les voit jamais arrêtés, on les a jamais arrêtés... (...)

Belleville, y a toujours eu du shit. Jamais, la police n'est venue. Pourquoi ? Parce que la police, comme on disait, y a toujours des intérêts, les politiciens, ils sont toujours des intérêts. Les intérêts, c'est quoi ? On sait par exemple qu'il y a 100 000 Parisiens qui fument du haschich, on va pas les envoyer vendre sur les Champs. Ils ont choisi au départ Belleville. *« Laissons-les à Belleville. Belleville, c'est quoi ? Y a que des étrangers, des immigrés, des Tunisiens. Laissons-les entre eux, et laissons ceux qui veulent leur bonheur aller là-bas. »* Après l'héroïne, elle est venue à Belleville, mais c'était devenu... Les camés y venaient pour vendre leurs trucs, les chaussures à crampons : *« Regarde, mes chaussures, elles sont lourdes. »* Les mecs, ils étaient ailleurs. Et c'est pour ça que je t'ai dit, quand la police décide de nettoyer un quartier, comment c'est l'État, c'est la France, tu crois qu'elle peut le faire la France ! Mais tu rigoles ou quoi ? Bah, ils ont la preuve, le premier quartier où ils ont vendu la came, c'est Belleville. Le jour où ils ont décidé de le nettoyer, bah ils l'ont nettoyé ! »

De l'héro à la coke

Pour nous, l'héro de toute façon (silence), tu vois, par exemple dans mon quartier, quand on voyait quelqu'un chercher de l'héro, quand il venait vendre un manteau, il disait *« regarde, regarde, combien il pèse mon manteau ? »* Tu vois, bah, presque si on lui crachait pas dans la gueule ! Pour nous, c'était la déchéance, pour nous, c'était le minable ! *« Regarde, il a pas de courage, il est devenu drogué ! »* Tu comprends ce que je veux dire ? Et plus tard, quand tous on a eu quelqu'un de notre famille qui est rentré dans la came, on a commencé à le regarder bien différemment. On voyait ça autrement, on se disait *« Putain ! »* Tu comprends ? Mais c'était trop tard ! Parce que même nous, on s'est mis à vendre cette putain de drogue ! C'était une manière de se faire vite de l'argent, mais en même temps, on culpabilisait, on se disait *« Putain ! Regarde, on est... »*

Moi, par exemple, je me suis rendu compte d'une chose dont je suis bien content, c'est que je ne fais pas partie des gens qui ont ramené la came dans mon quartier. Bien au contraire,

j'ai profité de ces gens-là pour pouvoir la faire mieux qu'eux, plus intelligent qu'eux, moi, je l'ai faite en capitaliste la came. Je l'ai fait autrement qu'eux, c'était le contraire, je disais « *Putain faut que je profite de ce qu'ils ont fait eux, pour le faire autrement !* » Et je l'ai fait autrement. J'ai fait plus d'argent, c'est que j'ai amené, je leur ai appris à faire de la drogue autrement. Ce qui fait qu'il y a eu plein de drogue dans mon quartier, tu comprends ce que je veux dire ? Ceux qui achetaient par exemple 200 g pour le dealer, avec moi, ils commençaient à acheter un kilo, deux kilos, trois kilos, quatre kilos !

Parce que moi, quand ils me disaient « *Putain, je peux pas* », je leur faisais : « *Hey ! Je suis pas une gare moi ! Je ne suis pas la consigne ! Tous les jours tu vas venir me chercher 250 g ? ! Tiens, prends 500 g !* » ; « *Non, j'ai que 250 g à te payer !* » ; « *Donnes-moi les ! Tu me payeras après !* » Ce que je voulais, c'était lui glisser ce putain de demi-kilo ! Après, il venait et me disait « *je peux te payer que les 500 g* », je lui disais mais « *prends ce putain de kilo !* », je faisais crédit après, ils me payaient et après, s'ils venaient... Tu vois ces mecs, ils étaient dealers et j'en ai fait des « *semi-grossistes* ». Et ainsi de suite, ce qui m'a permis à moi d'acheter 2 kg, après, j'ai commencé à acheter 5 kg... C'est-à-dire, moi tout ce que je touchais quand le mec me le ramenait d'Amsterdam, mes 10 kg de coke tous les lundis, moi, dans la journée, je les faisais partir mes 10 kg de coke. Mais ce que je faisais, j'attendais 3-4 jours pour pouvoir ramasser tout mon crédit qui était à l'extérieur, sinon ça y est, ils étaient déjà dispatchés et après, mon boulot continuait, puisque que mon argent n'était pas rentré entièrement, ça faisait partie du travail.

Quand je suis sorti de Poissy, j'ai été expulsé je te signale, et j'étais pressé de sortir parce que c'était dans mon idée de ne plus braquer et de me mettre dans la came. Je voyais des gens venir ils savaient même pas dire bonjour et je les entendais parler, ils vendaient des kilos et des kilos, des Tunisiens, alors que j'ai jamais fréquenté le milieu tunisien, moi, je savais même pas parler tunisien. Et avec ces gens-là, j'ai commencé à y goûter. C'est comme quand j'étais en prison, je voulais sortir pour pouvoir braquer et ne plus toucher à un pied de biche et là, j'ai fait, tu vois, comme quand je t'ai dit quand j'étais en prison à Poissy, j'ai connu des Lyonnais, des Marseillais, j'ai monté d'échelon et après, pour sortir de là, il fallait que je fasse la came. Quand je suis tombé pour la came, j'ai reconnu encore d'autres gens. »

* *

*

Cette deuxième séquence confirme en un sens le désir d'ascension sociale de Rachid et la lecture mertonienne que l'on peut en faire. Il revisite son itinéraire comme autant d'échelons à monter, comme le suggère par exemple l'association entre cocaïne et richesse et sa fréquentation de « *boîtes de riches* », une conscience très vive des hiérarchies informelles qui structurent le « *monde des voyous* » et s'enracinent dans les longues peines de prison auxquelles il a été condamné. Ainsi, même là, il se conforme à des attentes normatives très fortes, il se fait fort de « *faire bien vivre sa famille* » en détention en continuant son business, et par là de « *bien faire sa prison* ». Sa carrière dans le trafic d'héro puis de coke – dissociée de la consommation de la première – illustre un usage raisonné de la ruse lorsqu'il explique

comment il a cherché à contourner les « *gens qui vendaient* » dans son quartier pour en faire des semi-grossistes qu'il fournissait. D'une certaine manière, il participe à un processus de professionnalisation des dealers qui s'accélère à la fin des années 1980 et au sein duquel il se rêve comme un entrepreneur (« *moi, la came, je l'ai faite en capitaliste, la came* »). On voit bien aussi à l'œuvre une logique de la distinction sociale qui le conduit à prendre ses distances aussi bien avec les Tunisiens de France (« *je ne savais même pas parler tunisien* ») réduits à la figure des « *blédards* », analphabètes, sales et méchants, qu'avec les « *gars des cités* », enfermés dans leur territoire (« *ils ne savent même pas qu'il ne faut pas un passeport pour traverser la Seine* »), à se saper de marques et d'équipements sportifs aux couleurs de leur club (comme il le faisait lui-même « *à ses débuts* »).

Rachid expose aussi ses dilemmes – ce que l'on peut appeler la « *morale du déviant* ». D'un côté, il s'est bien rendu compte après-coup qu'il avait contribué à la catastrophe ayant touché tant de familles dans les quartiers populaires, et en particulier la sienne ; mais d'un autre côté, suite précisément à la mort par overdose de son frère, il dit avoir arrêté de « *faire la me-ca* », pour passer de la revente en semi-gros d'héroïne (la fameuse « *rose* ») à celle de cocaïne, y compris après avoir passé dix ans dans « *l'ombre du monde* »⁹.

Il a été rattrapé par son passé à la fin des années 1990. Alors qu'il détenait des parts dans plusieurs affaires (restauration rapide, pizzeria). Comme bien d'autres de sa génération, il a tout perdu.

Troisième séquence (50 ans-62 ans)

Cette troisième séquence témoigne de l'écroulement du mythe du voyou qui a réussi et est passé à autre chose, en toute légalité cette fois. Si cette voie a été suivie par certains, ils ne sont pas si nombreux qu'on le croit d'ordinaire et cela n'a pas été son cas. Sa vie est celle d'un « *sans* » (sans papiers, sans travail, sans logement, etc.), menacé d'expulsion qui plus est, bien que doté d'un réseau relationnel entretenu malgré lui de par son mode de vie pouvant l'inciter, dans les mauvais jours, à rebasculer.

Une situation exécrationnelle

« Ma situation aujourd'hui ? Exécrationnelle, c'est la Bérézina. La situation familiale, j'ai trois gosses, six petits-enfants... La dernière fois que je me suis retrouvé en prison, la veille de mon incarcération, j'étais associé à une pizzeria et à trois sandwicheries. J'avais un appartement dont je ne me préoccupais même pas du loyer, je vivais comme je voyais à la télé les gens vivre. Je ne savais même pas qui payait le loyer, rien du tout, c'était une société qui payait mon loyer. Je vivais au L. mais dans le seul et unique bâtiment, le seul bâtiment privé, j'avais un super appartement et je vivais avec une très belle femme... J'avais changé de situation, j'avais quitté ma femme, j'étais bien.

On m'a mis en cause dans un assassinat et une tentative d'assassinat, vu mes antécédents, j'ai préféré, je ne me suis pas sauvé, disons que j'ai préféré ne pas me faire arrêter parce que je savais qu'en me faisant arrêter, j'étais le coupable idéal, vu mes

⁹ Didier Fassin, *L'ombre du monde*, Paris, Seuil, 2014

antécédents, mon dossier... On se base toujours sur les réputations, la rumeur et tout. J'ai fait en sorte de ne pas me faire arrêter pendant deux ans... mais tout en étant là. C'est-à-dire que si on voulait absolument m'arrêter, on m'aurait arrêté. On aurait cru qu'ils n'avaient pas envie d'arrêter les gens tellement ils détestaient la personne qui était décédée. Le mec qui est mort, il était tellement violent que tout le monde le haïssait, que ça soit côté voyoucratie, trafic de drogue, police, administration¹⁰. C'était une terreur le mec, alors qu'il était tout petit. Ouais, très très jeune. C'était un loup, quoi, le genre de mec, il a vu une fois que Mesrine avait une corde dans sa cuisine pour se sauver si la police venait, eh bien, il avait une corde lui aussi. Il avait un Kleenex, un bazooka à un seul coup, le mec était armé comme s'il était en guerre contre toute la France. Je me suis fait arrêter. J'ai réussi à prouver mon innocence, pas complètement puisqu'au bout de deux mois et demi, j'ai été confronté à quelqu'un qui m'a mis en cause, puis s'est rétracté.

Devenir un paria

Au bout de deux mois et demi, je suis sorti de prison mais entre temps, j'ai tout perdu. C'est-à-dire qu'on m'a mis sous contrôle judiciaire avec aucun droit, aucun papier, je suis devenu un *paria*. Interdiction de sortie du territoire, interdiction... C'est-à-dire moi qui ai été expulsé, toute ma vie j'avais toujours peur de me faire arrêter et qu'on m'envoie dans un pays qui n'était pas le mien, le plat pays qui est le mien...

Ils ne voulaient même plus me laisser partir dans mon pays, j'étais interdit de sortie de territoire et on m'a laissé sous contrôle judiciaire pendant presque dix ans. On m'a scié les jambes, on m'a rendu peureux. Là où je passais, l'herbe repoussait, sauf moi. Putain, j'aurais pu devenir un grand, je ne sais pas moi, maçon ou carreur. Eh ben, on m'a foutu ma vie en l'air, j'ai tout perdu.

Ils ne m'ont pas saisi mes affaires parce qu'ils m'ont tout pris déjà quand je suis rentré en prison pour trafic de drogue. Là, on m'a saisi un appartement au Pré-Saint-Gervais... C'est à l'époque où je croyais que j'étais malade et en fin de compte, tout ce que j'ai fait, c'était pour ne pas me faire arrêter et ne pas qu'on me saisisse. Et là, vu la situation dans laquelle j'étais, non seulement, je faisais peur aux gens avec qui j'étais associé, pendant ma cavale, les gens avaient peur, ça fait que par exemple la pizzeria, la mairie l'a achetée, j'ai eu un chèque... Sans oublier que je n'avais pas le droit d'être associé ni à ceci ni à cela, vu que je n'avais pas de papiers, alors que je suis en France depuis plus de cinquante ans et que mes enfants sont fonctionnaires, des trucs complètement aberrants, quoi.

J'avais rien, j'avais pas le droit, j'avais même pas le droit d'être en France. Même avant, je n'avais pas de papiers, je n'ai pas de papiers depuis 1974. On m'a laissé vivre en France parce qu'on n'avait aucun droit de m'expulser, bien que j'aie été expulsé. C'était aberrant d'expulser quelqu'un qui est arrivé enfant en France, qui a fait l'école maternelle,

¹⁰ Ludo est un jeune dealer local, autoritaire, violent, armé, paranoïaque, qui règne sur des « terrains » qui rapportent gros depuis longtemps, alors qu'il n'a que 27 ans. Comment il s'est hissé à cette position ? Je l'ignore. Ce qui est sûr, c'est qu'il s'est fait tué (« fumer ») dans les douches d'un gymnase, après une partie de foot, un autre ayant été seulement blessé, et que l'on n'a jamais rattrapé le coupable. À l'époque, cette histoire a fait beaucoup de bruit, on l'imagine dans les quartiers des villes concernées.

une école de ceci et de cela, qui a des enfants nés en France... Impossible d'expulser mais je n'avais le droit à rien, ni papiers, ni boulot, ni ceci. Pour eux, la seule et unique maison que j'avais, c'était avoir une cellule. Pour eux, ma bergerie, c'était que je retourne en prison. Et moi, pendant mon contrôle judiciaire, j'ai tout fait pour ne pas aller en prison. Parce que moi, je reconnaissais que la prison, ce n'était pas fait pour moi, moi, j'étais fatigué, j'ai fait beaucoup de prison, j'ai fait plus de dix-neuf ans de prison... J'en avais marre, j'en avais trop fait. Et vu que j'étais sous contrôle judiciaire pour assassinat, que j'ai réussi à m'en sortir, l'affaire était toujours en cours, ça veut dire que si je rentrais en prison pour n'importe quoi et que cette affaire venait à être jugée, j'aurais été jugé, j'aurais prouvé que j'étais toujours dans le circuit, possible que je sois coupable. La personne qui était avec moi serait venue en libre, il aurait tout prouvé, qu'il avait un travail et ceci, or moi, je ne pouvais même pas travailler. D'abord vu que je n'ai jamais travaillé, je n'ai aucun métier, je n'ai jamais eu de Sécurité sociale, jamais eu une fiche de paye dans ma vie, j'étais en dehors de la vie normale, si on peut dire.

Point zéro et rebelote

Et aujourd'hui, je suis un mort vivant. Aujourd'hui, c'est point limite zéro, c'est-à-dire que je suis redevenu comme un nouveau-né. Je suis un bébé qui ne peut pas encore grandir pour avoir ce qu'il faut avoir, entrer dans un circuit de travail, ceci cela, alors que maintenant, j'ai 60 ans. C'est-à-dire qu'à mon âge, on m'a niqué ma vie, je n'ai pas de papiers, pas de ceci, pas de cela. Pour avoir une situation, il faudrait que je revienne, rebelote et si je refais rebelote, automatiquement, je vais aller en prison, ça va de soi. Parce que je suis obligé, je suis obligé. Je suis obligé parce que si je veux devenir honnête par exemple, il faudrait que je reste dans le mouvement, il me faudrait de l'argent pour par exemple prendre un bar. (...) Parce que j'ai plein d'amis qui font pareil. Si j'ai un café, je vais attirer du monde, les gens aiment bien aller là où il y a des noms ronflants, « *je vais chez untel* », ils sont prêts à donner leur thune dans des bars alors qu'ils n'ont rien à faire là-dedans, je connais le circuit. Pour ça, il faut avoir de l'argent. Et pour avoir de l'argent, vu que je suis insolvable, on ne pourra jamais me le prêter parce que le mec sait qu'il ne l'aura jamais, le mec va se dire « *comment il va faire pour me le rendre ?* », « *et s'il prend une affaire et qu'il n'y arrive pas ?* » Ça veut dire que j'ai perdu ma thune ! ». Et le mec a tout à fait raison. Alors que si je rentre dans le business, je vais devenir solvable du jour au lendemain.

Je suis obligé d'aller en prison parce que je connais, je sais, je vois comment les gens vivent. Tous les gens qui sont dans le circuit pour faire de l'argent, il faut travailler avec la police¹¹. Tu ne travailles pas avec les condés, tu vas en prison. Tous les mecs qui vendent, un jour ou l'autre, ils se font arrêter mais ils sont quand même dehors, c'est qu'il y a eu un

¹¹ Et de compléter : « Aujourd'hui être un indic, c'est rentré dans les mœurs. La police fournit ses propres indicateurs en came, c'est connu et reconnu par la police elle-même. Les indics, on les connaît, ils ont de l'argent, alors les voyous donnent une virginité à ce genre de mecs. Eh oui, les gros dealers, ce sont des balances ! C'est pour ça qu'ils pavanent au vu et au su de tous. C'est un monde d'enculés dans lequel j'ai vécu et dans lequel d'autres continuent de vivre. Aujourd'hui si je voulais obtenir une pièce d'identité, je sais qu'il suffit que je sois une salope et je cesserai de raser les murs avec la peur d'être expulsé. J'ai vécu debout pendant 45 ans, 19 ans, de prison, avec des gens sans foi ni loi, dans l'ombre, et un monde à part. Ce n'est pas aujourd'hui que je vais devenir indic. »

arrangement, tu vois ce que je veux dire ? Des fois, ils arrêtent des mecs pour des barrettes, mais ils vendent l'autre qui vend les barrettes puisqu'ils se connaissent tous. Et eux, ils s'en foutent, du moment que tu leur donnes quatre ou cinq arrestations à faire, ils deviennent le meilleur flic du quartier. Moi, je connais des gens de mon âge, tous les mecs de mon âge qui ont fait la moitié de ma prison, je le sais, je leur dis bonjour et je sais qu'ils sont louches parce qu'ils sont dans ma situation, ils ont des papiers, et moi, je n'en ai pas. C'est quand même bizarre ! Ils se sont arrangés d'une façon ou d'une autre. Moi, je me serais arrangé, je serais Français là. Mais même un flic qui ne me connaît pas, il tape mon casier et il va me dire « *mais ce n'est pas des papiers que je vais te donner* », il va appeler et il va me donner des papiers français. Je pars d'un principe, je l'aurais fait, j'aurais dû le faire il y a cent ans. Je vais pas le faire aujourd'hui alors que j'ai tout perdu, à mon âge. Après avoir fait vingt ans de prison ? Il fallait que je le fasse pour ne pas aller en prison dans ces cas-là. J'ai tout fait avec une éthique, du style, il y a un code d'honneur que je ne franchis pas.

Prendre de l'argent là où il ne faut pas, aux vieilles, je n'ai jamais arraché un sac, je ne me suis jamais attaqué à des gens, j'ai toujours pris de l'argent... Au début, j'allais casser avec une plume, j'allais casser les appartements, tout en sachant... j'étais trop malin pour ne pas le savoir que je violais les gens en rentrant chez eux mais c'était mon boulot, putain. À l'époque quand j'allais voler, quand j'étais gamin, j'allais à l'usine. Je savais que quand les gens étaient au boulot, moi aussi j'y allais. Parce que j'y allais aux heures d'école, tout ça et tout. J'y allais le matin et j'arrêtais à 11h00 parce qu'à 11h00, ils allaient chercher leurs enfants à l'école et quand ils retournaient à l'école, je retournais travailler parce que la baraque était vide. Et il y avait de l'argent mais grave. Tous les jours, j'allais au boulot, même quand je touchais de l'argent, j'y retournais le lendemain, parce que je sortais beaucoup, même quand j'étais gamin. Après, j'ai évolué dans la délinquance, je suis devenu braqueur. Et toutes les semaines, je faisais un hold-up jusqu'à ce que je me fasse arrêter. J'ai vu qu'il y avait de l'argent dans la came, je me suis mis dans la came, je n'ai rien lâché. Je ne peux pas mentir, j'ai pas fait le proxénète mais j'ai vécu avec des putes, mais vraiment vécu, tu comprends ce que je veux dire ? J'ai été en prison, je me suis fait assister par des putes parce que c'était mon milieu, pas le milieu des putes, ça faisait partie d'un cercle, d'un milieu. Le Milieu, c'est tout, c'est les putes, le milieu de la nuit, les voleurs, les escrocs, on se connaît tous, les vendeurs de came... Parfois, il y avait même, on s'affrontait pratiquement dans la nuit, à celui qui dépensait le plus d'argent, à celui qui... comme s'il y avait un championnat, tu vois. Qui avait plus de couilles que l'autre, plus ceci, plus cela. Et aujourd'hui, je te dis franchement, ma situation, elle est déplorable. Elle ne me donne pas envie de dormir. Mais je sais que si demain ma situation s'améliore, je te jure que la maladie s'en irait. Parce que je sais que... j'ai l'impression que ce qui m'arrive, c'est dans ma tête. Tu vois les crampes, j'appréhende tellement d'en avoir que je me dis « *putain, c'est peut-être à cause de ça* », et je n'arrive pas à retirer ça de ma tête, que putain, j'espère que je ne vais pas en avoir par exemple.

Sans domicile fixe

Aujourd'hui normalement, je devrais dormir dans les escaliers. Si je n'étais pas assez fort pour rester tout le temps propre. Ma situation ne me plaît pas, mais grave, elle ne me plaît

pas. Je te dis franchement, aujourd'hui là, maintenant que je te parle, je suis à l'extrémité de recommencer. Tu comprends ce que je veux dire ? Parce que je sais que, par exemple, je suis content que tout le monde sait que je travaille et tout (avec le CNRS), mais je sais que ça ne va pas durer. Par exemple là, je me renseigne où sont mes potes, tel mec est où, tel mec est où... Parce que je me dis, on ne sait jamais, ça ne va pas durer, en tout cas, je ne peux plus rester chez mes enfants. Pour moi, c'est devenu... laisse tomber.

Là par exemple, je suis retourné chez Lydia (l'une de ses filles) parce qu'elle est partie au bled mais son mari est là. Et tu vois pourtant, il me dit « *fais ta vie...* », mais je me sens, tu sais quoi ? Je me sens putain pfff... Je me réveille très tôt le matin, je prends ma douche, je fais le lit, je fais le ménage, j'ai l'impression de payer mon logement, tu vois ce que je veux dire ? Il fait à manger, j'attends qu'il me donne un yaourt, je ne vais pas aller le chercher, je me sens minable. Je me dis « *putain, à mon âge, laisse tomber, c'est mon gendre, il a 29 ans* », je me dis « *mais qu'est-ce que je me casse les couilles ?* ». J'ai par exemple envie d'aller voler, j'ai tout envie de faire. J'ai envie de me lever le matin, j'ai des idées noires, mais grave, j'ai envie d'aller faire des trucs que je pense être intelligents, tu comprends ce que je veux dire ? Il me vient plein de trucs à l'idée, que si je me levais tôt, j'arriverais à me sortir de la merde parce que j'ai des petites idées...¹²

Me sortir de la merde, de toute façon, il faut que je me sorte de la merde au niveau financier. Mais moi si je peux aller à l'hôtel, je serais heureux d'aller vivre à l'hôtel et sortir par exemple le matin et aller manger chez ma fille. Je serais un homme heureux.

Mais là, comme je vis là, j'ai l'impression de me... Tu sais quoi ? Je vis comme un Sri lankais. C'est de la ségrégation, je vis comme un esclave, je vis à Lampedusa, comme les mecs qui sont sur les quais à Colonel Fabien. Pourtant tu vois, ce que je fais est infaisable. Pour te dire, hier j'ai été à Pôle Emploi, j'essaye de trouver un boulot, n'importe quoi, j'ai appelé un pote et je lui ai donné un CV pour être standardiste dans un hôtel, je sais parler, même de nuit, il y a des Pakistanais et des Hindous qui sont de nuit dans les hôtels, moi je peux le faire, « *embauche-moi mon frère, t'inquiète, je ne dormirai pas* ». Je vis la nuit, moi, je reste debout pendant dix jours si tu veux, je travaille continuellement s'il veut. J'ai envie de me sortir, tout en voulant ne pas faire de bêtise, ne pas décevoir. J'ai ma famille, j'ai mes petits-enfants, tu ne vois pas qu'ils me voient tous les jours et après... pff, laisse tomber. J'ai été par exemple à l'hôpital, je suis sorti, j'ai été chez Omar. Il y a eu branle-bas de combat, on a cru que j'étais je ne sais pas où, j'en ai plein les couilles de les avoir sur moi. J'ai l'impression de ne pas être libre dans ma vie, à tous les niveaux : si je bouge par là, je vais en prison et si je bouge par là, on va me niquer ma vie. À mon âge, je dois rendre des comptes, je dois être dans une maison à 18h00, j'ai envie d'aller me balader, j'en ai plein les couilles, j'ai envie d'aller faire un tour, j'ai envie... Laisse tomber, j'en ai plein les couilles, j'en ai marre, je te jure, j'ai des idées noires, mais grave.

¹² La situation n'a pas changé, on est en 2016. « Je suis le cul entre deux chaises, je fais, je fais pas... La tentation est toujours là, mais il y a le fait que si je fais un truc grave, avec une maladie et mon âge, je vais mourir en cellule comme un chien. Alors !!!? »

Idées noires

Faire des coups, c'est rien, c'est pas des idées noires. Pour moi, j'ai l'impression que c'est le seul moyen de m'en sortir en ce moment. J'ai l'impression que c'est celle-ci ma vie et que depuis que je l'ai arrêtée, j'ai arrêté de vivre, tu comprends ce que je veux dire ? Et ces enculés, en me mettant en prison, maintenant regarde, ils ne s'inquiètent pas de moi. Ils m'ont mis en prison, m'ont laissé dix ans, je cours pour qu'on me donne des papiers mais putain, si on me donne des papiers, je ne serais pas un assisté, je n'irais pas chercher mon RSA, tout ça. Va te faire enculer, je veux me sortir de la merde moi. Si on me donnait mes papiers, je ne serais pas un poids, je ne serais pas un parasite. Donnez-moi mes papiers, arrêtez de me faire chier. Tu sais quand je rentre quelque part et qu'on me casse les couilles je dis « *hé, qu'est-ce qu'il y a ? Va te faire niquer* », dans une épicerie, n'importe où, une caissière, quand on me casse les couilles, que je vois que c'est tordu, je ne peux pas m'empêcher de m'exprimer mais violemment, parce que ça me fait chier, je vis tout le temps avec la tête basse, avec tout le monde. J'ai envie de dire « *va te faire enculer* » à la terre entière, j'ai envie de retrouver ma liberté d'expression.

J'en ai plein les couilles, par exemple je me dis « *putain* », sur la tête des mes enfants, j'y pense depuis des années... Pour te dire, j'ai même osé... Je t'ai dit que je connais une famille, son père s'est jeté par la fenêtre, je t'en ai parlé ? Eh ben moi, je l'ai l'idée... depuis au moins cinq ans, je l'ai. Quand ce mec est mort, je t'ai dit que j'ai été dans l'église, au cimetière, tu te rappelles ? Avec toute ma famille parce que c'est vraiment des gens qu'on connaît bien. Et tu sais quoi ? J'en ai marre, sur la tête de ma mère. Et plus les jours passent, plus j'en ai marre, je suis dégoûté, j'ai envie de rien. Là, il n'y a personne dans la baraque, ils sont en Tunisie, ben j'ai repris la lecture parce que c'est mon... Moi mes kifs à moi, c'est rien, c'est la lecture, c'est de regarder des documents... Mais mes kifs à moi n'ont rien à voir avec leurs kifs à eux. Par exemple, je suis un fou du foot, ben putain, si j'ai un super bouquin, je préfère lire que d'aller voir même Barça/Real. Mes idées, c'est le contraire des autres. J'aime bien lire, j'aime bien aller au cinoche, avant j'allais tous les jours au cinéma, tous les jours, je suis un cinéphile mais grave. J'étais libre, j'avais de l'oseille, j'allais tous les jours au cinéma. Eh ben par exemple, j'ai un ticket de cinoche gratuit mais pour aller au cinéma, il faut que je fasse à pied pour aller à Mégarama, et c'est plus un kif. C'est dans la zone industrielle, tu vois. C'est-à-dire que je vais plus me fatiguer que d'aller me décontracter. (...)

Je reviens à zéro et ça me fait encore penser à devenir ouf encore. Tu comprends ? Mais laisse tomber, moi, j'ai des... C'est pour ça, parler d'aujourd'hui, ça me détruit. Je ne peux même pas en parler comme je voudrais. C'est-à-dire, je ne peux pas en parler sereinement parce que ça me nique la gueule, ça m'énerve, ça me met en colère et je ne suis pas dans mon état normal.

Tu sais quand je rentre, sur la tête de ma mère, quand je rentre, je fais ça « *Salam Aleykoun* », « *Salam* »... Et on me regarde, parce que toute ma vie, j'ai bu, j'ai pris de la coke, je suis sorti, jamais je ne rentrais à 18h00, je rentre dans trois jours. Alors je t'explique, je vais dans des endroits où un être humain normal ne peut pas aller, c'est ça ma vie, j'ai l'impression que c'est comme ça que je dois vivre, vu que je ne suis jamais chez moi et bien chez les autres, je baisse la tête, les épaules, je me sens humilié grave...

Retourner vivre en prison

... mais c'est pas une vie comme je vis, je suis en prison sans être derrière les barreaux, je suis dans une prison virtuelle, tu comprends ce que je veux dire ? Je suis dans une prison sans barreaux. (...) Des fois dans ma situation d'aujourd'hui, de maintenant à l'instant même, des fois, je vivais mieux en prison. En prison, j'avais ce que j'avais à l'extérieur. C'est-à-dire que ma famille quand elle venait, je leur donnais de l'argent pour vivre, que je me faisais en prison, je donnais de l'argent ou je donnais l'équivalent. J'étais respecté par l'administration pénitentiaire, je dirais même que je faisais peur... Ils me donnaient des boulots les éducateurs parce qu'ils me faisaient hyper confiance, tellement je leur parlais aux éducateurs que pour eux, j'étais réinséré. Une fois le mec, il m'a ramené un boulot, je ne sais pas si je t'en ai parlé, parce que maintenant, tu fais des photos, tu payes en prison, tu peux aller en cellule prendre les mecs en photo, les mecs posent parce que les cellules sont décorées. Avec de l'argent, tu peux faire ce que tu veux, tu peux acheter une télévision, un frigidaire, une armoire, des rideaux, une couette... tu la choisis, t'achètes à La Redoute, aux 3 Suisses, des enculés, c'est un marché énorme. En prison, j'avais la même structure que quand j'étais dehors. Et là, je me dis, « *mais à ce tarif-là, je préfère prendre des risques* », quitte à aller en prison mais ne pas avoir la vie que je vis là.

Ça serait pire parce que j'aurais des regrets énormes en me disant : « *Regardes, tu es en prison mais il fallait tout niquer* ». Et parfois aussi, j'ai d'autres idées parce que je me dis : « *Putain mais t'es trop malade, tu vas peut-être caner, là, tu ne vois pas que tu canes sans le savoir et sans avoir tout niqué avant de caner ?* » J'ai des idées mais on dirait que je pense à tout, dans ma tête, je me dis « *imagine-toi que tu meures demain* » parce qu'on dirait que j'ai plein de maladies. J'ai l'impression que je vais devenir *ouf*, tellement je pense à... laisse tomber, je me dis qu'en gambergeant comme ça...

Depuis le début de l'année (2016), on me demande de quitter le territoire¹³. Bien entendu, je suis toujours là, je rase les murs, je ne sors plus, bien que je me suis arrangé pour que le consulat tunisien ne fournisse pas de laissez-passer à mon nom au préfet le jour J. Eh oui, je connais encore un peu de monde qui m'aime bien et me respecte. »

* *

*

Cette troisième séquence ne nous éloigne qu'en apparence de l'histoire de l'héroïne ; elle permet d'en dessiner les cycles. En effet, elle montre que l'entrée dans la came a été une opportunité économique pour une génération de braqueurs sous les verrous, après avoir laissé passer l'installation des « *machines à sous* », une manière de « *faire de l'argent* » et de soutenir autant qu'entraîner un mode de vie basé sur la consommation ostentatoire. Dès que d'autres opportunités se sont présentées (la coke, le shit, d'autres business), elles ont été saisies jusqu'à un point-limite (morts, années de prison, déchirements sociaux). Ici, ce qui est évoqué

¹³ Suite à sa demande d'effacement d'une condamnation susceptible de l'expulser du territoire national et au jugement défavorable rendu du 3 septembre 2015 par le tribunal de Lyon, est "expulsable", mais pas "expulsé".

longuement, c'est la face d'ombre de cette fin de carrière bloquée pour des raisons administratives et judiciaires. Rattrapé par son passé, notre homme n'est plus tant le sujet que l'objet de son action (« *on m'a foutu la vie en l'air, j'ai tout perdu* »). Un autre cycle s'amorce alors, en tension entre précarité et exclusion, dormir chez ses filles ou à droite à gauche et ne pas vraiment savoir où à certains moments, sans être SDF.

En ce sens, quelque chose que l'on n'ose pas dire, c'est que Rachid a eu une « vie de merde ». La vérité est qu'il n'a pas eu une vie passionnante (même s'il tend à la raconter comme telle), « *une vie romanesque, dangereuse, une vie qui a pris le risque de se mêler à l'histoire* », mais « *une vie de merde* »¹⁴. Le titi, malin comme pas un, est devenu un professionnel en même temps qu'un rebelle. De l'ancienne école, concède-t-il, « *il a joué, il a perdu* ». Le problème, c'est qu'on n'en sort pas indemne : la machine l'a broyé. D'où le sentiment de rage qui court entre les lignes...

Est-ce un cas isolé ? Nous ne le pensons pas. Parmi les anciens « *gros voyous* » qui ne sont pas morts, beaucoup semble en être là. Le reste est mythologie. Ceux qui étaient dans la came à fond, qui avaient des millions, sont aujourd'hui « *en galère* » ; c'est à peine s'ils sont au RSA. Ils engagés dans un processus de quasi-clochardisation. Nous en avons rencontré quelques-uns au cours de la partie ethnographique de cette enquête. On est loin des portraits-clichés qu'on nous trace des bandits et des truands qui mènent grand train en Amérique latine ou ailleurs dans le monde. Il faut en finir avec l'héroïsation des voyous dont les biographies s'arrachent en librairie.

La machine à broyer en a pris plus d'un. Il reste les « *survivants* », les autres sont morts. La diffusion de l'héroïne a fonctionné comme un autobroyeur : « *ils se tuent entre eux !* » « *Eux* », sous-entendu les « *Arabes* », les « *Maghrébins* ». « *Ils* », la police, les autorités, le pouvoir. Même raisonnement – sommaire – pour les règlements de compte. Est-ce ce qui s'est vraiment passé ? Aurait-on aussi laissé faire pour des raisons idéologiques ? Une sorte de suite immonde de la guerre d'Algérie ? Nombre de nos interlocuteurs le soutiennent, plaidant l'analogie avec les *Blacks Panthers* avec l'héroïne, voire les Indiens d'Amérique avec l'alcool. Lorsque la machine pénale s'emballe une première fois dans les années 1983-85, une seconde fois dans les années 1990-2000, que les affaires ne marchent plus du tout, que les ennuis judiciaires s'accumulent suite à des investigations plus fines, Rachid est rattrapé par son statut d'immigré passible de la « *double peine* ». Mesure profondément injuste et incohérente, contestée par le Comité national sur la double peine, qui vit le jour en 1992. Violence d'État qui « *broya* » tellement de vies. Expulsable, il n'est pas expulsé, mais peut l'être à tout moment. Virus mortel inoculé aux prisonniers.

¹⁴ Emmanuel Carrère, *Limonov*, Paris, Gallimard, 2011, p. 484.

7.8 Compter les familles et les fratries touchées par la diffusion de l'héroïne

Azzedine GRINBOU et Michel KOKOREFF

La diffusion des consommations d'héroïne, l'expansion du marché vers les périphéries urbaines, l'agencement toxicomanie-sida – qui a constitué, jusqu'à la fin des années 1980, un tabou –, l'orientation essentiellement répressive de l'action publique : tous ces phénomènes ont contribué à une véritable hécatombe¹⁵. Notre matériau témoigne d'une forte mortalité des proches de ceux qui y ont survécu dans divers milieux sociaux : « *ils sont tous morts !* », « *parmi mes potes, peu ont survécu* ». Dans les quartiers des banlieues parisiennes en particulier, c'est probablement pire, du fait d'une concentration spatiale plus forte et des liens d'interconnaissance : « *il n'y a pas une famille qui n'a pas été touchée !* », a-t-on souvent entendu. Indémontrable ? Excessif ? Peut-être, mais les représentations font partie de la réalité sociale, on ne peut s'en débarrasser d'un trait de plume.

C'est pourquoi, nous avons imaginé un recueil de données simple réalisé par un de nos enquêteurs qui, par sa connaissance de son environnement, dans sa ville comme dans d'autres villes, son réseau d'interconnaissance¹⁶, était à même de compter le nombre de familles touchées et de personnes décédées. Nous lui avons donc fait remplir des tableaux, indiquant le nom des familles, la ville, la nationalité et l'origine, la composition de la fratrie, les causes et la date approximatives du décès. On ne peut se dissimuler que cette méthode comporte des « *biais* » : effets de réseau et d'origine, oublis, informations incomplètes, etc., même si, se prenant au jeu, notre enquêteur s'est fait aider (« *Et il y a aussi untel dans tel quartier...* »). En cela, les résultats n'ont aucune valeur statistique. Il n'en demeure pas moins que ce recensement n'est pas sans intérêt quant aux dégâts que la diffusion de l'héroïne a engendrés dans les familles, en particulier maghrébines.

Au total, nous avons pu identifier 109 décès¹⁷. Leur localisation montre une forte concentration dans les communes limitrophes de Gennevilliers (50), Asnières (16), Colombes (7), ainsi que Nanterre (6) – soit trois cas sur quatre. Moins de quatre cas sur cinq (82) étaient issus de l'immigration maghrébine, dont 60 d'origine ou de nationalité algérienne, 18 d'origine ou de nationalité marocaine, 4 d'origine ou de nationalité tunisienne, 3 Espagnols et Portugais, pour 14 « *natifs* » (Français d'origine française). Si, répétons-le, l'écart entre « *rebeus* » et « *céfrans* » (pour reprendre les catégories indigènes) peut être rapporté aux caractéristiques de notre enquêteur, lui-même de nationalité tunisienne, et fortement inséré dans ces réseaux ethniques, il nous semble assez significatif pour être pris en compte quant au lourd tribut payé par les premiers vis-à-vis de la diffusion de l'héroïne. Par ailleurs, selon ce recensement de mémoire, 57 personnes sont décédées d'overdose sur une période allant approximativement de 1973 à 2014, pour 42 du sida. Mais l'indicateur qualitativement le plus étonnant concerne les effets de mortalité sur les fratries. Ainsi, parmi des familles souvent très

¹⁵ Voir l'article de Jean-Michel Costes.

¹⁶ Voir « Itinéraire d'un voyou devenu « sans-papiers » »

¹⁷ Toutes les rubriques n'ont pas pu être renseignées, d'où des écarts dans les totaux obtenus.

nombreuses (jusqu'à douze enfants), certaines ont été décimées par cette catastrophe sociale et sanitaire. Ainsi, par exemple, dans plusieurs d'entre elles, deux frères ont été touchés, et dans deux, ce sont cinq frères et sœurs qui sont morts.

Par ailleurs, suite à cette tentative de recenser les familles, nous avons interviewé notre enquêteur sur ses impressions.

- Qu'est ce que t'en tires, de tout ça ?

« J'ai l'impression que je suis pas allé jusqu'au bout dans ce boulot, qu'il me faudrait au moins... encore quinze jours, parce que j'ai l'impression que cette liste, ça s'arrêtera jamais si je me mets là-dessus, parce qu'elle est... Je dirais même qu'elle est à l'infini cette liste, c'est comme la mer, tu vois. Je me suis rendu compte, qu'en fin de compte, tous les gens que je connaissais qui sont morts de ça, quand j'étais en prison et tout, je me suis rendu compte, j'ai l'impression... Que tous leurs petits frères, aujourd'hui, eux aussi ils sont morts. Tu vois ce que je veux dire ? En tout cas, ils sont morts d'héro, que ça soit du VIH, du sida ou d'une OD... Pour moi, c'est la même chose parce que ça part de la même raison. J'ai l'impression que dans mon quartier, quand je dis "mon quartier", c'est plein de quartiers dans ma ville. Quand je dis "mon quartier", c'est ma ville, dans Gennevilliers, y a tellement de quartiers qui ont été touchés par ça. À 20-30 m² de différence, y a eu énormément de morts. Bon, eux ils disent "celui-là, il est mort à Cité rouge", je me rends compte qu'en fin de compte, c'est pas un mort de la Cité rouge, c'est que tous les morts qu'il y a eu à Gennevilliers si je devais les recenser mais ça serait terrible. C'est une hécatombe. Parce que, je me suis rendu compte que y a même des familles..., qu'ils sont trois à... Tu vois ? Moi, je m'attendais à trouver, de temps en temps un mec de mon quartier qui est mort dans telle famille, telle famille... Mais là, je me rends compte que... Il y a deux, trois dans une même famille ! En fin de compte, l'autre fois quand je bossais, le matin là, pour finir ma liste, le mec il me fait "t'as vu les frères Kassem ? ", ça m'a touché, je lui ai dit "ouais, ouais, c'est bon, j'ai mis untel et untel, les deux frères". Mais, il m'a dit "mais t'es fou ! Y en a cinq qui sont morts !" C'est terrible ! Tu comprends ce que je veux dire, ça se peut que c'est cinq frères et il doit rester trois sœurs ou un truc comme ça ! (...) Comme moi, on me dit : "Oui, on sait pas s'il est mort de la drogue, mais en tout cas, il est mort d'une hépatite ou un truc comme ça" ! Mais... Je sais moi, je sais qui est mort de quoi, c'est des mecs de chez moi, je les connais ! Moi, les mecs à chaque fois que je parle avec eux... Voilà... (...) Comme j'ai fait des longues peines moi, je me suis rendu compte que dans les années 1980, j'étais en prison, je suis sorti fin 1996. Je me suis rendu compte que pas mal de mecs de la génération de mon frère, je te parle de Lotfi mon frère qui est à la mairie maintenant, qui est fonctionnaire, qui, lui, se shootait avec tous les mecs qui sont morts qui se shootaient avec la même seringue ! (...)

On s'est fait baiser ! Parce que quand on est sorti de prison, on a trouvé nos frères, nos enfants, tout ça se camer. C'est-à-dire, leur idole n'était pas là ! Ceux

qui s'occupaient d'eux, qui leur donnaient de l'oseille, qui les empêchaient d'aller voler, ils avaient peut-être même plus d'argent que le mec de son âge qui va voler ! On était là pour les donner. C'était des assistés nos frères à nous. Ils croyaient qu'ils vivaient au Danemark, t'sais des Scandinaves les mecs ! Il suffisait d'être devant une porte pour qu'on te donne de l'argent ! Allez, casse-toi ! Bah ces mecs-là, qui aurait crû que mon petit frère Ali, il allait toucher à la came ? ! C'était un super sportif, il adorait le sport tout ça, c'était un beau gosse, il a fait tout, du mannequinat, il était champion de France de natation, il était champion de France de boxe éducative... Le mec, il était... Tu vois... Mais c'était un assisté. Il est mort d'une OD le mec. (...) Après, 1991-92, tout ça ! Je me suis dit "putain, c'est pas possible !".

Toutes ces années que j'étais en prison, y a eu une génération que je n'ai pas connue moi, tu vois ce que je veux dire, les nouveaux qui se sont shootés, des machins comme ça et qui se sont mis dans une merde totale, comme le frère à Mouss, j'ai pas connu ces mecs-là. »

8. Des traitements publics

8.1 1970-2005 : Combien de « toxicomanes », combien de morts ?

Jean-Michel COSTES

Le besoin de chiffres pour cadrer et se représenter les usages de drogues a émergé tardivement, à la fin des années 1980, plus de 20 ans après le début de l'expansion des usages d'héroïne en France. Cette période correspond à celle du virage qui sera pris en matière d'approche du phénomène d'usage de drogues, sous la pression de l'épidémie de Sida, passant d'une approche essentiellement morale à une approche de santé publique, plus pragmatique, prenant enfin à bras le corps la question des risques et cherchant donc à mieux les mesurer¹⁸.

Jusqu'aux années 1990, les seuls instruments de mesure disponibles étaient les sources ou registres administratifs. Ces outils étaient partiels et ambivalents dans le sens où ils ne documentaient qu'une partie du phénomène, et ceci selon une perspective institutionnelle. Les données nous en disaient plus sur l'action des institutions sur le phénomène que sur le phénomène en lui même¹⁹. Les premières statistiques policières (interpellations, décès par overdoses) démarrent à la fin des années 1960, les statistiques sanitaires (recours au soin) ne se développant timidement qu'au cours des années 1980. On peut difficilement imputer au hasard le fait que les principales données statistiques au cours de cette période eussent été celles du ministère de l'Intérieur ; ce fait n'était que la conséquence logique d'une approche dominante morale et répressive.

La prise de conscience de cette lacune de connaissance du phénomène est donc tardive. On peut la dater du début des années 1990 avec deux rapports qui feront bouger les lignes en matière de suivi épidémiologique des usages de drogues : les rapports Padieu²⁰ et Henrion²¹ qui établiront la nécessité de combler cette lacune et qui conduiront à la création en 1995 d'un observatoire dédié à ce sujet.

Dans cette perspective, la première question initiale primordiale a été celle du nombre de toxicomanes à laquelle s'est adjointe celle de la définition de ce terme. Le terme de toxicomane a fait l'objet de vives controverses pour finalement être rejeté. L'évolution des concepts dans le champ de l'observation a été parallèle à celle des politiques publiques : la « manie » a disparu, remplacée par le terme plus neutre de « usage de », la drogue a pris un

¹⁸ Henri Bergeron, *Sociologie de la drogue*. Paris, La Découverte, 2009.

¹⁹ Jean-Michel Costes, « *Le système d'information statistique français sur les drogues et les toxicomanies en 1994 : description sommaire et propositions d'action* ». Paris, OFDT, 1994.

²⁰ René Padieu, *L'information statistique sur les drogues et les toxicomanies*. Paris, La Documentation française, 1994.

²¹ Roger Henrion, *Rapport de la commission de réflexion sur la drogue et la toxicomanie*. Paris, La Documentation française, 1995.

« s » et a franchi la frontière séparant le domaine du légal et de l'illégal. On est donc passé de la « toxicomanie » aux « usages de drogues licites ou illicites » et du « toxicomane » à « l'usager problématique de drogues ». Ces évolutions lexicales ont permis de mieux prendre en compte la complexité du phénomène et de mieux inclure dans les mesures des individus difficiles à ranger dans une catégorie tels que : un usager d'opiacés, incluant l'héroïne, en traitement de substitution, pouvant occasionnellement continuer à consommer de l'héroïne, faire un mésusage (d'un point de vue médical) du produit de substitution prescrit et consommant par ailleurs d'autres produits psychoactifs légaux ou illégaux.

Par référence à cette origine de la connaissance statistique sur les drogues, le terme de « toxicomane » a été conservé dans le titre de ce texte. Mais l'approche qui a prévalu à cette époque sera ici encore respectée : préciser de quoi on parle, indiquer l'origine des chiffres et leurs modes d'obtention et s'abstenir d'accorder aux résultats une précision illusoire.

Les concepts et sources des données

Combien de toxicomanes ?

Combien y a-t-il de toxicomanes en France ? À la fin des années 1990, l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) a substitué à la notion de « toxicomane » celle de « usager problématique de drogues » (UPD). La définition opérationnelle retenue par l'OEDT est la suivante : usager de drogues par voie intraveineuse ou usager régulier d'opiacés, cocaïne ou amphétamines durant l'année passée pour le groupe d'âge des 15-64 ans.

Les enquêtes en population générale, par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de la population française ne sont pas adaptées pour fournir des éléments de réponses à cette question. Elles peuvent fournir des éléments de cadrage du nombre de personnes ayant consommé au moins une fois au cours de leur vie (ou de l'année passée) de tel ou tel produit mais ne peuvent pas cibler la population spécifique des UPD car ce comportement est trop rare parmi l'ensemble de la population et les UPD sont aussi difficilement joignable par ce type d'enquête (en général, des enquêtes téléphoniques)²².

Il faut donc déployer des moyens détournés, des méthodes d'estimation qui s'appuient sur les indicateurs indirects de ce phénomène (« usage problématique de drogues ») fournis par les institutions qui interviennent dans ce domaine. Chacune tente d'évaluer son action et par cela même mesure une partie du phénomène. Les deux principales sont l'institution policière et l'institution sanitaire. Ainsi, les évolutions des statistiques des interpellations pour infraction à la législation sur les stupéfiants (ILS) et les évolutions du nombre d'usagers de drogues suivis par les dispositifs sanitaires peuvent refléter, quand on observe les tendances, l'évolution de l'ampleur du phénomène. On ne peut toutefois pas éviter le biais inhérent à leur ambivalence qui peut se résumer par la question suivante : cette évolution à la hausse est-elle

²² François Beck, *Entre représentativité des échantillons et représentations des usages : L'apport des enquêtes en population générale à la compréhension des usages de drogues*, Thèse de doctorat de sociologie soutenue à Paris Descartes, 2005.

le signe d'une progression du phénomène ou d'une meilleure efficacité de l'institution (plus d'activité policière, meilleur dispositif de soin) ?

Les principales sources d'information utilisées en France dans cette logique sont les suivantes, dans le champ répressif :

- Fichier national des auteurs d'infractions à la législation sur les stupéfiants (FNAILS), Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS), 1970-2010
- Outil et système d'informations relatives aux infractions à la législation sur les stupéfiants (OSIRIS), Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS), remplace le FNAILS depuis 2011

Dans le champ sanitaire :

- Enquête sur la prise en charge des toxicomanes dans le système sanitaire et social, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des statistiques (DREES) (Ministère de la Santé), 1987-2003, remplacée ensuite par RECAP, porte sur les usagers de drogues qui s'adressent aux établissements sanitaires et sociaux, leurs caractéristiques socio-démographiques et leurs consommations²³.
- Rapports d'activité des centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), Direction Générale de la Santé, depuis 1998, porte sur l'activité des CSAPA et les caractéristiques des patients accueillis²⁴.
- Recueil commun sur les addictions et les prises en charge (RECAP), OFDT, depuis 2005, adaptation en France de l'indicateur clef européen sur les demandes de traitement, utilise les systèmes d'information développés par les CSAPA pour gérer les dossiers administratifs et médicaux des patients qu'ils prennent en charge, porte sur la file active des CSAPA : personne suivie ayant fait l'objet d'un acte au cours de l'année ou personne nouvellement prise en charge²⁵.
- Enquête nationale en centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) (ENa-Caarud), depuis 2006, suivi des caractéristiques et des pratiques des consommateurs de drogues qui fréquentent les CAARUD ou atteints par leurs équipes mobiles²⁶.

Combien de morts ?

En première apparence, la notion de « morts » semble moins complexe à définir que celle de « toxicomanes ». En réalité, il n'en est rien. En effet, en ce domaine, la complexité réside quand la difficulté de distinguer la mortalité « normale », à laquelle est soumise la population

²³ Vanessa Bellamy, *La prise en charge des consommateurs de drogues illicites ayant recours au système sanitaire et social : enquête réalisée en novembre 2003*. Statistiques DREES. Document de travail, n°83. Paris, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, 2005.

²⁴ Christophe Palle, Malisa Rattanatrak. *Les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie en 2010. Situation en 2010 et évolutions sur la période 2005-2010*. Saint-Denis, OFDT, 2013.

²⁵ Christophe Palle, Laure Vaissade, *Premiers résultats nationaux de l'enquête RECAP. Les personnes prises en charge dans Les CSST et Les CCAA En 2005*. Saint-Denis, OFDT, 2007..

²⁶ Agnès Cadet-Taïrou, Stéphane Said, Magali Martinez, *Profils et pratiques des usagers des CAARUD en 2012*. Tendances n° 98. Saint-Denis: OFDT, 2015.

des usagers de drogues comme l'ensemble de la population, et la mortalité liée directement ou indirectement à leurs usages de drogues. Si, dans la catégorie des décès directement liés on peut y mettre les décès par overdose et les décès par Sida (lorsque la source de contamination par le VIH est identifiée comme étant leur usage de la voie intraveineuse), il est plus difficile de classer d'autres causes de décès telles que les morts violentes, les suicides ou tout un panel de maladies somatiques pour lesquels l'usage de drogues est un cofacteur de risque ou de gravité, mais aussi un masquage de la cause réelle du décès dans une société où la « toxicomanie » est stigmatisée. Enfin, il reste la « boîte noire » des décès dont la cause est indéterminée.

Du point de vue épidémiologique, il y a deux principales voies pour estimer ce nombre : les registres de décès ou les études de cohorte. Dans le premier cas, on essaie d'enregistrer les décès liés à l'usage problématique de drogues ; dans le second, on suit une cohorte d'usagers de drogues et on mesure au fil du temps la mortalité qu'ils subissent et on peut estimer leur surmortalité au regard d'une population équivalente mais non usagère de drogues.

Trois sources d'information sur les décès liés aux usages de drogues existent en France²⁷:

- La base de données sur les causes médicales de décès tenue par le Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès (CépiDc) à l'INSERM. Elle s'appuie sur le traitement des certificats adressés par le médecin ayant fait le constat du décès. Lorsqu'il y a suspicion de décès par usage de stupéfiants, le médecin ne remplit pas de certificat, le décès est codé temporairement « cause inconnue », une information judiciaire est ouverte au terme de laquelle les résultats sont transmis au CépiDc (en théorie car ce n'est pas toujours le cas).
- Le fichier de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS) qui rassemble les décès par surdoses constatés par les services de police et de gendarmerie. L'OCRTIS classe comme surdoses tout décès apparemment provoqué par l'usage d'au moins un stupéfiant ou un médicament opiacé, sur la base d'éléments retrouvés sur place indiquant un usage de substances. Ce recensement ne repose pas sur une analyse toxicologique.
- Le fichier « décès en relation avec l'abus de médicaments et de substances » (DRAMES) de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM). Cette base n'a pas pour objectif premier le recensement exhaustif du nombre de surdoses mortelles, mais une surveillance des types de substances retrouvées, avec une attention particulière portée aux médicaments. La couverture géographique de ce fichier n'est pas complète.

Le premier indicateur possible est le nombre de décès par surdose, entendu comme : les décès directement provoqués par l'ingestion d'une ou plusieurs substances illicites, mais aussi des produits licites comme les traitements de substitution aux opiacés (TSO), (méthadone et la buprénorphine haut dosage) et certains médicaments opiacés.

²⁷ Eric Janssen, « Les décès par surdose de drogues en France. Une présentation critique ». *Revue d'Épidémiologie et de Santé Publique* 57(2), 126-129, 2009.

L'OEDT a défini un indicateur clef européen en proposant une définition des « décès liés aux usages de drogues ». Il s'agit d'une sélection [sélection B], appliquée aux données des registres de mortalité, de causes codées selon la Classification internationale des maladies (CIM) 9e ou 10e version. Les décès retenus sont ceux directement provoqués par :

1. des « troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation d'opiacés (code F11), cannabis (code F12), cocaïne (code F14), ou autres stimulants (code F15), hallucinogènes (code F16), et autres substances (code F19) [assimilés à la pharmacodépendance et à la toxicomanie] ;
2. « Intoxication accidentelle par des narcotiques et psychodysléptiques et expositions à ces produits » (code X42) [surdosés classés comme accidentelles] ;
3. « Auto-intoxication par des narcotiques et psychodysléptiques et exposition à ces produits » (code X62) [surdosés classés comme suicides] ;
4. « Intoxication par des narcotiques et psycho- dysléptiques et expositions à ces produits » (code Y12) [intention indéterminée]

Les enquêtes de cohorte d'usagers de drogues peuvent avoir pour objectif de décrire toutes les causes de décès et leur évolution, de calculer des indices comparatifs de mortalité, de quantifier les années de vie perdues et d'identifier les causes de décès évitables des personnes incluses dans la cohorte en les comparant à une population de référence. Deux études de ce type ont été menées en France :

- Une cohorte rétrospective, sur les décès survenus parmi les personnes interpellées au début et au milieu des années 1990 pour usage ou usage-revente de stupéfiants²⁸
- Une cohorte composée cette fois-ci de 955 individus intégrés au dispositif de prise en charge spécialisé (CSAPA, CAARUD) entre 2009 et 2011, dont le statut vital des individus a été recherché en juillet 2013²⁹.

Les données existantes

Combien de toxicomanes ?

Les premières estimations de prévalence de l'usage problématique de drogues, documentées sur le plan méthodologique, datent, en France, du début des années 1990. En une dizaine d'années, cinq estimations vont être produites situant le nombre de « toxicomanes » entre 125 000 et 176 000 individus [Figure 1].

²⁸ Dominique Lopez, Hélène Martineau, Christophe Palle, *Mortalité liée aux drogues illicites : étude d'une cohorte rétrospective de personnes interpellées pour usage de stupéfiants*. Saint-Denis, OFDT, 2004.

²⁹ Anne-Claire Brisacier, *Premiers résultats de l'enquête « cohorte de mortalité d'usagers de stupéfiants »*. Note 2015-06. Saint-Denis, OFDT, 2015.

Figure 1 : Estimations en France dans les années 90 du nombre de toxicomanes

année de publication	année de référence			Auteur	Biblio
1990	1987	125 000	Toxicomanes	Padieu	30
1990	1987	150 000	Toxicomanes	Costes	31
1992	1990	170 000	Toxicomanes	Costes	32
1996	1993	160 000	Héroïnomanes	Costes	33
1999	1997	176 000	UPD	Costes	34

Les méthodes employées, de plus en plus sophistiquées s'appuient sur une stratégie d'extrapolation des données administratives principalement sanitaires et sur le recoupement des différentes sources d'information. L'avancée la plus significative sera l'application au champ de la toxicomanie d'une méthode issue d'un tout autre champ (zoologie), la méthode dite « capture recapture », modélisation mathématique utilisant différentes sources de données, partant du constat de la présence ou de l'absence des usagers de drogues inclus dans l'étude dans chacune des sources, analysant les recoupements entre sources et extrapolant la population cachée, celle qui n'est vue par aucune des sources.

Une nouvelle estimation établit à 230 000 en 2006 le nombre de « usagers de drogues par voie intraveineuse ou usagers réguliers d'opiacés, de cocaïne ou d'amphétamines »³⁵. Ces chiffres bruts pourraient laisser penser à une progression importante du phénomène. Cette impression est trompeuse car les méthodes et surtout l'objet de l'estimation ont évolué. Ainsi, on est passé de la notion de « toxicomanes » (1987) à celle d'« usagers d'opiacés à problème » (1993), puis à la définition d'« usagers d'opiacés ou de cocaïne à problème » (1997) et enfin à celle d'« usager de drogues par voie intraveineuse ou usager régulier d'opiacés, de cocaïne ou d'amphétamines » (2006). L'objet de l'estimation s'est ainsi élargi au cours du temps.

Les méthodes utilisées sont pertinentes pour obtenir des ordres de grandeur du volume des populations concernées mais il ne faut pas leur accorder une précision qu'elles ne peuvent pas apporter. Les marges d'erreur sont trop importantes pour analyser ces données en

³⁰ René Padieu, *L'information statistique sur les drogues et les toxicomanies*. Paris, La Documentation française, 1994.

³¹ Jean-Michel Costes, *La toxicomanie : un difficile passage à l'âge adulte ?* Données sociales 1990, 258-261, INSEE, 1990.

³² Jean-Michel Costes, *Pour une estimation du nombre de toxicomanes*. Paris, Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, 1992.

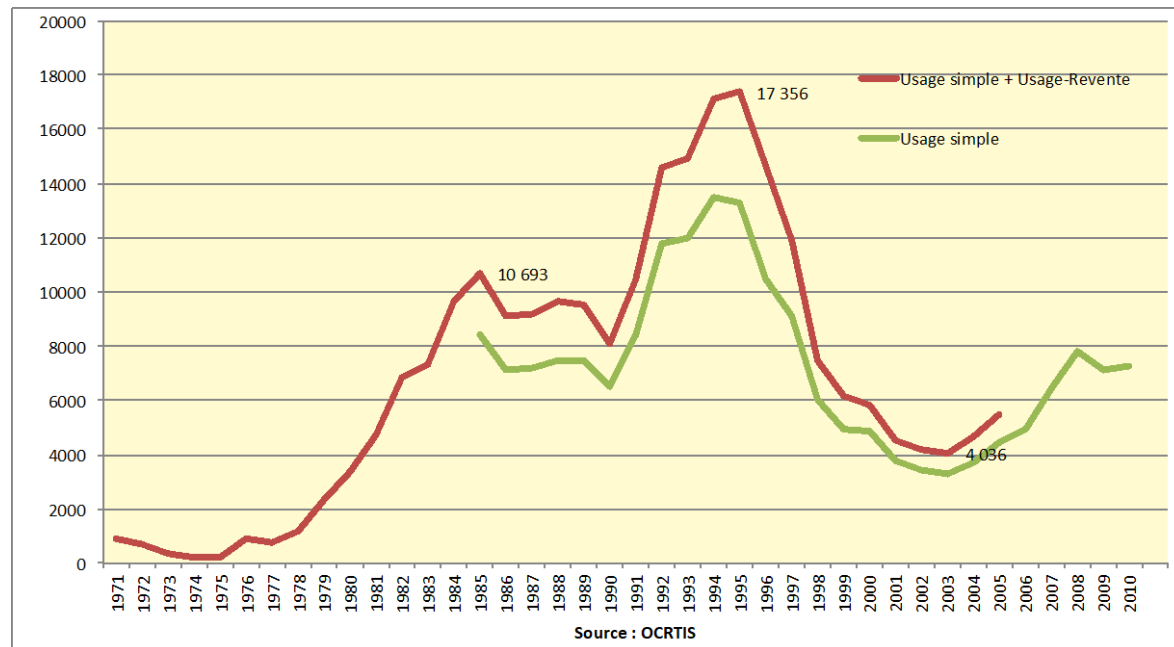
³³ Jean-Michel Costes, *Drogues et toxicomanies : indicateurs et tendances 1996*. Paris, OFDT, 1996.

³⁴ Jean-Michel Costes, *Estimations nationales de prévalence. Groupe de travail de l'OEDT : rapport final France*. Paris, OFDT, 1997.

³⁵ Jean-Michel Costes, Laure Vaissade, Emanuella Colasante, Christophe Palle, Stéphane Legleye, Eric Janssen, Abdalla Toufik, et Agnès Cadet-Taïrou, *Prévalence de l'usage problématique de drogues en France - estimations 2006*. Saint-Denis, OFDT, 2009.

tendance. Dans cette perspective il vaut mieux se retourner vers les « indicateurs indirects ». Le seul indicateur de ce type disponible, sur l'ensemble de la période étudiée, est le nombre d'interpellations pour usage de stupéfiants (avec la distinction possible du type de produit) qui reflète à la fois l'activité des services de police mais aussi l'ampleur du phénomène d'usage [Figure 2].

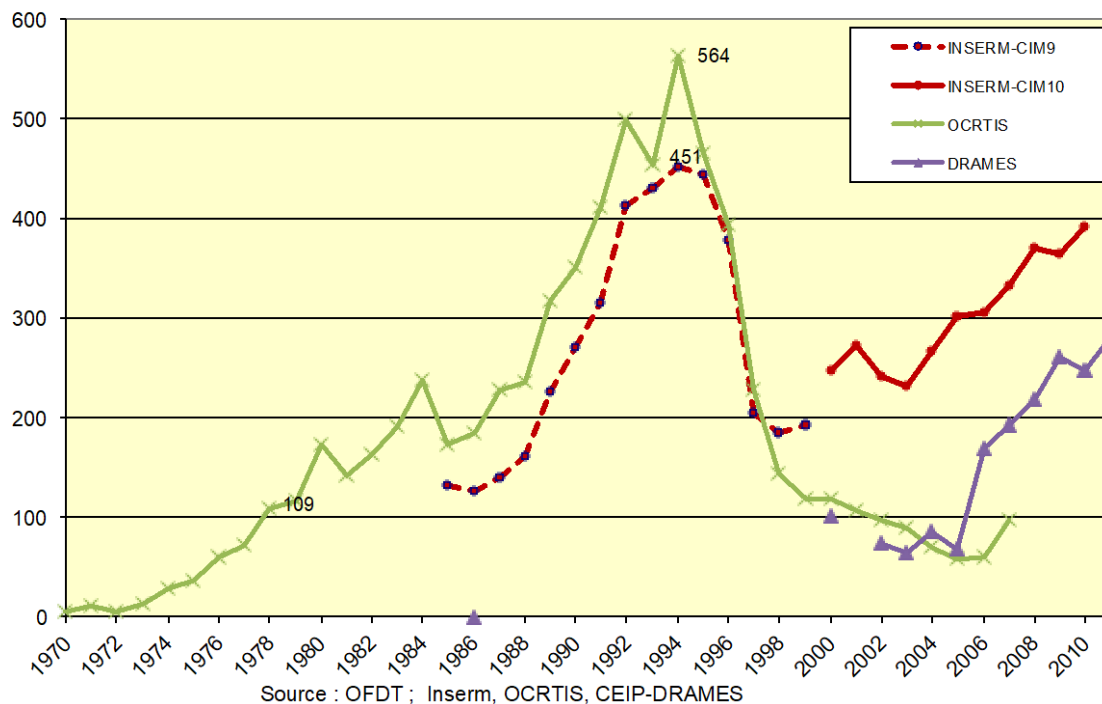
Figure 2 : ILS pour usage simple et usage-revente d'héroïne



Combien de morts ?

Le nombre de morts liés aux usages de drogues illicites indiqué par les deux principales sources de données (INSERM et OCRTIS) évolue de façon presque identique, jusqu'à la fin des années 1990. Après le pic atteint au milieu des années 1990, le nombre de décès par surdose chute rapidement pour les deux sources de données. Cette baisse intervient dans le contexte de l'adoption de la politique de réduction des risques et de la diffusion rapide des traitements de substitution aux opiacés en France. Les données de l'INSERM et de l'OCRTIS divergent ensuite (la diffusion des traitements de substitution et la baisse de la consommation par voie intraveineuse ont pu contribuer à rendre plus difficile le repérage par les services de police des décès par surdose), principalement en termes de niveau car il y a de nouveau une convergence des sources pour indiquer une tendance à la hausse dans la seconde moitié des années 2000³⁶.

³⁶ Eric Janssen, Christophe Palle, *Les surdoses mortelles par usage de substances psychoactives en France*. Tendances n° 70. Saint-Denis, OFDT, 2010.

Figure 3 : Décès liés à l'usage de drogues en France selon différentes sources, 1970-2011

De nombreuses évidences scientifiques soutiennent le constat que ces estimations de décès sont très largement sous-estimées. Ainsi, une étude sur les données françaises estime la sous-estimation à 40 % en ce qui concerne les données des années 2001-02³⁷. Une autre étude va plus loin, en croisant les trois sources disponibles en matière de décès liés aux usages de drogues illicites en France. Le nombre de ces décès en 2007 a été estimé en appliquant la méthode « capture-recapture ». Le résultat indique que le nombre de décès serait trois fois le nombre de décès donné par les seul recoupement des sources et six fois celui de la source CépiDC-INSERM, source correspondant à l'indicateur clef retenu au plan européen. Il est donc probable que le nombre de décès, à l'apogée de leur progression, ait été plus proche de 2 à 3000 par an que de 5 à 600 indiqué par nos deux sources de données³⁸.

Une confirmation de cette hypothèse nous est donnée par l'analyse des résultats des études suivant la seconde voie méthodologique possible pour estimer ce nombre : les études de cohorte. Une étude française menée par l'OFDT nous donne des résultats intéressants sur la fin de la période que nous étudions : les années 1990³⁹

À âge égal, les hommes interpellés (dans la première moitié des années 1990) pour usage d'héroïne/cocaïne/crack ont un risque de décéder 5 fois plus élevé que la moyenne masculine nationale; pour les femmes interpellées, le risque par rapport à la population féminine française est supérieur à 9. Les décès par surdose ne représentent que 20 % de l'ensemble des décès des personnes interpellées. Plus d'un tiers des décès sont dus à des

³⁷ Eric Janssen, *Estimating the levels of acute drug-related deaths in France, 2001–2002: A simple technique to measure bias in overdoses recording.*, Journal of Substance Use, 15(2), 105-112, 2010.

³⁸ Eric Janssen, *Drug-Related Deaths in France in 2007: Estimates and Implications.* Substance Use & Misuse, 46(12), 1495-1501, 2011.

³⁹ Dominique Lope, Hélène Martineau, Christophe Palle, *op. cit.*

causes extérieures de traumatisme et d'empoisonnement (parmi lesquels 10 % par accidents de la circulation et 11 % par suicides), 15 % comprennent les décès par tumeurs et maladies de l'appareil circulatoire, respiratoire et digestif et 13% sont dus au Sida.

L'étude de l'OFDT donne une estimation du taux annuel de mortalité de 7,3 pour mille. A la même période une étude de l'OEDT indique que les différentes estimations du taux annuel de mortalité d'usagers d'opiacés varient dans la plupart des études de cohorte européennes de 10 à 30 pour 1000⁴⁰. L'estimation de l'OFDT se situerait en légèrement dessous de la fourchette d'estimation. Une méta-analyse plus récente faisant la synthèse de 58 études de cohorte au niveau international aboutit à une estimation moyenne d'environ 20 pour 1000⁴¹. Si on applique le taux annuel de mortalité de l'étude de l'OFDT à l'estimation de nombre de UPD en France en 1997 (176 000) on obtient environ 1200 décès annuels et si on applique le taux moyen des autres études internationales on obtient 3500 décès. Ces résultats sont cohérents avec les indications des études de sous-estimation des sources de données administratives.

Les conclusions sur l'ampleur du phénomène entre 1970 et 2005

À partir des données présentées précédemment, il semble possible d'établir des estimations globales du nombre de toxicomanes et du nombre de décès correspondant, couvrant notre période d'étude : 1970-2005.

Deux seuls indicateurs des évolutions du phénomène, couvrant la totalité de la période, sont disponibles :

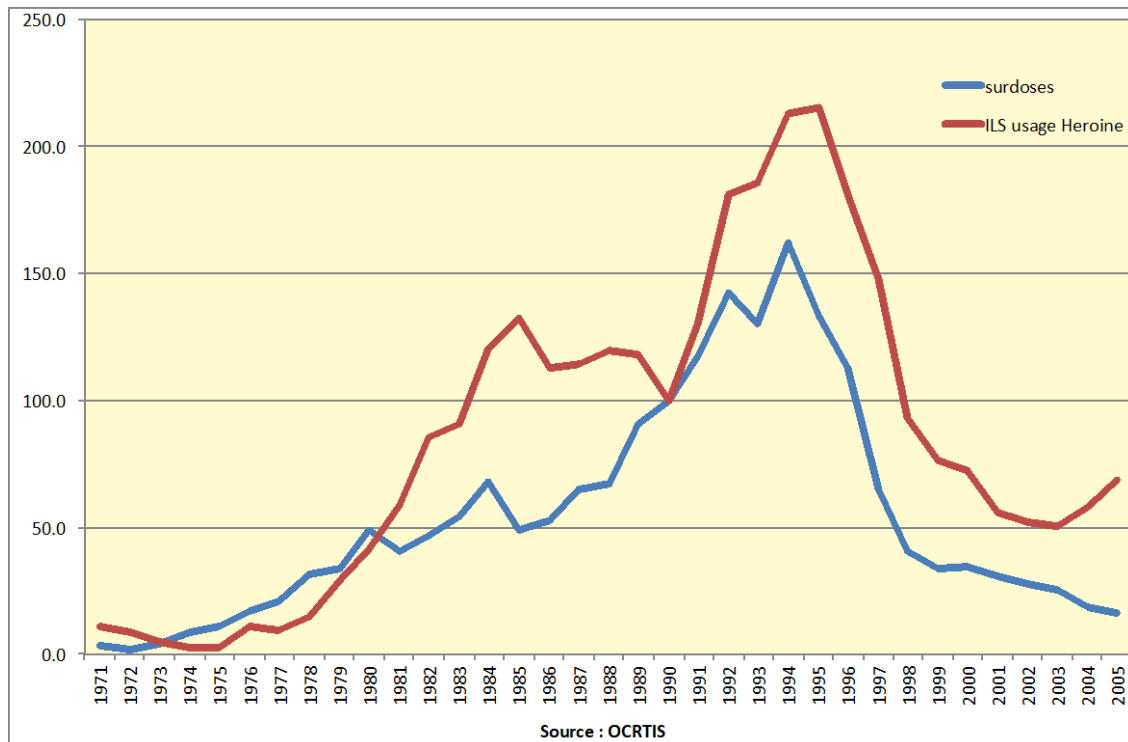
- Le nombre d'interpellations pour usage d'héroïne
- Le nombre de décès par overdoses enregistrés par les services de police

La mise en perspective des deux courbes [Figure 4] nous montre que les tendances qu'elles dessinent sont proches et cohérentes. De ce rapprochement, on peut tirer certaines conclusions.

⁴⁰ Anna-Maria Bargagli, Matthew Hickman, Marina Davoli, Carlo A. Perucci, Patrizia Schifano, Marcel Buster, Teresa Brugal, Julian Vicente, *Drug-related mortality and its impact on adult mortality in eight European countries*. The European Journal of Public Health, 16(2), 198-202, 2005

⁴¹ Louisa Degenhardt, Chiara Bucello, Brabley Mathers, Christina Briegleb, Hammad Ali, Matt Hickman, Jennifer McLaren, *Mortality among regular or dependent users of heroin and other opioids: a systematic review and meta-analysis of cohort studies*, Addiction, 106(1), 32-51, 2011.

Figure 4 : Evolution des décès par surdoses et des ILS pour usage d'héroïne (base 100 en 1990)



La dynamique des usages d'héroïne entre 1970 et 2005.

Même si ces deux courbes montrent quelques différences, on peut en déduire que la diffusion des usages d'héroïne a connu deux périodes de forte expansion : le début des années 1980 et le début des années 1990 et que le pic de diffusion a été atteint au milieu des années 1990.

370 000 héroïnomanes ?

On peut tenter de répondre à cette question par une modélisation démographique utilisant les paramètres suivants :

- Population des héroïnomanes une année donnée (Stock) estimée par le croisement entre le nombre d'ILS pour usage d'héroïne (ILSH) et les estimations du nombre d'héroïnomanes (NH) que l'on peut établir pour les années 1987, 90, 93 et 97. Le ratio moyen NH/ILSH est égal à 11 et fluctue de 10 à 13 sur ces 4 années d'observation.
- Durée moyenne d'usage d'héroïne : 10 ans (un individu a en moyenne une durée d'usage « actif » d'héroïne avant sortie de l'usage)
- Taux annuel de mortalité de 2 % (moyenne des études internationales)

Sous ces hypothèses, on estime à 370 000 le nombre d'héroïnomanes au cours de la période 1970-2005.

40 000 morts ?

Il y a deux méthodes possibles pour estimer le nombre d'individus de cette population morts au cours de la même période.

La première est celle suivie dans la modélisation démographique. Si on applique le taux annuel moyen de mortalité de 2 % dans le modèle démographique, on aboutit au total de : 53 000 décès.

La seconde est la suivante : on cumule le nombre de décès sur la période (données OCRTIS, les seules disponibles sur l'ensemble de la période) et on multiplie par le coefficient de sous-estimation calculé dans l'étude évoquée précédemment. On aboutit ici à un total de : 40 000 décès.

Ces estimations ne sont que des ordres de grandeur. Elles témoignent néanmoins de l'ampleur du phénomène. On peut raisonnablement estimer que ces usages d'héroïne ont touché une large population équivalente à une demi-génération de naissances annuelles, en deux vagues successives au début des années 1980 et des années 1990. La mort était dans leur horizon immédiat, soit pour eux mêmes (une « chance » sur dix) soit, en tout état de cause, dans leur entourage propre. Ce froid constat vient conforter le ressenti de ceux qui y ont survécu et qui disent que « *peu de leurs proches ont survécu* » et l'impression d'hécatombe qu'ils retirent de cette époque.

8.2 L'impossible tournant sécuritaire de la politique française de la drogue (années 1980)

Alexandre MARCHANT

La loi de 1970 était censée être un compromis semi-répressif semi-libéral, gardant la sévérité de la répression pour le trafiquant et considérant le toxicomane comme une victime, malade dont il fallait assurer la guérison et la réinsertion. Cependant, très vite, la figure ambiguë de l'usager-revendeur est venue ébranler cette vision schématique et simpliste des choses, et les prisons ont commencé à se remplir, certes de façon assez mesurée au départ. Le tournant, en partie manqué, de Monique Pelletier, sous-secrétaire d'État à la Justice en 1978, n'a pas contribué à infléchir durablement la tendance. Mais la massification de l'héroïnomanie et le climat général sécuritaire des années 1980 vont être à l'origine d'une volonté de durcissement qui sera le fait aussi bien de la gauche que de la droite qui se partagent le pouvoir par alternance au cours de la décennie. Pour autant, pour des blocages et des contradictions que nous allons analyser ci-dessous, le tournant sécuritaire ne sera jamais complet.

Quand la drogue devient progressivement un problème de délinquance au seuil des années 1980

Les mutations du monde des toxicomanes peuvent être abordées à l'aide de matériaux qualitatifs de première importance, remontant du terrain, attestant de la montée du phénomène délinquant associé à la consommation de drogue. Nous pouvons notamment retrouver dans les archives du ministère de la Justice un dossier constitué en 1984-1985 par le juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Évry, Bernard Leroy, précédemment évoqué. Ce magistrat a fait de la toxicomanie sa spécialité en termes d'affaires, la base de son expertise puisqu'il participe en tant que formateur sur ces questions à l'École nationale de la magistrature, et même sa croisade, puisqu'il transmet les notes résultant de ces observations au garde des Sceaux, en juin 1985, dans le but de faire évoluer la législation ou l'esprit de l'application de la loi dans un sens plus répressif, afin de faire face à de nouveaux usages et comportements qu'il juge alarmants.

Le juge fait un véritable travail d'enquête sur son département de juridiction, l'Essonne. Sur un échantillon de 250 personnes, il remarque une population largement masculine et jeune (environ 18-20 ans pour 48% des cas, et 21-25 ans pour 31%). La moitié sont sans – emploi. L'héroïne est utilisée dans presque 49% des cas et 100 des 250 personnes ont reconnu être également des pourvoyeurs ; des usagers-revendeurs, donc⁴². Le magistrat sélectionne des extraits de ses dossiers pour alerter la Chancellerie de problèmes « *rencontrés tous les jours* ». Le magistrat annote ces procès-verbaux ou les lettres qu'il reçoit avec la

⁴² Note « Fiche statistique Essonne », 1985, Dossiers « Toxicomanie » de Bernard Leroy, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

mention « *PV/Lettre typique* », comme dans les exemples suivants, que nous avons pris soin d'anonymiser :

Lettre de M^{me} Reine B., 20 rue Jourdain, Le Mesnil, 91530, Saint-Chéron :

« *Monsieur le juge,*

Je tiens par cette lettre à vous faire part des agissements de Christophe A., mon petit-fils, depuis sa sortie de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis à ce jour.

Nous voulions le présenter à un centre de postcure dans l'Essonne [...] Il a des épisodes de « transe », il nous menace souvent avec couteau, et insulte les autres membres de sa famille. Il réclame de l'argent (500 F, 300 F), puis sort, et revient plusieurs fois « abruti ».... »

Procès-verbal de l'audition de M. Gérard D., né le 24/03/1961 à Colombes (92)

« *Sans emploi, déjà condamné, mais pas écroué. [...]*

Il se définit comme un « zonard » [un jour, pour obtenir de l'argent], il décide d'aller casser quelques voitures, voler des autoradios et des égaliseurs. « Si je vole, c'est pour ma drogue et mon alimentation » [lors de la perquisition, on a retrouvé de nombreuses seringues à son domicile] »⁴³.

Les dossiers du juge Leroy mettent toujours en lumière des cas de toxicomanies qui sont le fait de jeunes marginaux, ou de jeunes en voie de désinsertion sociale, accompagnés de comportements violents et contribuant à une véritable explosion de la petite délinquance (agressions, vols sur la personne ou dans des véhicules, cambriolages de domicile). Ses dossiers nous renseignent un peu sur l'état du marché. On constate également que le rôle du dealer étranger s'est précisé, à Paris et en banlieue : Jean-François C., jeune peintre en bâtiment de 21 ans, s'approvisionne ainsi de la manière suivante :

« *Au commencement, je disposais de l'argent de mon salaire pour mes achats, mais très vite, j'ai dû faire des conneries, telles que des vols, vols avec violences, déplacements sur Paris pour trouver la came de mes copains avec compensations à la clef. J'ai eu des périodes où il me fallait quatre ou cinq shoots par jour. À cette époque-là, j'avais un dealer à la gare de Lyon, « le Gros Georges », qui m'a beaucoup avancé de poudre mais il est tombé. »*

À côté des gares, lieux de passage qui permettent d'avoir un marché et aussi la paradoxale dissimulation que permet la foule, on retrouve le rôle des cafés arabes comme lieux de vente : ainsi Pascal C., le frère du précédent, 17 ans, sans emploi, indique au juge que par « *deux fois, il a acheté de l'herbe au café qui se trouve à la Grande Borne à Grigny, j'ai également acheté une fois de l'herbe à un Arabe qui était à l'intérieur du café Le Drugwest, à l'Agora d'Évry* ». Le jeune homme a déjà fait de la prison, fume du cannabis à hauteur de trois ou quatre joints par semaine et se shoote à l'héroïne de temps en temps (« *depuis ma sortie de prison, j'ai fait quatre fix* »). Le juge auditionne aussi quelques revendeurs : Tayeb

⁴³ Note « Exemples de problèmes rencontrés tous les jours », 1984 ou 1985, Dossiers « Toxicomanie » de Bernard Leroy, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

T., 18 ans, sans profession ou encore Eric G., 19 ans et dégrilleur, opérant dans le secteur de la gare de Lyon, de Vigneux, d'Évry et de Montgeron et revendant cannabis et héroïne. Mais ils ont plutôt un profil d'usager-revendeur que de dealer, obtenant leur marchandise en toute petite quantité de la part de tiers⁴⁴.

Il est intéressant ici de voir la manière dont un magistrat de la base se fait un nom comme étant « *le juge Drogue* » et tente de faire prendre conscience en haut lieu d'un constat qu'il juge alarmant. Car pour Leroy, les pouvoirs publics n'ont pas pris conscience que la toxicomanie est une véritable bombe à retardement en matière de petite criminalité, qui n'aura de cesse d'augmenter. Cette criminalité est même prioritaire sur celle du grand trafic qui ne pose finalement guère de troubles à l'ordre public dans ses formes. Car la drogue coûte cher, du moins les drogues dures. Voici, par exemple, le tarif moyen des différentes drogues en région parisienne vers 1984-1985, tel qu'établi par la BSP : par ordre croissant, 10 francs le gramme d'herbe de cannabis, 25 francs le gramme de résine de cannabis, 40 francs le gramme de « *cannabis liquide* » (huile), 60 francs la dose de LSD, 100 francs le gramme d'opium, 500 francs le gramme d'héroïne n°3 « *brown sugar* », 600 francs le gramme de cocaïne, 700 francs le gramme de morphine, 1 000 francs le gramme d'héroïne n°4⁴⁵. Mais au niveau individuel, l'achat d'une dose n'est pas donné : à l'époque le SMIC mensuel est d'environ 4 000 francs⁴⁶, soit l'équivalent de quatre doses d'héroïne blanche ou de huit doses de *brown sugar*. Les besoins en ressources financières sont donc considérables pour un héroïnomane devenu dépendant, occupant un emploi peu qualifié, et que dire d'un chômeur... Bernard Leroy fait les calculs, évaluant le nombre de toxicomanes à environ 100 000 en France.

« Si l'on retient le chiffre tout à fait raisonnable de 60 000 toxicomanes qui se droguent tous les jours, si l'on estime que 40 000 d'entre eux ont besoin d'une dose à 100 francs par jour [et on objectera que le magistrat part d'une estimation basse eu égard au coût de l'héroïne indiqué par la MILT pour cette époque], si l'on estime que 20 000 en sont à trois prises en moyenne par jour (estimation raisonnable puisqu'avec le brown sugar communément utilisé actuellement, il est courant de voir des jeunes se faire cinq, huit, dix et même quinze shoots par jour), on arrive aux coûts suivants : 40 000 x 100 F = 4 millions, 20 000 x 300 F = 6 millions. Ce qui fait un total de 10 millions de francs par jour. Les toxicomanes ont donc besoin en France d'un milliard de centimes par jour actuellement pour couvrir les besoins en drogue. »

Ceci explique logiquement, aux yeux du magistrat, la hausse extraordinaire des cambriolages ou des casses de voitures dans le but d'acquérir les produits à forte valeur de revente comme les chaînes hi-fi, les autoradios, les télévisions ou encore, les magnétoscopes. Au magistrat de conclure : « *Il n'est peut-être pas déraisonnable de parler d'un coût*

⁴⁴ Procès verbaux rassemblés dans l'affaire Keita Abderrahman (qui semble être un grossiste), décembre 1982 à mars 1983, Dossiers Toxicomanie de Bernard Leroy, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

⁴⁵ Fiche « Tendance des prix sur le marché illicite », MILT, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

⁴⁶ Pour la valeur et l'évolution du SMIC en France puis sa création : <http://www.cda-strasbourg.org/smic.htm>.

*journalier de la délinquance des toxicomanes qui s'élèverait à trois ou cinq milliards de centimes [...] Face à cela, que font les pouvoirs publics ? »*⁴⁷ Le juge développe aussi son argumentaire dans une autre note où il revient sur les conséquences psychologiques de ce phénomène :

*« Le sentiment d'insécurité actuel trouve en grande partie son origine dans la nouvelle délinquance des toxicomanes Les toxicomanes français ont actuellement besoin d'un milliard de centimes par jour au minimum pour financer leur consommation de drogue. Ils n'ont pas d'argent : où le trouvent-ils ? La délinquance des toxicomanes a complètement changé, les pouvoirs publics n'ont pas pris conscience de ce changement et la situation s'aggrave. »*⁴⁸

L'utilisateur-revendeur des années 1970 se contentait de revendre une partie de sa consommation personnelle ou allait directement à la source de l'offre légale de produits psychotropes en ciblant simplement les pharmacies, maintenant, il se procure de l'argent par quatre nouveaux moyens, que le magistrat pense avoir été acquis en prison auprès de délinquants au profil plus classique : des cambriolages (jusqu'à un par jour, un magnétoscope valant facilement un gramme d'héroïne blanche, et un autoradio est échangé contre une dose directement utilisable) ; des vols de sacs à main pour s'emparer du liquide pour financer leur consommation de drogue ou des chéquiers qui servent à assurer leur consommation de vie courante au supermarché, le moindre liquide étant utilisé pour acquérir des stupéfiants ; des vols à main armée de petits commerçants et revendeurs de produits volés, et enfin, des agressions brutales dans les trains de banlieue ou dans d'autres lieux publics comme des bureaux des PTT ou même des banques. Cette petite délinquance serait beaucoup plus prononcée et visible encore, selon lui, en banlieue :

« Dans chaque ville de banlieue, des jeunes toxicomanes prennent les commandes et vivent sur le pourcentage que leur font les dealers. Les cambriolages (bijoux, hi-fi) sont en progression exponentielle, les dealers devenant de plus en plus souvent des receleurs. »

Les perquisitions chez les usagers-revendeurs permettent en effet bien souvent de découvrir des stocks de matériel hi-fi divers provenant de cambriolages et échangés par les clients, destinés ensuite à être revendus au noir.

Mais surtout, pour le juge Leroy, la loi de 1970 ne met pas suffisamment l'accent sur la répression. Le toxicomane n'est pas seulement un malade, c'est avant tout un délinquant qui commet une infraction pénale et touche, de toute manière, de plus en plus au trafic de la drogue et donc, à sa diffusion. La loi de 1970 avait pour esprit de protéger la société mais aussi le toxicomane (des ravages de la dépendance, de la tentation des trafiquants, de la criminalisation en l'orientant vers les soins) ; désormais, il faut protéger avant tout la société du toxicomane :

⁴⁷ Note « Le coût actuel de la toxicomanie en France », 1985, Dossiers Toxicomanies de Bernard Leroy, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

⁴⁸ Note « Toxicomanie et délinquance », Dossiers Toxicomanie de Bernard Leroy, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

« Dans la mouvance des idées de l'époque, la loi de 1970 traduisait une volonté de prendre en compte avant tout l'intérêt de l'individu. À présent, la tendance serait plutôt à privilégier l'intérêt de la société. Les toxicos en effet troublent de plus en plus gravement et de plus en plus fréquemment « l'ordre public ». L'héroïnomane sans ressources qui a besoin de 6 000 à 20 000 F par mois pour financer sa toxicomanie, outre le fait qu'il dépanne ses copains, commet de plus en plus souvent des cambriolages, des vols à l'arrachée, des vols à l'étalage, des falsifications de chèques et des braquages. L'évolution de cette délinquance est une des causes essentielles de l'accroissement du sentiment d'insécurité. La Justice est obligée d'en tenir compte. »⁴⁹

Les intérêts de la société doivent, selon le juge et plusieurs magistrats de l'époque, l'emporter dorénavant sur ceux de l'individu.

Vers un tournant répressif (1984-1986) : la réponse des socialistes aux préoccupations du public

L'essor d'une petite délinquance liée à la drogue, la forte médiatisation de l'affaire de l'îlot Chalon, les constats faits par la MILT d'une hausse incroyable des usages et des ravages ne peuvent laisser le gouvernement indifférent. Les craintes d'un nombre toujours de plus important de familles et de parents sur la question de la drogue incitent les pouvoirs publics à réagir. Mais, face à une toxicomanie toujours considérée comme un fléau rampant et devant la hausse associée de la criminalité, la réponse prendra une orientation sécuritaire, et les dispositions libérales de la loi de 1970 vis-à-vis de l'utilisateur seront enfoncées, contribuant à envoyer toujours plus de toxicomanes en prison. Car l'ambiguïté du statut de l'utilisateur-revendeur ne peut que ressurgir de plus belle : elle est une nouvelle fois tranchée avec la circulaire du 19 septembre 1984 du garde des Sceaux, Robert Badinter, dont les termes rappellent ceux de la circulaire de 1977 :

« L'action entreprise pour améliorer la répression des trafics et rappeler aux usagers la prohibition qui frappe les substances vénéneuses doit certes être intensifiée. Mais l'attention doit désormais se porter également vers ceux qui, au prétexte de leurs besoins, favorisent la toxicomanie chez les autres quand ils ne la provoquent pas. Pour ceux-ci, le moment paraît venu de déterminer dans chaque cas si la qualité de trafiquant ne prime pas en fait sur celle d'utilisateur et d'en tirer les conséquences quant à la procédure choisie et aux sanctions demandées. »⁵⁰

L'utilisateur-revendeur est donc avant tout un dealer, au juge d'instruction d'appliquer ou de nuancer cette vision. Cependant, prévoyant en conséquence l'accroissement du nombre d'incarcérations d'utilisateurs d'autres drogues, et notamment d'héroïne, la circulaire prescrit également aux chefs d'établissements pénitentiaires de signaler la qualité de toxicomane des

⁴⁹ [Pour cette citation et la précédente] Note « Toxicomanie : loi de 1970 et son application », 1985, Dossiers Toxicomanie de Bernard Leroy, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

⁵⁰ Dossier « Circulaires Toxicomanie, 1984-1990 », Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

détenus afin que les services médicaux puissent être alertés et les traiter de façon adéquate. Malgré tout, même si le texte rappelle toujours la nécessité de la collaboration entre services judiciaires et sanitaires, il entérine une nouvelle pratique, tendant à ne plus excuser un délit comme naguère par l'état de manque lié à l'usage de drogue : l'incarcération semble devoir s'intégrer ainsi dans l'itinéraire ordinaire d'un toxicomane.

Ensuite, sur le plan institutionnel, par un décret de février 1985 des services du Premier ministre, la MILT passe sous la tutelle directe de Matignon. Désormais, le Premier ministre participe directement à la réunion du comité interministériel qu'il préside, ce qui est censé donner une impulsion plus forte aux décisions de la Mission permanente.

« J'ai décidé, par décret n°85-191 du 7 février 1985, de rattacher directement auprès de moi la MILT, afin de renforcer les actions engagées depuis plusieurs années en ce domaine. Cette mesure traduit le très haut degré de priorité que le gouvernement accorde à la lutte contre le fléau social et individuel que représente la toxicomanie. »⁵¹

Outre son rôle national, la MILT doit également assurer une mission de coordination de l'action au niveau départemental. Laurent Fabius demande également à ce que le Conseil national de prévention de la délinquance considère la toxicomanie comme une entrée prioritaire⁵². Une grande conférence de presse de la MILT a lieu le 26 septembre 1985 pour marquer les orientations nouvelles. La campagne électorale pour des législatives qui s'annoncent mal dans six mois a commencé, qui fait communiquer le gouvernement sur la toxicomanie et prendre des mesures.

En matière législative, sur proposition de Jean-Claude Karsenty, inspecteur général, et président de la MILT de février 1985 à mars 1986, le gouvernement décide de faire voter, par la loi du 17 janvier 1986, la création d'une incrimination spéciale de la cession de stupéfiants pour usage permettant d'utiliser la procédure de comparution immédiate. L'usager-revendeur est toujours très clairement dans le collimateur de la Justice. En réaction, l'ANIT, exprimant la voie de tous les professionnels de santé des institutions spécialisées fidèles à la vision du sujet comme malade et victime héritée de la loi de 1970, se montre très timorée sur cette mesure. Son argumentaire est repris par certaines sections du Syndicat de la magistrature. Certes, la définition d'une nouvelle incrimination prend en compte une réalité ignorée par la loi et peut de ce fait abaisser le maximum des peines encourues, car la cession à un tiers est considérée comme moins grave que l'activité organisée de revente à l'échelle de plusieurs personnes. Cependant, cette loi implique le recours à la procédure de comparution immédiate, or cette dernière risque de n'être pas en faveur du toxicomane et de favoriser, non la cure ou la relapse, mais les peines d'emprisonnement ferme. En effet, l'ANIT et le Syndicat de la magistrature font le constat suivant : le toxicomane ne peut que se présenter dans les pires conditions devant le tribunal, car il a pu subir une garde à vue allant jusqu'à quatre-vingt-quatorze heures, il peut se trouver en état de manque et donc dans l'incapacité de présenter

⁵¹ Lettre du Premier ministre aux Commissaires de la République et au Préfet de Police, 6 décembre 1985, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

⁵² Lettre du Premier ministre au Préfet de Police, 13 décembre 1985, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

consciemment et lucidement sa défense et enfin le tribunal ne dispose pas de dossier résultant d'une enquête personnalité, voire de la commande par le tribunal d'une expertise psychologique. Et ce, alors que les toxicomanes présentent tous une personnalité complexe, tandis que le délai de renvoi prévu, de cinq à trente jours, est insuffisant pour recueillir les éléments complets sur la personnalité ou pour mener à bien un premier sevrage provisoire. C'est pourquoi le syndicat réclame un délai suffisant et l'ouverture systématique d'enquêtes de personnalité, sans quoi les objectifs de désintoxication et de réinsertion de la loi de 1970 seraient complètement oubliés au profit d'un recours mécanique à l'enfermement généralisé des usagers⁵³. La loi est cependant votée et mise en œuvre. Le docteur Francis Curtet, directeur du centre d'accueil et de soins Le Trait d'union, à Paris, a très bien résumé les risques et les effets pervers de la loi, dans le rapport annuel de son institution début 1986, rappelant les mécanismes juridiques, le non-sens de ce dispositif quand on se doit de prendre en compte les significations que le toxicomane donne à ces actes, et les véritables enjeux qui sont politiques et électoraux :

« C'est ainsi qu'une loi du 17 janvier 1986 crée une nouvelle incrimination pour les petits revendeurs, punissables de un à cinq ans de prison, ce qui rend possible la comparution immédiate. Une répression plus rapide pour satisfaire les préoccupations sécuritaires des Français. Mais au bout du compte que risque-t-il de se passer ? La majorité des revendeurs sont des usagers de drogue, revendeurs parce qu'ils sont usagers.

La revente cessera s'ils cessent d'être usagers. Dès lors, le tribunal aura deux choix : soit, après enquête rapide, il fera valoir la notion d'usager et permettra une alternative thérapeutique qui, dans un délai très bref, ne coïncide qu'exceptionnellement avec la prise de conscience et la participation active du sujet, indispensables pour aboutir à une réussite : soit, ce sera l'incarcération d'un sujet dont la condamnation immédiate empêchera d'attraper au vol, comme ce peut être le cas tant qu'il n'est que prévenu, le moment précis où émerge enfin une implication authentique pour régler sa toxicomanie [...].

Il est donc à craindre que les possibilités de libération conditionnelle (au plus tôt à mi-peine) surviennent trop tard pour un individu découragé et démotivé par un trop long enfermement. En somme, cette loi sera peut-être efficace pour ceux qui ne sont que revendeurs. Elle va, par contre, compliquer et diminuer les perspectives de « guérison » des usagers-revendeurs. »⁵⁴

Mais loi est votée puis appliquée dans l'esprit d'une circulaire de la Chancellerie du 23 janvier 1986, demandant à ce que soient favorisées des « *enquêtes rapides* ». Ce qui n'est pas pour autant éviter le risque de voir la figure du criminel prendre le dessus sur celle d'intoxiqué dans l'esprit des magistrats.

⁵³ Note sur le projet d'une nouvelle incrimination en matière de stupéfiants (Procès-verbal du Conseil du 6 décembre 1985 avec rencontre des représentants de l'ANIT, Syndicat de la Magistrature, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

⁵⁴ Rapport annuel de l'association Le Trait d'Union, année 1985, 1986, p.33, Archives du cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3.

Ainsi, un tournant répressif est bel et bien enclenché, sous les socialistes et ce, avant le retour de la droite au pouvoir au printemps 1986, que l'on considère souvent, de mémoire de militants associatifs, comme étant le vrai moment du retour du bâton et du tout-répressif, avec un engagement ferme de Jacques Chirac ou d'Albin Chalandon sur le sujet⁵⁵. Cependant, avec la circulaire de 1984 ou la loi de 1986 sur la criminalisation de la cession de stupéfiants, il faut constater que le gouvernement de Laurent Fabius voulut très clairement couper l'herbe sous le pied de la droite, en entendant mener une politique d'interpellation systématique, dans un double but de désorganisation du trafic et de dissuasion de l'usage. Mais, face à ce durcissement de la répression, beaucoup de médecins, notamment de l'ANIT, font part de leur mécontentement. Pour Claude Olievenstein, cette volonté est en totale régression par rapport à l'esprit de la lutte contre la toxicomanie menée en France, et des grands principes rappelés par la Mission Pelletier :

*« À travers cette vision restrictive, c'est l'optique juridique qui prime. La toxicomanie est un problème de société beaucoup plus complexe. Ces mesures sécuritaires, bêtises pré-électorales, risquent de faire perdre beaucoup d'acquis, à l'image de ce qui se passe dans d'autres domaines comme l'immigration par exemple. On vit dans un monde complètement fou : d'un côté, on réprime au nom d'une idéologie sécuritaire, de l'autre la Jet Society se permet toutes les libertés. Trop de toxicomanes sont en prison, et il existe trop peu de protection pour les plus défavorisés. »*⁵⁶

Mais les efforts des socialistes pour reprendre la main devant l'argumentaire de la droite sur la question de la drogue ne feront pas mouche, comme sur d'autres sujets.

Les élections de 1986 : l'offensive sécuritaire sur la drogue de la droite

Jacques Chirac, le leader du RPR, mène en effet de son côté une campagne intense contre le supposé laxisme des gouvernements socialistes, tout en promettant un retour de la « fermeté » dans trois domaines particuliers : les étrangers, la délinquance et bien évidemment, la drogue. Concernant ce dernier problème, il déclare :

*« Il faut s'insurger contre l'injonction thérapeutique... qui aboutit finalement à une absence de traitement et à une absence de sanction [...] La législation future devra tenir compte du fait que le toxicomane n'est pas seulement un malade, mais également un délinquant en infraction avec les lois de son pays. »*⁵⁷

Le leader de l'opposition peut s'appuyer sur le discours véhiculé par quelques associations comme SOS Drogue International, présidée par Régine, la reine de la nuit parisienne, et qui est proche du maire de Paris. Ce dernier avait déjà endossé le combat contre

⁵⁵ Entretien Anne Coppel, novembre 2012.

⁵⁶ Propos de Claude Olievenstein publiés dans les pages « Culture et société » d'un hebdomadaire non-identifié, coupure de presse sans titre et sans références, 09/12/85, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

⁵⁷ Propos de Jacques Chirac recueillis dans un entretien dans le *Figaro* du 28 février 1986, et cités par Jacqueline Bernat de Celis, *op. cit.*, p.191.

la drogue, sensibilisé aux problèmes des scènes ouvertes et du trafic de rue dans la capitale depuis le début de la décennie. À son initiative, avait été créé en 1984, le Conseil parisien de sécurité et de prévention de la délinquance qui a fait de la toxicomanie l'un de ses problèmes majeurs. Utilisant les ressources départementales dont dispose également la ville de Paris, Jacques Chirac a contribué à financer plusieurs programmes de soins et de prévention⁵⁸. Défendant des mesures comme les contrôles d'identité obligatoires, le fichage informatique intégral de tous les auteurs de délits ou de crime, ou bien le recours à des centres d'éducation surveillée fermés pour les jeunes délinquants, le maire de Paris, via ce Conseil, est accusé par *Libération* d'entretenir une poussée de fièvre sécuritaire⁵⁹.

Toujours est-il que cette stratégie l'emporte en mars 1986 et que Jacques Chirac devient Premier ministre. Sitôt en fonction, fidèle à sa promesse de campagne, il charge par une lettre de mission le garde des Sceaux, Albin Chalandon, de la mise en œuvre d'un vaste « *plan antidrogue* », donnant le primat à la politique répressive.

*« La lutte contre la toxicomanie, par la gravité de ses conséquences, est l'une des priorités du gouvernement. J'ai donc décidé de prendre les mesures qui s'imposent pour combattre ce fléau [...] il m'apparaît que la politique d'ensemble en la matière doit recevoir une impulsion unique. »*⁶⁰

Et cette impulsion unique viendra de la Chancellerie : la tutelle de la MILT passe du Premier ministre à la Justice. Ce qui n'est pas sans causer d'emblée quelques frictions. Car la nouvelle ministre de la Santé, Michèle Barzach, médecin gynécologue et psychanalyste de formation, se propose également pour recevoir la tutelle de la Mission interministérielle. Bénéficiant d'une bonne image dans l'opinion, la ministre entend rappeler l'esprit de la loi de 1970 en mettant l'accent sur les soins et la prévention pour les toxicomanes. Elle se montre si convaincante que le chef de gouvernement en vient à douter et son directeur de cabinet doit lui rappeler sa volonté initiale :

*« Vos conseillers font valoir que le choix de M^{me} Barzach eut été préférable à celui de M. Chalandon. On peut évidemment hésiter sur ce point. Mais, puisque le ministre de la Justice est candidat pour s'occuper de ces affaires, qu'il y apporte un réel intérêt, il vaut mieux, semble-t-il, ne pas revenir sur votre décision. »*⁶¹

La tutelle de la MILT ira donc au garde des Sceaux et le magistrat Dominique Charvet en devient pour quatre mois le président. Les fonds alloués à la lutte contre la drogue sont augmentés avec la création, le 22 juillet 1986, d'un fonds d'intervention pour la lutte contre la toxicomanie, dont les ressources sont à répartir par la Mission entre les différents ministères concernés.

⁵⁸ Dossier « drogue ». Note de la Ville de Paris, Direction de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Santé, Département de Paris, 26 août 1986, à l'attention de M. Naftalski, directeur du Cabinet du Maire de Paris, Archives du secrétariat à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/25.

⁵⁹ *Libération*, Avril 1984 (dossier de presse 1984, Archives privées Anne Coppel).

⁶⁰ Lettre de mission de Jacques Chirac à Albin Chalandon, 19 juin 1986, Archives du Cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3.

⁶¹ Note du secrétaire général du gouvernement, M. Ulrich, au Premier ministre, 20 mai 1986, Archives du Cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3.

Albin Chalandon mettra donc en œuvre son plan et l'esprit de la législation française en matière de stupéfiants sera profondément modifié dans un sens beaucoup plus répressif. Le toxicomane est un délinquant à châtier. C'était peut-être là l'erreur initiale de Jacques Chirac dans sa lutte engagée contre la drogue : avoir négligé l'opinion qui, certes inquiète sur la question de la drogue et de ses délits associés, ne semblait pas hostile à la ligne libérale de Michèle Barzach qui s'inscrivait davantage dans les héritages de Simone Veil ou de Monique Pelletier. C'est ce que constate rétrospectivement *Libération* : « *C'est bien le vice initial du plan Chalandon : pour des raisons politiques, Matignon a confié au garde des Sceaux ce qu'il aurait dû adjuger au numéro 1 du Top 50 de la majorité : Michèle Barzach.* »⁶² Cependant, fort de sa nouvelle tutelle, Albin Chalandon promet le plan antidrogue « *le plus pharamineux que la France n'ait jamais engagé* », exposé au public en septembre 1986. Noyau dur de l'opération : la création de 2 000 places supplémentaires dans le milieu associatif des centres de postcure pour drogués et 1 600 places de prison spécifiquement dédiées aux toxicomanes. Le tout financé par un crédit de 250 millions de francs, prélevés sur les fonds du ministère de l'Économie et des Finances. Fermeté et recours à la sanction par l'emprisonnement sont valorisés. Au cabinet du ministre de la Justice, le docteur Louis Albrand est chargé de veiller au pilotage de la politique interministérielle de lutte contre la drogue. Dans un entretien à la presse en juin 1986, il déclare sans ambages :

« Il faut en finir avec les modes et tenter d'aborder la désintoxication des drogués par une approche thérapeutique nouvelle. Il faut éliminer les théories brumeuses, le salmigondis psychanalytique. Les travaux américains les plus récents ont montré que 70% des jeunes drogués ont au départ des problèmes psychiatriques, le plus souvent liés à un état dépressif. Au moment du sevrage, c'est un élément capital à prendre en compte. [...] Quand je lis sous la plume d'un spécialiste que « la postéropodie est la voie de l'avenir » en matière de drogue, ça me fait hurler de rire car je constate qu'il lui a fallu vingt ans pour découvrir que le coup de pied aux fesses est souvent un excellent remède !

*Il faut balayer les tabous. Premier tabou : il faut être indulgent avec les petits dealers qui revendent de la drogue pour payer leur dose personnelle. Faux ! Il faut être impitoyable avec le trafic, petit ou grand. Toute personne qui vend de la drogue doit aller en prison. L'injonction thérapeutique n'a aucune efficacité. Ce qu'il faut, c'est mettre en place dans les établissements pénitentiaires des soins efficaces pour les drogués, et dans un deuxième temps, les mettre au travail dans des camps de jeunesse pour qu'ils retrouvent une vie normale. »*⁶³

Il appelle également les médecins généralistes à s'emparer d'un problème qui ne doit pas être laissé entre les seules mains des médecins qui s'érigent en spécialistes. Il reconnaît cependant que la contrepartie au « *tout carcéral* » est d'humaniser la prison en y mettant en place les soins nécessaires et efficaces pour guérir les toxicomanes, au-delà de la sanction. En octobre 1986, lors d'un entretien au grand Jury RTL-*Le Monde*, Albin Chalandon justifie son

⁶² *Libération*, 5/09/1987 (dossier de presse, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/25).

⁶³ Coupure de presse de juin 1986 (source non identifiable), Archives du ministère de la Justice, CAC, versement 19950397/24.

combat en noircissant le tableau : « *dans le Nord, à Roubaix et à Tourcoing, des gosses de 8 à 10 ans se droguent* ». En réaction, ses mots d'ordre sont : répression, dissuasion, responsabilisation du drogué (qui passe par un amoindrissement des aspects libéraux de la loi), rôle de l'interdit et de la prohibition intégrale de tous types de drogue, impact psychologique de la confrontation au juge et de la sanction même pour l'utilisateur simple. Il évoque également son intérêt pour la solution des centres thérapeutiques fermés ou des communautés aux méthodes disciplinaires :

*« Il y a une thérapie qui a fait ses preuves. Celle des communautés, des mouvements associatifs qui rassemblent des drogués, qui réhabilitent par le travail, par l'effort et par une certaine discipline. Nous allons constituer des centres hospitaliers dans le secteur pénitentiaire et dans le domaine qui relève du ministère de la Santé. »*⁶⁴

Cette dimension communautaire et fermée pour la solution répressive est par ailleurs une idée qu'Albin Chalandon voudrait appliquer à d'autres domaines. À l'été 1987, il présente par exemple un projet de « *chantiers de jeunesse* ». Ces chantiers, également appelés « *centres d'éducation physique et sportive* » sont destinés à regrouper dans la « *vie saine* » à base de travail et de discipline, une population de trente à quarante mille jeunes de 15 à 25 ans, délinquants et marginaux. Effet d'annonce, cette proposition sera combattue par l'opposition et de nombreux syndicats⁶⁵. En attendant, la tonalité très répressive du discours contre la drogue est évidemment ce que la presse retient, non sans mettre cela en résonnance avec la reprise aux États-Unis du discours de la « *War on Drugs* » par le président Reagan :

*« Après les États-Unis, la France vient de déclarer la guerre à la drogue. Un conseil interministériel réuni hier à Matignon a, en effet, défini la nouvelle stratégie du gouvernement pour combattre ce fléau qui touche actuellement 120 000 personnes et en menace 800 000, est responsable de 50% de la délinquance et contribue à propager le sida, 60% des héroïnomanes étant porteurs de la maladie. »*⁶⁶

On voit ici que le chiffre de 100 000 toxicomanes est désormais une estimation bien répandue auprès du public. *Libération* raille de son côté le chiffre de 800 000 drogués qu'aurait donné Albin Chalandon en conférence de presse et s'interroge sur le contenu de la catégorie « *drogués* », étant donné le nombre important d'utilisateurs épisodiques si l'on en vient à évoquer le cannabis. La presse d'opposition se montre volontiers sévère en caricaturant les principaux aspects du projet :

« "L'utilisateur doit être considéré comme un délinquant avant d'être un malade" : c'est ce qu'a affirmé hier Albin Chalandon en présentant son nouveau plan de lutte contre la toxicomanie. Le garde des Sceaux a décidé de serrer la vis, des

⁶⁴ Entretien retranscrit, 5 octobre 1986, le grand Jury RTL Le Monde, Bertrand Le Gendre et à Olivier Mazerolle, face à Albin Chalandon, Archives du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/25.

⁶⁵ Dépêche AFP, 21 juillet 1987, Archives du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/25.

⁶⁶ *Le Figaro*, 24/09/1986.

peines seront aggravées, la délation encouragée. Les délais de prescription allongés. Et l'on « désintoxiquera de force les drogués » dans des centres pénitentiaires qui seront exclusivement construits par des sociétés privées. »⁶⁷

Cependant, à ce discours du « tout carcéral », d'autres voix s'étaient élevées pour évoquer d'autres possibilités de sanction que la prison en raison de ses effets pervers. Une alternative pourrait être les travaux d'utilité publique et c'était une piste suivie par le magistrat Bernard Leroy, le « juge Drogue » de l'Essonne. Pour lui, il est clair que, si la sanction est nécessaire face à la petite criminalité des dealers, la prison produit le contraire de l'effet escompté :

« Une question doit être posée : mettre des malades en prison a-t-il un sens ? Certains soulignent que la détention, même si elle met un terme momentané au prosélytisme, entraîne une passivité totale. Elle entretient le refus du toxicomane de se prendre en charge tout en créant une promiscuité redoutable. C'est en prison que les toxicomanes apprennent de nouvelles formes de délinquance utilitaire pour faire face à leurs besoins d'argent très importants. »

Leroy évoque des constats alarmants : 25 à 60% des détenus seraient des toxicomanes (on notera que la fourchette est large et l'estimation fort approximative), ils vivraient très mal l'enfermement (claustrophobie, syndromes de manque majorés, tentatives de suicides) et, loin de méditer sur le sens de la sanction, évolueraient au contraire dans la délinquance au fur et à mesure de leurs incarcérations successives. C'est pourquoi le magistrat plaidait plutôt pour des peines de travaux d'intérêt général car les drogués « pourraient réapprendre la liberté, l'autonomie, au moins pendant un certain temps dans un cadre autre que celui de leur banlieue où les attend leur dealer »⁶⁸. Mais de pareilles notes resteront sans suite au profit de la solution par l'enfermement.

Avant de s'interroger sur la manière dont la politique va s'incarner et évoluer au gré des contradictions, pendant le gouvernement de « guerre à la drogue » de Jacques Chirac, il convient cependant de s'arrêter pour examiner les conséquences des diverses orientations répressives en termes d'augmentation de la population toxicomane dirigée vers la prison. Ainsi, en 1986, sur 6 886 personnes dirigées vers le parquet (4 455 Français et 2 431 ressortissants étrangers sachant que 1 866 personnes feront l'objet de classement sans suite), il n'y a eu que 584 injonctions thérapeutiques (contre 753 en 1985 et contre, rappelons-le, 1 188 en 1978)⁶⁹. La tendance est donc à nettement moins d'indulgence de la part de la Justice en raison des mesures visant à punir l'activité de revente ou de cession. De fait, quoique encore nié par les autorités, les toxicomanes en prison posent des problèmes bien spécifiques : sevrage, substitution sauvage grâce aux produits de l'infirmerie, et maladies d'un genre nouveau. En effet, lors des premières journées nationales sur les toxicomanies en décembre 1985, organisées par l'ANIT, plusieurs psychiatres travaillant en prison, à Fleury-Mérogis,

⁶⁷ *Libération*, « Drogués d'ordre », 24/09/1986. Et pour la citation : *Le Matin*, 24/09/1986. Et *Le Monde*, 5/09/1986.

⁶⁸ [Pour toutes les citations de Bernard Leroy] Note « Les toxicomanes et les prisons », juin 1985, Dossiers Toxicomanies de Bernard Leroy, Archives du ministère de la Justice, CAC 19970397/24.

⁶⁹ Fiche « Statistiques du Parquet », 1986, Archives du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/26.

aux Baumettes, ou encore à Fresnes, viennent témoigner de leurs observations, jugées préoccupantes : deux études menées en milieu pénitentiaire de région parisienne sont discutées qui confirment que les toxicomanes incarcérés anciennement échangistes de seringues étaient de plus en plus contaminés par le virus du sida⁷⁰. Cependant, la vague des discours répressifs laissa aussi dans son sillage, comme Albin Chalandon ou le docteur Albrand le concevaient, des mesures visant à « importer » les structures de l'hôpital dans les prisons. Déjà envisagées en 1985 puis laissées de côté, les Antennes de lutte contre la toxicomanie en maison d'arrêt sont créées en 1987, avec pour mission de dépister et d'accompagner les toxicomanes durant leur incarcération. Il s'agit là d'un tournant important dans l'histoire du problème drogue en prison comme il le sera rappelé dans une autre section de ce rapport.

La bataille d'Albin Chalandon et la résistance de Michèle Barzach

Pourtant, le « tournant Chalandon » sera cependant lui aussi un tournant manqué. La ministre de la Santé tient en effet à faire respecter autant que faire se peut les orientations libérales du dispositif de 1970. La contradiction initiale du système de prohibition consolidé par la loi de 1970, entre le volet répressif et le volet sanitaire, est ici incarnée par deux personnalités qui s'engagent chacune pour faire triompher leur vision des choses. Régulièrement, Michèle Barzach va défier Albin Chalandon en combat frontal, demandant à maintes reprises l'arbitrage du Premier ministre qui apparaît finalement très embarrassé et ne sachant lequel de ses ministres désapprouver.

Premier combat : le plan Chalandon exposé en septembre 1986 prévoit de modifier les modalités de l'injonction thérapeutique : s'il n'est pas question de revenir sur cette possibilité offerte au toxicomane usager simple de pouvoir échapper aux poursuites judiciaires via une obligation de soin, Albin Chalandon veut rendre celle-ci plus coercitive dans sa forme. Il entend créer une relation directe entre le Procureur de la République et le centre de traitement, de manière à ce que le toxicomane puisse être tenu immédiatement de fréquenter un établissement particulier qu'il ne choisit pas. Mais la ministre proteste dans une lettre au garde des Sceaux datée du 23 avril 1987, dont la copie est transmise au Premier ministre :

« Il s'agit donc d'une modification profonde de l'esprit de la loi de 1970. Celle-ci qui avait fait de l'usage de stupéfiants un délit et avait placé ainsi le toxicomane sous l'autorité de justice n'en avait pas moins recherché l'adhésion du toxicomane au traitement. Cette adhésion devait être facilitée par l'intervention de l'autorité sanitaire en tant que médiateur entre le procureur de la République et le centre de traitement. Une telle innovation introduite dans le système de la loi de 1970 apparaît comme un véritable bouleversement de l'équilibre entre les parties en cause. Elle ne manquera pas de susciter de vives réactions de la part

⁷⁰ *Libération*, 4 juin 1986, « Echange seringue contre sida ».

*des divers professionnels prenant en charge les toxicomanes. J'y suis pour ma part résolument opposé. »*⁷¹

Le chef du gouvernement lui donnera gain de cause. Mais, dans le même temps, pour donner corps à son projet, le garde des Sceaux veut également modifier les procédures d'agrément pour augmenter le nombre de postcures. Il souhaite notamment créer une troisième filière d'agrément public (hors des établissements sanitaires et sociaux, approuvés par les services ministériels de la Santé et de la Jeunesse et Sports) mais ne relevant que de son autorité seule. Ceci est fait dans le but de mettre en place des procédures plus rapides et moins médicalisées. Mais Michèle Barzach exige que l'on respecte le code de la santé publique prévoyant le primat de l'autorité sanitaire en matière d'affaire d'usage de drogue. Elle considère aussi que créer une troisième filière d'agrément conduirait à réduire le contrôle que l'État peut exercer sur certains centres privés :

*« Les propositions du ministère de la Justice créeraient une troisième filière d'agrément relevant de ce seul département. [Cette décision] ne pourrait que susciter des difficultés, voire des désordres, dans les relations sur les initiatives privées qui ne peuvent être bien suivies et orientées que si elles n'ont qu'un seul interlocuteur dans l'administration. [...] J'ajoute que le contrôle par le ministère de la Santé de centres qu'il n'aurait pas agréés apparaît délicat à mettre en œuvre et serait sans doute source de difficultés. [...] Une collaboration renforcée et ouverte entre les autorités judiciaires et sanitaires est, à mes yeux, la seule voie efficace pour améliorer la prise en charge des toxicomanes. Il n'est nul besoin de créer des procédures nouvelles ou de bouleverser l'équilibre d'une loi à laquelle les Français, et plus particulièrement le monde médical, ont prouvé leur adhésion. »*⁷²

Et la troisième voie ne sera donc pas créée. Mais, à ce propos, les réticences de Michèle Barzach sont sans doute à mettre en relation avec la question controversée du Patriarche, le réseau de communautés thérapeutiques de Lucien J. Engelmajer, dont la logique sectaire sera clairement établie en 1995 dans un rapport sur les sectes⁷³. Mais, en septembre 1986, le président de la MILT déclare qu'« il a décidé de travailler de préférence avec ces gens-là ». Il y a alors, en 1986, quelque mille pensionnaires rien qu'en France et, en leur nom, les instances du Patriarche réclament reconnaissance et fonds publics.

En avril 1987, un des responsables de l'association remet ainsi à la MILT, qui transmet ensuite pour copie au chargé de mission du garde des Sceaux, un volumineux dossier pour présenter les résultats mirobolants des centres d'Engelmajer⁷⁴. Le ministère de la Justice

⁷¹ Lettre de Michèle Barzach à Albin Chalandon, 23 avril 1987, Archives du Cabinet du Premier ministre, , CAC 19910554/3.

⁷² Lettre de Michèle Barzach à Albin Chalandon, 23 avril 1987, (autre extrait), Archives du Cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3.

⁷³ Alain Gest, Jacques Guyard (rapporteur), *Les Sectes en France*, Rapport parlementaire n°2468, Commission d'enquête sur les sectes, Paris, Assemblée Nationale, 1995.

⁷⁴ Note à l'attention de M. Antonetti, chargé de mission au cabinet du garde des Sceaux, MILT, « Prise en charge financière des placements de toxicomanes effectués par des instances judiciaires dans des

ne pourra donner suite, faute d'avoir reçu l'accord du Premier ministre pour avoir sa propre filière d'agrément⁷⁵. L'agrément doit passer par la Santé où Michèle Barzach est plus que dubitative sur Le Patriarche. Tandis que ce dernier inonde les services ministériels de dossiers comprenant des photocopies de lettres de remerciement de parents de toxicomanes. Mais l'existence d'un rapport commandé en 1985 et pointant les méthodes très coercitives du Patriarche ralentit la procédure⁷⁶. Finalement, convainquant la Justice qui n'a pas le pouvoir d'autorisation et critiqué par la Santé qui détient ce pouvoir, Le Patriarche échoue. Le *statu quo* sera donc maintenu pendant encore de longues années. Seul le centre historique de La Boère, le premier du réseau, fondé en 1974, demeure agréé et financé, alors que la MILT avait annoncé la création de 1 000 places pour Le Patriarche⁷⁷.

Cependant, sur un tout autre aspect du problème, le plan d'Albin Chalandon ne concerne pas uniquement la réorientation de la politique pénale concernant les usagers et usagers-revendeurs. Parallèlement à cela, le gouvernement entend également revenir sur la loi de 1970 pour la durcir davantage. Les trafiquants simples, c'est-à-dire les acteurs professionnalisés des filières, les grossistes, les chimistes et les « *gros bonnets* », sont particulièrement visés. Les trafiquants internationaux de drogue ont en effet été volontiers comparés pendant la campagne électorale de 1986 à des terroristes. L'emploi de la comparaison frappait particulièrement dans le contexte des attentats meurtriers qui ont touché la capitale entre février 1985 et septembre 1986. Qui plus est, bien au-delà du cadre français, la volonté qui anime Jacques Chirac, Albin Chalandon et Charles Pasqua en matière de répression s'inspire sans doute du virage conservateur de la politique américaine en toxicomanie. Dans une lettre adressée à Reagan à l'automne 1986, Jacques Chirac souhaiterait que « *l'amitié franco-américaine* » s'incarne à nouveau dans le domaine de la coopération policière et dans la recherche médicale en faveur de la guérison des toxicomanes :

« *Mon gouvernement a engagé, de son côté, une action déterminée et de grande ampleur à ce sujet. À la collaboration, excellente, entre services chargés de la répression, devrait s'ajouter, à mon sens, une coopération entre chercheurs français et américains pour la mise à l'étude de moyens facilitant la désintoxication des drogués.* »⁷⁸

Cependant, on ne peut pas dire que la greffe des nouvelles conceptions américaines en matière de drogue ait véritablement pris. En effet, elle ne concernera surtout que le domaine de la répression du trafic international, organisé et professionnalisé de la drogue. Le projet de loi de 1987, présenté au Parlement par Albin Chalandon, au nom de Jacques Chirac, prévoit

centres générés par l'Association Le Patriarche », 8 avril 1987, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

⁷⁵ Note du Bureau de la Protection des victimes et de la prévention, ministère de la Justice, à M. Antonetti, 8 juillet 1987, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/24.

⁷⁶ Éléments rappelés dans une Note pour Monsieur Durrleman, « Suites de la correspondance de M. Trunel de « l'association de soutien à l'institution Le Patriarche » », 9 juin 1986, Archives du cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3.

⁷⁷ L'Express, 14 août 1987, « Drogue, Chalandon reste en plan ».

⁷⁸ Lettre de Jacques Chirac à Ronald Reagan, 10 septembre 1986, [la lettre évoque également la nécessité d'une coopération dans le domaine de la recherche contre le Sida], Archives du cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3.

des peines encore plus sévères pour quiconque s'adonne au trafic de drogue dans un but purement lucratif et sans aucune autre justification. Il prévoit aussi de confisquer tous les biens (mobiliers et immobiliers, financiers) appartenant à un trafiquant de stupéfiants arrêté.

La démarche, en ce qui concerne les trafiquants simples, va donc réussir. En revanche, les parlementaires échoueront à durcir en 1987 le statut de l'usager⁷⁹. Car le projet de loi qu'on leur soumet sera édulcoré des accents répressifs donnant corps au « *coup de pied au derrière* » que l'on souhaitait pourtant donner aux consommateurs l'année précédente. Là encore, Michèle Barzach s'emporte contre ces volontés au nom de l'esprit initial de la loi de 1970. Le différent Barzach-Chalandon est par ailleurs si fort qu'il doit être tranché par arbitrage du cabinet du Premier ministre : il le sera en faveur de la ministre de la Santé. Et Albin Chalandon devra plier en mai 1987 :

« *Nous avons avancé dans le règlement du différent « Chalandon-Barzach » sur la drogue. Le Garde accepte l'inscription de la loi [de 1987] au Conseil des ministres du 13 mai sans les amendements « répressifs » pour les drogués qu'il avait un temps envisagés.* »⁸⁰

La loi n'évoluera donc pas pour les usagers de drogue. La peine de prison encourue pour les usagers simples ne devra pas excéder un à deux ans d'emprisonnement et l'on revient sur la règle du non-cumul avec d'autres infractions commises en parallèle par l'individu interpellé. Albin Chalandon marque certes des points en conservant dans le projet de loi la possibilité de donner au tribunal civil, en dehors du circuit pénal classique, la possibilité d'autoriser le placement thérapeutique d'office des toxicomanes majeurs à la demande de la famille (ascendants ou descendants). Cette mesure a été prise pour répondre à la demande des familles de toxicomanes se sentant démunies face au comportement irresponsable de leur proche. Ne souhaitant pas avoir à recourir au juge pénal et enclencher une lourde procédure judiciaire, elles souhaiteraient néanmoins bénéficier d'un moyen d'astreinte ou de contrôle pour amener le drogué vers le traitement médical ou une communauté thérapeutique type Le Patriarche. La loi de 1987 leur donne gain de cause en inscrivant ce principe dans la loi. Mais pour en atténuer aussitôt la portée puisque ses modalités d'application passeront par les formes classiques de la tutelle ou de la curatelle⁸¹. Par conséquent, il s'agit plus d'un moyen de contrôle social et juridique accordé aux proches qu'une véritable mesure de répression. Qui plus est, faute de troisième filière d'agrément, le ministère de la Justice n'a pas la mainmise sur l'offre thérapeutique qui est proposée aux toxicomanes.

⁷⁹ Voir Jacqueline Bernat de Celis, *Drogues : consommation interdite. La genèse de la loi du 31 décembre 1970*, Paris, L'Harmattan, 1996, chapitre 9.

⁸⁰ Note au Premier ministre, par Antoine Durrleman, 7 mai 1987, Archives du cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3

⁸¹ Note « Situation actuelle de la lutte contre la toxicomanie » chapitre « propositions législatives », 1986, Archives du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/25.

Le bilan en demi-teinte de cette tentative de « guerre à la drogue »

Toutefois, la victoire est de courte durée pour la ministre de la Santé en matière de répression des consommateurs de drogue. Car le garde des Sceaux, à défaut de modifier la loi, tente d'en changer l'application, par le même moyen que Monique Pelletier avait tenté d'atténuer les tendances répressives en 1978. Une nouvelle circulaire est prise qui abroge les précédentes, réclamant « d'accentuer la répression ». Elle revient sur l'exception dont bénéficiait le cannabis, au nom d'une conception de l'addiction qui s'appuie sur la vieille idée d'escalade. C'est en effet une idée partagée par quelques ministres, Michèle Barzach exceptée, et par leurs conseillers. Ainsi peut-on voir soumis en réunion de ministres sur la lutte contre la toxicomanie, six mois plus tôt, le 22 juillet 1986, ces propos dans le dossier contenant les notes que les ministres auront sous les yeux :

« Caractère fallacieux de la distinction entre drogues dures et douces : cette distinction qui a permis une certaine tolérance vis-à-vis des drogues douces est dangereuse car l'on constate que la plupart des héroïnomanes ont été au départ des consommateurs de haschich. »⁸²

La circulaire du 12 mai 1987 pointe le fait que de plus en plus d'interpellations d'usagers simples n'étaient plus que simplement inscrits sur un registre de main courante et stipule qu'il faudra désormais veiller « à ce que l'interpellation des simples usagers fasse également l'objet de procès verbaux et que dans la mesure du possible les intéressés soient présentés aux magistrats du parquet spécialisés en matière de stupéfiants ». Quant aux usagers-revendeurs, il est clairement indiqué qu'il faut poursuivre en priorité les actes de trafic.

« Lorsque vous êtes saisi d'une procédure dans laquelle se rencontrent chez une même personne la qualité d'usager et celle de trafiquant, convient-il de poursuivre en priorité les actes de trafic ? De même, importe-t-il de réprimer les atteintes aux personnes ou aux biens lorsqu'elles ont été commises par quelqu'un qui prétend avoir agi sous l'influence de la drogue ou pour s'en procurer ? »⁸³

La notion d'examen au cas par cas encore contenue dans la circulaire Badinter de 1984 disparaît cette fois-ci totalement. La logique de répression généralisée de l'usage est clairement posée : il faut cibler l'activité de revente et si elle n'apparaît pas, prendre en compte les infractions parallèles à l'usage de drogue afin d'empêcher l'interpellé de jouer sur les quelques libéralités de la loi sur les stupéfiants. Quant à l'usager, qu'il soit simple ou revendeur, qui se trouve être un étranger en situation irrégulière, il devra faire l'objet d'une procédure de comparution immédiate, devant le tribunal correctionnel, qui devra requérir l'interdiction du territoire, avec éventuellement une double peine, c'est-à-dire l'incarcération sur le territoire national en application de la loi, suivie ensuite de l'exécution de la mesure d'éloignement. Sur ce dernier point, cette disposition est conforme à celle prise en décembre 1986 par Robert Pandraud, ancien directeur de la police nationale entre 1975 et 1978, et

⁸² Note de synthèse, dossier d'une « Réunion de ministres sur la lutte contre la toxicomanie », 22 juillet 1986, Archives du Cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3.

⁸³ Circulaire de la Chancellerie du 12 mai 1987, Archives du Cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3.

ministre délégué à la Sécurité auprès de Charles Pasqua. Elle demande aux préfets et aux commissaires de faire en sorte que soient proposés aux juges pour une procédure d'expulsion non seulement les usagers convaincus de revente mais aussi les usagers simples au nom de la défense de l'ordre public sur la base de doutes forts généraux :

« La menace pour l'ordre public pourra également être invoquée à l'encontre d'usagers étrangers dès lors qu'il sera apparu, au regard des informations recueillies par les services de police, que la consommation de produits stupéfiants a présenté un caractère de répétition et que celle-ci s'est associée à un comportement générateur d'actes de délinquance. »⁸⁴

Pour les usagers en général, cet arsenal de mesures répressives va donc venir grossir les masses de toxicomanes en prison dans les années qui suivront.

Cependant, dans l'immédiat, le vaste plan global de lutte intégrale contre la drogue fera long feu. Car il ne débouchera pas comme prévu comme sur la création de places supplémentaires en prisons et en centres de postcure. Sur ce dernier point, l'extension des agréments aux associations, type mouvements d'aide caritative ou mouvements de pasteurs qui souhaitaient recevoir l'agrément et le financement public, buttent sur des problèmes d'ordre administratif. En effet, les dossiers transmis sont en grande partie retoqués ou végètent dans les cartons des services ministériels car jugés non-conformes, comme le souligne le Premier ministre lui-même, suivant toujours minutieusement le dossier, en 1987 :

« Il m'apparaît que la cause principale des retards à l'instruction des demandes en question réside dans le caractère souvent incomplet ou pas assez précis des dossiers déposés par ces associations, le délai maximum de six mois d'instruction prévu par la loi du 30 juin 1975 ne partant que du jour où le dossier est déclaré complet par l'autorité administrative. Il n'est pas surprenant que des associations manquant parfois de compétence administrative ou juridique soient déroutées par la constitution d'un dossier qui peut leur paraître complexe. Afin d'aider ces associations à constituer rapidement et de façon complète leurs dossiers de demande de création de tels établissements, j'ai décidé que la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie sera chargée de jouer auprès de celles-ci le rôle de conseiller technique. »⁸⁵

Mais le rôle de conseiller technique que le gouvernement donne alors à la MILT est institué trop tard pour que le gonflement du nombre de postes prévus par le plan puisse être réalisé avant les échéances de 1988. Fin 1987, comme ironise *Libération* en septembre, une grande partie des 250 millions de francs débloqués pour agréer les associations de réinsertion et les nouveaux centres de postcure n'ont pas été distribués :

⁸⁴ Circulaire 86-375 du 23 décembre 1986 « Mesures de police concourant à la lutte contre la toxicomanie », ministère de l'Intérieur, Archives du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/26.

⁸⁵ Lettre du Premier ministre au Garde des Sceaux, 12 mai 1987, Archives du cabinet du Premier ministre, CAC 19910554/3.

« Qu'est devenu l'argent de la drogue ? Celui de la cagnotte que s'était constituée Albin Chalandon comme un trésor de guerre quand, voici un an, il lança son blitzkrieg contre les drogués ? [...] La chancellerie a été contrainte de réajuster quelque peu sa philosophie, il ne reste que de vagues projets carcéraux. Quant aux associations, le ministère de la Justice table sur au mieux 400 nouvelles places. [...] Les candidatures n'ont pas manqué [...] Le ministère de la Justice s'étant aliéné d'entrée de jeu le milieu psychiatrique et médical taxé d'inefficacité, Guy Fougier a vu converger une foule de projets d'associations diverses totalement inexpérimentées dans le domaine de la toxicomanie. Beaucoup ont fini au panier, faute de sérieux ou de garanties suffisantes. Faute aussi surtout de l'accord du ministre de la Santé, Michèle Barzach, indispensable pour créer un nouvel établissement de soins. »⁸⁶

En effet, comme la troisième filière d'agréments n'a pas été créée, les associations aspirant à être des centres de postcure doivent passer par les filières traditionnelles. Mais de leur côté, les départements ministériels de la Jeunesse et les Sports ne jouent plus le rôle moteur et audacieux qui avait été le leur entre 1971 et 1974, et se sont recentrés sur les opérations de prévention. Par conséquent, c'est logiquement vers le ministère de la Santé que convergent la plupart des demandes pour l'agrément et le financement des centres thérapeutiques et de postcure. Et les services de Michèle Barzach rejettent nombre de dossiers mal ficelés, farfelus ou douteux.

Michèle Barzach n'est cependant pas seule dans son combat. Son esprit de résistance qui relève certes de sa sensibilité personnelle de médecin devant le sujet de la toxicomane est rejoint par une coalition d'intérêts socioprofessionnels qui entendent défendre ce qui est devenu depuis une quinzaine d'années la tradition française en matière de soins aux drogués. Face à la croisade du garde des Sceaux, les médecins spécialisés mènent une contre-offensive. En 1986, s'est constitué un Collectif Île-de-France des intervenants en toxicomanie rassemblant des membres des équipes de Marmottan, de l'Espace Murger de Fernand Widal, de Charonne et de l'association Le Trait d'union. Le collectif dénonce « *l'aspect liberticide* » du plan antidrogue. L'option carcérale est désapprouvée par les publications du collectif :

« Les mesures actuellement proposées par le ministère de la Justice tendent à instaurer une intervention coercitive, voire carcérale, uniquement en fonction de l'intoxication de certains patients. De tels « traitements » par la contrainte et l'enfermement constituent une régression dramatique dans le domaine de la santé publique. Au-delà des patients toxicomanes, au-delà du modèle de soins français en matière de toxicomanie, c'est l'éthique de l'intervention psychiatrique, médicale, sociale, qui est mise en cause [...] Enfermer pour guérir est une illusion aberrante. Vouloir, par des décrets répressifs, mettre fin à un phénomène de société est une erreur : c'est prendre l'effet pour la cause, et c'est renoncer à toute réflexion sur les sources profondes et la signification de ce problème. Faire

⁸⁶ *Libération*, 5/09/1987, Dossier de presse, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/25.

croire, par démagogie, qu'il existe des solutions simples et radicales à des faits aussi complexes est tout aussi « toxique » que certains produits incriminés. »

Le collectif affirme le principe absolu de la séparation indispensable du domaine pénal et de celui du soin, qui ne doit pas être abolie sous prétexte de répondre à l'angoisse des parents ou des familles par un réflexe sécuritaire. Il lance un appel dans *Le Monde* en juin 1986 contre l'enfermement thérapeutique, qualifiant certains projets d'Albin Chalandon de « *camps de jeunesse de sinistre mémoire* »⁸⁷. Dans une conférence de presse du 12 mars 1987, Gérard Muller, président de l'ANIT, fait état des préoccupations de la profession. Le spectre des communautés thérapeutiques à l'anglo-saxonne, dont le développement est l'un des enjeux de la création d'une filière d'agrément relevant de la Justice, est brandi comme un repoussoir, évoquant « *les méthodes de thérapie comportementale qui nulle part n'ont fait preuve d'efficacité* » ou encore le retour d'une logique asilaire, en institution fermée, que l'on croyait révolue depuis les années 1960⁸⁸. Le docteur Didier Touzeau défend de son côté dans les médias la légitimité d'un système de soins original et pluriel qui est celui de la France. Il combat également certaines mesures de prévention attentatoires au respect de la vie privée, comme le contrôle urinaire pour dépistage des consommations de stupéfiants, qu'Albin Chalandon souhaite être généralisé à l'embauche (il ne l'est que pour les professions à risque comme l'emploi des gens de mers par l'arrêté du 14 avril 1986)⁸⁹. Une initiative qui rappelle certaines volontés de Reagan exprimées aux États-Unis. Enfin, la voix de ces opposants est relayée par des associations professionnelles européennes : en mars 1987, la Fédération européenne des médecins salariés fait corps avec les revendications de l'ANIT en affirmant le principe de séparation entre le pénal et le judiciaire dans la réponse à apporter aux problèmes de toxicomanie, contre-productive à l'époque de l'épidémie de sida⁹⁰.

Face à cette barrière d'oppositions, le ministère de la Justice a cependant tenté de botter en touche sur la question des centres d'accueil pour toxicomanes : à défaut d'avoir une filière spécifique d'agrément, la Chancellerie utilise son enveloppe pour financer des projets d'associations accueillant des toxicomanes placés sous contrôle judiciaire (comme alternative à la détention provisoire en cas de mise sur examen), afin de rester dans le strict cadre judiciaire. Ces associations sont proposées à la Chancellerie pour financement par les juges d'application des peines. Le ministère de la Justice y voit une occasion de matérialiser ses ambitions déçues, mais ces réseaux n'ont pas la taille et la dimension que souhaitait initialement Albin Chalandon avec son idée de milliers de centres de postcures, aux méthodes fermes et à l'encadrement fermé, qu'il aurait souhaité avoir directement sous sa tutelle. Le garde des Sceaux doit le reconnaître dans une lettre au président de la MILT en 1987 :

⁸⁷ Tract du Collectif Ile de France des Intervenants en Toxicomanie et appel du *Monde* du 25 juin 1986, Archives du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/26.

⁸⁸ ANIT, compte-rendu de la conférence de presse du 12 mars 1987, Archives du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/26.

⁸⁹ Dépêche AFP à propos de l'intervention du docteur Touzeau (conférence de presse, mars 1987), Archives du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/26.

⁹⁰ Motion de la Fédération européenne des médecins salariés, 2 mars 1987, Archives du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, CAC 19890495/26.

« Il s'agit exclusivement d'opérations menées par des associations déjà subventionnées par le ministère de la Justice au titre de leur activité de contrôle judiciaire ou d'enquêtes rapides. Elles ont toutes pour objet d'accroître la capacité de ces associations à prendre utilement en charge les toxicomanes qui leur sont confiés par les juridictions. À ce titre, la quasi-totalité d'entre elles constituaient des demandes anciennes que seule l'absence de moyens interdisait de satisfaire dans le cadre plus général d'un financement ordinaire qu'elles ont naturellement vocation à intégrer. »⁹¹

Autrement dit, cette solution n'est qu'un pis-aller pour essayer d'incarner les orientations répressives du plan Chalandon. De surcroît, cette solution de rechange pâtit de problèmes de lourdeurs administratives qui retardent la prise en considération de certains projets qui ne sont finalement pas examinés dans le délai imparti. Le ministre de la Justice doit ainsi se faire excuser auprès du président-fondateur de l'Association familiale de lutte contre la toxicomanie en Guadeloupe basée à Pointe-à-Pitre, Gaston Sorèze, au motif que l'information ayant été diffusée trop tardivement, aucun dossier provenant de l'outre-mer n'a pu être examiné pour la répartition de ces crédits supplémentaires⁹².

Enfin, en ce qui concerne les prisons, comme la construction de nouveaux établissements spécifiques est un projet prenant trop de temps, pour un gouvernement qui n'a que deux ans d'horizon devant lui, la Chancellerie se contente de créer un millier de lits dans quelques maisons d'arrêt alors en construction : Nanterre, Pontoise, Aix-en-Provence, Villefranche-sur-Saône. Au niveau des associations subventionnées, se tirent du lot SOS Drogue International, ou encore le centre de réinsertion L'Oiseau bleu, du pasteur Benoît à Pontoise... Au final, le plan a été en grande partie entravé par ce que *Libération* appelle la « *sourde guéguerre ministérielle Chalandon-Barzach* ». Il y eut trop de discussion et de temps perdu. Mais si ceux qui, derrière la ministre de la Santé, étaient les gardiens de l'esprit originel de la loi de 1970 peuvent se réjouir de voir la solution du tout-répressif s'éloigner, le blocage ne s'est pas pour autant fait en faveur de leur intérêts. Chalandon n'ayant dépensé, fin 1987, que 169 millions, il reste une soixantaine de millions qui, pour des raisons de circulation de l'argent entre ministères, seront rapatriés aux fonds du ministère de l'Économie et des Finances dont ils étaient issus, ne profitant ainsi pas du tout aux centres thérapeutiques dépendants de la Santé qui auraient bien aimé recevoir cette manne dont ils auraient eu grand besoin.

Michèle Barzach paiera cher son opposition à Chalandon quand elle proposera en 1987 son décret sur la libéralisation de la vente des seringues, mesure justifiée par l'épidémie de sida frappant massivement les héroïnomanes contaminés par le partage de seringues usagées. En effet, le décret de la Santé, à dimension expérimentale et qui devrait être appliqué au départ pour une durée limitée, est envoyé le 28 janvier 1987 pour signature aux autorités nécessaires à la mise en œuvre d'une pareille mesure : les cabinets du ministre de l'Intérieur,

⁹¹ Note du Garde des Sceaux au Président de la MILT « Exécution du budget de 1987, lutte contre la toxicomanie, actions spécifiques de prise en charge des toxicomanes par les associations de contrôle judiciaire », 29 septembre 1987, Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/25.

⁹² Lettre du ministre de la Justice, 24 décembre 1987, Archives du Ministère de la Justice, CAC 19950397/25.

Charles Pasqua, et du ministre de l'Économie et des Finances, Édouard Balladur. Mais là encore, la ministre doit affronter l'hostilité d'Albin Chalandon qui déploie son influence auprès de ses collègues pour tenter de ralentir le cours de la procédure. Des quelques jours escomptés, la navette durera plus de trois mois, et le décret ne sera adopté que le 13 mai 1987. Il faut ensuite de nouvelles interventions de Michèle Barzach auprès du cabinet du Premier ministre, qui s'était également vu remettre un rapport en janvier, pour obtenir gain de cause⁹³. De longs mois perdus... Finalement, tout le monde fut perdant de ces oppositions entre ministères et de la synthèse entre des visions différentes qu'a sans doute voulu réaliser Jacques Chirac lors de la constitution de son gouvernement⁹⁴.

Le bilan est donc plus que mitigé au moment où la majorité change encore, en 1988, après les élections présidentielles et législatives. Le tournant répressif a été freiné. Le « *tout carcéral* » et les cures forcées ont été écartés. Mais d'un autre côté, le consensus et le dispositif sur la loi de 1970 et son application ont été maintenus, alors qu'il était depuis longtemps suranné et en apparence inefficace devant la montée inexorable de la toxicomanie.

⁹³ Sophie Bourla, Martine Jos, Sophie Margnan, *La réglementation de la vente des seringues*, mémoire de DEA de Droit pénal (dir. Francis Caballero), Université Paris X Nanterre, 1993.

⁹⁴ *Libération*, 5 septembre 1987, Jean Mangetout, « Les deniers du plan drogue en panne à la Chancellerie », Archives du ministère de la Justice, CAC 19950397/25.

8.3 L'échec du tour de vis répressif du début des années 1990

Alexandre MARCHAND

Le départ d'Albin Chalandon en 1988, dans le cadre de l'alternance politique, ne met pas fin pour autant à toute velléité répressive. Celle-ci revient très vite, quand bien même la majorité politique a changé de couleur, au début des années 1990, sous l'impulsion du ministère de l'Intérieur. Cependant, en dépit de la répression et de la démultiplication des discours martiaux, le milieu de la décennie, avec l'enracinement de la réduction des risques, scellera la faillite (peut-être seulement provisoire) de la « *guerre à la drogue* » à la française.

Des opérations coup-de-poing sur les dealers méthodiquement organisées

L'année 1992 constitue en effet une sorte d'acmé de la logique de guerre à la drogue avant le basculement dans le paradigme de la réduction des risques. Mais ce renforcement de la répression ne sera pas porté par le couple Intérieur-Justice, mais par l'Intérieur uniquement, et incarné par son ministre sous le gouvernement Bérégovoy, Paul Quilès. L'attitude de la place Beauvau contraste même avec la politique de la Chancellerie qui s'en tient au statu quo en matière de pratiques judiciaires, notamment sur le plan de l'injonction thérapeutique. On dénombre pour l'année 1991 environ 4 000 mesures de ce type ordonnées par un juge (certes, avec une inégale répartition sur le territoire, rien que 1 680 mesures le furent du fait de la cour d'appel de Paris). La procédure répond bien à l'esprit du ministère qui rappelle, dans une énième circulaire en 1992, la volonté d'agir plus spécifiquement sur les usagers-revendeurs et dealers, sans qu'une trop grande sévérité soit un obstacle à l'application de la loi :

« Il existe actuellement au sein du ministère de la Justice une volonté de développer ces mesures. En effet, la communication du garde des Sceaux du 3 juin 1992 marque une nouvelle étape et définit de nouveaux objectifs. Il a été demandé aux procureurs d'orienter l'action de la police, vers l'interpellation des usagers-revendeurs et des petits trafiquants, afin de tenter d'agir sur la demande. Dans ces conditions et afin d'éviter une solution exclusivement répressive à l'encontre des usagers qui n'est pas souhaitée, l'injonction thérapeutique constitue une réponse appropriée. »

Mais, à la modération de la justice, répond une orientation nettement plus répressive de la part de l'Intérieur⁹⁵. Et ce, sur la base des évolutions générales caractérisant le phénomène drogue au début des années 1990. En mai 1992, le ministre a adressé un Plan d'action pour la sécurité, dans lequel la lutte contre la toxicomanie occupe une place importante. Des objectifs communs doivent selon lui être fixés aux différents services répressifs (police judiciaire, polices urbaines, police de l'air et des frontières, Renseignements

⁹⁵ Note « Répression de la toxicomanie », par le Bureau de la protection des victimes et de prévention de la délinquance, Direction des Affaires criminelles (dossier DGLDT 1991-1992), Archives du ministère de la Justice, CAC19950397/25.

généraux). Concernant le bilan de l'action répressive en la matière, le chiffre d'interpellation ne cesse d'augmenter, les notes disponibles dans les archives du ministère de l'Intérieur soulignant au passage l'impact des « *directives gouvernementales* ». Les effectifs policiers sont en augmentation (1 763 fonctionnaires de la police nationale en 1991, 1 896 en 1992). Les budgets le sont également grâce aux crédits accordés par la DGLDT-MILT au ministère de l'Intérieur (24,10 millions de francs en 1990, 25,07 millions de francs en 1991). Les policiers procédaient par ailleurs à 34 213 interpellations en 1990, pour 45 063 en 1991, la plupart des affaires mettant en jeu des usagers de drogues (respectivement 29 015 et 39 760). On constate une augmentation du nombre de dealers interpellés : 5 449 en 1991, contre 4 623 en 1987, essentiellement des dealers d'héroïne et de cannabis (à environ 50% pour chaque produit), les dealers de cocaïne étant visiblement beaucoup plus difficiles à intercepter, vendant essentiellement en appartement, et non dans la rue, à des consommateurs qui appartiennent encore à cette époque à une frange relativement aisée de la société.

La figure du dealer de drogue cristallise nombre des angoisses de l'époque, reflétant certaines mutations récentes de l'univers du trafic, comme nous l'avons précédemment montré. Ces dealers développent par ailleurs leur mode opératoire, sous l'influence des Africains. De plus en plus, dans le deal de rue, les « *bonbonnes* » (des doses de drogue contenues dans du papier ensuite conditionnées dans du plastique thermosoudé) sont contenues dans la bouche, et avalées en cas d'incident ou d'intervention de la police⁹⁶. Outre la rue, certains établissements se distinguent comme étant les nouveaux lieux du « *deal de proximité* », comme en parle la police, comme les salons de tatouage⁹⁷. Quant aux saisies de stupéfiants, et à la différence des interpellations de dealers, la cocaïne devance désormais l'héroïne dans la catégorie des drogues dures (1 844 kilos d'héroïne saisis contre 405 kilos d'héroïne en 1990, respectivement 831 et 561 kilos environ en 1991)⁹⁸. La toxicomanie, usagers et dealers confondus, reste un phénomène essentiellement masculin : la part des femmes dans les usages est même passée de 15,75% en 1973 à 9,76% en 1991, en trente ans le nombre d'hommes mis en cause dans les ILS a augmenté de 1 688,94% contre 934,34% pour les femmes. Le prosélytisme et leur présence renforcée à proximité des établissements scolaires est une source d'inquiétude pour les policiers. La part des étrangers dans les ILS a également augmenté beaucoup plus rapidement depuis trente ans que celle des nationaux : augmentation de 2 324,31% d'une part, contre 1 463,33% d'autre part. La majeure partie de ces étrangers est originaire du continent africain (Afrique du Nord et Afrique noire confondues) pour 74,83% des cas⁹⁹.

À l'été 1992, pour accentuer la pression sur les dealers, une série d'opérations « *coup-de-poing* », dont on espère qu'elles seront médiatisées, est montée. Elle prend le nom d'

⁹⁶ Pareils procédé et situation sont par exemple mis en scène dans le film de Bertrand Tavernier *L-627* (1992).

⁹⁷ Dépêche AFP, novembre 1992, Dossier « presse et sondages d'opinion août 1992-janvier 1993 », Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

⁹⁸ Pochette « lutte contre la drogue : fiches techniques », 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/9.

⁹⁹ Brochure de la Direction centrale de la Police territoriale, *La Lutte contre la toxicomanie*, vers 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/9.

« opération PLM », simplement du nom de Paris-Lyon-Marseille, nom des trois métropoles dans lesquelles auront lieu les opérations. Le projet est ébauché au mois d'août 1992. Les opérations coup-de-poing semblent avoir en effet une certaine efficacité, du moins en termes d'effet médiatique et de réconfort apporté aux riverains excédés. Le 27 juillet 1992, une descente éclair de police autour de la station de métro Strasbourg-Saint-Denis, dans le X^e arrondissement, a permis d'arrêter une dizaine de revendeurs de drogue et de consommateurs. Elle a surtout permis de répondre au comité de défense du boulevard Bonne-Nouvelle qui ne cessait depuis des semaines de réclamer pareille intervention, eu égard à la présence de toxicomanes dans les rues et à la multiplication de règlements de compte entre dealers (bagarres pouvant aller jusqu'à des coups de feu)¹⁰⁰. Quelques jours plus tard, à Marseille, une opération coup-de-poing, le 29 juillet, a pu démanteler une bande de revendeurs tunisiens, important de la drogue des Pays-Bas par l'intermédiaire de contacts en Belgique et dans la région lilloise. Deux passeurs porteurs de 4,5 kilos d'héroïne, Djamel Missalef et Mohamed Bengadur, tous deux originaires de Casablanca et résidant à Marseille, avaient été interceptés par un contrôle inopiné des douanes de Lille à bord d'un train en provenance d'Anvers. Les informations recueillies permirent d'identifier un lieu de vente : le bar Chez Max, dans le II^e arrondissement de Marseille, point de redistribution de l'héroïne dans le quartier sensible de La Rose, vers lequel convergeaient les consommateurs mais également des revendeurs de Montpellier qui repartaient ensuite avec la marchandise. L'opération permet l'arrestation du chef de bande, Nourredine Jendoubi originaire de Tunis, ainsi que douze de ses complices, tandis que les perquisitions apportent aux policiers 1,100 kilos d'héros et 200 000 francs en espèces, un lot important de bijoux et de monnaies en or et une arme de 4^e catégorie¹⁰¹.

L'idée vint par conséquent au ministère de l'Intérieur de généraliser ces opérations coup-de-poing destinées à terroriser consommateurs et revendeurs. Dès la fin du mois de juillet, elle est déclinée sous forme de propositions au cabinet du ministre. Ses justifications sont trouvées : il s'agit de protéger la jeunesse des villes et des banlieues, de réduire la criminalité (en estimant que 25 à 55% des délits sont, localement, liés au besoin d'acheter de la drogue), de casser l'économie parallèle suscitée par le commerce de la drogue (vols et recels divers), d'arrêter dealers et usagers multirécidivistes et de procéder à l'expulsion de dealers étrangers. Il est décidé de cibler quatre sites : Paris, la Seine-Saint-Denis, Lille et Marseille, pendant l'été, puis de faire un bilan de ces actions avant d'envisager leur éventuelle prolongation et élargissement du champ géographique¹⁰². Il s'agit clairement de répondre à « *la sensibilité de l'opinion publique face aux problèmes posés par la toxicomanie* », par l'adoption d'une stratégie adéquate¹⁰³.

¹⁰⁰ Coupure de presse *Le Parisien* « Paris 10^{ème} : opération anti-drogue », 28 juillet 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 199300395/9.

¹⁰¹ Note OCRTIS « Démantèlement d'un réseau de trafiquants d'héroïne sur Marseille », 30 juillet 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 199300395/9.

¹⁰² Note « Propositions concernant la lutte contre la drogue et la toxicomanie », 31 juillet 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 199300395/9.

¹⁰³ Note « À propos d'une action spécifique dans le domaine de la lutte contre la drogue, ébauche d'une stratégie », 28 juillet 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 199300395/9.

L'opération sera conduite sous la supervision de l'OCRTIS. Le choix des sites d'intervention n'est évidemment pas le fruit du hasard. Lille a été choisie pour sa proximité avec Amsterdam, toujours une importante source d'approvisionnement pour nombre d'acteurs des économies criminelles. La délinquance globale y est par ailleurs en constante augmentation et les polices urbaines estiment que 60 à 70% des auteurs de vol avec violence ou de vol par effraction sont des toxicomanes. On trouve par ailleurs de nombreux squats, points de fixation de l'économie illicite, dans les quartiers populaires. En accord avec le SRPJ de Lille, les sites suivants sont choisis : la gare de Lille-Flandres, les quartiers de Wazemmes, Fives et Lille-Moulin. À Marseille, c'est le quartier de La Rose qui sera le lieu d'intervention, quartier qui renferme quatre Cités importantes : Frais-Vallon, Clos-La-Rose, Le Petit Séminaire et le Val-Plan. Ces sites ont spécifiquement été choisis par la Délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie (DGLDT), présidée par Georgina Dufoix. À Paris, le XVIII^e arrondissement, l'un des « *arrondissements les plus criminogènes de Paris* » sera ciblé, sur proposition de Paul Quilès. Le plus de fil à retordre sera donné par les interventions en Seine-Saint-Denis comportant une vingtaine de cités dans lesquelles les policiers ont du mal à pénétrer¹⁰⁴. Concernant le cas spécifique de Paris, à évoquer la physionomie du trafic de rue, il est possible de s'appuyer sur les notes de la BSP et de l'unité de recherche des divisions de police judiciaire (BRTIST). Les grandes scènes de la toxicomanie « *visible* » sont bien fixées depuis la fin des années 1980, et concentrées essentiellement dans le nord et le nord-est de la ville, même s'il n'existe plus de secteurs à hauts risques comme jadis l'îlot Chalon. La rue Myrha, et les rues avoisinantes, le quartier de Belleville, la place des Fêtes, la cité Piat-Envierges dans le XX^e arrondissement, Barbès ou Bonne-Nouvelle concentrent les principales interpellations. On compte également parmi les « *points chauds* » de la capitale le boulevard Ney, le secteur Nation-Cours de Vincennes, la rue Saint-Denis et la porte Dauphine, lieux de concentration de populations immigrées d'origine extra-européenne mal intégrées et d'activité de prostitution. Quant aux squats, ils sont toujours des lieux de fixation de la revente, se résorbant et se redéveloppant en fonction des fermetures : rue Pajol, place de Torcy, rue de Tanger, le secteur de la Rotonde-La Villette, la rue d'Aubervilliers, le passage Goix. La délinquance de groupe et le trafic de crack semblent s'y être récemment installés¹⁰⁵.

Les opérations font l'objet de comptes-rendus relativement rapides. Dès les premiers jours, à Lille, sept trafiquants ont été interpellés, ayant ramené environ 400 grammes d'héroïne d'Amsterdam en plusieurs voyages. En Seine-Saint-Denis, furent appréhendés deux individus porteurs de 14 doses de cocaïne, et de trois individus porteurs de 20 grammes d'héroïne. Les prises sont en revanche plus importantes à Paris : quatre dealers d'héroïne en situation irrégulière place Pigalle, trois dealers appréhendés à leur domicile, trois dans un squat du passage du Poteau, deux revendeurs de cocaïne permettant d'identifier un Français expédiant cette drogue depuis le Costa Rica... À Marseille, soixante personnes sont interpellées en deux semaines. Au final, après un mois d'interventions, près de cinq cent

¹⁰⁴ Note « Réunion préparatoire à l'opération PLM », juillet 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/9.

¹⁰⁵ Note de la BSP « Physionomie générale de la toxicomanie de rue et du trafic de stupéfiants sur la capitale », 2 septembre 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/9.

soixante personnes ont été interpellées¹⁰⁶. L'opération est très vite généralisée, avec seize nouveaux sites choisis parmi vingt-sept départements¹⁰⁷. L'heure est clairement au renforcement de la répression.

Un ministère particulièrement susceptible...

Mais c'est dans cette atmosphère de renforcement des actions répressives qu'éclate la « controverse L627 » du nom du film de Bertrand Tavernier qui sort sur les écrans en septembre de cette année-là. Elle aurait pu sembler anecdotique si elle n'avait provoqué la réaction du ministre de l'Intérieur lui-même. Le film, dans un style quasi-documentaire, relate le quotidien des agents de la brigade des stupéfiants parisienne, dans leur traque des revendeurs de rue, mais l'insistance est mise sur le peu de moyens qui est accordé aux services : leur très faible traitement oblige les inspecteurs à arrondir leurs fins de mois par divers petits boulots, leurs bureaux sont installés dans des préfabriqués, ils doivent taper sur des machines à écrire archaïques, les moyens manquant pour l'informatisation... Mais le Syndicat national autonome des policiers en civil, par la voix de son représentant, Alain Brillet, trouve le film « *excellent et réaliste* »¹⁰⁸. Le contraste semble être flagrant entre les conditions de travail de la brigade parisienne des stupéfiants et celles des fonctionnaires de l'OCRTIS, installés en 1992 à Nanterre dans des locaux flambant neufs. L'affaire ne se limite pas au film car lors de sa sortie, le réalisateur, sensibilisé au problème par son fils Niels, toxicomane, fait une sortie dans la presse, qualifiant l'attitude de l'État français face à la drogue de « *déresponsabilisation politique* », qui serait du même type que « *pendant la guerre d'Algérie* ». Faisant écho au scandale du sang contaminé qui éclate au même moment, le réalisateur émet des doutes sur la capacité de Georgina Dufoix, présidente de la DGLDT, mise en cause dans l'affaire de la transmission du virus du sida à des hémophiles lors de transfusions sanguines, à superviser la lutte contre la drogue¹⁰⁹.

Le cabinet de Paul Quilès est donc obligé de produire un argumentaire à l'intention du ministre pour contrer la polémique naissante. Sur la vision des policiers représentés à l'écran comme des agents alcooliques, racistes et corrompus, le ministère réplique que seuls 3% des policiers sont sanctionnés chaque année pour de pareils faits et qu'une faute sur trois est commise hors service, ce qui est un taux semblable à celui de la police britannique. À la question de la misère quotidienne des policiers, il s'agit de rappeler l'effort exceptionnel qui est consenti depuis vingt ans et le plan de modernisation de 1992. Les chiffres sont rappelés face aux critiques sur l'inefficacité : 45 063 interpellations en 1991, soit 8% de plus par rapport à 1990, et près de 26 000 interpellations pour le premier semestre 1992. Enfin, il s'agit de pointer une accusation d'indifférence criminelle de l'État, qui est parfaitement

¹⁰⁶ Comptes-rendus des opérations PLM, OCRTIS, 10 août 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/9.

¹⁰⁷ Note « Lutte contre le deal et la toxicomanie. Extension de l'opération anti-drogue », 11 août 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/9.

¹⁰⁸ Dépêche AFP, « Dossier L627 », Archives du cabinet du ministère de l'Intérieur, CAC 19930395/9.

¹⁰⁹ Dépêche AFP, « Bertrand Tavernier est un homme en colère », 4 septembre 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

« irresponsable »¹¹⁰. Cela ne suffit malheureusement pas puisque le Syndicat national des enquêteurs, majoritaire chez les agents en civil, vient à son tour confirmer la justesse du film et déplorer la réaction négative de Paul Quilès :

« *Ce film-vérité, dont un enquêteur de police est coscénariste [Michel Alexandre], révèle avec justesse les déplorables conditions de travail de la police en général et les problèmes aigus rencontrés par les enquêteurs de police en particulier [...] Cette attitude [de Quilès] prouve l'état d'ignorance des autorités de tutelle, trompées par le filtre de la hiérarchie administrative.* »¹¹¹

La polémique démontre surtout le contraste entre les volontés affichées et le manque de moyens déployés en dernier ressort sur le terrain. Complexifier les administrations au niveau supérieur, comme on le fait dans ces années-là avec la création de la DGLDT en 1989, entraîne inéluctablement des retards dans la modernisation des brigades de terrain. S'il est vrai que Tavernier a pu se concentrer sur les aspects les plus négatifs de la lutte quotidienne des policiers, il n'en demeure pas moins qu'il livre aussi une description amère d'une lutte qui apparaît sans fin ...

La très médiatique « mission Broussard »

Mais l'indice le plus probant de renforcement de guerre à la drogue en cette fin d'année 1992 fut la mission Quilès-Broussard. Juste après les opérations coup-de-poing, le ministre de l'Intérieur charge en septembre le préfet Robert Broussard d'une mission de coordination des actions de la police contre la drogue. Celui qui vint à bout de Jacques Mesrine en 1979 et sut dénouer la prise d'otage du consulat de Turquie à Paris en 1981 est explicitement « *chargé d'animer une stratégie de guerre à la drogue* ». L'ex-commissaire fait alors figure d'autorité au sein de la police, avec un impressionnant CV : à la tête de la brigade antigang puis du RAID, unité d'élite de la police pendant de nombreuses années, ancien directeur-adjoint de la direction générale de la police nationale, préfet délégué pour la Corse de 1983 à 1985, chargé de lutter spécifiquement contre le terrorisme, ancien directeur des polices urbaines actuellement préfet hors-cadre ayant effectué des missions dans le Pacifique sud, le « *Grand Flic* », comme l'avait surnommé Mesrine dans son autobiographie *L'instinct de mort*, est l'homme des dossiers sensibles. Un premier rapport sur l'épineux sujet doit être remis en décembre avec les premières propositions¹¹². La nomination de Robert Broussard est l'occasion pour Quilès d'exposer publiquement sa philosophie de lutte contre la drogue, bien plus répressive que celle de la Déléguée Georgina Dufoix. Pour lui, la drogue n'est pas seulement un problème de santé publique, mais un aussi un « *risque majeur* » pour la démocratie. Les revenus parallèles du trafic de drogue s'investissent dans l'économie légale et « *corrompent le fonctionnement des institutions démocratiques* ». Quilès réactive donc sur le

¹¹⁰ Argumentaire à propos du film L627, Dossier « L627 », Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/9.

¹¹¹ Dépêche AFP, septembre 1992, Dossier « L627 », Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/9.

¹¹² Communiqué du ministère de l'Intérieur, septembre 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

moment un réel esprit de croisade, considérant qu'il est nécessaire de motiver de façon permanente les policiers dans ce domaine précis de la lutte contre le crime¹¹³. Broussard, prenant le titre de « *préfet coordinateur de la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants* », souscrit pleinement à ses vues, y compris dans celle de rendre la plus apparente possible l'action de la police : « *Il faut aussi une médiatisation de l'action policière, non par souci de publicité, mais pour persuader l'opinion et les policiers eux-mêmes qu'une véritable guerre à la drogue est engagée.* »¹¹⁴ Tandis que Quilès réclame trois millions de francs de subventions complémentaires de la part de la DGLDT, soit une augmentation de crédit de 9%¹¹⁵.

Le « *rapport Broussard* », rédigé en seulement un mois et demi, après visites par le préfet et ses collaborateurs à Paris, en banlieue, à Marseille, Lille et Grenoble, et consultation des Renseignements généraux, est remis au ministre de l'Intérieur le 15 décembre 1992. Rappelant quelques chiffres sur les cinq dernières années (+64% d'affaires traitées, +41% de trafiquants arrêtés, +64% de saisies de cannabis, +163% de saisie d'héroïne, +100% de morts par overdose), l'accent mis sur les conséquences de la toxicomanie en termes de création de systèmes économiques parallèles et d'accroissement de la délinquance. Broussard affirme son opposition à la dépénalisation des drogues douces, trouve la loi de 1970 excellente, et plaide pour une pression plus forte sur le deal de rue, notamment par le biais de l'îlotage. Dans le traditionnel débat sur ce qui prévaut dans la qualité d'usager-revendeur, le préfet tranche le nœud gordien en soutenant qu'il s'agit avant tout d'un revendeur. Quant aux produits de substitution, Broussard s'oppose à leur distribution, prétextant la mise en place d'un trafic clandestin du produit. Sur l'amélioration du dispositif, l'ex-commissaire souhaite améliorer encore davantage la formation en matière de drogue à l'École nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, y compris des formations internationales, Broussard se montrant particulièrement préoccupé par la réactivation de la route des Balkans après la chute du Bloc communiste. À côté de l'OCRTIS, les actions des brigades de stupéfiants devront être mieux intégrées à la stratégie développée par la Mission de lutte antidrogue de la police nationale (MILAD), cette dernière influençant également la DGLDT-MILT par son représentant permanent. La plupart des recommandations du rapport Broussard portent en réalité sur des remaniements institutionnels internes (donner une compétence nationale à certains officiers des SRPJ pour pallier les difficultés en matière d'infiltration et de livraisons surveillées) et externes (créations de nouvelles antennes à l'étranger dans les nouveaux pays de transit comme le Brésil ou le Nigeria)¹¹⁶.

Mais le plus important reste la manière dont le rapport est utilisé ensuite. Quilès se sert en effet des conclusions de Broussard, comme d'un argument d'autorité, pour imposer sa vision pénale du problème et bloquer toute velléité de la part des autres ministères. Le

¹¹³ Guide d'intervention lors de la nomination de Robert Broussard, par Paul Quilès, 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

¹¹⁴ Note « Entretien avec M. Broussard », automne 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

¹¹⁵ Lettre de Paul Quilès à Georgina Dufoix, 21 décembre 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

¹¹⁶ Rapport de la mission de Robert Broussard (« renforcement de la lutte contre la drogue »), remis au ministre et à la Direction Générale de la Police Nationale, 15 décembre 1992, Archives du ministère de la Justice, CAC 19930395/10.

portefeuille de la Santé revient en effet, entre avril 1992 et mars 1993, au médecin humanitaire Bernard Kouchner, ancien signataire de L'Appel du 18 joint de 1976 et qui s'est montré sensible aux arguments sur la dépénalisation des drogues douces. Dans une interview télévisée dans le magazine politique 7/7, Kouchner avait déclaré qu'il voulait que l'on traite de la toxicomanie « *d'une manière un peu différente* », que les toxicomanes étaient avant tout des « patients à qui il fallait tendre la main » et « *qu'il y ait des drogues de substitution* »¹¹⁷. Quilès lui tient dans une lettre ce langage :

« Compte tenu des constats et des propositions qui figurent dans le rapport de Monsieur Broussard, je suis encore plus convaincu de la nécessité d'exprimer avec force quelques principes fondamentaux que j'ai eu l'occasion récemment de rappeler. [...] Au plan des principes, et compte tenu de la fermeté dont nous avons à faire preuve – qui a pour base légale l'excellente loi du 31 décembre 1970 jamais remise en cause – je pense que nous devons clairement marquer notre opposition :

À la dépénalisation, en raison des dérives dangereuses auxquelles nous nous exposerions et que connaissent les pays qui se sont imprudemment engagés dans cette voie ;

À la distinction entre drogues douces et drogues dures, tant les frontières en la matière sont perméables, et tant la confusion qui en résulterait serait grande et incompatible avec un langage de fermeté ;

À la facilitation de l'usage de drogues, sous quelque forme que ce soit, sachant que la distribution de seringues aux toxicomanes ne saurait être pratiquée sans conditions rigoureuses au regard des lieux, des circonstances et des modalités ;

*À la distribution de produits de substitution, en raison de dangers multiples tenant à la fois aux trafics de toutes sortes qui s'installeraient et à la situation que l'on ne saurait accepter de voir l'État à la fois lutter contre la drogue et accusé de la distribuer. »*¹¹⁸.

C'est tout le processus de réduction des risques, à peine enclenché par le décret Barzach de 1987 sur la vente libre de seringues et l'ouverture de nouveaux centres expérimentaux de distribution de méthadone, qui s'en trouve gelé. Si Quilès ne remet pas en question le principe de l'injonction thérapeutique, il plaide aussi pour l'association des structures d'accueil et de conseils aux toxicomanes aux commissariats de police.

La mission « *Quilès-Broussard* » brille aussi par son rayonnement médiatique. Face à un « *fléau social et à un risque majeur pour la démocratie, une lutte sans merci* » est désormais engagée, comme le déclare en grande pompe le ministre en conférence de presse. La présidente de la DGLDT, Georgina Dufoix, fait montre de sa grande satisfaction après la

¹¹⁷ Note Extrait de l'interview de Bernard Kouchner à 7/7, 20 décembre 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

¹¹⁸ Lettre de Paul Quilès à Bernard Kouchner, 21 décembre 1992, Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

nomination¹¹⁹. En revanche, le professeur Claude Olievenstein désapprouve la mission confiée à Robert Broussard, regrettant à nouveau la victoire du « *tout répressif* » dans *Le Monde*¹²⁰. De surcroît, on ne peut s'empêcher de faire l'hypothèse que la mission avait aussi un but électoral. Comme en 1986, où il s'agissait de couper l'herbe sous le pied de la droite faisant campagne sur le thème de la drogue en ciblant les usagers-revendeurs avec la nouvelle loi sur la cession pour usage, le but de la nomination de Broussard est de rassurer une partie de l'opinion inquiète, quelques mois après des élections législatives qui s'annoncent catastrophiques pour la gauche, en mars 1993. Les débats sur la dépénalisation inquiètent et les lieux d'échange de seringues crispent les riverains : boulevard Bonne-Nouvelle à Paris, « *on vend ici 1 000 seringues par jour, pour les habitants du quartier, c'est l'overdose* », pouvait-on lire par exemple dans *France Soir* en juillet 1992¹²¹. C'est justement le lieu qui est choisi en ce même mois pour une première opération coup-de-poing. De fait, les seringues cristallisent nombre de fantasmes en cette période d'extension de l'épidémie de sida, comme le reflètent certains faits divers dans les colonnes des journaux, à l'image de celui-ci :

*« 27 octobre, la scène se déroule dans le métro : l'homme a 27 ans, il vient de dérober le portefeuille d'un usager dans le RER parisien. Il est arrêté par la police et brandit une seringue : "J'ai le sida, je vais vous faire crever !". Karim est un toxicomane, déclare la police : il vole pour s'acheter sa drogue, comme beaucoup. »*¹²²

Mais, un an plus tard, après l'alternance politique, les riverains défilèrent toujours sous les yeux des caméras de télévision avec des pancartes « *Méhaignerie, Pasqua, faites votre boulot !* » Et les commentaires de riverains exaspérés n'auront pas faibli :

*« Une gardienne d'immeuble au boulevard Saint-Denis assure : "des toxicos, j'en ai plein mes escaliers. On retrouve des seringues et parfois, ils viennent carrément faire leurs besoins" [...] Un de ses confrères confirme. Photos à l'appui. Sur l'une d'elles, un gars, shooteuse en main, frappe sur une porte vitrée. Regard plein de haine, il menace le riverain photographe situé de l'autre côté de la porte, heureusement fermée à clef. »*¹²³

Entre-temps, en décembre 1992, un sondage de la SOFRES rendait compte de cette frilosité des Français sur la drogue. À la question « *pour faire face au problème de la drogue en France, que faudrait-il faire selon vous ?* », 60% des personnes interrogées étaient pour le maintien de l'interdiction totale de vente et de consommation de drogue (haschich compris), 17% étaient pour le maintien de la prohibition sur les drogues dures mais n'étaient pas contre

¹¹⁹ Dépêches AFP, « Robert Broussard, directeur de la guerre contre la drogue », « Satisfaction de Georgina Dufoix », 26 octobre 1992, Dossier « presse et sondages d'opinion août 1992-janvier 1993 », Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

¹²⁰ *Le Monde*, 22-23 novembre 1992.

¹²¹ *France-Soir*, 28 juillet 1992, Dossier « presse et sondages d'opinion août 1992-janvier 1993 », Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

¹²² Dépêche AFP « Après la nomination de Robert Broussard : chronique d'une semaine ordinaire de lutte anti-droque en région parisienne », Rémy Bellon, Dossier « presse et sondages d'opinion août 1992-janvier 1993 », Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

¹²³ *France-Soir*, 11 septembre 1993.

la dépénalisation du haschich, 19% se prononçaient pour la légalisation afin de supprimer le trafic clandestin¹²⁴. Mais cette réaction est aussi un écho à la polémique L627 lancée par Tavernier : *Le Méridional* souligne l'intérêt de ce remue-ménage en termes d'image : « *en moins d'une semaine, Paul Quilès sera passé d'une désinvolture inquiétante au sérieux qui sied à sa fonction* ». La réaction du ministre fait aussi écho à quelques scènes de violences urbaines survenues à Asnières-sur-Seine ou à Vaulx-en-Velin, émeutes survenant après l'arrestation (et le suicide) d'un jeune pour trafic de stupéfiants¹²⁵. Enfin, à côté de cette posture martiale au plan national, Paul Quilès fait quelques déclarations publiques pour mettre le traditionnel épouvantail de la drogue en Europe : les Pays-Bas, provoquant un petit incident diplomatique. Dénonçant la « *politique laxiste des Pays-Bas* » et les dangers que représente l'État néerlandais dans l'Europe des frontières ouvertes de Schengen, le ministre suscite l'ire du Premier ministre néerlandais Luud Lubbers qui juge « *infâmes et scandaleuses* » les déclarations de Quilès¹²⁶.

Mais la stratégie de « *guerre à la drogue* » de Paul Quilès échouera à convaincre le grand public : en mars 1993, la gauche est sanctionnée, sur l'enjeu de la lutte contre la drogue et de la sécurité comme sur d'autres terrains, par une défaite mémorable aux législatives de 1993. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, ne remettra cependant pas en question l'option répressive, même si le débat public sur les drogues lancé en 1993 modifiera rapidement la donne.

La gauche socialiste se sera cependant, au tournant des années 1980-1990, convertie de façon spectaculaire à la rhétorique de « *guerre à la drogue* », avec certes des différences de forme par rapport à la croisade de la droite, alors que dans les années 1970 ses prises de position sur le sujet frisaient l'idée de dépénalisation. Mais, comprenant que la toxicomanie était un sujet d'angoisse pour l'opinion, et partant un enjeu électoral, par crainte d'être taxée de laxisme, elle a montré, avec ces opérations de police médiatisées, qu'elle pouvait être aussi ferme et répressive que la droite. Il s'agit d'un phénomène analogue à ce qui s'est passé au même moment aux États-Unis avec les Démocrates, revenus au pouvoir en 1992 avec l'élection de Bill Clinton : pour ne pas perdre la bataille, tant politique que morale, avec les Républicains sur le sujet, d'autant plus qu'ils récupèrent la majorité au Congrès à partir de 1994, les « *Liberals* » (au sens américain du terme, c'est-à-dire les progressistes que nous classerions à gauche) et les « *New Democrats* » ont dû démontrer qu'ils pouvaient frapper dur contre les trafiquants et mettre des policiers dans la rue pour faire fuir les dealers et rassurer les braves gens. C'est ce qu'avait essayé de faire le tandem Quilès-Broussard...

¹²⁴ Sondage SOFRES décembre 1992, Dossier « presse et sondages d'opinion août 1992-janvier 1993 », Archives du cabinet du ministre de l'Intérieur, CAC 19930395/10.

¹²⁵ *Le Méridional*, 18 octobre 1992, « Drogue : villes en état de crise ».

¹²⁶ *Corse Matin*, 6 décembre 1992, « Lutte antidrogue : polémique entre Paris et La Haye ».

8.4 ENTRE DIFFUSION ET RÉDUCTION DES RISQUES, LA CASE PRISON¹²⁷

Claire DUPORT¹²⁸

Dans le minuscule bureau du CSAPA¹²⁹ au sein de la prison des Baumettes à Marseille, quelques milliers de dossiers sont soigneusement rangés dans une unique armoire. Rangés, et répertoriés selon un mode de classement utile au personnel du CSAPA, mais difficile à l'archiviste. Suspendus aux étagères, les dossiers se suivent classés d'abord par intervenant assurant le suivi, puis, pour chaque intervenant, par ordre alphabétique du nom de famille des détenu(e)s, puis par prénom lorsque plusieurs détenu(e)s portent le même nom. En bas des étagères restent archivés, dans des boîtes en carton et sur le même mode de classement, quelques centaines de dossiers ayant été suivis par des personnels du CSAPA qui ont quitté l'équipe, et dont les usagers ne sont plus détenus. Quelques centaines parmi d'autres, détruits faute de place et selon des pronostics un peu aléatoires : lorsque le détenu a purgé sa peine et n'est pas revenu « *pendant un certain temps* », ou n'est pas détenu ailleurs, pour peu que le service en soit informé. Le transfert des dossiers des CSAPA n'est en effet pas assuré entre les prisons de France, de sorte que si une personne est détenue dans différents centres au cours de sa vie, ce n'est que si elle signale de précédentes détentions, et que si l'intervenant le juge nécessaire, que le dossier pourra être transmis d'un CSAPA à l'autre.

Ce mode de classement, apparemment juste pragmatique, en dit déjà long sur l'éthique du CSAPA : là où l'administration référence les détenu(e)s par numéro d'écrou et de bâtiment de détention, et où le service médicopsychologique archive par entrée chronologique et par type de pathologie, le CSAPA signale la personne – son prénom, son nom – et la relation – qui la suit, l'accompagne. Et c'est tout : pour en savoir davantage, il faut ouvrir les pochettes, et lire. Au sein du CSAPA, les détenu(e)s ne sont ni des dossiers, ni des types d'addiction ou d'usages, ni des types de délits ou de peines. On trouvera donc¹³⁰, se suivant, des dossiers d'hommes ou de femmes, jeunes ou vieux, détenu(e)s une fois et jusqu'à 27, des années 1960 à nos jours, présentant des types très différents d'usages de produits tout aussi divers, selon des quantités, une antériorité ou des modes d'usage non moins disparates. Des dossiers très fournis de fiches de référencement et autres questionnaires d'enquêtes INSERM ou OPPIDUM, de notes manuscrites des intervenants sociaux, de courriers de détenus échangés avec l'intervenant, ou même avec la famille, les amis ou l'avocat que le (la) détenu(e) aura confiés ; et d'autres, comprenant un unique feuillet de questionnaire ou résumant un entretien ou une situation sans lendemain. En tout cas, rien qui permet à l'archiviste de sélectionner,

¹²⁷ Voir annexe 1, en fin de texte.

¹²⁸ Avec des remerciements particuliers à la docteur Catherine Paulet, directrice de l'antenne addictologie des Baumettes, et le docteur Olivier Bagnis, responsable du CSAPA, qui m'ont permis l'accès au centre pénitentiaire et aux archives, ainsi qu'à l'équipe du CSAPA qui m'a accueillie et parfois prêté la main dans mon travail au sein de la prison.

¹²⁹ Centres de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

¹³⁰ Pour ceux que j'ai consultés.

sauf à ouvrir chacun de ces milliers de dossiers ; puis à anonymiser ceux qu'il retient pour étude, on y reviendra.

Les données statistiques¹³¹ du CSAPA permettent d'en évaluer l'ampleur. Pour les lire (voir tableau ci-dessous), il faut appréhender le fonctionnement du service : la prison des Baumettes est à la fois un centre de semi-liberté et une maison d'arrêt pour les hommes, et un centre pénitentiaire pour les femmes et les jeunes filles. Au titre de maison d'arrêt sont détenus dans les bâtiments affectés aux hommes des prévenus en attente de jugement, des condamnés à de courtes peines (théoriquement inférieures à deux ans) ou des condamnés en attente d'affectation dans un autre établissement pénitentiaire. La prison des Baumettes comporte quatre bâtiments destinés aux hommes et un bâtiment destiné aux femmes. Elle compte officiellement 1 373 places mais incarcère bien plus de détenus – actuellement près de 2 200 – et en reçoit au cours de l'année bien plus encore (*cf.* nombre d'écroués) qui ne seront que de passage, ou qui prendront la place d'un détenu sorti ou affecté dans une autre prison.

Chaque écroué(e) fait, dès son arrivée, ce que l'on appelle le « *parcours entrant* », au cours duquel il suit notamment une visite médicale approfondie au sein de l'UCSA¹³². Au cours de cette visite médicale, la personne est questionnée sur ses consommations de drogues et autres produits addictifs, licites ou illicites, avec ou sans prescription médicale ; consommations qui font aussi l'objet d'une évaluation par le médecin, quelle que soit la déclaration du détenu. Si le médecin évalue la nécessité d'un suivi par le CSAPA ou si la personne le demande (*cf.* addicts signalés), un entretien est demandé entre un personnel du CSAPA et le (la) détenu(e) (*cf.* addicts rencontrés). Tous ne sont pas rencontrés (comme on le voit dans le tableau), soit que la personne n'a pas pu se rendre à la convocation par le CSAPA, soit qu'elle n'a pas reçu le « *ticket* » de convocation qui doit lui être remis par un surveillant, soit qu'elle n'a pas souhaité se rendre à la convocation¹³³. À la suite de cette première rencontre, le (la) détenu(e) a le choix de poursuivre ou non le suivi. La file active du CSAPA n'est donc pas le total des détenus présentant une addiction, mais de ceux qui l'ont signalé au médecin ou ont été identifiés comme tels et qui, d'une année sur l'autre et de manière volontaire, sont suivis par le CSAPA. On verra plus tard qu'ainsi, un certain nombre (non quantifiable de fait) de détenus usagers de drogues ne sont pas identifiés comme tels.

Dans le tableau¹³⁴ ci-dessous on notera, entre autres, que les détenu(e)s présentant une addiction représentent un peu plus de 14% l'année d'ouverture du CSAPA et jusqu'à 35% en 2009, ces données étant évidemment à analyser aussi au regard, d'une part, de la politique sanitaire de la prison et, d'autre part, des pratiques policières et judiciaires en cours à tel ou tel moment.

¹³¹ Document interne CSAPA - Centre pénitentiaire des Baumettes, 31/03/2014.

¹³² Unité de consultation et de soins ambulatoires, installée au sein de la prison, mais qui dépend de l'AP-HM (Assistance publique, hôpitaux de Marseille)

¹³³ Chaque détenu-e signalé-e est, en cas de manquement, reconvoqué 4 à 5 fois, ce qui peut prendre des mois.

¹³⁴ Les termes employés dans le tableau sont ceux du document d'origine produit par l'administration pénitentiaire.

Année	Écroués dans l'année	Addicts écroués dans l'année <u>signalés</u>	Addicts écroués dans l'année <u>rencontrés</u>	File active
1989	5 540	772	334	
1990	4 837	776	498	
1991	4 931	807	418	
1992	5 218	726	462	
1993	5 205	816	516	
1994	5 922	963	507	
1995	5 072	978	583	
1996	4 767	867	601	674
1997	4 255	765	552	682
1998	3 770	776	553	632
1999	3 991	1 083	663	758
2000	3 402	827	617	772
2001	3 824	936	670	824
2002	4 347	1 213	822	973
2003	4 176	1 187	857	945
2004	3 948	1 159	861	1 011
2005	3 935	1 044	823	965
2006	3 774	972	704	869
2007	3 940	925	685	816
2008	4 233	1 185	927	1 102
2009	3 386	1 200	943	1 171
2010	4 069	1 058	810	1 059
2011	4 151	878	698	954
2012	3 891	837	660	875

Des centaines de dossiers, et autant d'histoires de vie

Les archives n'étant référencées numériquement que depuis 2004 (et notre recherche intéressant justement les années antérieures à 2004), il faudra donc explorer tous les dossiers, selon une sélection préalable que je construirai avec les conseils de Cécile (secrétaire du

service), de Camille (assistante sociale), et de Hafid (éducateur) : sortir les archives les plus anciennes (les fameux cartons du bas de l'armoire), puis celles des personnels ayant le plus d'ancienneté. Y repérer d'un coup d'œil sur la fiche de renseignement du (de la) détenu(e) (à trouver dans le dossier parmi tous les documents) trois critères de pertinence au regard de notre recherche : les personnes usagères d'héroïne (l'objet même de la recherche) + incarcérées avant 2000 + nées avant 1975 (pour réduire un peu le champ à celles qui n'auront pas pu directement bénéficier de la substitution). Ce seront des piles de dossiers que j'ouvrirai à la va-vite, souvent avec l'aide de telle ou tel venant faire une pause dans le bureau et me prêtant volontiers la main, pour en explorer plusieurs centaines (selon les critères prédéfinis) et en analyser 112, particulièrement fournis en documents, questionnaires, notes et courriers permettant de retracer un parcours. Parcours qui sera scrupuleusement anonymisé, aucun document et pas même mes notes personnelles ne sortant de la prison pendant les semaines où j'y travaillerai, avant d'avoir tout visé une dernière fois avec la secrétaire du service.

Ces centaines de dossiers, ce sont autant d'histoires de vie rassemblées dans quelques armoires. Pour chaque personne – et ce, dès la création du CSAPA en 1988 –, un questionnaire interne déclaratif¹³⁵ renseigne précisément le parcours et la situation de la personne détenue : nom, prénom, date et lieu de naissance, situation familiale, résidence, nombre, date, durée, nature¹³⁶ et motif des condamnations précédentes, date, nature et motif du délit actuel, produits consommés, combien, comment, depuis quand, sérologie, problèmes médicaux ou psychiatriques, traitements. Cette partie du questionnaire interne au CSAPA des Baumettes initie déjà en 1988 le recueil des données qui seront par la suite administrées et traitées avec des précisions supplémentaires dans les enquêtes INSERM et OPPIDUM mises en place dès 1990 à Marseille, à partir de 1994 en France. On trouvera d'ailleurs les deux questionnaires dans chaque dossier de détenu(e)s à partir de ces dates.

Mais l'enquête interne, qui ne fait en aucun cas l'objet de publications, s'autorise aussi des questions que les enquêtes à visée sanitaire n'interrogent pas, notamment sur le volet « *social* » du parcours de la personne et de son entourage : ses différents lieux et modes de vie, de revenus et de subsistance, son niveau d'études, de diplômes, les différentes activités professionnelles exercées, dans quelles conditions... Et d'autres questions plus intimes : aux détenu(e)s, l'on demande leur parcours matrimonial, mais aussi amoureux et sexuel, la qualité des relations familiales, les liens forts et faibles qui ont été entretenus ou rompus, le rapport que chaque parent, frère ou sœur a entretenu avec les drogues ou la délinquance, quand, lesquels, comment... Et enfin, l'origine familiale, c'est-à-dire culturelle ou ethnique, au delà

¹³⁵ Toutes les réponses à ces questions sont faites sur déclaration du (de la) détenu-e. On peut donc envisager que certain-e-s détenu-e-s fassent des déclarations erronées. Mais ce biais est limité d'une part par le fait que le questionnaire est rempli au cours de l'entretien avec un éducateur ou l'assistante sociale du CSAPA, donc du personnel ni pénitentiaire, ni médical ou psychologique ; d'autre part que ce questionnaire peut être modifié au cours des entretiens suivants. Sur nombre de questionnaire d'ailleurs, on trouve des ratures, des annotations, précisant que tel ou tel éléments a été modifié ou précisé par le (la) détenu-e. De surcroît, ces questionnaires (CSAPA, INSERM et OPPIDUM) sont remplis à nouveau lors de chaque nouvelle détention, et l'on peut donc comparer les réponses d'une période de détention à une autre.

¹³⁶ La nature du délit demande s'il s'agit d'ILS (infraction à la législation sur les stupéfiants) ou autres ou ILS + autres, précisez.

de(s) nationalité(s). On y trouve des réponses aussi diverses que « *Français d'origine algérienne – ou tout autre pays* » ou « *Algérie* » ou « *Kabyle* » ou « *Oran -ou toute autre ville* » ou « *Maghrébin* », ou encore « *Gitan* », « *Africain* » ou « *Asie* », et même « *Italien de la Belle-de-Mai – ou tout autre quartier de Marseille* », voire « *du Nord* »... On ne reviendra pas ici sur la controverse qui anime les sciences sociales sur le sujet des « *statistiques ethniques* », mais cette information sur l'origine, couplée à celle du nom de famille, éclaire toutefois ce que l'on sait par ailleurs sur le traitement policier et judiciaire des migrants et des personnes « *issues de l'immigration* », autant que les formes d'ethnicité dans le rapport aux drogues¹³⁷. Il se trouve aussi que, entamant ma fouille minutieuse des archives du CSAPA, classées donc par ordre alphabétique de nom de détenu(e), des lettres A à D, je ne trouve quasiment que des personnes portant un nom d'origine arabe ou berbère et déclarant ce type d'origine familiale. Et que, espérant enfin passer en suivant à davantage de diversité de population, les lettres E à K proposent une écrasante majorité de noms d'origine espagnole ou des pays d'Europe de l'Est, les personnes précisant une origine « *gitane* », « *manouche* » ou « *tsigane* ».

Moins hasardeuses, d'autres catégories apparaissent au fil du traitement dossiers : d'abord, on voit signifié l'usage d'héroïne chez tous détenus ayant eu 20 ans entre les années 1970 et 1990, et déclarant une addiction. Selon des fréquences, des modes d'usage et des prégnances divers mais pour tous, l'héroïne à un moment ou l'autre de leur parcours d'usager, témoignage de sa diffusion massive à Marseille pour presque deux générations de jeunes filles et garçons. Ensuite, une polytoxicomanie systématiquement couplée à l'usage d'héroïne : le cannabis toujours, l'alcool souvent, et souvent aussi la consommation détournée de « *cachets* », en particulier de benzodiazépines et autres opiacés.

Les enquêtes diagnostic réalisées par des intervenants sociaux de l'AMPTA¹³⁸ montrent elles aussi des polyconsommations systématiques d'héroïne et de médicaments opiacés (souvent benzos ou codéine) ou de produits de substitution détournés, ainsi que de cannabis et d'alcool (voir annexes). De même que nos entretiens, qui retracent des trajectoires d'usagers antérieures (des années 1970 et 1980), montrent non seulement cette

¹³⁷ Voir le texte « Histoire raciale de l'héroïne ».

¹³⁸ Voir tableau en annexe 2. Réalisées entre 1992 et 1997, ces enquêtes de terrain consistaient à identifier un quartier ou un territoire de Marseille où la présence de drogues (usages et/ou trafics) était signalée, rencontrer (questionnaire + entretien) tous les acteurs de terrain ayant à voir ou à faire avec la toxicomanie (usagers, mais aussi policiers, logeurs, magistrats, pharmaciens, médecins, intervenants sociaux ou de santé, DASS, DSU, CCPD, associations d'habitants, etc.) et établir un état des lieux des pratiques, des usages, des usagers. Des rapports d'enquête ont été réalisés pour :

. L'Estaque, Saint André, Castellane, Bricarde, Plan D'Aou : 1992

. centre ville : 1993

. Saint-Mauront/Bellevue : 1993

. Vallée de l'Huveaune : 1993

. Saint Joseph, Paternelle, Delorme, Bassens : 1994

. hauts de mazargues : 1994

. Frais Vallon : 1994

. 15^{ème} sud : 1995

. Malpassé, Saint Just, Saint Jérôme : 1995-96

. Saint Bartélémy, Merlan, Canet, Saint Gabriel : 1996

. Cabucelle : 1997

polyconsommation systématique, mais souvent aussi, en particulier dans les milieux populaires ou pauvres, des usages de médicaments opiacés antérieurs à ceux d'héroïne. Et puis, parmi les éléments récurrents, le nombre de séjours en détention pour chaque personne : de trois à vingt dans les dossiers que j'aurai explorés. Vingt séjours en prison pour une personne qui a aujourd'hui 56 ans, j'en reste abasourdie.

Au-delà de ces éléments récurrents, on découvre des morceaux d'histoires de vie, toujours singulières, que rapportent les notes des intervenants sociaux et les courriers des détenu(e)s. Certaines tragiques, comme en témoigne Agnès, emprisonnée pour la quatrième fois : *« Je vais raconter ma vie, en gros. J'ai commencé la drogue en 1990. C'était l'été, j'avais déjà ma fille, j'ai commencé après avoir eu ma fille. Au début, je vivais chez la sœur de mon copain, le père de ma fille. Il me ramenait un paquet tous les jours. Au début, c'était ¼ de gramme ensuite, c'était ½ g et puis ça a été 1 g. Et par la suite, on ne comptait même plus. Au début, il me la donnait gratuitement et puis, comme lui en consommait beaucoup, il fallait qu'il rentre dans son argent et donc, il voulait que je le paye. Mais je n'avais pas d'argent. Alors, il m'a fait travailler dans un bar, j'étais mineure, j'avais 17 ans et demi. Et puis, la veille de mes 18 ans, il m'a mise sur le trottoir, il était minuit. Je voulais pas, alors il m'a attachée pendant quinze jours sur un lit chez sa sœur, et toutes les 4 heures, il venait me shooter. Au bout de quinze jours, j'étais tellement accrochée, c'est comme ça que j'ai commencé à faire le trottoir. C'était très dur, mais il fallait que je le fasse. Et à force, on s'y fait. J'étais contente, je faisais des grosses sommes et j'étais fière de moi quand j'allais retrouver le père de ma fille. Il me demandait combien j'avais fait. Si je lui donnais 1 500 francs, ça allait, mais si c'était moins, je me faisais frapper. C'est comme ça que je suis allée voir Médecins du monde. »*

Ou cet homme, qui amorce sa 17^e incarcération à l'âge de 51 ans. Placé en détention pour mineurs dans les Pyrénées à 14 ans pour usage d'héroïne, il y revient de 15 à 17 ans pour vols de voitures. À 18 ans, il est réformé de service militaire pour cause de toxicomanie, et sera de nouveau incarcéré un an plus tard pour homicide volontaire. Il écrit à l'éducateur : *« Il y a eu une bagarre entre mes deux frères et un dealer sénégalais, rue Thubaneau. Les flics sont arrivés, ils ont embarqué tout le monde sauf moi et mon frère aîné. Mais les types étaient comme fous, alors la bagarre a repris, et mon frère avait un flingue, il a vidé le chargeur : il y a eu un mort et trois blessés. En suivant, mon frère est parti en Algérie, et moi je suis resté. J'ai été arrêté trois mois plus tard, j'avais été reconnu par un témoin. Mon frère est revenu d'Algérie au moment du procès pour m'éviter la prison, mais on a pris tous les deux quinze ans de réclusion criminelle. »* Un jour de permission surveillée, il va chez ses parents, boit du whisky, fume du shit, croise des policiers : coups et blessures, il prend huit mois et demi de plus. Ensuite, ce sont d'incessants allers-retours en détention, et toujours la drogue. Il écrit ces derniers mots : *« j'ai peur de sortir, de me retrouver à l'extérieur et d'être obligé de prendre de l'héro pour déstresser »*.

Il y a aussi des histoires moins dramatiques, ou restituées comme telles, comme cette quarantenaire trois fois incarcérée pour des cambriolages, qui attend sa sortie avec impatience : *« L'héro, les médicaments, Rup, Temgésic®, Artane®, tout passait, j'étais une vraie gloutonne. Et l'alcool, bière, whisky, vodka, gin, tout ce qui coulait, une vraie fontaine. La tox, c'est de la bombe. Je suis toujours toxico, ça sera toujours comme ça ! Me défoncer,*

c'est un plaisir, c'est comme le café pour d'autres. Je ne suis intéressée que par ça. En sortant, je veux travailler en boîte de nuit pour pouvoir continuer la défonce ! »

La prison refuge

La « *peur de sortir et de reprendre de l'héroïne* » dont témoigne la personne citée plus haut est présente pour de nombreux usagers d'héroïne dans les récits de personnes incarcérées aux Baumettes. Aux éducateurs et à l'assistante sociale, les détenu(e)s disent souvent : « *Je me suis fait arrêter pour arrêter.* » Plusieurs facteurs entrent en compte dans ce qui est vécu par nombre de détenus usagers d'héroïne comme une opportunité de sevrage, ou du moins, une pause dans l'usage :

Il y a d'abord l'idée qu'il n'y a pas, ou peu, d'héroïne accessible au sein de la prison. Dans l'absolu, cette idée est évidemment fausse ; le personnel pénitentiaire, les soignants, tout comme les détenus savent bien que l'on trouve « *tout* » en prison, l'héroïne ne faisant pas exception. « *Tout* » donc, mais à certaines conditions : celles de l'argent, du troc ou de l'échange de services entre détenus, conditions inaccessibles aux populations les plus démunies qui n'ont ni les moyens financiers, ni les ressources en troc ou en services à hauteur de la valeur d'une dose introduite à grands risques au sein de la prison. Or, les dossiers le montrent sans ambiguïté, les détenus héroïnomanes dans leur quasi-exclusivité sont dans des situations de grande précarité et de pauvreté lors de leur arrestation, puis de leur détention et ce, quelle que soit leur origine socio-économique familiale. Le parcours-type, qui n'a ici rien de caricatural, est celui d'une personne dont l'addiction va peu à peu infléchir la trajectoire sociale, professionnelle et économique : d'autres formes de socialisation, plus exclusivement tournées vers les groupes d'usagers, prennent la place des liens premiers familiaux, amicaux et amoureux ; les ruptures scolaires et professionnelles amenuisent les possibilités d'accès aux ressources « *légal*es », souvent remplacées par le vol ou les arnaques ; et souvent aussi, ces ruptures diverses amènent à la rue. Celle-ci d'ailleurs offre aux usagers les opportunités que leur addiction nécessite : la disponibilité de l'héroïne – et on sait qu'entre le milieu des années 1970 et la fin des années 1980, l'héroïne est proposée à Marseille « *un peu partout et tout le temps* »¹³⁹ – ou de tout autre produit, médicaments opiacés en premier lieu ; les réseaux d'interconnaissance qui permettent de connaître les plans et d'y accéder ou d'y être introduit, et que l'on développe grâce à ses mobilités urbaines et, de ce fait, une présence permanente « *là où ça se passe* » ; et, au sein des groupes d'usagers dès lors qu'ils ne sont plus occasionnels, les formes de protection, d'entraide et évidemment, de compréhension et d'acceptation que fort peu d'usagers trouvent dans leur entourage familial, scolaire ou professionnel, et même médical ou d'aide sociale.

Au titre donc de leur pauvreté, mais aussi souvent du peu de connaissances qu'ils ont dans les mondes carcéraux, les usagers d'héroïne savent bien qu'ils n'auront que de très exceptionnelles opportunités de pouvoir « *toucher* » en prison. Mais « *se faire arrêter pour arrêter* », c'est aussi s'extraire, pour un temps, de la même vie de rue qui, certes, leur apporte des bienfaits liés à leurs usages de drogues, mais aussi nombre de difficultés et de

¹³⁹ Voir le texte « Parcours d'urbanité de l'héroïne à Marseille ».

vulnérabilités : la violence, le froid, la faim, la saleté... en quelque sorte, une insécurité permanente à peine écartée le temps d'un shoot, et des conditions de vie qui altèrent leur santé physique et mentale.

Jean-Jacques Santucci¹⁴⁰ : « *Je fais référence, là, aux années 1980 : pendant ces années, il y avait une partie de nos usagers qui prenaient beaucoup de médicaments, qui pouvaient donner cette représentation d'une toxicomanie misérabiliste parce que c'étaient des gens en rupture, marginaux, qui venaient soit des quartiers populaires, soit du centre-ville, qui vivaient seuls, qui passaient leur vie aux urgences, toute une partie de la population qu'on voyait qui ressemble à ce que tu décris. Et je me souviens de quelque chose qui illustre bien la modification de la population d'usagers d'héroïne dans ces années 1980 : la désertion du dispositif par les familles. Dans les premières années où j'ai travaillé, on avait autant de familles que d'usagers, ce qui veut dire que les familles venaient nous voir pour nous demander de l'aide, mais ce qui veut dire aussi que les usagers avaient des liens avec leur famille. Est-ce que c'étaient les mêmes usagers qui, au cours de ces années 1980, se sont désinsérés du fait de leur toxicomanie, parce que ça coûte de l'argent, parce que tu voles, enfin pour certains, tu essaies de trouver l'argent, ou est-ce que c'était une autre population, d'autres gamins qui arrivaient après ? En tout cas, on a vu émerger ces jeunes usagers à la rue. »*

Cruellement, mais ils le disent eux-mêmes, la prison leur apporte non seulement des conditions sanitaires plus acceptables que celles de la rue (ne serait-ce que pour se nourrir, se laver et dormir), mais aussi les éloigne un temps des groupes d'usagers que beaucoup qualifient d'à la fois rassurants et étouffants : « *En cellule ou en promenade, je peux au moins parler d'autre chose que du plan d'hier ou de celui de demain, et penser à autre chose aussi.* »¹⁴¹

Ces facteurs jouent aussi sur l'appréhension autant que la réalisation du sevrage : « *Les détenus ne voulaient pas de cachets en prison* », précise Camille, l'assistance sociale du CSAPA. « *Dehors, un sevrage durait trois semaines de souffrances ; ici, en cinq jours avec douleurs, c'était plié. Ensuite, ils étaient débarrassés du manque. Ils se sevrèrent à la dure – c'était leur expression – parce qu'ils le voulaient : on leur proposait un protocole de sevrage, mais ils préféraient se sevrer « à la dure ».* Et il y a eu très peu d'accidents, très peu de gens qui étaient mal. » « *Et puis, ajoute Olivier, le responsable du service, ceux qui shootaient étaient très mal vus par les autres détenus, ils étaient traités de junkies. Encore aujourd'hui, il y a des détenus qui refusent la substitution juste pour ne pas passer pour un toxico.* » C'est d'ailleurs en partie pour cette raison que le personnel du CSAPA décide, très vite après la création du service, de changer l'aménagement de leurs bureaux installés près d'un couloir de circulation, de sorte à ce que les détenus en rendez-vous au CSAPA soient installés de dos à la porte d'entrée, et ainsi ne puissent pas être reconnus par un gardien ou un détenu passant dans

¹⁴⁰ Psychologue, à l'AMPTA depuis 1987 comme intervenant, puis chef de service. À monté Transit. Directeur de l'AMPTA depuis 2006.

¹⁴¹ Extrait d'un courrier de détenu.

le couloir.

Cette étiquette très négative du « *toxico en prison* » tient aussi à d'autres représentations que celle de l'usager dépendant en tant que figure archétypale du junkie peu fréquentable : d'une part, la crainte d'un accident sanitaire en cellule (contaminations ou overdoses) qui impliquerait les codétenus ; et d'autre, part l'idée que la dépendance fait de l'usager une personne peu fiable. Hafid, éducateur au CSAPA, le souligne : « *Cela relève de la construction de l'identité de toxicomane : il y a un lien avec le fait de donner en échange de la possibilité d'un usage en détention, et le toxicomane est vu comme un indicateur potentiel. C'est un enjeu pour les autres détenus.* » Et cette représentation affecte aussi l'ensemble des usagers, au-delà de l'héroïne.

Camille : « *Il y avait des gens qui ne nous étaient pas signalés, on les rencontrait par le positionnement du service dans la prison puisque nos bureaux se trouvent dans un couloir, ils s'auto-signalaient et venaient nous voir pour parler de leur consommation. C'était des gens qui n'avaient pas du tout été repérés comme usagers de drogue par le circuit des arrivants. Des gens qui bossaient – majoritairement, ce n'était pas notre population mais il y avait bien 5%, de gens qui bossaient – et qui, pour arriver à survivre, avaient deux, voire trois, boulots, et pour tenir le coup, ils s'étaient tournés vers les amphétamines. Et à un moment de leur parcours, il y avait eu un dérapage avec un vol ou une affaire un peu trop attirante, les tombés du camion, etc., et ils se retrouvaient incarcérés. Et eux aussi, l'étiquette de toxicomane, ils ne la voulaient pas du tout. Surtout en prison... »*

Cette étiquette est aussi construite par les mondes judiciaires, comme en témoigne Françoise Albertini¹⁴²:

« *La représentation du toxicomane, je me rappelle, dans les années 1980, les patients se présentaient en disant : "Je suis toxicomane." Et on questionnait : "Mais qui vous l'a dit ?" Et la personne répondait : "Le juge." À l'époque, l'idée qui prévalait, c'était que la figure du toxicomane était une désignation sociale et judiciaire, et tout le travail qu'on essayait de faire à l'époque dans le rapport singulier avec le patient, c'était de lui faire conjuguer la toxicomanie avec le verbe avoir et pas avec le verbe être. La figure du toxicomane s'est imprégnée de diverses choses mais le judiciaire y a vraiment été pour beaucoup en désignant la personne avec ses attributs toxicomaniaques et leurs conséquences judiciaires. Cet aspect extrêmement négatif des choses les a plus souvent entraînées en prison*

¹⁴² Médecin psychiatre, responsable pôle « addictions et pathologies associées » Édouard-Toulouse (pôle qui comprend deux unités principales : un CSAPA, service médico-social à la corderie avec une consultation jeunes consommateurs, et une unité hospitalière d'addictologie à l'hôpital Édouard-Toulouse, qui s'adresse aux malades mentaux suivis du secteur). Ex-responsable de l'intersecteur au centre-ville à la suite du Dr Prat. L'intersecteur a été le premier service de soins pour les toxicomanes des Bouches-du-Rhône, créé en 1970 par le Dr Prat. Avant de diriger l'intersecteur, Françoise Albertini a longtemps travaillé à Castelluccio où elle a mis en place une unité d'alcoologie en 1985, devenue une unité d'addictologie, « même si à l'époque je me servais de cette unité pour hospitaliser les *malheureux toxicomanes égarés* dont personne ne voulait ».

qu'ailleurs, les a fait se cacher, leur a donné une figure de délinquant. »

L'ensemble de ces représentations ne sont pas sans effet sur les usagers eux-mêmes aussi à l'extérieur de la prison : dans les dossiers de détenu(e)s, curieusement, on ne trouve que très peu de condamnations pour ILS (Infraction à la législation sur les stupéfiants) mais le plus souvent, pour vols ou violences, et aucune injonction thérapeutique, alors même que les détenus déclarent pour la majorité un lien direct entre leur délit et l'usage de drogues : soit qu'il ou elle a commis un délit pour se procurer de l'argent pour se payer la drogue, soit qu'il ou elle était défoncé quand a été commis le délit¹⁴³. Camille précise : *« L'image classique, c'est le gars ou la fille qui vole pour payer ses doses. Mais la plupart du temps, ce qu'ils volent, c'est un sac à main avec quelques billets, un autoradio ou un téléphone revendu à la sauvette ou à des connaissances parce qu'ils n'ont pas d'autres réseaux de revente. En tout cas, pas assez pour payer les doses. Pour se fournir réellement en dope, les usagers avaient recours essentiellement aux arnaques entre eux et à la coupe. Alors, on comprend que le vol, c'est davantage pour se valoriser en tant que délinquant : appartenir au monde de la délinquance pour ne pas appartenir exclusivement au monde de la drogue. Et des gros dealers, tombés pour 1 kg ou plus, j'en ai vu dix en vingt-quatre ans de carrière ! »* Certes, on doit envisager que les « gros » dealers incarcérés n'étaient pas usagers, ou ne le faisaient pas savoir, ou se tenaient à l'écart de l'accompagnement proposé par le service addictions. Mais toutefois, on sait aussi que le ratio entre les interpellations pour usage simple et celles pour trafic est incroyablement disproportionné. Le rapport de la fondation Terra Nova, titré *L'imposture. Dix années de politique de sécurité de Nicolas Sarkozy*, en fait état : *« Le nombre d'interpellations pour usage simple de produits stupéfiants (à plus de 90%, du cannabis) a doublé en dix ans, passant de plus de 70 000 à près de 140 000 en 2009. Cela représente 86% de l'activité des services dans le domaine des stupéfiants, [alors] que la lutte contre le trafic ne concerne que 6 000 faits constatés. »*¹⁴⁴

Ainsi, si l'enfermement en prison autant que les représentations de l'utilisateur qui y circulent sont autant de facteurs qui peuvent favoriser un arrêt de l'usage, on voit aussi, notamment à travers la multiplicité des séjours en détention, que cet arrêt est le plus souvent provisoire, et directement lié à l'enfermement. Les témoignages sont nombreux qui le soulignent :

Mylène : *« Il y a eu des overdoses, souvent d'héroïne dans ces parcours de détenus. Je me souviens très bien des sorties de prison où le premier recours, c'était pas seulement le produit médicamenteux mais le plan héroïne. »*

Camille : *« Et c'était systématiquement héroïne avec Néo-Codion®. Il y a une pharmacie à quelques mètres de la prison, on voyait dans les années 1990 des emballages de Néo-Codion® vides jetés là par dizaines, je dis bien par dizaines ! »*

¹⁴³ L'enquête interne questionne en effet sur la nature et le motif des condamnations, mais aussi sur le lien entre le délit et l'usage de drogues (pas de lien, lien indirect, lien direct, et préciser)

¹⁴⁴ Valérie Sagant, Benoist Hurel, Éric Plouvier. *L'imposture. Dix années de politique de sécurité de Nicolas Sarkozy. Terra Nova*, n° 19, 2012.

La prison initiation

En contrepoint de cette réalité de la détention comme un (moment de) refuge à l'usage, la prison est aussi un lieu où se pratique, comme à l'extérieur, des formes d'initiation à l'usage ou du moins de familiarisation aux produits :

Olivier Bagnis : « *Jusqu'au milieu des années 1990, la prison était un lieu d'injonction de soins. En gros, on leur disait : "Soit tu vas en prison pour te soigner, soit tu vas en prison, et quand tu sors, tu te soignes..." Donc la « case prison » était souvent un élément même du parcours de soin.* »

Michel Spadari¹⁴⁵ : « *En effet : toute la décennie 1990, je m'occupais des cures de sevrage à l'hôpital Salvator. Sevrage, pas substitution : à l'époque, on visait l'abstinence. Et des héroïnomanes, j'en ai vu pas mal, dont un contingent non-négligeable que vous nous envoyiez depuis les Baumettes au moment de leur sortie. Et je crois me souvenir que c'étaient des patients de milieux populaires.* »

Olivier Bagnis : « *Et la prison, c'est aussi un lieu d'échange, de rencontres... Il y avait beaucoup de gens dans les années 1980 qui étaient en prison et qui avaient peu ou prou connu l'héroïne en intraveineuse ; certains aussi avaient le sida mais ce n'était pas encore connu, ils donnaient leur sang. Beaucoup de jeunes, une surpopulation qui était encore plus importante que maintenant : 2, 3 et jusqu'à 4 par cellule... Les jeunes se retrouvaient ensemble. Et même si les héroïnomanes, les injecteurs, c'est très mal vu en prison, ils parlaient du produit, de tout ce qui va avec...* »

Si des relations entre usagers et non-usagers, injecteurs et non-injecteurs, peuvent se nouer en détention et favoriser la connaissance, sinon la banalisation du produit, la prison peut aussi être le lieu des initiations délinquantes ou de sa « *professionnalisation* » future. Ainsi, « *la cité* »¹⁴⁶ décrit ce que beaucoup racontent : la prison, c'est le monde du dehors, qui se recompose dedans, pour se retrouver dehors. Né en 1960, « *la cité* » grandit dans le Marseille des bidonvilles, des cimenteries, des tuileries et des savonneries, des containers et des docks, des terrains de boules, des cafés ouvriers, des bouibouis à mauvais garçons et filles de petite vertu, des terrains vagues et des campagnes, d'avant la construction des grands ensembles. C'est là qu'il apprend l'école buissonnière, l'envie de choses qu'il n'y avait pas à la maison,

¹⁴⁵ Pharmacologue, directeur du centre d'addictovigilance-Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance (CEIP). Chargé de recueillir et traiter les données sur les potentiels d'abus de stupéfiants, médicaments et aussi produits non médicamenteux (travaillent entre autres avec les CSAPA, les CAARUD, les officines de pharmacie, les médecins de ville, etc.). Mène les enquêtes OPPIDUM. Le service existe depuis 1990.

¹⁴⁶ Homme, origine algérienne, né en 1960. Grandit sur le chemin du littoral à Marseille. Commence les petits vols, puis les braquages à 16 ans. Première incarcération (prend 18 mois, en fait 12) en 1978. Se « professionnalise » dans le trafic d'héroïne (par 500g au kg) et les braquages à sa sortie de prison (via les contacts noués aux Baumettes). Conso de cocaïne en snif dès 74-75 dans les boîtes et les clubs de jeux où se retrouvent les voyous « pour se tenir éveillé, avoir la pêche », + mélanges de Binotal ou Nimbutal avec café ou whisky, puis héroïne, l'éther, les buvards et médicaments : dit qu'il a été « tout le temps défoncé de 76 à 83 ». Dernière incarcération en 83 (5 incarcérations en tout). Se range à sa sortie de prison en 84.

le jeu des petits larcins jusqu'à l'adrénaline des braquages, la compagnie des petits voyous dans la rue, et celle des grands bandits dans les arrière-salles de cafés transformés à la nuit tombée en clubs de jeu clandestins. Première incarcération à 18 ans, pour un braquage. « *La cité* » prend dix-huit mois fermes. Il en fait douze, pendant lesquels, en détention, il noue des relations, fait connaissance avec le monde des trafiquants de drogue, apprend des ficelles du métier. Selon ses propres termes, il « *ouvre les yeux sur les trafics de drogue* ».

C'est là où il se forme, où il côtoie les gros. Parce qu'il le faut, plus que parce qu'il le cherche : « *Bien sûr, quand on parle avec eux, on le sent que ce sont des gros caïds. Mais la prison, c'est : "tu me respectes, je te respecte ; tu veux me manger, je te mange". Voilà, c'est ça. Et là, c'est des chemins à prendre : ou on marche dans ce système et on sera redevable après ; ou on se fait manger. Moi, j'avais pas besoin de protection, je fonctionnais à la connaissance, au respect, et en ce temps-là, j'avais la haine en moi. Cette méchanceté, hé bien, en prison, on apprend à la maîtriser, à prendre du recul. On prend les connaissances, puis on se retrouve dehors. Parce que moi, c'était pas mon but de devenir ce que j'étais devenu. C'est après, avec la prison, que j'ai commencé à monter en puissance.* »

Lorsqu'il sort la première fois des Baumettes, c'est par l'intermédiaire d'un Breton qui habite une belle villa des quartiers nord que « *La cité* » fait ses premières affaires. Système *Tupperware* : le Breton a de l'argent, il achète l'héroïne par kilos, et recrute ses vendeurs en les invitant à découvrir le produit, voire à le goûter, chez l'un des invités. Ceux qui le souhaitent repartent avec quelques grammes à revendre pour leur compte, moyennant une commission au Breton, qui est lui-même d'ailleurs le revendeur local de plus gros fournisseurs :

« *Ceux qui tenaient le pignon sur rue étaient des couples fortunés, dans les quartiers sud de Marseille, ou à l'extérieur des fois, dans des villas, attention, fallait voir les domaines ! Leurs maisons étaient cossues, c'était vraiment bien agencé et nous, on était tout gênés parce qu'on était des voleurs de poules en quelque sorte, des petites frappes...* » Un peu plus tard, « *La cité* » se fournira auprès de Corses ou d'Arméniens, toujours dans de belles villas des quartiers est ou sud de Marseille. On est au tout début des années 1980 : le marché de l'héroïne connaît déjà un éclatement des réseaux locaux de revente. Du revendeur de rue, au détail, au fournisseur local par kilos, l'organisation est certes « *traditionnellement* » pyramidale. Mais il est attesté que même dans ces belles villas où l'on s'approvisionne par kilos, non seulement les liens sont distants, mais les provenances de l'héroïne sont diverses. C'est ce que « *La cité* » identifie comme la fin de la *French Connection* : les filières d'approvisionnement en héroïne se diversifient, les réseaux de revente se multiplient, et il devient possible de monter en grade par une activité ou une autre : « *Les mêmes fournissaient l'héroïne, vendaient des armes, recelaient des œuvres d'art. On fonctionnait par équipes.* » Par le système *Tupperware*, à partir de quelques grammes d'héroïne, les plus doués passeront à des quantités importantes, quitte à recruter à leur tour de nouveaux revendeurs. Et les autres, ceux qui prennent goût au produit, parviennent tout juste à financer leur propre consommation, jusqu'à tomber, criblés de dettes, ou mourir. Même le Breton, « *quelques années après, il a chuté, il est mort de la drogue. Parce qu'à force d'accompagner les autres, il goûtait, il montrait, "faut faire comme ci, comme ça", les gestes, comme un instructeur, il* »

initiait. Et c'est vrai qu'après, il est tombé là-dedans. ». On est en 1984, et l'héroïne commence à envahir les cités et les mondes populaires marseillais, et aussi franciliens. « *La cité* » multiplie les petits séjours en prison et se met aussi à consommer l'héroïne, en plus d'autres produits : « *Toujours dopé, du matin au soir... cachets, alcool, cocaïne, buvards... J'ai eu cette période, sept-huit ans de ma vie... Tout le temps défoncé, tout le temps.* » Il multiplie les braquages, les plans, les trafics, et les séjours en prison. À « *toujours monter plus haut les échelons* », il se fait une réputation, acquiert son surnom de guerre et ses tatouages, avant de se ranger après un dernier séjour de détention, en 1984.

Une politique pragmatique

La prison des Baumettes aura aussi été le lieu d'initiation d'une politique de réduction des risques à Marseille avant son officialisation expérimentale à l'échelle nationale. Ce qui s'appelait alors « *l'Antenne toxicomanie* » de la prison des Baumettes est créé en 1987, à la suite d'une enquête réalisée pour les ministères de la Santé et de la Justice par Rodolphe Ingold. Cette enquête rapporte que le problème de toxicomanie ne trouve qu'une réponse en prison : la fiole (souvent du Tercian®, pour lever le manque) avec un suivi psychologique. Il y est dit aussi que les détenus toxicomanes souffrent, une grande souffrance. Mais que faire ? Le psy, ça ne marche pas, et ça rebute : « *Un psy ? Mais je suis pas fou ! J'y vais pas !* » se souvient un ancien détenu. Ingold propose alors une démarche psychosociale sans vocation thérapeutique, en misant sur le fait que la plupart des détenus, venant de milieux défavorisés seraient plus familiers des services sociaux. Et puis, comme ils disaient : « *L'assistante sociale ou l'éducateur, ça lit pas dans la tête. Ça fait pas peur.* »

Donc, en 1987, l'Antenne toxicomanie des Baumettes est ouverte. Camille analyse ses vingt-cinq ans de carrière en tant qu'assistante sociale aux Baumettes à travers ce qu'elle différencie en trois époques : la première est celle qui précède les programmes expérimentaux de réduction des risques mis en place dès 1994 à Marseille. L'antenne toxicomanie des Baumettes est créée bien plus tôt que la plupart des services identiques en prison, à une période où l'héroïne est encore massivement présente à Marseille ; essentiellement du *brown sugar* depuis le début des années 1980, d'assez mauvaise qualité mais peu chère et accessible dans les milieux les plus divers de la ville et des campagnes environnantes. On est aussi dans une période de paupérisation des classes populaires, lorsque se font cruellement ressentir dans la ville les effets de l'effondrement de l'économie portuaire locale. Entre la diffusion des drogues et la précarisation économique, les usagers d'héroïne se trouvent encore plus souvent en situation d'interpellation puis de détention. Les sevrages « *à la dure* », les effets de refuge comme d'initiation se déploient comme on l'a décrit précédemment, mais aussi l'infection par VIH ou VHC connaît ici des records dramatiques. Lorsque les premières données cumulées sont publiées, Marseille affiche ses tristes records : en 1994, Marseille et sa région présentent une situation quantifiant presque deux fois plus de cas de sida que sur la moyenne du territoire national¹⁴⁷, dont 70 à 80% résident à Marseille, et près de la moitié sont des personnes

¹⁴⁷ 1045 cas de sida (cumulés depuis le début de l'épidémie au 31/12/1994) par million d'habitants domiciliés dans les Bouches-du-Rhône, pour 627 cas par million d'habitants en France (Réseau National de Santé Publique, Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire, 1995).

usagères de produits psychoactifs¹⁴⁸. La situation de santé des usagers d'héroïne est d'autant plus accablante qu'une grande part de ces derniers vit en situation de grande précarité sociale et économique, et se trouve fréquemment en prise avec des habitants mécontents des nuisances publiques dues aux usages. En prison, les effets d'invisibilité des usages rendent la situation plus tendue encore : *« On savait que des seringues s'échangeaient en douce, et le sida faisait des ravages. Alors, sous prétexte de désinfection des cellules, on a demandé de la Javel en dosettes pour les détenus dont on pensait qu'ils utilisaient des seringues. Plus tard, en 1995, on a pu demander la boîte jaune (sorte de containers de récupération de seringues), et là, on a bien vu ! »*¹⁴⁹

Camille décrit ensuite une deuxième époque, un premier moment de bascule, en 1994, avec la substitution. *« À Marseille, on a eu quarante lits méthadone. Trois jours après, le premier détenu sous méthadone arrive aux Baumettes pour un délit simple. Affolement complet, on était pris au dépourvu, on pensait mettre ça en place tranquillement mais l'antenne toxico avait été démedicalisée, donc on n'avait pas de médecin pour prescrire. Alors on contacte l'Intersecteur¹⁵⁰, et on a reçu la méthadone dans la journée, par un camion de la Brinks ! La méthadone, ça a été une révolution pour nous, on s'est constitués en réseau avec les structures et les associations de ville qui étaient moins alarmées que nous, elles en savaient bien plus. Ce réseau nous servait aussi beaucoup pour accompagner les sorties de prison, on s'appelait, on se filait des tuyaux, parce que les pouvoirs publics, sur l'emploi, le logement ou les prestations sociales, ne nous aidaient pas du tout. Il y a aussi eu ASUD, le Tipi, le Sleep'in : tout le réseau auto-support. On passait par eux pour les seringues, apprendre les bons gestes, les bonnes pratiques. Ça faisait longtemps qu'on était en contact mais ils nous prenaient pour des petits-bourgeois en cheville avec les juges ; il a fallu faire un travail de reconnaissance mutuelle. Ça a été une grande aventure professionnelle ! »*

À Marseille, c'est en effet tout un groupe hétéroclite de gens venus d'univers différents, parfois aux intérêts concurrents ou aux idées divergentes, mais tous concernés, qui s'empare du problème des usages d'héroïne par injection et des contaminations virales. Il y a là Jean-François Mattei, professeur de médecine et conseiller municipal fraîchement élu qui se voit confier une délégation « Sida-Toxicomanie » dès 1994 ; il y a des professionnels de la santé, de la recherche ou du champ spécialisé tels que l'AMPT ou SOS-Drogues International ; il y a des usagers de drogues, des professionnels ou militants tels que AIDES, ASUD ou Médecins du monde ; il y a des logeurs, des éducateurs, des intervenants sociaux, des représentants de la justice et de la police.... Et il y aura Françoise Gaunet-Escarras et Patrick Padovani à la suite de Jean-François Mattei, le GIRAST¹⁵¹, le Tipi, Autres Regards, ACCES, le Réseau-Canebière, Addictions-Sud, le Bus 31/32, l'ELF, PROTOX, Réseaux 13, le CRIPS-PACA, le CIRDD-PACA, Le Cabanon...

¹⁴⁸ Observatoire Régional de la Santé, 1995.

¹⁴⁹ Camille.

¹⁵⁰ L'Intersecteur des pharmacodépendances, aussi nommé Centre Puget-Corderie est un CSAPA (centre de soins, accompagnement et prévention en addictologie). Ce sera le premier service de soins habilité à délivrer la Méthadone à Marseille.

¹⁵¹ Groupe interpartenarial de recherche action sur le sida et les toxicomanies

En 1997, Jean-François Mattei rassemble les institutions publiques¹⁵², l'ensemble des collectivités territoriales¹⁵³ et les associations et structures impliquées, au sein d'un comité de pilotage spécifique à la réduction des risques qu'il copréside avec le sous-préfet à la ville. Ce comité devient le lieu de coordination et de suivi des actions de réduction des risques à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône¹⁵⁴. En son sein s'organise le suivi et l'évaluation des automates/distributeurs et échangeurs de seringues implantés sur les huit secteurs de la ville et de nombreuses actions. Il est aussi le lieu de la veille partagée en matière d'usages de drogues, et a pour souci d'accompagner les pratiques des professionnels au regard de l'évolution des publics, des modes et types d'usages et surtout, les nouvelles prises de risques.

Aussi, la ville de Marseille reste citée en exemple pour son engagement précoce et pérenne dans la réduction des risques liés aux usages de drogues¹⁵⁵. Engagement que les rapports nationaux qualifient d'historique par son efficacité, sa préoccupation d'égalité dans l'accès aux soins, mais aussi par son approche imbriquant toute la diversité des questions (de santé, de citoyenneté, d'accessibilité, de sécurité ou de tranquillité publiques), et s'employant à faire évoluer les dispositifs publics en même temps qu'évoluent les pratiques de consommation de drogues, les usagers et les situations. Il faut alors mesurer, à l'échelle d'une action publique, ce que coopérer veut dire : parfois en contrepoint de professionnels de longue date ou de représentants érigés en experts des drogues et du sida, souvent à l'encontre d'une opinion publique qui voudrait voir disparaître les usagers avec les usages, ces pionniers de la politique locale vont concevoir collectivement l'initiative publique. L'enjeu, c'est l'accès aux droits et la lutte contre le sida avec *« un maximum d'outils à offrir aux usagers pour qu'on laisse le moins de monde sur le carreau »*. Le socle, c'est le respect de l'intégrité et de la dignité de tous, la solidarité, et la globalité des actions. Ce sera ainsi la régularisation d'un ensemble de pratiques dont le statut était jusque-là indéfini ou confus. Mais Camille rappelle aussi : *« D'un autre côté, avec la substitution, les détenus ont eu accès à une flopée de médicaments, ils ont connu les effets de ces médicaments dont ils ne faisaient pas usage auparavant, et on a vu exploser les usages détournés. »*

Et pour clore le cycle du lien addiction-prison, Camille analyse une troisième période, un second moment de bascule : *« Ça a été la loi Perben sur les délits routiers liés à l'alcool, en 2004. On a alors vu arriver en prison et dans le service addictions des Madame ou monsieur Tout-le-Monde, avec un travail, une maison, une famille, une vie tranquille et qui, pour la plupart, ont été détruits en quelques mois de détention. Un drame. »*

¹⁵² La Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, la Caisse primaire d'assurance maladie, l'Ordre régional des pharmaciens, la Préfecture des Bouches-du-Rhône, la Direction départementale de la Sécurité Publique.

¹⁵³ Notamment la DSP/Mission Sida, Toxicomanies et Prévention des conduites à risques.

¹⁵⁴ Initialement marseillais, ce comité de pilotage est devenu départemental, à la demande des acteurs et intervenants hors Marseille.

¹⁵⁵ Parmi les très nombreux travaux sur l'histoire de la Réduction des risques, en particulier : Gwenola Le Naour, *Drogues, Sida et action publique. Une très discrète politique de réduction des risques*. Presses Universitaires de Rennes, 2010 ; Anne Coppel, « De l'utilisateur de drogues à l'utilisateur des services socio-sanitaires : l'action de proximité face aux logiques de services », *Sciences sociales et santé*, vol. 23, n°1, mars 2005. Et de nombreux travaux et réflexions sur son site : www.annecoppel.fr

Annexe 1

Données issues des rapports d'activité de l'AMPTA, 1986-2000

Année	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
File active Marseille + autres sites	431	276*	456	459	453	443	575	607	1666	1615	1300	1132	1460	1257	1137
File active Centre d'accueil et de soin seul								478	670	560	619	598	533	461	453
File active Transit*								330	838	864	517	503	596	597	438
Programme méthadone									20	54	60	81	76	81	73
Nbre de personnes rencontrées dans le cadre de la permanence au TGI									33	240	270	152	113	124	172
<i>Les données qui suivent portent sur la file active du Centre d'accueil et de soins. (À partir de 1994 les données existent aussi pour Transit et pour l'accueil décentralisé)</i>															
Hommes	75 %	78 %	80 %	75 %	75,5 %	78 %	73 %	76 %	76 %	81 %	77 %	76 %	77 %	77 %	80 %
Femmes	25 %	23 %	20 %	26 %	24,5 %	22 %	27 %	24 %	24 %	19 %	23 %	24 %	23 %	23 %	20 %
Âges															
< 18 ans	7 %	3 %	4 %	1,4 %	2 %	1 %	1 %	NR	1 %	0 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0 %
18-24	58 %	47 %	54 %	33 %	30 %	24 %	29 %	NR	19 %	9 %	13 %	11 %	9 %	10 %	10 %
25-29	26 %	36 %	35 %	45 %	48 %	53 %	35 %	NR	27 %	22 %	29 %	36 %	38 %	36 %	26 %
30 ans et +	10 %	14 %	7 %	20 %	20 %	22 %	26 %	NR	38 %	69 %	57 %	57 %	52 %	53 %	64 %
non réponse									5 %						
Niveau scolaire															
BEPC ou <	33 %	NR	43 %	47 %	30 %	28 %	50 %	37 %	28 %	30 %	32 %	28 %	32 %	35 %	9 %
BEPC<et <BAC	50 %	NR	52 %	43 %	60 %	60 %	27 %	37 %	43 %	47 %	50 %	49 %	57 %	50 %	76 %
BAC ou équivalent et +	17 %	NR	5 %	10 %	10 %	12 %	9 %	11 %	12 %	12 %	8 %	11 %	10 %	14 %	14 %
sans réponse							14 %	15 %	17 %	11 %	10 %	12 %	1 %	1 %	1 %
Activité professionnelle régulière	NR	NR	23 %	18 %	20 %		20 %	16 %	15 %	17 %	14 %	13 %	11 %	7 %	12 %
Incarcérations : Oui	NR	63 %	51 %	47 %	51 %	73 %	63 %	72 %	76 %	77 %	65 %	56 %	62 %	63 %	NR
Incarcérations : non évoqué	NR	NR	NR	35 %	4 %										

* ce chiffre de 276 ne compte que les nouveaux cas de l'année

** les personnes qui fréquentent les 2 structures sont comptées 2 fois, pour les années 1993 à 1995

NR = non renseigné

ANNEXE 2

Tableau synthétique récapitulatif d'éléments issus des enquêtes diagnostic (on y note systématiquement des polyconsommations)

Site	Date	Grands traits, éléments de synthèse	Nb usagers	Produits	Age	Sexe
DSU 2 L'Estaque-St Henri-St Antoine le Village + Plan d'Aou Bricarde Castellane 144 personnes rencontrées Nbre d'hab : 22 364	Enquête : 1991. Restitution 1 ^{er} trimestre 1992		Environ 80 « toxicomanes » (=usagers d'héroïne, majoritairement polytoxiques) 3,6%/1 000 hab	Polyconso : Héroïne Rohypnol®(+) Temgesic®(+) Codeine(++) Survector® Cannabis (« on ne se cache plus pour le consommer ») Alcool signalé comme problématique par beaucoup	«Toxicos» : 18/35 ans Cannabis :16/25 ans Alcool : 16/70 ans	Majorité d'hommes
SNCM (société nationale maritime corse méditerranée) 40 personnes rencontrées	Enquête : 1992 Restitution : 1993	- Problème révélé par la multiplication d'incidents ou accidents graves + absentéisme répété d'une personne jeune, sans pb de santé apparent - Phnm en augmentation depuis 5 ans (=1987) - Pbs de sécurité pointés	-	Polyconso : - Alcool - Benzo - Cannabis banalisé chez les jeunes - Héro minoritaire mais repéré, et inquiétante		

Site	Date	Grands traits, éléments de synthèse	Nb usagers	Produits	Age	Sexe
DSU 11 St Mauront, Bellevue 51 personnes rencontrées Nb d'hab : 14 995	Enquête juin-juillet 1992 Restitution avril 1993	Toxicomanies anciennes, persistance du phnm sur le site Accélération du processus de marginalisation Population toxicomane difficilement accessible ou cernable <i>« Risque de développement de réseaux de revente dans une logique d'économie souterraine »</i>	Environ 30 personnes = 2/1000	Polyconso : Héroïne Cocaïne Médicaments (surtout Rohypnol® mais aussi benzo) Cannabis banalisé Utilisation de l'alcool par certains sur un mode toxicomane	18-35 ans	Majorité d'hommes
DSU 8 Vallée de l'Huveaune Air Bel-Mazenode-Néréides-Valbarelle-Bosquet-Rouguière-Millière-St Marcel-Caillols-Escourtines-Pomme 77 personnes rencontrées 16 000 hab	Enquête nov 1992 + fév-avril 1993 Restitution juillet 1993	Idée récurrente selon laquelle la toxicomanie est un problème ancien et en évolution sur le site. Les travailleurs sociaux parlent de <i>« vieille tradition toxicomane »</i> . Insertion correcte. La plupart des usagers vivent dans leur famille	Environ 80 = 5/1000	Polyconso : - Héroïne - Forte demande de codéine - forte demande de Rohypnol - Benzo Cannabis (<i>« on ne se cache plus pour consommer »</i>)	18-40 ans Les médecins parlent d'un public de <i>« vieux toxicomanes »</i>	Majorité d'hommes

Site	Date	Grands traits, éléments de synthèse	Nb usagers	Produits	Age	Sexe
DSU 4 Qt Joseph, Paternelle, Delorme, Bassens, etc. 85 personnes rencontrées 5 000 hab	Enquête : oct 1993-janv 1994 Restitution mars 1994	- Toxicomanie apparue de manière manifeste à partir de 1982-83 (repérage par les médecins) - Phénomène perçu comme relevant de la situation économique et sociale du site (« <i>stratégie de survie économique</i> ») - XIV ^e surtout « spécialisé » dans le trafic de cannabis ; celui de l'héro est plus discret - Banalisation de la « <i>petite délinquance</i> » dans le XV ^e (vol à la roulotte, dégradations) - Fort sentiment d'impuissance	Environ 60 = 9/1000	Polyconso : - Héroïne - codéine - benzo Cannabis Alcool	18-35 ans	1/5 de femmes
DSU 7 (XIII ^e arr) La Rose, Frais Vallon 131 personnes rencontrées Nb d'hab : non précisé	Enquête : mars-avril 1994 (Malika Chafi) Restitution mai 1994 Réalisation d'une revue de presse systématique sur le quartier juillet93-avril94 : cf. pp.22-25	- La toxicomanie est un pb ancien et en évolution sur le site - « <i>Haut lieu d'approvisionnement</i> », fréquenté par des extérieurs - Les toxicomanes sont difficilement accessibles. - Préoccupation sur le sida. Réponse sanitaire insuffisante - Intervention policière significative - Trafic de cannabis généralisé - Les habitants tolèrent les trafics (divers) mais pas leur visibilité - Rôle négatif de la presse sans cesse souligné - « <i>surenchère généralisée</i> »	+ de 50 personnes toxicos « <i>pour un site</i> » (p45)	Polyconso Héro + « <i>substitution</i> » (Rohypnol®, benzo) + alcools forts Cannabis banalisé ; forte distinction héro/cannabis (p.50) Alcool : conso abusive, en partie souterraine. Femmes, très jeunes gens, population adulte	18-40 ans. Tranche des 25-35 souvent avancée	

Site	Date	Grands traits, éléments de synthèse	Nb usagers	Produits	Age	Sexe
DSU Malpassé, Saint-Just, Saint-Jérôme 81 personnes rencontrées Nb d'hab : non précisé	Enquête : sept 1995- fév 1996 Restitution juin 1996	- Ancienneté et ampleur des conso, qui ont débuté pour une partie du site dans les années 1970 (quartier « <i>pionnier dans la conso</i> » d'héro selon médecins et flics, cf. pp.26 & 68 + Fort développement dans les années 1983-85 + Stabilisation depuis 1992, avec accentuation alcool et médicaments. - Forte présence de la revente sur le secteur, qui « <i>se signale par la permanence et la régularité de la revente d'héroïne depuis de nombreuses années</i> » (flics, p.68). Pour autant la toxicomanie concerne l'ensemble du territoire du XIII ^e arr, disent les mêmes	80 à 110 usagers domiciliés sur le site = 8/1000 + clientèle extérieure qui consomme sur le site	Polyconso (comme d'hab) Très peu de cocaïne et d'ecstasy Typologie des profils d'usagers tels que vus par les pharmaciens p.20	16-22 ans = cannabis et bière 25-40 ans = héro, alcool, médocs	Majorité d'hommes
DSU St Barthélémy, Le Merlan, St Gabriel, Le Canet 105 personnes rencontrées Nb d'hab : non précisé	Enquête : nov 1995- janvier 1996 Restitution mars 1996	- Ancienneté et ampleur de l'usage et de la revente - Croissance de l'héro de 1980 à 1993 puis stabilisation, associée aux benzos - De 1986 à 1992, incidence forte des trafic et usage de l'héro sur la vie des quartiers et des individus - La vente d'héro reprend périodiquement - Représentation négative des toxicodépendants chez les plus jeunes ; tolérance moindre du quartier au trafic d'héroïne - 40% des vols commis seraient liés à la toxicomanie selon le service de sécurité du Centre commercial du Merlan	84 personnes (estimation des médecins)	Polyconso Généralisation du cannabis à partir de 15 ans	Cannabis banalisé « <i>Vieillessement des toxicodépendants</i> »	Majorité d'hommes

Conclusion générale

On peut maintenant revenir sur nos questions et hypothèses de départ. Nous sommes loin d'avoir fait le tour, ni exploité l'ensemble des matériaux recueillis au cours de ces quatre années de travail. Pour le dire autrement, la démarche qui a été la nôtre et les résultats auxquels nous aboutissons ne nous permettent sans doute pas de reconstituer entièrement le puzzle. Pour autant, nous en avons agencé de nombreuses pièces, qui permettent de dessiner des grandes tendances de cette histoire orale que nous avons racontée. Sur la base de ces résultats, nous voudrions proposer, sinon une énième théorie de la diffusion, du moins en fournir une explication positive à partir de différents modèles. Quels modèles de diffusion (ou de circulation) apparaissent plus pertinents ? Quel type de démarche permet de rendre compte des jugements et évaluations des acteurs sur leurs pratiques et itinéraires ? Pourquoi une telle diversité, résistant à l'objectivation ? Cela nous amènera à mieux cerner la sociologie des capacités sociales des « *survivants* », avant de revenir sur la responsabilité des pouvoirs publics dans ce qui a bien été une hécatombe, dont les traces sont présentes dans les mémoires collectives. Car, s'il y a bien un sens général à donner cette histoire, c'est celui-là.

Des phases et cycles de diffusion variables

Il apparaît que cette histoire de l'héroïne a connu des *cycles de diffusion variables en intensité*, que ce soit sur une longue période, depuis son invention à des fins médicales au XIX^e jusqu'à son entrée dans l'ère des drogues de masse lors des *sixties* ou durant la période étudiée, plus spécifiquement jusqu'aux années 2000. Ce qui est vrai à une échelle globale l'est tout autant à une échelle sociétale et collective que biographique. La diffusion se fait par phases, il y a des poussées, des accélérations, des ralentissements, des déplacements, des phases de durcissement et des moments de relâchement, des arrêts et des reprises plus ou moins prolongés, des stops...

À partir d'une anthropologie historique des formes d'échanges et d'une sociologie économique, la déconstruction du *mythe* de la filière unique a permis de mettre en relief la multiplication des sources d'approvisionnement des marchandises nécessaires à la production de l'héroïne. Ou, si on tient à la notion de « *filière* », c'est au pluriel qu'il s'agit de la conjuguer, tant, de fait, les filières n'ont cessé de se recomposer, par *dissémination* et *globalisation* ; et cela, en partie en rapport avec un processus de durcissement législatif et pénal continu depuis les années 1960, en partie en raison des logiques internes propres à ces réseaux de trafics et à leur fonctionnement, en partie en conséquence des transformations contemporaines de « *l'économie-monde* », comme disait Braudel.

La diffusion de l'héroïne s'est faite par la circulation entre des mondes poreux, qui se sont agglomérés un temps, avant de se disjoindre, sous l'effet des circonstances et des contextes changeants. Autrement dit, des porosités sociales qui nourrissent la diffusion des produits. On n'a pas affaire à un groupe homogène que les pouvoirs publics et les médias ont successivement nommé « *intoxiqués* », « *junkies* », « *toxicomanes* » et « *addicts* », ou encore « *trafiquants* », « *dealers* », mais à une diversité de catégories connectées dans les bars, les appartements, les squats, les fêtes, mais aussi en prison, faisant plus ou moins réseaux. Il faut

bien différencier les notions de groupe et de réseau : le groupe se constitue par rapport à un point commun, là où le réseau favorise, si l'on suit Harison White, l'autonomisation des liens, c'est-à-dire un certain « *désencastrement* » par rapport au point de départ.

Si la dimension socialement *désintégrative* de l'héroïne (retrait du monde, focalisation sur le produit, des cadres de la vie ordinaire) est avérée, elle est variable selon les moments d'expérimentation ou de grande diffusion, mais aussi selon les sociabilités que tissent les individus, les bandes de copains qu'elles constituent. Il se trouve ainsi que nombre des usagers et trafiquants interviewés ont eu des *carrières longues*. Mais à y regarder de près, celles-ci sont marquées par ce que l'on pourrait appeler des « *discontinuités continues* »¹ (le cycle des arrêts et reprises, éloignements subis ou volontaires, en est un indice). Nous avons peut-être été victimes du « *syndrome du réverbère* » en privilégiant le groupe des dépendants plutôt que les simples usagers parce que nous étions implicitement plus intéressés par la dépendance. Or, il faut aussi « *faire avec* » les *carrières courtes*, voire l'absence de carrières, c'est-à-dire des consommations ponctuelles et datées, prises dans un mouvement et un engouement dépassant ces usagers expérimentateurs ou irréguliers².

Cette diffusion commence avec des micro-diffusions qui ont chacune leur histoire et leurs caractéristiques propres, selon les groupes sociaux et leurs appartenances, des configurations socio-urbaines. Les témoignages recueillis insistent sur l'hétérogénéité des mondes sociaux et ethniques de l'héroïne dans la première phase. Cette hétérogénéité va de pair avec une étonnante mobilité. Dans la grande tradition de la route, la mobilité, très jeune, pour aller dans des contrées lointaines, non sans risques, est remarquable dans les années 1970 ; elle traduit un sens de l'aventure, une naïveté, qui se sont un peu affadés avec l'essor du tourisme de masse et le narco-tourisme. À une autre échelle, les allers et retours entre Paris et Marseille sont courants à la fin des années 1960. C'est Nacira qui descend régulièrement s'approvisionner en « *marseillaise* ». Ce sont des mecs en voiture immatriculée 13 qui montent revendent dans le quartier de Saint-Michel. Par la suite, ces connexions entre Paris et Marseille perdent de leur visibilité – en tout cas sont peu racontées par nos enquêtés.

On comprend que cette histoire soit affaire de générations, tant sur le plan des consommations que des trafics. L'héroïne prend place pour la première génération des « *pionniers* » *après* (pour gérer les effets de la descente, suite à des prises de LSD ou d'amphétamines) puis *avec* d'autres produits (cannabis et acide, morphine et amphétamines, cocaïne, etc.). Ce n'est que dans un second temps que les consommations d'héroïne se sont autonomisées, quoique toujours accompagnées de médicaments pour atténuer le manque. Entre la fête et la drogue, « *c'est quand même la drogue qui a pris le pas* », note Gabrielle. La quête du plaisir absolu tourne mal. L'expérimentation de nouvelles façons de vivre s'accompagne d'une certaine hypocrisie : il y a les trafics, l'argent, l'arnaque, le vol, les violences interpersonnelles. L'arrivée du sida, en pleine explosion des consommations au

¹ Pour reprendre un terme de Laurence Roulleau-Berger, qu'elle oppose aux « continuités discontinues ». Cf. Laurence Roulleau-Berger, *Postwestern Revolution in Sociology, From China to Europe*, Brill publishers, Leiden and Boston, 2016.

² Si l'on en croit l'OMS, les produits psychoactifs ne génèrent jamais plus que 20 à 30 % de dépendants – héroïne compris.

milieu des années 1980, change complètement la donne : le partage des seringues et les rapports sexuels entre hétérosexuel(le)s ou homosexuel(le)s non protégés – y compris avec un(e) toxicomane – deviennent des facteurs de diffusion du VIH, la déviance cède la place à la problématique des risques. De même, la délocalisation des lieux de deal vers les zones périphériques, à Paris et à Marseille et leurs environs, concentre ces deux fléaux dans les ghettos urbains, c'est-à-dire des lieux régis par une logique de l'enfermement³. Devenant un enjeu de santé publique, drogues et drogués acquièrent un nouveau statut qui minimise leur stigmatisation. On voit émerger une génération qui ne connaît pas le manque grâce à la mise en place des programmes de substitution, voire même qui entre dans une trajectoire de consommation par l'injection de Subutex®. L'offre vient répondre la demande : les opportunités offertes par le marché se démultiplient à partir du début des années 1970. Là où les médias ne voient qu'une filière, les sources d'approvisionnement (Turquie, Hollande, Thaïlande, Liban, Iran) se diversifient. À la génération des premiers usagers-revendeurs succède dans les années 1980 celle des grossistes et des dealers : il ne s'agit plus d'autofinancer sa consommation mais de faire du trafic un travail à part entière et un signe de réussite sociale. L'expérience acquise des usagers et des vendeurs est un des facteurs de diffusion. Mais elle peut aussi, à d'autres moments, reporter la demande sur d'autres produits.

La diffusion se jouant par petits groupes, il convient de raccrocher ces facteurs à une échelle plus microsociologique. La diffusion est une affaire de relations et de *relations de relations*. L'héroïne (mais c'est aussi vrai d'autres drogues) se diffuse par l'entourage, le groupe, la bande, la communauté, bref, les copains et les copines, les ami(e)s d'ami(e)s ; elle se diffuse par les amours, les couples, quand l'un consomme déjà et amène le conjoint à le faire, et plus largement, par le réseau qui relie des *ego* et des *grappes* (pour emprunter le langage de la théorie des réseaux), sur une base spatialisée ou pas (à un moment tout du moins). Et pourquoi donc l'héroïne se diffuse-t-elle et pourquoi les produits sont-ils à la base d'une logique de partage ? « *Ça se diffuse par copinage* parce que c'est bon ! » Rares sont ceux qui ne le mentionnent pas. Tout auréolée de son statut mythique, l'héro apparaît clairement au fil des entretiens pour ceux qui sont à la recherche de nouvelles sensations comme ce qu'il y a de mieux, la meilleure des drogues⁴. Sans trop réfléchir, ni trop en parler. Sans qu'il y ait vraiment un discours propre sur les consommations⁵. Il faut donc goûter et être avec les autres, mais aussi être dans le mouvement, le suivre. Par ailleurs, la consommation est un support parmi d'autres d'une « *nouvelle famille* » pour les gens un peu isolés par leur confession religieuse d'origine (juive, islamique). D'où le fait que cette diffusion n'évite pas des styles de sortie variés : de ceux qui expérimentent puis s'arrêtent, de ceux qui continuent et arrêtent au bout de quelques années, de ceux qui continuent et en meurent – plus ou moins vite.

Si, par conséquent, la diffusion est affaire de relations et de relations de relations qui protègent, accélérées au gré des vagues, des moments, des événements, on pourrait faire

³ Didier Lapeyronnie, *Ghettos urbains*, Paris, Robert Laffont, 2008.

⁴ Avec le *speed ball*, pour beaucoup d'usagers le *top* de la défonce.

⁵ Tout un tas de discours peuvent jouer ce rôle, de la contre-culture à la musique pop et au punk, en passant par *Actuel*, *Libé* et autres BD, mais ils ne sont pas produits par le groupe de copains usagers, le plus souvent, revendeurs.

l'hypothèse à l'inverse que lorsque « *ça ne circule plus* » c'est précisément que cette *machine à faire lien et réseau* se grippe, se bloque, et que l'on va chercher seul(e) ce qu'il avait tendance à assurer. Dans les pays visités, à Amsterdam, Goa ou Bénarès, la drogue est en abondance, synonyme de sociabilité, d'une organisation de la vie sociale autour d'elle. Par contre, dans une situation de rareté, voire de pénurie, comme souvent à Paris, les rapports entre les gens se durcissent, la peur s'installe. D'où une double vulnérabilité. Chacun est renvoyé à soi-même. *Décollectivisation* de la régulation de sa consommation, du manque, de l'approvisionnement, de l'argent. *Individuation* des usages, des plans, des risques, des modes de vie. Le tournant des années 1980 prend tout son sens. Dans ce contexte, le pouvoir ne cesse de classer, enregistrer, surveiller, contrôler, assigner, prescrire, chroniciser. *Machine abstraite*, donc, sanitaro-policière, qui est le double inversé des agencements collectifs, et dont les effets sur les biographies s'avèrent plus dangereux que l'héroïne elle-même.

Prendre en compte cette tension entre socialisation par le réseau et contrôle des individus permet d'articuler des modèles de diffusion horizontale *et* verticale. De Tarde à Bourdieu, nombre de sociologues (et avec eux les premières générations de marketing) ont décrit la diffusion de la mode avec deux concepts principaux, la distinction et l'imitation, les classes dominantes cherchant à se distinguer, tandis que les classes dominées en seraient réduites à les imiter. La diffusion des modes obéit ainsi à une logique hiérarchique, de haut en bas de la société. Zafiroopoulos et Pinel⁶ ont appliqué ce modèle à l'espace social créé par « *l'émergence des nouvelles pratiques sociales underground – dont la consommation de drogues est un élément central* ». La marginalité sociale revendiquée est ainsi interprétée comme une stratégie de distinction de jeunes issus majoritairement de la petite bourgeoisie, ou même des classes dominantes, mais qui sont menacés de déclassement, en l'absence de diplôme universitaire ou avec des diplômes sans valeur dans le monde du travail. En important cette mode des États-Unis, le journal *Actuel* en serait devenu le prescripteur. Au sein du groupe marginal, la mode se diffuserait comme ailleurs, de haut en bas, les jeunes issus des classes défavorisées imitant les privilégiés qui ont eu un accès plus direct aux biens culturels américains. Mais tandis que les jeunes des classes moyennes seraient dans une logique de déclassement, les jeunes issus de la classe ouvrière seraient, eux, dans une logique ascendante, espérant que les quelques mots de passe (*cool, flip, hit*) de la culture de la drogue leur ouvriraient les portes des boîtes de nuit, du show-biz et de bien culturels, inaccessibles pour eux dans la culture légitime. Cette analyse peut rendre compte de quelques trajectoires individuelles, mais elle passe à côté d'un phénomène social majeur : la pop-culture, et les industries de rêve, musique, cinéma, jeux vidéo, etc. Au contraire de la contre-culture, la pop-culture se réapproprie sans scrupules tout ce qui peut élargir son public, parce que ça marche, pour que tout un chacun puisse entrer dans la danse – et elle ne se prend pas au sérieux : la parodie, le collage sont ses recours privilégiés. Les consommations de drogues ont d'abord été expérimentées dans des groupes minoritaires (les Noirs aux USA), puis par les artistes des années cinquante, mais les rockers et les *mods* en Grande-Bretagne ou les Hell's Angels ont commencé à en consommer au cours des années soixante, comme les groupes qu'ils écoutaient. En Grande-Bretagne comme aux USA, les drogues ne sont pas diffusées de

⁶ Marcos Zafiroopoulos, Patrice Pinel, *op. cit.*

haut en bas, mais plutôt de façon concomitante avec des significations différentes selon les appartenances sociales, ethniques et culturelles. Comme les drogues circulent de proche en proche, elles sont passées d'un réseau à l'autre par des médiateurs en relation avec deux réseaux différents. Plus généralement, cette recherche étaye la « *théorie* » sur les « *passeurs de mondes* » faisant de l'héroïne comme un véhicule social pour les usagers des classes populaires, un outil paradoxal d'intégration.

Du jazz à la musique pop, les musiciens se sont emparés des drogues psychotropes, et même s'ils sont devenus plus prudents avec la succession des overdoses qui ont frappé les plus célèbres d'entre eux, ils ont chanté leur usage en termes très clairs et précis – pour les Anglais du moins, mais les héroïnomanes français des années 1970 pouvaient tous chanter avec Lou Reed : « *Heroin, it's my life and it's my wife. And when the blood begins to flow... it makes me feel like I'm a man* ». Les jeunes héroïnomanes de ces années-là les ont-ils imités ? La consommation de l'héroïne a bien été une mode à Paris comme dans certaines cités en Île-de-France : « *Mais à l'époque (1976-77), il y avait toute une aura autour de ça... Junkie, tu te cachais pas, tu le disais... T'avais la boucle d'oreille comme ça, t'écoutais un certain style de musique, c'était des mecs presque respectés parce que c'était des junkies (...) Même pour draguer les gonzesses, c'était un bon plan. Ça attirait... Maintenant, c'est pas la peine !* », déplore JR2, sur le mode de la dérision, qui a toujours été le sien. On voit bien que vers la fin des années 1970, la consommation d'héroïne s'est inscrite dans une circulation de signes et d'attributs dans le corps social qui ne correspondent ni au modèle classique de l'épidémie (de proche en proche) ni à la conception de l'anomie (la destruction des règles), ni non plus à un modèle de diffusion verticale. La mode n'en demeure pas moins un mouvement d'un type particulier. Lorsque Françoise raconte qu'elle a oscillé pendant près de dix ans entre Temgesic® et héro, elle dit : « *J'étais entraîné dans un mouvement* ».

La consommation de psychotropes, légaux ou illégaux, fait partie de « *l'expansion globale du désir* », autrement dit, du consumérisme occidental. En modifiant les états de conscience, la gamme toujours plus large des psychotropes offre la possibilité de se modifier soi-même, ce qu'exige aussi bien le monde du travail (s'adapter aux évolutions) que les relations interpersonnelles (gérer les conflits) ou enfin pour soi-même, à la recherche du bien-être. À loisir, il devient possible de supprimer toute souffrance psychique, d'augmenter ses performances, d'exacerber sensations et émotions ou de les annihiler, de faciliter relations affectives et sexuelles ou de se retirer dans son monde intérieur. Les drogues ont ainsi contribué à la construction de l'individu moderne, en répondant à cet impératif paradoxal : devenir autre pour devenir soi⁷.

Une telle autonomisation des liens renforce la question des médiations et des médiateurs. Comment et surtout *par qui* se fait l'entrée, quel est l'initiateur, que représente-t-il (attirance, fascination, mais surtout identification) ? Le processus de diffusion connaît différentes phases, et Jean-Paul Grund a identifié à Amsterdam la diffusion dite « *primaire* » où la consommation de l'héroïne passe par les vendeurs de rue venus du Surinam qui initient leur client à leur mode de consommation. Or pour ces vendeurs, l'héroïne que l'on fume (on

⁷ Voir la trilogie d'Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance* (1992), *L'individu incertain* (1995), *La fatigue d'être soi* (1998).

dit « *chasser le dragon* ») est plus conforme à leurs traditions. Dans un second temps, la diffusion passe par des jeunes qui peuvent jouer le rôle de passeur entre différents réseaux dans des lieux de rencontre tels les bars ou les discothèques, fréquentés par un public qui apprécie la même musique, sans être pour autant être homogène d'un point de vue social.

Ce rôle de l'initiateur – presque toujours évoqué dans les entretiens – est fondamental. Il n'est pas sans incidence sur les modes de consommation : *sniff* d'abord, *shoot* ensuite, ou injection tout de suite ? Il suppose l'existence d'un groupe, qui n'est pas donné d'avance (groupe professionnel, de classe d'âge, ethnique), mais qui se recompose autour de l'accès aux produits, en un sens un « *groupe stratégique* ». Ce que l'on voit bien à travers notre matériau, c'est l'importance des circulations inter-réseaux, la conjonction de réseaux différents, les « *embrayeurs* » (par exemple, les filles qui font le lien entre dealers et artistes), les « *intermédiaires* » (ceux qui ont un plan et disparaissent s'ils en favorisent l'accès à d'autres), les « *importateurs* », ou encore les « *transfuges* ». C'est bien ce que montre cette recherche.

Au fond, c'est un peu comme dans la théorie des ensembles : ce qui importe, ce sont les points de croisement. Dans cette perspective, on peut décrire des réseaux de relations dans une période où la consommation et le trafic restent circonscrits à des petits groupes, le contexte socioculturel qui favorise cette ouverture et ces rencontres (fêtes, concerts, mobilité urbaine, voyages). Mais dès lors que les produits se diffusent sous la double loi inséparable de la demande et de l'offre, voire se démocratisent, l'affaire devient plus compliquée. Car l'importance des « *liens forts* » diminue au profit des « *liens faibles* », pour reprendre Granoveter.

Nombre d'entretiens mettent à jour de façon non développée une « *théorie des vagues* ». Il y a des vagues de consommation et de pénurie, des vagues de nouveaux consommateurs (comme dans les années 1973-74, ou dix ans plus tard). Ce n'est pas qu'une belle métaphore censée symboliser un mouvement continu composé d'unités discrètes, de petites discontinuités, qui se recouvriraient, car il s'agit exactement de cela, d'un mouvement qui emporte, irrésistible. Il y a donc des vagues qui se recouvrent un peu et ne permettent pas de découper la chronologie autant qu'on souhaiterait le faire (d'où l'usage fréquent dans les entretiens de dater un tournant à partir de trois dates, 1973-74-75 par exemple). Il y a des moments où les changements, les inflexions, les bifurcations sont très nettes et d'autres, où les choses sont plus confuses, voire où l'on revient à la situation d'avant ces poussées. On peut varier le vocabulaire, c'est la même idée. Il y a des périodes d'engouement et il y a des périodes plates, des « *moments de durcissement* » (moral, sécuritaire, sanitaire) et des « *moments de relâchement* », ou encore des « *poussées* » (de consommation, de stigmatisation). Toute la question est d'en comprendre la logique interne, ce qui les produit, les éléments moteurs.

Cette théorie implicite des vagues permet de comprendre pourquoi la diffusion est affaire de vitesse. Dans les années 1970, note Jean-Phil, « *ça balayait tout le monde, et puis très rapidement, j'étais en manque physique (au bout de six mois)* ». Sa consommation était en couple et avec un groupe d'amis. Ils venaient passer tout le week-end chez eux parce qu'avec sa femme, ils en avaient tout le temps. « *Ils ont commencé à goûter et puis disons que*

les gars, ils étaient dentistes, journalistes, ils avaient des situations, ils se sont mis à acheter très rapidement. Et ils sont devenus accros. » Quand certains usagers décrivent leur fonctionnement, comment ils se branchent, *« du coup tout ça va très très vite. C'est vrai que la pauvre police des stupéfiants... ça va trop vite, pour eux. »*. Mais ce n'est pas seulement les pratiques qui changent et évoluent rapidement, il y a une accélération générale. Pour les uns, comme Éric, *« ça a fait boule de neige rapidement »*, pour d'autres, comme Aziz, *« c'est entre 1982 et 1984 que ça s'est accéléré »*. D'autres entretiens, plus directifs, le confirment : *« On est donc sur l'histoire de ce qui a été une flambée. Parce que finalement, il y a bien eu une flambée quand même ? »*, *« Oui, ça s'est diffusé assez vite »*.

Pourquoi cette accélération ? Est-ce la désirabilité sociale d'un produit bien dans l'air du temps, la démocratisation du plaisir qu'il procure ? *« Il y avait plein de gens qui en ramenaient et qui la rendaient très disponible »*, dit Raoul. Quelle part accorder à l'appât du gain, au fait qu'avec la came, il y avait beaucoup d'argent qui circulait ? La came aurait été alors indirectement un gisement économique et un accélérateur de circulation de richesse sous forme d'argent liquide et sale, à flamber plus qu'à blanchir. Dans les années 1970, les gens qui ramenaient des produits d'Inde, de Marseille, Amsterdam, ou de Thaïlande, avaient besoin de trouver des gens pour en acheter et leur vendre.

Une sociologie des capacités sociales des « survivants »

Notre corpus est composé de survivants à la double « épidémie », de l'héroïne et du sida. Qu'ils l'expriment sous la forme d'un rapport (*« c'est pas une personne sur deux mais huit sur dix »* qui sont mortes) ou d'un ensemble (*« il n'y a pas une famille qui n'a pas été touchée »*), c'est une évaluation qui paraît indiscutable. Mais justement, les témoins de l'époque sont toujours là pour nous parler et se souvenir. C'est sans doute un biais mais aussi un point majeur. En effet, ils s'en sont sortis après des années, voire des dizaines, de galères, de souffrances, d'alternances, de recherches et de travail sur soi. Il faut bien se demander d'un point de vue sociologique quelles ressources sociales ils ont mobilisé – sans en rester à leurs conséquences (ils/elles ont eu de la « chance » ou ont eu un « ange gardien »). Dans la perspective de Robert Castel, la question tend à se déplacer pour comprendre comment ils ont survécu – même s'ils l'ont payé cher, ils sont vivants, et parfois même de bons vivants sexagénaires ou septuagénaires... Les capacités sociales font-elles toute la différence, perpétuant des inégalités flagrantes ?

Avec des variations individuelles, le monde de l'héroïne devient vite étroit. *« Ce qui est gênant avec l'héroïne, selon un ancien, usager à la fin des années 1960 au milieu des années 1970, c'est que ça ne se partage qu'avec les gens qui en usent, c'est un peu enfermement, ça t'enferme dans un truc. Ça ne peut pas durer non plus. Ça devient répétitif, étroit, galère. Ça n'a plus de sens. »* Lui est issu d'un milieu bourgeois, il dispose d'une grande autonomie familiale et d'argent pour consommer. Il lui est donc plus facile de s'extraire de ce petit monde autour de l'héroïne et de se définir autrement, à partir d'autres supports sociaux. Pour les autres, moins dotés, qu'il fréquente également, c'est différent. *« Ils ne savaient pas trop dire ce qu'ils étaient »*. Endosser les figures que ce monde leur proposait était une ressource – qu'on le veuille ou non. Notre usager avait beau fréquenter des petits loubards, il avait d'autres investissements qui l'amèneront à la clinique de La Borde, avant de reprendre des

études et faire une brillante carrière universitaire. Eux y sont restés, alors que lui en est sorti ; pour eux, la catégorie de « toxicos » a pu être un vecteur identitaire, alors que pour lui, d'autres supports et ressources ont été mobilisés. Vincennes a été l'un d'eux, ainsi que les cours de Deleuze. Le philosophe savait très bien de quoi parlaient et ce que vivaient les drogués, et il en a aidé plus d'un(e) à ne pas devenir schizophrène⁸.

Quels sont donc ces supports et ressources ? On ne peut le savoir qu'en rentrant dans le détail des trajectoires et des biographies. Mais reprenons ce qui précède. Si la diffusion procède de relations de relations, d'autres relations viennent s'interposer. Ces ressources relationnelles, à commencer par celles de la famille proche (mère, frère) ou du réseau de sociabilité (copains, copines) constituent un réseau de protections. Ceux-ci peuvent être des personnes-ressources, informer, aiguiller, orienter, dissuader. Les rencontres avec des non-usagers permettent de sortir du « ghetto ». Elles peuvent s'accompagner de l'accès à des dispositifs de soins, qui s'appuient eux-mêmes sur une vie associative de quartier de gens qui l'habitent depuis longtemps, un fonctionnement collectif (restaurants, cinémas). On pense, par exemple, à ce jeune médecin venu s'installer dans le XIV^e arrondissement, non loin du squat Raymond Losserand, vers 1979-80 avec des copains qui squattent une pharmacie et installent leur cabinet médical collectif. *« Il y avait des consommations multiples. Bien évidemment, beaucoup de shit et d'herbe, et beaucoup d'héroïne. Les rapports qu'on avait avec eux étaient liés à des incidents de santé ; il n'y avait pas du tout de substitution... Mais c'était des rapports « obligés » avec les abcès, qui suppuraient, les veines enflammées, et les OD, plein ! »* Ces médecins faisaient leurs visites, ils étaient ouverts à toutes les trajectoires, *« les nouveaux, ceux qui étaient bien dedans et bien accros, et quelques vieux de la vieille, mais c'était surtout la génération des 18-30, 35 ans »*. C'est donc dans une cartographie singulière que cette équipe de médecins donne des seringues, prescrit des médicaments utilisés comme substitution, puis s'investit dans le suivi VIH, un peu avant les centres de dépistages anonymes et gratuits et les programmes d'échanges de seringues.

Est-ce que ce sont ces divers réseaux de protection – entremêlés ou pas – qui font que les gens ne meurent pas ? En tout cas, ils réintroduisent de la distance avec le produit. Avoir des parents aisés, bénéficier d'un logement à soi, hériter d'un capital culturel ou immobilier, se barrer loin de Paris, avoir un travail et toujours travailler⁹, aller voir un thérapeute ou faire des postcures, investir d'autres lignes biographiques, reprendre ses études, vivre avec quelqu'un qui ne consomme pas, faire un enfant : autant de ressources décisives, qui se

⁸ Certains témoignages de « drogués » soulignent le rôle qu'ont joué pour eux Deleuze, qui fascinait tous ceux qui se pressaient à son cours du mardi à Vincennes. « Pendant que j'étais entrain de me droguer - c'est ce qui a fait que j'ai mieux compris ce qu'il disait... ça m'a servi personnellement, à ne pas rompre avec la volonté de savoir, donc à réconcilier la droguée et l'intellectuelle... et donc, à ne partir en mille morceaux... » Voir le texte « Penser les drogues : Deleuze et Guattari »

⁹ Il y aurait beaucoup à dire sur le thème de l'attachement par le travail, notamment pour les femmes, en lien avec les enfants, et donc leur place dans la division du travail. Par exemple, Odile, née 1954, deux enfants nés en 1980 et 1983, veuve : « J'ai toujours travaillé et je ne m'étais jamais retrouvée en situation où j'étais au bord de me faire renvoyer de quelque part. Même en me retrouvant au boulot à me défoncer, à passer un quart d'heure aux chiottes à me chercher une veine et ne pas la trouver, à m'énerver... C'est quand même parce que j'ai toujours travaillé que j'ai pu m'en sortir. Pour les enfants probablement »

cumulent, mais sont loin d'être socialement partagées. Ainsi, comme le montre très bien l'ethnographie des espaces privés de revente, disposer d'un appartement constitue à la fois un pôle de stabilité et une ressource. Protéger cette ressource a sans doute permis à beaucoup d'échapper à la nécessité de recourir à d'autres types de délinquance que ces trafics discrets, pour équilibrer leurs comptes. Et de rester ainsi invisibles.

Loin d'être purement abstraites, ces différences sociales se spatialisent, comme l'explique par exemple Ingrid en distinguant Pigalle et Le Palace dans les années 1980. *« À Pigalle, c'était sordide, tout de suite, alors que Le Palace, ça l'était pas. Je pense – je dis ça comme ça mais peut-être que je me trompe – qu'au Palace, les gens d'une certaine manière maîtrisaient mieux. Il n'y avait pas ce rejet social, cette vie effrayante qui pouvait pousser les gens à faire n'importe quoi. Les gens faisaient un petit peu plus attention à eux... »*¹⁰

En même temps, ces ressources sont beaucoup plus variées que peuvent le croire les sociologues, et aussi singulières ; comme le montre un autre exemple pris à un moment de fin de trajectoire. Suite à des consommations de cannabis, de LSD et d'héroïne et à un engagement dans la revente d'herbe par valises entières, Camil est recherché par la police au début des années 1970. Il part au Maroc. *« Moi, j'étais en cavale ! J'étais dans le Rif. Je bénéficiais d'une certaine forme de protection, il y a avait des gens qui m'hébergeaient. Donc, toujours dans l'idée d'expérimentation, j'ai expérimenté l'islam, qui était une part de mon identité totalement refoulée. J'ai fait le jeun du ramadan, j'ai appris les prières, j'ai appris l'arabe, j'ai appris le Coran. Qu'est-ce que tu fais du temps quand tu es en cavale ? T'es complètement suspendu, tu sais plus rien, t'as les flics qui t'attendent en France, c'est ton pays, tu peux plus y aller. Je me suis branché avec un grand maître Soufi, il m'a initié à l'islam, et il m'a surtout aidé à surmonter mon mal-être. »* Dans ce récit, ce sont les ressources culturelles du pays natal qui font la médiation et permettent à la fois de recouvrir son identité déniée et d'aller mieux. De l'initiation magique aux drogues, façon Castaneda, on passe à une initiation religieuse.

Une sociologie des consommations devrait pouvoir comprendre pourquoi l'héro était accessible pour certains groupes et pas dans d'autres, tout en partageant une même culture des sensations et quête spirituelle, un même attrait des voyages, des goûts musicaux, vestimentaires, un langage collectifs, etc. Dans les années 1970, un grand nombre de lycéens mobilisés, en quête de *« printemps chaud »*, virent passer bien des produits (shits et herbes de multiples provenances, huile, *trips*, champignons hallucinogènes, opium...). Pourtant, ils ne croisèrent pas dans leurs *« années défonce »* l'héro, ni même la coke. Il faut croire qu'ils n'avaient, à la différence de certain(e)s de nos interviewé(e)s ni les contacts et les opportunités, ni le désir, surtout. C'est bien plus tard, au début des années 1980, que la coke se démocratisa et se répandit parmi les *« nouvelles classes moyennes »*, les journalistes, les étudiants ni héritiers ni déclassés. Certains la rencontrèrent avec des bons copains ou des petites amies.

Pourquoi des réseaux de diffusion touchent-ils certains groupes plutôt que d'autres ? La question est au centre de l'expérience des familles et fratries à l'épreuve de l'épidémie

¹⁰ Sur Pigalle, voir Neige (1981), de Juliet Berto.

d'héroïne : comment comprendre que ce soit les garçons qui ont été balayés plus que les filles ? Comment établir des critères de vulnérabilité ou d'appétence (selon le point de vue que l'on adopte) qui soit un tant soit peu nourri d'objectivité ? Pourquoi certaines cités ou certains quartiers réputés sensibles ont-ils été épargnés alors que d'autres se sont appropriés l'héroïne en s'inscrivant de manière volontaire dans la chaîne du deal en gros ? Clients ou pourvoyeurs, petits trafiquants et simples spectateurs complices, tous les cas de figure existent dans cette relation particulière que les habitants des quartiers ont entretenue avec l'héroïne. Il y aurait encore beaucoup à faire.

De la responsabilité des pouvoirs publics dans la catastrophe sanitaire

Au fond, ces facteurs externes et internes de diffusion conduisent à justifier la nécessité d'articuler plusieurs modèles afin d'en restituer la complexité. Parmi eux, nous ajoutons le rôle des politiques publiques engagées pour lutter contre « l'épidémie » d'héroïne, les effets pervers qu'elles ont engendrés et les incohérences qui ont été les leurs. On voit bien que, dès les années 1970, se met en place un double regard sur les drogues, entre tolérance (du cannabis, de la réduction des risques) et hypocrisie (collusion des pouvoirs, criminalisation des mondes des drogues, incarcération massive des minorités visibles) ; et cela, au nom du *statu quo*. C'est bien une telle posture que l'on retrouve dans cette étrange cohabitation entre les dispositifs de réduction des risques et la répression policière passant par des arrangements locaux avec les riverains et les dealers.

Les politiques publiques engagées contre la drogue n'ont pas seulement été un échec, mais un facteur de la diffusion. L'objectif d'éradication de la drogue et d'assèchement des réseaux a conduit les gouvernements successifs de gauche et de droite à une incarcération massive des usagers et des trafiquants, en particulier des minorités ethniques, favorisant la construction d'une culture de la clandestinité synonyme de conduites à risques et d'une socialisation de la délinquance organisée par l'incarcération de masse. Elle a contribué à un processus de criminalisation des milieux populaires mis au premier plan de la répression. Les politiques urbaines menées à Paris ont largement contribué à la spatialisation dans les banlieues et quartiers populaires des scènes de drogues et des ravages sanitaires et sociaux y étant liés. L'absence de politique de santé publique a conduit à « *laisser crever les tox* » et la lente émergence de la réduction des risques en France s'est paradoxalement accompagnée du maintien du *statu quo* sur la loi de 1970, sans par conséquent modifier la situation des usagers les plus vulnérables.

De l'interdiction de la vente des seringues en 1972 au tabou de mettre en lien toxicomanie et sida, de la violence des intervenants suite aux propositions de faire de la « *réduction des risques* » en France à la mise au carnet à souches du Temgesic (buprémorphine) et au projet concernant le Néo-Codion® en 1991-92, cette histoire de l'héroïne nous rappelle combien l'action publique qui a été menée pendant des années a été chaotique. Toxicomanie-sida : il ne fallait surtout pas les mélanger, c'était un tabou, en particulier à la Direction générale de la santé (DGS) ; c'était stigmatiser les toxicomanes, comme le pensait Olievenstein. En parler, c'était trahir. Politique de substitution : il faut se rappeler la violence avec laquelle les intervenants spécialisées ont réagi aux auteurs de l'article publié dans *Le Monde* prônant une politique de substitution : « *Dealers en blouse en blanche* », irresponsables, schizophrènes...

« *Ils n'avaient rien compris !* », confirmeront des auteurs de l'article. Passage au carnet à souches du Lexomil® ou du Néo-Codion® : tel était le projet mis en place par la droite, suite à des affaires¹¹ visant des médecins prescripteurs comme Jean Carpentier et REPSUD. « *Ça a été un bordel monstrueux, le cabinet médical était envahi. Je suis allée à un moment aider à gérer la salle.* » Dans la même période, le projet a circulé à la DGS de passer le Néo-Codion® au carnet à souches. Or « *c'était une soupape indispensable. S'ils faisaient passer le Néo-Codion®, ils savaient que cela allait être plus monstrueux !* » (rires). D'une certaine manière, l'émergence d'une politique de réduction des risques dans les années 1990 a été la réponse à ce moment de crise.

On se gardera bien de minorer l'impact de cette politique publique chaotique. Néanmoins, il faut comprendre la colère et la frustration des familles qui ont été touchées et ont vu leurs enfants être réduits à l'état d'épaves, non dans la drogue elle-même, ennemi sans visage tellement commode, mais comme une réaction à une action politique d'État, la mise en cause de sa responsabilité dans ce qui est arrivé, c'est-à-dire la désintégration de toute une génération et une communauté invisible. Il s'agit d'un enjeu mémoriel capital.

On ne peut donc en rester au constat de l'échec des politiques publiques sans interroger les liens étroits héroïne et pouvoir. L'histoire de l'héroïne *est* affaire de pouvoir. Protégée par des règlements draconiens pour accéder aux archives comme d'autres liées au secret d'État, elle apparaît comme un secret d'État encore mieux gardé – comme pourront l'être les archives sur la gestion post-attentats terroristes dans cinquante ans. Notre recueil de données a été bien pauvre sur ce plan. Il ne s'agissait pas de céder nous aussi aux « *visions complotistes* » qui saturent le champ médiatique. Nous savions d'expérience ce que nous ne pouvions trouver dans ces archives. Sur le terrain, depuis des années, bruissaient des rumeurs et affaires de corruption, que ce soit au niveau local, ou au plus haut niveau (notamment de la police). Le fait que certaines d'entre elles éclatent au grand jour aujourd'hui est intéressant¹². Ce n'est que le sommet de l'iceberg. Les porosités entre police et voyous sont multiples, largement fantasmées peut-être, mais qui dérangent, car elles apparaissent aujourd'hui au sommet de l'État.

On dira, ce n'est pas nouveau. On voit pourtant le chemin parcouru depuis les années 1950 et 1960. Les guerres de colonisation et de décolonisation, l'histoire du SAC, des barbouzes, du « *milieu corso-marseillais* », ont donné lieu à un « *système* » mettant en

¹¹ Ainsi Charles (rencontré dans la première partie) nous a raconté cet épisode décisif un peu oublié : « *Le médecin faisait des bons de mille ampoules de palfium et la pharmacienne du coin acceptait de délivrer du Palfium sur des ordonnances simples, individuelles. Ni le premier ni le second n'avaient le droit de le faire évidemment ! Mais quand le plan s'est su, il y avait une queue chez mes médecins, ça-a-été une ruée. Le laboratoire était en rupture de Palfium injectable. 25 000 ! Le médecin est passé à prescrire du palf en comprimés, et là les morts ont commencé à tomber, il y a eu cinq ou six morts, peut-être moins, je ne sais plus... L'affaire c'est calmée, les flics ne sont pas intervenus, la pharmacienne a pris de la prison ferme, et le médecin a pris trois ans. Ça a pas fait deux lignes dans les journaux.* »

¹² On fait bien sûr allusion aux affaires concernant l'ancien n° 2 de la PJ de Lyon, Michel Neyret, et l'ancien directeur de l'OCTRIS, François Thierry, sans parler de celles qui ont concerné le « 36 » (disparition de 52 kg de cocaïne dans les locaux de la PJ, et le viol en réunion d'une étudiante canadienne).

relation jusqu'au début des années 1970 en France entre le monde des voyous, des cercles de jeux ou de maisons de passe et de bars, des élus locaux et de leurs équipes, de la police et du contre-espionnage, des officines du pouvoir gaulliste, comme l'a montré Alain Jaubert. Ce « système » a-t-il bien fonctionné comme ce dernier essaye de le démontrer début 1970 ? On a vu avec quelles nuances, néanmoins, insistant moins sur des logiques d'organisation que des logiques d'opportunités des acteurs. Mais à partir des années 1980, c'est la situation qui change, elle est assainie en apparence, alors que les médias jouent un rôle de plus en plus important dans la vie politique française et que la répression s'abat sur les réseaux et les voyous qui ne restent pas impunis¹³. Finis les scandales associant tel acteur à la femme du président et au « Milieu ». Finis les « gros bras » épaulant les services d'ordre des politiques. Finis les valises de billets récupérés en Suisse... La loi sur la transparence des financements des partis politiques et les affaires qui éclatent dans la presse au début des années 1990 incitent à plus de prudence sur les « financements occultes », de nouvelles sources de financement et collaboration aux partis politiques entrés dans l'ère de la communication. Par contre, l'instrumentalisation par le pouvoir des « drogues dures » est une constante. Elle ne vise plus les mouvements sociaux et politiques comme, on l'a prétendu, pendant les événements de Mai, puis au début des années 1970 ; elle vise d'autres marges, les étrangers, immigrés, et plus largement, les minorités visibles, laisse « pourrir » des situations dans certains quartiers qui voient leur valeur baisser et justifier des mesures d'urgence par le biais de politiques urbaines, au nom d'un assainissement d'îlots populaires décrétés insalubres, comme dans les années 1980 ; ou à multiplier les « rafles » contre les migrants africains concentrés à l'îlot Chalon ou ailleurs. Il y a une autre strate que l'on devine, et qui est plus inquiétante. Ainsi a-t-on appris officiellement très récemment que certains réseaux, certaines « têtes », par ailleurs « indic », semblaient bénéficier de protections spéciales, qui représenterait une part non-négligeable du marché... On est bien dans « l'État profond », les zones de l'économie grise du pouvoir, les fantasmes qu'alimentent les séries à la mode et les réalités qui surgissent violemment dans le débat public avant de disparaître... Sur les traces de Michelle Alexander, nous pouvons évoquer la réussite paradoxale du non-dit de nos politiques de drogues, à savoir, la construction grâce à l'héroïne du stéréotype du trafiquant noir ou arabe.

Le « retour » de l'héroïne est-il un mythe ?

On croyait l'héroïne appartenir à une époque révolue, celle pourtant peu ressemblante des années 1970 et 1980. Le cocktail mortifère des overdoses et du sida, puis la substitution lui avaient porté un coup fatal, les marchés du cannabis et de la cocaïne prenant la relève dans les cités comme ailleurs. Les jeunes investissaient d'autres produits comme les marqueurs de leur génération. L'OFDT ne pouvait que constater la tendance et l'expliquait ainsi : « *Même si elle demeure disponible, l'héroïne est classée en phase descendante sur l'échelle de diffusion. D'une part, parce que son accessibilité est réduite du fait notamment de la désorganisation des réseaux de petit trafic de proximité et d'autre part, parce que la large diffusion de la*

¹³ Le genre « biographie voyous » étant devenu ce qu'il est et relancé celui « histoire du milieu », on ne citera que le « cas », de William Perrin, *Mémoires d'un vrai voyou*, Paris, Fayard, 2015 (avec Frédéric Ploquin). Voir la bibliographie spécifique faite par Aude Lalande et présentée en annexes.

cocaïne et des traitements de substitution l'a rendue, pour ainsi dire, beaucoup moins attractive. »¹⁴ Et puis, depuis quelques années, les alertes se sont multipliées autour du « retour de l'héroïne », d'abord en provenance des Etats-Unis, puis en France. Le décès manifestement par overdose d'héroïne¹⁵ de l'acteur et metteur en scène Philip Seymour Hoffman, le 2 février 2014, à l'âge de 46 ans, alors qu'il avait été hospitalisé l'année précédente dans une clinique de traitement de l'addiction après avoir « rechuté » au bout de vingt-trois ans a suscité nombre d'articles dans les médias sur la recrudescence de la visibilité ce phénomène. Car au-delà des stars, les scènes rapportées par les journalistes d'usagers injectant en public, à Philadelphie, Cincinnati, Cambridge, seraient devenues fréquentes¹⁶. La visibilité de ces injecteurs est attribuée à une épidémie qui s'est répandue rapidement du fait de l'abus de médicaments opiacés. « Ainsi, en 2014, on estime que 14 000 personnes sont mortes victimes d'une overdose impliquant des médicaments opiacés. Entre 2013 et 2014, les décès liés à des overdoses de morphine, codéine, oxycodone, hydrocodone, oxymorphone et méthadone ont progressé de 10%, tandis que ceux provoqués par des abus de fentanyl et de tramadol ont quasiment doublé. »¹⁷ Mais la tendance est plus ancienne, puisque entre 2007 et 2012, le nombre d'usagers d'héroïne a doublé pour atteindre 669 000, selon un rapport du département de la Santé publié en septembre 2013. « Le mouvement est sous-jacent, profond, constatent Les Inrocks. Il touche avant tout les banlieues blanches appauvries des villes moyennes du Nord-Est et du Midwest. Une Amérique hors des radars. »¹⁸ La crise rime avec les opiacés et autres drogues de l'oubli – comme Wall Street avec les psychostimulants. Mais pas seulement. C'est plus généralement, l'addiction des Blancs qui conduirait à vivifier le commerce d'héroïne, jugée moins chère.

En France, on n'en est pas là – même si les causes pourraient produire les mêmes effets, mais sur d'autres produits promus par l'industrie pharmaceutique et Internet. On l'a montré, l'héroïne est sortie des radars à la fin des années 1990. « Ça a été la guerre dans les cités, ils se tiraient dessus. Après, ça c'est calmé. » Pourtant, on peut encore trouver de l'héroïne dans les quartiers ; on peut même la faire expertiser, comme nous l'avons constaté. Ce serait plutôt des « vieux » qui reprendraient de la came. Certains quartiers et cafés en Seine-Saint-Denis notamment sont bien connus des initiés et des acteurs de terrain pour offrir de l'héroïne bon marché) – et souvent de qualité médiocre, coupée avec des produits comme l'alprazolam qui avait entraîné un groupement de surdoses au Nord de Paris en 2009¹⁹. Il va de même dans l'est de Paris. On n'en sait pas beaucoup plus, sinon que les profils des consommateurs d'héroïne auraient évolué dans le sens d'une plus grande précarité et d'une dépendance à

¹⁴ *Tendances récentes. Rapport Trend*, OFDT, mars 2000.

¹⁵ http://www.lemonde.fr/culture/article/2014/02/02/l-acteur-americain-philip-seymour-hoffman-est-mort_4358631_3246.html#YiVBbwooJlpxo2vP.99

¹⁶ Ainsi dans le *New York Times* : « With heroin cheap and widely available on city streets throughout the country, users are making their buys and shooting up as soon as they can, often in public places. Policemen are routinely finding drugs users – unconscious or dead – in cars, in the bathroom of fast-food restaurants, on mass transit and in parks, hospitals and libraries. » (<http://nyti.ms/21U6oHZ>)

¹⁷ www.jim.fr/medecin/actualites/pro_societe/e-docs/overdose_de...

¹⁸ www.lesinrocks.com/.../retour-consommation-heroine-etats-unis-11476149

¹⁹ Voir l'enquête, *Héroïne. Composition, prix, connaissances des usagers. Analyse réalisée à partir des résultats de l'enquête nationale SINTES – novembre 2010 – décembre 2011*, Paris, OFDT.

plusieurs produits (cocaïne, cannabis, alcool, psychotropes). Mais dans le même temps, on nous explique que les usagers d'héroïne ont tendance à remplacer cette dernière par d'autres drogues, dont les drogues de synthèse, l'injection de dérivés morphiniques acquis par le commerce de rue serait en hausse. En 2012, cent soixante mille personnes avaient bénéficié d'un traitement de substitution aux opiacés (méthadone ou buprénorphine). Selon le docteur William Lowenstein, une « *nouvelle population, polydépendante et précaire* » apparaît, notamment en lien avec des migrants venant des pays de l'Est²⁰. Mais, nous l'avons vu à de nombreuses reprises, les phénomènes de polyconsommation ou polyusage n'ont rien de nouveau. Depuis les années 1960, tout le monde a toujours polyconsommé. Les milieux spécialisés commenceraient-ils à en finir avec leur fixation sur l'héroïne, ou bien y a-t-il réellement une hausse des polyconsommations ?

Pour tous les acteurs de terrain, il semble évident que l'injection, la seringue, ou le kit Stéribox sont aujourd'hui des signes objectifs de précarité sociale, ce qui n'était pas le cas au temps de la grande « *épidémie d'héroïne* ». Le public pressenti pour utiliser les services de la salle de consommation à moindre risques (SCMR) est donc très majoritairement constitué d'injecteurs de médicaments de substitution détournés, et non pas d'héroïne, dont le coût est considéré comme prohibitif par cette population, très souvent sans domicile fixe. À l'autre bout du spectre, une nouvelle couche sociale, plus insérée et plus festive, se tourne vers une consommation d'héroïne fumée ou sniffée et porte un regard très stigmatisant sur le geste de l'injection. Il semble que cette population issue des classes moyennes blanches urbanisées a recours de manière ponctuelle à une utilisation des médicaments de substitution dans un souci de maîtrise de sa consommation. Ces usagers insérés socialement et professionnellement sont probablement majoritaires en nombre mais il s'agit d'une « *population cachée* » dont l'obsession est d'échapper au stéréotype du « *toxico* », symbole du déclassement. À *contrario*, les files actives des centres d'addictologie sont fréquentées par des usagers qui cumulent les handicaps sociaux et psychiques, montrant ainsi une face émergée de l'iceberg propre à figer l'image du « *drogué* » dans la caricature. On observe ainsi une polarisation sociale des usagers qui tranche avec les décennies précédentes où les circulations entre les mondes sociaux et ethniques étaient de mise. Malgré sa présence dans les milieux techno, l'héroïne paraît délaissée par les jeunes, elle n'est plus le véhicule de prédilection de l'infection VIH, et elle ne serait même plus un facteur de déclassement social.

Le contraste est donc frappant entre le monstre fantasmagorique qui décima les quartiers populaires et la pauvre substance ringarde et déconsidérée, qui aujourd'hui ne tue quasiment plus personne. À bien des égards, le thème du « *retour de l'héroïne* » est un *mythe*, au regard de l'histoire qui est la sienne, un « *faire peur* », si on considère les paramètres de la situation actuelle et les usages réels.

Par contre, la situation en France fait plus que jamais état d'un blocage politique désespérant. Ni le débat sur la dépénalisation ni celui sur la fin de la prohibition, suite au volte-face spectaculaire aux États-Unis dans plusieurs États, dont le Colorado, et à la légalisation en Uruguay, à la bascule des agences internationales sur l'échec de la guerre à la

²⁰ « Les nouveaux héroïnomanes : plus précaires et dépendants », *Le Monde* avec l'AFP, 5 avril 2013.

drogue, ne semblent avoir de prise. La France peine à passer l'étape des « *salles de shoot* ». La gare du Nord est remplie de « *toxicos new look* ». Le problème de la drogue reste un problème social. Les banlieues sont le laboratoire de ce déséquilibre qui fait peser sur elles la demande sociale globale de drogues qui émane de l'ensemble de la société. Le changement, massif, est à l'international.

Si cette histoire pouvait servir à sortir du *statu quo* de la politique des drogues, à desserrer l'emprise de l'addictocratie, qui ne cesse de rabattre l'expérience des produits à la dépendance – alors qu'il faudrait dissocier ces deux questions pour mieux saisir leur articulation – et impose la médicalisation comme la seule voie possible ; si cette histoire pouvait contribuer à cerner des mécanismes de diffusion en déflorant le silence qui les entoure et en favorisant les transmissions des expériences à propos de la dangerosité des usages de la cocaïne par exemple, alors ce travail, comme ont dit, n'aurait pas été vain. Cette histoire sociale de l'héroïne nous apprend quel véhicule social elle a été, quelles dynamiques culturelles et politiques l'ont portée, comment elles ont conditionné fortement les carrières de consommation. Elle nous informe sur des régimes de diffusion et de circulation qui excèdent largement les seules histoires de drogues. C'est ainsi que, parce que l'héroïne fut le premier moteur de l'enfermement des petits délinquants noirs ou arabes, elle fut le maillon invisible du maintien des comportements à la fois racistes et postcoloniaux de la République occultés par notre *Color Blindness* à la française. Elle révèle aussi en creux toute une série de stéréotypes venant boucher l'horizon d'une analyse politique globale et laisser impensées les ruses du capitalisme débridé qu'incarne le marché des drogues. Les années-héroïne désignent peut-être une époque révolue, mais elles nous informent de manière troublante sur celle que nous vivons. Tel est le sens d'une histoire du présent.

Bibliographie

Ouvrages

- AUBRON Arnaud, *Drogues store. Dictionnaire rock, historique et politique des drogues*, Paris, éditions Don Quichotte, 2012.
- ALEXANDER Michelle, *The New Jim Crow, Mass Incarceration In Colorblindness*, New Press, 2012.
- ALFONSI Philippe, PESNOT Patrick, *Les enfants de la drogue (Satan qui vous aime beaucoup)*, Robert Lafont, 1970.
- ANSLINGER Harry, OURSLER Will, *Les trafiquants de drogue*, Paris, Fayard, 1963.^[1]^[SEP]
- ARLACCHI Pino, *La Mafia imprenditrice. L'eticamafiosa e lospiritodelcapitalismo*, Bologna, Il Mulino, 1983.
- ALESSANDRINI Paul, *Paul Fun house, les années rock and folk*, Marseille, Le mot et le reste, 2015.
- ARTIERES Philippe, PIERRET Jeanine, *Mémoires du sida*, Bayard, 2012.
- ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.) 68. *Une histoire collective, 1962-1981*, La Découverte, 2008.
- AUCLAIR Georges, *Le mana quotidien, structures et fonctions de la chronique des faits divers*, Paris, éditions Anthropos, 1982, [1970].
- AUDIGIER François, *Histoire du SAC*, Paris, Stock, 2003.^[1]^[SEP]
- BACHMANN Christian., COPPEL Anne, *Le dragon domestique. Deux siècles de relations étranges entre l'occident et la drogue*, Paris Albin Michel, 1989 (réédition, *La drogue dans le monde*, Paris, Points-Seuil, 1991).
- BACHMANN Christian LE GUENNEC, *Violences urbaines*, Paris, Albin Michel, 1996
- BANTIGNY LUDIVINE, JABLONKA Ivan (dir.) *Jeunesse oblige, Histoire des jeunes en Franc XIXème et XXIème siècle*, Le nœud gordien, Paris, PUF, 2009.
- BAT Jean-Pierre, *Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Gallimard, Folio Histoire, 2012.
- BAYART Jean-François, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, 1ère ed. 1989, réédité et augmenté en 2006, Paris, Karthala.
- BEAUR Gérard, BONIN Hubert, LEMERCIER Claire (dir.), *Contrebande, fraude et contrefaçon, de l'Antiquité à nos jours*, Genève, Droz, 2007.
- BECATTINI Giacomo, *Industria e carattere. Saggisulpensiero di Alfred Marshall*, Milano, Mondadori, 2010.
- BECKER Howard S, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métalié, 1985 (1^{ère} ed. am. 1963).^[1]^[SEP]
- BECKER Howard S. (dir.) *Qu'est-ce qu'une drogue ?* Anglet, Atlantica, 2001.^[1]^[SEP]
- BENKO Georges et LIPIETZ Alain, *Les régions qui gagnent*, Paris, PUF, 1992.

- BERGER Guy, COURTOIS Maurice, PERRIGAULT Colette, *Folies et raisons d'une université : Paris 8. De Vincennes à Saint-Denis*, Paris, Editions PETRA, 2015.
- BERGERON Henri, *L'Etat et la toxicomanie. Histoire d'une singularité française*, Paris, PUF, 1999.<sup>[L]
[SEP]</sup>
- BERGERON Henri, *Sociologie de la drogue*, Paris, La Découverte, 2009.<sup>[L]
[SEP]</sup>
- BERNARD Mathias, *La France de mai 1958 à mai 1981. La grande mutation*, Le Livre de Poche, 2003.
- BERNAT De CELIS J., *Drogues : consommations interdites. La genèse de la loi de 1970*, L'Harmattan, Paris, 1997.
- BERNERON-COUVENHES Marie-Françoise, *Les Messageries Maritimes : L'essor d'une grande compagnie de navigation française, 1851-1894*, PU Paris-Sorbonne, 2007.
- BESCHNER Hanson, BOVELLE Walter (Eds), *Life with heroin*, Massachusetts, Lexington Books, 1985.<sup>[L]
[SEP]</sup>
- BESSON Michel, VIDAL Bernard, *Journal d'une communauté*, Paris, Stock, 1976.
- BLANC Yannick, *Les Esperados. Une histoire des années 70*, L'Echappée, 2011.
- BOLTANSKI Luc, THEVENOT Laurent, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.
- BOUHNICK Patricia, *Toxicos. Le goût et la peine*, Paris, La Découverte, 2007.
- BOUILLON Florence, *Les mondes du squat*, Paris, PUF, 2009.
- BOURGOIS Philippe, SCHONBERG Jeff, *Righeousdopefiend*, University of California Press, 2009.<sup>[L]
[SEP]</sup>
- BOURSEILLER Christophe, PENOT-LACASSAGNE Olivier (dir.), *Contre-cultures !*, Paris, CNRS Éditions, 2013.
- BOUYXOU Jean-Pierre, DELANNOY Pierre, *L'Aventure Hippie*, Paris, Editions du Lézard, 1995.
- BOUSTANY Antoine, *Histoire des Paradis artificiels. Drogues de paix et drogues de guerre*, Paris, Hachette Pluriel, 1993.<sup>[L]
[SEP]</sup>
- BRIQUET J.-L., FAVAREL GUARRIGUES G, *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Khartala, 2008.
- BRIQUET Jean-Louis, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997.
- BROOK T. & WAKABAYASHI TADASHI B., *Opium regimes, China, Britain and Japan, 1839-1952*, Berkeley, University of California Press, 2000.
- BULLINGTON Bruce, *Heroin use in the Barrio, Massachusetts*, Lexington Books, 1977.<sup>[L]
[SEP]</sup>
- BUTEL P., *L'opium, Histoire d'une fascination*, Paris, Perrin, 1995.
- CARLIER Christian, *Histoire de Fresnes, prison "moderne" : De la genèse aux premières années*, Syros, 1998.<sup>[L]
[SEP]</sup>
- CARPENTIER Jean, *La toxicomanie à l'héroïne en médecine générale*, Paris : Ellipses, 1994.<sup>[L]
[SEP]</sup>
- CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

- CASTEL Robert, *Les sorties de la toxicomanie*, Editions Universitaires de Fribourg, ResSocialis, 1998.
- CASTENADA Carlos, *L'herbe du diable et la petite fumée*, Gallimard, Folio, 1985.
- CELATI Jean-Louis, CAVILLON Pierre, *Chroniques de la rue parisienne. Les années 60*, Paris, Parigramme, 1997.
- CESONI Maria Luisa, *Développement du Mezzogiorno et criminalités : a consolidation économique des réseaux camorristes*, Thèse de Doctorat, EHESS, 1995.^{[L][SEP]}
- CHAIROFF Patrick, *B... comme barbouzes*, Éditions Alain Moreau, 1975.^{[L][SEP]}
- CHOUVY Pierre-Arnaud, *Les territoires de l'Opium*, Genève, Editions Olizane, 2002
- CLERVAL Anne, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris, La Découverte, 2013.
- COCTEAU Jean, « L'opium », *La nouvelle revue française*, 18^{ème} année, n°201, 1er juin 1930, pp 781-795.
- COHEN C J., *The boundaries of blackness. Aids and the breackdown of black politics*, Chicago. University of Chicago Press, 1999.
- COLOMBIE Thierry, *La Mort du juge Michel*, Editions de la Martinière, 2014.
- COLOMBIÉ Thierry, SCHIRAY Michel, LALAM Nacer, *Drogue et techno. Les trafiquants de rave*, Paris, Stock, 2000.^{[L][SEP]}
- COLSON Renaud (dir.), *La prohibition des drogues. Regards croisés sur un interdit juridique*, Rennes, PUR, 2005.^{[L][SEP]}
- COPPEL Anne, *Peut-on civiliser les drogues ? De la guerre à la drogue à la réduction des risques*, Paris, La Découverte, 2002.^{[L][SEP]}
- COPPEL Anne, DOUVRE Olivier, *Drogues : Sortir de la prohibition. Expérimenter des alternatives à la prohibition*, Paris, La Découverte, 2012.
- COURTWRIGHT David, *DarkParadise : a history of opiate addiction in America*, Harvard UniversityPress, 2001.
- COURTWRIGHT David, *Forces of habit: drugs and the making of the modern world*, Harvard UniversityPress, 2002.
- COURTWRIGHT David, JOSEPH Herman, DES JARLAIS Don : *AddictsWhoSurvived : An Oral History of Narcotic Use in America, 1923-1965*, University of Tennessee Press, 1989.^{[L][SEP]}
- COURTWRIGHT David, *No Right Turn: conservative politics in a liberalAmerica*, Harvard UniversityPress, 2010.
- CUSSET François, *French Theory*, Paris La Découverte, 2003.
- CUSSET François, *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006.
- CUSSET François (dir), *Une histoire (critique) des années 1990*, Paris, La Découverte, 2014.
- DAMADE Damade, GOBILLE Boris, MATONTI, Frédéric et PUDAL Bernard (dir.), *Mai-juin 68*, Ivry sur Seine, Éditions de l'Atelier 2008.
- De RUDDER Véronique, *Autochtones et immigrés en quartier populaire. D'Aligre à l'îlot*

Chalon, Paris, L'Harmattan, 1987.

DECOURSGATIN Chantal, *Quand l'Opium finançait la colonisation en Indochine*, Paris, L'Harmattan, 1992.^{[1][SEP]}

DESCOURS-GATIN Chantal, *Quand l'opium finançait la colonisation en Indochine*, Paris, L'Harmattan, 1992, 292 p.

DELEUZE Gilles, *Pourparlers*, Paris Editions de Minuit, 1990.

DELEUZE Gilles, GUATTARI Félix, *L'Anti-Œdipe. Capitalisme et schizophrénie 1*, Paris, Editions de Minuit, 1972.

DELEUZE Gilles, GUATTARI Félix, *Mille Plateaux. Capitalisme et schizophrénie 2*, Paris, Editions de Minuit, 1980.

DESURVIRE Daniel, *Stupéfiants et psychotropes, un sépulcre pour l'humanité*, Paris, L'Harmattan, 2000.

DORN Nicolas, SOUTH Nigel (eds), *A land fit for heroin ?* London, Mac Millian, 1987.^{[1][SEP]}

DUCOURNEAU Nicolas, LACHANCE Jocelyn, MATHIOT Louis, SELLAMI Meryen (dir.), *La recherche d'extase chez les jeunes*, Presses de l'Université Laval, 2010.

DUPORT Claire (Dir.), *L'intervention sociale à l'épreuve des trafics de drogues*, Marseille, Editions ADDAP, 2011.

DUPORT Claire, *Héro(s), au coeur de l'héroïne*, Marseille, Wildproject, 2016.

DREMEAUX François, *Les Messageries Maritimes à Hong Kong, 1918-1941*, Editions GOPE, Scientirier, 2014.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, *Les mondes de la drogue*, Paris, Odile Jacob, 2000.^{[1][SEP]}

DUPUIS Marie Christine, *Stupéfiants, prix, profits*, Paris, Presse Universitaire de France, 1996.

DURLACHER Julian, *Cocaïne*, Paris, Editions du Léopard, 2001.

EHRENBERG Alain (dir.) *Individus sous influence*, Paris, Ed Esprit, 1991.^{[1][SEP]}

EHRENBERG Alain, *Le culte de la performance*, Paris, Calman-Lévy, 1992.^{[1][SEP]}

EHRENBERG Alain, *L'individu incertain*, Paris, Calmann-Levy, 1995.^{[1][SEP]}

EHRENBERG Alain (dir.), *Drogues et médicaments psychotropes. Le trouble des frontières*, Paris, Ed Esprit, 1998.^{[1][SEP]}

EHRENBERG Alain, MIGNON Patrick (dir.), *Drogues, politique et société*, Paris, Editions Descartes, 1992.^{[1][SEP]}

ESCOHOTADO Antonio, *Historia de las drogas*, Madrid, Alianza Editorial, 1996.^{[1][SEP]}

FASSIN Didier (dir.). *Les figures urbaines de la santé publique*, Paris, La Découverte, 1998.^{[1][SEP]}

FASSIN Didier, *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Seuil, 2011.

FAUGERON Claude (dir.) *Les Drogues en France. Politiques, marchés, usages*, Genève, Georg, 1999.^{[1][SEP]}

FAUGERON Claude, KOKOREFF Michel (dir.) *Sociétés avec drogues : enjeux et limites*,

Erès, 2002.

FERNANDEZ Fabrice, *Emprises. Drogues, errance, prison : figures d'une expérience totale*, Bruxelles, Larcier-De Boeck, 2010

FOLLOROU Jacques, NOUZILLE Vincent, *Les parrains corses*, Paris, Fayard, 2009. [L] [SEP]

FONTAINE Astrid, *Double vie. Les drogues et le travail*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2006. [L] [SEP]

FOTTORINO Eric, *La piste blanche. L'Afrique sous l'emprise de la drogue*, Paris, Balland, 1991.

FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975. [L] [SEP]

FOUCAULT Michel, *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France 1978-1979*, Editions Gallimard-Seuil-EHESS, 2004.

FOURCAUT Annie, BELLANGER Emmanuel, FLONNEAU Mathieu, *Paris-Banlieue. Conflits et solidarités*, Créaphis, 2007

FOURNIAU Charles, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Année 1995, Volume 50, Numéro 2, (pp) 459-461.

FOURQUET François, *Richesse et puissance, une généalogie de la valeur*, Paris, La Découverte, 1989.

DUDOUET François-Xavier, *Le grand deal de l'opium. Histoire du marché légal des drogues*, Paris, Syllepse, 2009.

FREELAND JUDSON Horace, *HeroinAddicition in Britain*, 1974.

GAMBETTA Diego, *La Mafia siciliana. Un industriadellaprotezioneprivata*, Torino, Einaudi, 1992.

GÉVAUDAN Honoré, *La bataille de la French connection*, Paris, JC.Lattès, 1985. [L] [SEP]

GILLARD Charles, *Echec aux rois de la drogue*, Buchet Castel, 1970. [L] [SEP]

GODARD Pierre, DONZEL André, *Éboueurs à Marseille. Entre luttes syndicales et pratiques municipales*, Editions Syllepse, 2014.

GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne.t. 2 Les Relations en public*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le Sens Commun », 1973.

GOOTENBERG Paul, *Cocaine. Global histories*, New York, Routledge, 1999. [L] [SEP]

GOSSOP Michael, *Heroin addiction and drug Policy*, Oxford UniversityPress, 1994. [L] [SEP]

GRIBAUDI Gabriella (dir), *Trafficcicriminali. Camorra, mafie et retiinternazionaldel'illegalità*, Torino, BollatiBoringhieri, 2009.

GRIBAUDI Gabriella, *Trafficcicriminali*, Torino, BollatiBoringhieri, 2009.

GRUND Jean-Paul, BLANKEN P, *FromChasing the Dragon to Chinezen. The Diffusion of Heroin Smoking in the Netherlands*, Rotterdam, the Netherlands IVO, 1993.

GUATTARI Félix, *La révolution moléculaire*, Paris, 10/18, 1980.

FIGUENIAT Olivier, ESSEIVA Pierre, *Le profilage de l'héroïne et de la cocaïne, une méthodologie moderne de lutte contre le trafic illicite*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2005.

GUILLON Michelle, TABOADA-LEONETTI Isabelle, *Le triangle de Choisy. Un quartier*

chinois à Paris, Paris, L'Harmattan, 1986.

HAUTEFEUILLE Michel, WIEVIORKA Emma, *La légalisation des drogues. Une mesure de salut public*, Paris, Odile Jacob, 2014.

HOUDAYER Hélène, *Le défi toxique, conduites à risques et figures de l'exil*, Paris, L'Harmattan, 2000.^{[L][SEP]}

HUGHES PH, *Behind the Wall of Respect: Community Experiments in Heroin Addiction Control*. Chicago, University of Chicago Press, 1977.^{[L][SEP]}

INGLIS B., *The opium war*, London, Hodder & Stoughton, 1976.^{[L][SEP]}

JAMOULE Pascale, *Drogues de rue, récits et style de vie*, Bruxelles, De Boeck, 2000.^{[L][SEP]}

JAMOULE Pascale, *La débrouille des familles, Récits de vie traversées par les drogues et les conduites à risque*, Bruxelles, De Boeck, 2002.^{[L][SEP]}

JAMOULE Pascale, *Des hommes sur le fil, la construction de l'identité masculine en milieu précaire*, Paris, La Découverte, 2005.^{[L][SEP]}

JAUBERT Alain, *D... comme drogue*, Paris, Editions Alain Moreau, 1973.

JAUBERT Alain, MURARD Numa, « Drogues, passions muettes », *Recherches* n° 39 bis, décembre 1979.^{[L][SEP]}

JEZO-VANNIER Stenven, *Pressse parallèle. La contre-culture en France dans les années soixante-dix*, Marseille, Les mots et le reste, 2001.

JOUBERT Michel, GIRAUD-ARCELLA Pilar, MOUGIN Chantal (dir.), *Villes et toxicomanies, de la connaissance à la prévention*, Obvies Erès, 2005.^{[L][SEP]}

KARCH Steven B., *Drug Abuse Handbook*, CRC Press, LLC, 1998.

KOKOREFF Michel, *La Force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003.^{[L][SEP]}

KOKOREFF Michel, *La drogue est-elle un problème ? Usages, trafics et politiques publiques*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 2010.^{[L][SEP]}

KOKOREFF Michel, PERALDI M., WEINBERGER Monique. (dir.), *Économies criminelles et mondes urbains*, Paris, PUF, Sciences sociales et société, 2007.^{[L][SEP]}

KOPP Pierre, *L'économie de la drogue*, Paris, La Découverte, 2002.^{[L][SEP]}

KORT Maria KORF Dirk, « The Development of Drug Trade and Drug Control in The Netherlands: A Historical Perspective ». *Crime, Law and Social Change*, 1992; 17: 123-144.

KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale (dir.), *Atlas mondial des drogues, Observatoire géopolitique des drogues*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996.

KRÜGER Henrik, *The Great Heroin Coup*, South End Press, 1976.^{[L][SEP]}

LACROIX Bernard, *L'Utopie communautaire*, Paris, PUF, 1981.

LACROIX Bernard, LANDRIN Xavier, PAILHÈS Anne-Marie, ROLLAND-DIAMOND Caroline, (dir.), *Les contre cultures. Genèses, circulations, pratiques*, Paris, Editions Sylleps, 2015.

LAE Jean-François, MURARD Numa, *L'argent des pauvres*, Paris, Seuil, 1985.

LAGRANGE Hugues, *De l'affrontement à l'esquive, Violence, délinquance et usages de drogues*, Paris, Syros, Paris, 2001.^{[L][SEP]}

- LALLAOUI Mehdi, *Du bidonville aux HLM*, Syros, 1993.
- LE NAOUR Gwenola, *Drogues, Sida et action publique. Une très discrète politique de réduction des risques*. Presses Universitaires de Rennes, 2010.
- LEFORT François, *Du bidonville à l'expulsion. Itinéraire d'un jeune Algérien de Nanterre*, Paris, Editions CIEMM, 1980.
- LYOTARD Jean-François, *La condition post-moderne. Rapport sur le savoir*, Paris, Editions de Minuit, 1979.
- MACCOY Alfred W., *The politics of Heroin in Southeast Asia*, Harper & Row, N.Y, 1972.
- MAKHLOUF Hassane, *Culture et trafic de drogue au Liban*. L'Harmattan, 1994.
- MARSHALL Alfred, *Elements of economy of industry*, New-York, Macmillan & Co., 1892.
- MASSING Michael, *The Fix*, New York, Simon and Schuster, 1998.
- McCOY Alfred W *La Politique de l'héroïne*(1972), Éditions du Lézard, 1979.
- McCOY Alfred W, *Marseille héroïne*, Esprit Frappeur, 1999
- MEISTERSHEIN A (dir.) *Corse-colonies. Un colloque*, Ed. Musée de la Corse/Albiana, Ajaccio, 2002.
- MILNER Max, *L'imaginaire des drogues. De Thomas de Quincey à Henri Michaux*, Paris, Gallimard, 2000.^{[L]_{SEP}}
- MINO Annie, ARSEVER Sylvie, *J'accuse les mensonges qui tuent les drogués*, Paris, Calmann-Levy, 1996.^{[L]_{SEP}}
- MISSAOUI Lamia, TARRIUS Alain, *Naissance d'une mafia catalane? Les jeunes de « bonnes familles locales dans les trafics de drogues de Barcelone à Perpignan*, Toulouse et Montpellier, Libres Del, Ed Trabucaire, 1999.
- MISSSEN François, MORIN Marcel, *La planète blanche*, Pocket, 1991.
- MOHAMMED Marwan, MUCCHIELLI Laurent, *Les bandes de jeunes, Des bousons noirs à nos jours*, Paris, La Découverte, 2007.
- MONOD Jean, *Les Barjots. Essai d'ethnologie sur les bandes de jeunes* (1968), Paris, Hachette Pluriel, 2007.^{[L]_{SEP}}
- MOORE Robin, *French Connection*, Hooder et Stroughton, 1969.^{[L]_{SEP}}
- MORIN Marcel et François MISSSEN François, *La planète blanche*, Tsuru éditions, 1990.^{[L]_{SEP}}
- MOUNA K, *Le bled du kif. Economie et pouvoir chez les Ketama du Rif*, Paris, Ibis Presse, 2010.
- MURPHY Morgan F., STEELE Robert H., *The World Heroin Problem, report of special study mission*, Us Government printing office, Washington, 1971.
- MUSTO David, *The American disease: origins of narcotic control*, Oxford University Press, 1991.
- O'HARA Craig, *La philosophie du punk. Histoire d'une révolte culturelle*, New York, Rytrut, 2003 (1ère éd., 1992, rééd. 1999

- OGIEN A., MIGNON P., (dir.) *La Demande sociale de drogue*, Paris . La Documentation française, 1994.
- OLIVET Fabrice, *La question métisse. Une identité française*, Paris, Mille et une nuits, 2011.
- PAGIS Julie, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, Sciencepo Presse, 2014.
- PANUNZI-ROGER, *Le toxicomane et sa tribu*, Desclée de Brouwer, Paris, 2000.^[1]^[SEP]
- PARKER H. MEASHAM F., ALDRIDGE J., *IllegalLeisure. The Normalisation of Adolescent Recreational Drug Use*. Routledge, London, 1999.
- PARKER H., NEWCOMBE R., BAKX K., *Living withHeroin : The Impact of a DrugsEpidemic on an English Community*, Open UniversityPress, Milton Keynes, 1988.^[1]^[SEP]
- PAULES Xavier, *Histoire d'une drogue en sursis, l'opium à Canton (1912-1937)*, Paris, Editions de l'EHESS, 2010.
- PAULES Xavier, *L'opium, une passion chinoise (1750-1950)*, Paris, Fayard, 2011.
- PECHU Cécile, *Les squats*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2010.
- Penser la drogue, penser les drogues, 1 : Etat des lieux*, Texte réunis par Alain Ehrenberg, Paris, Editions Descartes, 1992.
- Penser la drogue, penser les drogues, 2 : Les marchés interdits de la drogue*, Textes réunis par Michel Schiray, Paris : Editions Descartes, 1992.
- Penser la drogue, penser les drogues, 3 : Bibliographies*, Paris, Editions Descartes, 1992.
- PERALDI Michel (dir.) *Cabas et containers, activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Langres, Maisonneuve et Larose, 2001.^[1]^[SEP]
- PERALDI Michel (dir.) *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Langres, Maisonneuve et Larose, 2002.^[1]^[SEP]
- PERALDI Michel, SAMSON Michel, *Gouverner Marseille. Enquête sur les mondes politiques marseillais*, Paris, La Découverte, 2005.^[1]^[SEP]
- PERALDI Michel, DUPORT Claire, SAMSON Michel., *Sociologie de Marseille*, Paris, La Découverte, 2015.
- PERETTI-WATEL Patrick, BECK François, LEGLEYE Stéphane., *Les usages sociaux des drogues*, Paris, PUF, 2007.^[1]^[SEP]
- PETIT Jacques-Guy, FAUGERON Claude, PIERRE Michel, *Histoire des prisons en France : 1789-2000*, Paris, Privat, 2002.
- PINCON Michel, PINCON-CHARLOT, Monique, *Sociologie de Paris*, La Découverte, 2004.
- POLLAK Michael. *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métalié, 1990.
- POLLAK Michael., *Une identité blessée, Etudes de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, 1993.
- PORTES Alejandro, CASTELLS Manuel, BETONLaren A. (dir), *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1989.

- POUTIGNAT Philippe, STREIFF-FENART Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*, suivi de *Les groupes ethniques et leurs frontières* de F. Barth, Paris, PUF, 1995.
- PRYEN Stéphanie, *Stigmate et métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.
- REICH Charles, *The Greening of America*, 1970, réed. Pinguin 1972.
- RENDU Ambroise, CLAUDE Anne, *Crimes et délits. Une histoire de la violence de la belle époque à nos jours*, Paris, Broché, 2006.
- RETAILLAUD-BAJAC Emmanuelle, *La pipe d'Orphée: Jean Cocteau et l'opium*, Paris, Hachette, 2003.
- RETAILLAUD-BAJAC Emmanuelle, *Paradis perdus. Drogues et usagers de drogues dans la France de l'entre-deux-guerres*, Paris, Presses Universitaires de Rennes, 2009.
- ROBB PETER, *Minuit en Sicile*, Bruxelles, Editions Nevicata, 2013.
- ROBINS LN, HELZER JE, HESSELBROCK M, WISH E., Vietnam Veterans Three Years After Vietnam. In: Brill L & Wineck C (Eds.) in *Yearbook of Substance Abuse*. New York : Human Sciences Press. [1] [2] [SEP]
- ROSENZWEIG M., *Les drogues dans l'histoire, entre remède et poison*, Paris, Belin, 1998.
- ROSENZWEIG Michel, *Les drogues dans l'histoire: entre remède et poison: archéologie d'un savoir oublié*, Paris, Bruxelles, De Boeck et Larcier, 1998.
- ROSS Kristin, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Marseille, Agone, 2010.
- SACOMANO Eugène, *Bandits à Marseille*, Paris, Juillard, 1968.
- LUPO Salvatore, *Storiadella mafia*, Roma, Donzelli Editore, 1993.
- SAMSON Michel, SUZANNE Gilles, *A fond de cale, 1917-2011, un siècle de jazz à Marseille*, Marseille, Ed. Wildproject, 2012.
- SAYAD Abdelmaleck, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck, 1991.
- SCHNEIDER Eric, *Smack : Heroin and the American City*, University of Philadelphia Press, 2008.
- SCHVELBUSCH W, *Histoire des stimulants*, Paris, Gallimard, 1991. SCHVELBUSCH Wolfgang, *Histoire des stimulants*, Paris, Gallimard, 1991. [1] [2] [SEP]
- SCIARONE Rocco, *Mafievecchie, mafienueve. Radicamento e desansione*, Roma, Donzelli Editore, 2011.
- SHAPIRO Henry, *Waiting for the man, Histoire des drogues et de la pop musique*, Editeur, Camion noir 2008 (édition originale, 2003)
- SIMMAT-DURAND, *La Lutte contre la toxicomanie, De la législation à la réglementation*, L'Harmattan, Paris, 2000. [1] [2] [SEP]
- SIMON Patrick, TAPIA Claude, *Le Belleville des Juifs tunisiens*, Autrement, « Français d'ailleurs, peuples d'ici », 1998.
- SIRINELLI Jean-François, *Génération sans pareille. Les baby-boomers, de 1945 à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2016.
- STANG J, GOSSOP M, *Heroin addiction and drug Policy*, Oxford University Press, 1994.

STENGERS Isabelle, RALET Olivier, *Drogues, le défi hollandais*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 1991.

TAFFERANT Nasser, *Le Bizness, Une économie souterraine*, Le Monde/PUF, 2007.^{[L]^{SEP}}

TARRIUS Alain, *Fin de siècle incertaine à Perpignan : drogues, communautés d'étrangers, chômage des jeunes et renouveau des civilités dans une ville moyenne française*. Perpignan : Editions du Trabucaire, 1997.^{[L]^{SEP}}

TEMINE Emile, *Histoire des migrations à Marseille*. Tome 4, Marseille : Edisud, 1991.^{[L]^{SEP}}

THIAUDIERE Claude, *Sociologie du sida*. Paris : La Découverte, 2002.^{[L]^{SEP}}

VANNEIGEM Raoul, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, NRF, Gallimard, 1967.

VENKASTESH Sudhir., *Gang leader for a day*, Penguin Books, 2008.

VENKASTESH Sudhir., *Off the books. The underground Economy of the Urban Poor*, HarwardUniversityPress, 2009

VERNE Jean-Michel, *Main basse sur Marseille... et la Corse*, Edition Nouveau Monde Poche, 2012.

VOLKOV Vadim, *Violent entrepreneurs, the use of force in the making of Russian Capitalism*, London, CornellUniversityPress, 2002.

WACQUANT Loic, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat*, Paris, La Découverte, 2006.

WALKER William O., *Opium and Foreign Policy the Anglo-American Search for Order in Asia, 1912-1954*, North California Press, 1992.^{[L]^{SEP}}

WIHTOL DE WENDEN Catherine, LEVEAU René, *La bourgeoisie*, Paris, Editions du CNRS, 2001.

WILLIAMS Terry, *Cocaine Kids*, Paris, Gallimard, 1990.

YVOREL Jean-Jacques, *Les poisons de l'esprit. Drogues et drogués au XIX^e siècle*, Paris, Quai Voltaire, 1991.^{[L]^{SEP}}

ZALIO Pierre-Paul, *Grandes familles marseillaises au XX^e siècles. Enquête sur l'identité économique d'un territoire portuaire*, Belin, 1999.

ZINBERG Norman E, *Drug, set and Setting, The Basis for Controlled Intoxicant Use*, New Haven and London, Yale UniversityPress, 1986.

Articles revues

ABOUB Mohamed Karim, « A propos de la « toxicomanie des maghrébins » », *Revue de l'ANIT*, 5. 16-18, 1985.

ALTHABE Gérard, « Construction de l'étranger dans la France urbaine d'aujourd'hui », in FABRE Daniel (Dir.), *L'Europe entre cultures et nations*. Paris. Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 214-226, 1996.

AQUATIAS Sylvain, « L'argent est-il facile à gagner? Economie souterraine et relations sociales dans les cités de banlieue », *Agora Débats jeunesse*, 4^{ème} trimestre, 1997.

AUBEL Stéphane, DEBOCK ChantaL, PARIAT Michel, « Mohamed au pays de la drogue. Jeunes issus de l'immigration maghrébine et toxicomanie. Essai d'analyse du processus », *Psychotropes*, 5 (3). 105-121, 1989.

BACQUE Marie-Hélène, FIJALKOW Yankel, « En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte d'Or (1982-2000) », *Sociétés contemporaines*, 2006/3, 63-83.

BARRÉ Marie-Danièle, AUBUSSON de CAVARLAY Bruno, FROMENT Bénédicte, « Toxicomanie et délinquance, du bon usage de l'usager de produit illicite », Paris, *Etudes et Données pénales* n°70, CESDIP, 1994.

BARRÉ Marie-Danièle, « La répression de l'usage de produits illicites. L'état des lieux », *Etudes et données pénales* n° 105-CESDIP-2008.

BARRÉ Marie-Danièle, POTTIER Marie-Lys, « Interpellés hier, aujourd'hui et demain Analyse des séquences de mises en cause dans des procédures de police judiciaire », *Déviance et Société*, 2, 27, 131-159, 2003.

BEAUCHEZ Jérôme, « La rue comme héroïne : expériences punk et skinhead en France », *Anthropologica*, Vol. 56, Number 1, 193-204, 2014.

BECK François, « Dénombrer les usagers de drogues, tensions et tentations », *Genèses*, 58, 72-97, mars 2005.

BECK François, LEGELEYES Stéphane, OBRADOVIC Ivana, COHEN B., MUTAUTAVI C, KARILAL. « Les plus jeunes adolescents face aux drogues. repérage des usages problématiques et éléments de réponse institutionnelle en France », *MIS, Médecine/Science*, vol 24, n° 8, 758-767,

BENSO Vincent, « Le paysage médiatique des drogues à la fin des années 60 », *SWAPS* n°60, 2010.

LACHAZE Georges « Jeor », « Hip Hop, le sirop de la rue », *ASUD-Journal* n°51, décembre 2012

BERTHELIER Robert, « Y a-t-il une toxicomanie des maghrébins? », *Migrations santé*, 74 (1) 5-20, 1993.

BESBES Karima, « Les relations interpersonnelles dans la famille maghrébine. Le corps, la maladie et les autres », *Cahiers du CERES*, 6, 209-219, 1993.

BLOCK AA, "Europeandrug trafic and traffickersbetween the wars • the policy of supression and itsconsequences", in *Journal of social history*, Vol 23, n 2, spring 1989.

BOUAMAMA Saïd, SAD SAOUD H., *Familles maghrébines de France*. Paris. Desclée de Brouwer, 1996.

BOUAMAMA Saïd., SAD SAHOUD H., DJERBERDOUBI M, *Contribution à la mémoire des banlieues*. Paris. Editions du Volga, 1994.

BOUHNİK Patricia, JOUBERT Michel, « Economie des pratiques toxicomaniaques et lien social », *Dépendances*, 4, (3), 25-36, 1992.

BOUHNİK Patricia, « Drogues au quotidien », *Esprit*, 1990.

BOURGOIS Philippe, « Une nuit dans une shootinggallery. Enquête sur le commerce de la drogue à East Harlem », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 94, 1992.

BOURGOIS Philippe, SCHONBERG Jeff, « Un « apartheid intime » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, 32-44, 5/2005.

CADETTAÏROU Agnès, COSTES Jean-Michel, BELLO Pierre-Yves, PALLE Christophe, Les traitements de substitution en France, résultats récents 2004, *Tendances* n°37, OFDT, juin 2004.

CASTEL Robert, COPPEL Anne, «Les contrôles de la toxicomanie », in EHRENBURG Alain (dir.) *Individus sous influence*, Paris, Ed Esprit, 1991, pp. 237-256.

CESONI Maria Luisa, « L'économie mafieuse en Italie. A la recherche d'un paradigme », *Déviance et société*, Vol 19, n° 1, 51-83, 1995.

COPPEL Anne, « Toxicomanie, sida et réduction des risques », *Communications*, n° 62, 1996. [SEP]

COPPEL Anne, « Dans quel contexte historique et institutionnel ont été mis en place les traitements de substitution en France et comment notre pays se situe-t-il par rapport aux pays comparables? » Conférence de consensus sur les traitements de substitution, Alcoologie, Addictologie, Tome 26 supplément au n° 4, décembre 2004, pp. 17-26, Article publié dans le Yearbook 2004 et traduit en anglais.

COPPEL Anne, « De l'usager de drogue à l'usager des services socio-sanitaires, l'action de proximité face aux logiques de services », *Sciences sociales et santé*, Vol 23 n°1, revue trimestrielle, 69-77, mars 2005.

CRETE R., « L'apparition du crack en région parisienne. Questions posées au système de soin français », *Interventions*, n°52, 1995.

CURTET Francis, LE POULICHET Sylvie, « La toxicomanie des maghrébins », *Interventions*, 5, 16-18, 1985.

DARMON Laeticia, *Kimo, t'es toujours en vie toi ?* Paris, Editions du Cherche Midi, 2008.

DAVIDSON Françoise, CHOQUET Marie, « Les drogués et les 'droguables' », in *Les jeunes et la drogue*, PUF, 69-185, date ??

DUJOURDY Laurence, BESACIER François., « L'héroïne saisie en France. Données statistiques issues de la base nationale des laboratoires de police scientifique », *Annales Pharmaceutiques Françaises*, Vol.68 n°2, 127-132, 2010.

DUPORT Claire, « L'argent facile », In "Drogues", *Mouvements*, Juin 2016.

DUPORT Claire, *Infléchir des parcours : rôle et places des jeunes impliqués dans les trafics*. Avec Anne-Marie TAGAWA. In « Criminalité, banditisme et trafics de drogues à Marseille », Revue Faire-Savoirs, Avril 2015 (pp61-68).

FASSIN Didier « Santé : des inégalités sociales sans droit de cité », *Mouvement*, 4, 49-57, 2000.

FASSIN Didier, « L'indicible et l'impensé : la question immigrée dans les politiques du sida », *Sciences sociales et santé*, 17 (4), 5-36, 1999.

FASSIN Didier, « Santé et immigration Les vérités politiques du corps », *Cahiers de l'URMIS*, 5, Mai 1999.

FASSIN Didier, « Une double peine. La condition sociale des immigrés malades du sida », *L'Homme. Revue Française d'Anthropologie*, 160 137-162, 2001.

FASSIN Didier, « La santé des immigrés et des étrangers. Méconnaissance de l'objet et objet de reconnaissance », in JOUBERT Michel, CHAUVIN Patrick. (eds), *Précarisation, risque et santé*. Paris. INSERM, 187-196, 2001.

FERNANDEZ Luis, « Acteurs et territoires psychotropiques : ethnographie des drogues dans une périphérie urbaine », *Déviance et société*, n°4, vol.26, 2002.

FERRONI Isabelle et LOVELL Anne, « Les dispositifs de régulation publique d'un médicament sensible. le cas du Subutex®, traitement de substitution aux opiacés », *Revue française des affaires sociales*, n° 3-4, 153-170, 2007

FERRONI Isabelle, LOVELL Anne, « Prévention du VIH et toxicomanie à Marseille. Esquisse pour une santé publique locale. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 73, 21-30, 1996.

FOURNIAU Charles, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Année 1995, Volume 50, Numéro 2, pp. 459-461.

GEVAUDAN Honoré, *La Bataille de la French Connection*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1987 ; Follorou, Nouzille, *op.,cit.*

GRUND J-P, STERN LS, KAPLAN CID, ADRIAN NFP, DRUCKER E, « Drug Use Contexts and HIV Consequences The Effect of Drug Policy on Patterns of Everyday Drug Use in Rotterdam and the Bronx» *British Journal of Addictions*, special edition on HIV/AIDS, 87 381-392. 44, 1992.

GUENIAT Olivier, ESSEIVA Pierre, *Le profilage de l'héroïne et de la cocaïne, une méthodologie moderne de lutte contre le trafic illicite*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2005.

GUERRIERI Riccardo, PINEL Patrice, ZAFIROPOULOS Marcos, « Infractions à la législation sur les stupéfiants : analyse des interpellations des étrangers en France », in : *Déviance et société*, 1982, vol.6, n°3, pp.259-279, 1982.

GUERRIERI Riccardo, PINELL Patrice, ZAFIROPOULOS Marcos, 1983, « L'interpellation des immigrés à cause de la drogue », *Migrations*, janvier-avril 1983, n°12-13, pp.1-6, 1983.

HADJADJI Selim, « La mémoire brisée du toxicomane maghrébin de la deuxième génération », *Bulletin du comité de liaison des associations soio-éducatives de contrôle judiciaire*, 23 • 130-138, 1990.

OBRADOVIC Ivana, BECK François, « Plus précoces et moins sanctionnés, usages des statistiques dans les discours sur les jeunes face aux drogues » in *Mots, les langages du politique*, 100/2012, ENS Lyon.

INGOLD François-Rodolphe, « Le processus de dépendance chez les héroïnomanes », *Annales médico-psychologiques*, vol 143, n°6, 1985.

INGOLD François-Rodolphe, « Etude des décès liés à l'usage de drogues en France et en Europe », *Bulletin des stupéfiants*, vol XXXVIII n°1-2 p.87-95, 1986.

INGOLD François-Rodolphe, BRANCHU Jean-Jacques, « Contribution à l'étude des décès liés à l'usage des drogues illicites en France et en Europe 1975-1983 », Rapport édité par la MILT, 1984.

INGOLD François-Rodolphe et INGOLD Sylvie, « Le passage des toxicomanes en prison: l'incarcération et son enjeu », in : *Psychotropes*, Vol. III, n°2, 23-34, automne 1986.

INGOLD François-Rodolphe et INGOLD Sylvie, « Toxicomanes incarcérés. Etude épidémiologique du passage des toxicomanes en prison : résultats préliminaires », *Revue internationale de criminologie et de police technique*, vol.1, 37-47, 1987.

INGOLG François-Rodolphe, TOUSSIRT Mohamed, « La transmission du VIH chez les toxicomanes dans trois villes de France. Implications pour la prévention », *Bulletin des stupéfiants*, Vol XLV n°1, 125-142, 1993.

INGOLD François-Rodolphe, TOUSSIRT Mohammed, PETIT François, COMBESQUE Anne-Marie, *Apport des sciences de l'homme et de la société à la compréhension des drogues et des substances psychoactives*, Paris, DGLDT, 1994.

IREP, *Etude multicentrique sur les attitudes et les comportements des toxicomanes face aux risques de contamination par le VIH et le virus de l'hépatite*, Paris. Octobre 1996

JAMOULLE Pascale, « Styles de vie liés aux drogues et trajectoires de sortie de toxicomanie. Enquête sur le site belge (Hainaut) » *Psychotrope*, 7, 73-99, 2001.

JAMOULLE Pascale, « Business is business. Enjeux et règles de l'économie clandestine », *Déviance et société*, Vol 27, n° 3, 297-312, 2003.

JANSSEN Eric, PALLE Christophe, « Les surdoses mortelles par usage de substances psychoactives en France », *Tendances* n°70, OFDT, mai 2010.

JAUFFRET-ROUSTIDE M., OUDAYA L. RONDY M., Le STRAT Y, COUTURIER E., MOUGIN C, EMMANUELLI J. DESENCLOS J.-C, « Femmes usagères de drogues et pratiques à risque de transmission du VIH et des hépatites. Complémentarité des approches épidémiologiques et socio-anthropologique », enquête Coquelicot 2004-2007, France, BEH. · Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire, (10-11), 96-99, 2009.

JAUFFRET-ROUSTIDE M., OUDAYA L. RONDY M., Le STRAT Y, COUTURIER E., EMMANUELLI J. DESENCLOS J.-C « Représentations du traitement de l'hépatite C chez les usagers de drogues » Enquête InVS-ANRS Coquelicot, France, 2004-2007/ Representations of hepatitis C treatment among drug users. InVS-ANRS Coquelicot Survey, France, 2004-2007, BEH · Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire, (20-21), 213-216, 2009.

JEAN-PAUL Jean, « Réflexion sur les problèmes de drogue et de toxicomanie », *Interventions*, n° 50, juillet 1995.

JOBARD Fabien, NÉVANEN Sophie, « La couleur du jugement. Discriminations dans les décisions judiciaires en matière d'infractions à agents de la force publique (1965-2005) », *Revue Française de Sociologie*, Vol 48-2, 243-272, 2007.

JOSEPH Isaac, 1992, « L'espace public comme lieu de l'action », *Annales de la recherche urbaine*, n° 57-58, p. 210-217.

JOUBERT Michel, « Politiques locales et nouveaux dispositifs dans le domaine des toxicomanies », *Déviance et Société*, vol. 23, n° 2, 1999. ^[1]_[SEP]

JOUBERT Michel, BOUHNİK Patricia, « Economie des pratiques toxicomaniaques et lien social », *Dépendances*, 4,3, 1992. ^[1]_[SEP]

KEMPFER Jimmy, « L'Abbaye des anges déchus de la planète Saint-Michel », in *Swaps* n°60, 3ème trimestre 2010

KEMPFER Jimmy, « Scènes de la vie de bohème », in *Swaps* n°60, 3ème trimestre 2010

KOKOREFF Michel, « Faire du business dans les quartiers, Eléments sur les transformations sociohistoriques de l'économie des stupéfiants en milieux populaires. Le cas du département des Hauts-de-Seine », *Déviance et société*, Vol. 24, n°4, 403-423, 2000. ^[1]_[SEP]

KOKOREFF Michel, "Drugs : A Sociological Blind Spot ? A Look at the French Experience », in HUNT Geoffrey MILHET Maïtena, BERGERON Henri (eds), *Drugs and Culture. Knowledge, Consumption and Policy* edited, London, Asghate, 95-112, 2011.

KOKOREFF Michel, « Drogues, trafics, imaginaire de la guerre : des quartiers aux cartels », *Multitudes*, 119-128, 2011.

LACHAZE Georges « Jeje », « Hip Hop, le sirop de la rue », *ASUD-Journal* n°51, décembre 2012

LACOSTE Julie, TREMBLAY Pierre, « De l'insertion sociale des marchés urbains de drogues prohibées : deux cas de figure nord-américains », *Déviance et société*, année 1999, volume 23, numéro 1, pp. 41-58, 1999.

LACOSTE Julie, TREMBLAY Pierre, « De l'insertion sociale des marchés urbains de drogues prohibées : deux cas de figure nord-américains », *Déviance et société*, année 1999, volume 23, numéro 1, pp. 41-58, 1999.

LE NAOUR Gwenola, « Lutte contre le sida. reconfiguration d'une politique de 'réduction des risques liés à l'usage de drogues' à Marseille, *Sciences Sociales et Santé*, 23 (1).43-77, 2005.

LECAT Jean-Pierre, NEUMAN Jean-Claude et MARGUES Yvan, « La toxicomanie dans un département proche de Paris : la Seine-Saint-Denis. Premiers résultats d'une enquête épidémiologique », in : *Psychotropes*, Vol .2, N°2 printemps/été 1985, pp.93-95.

LECAT Jean-Pierre, NEUMAN Jean-Claude et MARGUES Yvan, « La toxicomanie dans un département proche de Paris : la Seine-Saint-Denis. Premiers résultats d'une enquête épidémiologique », in : *Psychotropes*, Vol .2, N°2 printemps/été 1985, pp.93-95.

LECOMTE D. F., HATTON L. MICHEL & Le TOULEC A , « Décès par usage de stupéfiants en Ile-de-France », Etude conjointe de l'Institut médico-légal & INSERM, *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, no. 35, 1994.

LOVELL Anne, « ‘Fuitage pharmaceutique’, usages détournés et reconfiguration d'un médicament de substitution aux opiacés » *Drogues, santé, société*, vol 7, 297-355, 2008.

MARCHANT Alexandre, « Chimie et drogues, histoire d'une liaison dangereuse », in *Swaps* n°72, 3ème trimestre 2013.

MARCHANT Alexandre, « Chimie et drogues, histoire d'une liaison dangereuse », in *Swaps* n°72, 3ème trimestre 2013.

MARCHANT Alexandre, 2010, *Drogues et drogués en France*, Editions Universitaires Européennes, 2010.

MARCHANT Alexandre, 2010, *Drogues et drogués en France*, Editions Universitaires Européennes, 2010.

MARCHANT Alexandre, 2011, « Comment l'emprisonnement est devenu une réponse à l'usage de drogues », in : *Swaps* n° 63, 2ème trimestre 2011 (Dossier Prisons) (version longue : « La toxicomanie en milieu carcéral : naissance d'un problème (années 1970-1990) » : http://www.pistes.fr/swaps/14_0.htm)

MARCHANT Alexandre, 2011, « Comment l'emprisonnement est devenu une réponse à l'usage de drogues », in : *Swaps* n° 63, 2ème trimestre 2011.

MARCHANT Alexandre, 2012, « La 'légende noire' du décret Barzach », in : *Swaps* n°66, 1er trimestre 2012, pp.19-23, 2012.

MARCHANT Alexandre, 2012, « La 'légende noire' du décret Barzach », in : *Swaps* n°66, 1er trimestre 2012, pp.19-23, 2012.

MARCHANT, Alexandre, 2013, « L'arrivée du crack en France, entre fantasmes et

réalités », in *Swaps* n° 70, 1er trimestre 2013.

MARCHANT Alexandre, « La French Connection, entre mythes et réalités », ^[1]_[SEP] *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 115, 2012, (pp) 89-102.

MAUGER Gérard, « L'apparition et la diffusion de la consommation de drogues en France (1970-1980). Eléments pour une analyse sociologique », *Contradictions*, n° 40-41, 1984.

DAVIDSON Françoise et CHOQUET Maria (1977), « Les drogués et les 'droguables' », in : Fréjaville, Davidson, Choquet, *Les jeunes et la drogue*, PUF, 1977 (pp.69-185)

JOUBERT Michel, WEINBERGER Monique, ALFONSI Gilles (1996), *Les toxicomanes dans la ville : "Contribution socio-ethnologique à l'analyse des logiques sociales et économiques des réseaux et rapports sociaux de trafic"*. Rapport d'étape [Rapport] - Paris : GRASS / RESSCOM, 1996.

MARIE Michel, « Aménager ou ménager le territoire ? », *Annales des Ponts et Chaussées*, janvier 1996. MIGNON Patrick, « Les nouvelles drogues psychédéliques ou le bonheur chimique », *Esprit*, juillet-août 1989.

MIGNON Patrick, « La démocratisation de la bohème. Drogues, jazz et pop music », in EHRENBURG Alain (dir.), *Individus sous influence*, Paris, Ed Esprit, 1991.

MOIUMEN MRCOUX Radhia, *Immigration, prison, sida. Une anthropologie des conflits touchant la jeunesse maghrébine*. Paris. L'Harmattan-CIEMI, 1998.

MURARD Numa, « Fric et trafics », *Recherches, Drogues, passions muettes*, n°39 bis, 117-133, déc.1979.

NEWCOMBE R, BAKS K. « The New Heroin Users. Prevalence and Characteristics in Wirral, Merseyside », *British Journal of Addiction*, 82, 147-57, 1987.

OBRADOVIC Ivana, « La réponse pénale à l'usage des stupéfiants », *Tendances* n°72, OFDT, novembre 2010

PARKER H., NEWCOMBE R, BAKS K .• The new heroinusers prevalence and characteristics in Wirral, Merseyside. *British Journal of Addiction* 82, 147-157, 1987.

DAVIDSON Françoise et CHOQUET Maria (1977), « Les drogués et les 'droguables' », in Fréjaville, Françoise Davidson, Marie Choquet, *Les jeunes et la drogue*, PUF, 1977, pp.69-185.

PARKER H., NEWCOMBE R., BAKS K. : The new heroinusers: prevalence and characteristics in Wirral, Merseyside. *British Journal of Addiction*, 82, 147-157, 1987.

PARKER Howard, « Epidémies d'héroïne, carrières et réponses publiques au Royaume-Uni, 1980-1998 », *Drogue* n°32, 47-63, 1998.

PARKER Howard, « Épidémies d'héroïne, carrières et réponses publiques au Royaume-Uni, 1980-88 », in *Cahiers de la sécurité – INHESJ*, « Drogue », 1998.

PARKER Howard, NEWCOMBE R. « Heroin Use and Acquisitive Crime in an English Community » *British Journal of Sociology*, Vol. XXXVIII, 3, 31-50, 1987.

PERALDI Michel « Economies criminelles et mondes d'affaire à Tanger », in *Cultures et Conflits*, n° 68, hiver 2007.

PERALDI Michel, « Nouveaux aventuriers du capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile », in BAYART Jean-François, ADELHKA F.A (dir.), *Les voyages du développement*, Khartala, Paris, 2007.

PEREZ-DIAZ Claudine, *La diversité des politiques pénales locales dans la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants*, Paris, CESDIP, 1988.

PINEL Patrice, ZAFIROPOULOS Marcos, « Drogues, déclassement et stratégies de disqualification », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 42, 1982.

PIZZORNO Alessandro, « I mafiosi come classe media violenta », *Polis*, n°1.

PROFIZI Vanina, « Les Corses au Gabon. Recompositions identitaires d'une communauté régionale en situation d'expatriation », in *Cahiers d'Etudes africaines, Mobilités et migrations européennes en (post) colonies*, n°221-222.

PRYEN Stéphanie, « Usage de drogues et prostitution de rue », *Sociétés contemporaines*, 36, 1999.

REINARMAN Craig, SHEINARNAMAN, Craig, SHEIGLA Murphy, & WALDOF Dan "Pharmacology is not destiny: the contingent character of cocaine abuse and addiction" *Addiction Research* (1994), Vol. 2, no.1, 21-36, 1994.^[1]^[SEP]

ROBINS LN, HELZER JE, HESSELBROCK M, WISH E, « Vietnam Veterans Three Years After Vietnam » in Brill L, Wineck C (Eds.) *Yearbook of Substance Abuse*. New York, Human Sciences Press,

ROME Francis, « Opium et fumeurs d'opium dans l'Indochine de la fin du 19^{ème} siècle (1861-1903) », *Bulletin du Centre d'Histoire Régionale*, Centre de Recherches Historiques, Université de Saint Etienne, (pp) 101-125, 1995.

RUGGIORO Vincenzo, SOUTH Nigel, « La ville de la fin de l'ère moderne en tant que bazar : marchés de stupéfiants, entreprises illégales et les "barricades" », *Déviance et société*, 20, 4, 1996.^[1]^[SEP]

SANSFACON Daniel et al., *Drogues et dommages sociaux - Etat des lieux*, Saint-Denis, OFDT, 2005, 456 p.

SAFI Mirna, « Le processus d'intégration des immigrés en France : inégalités et segmentations », *Revue Française de Sociologie*, 47 (1) : 348- ??, 2006.^[1]^[SEP]

SANTELLI Emmanuelle, *La mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2001.^[1]^[SEP]

SAYAD Abdelmalek, « Immigration et pensée d'Etat », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 129, 514- ?? 1999.^[1]^[SEP]

SCARRIONE Rocco, « Mécanismes de reproduction des mafias. Evidences à partir de l'expérience italienne », in KOKOREFF Michel, PÉRALDI Michel, WEINBERGER Monique (dir.), *Economies criminelles et mondes urbains*, Paris, PUF, 139-160, 2007.^[1]^[SEP]

SETBON Michel, « Drogues, facteur de délinquance ? » *Revue française de sciences politiques*, 1995, Vol. 45 n°5, pp. 747-774, 1995.^[1]^[SEP]

SIMMAT-DURAND Laurence, MARTINEAU Hélène, « Vingt-cinq années de répression de l'usage illicite de stupéfiants », *Population*, 54^e année, n°4-5, 777-790, 1999.

SPIRE Alexis, « De l'étranger à l'immigré. La magie sociale d'une catégorie statistique », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, Septembre, 129 : 505-6, 1999.^[1]^[SEP]

TAÏROU Agnès, « Les carrières de consommation d'usagers de cocaïne inconnus des institutions socio-sanitaires et répressives : une recherche qualitative conduite en France en 2007-2009 », *Déviance et société*, Vol 35, n° 4, 503-530,

TOUFIK Abdallah, « La diffusion de l'injection d'héroïne intraveineuse en France », *Tendances*, Revue de l'OFDT, 5, 1999.

TOUFIK Abdallah, « La diffusion de l'injection d'héroïne intraveineuse en France », in *Tendances*, Revue de l'OFDT, n° 5, décembre 1999.

TOUFIK Abdallah, « Pratiques et mobilités des usagers de drogues », *Journal du Sida*, n° 92-93, numéro spécial Monde arabe-Migrants, 63-68, Janvier 1997.

TOUKIK Abdallah, « Pratiques et mobilités des usagers de drogues », *Journal du Sida* n° 92-93, numéro spécial Monde arabe Migrants, 63-68, 1997.^[1]_[SEP]

TOUSSIRT Mohammed, « La toxicomanie chez mes populations migrantes : cas des consommateurs de crack », *Toxibase*, 13 : 46, 2004.^[1]_[SEP]

Transcriptase, n° 36 - juin-juillet 95 (9p.)

TRAUTMANN, Catherine, *Lutte contre la toxicomanie et le trafic des stupéfiants*, Paris, La Documentation française, 1990.^[1]_[SEP]

VALABREGUE Frédéric, "La traverse". *Méditerranéens*, n°13, printemps 2002

VALLET Louis-Alain, CAILLE Jean-Paul, « La scolarité des enfants d'immigrés », in VAN ZANTEN Agnès (dir.), *L'école, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 293-301, 2000.^[1]_[SEP]

WACQUANT Loïc, « The Zone », in BOURDIEU Pierre, *La Misère du Monde*, Seuil 1993.

WACQUANT Loïc, « "Des ennemis commodes". Etrangers et immigrés dans les prisons d'Europe », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 129, 63-67, 1999.^[1]_[SEP]

WIHTOL de WENDEN Catherine, « "Les jeunes issus de l'immigration", entre intégration culturelle et exclusion sociale », in DEWITTE Philippe (dir.), *Immigration et Intégration. L'état des savoirs*, La Découverte, 232-237, 1999.^[1]_[SEP]

YACOUB S, «Réflexions à propos de toxicomanes incarcérés. Approches juridiques, socioethnique, ethnoclinique », *Migrations Santé*, 1er trimestre : 21-36, 1993.^[1]_[SEP]

Romans, témoignages, essais

ARDISSON Thierry, *Rive droite*, Paris, Albin Michel, 1983.

ARDISSON Thierry, *Confession d'un babyboomer*, Paris, Editions Le Sagittaire Le livre de poche, 2005.

AUPOURRAIN Jean-Paul, *Les rêves meurent sous la drogue*, Flammarion 1977

AXEL Brigitte, *H*, Paris, Flammarion, 1970.

BELLOC Denis, *Képas*, Paris, Lieu Commun, 1989.

BENA Gilbert, dit « GIBUS », *Nous étions le Milieu*, La Manufacture des Livres, 2012.

BERNIER Alexis, BUOT François, *Alain Pacadis. Itinéraire d'un dandy punk*, Paris, le mot et le reste, 2013.

BERNIÈRE Vincent, PRIMOIS Mariel, *Actuel, les belles histoires*. Ed. De la Martinière et Actuel, 2011.

BESSON Michel & VIDAL Bernard, *Journal d'une communauté*, Stock, 1976

- BIZOT Jean-François, *Les déclassés*, Paris, Le Sagittaire, 1976 (J'ai Lu).
- BORG, Gérard, *Le voyage à la drogue*, Paris, Seuil 1970.
- BOULOGNE Ari, *L'amour n'oublie jamais*, Paris, Pauvert, 2001.
- BRAMLY Serge, *Madame Satan*, Paris, Grasset, 1992.
- BURROUGHS William S. *Junky* (1953), Paris, Folio, 2008.
- BURROUGHS William S. *Le festin nu* (1959), Paris, L'imaginaire Gallimard, 2013.
- CERF Muriel, *L'anti-voyage*, Mercure de France, 1974 (J'ai lu, 1995)
- CHAMPAGNE Guy, *Après la drogue*, Paris, Seuil, 1969.
- COOPER Clarence, *La scène*, Paris, Gallimard, 1962.
- DANI, *Drogue la galère*, Carrère/ Michel Falon, 1987.
- DEBRE François, *Trente ans avec sursis*, Paris, Denoël, 1998
- DESPENTES Virginie, *Vernon Subutex.1.*, Paris, Grasset, 2015.
- DUCHAUSSE Charles, *Flash, ou le grand voyage*, Fayard, 1971 (Livre de poche)
- DUFAUD Marc, *Les peaux transparentes*, Paris, Trouble-Fête, 2003.
- DUGRAND Alain, *Libération. Un moment d'ivresse*, Paris, Fayard, 2013.
- EMBARECK Michel, *Sur la ligne blanche, Autrement*, 1984.
- ERNAUX Annie, *Les années*, Gallimard Folio, 2009
- EUDELIN Christian, *Nos années punks. 1972-1978*, Paris, Denoël, 2002.
- EUDELIN Patrick, *Rue des martyrs*, Paris, Grasset, 2009
- FIOCCONI Laurent, *Le Colombien : des parrains corses aux cartels de la coke*, avec la collaboration de Jérôme PIERRAT, Éditions du Toucan, La Manufacture de livres, 2009.
- FOTTORINO Eric, *La piste blanche. L'Afrique sous l'emprise de la drogue*, Paris, Balland, 1991.
- GAB'1 Jean, *Sur la tombe de ma mère*, Paris, Don Quichotte, 2013.
- GATIGNON Serge, SUPERSAC Serge, *Pour en finir avec les dealers*, Paris, Grasset, 2011.
- HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *Génération, T.1 Les années de rêve*, Paris , Seuil, 1987.
- HOCQUENGHEM Guy, *L'amphithéâtre des morts. Mémoires anticipées*, Paris, Gallimard, 1994.
- ISAL Jean-Pierre, *J'étais médecin chez les hippies*, Paris, Albin Michel, 1975
- JACQUA Laurent, *J'ai mis le feu à la prison*, Paris, Ed. Jean-Claude Gawsewitch, 2010
- JOEYSTARR, avec Philippe Manœuvre, *Mauvaise réputation*, Paris, Flammarion, 2006.
- KELLA Jean-Claude, *L'affranchi*, Paris, Editions du Toucan, 2009.^[1]_{SEP}
- KENDAL Keed J., *De la rivière à la scène*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- LAÉ Jean-François, MURARD Numa, *L'argent des pauvres*, Paris, Le Seuil, 1985.

- LE TAILLANTER Roger, *Commissaire Jobic*, Paris, France Loisirs, 1991.
- LE TAILLANTER Roger, *Paris sur drogues*, Paris, Julliard, 1978.
- LEBEL Jean-Jacques, *Des années cinquante aux années quatre-vingt-dix*, Milan, Mazzotta, 1991
- LINDON Mathieu, *Ce qu'aimer veut dire*, Paris, Folio, 2011.
- LINDON Mathieu, *La vie pornographique*, Paris, P.O.L, 2013.
- LOWENSTEIN William, *Ces dépendances qui nous gouvernent, comment s'en libérer ?* Calmann-Levy, 2005.
- LUNEL Margaux, *Les anges dansent et les anges meurent*, Paris, Presses de la renaissance, 1990.
- MARAVELIAS Eric, *La faux soyeuse*, Gallimard (« Série noire »), 2014.
- MARIE FRANCE, *Elle était une fois...*, Paris, Denoël, 2003.
- MARKS Howard, *Mr Nice. Biographie*, Paris, Mama Éditions, 2011.
- MEYZE Christian, *La brigade des stup...*, Connivences, 1981.
- MOUNSI Mohand, *La cendre des villes*, Stock, 1993.
- MOUNSI Mohand, *La noce des fous*, Stock, 1990.
- MOUNSI Mohand, *Territoire d'outre-ville*, Stock, 1995.
- NIMIER Marie, *Les inséparables*, Gallimard, 2008
- OLIEVENSTEIN Claude, *Il n'y a pas de drogués heureux*, Paris, Robert Lafont, 1977.
- OLIEVENSTEIN Claude, *La drogue, trente ans après*, Paris, Odile Jacob, 2000.
- PACADIS Alain, *Un jeune homme chic*, Denoël, 2002 (1ère édition 1978)
- PAGIS Julie, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2014.
- PELLETIER Thierry, *Les rois du rock*, Libertalia, 2013.
- PEYREFITE Alain, *La Drogue : ce qu'ont vu, ce que proposent médecins, juges, policiers, ministres*, Paris, Plon, 1970.<sup>[1]
[SEP]</sup>
- PEYREFITTE Roger, *Manouche*, Flammarion, 1972.
- RAVALEC Vincent, *Cantique de la racaille*, Flammarion, 1994.
- RAVALEC Vincent, *Vol de sucettes*, nouvelles, La Dilettante, 1995.
- RAVALEC Vincent, *La vie moderne*, Paris, La Dilettante, 1996.
- RAVALEC Vincent, *Un pur moment de rock'n roll*, nouvelles, J'ai Lu/ La Dilettante, 2003 (1992)
- RAVALEC Vincent, *Hépatite C*, Paris, Flammarion, 2007.
- RIOUFOL Marc, *Tox. Comment je suis mort et ressuscité*, Paris, Robert Laffont, 2011.
- ROCHEFORT Christiane, *Archaos ou Le Jardin étincelant*, Paris, Grasset, 1972.
- SAVIANO Roberto, *Gomorra, Dans l'empire de la camorra*, Paris, Folio, 2007.

SAVIANO Roberto, *Extra pure. Voyage dans l'économie de la cocaïne*, Paris, Gallimard, 2013.

SCHUHL Jean-Jacques, *Rose poussière*, Gallimard 1972

SERGUINE Léon, *La poudre. Confessions d'un revendeur d'héroïne*, Paris, Ramsay, 1980.

SERP Guillaume, *Les chérubins électriques*, Robert Laffont, 1983

VASSEUR Véronique, *Médecin-chef à la prison de la santé*, Le Cherche-Midi, 2000.

PERVAN Perrine, KIEN Anaïs, *Les années Actuel : contestations rigolardes et aventures modernes*, Marseille, Le mot et le reste, 2010.

WOLF Tom, *Acid test. Chronique*, Paris, Seuil, 1996.

Rapports, mémoires, thèses

ANTAR Hafid, *Les parcours des « survivants » du sida à Marseille : une expérience commune de la confrontation à la mort*, Mémoire de master 2 en sciences sociales, EHESS (Marseille), 2013.

BARRÉ Marie-Danièle, *Toxicomanie et délinquance. Du bon usage de l'usager de produit illicite*, Cesdip, Etudes et données pénales, n°70, 1993.^[1]_[SEP]

BECK François, LEGLEYE Stéphane, PERRETTI-WATTEL Patrick, *Regards sur l'adolescence. Consommations de produits psychoactifs dans l'enquête Escapad 2000*, Paris, OFDT, 2000.^[1]_[SEP]

BEN LAKHDAR Christian, *Le trafic de cannabis en France. Estimation des gains des dealers afin d'apprécier le potentiel de blanchiment*, Paris, OFDT, novembre 2007.^[1]_[SEP]

BERGERON Henri, *Soigner ou prendre soin des toxicomanes : anatomie d'une vieille croyance collective, analyse historique du champ du soin de la toxicomanie en France de 1970 à 1995 ou l'histoire de la domination d'un paradigme*, Thèse pour le doctorat de l'Institut d'études politiques de Paris, 1997.

BOEKHOUT VAN SOLINGE Tim, *L'héroïne, la cocaïne et le crack en France. Trafic, usage et politique*. Rapport. CEDRO, 1996.

BOUHNİK Patricia, *La toxicomanie en Seine-Saint-Denis : état des lieux, populations, interventions*, (sous la dir. De Michel Joubert), 1991.

BOUHNİK Patricia, TOUZÉ Sylviane, *Héroïne, sida, prison Trajectoires, système de vie et rapports aux risques des usagers d'héroïne incarcérés*, Paris, Resscom, 1996.^[1]_[SEP]

BOUHNİK Patricia, TOUZE Sylviane, VALLETTE VIALARD Charles. *Sous le signe du « matos ». Contextes, trajectoires, risques et sensations liés à l'injection de produits psychoactifs*, RESSCOM-OFDT, 2002

BOURSEILLER Christophe, *Génération chaos. Punk, New wave, 1975-1981*, Denoël, 2008 (« X-Trême »)

CESONI Maria Luisa, *L'incrimination de l'usage de stupéfiant dans sept législations européennes*, Document du GDR " Psychotropes, Politique et Société ", n° 4, 2000.^[1]_[SEP]

CHAPPARD, Pierre et Jean-Pierre COUTERON, *Salle de shoot. Les salles d'injection supervisées à l'heure du débat français*, Les empêcheurs de tourner en rond/ La Découverte, 2013.

COHEN Stanley, *Folk devils and moral panics*, Londres, Routledge, 2005 [1972]..

COLOMBIÉ Thierry, *Grand banditisme et trafic de drogues. L'analyse stratégique des entreprises criminelles en France*, Thèse de doctorat d'économie, EHESS, 2010.

CONSEIL NATIONAL DES VILLES, *L'économie souterraine de la drogue*, Paris, CNV, 1994

COPPEL Anne, GHADDAR Maguy et EZRATI Omri, « Bagneux. Enquête dans le quartier des Blagis », in Conseil National des Villes, *L'économie souterraine de la drogue*, Paris, CNV, 1994, pp.79-91.

COPPEL Anne, *Le Forum des Halles, aux marges de la marge 1986-1987*, rapport de recherche, FIRST 1987, 35p.

DASSIEU Lise, *Les traitements de substitution aux opiacés en médecine générale : les appropriations d'une politique publique*, Doctorat de sociologie, Université de Toulouse, soutenue le 28 septembre 2015.

DAVIDSON Françoise, « Rapport sur l'épidémiologie des toxicomanies en France », Commission interministérielle des stupéfiants, avril 1976.

DUPORT Claire, « Trafics de drogues : un bilan des recherches et quelques expériences à Marseille », *Etudes et travaux de l'ORDCS*, n°4, mai 2012

DUPORT Claire, *Notables, militants, entrepreneurs. Une histoire sociale du militantisme dans les cités*. Thèse de doctorat, Université de Provence, 2007.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, WEINBERGER Monique, *Carrières, territoires et filières pénales. Pour une sociologie comparée des trafics de drogues (Hauts-de-Seine, Nord, Seine-Denis)*, Paris, OFDT, 2001.

EGO (Association Espoir Goutte d'Or), *Etude sur le « crack » à la Goutte d'Or*, réalisée par Georges Hidalgo, Christian Lefort, Alain Ternus, 1996.

FOTTORINO Eric, 1993, « L'Afrique, nouvelle "élue" des drogues' », in : *La planète des drogues. Organisations criminelles, guerres et blanchiment*, dir. Alain Labrousse et Alain Wallon, Seuil, pp.207-217.

FOURNIE Jean, *La prévention du sida auprès des toxicomanes. Etude sur les modèles d'intervention mis en œuvre par les acteurs de la prévention*, AFLS, décembre 1993 (150p.)

GUENIAT Olivier, ESSEIVA Pierre, « Le trafic d'héroïne », Institut de Police Scientifique et de Criminologie, Université de Lausanne, 2002. INGOLD, Rodolphe, 1983, *Les poudreux dans la ville. Contribution à une anthropologie de la dépendance chez les héroïnomanes*, Thèse de 3ème cycle en Anthropologie et Ecologie Humaines, Paris V, 1983.

INGOLD Rodolphe, *Les poudreux dans la ville. Contribution à une anthropologie de la dépendance chez les héroïnomanes*, Thèse de 3ème cycle en Anthropologie et Ecologie Humaines, Paris V, 1983.

INGOLD, Rodolphe, 1999, « Une rétrospective des tendances de la toxicomanie: de 1970 à l'an 2000 », in : *Drogues et toxicomanies. Indicateurs et tendances. Edition 1999*, OFDT, 1999, pp.187-193.

INGOLD, Rodolphe, 2000, *Tendances et toxicomanie. Concepts, méthode, résultats*. Rapport à madame Maestracci. IREP, 2000, 26p.

INGOLD, Rodolphe, TOUSSIRT, Mohamed, 1989, *Toxicomanie, médicament et pharmacodépendance, situation et tendances*, Rapport IREP, mars 1989.

IREP, 1987, *Etude de suivi du toxicomanes incarcérés: évaluation de la recherche-action menée à Fleury-Merogis en 1986*, rapport de recherche, 1987, 38p.

IREP, 1992, *Approche ethnographique de la consommation de cocaïne à Paris*, Rapport IREP, juillet 1992.

IREP, *Les toxicomanes entre la prison et la cité. Séminaire de Marly-le-Roi, 27, 28 février et 1^{er} mars 1989*, IREP 1990, 160p.

JAMOULLE Pascale, « Pères et fils face aux conduites à risque. Evolution des relations familiales en milieux populaires », in GIRAUX-ARCELLA Pilar et al., *Villes et toxicomanies*, ERES, 2005.

JOUBERT Michel, WEINBERGER Monique, ALFONSI, Gilles, *Les toxicomanes dans la ville. Contribution socio-ethnologique à l'analyse des logiques sociales et économiques des réseaux et rapports sociaux de trafic*, Paris, GRASS / RESSCOM, 1996.

KHALDI Kassem, *Approche sociologique et psychologique de la toxicomanie des jeunes issus del'immigration maghrébine*. Rapport de recherche, Paris, Association Charonne, 1988.

L'ABBAYE, *Toxicomanie et marginalités, 1 : Le corps comme langage, la relation thérapeute-client*, Paris, Solin 1976.

L'ABBAYE, *Toxicomanie et marginalités, 2 : A propos des institutions*, Paris, Solin 1976.

LABROUSSE Alain, Romero Mario, « Trafic international », *Observatoire Français des drogues et des Toxicomanies*, bulletin mensuel, n°13, février 2002.

LETEUR Serge, *Fascicule « Les produits stupéfiants »*, Ecole Nationale Supérieure de la Police, département de Police criminelle, octobre 1989, Archives du ministère de l'Intérieur, CAC 19970135/29.

LOVELL Anne (dir.), *Ruptures biographiques, réseaux et risques des usagers de drogues par voie intraveineuse*, Marseille, ORS Paca, INSERM unité 379, rapport final, décembre 1999

MARCHANT Alexandre, *L'impossible prohibition. La lutte contre la drogue en France (1966- 1993)*, Thèse de doctorat d'histoire, Ecole Normale Supérieure de Cachan, 2014.

MELLINGER M., BEAUCHAMP O. de, GALLIEN C., INGOLD R., TABOADA M.J., « Epidemiological and clinical approach to the study of candidiasis caused by candida albicans in heroin addicts in Paris region : Analysis of 35 observations », in : *Bulletin on narcotics*, 1982, 34, (3-4), 61-81.

Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, *Précurseurs de drogue*, Mission nationale de contrôle des précurseurs chimiques, Edition 2015.

MONTEL Laurence, *Marseille capitale du crime. Histoire croisée de l'imaginaire de Marseille et de la criminalité organisée (1820-1940)*, Thèse de doctorat, Université de Paris X Nanterre, 2008.

MUSSO Sandrine, *Sida et minorités postcoloniales. Histoire sociale, usages et enjeux de la cible des « migrants » dans les politiques du sida en France*, Thèse de doctorat, EHESS, décembre 2008.

NEUMAN Jean-Claude & LECAT Jean-Pierre, *Images de la toxicomanie en Seine-Saint-Denis : A propos d'une enquête épidémiologique*, 1984. Rapport, 147p.

OCRTIS, « Liste des principaux laboratoires démantelés en France », note du 23 mai 1990,

OCRTIS, *Stups/Fnails : usage et trafic de stupéfiants, statistiques 1995* (rapport), Ministère de l'Intérieur, 1995

OCTRIS, Ministère de l'Intérieur, note du 1^{er} juillet 1974.

OCTRIS, Ministère de l'Intérieur, note du 4 juillet 1974 « Problèmes franco-allemandes en matière de trafic de drogue ».

OCTRIS, Sous-direction des affaires criminelles, note du 18 octobre 1971, « l'usage des stupéfiants et drogues dangereuses ».

OFDT, *Tendances récentes*, Rapport TREND, mars 2000.^{[1][SEP]}

Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime, *Bulletin des stupéfiants*, Volume LVII, n°1 et 2, 2005.

PINGAUD Etienne, *L'implantation de l'islam dans les quartiers : contribution à l'analyse du succès d'une offre symbolique*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2013.

Progress Report, n°41, Marseille, France May 3, 1951, National Archives.

Rapport de la commission de réflexion sur la drogue et la toxicomanie, Paris, La Documentation française, 1995.

SAGANT Valérie, HUREL Benoist, PLOUVIER Éric. L'imposture. Dix années de politique de sécurité de Nicolas Sarkozy. Terra Nova, n° 19, 2012.

SANSFACON Daniel et al. (2005), *Drogues et dommages sociaux. Revue de littérature internationale*, Paris, OFDT.

SAYAD Abdelmalek et ABBOUB Karim, *Toxicomanie et sida en Seine-Saint-Denis : attitudes, représentations, fantasmes et réalités*, rapport, 1996.

Séminaire Toxicomanies, septembre 1971. Organisé au centre psychiatrique Sainte-Anne à Paris du 20 au 24 septembre 1971. Textes transcrits, choisis et résumés par Jean Neko, ed. par l'Association Le Pont, 1972.

TOUSSIRT Mohamed, FACY Françoise, INGOLD François-Rodolphe, *Etude multi-villes. Réactualisation des données*, Paris, mai 1991.

TRAUTMANN Catherine, *Lutte contre la toxicomanie et le trafic des stupéfiants*, Paris. La Documentation française, 1990.

United State Senate, Organized crime and illicit traffic in narcotics, *Report of Committee on Government Operations*, March 4, 1965.

WYART Aude, *Entre déviance, normalité et distinction : ethnographie des usages cachés de cocaïne*, Thèse de doctorat en anthropologie et santé, EHESS, 2016.

ANNEXES

Annexe 1 : Chronologie générale	654
Annexe 2 : Questions de méthode	663
- Aux sources de l’histoire de l’héroïne : quelles archives, et comment y accéder ? - Annexe méthodologique sur l’affaire de Bandol	
Annexe 3 : Petite bibliographie sur l’histoire du « milieu » et des trafics	676
Annexe 4 : Filmographie	687
Annexes 5 : Archives ASUD	688
Annexe 6 : Outils	
- Liste des usagers-revendeurs et trafiquants rencontrés - Liste des acteurs rencontrés - Grille d’entretiens	

Annexe 1 : Chronologie générale

18 mars 1952 : découverte d'un laboratoire de fabrication d'héroïne rue des Envierges à Paris 10^{ème}, puis à Mongeron, Essonne

11 juin et 25 août 1953 : découverte d'un laboratoire de fabrication d'héroïne à Meudon et à Oullins (Eure-et-Loire).

9 octobre 1955 : découverte d'un laboratoire de fabrication d'héroïne à Saint Maur (94)

20 juin 1959 : découverte d'un laboratoire de fabrication d'héroïne à Juvisy sur Orge

12 janvier 1962 : découverte d'un laboratoire de fabrication d'héroïne à Augerville la Rivière (Loiret)

1962 : Fin de la Guerre d'Algérie

1964 : *Organized crime and illicit traffic in narcotics*, rapport du Congrès américain qui met à jour le rôle de la France dans le trafic d'héroïne

Été 1966 : opérations « anti-beatniks » du Préfet de police sur les quais de la Seine

Décembre 1966 : interdiction de vente et de fabrication du LSD par décret du ministère de la Santé

1966 : ouverture de l'université de Nanterre face au bidonville de « La folie ».

1966-68 : accroissement brusque des entrées de toxicomanes dans les hôpitaux de Paris (Henri Rousselle, Saint Anne)

1967 : assassinat de Marcel Guérini à Marseille

1967-1970 : grands rassemblements hippies et pop : San Francisco, 1967, Woodstock 1969, Ile de Wright, 1970

1968 : Ouverture de l'Abbaye à St Germain des Prés, sur l'initiative de Claude Orsel, dans le cadre du dispensaire d'hygiène mentale du 6^{ème} arrondissement de Paris. Inspirée par la *free clinic* d'Haight-Ashbury à San Francisco, elle fermera en 1986.

Février 1968 : Publication du livre de Jean Monod, *Les barjots. Ethnologie des bandes de jeunes*.

Mars-juin 68 : du « mouvement du 22 mars » à la grève générale.

1969 : démission du général de Gaulle, Georges Pompidou, Président de la République

1969 : ouverture de la « fac de Vincennes » où on vend dans le « souk » du haschich mais aussi du LSD, des Amphétamines, de la cocaïne, et même de l'héroïne.

1969 : première mention par Richard Nixon de la « guerre à la drogue » et lettre à Georges Pompidou pour lui enjoindre de lutter contre la *French connection*

1969 : La France ratifie la convention unique de 1961 (ONU) sur les stupéfiants

1970 : publication de *La drogue* de Claude Olivenstein et *La Drogue* d'Alain Peyrefitte

3 juillet 1969 : Brian Jones est retrouvé mort dans sa piscine le 3 juillet 1969

Aout 1969 : overdose d'une jeune fille de 17 ans dans les toilettes du casino de Bandol (« 1^{ère} overdose en France »)

1969 : ouverture de la prison de Fleury-Mérogis

18 septembre 1970 : mort par overdose d'héroïne de Jimmy Hendrix à Londres

4 octobre 1970 : mort par overdose d'héroïne de Janis Joplin.

31 décembre 1970 : adoption (en troisième lecture) de la nouvelle loi sur la prohibition des stupéfiants en France

1971 : ouverture de la clinique Marmottan, premier centre de soin et d'accueil spécialisé en toxicomanie, dirigé par Claude Olivenstein

3 juillet 1971 : Jim Morisson est retrouvé mort dans son bain à Paris (cause non élucidée : crise cardiaque, surdose, suicide prémédité par overdose).

1970-1973 : le haschisch vient de l'Inde, de l'Afghanistan et du Moyen-Orient ; les usagers parisiens d'héroïne se rendent à Marseille pour acheter de l'héroïne blanche vendue au poids.

1972 : ouverture de deux centres expérimentaux de traitement à la méthadone (Saint Anne et Fernand Widal : 50 places) et de la communauté thérapeutique *Le Patriarche*, de Lucien J. Engelmajer

1972 : mise en application de la loi sur la légalisation de la contraception

1972-1974 : création des premières postcures (éducation spécialisée)

Février 1972 : saisie record d'héroïne à bord du *Le caprice des temps*

Mars 1972 : Interdiction de vente des seringues dans les pharmacies (il s'en vend environ 50 000 par an tous usages confondus) sur proposition d'experts comme Claude Olivenstein

1972 : création de L'Agence Presse Libération (APL) qui donne le jour à *Libération* en 1973.

1972 : publication de *L'Anti-Œdipe* de Gilles Deleuze et Félix Guattari

1973 : manifestations des lycéens et étudiants contre la loi Debré (suppression des sursis militaires pour les étudiants de médecine et sciences humaines).

1973 : audience du procès intenté par Marcel Francisci à *Time Magazine* et *Politique Hebdo*

1973 : Raymond Marcellin annonce une réunion sur l'évolution récente de la toxicomanie « qui semble depuis un an s'être stabilisée ».

1973 : la prison de La Petite Roquette est rasée.

1973 : interpellations dans un laboratoire d'héroïne à Marseille qui met fin « officiellement » à la *French connection*.

1973 : parution de *D... comme drogue* d'Alain Jaubert.

1973 : coup d'Etat du général Pinochet au Chili

1974 : Valérie Giscard D'Estaing, président de la République

1974 : un million de chômeurs

1974 : la Turquie décide de ré-autoriser la culture du pavot, malgré l'interdiction américaine

1974 : nouvelle variété d'héroïne, d'origine asiatique, le « brown sugar », de couleur brune ou beige, moins bien soluble dans l'eau, l'emploi du citron est introduit.

Fin 1974-1975 : premier passeur asiatique arrêté à Roissy

5 juillet 1974 : la majorité civile passe de 21 ans à 18 ans.

17 janvier 1975 : promulgation de la loi sur la dépénalisation de l'avortement

1975 : *Chinese connection* à la « une ».

Printemps 1975 : manifestations lycéennes et étudiantes contre la loi Haby

1975 : dissolution d'*Actuel* (qui reparaitra en 1980)

1975 : publication de *Surveiller et punir* de Michel Foucault

1975 : début du trafic de fourmis vers les Pays-Bas et la Thaïlande

1975 : l'OCRTIS annonce une explosion du nombre de braquages de pharmacie et celui des overdoses double en deux ans

1975 : la Brigade mondaine devient la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme

1975 : début de la filière libanaise dans un contexte de guerre civile

1975 : premiers concerts de rock-punk au *Marquee* à Londres

1976 : création des *Sex Pistols*, *The Clash* et *The Damned*, premiers concerts au *Marquee* et au *Paradisio*.

1976 : premier concert de *Téléphone* au Centre américain à Paris

Juin 1976 : « Appel du 18 Joint »

1976-1980 : Vague d'héroïne dans des populations fortement marginalisées, vivant en quasi autarcie dans des immeubles occupés : Rue de l'Ouest (14ème), Ilot Chalon (12ème), La « Villa Faucheur », squat situé dans le quartier de Belleville (20e).

1977 : publication du rapport *Réponses à la violence* du comité Peyreffite

1977 : Opérations *Habitat et vie sociale*, considérées comme les prémisses de la politique de la ville.

1977 : Premiers articles sur l'université de Vincennes et la drogue

10 septembre 1977 : Hamida Djandoubi est guillotiné à 3h30 dans la cour de la prison des Baumettes à Marseille)

1978 : Monique Pelletier rend le rapport *Problèmes de la drogue* commandé par la Président de la République qui plaide pour une dédramatisation de l'usage de cannabis et ne révèle l'épidémie d'héroïne en cours

1978 : rachat et ouverture du Palace par Fabrice Emaer

1978 : naissance des Autonomes

1978 : mort par overdose de Keith Moon, batteur des Who, à l'âge de 31 ans.

1979 : inauguration du Forum des Halles

2 février 1979 : Sid Vicious, bassiste des Sex Pistols est retrouvé mort par sa mère dans son lit.

472 hommes (et 19 femmes) décident pour 20 millions de femmes de la loi sur l'avortement.

1980 : L'imam Khomeiny veut en Iran 20 000 000 hommes armés pour combattre les Etats-Unis

Été 1980 : les chantiers navals de Gdansk occupés par les grévistes

1980 : Constitution de la première association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT)

16 avril 1980 : mort de Jean-Paul Sartre

9 décembre 1980 : mort de John Lennon

1981 : François Mitterrand président de la République

Février 1981 : « Campagne antidroque du PCF » à Montigny-Lès-Cormeilles sur fond de racisme anti-immigrés.

1981 : *Tchao Pantin ! Neige, Moi Christine F...*

Octobre 1981 : assassinat du juge Michel à Marseille

27 août 1981 : abolition de la peine de mort.

22 septembre 1981 : massacres dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila

12 décembre 1981 : carte blanche à Michel Polac

22 décembre 1981 : abrogation de la dernière loi anti-homosexuelle (art. 331. al 2)

1981 : création de Radio Nova par Jean-François Bizot, qui sera en France le fer de lance de la « *world music* », dite encore « musiques du monde » ou « sono mondiale ».

1982 : Création de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Toxicomanie (MILT)

1982 : Deux meurtres et un viol en quatre mois au squat rue Raymond Losserand

1982 : Rapport des Nations-Unies sur les stupéfiants : « la peste moderne ne cesse de s'étendre ».

1982 : Héroïne : une variante rose sur le marché parisien

Décembre 1982 : fermeture des Bains-Douches

1982 : les Français étrennent la 5^{ème} chaîne (après Antenne 2 en 1974 et FR3 en 1982)

1983 : identification du virus du SIDA

Mars 1983 : Le FN fait 17 % des voix à Dreux lors des élections municipales

6 juin 1983 : victoire de Yannick Noah à Roland Garros

1983 : les aventures de Yasser Arafat, chassé de Syrie et bloqué à Tripoli, au Liban

Juillet 1983 : expulsion du squat de la rue de Flandres dans le 19^{ème} arrondissement.

Octobre-novembre 1983 : Marche pour l'égalité et contre le racisme

Décembre 1983 : 2,2 millions de chômeurs

1983 : *Un thé au Harem d'Arché Ahmed* (Mehdi Charef)

1983 : mort du chanteur Klaus Nomi

Mars-mai 1984 : nombreux raids policiers dans l'Îlot Chalon

1984 : mort du philosophe Michel Foucault

septembre 1984 : circulaire du garde des sceaux, Robert Badinter, sur les usagers-revendeurs

1985 : création de Aides par Daniel Defert

1985 : arrivée de l'ecstasy en France

Décembre 1985 : arrivée du crack à New York

1986 : début de la 1^{ère} cohabitation

1986 : progression inquiétante de l'épidémie de sida

17 janvier 1986 : loi créant l'incrimination de cession pour usage de stupéfiants

1986-1987 : plusieurs affaires pointent l'utilisation de l'argent de la drogue dans le financement d'activités terroristes à Paris (Tamoules, turques, Hezbollah)

1986 : « plan anti-droque » d'Albin Chalandon

Mai 1987 : adoption du projet de loi Chalandon qui prévoit la diminution de peine de moitié pour les repentis et une prescription passant de 10 à 20 ans pour les trafiquants, plus la confiscation de leurs biens.

31 septembre 1987 : le nouveau code pénal fait du trafic en bande organisée un crime

1987 : le médecin Jean Carpentier déclare pratiquer la substitution à base d'opiacés de synthèse

Mai 1987 : décret Barzac qui libéralise la vente de seringues

début du mouvement techno en Angleterre

1988 : réélection de François Mitterrand

Juillet 1988 : démission du ministre de la Santé, Léon Schwarzenberg, après 9 jours d'activité, pour avoir proposé la distribution d'héroïne sous contrôle médical aux usagers lourds.

1988 : premier programme d'échange de seringues par Médecins du Monde (Saint-Denis et Marseille en 1992)

1988 : Ego : ouverture du centre d'accueil, « premier lieu d'accueil bas-seuil en France ».

Été 1988 et 1989 : *Summer of Love* ; mort d'une jeune de 16 ans suite à une surconsommation d'ecstasy.

1988 : premières prescriptions de Temgésic (mis sur le marché en 1987) par Carpentier, Boisseau, Daulouède.

1989 : la Brigade des stupéfiants s'autonomise de la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme

1989 : création d'Act up

1989-1993 : chasse aux dealers Plan Quilès-Broussard de lutte contre la drogue : opérations de police ; encouragement de la chasse aux dealers et aux « toxicomanes » dans les quartiers

1990 : Deuxième rapport commandé par le Président de la République de Catherine Trautmann, « Lutte contre la toxicomanie et le trafic de stupéfiants »

1990 : Rapport Padieu sur l'information statistique et l'absence de chiffres fiables

1990 : Affaire du sang contaminé

1990 : 1ères actions de réduction des risques : programmes d'échange de seringues Médecins du Monde, Arcades, Bus des Femmes et Bus AIDES

1990 : création d'un troisième centre de méthadone

Octobre 1990 : émeutes de Vaulx-en-Velin

1991 : mise en vente des kits Stéribox

Automne 1991 : sorti de *Nevermind* et premiers succès de Nirvana ; Kurt Cobain a 24 ans, il devient une icône mondiale du mouvement grunge, porte parole de la « génération X »

Juin 1992 : création d'ASUD

Été 1992 : plan Quilès-Broussard opérations coup de poing à Paris, Lille, Lyon et Marseille

1993 : 2^{ème} cohabitation

Janvier-février 1993 : des bandes « anti-droque » encouragées par le Ministre de l'Intérieur chassent usagers et revendeurs d'héroïne dans les quartiers

Avril 1993 : Création de Limiter la Casse. Le 30 novembre l'association organise un défilé de bus d'échange de seringues et un rassemblement à Stalingrad

1993 : Premières « Boutiques » d'accueil bas seuil : Transit à Marseille, Charonne à Paris, Clinique Liberté à Bagneux (92)

1993 : *Wesh Wesh. Qu'est-ce qui se passe ?* (Rabah Ameur-Zaïmeche)

1993 : Premier *Technival* français organisé à Beauvais, suivi de *Technivals* monstres en 1994 et 1996 dans l'Aveyron et le surplomb de la Seine, qui marquent le tournant des usages festifs et tabou de l'héroïne.

Octobre 1993 : des syndicalistes, militants et chercheurs fondent le collectif AC ! – Agir ensemble contre le chômage et la précarité.

1994 : premier Sidaction, destiné à collecter des fonds et à sensibiliser le public à propos du sida 45,7 millions de francs sont récoltés.

26-28 avril 1994 : Nelson Mandela est élu président à l'issue des premières élections multiraciales

10 mai 1994 : Sylvio Berlusconi accède pour la première fois aux fonctions de président du Conseil.

1 juillet 1994 : Yasser Arafat retourne en terre palestinienne après 27 ans d'exil, et forme à Gaza un gouvernement autonome, l'Autorité palestinienne.

1994 : Kurt Cobain est retrouvé mort par overdose dans une chambre d'hôtel.

1995 : Jacques Chirac, Président de la République

novembre-décembre 1995 : grandes grèves, les plus importantes depuis mai 68, qui paralysent le pays en réaction au projet de réforme de la Sécurité sociale mis en œuvre par le gouvernement d'Alain Juppé.

1995 : Rapport du Comité Consultatif National d'Ethique présidé par Roger Henrion : pas de consensus sur la dépénalisation mais consensus sur l'urgence de santé publique.

1995 : Clarisse Boisseau et Jean Carpentier sont condamnés à 1 mois d'interdiction d'exercice par l'ordre des médecins.

1995 : *La Haine* (Matthieu Kassowitz)

1995 : mort du philosophe Gilles Deleuze

26 mars 1995 : les accords de Schengen entrent en vigueur dans sept Etats (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) garantissant la libre circulation des services et des personnes.

28 mars 1995 : sorti de l'album *Paris sous les bombes* du groupe de rap NTM, qui fait polémique et conduira à la condamnation en 1996 pour « outrages à personnes détentrices de l'autorité » rattaché à un collectif de graffeurs.

Avril 1995 : Autorisation de mise sur le marché de la Méthadone

Automne 1995 : mise en place de l'OFDT (créée par un décret de 1993)

1996 : Mise sur le marché du Subutex et développement des structures « bas seuil » (33 en 1996).

1998 : Rapport Roques sur la dangerosité des drogues

1998 : Nicole Maestracci à la MILDT

21 avril 2002 : Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles

1 janvier 2002 : passage à l'euro

2004 : Légalisation de la réduction des risques dans la loi de Santé Publique du 9 août 2004

2004 : Entrée de la réduction des risques dans le Code de santé public

2004 : Première diffusion de la série-culte *The Wire* (David Simon).

Annexe 2 : Questions de méthode

Aux sources de l'histoire de l'héroïne: quelles archives et comment y accéder ? ¹

Tout travail historique s'appuie naturellement sur des archives qui requièrent pour leur examen une méthodologie spécifique, différente de celle des autres sciences sociales. Ces documents doivent être appréhendés en vertu des méthodes d'analyse critique et de contextualisation, et des interrogations qui sont celles des historiens, portant sur les évolutions, les contextes, les transformations dans le temps des significations des pratiques, la permanence de certaines structures. De surcroît, l'approche d'un phénomène multidimensionnel comme la place de la drogue dans la société se doit de déployer toute la gamme de la documentation disponible. Mais un autre problème se pose au préalable : celui d'accéder aux ressources elles-mêmes, pour un sujet aussi sulfureux que la drogue et pour une période aussi récente que celle du dernier tiers du XXe siècle.

Les fonds d'archives disponibles

Pour écrire l'histoire de l'héroïne en France entre les années 1960 et les années 1990, les sources les plus pertinentes peuvent venir aussi bien des « institutions » au sens large (administrations ministérielles chargées de la lutte anti-drogue, centres de soins, associations) que des drogués eux-mêmes, dans le recueil de leur témoignage, autrement dit « d'en haut » ou « d'en bas » en ce qui concerne des scènes de drogues. En tant que problème social et politique, ayant interpellé législateurs et gouvernements, faisant l'objet d'une politique de répression, de soins et de prévention, l'héroïnomanie peut être abordée à travers le prisme des institutions qui ont eu à leur charge un ou plusieurs volets de la politique anti-drogue. Beaucoup d'historiens ont d'ailleurs le réflexe de démarcher en priorité les fonds d'archives institutionnels avant d'aller vers des sources alternatives (sources orales, traces écrites diverses...), bien que ce soit avant tout le regard de l'historien qui confère à un document quelconque le statut d' « archive » en fonction de son propre programme de recherche.

Les archives au sens concret et institutionnelle du terme sont produites, en ce qui concerne notre objet de recherche, par les différentes administrations et institutions chargées de la lutte contre le trafic et les usages illicites, la prise en charge des toxicomanes, la régulation du marché des psychotropes légaux, la prévention auprès des jeunes, ainsi que par les organes interministériels chargés de donner une unité à cet ensemble hétérogène. L'essentiel des fonds institutionnels intéressants pour notre travail était consultable, avant les grandes opérations de déménagement qui ont touché les Archives Nationales depuis 2012 au Centre des Archives Contemporaines (CAC) de Fontainebleau, en Seine et Marne. Au-delà de l'identification des départements ministériels compétents sur les questions de drogue, les versements et les articles ont aussi été recensés à l'aide d'une recherche effectuée dans la base de données informatiques du Centre (PRIAM3), à partir de quelques mots-clefs (comme « drogue », « toxicomanie », « stupéfiants », « trafic de drogue », « substances vénéneuses »), et d'une consultation des bons de versement des services versants disponibles en salle de consultation du CAC, et de

¹ Note rédigée par Alexandre Marchant.

l'utilisation des instruments de recherche qui ont été spécifiquement mis au point pour certains ministères².

Bref inventaire des fonds et des types de documents mobilisables

Evoquons les différentes administrations fournissant les matériaux utilisables pour écrire cette histoire de l'héroïne. Commençons par le ministère régalien de l'Intérieur. Ces matériaux émanent de plusieurs services répressifs pilotés par le ministère de l'Intérieur. Le plus important est l'OCRTIS (Office Central de Répression du Trafic Illicite de Stupéfiants), 7^{ème} des Offices centraux de police judiciaire dépendant de la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN). L'Office central ayant pour mission de centraliser l'ensemble de l'information en matière de drogue et de coordonner l'action des services répressifs sur le territoire français, il offre au chercheur une sorte d'observation qui lui évite de se disperser, en allant par exemple consulter les archives de la gendarmerie, des douanes ou des brigades de stupéfiants de divers Services Régionaux de Police Judiciaire (SRPJ) au sein des différents sites d'archives départementales. C'est pourquoi les documents contenus dans les fonds de l'Office peuvent aussi venir d'autres services répressifs, même jusqu'à la Direction de Sécurité du Territoire (DST) qui communique à l'Office toutes les informations recueillies qui relèvent du trafic du drogue. Même s'il faut admettre que la transmission des informations et la bonne entente entre les services répressifs, relevant de ministères différents, n'a pas toujours été aisée depuis la début de la guerre à la drogue à la française, donnant un certain crédit à la légende de la guerre des polices et, dans le cas du trafic de drogue, des rivalités extrêmement fortes entre les policiers et les douaniers.

A côté de l'OCRTIS, d'autres administrations relevant de l'Intérieur sont susceptibles de fournir des matériaux de recherche : le cabinet du directeur de la Police nationale, le Service de la Collaboration Technique Internationale de Police Criminelle (SCTIP), autrement dit la branche française d'Interpol, les administrations dépendantes de la direction de la Police de l'Air et des Frontières, celles dépendantes de la direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques... Notons enfin que tout ce qui relève de l'activité de la police parisienne relève de la Préfecture de Police qui dispose d'un centre d'archives à part. Longtemps basé dans le 5^{ème} arrondissement de Paris, il est aujourd'hui situé au Pré-Saint-Gervais, en Seine Saint Denis. Nous nous y sommes rendus en parallèle dans l'espoir d'y trouver des matériaux déposés par la Brigade des Stupéfiants parisienne. Hélas, la recherche dans les inventaires et un entretien avec la responsable du service ont vite dissipé nos espérances. Les archives de la Brigade n'ont visiblement jamais été déposées au service des archives. Elles demeurent toujours, selon toute vraisemblance, en la possession de la Brigade et le service des archives du Pré-Saint-Gervais ne dispose d'ailleurs que de peu de fonds émanant de la Police Judiciaire (le « 36 quai des Orfèvres »)

² On retiendra notamment pour le ministère de l'Intérieur : DEFRANCE Jean-Pierre (dir.), *Archives contemporaines du Ministère de l'Intérieur*, ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, 1995 ; et pour le ministère de la Justice : BANAT-BERGER François (dir.), DUCRET Anne, PERRIER Elisabeth, *Justice : les archives contemporaines de l'administration centrale*, ministère de la Justice, Service des Archives, 1997.

qui semble être un « Etat dans l'Etat »³. Aucun texte réglementaire n'existe pour obliger les fonctionnaires du « 36 » à verser leurs archives à la Préfecture, et ils ne les versent donc pas. Le déménagement du 36 aux Batignolles en 2017 les obligera sans doute à faire l'inventaire de leurs placards, et il serait question de leur faire signer à ce moment-là des textes sur le versement de leurs archives. Mais en attendant cette manne reste malheureusement inaccessible : il y a même de grandes chances pour que ces archives qui nous intéressent ne refassent jamais surface... Les autres fonds disponibles et accessibles, moyennant une dérogation auprès de la responsable des archives qui est accordé dans un délai de deux à trois mois, se sont révélés également inexploitable. Nous eûmes l'idée de dépouiller des mains courantes des commissariats parisiens (en ciblant sur les quartiers administratifs proches de l'îlot Chalon, de Stalingrad ou des Halles qui furent, au cours de notre période d'étude, de hauts lieux de vente et/ou de consommation de drogue). Mais le dépouillement de ce « registre des pleurs » renferme tout et n'importe quoi : matériau de premier choix en ce qui concerne les plaintes de riverains excédés, rechercher des informations relatives aux scènes de la drogue s'assimilait à rechercher une aiguille dans une botte de foin.

Le problème de la drogue intéresse également le ministère de la Justice. Là aussi, il faut différencier les niveaux de l'administration judiciaire qui entretiennent chacun un rapport particulier à notre objet de recherche. Dans une approche *top-down*, les sources de l'administration centrale disponibles à Fontainebleau permettent d'examiner davantage le régime de prohibition en lui-même que les trajectoires biographiques et le parcours judiciaire des usagers de drogue tombant sous le coup de la loi et interpellés. Tout ce qui relève des affaires judiciaires est versé au bout de trente ans par le greffe aux archives départementales du ressort territorial du tribunal où ont été traités ces dossiers, les fonds disponibles aux archives nationales ne concernent que peu d'éléments, simplement quelques travaux préparatoires à la préparation des textes législatifs et de leurs décrets d'application, ainsi que des circulaires qui sont régulièrement envoyées au Parquet pour préciser les modalités d'exercice de l'action publique, le tout conservé dans les archives de la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces. Les archives des conseillers techniques du ministre contiennent aussi des notes très intéressantes sur l'évolution des formes de la toxicomanie dans la société. Car l'observatoire que constitue la Chancellerie permet tout de même d'appréhender les réalités de terrain, en raison de la très grande diversité des dossiers remontant à Paris. Il est possible d'y retrouver des dossiers très complets sur le problème de la toxicomanie dans les années 1980, dont des notes envoyées par des juges d'instruction ayant eu à traiter des affaires de drogue au moment où se développe une petite délinquance urbaine directement en lien avec l'achat de drogue, ainsi qu'un ensemble de rapports relatifs à la Politique de la Ville et à la prévention de la délinquance au début des années 1990.

Le pendant de la répression étant la politique de soins et de prise en charge d'individus que la loi de 1970 définit également comme malades, le ministère de la Santé a

³ Selon les propos de la commissaire Françoise Gicquel, responsable du service des archives, entretien de mars 2015.

aussi produit un grand nombre d'archives qui ont nourri notre recherche. Parmi les directions générales du ministère, on retiendra d'abord les versements issus de la Direction Générale de la Santé (DGS), qui a pour compétence la définition d'une politique générale en matière de toxicomanie, le contrôle des établissements de postcure et de réadaptation auxquels il a été reconnu un caractère sanitaire. Le Bureau Maladies mentales, Alcoolisme et Toxicomanie, ainsi que le Bureau Environnement sanitaire, Alimentation et Toxicologie, à travers leurs différentes évolutions administratives, ont versé des dossiers généraux et des rapports d'activités sur différents établissements hospitaliers, au sein desquels on peut exhumer certains dossiers relatifs à la lutte contre la toxicomanie. De façon complémentaire, les fonds de la Direction des Hôpitaux (DH) ont laissé quelques documents portant la trace d'affaires de vols de stupéfiants ou de médicaments psychotropes dans certains hôpitaux, un problème particulièrement épineux pour les pouvoirs publics à la fin des années 1970, ces opiacés étant des produits de substitution pour de nombreux héroïnomanes. De façon plus marginale, mais en relation avec un aspect particulier du régime de prohibition des stupéfiants, la Direction de la Pharmacie et du Médicament (DPM), qui est chargée de l'élaboration et de l'application de la réglementation sur les médicaments psychotropes ainsi que des conventions internationales sur les stupéfiants, peut également délivrer quelques documents intéressants. Cette dernière a versé ses archives complètes, notamment celles du Bureau Stupéfiants, Psychotropes, Substances dangereuses, Substances vénééuses, dit PH5. Nous pénétrons ici, par ses archives, au cœur de la politique de contrôle qui est indissociable de la prohibition des stupéfiants visant à restreindre la circulation de ces derniers dans les marchés extrêmement contrôlés de l'industrie pharmaceutique et de la prescription médicale. Par ailleurs, des années 1960 au début des années 1980, c'est le point de vue global sur la politique des pouvoirs publics en matière de toxicomanie avant la création de la MILDT qui est ici livré : collaboration avec la Commission des Stupéfiants et le Conseil Economique et Social de l'ONU, statistiques sur le trafic de stupéfiants en France, dossiers de travail sur la réglementation comme sur la collaboration avec les services répressifs sur les questions de consommations de produits pharmaceutiques par les toxicomanes. Au sein des versements du Bureau PH5, se trouvent également les fonds de l'Inspection Générale de la Pharmacie, en charge du contrôle de la prescription des substances contrôlées et de leur délivrance par les pharmacies. De plus, la Direction de l'Action Sociale (DAS), plus particulièrement son Bureau de la vie sociale, nous a fourni aussi quelques cartons d'archives renfermant un certain nombre de rapports sur la situation sociale et sanitaire des scènes de la drogue (et de la prostitution y attenante) pour les années 1980-90. Enfin, parmi les organismes sous tutelle du ministère, et dont les archives sont enregistrées comme versements de ce dernier, on évoquera les fonds de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) : ses unités 185 et 110 (épidémiologie des troubles mentaux) ont été plutôt actives, plutôt au tournant des années 1960-70 lors du surgissement du problème et de la panique morale qui a suivi, pour donner les premiers contours statistiques, fussent-ils grossiers, de l'épidémie qui faisait alors la une des journaux.

Dans le cadre des politiques publiques de la drogue, on aurait tendance à penser que la Jeunesse et les Sports, qui ne relèvent du reste tout au long de la période que d'un

secrétariat d'Etat, ont joué un rôle tout à fait secondaire. Il n'en est rien. D'une part, il s'agit là du « ministère des Jeunes », donc au premier chef concerné par la toxicomanie qui semble frapper en priorité, depuis les années 1960, la jeunesse. Les actions générales de prévention et d'information par le biais de la réalisation de brochures d'information, les mesures en faveur de la prise en charge associative des jeunes drogués font l'objet de plusieurs dossiers que l'on a pu retrouver dans les fonds des conseillers techniques sur les questions de drogue auprès du cabinet du ministre. Mais d'autre part, ce secrétariat d'Etat a joué un rôle d'initiateur de politiques publiques relativement important au début de la décennie 1970 en patronnant et finançant de lui-même d'audacieuses expériences de postcure et de réinsertion dont on peut retrouver les traces dans les fonds de la Direction de la Jeunesse et de ses divers bureaux. Le point de vue délivré par les archives du secrétariat d'Etat constitue aussi une sorte d'observatoire de ce qui se fait sur le terrain en matière de prise en charge des toxicomanes, de la même manière que le permettent aussi les archives de la DGS à la Santé : toutes les associations locales souhaitant recevoir adoubement et fonds publics ont en effet fait remonter leurs dossiers et comptes-rendus d'activité vers les services du secrétariat d'Etat. Mais surtout ces fonds, de façon inattendue, nous permettent de contourner les problèmes de dérogations refusées par d'autres autorités comme l'Intérieur par exemple. En effet, les nombreux dossiers relatifs à certaines expériences inédites de prise en charge post-sevrage pilotées par le secrétariat d'Etat contiennent aussi des informations sur les « patients » : quelques dossiers médicaux individuels d'héroïnomanes nous permettant de restituer quelques itinéraires biographiques, certes une poignée mais sans doute représentatifs d'une tendance générale ou en tous cas considérés comme tel par les pouvoirs publics qui les ont sélectionnés ainsi. Or, vu l'intitulé du ministère, les dérogations furent accordées, quand il était nécessaire d'en demander, extrêmement rapidement, sans doute sans vérification du contenu des cartons par le service versant. Ou alors les délais de communication étaient déjà passés, le carton ayant été estampillé Jeunesse et Sports et par conséquent avec un contenu de moindre importance, l'archiviste chargé de l'inventaire des fonds n'ayant sans doute pas remarqué la présence de dossiers médicaux avec informations nominatives au beau milieu des dossiers.

Enfin, toujours sur la question des jeunes, de la prévention et de l'éventuelle détection de cas d'usage problématique de stupéfiants, le ministère de l'Education nationale a déposé quelques archives relatives aux problèmes de toxicomanie. La Direction des lycées ou les archives des conseillers techniques du ministre ont ainsi pu laisser quelques dossiers sur les actions de prévention, de surveillance et les circulaires adressées aux chefs d'établissement. Toutefois, l'intérêt de ces archives là est, convenons-en, plutôt secondaire. Elles révèlent néanmoins l'état des représentations du problème au niveau des autorités publiques.

Au-delà de ces départements ministériels, à l'échelon supérieur, nous trouvons les fonds déposés par les services du Premier ministre. Les archives de Matignon sont de plusieurs natures différentes. Il y a tout d'abord celles du Secrétariat général du gouvernement qui contiennent les travaux préparatoires de certaines lois dont celles qui nous intéressent pour les stupéfiants. En outre, plusieurs structures de coordination temporaire ont été mises en place dans les années 1970 sous l'égide du Premier ministre

comme le *Service interministériel pour l'information en matière de drogue* créé par la circulaire du Premier ministre en mars 1972 mais finalement rattaché ultérieurement à la Santé sans avoir rencontré de grands succès. Ensuite, les recherches dans la base de données de Fontainebleau nous ont permis d'identifier des fonds déposés par des conseillers techniques chargés, entre autres, des questions de toxicomanie auprès du Premier ministre (Antoine Durrleman auprès de Jacques Chirac en 1986-88, Daniel Lecrubier auprès d'Edith Cresson en 1991). Enfin, sont rattachées aux fonds de Matignon les archives de certaines commissions *ad hoc* comme le Comité dit Peyrefitte de 1976-1977 sur les formes nouvelles de la délinquance et les réponses à adopter face à la violence et à l'insécurité : le Comité a accordé une place, certes légère, à la toxicomanie.

Enfin, on trouve au CAC les archives de la MILDT, rattachées officiellement au fonds de la Santé car il s'agissait là de l'une des premières tutelles hiérarchiques de la Mission, avant qu'elle ne passe entre les mains du Premier ministre. Les fonds de la Mission contiennent les minutiers et les dossiers de travail de cette institution, restituant ses activités de coordination de l'action ministérielle et de collaboration avec les associations de terrain. Les documents de ces versements proviennent aussi de la Délégation Générale à la Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (DGLDT), éphémère Direction interministérielle créée en 1990 et dont les structures ont presque aussitôt été intégrées à la MILDT. Certaines archives conservées dans les cartons de ces fonds proviennent également du Comité Européen de Lutte Anti-Drogue (CELAD), actif de 1986 à 1995 (comptes-rendus des réunions du Conseil).

Le dépôt de Fontainebleau conserve enfin les archives des commissions parlementaires pour notre période : on y trouve les procès-verbaux de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales, de la Commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République retranscrivant les travaux préparatoires des lois anti-drogue. Les archives de la Commission des Affaires étrangères seront mobilisées pour les projets de loi autorisant la ratification par la France des conventions internationales sur les stupéfiants.

On évoquera, pour terminer ce tour d'horizon des archives françaises, les fonds d'archives d'autres institutions de conservation qui peuvent être mis à contribution. On songera notamment aux archives parlementaires. Le service des archives de l'Assemblée Nationale offre, grâce à ses instruments de recherche dans l'univers des débats parlementaires (Tables, bulletins des commissions), ses sources imprimées abondantes issues du *Journal Officiel* ou des propres presses de l'Assemblée (travaux préparatoires des lois, rapports, débats parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat) et ses quelques fonds d'archives législatives, la possibilité d'étudier le traitement de la question de la drogue et de la toxicomanie par les parlementaires. Les travaux et les débats autour du vote des lois sur la drogue (1970, 1986 sur le délit de cession, 1987, 1991 sur les livraisons surveillées), des propositions de lois qui n'ont pas eu de suites, des lois autorisant la ratification par la France des Conventions internationales en matière de stupéfiants, les questions orales ou écrites au gouvernement constituent les principaux matériaux de recherches, ainsi que les fonds des commissions parlementaires (procès-verbaux de

réunions) postérieures à 1974. Au niveau des autres centres de documentation, on citera la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC) de Nanterre qui contient un peu de documentation générale sur la drogue en France des années 1960 à nos jours, mais surtout une partie des archives de l'Observatoire Géopolitique des Drogues (OGD), l'association fondée par Alain Labrousse et Charles-Henri Choiseuil de Praslin. Certes, il s'agit essentiellement de revues de presse étrangères, la plupart provenant d'Amérique latine et en Espagnol, mais il s'agit de ressources utiles pour écrire l'histoire de certaines filières de trafic qui ont effectivement alimenté, et continuent d'alimenter en cocaïne, le marché clandestin français.

Notons enfin que quelques fonds étrangers ont été consultés. Un membre de l'équipe, dans le cadre de son travail de thèse, a eu l'occasion d'aller travailler dans les archives fédérales américaines à Washington DC. Dans les fonds des *National Archives and Records Administration* (NARA), sur le site de Colledge Park dans le Maryland, nous avons pu dépouiller les fonds du *Bureau of Narcotics and Dangerous Drugs* (BNDD), ancêtre de la DEA dont les archives sont hélas plus difficilement accessibles. Dans les dossiers déposés par l'agence fédérale, les fonds des années 1960 relatifs au trafic international d'héroïne nous ont permis de mieux cerner le dispositif de la *French Connection* et de cette gigantesque économie clandestine transatlantique, d'un point de vue américain de surcroît. Les relations entre les malfrats corses, leurs partenaires italiens et leurs relais franco-italiens sur le continent américain, ainsi que leur terrain d'action dans l'Atlantique et dans l'espace méditerranéen, sont particulièrement bien restitués par ces fonds en langue anglaise, constitués de notes de synthèse, de rapports envoyés par les agents du BNDD en Europe, essentiellement en Italie et en France, et de correspondances entre les services américains et français. Quelques rapports très importants sur le trafic d'héroïne et le rôle prépondérant des criminels français dans l'organisation du trafic dans les années 1960, produits par le Sénat américain, ont également été consultés à la Bibliothèque du Congrès (*Library of Congress*) à Washington DC.

Obstacles et modalités de contournement

On l'aura compris, parmi les différents fonds d'archives accessibles, le Centre des Archives Contemporaines de Fontainebleau fut donc un grand pourvoyeur de sources pour notre travail de recherche. Le principal obstacle qui se pose au chercheur en pareil cas est celui de l'accès aux fonds conservés par les Archives Nationales, ces derniers étant récents et le sujet sensible dès lors qu'il est question de protection de la vie privée et du fonctionnement d'administrations fondamentales au maintien de l'ordre public comme le ministère de l'Intérieur. Le chercheur est ici obligé de recourir à la procédure de demande de dérogation, malgré les acquis de la loi du 15 juillet 2008 sur l'accès aux archives qui a réduit de manière générale les délais de communication définis par la loi de 1979 modifiant le Code du patrimoine : (25 ans pour le régime général, 50 ans pour les affaires concernant la sûreté de l'Etat et la sécurité publique, pour les dossiers des conseillers techniques des cabinets ministériels, encore que ceux-ci accordent sans problème la dérogation pour accéder à leurs papiers, 75 ans pour les enquêtes de police judiciaire et les dossiers de juridiction, 120 ans pour les dossiers individuels, 150 ans pour les dossiers médicaux

individuels). La plupart des archives des services de police nous concernant restent par exemple incommunicables pour une durée de 50 ans. Tandis que des dossiers individuels ne sont communicables qu'au bout de 100 ans, que l'on songe par exemple à certains dossiers de médecins ayant enfreint la législation sur la prescription de stupéfiants et pour lesquels la demande de dérogation est refusée pour des raisons de confidentialité⁴. En raison de ce calendrier de communicabilité, on comprendra aisément que la plupart de nos matériaux furent obtenus par dérogation, leur accès étant ainsi soumis au bon vouloir des ministères. La plupart répondent cependant favorablement aux demandes, hormis sur les dossiers médicaux individuels en ce qui concerne l'autorité de Santé.

Malheureusement, compte tenu de la nature de notre recherche, les services du ministère de l'Intérieur se sont montrés particulièrement avares en documents, refusant beaucoup de nos demandes d'accès par dérogation. De réputation, c'est le ministère le plus rétif à accorder les dérogations demandées par les chercheurs. Les délais de réponse sont extrêmement long (plus de six mois, voire un an, là où la plupart des ministères donnent leur réponse au bout de deux ou trois mois en moyenne). Cependant, certaines demandes furent accueillies favorablement, grâce à l'écoute réceptive du commandant Vincent Weiler de l'OCRTIS qui nous accorda l'accès à plusieurs cartons de dossiers d'affaires de stupéfiants des années 1970-1980, à côté de fonds plus anciens relatifs au trafic d'héroïne des années 1960. Aussi, même fragmentaires, les matériaux collectés auprès de l'Intérieur nous placèrent directement au cœur de la lutte policière contre le trafic et nous font pénétrer, avec certes les limites du regard policier qui criminalisent le phénomène étudié et ne collecte que les informations nécessaires à la surveillance et au démantèlement d'un réseau de trafic de drogue, dans l'antimonde des économies criminelles de l'héroïne. Les fonds obtenus, constitués essentiellement de notes internes et de dossiers d'affaires, permettent de reconstituer quelques passionnants récits de traque policière contre les malfrats corses de la *French Connection*, contre les Triades asiatiques des « affaires chinoises » ou contre les ramifications françaises des cartels colombiens de la cocaïne dans les « affaires colombiennes ». Certains dossiers d'affaires contiennent par ailleurs, outre les commissions rogatoires délivrées par les juges d'instruction, des comptes-rendus d'interrogatoire, voire des retranscriptions d'écoutes téléphoniques, dont la lecture ne manque jamais de provoquer une certaine excitation chez le chercheur.

En revanche, les travaux des groupes de discussion entre les polices européennes (Groupe Trevi III dit comité européen de lutte anti-drogue dans les années 1980, Groupe Schengen qui, entre 1987 et 1993, a préparé l'ouverture de nombreuses frontières au sein de l'Union Européenne) mettent l'eau à la bouche du chercheur lorsque les inventaires sont consultés mais les demandes de dérogation sont refusées au nom de la sécurité publique. De même pour le Fichier Central de la police judiciaire dont la consultation des tables nous laisse entrevoir, au détour des lignes, le nom de quelques grandes figures du crime organisé, notamment de la pègre marseillaise : la demande d'accès aux notices et aux dossiers judiciaires est refusée au nom de la protection de la vie privée. La contestation de ce refus en faisant appel à la CADA (Commission d'Accès aux Documents Administratifs)

⁴ Pour le texte de la loi : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019198529>.

ne donne hélas rien en raison de la date trop récente des fichiers et du fait que les personnes concernées sont, pour beaucoup, encore en vie.

De surcroît, au-delà des questions de délais de communication et de dérogations, des problèmes spécifiques liés au site se sont posés pour accéder à ces ressources : de nombreuses salles de conservation des archives étaient en effet inaccessibles en raison de la présence d'amiante dans les plafonds. L'accès avait donc été interdit jusqu'à ce que les opérations de dépoussiérage aient été effectuées. Hélas celles-ci n'ont jamais été entreprises avant le début du grand déménagement vers le site de Pierrefitte-sur-Seine, intervenu alors que le projet de recherche était déjà lancé : de nombreux articles des fonds recensés provenant du ministère de la Santé n'ont ainsi pas pu être consultés, notamment les archives de la Commission interministérielle sur les Stupéfiants. Heureusement, il est possible de botter en touche. La politique de la drogue étant interministérielle, des copies de décisions prises par certains départements ministériels peuvent se retrouver dans d'autres. En l'occurrence, nous avons eu l'heureuse surprise de trouver dans les archives du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports au début des années 1970 un grand nombre de copies de comptes-rendus du groupe de liaison sur les Stupéfiants qui, depuis l'Intérieur, a assuré la coordination des politiques anti-droque au lendemain de l'adoption de la nouvelle législation sur les stupéfiants. Citons ainsi par exemple, au sein des archives du ministère de la Jeunesse et des Sports, le très riche versement CAC 19780387/16-35 qui ne contient pas que les dossiers de subventions accordées aux associations de lutte contre la drogue et aux actions de prévention de 1969 à 1974 mais qui contient aussi tous les procès-verbaux de la commission interministérielle sur l'information en matière de drogue à Matignon (1971), de la commission interministérielle sur les stupéfiants au ministère de l'Intérieur (1971-1973)), de réunions au ministère de la Santé Publique en 1972-1974, des comptes-rendus de réunions internationales mettant en place la coopération européenne en matière de lutte contre la toxicomanie, des études étrangères sur la toxicomanie, des comptes-rendus de colloques sur la drogue (y compris les « séminaires toxicomanie » de l'hôpital Sainte Anne (1971-1973)) ou encore des enquêtes de l'INSERM. De même, si les archives de la Commission interministérielle sur les Stupéfiants sont en grande partie inaccessibles, certains fragments sont récupérables dans d'autres fonds de la Santé et, de façon surprenante mais heureuse, dans les archives de l'OCRTIS pour le segment 1976-1981⁵. Il s'agit là du lot de bonnes surprises que le travail de dépouillement est parfois susceptible d'apporter.

Au terme de ce tour d'horizon, on ne peut que constater la richesse des archives disponibles et la possibilité d'y accéder par des moyens détournés, et ce en dépit des nombreux obstacles rencontrés du côté du ministère de l'Intérieur. Les doutes initiaux qui étaient les nôtres au début de cette recherche furent assez vite dissipés et les archives nous ont permis de compléter judicieusement les entretiens et le dépouillement de la presse. Non seulement l'apport des archives nous permit ainsi d' étoffer notre réflexion et d'introduire le point de vue de la politique publique qui avait été un peu négligé lors de la rédaction de l'avant-projet en 2011-2012.

⁵ C'est le cas du très riche versement de l'OCRTIS CAC 19920026/5.

Annexe méthodologique sur l'affaire de Bandol⁶

A) Revues de presse :

Afin de documenter l'affaire de l'overdose de Bandol et ses répercussions médiatiques, plusieurs revues de presse ont été effectuées. Afin de mesurer la médiatisation du phénomène et d'objectiver la « panique morale » de septembre-octobre 1969, nous avons aussi dénombré les articles (mais aussi des émissions radio et TV) traitant de drogues et élaboré des graphiques reprenant ces chiffres mois par mois.

1) *La République* (sous-titrée Côte Varoise) :

Revue systématique de l'intégralité des numéros sur fin août et septembre 1969 et lecture de tous les articles se rapportant aux drogues.

2) *Le Parisien Libéré* :

Revue systématique de l'intégralité des numéros sur fin août et septembre 1969 et lecture de tous les articles se rapportant aux drogues.

3) *France-Soir* :

Revue systématique de l'intégralité des numéros sur fin août et septembre 1969 et lecture de tous les articles se rapportant aux drogues.

4) *Le Monde* :

Revue systématique de l'intégralité des numéros sur fin août et septembre 1969 et lecture de tous les articles se rapportant aux drogues. Seul titre dont les numéros ont été indexés sur cette période : recherche par mot clé (« drogue ») sur 1968, 1969 et 1970 et compte des articles concernés mois par mois afin de mesurer les évolutions de la visibilité médiatique des drogues.

5) *Le Nouvel Observateur* :

Revue systématique de l'intégralité des numéros sur 1968, 1969 et 1970. Lecture de tous les articles se rapportant aux drogues et compte des articles concernés mois par mois afin de mesurer les évolutions de la visibilité médiatique des drogues.

6) *L'Express* :

Revue systématique de l'intégralité des numéros sur 1968, 1969 et 1970.

⁶ Voir infra, l'article de Vincent Benso.

Lecture de tous les articles se rapportant aux drogues et compte des articles concernés mois par mois afin de mesurer les évolutions de la visibilité médiatique des drogues.

B) Archives INA :

1) Radio :

Recherche par mot clé (« drogue ») sur 1968, 1969 et 1970. Ecoute des émissions sur août et septembre 1969, compte des émissions concernées mois par mois afin de mesurer les évolutions de la visibilité médiatique des drogues.

2) TV :

Recherche par mot clé (« drogue ») sur 1968, 1969 et 1970. Ecoute des émissions sur août et septembre 1969, compte des émissions concernées mois par mois afin de mesurer les évolutions de la visibilité médiatique des drogues.

C) Constitution d'un corpus de textes :

Afin d'étudier les interprétations postérieures de l'overdose de Bandol (et notamment la construction de l'analyse de son rôle crucial dans la mise en place de la forme moderne des soins aux toxicomanes et de la Loi de 70), un corpus d'une vingtaine de textes traitant de l'overdose de Bandol a été constitué. Pour cela nous avons cherché en utilisant les recherches par mots clés dans les collections de la BNF, de l'OFDT et via Google.

D) Archives du TGI Toulon :

Afin de documenter précisément les circonstances de l'overdose de Bandol et de croiser les sources presse, nous nous sommes procuré les procès-verbaux des audiences du 29/01/70 entre M le Procureur de la République près le TGI de Toulon-Var et R. Perrand, ainsi qu'entre M le Procureur de la République près le TGI de Toulon-Var et les autres membres de la bande.

Annexe 3 : Petite bibliographie commentée sur les histoires du « milieu » et des trafics⁷

Lors de ces dernières années, en France, la publication d'ouvrages sur le « Milieu » et ses figures emblématiques s'est intensifiée. Souvent très informés, basés sur des enquêtes de type journalistique ou/et policière, voire de méthodes inspirées de l'ethnographie urbaine, ces ouvrages ont parfois connu un succès planétaire⁸. Il nous a paru utile de convoquer quelques uns de ces références et de porter un regard critique sur ce corpus, qui mériterait une analyse approfondie.

Dans les représentations de sens commun comme dans les discours savants ou demi-savants, la figure du « Milieu », et celle corrélative de la « Mafia », qui seraient comme la quintessence de la criminalité, occupent une place centrale. Vieille histoire en France depuis au moins le XIXème siècle et les années 1930, marquée par une abondante production culturelle, comme en attestent quantité de romans policiers, la filmographie, des témoignages biographiques plus ou moins romancés, d'essais et de livres faisant appel aux mémoires de policiers ou aux PV de police judiciaire, aux souvenirs de voyous héroïques, des documentaires. Il s'agit en effet de décrire et analyser ce « monde du crime » et ses « organisations criminelles », ces « sociétés secrètes » peuplées de « gros bonnets », « voyous », « parrains », « caïds ». Vaste matériau dont on peut faire l'hypothèse qu'il repose sur une matrice commune sur laquelle cette production est fondée et interroger quelle fonction sociale elle exerce. Non seulement cette production discursive vient ainsi réactualiser une fascination ancienne pour ses mondes interlopes et entretenir des légendes, mais elles conduisent à dupliquer un modèle assez classique sur les filières exploitées par le banditisme, telles que l'héroïne, en privilégiant une approche « par le haut » et pyramidale. Or, on n'en est plus là. A cet égard, la « géopolitique des drogues » conduit déplacer le regard sur les mutations des économies criminelles et des mafias dans un monde qui s'est complexifié en même temps qu'il s'est globalisé. De même la sociologie des réseaux offre des outils précieux pour faire des réseaux des entités circonscrites et descriptibles favorisant l'autonomisation des liens, là où l'imaginaire du réseau n'en sollicite le terme que pour brandir l'épouvantail de l'illimité et de l'incontrôlable.⁹ Des enquêtes d'inspiration anthropologique sur les réseaux et les lieux de l'économie transnationale illégale permettent aussi d'inverser le regard porté sur une mondialisation « par le haut » pour s'intéresser aux formes de mondialisation « par le bas », de ré-ancrer ces réseaux souvent hors-sol dans les mondes urbains qui leur donnent consistance.

⁷ Recensement des livres uniquement, réalisé par Aude Lalande à partir de la base des libraires « Electre » fin 2012.

⁸ On pense aux livres de Roberto Saviano, *Gomorra, Dans l'empire de la camorra*, Paris, Folio, 2007, et *Extra pure. Voyage dans l'économie de la cocaïne*, Paris, Gallimard, 2013. Voir aussi, Philippe Pujol, *French deconnection. Au cœur du trafic*, Paris, Robert Laffont, 2014, et *La fabrique du monstre: 10 ans d'immersion dans les quartiers nord de Marseille, la zone la plus pauvre d'Europe*, Editions Arènes, 2015.

⁹ Jean-Samuel Bordreuil, Posface, *Economies criminelles et mondes urbains*, op. cit. p. 206.

La politique de l'héroïne : l'implication de la CIA dans le trafic des drogues, par Alfred W. McCoy, traduit de l'anglais par Jacques Schmitt, Régina Langer, Lézard, 1999

→ Résumé Electre : « Montre que, face à l'augmentation de l'usage de l'héroïne aux Etats-Unis et aux niveaux records de production et de consommation de stupéfiants à l'échelle mondiale, il est temps de tirer les enseignements de l'échec de la politique des drogues du gouvernement américain et de mettre un terme à la complicité de la CIA dans le trafic de drogue. »

→ Comprend un chapitre intitulé : « Marseille sur héroïne : les beaux jours de la French connection, 1945-1975 » (édité à part chez L'Esprit Frappeur)

French Connection, les entreprises criminelles en France, Thierry Colombié

Jean De Maillard, en librairie le 20 mars 2012. (212p., 16 euros)

Activité économique à part entière, la criminalité organisée requiert un savoir-faire, des méthodes, des règles et des structures pour investir, produire, prospecter, vendre, épargner, assassiner et corrompre. Comment les entreprises criminelles s'organisent-elles pour réaliser de substantiels bénéfices tout en échappant au système répressif ? Comment se rapprochent-elles des élites pour assurer leur pérennité ? Comment s'insèrent-elles dans la société pour la parasiter ? En analysant les mécanismes de la French Connection (1935-1985), grâce à des témoignages exceptionnels d'acteurs du Milieu ayant participé à ce tentaculaire trafic d'héroïne, Thierry Colombié donne une grille de lecture inédite de l'activité des groupes criminels français. Après plusieurs années d'enquête, l'auteur décrit les stratégies de ces firmes trafiquantes, qui ont compris l'intérêt de mettre en place un système de veille informative au sein de la société. Pour anticiper les évolutions des marchés, criminels ou non, analyser, réagir, innover et combattre, quel que soit le prix à payer. Loin du folklore et des clichés habituels, une plongée saisissante dans le monde discret et mystérieux d'un Milieu français qui n'a rien à envier aux traditionnelles mafias.

Ce livre est le premier d'une collection qui sera éditée en même temps par la maison d'édition NON LIEU sur papier et par l'OGC en ligne, à partir du mois d'avril 2012, consacrée à l'analyse géopolitique de toutes les criminalités, et dirigée par Thierry Colombié et Charles-Henri de Choiseul Praslin.

Beaux voyous, Thierry Colombié, Fayard 2007

→ Résumé Electre : « Plongée dans le milieu marseillais et de la French Sicilian connection, qui oeuvra de 1976 à 1980, grâce à la confession de ses principaux acteurs, notamment de Tintin dit le Corse qui mit sur pied le trafic d'héroïne. »

→ 4ème de couv : « Partout où il y a du grisbi à toucher, on trouve des truands. Mais il ne suffit pas de se lancer dans un trafic ou de monter au braquage pour se faire un nom. Dans le Milieu, un «beau voyou» doit être le plus discret possible, maîtriser l'art de la guerre et posséder une grande fortune. Il doit aussi éviter les balles, la prison, et compter sur ses proches. À la vie, à la mort. Mais comment fait-il ? Quels sont les plus grands obstacles ? Et s'il venait à dépasser la ligne jaune ?

Fondé sur les confessions inédites d'hommes du milieu marseillais et de Siciliens de la Cosa Nostra, *Beaux Voyous* retrace l'épopée de la French Sicilian Connection. À la fin des années 1970, un groupe de trafiquants marseillais décide de relancer le trafic d'héroïne. Le risque est grand mais le profit l'est encore plus. Grâce au fric du Casse de Nice, ils vont parcourir le monde pour acheter de la morphine base et persuader des chimistes de la French Connection de se remettre au turbin. Le refrain de la richesse en tête, ils finiront par s'associer avec Don Gerlando, un parrain de Palerme, et tirer le diable par la queue...

Par son écriture romanesque et grâce à des dialogues dignes des *Tontons flingueurs*, Thierry Colombié nous entraîne dans cette guerre des gangs : *Beaux Voyous* évoque la vie au quotidien des trafiquants, d'Islamabad à Istanbul en passant par Milan, Marseille, Palerme ou Naples, et les coulisses du très grand banditisme. À faire froid dans le dos... »

Sociétés du crime. Un tour du monde des mafias, par Clotilde Champeyrache, CNRS éditions, 2011 (édition de poche).

Cosa nostra sicilienne, camorra napolitaine, 'ndrangheta calabraise, sacra corona unita pouillaise, mais aussi triades chinoises, yakuzas japonais, vory v zakone russes... Les mafias dépassent de loin la criminalité ordinaire. Constituées en sociétés du crime au sein même de la société, aucune activité illégale ne leur échappe, tandis qu'elles se lient au politique, s'insinuent dans l'économie légale. Aujourd'hui, ces États dans l'État se mondialisent, et représentent une part importante du système financier international. Le crime, le sang, la loi du silence restent néanmoins leur loi essentielle. C'est cette alliance entre archaïsme et modernité qui est ici dévoilée dans un panorama des mafias, où le récit et le portrait viennent compléter l'analyse.

Parrains et caïds : le grand banditisme dans l'oeil de la PJ, Frédéric Ploquin, LGF, 2008

→ Résumé Electre : « Cartographie du milieu du banditisme qui dévoile les principaux protagonistes du crime organisé. Cet ouvrage décrit le fonctionnement de cet univers en France et donne la parole aux policiers spécialisés et aux avocats qui expliquent les rapports qu'ils entretiennent avec ces hors-la-loi. »

→ 4ème de couv : « Parrains et caïds. Il y avait le Who's who des notables et des célébrités, voici celui des parrains et des caïds. Du nord au sud du pays, vous y découvrirez les noms de ceux qui tirent les ficelles du crime organisé. Un monde de seigneurs avides de maintenir leur territoire intact et, si possible, de l'élargir. Celui des véritables héritiers du milieu à la française.

Les « artistes » de ce hit-parade à balles réelles sont des escrocs redoutables, de puissants trafiquants de drogue, d'occultes agents d'influence ou de féroces chefs de clan. Des parrains à l'ancienne aux caïds débridés, cette galerie de portraits puise aux sources les plus fiables : celles de la police judiciaire et de la justice. Une investigation au coeur du crime organisé, qui se lit comme un roman. »

Secrets d'enquêtes : l'ex-premier flic de Belgique raconte, Christian De Vroom, Les éditions de l'arbre, septembre 2011

→ Résumé Electre : « Mémoires du chef de la police, depuis sa jeunesse où il a aidé la France et le FBI à infiltrer les réseaux de trafiquants de drogue et en faisant tomber la célèbre French Connection jusqu'à la fin de sa carrière, où il a participé à la lutte contre les réseaux terroristes islamistes, en passant par ses enquêtes sur les CCC, les Tueurs du Brabant, J. Dutroux, ainsi que la guerre des polices. »

→ 4ème de couv : « Quand l'ex-premier flic de Belgique raconte...

Christian de Vroom est entré à la P.J. de Bruxelles en 1964, il a terminé sa carrière comme Commissaire général de la Police Judiciaire en 2000. Pendant 10 ans, il a été le patron de la « Crime ». Aujourd'hui, après 11 années de silence, il a décidé de parler. Cet homme au parcours d'exception aura vécu les événements les plus tragiques : l'Affaire Dutroux, le crime de la champignonnière, les Tueries du Brabant wallon..., les plus incroyables : l'affaire du démantèlement de la filière de drogue franco-américaine : la fameuse French Connection, et les plus déterminants : c'est lui qui a participé à la mise en place de la réforme des Polices. Dans un style vrai qui se lit comme un polar, il relate toutes les grandes affaires qui ont secoué la Belgique, en révèle les aspects inconnus du grand public et règle ses comptes. Une vie de super-flic qui ne laissera aucun lecteur indifférent. »

***Confessions d'un caïd, Jean-Pierre Hernandez*, Ed. du moment, 2011**

→ Résumé Electre : « Celui que l'on surnommait "Gros Pierrot" se confesse. Révélations inédites sur la French Connection, les trafics de faux-papiers, la plus grande affaire de fausse monnaie de ces dernières années, le marché clandestin de matières nucléaires, les techniques secrètes des braqueurs de coffres, les règlements de compte entre parrains du Milieu, les guerres des casinos, la mort d'Agnès Le Roux... »

→ 4ème de couv : « Jean-Pierre Hernandez, un caïd de soixante-quinze ans plus connu des services de police que du grand public, sort de l'ombre pour dire sa part de vérité sur trente années de grand banditisme. Gros Pierrot fait de spectaculaires révélations sur la French Connection, une très importante affaire de fausse monnaie, le marché clandestin de matières nucléaires, ou encore les règlements de comptes entre parrains du Milieu des années 1970 à 1990.

Il livre aussi une confidence qui risque de bouleverser la donne judiciaire concernant l'un des plus grands faits divers de notre époque : la disparition en 1977 d'Agnès Le Roux, héritière du casino Le Palais de la Méditerranée, à Nice. De quoi réviser le procès de son amant, Maurice Agnelet, condamné pour ce meurtre à vingt ans de prison.

La préface de Lucien Aimé-Blanc, grand flic, ex-patron de l'Office central de répression du banditisme, apporte à ce témoignage unique le cachet d'authenticité d'un expert de la pègre. »

→ Critique dans Libération daté du 11.03.2011

(...) A 75 ans, l'ancien bandit Jean-Pierre Hernandez dégage quelques secrets du milieu marseillais dans ses *Confessions d'un caïd* (Editions du moment). (...) «Je ne suis pas un

indic. On peut me demander jusqu'à la fin des temps qui a financé la French Connection. (...) Pierrot Hernandez fit lui-même la traversée de l'Atlantique avec 80 kilos d'héroïne planqués dans sa DS Citroën à bord d'un cargo jusqu'au Mexique, avant de livrer la marchandise au cœur de Manhattan, un paquet de Gitanes bleues et un briquet Dupont en signes de reconnaissance. (...) (PMCA)

***Brute de coffrage ou Le syndrome du sycophante*, Claude Boudenne**, Kirographaires, 2011

→ Résumé Electre : « Témoignage sur quinze années d'infiltrations intensives au coeur des réseaux de trafic de drogues. C. Boudenne fait le récit de sa vie d'informateur infiltré, tantôt collaborateur privilégié de la police, tantôt cible d'une administration qui ne lui accorde aucune reconnaissance. A la recherche d'une identité, il se retrouvera déchiré entre sa couverture de malfrat et son activité d'indicateur. »

***Confessions d'un narco-trafiquant : de Paris aux cartels colombiens*, Osito**, Florent Massot, 2010

→ Résumé Electre : « A 25 ans, il est devenu le représentant d'un des plus grands cartels colombiens en Europe. El Osito signifie "ourson", en espagnol. C'est par ce gentil surnom que les narcotrafiquants colombiens nommaient leur ami d'origine russe Ignat Yurevitch Fadeev. Aujourd'hui, après des années de prison, Ignat est rangé des voitures et s'occupe de ses deux enfants. Ce livre retrace son itinéraire de voyou. »

→ 4ème de couv : « Fiché à 21 ans au grand banditisme, Osito - Ourson en espagnol - devient en quelques années l'une des plus jeunes figures du milieu des stupéfiants : d'abord grâce au commerce entre l'Espagne et la France, puis en devenant le protégé d'un cartel colombien lui permettant de se lancer dans un business d'une tout autre ampleur.

Règlements de compte, fusillades, fêtes mémorables, palaces et villas, yachts et jets, filles de rêve, violence et amour composent le cocktail détonant de cette plongée saisissante dans l'enfer des cartels colombiens. Osito nous livre un récit à deux cents à l'heure dans lequel il revient, sans complaisance ni apologie sur ses années passées dans «le milieu». Aujourd'hui rangé, il décrit les raisons de son ascension fulgurante comme celles de ses échecs, qui l'ont conduit en prison. Il vit actuellement quelque part en Espagne et s'occupe de sa fille. Osito dresse un portrait cynique et précis de ces trafiquants de drogue pour qui adrénaline et danger sont une réalité quotidienne, et livre la vérité crue du milieu, du plus glamour au plus sordide. Un récit exceptionnel et unique pour comprendre le trafic de stupéfiants et ses dangers pour tout le monde.

***Itinéraire d'un dealer raconté à une petite bourgeoise*, E.J. Daz**, Lausanne : Favre, 2010

→ Résumé Electre : « E.J. Daz restitue la trajectoire d'un réfugié africain de 26 ans, entré clandestinement en Europe et survivant grâce au trafic de cocaïne : une enfance en Sierra Leone dans une région en guerre, la fuite dans un pays voisin, l'arrivée en Suisse à 17 ans et son entrée dans le réseau des trafiquants de drogue. »

→ 4ème de couv : « Ils sont partout : dans nos rues, nos journaux, nos discussions politiques. Mais que sait-on vraiment de ces vendeurs de drogue africains dont la présence muette monopolise les débats sur l'asile et sur la sécurité ?

Ce livre apporte le témoignage inédit de l'un d'entre eux : son enfance dans une région en guerre, la fuite dans un pays voisin, puis son arrivée en Suisse à 17 ans, son entrée rapide dans le réseau des trafiquants de cocaïne, commerce dont il donne tous les détails, sans jamais se chercher d'excuses. Une vie faite de coups de chance et de mauvais choix, d'espairs déçus et de fatalisme, de désœuvrement et de belles rencontres.

À l'autre bout du microphone, celle qui enregistre ce parcours voit le sien défiler à l'envers : elle aussi a connu l'Afrique, libre d'y voyager en tant que Blanche, d'abord engagée dans l'humanitaire, puis comme journaliste. Mais plus les images remontent, plus les aspects sombres du passé prennent le dessus, jusqu'à parvenir à de surprenants aveux : elle aussi a frayed avec certaines formes de déviance, alors que rien n'en transparaît plus aujourd'hui.

Du croisement de ces deux trajectoires naît un document lucide, sans angélisme ni voyeurisme, sur la nature universelle de la délinquance et l'état des rapports nord-sud. Un récit à deux voix qui traque les faux-semblants et montre l'humanité de ceux que le sens commun adore détester. »

***Mafias, gangs et cartels : la criminalité internationale en France*, Jérôme Pierrat, Folio, 2011 (Denoël, 2008)**

→ Résumé Electre : « Essai sur la criminalité internationale implantée en France depuis les années 1990, des filières d'immigration jusqu'au racket en passant par la prostitution, le trafic d'armes, de stupéfiants et la contrefaçon. Il démontre notamment de quelle façon les bouleversements géopolitiques récents et la mondialisation de l'économie ont changé la face du crime organisé au sein du pays.

→ 4ème de couv : « Mafias, gangs et cartels. La criminalité internationale en France.

Blanchiment, filières d'immigration, prostitution, trafic d'armes, de stupéfiants, contrefaçon, racket... Pour la première fois, un livre traite de la criminalité internationale implantée en France depuis les années 1990.

L'explosion du bloc soviétique et la mondialisation de l'économie ont changé les dimensions du crime organisé sur notre territoire. Aux côtés du « milieu » traditionnel et des caïds des cités, il faut maintenant compter avec d'autres acteurs de la scène criminelle, tels ces truands géorgiens pilotés par les plus grands parrains de la mafia russe, ou ces gangs sri lankais qui s'entre-tuent en banlieue parisienne. Et avec de nouvelles activités, depuis les méthodes sophistiquées de piratage informatique jusqu'au prélèvement de données sur les terminaux bancaires. Les contours de différentes mafias (turque, chinoise, italienne...) et autres groupes criminels organisés (cartels colombiens, gangs russes, caucasiens et balkaniques) se dessinent dans l'ombre. D'où viennent et que font précisément ces organisations ? Quel est leur degré d'implantation ? Ont-elles des liens avec le crime organisé français ? Quel danger représentent-elles vraiment ? Alimentée par

des sources confidentielles, la première enquête de fond sur la face cachée de la planète mafieuse en territoire français. »

***L'affranchi*, Jean-Claude Kella**, Ed. du Toucan, 2009

→ Résumé Electre : « Pilier du plus grand réseau français de trafic d'héroïne dans les années 1970, l'auteur raconte son ascension dans le milieu du grand banditisme jusqu'à son arrestation et sa condamnation à 20 ans de prison aux Etats-Unis. »

→ 4ème de couv : « De Toulon à Little Italy, itinéraire d'un hors-la-loi.

Originaire du Mourillon à Toulon, Jean-Claude Kella, surnommé « Le diable », a suivi l'ascension classique du petit délinquant : casses, prison pour mineurs, braquages... avant de monter à Paris et de rejoindre le Milieu.

Avec Charlot, son associé et ami corse, ils « héritent » d'une filière de trafic de drogue entre la France et les Etats-Unis, et se hissent en quelques années au sommet de la French connection. Un « parcours » qui fera d'eux les interlocuteurs privilégiés de la mafia italo-américaine et des hommes riches avant de les envoyer derrière les barreaux du pénitencier d'Atlanta. Entre chapeaux mous, costumes croisés, belles américaines et relents de cuisine italienne, Jean-Claude Kella apporte le témoignage exceptionnel de la vie quotidienne aux côtés des vrais personnages que Martin Scorsese a si souvent fait revivre. »

Voir aussi portrait de Jean-Claude Kella (4ème de couv) dans *Libération* le 19-20/11/2011

***Le Colombien : des parrains corses aux cartels de la coke*, Laurent Fioconni dit Charlot**, avec la collaboration de Jérôme Pierrat, Ed. du Toucan, 2009

→ « L'auteur raconte comment, après une jeunesse dans le milieu corse du jeu et des maisons closes, il a fait la rencontre dans les années 1960 avec J.-C. Kella, Francis le Belge et a débuté dans le trafic de drogue. Après une traversée des Etats-Unis il s'est installé en Colombie où il a travaillé dans les laboratoires clandestins des cartels colombiens. »

→ 4ème de couv : « Des parrains corses aux cartels de la coke. Le Milieu ? Laurent Fioconni surnommé Charlot le connaît bien, il y est né. Fils d'une famille de caïds corses, il grandit entre les bars de Pigalle et les bordels de la Côte d'Azur, avant de prendre son envol. Après les casses et les braquages, il se lance dans le trafic de stupés à destination de New-York, affrète le Caprice des Temps et finit au pénitencier d'Atlanta : c'est la French Connection. Après une évasion rocambolesque, il atterrit en Colombie, rencontre la femme de sa vie. Commencent alors seize ans de cavale. Au milieu de la jungle, il travaille dans des labos clandestins pour les plus puissants trafiquants des années 80, Escobar, Ledher et les autres. Traqué par la D.E.A, il finit sa carrière dans un pénitencier de haute sécurité américain. »

***Au coeur du trafic : l'histoire vraie des Go fast*, Bruno Di Maio**, préface Jérôme Pierrat, Intervista, 2008

→ Résumé Electre : « Après vingt ans de délinquance, B. Di Maio a décidé de mettre un terme à sa vie de voyou. Ce pilier du milieu toulousain dévoile les dessous du trafic de stupéfiants, la nouvelle manne du banditisme, et en dénonce l'absurdité et la violence. »

→ 4ème de couv : « Au coeur du trafic. L'histoire vraie des Go fast

Go fast ? Une expression policière pour désigner les transports de drogue à grande vitesse entre l'Espagne et la France.

Des tonnes de cannabis convoyées à plus de 200 km/h, des rives de la Méditerranée jusqu'aux banlieues françaises. Bruno di Maio, 37 ans, a été l'un des pionniers de ce trafic. Gamin de la région toulousaine, il se rêvait en voyou.

La vie va exaucer son vœu et faire de lui un trafiquant chevronné. En quelques années, il passe du négoce de dizaines de grammes à l'importation de milliers de kilos distribués dans toute la France depuis l'Espagne et le Maroc, et des gangs de banlieue aux équipes corses... Avec son associé, une figure du grand banditisme, il délaisse le go fast pour les poids lourds, puis le Maroc pour l'Amérique du sud.

Pour la première fois, Bruno di Maio dévoile la coulisse du trafic : ses règles, ses ruses, ses embrouilles et lève le voile sur les filières qui approvisionnent la France.

Le témoignage inédit qui prolonge le film Go Fast réalisé par Olivier Van Hoofstadt. »

Gangs de Paris : petite chronique du milieu, des années 1970 à nos jours, Jérôme Pierrat, Parigramme 2007

→ Résumé Electre : « Chronique de l'histoire du banditisme parisien. »

→ 4ème de couv : « Requiem pour un milieu défunt : costumes croisés, belles américaines et poésie de l'argot n'appartiennent plus qu'au répertoire suranné des vieux polars "made in France". La grande mutation se produit au tournant des années 1970 alors que la démolition des Halles signe le coup de grâce porte au Paris populaire. Désormais, c'est en banlieue que ça se passe ; les nouveaux voyous portant cheveux longs et blousons sont plus enclins au braquage spectaculaire des agences bancaires qu'à la rente pépère du julot casse-croûte. Question d'efficacité... et peut-être d'adrénaline. Le temps et les modes passent ; on s'intéresse aux fourgons blindés, à la drogue... Autres rapines, autres trafics. Il reste, trente ans plus tard, que les fils spirituels des pionniers du crime périphérique n'ont pas quitté la banlieue et fournissent fidèlement, au gré des affinités de cités ou même de cages d'escalier, les bataillons du grand banditisme. »

La mafia des cités : économie souterraine et crime organisé dans les banlieues, Jérôme Pierrat, Denoël, 2006

→ Résumé Electre : « L'auteur s'attache à montrer l'existence d'une vraie criminalité issue des banlieues, minorité silencieuse qui a rejoint les rangs de la grande délinquance et du banditisme. Il tente de cerner le profil et le parcours de ces voyous professionnels, leurs trafics, leurs territoires, le fonctionnement de l'économie souterraine, la mainmise sur les prisons etc. »

→ 4ème de couv : « Au-delà de la fumée des émeutes ou des crimes du « gang des barbares », ce livre s'attache à cerner le vrai visage de la criminalité issue des banlieues. Polyvalente, multicarte, violente, armée et très organisée : comment fonctionne cette pègre des cités, cette petite minorité qui règne sur les sanctuaires du trafic de stupéfiants, de voitures ou d'armes, les hauts lieux du vol et du braquage ? En quelques années, les petits

délinquants sont devenus des voyous professionnels. Quels sont leurs nouveaux trafics et leurs territoires ? Comment fonctionne cette économie souterraine ?

Organisation des bandes, mise en coupe réglée des quartiers, blanchiment, relation avec le grand banditisme traditionnel, mainmise sur les prisons : autant de thèmes qui permettent de cerner le profil de ce nouveau milieu. Aux côtés des voyous à l'ancienne, il faut maintenant compter avec les caïds des cités des banlieues parisienne, marseillaise, lyonnaise, mais aussi toulousaine, lilloise, bordelaise, strasbourgeoise. Quartiers souvent paisibles et sans histoires, où se dessine la nouvelle carte de la grande criminalité française. »

Le monde des mafias. Géopolitique du crime organisé, Jean-François Gayraud, Odile Jacob, 2005.

Une vie de voyou, Michel Ardouin, Jérôme Pierrat, Fayard, 2005

→ Résumé Electre : « La vie de Michel Ardouin alias Porte-avions, c'est quarante ans de grand banditisme passés à la loupe avec ses grandes figures (les Zemmour, les Corses, etc.) et ses coups audacieux. C'est surtout l'épopée de Mesrine pour la première fois révélée de l'intérieur.

Confessions d'un salaud : histoire vraie d'un braqueur, dealer, taulard, Fatou Biramah, Audrey Diwan, Denoël, 2004

→ Résumé Electre : « L'histoire vraie d'un caïd, montrant l'envers des faits divers. Chef de bande dans les années 80, il s'essaya au braquage puis développa un réseau de drogue international. Il livre ici le récit de sa vie, nous permettant de mieux comprendre les raisons de ses choix, ses sentiments et de découvrir, à l'état brut, une délinquance à l'image de notre société. »

Une histoire du milieu : grand banditisme et haute pègre en France de 1850 à nos jours, Jérôme Pierrat, Denoël, 2003

→ Résumé Electre : « Histoire du banditisme en France de 1850 à nos jours : premiers ouvreurs de coffres, bandes de quartiers, pègre municipale puis nationale, trafics de drogue de l'entre-deux-guerres, etc. Les activités, techniques et répartitions géographiques sont évoquées en détail, les grandes fratries sont présentées ainsi que les luttes d'influence. »

Depuis les «apaches» qui rôdaient jadis près des barrières de Paris, jusqu'aux grands seigneurs issus de la French Connection, tel Francis le Belge abattu en octobre 2000, le Milieu français du grand banditisme a connu de profondes métamorphoses. Pour la première fois, un livre retrace l'histoire de ce monde souterrain dans son étonnante diversité.

→ 4ème de couv : « Vers 1850, les truands se fédèrent en bandes et investissent le cœur des grandes villes. Jérôme Pierrat fait revivre la faune bigarrée des premiers ouvreurs de coffres, cambrioleurs, braqueurs, casseurs, escrocs et autres trafiquants à l'orée du XX^e siècle. On passe en quelques décennies des bandes de quartier à casquette et espadrilles au

Milieu marseillais ou parisien avec costumes rayés et souliers bicolores. De Buenos Aires à Shanghai, les Français sont alors les champions planétaires du trafic et du proxénétisme. Des Renucci, Guérini ou Carbone, fratries sanguinaires de l'entre-deux-guerres, aux caïds de la drogue et des jeux de l'an 2000, en passant par les collabos et résistants de l'Occupation, ce livre fait revivre mille réseaux et figures de légende, et dessine la face cachée de l'histoire contemporaine. »

***Crime, trafics et réseaux : géopolitique de l'économie parallèle*, Michel Koutouzis et Pascale Perez, Ellipse, 2012.**

Extraits dans Rue89 :

<http://www.rue89.com/2012/06/03/ravi-de-la-crise-le-crime-organise-grignote-le-monde-232611>

Cet ouvrage prend en compte la nouvelle donne de la globalisation des marchés de la drogue, qui accentue les processus de déterritorialisation.

***Doudou. Mémoires d'un repent, d'Edouard Rimbaud*, Gallimard 2000**

→ Résumé : « Agé de 80 ans, Doudou (Edouard Rimbaud) est un repent. Vivant aujourd'hui très modestement et sous la menace de se faire débusquer par les trafiquants américains, il raconte la filière française, celle qui, sous le nom de la *French Connection*, acheminait une tonne d'héroïne marseillaise par mois aux Etats-Unis, via le Mexique et le Canada » (PMCA)

***Fin de siècle incertain à Perpignan : drogues, pauvreté, communautés d'étrangers, jeunes sans emplois et renouveau des civilités dans une ville moyenne française*, Alain Tarrius, Trabucaire 1997, 288p.**

→ Résumé Electre : « Etudes de trois communautés en marge qui prennent des initiatives collectives et se fédèrent dans un ailleurs des discours et projets politiques : les Gitans catalans, à partir du commerce et de l'usage de l'héroïne, les Maghrébins, dans les économies souterraines frontalières, les jeunes sans emploi et leurs comportements collectifs. »

***Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*, par Alain Tarrius, avec la collaboration de Lamia Missaoui, éditions de l'Aube, 2000**

→ Résumé Electre : « Comment un comptoir commercial clandestin à Marseille, dans le quartier de Belsunce, profite à tous ses participants, en inventant une économie transfrontalière qui bouleverse les desseins des États et leurs hiérarchies rigides. Peu sensible aux idéaux républicains d'une intégration française, cette communauté interroge notre conception de la citoyenneté. »

***Naissance d'une mafia catalane ? : les jeunes de bonnes familles locales dans les trafics de drogues de Barcelone à Perpignan, Toulouse et Montpellier*, Lamia Missaoui, Alain Tarrius, Trabucaire 1999**

→ Résumé Electre : « A partir d'une recherche menée en 1998 pour l'Observatoire français des drogues et toxicomanies et le Groupement de recherche CNRS Psychotropes, politiques et sociétés, une étude sur les consommations et les trafics d'héroïne en milieu gitan et sur l'entrée des jeunes gitans de "bonnes familles" dans ces trafics. »

***Les étrangers de l'intérieur : filières, trafics et xénophobie*, Lamia Missaoui, Payot 2003**

→ Résumé Electre : « Enquête sur les rapports qui se sont établis entre de jeunes étudiants, trafiquants et passeurs d'héroïne entre la France et l'Espagne, et la communauté gitane. Tente une réflexion sur les nouvelles frontières de l'identité et s'intéresse aux déviances qui naissent au sein des familles bourgeoises traditionnelles du sud de la France. »

→ 4ème de couv : « Ils sont jeunes, étudiants pour la plupart, fils et filles de «bonne famille». Ils habitent le sud de la France et le nord de l'Espagne. Par appât du gain et sur de courtes périodes, eux qui ne «consomment» pas se livrent néanmoins, par le biais de Gitans, au commerce de l'héroïne entre nos deux pays. Mauvais héritiers? Déviants occasionnels? Qui sont-ils réellement? De quelles frontières se jouent-ils? Et qui manipule qui dans cette histoire?

Une sociologue qui, depuis plusieurs années, enquêtait sur les problèmes de santé chez les Gitans, les a rencontrés. Sur fond de trafic de drogue et de xénophobie, son livre bouscule nombre d'idées reçues... »

***L'évadé : de l'étoile jaune à la French Connection*, Jimmy Bornsztejn, avec la collaboration de François Tallandier, Flammarion 1997**

→ Résumé Electre : « Accusé d'appartenir à la French Connection, l'auteur est condamné à la prison aux Etats-Unis en 1972 pour trafic de drogue. Il s'évade, est repris, réincarcéré. Il raconte cette expérience mais aussi les rafles et la déportation de toute sa famille en 1942, sa survie à 10 ans dans Paris occupé, l'univers de la drogue, des truands, de la prison et de la justice. » (Rameau : « Histoire vécue »)

Annexe 4 : filmographie¹⁰

1. Films français

BERTHO Juliet, Neige, 1981.
 CAMUS Marcel, Un été sauvage, 1970.
 CAYATTE André, Les chemins de Katmandou, 1969.
 DECOIN Henri, Razzia sur la schnouff, 1954.
 GERARD Charles, L'homme qui trahit la mafia, France – Italie, 1967.
 GRANIER-DEFERRE Pierre, La Horse, 1969.
 GRANGIER Gilles, Le désordre et la nuit, 1954.
 KORALNIK Pierre, Cannabis, 1969.
 SAUTET Claude, Un Mauvais fils, 1980.
 SCHROEDER Barbet, More, France-Luxembourg, 1969.
 SIMENON Marc, Le Champignon, France-Italie, 1970.
 TAVERNIER Bertrand, L 627, 1992.

2. Films étrangers parlant de la drogue (sortis en France à l'époque)

AVILDSSEN John G., Joe c'est aussi l'Amérique (ou Joe), Etats-Unis, 1971.
 BERTOLUCCI Bernardo, La Luna, Italie, 1979.
 CORMAN Roger, The Trip, Etats-Unis, 1967.
 EDEL Uli, Moi Christiane F, 13 ans, droguée, prostituée..., 1981.
 FRIEDKIN William, French Connection, Etats-Unis, 1971.
 FRANKENHEIMER Franck, French Connection 2, Etats-Unis – France, 1975.
 HOPPER Denis, Easyriders, Etats-Unis, 1969.
 HOPPER Denis, Out of the blue, Etats-Unis, 1980.
 PALMA (de) Brian, Scarface, Etats-Unis, 1983.
 PREMINGER Otto, L'homme au bras d'or, Etats-Unis, 1955.
 SCHATZBERG Jerry, Panique à Needle Park, 1971.

¹⁰ Base : mémoire de Master 2 d'Alexandre Marchant, *Drogues et drogués en France (1945-1990)*, ENS Cachan, 1999.

Annexe 5 : Archives ASUD

Compte rendu de la rencontre ASUD/Fadela Amara du mardi 06 novembre 2007 au Secrétariat d'Etat, 3 place Fontenoy, Paris 7^e.

Présents : Fabrice Olivet et Anna Malonga pour ASUD

Nathalie Latour , coordinatrice nationale de l'ANIT

Fadela Amara, Secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la Ville et Luce Vidal, conseillère.

Fadela Amara : « Tout doit être fait pour diminuer l'emprise de la drogue sur les quartiers »

Prologue :

Dans un souci de clarification de l'image d'ASUD et de communication en direction du monde politique nous avons rencontré Christine Boutin au Palais Bourbon le 30 janvier 2007 (voir *Asud journal* n° 32). Puis, la fin de notre collaboration avec la MILDT ont rappelé aux partisans de la politique de réduction des risques que l'auto-support peut être mal compris voir diabolisé. Kate Barry ayant eu l'amabilité d'ouvrir son carnet d'adresses pour ASUD nous avons donc continué de rencontrer des membres du personnel politique, en l'occurrence Fadela Amara, ancienne présidente de l'association "Ni putes ni soumises", et actuelle Secrétaire d'Etat à la Ville.

Un peu d'histoire

Le Secrétariat à la Ville est installé en plein quartier des ministères, juste en face des Invalides. C'est l'ancien Ministère de la marine marchande, bâtiment austère qui fleure bon la république. On pourrait croire Melle Amara, un chouilla dépaycée dans ce décor un peu vieille France. C'est oublier un peu vite que la république c'est aussi La Plus Grande France - la France de l'Empire Colonial - qui s'est hissée sur trois continents, notamment grâce à ses bateaux marchands. D'ailleurs la première chose qui frappe dans le bureau de Madame la Ministre est un véritable monument d'art colonial une fresque magnifique, peinte à la main, qui orne le mur sur toute sa longueur: Marianne, dressée au centre de l'Hexagone, brandit le fanal de la liberté pour éclairer les peuples d'Outre-Mer : hommes bleus du désert, guerriers des plateaux indochinois. Bref notre ministre, née à Clermont-ferrand, peut saluer chaque matin ses ascendants Kabyles, figurés en pagnes en haut à droite de la scène.

"Je ne crois pas que mes ancêtres aient pu avoir cette tête-là" nous dit-elle. Il n'importe, le foisonnement de peaux couleurs crème, café noir ou café au lait du ministère de la ville ne fait que renouer avec la vieille tradition française du métissage et du mélange, fut-ce par le fait colonial. Deux décennies entachées par la xénophobie du Front National nous l'ont parfois fait oublier.

La ville et la drogue

Mais revenons à nos moutons ou plutôt à nos éléphants roses, et posons la question à Madame le Ministre, **quid de la drogue dans la politique de la Ville ?**

“Il y a trop de produit dans les quartiers, et je ne parle pas de la *zetlah*¹¹, parce que ça c’est rien, mais du reste, notamment la coke qui séduit de plus en plus de jeunes des quartiers. Tout doit être fait pour diminuer l’emprise de la drogue sur les quartiers”

Le dialogue étant engagé sur ces bases, nous avons rappelé à Madame la Ministre les principes de la Politique de Réduction des Risques (rdr), principes qui doivent aussi s’appliquer dans les « banlieues ». Il est frappant de constater à quel point, les populations que l’on a pris pour habitude de désigner sous le vocable de « gens des cités » sont hermétiques à la logique de la rdr. Nous avons également rappelé le caractère particulièrement catastrophique de l’épidémie de sida des années 80-90 justement parmi la population des jeunes issus de l’immigration, touchée massivement au travers de leur usage de drogues par voie intraveineuse, une catastrophe dont les conséquences sociales et psychologiques sont encore mal connues (voir *ASUD Journal* n°32).

La politique de réduction des risques, cette inconnue

Fadela Amara a semblé extrêmement intéressée par notre approche tout en étant assez peu informée sur les réalisations concrètes de la rdr. Elle a acquiescé fortement à propos de la catastrophe épidémique du sida dans sa variante ethnico-sociale en y ajoutant le traumatisme des morts par overdoses, qui dès la fin des années 70 ont endeuillé de nombreuses familles françaises issues de l’immigration maghrébine et africaine. Une chose lui a semblée incroyable c’est l’extrême pénurie de résultats probants, sanctionnés par la recherche, en matière de réduction des risques. A l’exception des enquêtes Siamois¹², puis des travaux menés par l’INVS, très centrés sur les questions infectieuses, pas de statistiques sur la baisse réelle de la délinquance, pas de statistiques sur le nombre de personnes ayant quitté la substitution. Aucune information non plus sur le changement de perception de l’image des « toxicos » dans la société. Rien sur les questions culturelles et encore moins ethniques, malgré les nombreux modèles anglo-saxons ou Hollandais. Bref, rien qui pourrait être comparé avec ce que fut par exemple la publication du Rapport Engelmans aux Pays-Bas¹³ en 1985, ou bien encore le débat confédéral qui s’est emparé de la société helvétique à la suite de la fermeture du trop fameux *Letten park* de Zurich en 1994. Trop de questions restent sans réponse dès lors que nous voulons attirer l’attention des politiques ou des journalistes sur l’impact réel du changement à 180° réalisé dans les années 1987- 94. Autre exemple, combien de toxicos, bénéficiant de cette politique ont pu

¹¹ Le cannabis en argot des cités

¹² J. Emmanuelli, F. Lert, *Evaluation de la politique de réduction des risques liés à la toxicomanie à travers le système SIAMOIS*, 1996-1998

¹³ Célèbre rapport qui contribua à infléchir la politique de prise en charge des usagers de drogues aux Pays-Bas vers la réduction des risques. Il s’appuie notamment sur des travaux ethnographiques qui étudient les modes d’usage, mais également l’appartenance ethnique des consommateurs.

renouer avec la vie sociale grâce aux produits de substitution ? Combien de tox on pu échappé à la prison ? etc.

Bref, pas de réelle approche coût/efficacité, aucune enquête de l'IGAS sur les résultats de la politique de réduction des risques en matière de baisse de la délinquance, d'amélioration sanitaire, de réinsertion sociale et globalement de réduction des dommages et méfaits. Tout cela a semblé surprenant au Ministre, qui, encore une fois, comme beaucoup de nos concitoyens ne connaît pas la politique de réduction des risques en tant que telle, à tel point qu'elle s'est adressée à sa collaboratrice pour savoir dans quelle mesure et dans quels délais, l'IGAS était susceptible de mettre en place un questionnement de cet ordre (touchante naïveté !!).

La prévention mais sans oublier la répression

Fadela Amara nous a informés d'une rencontre avec Monsieur Appaire dont elle déclare ne pas partager toutes les options. La prévention reste à ces yeux un critère décisif pour résoudre le problème. Pour autant, Madame la Secrétaire d'Etat ne se veut pas passer pour « laxiste ». La répression est nécessaire en ce qui concerne le trafic, particulièrement dans sa variante « mafia » de plus en plus investie dans les affaires de marchandises illicites dans les « cités ». Le terme même de dépénalisation lui semble un leurre dans la mesure où il s'agirait du mauvais « signal » donné à la jeunesse (chanson connue dont les paroles sont écrites ailleurs). La prohibition des drogues n'apparaît donc pas comme scandaleuse à Fadela Amara qui qualifie de « facile » l'argument de la comparaison avec la prohibition américaine de l'alcool pendant les années 30. D'ailleurs, la stigmatisation dont sont victimes les jeunes de banlieues, fumeurs de cannabis, rapportée à la complicité goguenarde dont bénéficie les jeunes alcoolos des campagnes berrychones ou bourguignonnes qui s'enroulent autour d'un platane après une baston en boîte, n'est pas un thème qui emporte sa conviction. En ce sens Fadela Amara se fait la porte-parole convaincante, d'une proportion probablement majoritaire de l'opinion publique qui voit dans la toxicomanie une maladie contemporaine du sida ou de la violence dans les collèges. Vu sous cet angle toute action visant à « faciliter » l'usage sera mal perçue. Par exemple le principe de la substitution en soi pose problème à la Ministre qui s'étonne, pour ne pas dire plus, de nous voir faire la promotion de traitements qui s'étalent sur 10,15, ou 20 ans.

Un outil de communication : la promotion du citoyen

La véritable porte d'entrée de la rdr dans la politique de la ville est visiblement la promotion du citoyen, C'est sur cette base que l'on peut agir pour changer le regard porté sur les drogues. Un citoyen a le droit d'être informé sur les stupéfiants de façon crédible. Madame Luc Vidal, la conseillère de la Ministre, est intervenue à ce stade de la discussion pour indiquer que les interventions en collèges et lycées effectuées dans le cadre de la prévention de la toxicomanie sont en partie du ressort du ministère et qu'il n'est pas souhaitable de laisser les seules forces de police exercer cette mission.

Dans le même ordre d'idée Nathalie Latour, coordinatrice de l'ANIT, a indiqué que la subvention touchée par son association par biais de la Délégation Interministérielle à la

Ville (DIV), était perçue dans le cadre de sa mission « prévention de la délinquance », alors que le même type de prestations peuvent être versées sous l'étiquette « action sanitaire ». Un écart d'interprétation administratif qui en dit long sur la manière dont les questions de drogues ont traditionnellement été abordées dans notre pays. La présence de l'ANIT aux côtés d'ASUD, lors de ce rendez-vous avait un sens politique. Une chose que ne semble pas vouloir comprendre le journal Valeurs Actuelles, c'est la cohérence de la démarche d'auto-support avec toutes actions d'inclusion sociale de la part des usagers de drogues, une démarche également complémentaire du système de prise en charge classique. Cette démarche commune vers la citoyenneté est apparemment très bien perçue au Secrétariat d'Etat à la politique de la Ville.

Ne pas enfermer la banlieue dans les drogues.

Le soutien demandé par ASUD au secrétariat d'Etat peut donc prendre la forme d'une aide directe sous forme de subvention, par exemple pour l'organisation des EGUS 2008. Néanmoins ce soutien doit être compris comme faisant partie d'un éventail de mesures en directions des population urbaines précarisées ayant vocation à être représentées par ASUD, en aucun cas il ne s'agit d'une action visant à « remplacer la MILDT », comme d'aucuns vont s'empresse de la propager. Ce soutien peut aussi se manifester par des propositions qu'ASUD et l'ANIT sont invités à faire conjointement dans le cadre du **plan « banlieues »** que le Secrétariat d'Etat est amené à produire d'ici la fin de l'année 2007.

Attention cependant d'éviter les pièges démagogiques de deux sortes : d'abord se laisser enfermer dans une image réductrice qui assimilerait la drogue avec les banlieues, ensuite une mauvaise interprétation de la rdr qui en ferait l'antichambre inévitable de la libéralisation de la vente de drogues.

Bilan

En résumé Fadela Amara nous a paru tout à fait conforme à son image, un incontestable franc-parler, doublé d'une véritable authenticité, alliée à un réel souci de voir les populations dont son ministère a la responsabilité sortir de la suite de stéréotypes dévalorisants dans lesquels elles sont systématiquement enfermées par les médias. Visiblement la drogue fait partie de ces stéréotypes et l'approche pragmatique suggérée par la rdr peut-être une manière d'avancer sur ce terrain.

Dans notre travail de communication en direction des politiques, il est frappant de constater à quel point la rdr s'est contenté de quelques résultats sanitaires sur la baisse des contaminations vih ou la baisse des overdoses, sans comprendre toute la force de conviction qu'elle aurait à tirer des arguments sociaux ou sociologiques. Un exemple parmi cent : l'arrêt presque brutal de la délinquance en direction des professionnels de santé est un fait que connaissent tous les acteurs concernés (ordre des pharmaciens, groupes d'auto-support et policiers), mais cette évidence n'est, à ma connaissance, cautionnée par aucune étude. La corrélation entre la mise en place de la rdr et la fin de ce que les années 70 avaient baptisé : « les braquages de pharmas » n'a jamais été faite. Or quiconque fait un peu de recueil de témoignage auprès de pharmaciens d'officines les

entendra tous déclarer que le cambriolage et l'attaque à main armée pour mettre la main sur les produits stupéfiants étaient un classique d'avant la mise en place de la substitution.

Nous avons donc de nombreux chantiers devant nous, notamment en ce qui concerne la propagation en direction des politiques, des idées qui sous-tendent la rdr. Effectuer ce travail main dans la main avec une association de professionnels telle que l'ANIT est une excellente chose, cela permet de proposer une approche globale des problèmes posés. A nous maintenant d'être réactifs, car si nous le souhaitons cette rencontre peut-être à l'origine d'un nouveau partenariat durable avec un acteur original de la vie politique française qui semble avoir une connection directe avec la Présidence de la République.

Table analytique

Présentation	9
Reconstruction de l'objet de recherche	11
<i>Un cycle historique et ses moments</i>	12
<i>Etat des savoirs</i>	13
<i>L'histoire telle qu'on la raconte</i>	18
<i>Dynamiques sociétales et mutations culturelles</i>	23
Dispositif méthodologique	26
<i>L'accès aux archives</i>	26
<i>Entretiens biographiques et entretiens collectifs</i>	28
<i>Le dépouillement de la presse</i>	30
<i>Les témoignages écrits</i>	31
<i>Données statistiques</i>	31
<i>Une étude multi-sites</i>	32
Démarche	35

Première partie :

CADRAGE CHRONOLOGIQUE (1964-2004)

Introduction : les quatre âges de la diffusion	40
1. Le temps des pionniers (1964-1973/74), Anne Coppel	46
<i>1.1 Les jeunes ont la bougeotte</i>	46
La drogue et les jeunes, une association nouvelle	49
Continuité et ruptures	52
<i>1.2 Mai 68 et les drogues</i>	56
A la conquête de la liberté	62
Du carrefour de Buci à Vincennes, de la rive gauche à la rive droite	63
Consommations et reventes dans les quartiers parisiens	68
2. Les seventies et la première lame de fond de l'héroïne (1974-1980), Anne Coppel	73
<i>2.1 1972-1974, les années charnières</i>	76
<i>2.2 1974 -1981, La société libérale avancée face au « problème de la drogue »</i>	79
<i>2.3. Le corpus des années 1974-81</i>	81
Un monde chavire	83
Quand l'héroïne se taille la part du lion	87
Quand l'offre répond à la demande	92
<i>2.4. Les embrouilles, les braquages, la délinquance</i>	95
3. Les années catastrophe ou la seconde grosse vague de diffusion (1981-1988), Michel Kokoreff	
<i>3.1 Paradoxes des années 1980</i>	103
Mai 1981	104
La campagne antidrogue du PCF	106
La montée de la délinquance	107

Les rituels de Marmottan	109
3.2 Les cités, au coeur de la tourmente	111
« Après 1980, ça a commencé à merder... »	113
Des années glauques	114
La nouvelle donne	116
« Ce n'était plus le même système, ce n'était plus la même came »	117
3.3 De Paris à Marseille	121
Logiques portuaires et porosités sociales	121
Quartiers anciens, cités maudites	124
Nice, plaque tournante	126
Zampa, un bandit de légende parmi d'autres	127
L'ouverture sur d'autres mondes	128
4. Le temps du reflux (1988-1996), Michel Kokoreff	131
4.1 Les années 1990 : résurgences et éclatements	134
4.2 De la reconnaissance à l'objectivation d'un problème de santé publique	136
Politiques du chiffre	136
La lecture du reflux par les statistiques policières est-elle possible ?	137
L'impact de la substitution sur le trafic	143
4.3 Trajectoires de sortie	143
D'une décennie à l'autre	144
Les sorties de l'héroïne	152
De la chasse aux dealers au prosélytisme religieux	152
4.4 De l'incorporation entre drogues et musiques à l'éclectisme culturel des années 1990	155
Le grunge et ses parias	156
Acid House, rave culture et mouvement techno	158
4.5 Regards sur le temps qui passe	160
Conclusion de la première partie	163

Deuxième partie :

Analyse transversale

Introduction : modalités, lieux, formes et traitements publics de la diffusion de l'héroïne	171
5. Des modalités	174
5.1, Le process productif de l'héroïne, Michel Peraldi et Liza Terrazzoni	174
Du champ de pavot au laboratoire	174
1/ Culture du pavot	175
2/ Récolte et raffinage de l'opium	176
3/ Extraction de la morphine-base	176
Le passage au laboratoire	176
4/ Fabrication de l'héroïne	176
Du laboratoire au consommateur	178
5.2 District productif marseillais de l'héroïne : dispositif d'acteurs, Michel Peraldi et Liza Terrazzoni	
B. ou la description ethnographique du cycle de production de l'héroïne à Marseille en 1960	184
Premier moment du cycle ou du champ de pavot au laboratoire	
Opium et morphine-base en provenance d'Indochine et de Turquie	187

<i>Les mondes du port, humus économique et social des entreprises de trafic d'héroïne</i>	188
<i>1950-1960, reconfiguration du marché de la morphine-base</i>	193
<i>Accroissements de l'acheminement par voie terrestre</i>	194
<i>L'entrée de nouveaux acteurs : entre segmentation et polyvalence</i>	196
2 ^{ème} moment : le passage au laboratoire	198
<i>Des laboratoires discrets et mobiles</i>	198
<i>Les chimistes, pièce essentielle de la production de l'héroïne marseillaise, la « plus pure du monde »</i>	200
<i>L'évaporation</i>	202
<i>Mondialisation des filières</i>	204
Du labo au consommateur	205
<i>Le marché international : les USA</i>	205
<i>Le marché local : ventes et reventes</i>	206
<i>Ethnicisation des corses, un voile politique ?</i>	209
 5.3 <i>La syro-libanaise : de la nécessité à la filière</i> , Claire Duport	219
 5.4 <i>La notion de filière dans le trafic d'héroïne : retour sur un mythe</i> , Alexandre Marchant	228
Les nouvelles routes méditerranéennes de la drogue, entre Tunisie et Liban...	231
... s'étendant jusqu'au Croissant d'Or le long d'itinéraires orientaux variés	233
Le carrefour de l'Afrique de l'Ouest et les nouveaux axes transatlantiques	235
 5.5 <i>La notion de filière dans le trafic d'héroïne : analyse de la Chinese Connection (1974-1984)</i> , Alexandre Marchant	242
La fin de la <i>French Connection</i> ?	242
L'essor de la <i>Chinese Connection</i>	246
La répartition des rôles au sein de la <i>Chinese Connection</i> : quelques criminels endurcis et beaucoup d'occasionnels	252
Un démantèlement de la filière chinoise au début des années 1980 ?	256
 6. Des lieux	260
 6.1 <i>Parcours d'urbanité de l'héroïne à Marseille</i> , Claire Duport	260
Des villes dans la ville	262
Mobilités et opportunités urbaines	264
De Aix à Marseille, des mondes petits-bourgeois à ceux des cités	267
La virée	269
Propagation et visibilité	272
Comme une scène ouverte	274
Des initiations par mitoyenneté	275
Au delà des pratiques, de la présence qui dure	278
 6.2 <i>L'appartement : lieu de vie, lieu de vente, lieu de fête. Styles de vie, circulations, porosités : un marché intégré</i> , Aude Lalande	280
L'appartement, lieu de vie	283
<i>Lieu de vie, lieu de vente, lieu de fête</i>	283
<i>Lieux collectifs, « nomades » et « rhizomes »</i>	285
<i>Circulations, porosités</i>	286
<i>De « véritables voyages sociaux »</i>	289
<i>Un régime de sociabilités fortes</i>	291
L'appartement point de vente	293
<i>Intermédiaire, revendeur ou employé</i>	293
<i>L'appartement ressource</i>	297
<i>L'appartement débouché</i>	297
Le passage à la rue	302
<i>Les vendeurs plongent</i>	302
<i>Les acheteurs passent en catastrophe à un autre « plan »</i>	303
 6.3 <i>L'arrivée de la came dans les cités</i> , Michel Kokoreff	310
Taudis, cités, immeubles	311
Pas de drogue dans les bidonvilles !	314

Les cités de transit	321
La drogue dure	322
Dissémination et chronos-scènes	328
La constitution de réseaux de contiguïté	331
Ce que l'héroïne fait aux familles	332
 6.4 <i>L'héroïne dans les trajectoires de polyusage liées aux raves</i> , Emmanuelle Hoareau	339
L'héroïne dans les trajectoires de polyusage chez les ravers	342
<i>L'intégration des produits de synthèse dans une trajectoire où l'héroïne est centrale</i>	344
<i>Une initiation dans le contexte des premières prises de produits illicites</i>	346
<i>L'expérimentation après la découverte des raves</i>	349
Une pluralité d'usages	353
<i>Usage de régulation de stimulants et/ou LSD</i>	355
<i>Usage pour ses effets propres : pratique de polyusage en free party</i>	356
<i>Usage ritualisé hors de la free party</i>	357
<i>Usage de dépendance sorti de la free party et stabilité de l'insertion sociale</i>	359
<i>Usage de dépendance, rupture(s) biographique(s) et grande précarité</i>	361
La trajectoire de Guillaume, gestion du traumatisme et exigence de vigilance	364
<i>Approche descriptive</i>	364
<i>Première séquence (12 ans et demi - 21 ans)</i>	365
<i>Deuxième séquence (22 - 24 ans)</i>	369
<i>Approche clinique</i>	371
 7. Des formes	382
 7.1 <i>L'affaire de Bandol : une histoire dans l'histoire</i> , Vincent Benso	382
Les faits	383
Un fait divers bien particulier	384
Au-delà de Bandol, panique morale et guerre totale	389
L'overdose de Bandol, légende et réalité	393
De quoi l'overdose de Bandol est-elle le nom ?	396
 7.2 <i>La diffusion de l'héro à travers Libération</i> , Michel Kokoreff	398
<i>Enquêter sur Libé</i>	398
<i>Les groupusculaires et leur culture</i>	400
Maos, anarcho-désirants, situs, etc.	400
Du fantasme de la classe ouvrière à la fascination des marges	404
Hasch, trips, héro	407
<i>Drogues à la « Une »</i>	409
Monsieur et Madame Héroïne	409
Amsterdam, capitale culturelle	412
« La chasse aux sorcières »	415
Une étrange carte de France	419
Les années coke	420
<i>L'expérience de l'héroïne</i>	421
Pacadis, le punk-philosophe, et les autres	423
Y a-t-il des drogués heureux ?	425
Une France quadrillée	428
La question des soins, entre Marmottan et Le Patriarche	432
 7.3 <i>Penser les drogues : Deleuze et Guattari</i> , Michel Kokoreff	437
 7.4 <i>L'évolution de la place des toxicomanes dans les prisons (1970-1990)</i> , Alexandre Marchant	442
Un problème grandissant et pourtant « invisible » dans les années 1970	443
Le moment du « tout carcéral » : un problème « trop visible » dans les années 1980	446
« L'institutionnalisation » du problème : le tournant des années 1980-1990	450
 7.5 <i>Polytoxicomanie, cambriolages de pharmacie et auto-substitution des héroïnomanes (1970-1980)</i> , Alexandre Marchant	455

Avant l'épidémie d'héroïnomanie, la polytoxicomanie médicamenteuse au tournant des années 1960-1970	455
L'épineux problème des cambriolages de pharmacie dans les années 1970-80	460
La consommation de médicaments comme auto-substitution de l'héroïne	466
 7.6 Une histoire raciale de l'héroïne (1980-1995), Fabrice Olivet	472
Race : l'histoire d'un déni	472
<i>Le corps a ses raisons...</i>	473
<i>L'héroïne, la banlieue, les années 1980</i>	473
<i>Les invisibles de la République</i>	475
<i>Cet obscur objet du désir</i>	476
Races et drogues : les contours de l'objet	478
<i>Qui ?</i>	478
<i>Quoi ?</i>	481
<i>Où ?</i>	485
<i>Quand ?</i>	487
La trahison des sens	487
<i>Le modèle théorique américain</i>	489
<i>Le New Jim Crow</i>	489
<i>En France: la cécité volontaire</i>	491
<i>Corps politiques ou politique des corps</i>	493
Seconde génération et incarcération de masse	496
<i>La génération sacrifiée ?</i>	497
<i>Le prix à payer ou « les beaux mecs »</i>	501
<i>Du zonard à la « caillera »</i>	504
<i>Contrôle au faciès, et répression raciale</i>	505
<i>La structuration des réseaux mafieux</i>	508
<i>Tox et anti-tox</i>	508
 7.7 Itinéraire d'un voyou devenu « sans-papiers », Michel Kokoreff	514
Rencontre	514
Biographie	517
Première séquence (5 ans-19 ans)	518
<i>De la rue du Faubourg Poissonnière à une cité de Gennevilliers</i>	518
<i>Quitter l'école</i>	518
<i>Première incarcération</i>	519
<i>Fleury-Mérogis, une prison pour les Arabes de banlieues ?</i>	521
<i>Sortie de prison</i>	519
<i>La belle vie d'un voleur professionnel</i>	520
<i>La vie en centrale</i>	525
Deuxième séquence (20 ans-48ans)	527
<i>La diffusion de la came</i>	527
<i>De l'héro à la coke</i>	530
Troisième séquence (50 ans-62 ans)	532
<i>Une situation exécrationnelle</i>	532
<i>Devenir un paria</i>	530
<i>Point zéro et rebelote</i>	531
<i>Sans domicile fixe</i>	535
<i>Idées noires</i>	537
<i>Retourner vivre en prison</i>	538
 7.8 Compter les familles et les fratries touchées par la diffusion de l'héroïne, Azzedine Grinbou et Michel Kokoreff	541

8.1 Combien de « toxicomanes », combien de morts ? Jean-Michel Costes	546
Les concepts et sources des données	547
<i>Combien de toxicomanes ?</i>	547
<i>Combien de morts ?</i>	548
Les données existantes	552
<i>Combien de toxicomanes ?</i>	550
<i>Combien de morts</i>	552
<i>Les conclusions sur l'ampleur du phénomène entre 1970 et 2005</i>	554
<i>La dynamique des usages d'héroïne entre 1970 et 2005</i>	555
8.2 L'impossible tournant sécuritaire des années 1980, Alexandre Marchant	557
Quand la drogue devient progressivement un problème de délinquance au seuil des années 1980	557
Vers un tournant répressif (1984-1986) : la réponse des socialistes aux préoccupations du public	561
Les élections de 1986 : l'offensive sécuritaire sur la drogue de la droite	564
La bataille d'Albin Chalandon et la résistance de Michèle Barzach	569
Le bilan en demi-teinte de cette tentative de « guerre à la drogue »	573
8.3 L'échec du tour de vis répressif du début des années 1990, Alexandre Marchant	579
Des opérations coups de poings sur les dealers méthodiquement organisées	579
Un ministère particulièrement susceptible...	583
La très médiatique « mission Broussard »	584
8.4 Entre diffusion et réduction des risques, la case prison, Claire Duport	589
Des centaines de dossiers, et autant d'histoires de vie	591
La prison refuge	595
La prison initiation	599
Une politique pragmatique	601
Conclusion générale	612
Des phases et cycles de diffusion variables	612
Une sociologie des capacités sociales des « survivants »	618
De la responsabilité des pouvoirs publics dans la catastrophe sanitaire	621
Le « retour » de l'héroïne est-il un mythe ?	623
Bibliographie	628
Annexes	652
Chronologie(s)	
- chronologie générale	
- chronologie du démantèlement des laboratoires d'héroïne	
Questions de méthode	
- Aux sources de l'histoire de l'héroïne : quelles archives, et comment y accéder ?	
- Annexe méthodologique sur l'affaire de Bandol	
Outils	
- Grilles d'entretiens	
- Liste des usagers/revendeurs et trafiquants rencontrés	
- Liste des acteurs rencontrés	
Archives	
- ASUD	
- Photographies	